République démocratique du Congo

SUD-KIVU

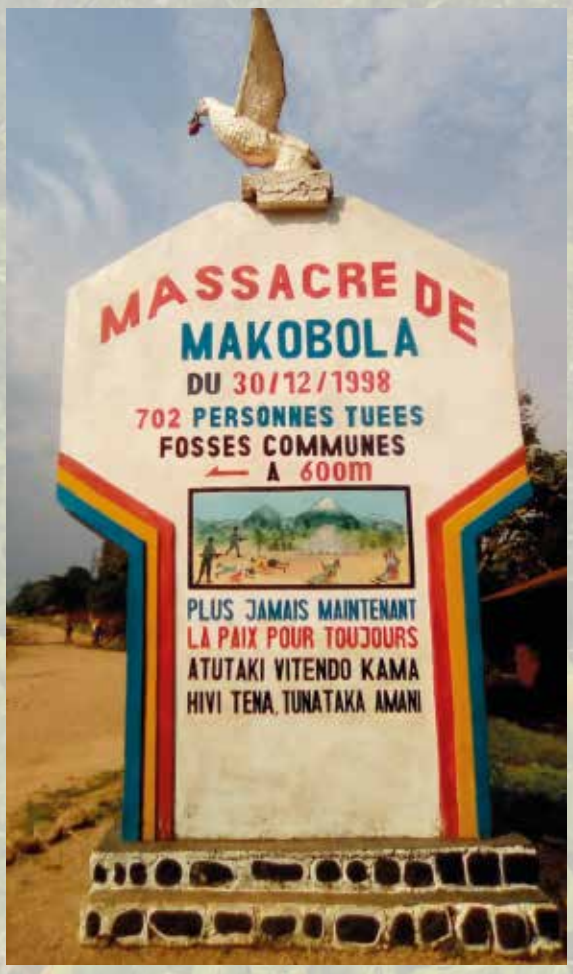
Enjeux de territoire



Tome 2 Sous les temps de la postcolonie et des mouvements armés

Sous la direction de
Jean Omasombo Tshonda

Jean Omasombo Tshonda
Théodore Assumani Kilembwe
Aymar Nyenyezi Bisoka
Bernard Halimana Hangi
Paul Olela Tshund' Unyumbe



AFRICA museum

SUD-KIVU

République démocratique du Congo

SUD-KIVU

Enjeux de territoire

Tome 2 : Sous les temps de la postcolonie et des mouvements armés

Sous la direction de Jean Omasombo Tshonda

AFRICA museum

Coordinateur du projet « Provinces »

Jean Omasombo Tshonda, chercheur au service Histoire et Politique, MRAC, et professeur à l'Université de Kinshasa (RDC).

Auteurs du tome 2

Cet ouvrage est le fruit de la collaboration entre les chercheurs de terrain, en RDC, et les chercheurs du service Histoire et Politique et de différents autres services du MRAC à Tervuren.

Jean Omasombo Tshonda, politologue, chercheur au service Histoire et Politique (ex-section d'Histoire du Temps présent), MRAC, et professeur à l'Université de Kinshasa.
Bernard Halimana Hangi, docteur en gestion, professeur à l'Université pédagogique nationale de Kinshasa.
Théodore Assumani Kilembwe, historien, chef de travaux à l'Institut supérieur pédagogique de Bukavu.
Aymar Nyenyezi Bisoka, juriste et politologue, professeur à l'Université de Mons.
Paul Olela Tshund' Unyumbe, docteur en science politique et haut diplômé en droit, professeur à l'Université des Sciences et des Technologies de Lodja (RDC).

Toutes les photographies sont droits réservés ou sous copyright mentionné. Toute question ou demande d'autorisation doit se faire par écrit auprès du MRAC, service des Publications, 13, Leuvensesteenweg, 3080 Tervuren (Belgique).
En couverture de ce tome 2 : stèle érigée à Makobola en mémoire d'un massacre commis sous le Rassemblement congolais pour la démocratie (RCD/Goma). Certaines victimes furent enterrées vivantes. (Photo Josaphat Musamba, 2021.)

Ce volume comporte deux tomes qui présentent le même référencement.
Dépôt légal : D/0254/2024/12
ISBN : 978-9-4645-9617-5

Relecture : Edwine Simons et Benoît Albinovanus (MRAC)
Layout : Fabienne Richard (Quadrato)

© Musée royal de l'Afrique centrale, 2024
Leuvensesteenweg 13
B-3080 Tervuren
www.africamuseum.be

Tous droits de reproduction, par quelque procédé que ce soit, d'adaptation ou de traduction, réservés pour tous pays. Toute reproduction (même partielle), autre qu'à usage pédagogique et éducatif sans fin commerciale, de cet ouvrage est strictement interdite sans l'autorisation écrite préalable du service des Publications, Musée royal de l'Afrique centrale, 13, Leuvensesteenweg, 3080 Tervuren (Belgique).

SOMMAIRE

INTRODUCTION. Le Sud-Kivu d'un épisode à un autre : une conflictualité érigée par paliers graduels 7

PREMIÈRE PARTIE. LE TERRITOIRE DU SUD-KIVU À L'ÉPREUVE DU NOUVEAU POUVOIR ÉTATIQUE . 33
Chapitre 1. Réorganisation du territoire et évolution politique 35
Chapitre 2. Les originaires du Sud-Kivu au pouvoir dans les première et deuxième républiques (1960-1997) 83
Chapitre 3. Du mouvement lumumbiste Simba au maquis marxiste Kabila 1964-1986. 103

DEUXIÈME PARTIE. DOSSIER BANYARWANDA
CHRONIQUE DES NOUVELLES IMPLANTATIONS QUI MÈNENT À LA GUERRE. 137
Chapitre 1. Les vagues de refugiés Banyarwanda à partir de la décolonisation. Une nouvelle dynamique politique s'installe au Kivu 139
Chapitre 2. Chronique sur la nationalité congolaise des Banyarwanda 163
Chapitre 3. La guerre de l'AFDL. Lorsque chasser Mobutu du pouvoir et arracher l'espace du Kivu au Congo deviennent des objectifs immédiats 213
Chapitre 4. RCD : le nouveau forcing pour gagner ce qui n'a pas été obtenu avec l'AFDL 247
Chapitre 5. Une troisième guerre de Bukavu sous le couvert du CNDP 287

TROISIÈME PARTIE. LA GESTION POLITIQUE ET ADMINISTRATIVE DU SUD-KIVU
DE L'APRÈS ÉTAT-ZAÏRE 309
Chapitre 1. Le Sud-Kivu sous les années Kabila père et fils 311
Chapitre 2. Avènement de Félix Tshisekedi : le Sud-Kivu intègre le noyau du pouvoir central 347
Chapitre 3. Le radicalisme sud-kivutien perd de sa force : un itinéraire 385
Chapitre 4. Les groupes armés au Sud-Kivu 407
Chapitre 5. Groupes armés dans le secteur des ressources naturelles, conflits environnementaux et exploitation minière 471

ÉPILOGUE. Terres et pouvoirs dans les entités du Sud-Kivu 491

TABLE DES MATIÈRES 519

INTRODUCTION

LE SUD-KIVU D'UN ÉPISODE À UN AUTRE : UNE CONFLICTUALITÉ ÉRIGÉE PAR PALIERS GRADUELS

> « Les actuels groupes ethniques étant différents de ce qu'ils étaient avant la colonisation […] [ils] se battent pour le contrôle des circonscriptions parce que cela leur donne accès au pouvoir, aux facteurs de production et de reproduction sociale. Ceci marque l'importance du territoire étatique. Il ne disparaît pas, car les groupes ethniques se battent à l'intérieur du cadre national, veulent contrôler les ressources qu'il contient et ne cherchent pas à déplacer ses frontières. Les restructurations postcoloniales étant à la base de conflits ne conduisent pas à la fin des territoires [ethniques]. Elles contribuent, dans le contexte actuel, au renforcement du pouvoir coutumier, à la dynamique des relations sociales et reflètent une crise sociétale. Les acteurs ne sont pas neutres, car ils extraient les conflits de leur contexte de production pour justifier leur position. Ils sèment la confusion entre territoire ethnique et territoire étatique, entre identité culturelle et nationale » (Muchukiwa 2006 : 189-190).

C'est bien là une difficulté majeure pour situer l'État congolais dans son contenu actuel, ce qu'il est et la manière dont il opère. Mais cet ouvrage n'a pas ce point comme objectif, même s'il faut assez vite écarter deux thèses y attachées qui sont apparemment opposées. C'est parce qu'il faut que cesse le regard du vécu local à partir des extrêmes qui obstrue la vue du réel. La profonde faiblesse de l'écriture de l'histoire du Congo pèse lourdement sur la connaissance de ses réalités, tant du passé que du présent. La démarche qui aurait voulu une rencontre afin de mieux entendre et voir ce qui se vit dans le réel piétine, otage des analyses néocoloniales et indépendantistes. Pour s'en libérer, il faut davantage d'efforts, car le temps passé et la multitude d'événements nouveaux accumulent leurs signatures ; le contenu du vécu devient complexe, ce qui le rend difficile à démêler. Mais il n'y a pas de choix, le devenir de ce local qu'il faut d'abord situer afin de mieux l'intégrer devra dépasser le poids de nos subjectivités qui empêche de mieux approcher le présent.

À partir du contenu du tome I de cet ouvrage, il y a lieu de s'opposer aux thèses selon lesquelles, d'une part, le territoire étatique imposé par la colonisation avait dissous le territoire ethnique et, d'autre part, l'État postcolonial, et fondamentalement l'État-Zaïre de Mobutu, n'est pas un réel héritage du passé colonial belge.

1. RÉCUSER DEUX THÈSES : ÉLÉMENTS POUR UNE DISCUSSION

1.1. LE TERRITOIRE ÉTATIQUE EFFACE-T-IL L'ESPACE ETHNIQUE ?

Nous prenons le contre-pied de Bosco Muchukiwa pour qui le territoire étatique, une création coloniale, a dissous le territoire ethnique ancien, ce dernier étant devenu une réalité mentale et non plus physique (Muchukiwa 2006 : 186-187). Le travers de cette idée tient au fait que la colonisation est perçue comme ayant été à l'origine d'un autre monde, au sens d'une essence, et que la société d'avant est perçue comme ayant cessé d'exister, au sens d'une suppression. Et ce, parce que l'on privilégie le formel sans scruter le réel dans sa complexité. L'étude de Muchukiwa, portant d'abord sur l'organisation des structures sociopolitiques dictées par le sens de la loi coloniale comme norme régulant le nouvel ordre étatique, aurait nécessité plus d'efforts ou plus de connaissances anthropologiques. Il aurait

fallu accorder plus d'attention aux hommes dans leurs comportements en rapport au milieu, à la fois physique et social, en transformation, plutôt que de se focaliser sur les seuls rapports de pouvoir politique et administratif. Du fait que l'espace ethnique, auparavant entité singulière dans un environnement sociopolitique mouvant, ait été brutalement intégré d'en haut par un autre espace plus large l'englobant et le dominant pour lui assigner d'autres attributs subalternes, les adhésions et les rejets prennent du temps à se stabiliser.

S'intercalant « entre la généralité et la singularité », inspirons-nous d'Achille Mbembe qui construit son hypothèse sur le fait que « la légalité propre des sociétés africaines, leurs propres raisons d'être et leur rapport à rien d'autre qu'à elles-mêmes s'enracinent dans une multiplicité de temps, de rythmes et de rationalités qui, bien que particuliers et, parfois, locaux, ne peuvent pas être pensés en dehors d'un monde qui s'est, pour ainsi dire, dilaté » (Mbembe 2000 : 21). Mbembe fait bien de rapidement préciser, en note : « On doit bien se garder de ne penser cette dilatation qu'en termes d'"occidentalisation manquée", génératrice de traumatismes sociaux et de désordres dans les relations internationales, ainsi que le fait Bernard Badie dans *L'État importé. L'Occidentalisation de l'ordre politique* (1992). Mbembe rejoint plutôt l'appréciation plus historiquement située, et donc plus complexe, de ces phénomènes fournie par F. Cooper *et al.* dans l'ouvrage *Confronting Historical Paradigms* (1993 : 84-201).

Dans la construction des identités ethniques locales au Sud-Kivu, tout ne se réduit pas qu'au travail de l'imaginaire ou encore à certains ersatz culturels issus des "traditions africaines" réifiées par l'ethnologie coloniale ou les manipulations des nouveaux pouvoirs postcoloniaux. Au Congo belge, l'espace ethnique avait été imbriqué dans l'édification du territoire étatique, qui ne réussit pas à le supprimer ; la domination ne fut pas une submersion. Pour l'expérimenter, apprenons à le vivre, pour voir quel est le vécu de ceux qui y sont impliqués. Plusieurs éléments encore vérifiables portant sur le contenu de ce qu'est l'ethnie peuvent encore être exhumés. Mais il faut, alors, que l'on s'entende sur le fait même de l'ethnie, qui est une construction historique aux contours mouvants et non une réalité ontologique. Sur l'ethnie donc, un constat s'impose : le référentiel ethnique en RDC reste une composante essentielle des dynamiques sociales et politiques. Le géographe Pourtier fait observer : « Les processus identitaires combinent de multiples paramètres, parmi lesquels l'espace n'est pas l'un des moindres. Le territoire nourrit les identités lorsque l'emportent les dynamiques de repli ou de compétition pour l'appropriation de la terre. La dialectique entre liens du sol et liens du sang se modifie en fonction des transformations de l'espace sous l'effet des mobilités, de l'urbanisation, etc. Les particularités géographiques du Congo contribuent à infléchir les évolutions des systèmes sociospaciaux ; elles pèsent sur les conditions du vivre ensemble dont les difficultés ont émaillé son histoire contemporaine » (Pourtier 2014 : 106).

Quelles qu'en soient les faiblesses (fragilité) et les traits particuliers dans son organisation selon les lieux et les groupes, l'espace ethnique d'avant la présence européenne n'était pas qu'un leurre et son exploitation pour asseoir la domination coloniale n'aurait pas été que fabrication de l'Européen. À cause de la tradition orale mal ou très peu conservée pour mieux renseigner sur son contenu réel à l'époque, la difficulté de dire aujourd'hui ce qu'il aurait constitué dans certains lieux ne doit pas servir de justificatif pour dire que le territoire ethnique n'avait pas été qu'illusion. On ne doit effacer l'espace et le temps comme éléments consubstantiels des formations sociales, quelles que soient les échelles considérées. Prenons un exemple dans une région proche, celle du Maniema, avec les Bakusu divisés en clans et qui ont un système politique segmentaire et acéphale. Toutefois, certains clans considérés comme ceux des premiers occupants, avaient une prééminence. Ils étaient *kanga kete* ou *lome kete*, c'est-à-dire les propriétaires ou maîtres des terres à qui l'on devait une partie des récoltes et du gibier abattu. Chaque clan avait un chef appelé *nkoy* (léopard) dans les chefferies (dites aujourd'hui) Ankusthu, Bakongola et Matapa ou *mwankana* chez les Aluba et les Bahina. L'autorité de chaque chef de clan était fondée sur la parenté. Il devait être l'aîné du clan. Cependant, le chef d'un clan prééminent avait une autorité fondée non sur la parenté, mais sur le rapport à un territoire. Les Arabo-Swahili n'ont pas occupé d'une façon effective la région de Kibombo ; ils étendirent leur influence dans cette région par le truchement des autochtones mis à leur service. Parmi les plus célèbres, il y eut Ngongo Leteta et Muhala. Certains chefs de clans profitèrent de la présence arabo-swahili dans les régions limitrophes de Kasongo et



Chez les Bakusu du territoire de Kibombo dans le Maniema, Mulamba Lowa exécute une danse avec son fils héritier et un dignitaire. (EP.0.0.13662, collection MRAC Tervuren ; photo H. Goldstein, s.d. © Sofam.)



Nyangwe, plus particulièrement, pour asseoir leur domination sur les autres chefs. Ils offraient aux Arabo-Swahili des pointes d'ivoire et des porteurs qui devenaient des esclaves. Ce fut le cas notamment de Mulamba Lowa qui, à l'aide des armes qu'il avait acquises, avait réussi à s'imposer dans la région des Awila (chefferie Aluba).

> « Bien que les clans Aluba, Ankutshu, Bahina, Bakongola et Matapa constituant les cinq chefferies du territoire de Kibombo soient tous considérés comme des Bakusu, ils présentent un morcellement extrême.

Ici, Mulamba Lowa pose avec ses parures coutumières, sous l'ère coloniale. Il fut d'abord collaborateur des Arabo-Swahili avant d'être celui des Européens. Il vaincra *manu militari* divers chefs de la région, puis sera investi par le CDD chef de la « grande chefferie Aluba » [Aloa] en 1932. Il va être assassiné en 1964 par les Simba, accusé de collaboration avec les coloniaux, puis le Parti national du Progrès (PNP).
(HP.1956.32.441, collection MRAC Tervuren ; photo H. Goldstein, s.d. © Sofam.)

> Il s'est produit au fil du temps une forte dispersion des groupes claniques familiaux. Le nom Kusu ne serait pas d'origine locale, mais plutôt un nom donné par les Arabo-Swahili, provenant de la coiffure ornée de plumes de perroquet appelé *kusu* que portaient les chefs des clans locaux. Une autre explication lie l'appellation Kusu à l'ancêtre Okutshu [Onkutshu]. Le nom Ankutshu aurait été déformé en Akusu sous l'influence du swahili. Les insignes coutumiers des chefs sont : i) la coiffure en raphia ornée de plumes de perroquet et de plumes d'aigle ; ii) le collier de perles avec trois dents de léopard. Les perles peuvent être en matière vitrifiée, déjà en usage avant l'arrivée des Arabo-Swahili ; iii) la ceinture très large en peau de jeune buffle *mboo* ; iv) la *kilamba*, ample jupe en tissu de raphia teinte par le procédé du batik avec dessin de fleurs et de feuilles ; v) la peau de léopard attachée sur la *kilamba* ; vi) le tabouret en bois évidé et sculpté dit *luhuna* ; vii) les bracelets en cuivre portés aux pieds et aux poignets » (Omasombo Tshonda 2011 : 112, 113).

À l'arrivée des Européens, l'organisation politico-administrative promue par les Arabo-Swahili chez les Bakusu et les chefs qui bénéficièrent de leur soutien fut généralement maintenue. Lors de l'investiture des chefs indigènes au cours des années 1910 et 1912, à la suite du décret du 2 mai 1910 sur les chefferies et sous-chefferies, ce furent généralement ceux qui s'étaient distingués en profitant de la présence arabo-swahili qui furent investis. Plusieurs anciens chefs désignés conformément à la tradition devinrent leurs subordonnés, dits capitas. En vertu de l'ordonnance d'administration générale du 21 mars 1932 n° 41/AIMO, mise en application le 1er juin 1932, le territoire de la Lweki – nom inspiré de la rivière qui traverse la région du sud-ouest au nord-est – créé en 1914 changea de nom pour devenir le territoire des Bakusu avec Kindu pour chef-lieu. Résumons ce que fut la création des chefferies agrandies comme territoires étatiques locaux. Autrefois, dans cet espace, on trouvait de nombreux chefs locaux indépendants les uns des autres. Le premier gros regroupement de chefferies eut lieu à l'époque arabo-swahili, lorsque certains chefs locaux prirent de l'ascendant grâce à leur rôle dans le trafic de l'ivoire et des esclaves. L'Administration coloniale maintint plusieurs de ces chefs afin de bénéficier du système mis en place par les Arabo-Swahili, dans le cadre de l'organisation des corvées et de la collecte de l'ivoire et du caoutchouc, ainsi que des tâches de maintien de l'ordre. Ajoutons aussi que, à la fin des années 1920, le personnel territorial était insuffisant ; le seul agent présent dans le territoire était Lambert, appelé par les autochtones *Bwana Matalatala*[1]. Avec les regroupements de chefferies confirmés ou réalisés par l'autorité coloniale, les unités politiques traditionnelles ne furent pas respectées. Mais dans le territoire de Kibombo, on trouve encore dans de nombreux villages des chefs de clans que certains sujets continuent d'appeler « *nkoy* » (léopard). En fait, le chef investi par le pouvoir colonial n'était reconnu par les villageois que sur le plan administratif, c'est-à-dire sur le plan des rapports entre eux et le colonisateur. Malgré tout, avec cette nomination, le chef investi finit par exercer un ascendant grandissant sur les chefs des villages et leurs gens.

Insistons sur le fait que les espaces ethniques avaient connu des guerres et des modifications avant la colonisation européenne qui vint apporter les siennes en s'adaptant et/ou en exploitant les situations antérieures ; il s'agit d'une nouvelle expérience qui intègre une suite. D'ailleurs, c'est la répression de la colonne de Dhanis qui occasionna l'arrivée du Blanc au Bushi ; en juin 1898, le lieutenant Glorie de la Force publique quitta Shabunda et partit vers Gweshe où les renseignements de ses émissaires situaient les révoltés en suivant les vallées de l'Elila et de l'Ulindi (cf. *supra*).

Certains auteurs aiment répéter que le modèle rwandais fut une exception dans la région des Grands Lacs, mais ils ignorent et/ou ne récusent pas l'existence des pouvoirs locaux autonomes établis ; ceux du Bushi et du Buhavu, par exemple, quoique différents dans leur niveau d'organisation, mais aussi de résistance, n'ont pas été soumis aux invasions nyinginya. Ces derniers étaient des étrangers dans les territoires shi, mais cela ne veut pas dire qu'il n'existait aucun lien intergroupe entre ces peuples différents. Dans la littérature classique, il y a de ces relations-là qualifiées d'« hospitalité ». Un hôte mushi, en l'occurrence un voyageur dans un territoire où il n'a pas de connaissance, était accueilli comme *cigolo ca mwami* (on l'accueille au nom du *mwami*). Le plus souvent, l'étranger qui arrive est conduit chez le chef ; s'il voyage au compte du *mwami* ou

1. Le mot « *matalatala* » signifie « miroir, verre ». L'agent Lambert portant des lunettes, il fut appelé « Monsieur Lunettes ».

d'un autre *muluzi,* il se présentait de lui-même chez le chef. Ainsi, il mangeait, buvait et dormait. Parmi les peuples voisins de la région, les Havu, Hunde, Banyarwanda et Fuliru étaient considérés comme *cigolo* dans le Bushi, parce qu'ils présentaient de nombreuses ressemblances culturelles. Les véritables étrangers dits *wa ekuli* [de loin ou qui vient de loin] sont les Lega au sud-ouest, les Barhembo à l'ouest ou encore les Bembe au sud. Le nom Mubembe usité ne désignait pas le seul originaire de Lembelembe, employé pour tous les étrangers venus au Bushi sous l'influence de la colonisation européenne. Une attitude de méfiance teintait les relations entretenues avec les autres peuples que les Bashi ne connaissaient pas avant la domination belge (Njangu Canda-Ciri 1973 : 44).

Le sentiment de lien entre espace territorial et groupe de population autochtone est fonctionnel, au-delà de la différence tant du type que de la taille du pouvoir sociopolitique local ; les ressentiments générés dans le passé perdurent, tels un héritage de ce passé. Face à la conquête européenne à laquelle Nyalukemba s'était rapidement soumis, Kabare Rutaganda avait appris : « *Kwigomba omweru kurharhuma arhakulya ishwa* » (Se plier au Blanc ne l'empêche pas de te ravir ta terre) (cité par Njangu Canda-Ciri 1973 : 91). Il s'engagea dans une longue résistance certes, mais il mit en place d'autres stratagèmes : « *Omuri orhakube onagunywane* » (Si tu ne peux abattre un arbre, noue amitié avec lui) (cité par Njangu Canda-Ciri 1973 : 98). Ainsi, la résistance de Kabare visait à sauvegarder les institutions locales qui le plaçaient au sommet de la hiérarchie ; il a vu venir le Blanc et il s'était opposé à son installation chez lui. Jamais Ngweshe et Kabare n'avaient formé une armée commune contre les Européens ; chacun essaya de résister pour lui-même et par lui-même. Njangu Canda-Ciri fait observer : « Les antagonismes qui existaient entre les deux groupements du Bushi ont été beaucoup plus marqués pendant les années de résistances aux Européens que pendant les autres périodes. Toutefois, dans ses multiples fuites, Kabare a souvent trouvé refuge chez Ngweshe. Mais jamais une armée shi (des Bahaya et des Bagweshe) n'a été constituée contre le Blanc » (Njangu Canda-Ciri 1973 : 156).

Il se passa seize années de lutte dans le Bushi contre l'installation coloniale, ce qui laissa des marques dans le vécu quotidien des autochtones. Kabare avait multiplié des pactes de sang avec les émissaires du nouveau pouvoir qui en fin de compte prit le dessus sur lui. Une fois Kabare Rutaganda remis au trône et Nyalukemba rejeté par le Blanc, cela devint une reconnaissance de l'antériorité de son autorité permettant symboliquement au Bushi d'avoir gardé un pouvoir coutumier de type tributaire auquel il s'identifie encore aujourd'hui[2]. Les divisions administratives actuelles de la région avaient pourtant trouvé pendant la période de résistance plusieurs facteurs qui les ont modifiées. C'est le résultat non pas dicté par la seule volonté du nouveau pouvoir étatique parce que celui-ci, malgré sa force militaire supérieure, dut accepter de négocier et fit aussi des concessions afin de confirmer sa présence. Bien que recherché et pourchassé (cf. *supra*), Rutaganda n'avait jamais été emprisonné ou tué lorsqu'il se présentait aux Blancs ; ceux-ci avaient évalué son importance et la portée de son action dans ce qui était œuvre à réaliser. Pour sa succession à sa mort en janvier 1919, son fils Rugema (Ngabwe III) dit Kabare Rugemaninzi Alexandre encore mineur dut attendre jusqu'au mois de mai et, d'ailleurs, il lui fallut se montrer conciliant à la fois avec les Européens et les autres chefs locaux. Rappelons les faits : en février 1919, il avait envoyé aux missionnaires de Katana ses salutations et une promesse de visite, accompagnées d'un taureau. En mai, après son intronisation, le nouveau *mwami* envoie un autre cadeau aux missionnaires de Katana. Puis en juillet, il fit sa première visite officielle au père supérieur de Katana. En outre, ni le nouveau Kabare ni ses envoyés, personne ne se déplaçait sans une feuille de route de l'administrateur de Nyalukemba. Les missionnaires, eux, profitaient de ces circonstances pour convaincre le jeune chef de rester soumis à l'administrateur de Nyalukemba, de respecter les frontières que les Blancs avaient fixées en 1917 parce qu'il devra à son avènement un remaniement de son personnel administratif. Le *mwami* se voyait obligé de s'entendre avec ses subalternes (Katana-Kalibanya) et avec Ngweshe devenu son homologue avec la fixation de la rivière Kazinzi comme limite entre leurs

2. Njangu Canda-Ciri rapporte les propos ci-après d'un dignitaire le 28 octobre 1972 recueillis à Ciringwi : « Si Rutaganda n'avait pas pris les armes, les Blancs l'auraient écarté ou tué. Il n'existerait plus de *bwami* au Bushi. Mais, c'est parce qu'il leur a été impossible de neutraliser Rutaganda, que le *bwami* est resté et que nous, nous sommes encore notables aujourd'hui » (cité par Njangu Canda-Ciri 1973 : 160).

territoires. Pour ces ententes, l'Administration exigea de Rugema (Ngabwe III), dit Kabare Rugemaninzi Alexandre, intronisé *mwami*, de faire le pacte de sang avec Ngweshe. Là, il y a un réel problème de sens à part le fait qu'il s'agissait d'abord de faire admettre à Kabare que Ngweshe devint son égal. Mais il était désuet de faire faire un pacte de sang entre deux frères ou entre un père et un fils.



À Katana, transport d'un malade sous la colonisation.
(Photo non datée, collectée par les Sœurs blanches, archives MRAC/ Histoire et Politique ; photographe non identifié ; droits réservés.)

Tout cela fut organisé à ce moment de fragilité du *mwami*, sa jeunesse, qui atteste de son inexpérience. En novembre 1919, l'Administration coloniale voulut approcher l'autorité autochtone et celle de l'Européen sans qu'aucune partie ne perde formellement la face. La cérémonie de réconciliation du nouveau Kabare avec les autres chefs locaux se passa à Katana parce que c'est là qu'avaient été établis la mission catholique et ses missionnaires européens. Cela traduisit que la résidence du *mwami* n'était plus le siège du pouvoir. La veille de la rencontre, Kabare et sa suite firent le voyage, logés chez Katana qui leur tua un taureau pour la fête, ce qui traduirait un geste de soumission, mais cela pourrait n'être que de l'hospitalité. Ainsi se jouèrent le présent et le lendemain du vécu du pouvoir coutumier shi. Njangu Canda-Ciri écrit :

> « Kabare, en sa qualité de chef suprême, n'avait pas à aller chez Katana ni pour le rencontrer ni pour être reçu à sa table. Dans la conception shi c'est Katana qui devait aller chez Kabare et être reçu par Kabare. C'est tout à fait contradictoire d'amener Kabare à aller négocier la suzeraineté chez son vassal. En principe c'est le vassal qui doit aller chez le suzerain. C'est le sens du […] *kushiga* […].
> [Mais ce sont] les chefs [venus qui] se soumettaient à ses propositions et même ses ordres, puisque le Blanc l'avait dit. […] Ainsi le nouveau Nnabushi, tandis qu'il était encore enfant, vit déjà s'étouffer à sa cour toute idée de conquête, la volonté de soumettre Ngweshe et Katana, ambition de tous ses prédécesseurs.
> [Le nouveau Kabare] vit en outre se développer un nouveau système administratif dans son pays. Il était là, lui le chef traditionnel, et ses notables lui rendaient tous les honneurs qui lui étaient dus, et que la coutume lui reconnaissait. Mais il y avait aussi le Blanc, l'Administrateur, de qui tous les notables recevaient directement les ordres. Cela lui enleva une grande partie du contrôle de son administration.
> Ayant senti qu'on avait fait de lui l'homme des Blancs à son insu, il changea d'attitude. Après son émancipation de la tutelle de Ciraba, il réagit violement contre les Blancs. Mais sa révolte n'a plus eu une ampleur populaire. Ce fut une série d'agissements d'un homme révolté, un chef dépassé par la situation, et qui lui valurent l'exil en 1936 » (Njangu Canda-Ciri 1973 : 164-165).

Toute cette description montre qu'on devra cesser d'écrire l'histoire de la conquête européenne, comme cela est souvent le cas, comme s'il n'était question que d'une trajectoire linéaire.

L'« essai de mise au point » de Paul Serufuri, qui cherche à répondre à la question « Le Rwanda a-t-il réellement conquis le Nord-Kivu des siècles avant la colonisation belge ? » apporte des éclaircissements (Serufuri 2020). Sous l'EIC et, comme l'avaient fait avant eux les Arabo-swahili, les envoyés de Léopold II rachetaient de l'ivoire contre des fusils aux chefs locaux qui, eux, voulaient raffermir leur autorité face à leurs voisins. Durant toute la période de la domination européenne, à prendre l'exemple du Bushi à travers la résistance de ses chefs locaux, dont Kabare Rutaganda puis son fils Rugemaninzi, l'État colonial, qui ne se départit pas de ses traits d'être un pouvoir marchand dès son implantation, s'en inspirait et s'adaptait en fonction de sa connaissance des lieux, guidé par ses intérêts propres. « *Muzungu aluma oku, erhi mulerhe n'engoko yalirheraga !* » (Le Blanc mordit dans l'œuf, apportez aussi la poule qui l'a pondu !) (Njangu Canda-Ciri 1973 : 72.) Cet État s'était mis à rechercher continuellement à travers les aménagements locaux récurrents des éléments à

intégrer dans les regroupements imposés par l'existence juridique des nouvelles frontières.

Mentionnons ce que fut la conquête coloniale du Kivu-Maniema, par exemple. Le vécu dans cette région a été profondément impacté par différents centres de pouvoirs multiples, à la fois complémentaires et distincts (et, parfois, compétitifs), qui s'étaient ajoutés à l'autorité politique et administrative coloniale. Diverses situations particulières furent initiées avec la gestion concessionnaire implantant les entreprises coloniales intéressées par l'exploitation des richesses du pays, comme cela se passe encore aujourd'hui. En raison de son étendue et de ses richesses nombreuses, cet espace fut divisé en deux : l'un, le Kivu-Occidental, resté sous supervision de la Compagnie des chemins de fer du Congo supérieur aux Grands Lacs africains (CFL), déjà créée en 1902, avec Kindu pour siège ; l'autre, le Kivu-Oriental, repris par le Comité national du Kivu (CNKi), créé en 1928, et ayant Bukavu pour siège. On méconnaît encore assez largement les modes de gestion de ces deux grandes entreprises auxquelles l'État colonial belge avait attribué d'énormes pouvoirs sur les terres et les hommes. La manière avec laquelle la multitude d'entreprises prédatrices envahit l'espace pour assouvir au plus vite leurs appétits financiers et l'aide que leur apporta l'Administration pour trouver de la main-d'œuvre, parfois à n'importe quelle condition, permettent de mieux définir l'État colonial dans son contenu local réel. En plus de nombreuses bévues passées que ça soit au moment de l'installation qu'au cours de l'évolution de celles-ci, le cafouillage organisé dans la mutation de leur statut à la décolonisation constitue un point d'héritage marquant que la colonisation belge a légué au Congo. On dispose là d'une partie de l'explication sur les bases de la conflictualité qui sévit dans la région, marquée, entre autres, par le grand désordre dans le secteur minier ou encore le feuilleton Banyarwanda.

Durant la colonisation, la construction du territoire étatique demeura laborieuse, mais à chaque fois le cadre de l'espace ethnique servit de déterminant, à mesure que l'Européen gagnait en connaissance du terrain et en fonction de ses intérêts. Et jusqu'à la fin de son « ère », la domination belge y introduisit des réformes répétées, comme pour dire que l'édifice du territoire étatique local mis en place demeurait provisoire, sinon fragile, parce que divers aspects étaient encore mal maîtrisés. Car, même submergé, comme le dit Achille Mbembe, dans le vécu de chaque local « il existe, pour chaque temps et pour chaque époque, un "propre", un "particulier" – ou, pour reprendre un terme obscur, un "esprit" […]. Ce propre et ce particulier sont constitués par un ensemble de pratiques matérielles, de signes, de figures, de superstitions, d'images et de fictions qui, parce que proposées à l'imagination des gens et à leur intelligence, parce que réellement éprouvées par eux, forment ce que l'on pourrait appeler leur "vivre au monde concret" » (Mbembe 2000 : 34).

Dans ce qui est mis dans l'ethnie à travers la gestion faite sous l'État colonial, ce qu'on entendait par coutume sous la colonisation étant une expression du génie unique de chaque communauté, car le coutumier ne pouvait être que particulier et, donc, inférieur à l'universel. La Charte coloniale de 1908 consacre le principe de la primauté de l'ordre public sur la multitude des régimes coutumiers. L'indigène n'est qu'une abstraction politique, puisque chaque personne relève d'une tribu (chefferie), de ses coutumes et de son code éthique, lesquels la définissent comme être particulier. N'est commun à tous les indigènes que ce qui leur est imposé par l'ordre colonial et par la loi écrite.

En RDC aujourd'hui, parmi les héritages de ce passé, persiste le rapport non immédiat entre l'individu (citoyen) et l'État moderne, qu'il soit colonial ou postcolonial. Jusqu'à l'indépendance du pays en 1960, l'écrasante majorité des Congolais restait assujettie à l'État colonial à titre d'indigènes régis par la coutume ou par un statut dérivés (centres extracoutumiers). Bogumil Jewsiewicki écrit :

> « Être congolais/e, comme jadis être indigène, n'est pas un droit individuel à proprement parler, les droits et obligations en découlant n'interpellent pas uniquement l'individu/citoyen. Le lieu de naissance sur un territoire "coutumier" du dernier ascendant mâle qualifie l'appartenance "ethnique" d'une personne et qualifie son admissibilité à la nationalité et à la citoyenneté. Ainsi, l'ombre de l'ancien statut d'indigène plane toujours sur le citoyen. […]. Lorsque l'appartenance à la nation et le droit de citoyenneté sont refusés aux Banyamulenge c'est précisément parce que l'établissement de cette communauté ethnique sur le territoire national serait postérieur à l'une des dates clés de la modernité étatique coloniale, soit 1885 soit 1908 : leurs ascendants n'ont jamais été "indigènes". […] Plus qu'ailleurs en Afrique, au Congo postcolonial, tant la lettre que, surtout, la pratique de la nationalité et de la citoyenneté sont explicitement, mais surtout

implicitement, redevables de l'héritage colonial. Alors que d'autres sociétés postcoloniales ont combiné pratiques et principes coloniaux et métropolitains, la situation particulière de l'État indépendant du Congo puis de la Colonie par rapport à la Belgique a pratiquement exclu la métropole de l'horizon expérimental des Congolais. Également, puisque les Belges du Congo et à plus forte raison les Blancs d'autres nationalités n'y exerçaient pas les droits politiques. Au Congo colonial, il n'y avait que les sujets de l'État et des citoyens d'autres pays, non nationaux.

Ce modèle politique a été légué à la postcolonie […] par l'Administration coloniale, puis renforcé par le système international et par l'opinion publique (surtout occidentale). La pression ainsi exercée sur les jeunes États africains, tout au moins sur leur décor symbolique, obscurcit la mémoire historique. Dans le cas de l'Afrique centrale sous Administration belge, trois brusques revirements, intervenus à l'approche de l'indépendance, s'y sont produits. Au Kasaï, l'appui de l'Administration coloniale a été accordé aux Lulua "autochtones" au désavantage des Luba "immigrés"[3] qui, pourtant, bénéficiaient auparavant de ses faveurs, puisque réputés plus "évolués". Au Katanga, l'Administration coloniale était aussi à la recherche d'une majorité qui stabiliserait le système politique envisagé soit sous forme d'entité fédérale, soit sous forme d'entité autonome. L'Administration coloniale s'inquiéta dès lors du succès remporté lors des premières élections municipales par des candidats non originaires du Katanga. Au Rwanda, le revirement de l'Administration visait à "émanciper" au sein d'un système "démocratique" les Hutu, majoritaires (ils étaient des Bantu "originaires"), du contrôle politique des Tutsi d'installation plus récente, qui étaient auparavant des intermédiaires de l'Administration coloniale. Chaque fois l'appui est allé aux populations "originaires" de la région, mais de leur propre mémoire historique des avant-derniers conquérants » (Jewsiewicki 2014 : 221-222).

3. Mais le pouvoir belge apportera son soutien à Albert Kalonji pour son État sécessionniste du Sud-Kasaï dans le seul but de détruire le gouvernement national de Patrice Lumumba ! Une fois ce dernier tué au Katanga en janvier 1961 et un groupe de ses alliés assassinés en février de la même année à Bakwanga, le pouvoir probelge de Léopoldville se mit à combattre la sécession du Sud-Kasaï, qui s'écroula rapidement.

Donc, beaucoup de désordre fut hérité des bases mêmes de l'édification du Congo comme État et comme nation. Les colonisateurs belges avaient appris sur le tas et en tâtonnant. Puis, cette cadence rapide des circonstances qui a fait que le système belge avait frappé très fort, très vite, en commençant évidemment dès l'EIC. « Si je peux m'aventurer dans la psychologie, je dirais que les Congolais avaient le sentiment de ne pas exister dans l'histoire. C'est la tragédie du racisme colonial. Nous, les Occidentaux venus en Afrique, nous avons entretenu cette idée que nous sommes les faiseurs d'histoire. » Nous empruntons ces mots à la biographie d'Herbert Weiss recueillie en 2022 par Didier Gondola. Il y explique que, pour lui, les Belges « avaient décapité la société congolaise ». Il établit la comparaison suivante entre Soudanais et Congolais :

> « J'ai vécu au Soudan il y a plus de 80 ans et en comparant le Congo et le Soudan, je dirais qu'un Soudanais avait un sens plus aigu de sa dignité qu'un Congolais. En premier lieu, il y avait le rôle de la religion. Les Soudanais, ceux du Nord évidemment, n'avaient pas du tout perdu leur religion. Ils restaient attachés à l'Islam avec fierté et même un sens de supériorité. Les Congolais avaient en grande partie adopté la religion du conquérant. C'est une variable importante. Dans les colonies françaises, on peut parler d'un effort pour intégrer l'élite africaine dans l'Administration. Cette élite était le produit de l'éducation à la française, même au niveau universitaire. Il y avait Senghor, Éboué, etc. Mais il fallait adopter la culture française. Rien de tel au Congo belge. Dans le système britannique, la méthode de gouvernance indirecte mise en place octroyait respect et pouvoir aux chefs traditionnels africains. Mais le système belge a en quelque sorte décapité la société, car il n'y avait ni hautes personnalités traditionnelles au pouvoir reconnues par le colonisateur, ni élite "moderne" possédant une éducation universitaire et un pouvoir de gouvernance. Le Soudanais avait l'Islam et il pouvait se dire "Ils sont plus forts, mais moi j'ai Allah et le Coran". Si le conquérant arrive à changer la religion des colonisés, l'impact de la colonisation est beaucoup plus important » (biographie de Herbert Weiss reccueillie en 2021 par Didier Gondola, ouvrage à paraître).

1.2. HÉRITAGE COLONIAL : QUELLE CONTINUITÉ ?

Dans son *Histoire du politique au Congo-Kinshasa. Les concepts à l'épreuve*, ouvrage auquel il confère à la fois le statut d'historiographie et d'histoire, Gauthier de Villers se montre prudent dans ses

choix d'analyse. Toutefois, il y développe une thèse forte, présentée comme suit : « La question de la formation de l'État-Zaïre a été abordée à partir d'une interrogation sur le rôle de l'héritage colonial ; l'importance de cet héritage a été reconnue, mais l'idée d'une fondamentale continuité contestée : l'État dans le Congo indépendant résulte du remodelage et de la réinterprétation des changements introduits par la colonisation » (de Villers 2016a : 335).

C'est dans le contenu de cette « histoire coloniale » et l'interprétation qu'il en fait que se trouvent les éléments sur lesquels est fondée cette conclusion. Si le champ d'étude de son travail est large et ambitieux, c'est surtout la période postcoloniale – et plus le régime Mobutu que la phase de la décolonisation et la crise congolaise – que Gauthier de Villers suit réellement. Dans cet ouvrage, il approfondit l'étude entamée dans son essai de sociologie historique paru en 1995 intitulé *De Mobutu à Mobutu. Trente ans de relations Belgique-Zaïre* (de Villers 1995). La période de la Première République (1960-1965) et/ou la fin de la colonisation belge, au cours de laquelle la présence de Patrice Lumumba, qu'il aime placer au centre de son argumentaire, devint marquante, lui sert d'intermède. Sur l'histoire coloniale et l'indépendance du Congo, sur la construction du personnage de Lumumba et son assassinat et sur la Première République qui précède l'avènement au pouvoir de Joseph Mobutu, qui érigea l'État-Zaïre, cet ouvrage est très pauvre. Il ne va pas chercher dans les sources qui lui auraient apporté des connaissances mieux appuyées[4] pour comprendre le vaste champ d'étude embrassé. La profusion de détails disponibles depuis environ trois décennies sur l'histoire coloniale belge du Congo et, surtout, sur les événements de la décolonisation, engendre un questionnement sur la pertinence de cet ouvrage, comme sur sa démarche. Des points à interroger existent pourtant, afin de pénétrer cette histoire, encore insuffisamment écrite !

Dès le jour même de la proclamation de l'indépendance, la nécessité d'une réorganisation politico-administrative fut ressentie, ce qui ne pouvait aller sans toucher aux fondements de l'État colonial, que l'autorité belge ne voulait point céder. « Nous allons abandonner le Congo dans la honte et avec beaucoup de morts », avait prédit le roi Baudouin à la fin de sa visite à Stanleyville, le 19 décembre 1959. Cette année-là, l'État colonial était fortement en crise et son administration avait éclaté. Dans son discours de passation de pouvoir, le 30 juin 1960, le roi des Belges exhorta le nouveau pouvoir congolais à ne pas toucher à la structure héritée de l'État[5]. Mais comment peut-on à un moment comme celui-là évoquer Léopold II ? Baudoin n'avait-il pas saisi l'importance du moment ou bien était-ce un manque de bon sens, peut-être de l'orgueil, peut-être le fameux paternalisme belge en action ? Jusqu'au moment de l'indépendance, l'une des grandes peurs de la Belgique fut que l'unité du Congo s'effondre. Son jugement changea très vite dès que cette unité-là devint illusoire, parce qu'elle ne servait plus aux Belges. Une large partie de la politique belge considéra alors la sécession, notamment celle du Katanga, comme un développement souhaitable, selon le modèle français du démantèlement de l'Afrique occidentale française (AOF). Mais chez les Belges, qui voyaient dans le Congo l'œuvre de leur pays, le manque de finesse et de vision politique à long terme fut frappant.

« L'hétéronomie génétique du territoire pèse sur le destin du Congo », fait observer Roland Pourtier (2014 : 102). Il conviendrait de dire à Gauthier de Villers que l'histoire ne s'écrit pas à partir et/ou en fonction des théories. C'est en rapport avec le vécu, et non l'inverse, que celles-ci sont élaborées et que se teste leur efficacité. Sur plusieurs points, ce que dit

4. Ici, je pense à quelqu'un comme Herbert Weiss. Celui-ci, sans être historien de métier, eut un vécu et des contacts au Congo, grâce à son travail de terrain réalisé dans le cadre de sa thèse de doctorat en sciences politiques, particulièrement dans le Kwilu et dans la région de Kinshasa. Weiss sut approcher « réellement » la société congolaise et situer les événements qui s'y déroulaient. Beaucoup de ses observations à la fois sur la gestion coloniale et le vécu autochtone dans leur complexité au quotidien sont instructives. C'est curieux de situer la voie qui mena Weiss à cette réussite : « […] je n'avais fait aucune préparation pour aller au Congo. J'étais censé aller en Guinée. Je ne savais rien du Congo. Maintenant, en rétrospective, je crois que cette ignorance m'a aidé. Je n'avais ni *a priori* ni idées préconçues sur le Congo lui-même. »

5. Plusieurs décennies après l'indépendance, la structure locale qui persiste est celle aménagée sous la période des quatre grandes provinces, qui avait précédé la grande réforme administrative de 1933 ; mieux, l'organisation administrative toujours en place en RDC est en grande partie le résultat de politiques différentes appliquées dans la gestion des populations par les responsables des quatre provinces que comptait le Congo belge jusqu'en 1933.

Gauthier de Villers dans son ouvrage est présomptueux ; il a même tendance à vouloir sortir la part de la Belgique dans ce qu'il y a de la déconstruction postcolonie ! Mais lorsqu'il charge l'État-Zaïre, sa contribution, quoique discutable, paraît plus élaborée. Sur les périodes antérieures, sa compréhension repose sur des notes de lecture issues en grande partie de sources contestées[6] ; ça semble être du vite fait à partir d'*a priori*. Il n'y a donc pas de réel apport de connaissances historiques, mais plutôt une opinion qui lui sert de poussoir dans son décorticage de l'État-Zaïre à partir de l'action de Mobutu.

Dans la présentation qu'il fait lui-même de son ouvrage, dans sa manière de construire son travail, Gauthier de Villers tente de dresser une trame logique.

> « C'est une historiographie, mais pas au sens étroit. L'examen porte en effet non pas seulement sur une littérature historienne, mais sur tout type de contribution à l'écriture de l'histoire politique du Congo indépendant s'inscrivant dans le champ des sciences historiques et sociales, les travaux d'historiens étant en tout état de cause peu nombreux et très minoritaires dans ce domaine de recherche.
> Il s'agit d'une historiographie critique axée sur l'examen de la pertinence des schèmes d'analyse, des modes de conceptualisation à partir desquels les auteurs entreprennent de rendre intelligibles et explicables des événements. Une telle entreprise critique impliquait de recourir au travail proprement historien de l'établissement des faits dans leurs enchaînements. Me référant à Paul Veyne, j'ai suivi une démarche historienne consistant à organiser le récit d'"intrigues" de

6. Il semble resté sur les grandes lignes, comme le fait David Van Reybrouck, qu'il tient pour une référence. Pourtant, l'ouvrage *Congo. Une histoire* (2012) qui connut un réel succès de promotion dans les librairies est un roman historique, pas un livre d'histoire du Congo ; de nombreuses recensions furent très négatives sur son contenu. Sur l'action de Patrice Lumumba et le tournant que prit la fin de la colonisation belge, ce que dit Gauthier de Villers repose sur l'ouvrage de Jean-Claude Willame (1990) qui ne compte pas parmi les mieux renseignés ni sur la construction du personnage ni sur les événements de la décolonisation. La longue bibliographie affichée (pp. 483-492) de laquelle l'auteur se réclame reprend plusieurs sources répétitives et, pour certaines, mal exploitées. L'introduction outrancièrement positionnée dans la déconstruction de Lumumba qualifié « d'antihéros de la crise congolaise » (p. 11) dénote un positionnement outrancier : Sékou Touré et Kwame Nkrumah sont les mentors de Lumumba dont la chute (donc la mort) est justifiée par « son impatience, ses colères, sa difficulté à opérer des replis tactiques, son autoritarisme inné […], sa croyance obstinée et absolue au rôle messianique qu'il peut et doit jouer dans le combat anticolonial […] chez ces "bons Nègres" du Congo » (pp. 53-54). C'est là le point d'analyse que de Villers partage avec Van Reybrouck et Willame. Mais il est curieux que Willame ne traite pas de la Table ronde politique de Bruxelles ni de la participation de Lumumba à celle-ci, cette étape cruciale qui oriente la confrontation politique pour avoir décidé de l'octroi de l'indépendance au Congo ! Plutôt, c'est de la campagne électorale d'avril-mai 1960 que Willame prend de l'envol afin de situer la crise congolaise pour laquelle il fait de Lumumba l'acteur responsable du mal congolais ! Comme pour bien décorer son récit, il trouva dans le témoignage de Jacques Omonombe, choisi à cause de ses origines ethniques avec Lumumba et identifié comme membre de l'entourage immédiat de Lumumba (p. 480) – ce qui est faux –, la preuve de son explication historique. À prendre ce qui est la conclusion de l'ouvrage sous le titre « Lumumba : le mythe et l'histoire » (pp. 469-482), la contribution de Willame se classe dans la suite de ces travaux postcoloniaux, malmenant les événements et la réalité du vécu, justifiant la domination belge du Congo qui aurait dû à son goût encore se poursuivre ! [P.S.] Mais en fait, plusieurs faiblesses de cet ouvrage sont liées à la situation de sa réalisation, car il aurait dû être une production collective du Groupe du CRISP (avec Benoît Verhaegen, Jules Gérard-Libois et Jean Van Lierde comme mentors) qui conçut au milieu des années 1980 un projet d'écrire une biographie complète de Lumumba en trois parties : 1) jeunesse et construction ; 2) action politique ; 3) parti de Lumumba après son leader. Il avait été prévu que la participation de Willame aux côtés de Verhaegen et Gérard-Libois porte sur la partie 2, soit de la création du MNC en octobre 1958 jusqu'à la destitution/neutralisation de Lumumba à la fin 1960. Mais parce que le travail en groupe n'avança pas vite, Willame publia seul ce qu'il avait rassemblé comme données et apporté son jugement. Ainsi, Verhaegen et Omasombo viendront en 1998 et 2005 publier en deux tomes la biographie de Lumumba dans la collection des « Cahiers africains » (n°s 33-34 et n°s 68-69-70), ce qui aurait constitué la première partie du projet couvrant la période de la naissance de Lumumba en 1925 jusqu'à sa participation à la Table ronde politique (fin février 1960). Mais c'est à ce moment aussi que le contour de l'assassinat de Lumumba était scruté par de nombreux travaux à la suite de la controverse opposant Jacques Brassinne et Ludo De Witte ; ainsi les limites de l'ouvrage de Willame apparurent plus évidentes. D'ailleurs, il s'éloigna de sa perception qui lui faisait dire que, pour sa construction, la Belgique avait porté Lumumba et fondé beaucoup d'espoir en lui avant que l'homme ne devienne « paranoïaque ». Willame ne réalisa certes plus d'étude à ce sujet, mais il exprima son évolution de pensée dans sa critique aux conclusions du rapport de la Commission parlementaire belge à la fin 2001 et dans diverses interventions ponctuelles faites depuis en rapport à ce sujet. « La Belgique, avec la commission Lumumba a (en définitive) réglé ses comptes avec des personnes, pas avec son passé » (Willame 2001 : 35). Elle se détourne des crimes de l'exploitation coloniale en faisant oublier la réalité du drame.

manière à en expliquer le déroulement et le dénouement. C'est dans la première partie de l'ouvrage que j'ai suivi ce type de démarche en m'efforçant, pour la période allant de la constitution en 1960 de la Première République congolaise jusqu'à l'institution en 2006-2007 du régime de la Troisième République, de caractériser et démêler les grandes "intrigues" de l'histoire politique (conquête du pouvoir par les chefs d'État successifs, épisodes majeurs des interventions extérieures, édifications et démantèlement de l'État-Zaïre…). Le récit historique ne se voulait pas une chronique des événements soucieuse de ne perdre aucun fait marquant, mais portait sur les complexes d'événements les plus importants et significatifs du point de vue des évolutions étatiques et politiques en même temps que d'une thématique fondamentale : le rôle respectif des acteurs nationaux et d'acteurs étrangers, de facteurs internes et de facteurs internationaux, dans le processus de décision politique et dans la mise en œuvre des politiques.

Pour écrire cette histoire j'ai fait appel quand je le pouvais à des recherches documentaires personnelles, mais j'ai aussi et surtout eu recours aux données recueillies et analysées par d'autres chercheurs en procédant à la confrontation de leurs approches et en privilégiant celles qui m'apparaissent les plus démonstratives du fait de l'importance des sources primaires utilisées et/ou de la rigueur du travail de critique historique et du raisonnement.

Dans sa première partie, l'ouvrage est donc un ouvrage d'histoire axé sur une grande question théorique, celle de l'impact des rapports de dépendance sur les évolutions intérieures du Congo. J'ai entrepris de montrer de ce point de vue, à l'encontre des différentes formes de "théorie de la dépendance", l'autonomie des acteurs congolais, mais en distinguant la période de la "crise congolaise" (celle des premières années après l'indépendance) où des puissances étrangères ont pu jouer en des circonstances cruciales un rôle majeur, et les périodes suivantes où l'instrumentalisation des rapports de dépendance par les acteurs nationaux apparaît le facteur décisif.

La démarche de la seconde partie relève plutôt d'une sociologie historique » (de Villers 2016a : 334-335).

Dans la forme, le président zaïrois avait prétendu remiser le passé colonial. Sa politique culturelle du recours à l'authenticité et les mesures économiques de zaïrianisation en sont les décisions les plus emblématiques. Mobutu déclarait qu'il voulait rendre le pays réellement indépendant en mettant fin au caractère imparfait de la souveraineté acquise à la fin de la colonisation belge. Pourtant, déjà, l'ordre public colonial, régi par la violence monopolisée par l'État ou par la menace, avait des limites. En 1953, Antoine Sohier écrivait : « C'est un ordre public plus tolérant tenant compte de la formation spéciale de la société indigène ». Et sous la postcolonie, l'État et l'ordre écrit vont hériter de la même mission de "civiliser la coutume". En 1966, le sous-directeur au ministère de l'Intérieur de la RDC écrivait : « Ainsi, le droit coutumier inspirera utilement le législateur, mais la loi remplacera ensuite irrémédiablement la coutume […] ». Dans la Constitution du 1er août 1967, il est affirmé que la coutume « constitue un frein au développement économique et social et est incompatible avec la Constitution et la perfection d'une nation démocratique moderne. » Par rapport à la Charte coloniale, la Constitution de 1967 maintient l'exigence de la conformité de la coutume avec l'ordre public étatique et supprime seulement le rattachement obligatoire d'un groupe d'habitants définis par leurs ascendants (chefferie, tribu) à une catégorie de l'ordre public (coutume spécifique). Le choix entre la loi écrite et la coutume est désormais laissé aux tribunaux. Selon la loi, l'écrit l'emporte sur l'oral tout comme l'ordre public étatique l'emporte sur la coutume puisqu'ils sont modernes ; ou parce que la loi est nationale et la coutume est particulière. En 1949, Antoine Rubbens écrivait que « le refoulement vers la coutume est ressenti comme un préjudice au fur et à mesure qu'ils [les indigènes] croient avoir atteint un degré de civilisation supérieur. »

Ces différents éléments montrent qu'il faut apprendre sur le vécu légal du pouvoir et son fonctionnement réel. Plusieurs engagements de l'État-Zaïre sont restés embryonnaires, parce qu'ils étaient conditionnés par divers emprunts, parfois contradictoires, faisant qu'en fin de compte, rien ne se passait comme annoncé. Mieux, le Congo était demeuré un espace d'exploitation toujours extravertie où ses citoyens restaient des sujets soumis. Au-delà des aspects qui les différencient, à la clôture de l'État colonial en 1960 et de l'État-Zaïre en 1997, la perte du contrôle du territoire par l'État est un trait partagé (Omasombo 2020) ; à chaque fois, le Congo fut « assassiné[7]. »

7. Nous empruntons cette expression à Marrès et Vermast (1974).

Bogumil Jewsiewicki (2014 : 227-229) précise la position que le Blanc occupa tant de *jure* que *de facto* dans l'ordre public, tant pendant la colonisation qu'après l'indépendance. C'est bien du Blanc plus que des Belges qu'il s'agit ici, puisqu'il y a plusieurs catégories de Blancs. Par définition civilisé, le Blanc est soumis exclusivement à la loi écrite et vit dans un espace social qui lui est réservé.

Sous la colonisation, le Blanc ne séjournait au Congo que temporairement. Jusqu'aux dernières années de la colonisation, peu de Blancs (à l'exception des familles de missionnaires protestants) y naissaient, peu y mouraient (majoritairement ils quittaient le Congo pour mourir), peu y séjournaient en prison. De l'expérience des Congolais, les Blancs bénéficiaient d'une complicité congénitale avec l'État. Tous n'étaient pas Blancs de l'État (*bula matari*), ni « mangeurs des Noirs » (*batumbula*), mais tous bénéficiaient de la manipulation de la norme écrite de l'État et du christianisme, dont longtemps ils furent les seuls officiants. Une frontière séparait le monde des Blancs du monde des indigènes, même si pour de multiples raisons des personnes allaient et venaient entre ces mondes. Structurellement, la violence était inhérente à la zone de contact.

Dans l'État postcolonial qui a chaussé les bottes de l'État colonial, les hommes forts sont des *mindele*/*wazungu*, confirmant leur position par le mépris affiché de la norme sociale. La loi continue à graver dans l'ordre public la pérennité des privilèges des successeurs des Blancs, la division de la nation en zones d'existence et de non-existence politique. Il est tragique de constater combien sont actuelles les paroles d'Antoine Sohier, écrites en 1947 : « tout dans notre colonisation n'est que façade, et […] nous aurons un jour des comptes terribles à rendre » (Vinck 1997 : 97). Dix ans plus tard, un autre Belge, Herman Buelens, constate que puisque la question des terres domaniales est une question de droit public, les difficultés d'ordre public et politique à leur sujet ne pourront recevoir de solution que par le changement de structure politique. Selon lui, l'État congolais succédera alors aux communautés indigènes. Ce qu'effectivement a réalisé la loi dite Bakajika ; mais celle-ci n'a cependant rien résolu. Dans le problème d'accès et de contrôle des ressources, il y a une explication du radicalisme rural qui a nourri des rébellions sous la Première République, s'y poursuivant encore à divers endroits au moment de la prise du pouvoir par Mobutu. Il a été écrasé, mais la question demeure entière et plus vive que jamais. « L'État se prétend propriétaire à cause de son caractère belliqueux […] », déclarait en 1954, dans le cadre d'une enquête sur les conflits fonciers, Paul Lofeka (Vinck 1997 : 146). En ordre, certes dispersé, c'est à la kalachnikov que plusieurs contestent ce pouvoir, rarement au profit des Congolais ordinaires (cf. chapitre sur les groupes armés, dans cet ouvrage).

Le vécu du pouvoir sous Mobutu, acteur majeur d'une période de l'histoire du Congo, devrait encore motiver des travaux de recherche. Car même ceux qui l'ont côtoyé et aidé, voire associé à des actions, disent qu'il y aurait lieu d'apprendre et d'améliorer ce que l'on prétendait savoir à la fois sur l'homme et la fonctionnalité de cet État africain pivot dans la géopolitique mondiale. Revenons à la biographie d'Herbert Weiss lorsqu'elle porte sur son témoignage du comportement électoral dans le Kwilu en mai 1960. Pendant les premières années du MPR, cruciales pour le développement du système Mobutu, entre 1969 et 1972, il parle d'une méthode de gouvernance qui contribua beaucoup au succès populaire acquis par le régime auprès des Congolais. Le MPR, créé en 1967, est, certes, lié à l'État, mais l'engagement des participants de base et le degré de soutien, à un moment où le pouvoir mobutiste est déjà établi, n'était pas qu'autoritaire. H. Weiss raconte :

> « J'étais assez impressionné par le MPR à ce moment-là. Cela m'a amené à développer une thèse que je n'ai jamais écrite à propos du MPR et de l'évolution du Congo en termes abstraits de démocratie. Je vais expliquer de quoi je parle. Il faut savoir qu'en 1969, il y avait une grande volonté de la part de Mobutu de détribaliser l'Administration. C'était dramatique parce que cela voulait dire que chaque administrateur territorial était un "étranger", c'est-à-dire qu'il venait d'ailleurs, d'une autre province. Parfois on les désignait du terme de "Belges noirs". Mais au niveau du MPR, c'était exactement le contraire. Les présidents des sections territoriales du parti étaient choisis parce qu'ils étaient populaires localement. C'était un système mixte. Celui qui briguait ce poste du MPR était donc un natif. Mais au niveau de l'Administration, il s'agissait plutôt de quelqu'un qui, souvent, ne parlait même pas la *lingua franca* du coin. Tous les AT (administrateurs territoriaux) étaient des étrangers, parachutés là dans des conditions très désagréables et très difficiles pour eux […].
>
> On les mettait donc dans une situation extrêmement embarrassante. Parce qu'ils détenaient le pouvoir de

l'État, cela nourrissait des ressentiments vis-à-vis de l'État. On ne les accueillait pas à bras ouverts. La transition du Corps des volontaires de la République (CVR) au MPR a rendu leur rôle encore dix fois plus difficile, puisque pour chaque AT, il y avait un président local du MPR. Alors, qui étaient ces présidents de la section locale du MPR ? Très logiquement, le parti a trouvé des gens locaux populaires avec de bons liens avec la population. Ces gens concentraient entre leurs mains le vrai pouvoir. Ils faisaient partie d'une hiérarchie qui remontait jusqu'à Mobutu lui-même. Mobutu avait investi beaucoup d'argent, d'énergie et d'attention pour le développement du MPR. Nous avons là quelque chose de vraiment intéressant. J'ai fait quelques conférences là-dessus, mais j'aurais dû écrire un livre sur ce sujet. On peut dire que la relation ou plutôt la concurrence entre les deux autorités a fourni une liberté à la population qu'elle n'avait jamais eue auparavant, même avant la colonisation. Tout à coup, deux pouvoirs en compétition coexistaient et cela a créé une vaste expression de doléances. Pour la première fois, si une autorité, un AT, avait commis une injustice à votre égard, le président du MPR était très heureux que vous veniez le voir chez lui, car cela lui donnait un outil pour fragiliser son rival et vice-versa. L'AT est étranger, mais détient un certain pouvoir que le président du MPR n'a pas. Ils sont dans un système de rémunération différente, ce qui alimente la compétition plutôt que la coopération. La coopération prévalait sans doute dans certains cas. Mais le système était conçu de telle sorte que la compétition était son *modus operandi.* […]

J'ai fait plusieurs conférences, notamment à USAID, en mettant en garde contre la manie de vouloir exporter la démocratie à l'occidentale vers les pays du Tiers-Monde, comme si elle était une panacée. Ce qui est le plus important, ce ne sont pas les élections ou le Parlement, mais le fait que le peuple peut se plaindre pour un abus à quelqu'un, à une instance qui a le pouvoir de réparer, mais qui n'est pas l'auteur du dommage. C'est très simple. C'est le début de la démocratie. C'est bien beau de voter et les Africains votent avec grand engagement, mais est-ce que ça leur sert vraiment au niveau de la base ? Le MPR m'a appris pendant ces deux ou trois ans une méthode de gouvernance dont les éléments positifs valent la peine d'être analysés. Le peuple se sentait libre d'exprimer ses doléances en exploitant cette dualité du pouvoir. Mais en 1972, Mobutu a estimé qu'il y avait trop de pagaille, alors il a unifié l'Administration et le MPR. On s'est donc retrouvé dans un simple système dictatorial. […] Ces trois ans devraient être analysés par les historiens et les politologues. De même, les dizaines de milliers de pages de documents sur le MPR et l'Administration consignées entre 1969 et 1972, peuvent former la base d'une étude sur l'impact de la dualité décrite plus haut et les liens avec la démocratie en germe ou en gestation au Congo. […].

Moi, j'ai plutôt examiné cela du point de vue des droits civiques à un niveau de base, ou "*grassroots*" comme on dit en anglais. C'était facilement observable parce que visible. J'ai été frappé par le dynamisme. En effet, si on passe les documents et les comptes rendus à la loupe, on remarque une explosion de doléances. La même chose semble s'être produite avec la conférence nationale. Cela va de soi qu'un système d'oppression et de dictature génère du ressentiment que les citoyens n'osent exprimer publiquement. C'est dommage que l'élite congolaise n'ait pas réalisé le bien-fondé de ce système, mais seulement le fait qu'il pouvait produire aussi la "pagaille" » (biographie de Herbert Weiss recueillie en 2021 par Didier Gondola, ouvrage à paraître).

Le jour du coup d'État, le 24 novembre 1965, Mobutu avait levé les bras au ciel pour s'écrier : « Le rêve de ma vie est que la Belgique et moi puissions reconstruire ce pays ». L'ambassadeur belge Charles de Kerchove, qui fit aussitôt part à son ministre Henri Spaak de la situation politique à Léopoldville, parla de l'installation d'un régime démocratique militaire accepté par la population, mais exclusivement établi sur l'armée, et dirigé par un général visiblement bon enfant et décidé, plus politicien que militaire (De Witte 2017 : 424). Dire de Mobutu âgé de 35 ans qu'il était encore « bon enfant », le mot fut lâché, mais il s'agit là d'un point de vue continuellement partagé par ces Belges qui le formaient, mieux l'entraînaient en le surveillant comme pour encadrer son évolution. Dans sa note manuscrite sur la « situation à Léopoldville au 3 février 1961 », M.C.C. De Backer qui était le journaliste belge de *Het Volk* affecté au Congo dit : « Je suis allé trouver moi-même le colonel Mobutu avec qui j'ai eu un entretien (épuisant) de trois heures. De ce côté-là, je n'ai apparemment plus rien à craindre […] » (Archives MRAC, service Histoire et Politique, fonds De Doncker). Mobutu devint un acteur dominant voire un super homme politique et, pourtant, on observe qu'il avait ses humeurs et ses craintes. Ici, on est sur le chemin dont il finit par se convertir à la cause belge afin de gagner le pouvoir réel. Le même

journaliste belge présenta le contexte et ce qu'il avait obtenu lors d'une rencontre :

> « La veille de sa nomination, j'ai rencontré […] Mobutu par hasard, au restaurant du zoo. […] Au restaurant, nous avons trouvé le colonel avec la gérante qui est amie à lui de longue date et Nsengi, rédacteur en chef d'*Actualités africaines*. Ils buvaient du champagne (comme d'habitude) et Mobutu avait déjà son compte. […]
>
> Mobutu commença immédiatement à attaquer furieusement Bolikango, sans le nommer toutefois. Il m'avait tout de même serré la main et offert un verre. Bien entendu tout le monde comprenait très vite qui était « ce *leader* politique qui n'avait jamais été à l'armée et qui réunissait des officiers chez lui pour conspirer contre leur colonel, etc. J'ai bien entendu relevé le gant et j'ai défendu carrément Bolikango, sans le nommer en lui expliquant que s'était des mensonges et que de toute façon il devait le recevoir et s'expliquer avec lui au lieu de l'éviter.
>
> Tout d'un coup, et ceci me semble être extrêmement important, Mobutu s'est laissé échapper : "Je regrette que j'ai arrêté Lumumba. J'avais espéré que les *leaders* politiques allaient se mettre d'accord, je constate qu'il n'en est rien. Si c'était à refaire, je n'arrêterais plus Lumumba. Je suis et reste persuadé que Lumumba est le seul homme qui peut encore sauver le Congo" [*sic*].
>
> Vous comprenez que nous étions sidérés devant cette déclaration. Il [Mobutu] ajouta : "La Table ronde [prévue à Élisabethville et/ou à Tananarive] est dirigée contre moi, et mon gouvernement des commissaires. C'est parce que le 1er janvier [1961] j'ai proclamé que le Collège des commissaires devenait un gouvernement provisoire jusqu'à nouvel ordre que les politiciens ont décidé de me jouer le coup de la Table ronde pour me faire tomber". Enfin, il concluait : "Ils ne m'auront pas parce que demain je serai nommé général par le chef de l'État".
>
> Je l'ai félicité et j'ai profité de l'occasion de lui demander une interview. Il me l'a accordée tout de suite pour le lendemain après-midi. […]
>
> Le vrai danger de cette réponse [de Mobutu] m'est apparu seulement l'après-midi pendant une courte sieste […]. Une sorte d'éclair me traversait tout d'un coup l'esprit. […]
>
> Je saute immédiatement dans ma voiture et je retourne au zoo. Plus de colonel. Il fallait pourtant absolument prendre les devants. […] Je trouve enfin un scout qui connaît la résidence du colonel aux "Cents Maisons" […]. J'explique [au premier cordon des soldats] que je suis un "grand" ami du colonel et que je dois absolument le voir. Je dis : "Il m'attend avec impatience". On m'amène au 2e cordon. Après des palabres je suis amené à pied au 3e cordon, à la grille même où deux impressionnants autoblindés à canon sont stationnés.
>
> Heureusement le colonel était à la maison. Je lui explique mon inquiétude. Il m'offre une bouteille de champagne, il est tout de même un peu inquiet et prétend que j'ai déformé ses mots et sa pensée. Je n'insiste pas parce que j'avais atteint mon but : une grande explication avec lui. Elle dura trois heures. J'y ai mis tous les gants, joué toutes les cordes. Il est vrai que je dansais à certains moments sur une corde… raide. Voici le résumé de l'entretien :
>
> "Il [Mobutu] hait foncièrement Bolikango. La vraie raison n'est rien d'autre qu'une rivalité entre deux Bangala qui veulent être tous les deux le premier Mungala. Il a peur de Bolikango et il sait que ce dernier a affectivement une grosse carte de l'armée derrière lui.
>
> Sur le plan politique, j'ai la nette impression qu'il joue trois cartes : celle de Lumumba, qu'il garde pourtant dans sa nasse prête à la sortir dès qu'il le peut ; croyez-moi. La deuxième est bien entendu celle de Kasa-Vubu (avec Bomboko dont Adoula vient de dire que c'est en réalité le plus grand destructeur du Congo) ; et, enfin, sa troisième, la sienne, jouer son Nasser.
>
> Je me suis efforcé à le faire comprendre que dans cette lutte une des deux têtes doit tomber tôt ou tard, la sienne ou celle de Bolikango. Je lui ai dit de penser à sa femme et ses trois enfants (un quatrième en route) qu'il n'a qu'une chance à réussir sa carrière : se mettre à l'abri, sous la responsabilité d'un ministre de la Défense nationale et d'un gouvernement investi responsable de la politique du pays. Je lui ai dit qu'il n'avait absolument aucun intérêt à se créer encore plus d'ennemis qu'il n'en avait déjà. Je lui ai dit qu'il était constamment en danger, que, si on lui avait dit au mois de juillet ou août [1960] qu'un jour on arrêterait Lumumba, il m'aurait ri sous le nez en me disant que c'était complètement impossible et ridicule. Eh bien vous voyez."
>
> Il [Mobutu] m'a répliqué qu'il a l'armée bien en main. Que pour le tuer il faudrait armer cinquante bandits. Je lui ai dit qu'un ou deux suffirait et que cela aussi ce n'est pas impossible ; voyez l'histoire, etc. Vous comprenez donc le « ton » et l'atmosphère de cet entretien. J'ai même eu l'occasion de bavarder un peu en tête-à-tête avec sa femme qui est une bonne amie de madame Bolikango. Je lui ai demandé d'user de son influence auprès de son mari.
>
> Très réticent au début, Mobutu devenait plus aimable au courant de notre discussion. Mon thème que je

défendais était : si les deux premiers Bangala s'entendent, ils sont les maîtres du pays. Secundo, si tous les *leaders* influents ne s'entendent pas rapidement, le Congo fera faillite sous peu et on va droit vers une guerre de Corée. Je n'ose pas dire que j'ai obtenu des grands résultats, mais la glace est rompue et il me semble prêt à rencontrer Bolikango. J'attends l'occasion de le retravailler. Je suis convaincu que c'est absolument nécessaire parce que cet homme, qui m'a dit à plusieurs reprises qu'il n'est plus un gamin est réellement un gamin dangereux, jouant quitte ou double sans comprendre l'enjeu et toujours lié d'amitié avec Lumumba. À la fin, il est même entré dans les confidences (j'ai gagné un peu sa confiance, un tout petit peu…) et heureusement j'ai compris qu'il est bien entouré et conseillé par le colonel Marlière, le général Kettani et deux autres officiers marocains […]. Voici d'autres confidences dont je ne sais pas juger s'il a dit la vérité :

- il a fait venir dans les 20 officiers belges pour encadrer ses troupes ; il en fera venir d'autres ;
- il reçoit 120 millions de francs par mois du Gouvernement belge pour payer et entretenir ses troupes ;
- il a eu deux entretiens avec l'abbé Youlou qui lui a proposé armes et munitions, à transporter nuitamment par le fleuve. Il prétend que cela se fait déjà. […]
- il a placé des canons anti-aériens dans toute la province en citant leur force de tir, les obus employés… ;
- il manque pourtant d'armes modernes et ne cesse d'en réclamer à la Belgique notamment ;
- les nouveaux uniformes de son armée sont payés par la Belgique. » (Archives MRAC, fonds De Doncker).

À la suite de la proclamation de l'indépendance, la présence politique belge au Congo fut engagée de manière désordonnée, mais tout orientée autour de divers acteurs congolais harcelés afin de les dresser contre Lumumba que tous (ou presque) redoutaient. Il y eut donc plusieurs réseaux concurrents se piétinant même, chacun promettant aux pouvoirs centraux de Bruxelles d'être meilleur. Dans cette union forcée, il y a le gain du pouvoir et des avantages à partager en gardant le Congo dans la trajectoire néocoloniale. Dans ce contexte se passa la construction de l'homme politique que devint Mobutu ; il sut intégrer les « groupes utiles[8] ». Cinq années après que Kasa-Vubu, Tshombe, Adoula, Ileo… eurent été tous usés et leurs limites d'actions connues ; le moment semble favorable à Mobutu qui les guettait. Cet homme eut la stratégie de s'attacher fondamentalement à l'armée ne voulant voir émerger des concurrents dans ce secteur. Étant resté continuellement présent sur la scène du pouvoir réel, certes, mais jusque-là préservé d'occuper formellement des postes politiques qu'il surveillait pourtant, Mobutu va être porté au pouvoir. La situation ressemble un peu à celle de 1960, il y a la compétition déclenchée entre les ex-alliés factuels dans l'anti-lumumbisme qui bloque la mise en place des institutions lors de la formation du gouvernement postélectoral au mois d'octobre 1965 ; les enjeux portaient sur la perspective conduisant à l'élection présidentielle fixée en février 1966. Tout en proclamant la neutralité de l'armée, Mobutu fait de plus en plus de politique ; il exprime son opinion, formule ses exigences voire brandit des menaces à peine voilées.

À son accession au pouvoir par un coup d'État, Mobutu connaissait parmi les Occidentaux ceux qui le portent et les dangereux à éviter. Jacques Brassinne témoigne : « Lorsqu'il prit le pouvoir, le colonel [Mobutu] ayant de la mémoire, je fus expulsé du Congo avec René Gosjean et Georges Vilain XIIII (prononciation Vilain XIV)[9] le jour

8. Par exemple, Mobutu venu en stage de journalisme [statut d'étudiant à l'Institut social de Bruxelles] à Bruxelles en 1959 avait trouvé une porte d'entrée en politique en intégrant l'Association eurafricaine présidée au départ par Justin Bomboko et dont le but essentiel déclaré était de regrouper les étudiants noirs de Belgique et les fils de coloniaux. Sans être universitaire, il identifia là le groupe de Congolais avec qui il allait désormais cheminer jusqu'à la conquête du sommet du pouvoir ; cela, surtout parce qu'il s'imposa à tous ceux qui le dépassaient, faisant figure de superhomme. Ce groupement qui prit assez vite la dénomination Association des étudiants noirs de Belgique avec Marcel Lihau comme président était intervenu auprès des délégués congolais en tout début de la Table ronde politique, ce qui aboutit au « Front commun » ; puis, il y eut le « Groupe de travail » à l'issue de la Conférence économique. À la suite de l'indépendance, pour faire tomber Lumumba, ce noyau viendra constituer en septembre 1960 le Collège des commissaires généraux.

9. Il s'agit des membres de l'entourage de Moïse Tshombe pendant la sécession au Katanga qui avaient rejoint le cabinet de celui-ci, devenu Premier ministre à Léopoldville en 1964. Pourquoi ? Empruntons le commentaire de l'ouvrage de Ludo De Witte : « Selon l'ambassadeur de Kerkove, les Belges de l'entourage de Tshombe étaient des hommes qui ne parvenaient pas à décider s'ils étaient vraiment belges ou katangais. Ils y étaient confortés par le personnel de



« À l'arrivée du souverain à l'aérodrome de la N'Djili à Léopoldville le 29 juin 1960, Patrice Lumumba lui a présenté quelques membres de son gouvernement, dont ici Joseph Mobutu. »
(HP.1960.4.594, collection MRAC Tervuren ; photo R. Stalin (Inforcongo), 1960 © MRAC Tervuren/Stalin.)

même de son coup d'État le 25 novembre 1965. Le comte Charlie de Kerkove de Denterghem, ambassadeur de Belgique chez qui je logeais, rencontra Mobutu dans la matinée de ce jour et se fit un plaisir de m'apprendre cette nouvelle qui ne me surprit que modérément » (Brassinne 2016 : 150).

Mobutu avait hérité tout de même d'une situation extrêmement tribalisée qui nourrissait un système de patronage et de localisme profond. Il voulait créer une nation et pour cela il fallait détribaliser l'Administration. Il eut comme modèle le système belge au Congo, avec deux objectifs à atteindre. D'abord, les AT étaient un peu comme les jeunes Belges envoyés dans la colonie pour administrer le territoire. Ensuite, Mobutu installait un instrument de mobilisation qui amenait à la pénétration profonde du territoire par son pouvoir ; l'homme avait de l'autorité et de l'argent, il ne lui manquait pour être un président fort qu'un instrument de mobilisation. Notons qu'à ce moment-là, partout en Afrique, les chefs d'État créaient des partis uniques.

Au nom de qui Mobutu a-t-il gouverné l'État-Zaïre et que pouvait en attendre le citoyen congolais ? Les origines politiques du président de l'État-Zaïre reposent à la fois sur les références au lumumbisme, se réclamant avec fierté d'une identité autochtone assumée, et sur le modèle colonial belge, conférant l'espace d'un pays grand et riche dont le chef devait incarner ces dimensions. Rappelons-nous que Mobutu compta parmi l'élite congolaise courtisée par la Belgique au tournant de la décolonisation pour bâtir son avenir néocolonial[10]. Son avènement

l'encadrement de l'Union minière et les anciens coloniaux du Katanga, qui "haïssaient" Bruxelles et qui, selon l'ambassadeur "n'avaient rien appris et rien oublié". Le principal "Katangais belge" était le chef de cabinet du Premier ministre [Tshombe], le professeur de sociologie liégeois René Clémens, surnommé également le professeur bolide ou le professeur choc » (De Witte 2017 : 90).

10. André Mandi, étudiant congolais de l'Université libre de Bruxelles, faisant partie à Bruxelles du « Groupe de travail »

au pouvoir en 1965 fut consenti et en grande partie aidé, voire organisé, par la Belgique et les États-Unis qui, pendant cinq années de bricolage d'une construction postcoloniale, n'étaient toujours pas arrivés à maîtriser la situation du Congo. Mobutu privilégia donc les Occidentaux, qui lui offrirent le pouvoir réel et le protégèrent.

« Mobutu donnait aux États-Unis ce qu'ils voulaient », atteste Devlin (De Witte 2017 : 433). José Nimy, son directeur de cabinet de 1977 à 1987, devenu ministre dans les huit gouvernements formés de juillet 1987 à janvier 1990 et, enfin, "conseiller spécial" du chef de l'État, du 30 avril 1990 à septembre 1992, précise : « Je me souviendrai […], à Gbado-Lite, Mobutu dans un de ses moments de dépit dans ses rapports avec les États-Unis d'Amérique et tout en ne voulant pas se laisser faire lancera : "Je sais qu'à tout moment, si les Américains décident de me laisser tomber, je ne serai plus à mon poste". […] Est-ce aussi "mécanique" que cela ? M'étais-je interrogé en moi-même. En tout cas, la réflexion m'avait beaucoup interpellé sur tout le poids que représentait l'extérieur dans la longévité de Mobutu au pouvoir » (Nimy 2006 : 329-330).

Malgré cette allégeance fondamentale à l'Occident, Mobutu déclara Lumumba « héros national » à l'entame de son pouvoir le 30 juin 1966, le désignant comme première victime de l'impérialisme néocolonial. Ce geste et/ou cette parole ne relèvent pas que de l'opportunisme politique, il y a une part qui puise dans le subconscient, le passé récent dans lequel il fut mêlé. Car, si à travers cette sortie, Mobutu accuse ouvertement l'Occident, qui pourtant le porte au pouvoir, voire le protège, il a su gérer la situation de compétition de pouvoir entre le président Joseph Kasa-Vubu et le Premier ministre Tshombe. Voulant chacun récupérer le nationalisme de Lumumba afin de s'attirer l'opinion, le premier voulut percer la reconquête de l'espace africain là même où le second continuait d'être rejeté. Ainsi s'était-il aliéné le soutien du Groupe de Binza dont Mobutu qui n'apprécia pas cette émancipation. En fait, l'homme était en train de murir ; ce n'était plus ce « gamin trop optimiste » comme cela se racontait encore dans les officines de Bruxelles au moment du repêchage de Tshombe en juin 1964 (De Witte 2017 : 83). Il sait mieux contrôler les enjeux ; le léopard a muri, demeure certes pas aussi féroce que le lion, mais il est agile et plus malin. À la fois, Mobutu influença le camp Tshombe à ne pas abandonner sa victoire législative et, le voilà, avec Bomboko et Nendaka (qui sont des adversaires déterminés de Tshombe) inciter Kasa-Vubu à présenter Évariste Kimba devant le Parlement.

Suivre cet acteur nécessite de connaître son cheminement, sans quoi on reste dans le décor parce qu'on peut situer une part de ces liens qui viendront peser pendant toutes les années de son pouvoir et cela en dépit de discours et autres actions parfois déroutants pour les analystes peu aguerris. Quoi qu'on en dise, dans l'édification de l'État-Zaïre, Mobutu ne reste pas l'unique pivot à propulser ce qui est dit être son pouvoir ; divers points d'allumage se connectaient et se déconnectaient, mais l'homme parvint pendant des années à les canaliser à son profit personnel jusqu'au moment où le poids de la charge força la rupture.

Tant les Occidentaux et leurs pouvoirs que les « citoyens » congolais s'appuyant ou pas sur leurs identités ethniques, voire régionales, se mettaient en ordre de bataille permanente pour gagner Mobutu. Cette dimension est importante dans la connaissance de l'État-Zaïre. Depuis la chute du régime et la mort de Mobutu en 1997, plusieurs de ses proches racontent ce qu'ils ont vécu. Leur objectif consiste généralement à dégager leur responsabilité de la déroute du régime, à exposer leurs rancœurs et à justifier l'après, dicté par la nécessité de survie. Tous, en gros, disent n'avoir rien fait de mal au pays. Albert Mpase Nselenge, qui n'était pas ngbandi, mais avait fréquenté Mobutu de manière intime, d'abord comme ami de jeunesse puis au sein de son pouvoir, rend ce jugement général :

---

créé au mois de mai 1960 avait écrit à Patrice Lumumba, le 9 juin 1960, pour le mettre en garde : « Comme tu le sais, un groupe de travail a été constitué à l'issue de la conférence économique et que Mobutu et moi-même en faisons partie. Les travaux de ce groupe se sont déroulés dans une atmosphère de corruption déconcertante. Certains collègues se sont montrés des collaborateurs de l'Administration et cela d'autant plus que l'Administration ou plutôt le ministère du Congo et les milieux financiers essaient d'inféoder le Congo. Les problèmes les plus importants qui furent discutés sont : le statut de la Banque centrale ; la Société de développement et enfin les parastataux. En ce qui concerne la "Banque centrale", je te mets sur tes gardes. En effet, la Belgique a fait voter des lois d'urgence pour nommer certains Congolais corrompus à des postes de haute administration. Il y a lieu de ne rien accepter et surtout prends garde pour des étudiants » (Lettre manuscrite de 3 pages d'André Mandi, Bruxelles 9 juin 1960, archives MRAC, fonds B. Verhaegen).

> « Au service du conjoncturel, on n'est jamais sûr de contribuer en même temps aux intérêts supérieurs de la nation. Nos jeunes stratèges [notons que Mpase est né en 1929, donc est plus âgé que la plupart des acteurs], qui ont pris de l'âge aujourd'hui sont, certainement, des témoins privilégiés du désarroi et du désordre implantés dans la gestion courante du pays. Déséquilibrer une structure est certes facile, la remettre sur les rails est autrement plus ardu. Quand viendra-t-on s'asseoir en famille, pour non seulement regretter les torts infligés au pays, mais aussi pour reconnaître sa part de responsabilité et demander pardon ? Car il nous incombe à tous de relever ensemble le défi d'une construction qui sache assumer tout le passé et prendre objectivement en compte l'intérêt d'une nation à ne plus regarder au caléidoscope des intérêts personnels ! Cette réflexion vaut pour tous ceux qui ont porté des coups à leur patrie. Il est temps de cultiver au présent la volonté de s'asseoir et de construire » (Mpase Nselenge 2011 : 317).

On ne doit plus s'arrêter à dégager la responsabilité de la colonisation belge, qui ne s'est pas arrêtée avec la proclamation de l'indépendance, pour expliquer la situation du pays de la postcolonie. La question de la violence et de la tyrannie a été posée aux sociétés congolaises par leur passé ancien comme par leur passé récent ; cela tarde d'ailleurs à se terminer. Dans la construction de l'État-Zaïre, l'intervention de Mobutu paraît à divers moments se rapprocher de ce que fut la gestion belge. Ainsi, dans le feuilleton Banyarwanda :

> « [...] s'il est très évident que les Belges étaient préoccupés par les liens entre l'UNAR et le MNC/L, il n'est pas clair dans quelle mesure cela a influencé leurs politiques au Rwanda. Cependant, dans une certaine mesure, leur gouvernance conjointe du Ruanda-Urundi et du Congo belge a conduit à l'émergence de problèmes spécifiques qui ressortaient en partie à la zone "transfrontalière" qui facilitait les liens politiques transfrontaliers.
>
> [Différents] événements [nouveaux] illustraient [...] les conséquences imprévues de la domination belge au Congo belge et au Rwanda. Ces liens politiques transfrontaliers ne se limitaient pas à la période comprise entre 1959 et 1962. Surtout au Zaïre et plus tard en RDC, les effets politiques de cette "zone transfrontalière" se sont poursuivis et continuent de résonner. Les problèmes politiques [...] ne sont qu'un exemple de la longévité de ce processus (Mathys 2014 : 348-349).

C'est en suivant la gestion coloniale de l'espace du Kivu, en particulier à travers l'implantation des Banyarwanda au Congo, et en intégrant l'évolution qui s'en suivit sous l'État-Zaïre que l'on appréhende davantage les raisons de la guerre de l'AFDL en 1996-1997, puis celle de 1998-2003, voire de la longue crise qui n'en finit plus.

Durant la période coloniale, c'est sous la gestion des gouverneurs généraux Pierre Ryckmans (1934-1946) et Léon Pétillon (1952-1958) – tous deux venus diriger le Congo belge après avoir administré le Rwanda – que l'implantation à grande échelle des Banyarwanda abandonnés sans issue à la décolonisation devint un casse-tête politique dans les Kivu. C'était un engagement colonial mal ou pas dosé, qui devint une source de situations dramatiques dans la post-colonie. Au départ, il s'agissait pour la Belgique de répondre aux ambitions belges auprès de la Société des Nations pour consolider la tutelle du territoire du Ruanda-Urundi acquis à la suite de la Première Guerre mondiale. Ensuite, c'est la nécessité de répondre aux besoins de la crise économique de la fin des années 1920.

Dans la situation des guerres continuelles au travers du feuilleton des Banyarwanda, les Kivu semblaient être jusqu'à l'indépendance en 1960 une région calme où il faisait bon vivre pour de nombreux Européens qui continuaient d'affluer. Soudainement, la crise politique vint gagner la région pour ne plus la quitter. Benoît Verhaegen insiste sur une dimension que beaucoup d'auteurs africanistes ignorent et n'intègrent pas dans leurs analyses lorsqu'ils étudient le Congo post-colonial. Il s'agit de comprendre globalement cette responsabilité belge au-delà des spécificités particulières des provinces du Congo belge. L'interrogation porte aussi sur l'état politique du Congo belge, la portée de la gestion qui y a été faite.

Lorsqu'arriva Ryckmans en 1934, la colonie allait stagner politiquement. Jusqu'en 1957, celle-ci se trouva presque au même point qu'en 1933. D'après son biographe Jacques Vanderlinden (1994), Ryckmans incarna la politique paternaliste du colonisateur belge. Pour devenir en 1934 gouverneur général devant des candidats plus titrés ou plus âgés, il avait bénéficié de l'appui du roi Léopold III. S'il se montra défenseur des intérêts matériels et moraux des populations africaines, il ne fit guère avancer leur évolution politique. Tout comme son héritier politique Léon Pétillon (1952-1958), enfermé dans sa bonne conscience de bienfaiteur des populations

et obnubilé par le souci d'efficacité, Ryckmans n'aura compris ni les besoins ni les contraintes politiques des colonisés. Face à une évolution politique inévitable, alors que le gouverneur général proclama lui-même en 1946 que « les jours du colonialisme sont révolus », l'immobilisme de la politique belge qui conduira au chaos survenu en 1960 au moment de la décolonisation est aussi l'effet de son action passée. En organisant l'implantation des Banyarwanda dans les Kivu, Ryckmans et Pétillon avaient voulu gagner le pouvoir, l'autorité et les titres qui en étaient le symbole. D'ailleurs, après ses douze années comme gouverneur général, Ryckmans partagea la dernière partie de sa vie entre la défense de la politique coloniale et de tutelle belge devant les organisations internationales (la thèse belge) et le commissariat à l'énergie nucléaire. Quant à Pétillon, à la fin de son mandat comme gouverneur général en juillet 1958, il devint directement ministre des Colonies, poste qu'il abandonna aussitôt, après avoir mis en place un « Groupe de travail », s'apercevant que l'explosion de la situation congolaise ne pouvait tarder.

Benoît Verhaegen reproche à Pierre Ryckmans d'avoir, comme gouverneur général, laissé s'installer au Congo l'immobilisme politique. Il écrit : « […] il avait tous les atouts en main pour concevoir et mettre en place de grandes réformes politiques et préparer la colonie à l'après-guerre comme ce fut le cas dans les colonies françaises et anglaises. Il ne l'a pas fait » (Verhaegen 1995 : 178). Jean Stengers, prenant la défense du gouverneur général, dit qu'il dépendait étroitement de Bruxelles avant 1940 et « à Bruxelles on aurait jeté les hauts cris […] : cela n'était pas compatible avec la politique coloniale telle qu'on la concevait » (Stengers 1995 : 181). Pendant la guerre, lors de la rupture des liens avec la métropole, devenu un « proconsul africain », Stengers lui trouve encore une autre excuse : le problème posé par les Blancs du Congo qui réclament à l'exemple des colonies britanniques une part dans le Gouvernement de la colonie. Face aux Blancs qui ont des exigences politiques et des Noirs qui, eux, ne « demandent rien », Ryckmans ne change rien, ou mieux, il réussit à empêcher la participation des colons au pouvoir, qui aurait rendu par la suite la décolonisation plus dramatique. Mais Verhaegen ne quitte pas sa position, épinglant cette responsabilité de n'avoir rien changé aux institutions, ce qui avait laissé s'installer au Congo l'immobilisme politique. Verhaegen revient à la charge :

> « Ryckmans incarne la politique paternaliste du colonisateur belge. Il défendra avec acharnement les intérêts matériels et moraux des populations africaines, mais il ne fera guère avancer leur évolution politique. Enfermés dans leur bonne conscience de bienfaiteur des populations et obnubilés par leur souci d'efficacité, Ryckmans et son héritier spirituel Pétillon n'ont pas compris les besoins, ni les contraintes politiques des colonisés » (Verhaegen 1995 : 178-179).

Ainsi Verhaegen se demande si Ryckmans ne ressemble pas à ces « hommes d'Église, totalement désintéressés et engagés dans un idéal, prêts à tout partager, sauf le pouvoir » (Verhaegen 1995 : 178). À ce constat d'aveuglement à l'égard d'une évolution politique inévitable, alors qu'il proclamait lui-même en 1946 que « les jours du colonialisme sont révolus », Ryckmans et les gestionnaires coloniaux du Congo portent la responsabilité dans l'immobilisme de la politique belge qui a conduit à la crise de 1960. Engagée dans une politique prédatrice, la Belgique coloniale fut confrontée à la distance entre le vécu de sa gestion, sa pratique au quotidien, ses relations humaines avec les autochtones, dits indigènes, qu'elle gouvernait et l'image qu'elle eut d'elle-même ou qu'elle voulut présenter à la fois aux Belges de la métropole et à d'autres États conquérants, la montrant comme une colonisation au service des colonisés.

C'est bien donc tout le problème de la colonisation belge du Congo, qualifiée par Jacques Marrès et Ivan Vermast de « vérité tragique ». Surtout dans la phase finale qui débouche sur la décolonisation, ils observent qu'« il n'y avait pas de politique parce qu'il n'y avait pas de pouvoir politique » (1974 : 144). Certainement qu'il y avait des idées pour diriger ou garder le Congo, mais les autorités belges, pour bloquer toute évolution, excellaient dans la stratégie qui consistait à traduire la politique en texte, mais sans disposer de vision politique. En fait, la majorité des hauts fonctionnaires qui se sont occupés du Congo n'étaient pas de réels politiques. Il s'agit là d'une réalité dont les effets cumulés se prolongent jusqu'à ces jours, plusieurs décennies après l'indépendance du pays. Ce qui occasionne des drames récurrents pour lesquels il n'y a pas d'acteurs qui se sentent responsables du mal causé. D'où cette image persistante de lassitude, d'imperfections, d'échecs sans fin qui tendent à pousser la tentation de démissionner devant ce pays qui interpelle, voire qui déçoit toujours. Le germe de l'immobilisme politique se

transmet comme s'il avait été question d'un héritage. En grande partie, le découpage des unités territoriales actuelles de la RDC demeure le résultat de politiques différentes appliquées dans la gestion des populations par les responsables des quatre provinces que comptait le Congo belge jusqu'en 1933.

Il s'agit là d'une page de l'histoire qui a conduit à l'avènement de L.D. Kabila au pouvoir et a influencé profondément la trame politique, et que de Villers ne semble pas maîtriser. Pourtant, sur la situation qui prévalut, il écrit : « Des Tutsi du [au ?] Congo, Banyamulenge en particulier, aux côtés d'un pouvoir civil et militaire rwandais lui-même dominé par des Tutsi, ont été à l'initiative et au cœur de la guerre de 1996-1997, puis de celle de 1998 qui vit la naissance du RCD » (de Villers 2002 : 140). Cette explosion de la violence n'est donc pas qu'une conjoncture historique post-indépendance : il s'agit d'une longue trame liée à la fois à la gestion coloniale belge et à celle qui s'en est suivie.

Plus que dans l'ouvrage *Histoire du politique au Congo-Kinshasa. Les concepts à l'épreuve*, c'est dans « Régimes de violence dans l'histoire du Congo-Kinshasa », un article à tendance sociologique, voire philosophique, paru aussi en 2016, que Gauthier de Villers tient un argumentaire mieux nourri, et, dès lors, convaincant. Ici, appuyant ses critiques non pas sur une histoire du Congo dont il serait l'auteur, mais sur des points de vue d'historiens de métier ou pas, il construit sa thèse sur les formes de répétition de la violence que connaît l'histoire du Congo depuis les temps de l'EIC à aujourd'hui. Pour situer ce qu'il désigne comme étant le « Retour sur les violences actuelles » (de Villers 2016b : 79), il écrit :

> « Il y a des répétitions dans l'histoire, mais l'histoire, le déroulement de l'histoire, ne se répètent pas. C'est un nouveau contexte qui fait surgir dans le présent et qui explique ce qui peut apparaître comme le retour à un passé lointain. Ce lien du passé au présent n'est pas un lien de causalité, ne s'inscrit pas dans la continuité d'une histoire (en ce sens : Hunt 2008 : 243).
>
> La périodisation est une condition essentielle du travail historien. Avec l'avènement du Congo belge, le système de domination et d'exploitation caractéristique de l'EIC s'est progressivement transformé, et la colonisation elle-même va connaître des phases différentes. […]
>
> La période qui s'est ouverte en 1990 est particulièrement instable et confuse. Les guerres de 1996 et 1998 ont fait advenir un régime de violence physique associé à une violence économique, qui évoque la période léopoldienne. Mais il n'y a pas de continuité historique. Le Congo, avec l'impact des guerres et conflits armés, avec l'ampleur et les nouvelles formes de l'intervention internationale, avec le retour des investisseurs étrangers, avec les changements dans les voies d'accession au pouvoir liés à la pratique des élections, est entré dans une nouvelle ère politique et sociétale. Une nouvelle ère, mais qui imprègne et hante encore tout le passé du pays avec ses différents régimes de domination et de violence. Les Congolais pourraient transposer à leur situation ce que Marx écrivait à propos des "maux" engendrés en son temps par le système capitaliste : "Outre les maux de l'époque actuelle, nous avons à supporter une longue série de maux héréditaires provenant de la végétation continue de modes de production qui ont vécu, avec la suite des rapports politiques et sociaux à *contretemps* qu'ils engendrent. Nous avons à souffrir non seulement de la part des vivants, mais encore de la part des morts. Le mort saisit le vif" (Marx 1965 : 549) » (de Villers 2016b : 75, 83).

2. DANS LE SUD-KIVU POST-INDÉPENDANCE : IDENTITÉS LOCALES ET CADRE TERRITORIAL

Même si les actuelles provinces du Maniema, du Nord-Kivu et du Sud-Kivu sont voisines et continuent à partager plusieurs réalités (mouvements de populations, activités minières, épisodes guerriers…) liées à leur longue histoire commune dans la même province du Kivu, sous la colonisation, il subsiste pourtant de grandes particularités dans leurs structures coutumières (cf. *supra*). Ainsi, le Maniema serait-il plus enclin à l'anarchie de ses pouvoirs locaux, héritage de l'influence des Arabo-Swahili, que le Sud-Kivu, qui fut, quant à lui, entraîné dans des bouleversements importants à la décolonisation du pays.

Dans le Sud-Kivu, l'autorité coutumière sembla être « conservée », son statut étant généralement un peu mieux partagé par les populations, malgré la présence des espaces territoriaux étatiques institués et qui paraissaient encore correspondre/renvoyer aux espaces territoriaux ethniques dans lesquels l'« élite moderne autochtone » vint jouer un rôle perturbateur[11].

11. Partout au Congo, l'élite autochtone (indigène) fonda son entrée en politique en 1960 sur les facteurs et les sentiments tribaux, mais sans céder pour autant la direction des affaires

Au cours des années 1960, dans la province du Sud-Kivu se forgèrent divers conflits politiques entre différents groupes ou forces en présence. Parmi les plus marquants, il y eut, d'une part, le conflit clanique entre les partisans du *mwami* Kabare et ceux de Ngweshe, conflit auquel le départ du colonisateur ouvrit de nouvelles perspectives et, d'autre part, le conflit à Bukavu entre les Bashi et les Bakusu, ce dernier terme servant à désigner tous les ressortissants du Maniema en général.

Dans le premier cas, il y a le retour de Léopoldville, en août 1959, d'Alexandre Rugemaninzi, remis au pouvoir dans la chefferie Kabare. Malgré le long éloignement de son fief qu'il avait connu, il n'oublia pas que Bukavu, chef-lieu de la province, avait été sa terre ancestrale. Comme il gardait de l'animosité à l'encontre de l'Administration belge qui l'avait écarté du pouvoir en 1936, il voulut aussitôt établir des rapports d'autorité à la fois avec Ngweshe, à qui fut confiée la direction de la chefferie, et les nouveaux chefs provinciaux issus des élections de mai 1960. Christophe Munzihirwa explique cette attitude : « En 1936, il parcourait le pays [Bushi], mettant en leur place les colons qui maltraitaient ses sujets. Ayant appris que Ngweshe se laissait faire, il partit lui-même mettre de l'ordre dans la concession d'un certain Van de Leew (*alias* Bwana Simba), colon à Lukayu, qui faisait travailler les gens jusqu'à épuisement. La population en fut tellement ravie qu'elle composa une chanson : *Ndi Mwambali wa Nyshinini, ntakahumwa omu Nshoho* (traduction : "Tant que Kabare vit, il faut respecter ses sujets"). Il [Kabare Rugemaninzi] supportait mal l'autorité des coloniaux blancs. Un jour où il s'était introduit brutalement dans un stade à Bukavu, on lui fit remarquer que le Gouvernement n'était pas d'accord : il protesta en mashi disant que "sur son territoire, il ne doit pas recevoir de permission" » (Munzihirwa 1971 : 14).

Il y a là aussi le rejet de cette unité shi que la domination européenne avait étouffé par sa pacification forcée. Les Bashi avaient appris de la soumission par la crainte : « *Ndiyo ya ba eburunga, na apana ye panula eciswahiri* » [Chez le Blanc il n'y a que oui ; c'est non qui amplifie une affaire] (cité par Njangu Canda-Ciri 1973 : 159). Les deux *bami* du Bushi central, Kabare et Ngweshe, avaient eu chacun l'ambition par l'aide de l'Administration coloniale d'unifier le Bushi ; même Nyalukemba l'avait eue aussi ! Kabare Rugemaninzi connut des conflits de pouvoir qui l'opposèrent à tous les présidents de la province du Kivu et leurs gouvernements, et cela jusqu'à l'avènement du règne autoritaire de Mobutu, à la fin 1965. C'est au retour de son premier exil à Léopoldville, en 1959, qu'il imagina restaurer le royaume traditionnel d'avant 1900. Ce fut la résurgence de ces haines interclaniques, la paix coloniale n'était rien d'autre qu'un *modus vivendi* pour éviter les ennuis avec

publiques aux chefs coutumiers lui servant d'instruments pour la réalisation de ses propres objectifs : acquérir une clientèle politique afin de se faire un nom. Jean-Claude Willame écrit : « Adoptant les normes socioculturelles du colonisateur, cette classe instruite se fit du chef une image semblable à celle que s'en était faite le colonisateur belge : un élément du folklore régional, élément utile cependant, car il constituait un intermédiaire indispensable entre la masse et l'Administration » (Willame 1964 : 157).

Les chefs locaux étaient donc utiles parce que leur influence pouvait faciliter la politisation partisane de leurs sujets. Aussi fallut-il, dans un premier temps, les ménager en leur faisant certaines cessions symboliques. Mais une fois qu'on avait le public en main, les prétentions des chefs coutumiers étaient reléguées au second plan.

Les notables et chefs coutumiers qui furent travaillés par la propagande de l'Administration coloniale contre les leaders indépendantistes ne tardèrent pas à se rendre compte de la situation ; ils commencèrent à voir dans la décolonisation du Congo une menace sérieuse pour leurs prérogatives. La déclaration gouvernementale belge du 13 janvier 1959 leur donna l'occasion de faire connaître ce qu'ils pensaient de la prochaine libération et fit ressortir leurs réserves à l'égard du suffrage universel qui risquait de bouleverser l'organisation sociale et remettre en question les fondements de leur « pouvoir ancestral ».

À l'approche de l'indépendance, donc, et suite à l'effervescence politique croissante, les chefs coutumiers se faisaient de moins en moins d'illusions, comprenant que leur règne était lié à la survivance de l'Administration coloniale sous une forme ou une autre. Antoine Mwenda Munongo, le chef de la chefferie Bayeke dans le territoire de Lubudi au Katanga, dira : « Les modérés souhaitent qu'on nous laisse un rôle ne fût-ce que symbolique. Les plus avancés vont jusqu'à nous présenter leurs condoléances à nous et au personnel de l'administration territoriale et provinciale » (Willame 1964 : 156).

La facilité avec laquelle les notables et chefs coutumiers furent entraînés dans les partis politiques dits « modérés », c'est-à-dire antinationalistes et revendicateurs d'une indépendance totale, se situe à ce niveau. Mais, du côté du colonisateur débordé, le constat va être vite fait de la vanité et de la faiblesse de la coalition des forces coutumières face aux forces montantes de l'élite urbaine. Ainsi décida-t-il d'orienter le gros de ses efforts vers la constitution des partis modérés au sein de l'élite urbaine, laissant le pouvoir coutumier désemparé devant une situation à laquelle ses structures n'étaient pas adaptées.

l'Administration. Parce que cette paix n'avait pas été assumée, l'assainissement des frontières érigées entre les nouvelles entités étatiques n'avait pas été accepté. Pour avoir établi la rivière Kazinzi comme limite séparant les territoires de Kabare et de Ngweshe, l'autorité européenne reconnut ce dernier comme pouvoir indépendant. Ce qui est un affront pour les Bahaya, n'admettant pas de voir érigé un État sécessionniste pour le « rebelle » Ngweshe. Attitude contraire chez les Bagweshe qui trouvent là un geste libérateur, leur *mwami* devenant l'égal de Kabare, dit le chef suprême, qui cherchait à le soumettre.

En 1936, à la relégation de Rugemaninzi, l'essai d'unification du Bushi opéré autour du *mwami* Ngweshe s'estompe. À la décolonisation, à son retour dans son territoire, toujours habité par l'idée qu'il détenait un pouvoir suprême inaliénable, Rugemaninzi acceptait mal un autre pouvoir au-dessus de lui. Le fait d'être interpellé par cette nouvelle assemblée provinciale où siégeaient les représentants autochtones de son territoire ethnique lui parut une atteinte à sa dignité et à son pouvoir de *mwami* jadis « incontesté »[12]. Il voyait encore le peuple lui obéir, marcher derrière lui. Habitué à un régime autoritaire et patrimonial[13], il ne put intégrer l'esprit de la démocratie libérale établie avec la Loi fondamentale (Constitution léguée par l'Administration belge au Congo indépendant), qui lui était cependant présentée comme une libération de la domination coloniale. Lors des élections de mai 1960, seuls les candidats présentés par lui avaient été élus dans la chefferie Kabare, ce qui fit dire que les députés étaient non pas les représentants du peuple, mais ses délégués à l'assemblée. Dès lors, ses partisans et lui ne comprirent pas que le *mwami* pût être appelé à se justifier publiquement devant cette assemblée où siégeaient les fils des Bashi. Que devenait donc son autorité, se demanderait une population shi qui pourrait s'accoutumer au type de régime présidentiel, mais à condition que la représentation du politique coïncidât avec l'autorité de Kabare ? Tout ordre qui passerait à côté de lui serait vécu comme une usurpation. Alexandre Kabare aurait dû se rendre compte que la nouvelle situation était irréversible ; le centre du pouvoir s'était déplacé pour toujours : dans le Congo, aucun chef coutumier ne pouvait plus se croire autonome. Plutôt que de s'insérer dans la dynamique moderne comme firent par stratégie les Bashugi (Bashi de Ngweshe) afin de gagner la sympathie du pouvoir central, maître du jeu dominant dans cet État moderne, Kabare trouvait toujours l'ordre ancien plus avantageux et il refusa, donc, les adaptations. Ainsi, malgré son titre de sénateur, il ne siégea jamais à Léopoldville. Il mena dans son fief une sorte de combat contre l'empiétement des pouvoirs publics sur son territoire ethnique, en refusant le paiement de l'impôt, en rendant lui-même une justice sommaire et en sauvegardant ses privilèges de chef féodal (Willame 1964 : 157). Le Fuliru Simon Malago, devenu président provincial bénéficiant du soutien des Bashi de Ngweshe, décida l'arrestation du *mwami* Kabare, le 20 octobre 1963, et l'envoya une fois encore à Léopoldville, mais cette fois, les sujets de sa chefferie s'excitèrent. Pour calmer la situation, Rugemaninzi revint, mais le gouvernement provincial lui imposa ses conditions.

Il y eut aussi ces autres conflits qui opposèrent, d'une part, les Kusu aux Lega et, d'autre part, les « Bashi » aux « Bakusu ». Ces événements prirent de l'ampleur surtout avec l'installation, en 1961, du gouvernement provincial d'Adrien Omari, accusé de favoriser les Bakusu, mais aussi, à la suite de l'éclatement de la rébellion simba en 1964. Si les Bashi avaient poussé à l'exil des Bakusu, les Lega avaient, quant à eux, souhaité s'éloigner administrativement des Bakusu, et même pensé à obtenir une province qui leur fût propre ; ce qui n'eut pas lieu (Njangu *et al.* 2000 : 109). Dans ce nouveau cadre, le groupe des Bashi de Ngweshe allait dorénavant dominer la politique du Sud-Kivu, parce qu'il tirait profit à la fois du radicalisme de Kabare, lésé par l'organisation de son territoire ethnique par l'État moderne érigé durant la colonisation, et du départ des Bakusu de Bukavu.

12. Ce cas se rapproche de celui vécu dans le Kwango à la même période où le *kiamfu* (grand chef, équivalent du *mwant-yav* chez les Lunda, *nyimi* chez les Kuba ou *mwami*) des Bayaka nommé Panzu Fumukulu refusa que le nouveau CDD Ilenda qui avait été son sujet et son délégué à la Table ronde politique de Bruxelles (20 janvier-20 février 1960) et, surtout, l'AT de Kasongo-Lunda, puissent le convoquer, comme cela se passait jadis sous la colonisation avec les administrateurs blancs (Omasombo Tshonda 2012).

13. Chez les Bahaya (Bashi de Kabare), le *mwami* est celui dont la présence vivifie les hommes, les animaux domestiques et les plantes. Père du pays, son pouvoir est quasi absolu, mais pas arbitraire. Il est tempéré par des lois constitutionnelles retenues de père en fils par la mémoire de 60 *bajinji* (anciens du peuple) et de quelques notables, de temps en temps convoqués en conseil restreint avant les grandes décisions (Munzihirwa 1971 : 172).

Dans ce cadre allait se nourrir une autre compétition identitaire, cette fois entre les « peuples autochtones », d'une part, et les Banyarwanda et les Barundi (dits allochtones), d'autre part (cf. *supra*). La chefferie Barundi va être annexée un moment à la chefferie Bavira dont le *mwami* allait aussi être chassé, car jugé à la fois faible face aux allochtones et complice de l'ancienne Administration coloniale et du nouveau pouvoir étatique postcolonial de Léopoldville.

S'y ajouta la contestation armée des Simba en 1964, partie d'Uvira (et marquée pour sa fin par la bataille de Kamaniola) et qui gagna plusieurs provinces du pays. Ce mouvement se prolongea localement, dans le Sud-Kivu et au Nord-Katanga, par le long maquis de Laurent Désiré Kabila, qui dura jusqu'en 1986 (cf. *infra*).

Sur le terrain, si donc les alliances des uns et des autres ou, encore, des uns avec ou contre les autres, qui se multiplièrent selon les conjonctures, paraissaient assez limitées dans leur étendue, la question de la conquête du pouvoir au niveau national, à partir de ce territoire du Congo, allait se construire véritablement. En 1966 et 1967, pendant les deux premières années du régime Mobutu, Bukavu subit les attaques et les occupations sporadiques des bandes de mercenaires du Français Bob Denard et du Belge Jean Schramme.

Tout cela fit que le vécu sociopolitique, limité au départ à un milieu singulier, et enflé à la décolonisation à la suite de l'afflux continu des réfugiés banyarwanda en quête d'un pouvoir politique perdu dans leur pays de départ, eut de graves conséquences pour tout le Congo. Bosco Muchukiwa en retrace la chronologie :

> « Depuis la décolonisation, les divers groupes ethniques s'affrontent dans le territoire d'Uvira entre eux autour des terres, du territoire, de la nationalité et du pouvoir. Ainsi, en 1961, les Bafuliru se sont battus contre les Barundi autour du contrôle de la collectivité-chefferie Plaine de la Ruzizi. Les Banyarwanda, devenus Banyamulenge en 1973, sont parvenus en 1979 à obtenir la reconnaissance officielle du groupement Bijombo qu'ils ont occupé pendant la colonisation. Par conséquent, leur nationalité [octroyée par Mobutu en 1972] fut contestée par les ethnies voisines et retirée par la loi du 29 juin 1981.
>
> Les Banyamulenge, c'est pour avoir revendiqué leur nationalité et obtenu l'agrément du groupement Bijombo. Les Barundi, c'est pour être constitués en chefferie agrandie dès l'époque coloniale [1928]. Tous les deux sont entrés en conflit avec leurs voisins et ont surtout vu leurs droits politiques contestés. En 1987, les candidats banyamulenge et barundi aux élections législatives ont été gommés sur la liste des éligibles du fait qu'ils avaient été considérés comme "personnes à nationalité douteuse". Le doute persistant sur leur nationalité eut en 1991 comme conséquence des protestations et le refus de les recenser comme nationaux. La collectivité Plaine de la Ruzizi, composée de Barundi, fut en proie à de vives contestations. La pression populaire mit sur la voie de l'exil Ndabagoye Nsabimana, le chef de collectivité et ses notables durant cinq années. Le conseil de collectivité des Bafuliru prit de fait la gestion de cette entité administrative, bien que les autorités politiques intervinrent plus tard pour normaliser la situation et calmer les rivalités qui étaient déjà visibles sur le statut de cette entité. Le conseil de collectivité des Bafuliru s'était opposé à l'idée de secteur qui était défendue par quelques partisans des Barundi en quête du pouvoir et à celle du conseil de collectivité des Bavira qui exigeait une partition de cette entité.
>
> Entre-temps, le conflit entre Banyamulenge et leurs voisins avait trouvé un petit répit, mais il resurgit en 1994, au moment de l'afflux des réfugiés rwandais hutu à l'Est du Congo. Il fut attisé et se compliqua du fait que les Banyamulenge furent accusés d'être en intelligence avec les combattants du FPR (*Inkotanyi*). En effet, les jeunes Banyamulenge rejoignirent le FPR pour subir un entraînement et organiser la résistance. Après leur formation militaire au Rwanda, ils retournèrent au Congo avec l'appui de Bujumbura, de Kigali et de Kampala pour démanteler les camps des réfugiés hutu, exercer une revanche et éventuellement régler leur compte à des caciques du régime Mobutu qui rechignaient à leur reconnaître la nationalité. À partir de ce moment, le conflit interethnique prit le visage d'une guerre civile au Congo. La spirale de la violence déclenchée avec l'appui du Burundi, du Rwanda et de l'Ouganda mit en péril l'équilibre régional. Une guerre qui méconnaissait l'intangibilité des frontières héritées de la colonisation était lancée pour en finir avec le régime Mobutu qui déstabilisait ses voisins de l'Est. C'est dans ce contexte d'un conflit influencé par la géopolitique et internationalisé que les jeunes Banyamulenge devenus soldats portèrent Désiré Kabila au pouvoir à travers l'AFDL. Cependant, leur problème de nationalité trouva peu d'attention et ne fut pas résolu. Cette guerre eut, entre autres, comme effet la résurgence des milices et la méfiance entre groupes ethniques.

> Déçus par l'AFDL, ils se replièrent au Sud-Kivu pour reprendre du service sous le RCD. Leur objectif était de mener la guerre contre Désiré Kabila, mais aussi de se battre pour la nationalité et la création du territoire de Minembwe. Le changement du nom de l'ethnie, la reconnaissance du groupement Bijombo par les pouvoirs publics et la création en 1999 du territoire de Minembwe par le RCD ont provoqué des vives oppositions parmi les groupes ethniques voisins, notamment Bavira, Bafuliru, Babembe et Balega » (Muchukiwa 2006 : 111-112).

En conclusion, à la différence du Nord-Kivu, qui passe dans l'opinion pour être une province affairiste, le Sud-Kivu s'identifie, quant à lui, comme une province fondamentalement politique. On l'aura constaté, à chaque événement majeur dans la région, Bukavu est mis au centre, y jouant un rôle décisif, voire emblématique. Il a Uvira dans son hinterland immédiat, un nœud névralgique chargé, en raison de la gestion passée de son espace territorial. On remarque que si, dans les autres entités de cette province, les chefferies constituées font généralement référence aux clans (excepté dans le territoire de Kalehe, avec la chefferie Buhavu), l'organisation administrative dans ce territoire étatique fixe des composantes ethniques recomposées (Fuliru et Vira), mises en face des Rundi érigés (contrairement aux Banyarwanda) en entité étatique englobante par l'Administration coloniale. Dès lors, ce qui était devenu l'« autorité traditionnelle » de ces Rundi fut considéré comme l'égale de celles des Bafuliru et des Bavira. La contestation soutenue de l'autochtonie de ces derniers allait amener l'État central congolais au changement de la première dénomination « chefferie Barundi » en « chefferie Plaine de la Ruzizi » en 1974 ; ce qui ne résolut pas le problème de fond.

Au travers de l'évolution de la conflictualité dans le Sud-Kivu, on observe que si les acteurs impliqués changent après un cycle, les conflits, quant à eux, se transmettent d'une génération à l'autre. Selon les opportunités, les contestataires recourent aux stratégies de contournement de l'autorité (AT ou chefs coutumiers) pour devancer et évincer le camp adverse. Le changement des solutions proposées ne contribue pas encore à taire les conflits visant le contrôle du pouvoir, des terres et des territoires. Ceux qui sont liés au territoire passent pour être permanents, s'étalent dans le temps en se transmettant aux générations futures.

Six décennies après la proclamation de l'indépendance, la province du Sud-Kivu compte une ville, Bukavu, divisée en trois communes zones urbaines : Ibanda, Kadutu et Bagira. Il y a huit territoires (zones rurales) : Fizi, Idjwi, Kabare, Kalehe, Mwenga, Shabunda, Uvira et Walungu. Dans ces territoires, on compte 18 chefferies (c) et 5 secteurs (s) : 1) Lulenge (s), Mutambala (s), Tanganyika (s) et Ngandja (s) dans le territoire de Fizi ; 2) Ntambuka (c) et Rubenga (c) dans le territoire d'Idjwi ; 3) Kabare (c) et Nindja (c) dans le territoire de Kabare ; 4) Buhavu (c) et Buloho (c) dans le territoire de Kalehe ; 5) Wamuzimu (c), Basile (c), Lwindi (c), Luhwinja (c), Burhinyi (c) et Itombwe (s) dans le territoire de Mwenga ; 6) Bakisi (c) et Wakabango I (c) dans le territoire de Shabunda ; 7) Bafuliru (c), Bavira (c) et Plaine de la Ruzizi (c) dans le territoire d'Uvira ; 8) Ngweshe (c) et Kaziba (c) dans le territoire de Walungu.

Presque toutes ces entités politico-administratives, qu'elles soient du niveau du territoire ou de la chefferie et du secteur, ont été délimitées pendant la période coloniale. Cette monographie ne traite pas de la création des cités, qui constitue une dimension s'ajoutant à l'organisation administrative dans le Sud-Kivu.

RÉFÉRENCES

Badie, B. 1992. *L'État importé. L'Occidentalisation de l'ordre politique*. Paris : Fayard.

Brassinne de la Buissière, J. 2016. *La sécession du Katanga : témoignage (juillet 1960-janvier 1963)*. Bruxelles : PIE Peter Lang.

Cooper, F., Isaacman, A.F., Mallon, F.C. Roseberry, W. & Stern, S.J. 1993. *Confronting Historical Paradigms*. Madison : Univesity of Wisconsin Press.

de Villers, G. 1995. *De Mobutu à Mobutu. Trente ans de relations Belgique-Zaïre*. Bruxelles : De Boeck Université.

de Villers, G. 2009. *De la guerre aux élections. L'ascension de Joseph Kabila et la naissance de la Troisième République (janvier 2001-août 2008)*. Paris/Tervuren : L'Harmattan/MRAC (coll. « Cahiers africains », n° 75).

de Villers, G. 2016a. *Histoire du politique au Congo-Kinshasa. Les Concepts à l'épreuve*. Louvain-la-Neuve : Academia/L'Harmattan.

de Villers, G. 2016b. « Régimes de violence dans l'histoire du Congo-Kinshasa ». In S. Marysse & J. Omasombo Tshonda (éd.). *Conjonctures congolaises 2015. Entre incertitudes politiques et transformation économique*. Paris/Tervuren : L'Harmattan/MRAC (coll. « Cahiers africains », n° 87), pp. 67-86.
De Witte, L. 2017. *L'Ascension de Mobutu. Comment la Belgique et les USA ont installé une dictature*. Bruxelles : Éditions Investig'Action.
Hunt, N.R. 2008. « An acoustic register, tenacious images, and Congolese scenes of rape and repetition ». *Cultural Anthropology* 23 (2) : 220-253.
Jewsiewicki, B. 2014. « L'identité congolaise : être effectivement citoyen de l'État-nation ». In J. Omasombo Tshonda & P. Bouvier (sous la dir. de), *Décentralisation et espaces de pouvoir*. Tervuren : MRAC, pp. 219-230.
Marrès, J. & Vermast, Y. 1974. *Le Congo assassiné*. Bruxelles : Max Arnold.
Marx, K. 1965. « Le Capital ». Préface de la première édition. In *Œuvres. Économie*. Paris : Gallimard (« coll. « Bibliothèque de la Pléiade »), pp. 547-551.
Mathys, G. 2014. « People on the move: frontiers, borders, mobility and history in the lake Kivu region. XIX^{e}-XX^{e} century ». Thèse de doctorat, Université de Gand.
Mbembe, A. 2000. *De la postcolonie. Essai sur l'imagination politique dans l'Afrique contemporaine*. Paris : Karthala.
Mpase Nselenge Mpeti, A. 2011. *Au service d'un Congo aux mille visages. Mémoires.* Kinshasa : Academic express Press.
Muchukiwa, B. 2006. *Territoires ethniques et territoires étatiques. Pouvoirs locaux et conflits interethniques au Kivu*. Paris/Anvers : L'Harmattan/Centre d'étude de la région des Grands Lacs d'Afrique.
Munzihirwa, C. (S.J.). 1971 (octobre). « Conception du pouvoir politique dans la société traditionnelle des Bashi de Kabare (Kivu) ». Mémoire de licence en sciences politiques et administratives, Université nationale du Congo/campus de Kinshasa.
Ngakpwa te Mobusa. 1992. « Histoire des Ngbandi du Haut-Ubangi. Des origines à 1930 ». Thèse de doctorat en histoire, Université libre de Bruxelles, t. 1 et t. 2.
Njangu Canda-Ciri. 1973. « La résistance shi à la pénétration européenne (1900-1920) ». Mémoire de licence en histoire, Unaza-Campus de Lubumbashi.
Njangu Canda-Ciri, A., Birhakaheka Nziga, P., Muhigirwa, C., Chahuhabwa, F., Kusinza, J., Kayowa, V., Bisimwa, V. & Muchukiwa, J.B. 2000. *Les Conflits au Sud-Kivu des anciens royaumes à 1996. Rôle de la femme*. Bukavu : Éditions de l'AFECEF.
Nimy Mayidika Ngimbi, J.-P. 2006. *Je ne renie rien. Je raconte… L'histoire d'un parcours sur un parcours d'histoires.* Paris : L'Harmattan.
Omasombo Tshonda, J. (sous la dir. de). 2011. *Maniema. Espace et vies.* Tervuren/Bruxelles/Kinshasa : MRAC/Le Cri Édition/Buku Éditions (coll. « Monographies des provinces de la RD Congo », vol. 1).
Omasombo Tshonda, J. (sous la dir. de). 2012. *Kwango. Le pays des Bana Lunda.* Tervuren/Bruxelles/Kinshasa : MRAC/Le Cri Édition/Buku Éditions (coll. « Monographies des provinces de la RD Congo », vol. 3).
Omasombo Tshonda, J. 2020. *La Décolonisation du Congo belge. La Gestion politique des vingt-quatre derniers mois avant l'indépendance (juillet 1958-juin 1960).* Tervuren : MRAC.
Pourtier, R. 2014. « Centralité improbable, périphéries sous tension : la RDC et les défis du territoire ». In J. Omasombo Tshonda & P. Bouvier (sous la direction de), *Décentralisation et espaces de pouvoir*. Tervuren : MRAC, pp. 101-115.
Serufuri Hakiza, P. 2020. « Le Rwanda a-t-il réellement conquis le Nord-Kivu des siècles avant la colonisation belge ? Essai de mise au point ». In G. Ntirumenyerwa Muchoko Kimonyo, P. Serufuri Hakiza & J. Mpeza Mihigo, *Être historien au milieu des tumultes sociopolitiques en Afrique des Grands Lacs postcoloniale. Liber amicorum prof. D^{r} Stanislas Bucyalimwe Mararo*. Kinshasa/Paris : Les éditions Virunga/Les éditions du Net, pp. 321-362.
Stearns, J. 2012. *Du CNDP au M23. Évolution d'un mouvement armé dans l'Est du Congo*. Londres : RVI (Institut de la Vallée du Rift)/Projet Usalama « Comprendre les groupes armés congolais ».
Stengers, J. 1995. « Discussion aux "Commentaires sur la biographie de Pierre Ryckmans (1891-1959) par Jacques Vanderlinden" de Benoît Verhaegen ». *Bulletin des séances de l'ARSOM* 41 (2) : 180-181.
Vanderlinden, J. 1994. *Pierre Ryckmans 1891-1951. Coloniser dans l'honneur.* Bruxelles/Louvain-la-Neuve : De Boeck Université.
Van Gèle, A. 1889. « L'exploration de l'Oubangi-Dua-Koyou ». *Bulletin de la Société royale belge de géographie* XIII : 5-36.
Van Reybrouck, D. 2012. *Congo. Une histoire*. Arles : Actes Sud.
Vinck, H. 2011. *Conflits fonciers au Congo belge. Opinions congolaises*. Bruxelles : ARSOM.
Verhaegen, B. 1995. « Commentaires sur la biographie de Pierre Ryckmans (1891-1959) par Jacques Vanderlinden ». *Bulletin des séances de l'ARSOM* 41 (2) : 173-181.
Willame, J.-Cl. 1964. « Les provinces du Congo : structure et fonctionnement Lomami, Kivu-Central ». *Cahiers économiques et sociaux.* Institut de Recherches économiques et sociales/Université Lovanium (coll. « Études politiques, CEP », n° 4).
Willame, J.-Cl. 1990. *Patrice Lumumba. La Crise congolaise revisitée*. Paris : Karthala.
Willame, J.-Cl. 2001. « Commission Lumumba : pièges et parasites ». *Revue nouvelle* : 30-35.

PREMIÈRE PARTIE

LE TERRITOIRE DU SUD-KIVU À L'ÉPREUVE DU NOUVEAU POUVOIR ÉTATIQUE

« La société fabrique des individus à partir d'un matériau premier, la psyché. […] La société n'est qu'exceptionnellement – jamais ? – unique ou isolée. Il se trouve qu'il y a pluralité indéfinie des sociétés humaines, coexistence synchronique et contact entre sociétés autres. L'institution des autres et leurs significations sont toujours menace mortelle pour les nôtres : notre sacré est pour eux abomination, notre sens le visage du non-sens » (Castoriadis 2000 : 147).

CHAPITRE 1

RÉORGANISATION DU TERRITOIRE ET ÉVOLUTION POLITIQUE

Dénommée province de Costermansville du 25 septembre 1933 au 1er octobre 1947, du nom de son chef-lieu, elle fut appelée par la suite province du Kivu jusqu'à l'indépendance du pays le 30 juin 1960.

Sortie de la province de Stanleyville et/ou Province-Orientale selon les périodes, cette province de Costermansville, devenue province du Kivu, ne compta au départ que deux districts : Kivu et Maniema. C'est le 1er janvier 1951 que le district du Kivu va être scindé en deux entités, le district du Nord-Kivu avec Goma pour chef-lieu et le district du Sud-Kivu qui garda Costermansville (devenu Bukavu). Jusqu'à l'indépendance, ce dernier compta six territoires administratifs : Fizi, Kabare, Kalehe, Mwenga, Shabunda et Uvira.

Aussitôt l'indépendance proclamée, le 30 juin 1960, des troubles avaient éclaté et le pays allait s'enliser dans une crise de longue durée. Les catalyseurs les plus importants furent la mutinerie de la Force publique, la sécession du Katanga, la confrontation du gouvernement national de Lumumba aux implications de la Belgique et d'autres pays occidentaux dans les questions congolaises. À la suite de la mutinerie de la Force publique, le 5 juillet 1960, à Thysville (aujourd'hui Mbanza-Ngungu), des troubles eurent lieu à Goma, le 8 juillet. En fin de compte, ces événements ont conduit à la désintégration du Congo et à l'assassinat du Premier ministre Patrice Lumumba. En conséquence, à la fin de 1960, le Congo avait été scindé en 4 espaces politiques distincts : le Katanga et le Sud-Kasaï, qui revendiquaient tous deux leurs indépendance/autonomie, et les zones sous le contrôle des gouvernements de Léopoldville ou de Stanleyville (dirigé par Gizenga) prétendant toutes deux être la capitale légitime de tout le pays (Young 1968 : 331).

À la suite de l'indépendance, une tendance poussa les politiciens[1] du Kivu à tenter, comme l'avait essayé jadis l'autorité coloniale, de regrouper les peuples d'une même origine partagés dans des entités administratives différentes. Avec le renforcement d'une organisation appuyée sur l'identité ethnique dorénavant « mieux connue », on pensait permettre le développement politico-économique et l'unité culturelle (Njangu *et al.* 2000 : 86).

La théorie de l'unité ethnique et culturelle poussa le gouvernement d'Adrien Omari à découper l'espace du Sud-Kivu en trois districts ethniques : celui du lac Kivu, celui d'Elila et celui du lac Tanganyika. Le district du lac Kivu regroupait les Shi et les Havu dans deux territoires, Kabare et Kahele auxquels s'ajoutait la ville de Bukavu. Celui d'Elila englobait le Bulega composé de ses territoires Mwenga, Shabunda et Pangi. Le district de lac Tanganyika mettait ensemble les Vira, Fuliru, Bembe, Buyu, Tutsi et Rundi. Ainsi Walungu faisait alors partie du territoire de Kabare et Idjwi relevait de celui de Kalehe.

Le 19 octobre 1960, les Shi de Ngweshe membres du parti RECO et majoritaires dans l'administration provinciale firent que le gouvernement Miruho scinde le territoire de Kabare en deux territoires, Walungu et Kabare. Le fossé entre Kabare et Ngweshe s'était élargi. Nyangezi voulut se détacher de Ngweshe comme Katana entendit en faire autant de Kabare. Le gouvernement Malago soutenu par les

1. Parmi les tenants de cette thèse, figure Jean-Marie Kititwa Ntumansi originaire du territoire de Mwenga.



Anicet Kashamura (1er rang et 1er à gauche), ici membre du Conseil exécutif désigné à la suite de la Table ronde politique de Bruxelles (janvier-février 1960) pour représenter la province du Kivu, en délégation le 12 mai 1960 à Bruxelles avec le gouverneur général Cornelis.
(HP.1960.4.407, collection MRAC ; photo R. Stalin (Inforcongo), 1960 © MRAC/Stalin.)

Shi de Ngweshe eut des démêlés avec le territoire de Mwenga, à cause de sa tendance à annexer les chefferies Luhwinja, Burhinyi et Lwindi à Ngweshe[2]. Le 2 février 1964, Katana se fit reconnaître comme une chefferie et l'investiture se fit par Albert Teuwen (CDD *a.i.* du Lac-Kivu à Bukavu). Le chef Katana Cakirwa en fut président, le sous-chef Kalibanya vice-président et Manegabe Bazirashe secrétaire. La chefferie Katana fonctionna pendant trois ans, de 1964 à 1967 ; jusqu'à la décision du président Mobutu de supprimer toutes les chefferies créées après 1960 (Bagalwa 1986 : 112).

2. L'édit ne fut pas exécuté (cf. *MC* 2 du 27 janvier 1962 : 36).

1. SOUS L'EMPRISE DES PARTIS POLITIQUES

La région de Bukavu, dont le Bushi en particulier, avait été un de ces coins de l'EIC atteints très tardivement par le colonisateur européen ; ce qui eut des répercussions sur les relations entre les Bashi et les Européens. Il vient d'être fait longuement mention de la résistance de Rutaganda et de la révolte de Rugemaninzi, mais tous deux vaincus, dans ce pays devenu profondément marqué par une soumission imprégnée de beaucoup de crainte envers le colonisateur belge. « Il fallait dire oui à toute réquisition du Blanc. Car le Blanc était le terrible, l'invincible, l'homme fantôme qu'il fallait craindre, l'intouchable » (Njangu Canda-Ciri 1973 : 159). Ce mythe fit qu'ici la paix coloniale établie avait poursuivi les autochtones pendant toute la période coloniale.

> « Contrairement aux Bakongo qui étaient déjà habitués aux blancs quand avec la proclamation de l'EIC les structures politico-administratives changent en 1885, contrairement aux autres tribus du fleuve et de la Cuvette centrale qui avaient déjà eu affaire aux explorateurs avant de voir les administrateurs, les Bashi entrent en contact avec les blancs dans d'autres conditions. Ce n'est pas un commerçant qui vient faire des échanges, ce n'est pas un explorateur à qui on essaie de barrer le passage, ce n'est pas un administrateur qui s'avance incertain dans une terre inconnue et pour une mission peu définie, mais un administrateur conscient de sa mission, sûr de lui-même et ayant derrière lui une tradition de vingt années où il a toujours réduit la résistance des indigènes, vient de battre les térribles arabes et les mutins de la colonne Dhanis. Cet administrateur a déjà dépassé le stade des pourparlers avec les chefs et les prend tous désormais comme des chefs soumis ou alors à soumettre de force.
>
> Quand au *mwami* du Bushi, contrairement à ses homologues riverains du fleuve […], il n'a jamais eu à traiter avec un tel peuple, il ignore tout des luttes qui ont conduit aux nouvelles structures politiques, il ne sait même pas s'il y a eu de nouvelles structures, il voit seulement un homme étrange l'envahir brutalement. Sa réaction devait être brutale quand il a enfin compris qu'il lui était exigé de se soumettre à quelqu'un » (Njangu Canda-Ciri 1973 : 73).

Ainsi grande fut la surprise de ceux-ci en apprenant que les Blancs allaient rentrer chez eux et de voir le retour d'Alexandre Kabare Rugemaninzi sur ses terres. Pour eux, c'était inimaginable qu'on puisse « bouger » le Blanc, car il avait fait ses preuves. Les premières violences post-indépendance sur les Européens auront lieu à Bukavu et pas à la campagne ; même les maisons abandonnées par les Blancs dans les plantations étaient restées intactes, entourées d'un certain mythe.

C'est à la fin des années 1950 que le Sud-Kivu, comme d'autres parties du pays, allait connaître la création des partis politiques, dont la majorité issue d'associations tribales et culturelles jusque-là autorisées par l'autorité coloniale. Dans le Sud-Kivu pourtant, c'est la grande présence européenne avec de nombreux colons amenés dans le cadre de la CFL et, surtout, du CNKi qui alourdit la situation. Plusieurs colons se mirent à tout faire pour entraver le changement politique amorcé, s'intercalant ou créant des partis politiques. Divers partis furent recensés :

- les partis politiques qui avaient été créés dans la province (district du Sud-Kivu) même :
  a) Centre de regroupement africain (CEREA) ;
  b) Regroupement de l'Est du Congo (RECO), dirigé par Kalimbiriro Chikuta, un Shi originaire de Burhale dans la chefferie Ngweshe ;
  c) Mouvement pour le progrès rural congolais (PRC) ;
  d) l'Alliance rurale progressiste (ARP) ;
  e) Union des enfants de Rega (UNERGA) :
  f) Alliance des socialistes chrétiens du Congo (ASCCO) ;
  g) Classes rurales congolaises ;
  h) Parti du progrès rural congolais ;
  i) Union économique des Babembe de Fizi (UNEBAFI) ;
  j) etc.
- deux partis politiques majeurs qui avaient été introduits :
  a) Mouvement national congolais/Lumumba (MNC/L) ;
  b) Parti national du progrès (PNP).

De ces partis politiques, certains étaient essentiellement à base ethnique (RECO, PRC, UNERGA…) et d'autres affichaient une image régionale supra-ethnique (CEREA, MNC/L, ARP, ASCCO, PNP…). Deux tendances idéologiques étaient dominantes : les partis nationalistes et unitaristes (MNC/L, CEREA) contre les modérés « réactionnaires » et fédéralistes (RECO, ARP, PRC…) ; les vues du PNP s'adaptaient à des situations locales forgées par l'aura de ses *leaders* autochtones (Njangu Canda Ciri *et al.* 2000 : 91).

1.1. CENTRE DE REGROUPEMENT AFRICAIN (CEREA)

Fondé un mois avant le Mouvement national congolais (MNC), le 24 août 1958, à Bukavu par sept élites (évolués), dont les principaux acteurs étaient Jean-Chrysostome Weregemere (Shi de Kabare), Marcel Bisukiro (Hutu du territoire de Rutshuru, né à Kamanyi en novembre 1929) et Anicet Kashamura Ziribanki (Havu d'Idjwi), le CEREA épousait les idées socialistes. Cette multiplicité d'ethnies parmi les fondateurs dans une association qui se présentait comme culturelle s'écartait déjà des mutuelles tribales courantes à l'époque ; le CEREA déclarait poursuivre un but éducatif : le développement de la culture de ses membres, l'étude des institutions humaines et l'amélioration des relations entre les

différents groupes ethniques, etc. Il était supporté par les « étrangers » au Bushi. Les représentants du Maniema assez entreprenants furent les premiers à l'adopter jusqu'à en constituer la grande majorité de ses membres. De simple association culturelle, le CEREA se politisa au point de pousser l'Administration coloniale à incarcérer tout le comité et à suspendre les activités du parti. Il s'afficha contre les organisations belgo-congolaises dirigées par les colons qui passaient pour être les usurpateurs des terres et des droits des Congolais. En octobre 1958, il remit au Groupe de travail[3] chargé par le ministre Léon Pétillon d'étudier les problèmes politiques du Congo belge, un mémoire exigeant, entre autres, l'autonomie interne du Congo dans l'immédiat. La participation des femmes à la direction de ce parti, son caractère nationaliste et progressiste ainsi que les représailles de l'Administration coloniale contre ses dirigeants furent à la base de son expansion. Au Sud-Kivu, il fut bloqué par la méfiance des Bashi du milieu rural et la naissance des partis locaux à caractère ethnique, dont l'Union des Warega (UNERGA),



Jean-Chrysostome Weregemere Bingwa na Luneke, président du CEREA/Weregemere. Mushi, né à Kabare (Sud-Kivu) le 5 septembre 1919, école primaire supérieure à Bukavu et petit séminaire de la mission catholique de Katana ; cours de comptabilité, de secrétariat et de droit commercial par correspondance. Il a participé au congrès de Stanleyville d'octobre 1959.
(2017.24.1507, collection MRAC ; photographe non identifié (Inforcongo), s.d. © MRAC.)



Marcel Bisukiro Tabaro wa Kamonyi. Hutu du territoire de Rutshuru, né le 27 novembre 1929 près de Rutshuru. Il fait des études moyennes à Nyangezi et devient clerc à l'Office des producteurs agricoles du Kivu (Opak). Il est président du CEREA et, aussi, directeur commercial de son journal *Vérité*. Élu communal en décembre 1959 à Kadutu, délégué du CEREA à la Table ronde politique en janvier-février 1960. Aussi, délégué CEREA à la Table ronde économique (mars-avril-mai 1960), il aligne ses positions sur celles d'Alphonse Nguvulu du Parti du peuple. Il est élu Sénateur dans la province du Kivu. Pressenti comme ministre du Travail dans le projet du gouvernement Kasa-Vubu, il devient ministre du Commerce extérieur dans le gouvernement Lumumba. Il garde ce poste dans le gouvernement Ileo en septembre 1960. Fin 1960, il retourne au Kivu et rallie le gouvernement Gizenga de Stanleyville avec la même fonction. Il fonde à Bukavu le 19 mars 1961 le journal *Dignité nouvelle*. Il est ministre du Commerce extérieur dans le gouvernement Adoula d'août 1961, destitué le 16 avril 1962 par motion de censure à la Chambre. Après un voyage aux États-Unis d'août-septembre 1962, il est arrêté, le 2 octobre 1962, pour implication dans le complot de l'Est ; libéré le 27 novembre 1962. Juillet 1963 : membre du Comité de coordination pour la fusion des partis des non-engagés. Octobre 1963, son nom figure au bas de la prise de position des partis nationalistes constituant le Conseil national de libération (CNL), mais il n'a pas signé le document et est resté à Léopoldville. Début 1964, il adhère au CDA, mais en décembre il est d'abord président général du CEREA et (le 31 décembre) annonce la création de l'Alliance des Socialistes chrétiens du Congo (ASCCO). Il est fondateur du Mouvement Kanyarwanda. Vers avril 1965, pendant la période électorale, il est arrêté pour avoir incité la masse à la désobéissance. Septembre 1965, élu député national suppléant sur la liste Asco dans le Kivu-Central.
(Archives MRAC/Service Histoire et Politique ; fonds Jean-Paul Kasende ; droits réservés.)

3. Le Groupe de travail constitué de sept personnalités belges fut conduit par August-Edmont De Schryver, remplaçant au pied levé Pierre Ryckmans malade. Il reçut du Gouvernement belge la mission de recueillir les aspirations et les vues de la « population blanche et noire du Congo ». Mais aucun Congolais n'en fit partie, une absence durement ressentie par les colonisés.



Anicet Kashamura (portant des lunettes), derrière Patrice Lumumba, lors de la tenue de la Table ronde à Bruxelles (janvier-février 1960). Les autres personnages sur la photo, de gauche à droite : Pongo Gilbert (PNP), Mudingayi Sylvestre (PNP) et Tshomba Fariala Joseph (chef coutumier du territoire de Kibombo) entre Lumumba et Kashamura.
(HP.2009.3.119, collection MRAC ; photo R. Stalin (Inforcongo), © MRAC/Stalin.)

le Rassemblement de l'Est du Congo (RECO) et l'Alliance rurale progressiste (ARP). Bisukiro et Kashamura participèrent à la Table ronde politique de Bruxelles (du 20 janvier au 20 février 1960) ; Weregemere fut délégué suppléant.

Avant les élections générales de mai 1960, le CEREA se scinda en trois factions : CEREA/M (Mihuro), CEREA/Kashamura et CEREA/Weregemere. Kashamura et Bisukiro prendront part à la Table ronde économique de Bruxelles, du 26 avril au 16 mai 1960.

Selon Boniface Rukatsi Hakiza, les émeutes de Léopoldville en janvier 1959 n'eurent pas d'effet réel au Kivu, et jusqu'à la fin de 1959, la majorité de la population ne fut pas impliquée dans les événements politiques (Rukatsi Hakiza 1988). Ce furent ces élections législatives qui politisèrent de plus en plus la population du Kivu. Le vainqueur absolu des élections à l'assemblée provinciale fut le CEREA, qui remporta 30 des 70 sièges. Le MNC/L arriva deuxième, avec 17 sièges. Le reste des sièges fut réparti entre différents autres partis (cf. *infra*) : le PNP (Parti national du Progrès) remporta 5 sièges ; RECO en remporta 6, tandis que les autres étaient divisés entre les indépendants et les intérêts locaux. ARP n'en remporta aucun. Jean Miruho devint chef du gouvernement de la province du Kivu, le 11 juin 1960. Abraham Lwanwa fut élu président de l'assemblée provinciale.

Le CEREA remporte 10 sièges à l'Assemblée nationale qui compte 133 élus, mais tous uniquement dans la seule province du Kivu. Dans le gouvernement Lumumba, Anicet Kashamura fut ministre à l'Information et Bisukiro ministre au Commerce extérieur. Les luttes internes, les divergences politiques et les intérêts individuels divisèrent le CEREA en deux ailes, juste après l'indépendance : aile radicale Kashamura et aile modérée Weregemere et Jean Miruho.

1.2. ALLIANCE RURALE PROGRESSISTE (ARP)

L'Alliance rurale progressiste (ARP) avait été fondée par les colons de Kalehe pour amasser politiquement les populations rurales ; elle avait une position plutôt probelge. À l'origine du mouvement impulsé au premier trimestre 1959 par les colons belges Coulet Léon et Costier Marcel en vue des élections de la fin 1959, il va être déclaré par la suite que le parti fut lancé par Norbert Kalinda (fils du chef André Kalinda) et créé à Kirotshe dans le territoire de Masisi le 5 juillet 1959 à l'initiative des chefs



Hubert Sangara Bigirimana. Sur proposition du ministre du Congo belge et du Ruanda-Urundi, la Sabena a pourvu au mandat d'administrateur laissé vacant par la mort de Pierre Ryckmans en 1959, gouverneur général honoraire du Congo belge, par la nomination d'Hubert Sangara Bigirimana. Il est Havu, né au Bulenga (Kivu) le 20 mai 1920. Engagé dans l'Administration coloniale comme clerc surnuméraire, il va être successivement membre du Conseil de législation pour la province du Kivu le 26 mars 1959, délégué à la Table ronde politique de Bruxelles (20 janvier-20 février 1960), président du conseil d'administration d'Air-Congo, vice-président de la Sodimiza. Au cours des années 1980, il est le chef du groupement Buzi-Ziralo.(HP.1959.28.849, collection MRAC ; photo Sabena ; tous droits réservés.)



Gervais Bahizi, délégué PNP à la Table ronde politique, consulte la presse. Dans différents documents d'archives de la Table ronde, il est identifié « chef Bwisha », né à Kilinga le 19 juin 1924 dans le territoire de Rutshuru. Sous la Première République, il devint ambassadeur au Nigéria.
(HP.2009.3.77, collection MRAC ; photographe non identifié (Inforcongo), 1960 © MRAC.)

coutumiers Ndeze Daniel du Bwisha, Kalinda des Hunde, Lwanwa Abraham régent de Ngweshe et des colons belges. Les colons regroupés dans la Fédération des associations des colons (Fedacol) craignaient de perdre leurs capitaux. Ayant l'ambition de faire du Kivu leur patrie, les colons réclamaient une parité rigide entre Européens et autochtones dans toutes les institutions politiques congolaises. L'ARP fut financée par les colons et dotée de conseillers techniques européens, dont Léon Coulet, qui devint secrétaire général aux côtés d'Hubert Sangara. Les colons belges de Kalehe et Masisi en étaient membres. Ce fut donc un parti mixte belgo-congolais (Willaert, cité par Furaha 1982 : 32).

Le but du parti était d'unifier les populations qui vivaient en dehors des villes et de faire obstacle à l'influence grandissante de l'élite urbaine. Les différentes sections furent confiées aux chefs coutumiers des territoires du Kivu. Ainsi l'ARP gagna le soutien de la population rurale par l'emprise des chefs coutumiers tenant aux avantages que leur avaient accordés les colons, de l'élite havu de Kalehe et Katana, hunde de Masisi, nande, shi et banyabwisha. Elle eut quatre délégués à la Table ronde politique de Bruxelles : Sangara Hubert, Bahizi Gervais, chef Omari pene Misenga de Pangi au Maniema et Léon Coulet. Elle décrocha 39 sièges sur 260 aux élections communales de décembre 1959, un siège à la Chambre des représentants et trois à l'assemblée provinciale. La propagande des nationalistes qualifiant l'ARP de parti de *Wazungu* (« parti des Blancs »), celle-ci finit par faire alliance avec les partis modérés, dont

le PRC, le PNP et l'UNERGA, avant de disparaître progressivement après l'indépendance.

Plusieurs Bashi de Kabare se retrouveront dans l'ARP. À la Table ronde politique de Bruxelles, l'ARP fut représentée par Hubert Sangara, Gervais Bahizi, Téodomir Nzamukwereka (né au Rwanda en 1933, instituteur) et André Kalinda. Aux élections législatives de mai 1960, l'ARP s'est allié au PNP.

1.3. UNION DES RESSORTISSANTS DU CONGO (URCO)

À la suite de la création de l'ARP naquit l'URCO, créée en août 1959 à l'instigation d'un planteur européen de Kaziba, M. Quorin. Parmi ses fondateurs, il y avait : Bitorwa, Chihyoka, Chiribagula et Basole Évariste. Le siège du parti était à Chirunga en territoire de Kabare, et les premières sections établies à Walungu et Kabare ; le premier président fut Évariste Basole.

Dans son rapport du 3 octobre 1959, l'Administration dit avoir été saisie du fait que les propagandistes de l'URCO menaçaient les autochtones pour obtenir leur affiliation au parti. Mais, déjà, elle observa une forte ressemblance du programme de ce parti avec celui des Classes rurales congolai*ses* (cf. *infra*). D'ailleurs, l'URCO ne survécut pas longtemps, vite absorbée par le Regroupement des Congolais (RECO).

1.4. REGROUPEMENT DES CONGOLAIS (RECO)[4]

C'était un parti modéré, fédéraliste et ethnique créé en mars 1960 à l'initiative des autorités coutumières du Ngweshe. À sa tête se trouvait le régent Abraham Lwanwa, secondé par Venant Chihuguyu (membre du collège permanent), Martin Chishambo et Donat Kalimbiriro[5]. Ils inaugurèrent une ère de collaboration étroite avec l'élite urbaine mushi en faisant appel à Ruhahindwa Mulume Edmond, Chiromond Étienne, Birere Augustin, Boji Ntole Dieudonné… Avec le RECO, il ne s'agissait pas d'une collaboration factice dans laquelle les autorités coutumières auraient servi de simples intermédiaires entre l'élite urbaine et la masse rurale, ni d'une collaboration qui aurait conféré aux autorités coutumières des pouvoirs symboliques dont ils ne pouvaient même pas évaluer le contenu réel. Bien au contraire, les chefs de Ngweshe traitaient d'égal à égal avec leurs collaborateurs urbains et possédaient sur ceux-ci l'avantage de jouir de la confiance de la clientèle politique que constituaient leurs sujets. C'est pour cela que le RECO va être perçu comme étant un club d'amis dont Rudahindwa était formellement le président, secondé par Boji.



Abraham Gabriel Lwanwa, lorsqu'il devient président de l'Assemblée provinciale. (Photos d'archives familiales, reçues de Rigobert Birembano ; droits réservés.)



Martin Chishambo et son épouse Thérèse. (Photos d'archives familiales, reçues de Rigobert Birembano ; droits réservés.)

Après la création du RECO, le système sociopolitique local favorisa l'adhésion rapide et massive de la

4. RECO signifiait au départ « Rassemblement de l'Est du Congo ». Ce sigle s'écrivait aussi REKO.

5. Le régent Lwanwa était un ancien clerc de l'Administration à Bukavu ; Chihuguyu était diplômé de quatre ans d'école moyenne ; Chishambo et Kalimbiriro étaient tous deux instituteurs au Ngweshe. Tous, donc, avaient une formation équivalente à celle de l'élite urbaine.

population de la chefferie Ngweshe, répondant plus à un désir de satisfaire le *mwami* qu'à de véritables convictions politiques. En fait, il suffit que Lwanwa ou ses collaborateurs soient écartés de la direction du RECO pour que ce parti perde les trois quarts de ses membres, constitués par la population de la chefferie Ngweshe.

Aux élections de mai 1960, le RECO obtint 6 sièges sur 70 à l'assemblée provinciale. Il compta un ministre au gouvernement Miruho (il s'agissait de Birere Augustin aux Travaux publics), un sénateur et quatre députés provinciaux (le membre du Collège permanent V. Chihuguyu, le régent A. Lwanwa et les instituteurs M. Chishambo et D. Kalimbiriro). Le chef coutumier A. Kabonwa, membre du RECO, fut coopté. Lwanwa fut élu président de l'assemblée provinciale du Kivu.

Constatons qu'au cours de la Première République, les Bashi de Ngweshe groupés au sein du RECO furent généralement du côté de la « légalité », c'est-à-dire du côté des gouvernements légalement établis, s'opposant à toute forme de pouvoir acquis de manière irrégulière. En fait, les dirigeants de Ngweshe avaient compris que s'ils voulaient survivre à l'indépendance du pays en tant qu'autorité réelle, ils devaient se maintenir dans la compétition politique. Ils se servirent habilement des structures sociopolitiques de la chefferie pour se faire une clientèle politique comme l'exigeaient les jeux de la politique moderne. Ils se coalisèrent ensuite avec l'élite urbaine de façon à éviter l'opposition avec les forces nouvelles qui auraient pu s'avérer dangereuses.

Le RECO était devenu presque un parti unique des Bashugi (Bashi de Ngweshe) ; de manière subtile, il fit adhérer toute cette population à la cause collective. Guillaume Samba Kaputo conclut :

> « Les autorités de la chefferie de Ngweshe avaient compris que le pouvoir politique moderne était incertain, mais que si elles voulaient maintenir leur position privilégiée dans le système coutumier, elles devaient la renforcer par les moyens que leur fournissait le pouvoir politique moderne. Ceci semble confirmé par le fait que les élus de la chefferie de Ngweshe continuèrent à habiter dans leur milieu coutumier et à exercer leurs anciennes charges tout en participant aux séances de l'assemblée provinciale aux jours indiqués. Elles se servirent des institutions provinciales pour affaiblir le *mwami* Kabare, un concurrent de vieille date, et pour renforcer leur propre autorité et leur prestige. Malgré les transformations sociopolitiques dues au mouvement de l'indépendance, la chefferie de Ngweshe avait pu, par l'intermédiaire de ses chefs, s'intégrer dans ce mouvement, en tirer les éléments dont elle avait besoin, de façon à réaliser, avec des moyens nouveaux, des objectifs anciens » (Samba Kaputo 1970 : 121).

Le RECO (REKO) gagne 3 sièges à l'Assemblée nationale. Comparé à d'autres partis à base « tribale » du pays, ce résultat est significatif parce que l'Union Mongo (Unimo), l'Alliance rurale progressiste (ARP-PRC), le RDLK[6] ou l'Alliance de Bayanzi (Abazi) par exemple n'obtiennent ailleurs qu'un siège chacun.

1.5. UNION DES BASHI

En mars 1960 fut créé en territoire de Kabare le parti Union des Bashi. Le *mwami* Alexandre Kabare avait fait appel aux chefs Ndeze (Hunde), Kabinda (Tembo), Katana (Shi) et Simba (Fuliru) afin de constituer un parti qui aurait groupé les ressortissants de toutes les chefferies de culture shi. Le projet échoua et l'Union des Bashi se disloqua à la suite du refus d'Abraham Lwanwa et du *mwami* Katana d'en faire partie. Ils estimaient sans doute que cela aurait été une nouvelle façon de remettre leur autonomie en question que d'intégrer un regroupement à caractère tribal sous la direction du *mwami* Kabare Rugemaninzi.

1.6. PARTI DU PROGRÈS RURAL CONGOLAIS (PRC)

Créé en août 1959 par les enseignants de la mission catholique de Kabare, le PRC était un parti rural, modéré et tribal. Il était techniquement encadré par le RP Roger Carbonez, recteur de l'École normale (EPEA) dont étaient issus les fondateurs de ce parti. Ceux-ci voulaient s'opposer à l'autorité jugée oppressante du *mwami* Mpozi Corneille de Kabare afin de représenter leur chefferie à l'assemblée et au gouvernement provinciaux. Parmi ses dirigeants, il y avait Cirhuza Pascal, Nfundiko Lugamba Richard, Kachungunu Kashanga Pierre (sénateur CEREA), Shambo Emery et Muderhwa Ernest. Déjà le 19 août

6. Le RDLK a présenté ses candidats électoraux dans le district du Lac Léopold II (Mai-Ndombe) et, curieusement, dans la province du Kivu.

1959, le PRC distribuait un tract rédigé en mashi attaquant la Mission d'étalement de populations (MEP) (cf. Banyarwanda) et les colons. Il prônait la réoccupation par les autochtones des terres cédées aux colons. À cela, le RP Roger Carbonez dira que les membres du comité sont dépassés par les buts qu'ils s'étaient assignés. Dans son rapport du 3 octobre 1959, l'administration identifiait là l'influence qu'exercerait Alexambre Mahamba aux réunions qui avaient précédé la constitution du PRC. Il est écrit : « l'homme est connu pour son hostilité à l'administration coloniale et à certains chefs coutumiers ». En 1960, il fusionna avec d'autres associations pour constituer l'Union des Bashi.

1.7. ALLIANCE DES SOCIALISTES CHRÉTIENS DU CONGO (ASCCO)

Fondée en novembre 1964 à l'initiative d'un groupe de politiciens de Bukavu, l'Ascco fut un parti supra-ethnique. Parmi ses fondateurs figuraient : Bisukiro, Miruho, Mudibiro, Rwakabuba et Burume issus du CEREA, Jean-Marie Kititwa de l'UNERGA, Roger Nyangezi de l'Urebuka, Kachungunu du PRC et Musamba de PDC. L'objectif était le regroupement politique et la préparation des prochaines élections générales de 1965. Il fallait aussi mettre fin à la violence et à la haine en restaurant la paix intérieure et en sauvegardant l'indépendance et la souveraineté nationale. Ce parti luttait pour le droit social et combattait la propriété privée avec des idées proches du socialisme dit constructif. Sa devise était : Justice et Travail. Il puisait chez différents peuples, souvent l'élite d'origine locale, mais immigrée à Léopoldville, bien qu'il fût surnommé « parti des étrangers » ou « *Watu wa mbali* » en kiswahili.

Il était dirigé par Jean-Marie Kititwa, le secrétaire général, et Rwakabuba, son adjoint. L'Ascco gagna 6 sièges sur 35 aux élections municipales de 1965, trois sénateurs sur les six réservés au Kivu-Central et trois sièges sur les 11 de la province aux élections législatives nationales. Son membre Gaspard Bisimwa[7] fut élu président de l'assemblée provinciale et un autre, Jean-Chrisostome Buhendwa Mufabulo, premier bourgmestre de la ville de Bukavu.

Les Banyarwanda tutsi du Kivu soutinrent l'Ascco, et deux de leurs membres furent ministres provinciaux sous le gouvernement provincial de Miruho.

1.8. UNION DES ENFANTS DE REGA (UNERGA)

Parti d'une mutuelle créée en 1949 à Bukavu pour regrouper les Lega de Bukavu sans distinction d'origine (à la fois de Shabunda, de Mwenga et de Pangi), l'UNERGA se transforma en parti politique sous la présidence de Jean-Marie Kititwa[8], en avril 1960. En activité sportive (football), UNERGA signifiait Union et équipe de Rega, qui devint Union Sport d'Or, actuelle équipe de l'OC Muungano de Bukavu. Le parti fut dirigé par Kititwa, originaire de Mwenga, Kiluwe Venance, originaire de Shabunda, et Feruzi Frédéric, originaire de Pangi. Son programme politico-économique visait à regrouper les Lega des territoires de Mwenga, Pangi et Shabunda pour une promotion sociale, économique et culturelle. Les missionnaires catholiques avaient sous-estimé les effets de la propagande politique nationaliste en milieu rural et parmi les Lega, qu'ils croyaient dociles et acquis à toute formation politique modérée qui s'opposerait à l'hégémonie des politiciens de Kindu. En fait les Lega de Pangi étaient divisés et une partie d'entre eux rallièrent le MNC/L (cf. *infra*).

Mais tenant compte de la majorité de ses membres, l'UNERGA fut un parti modéré, unitariste et tribal qui collabora avec le PNP, l'ARP et le PRC, qui demeura continuellement en opposition avec le MNC-L. Elle obtint la création du district de l'Elila pour unir les Lega et demanda même la création de la province lega du Sud-Kivu qui engloberait tous les Lega et les autres tribus apparentées des territoires de Fizi, Lubutu, Punia, Itombwe, Kasongo et Kabambare. À l'issue des élections de mai 1960, ce parti fut faiblement représenté dans les institutions provinciales et nationales, avec 5 sièges en cartel (UNERGA-PNP, UNERGA-ARP-PRC) dont deux seulement sur 77 à l'assemblée. Jean-Marie Kititwa fut élu membre de l'assemblée provinciale et Clément Walubila coopté. Trois autres sièges furent occupés par Pascal Cirhuza du PRC, Albert Kabare de l'ARP et Rukeratabaro Katabamuko de l'ARP. Cet échec était dû à plusieurs facteurs, notamment la

7. Il avait été élu député provincial en 1960 sur la liste CEREA-Kashamura.

8. Jean-Marie Kititwa fut, en 1957, journaliste à la Gazette swahili *Hodi*, parrainée par les Pères Blancs à Bukavu.

politique ethnique et régionaliste qui ne faisait pas l'unanimité parmi les Lega. Ceux de Pangi voulaient le rattachement du Bulega au Maniema alors que les autres, comme Kititwa, souhaitaient son maintien dans le Kivu-Central. Walubila, avec un autre groupe de partisans, optait pour la création d'une province propre aux Lega.

Bien plus, les Lega connurent des divergences sur les options politiques : Kititwa adhéra à l'Union congolaise puis au PNP ; les *leaders* de Pangi comme Kisanga et Benatar Jérôme défendaient la cause du MNC/L. Enfin, des querelles intestines ruinèrent l'union des Lega, avec la division en Lega de l'ouest et Lega de l'est ; ceux de Pangi et Shabunda voyaient l'UNERGA comme une affaire de Mwenga tandis que ceux de Mwenga considéraient les autres comme des associés des Kusu, ennemis de Lega.

La sphère politique du Kivu connut plusieurs autres partis politiques : le Rassemblement congolais (RC), le Parti national du progrès (PNP), l'Union congolaise (UC), le Parti démocratique congolais (PDC), l'Union économique des Babembe de Fizi (UNEBAFI), l'Union médiatrice congolaise (UMECO) et le Mouvement national congolais aile Lumumba (MNC/L). Sur ceux-ci, l'on peut utilement se référer à la littérature y afférente (Njangu Canda Ciri *et al.* 2000 : 91-108 ; Kimoni 1984 : 9 ; Verhaegen 1969 : 70 ; Habimana 1979 : 7).

1.9. UNION ÉCONOMIQUE DES BABEMBE DE FIZI (UNEBAFI)

Il s'agit d'une organisation qui vit le jour dans le territoire de Fizi sous Jérôme Muchungu, un Bembe de Lulenge. Assez vite, ce parti passa être en fait le MNC/L local en 1960 ; d'ailleurs, Mutchungu fut élu député national UNEBAFI/MNC/L. Mais, parallèlement, une autre tendance d'UNEBAFI s'organisa en janvier 1960 dans le territoire de Fizi. Son *leader* Kingoma Albert voulut rassembler les peuples démographiquement minoritaires, dont les Bwari, Bajoba et Bazembo, à faire bloc pour s'opposer aux Bembe et autres « grandes ethnies » du Sud-Kivu qui avaient tendance à les absorber.

1.10. CLASSES RURALES CONGOLAISES

Après avoir envisagé successivement les dénominations de Parti rural, Promotion rurale et Classes moyennes congolaises, le parti des Classes rurales congolaises a été créé le 15 juin 1959. Déclaré défendre et promouvoir les milieux ruraux, son siège fut établi à Walungu, avec pour membres fondateurs le docteur A.J. Petit et le colon Robert Germonprez. Il avait pour programme :

- l'accession du Congo à l'indépendance dans le cadre de la déclaration gouvernementale ;
- la réalisation d'un Congo uni, avec des lois différentes de région en région, suivant les traditions locales ;
- la garantie de la sécurité des personnes, des capitaux et des biens ;
- la promotion des milieux ruraux ;
- l'extension des crédits aux classes moyennes ;
- la suppression de toutes discriminations raciales ;
- le développement culturel harmonieux.

D'après les informations recueillies par l'Administration dans un document établi le 26 septembre, ce parti a été créé pour contrecarrer l'action de l'Alliance progressiste rurale de Léon Coulet qui ne rencontre pas la faveur des colons et des chefs coutumiers.

1.11. RASSEMBLEMENT CONGOLAIS (RC)

Créé à l'initiative de Maître Piron à la fin janvier 1959 pour protester contre la déclaration gouvernementale. Parmi ses membres fondateurs, il y avait : Pierre Dufour (avocat à Bukavu), Charles Met den Ancxt (colon à Bukavu), Léon Malengrau (membre du Conseil du gouvernement) et Henri Scaillet de Masisi qui se joignit par après.

L'action de ce parti avait surtout été dirigée contre la personne du ministre Maurice Van Hemelrijck qui s'était, en février 1959, inscrit en faux contre la relation par l'*Écho du Kivu*, de son entrevue avec le RC. Le journal fut d'ailleurs suspendu pendant trois mois.

Dans ses tracts, réunions, actions auprès des chefs coutumiers, le Rassemblement congolais tentait de démontrer que :

- la déclaration gouvernementale ne contentait qu'une minorité de Noirs et de Blancs ;
- les chefs coutumiers ne comprennaient pas les élections au niveau des chefferies.

Seule une minorité d'opportunistes réclamaient l'indépendance.

Le rapport de l'Administration du 22 septembre 1959 note que les provocations du Rassemblement congolais étaient pour beaucoup dans les incidents

qui avaient émaillé le passage de Van Hemelrijck à Bukavu en juin 1959. Ces actes de violence, les condamnations prononcées et, surtout, les réactions désapprouvant de tels excès allaient avoir singulièrement refroidi les *leaders* du parti ; beaucoup de colons européens lui avaient retiré leur soutien, se tournant vers l'exploitation à leur profit du crédit qu'ils pouvaient encore retirer auprès des populations coutumières.

2. LA GESTION POLITIQUE DE LA PROVINCE

2.1. LE PREMIER GOUVERNEMENT PROVINCIAL DE JEAN MIRUHO

Les élections de mai 1960 allaient porter Miruho à la tête de la province du Kivu. Il était, certes, Mushi de Kabare, mais il était élu comme membre du CEREA sur la liste de la section du Nord-Kivu, où il évoluait avant l'indépendance. Il s'affichait comme un nationaliste de la première heure, pour qui le tribalisme constituait un handicap au développement du Congo, un mal qu'il fallait combattre.

Son gouvernement comprenait 12 ministres : 4 étaient issus du CEREA ; 1 du MNC/L, 1 du RECO et 1 des Intérêts communs ; 2 étaient indépendants ; 1 était issu du Front commun Bashali-MNC/L et 1 de l'UNEBAFI. Du point de vue ethnique, 3 ministres



Jean Miruho, gouverneur de la province du Kivu à Bukavu ce jeudi 30 juin 1960, préside un défilé organisé en l'honneur de la proclamation de l'indépendance du Congo. Ici, il salue le nouveau drapeau national.
(Photo archives familiales, droits réservés.)

étaient Shi, 1 Vira, 1 Kusu, 1 Lega, 1 Bembe, 1 Nande et 2 Congolais de souche rwandaise originaires de Rutshuru. Sur le plan régional du Kivu, il y avait 3 ministres du Maniema, 4 du Sud-Kivu et 4 du Nord-Kivu.

Grâce à cette composition, l'on avait cru pouvoir échapper à la prégnance de la tribu. Mais les différents ministres choisirent pour leurs cabinets non pas des membres de leurs partis, mais d'abord des « frères ethniques ». Cette inclination soumit rapidement le pouvoir du gouvernement provincial au contrôle et à l'autorité des chefs coutumiers. Si les élus du Maniema semblaient peu liés à leurs chefs coutumiers, la tribu shi, qui avait recueilli le plus de

Tableau 1.1 : gouvernement Miriho

Noms	Fonction	Territoire d'origine	Appartenance politique
Birere Augustin	Ministre des TP et du Plan	Shi de Kabare	REKO
Kanindo Sylvain (Sylvestre)	Santé publique	Lubero (Nande, Nord-Kivu)	Indépendant
Kajangu Michel			CEREA
Kisanga Hilaire		Pangi	Indépendant
Kitukutuku Daniel	Ministre des Télécommunications et des Postes	Maniema, territoire de Kasongo	CEREA
Mutamba Dieudonné	-	-	UNEBAFI-MNC/L
Mukengeza Simon	-	-	Intérêt local
Mwakabura Cyprien	-	-	CEREA
Rwiyereka Jean-Népomucène	Finances	Masisi (Tutsi, Nord-Kivu)	Front commun
Tshomba Joseph	-	-	MNC/L
Rwakabuba Cyprien	Enseignement	Rutshuru ; Tutsi	CEREA
?	?	?	?

Source : archives MRAC, fonds De Doncker (HA.01.20.120).

représentants tant dans l'équipe gouvernementale qu'à l'assemblée provinciale poussait pour être une charge lourde attachée à son carcan identitaire.

Jean Miruho engagea une stratégie pour libérer la province de l'emprise coutumière, ce qui entraîna l'animosité à son encontre du *mwami* Kabare Rugemaninzi. Une opposition naquit au sein du gouvernement provincial et à l'assemblée provinciale. Les élus du Sud-Kivu se divisèrent en deux blocs : les Bashi de Kabare, antigouvernementaux, et ceux de Ngweshe. En outre, Miruho engagea, pour sauvegarder l'économie de sa province, une politique de modération : il garda auprès de lui quelques conseillers belges, procéda à la promotion des agents de l'Administration suivant des critères de capacité et d'ancienneté plutôt qu'en privilégiant les choix politiques. Il y eut, enfin, cet accord autour de l'évacuation des Belges du Kivu par le territoire encore sous tutelle belge du Ruanda-Urundi signé entre le gouvernement provincial du Kivu et les résidents belges. Même si cela ne dura pas longtemps, le fait d'ouvrir la frontière aux paracommandos belges fut considéré comme une trahison du gouvernement Miruho.

Certains *leaders* du Kivu-Maniema avaient songé, au lendemain de l'indépendance du Congo, à la création d'un État du Kivu dont la capitale serait Bukavu. Les emblèmes furent adoptés : le soleil levant, les nuages, le volcan, le lac, deux pointes d'ivoire et la houe. Un hymne composé était en voie d'être chanté et la Constitution se préparait (Assemblée provinciale du Kivu 1960 : 230).

Un autre dossier fut celui qui opposa le président provincial Jean Miruho au *mwami* Kabare Rugemaninzi Alexandre qui rentrait de relégation. Les causes en étaient nombreuses : vaches ravies chez le père de Miruho par le policier du *mwami* ; méfiance à Nyangezi où les deux avaient étudié ; campagnes électorales de 1960 ; conflit de préséance ; etc. Devenu président provincial, Jean Miruho défavorisa l'entourage politique du *mwami* Rugemaninzi en s'appuyant sur les acteurs du Ngweshe et du Nord-Kivu, les agents de l'Administration au niveau du territoire, le conseil de la chefferie et les anciens collaborateurs de Mpozi qui espéraient faire remplacer Alexandre Kabare Rugemaninzi par celui-ci. Miruho avait soutenu Kajangu Michel et Mpozi Corneille, tous deux anti-Kabare, devenus respectivement conseiller technique et directeur des Affaires coutumières au Gouvernement central (Habimana 1979 : 122).

La charge la plus lourde était celle d'être un proche de Mobutu et de Moïse Tshombe, ce qui fit que les membres progressistes originaires du Maniema se joignirent aux antigouvernementaux, tout en espérant profiter de la division des Bashi pour s'imposer au Kivu.

À ce moment, aussi, les représentants politiques du Maniema étaient mécontents du Premier ministre Lumumba. Car bien que très engagés dans l'anticolonialisme, ils ne comptaient pourtant aucun originaire dans le Gouvernement national. À l'assemblée provinciale du Kivu, le Maniema n'avait que quinze députés contre vingt-sept pour le Sud-Kivu et vingt-huit pour le Nord-Kivu. Eux qui prétendaient être les porte-flambeau de la politique au Kivu et les plus avancés culturellement se voyaient ainsi écartés de la direction de la province, à cause du facteur démographique favorable aux deux autres districts. L'idée de l'autonomie provinciale pour le Maniema réapparut et une liste du futur gouvernement de cette province à la tête duquel figurait Clément Walubila fut envoyée au Premier ministre à Léopoldville. Mais la crise créée par le déclenchement de la sécession du Katanga puis l'avènement, au Kivu, du régime Kashamura-Omari (cf. *infra*) retardèrent le projet. Miruho avait donc perdu son soutien politique (le CEREA Sud-Kivu et Maniema) et une grande partie (Bashi de Kabare) de ce qui aurait pu constituer son appui ethnique. Il ne lui restait plus qu'à s'allier les Bashi de Ngweshe pour en faire une arme contre ses adversaires. Mais les Bashi de Ngweshe, dont le *leader* Lwanwa était président de l'assemblée provinciale, trouvaient là une situation favorable pour renforcer leur prestige et l'autonomie de la chefferie vis-à-vis du *mwami* Kabare Rugemaninzi dont ils s'employaient à affaiblir l'autorité.

Tableau 1.2 : bureau de l'assemblée provinciale

Fonctions	Noms	Appartenance politique
Président	Lwanwa Abraham	REKO
1er vice-président	Matundu	CEREA
2e vice-président	Walubila Clément	UNERGO-PNP
Secrétaires	Bugenda	CEREA
	Kitoy Fabien	CEREA
	Kambolomonga Modeste	MNC/L
	Kimbulu Jérôme	MNC/L

Source : archives MRAC, fonds De Doncker (HA.01.20.120).

Entre-temps la situation se détériora à Léopoldville, où l'épreuve de force entre le président Joseph Kasa-Vubu et le Premier ministre Patrice Lumumba aboutit à la destitution de ce dernier et à la dislocation de son gouvernement. Antoine Gizenga se retira à Stanleyville où il forma le « Gouvernement de Stanleyville » sous l'emprise duquel tombait la province du Kivu. Miruho, le président provincial, accusé de connivence avec Tshombe et Mobutu, fut arrêté, le 25 décembre 1960, et amené à Stanleyville par des soldats envoyés par Gizenga. Une tentative de reconquête de la province du Kivu à partir de Cyangugu par l'ANC de Mobutu échoua au lendemain du Nouvel An[9] et deux jours plus tard Kashamura arriva à Bukavu. Il était ministre de l'Information du Gouvernement central à Stanleyville chargé de la « Réorganisation politique et administrative de la province du Kivu ».

2.2. LE RÉGIME KASHAMURA-OMARI : VERS L'INSTALLATION DU GOUVERNEMENT OMARI

Anicet Kashamura était acquis au nationalisme et attaché à la personne de Patrice Lumumba. Cela faisait de lui un farouche adversaire du PNP et des partis à base tribale prônant le rapprochement avec les Belges et les adversaires de Lumumba. Si, au Kivu, les partisans du MNC/L et du CEREA étaient en grande partie originaires du Maniema, le PNP et le RECO recrutaient la majorité de leurs membres parmi les Bashi. Les gens du Maniema furent installés à divers postes tandis que les Bashi et autres étaient arrêtés et dirigés sur Stanleyville sous l'inculpation de tribalisme et de néocolonialisme.

Au début, le *mwami* Kabare Rugemaninzi se montrait satisfait. D'une part, Miruho était évincé et cela affaiblissait ses adversaires de la chefferie Ngweshe, et d'autre part, ses alliés circonstanciels, du Maniema et du Nord-Kivu, revenaient au pouvoir. Il avait espéré tirer profit de la situation pour son pouvoir fort entamé, mais Kashamura ne s'accommodait pas d'une autorité coutumière qu'il estimait dépassée. Le *mwami* Kabare s'en rendit vite compte. Lors du vote du nouveau président provincial, le 20 février 1961, Kashamura écarta la candidature d'Albert Kabare en imposant celle d'Adrien Omari. Le *mwami* ne pouvait supporter l'affront. Il entra dans l'opposition contre le gouvernement provincial, ce qui se manifesta de façon violente au cours des événements du 27 février dans la commune de Kadutu. En effet, la veille, des bruits avaient couru selon lesquels Albert Kabare allait être amené à Stanleyville sur ordre du gouvernement Omari. Les Bashi de Kabare, qui trouvèrent à l'occasion un soutien auprès des Bashi de Ngweshe établis à Bukavu, manifestèrent leur mécontentement en s'attaquant aux Bakusu. Le gouvernement Omari estima bon d'incorporer Albert Kabare dans son cabinet ; le *mwami* abandonna alors son opposition violente, mais garda des réserves à l'égard du gouvernement provincial. Les autorités de Ngweshe mécontentes, mais conscientes de leur faiblesse devant les gendarmes de Gizenga à la solde de Kashamura, se résignèrent à s'accommoder de ces nouvelles circonstances tout en essayant d'utiliser la seule arme dont elles disposaient encore : leur majorité à l'assemblée provinciale. Elles réussirent à amener le pouvoir de Kashamura « extracadre », et donc difficile à combattre, à mettre en place un gouvernement régulier[10]. Les Ngweshe n'étaient, certes, pas contents de la nomination d'Adrien Omari

9. Mobutu, dans le but de reprendre le contrôle de la province renégate, envoya le 1er janvier 1961 des troupes de l'ANC en utilisant le territoire du Ruanda-Urundi, avec l'accord du Gouvernement belge. Cette décision provoqua de nouvelles explosions de tensions et de violences contre les Européens et les Congolais. L'ONU eut du mal à protéger les Européens contre la violence de l'ANC, qui semblait avoir échappé au contrôle du commandement de Léopoldville, mais en même temps, le commandement de Stanleyville avait du mal à les garder sous son autorité (Verhaegen 1962 : 210-211). La situation impliqua également des escarmouches du côté rwandais. Le commandant Guy Logiest qui avait été à Stanleyville jusqu'à la mi-1959 avant d'être envoyé au Rwanda, le colonel Laurent, l'administrateur territorial Kirsch de Cyangugu et quelques autres ont suivi l'attaque des troupes de l'ANC de Mobutu depuis le fond de la vallée de la Ruzizi (colline de Mutongo, chefferie Biru). Après que les troupes de Mobutu eurent dû battre en retraite, des coups de feu furent tirés en direction de la position de Logiest (Lefèvre & Lefèvre 2006 : 81). Apparemment, les soldats du camp militaire Saio de Bukavu avaient tiré sur le Rwanda, tuant l'AT Désiré Kalinijabo et M. Renaud, un agronome, qui était en compagnie de Logiest et d'autres (cf. AAB, RWA 96, territoire de Shangugu, AT Kirsch, « Rapport Situation à Bukavu relation avec le Ruanda-Urundi ». Document confidentiel, 30 septembre 1960 ; cité par Mathys 2014 : 345).

10. En fait, Kashamura avait été démis par Antoine Gizenga qui le mit en résidence surveillée pendant trois mois ; il sera nommé ministre des Affaires économiques à Stanleyville en avril 1961. D'après son témoignage, cette nomination était due aux interventions de Cléophas Kamitatu, Pierre Mulele et du général Victor Lundula.

Tableau 1.3 : gouvernement Omari du 24 février-18 septembre 1961

Noms	Fonction	Territoire d'origine	Appartenance politique
Omari Adrien	Président	Kasongo (Maniema)	CEREA
Soumialot Gaston	Justice	Kibombo (Maniema)	MNC/L
Kisanga Hilaire	Mines et Terre	Pangi (Lega, Maniema)	MNC/L
Mashanda Fataki Eboue	Affaires intérieures	Kibombo (Maniema)	MNC/L
Kahindo Sylvain	Santé publique	Lubero (Nande, Nord-Kivu)	-
Casoul Abed	Affaires sociales	Fizi (Sud-Kivu)	MNC/L
Shani Abed	Travaux publics	Walikale (Nord-Kivu)	CEREA
Rwiyereka Jean-Népomucène (1)	Finances	Masisi (Tutsi, Nord-Kivu)	CEREA
Rwakabuba Cyprien	Enseignement	Rutshuru (Tusti, Nord-Kivu)	CEREA
Boji Ntole Dieudonné, remplacé par Kabare Albert (2)	Affaires économiques	Shi de Walungu (Mushi, Sud-Kivu)	ARP-PRC
Paluku Denis	Agriculture	Lubero (Nande, Nord-Kivu)	-

(1) Certaines sources donnent à Rwiyereka le prénom d'Emmanuel.
(2) Albert Kabare remplaça en fait Dieudonné Boji aux Affaires économiques dès le 27 février, après l'arrestation de celui-ci, mais ne fut élu par l'assemblée que le 4 avril.

comme président du gouvernement provincial et de la présence de Soumialot, Shani, Mashanda… comme ministres, mais dorénavant ils pouvaient s'opposer à un organe régi par des règles qui accordaient à l'assemblée provinciale un certain pouvoir de contrôle.

Le MNC/L et le CEREA se partageaient huit postes sur onze. Le Maniema et le Nord-Kivu se taillaient la part du lion avec respectivement quatre postes ministériels pour le Maniema et cinq pour le Nord-Kivu.

En dépit de l'importance des partis radicaux au sein du gouvernement provincial du Kivu, le gouvernement Omari n'était pas sans opposant. Afin de prévenir toute contestation, le tandem Omari-Soumialot[11] suspendit l'assemblée provinciale et procéda à l'arrestation de nombreux dignitaires du camp « modéré » de Bukavu, dont le ministre de l'Intérieur Boji et le président de l'assemblée Rukeratabaro Kataramuko[12]. Les Shi de Ngweshe, en particulier, furent pourchassés et torturés, la paroisse Saint-François de Kadutu attaquée. Les Shi de Ngweshe s'appelaient déjà *Mulangane* (« protégeons-nous mutuellement »).

Mais l'opposition au gouvernement Omari s'amplifia, surtout à l'extérieur. L'anarchie se mit à régner à Bukavu et s'étendit à partir de février 1961 à toute la province, surtout au Maniema où l'assassinat de Lumumba en janvier avait exacerbé les esprits. À Bukavu, les empoignades dérapèrent jusqu'à la confrontation ethnique entre les Kusu du Maniema et les Shi du Sud-Kivu. Du 26 mai au 1er juin 1961, les troupes de Stanleyville dépêchées à Nyangezi, où deux soldats en patrouille avaient été tués, organisèrent les représailles[13].

Mais les démarches de réconciliation qui se poursuivaient à Léopoldville et à Stanleyville firent que, le 25 avril 1961, Jean Miruho et ses ministres détenus furent libérés. À la suite du conclave de Lovanium et de la mise en place du gouvernement de Cyrille Adoula, le 2 août 1961, l'opposition des lumumbistes

11. *Leader* du MNC/L dans le Maniema, Soumialot était une pièce maîtresse dans la stratégie politique du régime gizengiste de Stanleyville et entendait jouer ce rôle dans le gouvernement provincial du Kivu-Maniema.
12. Un Shi de Kabare, originaire de Mbiza dans le groupement Kagabi, chefferie Kabare.
13. Paul Masson qui s'appuie sur le rapport de l'ONU et de la communauté shi donne des chiffres (contestables et certainement amplifiés) de 68 morts, 300 sans-abri, selon les enquêtes des troupes de l'ONU, mais de 300 à 800 tués selon la chefferie Ngweshe. L'événement fut appelé par la population de Nyangezi « *Oku lw'akafa* », c'est-à-dire à « l'époque du putois » (Masson 1970 : 36).



À Bruxelles en janvier-février 1960, lors de la tenue de la Table ronde politique : de gauche à droite Nzeza Landu (cofondateur de l'Abako), José-Bernard Shango délégué du PNP, et Jean-Marie Kititwa Tumansi, également du PNP. (HP.2009.3.115, collection MRAC ; photo R. Stalin (Inforcongo), © MRAC/Stalin.)



Albert Kabare, membre du Collège exécutif de la province du Kivu. Originaire de Kabare, où il naquit en 1929. Après avoir fait quatre années d'études moyennes au Kivu, il vint à Kisantu où il fit quatre ans d'études et deux ans de stage pour devenir assistant médical à Léopoldville de 1953 à 1959. D'abord membre de l'Interfédérale, il s'affilia au PNP. En juin 1961, il devint ministre provincial des Affaires économiques dans le gouvernement d'Adrien Omari, mais le 26 octobre l'assemblée provinciale leva son immunité. Opposé aux Bashi de Ngweshe lors des agitations de décembre 1961, il soutint Anicet Kashamura au courant de 1962, puis Alexandre Mahamba. Le 20 juin 1963, il est conseiller provincial du Kivu-Central et président d'honneur du PRC. En mai 1965, élu conseiller provincial et député national. Il va être exclu de la succession du *mwami* Kabare Rugemaninzi, décédé le 18 août 1980, parce que des documents secrets démontraient qu'il n'était pas le fils biologique d'Alexandre Rugemaninzi. (HP.1960.4.354, collection MRAC ; photo H. Goldstein, © Sofam.)

de Stanleyville retournait au pouvoir à Léopoldville et le Congo était réunifié ; seule la sécession du Katanga perdurait.

2.3. LE DEUXIÈME GOUVERNEMENT MIRUHO ET LA DIVISION DE LA PROVINCE DU KIVU

Par ordonnance du président Kasa-Vubu, l'assemblée provinciale du Kivu fut convoquée le 15 septembre 1961. Elle se prononça pour le retour de Jean Miruho à la présidence de la province avec tout son gouvernement et la mise en place du personnel administratif comme cela l'avait été avant la déportation à Stanleyville. Le 1er octobre, Miruho reprit l'exercice de ses fonctions ; ce fut alors au tour des originaires du Maniema (dits Bakusu) et des Bashi de Kabare (dits Bahaya) de subir l'autorité politique du nouveau chef de la province. Benoît Verhaegen écrit : « Le 23 octobre, le président Miruho ordonna l'arrestation immédiate d'une série d'opposants. Parmi les vingt-quatre noms de la liste, on trouvait ceux de Gérard Casoul […] et de Nicolas Olenga » (Verhaegen 1966 : 266).

Dans le gouvernement Miruho, le Maniema n'avait que deux postes ; les deux autres districts du Nord-Kivu et du Sud-Kivu gagnaient respectivement cinq postes chacun. Ainsi le retour de Miruho à Bukavu, le 1er octobre, à la tête de la province raviva les tensions entre les Shi et les Kusu. Il interdit l'accès du Kivu aux *leaders* suivants : Bernard Shango, Anicet Kashamura, Adrien Omari et Gaston Soumialot. Face à cette situation, plusieurs Kusu rentrèrent au Maniema.

En fait, l'emprisonnement de Stanleyville avait radicalisé les positions de Miruho qui n'était plus

cet ancien progressiste modéré. Il avait compris que l'antitribalisme devait rester au stade d'idéal dans une société où les critères politiques et idéologiques se plaçaient en dessous des critères ethniques, plus adaptés à l'esprit d'une communauté très peu politisée. Le président provincial s'appuya donc sur les Bashi de Ngweshe et n'eut pas de scrupules à montrer ses sympathies à ses confrères claniques et à protéger ses intérêts personnels. Ainsi était-il lié, ainsi que le ministre national du Commerce extérieur, Marcel Bisukiro, à la société Socogeki. Le ministre avait octroyé à celle-ci le monopole de la qualité pour les produits d'exportation agricole (thé, café, quinquina, pyrèthre) et elle avait, en fait, supplanté l'organisation paraétatique d'exportation (l'Office des produits agricoles du Kivu, Opaki). Selon Paul Masson, la Socogeki gérait en fait toutes les exportations de produits agricoles du Kivu sans acquitter ni taxes ni droits de sortie (Masson 1970 : 72. Cf. aussi Verhaegen 1962 : 73-74)[14].

Le Maniema réagit contre le pouvoir de Miruho en relançant l'idée de la création d'une province autonome du Maniema afin d'échapper à la domination des Bashi. Et le Nord-Kivu reprit à son compte les revendications d'une autonomie provinciale. Mais la chute du pouvoir nationaliste d'Omari à Bukavu entraînait aussi celle de Kabare Rugemaninzi et de ses partisans, qui avaient collaboré avec celui-ci. En octobre 1961, le gouvernement Miruho obtint le vote de la levée de l'immunité parlementaire de Kabare Albert et la destitution de son père Alexandre Kabare Rugemaninzi. La réaction de ce dernier fut brutale, allant jusqu'à interdire à ses sujets de payer l'impôt. Mais il finit par quitter la province et son départ fit courir le bruit que Corneille Mpozi comptait reprendre le trône aidé par Miruho. Ce qui provoqua une révolte : les cases des partisans de Mpozi furent brûlées, leur bétail enlevé et eux-mêmes furent pourchassés.

Avec le retour de Miruho au pouvoir, les Ngweshe trouvaient le moyen de renforcer davantage leur pouvoir politique traditionnel par l'autonomie de la chefferie Ngweshe et l'affaiblissement de Kabare. En octobre 1961, l'assemblée provinciale dominée par le RECO votait une loi qui divisait le territoire de Kabare en territoires de Walungu et de Kabare. Au mois d'avril 1962, sur instigation de Lwanwa et des députés de Walungu, l'ancienne chefferie Kabare se dédoubla en chefferie Katana et chefferie Kabare, faisant ainsi des chefs Kabare et Katana deux personnalités juridiquement égales. En fait, si l'on analyse la conception locale du pouvoir chez les Bashi, il y avait ici un lien entre le contrôle de la terre et le pouvoir politique. Christophe Munzihirwa rapporte les propos recueillis d'un souverain de Kabare : « Les *Bajinji* m'ont dit : un morceau du territoire perdu c'est un morceau du pouvoir arraché » (Munzihirwa 1971 : 14).

Et c'est en 1937, grâce à l'Administration coloniale, que Ngweshe prit le titre de *mwami* qu'il a gardé jusqu'à ce jour.

Miruho s'opposa aux revendications du Maniema et du Nord-Kivu qui exigeaient d'être érigés en provinces autonomes. Les élus du Maniema et du Nord-Kivu auxquels s'étaient joints ceux de Kabare se liguèrent contre lui en exigeant sa démission, le 10 mai 1962. Au lendemain de la suspension du gouvernement Miruho par arrêté n° 1 du 12 mai 1962, en suite de l'état d'exception décrété par ordonnance n° 72 du 10 mai 1962 par le chef de l'État, la guerre de Masisi avait éclaté.

L'état d'exception fut décrété sur toute l'étendue de la province du Kivu, tandis que Jérôme Anany était envoyé au Kivu en tant que commissaire général extraordinaire. Après lui vinrent quatre autres commissaires qui s'illustrèrent par un travail désordonné et improvisé. La création de la province du Maniema fut suivie de quelques mois par celle de la province du Nord-Kivu. Au Sud-Kivu où le calme n'était pas encore rétabli, l'état d'exception fut maintenu jusqu'au 18 mai 1963.

2.4. LA DISSIDENCE DU MANIEMA À LA RECHERCHE DE SON AUTONOMIE PROVINCIALE : LES LEGA OPPOSÉS AUX KUSU VEULENT D'UNE UNITÉ QUI MENACE L'INTÉGRITÉ DU SUD-KIVU

Les requêtes des ressortissants du Maniema en faveur de la création d'une province séparée du Kivu s'étaient déjà manifestées à l'approche de l'indépendance. À Bukavu, en effet, après les élections de mai 1960, un député provincial du Maniema, A. Eboué Mushanda, avait demandé à l'assemblée provinciale le détachement du Maniema de la province du Kivu et il alla même jusqu'à une pétition en ce sens. Cette démarche fut également entreprise par des élus nationaux à Léopoldville où la frustration

14. La découverte de cette affaire valut à Marcel Bisukiro d'être suspendu de ses fonctions de ministre du Commerce extérieur.

était encore plus grande, du fait qu'aucun ressortissant du Maniema ne faisait partie du gouvernement Lumumba. Les élus menacèrent de former « une province autonome et souveraine au Maniema, avec les ethnies Warega, Bangubangu, Wazura, Bakwange, Wazimba, Wasongola, Wakumu, Wakusu[15] ». Cette menace se précisa provisoirement lorsque, le 26 juin, les élus provinciaux du Maniema envoyèrent à Patrice Lumumba, formateur du premier gouvernement, un télégramme qui contenait la liste de dix ministres provinciaux sous la présidence de Clément Walubila, pourtant deuxième vice-président de l'assemblée provinciale du Kivu. Cette tentative fit long feu : les agitations qui suivirent la proclamation de l'indépendance ne permirent pas de concrétiser cette aspiration à ce moment. En août 1961, les parlementaires ressortissants du Maniema à Léopoldville, qui seront relayés par les acteurs locaux, remirent une déclaration à l'Agence congolaise de presse : « La province du Maniema, tout en respectant le principe de l'unité de la République dans un Congo uni fédéral, ne peut et ne saurait plus être à la remorque d'une autre province. Nous insistons avec la dernière énergie de garder notre autonomie provinciale et prions les instances supérieures de respecter les répartitions proportionnelles s'il s'agit des intérêts inhérents dans ce même Congo uni » (*Courrier d'Afrique* du 9 août 1961).

Il fallut attendre l'éviction du régime Omari pour que les revendications soient entendues. Selon Benoît Verhaegen, les Kusu entendaient lutter contre leur situation minoritaire dans un ensemble provincial où ils ne possédaient même pas le tiers des forces politiques (Verhaegen 1969 : 178). L'appel des parlementaires de Léopoldville fut relayé par Gaston Soumialot[16] à Kindu. Dans une note du 26 août 1960, il évoquait l'incompatibilité ethnique entre les Shi de Bukavu et les ressortissants du Maniema vivant dans cette ville en rappelant deux graves incidents qui avaient eu lieu à Kadutu en février 1960 et à Nyangezi en juin de la même année. Il évoquait également l'étendue géographique du Maniema et la nécessité de développer les zones rurales pour freiner l'exode vers les villes.

Contrairement à ce que les déclarations revendiquant l'autonomie pouvaient laisser croire, le projet de création de la province du Maniema ne faisait pas l'unanimité auprès de tous les acteurs de cette entité. Beaucoup d'acteurs sous l'emprise de leur appartenance ethnique, craignant d'être dominés par les Kusu identifiés comme très entreprenants, exprimèrent leur réticence. Les représentants lega de Bukavu, par exemple, protestèrent, rappelant « la tyrannie et la dictature des Bakusu » ainsi que les risques de « l'esclavage et de la tuerie », allusion à Ngongo Leteta (Lueteta), « lieutenant » des Arabo-Swahili qui avait razzié plusieurs villages lega pour le compte de Tippo-Tip.

Cette crainte de vivre avec les Kusu réputés dominateurs et condescendants[17] poussa les Lega de trois territoires – Pangi, Shabunda et Mwenga – à manifester leur appréhension quant à la création d'une province qu'ils partageraient avec les Kusu. Les Lega craignaient de se retrouver minorisés alors qu'ils formaient l'un des grands groupes ethniques du Kivu uni : « La formation de nouvelles provinces consacrait la rupture de leur unité et cette division les mettait définitivement en minorité, tant dans le Maniema à l'égard des Bakusu qu'au Sud-Kivu à l'égard des Bashi. Cette menace provoqua chez les Warega une prise de conscience de leur identité » (Verhaegen 1969 : 201).

Dès lors, les Lega formulèrent un projet visant à créer dans le Kivu leur propre province, qui incorporerait des ethnies parentes comme les Bembe du territoire de Fizi, les Zimba du territoire de Kasongo, les Songola du territoire de Kindu, les Komo des territoires de Punia et Lubutu, et les Kano du territoire de Walikale (Verhaegen 1969 : 202). L'intention était donc de regrouper tous les Lega et les populations

15. « Déclaration de Jules Milambo, député national de Kindu » (Verhaegen 1969 : 125).

16. Il s'appelait initialement Sumaili Gaston, né le 22 mars 1923 à Malela où il fit son école primaire ; il entreprit ensuite des études moyennes, non terminées, chez les Pères du Saint-Esprit à Kindu. Il travailla à la Sedec. À l'époque coloniale, il fit par deux fois de la prison, à Kamituga en 1940 et à Kalundu en 1949. Il quitta le Congo vers les années cinquante et s'installa à Brazzaville où il acquit la nationalité française et modifia son nom en Soumialot. Ce qui lui coûta un nouvel emprisonnement à Bukavu lorsqu'il regagna le Congo belge en 1956 pour « fausse identité ». Après sa libération, il adhéra au MNC et devint directeur national à la propagande après le congrès d'octobre 1959 à Stanleyville.

17. Au début des années soixante, les groupes ethniques du Maniema s'accusent mutuellement. Ainsi, les Kusu-Atetela sont traités de « dominateurs égoïstes », les peuples originaires des territoires de Kasongo et Kabambare passent pour des « pseudo-radicalistes imprudents » ou encore les Lega pour des « réactionnaires ».

apparentées en une seule entité et de permettre ainsi de se séparer définitivement des Kusu.

Le 7 mai 1962 à Bukavu, le deuxième gouvernement Miruho tombait par une motion de censure à la suite des troubles dans la chefferie Kabare et de ses discours hostiles à la multiplicité des provinces qui n'enchantaient ni le Gouvernement central à Léopoldville ni l'assemblée provinciale du Kivu. L'ordonnance-loi n° 72 du 10 mai 1962 plaçait la province du Kivu sous un état d'exception. Pourtant, le 14 août 1962, les provinces du Nord-Kivu et du Maniema furent créées ; elles étaient ainsi séparées du Sud-Kivu qui attendait encore de voir clarifier son statut ; sa composition territoriale se trouvait menacée.

Le Maniema devenait une province ; les Kusu désapprouvaient l'éclatement de son espace. Ils s'opposaient à la séparation du territoire de Pangi du Maniema, essentiellement pour des raisons économiques. Le territoire de Pangi, grâce à son industrie minière[18], constituait en effet la principale source de richesses du Maniema, sans laquelle la nouvelle province ne pourrait plus compter que sur une production agricole rudimentaire. Par ailleurs, les minorités kusu avaient créé leur « diaspora » depuis l'époque coloniale dans les centres miniers des territoires de Pangi et de Punia où ils exerçaient d'importantes fonctions administratives.

En dépit des oppositions, la province du Maniema finit par être créée. Le Sénat et la Chambre des représentants approuvèrent le projet de loi présenté par une commission parlementaire. La loi portant création de la province du Maniema fut promulguée le 14 août 1962. Elle comprenait les territoires de Kabambare, Kasongo, Kindu, Lubutu, Punia et Pangi, ainsi que le secteur Itombwe du territoire de Mwenga. Le territoire de Kibombo et les régions de Songye du territoire de Kasongo furent inclus dans la province du Lomami, tandis que le sort des territoires de Fizi et Shabunda devait faire l'objet d'un référendum.

Les structures politiques de la nouvelle province se présentaient comme suit. L'assemblée provinciale comportait 18 députés dont 7 étaient classés « modérés ». Tous étaient des transfuges du MNC/L et du CEREA. Quant à la répartition géopolitique, trois



Kanga Ignace. Né à Kindu le 27 juillet 1927, il est le petit-fils du chef Mopipi des Bakisi. Pour avoir travaillé comme comptable chez M. J. Alhadeff à Stanelyville, il va être désigné, à la place d'Antoine Lopes, représentant de la Province-Orientale à la Commission politique siégeant à Bruxelles auprès du ministre du Congo mise en place le 8 mars 1960 et composée pour les autres provinces de Justin Bomboko (Équateur), Sylvain Kama (Léopoldville), Sébastien Kapongo (Kasaï), Jean-Baptiste Kibwe (Katanga) et Jean-Marie Kititwa (Kivu).
(HP.2009.3.949, collection MRAC ; photographe non identifié (Inforcongo) © MRAC.)

groupes s'étaient formés, étayant leur cohésion relative sur des affinités régionales :

- les députés lega de Pangi au nombre de trois, auxquels s'était ajouté le député de Lubutu, formant le bloc du nord ;
- le groupe kusu composé de cinq députés de Kindu et de Kibombo, formant le bloc du centre ;
- le groupe le plus robuste, celui du Maniema méridional, comprenant neuf députés de Kasongo et Kabambare.

En élisant un Kusu de Kibombo et un Bangubangu de Kabambare, les territoires de Punia et de Pangi perdirent des sièges à l'assemblée au profit des territoires des élus. Le bloc du nord composé des Lega et Komo était minoritaire. Sur fond de conflit latent entre les Lega et les Kusu, le bloc du sud consolida

18. Des entreprises minières y étaient installées : la Symétain à Kalima, la Cobelmines à Kampene, Kailo, Kayuyu et Moga.

Tableau 1.4 : composition du premier gouvernement provincial du Maniema

Noms	Fonctions	Blocs	Partis politiques	Territoires et origines ethniques
I. Kanga	Président	N	PNP	Territoire de Shabunda ; ethnie lega
G. Lassiry	Vice-président et ministre des Affaires intérieures	S	MNC/L	Territoire de Kasongo* ; ethnie songye
H. Kisanga	Ministre des Mines, Terres et Classes moyennes	N	MNC/L	Territoire de Pangi ; ethnie lega
E. Mwania	Ministre des Travaux publics	N	MNC/L	Territoire de Pangi ; ethnie lega
P. Mussa	Ministre des Affaires économiques et Plan	S	CEREA	Territoire de Kabambare ; ethnie bangubangu
A. Salumu	Ministre des Finances	C	MNC/L	Territoire de Lubefu (Sankuru), né à Kibombo et marié à une Lega ; ethnie otetela
F. Bulaimu	Ministre des Affaires sociales, Jeunesse et Sports	S	MNC/L	Territoire de Kasongo ; ethnie zimba
R. Sadiki	Ministre de la Justice et des Affaires interprovinciales	S	Individuel	Territoire de Fizi ; ethnie bembe
L. Bindimondo	Ministre de l'Enseignement	N	Individuel	Territoire de Punia ; ethnie komo
L. Manga	Ministre de l'Agriculture et Vétérinaire	C	MNC/L	Territoire de Kibombo ; ethnie kusu

*Benoît Verhaegen l'identifie comme originaire du territoire de Kindu. Mais il s'agit d'un Songye de Samba (secteur Arabisés-Basonge).
Source : Verhaegen 1969 : 207.



De gauche à droite : Ignace Kanga, Jean-Marie Kititwa et M. Nsele, en Belgique le 10 mai 1960, à l'École des troupes blindées de Stockem (Arlon). Ils se trouvent sur la « plaine des manœuvres » (terrain où se déroulent les exercices de l'armée) ; les explications sont données par le major Bastogne. (HP.1960.4.414, collection MRAC ; photographe non identifié (Inforcongo) © MRAC.)

son assise au sein de l'assemblée. Cette assemblée fut présidée par Charles Malembe, originaire de Kibombo et Kusu du clan Aluba, député de la ville de Kindu du MNC/L ; le vice-président était Kalema Lehani, député du territoire de Pangi, chef coutumier coopté sur la liste du CEREA.

Si la composition du gouvernement provincial témoigne d'une certaine suprématie des partis « radicaux », en termes de rapports ethniques, les choses apparaissent quelque peu complexes. Les ethnies de tendance « modérée » ont, en effet, un poids important. Le groupe du centre, composé essentiellement des populations kusu généralement prolumumbistes, ne détient que deux postes, contre quatre pour chacun des « blocs » du nord et du sud. En outre, le gouvernement est présidé par Ignace Kanga, dirigeant notoire du parti le plus honni des nationalistes radicaux, le PNP, et qui fut un adversaire farouche de Patrice Lumumba à la Table ronde de Bruxelles en janvier-février 1960. Kanga est un Lega par son père (sa mère est Kusu), originaire du territoire de Shabunda dans le Sud-Kivu. Deux autres membres du gouvernement sont aussi des « étrangers » à la province : le ministre des Finances est du Kasaï, celui de la Justice, de Fizi dans le Sud-Kivu.



Simon Malago Kahubangwa Nakyoyo.
(Photo archives familiales, droits réservés.)

La nomination à la vice-présidence du gouvernement de Gabriel Lassiry, un Songye du territoire de Kasongo, classé parmi les « radicaux », était appelée à faire contrepoids à celle d'Ignace Kanga. Pour calmer les Lega, les Kusu de l'assemblée provinciale acceptèrent même d'établir le chef-lieu de la province à Kalima, en territoire de Pangi. Mais tout ce jeu d'équilibre ne suffisait pas à apaiser les Lega déterminés à promouvoir leur unité dans le cadre d'une entité unique et exclusive et à se séparer ainsi des Kusu. La conflictualité entre ces deux peuples menaçait le Maniema d'implosion ; mais, aussi, le Sud-Kivu.

3. LA PROVINCE DU KIVU-CENTRAL ET L'ASCENDANCE POLITIQUE DES BASHI DE NGWESHE

À Bukavu, les Shi se sont battus avec les Bakusu. Au Maniema, les Lega se divisaient au sujet de la politique des Bakusu soutenue par les Lega de Shabunda et combattue par ceux de Mwenga accusés par les premiers d'être pro-Shi.

La loi du 14 août 1962 avait reconnu les provinces du Nord-Kivu et du Maniema. Le Sud-Kivu dénommé province du Kivu-Central ne va être créé que le 18 mai 1963, donc après les autres. Elle était constituée de la ville de Bukavu et des territoires de Rutshuru, Goma, Kabare, Uvira, Mwenga diminué du secteur Itombwe. Son chef-lieu fut placé à Bukavu (*MC* n° 16 du 14 août 1963 : 205).

Du 16 juillet 1963 au 18 mars 1965, c'était le gouvernement dirigé par Malago Kahubangwa Nakyoyo Simon (Fuliru de Lemera, territoire d'Uvira), un proche de Dieudonné Boji, qui géra le Kivu-Central.

3.1. LA CHEFFERIE NGWESHE SOUTIEN DU GOUVERNEMENT MALAGO

La division de la province du Kivu en trois nouvelles provinces et le départ des élus du Maniema et du Nord-Kivu de Bukavu suite à la création de leurs provinces firent que les régions de Goma-Rutshuru étaient réclamées à la fois par le Nord-Kivu et le Sud-Kivu ; il en était de même du territoire de Fizi que réclamaient le Maniema et le Sud-Kivu. Au Sud-Kivu même, les élus de Kabare souhaitaient que leur territoire fût rattaché à la province du Nord-Kivu.

Le morcellement de l'ancienne province du Kivu avait renforcé considérablement la position du RECO au Kivu-Central et les autres ethnies se

Tableau 1.5 : composition du gouvernement provincial de Simon Malago

Noms	Postes	Territoires d'origine	Parti (1964)	Occupations politiques antérieures à 1963	Occupations non politiques antérieures à 1960
S. Malago	Président	Uvira	RECO	Député national	Enseignant
L. Rukeratabaro	Vice-président	Kabare	ARP/UNERGA	Vice-président de l'assemblée du Kivu	Mutualité chrétienne
P. Nkubiri	Justice	Walungu	CEREA	-	Administration (Parquet)
D. Boji	Intérieur + Fonction publique	Walungu	CEREA	Ministre de l'Intérieur du Gvt Miruho	Administration
C. Rwamakuba	Finances	Rutshuru (Tutsi)	CEREA	-	Banque
E. Mugabe	Enseignement	Rutshuru	CEREA	-	Administration
L. Mbayu	Agriculture	Kalehe	-	-	Administration
C. Mbagira	Santé publique	Kabare	MNC/L	(Stanleyville)	Syndicat
C. Rwakabuba	Affaires sociales	Rutshuru	CEREA	Ministre	Enseignant
P. Kajangu	Terres, Mines et Énergies	Kabare	UMECO (1)	-	Administration
L. Kamakanda	Affaires économiques	Shabunda	UNERGA	-	Administration territoriale

(1) UMECO : Union médiatrice congolaise, parti dont M. Kajangu est président.
Source : Willame 1964 : 144.

rassemblèrent par réaction dans le CEREA (Goma, Rutshuru, Bukavu, Uvira) et l'ARP-UNERGA (Kabare, Mwenga, Kalehe). L'assemblée provinciale présentait une majorité des députés originaires de Walungu, cinq de Rutshuru, cinq de Kalehe, quatre d'Uvira, trois de Kabare, deux de Mwenga et un de Goma.

Dans le Kivu-Central, le bloc politique de Kabare était affaibli : le *mwami* Alexandre Kabare avait rejoint le camp du MNC/L sous le gouvernement d'Omari alors que les gens du Maniema (Bakusu) supplantaient les Bashi ; ce qui avait mécontenté ces derniers. Ajoutons à cela le retrait d'Albert Kabare de la scène politique afin de pouvoir continuer des études en Europe ; son départ avait enlevé à son groupe le prestige qui s'attachait à sa personne. Minoritaires au sein de l'assemblée provinciale, les partisans de Kabare amenèrent dans la rue la lutte que les institutions politiques ne leur permettaient plus de mener sur le plan législatif. Et lorsque Simon Malago devint président de la province avec l'appui du RECO, il dut faire face à un foyer de troubles actif dans le territoire de Kabare. Jean-Claude Willame écrit : « Vers la fin 1963 et le début 1964, il ne se passa guère de semaine sans que des incidents n'éclatent dans le territoire de Kabare. Au cours des mois d'août et de septembre, la "presse africaine" fit état des troubles graves dans ce territoire et dans la région environnante de Katana. En même temps des querelles foncières éclataient entre les notables de Kabare et l'administration des communes avoisinant la chefferie. Au cours de cette même époque, un blocus commercial fut organisé à l'initiative des notables de Kabare contre la ville de Bukavu » (Willame 1964 : 146).

Simon Malago décida l'arrestation le 20 octobre 1963 du *mwami* Kabare qui fut envoyé à Léopoldville. Mais au lieu de calmer la situation, cela excita davantage les Bashi de sa chefferie. Ainsi le *mwami* revint et le gouvernement provincial lui imposa ses conditions.

Pour le groupe de Ngweshe auquel le départ des Bakusu avait ouvert des perspectives nouvelles, il dominait dorénavant la politique du Kivu-Central. Il s'opposa à la candidature de L. Rukeratabaro, membre du groupe de Kabare, qui ambitionnait le

poste de président provincial ; celui-ci devint vice-président dans le gouvernement Malago parce qu'il n'avait pu compter ni sur le territoire de Kabare en rébellion ouverte ni sur la plupart des autres territoires (Shabunda, Fizi, Rusthuru, Goma) qui étaient contestés. Le groupe de Ngweshe offrit à Simon Malago une majorité relative à l'assemblée et une loyauté à toute épreuve.

Mais vu que le gouvernement provincial ne réussissait pas à trouver une issue à la question des régions contestées et la mise en place de l'état d'exception qui aggravait la situation sur terrain, les députés de Goma et de Rutshuru se retournèrent contre Malago ; le parti RECO se voyait ainsi rester son seul soutien et, donc, renforça son autorité sur le président. Fort de sa position politique prépondérante à la fois à l'assemblée où il avait deux membres dans le bureau et au sein du gouvernement, le groupe de Ngweshe entreprit une forte campagne pour affaiblir le bloc de Kabare, renforçant son prestige. Ainsi furent créés à l'assemblée provinciale deux groupes :

- le Progrès rural congolais (PRC) groupant trois membres originaires de Kabare ;
- le Groupe de construction comprenant tous les autres députés.

Il s'agit là d'une manœuvre du bureau de l'assemblée qui voulut mettre en minorité le groupe de Kabare. Une organisation vite contestée qui ne va pas être suivie par les députés certes, mais elle allait contribuer à isoler le groupe Kabare.

De cinq commissions créées à l'Assemblée, une seule devait siéger : la commission des affaires politiques et administratives présidée par Abraham Lwanwa. Elle proposa des modifications territoriales qui rencontraient les objectifs que s'était fixés le groupe de Walungu. Ainsi, la proposition de Lwanwa du retour à l'autonomie de la chefferie Katana, détachée de la chefferie Kabare, va être approuvée à la quasi-unanimité des députés le 6 décembre 1963. Aussi, à la demande des conseillers de Walungu, la commission soumit à l'assemblée un projet de loi portant sur le détachement de deux régions bashi du territoire de Mwenga pour les annexer au territoire de Walungu ; projet adopté le 26 novembre 1962 et l'édit maintenu le 5 mars 1964, malgré les protestations des élus de Mwenga. Il faut ajouter à cela les mesures sévères préconisées contre les émeutiers de Kabare ; en accord avec le président Malago, il fut décidé que la présence de Kabare Rugemaninzi dans sa chefferie était de nature à nuire à la tranquillité politique de la région. Le *mwami* retournait à Léopoldville, suivi par Rukeratabaro qui était la seule personnalité en vue de la chefferie Kabare qui aurait pu encore gêner l'action du RECO. Plusieurs autres partisans de Kabare furent arrêtés pour excitation aux troubles.

3.2. LE MNC/L REFAIT SURFACE

Le groupe RECO occupait une position forte au niveau des institutions certes, mais il n'était pas de même dans l'opinion publique estimant que le gouvernement Malago s'avérait incapable de résoudre l'état de crise dans lequel se trouvait la province. On ne pouvait plus accuser les Bakusu et les autres originaires du Nord-Kivu qui étaient retournés chez eux ; maintenant, ce sont les autres ethnies restées à Bukavu qui ressentaient mal la domination politique des Bashi (dont ceux de Ngweshe). Lorsqu'en 1963 quelques personnalités originaires du Maniema soutenues par les Bashi de Kabare relancèrent le MNC/L à Bukavu, ce fut l'occasion pour les opposants au pouvoir de Malago de dénoncer la politique gouvernementale et de manifester leur mécontentement. Le parti nationaliste obtint ainsi un franc succès lors des élections de décembre 1963, s'alliant le territoire de Kabare en décernant à son *mwami* Rugemaninzi le titre de président d'honneur ; le ministre provincial local de la Santé Casimir Mbagira est lui président du MNC/L local. Parmi les autres membres, citons : Jean Saliboko Mutiri et Ferdinand Mugaruka (Bashi de Kabare) ; Samuel Matabishi et Jérôme Muchungu (Bembe de Fizi) ; Isaac Bintodi, Denis Katimba, Maurice Louvain et Gabriel Mumima étaient originaires du Maniema.

Comme le MNC/L débordait du cadre tribal en incorporant en son sein les opposants au régime Malago, il fallut au RECO de répondre à cette offensive par l'élargissement de ses bases pour se donner un cachet national. Un congrès des partis modérés de l'Est se réunit à Bukavu et des cartels furent formés avec le CEREA et l'UNERGA. Mais le MNC/L parvint à remporter deux des quatre sièges de bourgmestres aux élections de décembre 1963[19].

Jean-Claude Willame écrit : « Malgré l'interdit qui le frappait, le MNC/L apparut en fait comme la seule formation politique cohérente, contrairement au CEREA, au RECO et à l'UNERGA. Les

19. Sur les votes qui se passèrent, voir Willame 1964 : 147-149.

Tableau 1.6 : résultats des élections communales de décembre 1963

Partis politiques	Communes de la ville de Bukavu				
	Bagira	***Kadutu***	***Kasha***	***Ibanda***	***Total voix***
MNC/L	4	7	16	7	34
CEREA + RECO	-	10	-	25	35
UNERGA	-	1	-	1	2
Intérêts communaux	6	-	-	-	6
PDC	2	5	-	1	8
Individuels	-	2	1	-	3
Divers	3	2	-	1	6

Source : Willame 1964 : 148.

deux premiers se présentèrent aux élections soit en cartel, soit sous l'étiquette "intérêts communaux", soit encore chacun séparément. L'UNERGA de son côté se scinda en factions politico-tribales, tels l'ABL (Association des Banyindu de Lwindi) et le PDC (Parti démocratique congolais) » (Willame 1964 : 148).

Les résultats des élections furent contestés et les activités du MNC/L interdites à partir de février 1964. En avril 1964, le gouvernement provincial annula les élections « par le fait que les femmes ont participé aux élections de décembre alors que la loi ne le prévoit pas (cf. *Présence Africaine*, semaine du 2 au 8 mai 1964). Il s'agit là des mesures qui accrurent la tension à Bukavu et dans la zone annexe de Kasha (devenue le fief du MNC/L). Vers la fin 1963 et le début de 1964, il ne se passait plus une semaine sans qu'il y ait des troubles dans la région de Kabare pour manifester le mécontentement au gouvernement Malago. Alexandre Rugemaninzi voulut reprendre son pouvoir sur Kasha à la périphérie de Bukavu devenue Zone annexe. Un blocus fut organisé contre la ville (Munzihirwa 1971 : 12).

Contre Malago s'ouvrit un autre front au sud. Le gouvernement provincial dénonça le fait qu'à Uvira le conseiller MNC/L Moussa [Moïse] Marandura se servait des jeunesses de ce parti pour créer des troubles et évincer le *mwami* Henry Simba des Fuliru[20]. Mais ce qui avait été cru être un conflit assez limité et local allait se répandre en devenant la grande révolte Simba à la suite de l'arrivée des éléments du Conseil national de Libération (CNL) qui passèrent par Bujumbura pour se mettre en contact avec les membres locaux au Sud-Kivu.

4. DU KIVU-CENTRAL À LA PROVINCE DU KIVU RÉUNIFIÉ

L'intégration des territoires de Goma et de Rutshuru se justifiait par les difficultés de cohabitation des populations au Nord-Kivu. Mais les territoires de Shabunda et de Fizi auxquels s'adjoignait le secteur Itombwe retiré du territoire de Mwenga furent rattachés à la province du Maniema ; ils allaient donc être soumis au référendum. Les conseillers bembe furent divisés quant à l'appartenance de leur territoire au Maniema, au Nord-Katanga ou au Kivu-Central (Willame 1964 : 120-175). Ces opinions divergentes étaient guidées par deux tendances opposées. La « tendance traditionnelle », ou celle des chefs coutumiers, voulait rattacher le territoire de Fizi au Nord-Katanga pour refaire l'ancienne unité effritée des Bembe. La « tendance moderniste », ou celle des « partisans de la révolution » optait pour le Maniema ; il était question d'évincer du pouvoir les chefs coutumiers avec l'appui des militants du MNC/aile Lumumba (MNC/L). Ces derniers profitèrent d'ailleurs de l'occasion pour poser des actes de vandalisme à Fizi, ce qui poussa le gouvernement provincial en représailles à remplacer certains fonctionnaires antigouvernementaux par d'autres, plus modérés. Ainsi la population se trouva-t-elle tiraillée entre l'autorité locale, les administrateurs spéciaux et les militants du MNC/L. Le territoire de Fizi fut déclaré en 1964 « territoire contesté » dépendant du Gouvernement central

20. Il s'était rendu en Belgique en décembre 1959 dans le cadre de l'organisation de la Table ronde politique. Avec Omari pene Misenga et Tshomba Fariala, il fut l'un des trois chefs coutumiers ayant constitué la délégation de la province du Kivu.



Lors d'une visite dans une entreprise, le gouverneur Simon Malago (à gauche sur la photo) reçoit les explications du responsable de celle-ci.
(Photo archives familiales ; droits réservés.)

Tableau 1.7 : résultats du référendum organisé dans les zones contestées des nouvelles provinces du Nord-Kivu et du Kivu-Central

Zones contestées	Provinces en compétition	Résultats	Province de rattachement
Goma	Nord-Kivu et Kivu-Central	6043 voix pour le Nord-Kivu et 3226 voix pour le Kivu-Central	Nord-Kivu
Rutshuru	Nord-Kivu et Kivu-Central	27 208 voix pour le Nord-Kivu et 3296 voix pour le Kivu-Central	Nord-Kivu
Fizi	Kivu-Central et Maniema	241 voix pour le Kivu-Central et 0 voix pour le Maniema	Kivu-Central
Shabunda	Kivu-Central et Maniema	7108 voix pour le Kivu-Central et 3097 voix pour le Maniema	Kivu-Central

Source : direction du ministère de l'Intérieur, Kinshasa cité par Gérard-Libois 1967 : 216-217.

de Léopoldville, à l'instar de celui de Shabunda. La même année, le Gouvernement central envoya Limoko Joseph comme administrateur spécial du territoire de Fizi.

Quant à Goma et Rutshuru, devenus des territoires contestés, ils furent soumis à un régime d'exception, ayant une administration spéciale dirigée par un commissaire aidé par deux administrateurs civils résidants l'un à Goma et l'autre à Rutshuru. Notons que cette administration n'avait de comptes à rendre qu'à Léopoldville (*MC* n° 23 du 24 septembre 1962 : 230). Les députés nationaux Birere Mabano, Rudahindwa et Waregemere qui étaient membres de la Commission nationale du Parlement chargée d'organiser le référendum retardèrent l'opération parce qu'ils voulaient le maintien de Goma et de Rutshuru au Kivu-Central. Les territoires de Fizi et de Shabunda vont ainsi être profondément marqués par le mouvement simba de 1964, qui pesa aussi pour bloquer la tenue rapide du référendum ; leur réintégration au Kivu-Central se fit par décret-loi du 18 septembre 1965, à la suite du référendum intervenu en 1965, qui donna les résultats présentés dans le tableau 1.7.

Le *mwami* Kabare Rugemaninzi Alexandre, qui venait d'être installé après son retour de sa deuxième relégation à Léopoldville, ouvrit un front contre lui, qui l'accusait d'être l'allié des Shi de Ngweshe, à l'instar de Jean Miruho. Mais le 16 octobre 1963, Alexandre Kabare fut arrêté et amené à Léopoldville par le parquet central, de connivence avec le président Malago (Masson 1970 : 64). Le gouvernement provincial devra faire face à la rébellion simba qui occupera la



Mobutu au stade de Bukavu avec, à ses côtés, le gouverneur Boji. Le chef de l'État tient l'ivoire, présent qui lui a été donné par une personnalité du lieu. (CP.2007.1.245, collection MRAC ; photo Information G.C., 1966 ; tous droits réservés.)



Au stade de Bukavu : le gouverneur Boji montre une houe à la population qu'il invite à reprendre le travail de la terre. (CP.2007.1.292, collection MRAC ; photo Information G.C., 1966 ; tous droits réservés.)

cité d'Uvira, le 15 avril 1964, avant de s'étendre aux territoires de Fizi, Shabunda et Mwenga (cf. *infra*).

5. LES DERNIÈRES ÉVOLUTIONS

5.1. MUSA MARANDURA DISSOUT LA CHEFFERIE BARUNDI

Musa Marandura, qui avait été élu député provincial en 1960, et les membres de son parti CEREA/Weregemere et du MNC/L[21] avaient accusé le *mwami* Henri Simba Nyamogira (lui aussi député provincial coopté) d'hypothéquer le territoire ethnique et d'incarner le pouvoir colonial. Cette charge réussit à soulever les populations et les membres de son parti contre les *bami* Simba de la chefferie Bafuliru et Ndabagoye de la chefferie Barundi afin de les remplacer comme chef dans les deux chefferies réunifiées. La contestation dirigée par Marandura s'inscrivait dans un mouvement général de remise en question des acquis de la colonisation et de l'étatisation. L'ambition de Marundura et de ses partisans était de prendre la relève des chefs coutumiers dont ils considéraient le règne anachronique. Cela fit que les *bami* Henri Simba Nyamogira et Kinyoni Ndabagoye furent déchus de leur fonction de chef des chefferies Bafuliru et Barundi. Ils devaient céder le pouvoir à une nouvelle élite des Bafuliru qui voulut reconstituer la « chefferie traditionnelle » (Muchukiwa 2006 : 154).

Mais quelques semaines après seulement, le 9 avril 1961, le chef fuliru Simba Nyamugira revint et reprit son poste. Ce ne fut pas le cas pour celui des Barundi.

Marandura se confronta au nouveau président provincial Simon Malago Kahubangwa, qui était Fuliru de Lemera, installé le 16 juillet 1963. À la fin de l'année 1963, le mouvement de protestation dirigé par Marandura s'associa au Conseil national de libération (CNL), un mouvement révolutionnaire en exil qui visait à évincer le pouvoir central de Léopoldville.

À partir de sa base orientale de Bujumbura, les CNL commencèrent à recruter, à organiser et à s'entraîner pour une rébellion à grande échelle. En mai 1964, l'armée rebelle nouvellement forgée et dirigée par le commandant fuliru Louis Bidalira occupa la ville d'Uvira (cf. *infra*). Kinyoni Ndabagoye ne sera pas réhabilité, le 19 octobre 1966, comme *mwami* de la chefferie Barundi, qui devint chefferie Plaine de la Ruzizi.

5.2. LA RÉUNIFICATION DE L'ESPACE DU KIVU DANS UNE SEULE PROVINCE PAR LE RÉGIME MOBUTU

Les élections provinciales de 1965 donnèrent la victoire au RECO qui obtint 17 sièges sur 56 au Kivu-Central. Boji Dieudonné, encore un Shi de Kabare, fut alors élu, le 11 juillet 1965, président provincial.

21. Parmi ceux-ci, les principaux étaient Musa Linga, Bidalira, Rumonge, etc.

Il dirigea la province jusqu'au 28 décembre 1966. L'ordonnance du 6 avril 1966 du nouveau président Mobutu fusionnait le Kivu-Central avec le Maniema en une seule province dénommée « Sud-Kivu », parce que la province du Nord-Kivu avait fermement refusé de faire partie de la nouvelle composition d'une grande province du Kivu comme avant l'indépendance ; son gouverneur Benezeth Moley (Hunde) avait manifesté de l'opiniâtreté, allant jusqu'à amener à Léopoldville une délégation des chefs coutumiers. Dieudonné Boji Ntole devenait gouverneur de la nouvelle province du Sud-Kivu intégrant le Maniema ; Pascal Luanghy devenait vice-gouverneur. En fait, le Maniema était rattaché à l'« ex Kivu-Central ». Le Nord-Kivu imposa son statut séparé, mais pour un court moment seulement. Mobutu décida une nouvelle réduction du nombre des provinces de 12 à 8[22]. Cette fois-ci, le 25 décembre 1966, le Nord-Kivu rejoignit la province du Sud-Kivu dans une même entité provinciale dont Bukavu redevenait le chef-lieu de la province du Kivu. La nouvelle province fut alors divisée en 4 districts : le district urbain de Bukavu, ceux du Sud-Kivu, chef-lieu Uvira, Nord-Kivu, chef-lieu Goma et Maniema, chef-lieu Kindu. Aux termes des lois promulguées le 5 janvier 1973, les appellations province, district, territoire furent remplacées par celles de région, sous-région et zone ; la ville de Kinshasa fut élevée au rang de région et la République du Zaïre compta 9 régions. L'ordonnance n° 74/238 du 28 septembre 1974 créait le territoire d'Idjwi sorti du territoire de Kalehe (*J.O.* n° 24 du 15 décembre 1974).

À ce moment-là, la question des Banyarwanda enflait, après l'octroi à ceux-ci de la nationalité zaïroise, accordée de manière collective. Ceux du Sud-Kivu qui se disaient Banyamulenge pressaient le régime Mobutu de reconnaître Bijombo comme entité administrative au statut de groupement ; ce à quoi, en 1979, les notabilités Bavira s'opposèrent.

6. UN ASSAUT EN 1979 : LA CRÉATION DU GROUPEMENT BIJOMBO DANS LA CHEFFERIE BAVIRA

Il a été dit ci-dessus que jusqu'à la fin de la colonisation belge en 1960, les groupes banyarwanda, qui n'avaient pas de chefferie à eux, avaient été dispersés dans les espaces des entités administratives reconnues comme attachées aux territoires ethniques bembe, fuliru, vira, lega voire rundi. À la suite de la décolonisation, les Banyarwanda jouèrent à des rapprochements, noués d'abord avec le mouvement simba puis avec l'armée congolaise, pour chasser le premier cité. Ces relations se poursuivirent avec l'avènement de Mobutu, qui chercha à se faire accepter et, surtout, à reconquérir tout le territoire congolais sous l'autorité de son seul pouvoir central. Les Banyarwanda qui assumaient déjà quelques fonctions de chef de localité dans la chefferie Bavira se réunirent autour d'Obed Sebasonera Rumenera (chef de file) pour réclamer l'érection du groupement Bijombo auprès de l'état-major de l'ANC dépêché entre 1966-1967 dans le territoire de Fizi (secteur Ngandja). Leur demande de territoire s'accentua en 1969, au moment où Barthélemy Bisengimana occupa le poste de chef de cabinet du président Mobutu, qui n'avait plus de Premier ministre. Ainsi afficheront-ils, en 1973, leur nouveau nom de « Banyamulenge », afin de s'identifier à l'espace convoité. Et les revendications de reconnaissance du groupement Bijombo comme chef-lieu d'une entité propre aux Banyarwanda reprirent davantage de vitalité autour d'Isaac Gisaro Muhoza, après son élection comme député national en 1977 (cf. *supra*). Lorsque Gisaro entreprit à Kinshasa les



Muzima wa Muzima Rushombo Antoine. Commissaire du peuple élu en 1977. (Photo extraite de l'album Céni, 2023 ; photographe non identifié ; droits réservés.)

démarches pour la reconnaissance officielle du groupement Bijombo, il s'était éloigné des chefs fuliru et vira qui l'avaient soutenu pour être élu député. La

22. Par comparaison avec l'ancienne organisation administrative qui avait prévalu jusqu'en 1960, seule la province du Kongo-Central y échappa, ainsi que la division de l'ancienne province du Kasaï en deux, donnant lieu aux provinces du Kasaï-Occidental et du Kasaï-Oriental.

méfiance provoqua un schisme dans les églises et écoles dans les Hauts-Plateaux d'Itombwe[23].

Le groupement Bijombo fut institué par l'arrêté départemental n° 0229 du 23 février 1979 du commissaire d'État aux Affaires politiques. Pour calmer les esprits, c'est le Vira Tete Mutembuzi qui fut nommé à sa tête ; ce qui sembla être une demi-défaite pour les Banyarwanda. Willame retrace le parcours de cet aboutissement :

> « Contrairement aux "Rwandais" du Nord-Kivu, ils [Les Banyarwanda du Sud-Kivu] n'auront pas de "grand parrain" pour assurer leur promotion socio-politique. Leur seul représentant à Kinshasa ne s'est fait élire au Conseil législatif qu'en 1977 : il s'agit de Gisaro Muhoza, décédé depuis (PS. le 16 mars 1980), qui fut secrétaire général administratif de différentes universités. Ce chef de file des Banyamulenge ne réussira pas, en 1979, à faire aboutir une vieille revendication de l'élite munyamulenge, à savoir le droit de reconstituer une très ancienne entité administrative autonome accordée aux Tutsi de l'Itombwe par l'État indépendant du Congo en 1906, confirmée en 1910 par le colonisateur, mais définitivement supprimée en 1928. Une solution de compromis fut toutefois trouvée : ceux que l'on appelait Rwando-Banyamulenge se virent dotés en […] 1979 d'une petite localité au statut autonome, la circonscription de Bijombo, mais celle-ci avait à sa tête un chef traditionnel muvira, un certain Tete Mutembuzi » (Willame 1996 : 84-85).

Cette solution voulue, à la fois pour contenter les Banyarwanda, qui avaient appuyé la demande, et les Vira et les Fuliru qui se considéraient comme des autochtones (et donc des ayants droit de l'espace), mécontenta toutes les parties.

Côté Banyarwanda : s'ils étaient tous d'accord pour obtenir la reconnaissance du groupement Bijombo, les clivages apparurent au moment de la désignation du chef de groupement. Deux candidats banyarwanda étaient en compétition, Sandoto E. et Obed Sebasonera. Le premier cité était le petit-fils de Budulege (cf. *supra*) et ancien conseiller à la chefferie Bavira. C'est donc l'ordre coutumier qu'il incarnait, lequel était combattu par l'élite paramilitaire (cf. *supra*). Le second, Obed Sebasonera était le chef militaire, représentant une élite paramilitaire qui avait consenti des sacrifices et fait ses preuves pendant la révolte simba en 1964 ; il avait protégé les Banyarwanda et leur bétail contre les insurgés dans les Hauts-Plateaux d'Uvira. Cette élite, qui s'était opposée ouvertement à l'ordre coutumier bavira, représentait le « progrès ».

Dans l'exercice de ses fonctions, Obed Sebasonera fut confronté à un autre Munyarwanda, nommé Gasema Ndaye, à qui il refusa de céder le pouvoir. Les deux chefs se disputaient l'administration du groupement à tel point que les clivages qui apparurent en 1994 au sein des Banyamulenge amenèrent le vice-gouverneur Lwabanji Lwasi (Lwabanji Lwasi Ngabo, vice-gouverneur de la région du Sud-Kivu, « Lettre n° 25/251/1735/138/ DIVINTER/94 », Bukavu, le 14 novembre 1994, dont l'objet : Transmission rapport circonstancié dressé par Ramazani Buzege Lukerenge, commissaire de zone assistant à Bijombo) à dépêcher à Bijombo l'administrateur du territoire d'Uvira et le chef de la chefferie Bavira. La position de l'autorité étatique fut hésitante, voire confuse. L'AT Shweka Mutabazi II avait récusé les allégations de l'ATA résident, Buzege Ramazani, à qui il dira : « Bijombo n'est pas une entité administrative où il est créé une zone "résident". Il y a lieu d'effacer cela de votre conception. Le chef de collectivité des Bavira est le seul habilité à me fournir un rapport *ad hoc* sur la mise en place d'un chef coutumier à Bijombo. Il est donc mal venu de chercher à l'incriminer tant qu'il n'a pas terminé l'étude de ce dossier » (Shweka Mutabazi II, administrateur du territoire, « Lettre n° 5072/390/ F.051/94 », Uvira, le 23 septembre 1994, dont l'objet : Rapport circonstanciel confiscation document).

Côté Bavira et Fuliru : les oppositions à l'érection et à la désignation d'un chef du groupement Bijombo provenaient d'abord des dynasties coutumières qui voyaient la perte de leur pouvoir. Le « Rapport sur le dossier du groupement Bijombo du 7 septembre 1985 » (Assemblée provinciale) signé par Ntabarusha et Binyonyi Byakitaku qui relève les oppositions en ces termes : « Jusqu'ici les chefs de ce groupement [Bijombo] sont nommés par le *mwami* Lenghe, chef de collectivité des Bavira, mais ces chefs

23. Dans le document « Quelques précisions sur les origines, le passé et les problèmes actuels des Banyamulenge et des Barundi de la zone d'Uvira au Sud-Kivu » (élaboré à Kinshasa et daté du 28 février 1981 par Mulinga, Mushishi et Mutambo qui prennent la défense de la cause des Banyarwanda, remis à la « Commission pour l'étude des problèmes créés par la contestation de la nationalité des trois membres du Comité central du MPR »), le commissaire du peuple Muzima wa Muzima et le chef de la chefferie Bavira sont désignés comme étant les principaux instigateurs de l'opposition aux Banyarwanda et Barundi (pp. 75-85).

de groupement sont refusés par les Banyamulenge et n'habitent pas l'entité qu'ils dirigent. C'est le cas de Tete et Tulwa. Les Banyamulenge revendiquent l'administration du groupement Bijombo. Ils allèguent à cet effet leur majorité. D'autre part, le chef de collectivité des Bavira tient à ses prérogatives de nommer les chefs de groupement qui doivent en principe être de sa lignée. »

La lettre de Lenghe III Rugaza Kabale, *mwami* des Bavira, adressée au gouverneur de province, énumère les différentes raisons politiques, économiques et démographiques qui avaient poussé les chefs coutumiers à s'opposer à la création du groupement Bijombo. Il écrit :

> « [...] Le sieur Sebasonera, comme il l'avait souligné, a été nommé par le chef de collectivité des Bavira, *mwami* Lenghe III Rugaza Kabale sans l'approbation du conseil de la collectivité des Bavira, et sans l'avis des autorités administratives. Compte tenu de cette nomination illégale, le commissaire de zone d'Uvira de l'époque le citoyen Kuluki, demande au chef de collectivité d'annuler purement et simplement son acte qui n'était pas conforme aux instructions ; ce qui fut fait. Je ne vois pas les raisons pour lesquelles l'intéressé persiste à montrer les documents déjà périmés. À l'heure où nous sommes donc, Bijombo n'est pas érigé en localité. S'il devait l'être, il appartient au conseil des sages de la collectivité des Bavira d'en proposer la création si bien entendu Bijombo ne touche pas d'autres collectivités voisines. Et, le chiffre donné de plus ou moins 13 000 personnes est faux, car le mouvement d'immigration vers les collectivités voisines se fait sentir par les prétendants "Banyamulenge" reconnus nomades. Ils ne sont que 200 âmes (Rwanda) seulement pour trois villages. D'ailleurs, ils ne sont pas de la collectivité des Bavira, mais plutôt les habitants de Mulenge (collectivité des Bafuliru), ils ne veulent que perturber l'ordre dans mon entité administrative. Au demeurant, le village Bijombo est toujours une partie de la localité de Mulenge. L'élection du sieur Gisaro Muhoza comme originaire de Mulenge[24] ne peut être l'occasion de la scission de cette localité. Et si la localité de Bijombo était créée cela n'implique pas automatiquement qu'un Zaïrwandais en serait chef ! N'importe quel citoyen pourra devenir chef. Quant aux soi-disant notables de Mulenge implantés en collectivité des Bavira qui réclament une localité par pression, je leur dis que qui emploie l'épée périra par l'épée. Ces derniers ont été révoqués par ma décision n° 5072/002/79 du 1er janvier 1979 […] » (Lenghe III Rugaza Kabale, chef de collectivité des Bavira. « Annexe I, Avis de la notabilité des Bavira pour la création d'une localité Bijombo. Mise au point adressée au commissaire de région du Kivu »).

7. 1988 : UNE NOUVELLE PROVINCE DU SUD-KIVU

Alexandre Kabare Rugemaninzi mourut en 1980 et la succession au trône à la chefferie Kabare fut difficile ; des héritiers se contestaient (cf. *supra*). L'occasion allait être favorable aux Bashi de Ngweshe d'en tirer de grands avantages.

Le 25 février 1982 fut promulguée « la loi sur la décentralisation ». Cet acte législatif plaça les provinces dans une situation intermédiaire entre ce qu'elles avaient été de 1960 à 1967 et ce qu'elles étaient devenues à partir de 1967. Elles furent dotées de la personnalité juridique et comprenaient des assemblées provinciales composées des membres élus. Dans son discours du 6 décembre 1982, à l'ouverture du 3e congrès ordinaire du MPR, le président Mobutu avait relevé que la République du Zaïre était sous-administrée à cause de son étendue, qui nécessitait une décentralisation administrative. L'ordonnance-loi n° 031 du 20 juillet 1988 divisait la région du Kivu en trois, chacun de ses anciens districts du Nord-Kivu, Sud-Kivu et Maniema était élevé au rang de province (région) de même nom, subdivisé directement en territoires. Dès lors, Bukavu perdait son autorité sur ce qui était jusque-là l'espace du Kivu-Maniema.

Il s'agit là d'une situation particulière, la province (appelée alors région) du Kivu avait connu deux faits majeurs concomitants: d'abord, l'annulation en 1987 des élections locales et législatives ou leur report

24. D'après une source internet à caractère hagiographique (cf. www.babunga.alobi.cd) dont les données sur les origines et la scolarité restent disparates, voire lacunaires, Frédéric Gisaro est né à Muhanga dans le moyen plateau d'Uvira en 1942. Puis, il est dit qu'il fit son école primaire pendant deux années (1959-1960) – seulement ! – à Lemera [*sic*], son école secondaire à Bukavu pendant quatre ans (1960-1964) et la licence à l'Université Lovanium de Kinshasa. C'est sur son établissement professionnel que les données deviennent plus fournies : en 1969, il est nommé secrétaire général adjoint de l'Enseignement protestant, puis député désigné en 1970. Il est, aussi, nommé en 1971 secrétaire général académique à l'ISP Kananga, en 1972 administrateur du budget à l'UNAZA/Campus de Kinshasa, en 1975 secrétaire général administratif à l'UNAZA/Campus de Kisangani, en 1976 secrétaire général administratif de l'ISC à Kinshasa.

sine die et, puis, ce choix par le staff dirigeant du Parti-État, le Mouvement populaire de la Révolution (MPR), comme région-test pour la restructuration administrative ou simplement le découpage administratif. Est-ce dire qu'il s'agit là des signes qui suggèrent que le Kivu devenait une entité particulière au sein de la nation congolaise ? Ce qui allait devenir évident au fil des années suivantes, c'est que cela constituait une date charnière dans l'histoire du Kivu et celle de ses relations avec la capitale Kinshasa.

Il est vrai que ce démembrement de la province du Kivu n'était pas une expérience tout à fait nouvelle puisqu'elle avait déjà été menée entre 1963 et 1966. Toutefois, il y a lieu de signaler que le chantier du démembrement du Kivu qui aboutit en 1988 avait été préparé, ouvert et achevé sous l'administration des gouverneurs Charles Mwando Nsimba (1980-1986) et Kilolo Musamba Lubemba (1986-1988). Mais le Kivu avait échappé à Mobutu depuis les années 1980 même si, selon Jean-Claude Willame, il était toujours le seul manœuvrier[25]. Au cours de la décennie 1980, le gouverneur du Kivu (1980-1986) Charles Mwando Nsimba (originaire du Shaba comme Mulenda Shamwange Mutebi de 1978 à 1980 et Kilolo Musamba Lubamba de 1986 à 1988 qui, respectivement, l'ont précédé et succédé) avait un pouvoir de fait depuis qu'il avait réussi à rallier les derniers rebelles de Fizi au camp de Mobutu (cf. *infra*). Il a dirigé cette province au moment où l'ACOGENOKI (Association coopérative des groupements d'éleveurs au Nord-Kivu) renforçait son emprise sur le Nord-Kivu et le territoire de Kalehe au Sud-Kivu et où la région de l'Est de la RDC était prise dans le tourbillon des rébellions de la NRA (National Resistance Army) et de la SPLA (Sudanese People's Liberation Army) déclenchées par Yoweri Museveni et John Garang entre 1981 et 1983, deux *leaders* qui ont trouvé au Kivu un terrain à leurs actions. Mais Mwando aurait joué un rôle dans le mouvement de vente des terres dans toute la zone ACOGENOKI, une réalité que les turbulences qui ont suivi le retour au multipartisme au lendemain du 20 avril 1990 ont exacerbée.

Le projet de la division du Kivu de 1988 aurait bénéficié de l'influence de Léon Kengo, Alphonse-Roger Kithima et Cyprien Rwakabuba Shinga. Pour les enjeux liés à ce découpage, l'antenne de la mutuelle Umoja à Goma avait écrit à son président Munyamakuba Mugusha[26] à Kinshasa dans sa lettre du 9 janvier 1988 :

> « Voici les renseignements précis au sujet de la création d'une zone à créer dans le cadre du découpage du Nord-Kivu. Si Kalehe ou une partie de cette zone est rattachée au Nord-Kivu, il faudra alors envisager, lutter et obtenir deux zones tutsi, l'une dont les parties composantes sont actuellement peu ou pas occupées, et l'autre que nous connaissons déjà assez bien. Première proposition pour la zone I. Cette zone doit être constituée des parties arrachées aux zones suivantes : (1) la zone de Rutshuru (la partie nord-ouest de Mweso et de la Bulindi) ; (2) la zone de Masisi (la partie nord de sorte à englober Bibwe, Mokoto) : la zone de Walikale (Ihula et Pinga) ; la zone de Lubero (la partie de Kanyabayonga et de Kayina). Deuxième proposition pour la zone II. Cette zone devrait comprendre les parties arrachées à la zone de Kalehe, à celle de Masisi (partie sud et l'Ufamando et celle de Walikale). Cette partie occupée aujourd'hui par une population hétéroclite et disséminée issue de Batembo, Bahunde, Banyanga, Bahavu et quelques Hutu est intéressante. Elle est, comme la première, composée de plateaux et de montagnes à haute altitude et au climat favorable à l'élevage » (Rapport n° 2/Jan/88, page 1).

Les premiers gouverneurs de ces trois nouvelles provinces ainsi créées en juin 1988 furent Désiré Konde Vila Kikanda pour le Nord-Kivu, Ndala Kasala pour le Sud-Kivu et Tshala Mwana pour le Maniema. En prenant la parole lors de sa présentation officielle comme gouverneur de la province du Sud-Kivu à Bukavu le 25 août 1988, Ndala Kasala, se présentait comme « gouverneur de développement » ; à ce sujet, il ajoutait : « c'est en fait la recherche permanente des voies et moyens de faire sortir le développement national qui a amené le Congrès et le président fondateur du MPR à amorcer un découpage territorial test par le Kivu[27] ». Contrairement à ce discours officiel, rien de positif ne semble avoir suivi ni dans les régions relativement nanties du Nord-Kivu et du Sud-Kivu, ni encore moins dans la « province pauvre du Maniema ». En effet, des échos qui provenaient régulièrement de Goma, Bukavu et Kindu, les

25. Willame 1992 : 2, 4.

26. Il avait remplacé Sekimonyo wa Magango à l'Assemblée nationale, celui-ci ayant été nommé président de l'assemblée régionale du Kivu.

27. « Découpage du Kivu ». *Jua Hebdo*, 26 août 1998, p. 2.

chefs-lieux des trois nouvelles provinces ne s'amélioraient pas ; bien au contraire. Des plaintes faites au fil des jours rapportées par la presse écrite locale (*L'hebdo Jua*, *Le Souverain*, *Clef*, *Trou de serrure*, *Le Cedac*, *Les Coulisses*…) et kinoise (*Graben*, *Umoja*, *La Référence Plus*, *Le Potentiel*, *La Conscience*, *Le Soft*…) concernaient l'élargissement du fossé entre « Kinshasa-la-débrouille[28] » et ce triplet des capitales provinciales du Kivu[29]. Aussi, il y a les autorités dont l'attention et l'intérêt ne se sont pas étendus au-delà des capitales provinciales[30] ou carrément l'absence de l'autorité provinciale au moment et là où celle-ci était requise[31], la recrudescence de la violence, la généralisation de l'insécurité et l'aggravation de la misère[32]. Ainsi, progressivement, Bukavu devint le nid non seulement de l'anti-mobutisme[33], mais aussi de la résistance contre l'occupation rwandaise[34], alors que Goma a été soumise à la domination totale de la rébellion du Rassemblement congolais pour la Démocratie (RCD)[35]. Quant au Maniema, il est tombé dans l'« abandon total[36] » avant d'être intégré dans un nouvel espace politique et économique créé par le RCD et contrôlé de plus en plus par le Rwanda[37].

Kinshasa-la-capitale et Kivu-la-province, étaient devenus « deux types de lieux dans un système spatial[38] ». En d'autres termes, ils représentent respectivement l'espace central et le siège de décision et de contrôle du pouvoir ou le « point d'encadrement politique et de gestion territoriale », et l'espace périphérique ou le lieu d'exécution qui subit plus qu'il ne bénéficie[39]. Consécutivement à la collision d'intérêts objectifs et évidents, les relations entre les deux pôles sont examinées en termes de conflit[40]. Ces relations sont décrites comme pacifiques ou moins conflictuelles quand le Gouvernement central essaie d'interférer le moins possible dans les affaires des gouvernements locaux ; pour cela, il doit instaurer « un cadre juridique très clair délimitant les rôles des niveaux local et central de l'État et institutionnalisant le principe de subsidiarité où la prestation effective des services est déléguée au niveau local et exécutée par les collectivités locales et où les fonctionnaires

28. Référence au texte de S. Eyenga, « Kin-la-débrouille tourne le dos à la politique », *Hebdo Jua*, 9 décembre 1995, p. 2.
29. Cf. « Lettre ouverte à M. le Premier ministre [Lunda Bululu] », *La Conscience*, n° 13 du 24 septembre 1990, p. 11 ; S. Eyenga, « Me Lwango… », *Hebdo Jua*, 24 juin 1995, p. 9 ; « Sud-Kivu : le gouverneur Kyembwa dans la tourmente », *Hebdo Jua*, 11 février 1995, p. 9 ; B.M.G. Lukeka, « Nord-Kivu : bras de fer entre le CRONGD et l'autorité régionale », *Hebdo Jua*, 18 janvier 1995, p. 6 ; S. Eyenga, « En marge de l'arrivée du Premier ministre Kengo au Sud-Kivu. GEAD/CEDD : Les gouverneurs de région n'ont de comptes à rendre à personne (ni au Gouvernement ni à la population) », *Hebdo Jua*, 24 juin 1995, p. 9 ; M.T.R.Kahindo, « M. Roger Rachid à Jua : l'autorité régionale du Nord-Kivu est dépassée », *Hebdo Jua*, 7 mars 1995, p. 6.
30. Cf. « Goma : la société civile déplore l'absence de toute autorité », *Hebdo Jua*, 22 juin 1996.
31. Cf. S.M.A.Butumbi, « *Neno la wasomaji. Barua wazi kwa bwana liwali wa jimbo la Kivu ya kusini* », *Hebdo Jua*, 5 avril 1995, p. 7.
32. Cf. D.M. Bulambo, « La Sominki perpétue l'exploitation de l'homme zaïrois », *Le Soft de Finance*, n° 47, 2 décembre 1991, p. 1 ; K. Konji, « Le front social est une bombe à retardement », *Le Soft de Finance,* n° 64, 20 avril 1992, p. 3.
33. Cf. R. Mweze, « Qui domptera Bukavu, domptera le Congo », *Le Souverain*, n° 39, juillet 2003, p. 3.
34. Cf. D. Malekera, « Sud-Kivu : la résistance populaire contre l'invasion tutsi », *Hebdo Jua*, 1er octobre 1996, p. 2 ; Lubala 2000 : 189-223 ; « BOR, Bukavu est tombé, mais les Bukaviens sont debout ! », *Bukavu*, 4 juin 2004. Ce qui fait dire à certaines personnes que Bukavu est devenue le symbole d'une ville-rebelle.
35. Cf. « Après Bukavu libérer Goma du RCD », *L'Avenir*, 9 juin 2004.
36. Cf. M. Kassa, « Maniema : détournements au cabinet du gouverneur de région et à l'hôtel de ville », *Hebdo Jua*, 30 août 1994, p. 6 ; « En séjour au Maniema, Kengo dénonce le détournement de 50 000 $ à la voirie de Kindu », *Hebdo Jua*, 24 juin 1995, p. 8 ; « Le Maniema est mal parti en 1995 », *Hebdo Jua,* 7 mars 1995, p. 6 ; « Le Maniema en abandon total », *Hebdo Jua*, 24 août 1996, p. 5. En quelques mots, « l'érection du Maniema en région-test issue du découpage territorial a même accentué la pauvreté de ce bled qui est considéré comme celui des omnivores », conclut C. Katchelewa, « Campagne électorale au Maniema », *Hebdo Jua*, 28 novembre 1995, p. 8.
37. Kabanga 2004 : 47-56.
38. Sans devoir approfondir la question, ici, retenons le sens que donne Alain Reyaud au couple centre-périphérie, à savoir « un modèle explicatif d'une relation hiérarchique entre deux espaces, fondé sur des interactions dissymétriques, utilisé pour décrire un système spatial fondé sur la relation inégale entre deux types de lieux : ceux qui dominent ce système et en bénéficient, les centres, et ceux qui le subissent, en position périphérique » (Reyaud 2005).
39. Bailly *et al.* 1991 : 497-513.
40. Cf. J. Radvanyi, « La Russie face à ses régions », *Problèmes politiques et sociaux*, n° 742, 1994, pp. 1-60.

sont responsables devant le autorités locales[41] ». Dans ce champ institutionnel, le contenu et la forme de la collaboration sur l'un ou l'autre point sont renégociés chaque fois que c'est nécessaire. On est loin d'en être là pour la RDC. Le conflit entre Kinshasa et le Kivu a toujours été réel ; mais, son extériorisation n'a jamais été proportionnelle à sa nature, tout au moins jusqu'en 1996. Léon de Saint Moulin a examiné la dualité entre la capitale et les provinces dans l'une de ses études, à savoir « la place de Kinshasa dans l'évolution nationale[42] ». Mais il s'est limité à l'aspect économique, social et culturel qui résultait de l'interaction entre la capitale (alors prospère) et les régions (provinces). Il concluait que « la croissance extraordinaire de Kinshasa est peut-être la chance du Congo, en y rendant possible l'organisation du développement accéléré » (de Saint Moulin 1971 : 382). Il soulignait par là l'influence déterminante de la capitale sur l'évolution interne aux différentes régions du pays. Plusieurs années après, on observe que la politique nationale appliquée dans le cadre d'une décentralisation mal inspirée et le contexte général de profondes mutations aura fini par fragiliser davantage les relations entre Kinshasa et le Kivu au lieu de les consolider.

Plusieurs raisons furent données pour justifier la réforme administrative en 1988. Officiellement, le choix du Kivu comme cas-test du découpage ou de la restructuration territoriale s'expliquait avant tout par le fait que, « à part Kindu, Bukavu et Goma disposent déjà des infrastructures appropriées pour servir de siège aux institutions régionales[43] ». Le Maniema avait un aéroport, des industries et un passé. Il était de même pour le Sud-Kivu qui avait un aéroport national (Kavumu), le Nord-Kivu un aéroport international et Masisi, alors l'eldorado congolais qui fournissait la viande à Kinshasa et d'autres provinces du pays. La densité de la population (un million de personnes au Maniema, trois millions pour le Sud-Kivu de même que pour le Nord-Kivu) et le dynamisme local ont été aussi pris en compte par Mobutu[44]. Ensuite, il s'agissait de faire de la décentralisation un facteur de développement. Enfin, celle-ci devait entraîner le renouvellement de l'équipe dirigeante. Ce point de vue, qui émane du père Léon de Saint Moulin, l'un des experts de la sous-commission spéciale du Comité central du MPR chargée du découpage territorial, est présenté comme la condition sine qua non du succès : « Pour qu'une réorganisation territoriale porte les fruits attendus, elle exige la mise en place d'hommes nouveaux, qui conçoivent leur rôle comme celui d'agents de développement et de bons gestionnaires administratifs[45] ». Ce qui ne fut pas le cas sous la réponse trouvée à une crise morale, économique et sociale fustigée par le président zaïrois à Kinkole le 2 novembre 1986 et dont le thème ou le slogan était « Désormais plus rien comme avant ». Était-ce une mascarade étant donné que, en 1977, le même chef avait prétendu, après avoir énuméré une liste de dix fléaux qui avaient marqué les douze premières années de son règne, qu'il allait changer ?

La première raison de la division du Kivu en trois provinces séparées demeurait encore l'affirmation de « la primauté du parti État dans « l'organisation et la gestion des provinces jusqu'aux élections prévues pour mars 1989, d'où émaneront les nouvelles assemblées régionales[46] ». Ces élections n'ont jamais eu lieu. Ce qui veut dire que le système MPR est resté fonctionnel jusqu'à la guerre qui chassa Mobutu et passa le relais au système AFDL qui s'est effondré et conduisit à la partition de fait du pays. Ainsi Kinshasa a fini par être coupé du Kivu (cf. *infra*). La seconde raison est que cette décision du découpage intervenait quelque temps après l'annulation des élections locales et législatives qui, pourtant, étaient organi-

41. Cf. Réforme du secteur public et renforcement des capacités. Synthèse du rapport des spécialistes de la Banque mondiale intitulé « La décentralisation en Afrique : une étude bilan (résultat d'une enquête effectuée en 2002) », Washington, D.C. : Findings, août 2003, p. 2.

42. Cf. *Congo-Afrique*, n° 57, août-septembre 1971, pp. 367-382.

43. Cf. R. Beeckmans, « Afrique-Actualités. Mai-juin-juillet 1988 », *Zaïre-Afrique*, n° 227, septembre 1988, p. 442.

44. Cette décision n'a pas eu que des adeptes, notamment ceux qui voyaient le nombre de services et donc d'emplois tripler et les frais de transport et de séjour se réduire avec la diminution de la distance à parcourir pour rejoindre le chef-lieu de la province. Il y a des gens qui, même au Kivu, la critiquaient. C'est, par exemple, le cas de Jean-Marie Kititwa pour qui « le découpage a été une décision arbitraire pour affaiblir cette région pilote ». Lire L.M. Belinda, « À propos de l'interview de Kititwa : une réaction de l'Entraide de Tous Travaux à Goma », *Hebdo Jua*, n° 409, 26 janvier au 2 février 1991, p. 19. D'autres se demandaient pourquoi le choix du découpage n'avait pas porté sur une province plus grande comme la Province-Orientale, le Katanga ou l'Équateur.

45. Cité dans « Vers une restructuration territoriale ? », *Zaïre-Afrique*, n° 224, avril 1988, p. 196.

46. « Découpage du Kivu », *Jua Hebdo*, 26 août 1988, p. 2.

sées dans les huit autres provinces ; ce qui faisait de cette partie du pays un cas spécial et constituait de nouveaux ingrédients aux conséquences insoupçonnées au départ.

Bosco Muchukiwa trouve dans le découpage du Kivu en 1988 une recomposition territoriale qui mettrait fin à l'ordre hérité de la colonisation ; ce qui n'est pas totalement exact. Mais le régime de Mobutu très affaibli ne cherchait, en fait, que des astuces pour essayer de garder encore le pouvoir. Lorsque l'autorité de l'État est affaiblie en raison de pressions internes ou externes, les ethnies et leurs acteurs politiques s'emploient à décomposer et à recomposer le territoire étatique. Dès lors, pour se maintenir, l'État procède à des remodelages afin de contenir les velléités territoriales. Au Congo postcolonial, le projet de loi qui avait abouti en 1964, sous la dénomination de « Constitution de Luluabourg », à la création de 21 provinces, ou encore cette autre loi (la Constitution de 2006) qui aboutit dans le cadre de la Transition « 1 + 4 » à la création des 26 provinces peuvent se comprendre dans ce sens. À chaque fois, il est dit qu'on vise à renforcer l'État, mais tout en satisfaisant les territoires ethniques. En fait, le territoire étatique congolais subit des recompositions à tous les niveaux ; celles-ci, accélérées pendant certaines périodes comme au courant de la seconde moitié des années 1970 et la fin des années 1980, sont généralement conçues et imposées par le pouvoir politique aux administrés, provoquées par des acteurs qui veulent garder le contrôle des ressources et préserver leur autorité. Dans tous les cas de figure, la construction territoriale au Congo demeure inachevée et, à plus d'un égard, désordonnée.

Dès le début de la transition ouverte en 1990, Mobutu abandonnait le principe « jacobin » en vigueur sous la Deuxième République, en vertu duquel les gouverneurs (équivalents des préfets), étant des représentants du pouvoir central, devaient être étrangers à leur lieu d'affectation. Il revint à la formule dite de la « territoriale des originaires » où les promus gouverneurs ou administrateurs territoriaux étaient des originaires de la province à laquelle ils étaient affectés.

Un nouveau projet va être élaboré en 1995 dans le cadre de l'Acte constitutionnel de la Transition : loi n° 95 du 20 décembre 1995[47]. La nouveauté de cette loi par rapport à celle de 1982 est que le « Protocole d'accord » entre les composantes politiques sous la transition prévoyait la restructuration de la territoriale pour l'adapter aux nouveaux textes légaux et la mise en place, au niveau de chaque entité administrative décentralisée, d'un Conseil et d'un Collège exécutif dont les membres sont désignés de manière paritaire par les deux familles politiques (mouvance présidentielle et opposition politique), en tenant compte de la représentation des forces politiques et sociales en présence (*Journal officiel* 1996 : 9).

Le découpage territorial du « Grand Kivu » n'avait été accompagné ni par aucune réforme des structures et fonctions de nouveaux gouvernements provinciaux ni par des mesures destinées à améliorer les systèmes opérationnels et procédures managériales (représentativité, responsabilité, autonomie financière, etc.). Il s'agit d'une entorse qui affecta négativement les actions des gouvernements qui furent établis. Au lieu d'être « *the vital sectors in the devolved and decentralised implementation of development and service-related activities and arenas for autonomous local actions*[48] », ces derniers restèrent inefficaces comme celui qui les avait précédés. Tout en évoluant différemment, les nouveaux gouvernements provinciaux devinrent des arènes de compétition ethnique et politicienne et, partant, des sources d'instabilité permanente. D'abord, les gouverneurs de la période 1988-1991 sont des non-originaires alors que ceux qui suivirent jusqu'aujourd'hui sont des natifs des trois provinces issues du découpage. Sous les périodes du MPR, de l'AFDL ou du RCD, à l'exception donc de la période 1991-1997 marquée par la « transition », tous appartiennent au type de « partis uniques » ci-dessus. Les premiers gouverneurs de l'AFDL furent élus sous un mode de scrutin populaire dans les stades certes, mais ils fonctionnèrent sous les ordres du nouveau pouvoir pas démocratique, sans donc devoir rendre compte qu'à ceux qui les avaient désignés. De 1997 à 1999, il y avait un vice-gouverneur tantôt faible par rapport au gouverneur (cas de Tussi Balume vis-à-vis de Kanyamuhanga Gafundi), tantôt plus fort que le gouverneur lui-même (cas de Serukiza Nkundabantu vis-à-vis de Bishikwabo Chubaka, Magabe Mwene N'na Kihumba et Basengezi Kantintima) ; depuis 1999, deux vice-gouverneurs ont été nommés, l'un étant chargé des finances et l'autre de l'administration. L'accord global et inclusif (Prétoria, 17 décembre 2002) n'a pas modifié cette donnée.

47. *Journal officiel*, n° 1, 1er janvier 1996, pp. 8-93.

48. Slater 1997 : 255.

L'ethnisme est revenu en force après 1991 ; les organisations politiques, groupes armés, mutuelles et organisations non gouvernementales de développement (ONGD) qui ont dominé le paysage politique étaient essentiellement ethniques et, souvent, exclusifs ; toutes les agitations politiques qui ont caractérisé le Kivu depuis 1991 (ouverture de la CNS) et les actions du Regroupement de l'Opposition parlementaire de l'Est du Congo (ROPE) en portaient profondément la marque[49]. Le contrôle des provinces par les natifs s'est traduit, dans le discours politique, par un nouveau vocable, la « géopolitique », qui n'a rien à faire avec le fédéralisme qu'on évoque souvent. Mais l'emprise du RCD et la stabilité des autorités à Goma [deux gouverneurs, Léonard Kanyamuhanga de novembre 1996-juillet 2000 et, puis Eugène Serufuri de juillet 2000 au 16 mai 2004) contrastent avec la fronde populaire et leur instabilité à Bukavu (6 gouverneurs[50]) au cours de la troisième période de 1998 à 2003. C'est au cours de la même période que le Nord-Kivu a été scindé en deux parties ou zones de contrôle rwandais et ougandais et qu'eut lieu le dédoublement du gouvernorat (1999), l'un à Goma et l'autre à Beni ; la situation n'a changé qu'à la suite de la signature de l'accord de Sun-City (Afrique du Sud) en avril 2002 dont le RCD/ML profita pour se rapprocher de Kinshasa sans, toutefois, rompre totalement d'avec Kampala[51]. D'après Stanislas Bucyalimwe, le choix de Beni comme siège d'un gouvernorat par Mbusa Nyamwisi et le général ougandais James Kazini relève de deux réalités politiques, la rivalité Nande-Hema à Bunia (Ituri)[52] et Nande-Hutu/Tutsi à Goma d'une part, la rivalité intra-Nande ou entre Beni et Butembo d'autre part. En dehors d'antécédents historiques, cette dernière rivalité s'est concrétisée par l'affrontement entre le front de Mbusa Nyamwisi (un Nande de Beni, proche des Bakondjo de l'Ouganda et allié de Kampala) et le front de Esdras Kambale Bahekwa (un Nande de Lubero, allié au RCD-Goma). En fin de compte, observe-t-il, l'occupation de l'Est de la RDC par le Rwanda et l'Ouganda et la division de la province du Nord-Kivu et celle de la Province-Orientale se sont faites en faveur des Shi. La nomination du Mushi Faustin Birindwa à la tête du Gouvernement national (2 avril 1993-6 juillet 1994) a divisé tant son parti l'UDPS[53] que la société civile du Sud-Kivu à Kinshasa et au Kivu même, au grand dam de Mobutu[54]. Birindwa ne cessait de se vanter à la télévision nationale qu'étant originaire du Kivu, il comprenait les enjeux de la guerre de Masisi et que, en conséquence, il allait y mettre un terme. L'évolution des événements a contredit cette rhétorique et prouvé que, s'il n'était pas complice, il ignorait justement ces enjeux. D'ailleurs, c'est *in extremis* qu'il a échappé à la mort à son hôtel de Riviera lorsque Bukavu est tombée entre les mains de l'AFDL le 29 octobre 1996[55].

Stanislas Bucyalimwe Mararo identifie les gouvernements de Birindwa et de Kengo III comme étant les derniers maillons d'un processus dont le

49. Cf. « Sud-Kivu : qui attise le feu du tribalisme ? », *Hebdo Jua*, 9 décembre 1995, p. 4 ; S. Eyenga, « Le dossier rouge de Masisi », *Hebdo Jua*, 28 février 1996, p. 13 ; « Tueries à Goma, Masisi et Rutshuru. L'armée face à la barbarie des Ngilima », *Hebdo Jua*, 8 juin 1996, pp. 5-7.

50. Anatole Bishikwabo, Charles Magabe, Basengezi Katintima, Patient Mwendanga, Chiribanya Chirimwami et Manzambi (intérimaire éphémère) : 4 Shi, 1 Havu et1 Lega.

51. Dans la Province-Orientale, il y a eu aussi, dans la même période, deux gouverneurs, l'un à Kisangani désigné par le RCD-Goma ou, mieux, Kigali, l'autre à Bunia et nommé par le général ougandais James Kazini. La succession de quatre gouverneurs nande à Beni entre septembre 1999 et mai 2003 (Kayisavera, Mbake, Nyonyi Bwanakahwa, Sikuli, Uvasaka Makala et Éric Kamavu) est aussi l'illustration de l'instabilité que connaît également cette ville et des enjeux conflictuels qui y déterminent l'évolution des événements sanglants.

52. C'est à la fin de 1999 que le gouvernorat de Bunia détaché de Kisangani et dirigé par les Hema fut formé ; voir « ICG, Congo Crisis: Military Intervention in Ituri », *Africa Report* n° 64, 13 juin 2003, p. 4.

53. Le Comité fédéral provincial de l'UDPS se scinda en deux comités provinciaux dirigés par Magabe et Karhewa. Cf. *Hebdo Jua* du 6 octobre 1993.

54. Le gouvernement Birindwa qui paraissait assez faible a d'abord couvert et puis mal géré la guerre de Masisi. Concrètement, il a procédé à la militarisation du Nord-Kivu dans le cadre d'une campagne de pacification imposée d'en haut et créé du coup un deuxième foyer militaire (Masisi). le Premier ministre Birindwa et son ministre de l'Administration du territoire Bernard Kasusula Djuma Lokali (un Mongelema de Bafwesende dans la Province-Orientale), avaient mis en place l'administration du gouverneur Christophe Moto Mupenda au Nord-Kivu.

55. L'ancien Premier ministre a dû marcher à pied de Bukavu jusqu'à Shabunda où l'avion petit porteur de son fils est venu le récupérer. Il ne connaissait pas les enjeux de la crise du Kivu (dont la guerre de Masisi était le déclic) pour se trouver là-bas à ce moment. À moins qu'il n'ait voulu jouer à l'héroïsme suicidaire !

dénouement était un mystère pour beaucoup d'acteurs qui dominaient l'échiquier politique du pays. L'une des retombées de ce processus est ce qu'Olivier Bain appelle le développement des « replis régionaux[56] ». De là, il conclut : « En avril 1994, le Zaïre a entamé sa quatrième année de crise manifeste sans que l'on puisse percevoir des signes avant-coureurs de recomposition. Ainsi, pouvait-on se demander si le pays n'était pas entré dans une phase d'éclatement durable. Sur le plan institutionnel, trois exécutifs ont continué de se disputer le pouvoir » (Bain 2002 : 15). Car « la transition fut caractérisée par le bras de fer entre Mobutu et ses anciens courtisans et hommes de main qui s'étaient dotés, d'un coup, de l'habit de la virginité politique et convertis au principe de la démocratie sans être plus responsables que Mobutu qu'ils combattaient. Avec la marginalisation de la présidence et de Mobutu par la CNS et le dédoublement des institutions (Gouvernement et Parlement) du temps de Birindwa et de Kengo III, le pouvoir à Kinshasa était pratiquement dans la rue » (Bucyalimwe Mararo 2005 : 177).



À Uvira, le monument du MPR, vestige de l'ère Mobutu. (Photo Théodore Assumani, 2022.)

8. DU GROUPEMENT BIJOMBO AU TERRITOIRE DE MINEMBWE : NOUVEAU PALIER DANS UN CONTEXTE POLITIQUE MOUVANT

Le groupement Bijombo avait été créé sous le régime Mobutu en 1979 et le territoire de Minembwe sous la rébellion du Rassemblement congolais pour la démocratie (RCD-Goma) deux décennies plus tard. Tous les deux s'inscrivent dans le même registre, ils visent le même objectif de donner une « identité territoriale » aux Banyarwanda. Le territoire de Minembwe fut créé dans un contexte de guerre. Chez les Banyarwanda, il y eut à ce sujet une alliance très marquée entre ses élites intellectuelle, militaire et politique.

Pour les Banyarwanda du Sud-Kivu, la création du territoire de Minembwe répondait à un double but : premièrement, finaliser le projet de l'époque coloniale concernant l'existence de la chefferie Kaï1a, qui avait été dissoute et annexée à celle des Barundi

56. Bain 2002 : 14.



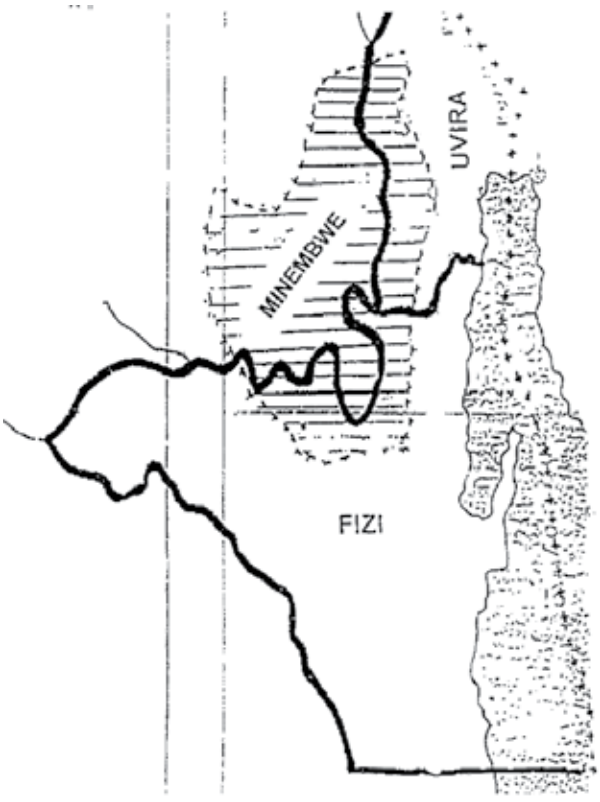
La ville d'Uvira en 2020. Historiquement, le centre d'Uvira est un ancien centre extracoutumier (CEC) créé par l'Administration coloniale. Depuis la décolonisation, ses limites n'avaient pas été actualisées en tenant compte de son expansion géographique et démographique, afin d'éviter les conflits de compétence avec la chefferie Bavira et divers groupements de celle-ci. Cela finit par arriver, le CEC d'Uvira institué en cité s'étendit de Kalundu à Kavimvira, passant d'un rayon d'extension de 5 km prévu initialement par les instructions du ministère à l'Administration du territoire à 10 km. Ainsi la cité d'Uvira concentra les principaux marchés de la chefferie Bavira, et provoqua dès lors des conflits. Edmond Lwegeleza III Lenghe, chef de la chefferie Bavira, avait écrit : « La chefferie des Bavira vit dans une très forte asphyxie financière, tous les marchés et centres de négoce d'Uvira ayant été cédés par le territoire à la cité qui pourtant n'est pas une entité décentralisée » (Lettre n° 50 72/132/108/F. 33/CH BAV/98, Kabindula, le 12 mai 1988 dont l'objet est la proposition partage des marchés de la cité d'Uvira en faveur de la chefferie des Bavira). (Photo Jules Bahati, 2020.)

à l'époque coloniale. Deuxièmement, la reconnaissance du territoire de Minembwe à titre de territoire ethnique tairait les contestations au sujet de leur nationalité. Bref, justifier des fondements juridiques que préconise l'établissement d'une chefferie au Congo avant la conférence de Berlin et l'apport d'un territoire ethnique à la formation de l'État congolais.

C'est à Bukavu que quinze Banyarwanda (Banyamulenge) avaient élaboré et signé, le 23 juillet 1999, le projet de demande de création d'un territoire dans les Hauts-Plateaux du Sud-Kivu. Il s'agit de Muhamiriza Ntayoberwa de la localité Kamombo, de Dugu wa Mulenge de la localité Kabara, de Rwatangabo Eraste et de Muhire Meshake de la localité Tulambo, de Gatimbirizo venant de la localité Kahololo, de Ruberangabo Enock de la localité Rurambo, de Munyakazi Matthieu et Nyakagobo Jean de la localité Katanga Bijombo, de Kamazi Muhasha et Serugaba Karaha de la localité Milimba, de Kayira Tharcisse et de Sebikabu Jackson de la localité Minembwe, de Kizehe Karojo de la localité Bijombo, de Makimbi Bitana de la localité Bijojwe et de Mushonda Siméon de la localité Canzovu. Le projet se présente comme national : aménager un espace politique plus vaste pour libérer de l'influence coutumière et contrôler les flux économiques. L'importance du territoire est de plus en plus soulignée dans les déclarations des Banyamulenge depuis 1997. Mwamba Rugendusa, ancien conseiller politique du gouverneur Charles Magabe avait dit, au cours de l'entretien du 11 avril 2001, que lors d'une séance de réconciliation des groupes ethniques dans le territoire d'Uvira, Dugu wa Mulenge avait fondu lorsque les Babembe avaient affirmé qu'ils se battraient avec la dernière énergie pour récupérer leur territoire. Au cours d'une audience qui réunit à Bukavu Gaëtan Kakudji, Faustin Munene, Charles Magabe Mwene, Benjamin Serukiza, Thadée Mutware, Venant Gatimbirizo… ce dernier clama que les Banyamulenge n'étaient pas représentés, parce qu'ils n'avaient pas d'entité. C'est la raison pour laquelle ils demandaient une entité. Les Banyamulenge présents à cette audience avaient présenté à Gaëtan Kakudji, ministre de l'Intérieur de L.D. Kabila une carte qui découpait les territoires de Fizi, de Mwenga et d'Uvira. Ils avaient justifié leur demande par leur non-représentation dans l'Administration et par les problèmes administratifs que posait le territoire de Fizi plus vaste que le Rwanda. Kakudji leur avait répondu que ce n'était pas parce que Fizi était vaste qu'il fallait demander le morcellement. Sinon, on allait morceler tout le pays. C'est dans le cadre d'une politique nationale qu'on pouvait procéder à un morcellement. Ce dernier coûtait cher et exigeait des infrastructures. Ce n'est pas comme ça qu'il fallait morceler le pays. Le territoire restait un enjeu tant que le pouvoir reposait sur la conjonction d'un groupe et d'un territoire. C'est ce qui ressortait de la lettre du 3 mars 2004 que les Banyamulenge avaient envoyée à Azarias Ruberwa Manywa pour lui rappeler que son règne était inutile tant qu'il ne parviendrait pas à officialiser le territoire de Minembwe. Les tensions entre groupes ethniques avaient comme ressort le territoire. Elles transparaissaient dans le message de la société civile du Sud-Kivu du 29 décembre 2003 et dans celui de la mutualité Bondo du 8 avril 2004, où il était reproché à Azarias Ruberwa de chercher à créer une république de Minembwe.

Le projet demandait à Joseph Mudumbi, chef de département chargé de l'Administration du territoire au sein du Rassemblement congolais pour la démocratie (RCD), la création d'un territoire des Hauts-Plateaux. L'objectif étant de constituer un

Carte 1.1 : découpage des territoires de Fizi, Mwenga et Uvira pour créer le territoire de Minembwe



Source : Conseil pour la Paix et la Réconciliation (Copare), mai-juin 2001.

territoire propre aux Banyamulenge. Dans la composition de celui-ci, les signataires proposaient les localités suivantes : Kamombo, Kabara, Tulambo, Kahololo, Rurambo, Katanga, Bijombo, Milimba, Minembwe, Bijojwe et Chanzovu.

Les raisons qui appuyaient la demande d'une entité propre aux Banyarwanda du Sud-Kivu étaient : l'existence de structures d'organisation traditionnelle chez les Banyamulenge avant la colonisation, la discrimination coloniale, le non-respect de l'identité culturelle de chaque ethnie, la mauvaise gouvernance de la question ethnique par le régime Mobutu, le retard de développement socio-économique et surtout le manque d'encadrement politique et administratif. La conclusion du document explicitait les différents arguments évoqués ci-dessus et proposait de réhabiliter les Banyamulenge dans leurs droits, notamment le droit de participer à la gestion de la chose publique et le droit au territoire, aux terres, à l'identité culturelle et au développement. Le projet n'était pas nouveau, car l'idée de territoire propre pour garantir la sécurité de Banyamulenge avait été exprimée à la conférence de Genève en février 1997 (Willame 1997 : 136).

Le projet présentait une carte dessinée du nouveau territoire[57]. L'arrêté départemental du 9 septembre 1999 créant le territoire de Minembwe à titre provisoire n'évoqua pas les motifs qui poussaient les autorités du RCD à rejeter l'appellation « territoire des Hauts-Plateaux », dont le chef-lieu serait Minembwe, et à remplacer la collectivité de Milimba par celle de Kamombo. Dans le préambule dudit arrêté (RDC, RCD 1999), il est fait mention des raisons politiques, notamment les dispositions constitutionnelles applicables sur le « territoire libéré » et de la volonté de l'organiser administrativement en vue de rapprocher les gouvernants de la base. Les cinq collectivités constitutives du nouveau territoire sont Bijombo (chef-lieu Canzovu), Mulenge (Kahololo-Marungu), Itombwe (Tulambo), Minembwe (Kabingo) et Kamombo (Kavumu).

La création du territoire de Minembwe eut comme effet le déplacement des limites de chefferies héritées de la colonisation, mais n'aboutit pas à la disparition du pouvoir coutumier. Par contre, souligne Bosco Muchukiwa, elle contribue à son renforcement et à l'enfermement des groupes ethniques irrédentistes dans les entités nouvellement créées. Certes, le territoire comme le pouvoir coutumier sont menacés de l'intérieur et de l'extérieur, mais ils se maintiennent malgré les agressions en raison d'un lien administratif qui est difficilement altéré par les groupes ethniques en conflit (Muchukiwa 2006 : 178).

L'espace attribué au nouveau territoire de Minembwe amputait la chefferie Bavira de 1000 km² s'étendant sur le haut plateau d'Itombwe, la chefferie Bafuliru ainsi que les territoires de Fizi et de Mwenga. Les Bembe perdaient le groupement Basimukindji II et les localités Bichombo, Rwitsankuku, Bilalombili, Kawera, Lugabano et Kalingi llundu. Les Fuliru perdaient les localités Mulenge, Kahololo, Rurambo, Bulaga, Mashuba, Muhanga et Katobo. Le territoire de Mwenga se vit amputer du secteur Itombwe. Les Vira perdaient tout le Bijombo, c'est-à-dire les Hauts-Plateaux, ne restant qu'avec la bande comprise entre le moyen plateau et la cité d'Uvira (Mushama Ngirima 2001). Concrètement, les Hauts-Plateaux que se partageaient les territoires étatiques de Fizi, Mwenga et Uvira étaient constitués en territoire de Minembwe.

Avec la constitution de ce nouveau territoire pour les Banyarwanda, les entités existantes se retrouvaient devant une situation de morcellement de leurs espaces territoriaux, la perte de sites miniers, de terres arables, de pâturages pour les bovins et de la réserve naturelle d'Itombwe. Le territoire de Minembwe, estimé à 15 870 km², était occupé, en 1999, par 300 000 habitants, parmi lesquels on trouvait les Nyindu, les Fuliru, les Vira, les Bembe, les Lega et les Shi. Espace riche en or, en argent, en cassitérite, en bois (libenge, libuyu et linchenche) et favorable à l'agriculture de type tempéré, il avait 64 écoles primaires, 32 écoles secondaires et 44 paroisses.

Les contestations exprimées déjà avec la création du groupement Bijombo en 1979 allaient s'accentuer au moment de l'annonce de la création du territoire de Minembwe. Les Banyarwanda se démenaient pour se donner un support territorial physique sur lequel leur identité ethnique devait se fonder. Mais le recours à la violence n'offrirait pas de garantie à une autonomisation tant que les autres ethnies voisines constitueraient, elles aussi, des milices armées pour assurer le contrôle de l'espace étatique dans lequel elles avaient des avantages à protéger.

Cette restructuration administrative opérée par le RCD provoqua des revendications de nouveaux statuts pour des entités existantes et des conflits des limites entre groupements ou collectivités

57. Carte reprise par Muchukiwa 2006 : 136.

nouvellement créées. Bosco Muchukiwa relate des cas observés.

> « Un premier cas, c'est le conflit de territoire entre collectivités de Minembwe et d'Itombwe : chacune cherchant à agrandir sa zone d'influence, voulait occuper les monts Lugabano, Bilalombili et Rwitsankuku. Pour apaiser les tensions entre ces deux collectivités, l'administrateur du territoire décida que le territoire en conflit serait une zone neutre comme à l'époque des conflits entre grandes puissances au sujet des colonies. L'administrateur du territoire de Minembwe fut chargé de la gestion de cette zone neutre en attendant le règlement définitif du litige. Les différentes lettres qui ont été adressées au gouverneur de province dont les copies sont conservées à la division provinciale de l'Intérieur renseignent sur la nature des revendications des chefs des localités et sur les conflits entre groupements. Les conflits portent sur les limites en général. Par exemple, les chefs de groupements de Karaha et de Ruvugwa se sont disputé le contrôle de la localité de Kinyukwe dans la collectivité de Minembwe. La manière dont ce conflit a été géré montre que les limites proposées par la commission d'enquête n'ont pas été acceptées, à tel point que l'administrateur résolut de confier la gestion de la localité de Kinyukwe à la collectivité de Minembwe pour calmer les rivalités.
> Un deuxième cas est présenté pour illustrer ce constat. Les limites entre le groupement Mutunganyi I et les groupements voisins qui ont été fixées par les commissions d'enquête n'ont pas été acceptées par les chefs de groupements (Amani Mutuganyi, chef de groupement Mutuganyi 2001 ; Ruhanduka Jondwe Jonas, AT de Minembwe 2001). Chacun refusait de perdre ce qu'il considère comme sa zone d'influence. Les raisons de ce blocage, ce sont l'impréparation qui a entouré la délimitation et le système de parentèle existant chez les Banyamulenge. Les chefs de localités n'ont pas été consultés à l'avance pour délimiter les groupements. Les délimitations ont été imposées par le haut à partir d'un arrêté pour répondre à des logiques claniques. Les cartes n'ont pas été établies pour limiter l'arbitraire. Les croquis proposés ne rencontrent pas l'assentiment des chefs de famille. En ce qui concerne le changement de statut juridique des localités en groupement, le gouverneur de province voulait remettre en cause l'ordre établi par le RCD quitte à entrer en conflit avec ses chefs hiérarchiques. Les chefs de localités de Bakura, Ibumba, Bibogobogo, Budulege, Kakenge, etc. avaient avancé bon nombre de raisons pour persuader l'autorité provinciale à savoir : l'ancienneté des entités, l'existence d'un pouvoir coutumier, les critères de viabilité économique et démographique, le nombre de villages. En analysant le problème, on découvre qu'il était complexe dans la mesure où les anciens chefs de localités supportaient mal que les nouveaux chefs de groupements qui leur étaient jadis soumis soient promus à un rang supérieur (Rukundo Matare, chef de localité Bibogobogo 2001).
> La complexité du problème était encore plus apparente dans un troisième cas, celui des Bafuliru résidant dans le groupement Basimuniaka-Sud dans le secteur de Lulenge. Ils avaient demandé que la localité d'Ibumba, où ils sont majoritaires, soit érigée en groupement des Bafuliru dans le secteur de Minembwe. La localité d'Ibumba est constituée de quatre petits villages (Bibwe, Ibumba, Kashasha et Musika) et dirigée par le chef Naribwine. Les motifs officiellement avancés par les chefs de villages pour revendiquer le statut d'un groupement des Bafuliru reposaient sur les critères démographiques et le nombre de chefs de villages. En réalité, leur demande n'était pas neutre, mais voilait plutôt des enjeux culturels, économiques et politiques. Elle procédait de la crainte de voir leur identité se dissoudre et de perdre le contrôle sur un territoire qui a toujours été considéré comme appartenant aux Bafuliru (*Kwa niaba wakaaji wa* localité Ibumba 1999). Cet exemple des Bafuliru établis de longues années dans la collectivité de Minembwe montre la difficulté qu'il y a de céder le contrôle d'un territoire à un chef d'un autre groupe ethnique.
> Un quatrième cas, celui des chefs babembe qui ont soulevé le même problème. Ces chefs, n'ayant pas perçu la nécessité de la réforme territoriale dans un contexte de guerre, ont demandé que les limites d'antan soient maintenues pour conserver leur particularité. La réforme territoriale opérée par le RCD avait entraîné la perte du groupement Basimukindji et les localités Bichombo, Rwitsankuku, Bilalombili, Kawera, Lugabano et Kalingi Ilundu au profit du territoire de Minembwe. Les chefs babembe ont estimé que cette perte de la superficie équivalait à un territoire (Notabilités d'Itombwe 1999). Les Babembe, comme les Bafuliru ont donc craint de voir leurs entités devenir des ghettos à l'intérieur du territoire de Minembwe ou au besoin de les perdre définitivement et ont émis des réclamations d'autonomie territoriale.
> Le dernier cas de plaintes à signaler est celui des chefs de groupements banyamulenge, car ils perçurent la restructuration territoriale effectuée par le RCD comme injuste. Le chef de localité Ngungwa Rutaganda, s'estimant lésé par le RCD, décida de ne plus obtempérer et de se constituer en localité autonome en attendant la rectification. Le chef Muhoza Kagurumoya réclama qu'il lui soit reconstitué son groupement avec tous les villages qui avaient été annexés à d'autres groupements. Même cas pour la chefferie Budulege. L'une des plus anciennes qui soient connues chez les Banyamulenge. Elle a été découpée en groupements de Bururu, Bijombo, Sebasamira et Seknnzi. Ses

descendants s'étaient plaints d'avoir perdu les localités Rumagaza, Chanzovu I, Chanzovu II, Kateja, Mpugamo, Gitarama, Kuwalenge, Gongwa et Kajoka. De plus, ils contestaient que leurs localités Mitamba, Bugogoma et Rwahwiri soient constituées en zone neutre alors que les anciennes localités qui sont connues dans les Hauts-Plateaux d'Itombwe avaient acquis le statut de groupement. De ce fait, les descendants de Budulege ont saisi les autorités du RCD pour leur proposer que la chefferie de Budulege, la plus ancienne, devienne une collectivité-chefferie ou sinon que chaque entité garde son statut initial (Groupement de Budulege 2001) » (Muchukiwa 2006 : 140-142).

Face à des contestations continuelles et multiples qui s'expliqueraient par le caractère lignager qui sous-tend l'organisation politique dans les Hauts-Plateaux d'Itombwe où chaque famille veut conserver son autonomie territoriale afin de conserver le pouvoir et contrôler les terres, Semahoro Bahivi, le chef de collectivité Bijombo, réagit en écrivant : « Toute légitimité ne doit pas susciter nécessairement la confusion et la suppression d'autres groupements que l'on a trouvé utiles dans la collectivité de Bijombo » (Semahoro Bahivi, chef de collectivité 2001).

Le territoire de Minembwe avait été créé par le RCD et sous son pouvoir. Mais il ne va pas être accepté par les autres peuples. Matendo Bagezi, ancien député devenu directeur de cabinet du président de l'Église du Christ au Congo à Bukavu prévient, dans un entretien du 3 avril 2001 : « Les Banyamulenge peuvent faire des limites à eux, mais sur les arrêtés coloniaux, on peut avoir des précisions. Le territoire de Minembwe a pris les terres des Bavira, Bafuleru, Bazibaziba, Babembe et Balega. Ils l'ont fait eux-mêmes. C'est un territoire de fait. Les Babembe ont écrit pour contester. Les Bafuliru revendiquent, mais actuellement ils tolèrent parce qu'ils sont en guerre. Tout le monde le sait même les concernés savent qu'ils n'ont pas bien fait » (Muchukiwa 2006 : 144). Le *mwami* des Bafuliru intransigeant sur le découpage du territoire administratif postcolonial liait la réconciliation entre communautés au Sud-Kivu à la suppression du territoire de Minembwe. Il dira : « […] il n'y aura pas de réconciliation tant que le découpage du territoire d'Uvira et de la collectivité chefferie Bafuliru n'est pas abrogé. Toute négociation dépendra d'abord de l'annulation de ce découpage » (Procès-verbal de réconciliation entre Bafuliru et Banyamulenge, Uvira, juillet 2000, cité par Nagaheba Chomachoma wa Mulemera 2003 : 80).

À noter que le même arrêté du RCD qui avait créé le territoire de Minembwe institua aussi la commune de Kasha et le territoire de Bunyakiri au Sud-Kivu. La commune urbano-rurale de Kasha à la périphérie de Bukavu se situait dans une zone peuplée par les Bashi ; et Bunyakiri était soustrait du territoire de Kalehe dans le but visé de concilier les Tembo enclins à soutenir Padiri Bulendo qui passait pour être le grand chef maï-maï. En fait, le RCD-Goma avait profité des vieilles prétentions des Tembo de Bunyakiri et des Shi de Kasha qui voulaient avoir respectivement un territoire et une commune, en répondant plutôt favorablement aux revendications des Banyarwanda (Banyamulenge) qui tenaient obstinément à s'affranchir de la tutelle de chefs locaux bembe, fuliru et nyindu.

La non-reconnaissance de ces entités territoriales par le camp Kabila à Kinshasa devint source de tension entre les différentes composantes du Gouvernement de transition « 1 + 4 » au début de l'année 2006, à un moment où la tenue des élections se rapprochait. Le 16 février 2006, Aurélie Mulungula Bitondo (Lega, vice-gouverneure chargée des questions politiques et administratives du Sud-Kivu) annonça la suppression de ces trois entités érigées par le RCD. Son communiqué stipulait : « Il est porté à la connaissance du public qu'en vertu de la Constitution et du décret-loi n° 81 du 2 juillet 1998 tel que modifié et complété à ce jour, portant organisation territoriale, politique et administrative de la République démocratique du Congo, la province du Sud-Kivu est subdivisée en 8 territoires, plus les trois communes composant la ville de Bukavu. Les entités administratives de Minembwe et Bunyakiri n'ont jamais été juridiquement érigées en "territoires" et ne peuvent donc pas porter cette dénomination. Par voie de conséquence et jusqu'à nouvel ordre, les entités Minembwe et Bunyakiri font respectivement partie intégrante des territoires de Fizi et Kalehe. L'autorité provinciale tient donc à édifier une fois pour toutes l'opinion à cet effet. »

Mais Minembwe allait encore être érigée en commune rurale par le décret-loi n° 013/29 du 13 juin 2013 du président Joseph Kabila, qui s'était rapproché d'Azarias Ruberwa. En fait, le chef de l'État, qui accomplissait là son deuxième et dernier mandat constitutionnel, était à la recherche d'alliances pour sa survie politique. Dès lors, les groupes armés locaux à connotation ethnique en ont fait leur affaire dans les hauts et moyens plateaux de Fizi-Mwenga-Uvira devenus un véritable « triangle de la mort ». Dans cette zone se développaient de violents

combats récurrents à caractère hégémonique. Des massacres des populations civiles, le vol de bétail, le viol et autres violations des droits humains se commettaient dans ce milieu où la Monusco et les FARDC avaient de la peine à restaurer la paix et la sécurité. Des milliers de familles furent contraintes au déplacement laissant derrière elles des villages entiers incendiés par les assaillants.

Sous le gouvernement d'Augustin Matata Ponyo, une nouvelle organisation administrative créant des communes rurales fut instituée par le décret-loi du 13 juin 2013 ; mais la Céni ne put intégrer ces nouvelles divisions dans sa répartition des sièges électoraux. Lorsqu'arrive Bruno Chibala transfuge de l'UDPS que Joseph Kabila se choisit pour espérer gagner un troisième mandat, il promulgua le décret n° 18/020 du 30 mai 2018 levant la surséance. Le statut de ville et de commune avait été concédé à certaines agglomérations de la province du Sud-Kivu, dont Minembwe, Misisi, Kiliba, Sange, Luvungi, Kamaniola, Nyangezi, Kavumu, Nyabibwe et Minova. À ce moment, Azarias Ruberwa était ministre d'État chargé de la Décentralisation du territoire et des Réformes institutionnelles. Jamais, on n'associa dans cette démarche l'assemblée provinciale du Sud-Kivu afin de requérir son avis, comme le requiert la Constitution de 2006. C'est parce que Ruberwa, l'ancien chef du RCD, attendait trop longtemps pour voir se concrétiser la mise en place de Minembwe comme entité administrative. Pendant des années, il chercha la parade pour la mise en place de la commune de Minembwe qui serait, contrairement aux autres, la seule entité de cette liste déjà dotée d'un bourgmestre nommé par ordonnance présidentielle signée par Joseph Kabila en décembre 2018 ! En décembre 2020, Ruberwa partit à Bukavu en mission sur un projet de développement urbain, avec l'autorisation du nouveau Premier ministre Sylvestre Ilunga (qui avait remplacé Chibala), sous l'ère du président Félix Tshisekedi. Cette rencontre avait une dimension humanitaire, d'où la présence du ministre de la Défense, de l'ambassadeur des États-Unis en RDC et de diverses autres personnalités politiques congolaises et étrangères, dont même des représentants de la Monusco. Plutôt que de rester dans le cadre de la mission pour laquelle il avait été envoyé à Bukavu, Azarias Ruberwa se rendit à Minembwe, et y présida, le 28 septembre 2020, l'installation officielle des autorités administratives de la nouvelle commune. Un événement apparemment attendu dans la communauté banyarwanda célébré à Kigali et à Montréal (Canada) avec des T-shirts frappés à l'effigie de Ruberwa ; à Nairobi, un chant composé à sa gloire avait été enregistré dans un studio.

Aussitôt que les télévisions du monde diffusèrent l'information, les protestations virulentes fusèrent. Au Parlement à Kinshasa, le député Muhindo Nzangi (Nande du Nord-Kivu) mit une motion d'interpellation du ministre Ruberwa en œuvre. De son côté, M^gr^ Sébastien Joseph Muyengo Mulombe, évêque catholique du diocèse d'Uvira, afficha sa grande colère :

> « **Nous sommes tous frères**
>
> Déclaration sur la commune de Minembwe et l'installation de ses animateurs.
> (Kinshasa, le 1^er^ octobre 2020 ; à l'occasion du 10^e^ anniversaire de la publication du « Rapport Mapping[58] »).
> Nous, M^gr^ Sébastien-Joseph Muyengo Mulombe […], évêque du diocèse d'Uvira, comprenant entre autres la Commune rurale de Minembwe, étendue sur les trois zones pastorales et territoires administratifs de Fizi, Mwenga, Uvira et une partie du territoire de Walungu, dans la province du Sud-Kivu, venons par la présence prendre connaissance de l'installation officielle des autorités administratives de ladite commune, le 28 septembre 2020.
> 1. Nous regrettons cependant que cet acte loin d'être de nature à faciliter la véritable paix dans les Hauts-Plateaux suscite au contraire beaucoup d'animosités dans l'étendue du diocèse et de la région et même de la province et du pays, à cause notamment du traitement

58. C'est en juillet 2008 que le Haut-Commissariat aux droits de l'homme des Nations unies lance le « Projet Mapping », un programme d'enquêtes « concernant les violations les plus graves des droits de l'homme et du droit international humanitaires commises entre 1993 et juin 2003 ». Le rapport est rendu public en août 2010. Le *terminus a quo* du travail d'enquête a été choisi en référence à un massacre commis sur un marché du Nord-Kivu. Il avait alors attisé la montée des tensions entre les populations « autochtones » et les populations banyarwanda. Le *terminus ad quem* est l'instauration d'un gouvernement de transition présidé par Joseph Kabila. L'enquête des Nations unies a investigué 617 « incidents » caractérisés par des « crimes de guerre » ou des « crimes contre l'humanité », que les enquêteurs ont retenus en raison de leur degré de gravité. À propos des massacres de réfugiés hutu rwandais commis en 1996-1997 par l'armée rwandaise et par les forces congolaises de l'AFDL, le rapport laisse ouverte la question de savoir s'il faut parler de génocide dans le sens juridique du terme tout en avançant de sérieux arguments à l'appui d'une telle qualification. Quant cela s'avère possible, les victimes des incidents rapportés son dénombrées, mais le rapport ne se risque à aucune estimation générale de la mortalité provoquée par l'ensemble des incidents sanglants survenus au cours de la période.

spécial réservé à ladite commune par rapport aux autres disséminées dans la région, à savoir Sange, Luvungi et Kiliba, dans le territoire d'Uvira ; Fizi, Misisi-Lulimba et Swima dans le territoire de Fizi et Kamaniola dans le territoire de Walungu, alors que le territoire de Mwenga n'en a aucune.

2. Alors que la plupart de communes rurales sont érigées au sein d'un territoire, la nouvelle commune de Minembwe s'étend sur trois territoires administratifs et zones pastorales, en intégrant une bonne partie de la Réserve naturelle d'Itombwe, à cheval sur Fizi et Mwenga, et une bonne partie de la chefferie Bavira, vers Bijombo, Kagogo, Kishembwe, etc. Sans oublier de signaler que la RDC compte 250 communes rurales parmi lesquelles, à notre connaissance seule celle de Minembwe pose problème, Dieu seul sait pourquoi !

3. Pour nos populations, la commune de Minembwe est le dernier coup de maître après l'échec du pouvoir du Rassemblement congolais pour la démocratie (RCD), d'obédience rwandaise à l'époque, de créer tout un territoire dans la province pour nos frères Banyamulenge, identifiés comme des Congolais d'origine rwandaise et d'ethnie tutsi. Hier, c'était la question de la nationalité, aujourd'hui, c'est celle de la terre. Mais si on peut attribuer une nationalité à qui la demande et la mérite, on ne distribue pas la terre sous n'importe quelle condition. Aussi, plutôt que parler de commune rurale, nos populations considèrent qu'il s'agit ici des "terres ou territoires occupés", par défi. Ce qui constitue une humiliation pour tout un peuple.

4. En ce jour, nous célébrons le 10e anniversaire du *Rapport Mapping*, sur les massacres perpétrés dans notre pays et dont les auteurs n'ont jamais été poursuivis, on se souvient dans la région de tout le sang versé sur notre sol à cause des problèmes liés à la terre : les massacres d'un prêtre, des séminaristes, religieuses et laïcs à Kasika, les femmes enterrées vivantes à Mwenga ; les massacres de Makobola, Katogota, Uvira-Kakungwe, Kavumu, etc. L'on comprend en même temps l'agenda caché de toute cette cérémonie organisée à l'occasion de l'installation des administrateurs de la commune de Minembwe, comme cela n'a jamais été fait ailleurs avec toutes ces autorités tant au niveau national que provincial et même de l'armée et de la police ayant rehaussé de leur présence l'événement couronné par la présence de l'ambassadeur de la plus grande puissance au monde [États-Unis] sous le drapeau des Nations unies. Ce qui donne raison à ceux qui parlent d'un complot international contre notre pays.

5. Avec nos populations, nous posons dès lors ces questions :

i) Que dit le président de la République, Monsieur Félix Antoine Tshisekedi, à ce sujet ? Va-t-il affirmer qu'il n'en est pour rien dans cette situation parce qu'elle date d'avant son arrivée au pouvoir ? Lorsqu'on devient président de la République, on assume le destin du pays avec aussi bien son passé, son présent et son futur. Concernant la commune de Minembwe, on ne cessera pas de s'interroger sur la responsabilité du président Félix Tshisekedi, quand on sait que le Maître d'œuvre de l'entreprise est celui-là même qui est à la tête du ministère de la Décentralisation et des Réformes institutionnelles depuis le règne de son prédécesseur jusqu'au sien. Plus que le Programme de 100 jours, le problème de la commune de Minembwe constitue un test pour le chef de l'État : pour qui roule-t-il finalement ? Pour "le Peuple d'abord", comme le jurait son père, ou pour ceux qui, comme on l'entend, l'ont placé au trône afin de se servir de lui pour en arriver là ? Nous craignons que s'il laisse faire le cas de Minembwe, le processus de démembrement du pays, ou de ce que l'on appelle "la balkanisation", soit amorcé avec sa complicité. Ce qui en droit constitutionnel constitue une "haute trahison".

ii) Que disent nos élus députés et sénateurs des territoires concernés ? Nous félicitons ceux qui se sont déjà prononcés à ce sujet, mais on peut se poser la question de savoir où étaient-ils lorsque les décisions étaient prises au Parlement, si jamais elles y étaient prises. Encore que ce n'est pas sur les réseaux sociaux qu'on les attend dans ces genres de questions qui ne relèvent pas des simples opinions personnelles, mais plutôt de véritables débats parlementaires aboutissant à des votes de décisions. En tout cas, dans la persistance de la situation, seule leur démission prouvera qu'ils ne sont pas complices dans cette vaste trahison de notre pays et de son peuple. Mais que disent les autres députés et sénateurs ? Vont-ils choisir de sacrifier l'intégrité du territoire en vue de sauvegarder leur pouvoir en montant dans le train de vainqueurs ?

iii) Chez nous en Afrique, et particulièrement en RDC, la terre étant sacrée et ses propriétaires étant les chefs coutumiers, au-delà de la loi Bakajika attribuant à l'État le pouvoir de la gérer, ont-ils été consultés concernant le morcellement de ces territoires ? Que reste-t-il encore de leur pouvoir de "gardiens de nos terres" si les choses doivent passer de cette façon ?

iv) À l'ONU et son Conseil de sécurité, que pouvons-nous attendre, espérer de vous, concernant la question de la paix véritable dans les Hauts-Plateaux de Fizi, Mwenga et Uvira ? À moins de ne pas connaître les populations habitant ici, êtes-vous convaincus que c'est cela la voie juste pour parvenir à une véritable paix dans cette partie du monde ?

v) Enfin, que disent nos frères banyamulenge après tout ce chemin de dialogue pour la réconciliation et la paix que nous avons parcouru tant au niveau civil (conférences, ateliers, réunions, etc.), religieux (rencontres, prières œcuméniques et dialogues interreligieux, etc.), politique, etc. ? Comment allons-nous vivre désormais en nous regardant les yeux dans les



« Le monument du Souvenir et les bâtiments de l'administration du gouvernement provincial à Costermansville. »
(2017.24.128, collection MRAC ; photo G. Félix (Inforcongo), s.d. © MRAC/Félix.)



Aujourd'hui, ce même lieu peint aux couleurs nationales congolaises.



Le palais de Justice à Bukavu.
(Photos Aymar Nyenyezi Bisoka, 17 janvier 2023.)

yeux dans cet espace où déjà les conditions de paix et convivialité n'étaient pas assurées ? Dans sa dernière encyclique intitulée *Tutti Fratelli* (Tous frères), le Pape François nous appelle à la Fraternité et à l'amitié sociale qui passe par l'accueil des uns et des autres, qui évitent l'exclusion des autres. Nous pouvons vivre dans la paix les uns aux côtés des autres dans ce grand et beau pays que Dieu nous a donné sans nécessairement marquer son territoire.

vi) Ayant choisi dans notre diocèse comme thème pastoral de cette année 2020-2021, "Je vous laisse la paix, je vous donne ma paix" (Jean 14, 27), nous en appelons à la responsabilité des uns et des autres quant à ce qui peut surgir comme trouble, violence, voire guerre dans la région. Pour nos populations de base particulièrement, nous vous appelons au calme et à renoncer à toute voie de violence pour privilégier davantage celle du dialogue, qui reste un processus toujours lent et difficile, mais dont les fruits sont la paix, le pardon et la réconciliation. Avec mes prières et ma bénédiction apostolique » (Muyengo Mulombe 2021 : 69-72).

Au vu de la situation, le président Félix Tshisekedi suspendit l'exécution de la décision prise sous le mandat de son prédécesseur Joseph Kabila. La création de la commune de Minembwe reste-t-elle en sursis ou est-elle définitivement enterrée ?

Peu après, un autre dossier apparut, cette fois autour de l'intronisation, à la fin août 2021, du Munyarwanda Furaha Sebasonera comme chef du groupement Bijombo, sous l'influence d'Alexis Gisaro Muhoza, fils d'Isaac Gisaro Muhoza (cf. *supra*), devenu en 2021 Vice-Premier ministre et ministre des Infrastructures et Travaux publics. Cette promotion, qui le fit succéder à Azarias Ruberwa, le plaça comme le nouveau mentor des Banyamulenge.

Informé de l'organisation d'une cérémonie d'intronisation, le 30 août 2021 à Bukavu, à l'occasion des obsèques d'Obed Sebasonera (*alias* Kabarure), le chef de la chefferie Bavira, le Vira Edmond Lenge Lwegeleza III, donna l'alerte, le mercredi 8 septembre, en déclarant : « Bijombo n'appartient qu'aux Bavira et l'intronisation d'un nouveau chef coutumier dans ce groupement ne relève que de la compétence du chef de la chefferie Bavira. Et ce nouveau chef doit être muvira de la famille régnante du clan Benelenghe ». Le jour d'après, le 9 septembre 2021, plusieurs barrières furent érigées sur la route nationale n° 5 par les jeunes de la communauté vira.

9. PANORAMA DES GOUVERNEURS DE LA PROVINCE DU SUD-KIVU

Depuis l'érection de la province du Kivu issue de la Province-Orientale en 1933 et dont l'espace du Sud-Kivu fut une composante, avec Bukavu (dénommé un temps Costermansville) comme chef-lieu, une quarantaine de gouverneurs se sont succédé. Les premiers, sous la colonisation, furent tous des Belges. À la suite de l'indépendance du pays en 1960, il y eut des Congolais.

Tableau 1.8 : gouverneurs de la province du Sud-Kivu à partir de 1933*

Périodes	Noms	Durée du mandat	Observations
Sous la colonisation	Norteh An Marie-Georges	1/10/1933-17/8/1935	Pierre Borlée commissaire provincial et directeur général adjoint de la 2e direction générale fut nommé gouverneur de la province du Kivu à la mi-1959, suite à la grave détérioration de la situation dans la province du Kivu.
	Noirot Joseph	17/8/1935-26/9/1945	
	Liesnard Antoine	27/4/1946-30/9/1951	
	Brasseur Joseph	31/10/1951-7/1/1956	
	Spitaels Robert	15/2/1956-8/7/1956	
	Schmit Georges	8/7/1956-20/8/1958	
	Willaert Maurice	20/8/1958-1959	
	Pierre Borlée	À partir de la mi-1959	
À partir de l'indépendance			
Ire République (sous la province du Kivu)	Miruho Bahya Mpanagamana Jean	30/6/1960-25/12/1960	
	Kashamura Anicet	26/12/1960-22/02/1961	Pouvoir de transition
	Omari Adrien (CEREA)	24/2/1961-11/8/1961	Miruho est shi de Kabare, mais élu sur la liste CEREA/Nord-Kivu où il avait évolué avant l'indépendance et opposé au *mwami* Kabare (se montrait favorable à Corneille Mpozi). Moley est hunde de Masisi.
	Miruho Bahya Mpanagamana Jean (CEREA)	11/9/1961-9/5/1962	
	Moley Benezeth (CEREA, Hunde)	9/5/1962-septembre 1962	
	Bangala Alphonse (Colonel/militaire)	1962 (4 mois)	Foma (ethnie proche de Lokele) de la Province-Orientale
	Kashamura Anicet	1962-1963	Malago est fuliru de Lemera ; Boji est shi de Walungu.
Ire République (sous la province du Kivu-Central)	Malago Kahubangwa Nakyoyo Simon	16/07/1963 au 18/03/1964	
	Boji Ntole Dieudonné	Août 1964-novembre 1965	

Périodes	Noms	Durée du mandat	Observations
IIe République (sous le régime Mobutu)			
Sous la province du Kivu (sans le Nord-Kivu)	Boji Ntole Dieudonné	De novembre 1965-28/12/1966	Shi de Kabare
	À signaler quelques intermèdes.		
	Denis Paluku	28/12/1966-3/1/1967	Nande du Nord-Kivu
	Engulu Bangapongo Léon	3/1/1967-29/8/1968	Mongo de Boende
	Takizala Luyanu Musi Mbigini Henri-Désiré	29/8/1968-5/8/1969	Muhungana du territoire de Bulungu dans le Kwilu
	Mukenge Barthélémy	5/8/1969-15/1/1970	Lulua du Kasaï-Occidental
	Nauwelaerts Paul (devenu Geroyo Tekule en 1972)	15/1/1970-24/2/1972	Métis, originaire de la province de l'Équateur
	Ndebo a Kanda di Nenkeza Bernard-Remy	24/2/1972-10/12/1976	Originaire du Bas-Zaïre
	Matabisi Iyualeke Ilande Jacques	10/12/1976-21/2/1978	-
	Mulenda Shamwange Mutebi	21/10/1978-18/1/1980	Originaire du Katanga
	Mwando Nsimba Charles	18/1/1980-14/4/1986	Tabwa du territoire de Moba dans le Tanganyika
	Kilolo Musamba Lubemba Bonaventure	28/4/1986-20/4/1988	Originaire du Katanga
Sous la province du Sud-Kivu	Ndala Kasala Bruno	20/7/1988-11/1/1990	-
	Dilingi Liwoke L. M.	11/1/1990-13/9/1990	-
	Kyembwa wa Lumona Jules	13/9/1990-24/10/1996	-
	Elese Yombentole (Général militaire, sous état d'urgence)	25/10/1996-novembre 1996	-
Sous le régime L.D. Kabila			
	Bishikwabo Chubaka Anatole	Novembre 1996-22/5/1997	Mushi originaire de Kahanda dans le groupement Lurhala (territoire de Walungu), historien de formation et professeur à l'ISP/Bukavu.
	Magabe Mwene Nakihumba Jean-Charles	Juin 1997-octobre 1998	-
Sous le RCD			
	Bashengezi Kantintima Norbert	Octobre 1998-19/11/2001	Nommé par le RCD/Goma
	Musamba Kiyana	19/11/2001-16/5/2002	Nommé par le Gouvernement de Kinshasa
	Mwendanga Rugenge Patient	10/6/2002-26/1/2003	Shi de Walungu, nommé par le RCD/Goma ; il réussit à gagner des groupes maï-maï dont M40 à la cause du Rwanda contre les Interahamwe ; membre en 2003 de la Synergie nationale pour la paix et la concorde, initiative à l'origine du CNDP de Nkundabatware.
	Cirimwami Ciribanya Xavier	26/1/2003-février 2004	Nommé par le RCD/Goma ; oncle paternel d'Anselme Masasu Nindaga, suspendu de ses fonctions le 7 février 2004 par le Gouvernement de Transition (1+4). Il a été en 2003 président au Sud-Kivu de la Synergie nationale pour la paix et la concorde.
	Tommy Tambwe Rudima	Février 2004-16/5/2004	-

Périodes	Noms	Durée du mandat	Observations
Sous l'autorité du Gouvernement 4+1	Bulaimu Wite-Nkate Myanda Augustin [Ses deux adjoints : - Kaningini Didace, chargé des questions politiques et administratives ; - Nziratimana Thomas, chargé de l'économie et des finances	16/5/2004-10/11/2005	Lega de Shabunda, né en 1947. Docteur en relations internationales de l'Université de Kinshasa. Il fait une carrière diplomatique. Il est suspendu de ses fonctions de gouverneur le 26 avril 2005 suite à de nombreux conflits avec des subalternes et d'une gestion politique de plus en plus contestée. Kaningini Didace, jusqu'alors vice-gouverneur en charge des questions politiques et administratives assura l'intérim jusqu'au 10 novembre 2005. Mais le 10 décembre 2005, c'est à son tour d'être accusé responsable de l'assassinat de Pascal Kabungulu, un militant des droits de l'homme ; il est arrêté.
	Buhambahamba Bisimwa Irenge Déogratias	10/11/2005-24/2/2007	Mushi de Ngweshe né en 1952. Licencié en sciences économiques de l'Université de Kinshasa, il fait une carrière de cadre dans le privé. Il a eu deux vice-gouverneurs : Didace Kaningini (société civile) et Thomas Nziratimana (RCD-G.).
III^e^ République			
Sous Joseph Kabila	Cibalonza Byateranya Célestin (Il a pour vice-gouverneur, Léon Mumate Nyamatomwa, Lega de Mwenga qui meurt le 11 mai 2007 ; puis Watunakanza Banamwenzi Bernard qui fut suppléant de Mumate à la députation nationale en juillet 2006).	24/2/2007-9/2/2008	PPRD ; élu gouverneur contre Déogratias Buhambahamba par 28 voix contre 8 en février 2007 ; une crise s'installa entre lui et plusieurs députés provinciaux qui votèrent une motion de défiance en décembre 2007 exigeant sa démission. Éloigné de Bukavu, il démissionna.
	Muderhwa Cimwami Louis-Léonce	21/3/2008-15/4/2010	PPRD ; Jean-Claude Kibala *alias* « Kaga » est vice-gouverneur.
	Cishambo Ruhoya Marcelin	12/6/2010-août 2017	Fils de Martin Chishambo (cf. *supra*) ; membre du PPRD, il intégra le cabinet de Joseph Kabila où il fut nommé le 11 janvier 2004 conseiller principal au collège politique et diplomatique chargé des questions relatives aux institutions d'appui à la Transition ; le 7 mars 2005, conseiller principal au collège politique.
	Nyamugabo Bazibuhe Claude	10/10/2017- 2019	Mushi du territoire de Kabare, il a été ministre et député national. Catégorisé comme un proche de Modeste Bahati Lukwebo.
Sous Félix Tshisekedi	Ngwabidje Kasi Théo	À partir d'avril 2019	Il passe pour être un proche de Modeste Bahati Lukwebo.
	Purusi Sadiki Jean-Jacques	À partir de mai 2024	Jusque-là directeur de cabinet de Modeste Bahati, président du Sénat, celui-ci porte sa candidature au nom de son regroupement politique AFDC-A. Jean-Jacques Myewa Elakano est vice-gouverneur.

*à partir du moment où Bukavu/Costermansville devint le chef-lieu de la province.
Sources : Banyaku Luape Epotu 2000 : 674-681 ; Lumanu Mulenda 2015 : 336-338.



Antoine Lienard, inspecteur d'État et gouverneur de la province du Kivu d'avril 1946 à septembre 1951. (2017.24.1399, collection MRAC Tervuren ; photographe non identifié (Inforcongo), 1949 © MRAC Tervuren.)



Robert Spitaels, gouverneur de la province du Kivu du 15 février au 8 juillet 1956. (HP.1957.2.880, collection MRAC Tervuren ; photo C. Lamote (Inforcongo), s.d. © MRAC Tervuren/Lamote.)



Joseph Brasseur. Il reçoit à Bukavu le 7 janvier 1953 le *mwami* Mutara III Rudahigwa du Rwanda. Le *mwami* était venu assister à la journée du Ruanda-Urundi organisée dans le cadre du festival du Kivu. Joseph Brasseur avait été gouverneur de la province du Kivu du 31 octobre 1950 au 7 janvier 1956. (HP.1956.15.6398, collection MRAC Tervuren ; photo C. Lamote (Inforcongo) © MRAC Tervuren/Lamote.)



Georges Schmidt, gouverneur de la province du Kivu du 8 juillet 1956 au 20 août 1958. (HP.1957.2.157, collection MRAC Tervuren ; photo C. Lamote (Inforcongo), s.d. © MRAC Tervuren/Lamote.)



Willaert Maurice, gouverneur de la province du Kivu du 20 août 1958 jusque début 1960. (HP.1959.28.25, collection MRAC Tervuren ; photo C. Lamote (Inforcongo), s.d. © MRAC Tervuren/Lamote.)



Pierre Borlée, commissaire provincial et directeur général adjoint de la 2e direction générale, nommé gouverneur de la province du Kivu à la mi-1959 à la suite de la détérioration de la situation au Kivu. (HP.1959.28.832, collection MRAC Tervuren ; photo C. Lamote (Inforcongo) © MRAC Tervuren/Lamote.)



Jean Miruho Bahya Mpanagamana. Premier Congolais gouverneur de la province du Kivu du 30 juin 1960 au 25 décembre 1960 et, puis, du 11 septembre 1961 au 9 mai 1962. (Photo archives familiales ; droits réservés.)



Simon Malago Kahubangwa Nakyoyo. Gouverneur de la province du Kivu-Central du 16 juillet 1963 au 18 mars 1965. (Photo archives familiales ; droits réservés.)



Dieudonné Boji Ntole, gouverneur du Sud-Kivu d'août 1964 au 28 décembre 1966. (Photo équipe locale.)



Anatole Bishikwabo Chubaka, gouverneur du Sud-Kivu de novembre 1996 au 22 mai 1997. (Photo équipe locale.)



Norbert Bashengezi Kantintima, gouverneur du Sud-Kivu d'octobre 1998 au 19 novembre 2001. (Photo équipe locale.)



Patient Mwendanga Rugenge, gouverneur du Sud-Kivu du 10 juin 2002 au 26 janvier 2003. (Photo équipe locale.)



Déogratias Buhambahamba Bisimwa Irenge, gouverneur du Sud-Kivu du 10 novembre 2005 au 24 février 2007. (Photo équipe locale.)



Célestin Cibalonza Byateranya, gouverneur du Sud-Kivu du 24 février 2007 au 9 février 2008. (Photo équipe locale.)



Louis-Léonce Muderhwa Ci*mwami*, gouverneur du Sud-Kivu 21 mars 2008 au 15 avril 2010. (Photo équipe locale.)



Marcelin Cishambo Ruhoya, gouverneur du Sud-Kivu de juin 2010 à 2017. (Photo extraite de *L'Homme qui répare les femmes*, film documentaire de Thierry Michel et Colette Braeckman, 2015 ; avec l'aimable autorisation des auteurs.)



Claude Nyamugabo Bazibuhe , gouverneur du Sud-Kivu du 10 octobre 2017 à 2019. (Photo équipe locale.)



Théo Ngwabidje Kasi, gouverneur élu de la province du Sud-Kivu en avril 2019. (Photo reçue de Birembano Bahati, février 2022 ; droits réservés.)



Jean-Jacques Purusi Sadiki, élu gouverneur le 2 mai 2024. (Photo extraite de l'album Céni, 2024 ; photographe non identifié ; droits réservés.)

RÉFÉRENCES

Assemblée provinciale du Kivu. 1960. Comptes rendus des séances.

Bagalwa, B. M. 1986. « La crise du pouvoir à Katana et l'avènement des Bahaya (±1860-1960) ». TFE en Histoire et Sciences sociales, ISP/Bukavu.

Bain, O. *Le Zaïre. Le pays de 1980 à 1997*. Ce texte avait été en ligne sur : http://afriquepluriel.ruwenzori.net/rdc-c.htm (consulté en 2002).

Bailly, A., Ferras, R. & Pumain, D. 1991. « Théorie des lieux centraux ou théorie des villes ou modèle de Christaller ». *Encyclopédie de géographie*. Paris : Économica.

Banyaku Luape Epotu, E. 2000. *Chronologie, monographie et documentation sur l'histoire politique du Congo des années 1960 aux années 1990*. Kinshasa : Ciedos et Éditions Compodor.

Bucyalimwe, Mararo, S. 2005. « Kinshasa et le Kivu depuis 1987 : une histoire ambiguë ». In S. Marysse & F. Reyntjens (éd.), *L'Afrique des Grands Lacs. Annuaire 2004-2005*. Paris : L'Harmattan, pp. 161-186.

Conseil pour la Paix et la Réconciliation (Copare). 2001 (mai-juin).

Courrier d'Afrique 9 août 1961.

Englebert, P. 2003. *Why Congo Persists: Sovereignty, Globalization and the Violent Reproduction of a Weak State.* Oxford : University of Oxford (« Queen Elizabeth House Working Paper Series », n° 95).

Furaha, W. 1982. « Étude de deux partis politiques congolais l'ARP et le RECO (1959-1965) ». Mémoire de licence en Histoire et Sciences sociales, ISP/Bukavu.

Gérard-Libois, J. 1967. *Congo 1966*. Bruxelles/Kinshasa : CRISP/INEP (coll. « Les dossiers du CRISP »).

Habimana, M. 1979. « Étude du Centre de Regroupement africain (CEREA) ». Mémoire de licence en Histoire et Sciences sociales, ISP/Bukavu.

Journal officiel (J.O.) n° 24 du 15 décembre 1974.

Kabanga, M.D. 2004. « Les transformations des relations économiques dans les zones de conflit : Nord-Kivu et Maniema ». In *Conflits armés en République démocratique du Congo. Le rôle des facteurs économiques et leçons pour la reconstruction*. PNUD, pp. 47-56.

Lefèvre, P. & Lefèvre, J.-N. 2006. *Les Militaires belges et le Rwanda : 1916-2006*. Bruxelles : Racine.

Lumanu Mulenda Bwana N'sefu, A. 2015. *Les Provinces du Congo : création-démembrement et regroupement (1910-1915).* Kinshasa : PUC-IDEBASE Éditions.

Masson, P. 1970. *Dix ans de malheurs au Kivu (1957-1967)*, t. 1. Bruxelles : Max Arnold.

Moniteur congolais (*MC*) n° 2 du 27 janvier 1962 : 36 ; n° 23 du 24 septembre 1962 : 230 ; n° 16 du 14 août 1963 : 205.

Muchukiwa, B. 2006. *Territoires ethniques et territoires étatiques. Pouvoirs locaux et conflits interethniques au Kivu*. Paris/Anvers : L'Harmattan/Centre d'étude de la région des Grands Lacs d'Afrique.

Munzihirwa, C. (S.J.). 1971 (octobre). « Conception du pouvoir politique dans la société traditionnelle des Bashi de Kabare (Kivu) ». Mémoire de licence en Sciences politiques et administratives, Université nationale du Congo/campus de Kinshasa.

Muyengo Mulombe, S.-J. (M^{gr}). 2021. *Au pays de larmes et de cris. En marge de l'affaire Minembwe*. Kinshasa : MEDIASPAUL.

Nagaheba Chomachoma wa Mulemera, D. 2003. « Histoire de l'administration coutumière dans la collectivité-chefferie de Bafuliru : 1935-2001 ». Mémoire en Histoire, ISP Bukavu.

Njangu Canda Ciri *et al.* 2000 (décembre). *Les Conflits au Sud-Kivu. Des anciens royaumes à 1996*. Bukavu : Éditions de l'AFECEF.

Présence africaine. 1964 (8 mai). « Nouvelles du Kivu ». *Présence africaine*.

République démocratique du Congo, Rassemblement congolais pour la Démocratie (RCD), Département de l'administration du territoire. 1999 (9 septembre). « Arrêté départemental, n° 001/MJ/DAT/MB/ROUTE/1999 d'organisation administrative portant création à titre provisoire du territoire de Minembwe dans la province du Sud-Kivu », Bukavu, le 9 septembre 1999 signé par Joseph Mudumbi, chef du département de l'Administration du territoire.

Reyaud, A. 2005. *Histoire, Géographie, Éducation civique*. Académie d'Amiens.

Rukatsi Hakiza, B. 1988. « L'intégration des immigrés au Zaïre : le cas des personnes originaires du Rwanda ». Thèse, Université libre de Bruxelles.

Samba Kaputo, G. 1970. « Institution politique du Bugweshe dans la conjoncture politique des années 1959-1967 ». Mémoire de licence en Sciences politiques et administratives, Université Lovanium de Kinshasa.

Slater, R. 1997. « Approaches to strengthening local government: lessons from Sri Lanka ». *Public Administration and Development* 17 (2).

Tull, D.M. 2005. *The Reconfiguration of Political Order in Africa: A Case Study of North Kivu (DR Congo).* Hambourg : Institut für Afrika-Kunde.

Verhaegen, B. 1962. *Congo 1961*. Bruxelles : CRISP.

Verhaegen, B. 1966. *Rébellions au Congo*. T. 1. Léopoldville/Bruxelles : IRES-INEP/CRISP.
Verhaegen, B. 1969. Rébellions au Congo. T. 2 : *Maniema.* Bruxelles/Kinshasa : CRISP/IRES.
Young, C. 1968. *Introduction à la politique congolaise*. Kinshasa/Kisangani/Lubumbashi : PUC.

Archives

Amani Mutuganyi, chef de groupement Mutuganyi. 2001. « Lettre n° 5072/003/GRMM/2001 relative au dossier Groupement Muhamiriza Bibangwa, le 1er octobre 2001 dont l'objet est contestation des limites du groupement Mutuganyi I (Muhamiriza), adressée à l'administrateur du territoire de Minembwe ».
Groupement de Budulege. 2001. « Lettre du 4 mai et du 27 novembre 2001 dont l'objet : Mémorandum à l'attention de son Excellence le chef de département de l'Administration du territoire, Sécurité et Renseignement au sein du RCD et Rappel ». Muramvya.
Kwa niaba wakaaji wa localité Ibumba. 1999. « Lettre du 2 novembre 1999 dont l'objet : *Ombi la groupement Bafurero pa Ibumba* ». Minembwe.
Lenghe III Rugaza Kabale, chef de collectivité des Bavira. « Annexe I, Avis de la notabilité des Bavira pour la création d'une localité Bijombo. Mise au point adressée au commissaire de Région du Kivu ».
Les notabilités d'Itombwe. 1999. « Lettre du 1er novembre 1999 dont l'objet : Doléances des notabilités d'Itombwe ». Minembwe.
Lwabanji Lwasi Ngabo, vice-gouverneur de la région du Sud-Kivu. 1994. « Lettre n° 25/251/1735/138/ DIVINTER/94, le 14 novembre 1994 dont l'objet : Transmission rapport circonstancié dressé par Ramazani Buzege Lukerenge, commissaire de zone assistant à Bijombo ». Bukavu.
Mushama Ngirima Baudouin, chef de collectivité-chefferie des Bavira. 2001. « Lettre n° 5072/132/163/F.12/CH BA V, Kabindula, le 28 septembre 2001, dont l'objet est le conflit des limites entre chefferie des Bavira, cité d'Uvira et territoire de Minembwe ».
Ntabarusha & Binyonyi Byakitaku. 1985. « Rapport sur le dossier du groupement Bijombo du 7 septembre 1985 ». Assemblée provinciale.
Ruhanduka Jondwe Jonas, AT de Minembwe. 2001. « Lettre n° 5072/111/ F.12/TM/2001, Minembwe, le 9 novembre 2001. Objet : transmission P.V. d'enquête sur la rectification de la dénomination du groupement Muhamiriza à Bibangwa, adressée au gouverneur de province du Sud-Kivu à Bukavu ». Minembwe.
Rukundo Matare, chef de localité Bibogobogo. Bibogobogo. 2001. « Lettre du 10 juin 2001. Objet : Élévation de la localité Bibogobogo II au rang de groupement. Mémorandum à l'attention de son Excellence le chef de département de l'Administration du territoire, Sécurité et Renseignement au sein du RCD, le 4 mai 2001 ». Muramvya.
Semahoro Bahivi, chef de collectivité de Bijombo. 2001. « Lettre n° 5072/36/F2/ TM/CB/2001 du 20 septembre 2001 ». Bijombo.
Shweka Mutabazi II, administrateur du territoire. 1994. « Lettre n° 5072/390/ F.051/94, Uvira, le 23 septembre 1994 dont l'objet : Rapport circonstanciel confiscation document ».
Umoja (antenne de la mutuelle à Goma). 1988 (9 janvier). « Lettre du 9 janvier 1988 au président Munyamakuba Mugusha (Rapport n° 2/Jan/88, p. 1) ».

CHAPITRE 2

LES ORIGINAIRES DU SUD-KIVU AU POUVOIR DANS LES PREMIÈRE ET DEUXIÈME RÉPUBLIQUES (1960-1997)

1. LES ORIGINAIRES DU SUD-KIVU AU POUVOIR SOUS LA PREMIÈRE RÉPUBLIQUE

Sous la Première République (1960-1965), Jean-Chrysostome Weregemere Bingwa et Léon Mamboleo Mughuba sont les originaires du Sud-Kivu qui occupent le plus de postes dans les gouvernements constitués. Mais l'image d'Anicet Kashamura aux côtés de Patrice Lumumba resta forte dans l'imaginaire populaire, comme l'un des principaux acteurs politiques, malgré le fait qu'il partit avec Lumumba, lors de sa révocation en septembre 1960.

Comment le cadre politique se mit-il en place dans le Sud-Kivu ? À la décolonisation, les élections législatives nationales et provinciales furent organisées en mai 1960. La province du Kivu avait été divisée en quatre circonscriptions : ville de Bukavu, Sud-Kivu, Nord-Kivu et Maniema, soit le chef-lieu de la province et les trois districts qui la constituaient. Mais il faut vite noter que la circonscription reconnue de la ville de Bukavu intégrait dans le fait celle du district du Sud-Kivu au vu de la perméabilité de leurs populations. Sur les 137 sièges à pouvoir pour la Chambre des Représentants, la province du Kivu avait un quota de 23 sièges répartis comme suit : 5 pour le Maniema, 9 pour le Nord-Kivu et 9 pour la ville de Bukavu et le district du Sud-Kivu ensemble. Pour l'élection des sénateurs, le quota fut de 14 sièges à pouvoir pour chaque province du Congo ; les sénateurs étaient élus au second degré par les députés provinciaux.

Dans le chapitre 1, nous avions déjà présenté l'assemblée provinciale du Kivu et les développements liés à son évolution dans la province. Les résultats des députés nationaux sont les suivants :

Parmi les figures marquantes issues du Sud-Kivu à l'Assemblée nationale sous la Première République se trouvent les députés nationaux Edmond Rudahindwa, Hubert Sangara, Jean-Chrysostome Weregemere et Anicet Kashamura. On observe que le CEREA dominait dans le Nord-Kivu en gagnant 8 sièges sur les 9 octroyés à la circonscription ; le Sud-Kivu était politiquement partagé à 3 parts égales entre le REKO (anti-Kabare ou groupe de Ngweshe), le CEREA et l'Unibafi-MNC/L, le siège individuel gagné par François Mopipi affiche plutôt la présence lega à ce qui apparaît être la compétition politique entre les originaires des territoires non lega du Sud-Kivu ; le Maniema ressemble par sa tendance politique monocolore au Nord-Kivu, il est presque entièrement acquis au MNC/L.

Si l'image de Kashamura passe dans l'opinion nationale comme ayant été le dirigeant le plus en vue du Sud-Kivu, pourtant les résultats du scrutin placèrent plutôt le Bembe Jérôme Mutchungu et le Lega François Mopipi en tête avec le plus de voix de préférence. Malgré cela, tout reste assez faible par rapport à d'autres provinces du pays ou sans commune mesure avec, ailleurs, les 84 602 voix de Patrice Lumumba (MNC/L), 35 200 voix de Jean-Pierre Finant (MNC/L), 78 076 voix d'Albert Kalonji (MNC/K), 53 121 voix de Jean Bolikango (PUNA), 39 492 voix de Joseph Kasa-Vubu (Abako), 94 300 voix de Charles Kisolokele, fils aîné de Simon Kimbangu (Abako), 60 511 voix de Cléophas Kamitatu (PSA), 52 445 voix d'Antoine Gizenga (PSA), etc. Dans cet ordre-là, Muchungu et Mopipi qui sont les mieux classés au Sud-Kivu n'arrivent qu'à la 64e et la

Tableau 2.1 : résultats des députés nationaux de la province du Kivu élus en 1960

Circonscriptions	Noms	Tendances politiques	Nombre de voix gagnées	Fonctions exercées sous la colonisation	Observations
Sud-Kivu et ville de Bukavu (7 sièges)					
	Mopipi Bitingo François	Liste individuelle (à l'Assemblée, il devint PNP)*	7910 voix	Attaché au cabinet du gouverneur de la province du Kivu.	-
	Werengemere Jean-Chrysostome	REKO	2711 voix	-	-
	Kashamura Anicet	CEREA	1564 voix	4 ans d'études secondaires et cours par correspondance ; journaliste et délégué FGTB, membre du Collège exécutif.	-
	Lwanwa Abraham	REKO	753 voix		-
	Rudahindwa Edmond	REKO	489 voix	4 années d'études moyennes ; agent de l'Administration.	-
	Mutchungu Jérôme	Unibafi-MNC/L	8341 voix	École AMI ; assistant médical.	-
	Matabishi Samuël	Unibafi-MNC/L	838 voix	Enseignant.	-
Nord-Kivu (9 sièges)					
	Kalegamire Juma	CEREA	39 418 voix	Commerçant.	-
	Kaniere Aloïs	CEREA	9845 voix	Fermier.	-
	Kambale Alphonse	CEREA	8115 voix	Garde sanitaire.	-
	Kambale Théophile	CEREA	5026 voix	Cultivateur.	-
	Kambale Mathias	CEREA	3016 voix	-	Il s'est désisté, remplacé en juillet 1960 par Paul Kageni.
	Sebakunzi Phocas	CEREA	2967 voix	École normale ; enseignant.	-
	Nzabonimba Alphonse	CEREA	1094 voix	-	-
	Mitubo Jean	CEREA	917 voix	-	-
	Kambere Léon	Liste individuelle	4744 voix	1 année d'école moyenne ; commis de la colonie.	-
Maniema (5 sièges)	Milambo Jules	CEREA	14 731 voix	4 ans d'école moyenne ; comptable des sociétés.	-
	Mushango Eb.	MNC/L	14 608 voix	-	-
	Louvain Maurice	MNC/L	6523 voix	6 ans d'études primaires ; commerçant.	-
	Katimba Denis	MNC/L	2301 voix	-	-
	Muminia Gabriel	MNC/L	1902 voix	6 ans d'études primaires ; clerc-vendeur.	-

*Le 17 juin 1960, la candidature de François Mopipi fut présentée à l'Assemblée nationale par le cartel de l'Union nationale au poste de 2e vice-président du bureau. Il obtint 55 voix contre 74 voix à Joseph Midibiro qui fut élu.

Source : Bomandeke Bonyeka 1992 : 376-377.

Tableau 2.2 : sénateurs de la province du Kivu de 1960-1963*

Noms	Tendances politiques	Observations
Anany Jérôme	PNP	Budja du district de l'Ubangi, né à Lisala en 1919, mais c'est à Bukavu qu'il passa sa carrière professionnelle et ses débuts dans le parti politique d'où le PNP le désigna comme délégué à la Table ronde politique de Burxelles en janvier-février 1960.
Bisukiro Marcel	CEREA	Hutu de Rusthuru.
Bodoz Damien	CEREA	-
Buhendwa Lazare	CEREA	-
Kachungunu Pierre	CEREA	-
Kandara Albert	CEREA	Nord-Kivu.
Mwananteba Bonaventure	CEREA	Maniema ; territoire de Kasongo.
Bakihanage Herman	Individuel	-
Kajibwani Boniface	REKO	Sud-Kivu.
Mahamba Alexandre	MNC/L	Nord-Kivu ; territoire de Walikale.
Shango José-Bernard	MNC/L	Maniema ; territoire de Kibombo.
Kabare Alexandre	Coopté, chef coutumier	Sud-Kivu ; territoire de Kabare.
Masudi Zilanga	Coopté, chef coutumier	Mainema.
Basikanga Georges	Coopté, chef coutumier	Nord-Kivu ; territoire de Beni, groupement Banyangala.

*Chaque province du pays avait entre 3 et 14 sénateurs, dont 3 au moins étaient des chefs coutumiers ou des notables.
Source : archives MRAC, fonds De Doncker, HA.01.20.120.

71e place au niveau national. Il faut noter l'influence du système de représentation proportionnelle retenu comme mode de scrutin dont la conséquence au Kivu fut la dispersion des listes de vote entraînant le succès des partis nationalistes MNC (différentes tendances), PSA, Abako, CEREA, Balubakat totalisant 91 députés élus sur 137 (soit plus de 60 %)[1]. La province du Kivu connut un taux de participation de 85 % pour les 420 118 votants inscrits ; le CEREA en avait pris 95 721 voix (Bomandeke Bonyeka 1992 : 65, 382).

Pour l'élection indirecte des sénateurs, la construction politique n'est plus la même : le CEREA et le MNC/L écrasent largement le REKO. Pourtant le vote avait été organisé le 10 juin 1960 sous la présidence d'Abraham Lwanwa.

Les deux chambres furent fermées (dissoutes) le 29 septembre 1963 par décision du président Joseph Kasa-Vubu continuellement mis en difficulté par des oppositions à son autorité et au Gouvernement. Par exemple, sous le Premier ministre Cyrile Adoula (août 1961-juin 1964), le Gouvernement fut souvent menacé devant les Chambres, plusieurs fois remanié et amputé de ses membres par des motions de censure, par des démissions volontaires ou par des révocations : 4 ministres ont été censurés, 3 démis de leurs fonctions par ordonnances et 1 a quitté de son propre chef. C'est avec la troisième session extraordinaire ouverte le 28 août 1963 qu'intervient l'arrêt définitif du Parlement et du Sénat constitués à l'issue des élections de mai et juin 1960. Jean-Marie Bomandeke Bonyeka, sénateur MNC élu de la Province-Orientale (établi à Stanleyville, mais il était originaire du district de la Tshuapa, province de l'Équateur), décrit le cadre qui débouche sur ce coup de force de l'exécutif contre le législatif.

> « Le qualificatif à donner à cette session fut très discuté. En effet, la session ordinaire de septembre 1963 fut convoquée de plein droit au cours de la première quinzaine du mois d'août par les présidents des Chambres, conformément à la Loi fondamentale […]. Rappelons que lors de l'ouverture solennelle de la session de mars [1963], le chef de l'État avait demandé aux parlementaires d'accorder la priorité à l'étude

1. À la Table ronde politique de Bruxelles (janvier-février 1960), leur représentation était à peine d'un tiers environ par rapport à l'ensemble des délégations.

du problème constitutionnel. Mais étant donné que l'avancement des travaux de la Commission mixte […] était trop lent, et évitant que la session de septembre soit une session ordinaire, occasion pour les parlementaires de s'assigner d'autres buts que l'étude du projet de Constitution, le président de la République convoque, dès le 26 août, les Chambres en Assemblée constituante.

Selon cette ordonnance, l'Assemblée constituante se réunirait le 30 août et devrait siéger pendant 100 jours. Dans l'esprit du chef de l'État et conformément aux articles 30, 67 alinéa 2 de la Loi fondamentale, la session était extraordinaire et de ce fait avait un calendrier bien précis. Son souhait était de voir les prochaines élections, imminentes du reste, se dérouler conformément aux dispositions de la nouvelle Constitution.

La décision du président de la République fut mal accueillie par les parlementaires. Voués exclusivement à l'élaboration d'une constitution, les représentants du peuple se voyaient privés de leurs autres droits et notamment celui de censurer le Gouvernement. Tout en admettant le caractère "extraordinaire" de la session, ils voulaient en même temps s'occuper des travaux ordinaires, comme l'examen du budget 1964, et se réserver quelques séances pour les motions de censure.

Il se posa, après la reconduction des bureaux, le problème de procédure à suivre pour élaborer la Constitution. Les deux Chambres ne pouvaient se réunir que pour l'élection du chef de l'État […] ; mais, le 24 juin 1963, le Parlement avait voté une proposition de loi modifiant les articles 98 à 101 et prévoyant la réunion des deux Chambres en une seule Assemblée. Il semble qu'une erreur matérielle aurait empêché le président de la République de promulguer ces textes.

Dans une lettre du 30 août 1960, Justin Bomboko, alors ministre de la Justice et Garde des Sceaux, avait demandé aux Chambres de rectifier cette erreur matérielle. Pour le ministre, le mot "Parlement" figurant à l'article 2 de la loi du 24 juin 1963 doit être remplacé par "Assemblée constituante".

Modifications des articles 98 à 101 :

Article 1er : Les articles 98 et 99 sont abrogés et remplacés par un seul article 98 : "La Constitution est élaborée par la Chambre des Représentants et le Sénat réunis en Assemblée constituante".

Article 2 : les articles 100 et 101 sont abrogés et remplacés par un seul article 100 : "La Constitution sera élaborée par le Parlement. La Commission constitutionnelle mixte qui examine le projet de la Constitution déposé aux Chambres fera appel aux provinces avant l'approbation de son rapport pour qu'une délégation de chacune des Assemblées provinciales soit associée à titre consultatif, aux séances de clôture de son travail avant présentation à la Constituante".

Le Parlement s'orientait déjà vers la fusion des deux Chambres pour la durée de la Constituante lorsque le 18 septembre, elles envoyèrent une proposition de procédure au chef de l'État. Cette proposition contenait les points suivants :

- révision et vote de la modification des articles 98 à 101 demandés par le ministre de la Justice ;
- fixation de la date d'ouverture des travaux par les présidents des Chambres ;
- ouverture de la Constituante et adoption de son règlement d'ordre intérieur ;
- élection du bureau et début des travaux.

Par cette proposition, le chef de l'État se voyait notifier l'intention de poursuivre les travaux ordinaires des Chambres. Il se produit une tension entre le législatif et l'exécutif. Les conditions jugées défavorables pour l'exécutif dans lesquelles se déroulaient les travaux de la session extraordinaire incitèrent le chef de l'État à renvoyer les Chambres en vacances.

C'est donc le 29 septembre que le président de la République porte un coup de force au Parlement en clôturant la session parlementaire et en désignant une Commission pour l'élaboration d'un projet de Constitution qui devra être soumis au référendum. La décision de mettre les Chambres en congé marque, en fait, le terme de la première législature » (Bomandeke Bonyeka 1992 : 141-144).

Au cours de leurs exercices de juin 1960 à septembre 1963, la composition des bureaux de deux Chambres avait connu des changements :

1) Pour la présidence du bureau de la Chambre des Représentants, elle revint successivement à Joseph Kasongo du MNC (1960-1961), puis à Yvon Kimpiobi du PSA (mars 1962), ensuite à Bertin Mwamba de la Balubakat (novembre 1962) et enfin à Joseph [Jacob] Midiburo du CEREA (mars 1963) qui était originaire du territoire de Rutshuru dans le Nord-Kivu. À noter l'élection en juillet 1961 de Simon Malago comme secrétaire parlementaire avec 72 voix contre Aloïs Kanière qui échoue avec 38 voix. Le 5 mars 1962, lors de l'ouverture de la 3e session ordinaire, le CEREA Midiburo qui postule pour la 1re vice-présidence échoue par 52 voix contre 57 voix gagnées par Thadée Dombo du PUNA.

2) Quant à la constitution de la présidence du bureau du Sénat en juin 1960, Alexandre Mahamba présenté par le MNC/L affronte Joseph Ileo soutenu

par le MNC/K auquel s'ajoute l'Unimo. C'est Ileo qui l'emporte par 41 voix contre 39 voix à Mahamba ; Albert Kandara du CEREA/Nord-Kivu est élu quatrième secrétaire de ce premier bureau. Le 25 juillet 1961, la constitution du nouveau bureau a vu les sénateurs Pierre Kachungunu (CEREA, shi de Kabare) et Boniface Kajibwani du REKO se disputer la 2e vice-présidence ; le premier cité l'emporte avec 39 voix[2] contre 29 voix pour le second. Le 5 mars 1962, lors de l'ouverture de la 3e session, Alexandre Mahamba est désigné président du bureau provisoire et le jour suivant Victor Koumoriko originaire du lac Mai-Ndombe devient président élu du bureau. Pour la représentation de la province du Kivu, Herman Bakihanage est élu secrétaire.

Au vu des blocs politiques qui se sont constitués autour de la décolonisation pour marquer les élections de 1960, la situation semble avoir connu une certaine dislocation en cette année 1963. Il s'observait que les partis politiques qui se combattaient hier se retrouvaient pêle-mêle dans les bureaux des deux chambres parlementaires. À la fin de septembre 1963, ceux qui furent constitués se présentèrent de la manière suivante :

1) à la Chambre des Représentants : Joseph [Jacob] Midiburo du CEREA (président), Dondo du PUNA (1er vice-président) et Liévin Mutombo du MNC/K (2e vice-président). La province du Kivu ne compte aucun représentant.

2) au Sénat : Isaac Kalonji de la FEDEKA (président), Joseph Molebe du PUNA (1er vice-président) et Clément Mbuyi Katende du MNC/K (2e vice-président). Pour la représentation de la province du Kivu, Bonaventure Mwanateba du CEREA/Maniema est 3e secrétaire.

En renvoyant les deux chambres, le président Joseph Kasa-Vubu posa l'acte qui occasionna les soulèvements armés conduits par Pierre Mulele à l'ouest du pays et, puis, aux mouvements armés dits Simba à l'Est (cf. *infra*). Préoccupé par sa situation politique à l'approche des élections de fin de législature en 1965, il privait là (ce qui restait être) la majorité parlementaire reconduite dans l'opposition (qui avait gagné en même temps le pouvoir exécutif avec Patrice Lumumba comme *leader* marquant à l'indépendance) du dernier levier de pression et d'expression. Il vint répéter pareille stratégie en 1965 avec le coup porté cette fois là contre Moïse Tshombe ramené au pouvoir en juillet 1964 à Léopoldville pour contrer les partisans lumumbistes révoltés. Mais Kasa-Vubu qui avait trop bousculé les normes constitutionnelles pendant ces cinq années atteignit cette fois-ci sa fin politique, alors que ses soutiens ne jugeaient plus utile de continuer la lutte contre les Lumumbistes encore craints. C'est Mobutu qui prit désormais le devant, placé à la tête du pays.

Même s'il avait été convenu lors de la formation du 1er gouvernement Adoula, le 2 août 1961, issu du conclave de Lovanium, que tous les anciens alliés de Patrice Lumumba qui étaient ministres du gouvernement Lumumba retrouveraient leurs postes, Anicet Kashamura ne revint pas. Ses positions anti-Belges et prolumumbistes le faisaient détester de beaucoup de Congolais que l'Occident aidait à gagner le pouvoir ; il partit en exil. C'est J.-Ch. Weregemere, le *leader* de l'autre aile du CEREA, qui prit sa place comme ministre de l'Agriculture. Ainsi, ils n'eurent que des Bashi dans le Gouvernement central comme représentants du Sud-Kivu : l'un de Ngweshe (Rudahindwa) et l'autre de Kabare (Weregemere).

2. MOBUTU AU POUVOIR : DE LA PENDAISON DE MAHAMBA ET D'ANANY AUX PRISES DE LA VILLE DE BUKAVU PAR LES MERCENAIRES RÉVOLTÉS

Durant la période 1965-1967, celle précédant le changement des règles des élections et l'avènement du Mouvement populaire de la révolution (MPR) qui devint parti unique, les premiers acteurs du Sud-Kivu disparurent. Dans les deux chambres constituées à la mi-1965 appelées « deuxième législature de la Première République (1965-1967) », Jean-Marie Kititwa devint sénateur et, à l'Assemblée nationale, les seuls rescapés furent Jean Miruho, François Mopipi Bitongo et Edmond Rudahindwa. Par les premières figures locales de Bukavu, Clément Walubila devint sénateur.

Le régime Mobutu s'ouvre avec le coup d'État qui destitue Joseph Kasa-Vubu avant que celui-ci n'ait organisé les élections présidentielles de la fin de la première législature. Assez vite, il allait supprimer l'assemblée provinciale ; le président de la province devint d'abord gouverneur de province

2. Pierre Kachungunu fut remarqué grâce à ses interventions, de même que Mahamba et Shango pour la représentation du Kivu (cf. Bomandeke Bonyeka 1992 : 123).

Tableau 2.3 : originaires du Sud-Kivu dans les gouvernements nationaux sous la Première République

Gouvernements	Noms	Fonctions occupées	Observations
Gouvernement de Patrice Lumumba du 23 juin 1960	Rudahindwa Mulume Edmond	Ministre des Mines	Shi de Walungu, actif dans le REKO.
	Kashamura Anicet	Ministre de l'Information et des Affaires culturelles	Élu député national en 1960 ; un des *leaders* du CEREA.
Gouvernement de Joseph Ileo du 5 au 12 septembre 1960	Rudahindwa Mulume Edmond	Ministre des Mines	Shi de Walungu, actif dans le REKO.
Gouvernement de Joseph Ileo du 13 au 20 septembre 1960	-	-	-
Collège des commissaires généraux du 29 septembre 1960 au 8 février 1961	-	-	La province du Kivu dépendait du Gouvernement Gizenga de Stanleyville.
Gouvernement de Joseph Ileo du 8 février au 1er août 1961	François Mopipi Bitingo Mutimana	Ministre de l'Agriculture	Lega, originaire de Lumba dans le groupement Bamuguba-Sud (chefferie Bakisi, territoire de Shabunda).
Gouvernement de Cyrille Adoula du 2 août 1961 au 10 juillet 1962	Weregemere Jean-Chrysostome	Ministre de l'Agriculture	Élu député national en 1960 ; Shi de Kabare, un des *leaders* du CEREA
	Rudahindwa Mulume Edmond	Ministre des Mines et Énergie	Shi de Walungu, actif dans le REKO.
Gouvernement de Cyrille Adoula du 11 juillet 1962	Weregemere Jean-Chrysostome	Ministre de la Justice	Appartenant au « groupe Kabare » qui est opposé au « groupe de Ngweshe ou anti-Kabare », il est destitué de son poste le 7 décembre 1962 par un vote de censure de la Chambre des députés.
Gouvernement de Cyrille Adoula du 14 avril 1963	-	-	-
Gouvernement de Cyrille Adoula du 1er août 1963	-	-	-
Gouvernement de Moïse Tshombe du 9 juillet 1964	Mamboleo Léon	Ministre de la Justice	Lega de Mwenga ; licencié en droit de l'Université Lovanium de Léopoldville.
Gouvernement de Moïse Tshombe du 17 septembre 1964	Mamboleo Léon	Ministre des Affaires sociales	*Idem.*
Gouvernement de Moïse Tshombe du 7 juillet 1965	Mamboleo Léon	Ministre des Affaires sociales	*Idem.*
Gouvernement de Moïse Tshombe du 26 juillet 1965	Mamboleo Léon	Ministre des Affaires sociales	*Idem.*
Gouvernement d'Évariste Kimba du 18 octobre 1965	-	-	-
Gouvernement d'Évariste Kimba du 8 novembre 1965	Kititwa Tumansi Jean-Marie	Ministre de l'Éducation nationale et des Affaires culturelles	Lega de Mwenga ; il avait présidé l'UNERGA avant de prendre la tête du PNP au Kivu.

Source : Banyaku Luape 2000.

puis commissaire de région, y perdant beaucoup de ses prérogatives antérieures ; ce qui réduisit sa fonction de chef, puisqu'il devint l'exécutant du pouvoir national, qui lui confia dorénavant des charges et la ligne de conduite à imprimer dans le territoire étatique placé sous sa supervision.

En 1966, dès l'entame du régime Mobutu, Alexandre Mahamba (qui passa sa carrière sous la colonisation à Bukavu comme agent de la Caisse des pensions, puis devint collègue de Mobutu, délégué du MNC/L, à Bruxelles en mai et juin 1960 comme membre du Groupe de travail issu de la conférence économique, financière et sociale, ensuite élu sénateur au Kivu en 1960 et nommé ministre plusieurs fois dans les gouvernements centraux constitués sous la Première République[3]), fut pendu en public à Léopoldville, avec trois autres condamnés (cf. *infra*). Rappelons qu'il était nyanga du territoire de Walikale, né à Ngoma dans le Nord-Kivu le 29 décembre 1920. Au départ connu pour avoir été l'initiateur du parti Activité politico-sociale nyanga (APSN) créé à Bukavu le 24 mai 1959, à ce moment-là déjà le pouvoir colonial l'identifiait pour être un intriguant politique.

Aux côtés de Mahamba se trouvait aussi Jérôme Anany, un autre acteur lié au Kivu par son passé politique. Il est Budja du territoire de Bumba (province de l'Équateur), né à Lisala le 19 mai 1919. Mais c'est à Bukavu qu'il évolue comme commis à la Caisse d'épargne et devient à la décolonisation vice-président de l'Union congolaise. À l'indépendance du Congo donc, il est élu sénateur du Kivu sur la liste PNP qui préalablement l'avait désigné dans sa délégation comme membre effectif à la Table ronde politique de Bruxelles (janvier-février 1960). Le 10 mai 1962, Anany est nommé commissaire général extraordinaire au Kivu par le président Joseph Kasa-Vubu et, surtout, il passe ministre de la Défense nationale dans le 2e gouvernement de Cyrille Adoula ; cette position fit de lui l'autorité de Joseph Mobutu, commandant de l'armée congolaise. Ce poste stratégique fut disputé depuis l'éviction de Lumumba par Jean Bolikango et Joseph Mobutu se détestant parce que tous deux voulurent être reconnus *leaders* attitrés des Bangala censés avoir le plus grand nombre d'effectifs de soldats (environ 60 %) dans l'armée congolaise. En fait, à cause de cette opposition et pendant plusieurs mois, le ministère de la Défense va être omis dans le gouvernement Ileo du 6 février au 1er août 1961 et dans celui de Cyrille Adoula du 2 août 1961 au 11 juillet 1962. Si donc Anany gagne ce poste, il y a deux raisons : 1) son origine budja né à Lisala permet de calmer, d'une part, Mobutu qui est Mugbandi né aussi à Lisala et, d'autre part, Bolikango qui est un Akula, un groupe ethnique dit intégré aux Ngombe de Lisala. Anany a donc avec ces deux meneurs la même appartenance au district de la Mongala[4] ; 2) il vient du Kivu où il s'est professionnellement et politiquement constitué ; pas donc de base populaire dans l'Équateur. Mais, pour avoir occupé divers postes de pouvoir au niveau national, Anany a appris beaucoup sur les hommes politiques du Congo et de chez lui. Il nourrit l'ambition d'aller encore au-dessus de Mobutu. Dès lors, le cadre de confrontation qui se présenta assez vite dès l'entame de l'État-Zaïre allait l'anéantir. Sans accrochage politique populaire réel ni au niveau « ethnique » mungala ou à celui de la province de l'Équateur, Mobutu en profita pour donner l'exemple même aux siens. Du Kivu où il était sorti politiquement, à l'ouverture de la Deuxième République (1965-1997), il n'y eut presque pas d'originaires du Sud-Kivu dans l'entourage de Mobutu.

Joseph Désiré Mobutu devint président, et l'acte du coup d'État orchestré avec l'aide des Américains et des Belges fut reconnu par beaucoup d'acteurs politiques congolais. Mais certains parmi eux ne parurent pas réellement le respecter, ou ne le prirent pas très au sérieux. Ils le jugeaient sans assises politiques confortables, continuaient à le désigner comme étant cet ancien journaliste et/ou sergent-comptable de la Force publique (il avait quitté l'armée en 1956) promu secrétaire d'État dans le

3. Tour à tour ministre des Affaires foncières dans les gouvernements Lumumba et Ileo en 1960, secrétaire d'État aux Mines et à l'Énergie dans le gouvernement provisoire de Joseph Ileo (du 6 février au 1er août 1961), ministre des Affaires foncières dans le 1er gouvernement Adoula (2 août 1961-10 juillet 1962), ministre des Mines et de l'Énergie dans les 2e, 3e et 4e gouvernements de Cyrille Adoula, c'est-à-dire jusqu'à l'arrivée du gouvernement de Moïse Tshombe en juillet 1964.

4. À part le fait d'être un lieu de référence quant à l'origine de ces personnages, la situation géopolitique au courant des premières années postindépendance a fait que la région de Lisala-Bumba devenait une forte base militaire où étaient cantonnés des commandos de Mobutu appelés à contrer les pouvoirs prolumumbistes actifs de la Province-Orientale et du Kivu.

gouvernement Lumumba à l'indépendance. Et c'était encore Lumumba, pris dans le tourbillon de la décolonisation, qui l'avait propulsé quelques jours après (en juillet 1960) au rang de chef d'état-major général avec le grade de colonel.

Mobutu avait de la mémoire et, surtout, il se montrait stratège. Il se souvenait de la manière dont Lumumba était tombé au bénéfice de Joseph Kasa-Vubu. Maintenant, il venait de déchoir ce dernier, qui l'avait fait lieutenant général et commandant en chef de l'armée nationale congolaise. Il n'allait pas laisser perdurer une situation qui voyait les politiciens défier son pouvoir. Pour marquer son autorité auprès de tous, Mobutu voulut faire peur. Tout commença le 7 mars 1966, lorsqu'il supprima le droit de grève ou, encore, l'obligation de soumettre ses ordonnances-lois à l'une des chambres législatives pour confirmation. Une décision qui renforça le mécontentement parmi les parlementaires. Quelques-uns élevèrent le ton : les sénateurs Émile Zola et Emmanuel Bamba intervinrent par motion pour demander quel rôle jouerait encore le Parlement dans ces conditions ; ce qui leur valut des applaudissements nourris. À partir de là, beaucoup d'acteurs discutèrent des possibilités d'écarter Mobutu du pouvoir. Dans ces cercles se retrouvaient aussi des officiers militaires qui, assez vite pourtant, furent gagnés à la cause du nouveau chef. Ainsi Mobutu les transforma en appâts pour piéger les politiques ; il voulait identifier les plus persévérants. À travers eux donc, Mobutu pouvait suivre les contacts politiques en cours.

Au mois de mai 1966, un groupe d'officiers dirigé par le colonel Alphonse Bangala et le major Pierre Efomi (un originaire de la province de l'Équateur) prirent contact avec quelques politiciens pour leur dire qu'eux aussi et une grande partie de l'armée n'étaient pas d'accord avec le coup d'État. Ils comptaient donc destituer Mobutu et remettre le pouvoir aux civils. Cinq politiciens tombèrent dans le piège : Évariste Kimba, Alexandre Mahamba, Jérôme Anany, Emmanuel Bamba et Cléophas Kamitatu. Après quelques réunions, un dernier rendez-vous fut pris le dimanche 29 mai 1966, jour de la Pentecôte, entre les cinq politiciens et six officiers supérieurs en vue des derniers réglages, avant de passer à l'acte. Ils se réunissaient dans la résidence du colonel Bangala (au quartier Parc Hembrise, à Ma campagne). Kamitatu fut annoncé, mais il n'arriva pas, prévenu, semble-t-il, par quelqu'un du Kwilu. Dans le jardin de la villa où tous établissaient le dernier plan d'action de la destitution de Mobutu et la mouture du gouvernement à mettre en place, les cuisiniers et autres serveurs n'étaient que les membres d'un commando commis à l'arrestation. Cette réunion commencée à 20 h se termina à 1 h du matin. C'est alors qu'intervinrent les commandos : les politiciens furent arrêtés, mais aucun des officiers militaires.

Et le lendemain, 30 mai, de grand matin, Mobutu s'adressa au peuple congolais, sept mois après sa prise de pouvoir, à travers la Radio Congo. Sa voix claquait de colère et d'émotion lorsqu'il annonça qu'un coup d'État avait été déjoué et les traîtres arrêtés : Évariste Kimba, Emmanuel Bamba, Alexandre Mahamba et Jérôme Anany. Et vers 12 h le même jour, Mobutu créa, par ordonnance-loi, un tribunal militaire d'exception chargé de juger les conjurés. Ce tribunal était composé du colonel Pierre Ingila[5] (président ; Libinza, originaire de la province de l'Équateur), du colonel Ferdinand Malila (juge ; originaire de Buta dans le Bas-Uele), du colonel Honoré Nkulufa Lombindo (juge ; Mongo, originaire de la province de l'Équateur et collègue de classe à Luluabourg de Joseph-Désiré Mobutu) ; Alexandre Singa Boyenge, alors chef de la Sûreté, avait été membre du conseil. L'audience tenue en plein air devant une foule nombreuse eut lieu le 31 mai et ne dura que deux heures. Aucun militaire impliqué ne fut convoqué, malgré la demande des accusés. La sentence tomba immédiatement : la peine de mort par pendaison pour les quatre inculpés. Finalement, l'exécution eut lieu le lendemain de la sentence, le 1er juin 1966, sur l'actuel emplacement du stade des Martyrs de Kinshasa construit sous le régime Mobutu, qui l'avait dénommé « stade Kamaniola », en mémoire de la victoire de l'ANC contre les Simba (cf. *supra*). Diverses interventions pour arrêter le meurtre ne furent pas entendues ; à citer celles du président congolais Alphonse Massamba-Débat, du roi des Belges Baudouin Ier, du président français Charles de Gaule, du président américain Lyndon Johnson, du pape Paul VI. Mobutu se montra inflexible !

Les condamnés montèrent à la potence, chacun à son tour, torse nu, mains ligotées derrière le dos, cagoulés, pour être exécutés.

Évariste Kimba (Luba du Haut-Lomami, ministre des Affaires étrangères du Katanga sous la sécession et dernier Premier ministre du Congo sous Joseph

5. Certains témoignages désignent plutôt Honoré Kulufa comme ayant été le chef du conseil.

Kasa-Vubu) fut le premier à passer à la potence, suivi d'Emmanuel Bamba (sénateur dignitaire kimbanguiste, originaire du Kongo-Central). L'agonie de Jérôme Anany, le troisième, fut « infiniment plus longue » avant que n'arrivât le tour de Mahamba, le dernier. Jean-Pierre Langellier décrit la tragique séquence de la mort de ces deux derniers :

> « Le corps [d'Anany] tressaute ; les convulsions se poursuivent ; le spectacle devient insoutenable. La foule est hébétée. Plus un mot n'est prononcé. La lutte contre la mort dure une vingtaine de minutes avant que le cadavre ne rejoigne son cercueil de bois blanc, près de ceux de ses compagnons[6]. Soudain, au moment où le bourreau passe la corde au cou du dernier supplicié, Alexandre Mahamba, une brusque poussée se produit dans la foule qui rompt le barrage de police autour de la potence. Des gens déferlent, culbutent, se précipitent en furie vers l'estrade. Il s'ensuit, par contrecoup, une brève et violente panique parmi les spectateurs qui se trouvent de l'autre côté de la potence et s'efforcent de prendre la fuite. Dans le sauve-qui-peut général, hommes, femmes, enfants tombent et sont piétinés. Les soldats arment leurs mitraillettes et font face à la foule. Craignant que les militaires n'ouvrent le feu, celle-ci se disperse en tous sens. En quelques minutes, la place se vide d'au moins cinquante mille personnes. Il ne reste plus que des corps étendus, hurlant de souffrance et de terreur, et des chaussures éparpillées. Ignorant l'incident, le bourreau achève tranquillement son office. Le dernier condamné cesse de vivre. Des jeeps emportent les cercueils. Sur le passage du convoi mortuaire, les gens fuient. La haine qui avait entouré le procès de l'avant-veille laisse place à l'effroi » (Langellier 2017 : 148).

Mais à ce moment, Mobutu, qui n'avait pas encore consolidé son régime, voulait être craint plutôt qu'aimé. Sachant qu'il avait encore maille à partir avec les lumumbistes, il proclama, le 30 juin 1966, Patrice Lumumba « héros national ». À cette cérémonie du sixième anniversaire de l'indépendance, il avait convié dans la capitale congolaise le président Julius Nyerere de Tanzanie. Il s'agissait d'un tournant significatif, à cause de l'expérience malheureuse de ce qui se déroulait dans l'Est du Congo, dans la région de Fizi-Baraka. Car, si le président tanzanien avait fini par tolérer Mobutu au point de le fréquenter, Nyerere continuait à haïr Moïse Tshombe, qui demeurait, à ses yeux, une marionnette des intérêts européens. Aussi, s'il avait soutenu les rébellions anti-pouvoir de Léopoldville dans un passé récent, croyant qu'elles étaient d'authentiques mouvements nationalistes africains, voilà qu'il était désillusionné. Il avait vu et appris avec les Soumialot, Kabila, Gbenye… que ces dirigeants rebelles n'avaient « aucune valeur » et étaient « corrompus ». Ceux-ci remplissaient leurs journées par des voyages entre Moscou, Pékin et La Havane et n'étaient intéressés que par leur propre fortune.

> « Récemment [quatrième trimestre de 1965], écrit Ludo De Witte, il avait refusé de rencontrer Gbenye. En septembre, Nyerere avait placé les rebelles devant un choix, à Kigoma : aller au Congo ou céder leurs armes et s'installer à l'intérieur du territoire tanzanien. La plupart avaient choisi la deuxième option. Nyerere avait ordonné que les rebelles n'utilisent plus le pays comme base de sortie ou comme voie d'approvisionnement des rebelles congolais. Il avait fait savoir aux Chinois et aux Soviétiques que les livraisons d'armes et les instructeurs à destination des Simba n'étaient plus les bienvenus. L'ambassadeur [américain en Tanzanie] lui demanda si cela valait également pour les Cubains, à quoi Nyerere répondit qu'il en allait de même, en effet, et qu'il allait également le faire savoir à l'ambassadeur de Cuba. Il dit également qu'il s'attendait à ce que les développements politiques à Kinshasa, où le président Kasa-Vubu avait destitué [le 13 octobre 1965] le Premier ministre Tshombe, fournissent au Congo "un gouvernement africain". Un gouvernement congolais sans rebelles, car ceux-ci n'étaient qu'un "ramassis de nullités". Une dizaine de jours plus tard, au cours d'un nouvel entretien avec l'ambassadeur des États-Unis, Nyerere déclara que le choix par Kasa-Vubu de Kimba comme nouveau Premier ministre ouvrait la voie de la coopération avec le Congo et qu'il guettait l'occasion de le rencontrer.
>
> Fin octobre, lors d'une conférence de l'OUA, à Accra, le président Kasa-Vubu annonça un coup de barre à gauche dans la politique du Congo. Il parla même de l'expulsion des mercenaires. Peu après, Pablo Rivalta, l'ambassadeur de Cuba en Tanzanie, fut convoqué chez le président Nyerere. Ce dernier lui fit voir une liste des *desiderata* des chefs rebelles, principalement destinée à leur usage personnel. Rivalta dut entendre toute une litanie de doléances : les Congolais à Dar es-Salaam et à Kigoma étaient "constamment ivres, avec des femmes, faisant tout le temps la fête, allant fréquemment au Caire". Le président tanzanien s'appesantit sur les développements politiques à Léopoldville et demanda pour finir que les Cubains s'en aillent.

6. Cette version est celle du journal *Le Soir* du 3 juin 1966. Selon l'Agence France-Presse (AFP) du 2 juin 1966, c'est l'agonie d'Évariste Kimba qui fut la plus longue.

> Guevara, qui avait été tenu au courant via la liaison radio, et qui s'était déjà fait du souci à propos du "blocus" de la livraison d'armement depuis la Tanzanie, dit que c'était "le coup de grâce, pour une révolution à l'agonie" » (De Witte 2017 : 370-371).

Vigilant quant à la situation qui lui avait permis de se rapprocher de Julius Nyerere et, pour flatter davantage son hôte, Mobutu déclara, ce même 30 juin 1966, dans son discours : « Gloire et honneur à cet illustre Congolais, à ce grand Africain, première victime de l'impérialisme néocolonial et martyr de notre indépendance économique : Patrice Emery Lumumba […] ». Il ajouta que la grande artère reliant la ville à l'aéroport était rebaptisée boulevard Patrice Lumumba et qu'un immense monument allait être érigé à sa mémoire. Mobutu se présentait ainsi comme voulant désormais s'engager à combattre l'impérialisme occidental. Ce qu'il réussit, se parant d'une virginité politique aux yeux des nationalistes congolais et africains ; il devenait ainsi fréquentable.

C'est dès lors parmi ceux qui avaient été des antilumumbistes et, avec qui, par moments, il s'était allié, que Mobutu allait s'imposer. Moïse Tshombe et ses troupes devinrent la préoccupation de son pouvoir. Car, en fait, les mercenaires qui l'avaient aidé à combattre les Simba étaient devenus superflus, maintenant qu'il ne restait que la seule région de Fizi-Baraka près du lac Tanganyika où, avec la retraite des Cubains, n'allait plus rester que Laurent Désiré Kabila comme modeste seigneur de guerre.

Le 23 juillet 1966, quelque 2500 « gendarmes katangais » surnommés « Diabos » du régiment Baka (base de Kamina) en garnison de Stanleyville se révoltaient. Sous les ordres du colonel Ferdinand Tshipola, ils étaient regroupés en trois bataillons encadrés par les mercenaires. Les griefs des mutins portaient sur leurs « soldes trop faibles, des promotions trop tardives et des missions trop périlleuses. Soudés par un esprit de corps, ils craignent surtout qu'on ne les disperse d'une unité à l'autre et qu'ils ne soient ainsi exposés, vulnérables, à l'éventuelle vengeance des chefs militaires, pour la plupart originaires, comme Mobutu, de l'Équateur. Ils voient juste, le président, soucieux d'unité nationale, veut mélanger les soldats d'origines ethniques différentes » (Langellier 2017 : 154).

Mais Mobutu gagna cette fois la partie, grâce au rôle parfois trouble des mercenaires, dont la majorité restait favorable à l'ANC, comme le Belge Jean Schramme suivi, peu après, par le Fançais Bob Denard. Quelques mois seulement après, la situation allait changer. Mobutu voulut se concilier l'Afrique patriotique, ce qui nécessitait le rejet des mercenaires, dont quelque deux cent cinquante erraient encore au Congo, à la mi-1967. Schramme et Denard voyaient arriver la fin de leur séjour. À ce moment, auraient-ils pensé à ramener Tshombe au pouvoir pour pouvoir poursuivre leur épopée africaine ? Après le kidnapping de Moïse Tshombe, le 30 juin 1967, lorsque son avion eut été détourné vers l'Algérie où il fut jeté en prison, ils passèrent rapidement à l'exécution de leur plan. L'épilogue de ce dernier combat fut d'autant plus complexe. Langellier en fait un long panorama sous le titre « Schramme et Denard attaquent ».

> « […] Schramme et Denard, basés à Punia et Kisangani, sont inquiets. Mobutu n'a plus vraiment besoin de ses anciens alliés qui ternissent son image de *leader* nationaliste. Il s'apprête à dissoudre leurs unités, par la force si besoin, et à les fondre dans l'ANC. Les deux soldats de fortune décident donc de prendre les devants, pour leur propre compte et au service du chef katangais. Le mercenaire sud-africain Jeremiek Puren leur a promis le renfort de deux cents volontaires rhodésiens. Mais le 1er juillet, ils apprennent par la radio le rapt de Tshombe. Faut-il continuer ? Schramme est résolu. Il n'a plus aucune confiance dans le président. […] Denard semble hésiter. Les deux compères ne s'aiment pas. Le premier accusera d'ailleurs le second de trahison.
>
> Le 5 juillet, ils passent à l'attaque. À Bukavu, elle réussit et la ville tombe ; à Kisangani, elle échoue. Le mitraillage à l'aube de la garnison fait plusieurs centaines de morts et de blessés, militaires et civils. "La surprise fut totale et la garnison bousillée", racontera Schramme. Mais sa stratégie de la terreur ne provoque pas la débandade espérée. L'armée de Mobutu a changé. Au combat, les soldats de l'ANC ne détalent plus comme naguère face aux Simba. Ils ont appris à se battre. Plusieurs centaines d'officiers ont été formés par des instructeurs, notamment belges et israéliens. La troupe, en voie de détribalisation, est mieux encadrée. Sa contre-attaque oblige Schramme à se replier. Avec cent cinquante mercenaires, huit cents Katangais et quatre cents auxiliaires encombrés de femmes et d'enfants, il entame une longue errance vers Bukavu où il trouvera refuge un mois plus tard. Denard, blessé à la nuque, est évacué en Rhodésie. À Kinshasa, une trentaine de mercenaires forment une antenne logistique. Ignorant ce que trament leurs chefs à Kisangani,

ils sont livrés à la vengeance de Mobutu qui les fait exécuter sur-le-champ.
[…] Mobutu veut en finir au plus vite avec l'ennemi. Il parle à la radio, galvanise ses troupes et presse Washington d'intensifier son aide. Malgré l'hostilité du Congrès, l'administration Johnson lui expédie deux avions de transport C-130 pleins de matériel et de munitions. L'Éthiopie envoie des avions, le Ghana prête des pilotes. Le continent noir se range derrière Mobutu. En septembre, le sommet annuel africain se tient à Kinshasa […]
Très bien préparée par la diplomatie congolaise, la conférence de l'OUA promet d'aider Mobutu à se débarrasser une fois pour toutes des mercenaires. Assiégé dans Bukavu, Schramme n'a qu'une option : quitter le Congo via le Rwanda. Mais les négociations par l'entremise de l'OUA et la Croix-Rouge internationale traînent en longueur. Pour soulager Schramme, Denard, vite remis de sa blessure à la nuque, monte une opération rocambolesque et totalement bâclée : avec cent cinquante hommes et l'appui de militaires portugais, il attaque l'ANC par le sud… à bicyclette. Après deux escarmouches, il se replie vers l'Angola. Le 3 novembre, Schramme et ses hommes capitulent. Accueillis au Rwanda, ils déposent les armes et sont internés dans un camp contrôlé par la Croix-Rouge. On y dénombre cent vingt-neuf mercenaires et deux mille cinq cents Katangais, familles comprises.
Maintenant que ces rebelles déchus ne présentent plus aucun danger, Mobutu fait de la surenchère. Des pays dont les mercenaires sont originaires, il exige une indemnisation des dommages de guerre commis à Bukavu, tout en offrant l'amnistie aux Katangais, ces *Congolais fourvoyés*, dont il garantit la sécurité. Pour les mercenaires, l'épilogue finalement accepté par Mobutu ne surviendra que le 4 avril 1968, jour de leur évacuation du Rwanda. Ils prennent l'engagement de ne jamais remettre les pieds en Afrique. Nombre de Katangais, prudents, s'exileront en Angola. Ceux qui retourneront au Congo seront transférés dans les forêts de l'Équateur. On n'entendra plus jamais parler d'eux. Tout indique qu'ils ont été massacrés » (Langellier 2017 : 158-160).

Revenons avec plus de détails sur les combats de Bukavu au cours de cette deuxième mutinerie, qui va être la dernière des mercenaires engagés dans la conquête du pouvoir post décolonisation. Ludo De Witte écrit :

« Sept jours après la boucherie de Camp Ketele [à Kisangani], les mutins s'en allèrent dans des camions réquisitionnés auprès des entreprises locales et ils firent route vers Bukavu. Schramme conçut le plan de s'enterrer à Bukavu, sur le lac Kivu […]. À mi-chemin entre Stan et Bukavu, le groupe de Schramme établit la liaison avec le groupe de mercenaires qui était parti de Bukavu pour se porter en toute hâte au secours de Schramme. Ensemble, ils firent route vers Bukavu en pourchassant devant eux, chemin faisant, des unités de l'ANC ou, dans les rares cas où les soldats de l'ANC opposaient une résistance, en décimant ces unités.
Schramme misait sur une prise facile de Bukavu, traditionnellement un bastion de colons. Le 5 juillet, un de ses lieutenants s'était emparé de Camp Saïo et, là aussi, avait provoqué un bain de sang parmi les militaires et les civils. Parmi les morts, il y avait quarante militaires de l'armée régulière qui s'étaient rendus, mais ils furent néanmoins abattus froidement. L'ANC de Bukavu ne réagit pas comme les soldats de Stanleyville, qui avaient riposté, et elle s'enfuit de l'autre côté de la frontière, au Rwanda. Quand les mercenaires eurent tourné le dos à Bukavu et qu'ils furent partis pour Stanleyville afin de dégager Schramme, les unités de l'ANC réoccupèrent la ville. Washington assista promptement le régime [Mobutu] : des avions C-130 américains transportèrent des renforts congolais vers Bukavu. Lors d'une réunion du Conseil national de sécurité américain, le sous-secrétaire d'État, N. Katzenbach, déclara : "Ces dernières années, nous avons donné un demi-milliard de dollars au [Congo] […] Nous devons maintenir Mobutu au pouvoir, car il n'y a pas d'alternatives plausibles. Ce fut une bonne décision d'envoyer nos C-130, comme preuve de notre soutien à un gouvernement noir qui est attaqué par des mercenaires blancs". Cela ne changea pas grand-chose à l'affaire, car le 8 août, Bukavu tomba quand même aux mains des mercenaires de Schramme. Les contre-attaques des unités de l'ANC échouèrent lamentablement. Certaines unités se mutinèrent et des soldats et des officiers de l'ANC passèrent même dans le camp des mercenaires.
Le 29 octobre, après des mois de préparatifs, y compris l'apport des meilleures unités de combat congolaises et des livraisons d'armes de la Belgique et des États-Unis, l'ANC lança une grande offensive, soutenue par l'appui aérien de T-28. La rébellion de Schramme durait depuis près de quatre mois. Il avait compté sur un soutien venu d'Angola, mais celui-ci ne vint pas, en dehors de petites quantités de munitions. Une attaque de Bob Denard retapé et de cent cinquante mercenaires venus d'Angola échoua si lamentablement que, selon Schramme, l'action fut une preuve de la trahison de Denard. Paris aurait mis en scène cette attaque d'opérette. L'Élysée, où Jacques Foccart et les services secrets français du SDECE secouaient les cartes africaines, aurait voulu avec ce fiasco, mettre des bâtons

dans les roues d'anciens officiers français de l'Organisation de l'armée secrète (OAS, d'extrême droite), qui combattaient le régime gaulliste et qui avaient tiré la carte Tshombe. Un commando de treize mercenaires essaya encore de libérer Godefroid Munongo, le bras droit de Tshombe qui était détenu dans l'île de Bula-Bemba, à l'embouchure du fleuve Congo. Munongo était censé donner à la mutinerie un visage congolais, mais l'action de libération échoua. Ces défaites dévoilèrent le véritable statut de Schramme : un seigneur de guerre en quête d'un petit royaume.
Une semaine après le début de l'offensive à grande échelle de l'ANC, les mercenaires durent céder et évacuer Bukavu. Les mutins se retirèrent au Rwanda : cent vingt-trois mercenaires, dont cinquante-cinq Belges et vingt-neuf Français ainsi que plus de deux mille cinq cents Katangais. D'après un officier belge, Schramme traversa le pont sur la Ruzizi […] avec à la main une seule valise […] remplie de devises. Mobutu voulait ramener les mercenaires au Congo et les juger. Cela aurait certainement abouti à leur exécution, et provoqué grand bruit en Belgique. Le roi Baudouin et le ministre des Affaires étrangères Pierre Harmel intervinrent auprès de Mobutu afin qu'il ne réclame plus l'extradition des mercenaires et qu'il les laisse quitter l'Afrique. Finalement, Mobutu ravala son sens de l'honneur et donna son accord. En avril 1968, les mercenaires blancs furent transférés vers l'Europe dans deux avions de la Croix-Rouge internationale. Ces criminels purent rentrer chez eux sans encombre. Les partisans noirs de Schramme bénéficièrent de moins d'attention diplomatique. Mobutu leur promit l'amnistie, après quoi ils furent ramenés au Congo. Ils furent tous massacrés, sans que s'élève la moindre voix. Au contraire : en juin 1968, Baudouin invita Mobutu pour une visite privée en Belgique – un acte des plus significatifs, car ce n'est que l'année suivante seulement que Mobutu se rendrait pour la première fois en visite officielle en Belgique. Au château de Laeken, il reçut des mains du souverain le Grand Cordon de l'Ordre de Léopold, la plus haute distinction du royaume. Le Congo de Mobutu, revenu au calme et débarrassé des mercenaires, semblait bien en route pour devenir un pays africain pro-occidental comme bien d'autres » (De Witte 2017 : 441-444).

C'est à ce moment-là que Bukavu perdit son rôle de point d'ancrage du jeu politique régional ; il sera supplanté par Kinshasa. Si, entre 1960 et 1965, les cartes politiques des acteurs avaient été jouées à partir de Bukavu, depuis 1967 c'est à Kinshasa et dans les différents organes du MPR que s'asseyait l'hégémonie des nouveaux maîtres qui conquéraient l'espace de la province du Kivu. Le gros des attributions passait par l'acquisition de postes de décision et d'exécution ou encore à la tête de services économiques juteux. Au Kivu, le gros du jeu passa par les spoliations foncières.

3. LES ORIGINAIRES DU SUD-KIVU AU POUVOIR SOUS LE RÉGIME DE L'ÉTAT-ZAÏRE

Jusqu'à l'installation de la Transition démocratique octroyée le 24 avril 1990 par le président Mobutu, ceux qui vont les mieux se rapprocher de son pouvoir n'apparaissent qu'à partir du moment où le régime entame sa grande faillite.

Le Lega Jean-Marie Kititwa Tumansi qui, depuis 1960, avait choisi le camp du Parti national du progrès, est déjà présent dans le dernier gouvernement d'Évariste Kimba de novembre 1965 et dans les neufs premiers gouvernements du régime Mobutu, dont la durée était assez courte (tout compris, entre le 28 novembre 1965 et le 5 octobre 1967). Mais il allait disparaître (il devint ambassadeur en Italie), sans pour autant quitter les réseaux politiques jusqu'à la transition démocratique ouverte le 24 avril 1990. Il se retrouva dans les structures du parti unique MPR, dont l'Assemblée nationale, le Bureau politique[7] et le Comité central. Il apparut en février 1996 dans l'avant-dernier gouvernement de Léon Kengo wa Dondo (cf. *infra*) pour aussitôt s'éteindre, cette fois définitivement, de la scène politique, à la fin de cette même année.

Un autre acteur dont la présence va être significative pour les Banyarwanda est Isaac Frédéric Gisaro Muhoza, désigné sur une liste concoctée au Bureau du président, comme député de la première législature de la Deuxième République, de 1970 à 1975[8]. Il s'agit d'une législature, comme celle de 1975 à 1977,

7. Au Bureau politique du MPR institué le 5 octobre 1967, le premier membre originaire du Sud-Kivu fut Jean-Marie Kititwa. Mais il va être remplacé lors de la composition du 8 mars 1969 par Jean Miruho, jusqu'au 17 décembre 1970. On ne retrouva plus d'originaire du Sud-Kivu, jusqu'à la constitution du Bureau politique du 22 novembre 1977 élargi à 30 membres, dans lequel Kititwa (choisi par Mobutu, donc non élu) et Bonaventure Mwananteba (élu) firent leur réapparition. À noter que Mwananteba avait été sénateur de la première législature de la Première République (1960-1963) et député national de la première législature de la Deuxième République (1970-1975).
8. La liste porte le nombre de 421 personnes désignées.

qui se passa dans la confusion et ne permit pas aux anciens parlementaires de se réinsérer dans la nouvelle dynamique politique ; moins de 10 % de ces derniers s'y retrouvèrent (Banyaku 2000 : 694).

L'essentiel est que le régime Mobutu, déjà craint, mais fragile, voulut être le seul nouveau maître du jeu et de l'action politique, disposant à ses côtés d'un cabinet devenu le centre de la conception et de l'élaboration de toutes les décisions et orientations essentielles du pays. Le poste de Premier ministre, devenu périphérique et même assez inconfortable, fut supprimé, dès décembre 1966. Pendant quelques années encore, la structure de son cabinet resta collégiale et toujours politiquement puissante face aux autres structures et organes de la République.



Frédéric Gisaro Muhoza. (Photo extraite de www.babunga.alobi.cd ; photographe non identifié ; droits réservés.)

Tableau 2.4 : originaires du Sud-Kivu membres des gouvernements nationaux sous la Deuxième République (novembre 1965-24 avril 1990)

Gouvernements	Noms	Fonctions occupées	Observations
Gouvernement de Léonard Mulamba du 28/11/1965	Kititwa Tumansi Jean-Marie	Ministre du Plan et Coordination	Lega de Mwenga, né à Kitutu le 25 juillet 1929.
Gouvernement de Léonard Mulamba du 1/12/1965	Kititwa Tumansi Jean-Marie	Ministre du Commerce extérieur	-
Gouvernement de Léonard Mulamba du 7/12/1965	Kititwa Tumansi Jean-Marie	Ministre du Commerce extérieur	-
Gouvernement de Léonard Mulamba du 10/12/1965	Kititwa Tumansi Jean-Marie	Ministre du Commerce extérieur	-
Gouvernement de Léonard Mulamba du 20/12/1965	Kititwa Tumansi Jean-Marie	Ministre du Commerce extérieur	-
Gouvernement de Léonard Mulamba du 22/12/1965	Kititwa Tumansi Jean-Marie	Ministre du Commerce extérieur	-
Gouvernement dirigé par le président Joseph Mobutu du 18/3/1966	Kititwa Tumansi Jean-Marie	Ministre du Commerce extérieur	-
Gouvernement de Léonard Mulamba du 14/9/1966	Kititwa Tumansi Jean-Marie	Ministre des Affaires foncières	-
Gouvernement sous le président Joseph Mobutu du 17/12/1966	Kititwa Tumansi Jean-Marie	Ministre du Commerce extérieur	-
Gouvernement sous le président Joseph Mobutu du 5/10/1967	Lwango Thomas	Vice-ministre des Finances, Budget et Portefeuille	Shi de Kabare ; il fut bâtonnier et devint enseignant à l'Université catholique de Bukavu.
Gouvernement sous le président Joseph Mobutu du 17/8/1968	Lwango Thomas	Vice-ministre aux Affaires étrangères, chargé du Commerce extérieur	Shi de Kabare ; il fut bâtonnier et devint enseignant à l'Université catholique de Bukavu.
Gouvernement sous le président Joseph Mobutu du 5/3/1969	-	-	-
	-	-	-

Gouvernements	Noms	Fonctions occupées	Observations
Gouvernement sous le président Joseph Mobutu du 1/8/1969	-	-	-
Gouvernement sous le président Joseph Mobutu du 17/4/1970	-	-	-
Gouvernement sous le président Joseph Mobutu du 15/9/1970	-	-	-
Gouvernement sous le président Joseph Mobutu du 16/10/1970	-	-	-
Gouvernement sous le président Joseph Mobutu du 12/11/1970	-	-	-
Gouvernement sous le président Joseph Mobutu du 7/12/1970	-	-	-
Gouvernement sous le président Joseph Mobutu du 2/7/1971	-	-	-
Gouvernement sous le président Joseph Mobutu du 21/2/1972	-	-	-
Gouvernement sous le président Joseph Mobutu du 17/7/1972	-	-	-
Gouvernement sous le président Joseph Mobutu du 18/10/1972	-	-	-
Gouvernement sous le président Joseph Mobutu du 8/3/1974	-	-	-
Gouvernement sous le président Joseph Mobutu du 11/11/1974	-	-	-
Gouvernement sous le président Joseph Mobutu du 7/1/1975	-	-	-
Gouvernement sous le président Joseph Mobutu du 18/10/1975	-	-	-
Gouvernement sous le président Joseph Mobutu du 4/2/1976	-	-	-
Gouvernement sous le président Joseph Mobutu du 23/2/1977	-	-	-

Gouvernements	Noms	Fonctions occupées	Observations
Gouvernement d'Honoré Mpinga Kasenda du 8/7/1977	-	-	-
Gouvernement d'Honoré Mpinga Kasenda du 18/8/1977	-	-	-
Gouvernement d'Honoré Mpinga Kasenda du 13/12/1977	Fraterne Mushobekwa Kalimba wa Katana	Commissaire d'État aux Transports et Communications	Shi de Kabare.
Gouvernement d'Honoré Mpinga Kasenda du 5/1/1978	Fraterne Mushobekwa Kalimba wa Katana	Commissaire d'État aux Travaux publics et Aménagement du territoire	Shi de Kabare.
Gouvernement d'André Bo-Boliko Lokonga du 6/3/1979	Mushobekwa Kalimba wa Katana Fraterne	Commissaire d'État aux Travaux publics et Aménagement du territoire	Shi de Kabare.
Gouvernement d'André Bo-Boliko Lokonga du 18/1/1980	Fraterne Mushobekwa Kalimba wa Katana	Commissaire d'État aux Transports et Communications	Shi de Kabare.
Gouvernement de Jean Nguz a Karl -i-Bond du 28/8/1980	Mushobekwa Kalimba wa Katana Fraterne	Commissaire d'État aux Transports et Communications	Shi de Kabare.
Gouvernement de Jean Nguz a Karl -i-Bond du 18/2/1981	Fraterne Mushobekwa Kalimba wa Katana	Commissaire d'État aux Transports et Communications	Shi de Kabare.
	Kibangula kia Makonga	Secrétaire d'État aux Travaux publics	Lega de Shabunda, il est Mugonza.
Gouvernement de Joseph N'Singa Udjuu Ungwankebi Untube du 9/10/1981	Kibangula kia Makonga	Secrétaire d'État aux Travaux publics	Lega de Shabunda, il est Mugonza.
Gouvernement de Joseph N'Singa Udjuu Ungwankebi Untube du 7/5/1982	Ilumba Mwasa wa Lupupu	Secrétaire d'État à l'Administration du territoire	Lega de Mwenga.
	Kibangula kia Makonga	Secrétaire d'État aux Travaux publics	Lega de Shabunda, il est Mugonza.
Gouvernement de Kengo wa Dondo du 5/11/1982	Ilumba Mwasa wa Lupupu	Secrétaire d'État à l'Administration du territoire	Lega de Mwenga.
	Kibangula kia Makonga	Secrétaire d'État aux Travaux publics	Lega de Shabunda, il est Mugonza.
Gouvernement de Kengo wa Dondo du 18/3/1983	Kibangula kia Makonga	Secrétaire d'État aux Travaux publics et Aménagement du territoire	Lega de Shabunda, il est Mugonza.
	Mukuku Afuka w'Etonda	Commissaire d'État aux Postes et Télécommunications	Bembe de Fizi.

Gouvernements	Noms	Fonctions occupées	Observations
Gouvernement de Kengo wa Dondo du 1/2/1985	Fraterne Mushobekwa Kalimba wa Katana	Commissaire d'État à la Santé publique	Shi de Kabare
	Mukuku Afuka w'Etonda	Commissaire d'État aux Postes et Télécommunications	Bembe de Fizi.
Gouvernement de Kengo wa Dondo du 5/7/1985	Kibangula kia Makonga	Secrétaire d'État aux Travaux publics et Aménagement du territoire	Lega de Shabunda, il est Mugonza.
	Fraterne Mushobekwa Kalimba wa Katana	Commissaire d'État à la Santé publique	Shi de Kabare.
	Mukuku Afuka w'Etonda	Commissaire d'État aux Postes et Télécommunications	Bembe de Fizi.
Gouvernement de Kengo wa Dondo du 18/4/1986	Fraterne Mushobekwa Kalimba wa Katana	Commissaire d'État à la Coopération internationale et Commerce extérieur	Shi de Kabare.
	Kibangula kia Makonga	Secrétaire d'État aux Travaux publics et Aménagement du territoire	Lega de Shabunda, il est Mugonza.
Gouvernement (sans Premier commissaire d'État) du 31/10/1986	Fraterne Mushobekwa Kalimba wa Katana	Commissaire d'État au Commerce extérieur	Shi de Kabare.
	Kibangula kia Makonga	Secrétaire d'État aux Travaux publics et Aménagement du territoire	Lega de Shabunda, il est Mugonza.
Gouvernement d'Évariste Mabi Mulumba du 22/1/1987	Kibangula kia Makonga	Secrétaire d'État aux Travaux publics	Lega de Shabunda, il est Mugonza.
Gouvernement d'Évariste Mabi Mulumba du 10/2/1987	-	-	-
Gouvernement d'Évariste Mabi Mulumba du 29/7/1987	Kibangula kia Makonga	Secrétaire d'État aux Travaux publics	Lega de Shabunda, il est Mugonza.
Gouvernement de Jules Sambwa Pida M'bangi du 7/3/1988	-	-	-
	Waso Lukumbia	Secrétaire d'État au Conseil judiciaire	Lega de Mwenga.
	Kibangula kia Makonga	Commissaire d'État à l'Urbanisme et Habitat	Lega de Shabunda, il est Mugonza.
Gouvernement de Jules Sambwa du 12/10/1988	Kibangula kia Makonga	Commissaire d'État à l'Urbanisme et Habitat	Lega de Shabunda, il est Mugonza.
	Waso Lukumbia	Secrétaire d'État au Conseil judiciaire	Lega de Mwenga.

Gouvernements	Noms	Fonctions occupées	Observations
Gouvernement de Léon Kengo wa Dondo du 26/11/1988	Kibangula kia Makonga	Commissaire d'État à l'Urbanisme et Habitat	Lega de Shabunda, il est Mugonza.
	Ntawiniga Balezi	Commissaire d'État à la Fonction publique	Havu d'Idjwi.
Gouvernement de Léon Kengo wa Dondo du 21/1/1989	Kibangula kia Makonga	Commissaire d'État à l'Urbanisme et Habitat	Lega de Shabunda, il est Mugonza.
	Ntawiniga Balezi	Commissaire d'État à la Fonction publique	Havu d'Idjwi.
	Waso Lukumbia	Secrétaire d'État au Conseil judiciaire	Lega de Mwenga
Gouvernement de Léon Kengo wa Dondo du 12/5/1989	Kibangula kia Makonga	Commissaire d'État aux Travaux publics et Aménagement du territoire	Lega de Shabunda, il est Mugonza.
	Ntawiniga Balezi	Commissaire d'État à la Fonction publique	Havu d'Idjwi.
Gouvernement de Léon Kengo wa Dondo du 11/1/1990	Kibangula kia Makonga	Commissaire d'État aux Travaux publics et Aménagement du territoire	Lega de Shabunda, il est Mugonza.

Source : données rassemblées à partir de Banyaku Luape 2000.

Après les premières années de prise de pouvoir de Mobutu pendant lesquelles le Lega Jean-Marie Kititwa, puis, assez brièvement, le Shi Thomas Lwanga, avaient été approchés, la représentation du Sud-Kivu fut assurée par la suite avec l'arrivée de Fraterne Mushobekwa Kalimba wa Katana, Mushi de Kabare, au titre de commissaire d'État aux Transports et Communications dans le gouvernement d'Honoré Mpinga Kasenda du 13 décembre 1977. Il viendra occuper divers postes prestigieux. Un autre acteur qui se maintint assez longtemps, sans occuper des postes politiques de premier rang, est le Lega Kibangula kia Makonga. Assez tard, la promotion du Mubembe Jean Anzuluni Bembe Isilonyonyi[9] au Parlement donna au Sud-Kivu un autre acteur de premier plan. Celui-ci devint d'abord premier vice-président du bureau du Conseil législatif, de septembre 1987 à octobre 1989, puis président du bureau, du 4 octobre 1989 à février 1994. Il intégra le HCR-PT, le 25 février 1994, en qualité de co-premier vice-président, au nom du camp Mobutu, et ce jusqu'à la fin du régime, en mai 1997.

Mushobekwa Kalimba wa Katana est l'originaire du Sud-Kivu le plus en vue, car il a occupé le plus de postes dans les gouvernements constitués. Au cours de cette période tourmentée, et à cause de la crise, Faustin Birindwa, transfuge de l'UDPS/Tshisekedi, fut nommé Premier ministre. Il mit en place une réforme monétaire assez formelle avec le « nouveau zaïre », qui consista à établir une nouvelle parité de la monnaie du pays. À l'occasion, c'est Buhendwa (un Mushi) qui devint gouverneur de la Banque nationale (du 2 avril 1993 au 1er février 1994).

Un autre trait de cette période est que le Sud-Kivu, considéré comme une province où l'opinion radicale anti-Mobutu était marquée, va devenir le terreau dans lequel on débaucha des acteurs pour le Gouvernement, ce qui accrut leur nombre. Pourtant, lors de l'accréditation des délégués à la Conférence nationale souveraine (CNS) en 1991, le Sud-Kivu ne comptait que 148 délégués sur presque 2602 membres rassemblés. Il se plaçait en queue de peloton, juste avant la ville de Kinshasa (11 délégués) et le Nord-Kivu (114 délégués). Pareille comparaison peut paraître tronquée, d'autant plus qu'il s'agissait d'un district élevé au rang de province depuis très peu de temps (en 1988). Malgré son statut, il n'avait ni la démographie ni réellement la taille de

9. Né à Mukera le 25 février 1943, il est originaire du secteur Mutambala dans le territoire de Fizi.

Tableau 2.5 : originaires du Sud-Kivu dans les gouvernements nationaux sous la Transition de Mobutu (24 avril 1990-17 mai 1997)

Gouvernements	Noms	Fonctions occupées	Observations
Gouvernement de Vincent-de-Paul Lunda Bululu du 4/5/1990	Fraterne Mushobekwa Kalimba wa Katana	Commissaire d'État aux Affaires étrangères	Shi de Kabare.
Gouvernement de Vincent-de-Paul Lunda Bululu du 7/6/1990	Fraterne Mushobekwa Kalimba wa Katana	Commissaire d'État aux Affaires étrangères	Shi de Kabare.
Gouvernement de Vincent-de-Paul Lunda Bululu du 29/11/1990	Fraterne Mushobekwa Kalimba wa Katana	Commissaire d'État aux Affaires étrangères	Shi de Kabare.
Gouvernement de Crispin Mulumba Lukoji du 30/3/1991	Fraterne Mushobekwa Kalimba wa Katana	Ministre des Mines	Shi de Kabare.
	Ramazani Mwene Malungu	Ministre délégué auprès du Premier ministre chargé de la Participation et Privatisation	Bembe de Fizi.
Gouvernement de Crispin Mulumba Lukoji du 17/7/1991	Fraterne Mushobekwa Kalimba wa Katana	Ministre des Mines	Shi de Kabare.
	Ramazani Mwene Malungu	Ministre délégué auprès du Premier ministre chargé de la Participation et Privatisation	Bembe de Fizi.
	Weregemere na Mantu	Secrétaire d'État aux Petites et Moyennes Entreprises	Shi de Kabare.
Gouvernement d'Étienne Tshisekedi wa Mulumba du 14/10/1991	Faustin Birindwa	Ministre des Finances et Portefeuille	Shi de Walungu.
Gouvernement de Bernardin Mungul Diaka du 29/10/1991	Ramazani Mwene Malungu	Ministre des Finances et Portefeuille	Bembe de Fizi.
Gouvernement de Jean Nguz a Karl-i-Bond du 28/11/1991	Mukulumanya wa N'gate Zenda	Secrétaire d'État aux Relations extérieures	Lega de Shabunda.
	Kasele Laisi	Secrétaire d'État à l'Enseignement universitaire et Recherche scientifique	Lega de Mwenga.
Gouvernement de Jean Nguz a Karl-i-Bond du 5/12/1991	Mukulumanya wa N'gate Zenda	Secrétaire d'État aux Relations extérieures	Lega de Shabunda.
	Kasele Laisi	Secrétaire d'État à l'Enseignement universitaire et Recherche scientifique	Lega de Mwenga.
Gouvernement de Jean Nguz a Karl-i-Bond du 11/2/1992	Mukulumanya wa N'gate Zenda	Secrétaire d'État aux Relations extérieures	Lega de Shabunda.
	Kasele Laisi	Secrétaire d'État à l'Enseignement universitaire et Recherche scientifique	Lega de Mwenga.
Gouvernement de Jean Nguz a Karl-i-Bond du 21/5/1992	Mukulumanya wa N'gate Zenda	Secrétaire d'État aux Relations extérieures	Lega de Shabunda.

Gouvernements	Noms	Fonctions occupées	Observations
Gouvernement d'Étienne Tshisekedi wa Mulumba du 29/8/1992	Honorine Nabunyi	Ministre de la Santé publique et Affaires sociales	Shi de Walungu/Kamisimbi. Elle est licenciée en sociologie.
	Lubaga Wend'Isonga Eugène	Ministre de la Fonction publique	Lega de Shabunda, mais certaines sources situent ses origines dans le territoire de Pangi au Maniema. Il est médecin gynécologue.
Collège des secrétaires généraux du 10/12/1992	Mideso wa Nakaziba	Secrétaire général chargé de l'Économie et Industrie	Shi de Walungu/Kaziba.
Gouvernement d'Étienne Tshisekedi wa Mulumba du 9/4/1993	Honorine Nabunyi, Licenciée en sociologie	Ministre de la Santé publique et Affaires sociales	Shi de Walungu/Kamisimbi.
	Rushisha Weteshe, licencié en philosophie de l'UNAZA/Campus de Lubumbashi, ancien dirigeant de la JMPR pour le Haut-Zaïre.	Ministre des Affaires foncières	Tembo de Kalehe.
	Lubaga Wend'Isonga Eugène	Ministre de la Fonction publique	Lega de Shabunda, mais certaines sources situent ses origines dans le territoire de Pangi au Maniema. Il est médecin gynécologue.
	Baudouin Hamuli Kabarhuza, activiste dans les ONG au niveau national à Kinshasa	Vice-ministre à l'Agriculture	Shi de Walungu.
Gouvernement de Faustin Birindwa du 4/4/1993	Ramazani Mwene Malungu	Ministre de l'Environnement et Tourisme	Bembe de Fizi.
	Joseph Guhanika	Ministre de la Justice et Garde des Sceaux	Shi de Kabare.
	Mukulumanya wa N'gate Zenda	Secrétaire d'État aux Relations extérieures	Lega de Shabunda.
Gouvernement de Léon Kengo wa Dondo du 6/7/1994	Modeste Bahati Lukwebo	Ministre du Budget	Shi de Kabare.
	Mukulumanya wa N'gate Zenda	Secrétaire d'État aux Relations extérieures	Lega de Shabunda.
	Oscar Lugendo Lula	Vice-ministre à l'Information et Presse	Lega de Mwenga.
Gouvernement de Léon Kengo wa Dondo du 22/7/1995	Fraterne Mushobekwa Kalimba wa Katana	Ministre de l'Enseignement supérieur, universitaire et Recherche scientifique	Shi de Kabare.
	Joseph Rahana Miringi	Ministre des Affaires sociales	Shi de Walungu/Nduba.
	Modeste Bahati Lukwebo	Ministre de la Fonction publique	Shi de Kabare.
	Oscar Lugendo Lula	Vice-ministre à l'Information et Presse	Lega de Mwenga.

Gouvernements	Noms	Fonctions occupées	Observations
Gouvernement de Léon Kengo wa Dondo du 26/2/1996	Jean-Marie-Kititwa Tumasi	Ministre des Relations extérieures	Lega de Mwenga.
	Fraterne Mushobekwa Kalimba wa Katana	Ministre de l'Enseignement supérieur, universitaire et Recherche scientifique	Shi de Kabare.
Gouvernement de Léon Kengo wa Dondo du 24/12/1996	Fraterne Mushobekwa Kalimba wa Katana	Ministre de l'Enseignement supérieur, universitaire et Recherche scientifique	Shi de Kabare.
Gouvernement d'Étienne Tshisekedi du 3/4/1997 (non reconnu par le président Mobutu)	Honorine Nabunyi	Ministre de la Santé publique et Affaires sociales	Shi de Walungu/Kamisimbi.
Gouvernement de Norbert Likulia Bolongo du 11/4/1997	Mahagiro Aba	Ministre des Finances	Shi de Walungu.
	Lwabanji Lwasi Ngabo	Vice-ministre de l'ESURS	Shi de Walungu.

Source : données rassemblées à partir de Banyaku Luape 2000.



Lubaga Wend'Isonga Eugène.
(Photo extraite de l'album Céni, 2023 ; photographe non identifié ; droits réservés.)

provinces comme le Shaba (Katanga), le Haut-Zaïre (Province-Orientale), l'Équateur ou le Bandundu. Si l'on avait additionné les quotas alloués au Maniema, au Nord-Kivu et au Sud-Kivu, les considérant comme un ensemble représentant l'ancien Kivu entier, le total aurait placé cet ancien espace politico-administratif en bien meilleure position. C'est au niveau du bureau définitif que la position occupée restait faible, les trois entités issues du Kivu n'arrivant qu'en fin de peloton. Sur les 11 sièges, trois étaient attribués à leurs ressortissants, mais à des rangs peu importants : Kisanga du Maniema était secrétaire général (8e rang), Kibandja du Nord-Kivu, secrétaire général adjoint (9e rang) et Bapolisi du Sud-Kivu, trésorier adjoint (11e rang et, donc, dernier) (*Zaïre-Afrique* 1992 : 378-379).

En 1993, il va être question pour le camp de Mobutu de mettre fin au dédoublement des institutions créées à la suite des différentes oppositions et de la mouvance présidentielle. Le conclave politique du Palais de la nation, qui s'était tenu, avait mis en place le bureau du conclave appelé « Collège des Sages », comptant un membre par province. Pour le Sud-Kivu, c'est Rémy Kalegamire Nyirimigabo[10] qui fut choisi. Il s'agissait d'un acteur politique, coauteur, avec Étienne Tshisekedi, de la lettre de 52 pages adressée au président Mobutu en 1980, qui fut à l'origine de l'UDPS deux ans plus tard.

10. Né à Nyakalengwa le 25 novembre 1920, il est originaire de Bugalula dans la chefferie Rubenga, territoire d'Idjwi. Il fut directeur d'école primaire de 1944 à 1977. Conseiller de la chefferie Buhavu, il devint député provincial puis 2e vice-président de l'assemblée provinciale du Kivu de 1960 à 1965, et commissaire du peuple (député national) élu en 1977.

RÉFÉRENCES

Banyaku Luape Epotu, E. 2000. *Chronologie, monographie et documentation sur l'histoire politique du Congo des années 1960 aux années 1990*. Kinshasa : Ciedos/Compodor.
Bomandeke Bonyeka. 1992. *Le Parlement congolais sous le régime de la loi fondamentale*. Kinshasa : PUZ.
De Witte, L. 2017. *L'Ascension de Mobutu. Comment la Belgique et les États-Unis ont installé une dictature*. Investig'Action.
Langellier, J.-P. 2017. *Mobutu*. Paris : Éditions Perrin.
Zaïre-Afrique. 1992 (juin-août). « Chronique».

CHAPITRE 3

DU MOUVEMENT LUMUMBISTE SIMBA AU MAQUIS MARXISTE KABILA 1964-1986

C'est du Sud-Kivu que partira en 1964 la mouvement armé des Simba, un événement qui, après la confrontation du parti Balubakat avec la Conakat de Moïse Tshombe, dans le contexte de la « sécession du Katanga » (juillet 1960-janvier 1963), allait désormais servir de construction au personnage complexe de Laurent Désiré Kabila. À cet événement viendra se lier la question des Banyarwanda, réfugiés politiques, qui s'y allièrent comme combattants du soulèvement. Une dynamique s'installait, les effets se prolongèrent jusqu'aujourd'hui.

Divers groupes armés et/ou « rébellions » actuellement connus dans la province du Sud-Kivu ont eu des attaches avec ces premiers mouvements de contestation armée qui marquèrent la Première République du Congo indépendant. Leur déclenchement, tout comme leur fin, avait pour point commun le Sud-Kivu oriental. L'avènement au pouvoir de Mobutu en 1965 réduisit leur étendue/ampleur, mais sans jamais les éteindre totalement. Le Sud-Kivu allait demeurer continuellement agité, dans certaines de ses parties ; jusqu'à ce jour. En 1996, c'est encore de ce même lieu que partit la guerre dite de l'AFDL qui conquit cette fois tout le pays et mit fin à l'État-Zaïre. Laurent Désiré Kabila s'était servi de la marque « Hewa Bora », cet ancien siège de son maquis, pour y situer son origine, lui permettant en définitive de gagner le pouvoir au niveau national.

On ne peut donc comprendre l'avènement au pouvoir en mai 1997 de Laurent Désiré Kabila sans que soient situés ces premiers mouvements, qui avaient pourtant échoué dans l'immédiat. De même ne peut-on expliquer la situation sécuritaire dans les deux Kivu actuels (Nord-Kivu et Sud-Kivu) sans revenir à ce passé continuellement présent. En fait, cette région du Kivu est géographiquement très éloignée des principaux centres de pouvoir politique et économique du pays, tant la capitale Kinshasa que le Haut-Katanga industriel. Mais c'est à partir de sa position frontalière avec des pays étrangers de l'Afrique orientale, eux-mêmes fréquemment en proie à des explosions politiques profondes, que le Kivu (dans sa configuration coloniale des districts du Nord-Kivu et du Sud-Kivu) avait emmagasiné des réalités qui devinrent le terreau propice à la conflictualité.

S'agissant du premier grand mouvement des années 1960, Benoît Verhaegen écrit : « l'historique de l'action révolutionnaire à l'est du pays remonte au jour où Gaston Soumialot quitta Brazzaville et attendit à proximité des frontières de l'Est. Il était accompagné de Laurent Désiré Kabila : c'était une mission du Conseil national de libération (CNL). Dans l'Est, seul le MNC/Lumumba constituait le parti de la libération nationale. Des contacts furent donc pris et un groupe se réunit pour former le Comité révolutionnaire du front de l'Est (CRFE) » (Verhaegen 1966 : 374). Soumialot fut élu président et chargé de la défense ; Kabila, vice-président chargé des affaires intérieures ; Phocas Bwimba chargé des Affaires sociales, Enseignement et Santé ; Amisi Grégoire chargé des Affaires économiques ; Saidi Donat chargé des Télécommunications et, enfin, Ramazani Joseph Sébastien des Relations extérieures. La tâche du comité fut celle de l'établissement d'un plan adéquat basé sur l'analyse de la situation réelle et concrète des territoires où les soulèvements devaient avoir lieu en mettant l'accent sur les relations et contacts persuasifs de personne à

personne. Des Rwandais vinrent renforcer le Comité du front de l'Est après une prise de contact organisée sous la conduite du président Rukeba de l'Unar (Verhaegen 1966 : 377).

On a déjà là des éléments qui, en s'installant et en s'amplifiant avec le temps, vont à la fois permettre la conquête du pouvoir national en 1997 et peser dans le vécu identitaire local au Kivu. Lors de la rébellion de 1964-1965, Benoît Verhaegen stigmatisait déjà le défaut d'intégration entre les combattants formellement alliés : « Entre les Cubains et les rebelles congolais ou rwandais, il n'y avait pas d'entente possible, pas d'identité de causes, d'enjeux, de stratégies. En 1964 les Simba d'Olenga et Soumialot avaient conquis l'est du Congo par une stratégie fondée sur l'usage de protections magiques, sur la terreur des tribunaux populaires et des exécutions et sur la solidarité ethnique. Ils avaient gagné parce qu'ils avaient en face d'eux une armée paralysée par quatre années de mutineries, d'exactions et de pillages » (Verhaegen 2000 : 110).

En RDC, le terme « rébellion » paraît consacré pour désigner les contestations populaires armées postérieures à l'indépendance conduites par Pierre Mulele dans le Kwilu (1963-1967) et les Simba de Nicolas Olenga et Gaston Soumialot dans l'Est du pays (1964-1965). Les travaux de Benoît Verhaegen *Rébellions au Congo*, tomes I et II, parus en 1966 et 1969 ont contribué à valider son usage. Pourtant le mot comportait, à cette époque, une charge négative, favorable à la propagande progouvernementale, qui fit justice au pouvoir de Léopoldville auquel ces rébellions étaient opposées[1].

1. UVIRA-FIZI : FOYERS DES RÉVOLTES ARMÉES

La rébellion des Simba éclata en 1964 dans l'Est dans le même contexte et parallèlement au maquis de Pierre Mulele débuté plus tôt au Kwilu en juillet 1963. Au Sud-Kivu, elle s'était alimentée des conflits politiques existants dans les territoires d'Uvira, de Fizi, de Shabunda et de Mwenga. Les multiples changements de dirigeants depuis l'indépendance, les mesures de répression et les abus auxquels s'étaient livrés les administrateurs particulièrement dans les territoires d'Uvira et de Fizi eurent pour conséquence la fuite des élites locales qui se réfugièrent soit au Burundi, soit à Albertville, soit encore à Bukavu. Ces exilés vont constituer, avec les réfugiés tutsi (cf. *supra*), des éléments particulièrement décidés dans les rangs des rebelles simba, lors de la conquête des territoires d'Uvira et de Fizi (Njangu *et al.* 2000 : 148).

Chez les Bembe de Fizi, les originaires du clan Basikalangwa s'enrôlèrent en nombre dans la rébellion simba en se rangeant derrière Laurent Désiré Kabila pour résister au régime du président Joseph Mobutu. Parmi les grandes figures rebelles de Fizi, on peut citer : Ayumba Sébastien du clan Bashim'nyaka, Bandi A'inga du clan Basha'unga, Dunia Lwendama du clan Bashiamakulu, Germos Lokole Madoamadowa du clan Bashimisee, Ireni du clan Babungwe, Kariste Majaliwa du clan Babungwe, Kishabongo Malembo du clan Bashimlema, Lukaba Msemba du clan Bashimlema, Ngoma Delphin du clan Bashimembe, Nyange Godefroid Gomanya du clan Bashim'uma, Shabani Ndalo Maholana du clan Basango Ba'ongo, Sikatenda Shabani du clan Bashimembe, Sylvestre Lwecha (Lwe'ya ou Luohya) du clan Bashim'uma et Zamiri du clan Bashim'uma. Il y avait également des commandants de haut rang venus d'ailleurs, tels que le Rwandais Kanambe Adrien, le Fuliru Marandura Simon et le Luba Masengo Édouard. Le transport des armes et munitions se faisait à dos d'hommes à partir des ports du lac Tanganyika, Kibanga et Iyungu, jusqu'à Hewa Bora.

À la suite de cette situation, le territoire de Fizi devint une « zone rouge » pendant toute la période du régime Mobutu (cf. *infra*). Pour se défendre, une bonne partie de la population de Fizi intégra la milice maï-maï en recourant au *dawa*, des fétiches censés assurer l'invulnérabilité des combattants. Le maquis d'Hewa Bora ayant été dispersé en 1986 (Wilungula 1997), les hostilités impliquant les Bembe à grande échelle vont reprendre en 1996, cette fois-ci contre les Banyarwanda, qui venaient d'assassiner le pasteur Ndulu de l'ECC/5e CELPA Tulambo et le chef coutumier, *alias* « Henry Spaak », du groupement Basimunyaka-Sud avec 13 membres de sa famille à Epombo Wanyaka, dans le secteur Itombwe. À

1. À la fin des années 1990-début 2000, Benoît Verhaegen, qui s'était rendu compte de ce choix, était revenu sur le contenu de son premier ouvrage paru en 1966, au moment où Pierre Mulele se trouvait encore au maquis. Plutôt que de désigner l'action de Mulele comme relevant de la rébellion, Verhaegen avait choisi un autre terme, celui de « révolution populaire », et avait intitulé son ouvrage : *Mulele et la révolution populaire au Kwilu* (2006).



La forêt de Mitumba entre Lusuku-Mulima et le point zéro.
(Photo Josaphat Musamba, 2023 ; droits réservés.)

l'appel du dignitaire du régime Mobutu et notable bembe Ramazani Mwenemalungu, qui lança le cri de ralliement « *Bwate makye Ba'wambaka, wacubwa* » (« Aspergez-vous d'eau-fétiche, les jeunes, nous sommes envahis »), une forte mobilisation des Bembe s'organisa contre les Banyarwanda et les soldats de l'AFDL. La lutte se prolongea sous la rébellion du RCD-Goma (1998-2003) et prit un caractère ethnique : Bembe contre Tutsi banyarwanda/banyamulenge. Elle fut lourde de conséquences, avec les différents massacres et actes de vandalisme dans les villages bembe de Mwandiga, Makutano, Wimbi, Akyumba, Lulinda, Lusuku, Ecula, etc. (Nyange 2011 : 64, 66). Les massacres les plus atroces chez les Bembe se produisirent à Makobola, le 30 décembre 1998 ; le bilan fit état de plus d'une centaine de victimes. La liste de 115 personnes inventoriées par les familles éprouvées est reprise par Ebasomba M'Munguelwa (Ebasomba 2013 : 29-31). Notons qu'il y eut également des tueries dans le camp des Tutsi banyamulenge et de leurs alliés[2].

Bref, plusieurs éléments bembe se retrouvèrent dispersés dans des territoires limitrophes comme Kalemie, Mwenga et Uvira, mais aussi dans les villes et campagnes des pays voisins tels que le Burundi et la Tanzanie. Ces déplacements s'expliquent par le fait que, sous la colonisation belge, les jeunes gens cherchaient à échapper aux contraintes coutumières et administratives et à la culture imposée du coton. Après 1960, les causes de ces déplacements furent la rébellion simba de 1964, le long maquis Kabila à Hewa Bora jusqu'en 1986, les guerres de l'AFDL (1996-1997) et du RCD-Goma (1998-2003) (Birali 1980 : 35) (cf. *infra*).

1.1. ORIGINE DU MOUVEMENT SIMBA

Si la rébellion des Simba s'était développée dans l'Est, son origine politique fut la création, en octobre 1963, à Brazzaville, du Conseil national de libération (CNL), après la fermeture du Parlement national à Léopoldville par le président Joseph Kasa-Vubu. L'idéologie de base de ce courant (CNL) s'inscrivait dans la philosophie nationaliste lumumbiste qui jugeait que l'indépendance du Congo était menacée par les intérêts étrangers considérés comme supports du néocolonialisme.

Le CNL avait confié à Gaston Soumialot la mission d'implanter le mouvement contestataire dans l'Est du Congo. Vers fin janvier/début février 1964, Soumialot fixa son quartier général à l'hôtel *Paguidas* de Bujumbura au Burundi où il était arrivé accompagné d'une équipe de dirigeants parmi lesquels Kasongo Henri Martin, Ramazani Joseph Sébastien, Amisi Grégoire et Bwimba Phocas. Tandis qu'au Kwilu la rébellion s'était appelée « mulelisme »,

2. Mgr Sébastien Muyengo donne le chiffre de 701, en se référant à la source de l'ONU (Muyengo Mulombe 2021 : 73).

Marandura Moïse (*alias* Musa ou Moussa)

Né en 1910, originaire de Lubarika. Études à l'école protestante de Lemera. En service chez un missionnaire protestant suédois à Lemera. Il vient séjourner pendant quelques mois en Suède, voyage qui le fait considérer comme émancipé de la tutelle du *mwami* des Bafuliru. Après1945, il exerce le métier de tailleur. En 1959, désigné conseiller de la chefferie Bafuliru à Lemera et membre du Collège permanent. En mai 1959, élu député provincial sur une liste CEREA/Weregemere dans le territoire d'Uvira. Proclamé « président de la chefferie Bafuliru » lors du régime Kashamura-Omari, le 28 février 1961, en remplacement du chef Henri Simba en fuite au Burundi. Conseiller provincial du Kivu-Central pour la circonscription d'Uvira le 20 juin 1963 ; pose sa candidature comme président du gouvernement de la nouvelle province. Chef de l'opposition locale au gouvernement Malago fin 1963. Prend la tête de la rébellion dans le territoire d'Uvira, pour le compte du CNL sous les ordres de Soumialot. Protège l'évacuation des missionnaires protestants de Lemera vers Bukavu. Président du Comité révolutionnaire d'Uvira et chargé de la Défense pour le Kivu, après le 15 mai 1964. Réfugié à Bujumbura en octobre 1964.

Biladira Louis (*alias* Bitotelo)

Originaire de Luberizi où il fut commis à la coopérative puis, pour la même activité, à la coopérative des Bavira à Uvira. Il devint commis à la Cotonco. Colonel, commandant les troupes CNL au Kivu. Membre du Conseil suprême de la Révolution le 21 avril 1965. Général de l'APL à Uvira en septembre 1965.

Source : Verhaegen 1966 : 400, 401-402.



Grégoire Ramazani Amisi, Gaston Soumialot et Focas Bwimba.
(CP.2007.1.502, collection MRAC ; photo J.K., s.d. ; tous droits réservés.)

du nom de son chef, Pierre Mulele, dans l'Est, les rebelles vont être appelés « Simba ». Malgré leur rapprochement dans le temps et leurs pratiques idéologiques, les deux mouvements armés n'auraient pas eu de contacts entre eux.

Le front ouvert à Bujumbura déclencha l'insurrection suivant trois axes :

- dans la plaine de la Ruzizi, avec le chef Moïse (*alias* Musa) Marandura et Louis Bidalira, deux *leaders* ethniques des Fuliru et des Vira[3] ;
- en direction de Kalemie, avec Laurent Désiré Kabila, natif du Nord-Katanga ;
- en direction du Maniema, avec Gaston Soumialot et Nicolas Olenga.

Autant pour Marandura, que pour Bidalira et Kabila, les premiers *leaders* choisis (à ceux qui étaient

3. Ces deux dirigeants ne s'entendaient pas. Marandura Musa était du clan Mushimbi (qui passent pour les plus forts) et Louis Bidalira du clan Mutumba (les plus nombreux). Fin 1965, Marandura fut tué à l'instigation de Bidalira, qui réapparaîtra durant la guerre de 1998. Le 7 avril 2000, il aurait codirigé une action des Maï-Maï qui reprenaient Lemera. Il fut tué vers août-septembre 2001 (Kennes 2009 : 292).

attribués des itinéraires fixés) étaient généralement originaires des zones où ils implantèrent la rébellion. Ainsi Gaston Soumialot, qui avait conduit la rébellion simba au Maniema, était Kusu du territoire de Kibombo, originaire de cette province. Son chef des armées Nicolas Olenga était, quant à lui, Otetela du territoire de Katako-Kombe dans le Sankuru ; il en avait profité pour étendre cette rébellion dans sa région natale.

1.2. LES ÉCHECS DE LA CONQUÊTE DE LA VILLE DE BUKAVU

Le 18 février 1964 déjà, les premiers tracts émanant du CNL invitant la population et les soldats à la révolte furent répandus à Bukavu. Ils s'en prenaient aux principaux dirigeants nationaux et provinciaux tels que Kasa-Vubu Joseph, Adoula Cyrille, Malago Kahubangwa Simon-Pierre, Boji Dieudonné et le major Yossa Malasi commandant du 7e bataillon de Bukavu dont ils dénonçaient la corruption.

Face à cette menace, des renforts militaires furent envoyés à Fizi et le Gouvernement central dépêcha le ministre de la Défense nationale, Anany Jérôme, et le général Lundula Victor en mission à Bukavu, le 16 mars 1964. On signala, dès ce moment, les pratiques fétichistes qui vont caractériser tous les mouvements maï-maï dont l'expansion couvrira progressivement la province du Sud-Kivu au cours des rébellions ultérieures. Dans la nuit du 11 au 12 avril 1964, des cas de « sorcellerie » furent décelés. Des émissaires venus de Bujumbura pour tatouer les futurs combattants et les rendre ainsi invulnérables aux balles se firent prendre aux abords de Bukavu. Une femme sorcière, originaire de Kabare, procédait à l'immunisation des partisans rebelles pour leur permettre d'affronter les balles ; ce qui laissait présager une agression prochaine. Les rebelles attaquèrent à la fois les communes d'Ibanda, Kadutu et Bagira ainsi que la zone annexe de Kasha le 15 avril 1964, à 6 h du matin.

Kabare Rugemaninzi allait se rapprocher du pouvoir de Léopoldville avec la rébellion des Simba. D'abord, sous l'influence de Casimir Mbagira[4] et d'autres membres du MNC/L qui avaient servi d'intermédiaires avec lui, Rugemaninzi avait accepté de s'allier aux Simba. Mais sa rencontre avec le général Léonard Mulamba, qui à la fois le menaça de représailles et le cajola, lui fit changer d'avis ; surnommé « Zéro-Zéro », il se mit à la tête des guerriers coutumiers appuyant les soldats de l'ANC pour combattre la rébellion.



Alexandre Kabare Rugemaninzi, *alias* « Zéro-Zéro ». (Photo prise à Kabare le 1er septembre 2023 à partir d'une effigie par Bernard Akilimana Hangi ; droits réservés.)

Mais il y avait une différence d'attitude dans l'engagement contre les Simba des Bashi de Kabare et de ceux de Ngweshe. En fait, les Bashugi s'opposaient aux Simba pour des raisons tribales. La révolte se faisant au nom du MNC/L, qui s'identifiait aux Bakusu et aux Bahaya (gens de Kabare), sa victoire et son installation auraient signifié le retour au pouvoir des nationalistes. C'est le ministre provincial de l'Intérieur Dieudonné Boji du gouvernement Malago qui, dans une note envoyée le 1er mai au régent Lwanwa et à Venant Chihuguyu, demandait l'expédition rapide de quelques hommes à Nyangezi pour contenir l'avancée des Simba. À la suite de la réunion du Collège permanent convoqué par le régent avec les notables Kurhengamuzimu, Taganyi, Mudekereza, Namugali, Buhendwa, Namugusha et Chihuguyu, la levée des troupes dans toute la chefferie fut décidée. C'est donc la structure de la chefferie Ngweshe qui joua alors un grand rôle, le nombre total des guerriers rassemblés à Businga dans le bois de la MAE s'élevant à 20 000 personnes (Samba Kaputo 1970 : 125). Leur commandement, que ne pouvait exercer Lwanwa en raison de son âge, fut confié aux notables Nyamugusha d'Ikoma et Cibahe de Lurhala. Parce que tous les groupements ne pouvaient envoyer tous les hommes au combat à la fois, ceux qui furent du premier voyage étaient les gens des notables Cibahe, Bitorwa, Burhagata, Bonyinkebe et Chiberano. À Nyangezi se trouvaient déjà les hommes des sous-notables F. Maroy de Masonga et de Cabarwa. Le contingent fut renforcé

4. Shi de Kabare, militant du MNC/L à Élisabethville avant 1960, il devint secrétaire général du CEREA, fut nommé administrateur civil à Goma par A. Mosoko, le commissaire extraordinaire pour le Kivu en 1962. Il fut ministre de la Santé publique du gouvernement du Kivu-Central, président provincial du MNC/L à Bukavu.

par les hommes du notable Kahasha du groupement Nduba arrivés à Nyangezi la veille de la confrontation avec les Simba. Le 13 juin, après que la bataille se fut terminée avec la fuite des assaillants, des véhicules amenaient les hommes des groupements Walungu, Burhale, Lubona… envoyés pour prendre la relève des premiers groupes engagés (Samba 1970 : 126).

Après l'échec d'envahir Bukavu à partir d'Uvira, une seconde tentative des Simba se fit à partir du Maniema en passant par l'Urega. Il y eut d'abord une fausse alerte, le 25 juin, faisant état de l'occupation de Muzinzi et de Nyamareje par les Simba. Moïse Tshombe, qui était devenu Premier ministre, arrivait le 22 juillet à Bukavu. Il visita Walungu en compagnie de Simon Malago pour féliciter la population de son opposition aux Simba à Nyangezi. Mais le 12 août, les insurgés écrasaient la troupe de l'ANC stationnée à Nzibira avant de progresser vers Bukavu en traversant la chefferie Ngweshe. Ces Simba-là n'étaient plus, comme à Nyangezi, des hommes hirsutes, armés de lances, de machettes et de quelques fusils. C'était une colonne équipée d'armes lourdes et de fusils automatiques ; ce qui fit prendre peur aux guerriers bashi, qui n'osèrent plus se montrer. Ceux-ci devinrent plutôt des vigiles de l'ANC et du pouvoir provincial, qu'ils informaient des mouvements de l'ennemi.

Les Simba atteignirent ainsi Bukavu, occupant plusieurs quartiers de la ville. Les vrais combats débutèrent le 19 août dans l'après-midi. Le lendemain déjà, ils perdaient les positions gagnées, en raison des renforts militaires apportés par l'ANC du colonel Léonard Mulamba aux ex-gendarmes katangais. Éparpillés à travers les communes de la ville et dans les montagnes du Bushi, ils subirent la vindicte de la population à qui le ministre provincial de la Justice, A. Nkubiri (Shi de Ngweshe), avait ordonné de passer à l'exécution sans jugement de tout Simba capturé.

1.3. LES SIMBA DANS LE TERRITOIRE D'UVIRA

Dans cette entité, les conflits politiques opposaient Moïse Marandura au *mwami* Henri Simba des Fuliru. Benoît Verhaegen note que sur ordre du CDD du Sud-Kivu, l'administrateur du territoire d'Uvira assisté du conseil de la chefferie Bafuliru avait procédé en date du 28 février 1961 au remplacement du *mwami* absent et désigné le conseiller provincial Marandura Musa pour remplir les fonctions de chef coutumier. Celui-ci procéda immédiatement à la mise en place d'un nouveau personnel administratif, remplaça les chefs de groupement et prit le titre de « président de la chefferie Bafuliru ». À la fin avril 1961, le *mwami* Henri Simba revint d'exil afin de reprendre ses fonctions de chef coutumier et exigea la révocation des nouveaux fonctionnaires ainsi que des chefs de groupement choisis par Marandura. Le 8 avril, des troubles éclataient dans le territoire d'Uvira, faisant des morts et des dégâts matériels. Ce furent des troubles précurseurs immédiats de ceux de 1963-1964 (Verhaegen 1966 : 269). S'y ajoutait une opposition tribale entre Fuliru et Barundi dont la tension se maintint jusqu'en 1963. Cette période fut jalonnée d'arrestations arbitraires et de vexations multiples exercées par les autorités en place. À la fin du mois de novembre 1963, de violents incidents suivis de la répression policière et militaire et du ressentiment populaire conduisirent progressivement à la rébellion générale de 1964.

Le 15 avril 1964, des groupes rebelles descendus des montagnes de Lemera et Ndolera attaquèrent les groupements Luvungi, Luberizi, Mulenge et les postes de Kiliba et Lemera. Ils s'attaquaient aux chefs de groupement et aux autorités de la chefferie. Ils pillaient les magasins situés le long de la route. Ils étaient sous le commandement de Marandura Musa député provincial et de son fils Antoine Marandura. Le colonel Louis Bidalira et le major Évariste Rumonghet avaient assuré leur formation dans les camps d'entraînement situés dans les collines à l'ouest de la route de Bukavu-Uvira ; ils étaient armés de machettes, lances, arcs et flèches, et plus tard de quelques armes à feu, notamment de type mauser, prises à l'armée nationale. Leur objectif était d'occuper les postes d'État situés le long de la route Bukavu-Uvira. Ils disaient avoir trop souffert du gouvernement du Kivu-Central et désiraient avoir à sa place un nouveau pouvoir composé uniquement de partisans du MNC/L. Pour eux, Christophe Gbenye, Anicet Kashamura et Antoine Gizenga devaient revenir au pouvoir. Selon Simba Charles, secrétaire régional de la JMNC/L à Uvira, les rebelles devaient provoquer une révolution parce que les autorités administratives et provinciales les arrêtaient arbitrairement. Il fallait également changer les autorités administratives dans les chefferies et les territoires. Les pouvoirs publics et la presse utilisèrent le terme « mulelistes » pour désigner les partisans de Marandura Musa et Gaston Soumialot, car parmi les prisonniers arrêtés par les militaires de l'ANC, l'un d'entre eux portait un képi de l'ancienne Force publique avec une étiquette sur laquelle était écrit : « muleliste ». C'était environ 620 jeunes partisans, âgés de 12 à 20 ans, tous des volontaires, recrutés à

Uvira, pour la plupart. Ce noyau à base tribale était essentiellement constitué de Fuliru, Vira et Tutsi réfugiés du Rwanda ou originaires du Burundi. C'est à la fin du mois de mai 1964, après la conquête de Fizi, que les Bembe rejoindront massivement le mouvement rebelle (Verhaegen 1966 : 303). Entre-temps, les troupes de Gaston Soumialot poursuivaient leur formation dans les centres d'entraînement militaire du Burundi. Leur objectif était d'aller occuper le Maniema. C'est ainsi que le colonel Louis Bidalira, à la tête de trois cents hommes, fut envoyé conquérir Uvira, le 15 mai 1964. Soumialot Gaston, Henri-Martin Kasongo et deux journalistes américains y arrivèrent le 27 mai 1964. Soumialot sut désorienter le mouvement insurrectionnel initié par Marandura Musa en dirigeant les hostilités, non seulement contre les autorités provinciales et locales, mais aussi contre toutes les autorités légales du pays (Kabemba 1976 : 107). Ancien CDD du Maniema, sa région d'origine, il avait longtemps vécu à Kindu et savait que cette ville était composée en majeure partie de membres du MNC/L et du CEREA. Opposé au Gouvernement central, il entendait organiser, à l'instar de Pierre Mulele au Kwilu, son maquis au Maniema. Sa route partirait de Bujumbura vers Uvira-Fizi-Albertville-Kibangula-Kasongo pour se fixer à Kindu. Avant d'engager la marche vers Kindu, les Simba avaient lancé, à partir de la plaine de la Ruzizi, près de cinq attaques sur Bukavu dans le but de délivrer leurs partisans lumumbistes arrêtés par les « modérés » et de neutraliser l'aérodrome de Kamembe qui servait de pont aérien aux avions C130 américains entre Léopoldville et Bukavu et ainsi d'éviter d'être pris à revers par les forces de l'ANC (Usungo 1980 : 32). N'ayant pas atteint cet objectif, ils revinrent à leur mission de départ : la conquête du Maniema. Ils marchèrent sur Fizi, le 27 mai 1964. Les 10 et 18 juin, ils investirent respectivement Bendera et Albertville qui fut désignée « capitale provisoire du CNL-Est » (Verhaegen 1966 : 422).

Pour défendre la ville de Bukavu et contrer l'avancée des rebelles simba, le Gouvernement central du Congo envoya, à partir du 20 avril 1964, des renforts importants à Bukavu où séjournait le colonel Mulamba commandant du 3e groupement comprenant la province du Kivu et la Province-Orientale. Des paras-commandos furent envoyés au secours de la gendarmerie et prirent position notamment à Lemera. Les garnisons d'Uvira et de Fizi furent renforcées avec un effectif de 100 hommes chacune. Le 1er mai 1964, le colonel Mulamba, le major Yossa et leur escorte tombèrent dans une embuscade entre Luberizi et Luvungi. Ces deux officiers n'échappèrent que de justesse en s'enfuyant dans la brousse. Des pelotons du 8e bataillon arrivés en renfort de Luluabourg furent disposés le long de la route Bukavu-Uvira à Kiliba, Sange, Luberizi, Luvungi et Kamaniola, dans le but de protéger la route et de couper les communications rebelles avec le Burundi.

Dans la nuit du 16 au 17 mai 1964, les Simba commandés par le colonel Louis Bidalira prirent d'assaut la cité d'Uvira au cri de « *Mulele mayi* » et s'emparèrent des armes d'environ 100 hommes du 8e bataillon de l'armée régulière, dont une trentaine furent massacrés, une vingtaine se réfugièrent au Burundi et d'autres s'enfuirent en débandade vers Bukavu. Pendant trois jours, des exécutions se poursuivirent faisant une centaine de victimes à Uvira et Kalundu parmi les militaires, policiers, fonctionnaires, personnel administratif, cadres privés et tous ceux qui avaient collaboré avec l'ancien régime. Le *mwami* Henri Simba des Fuliru avait déjà regagné Bukavu après avoir été molesté quelques jours auparavant par une bande de jeunes gens. On estime entre 300 et 1000 hommes des forces rebelles positionnées alors à Uvira et ses environs.

Le 23 mai 1964, les rebelles parvinrent à toucher à Luvungi un avion de reconnaissance de l'Onuc, le contraignant à un atterrissage forcé, avec à bord le colonel Mulamba et le colonel américain Dodds, qui furent recueillis par une colonne de secours. Le même jour, Gaston Soumialot accompagné des membres du CNL de l'Est, dont le « ministre de l'Information », Henri Martin Kasongo. C'est sous leur impulsion que les rebelles se lancèrent à la conquête de Bukavu et de Fizi à la fin du mois de mai 1964. Pendant ce temps, la résistance était organisée à Bukavu par le commandant du 8e bataillon, le major Vangu, arrivé de Léopoldville. Deux attaques lancées sur Bukavu échouèrent. La première fut arrêtée à hauteur de Kamaniola, le 29 mai 1964, faisant 160 morts ; la deuxième fut repoussée par les guerriers shi de la chefferie Ngweshe aux cols de Kaziba et de Nyangezi. Le 30 mai 1964, le major Vangu fut tué au cours d'une patrouille sur la route de Lubarika.

Après les succès des premières heures, l'offensive de la rébellion simba se solda par un échec dans le territoire d'Uvira, à la suite de conflits entre *leaders* locaux, au manque de munitions et à la rupture de communication avec l'extérieur, ainsi qu'à la perte de la croyance en l'invulnérabilité des rebelles immunisés par le *dawa*.



Tshibumba Kanda Matulu, *Rebelles contre l'armée congolaise*, 1975.
(HO.2013.57.85, collection MRAC ; photo © MRAC. Tous droits réservés pour l'œuvre.)

1.4. LES SIMBA DANS LE TERRITOIRE DE FIZI

Dans cette entité administrative, une triple attirance s'exerçait simultanément sur les Bembe au sujet de l'appartenance de ce territoire à la province du Nord-Katanga, à celle du Maniema ou encore à celle du Kivu-Central (cf. *supra*). Les conseillers bembe avaient signé trois pétitions dans ce sens avant la promulgation, le 18 mai 1963, de la loi créant la province du Kivu-Central et qui prévoyait que les territoires de Fizi et de Shabunda seraient soumis au référendum. Ainsi, les dirigeants des Bembe furent-ils divisés en plusieurs tendances. Certains chefs coutumiers bembe soutenaient l'attachement de leur territoire au Nord-Katanga pour refaire l'unité du peuple bembe à l'instar des Lega. Ceux qui voulaient le rattachement de Fizi au Maniema avaient pour but d'évincer du pouvoir les chefs coutumiers bembe avec l'appui des militants du MNC/L du Maniema. Dans l'ensemble, deux forces politiques en présence se tiraillaient : cadres militants du MNC/L (ex-UNEBAFI) et autorités coutumières. Les fréquents changements de pouvoir dans le territoire contesté et les mesures de répression auxquelles se livrèrent les administrateurs spéciaux eurent pour conséquence de contraindre une partie des élites locales à se réfugier soit au Burundi ou à Kigoma, soit à Albertville (Kalemie). Ces élites gonflèrent, avec les réfugiés de l'époque coloniale, les rangs des rebelles lors de la conquête des régions d'Uvira et Fizi (Verhaegen 1966 : 273).

Le territoire de Fizi fut alors occupé, sans combat, le 27 mai 1964, par des « jeunesses rebelles locales ». Les Bembe se joignirent à la rébellion et la direction du mouvement suscita des disputes entre Shabani et Ramazani. Parti d'Uvira par bateau, Gaston Soumialot arriva à Fizi via Baraka, le 26 juin 1964. Il prit le parti des civils et appuya l'autorité du président du MNC/L local, « seule autorité responsable administrative et politique pour le territoire de Fizi ». À Lulimba, au début du mois d'août 1964, Soumialot reçut des plaintes du président du MNC/L local contre les jeunesses du secteur Mutambala qui commettaient l'adultère avec les femmes de citoyens de ce village. Les membres du CEREA/Kashamura persécutés par ceux d'autres partis politiques firent également leur déposition.

Un Comité apolitique de documentation et d'information (Cadif) fut créé à Bujumbura par le secrétariat général de l'UNEBAFI pour recueillir des renseignements sur les Bembe tués et sur le déroulement de la rébellion dans le territoire de Fizi (Verhaegen 1966 : 332).

1.5. LES SIMBA DANS LE TERRITOIRE DE SHABUNDA

La pénétration et l'implantation des rebelles simba dans les territoires lega de Shabunda ont été favorisées par des conflits locaux autour du pouvoir des chefs de clans. L'entrée des Simba dans ces deux territoires avait été sollicitée par certains *leaders* locaux mécontents. Dans cette contrée, les Simba et leurs alliés locaux s'attaquaient avant tout aux membres du PNP considérés comme des collaborateurs des Européens et de l'Administration centrale du Congo. Les administrateurs territoriaux, les chefs de poste, les chefs de chefferie et de secteur, les chefs de groupement et ceux de village, les policiers étaient pourchassés.

Dans le territoire de Shabunda, la terre coutumière des Wakabango I était subdivisée, en 1908, en huit entités administratives, hormis celle des Batali. Celles-ci étaient dirigées par des chefs de clan érigés, par les Arabo-Swahili, en *nyampara* : Kabemba, Kilemangulu, Tengetenge, Kasongo, Munguma, Kalinde, Tunda et Moligi Kyambula, fils de Biale (PV de l'enquête du 17 septembre 1977). La compétence administrative de Moligi Kyambula fut récompensée par l'autorité coloniale en nommant son fils Moligi Kaseke en qualité de chef de la chefferie Wakabango I créée le 5 décembre 1926. La même année, le nombre de clans dirigés par les *nyampara* passa de huit à vingt-cinq. Les autres *nyampara*, voyant leur droit d'aînesse et de premier occupant bafoué en faveur de Moligi Kaseke, entretinrent contre lui et sa descendance un sentiment de jalousie et de haine. Ce mécontentement s'accentua avec les effets du décret colonial du 5 décembre 1933 qui regroupa les populations des Wakabango I en quatre groupements administratifs : Nord-Elila sous Lusamaki Kintomba, Simunambi sous Zingu Ikando, Kalole sous Museme Nsoko et Wazimba (ou Batali) sous Kimongamonga Kaseke. Vers l'année 1948, avec la création de grandes notabilités, le chef de groupement Simunambi, Zingu Ikando, fut le premier à accéder au titre de grand notable, parce qu'il remplissait correctement ses devoirs envers le pouvoir colonial et était apparenté au chef Moligi Kaseke. Son autorité s'étendit alors sur les chefs autochtones tels que Tshabene des Bayoma, Mputi, Kiziba, Peneitula, Museme Ikuku de Liongo/Kasanza, Kikuni de Kasanza, Ngoma za Mikando et Kalenga des Bayoma. L'hostilité due aux honneurs que lui accordait l'autorité coloniale attisa contre lui la haine de ses subalternes aigris. Il s'agit notamment de Ngoma za Mikando, Kikuni, Kanyombo et autres qui firent appel aux rebelles simba basés à Fizi afin de renverser le chef Moligi Kaseke et Zingu Ikando. Par-ci par-là, il sévissait des conflits claniques dans la chefferie Wakabango I. Les Bayoma et les Banyakilala de Kazombo fusionnés avec les Bastabiale n'acceptèrent pas l'autorité de Museme Nsoko fils de Moligi Kaseke (Assumani 1990 : 10). Dans le groupement Nord-Elila, un conflit éclata à la suite de la succession de Mpenekusu à Lusamaki. Seul le groupement Batali demeura paisible, cette population n'ayant pas été mélangée avec d'autres clans.

La porte d'entrée des Simba dans la chefferie Wakabango I fut le secteur Lulenge. Ici, un ancien policier du chef Kilenga du nom de Matayabo avait usurpé le pouvoir de celui-ci en 1964. Pour se venger et rétablir son autorité, Kilenga descendit à Fizi et s'allia aux rebelles. Armés de machettes, bâtons et sabres, les Simba gagnèrent Lulenge, massacrant sur leur passage les « élites », amies des Européens. Ils étaient conduits par Makangila Jérôme. Ils allèrent retirer Matayabo de son village Ilungwe et l'exécutèrent du côté de Penemende. Sur leur chemin de retour, les Simba s'installèrent au poste d'État de Kilembwe. En ce même mois de juin, les détracteurs du chef de la chefferie Wakabango I firent appel à eux afin de l'évincer. Les adversaires de Moligi Kaseke, chef de la chefferie Wakabango I, à savoir Ngoma za Mikando, Kikuni, Sabiti et Kabuluta introduisirent les Simba dans leur chefferie à partir de Nakiliza. Ils suivirent la route allant de Nakiliza à Ilongambala (Tshabene). À partir de Tshabong, cette route croise la route nationale n° 2 qui relie Bukavu à Kindu en passant par Mwenga et Kitutu. Pendant ce temps, les troupes de Soumialot continuaient leur marche vers Kindu et les Simba qui s'étaient dirigés vers Nakiliza et Wakabango I avaient entre autres missions celle de protéger l'opération lancée sur Kindu en occupant la route nationale n° 2. De Lulenge, les Simba atteignirent Kasanza, puis Tshabene, le samedi 20 juin 1964. Sur leur chemin, ils venaient d'exécuter Museme Kibunda, frère de Mubinza et chef de Kasanga ainsi que ses trois fils, de même que Kangalaba, chef du village Nasanga et son fils (Assumani 1990 : 18). Cette crise avait pour cause lointaine le mécontentement des descendants de Nkulu et Ikama face à l'avènement de la lignée Moligi à la tête de la chefferie Wakabango I en 1926 et de Zingu Ikando comme chef du groupement Simunambi. Les clans lésés par la création de grandes notabilités donnèrent le gros d'adhérents à l'APL. Ceux-ci visaient l'extermination,

par tous les moyens, des familles Moligi et Zingu, afin de revenir à l'autonomie clanique d'avant. Ceux qui prirent la direction de la rébellion simba dans la chefferie Wakabango I étaient : Ngoma za Mikando avec d'autres Bayoma de Kasanza, Kanyombo Fariala et les Babongolo de Mikaba alliés aux Banyakunsa, les Banyakinkalo de Kiloza et Penekusu. Ajoutons à cette liste Sabiti Kyana, Kikuni *alias* Kamoga, Kalukula, Selenge, Makisanga Wabiga et Kuzindila. Ces insurgés de la chefferie Wakabango I combattaient d'abord pour des motifs locaux liés au pouvoir clanique. Arrivés à Ilongambala, ils n'incendièrent que la case du chef de village. Ceux des habitants qui avaient dans leurs familles des membres du PNP s'enfuirent en brousse. Ce fut le cas de la famille de Stanislas Tambwe (premier AT congolais de Shabunda) et de celles des chefs Tshabene et Zingu Ikando. Pengwa Kimbulu, Mwanga Amisi, Salumu Kikela et d'autres furent arrêtés. Le *capita* du village Amisi Mwanga fut décapité à midi à la place du chef de village ; les autres détenus furent libérés moyennant des amendes allant de 5000 à 10 000 francs.

Le 21 juin 1964, les Simba prirent d'assaut le village Ngulube du chef Zingu Ikando. Ils massacrèrent la population, pillèrent et incendièrent les cases. Le chef du village, Zingu Waseka fils d'Ikando, se réfugia avec sa famille à Mukemenge, sa terre natale. À partir de leur base de Tshabene, les Simba organisèrent des incursions visant à conquérir les cités minières de Kamituga et Lugushwa en chefferie Wamuzimu. Après avoir essuyé des échecs, ils orientèrent leurs troupes vers Kalole et Shabunda-centre.

Les Basitabiale, clan du chef de chefferie Moligi Kaseke soutenu par les soldats de l'ANC, opposèrent une résistance aux Simba sur le pont de la rivière Elila obligeant ceux-ci à se replier dans leur camp de Lusingi et dans celui situé chez Kanyombo. C'est après avoir assiégé Matili que les Simba se frayèrent un chemin vers la cité de Shabunda en massacrant des gens sur leur passage, notamment le chef de groupement Basitabiale Museme Nsoko, le chef de village Banyankusa et juge président du tribunal de la chefferie Wakabango I, Jacques Mugalya, ainsi que plusieurs membres du clan Benyakinkalu.

Le gouvernement provincial sous Malago Kahubangwa Simon Pierre organisa la riposte à l'invasion des Simba. Il dépêcha sur le terrain le ministre provincial Kamakanda Lazare, l'administrateur du territoire de Kabare Moligi Mabanze et Mungamba Gérard. Ceux-ci avaient pour mission d'expliquer à la population les méfaits de la rébellion et de l'inciter à la résistance. Arrivé à Kalolole, Mologi Mabanze organisa une « jeunesse combattante » renforcée par les soldats de l'ANC ; il parvint à dégager la route Kalole-Kamituga-Bukavu. Cette coalition fut, cependant, défaite par les Simba à Mikutu/Penemwanga. Le chef Moligi Kaseke se réfugia à Bukavu ; les religieux de la mission de Kalole, qui furent maltraités, gardèrent de leur séquestration de très mauvais souvenirs.

Une autre initiative d'autodéfense locale fut celle des habitants de Kalole conduits par leur chef Kangenda. Mais celle-ci fut rapidement anéantie par les Simba aidés par les Bakasanza, Batali sous Katamba, Banyakunsa et Babongolo sous Kanyombo.

C'est alors que fut constitué un deuxième groupe de combattants locaux chez les Banyakinkalo sous le chef Lusamaki Kitomba. Cette milice porta le nom de « Tumba Moto » (« Ceux qui allument le feu, pour dire téméraires »). Elle recevait des « fétiches » d'une vieille femme du nom de Walungula du village Idumbo chez le chef Lwamba. Celle-ci faisait passer les combattants entre ses jambes et leur administrait un breuvage pour les rendre invulnérables face aux rebelles. Les Tumba Moto utilisèrent diverses tactiques et armes, dont les barricades, les fusils de chasse calibre 12 et à piston, les filets de chasse et la bière de bananes contre les rebelles. Les efforts des militaires de l'ANC basés à Tshabene conjugués à ceux de milices locales confinèrent les Simba dans la forêt de Kitongo où ils parvinrent à organiser l'« État de Hewa Bora » dirigé par Laurent Désiré Kabila, de 1964 à 1987. De là, ils continuèrent de lancer des raids sur les chefferies Wakabango I et Wamuzimu (Assumani 1990 : 24).

1.6. LES SIMBA DANS LE TERRITOIRE DE MWENGA

Dans le territoire de Mwenga, des conflits d'intérêts créèrent des tensions au sein de la MGL à Kamituga (1930 et 1960) et dans le secteur Itombwe. En fait, les Lega de la chefferie Wamuzimu et les Bembe, bien qu'ils reconnaissent être issus du même ancêtre mythique Ikama, subirent les effets pervers de la rébellion simba des années 1960 qui entraînèrent une haine farouche entre les deux groupes et l'affaiblissement de leurs liens de parenté.

1.6.1. DANS LE SECTEUR ITOMBWE

C'est en application du décret colonial du 5 décembre 1933 que le secteur Itombwe fut créé par l'arrêté n° 16 du 6 août 1937. Il réunit les groupements



La paroisse du Saint-Esprit de Kitutu. (Photo reçue de Théodore Assumani, septembre 2023 ; droits réservés.)

Bashim'indji et Bashim'nyaka avec comme chef Kisale Aya et Miki comme chef-lieu. Nyaka fut réduit au rang de grand notable de Kisale. La pomme de discorde entre ces deux clans fut la limite orientale constituée de la région comprise entre l'Elila et la M'ulukye. Devenu chef du secteur Itombwe, Sungula Mwambusa du clan Bashim'indji annexa la région litigieuse. Il y parvint grâce à l'appui de Mwessa, un fils adoptif du chef des Bashim'nyaka qui reçut en contrepartie l'investiture comme notable de ce clan au détriment du « chef légitime » Esamba Yaninga. Restés longtemps opprimés, les Bashim'nyaka trouvèrent dans la rébellion simba en 1964 l'occasion rêvée de se venger des Bashim'indji (Mkyoku 1982 : 23-30).

Un deuxième conflit opposa les Bashim'indji aux Bashimwenda vers 1950. En effet, le chef Kisale, en accord avec Nyaka, concéda l'espace situé entre Tulambo et Minembwe à la société Elit. Cette terre appartenait aux Bashim'nyaka, mais elle était occupée par les Bashimwenda. Elema, *capita* de cette entité s'opposa à la vente d'une partie de sa possession aux Européens. Ce qui lui coûta la relégation à Kalehe où il mourut. La mort d'Elema et les tracasseries des Bashim'indji révoltèrent les Bashimwenda contre le chef Kisale et son clan. Une bande de jeunes Bashimwenda conduits par Kinguti Amosi descendit à Uvira en 1964 pour prendre contact avec les Simba. Accompagnés d'hommes armés, ils gagnèrent Mikenge (un village des Bashim'indji) où ils assassinèrent onze hommes, des femmes et des enfants. Dans leur progression vers Miki, les Simba massacrèrent bien d'autres personnes ; le chef Kisale et les membres de sa cour s'enfuirent à Mwenga. Le 10 juillet 1964, tout Itombwe était aux mains des rebelles. Pour échapper au massacre, les Bashim'indji capturés acceptèrent de servir l'APL. Sollicités par Muyikwa Gilbert et Mubaya, les Simba orientèrent leur invasion vers les cités de Mwenga et Kamituga. La résistance de l'ANC et des hommes du chef Kalenga à Kakanga, Nzombe et Mizulo obligea les rebelles à rebrousser chemin avant d'atteindre leur objectif. D'Itombwe, ils traversèrent la forêt de Kitongo pour se joindre, dans le sud, aux troupes passées par Fizi, Nakiliza et Tshabene.

1.6.2. DANS LA CHEFFERIE WAMUZIMU

Les Simba attaquèrent la chefferie Wamuzimu pour des raisons à la fois politiques, économiques et stratégiques. Sur le plan politique, l'UNERGA, formation politique des Lega de Pangi, Shabunda et Mwenga s'était alliée vers 1960 au PNP, rival politique du MNC/L. De même, l'UNEBAFI des Bembe de Fizi, alliée du MNC/L, se trouva opposée à l'UNERGA sur le plan idéologique. Ainsi, dans leur progression d'Uvira vers Albertville et Kindu, les Simba, en majorité bembe, reçurent l'appui d'autres membres du MNC/L, notamment de Kusu, Bangubangu et Atetela. Pour leur objectif de « libérer les Congolais de la domination des membres du PNP », les Simba devaient attaquer le Bulega, dont la chefferie Wamuzimu, parce que ses habitants étaient en grande partie des adhérents du PNP (Assumani 1990 : 25).

Sur le plan économique, les anciens ouvriers de la MGL à Kamituga et Lugushwa passés dans les rangs des Simba faisaient circuler des récits légendaires sur les fabuleuses richesses minières de ces deux secteurs. Cela attira la convoitise des rebelles. En juin 1964, Jules Muzuri amena les Simba à attaquer les mines de Kamituga en passant par Nakiliza, Tshabene, Kitutu et Kamituga. En novembre 1964, Kaondja Telemuka conduisit l'expédition des Simba

à Lugushwa où il avait été ouvrier avant de s'enrôler dans l'APL.

Sur le plan stratégique, comme les Simba de Gaston Soumialot voulaient placer la capitale du CNL-Est à Kindu, il fallait occuper Bukavu, l'aérodrome de Kamembe et les grands centres de la route nationale n° 2 (Bukavu-Mwenga-Kamituga-Kitutu-Tshabene-Kindu). Pour éviter une surprise, l'attaque de Wamuzimu fut lancée le 22 juin 1964 après que le supérieur provincial des frères maristes à Tshabene eut été arrêté. Celui-ci fut tué à Nakiliza le 30 juin 1964. Tous ceux qui n'exhibaient pas la carte du MNC/L étaient massacrés sur leur passage. La bataille rangée qui eut lieu au niveau de la rivière Mbilumaze opposa les troupes de l'ANC sous les ordres de l'adjudant Bobo Léon et les Simba qui criaient « *Mulele mayi* » et exécutaient des danses. Au cours des affrontements, une dizaine de Simba furent tués. La présence des Bembe parmi les Simba qui avaient attaqué Kitutu affaiblit les liens qui les unissaient aux Lega de Mwenga. D'autres batailles dans cette chefferie eurent lieu à Kamwanga le 27 juin 1964, à Kisengenyo le 4 juillet 1964, où les hommes des adjudants Kasele Walubulu et Bobo Léon montrèrent leurs prouesses. À Kisengenyo, les forces de l'ANC reçurent un renfort à partir de Bukavu, dépêché au front sur ordre du major Yossa Malasi. Plus au nord, à Mwenga-centre, le chef de chefferie Basile, le *mwami* Kalenga Modeste et ses administrés érigèrent une barrière en vue d'arrêter les fuyards en provenance de Kitutu et de Kamituga, excepté le *mwami* Longangi Mpagha et sa famille, Ndume Mbilizi Laurent[5] et les Européens de la MGL/Kamituga (Assumani 1990 : 29). La bataille de Kisengenyo inaugura une période relativement calme en chefferie Wamuzimu. Les Simba se retirèrent dans la forêt de Kitongo à partir de laquelle ils lanceront des raids en quête de vivres sur les localités Byonga, Maka, Matebo, Banamukika et Kibanda.

Après les défaites subies par les Simba en juillet 1964 dans la chefferie Wamuzimu, certaines factions de leurs combattants s'installèrent à Lubumba en secteur Itombwe où une grande famine les amena à regagner les camps de Kalemba et Wimbi vers Albertville. En novembre 1964, les Simba prirent pour cible les mines de Lugushwa. Il fallut en déloger la MGL en vue d'assurer à la population locale la libre exploitation de l'or et de la cassitérite. Pour ce faire, les Simba attaquèrent le centre de Kitutu au matin du 17 novembre 1964 à partir de Maka. Il y eut une vingtaine de personnes noyées dans la rivière Elila. De là, les assaillants passèrent par Nyamibungu-Butetegele et Kakemenge pour déboucher sur Lugushwa. Après avoir saccagé et pillé les installations de la MGL/Lugushwa, ils orientèrent leur incursion vers Kamituga en empruntant la voie de Lumona-Mpango-Mtunga-Mambalu-Mikelo-Nyamibungu-Kamituga (Mission catholique Saint-Esprit de Kitutu 1977).

La résistance des Lega de Mwenga se cristallisa à la suite de trois facteurs : les hostilités claniques entre les Lega et les Kusu, les rumeurs sur les massacres d'Uvira et l'action des hommes politiques lega. Rappelons que les souvenirs laissés par les razzias des Arabisés zimba et kusu chez les Lega et l'hégémonie de ceux-ci au sein de la MGL/Kamituga dès 1926, leur appartenance au MNC/L et au CEREA/Kashamura constituait des facteurs d'antagonisme vis-à-vis des Lega.

L'assassinat de deux Lega, Gilbert Kasololo et Léonard Mulotwa, à Uvira par les Simba en avril 1964 fut compris dans le Bulega comme un signal marquant la chasse à tous les Lega membres du PNP. Les *leaders* politiques lega Jean-Marie Kititwa, porte-étendard de l'UNERGA/PNP, Walubila Clément, deuxième vice-président de l'assemblée provinciale du Kivu et Ndume Laurent convièrent leurs frères à la résistance active contre la rébellion. Le Shi Boji Dieudonné, ministre des Affaires intérieures du Kivu-Central, fils d'un ouvrier de la MGL/Kamituga défendit les intérêts des Lega de Mwenga à qui il prêta main-forte dans cette lutte. La bravoure de Ndume Laurent dans cette résistance lui valut le titre d'« administrateur extraordinaire du territoire de Mwenga pour la sauvegarde de la paix ». La résistance des Lega contre les Simba prit deux principales formes : la fuite et les affrontements armés. Les femmes et les enfants se retiraient dans des cachettes appelées *mangele* ou *tupyengenge*. Les hommes armés de lances et de machettes se rangeaient aux côtés des soldats de l'ANC pour combattre les envahisseurs. Tel fut le cas à Kakuku, Mitobo, Sugulu et Kisengenyo. Les habitants des villages éloignés de la grand-route comme Byonga et Maka dénichaient les Simba venus s'approvisionner en vivres dans leurs champs et les livraient aux militaires. Des milices villageoises furent levées.

5. Il fut élu commissaire du peuple (député) dans le territoire de Mwenga en 1982.

Les hommes adultes munis d'armes blanches, lances, machettes et bâtons assuraient la garde des barrières. L'utilisation du parler kilega fut rendue obligatoire au détriment du kiswahili et du français pour éviter la fuite d'informations. Les groupements Bawandeme, Bingili, Bagezi et Basikamagulu ainsi que le secteur Itombwe, les plus exposés aux attaques des Simba, furent gardés par des militants-combattants dotés d'armes à feu pour opposer la première résistance aux assaillants, le cas échéant.

La résistance des Lega de la chefferie Wamuzimu face aux rebelles bénéficia d'une immunisation magique administrée aux combattants par une femme du nom de Nakitamba à Nyamibungu. Cependant, celle-ci fut capturée et tuée par les Simba à Kitutu, en juillet 1964.

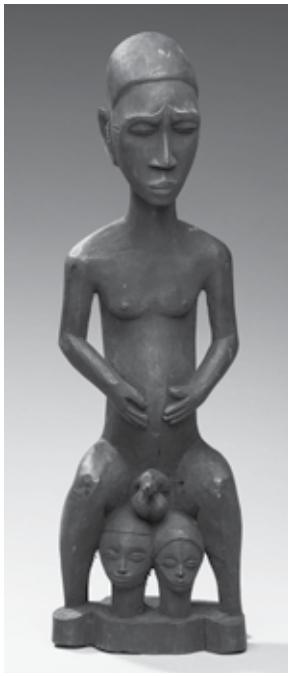
1.6.3. DANS LA CHEFFERIE BASILE

Dans cette entité, les rebelles lancèrent plusieurs attaques en 1964-1965 et, à partir de l'État de Hewa Bora, en 1973.

Sur les causes qui poussèrent les Simba à attaquer la chefferie Basile, Songa Kinyengele avance que certains Basile prétendant au pouvoir politique à Mwenga firent appel aux rebelles pour réaliser leurs desseins. Il s'agit notamment de Muyikwa Gilbert, Mukuninwa Butindi, Bisimwa Rabithé, Mafuta Roger, Mubaya Jules et Kamanya Muganga.

Muyikwa Gilbert, un évadé de la prison de Mwenga réfugié à Itombwe, s'enrôla dans les rangs des Simba en espérant se faire nommer au poste d'AT après la victoire des rebelles. Mukununiwa Butindi, ancien commis du territoire de Mwenga, révoqué par l'AT Bagula Herman, se fit rebelle à Itombwe. Bisimwa Rabithé voulut destituer l'AT Bagula Herman, un Shi, afin de le remplacer par un Lega, espérant gagner pour lui un poste au bureau du territoire. Mafuta Roger, né d'un père bembe du nom de Wenya et d'une mère sile du clan Bakanga auquel il fut assimilé, rejoignit le camp des rebelles avec l'objectif d'évincer le *mwami* Kalenga Lwango des Basile. Mubaya Jules, du clan Bu'use de Kamagamba en chefferie Wamuzimu et révoqué de la MGL/Kamituga en 1961, trouva dans la rébellion simba l'occasion de devenir « directeur des mines » dans cette société. Kamanya Munganga, chef du groupement Batumba fit appel aux Simba avec la complicité de ses frères Mubake, Kahelele, Muganza, Ngimbi et Kanakinja, qui donnèrent aux Simba les informations sur les barrières érigées par les Basile. Ngimbi et Kanakinja amenèrent l'ennemi jusqu'à Kitamba après l'arrestation de leurs frères Mubake, Kahelele et Muganza. Le *capita* Kambila de la localité Tubungu fit appel aux Simba pour ses visées séparatistes, car il n'avait jamais reconnu l'autorité de son chef de groupement Muzingwa Yimba, qu'il voulait d'ailleurs remplacer, et qui de surcroît soutenait son voisin *capita* Kizogu de la localité Musuku-Mulombozi avec qui il se disputait des collines de Wengwe et d'Iwanga (Songa 1990 : 38-39). Il recourut aux Simba, par le biais de Nepa, neveu de Nganika Nyamatomwa, pour attaquer la localité Musuku et prendre en captivité le chef Muzingwa Yimba. Vers mi-juin 1964, des élèves et soldats de l'ANC rescapés des batailles d'Uvira arrivèrent à Mwenga. Peu de temps après, deux émissaires lega du clan Bashibugembe en chefferie Wamuzimu dépêchés à Mwenga par les Simba pour enrôler les Basile dans la rébellion furent capturés et exécutés. Il s'agit de Mayi Thomas et Kyendangendo Pius. Cela énerva les Simba qui lancèrent des attaques contre la chefferie Basile.

Au sujet des batailles livrées, c'est le groupement Bashimwenda-Iyo'o du chef Muzingwa Yimba qui fut le premier à subir les attaques des Simba par la bataille de Mizulo, village natal du *mwami* Kalenga Lwango situé à 15 km du chef-lieu du territoire de Mwenga, le dimanche 12 juillet 1964. Bien avant cela, l'adjudant-chef Kasele Walubulu et son peloton de 32 soldats avaient déjà pris position à Mizulo dès la nuit du 6 juillet 1964 sur ordre du colonel Léonard Mulamba basé à Bukavu. Ils étaient renforcés par des civils basile et cinq sorcières : Kabondo Maria, Kabungo épouse de Kakumbala, Lusangi Namusema, Makito Lusangi et Nakitandahule Musolo surnommée « Natugunzu ». Partis de Miki, chef-lieu du secteur Itombwe le 10 juillet 1964, les Simba assiégèrent le village Kiseke-Kakanga, un centre de cantonniers de la chefferie Basile à 45 km de Mwenga, qu'ils pillèrent ; ils massacrèrent la population, dont un sujet burundais du nom de Simon. Ils marchèrent successivement sur les villages Kisage du chef Sumaili, le 10 juillet, et Kalundu du chef Katambo, le 12 juillet 1964, avant d'attaquer Mizulo le même jour ; les combats durèrent environ trois heures, à l'issue desquelles les chefs rebelles Mafuta Roger et Mubaya Jules ainsi qu'une cinquantaine de Simba périrent. Après leur défaite de Mizulo, les rebelles lancèrent l'attaque de Mwana, le 27 août 1964 contre M. Sanken à la tête de cinquante policiers de mines armés. Ils prirent d'assaut



Kalongalonga : statue rituelle qui a joué chez les Lele d'Ilebo (province du Kasaï) le rôle de charme contre les balles des soldats.
Imitation de la statue du culte *ngwato*, à l'arrivée au pouvoir de L.D. Kabila.
(EO.2004.10.14, collection MRAC ; photo J. Van de Vyver © MRAC.)



Tshibumba Kanda Matulu,
***Aviateurs italiens tués par les rebelles*, 2000.**
(HO.2013.57.133, collection MRAC; photo © MRAC.
Tous droits réservés pour l'œuvre.)

le chef-lieu du territoire de Mwenga en passant par Mizulo-Butimba. L'AT Bagula Herman et le *mwami* Kalenga fuirent à Kasese situé à 19 km de Mwenga.

À partir d'août 1972, les maquisards de Hewa Bora investirent le village Izabika du chef Kasungulu Penge à partir duquel ils livrèrent des batailles dans la chefferie Basile, notamment à Izabika, le 6 avril 1973, à Mwana, le 1er mai 1973, et à nouveau à Izabika vers fin mai 1973. Avant cette période, dans le groupement Batumba du chef Kamanya Amely, des attaques avaient eu lieu à Kakhanga, le 13 août 1964 et à Kitamba, le 31 janvier 1965.

La résistance des Basile aux attaques des rebelles prit diverses formes : la fuite en brousse, les barrières érigées par les groupements autochtones sile et le positionnement des soldats de l'ANC, l'action du corps des informateurs et l'usage des *dawa* (fétiches). Au sujet de ces derniers, Lusangi Namusema, une de cinq femmes qui les préparaient aux résistants sile avait raconté que Kabombo Maria du clan Bashimwenda-Iyo'o avait un serpent magique à deux têtes et s'habillait de peaux de civettes et d'écorces de ficus (*mulumba*). Kabombo aurait eu aussi la puissance de faire tomber la pluie. Kabungo du clan Bawanda avait un arbre magique dans le village Musema-Kakozi II dont les feuilles et les écorces servaient à guérir différentes maladies et à immuniser les combattants. Lusangi Namusema, elle-même, pouvait également faire tomber la pluie n'importe quand. Makito Lusangi *alias* « na A'umbwa » avait une calebasse magique et pouvait envoyer un esprit maléfique contre les Simba. Nakitandahule Musolo *alias* « Natugunzu » était chargée de la collection des fétiches. Plusieurs interdits entouraient ces pratiques fétichistes dans la chefferie Basile : ne pas consommer les feuilles de manioc et les légumes, ne pas utiliser le mortier pour piler dans le village, ne pas balayer le foyer, ne pas rire aux éclats, etc. Les contrevenants étaient arrêtés et passibles d'une amende de cinq cents francs.

1.7. LES EFFETS DE LA GRANDE RÉBELLION SIMBA AU SUD-KIVU

Les Simba se firent une réputation d'invulnérabilité à cause de leur force surnaturelle obtenue grâce au baptême magique. Ainsi, par leurs cris « *mai Mulele mai* », les balles tirées sur eux étaient soit recrachées soit ne faisaient aucun dégât, parce qu'elles étaient transformées en gouttes d'eau. Cette aventure avait déchaîné l'engagement des rebelles à foncer sur leur ennemi armé de fusils. Des années



Monument de Kamaniola érigé par le régime Mobutu pour célébrer la victoire de la guerre contre les Simba. (Photo et © Bernard Hangi, 13 avril 2010.)

après, les protections magiques ou les *dawa* restent des pratiques répandues. Che Guevara, venu appuyer la rébellion, ne pouvait pas le comprendre. Un témoin avait évoqué ainsi l'effet de celles-ci : les combattants, « bien qu'ils n'avaient pas beaucoup d'entraînement, avaient beaucoup de courage. Ils voulaient aller se battre immédiatement à cause des *dawa*. Les *dawa* étaient donnés par plusieurs ; parmi les plus connus était le docteur Maulana Anzuluni, le petit frère de Maulana Shabani Ndalo. Lui et le colonel Paul Kabasele étaient les plus forts. Ils travaillaient à Kalemie, puis Bujumbura, Uvira, Fizi jusqu'à Kindu. Le *dawa* des officiers était différent de celui d'un soldat ordinaire. Kabila était le plus fort, car il avait les *dawa* les plus forts. Il demandait aux chefs coutumiers de lui donner quelque chose de plus fort que ce que nous avions […]. Le *dawa* des Basongye était plus fort que les autres. Ils pouvaient dominer les autres par leur *dawa* très fort » (Kennes 2009 : 306).

Les Simba allaient être vaincus et pourchassés de la région. Le point 2 de ce chapitre va porter sur la cristallisation du mouvement armé contestataire dans les territoires de Fizi et d'Uvira, cette partie orientale du Sud-Kivu. Ailleurs, dans d'autres « territoires pacifiés », pour marquer la vengeance, on observa quelques scènes d'anthropophagie. Chez les Basile dans le territoire de Mwenga, par exemple, la chair des quelques Simba capturés, dont certains Lega rebelles tels que Kahelele, Muganza, Mubake, Ngimbi, Mafuta Roger et Mubaya Jules, fut mangée. Mais ce cannibalisme fut aussitôt prohibé après les massacres de Mizulo. Parce que l'opinion s'opposa à ce qu'on leur donne des sépulcres, les corps des rebelles morts à Kakhanga et Zombe avaient été jetés dans les trous de mines de la MGL/Sud et d'autres, dans la rivière Ulindi (Assumani 1990).

De nombreux Simba et leurs partisans allaient être tués. Selon Célestin Kabuya Lumuna Sando, le revirement des soldats de l'ANC, peu combatifs habituellement, serait lié à la victoire remportée sur les rebelles le 12 juin 1965 à Kamaniola-Ruvimvi par une ANC galvanisée par le général Mobutu : il aurait convaincu ses hommes qu'il n'y avait rien à craindre des *dawa* de l'APL (Kabuya 1992 : 139-140). Dans plusieurs batailles menées dans la région du 14 mai à décembre 1965 comme à Kavimvira, Kigongo, Kitoga, Rushinga et Kiliba/Sucraf, l'ANC fut appuyée par les mercenaires et des troupes étrangères ; on aurait dénombré plusieurs dizaines de Simba tués.

Outre les tueries, les cas de vols et les violences sexuelles furent également répandus. Trente-cinq femmes furent prises en otage par Moïse Marandura, parmi lesquelles les épouses du *mwami* Henri Simba, du CDD, de l'AT et d'autres autorités locales en fuite. Dans le territoire de Fizi, un certain Kingombe Esikyambe de Lulenge fut obligé par les Simba de commettre un inceste en couchant avec sa belle-mère, ses belles-sœurs et son épouse en public (Tulinabo 1991 : 45 ; Verhaegen 1966 : 332). Il y a lieu de stigmatiser également la dépravation des mœurs caractérisée par le désordre sexuel des militaires en opération, dont le viol d'une religieuse de la paroisse

Santa-Maria de Mwenga, l'expansion de la sorcellerie dite *mulonge* chez les Sile, la suspension momentanée des initiations *bwali* et *bwami* au Bulega (chez les Sile) jusqu'en 1972, etc.

L'exode rural et le déplacement général des populations avaient frappé en particulier les habitants des moyens et Hauts-Plateaux d'Uvira, Fizi et Mwenga. Les populations fuyaient les exactions à la fois des Simba et de l'ANC pour s'installer dans la plaine de la Ruzizi ou se réfugier en Tanzanie, en Ouganda et au Burundi. En août 1969, dans les camps de réfugiés, le HCR dénombrait 67 400 personnes issues des régions de l'Est du Congo. Parmi ces réfugiés figuraient des anciens rebelles simba et leurs familles, des déserteurs de l'ANC et des civils en majorité fuliru, bembe et vira. Dans la plaine de la Ruzizi, les déplacés de guerre grossissaient la main-d'œuvre ouvrière de grandes sociétés comme la Sucraf et la Cotongo. La production agricole connut une baisse spectaculaire. Les propagandistes des partis politiques CEREA et MNC/L demandaient aux gens de saboter les travaux des champs, notamment les paysannats et les plantations des colons. Certains planteurs européens abandonnèrent leurs plantations et rapatrièrent leurs capitaux. Dans la localité Lubarika du groupement Luvungi, par exemple, des sociétés présentes en 1960, une seule continua de fonctionner : la Chiminco (Ipak), dirigée par M. Xenophontos. Les autres durent fermer leurs portes : Fraja, Maliba-Kimpe, Ineac et Materne-Kinanira. Les installations de ces sociétés furent systématiquement détruites par les Simba, les soldats de l'ANC et les populations locales. Au niveau provincial, la production agricole avait sensiblement baissé. Celle du paddy était passée de 7283 tonnes en 1963 à 855 tonnes en 1964 ; celle de coton avait chuté de 14 406 tonnes en 1963 à 4686 en 1964 et celle des arachides était passée de 2478 tonnes en 1963 à 574 tonnes en 1964 (Kivu : Service provincial de l'agriculture, rapport annuel 1964 : 13-14).

Sur le plan politique, des conflits de pouvoir coutumier éclatèrent après la défaite des Simba et le départ des soldats de l'ANC. Les autorités coutumières établies dans le territoire du Fizi ayant fui la guerre, l'ANC les remplaça par d'autres. C'est le cas des chefs Enyoni et Mtaka Risasi dans le secteur Tanganyika, de Kabonga en remplacement de Musambya dans le groupement Basilocha. La rébellion simba ébranla le caractère sacré du pouvoir des *bami* Henri Simba des Fuliru, Enyoni, Tembele et Mtaka (Tulinabo 1991 : 50). Dans la chefferie Basile en territoire de Mwenga, le *mwami* Kalenga destitua le chef de groupement Batumba du nom de Kamanya Amely pendant vingt-cinq ans. Le sous-chef Kalenga Modeste fut tué et le notable Kigulube du groupement Babulinzi déporté par les Simba lors de la seconde occupation de Mwenga. Le 10 août 1966, le général Victor Lundula décora le *mwami* Kalenga Lwango d'une médaille en qualité d'« officier de l'Ordre national du Léopard » pour avoir défendu sa chefferie contre les Simba (Songa 1990 : 35-89).

Sur le plan économique, d'immenses territoires arables et fertiles envahis par les Simba dans les territoires d'Uvira, Fizi, Shabunda et Mwenga furent abandonnés pour longtemps. Ce fut le cas, notamment, de la région forestière de Kakhanga, du village Shakatembo et de la région d'Izabika. Le trafic sur la route de desserte agricole Mwenga-Mizulo-Miki fut également interrompu, privant ainsi le chef-lieu du territoire de Mwenga d'une bonne partie des denrées alimentaires. Le pillage des maisons de commerce et d'habitation tant par les Simba que par les militaires de l'ANC avait profondément appauvri la population du territoire de Mwenga. Les massacres des populations locales par les Simba, les assassinats ciblés des gens dans la zone opérationnelle par les militaires de l'ANC, la mort de plusieurs personnes, surtout des enfants, dans les cachettes et les migrations incontrôlées de la population entraînèrent une baisse démographique remarquable dans la chefferie Basile.

2. DE LA FIN DU MOUVEMENT SIMBA AU PARTI MARXISTE DE LAURENT KABILA[6]

Dans un paragraphe intitulé « Fizi-Baraka », Ludo De Witte écrit qu'à la mi-1964, bien avant le lancement de l'opération Ommegang, certains officiers belges étaient d'avis que le premier objectif militaire ne devait pas être la conquête de Stanleyville, mais

6. Les données de ce point sont puisées dans la thèse (2009) d'Erik Kennes, « Fin du cycle post-colonial au Katanga, RDC. Rébellions, sécession et leurs mémoires dans la dynamique des articulations entre l'État central et l'autonomie régionale 1960-2007 », publiée sous le même titre en 2014. Dans cet ouvrage, nous avons utilisé la version de sa thèse pour les renvois aux pages citées. Mais ce travail fait de nombreuses références aux travaux de Benoît Verhaegen, Jules Gérard-Libois, Jean Van Lierde et Cosma Wilungula Balongelwa aussi consultés par nous, en partie pour la conformité des sources.

bien le blocage des voies d'approvisionnement des Simba par le lac Tanganyika. « […] En septembre 1964 [le major Henri Diericx, le chef d'état-major de la 5e BRIGMEC] estima "que les Blancs (en territoire rebelle, et surtout à Stan) n'avaient pas à trop craindre le pire. Le grand danger pour le Congo était le fait que les frontières du côté du lac Tanganyika étaient ouvertes aux rebelles, qui pouvaient recevoir sans entrave des armes et autres formes de soutien". » L'information était bien connue certes, mais pour Bruxelles et Washington, il fallait empêcher que les pays africains ne reconnaissent la République populaire, ce qui aurait divisé officiellement le Congo en deux États. Ainsi l'intervention sur le lac Tanganyika n'eut lieu qu'après. Avec l'opération *White Giant* de janvier à juillet 1965, c'était la frontière avec l'Ouganda et le Soudan qui fut fermée. Mais vers la fin de celle-ci, au moment où Che Guevara s'installait (cf. *infra*), les Américains se mirent à patrouiller sur le lac Tanganyika. C'est peu après qu'intervint la troisième phase de la lutte contre les Simba dite opération Ops Sud dont le but était la reconquête de la région de Fizi-Baraka. Son quartier général avait été établi à Albertville. Si un colonel congolais était désigné pour assurer la direction officielle, la direction effective revenait au major parachutiste belge Roger Hardenne, assisté par une trentaine d'officiers et sous-officiers belges (De Witte 2017 : 353-354, 356).

2.1. LA DÉBÂCLE DE LA RÉBELLION SIMBA À FIZI-BARAKA[7]

Pour reprendre la région aux Simba, la stratégie mise en place par les soldats de l'ANC et leurs alliés mercenaires et soldats occidentaux était de couper la route d'approvisionnement par le lac Tanganyika. En mai 1965, six bateaux patrouilleurs rapides de fabrication américaine étaient arrivés à Albertville. Deux autres bateaux plus grands s'y trouvaient déjà. Fin juillet 1965, l'ambassadeur belge de Kerkove informa Bruxelles que les renforts indispensables étaient presque prêts : le recrutement de mercenaires en Afrique du Sud avait atteint sa vitesse de croisière. En août, deux cent trente mercenaires anglophones étaient attendus à Albertville.

Les rebelles n'engageaient plus le combat contre l'ANC. Parce que le danger immédiat n'émanait plus que très peu de ceux-ci, le pouvoir de Léopoldville avait donc trouvé le temps d'organiser ses forces offensives et même de choisir le moment d'engager les combats. En fait, les rebelles « se terrent en forêt et se livrent à des opérations de harcèlement payantes », déclara un délégué belge (archive des Affaires étrangères 20 juillet 1965). Les quelques actions sporadiques couronnées de succès de la rébellion portaient la signature des Cubains. L'ambassade de Belgique à Bujumbura donnait le chiffre de trente-sept Cubains à Baraka. Pour celle des États-Unis à Dar es-Salaam, il y avait divers groupes de dix Cubains ou plus qui s'étaient rendus au Congo via Kigoma. Un rebelle tutsi rwandais fait prisonnier par l'ANC avait appris au major parachutiste belge Roger Hardenne (assisté par une trentaine d'officiers et sous-officiers belges) qui assurait la direction effective des opérations que les Cubains conseillaient les rebelles et participaient aux opérations. Pour la contre-attaque donc, même s'ils ignoraient que Che Guevara s'y trouvât, les pro-Léopoldville craignaient les Cubains et le terrain hostile plutôt que les rebelles eux-mêmes. L'offensive pour la reprise de Fizi-Baraka débuta le 26 septembre 1965. Ludo De Witte écrit :

> « La force de combat de Guevara de moins de cent Cubains en état de combattre – beaucoup étaient affaiblis par la malaria et la diarrhée – ainsi qu'un nombre incertain de Simba sans la moindre pugnacité y étaient confrontés à trois cent cinquante mercenaires et quelque trois mille soldats congolais, commandés par des officiers de l'armée belge et soutenus par une flottille et une force aérienne de la CIA. Les opérations débutèrent par un débarquement par amphibies d'environ cent quatre-vingts mercenaires du 5e commando sur la rive du lac, à quelque huit kilomètres au nord de Baraka. Mike Hoare en personne dirigeait l'action. Les rebelles opposèrent une résistance solide et le mauvais temps rendit malaisé le soutien aérien, mais le soir, la ville était quand même entre leurs mains. Au prix de lourdes pertes : ce jour-là, les mercenaires comptèrent quatre tués et six blessés dans leurs rangs. Dans la ville, ils trouvèrent des armes soviétiques et chinoises. Les Cubains disposaient dans l'intervalle de moyens de communication par radio, ce qui permit aux officiers de l'*Ops Sud* de capter les conversations en espagnol de l'ennemi. Les troupes de Hoare ne pouvaient progresser davantage, en raison de la résistance opiniâtre. Le chef des mercenaires demanda des renforts. Par le lac, car un groupe d'une centaine de mercenaires qui voulait lui venir en aide par route depuis Albertville avait été immobilisé par les rebelles. Hoare fit savoir que

7. Les informations de ce point sont puisées principalement dans l'ouvrage de Ludo De Witte (2017 : 353-383).



Gaston Soumialot et ses partisans Lumona, Usseni, Henry Djunga (*alias* Kitenge Yezu) et Kitungwa lors de la visite à La Havane (Cuba) en 1965, reçus par Fidel Castro. De cette visite, Soumialot avait obtenu de La Havane « un beau paquet d'argent et cinquante médecins » (De Witte 2017 : 361). (Photo parue dans *Revolucion*, le 4/9/1965 ; CP.2007.1.539, collection MRAC ; © Prensa Latina ; droits réservés.)

> les rebelles tiendraient bon "tant que les conseillers étrangers resteraient et que leur moral ne vacillerait pas". Il constata que leurs capacités au combat s'étaient grandement améliorées : ils faisaient sauter des ponts, dressaient des embuscades et tiraient avec précision. Godley [ambassadeur des États-Unis au Congo] transmit le message : les rebelles et leurs conseillers étrangers étaient déterminés. On aurait dit qu'on était parti pour une longue campagne.
>
> Les aléas du combat tournèrent tout aussi vite. Le 7 octobre, les mercenaires de Hoare quittèrent Baraka pour avancer vers le sud, le long de la côte, en direction du camp de base de Guevara. [L'ambassadeur belge] de Kerkove fit mention d'une marche sans la moindre perte, sauf chez l'ennemi : "Quelques rebelles tués et trois villages détruits". Quelques jours plus tard, l'ambassadeur nota qu'on avait fait couler un bateau simba : dix-sept rebelles avaient été tués et une trentaine d'autres faits prisonniers. Entre-temps, d'autres unités de mercenaires du 5e commando et le 5e bataillon d'infanterie de l'ANC, venus de Lulimba, à l'ouest, approchaient de Luluabourg/Kibamba. Attaqués depuis le nord, le sud et l'ouest et avec le lac à l'est, les Cubains et leurs compagnons congolais se retrouvèrent lentement mais sûrement à l'étroit » (De Witte 2017 : 358-359).

Guevera n'allait plus croire à l'engagement réel des Simba à faire la guerre. Il adressa du maquis, le 5 octobre 1965, à Fidel Castro une lettre lui affirmant que tout ce qu'il avait appris sur la révolution congolaise n'était que mensonge. Il commença par parler de Soumialot et de ses copains reçus à La Havane : « Leurs mensonges sont trop nombreux pour les citer tous. Il y a deux régions où l'on peut parler d'une révolution plus ou moins organisée : ici, où nous nous trouvons et dans un territoire de la province du Kasaï [*sic*] où se trouve Mulele, et lui, c'est la grande inconnue. Dans le reste du pays, il n'y a que des groupes isolés qui essaient de survivre dans la forêt vierge : ils ont tout perdu sans combattre, tout comme à Stanleyville, ils ont perdu sans combattre » (cité par De Witte 2017 : 362-363).

Désespéré, Che Guevara informait Castro que les Cubains ne pouvaient « libérer à eux seuls un pays qui lui-même ne veut pas se battre ». Il précisa sa pensée :

> « Nous allons devoir créer l'envie de se battre et chercher des soldats avec la lanterne de Diogène et la



Gaston Soumialot, reçu par Mao Tse-Toung à Pékin en 1965.
(CP.2007.1.503, collection MRAC ; © Xinhua News Agency.)

> patience de Job. […] Ce que je déplore le plus, c'est la question d'argent. […] J'apprends qu'on a donné de l'argent (cent mille dollars par mois) à des personnages qui ne sont venus ici qu'une seule fois, de sorte qu'ils peuvent mener une petite existence confortable dans toutes les capitales du continent africain […]. De cet argent, pas un cent n'ira au misérable front où les paysans vivent dans une misère atroce et souffrent de la rapacité de leurs propres protecteurs. Cet argent ira encore moins aux pauvres types qui sont au Soudan (le whisky et les femmes ne figurent pas sur la liste des dépenses couvertes par les gouvernements amis, et ils coûtent cher, quand on désire de la bonne qualité) » (cité par De Witte 2017 : 363-364).

Pour Guevara, Gaston Soumialot et Laurent Kabila se ressemblaient.

> « Plus grave que cela encore, écrivait-il, il y a la mentalité des groupes, dans ce territoire [Fizi-Baraka], le seul à avoir des contacts avec le monde extérieur. Le désaccord entre Kabila et Soumialot croît de jour en jour et devient un prétexte pour abandonner des villes sans combattre. Je connais suffisamment Kabila pour ne pas me bercer de la moindre illusion sur son compte. Je ne puis en dire autant de Soumialot, mais je dispose toutefois d'un certain nombre d'indications, comme la série de mensonges qu'il vous a fait avaler, le fait qu'il ne daigne pas se montrer dans ces régions oubliées de Dieu, la régularité avec laquelle il s'est installé dans les meilleurs hôtels de Dar es-Salaam et le genre d'alliés dont il dispose ici.
> Récemment, des unités de l'armée de Tshombe sont arrivées dans la région de Baraka, où un général-major partisan de Soumialot disposait de mille hommes armés. Mais les troupes de Tshombe ont pris la place, d'une grande importance stratégique, quasiment sans combattre. […] À trente-six kilomètres se trouve Fizi et ils ne font absolument rien pour défendre l'endroit, ils ne veulent même pas creuser des tranchées le long de la seule voie d'accès qui traverse les montagnes » (cité par De Witte 2017 : 363).

En fait, les dirigeants rebelles de 1964-1965 faisaient l'objet de vives critiques de la part des combattants. Jérôme Mutchungu, ex-député national (1960) MNC/L de Fizi[8], et E.D. Bocheley, l'ex-dirigeant du CNL, écrivaient de Kigoma au chef Kalenga Asani (chef de secteur adjoint de Ngandja et chef des Basikalangwa) :

> « En ce qui est de recevoir l'aide étrangère en armes et d'autres fournitures de guerre, cette aide a été complètement suspendue pour une certaine durée parce que nos frères Kabila et Masengho ont indigné les pays fournisseurs de cette aide, par les excès qu'ils ont commis avec des armes de guerre : mauvaise utilisation des munitions, ventes de grenades aux pêcheurs (pour pêcher des poissons). Il y a eu des rapporteurs qui ont propagé des fausses nouvelles aux ambassadeurs des divers pays accrédités à Dar es-Salaam. Alors l'aide a été suspendue, pour on ne sait combien de mois, jusqu'à ce que nous ayons de nouveaux dirigeants véritables. On tirait sur les habitants, sur des poules, sur des chèvres, avec ces munitions, et c'est là aussi une des raisons de cette suspension » (Verhaegen 1967 : 373)

Erik Kennes a pu réunir des éléments plus étayés sur les avoirs financiers de Laurent Désiré Kabila, mais il s'agit surtout de la période après le mouvement simba, sous le maquis du Parti de la révolution populaire (PRP) et, encore, à partir de 1980. Dans son comportement, il décrit les mêmes traits que ceux relatés par Che Guevara. Il écrit :

> « Après la chute du quartier général de Wimbi, l'éparpillement du maquis, les destructions considérables d'infrastructures, puis les guerres du Shaba qui passent en 1978 pour une défaite militaire du courant révolutionnaire lui-même : le PRP paraît confondre la fin et les moyens, et le commerce devient sa principale activité. Mais […] c'est avec les Forces armées zaïroises que le PRP établit des échanges commerciaux.

8. Jérôme Mutchungu avait été élu député national pour l'UNEBAFI, l'Union des Babembe de Fizi, qui était en fait le MNC/L local en 1960.

Cela se fait notamment par la création de plusieurs marchés, où les gens du PRP peuvent acquérir des produits de première nécessité ainsi que des armes et des uniformes des FAZ : à Kitutu dans la région des Warega, dans l'Itombwe, à Kituku du côté de Kalemie, à Kabambare, Katupu et Kakambia vers Lulenge. […] ces marchés contribuent à une démobilisation du PRP, dont les sympathisants se trouvent écartelés entre le bonheur toujours différé dans le maquis, et les gains très concrets que leur procure le commerce. La description de l'organisation formelle des marchés faite par Wilungula (1997 : 100) en donne sans doute une image un peu esthétisante. L'exploitation de l'or se poursuit, pendant cette seconde période, essentiellement à Kituku dans le sud, près de Kalemie. Il est probable – sans qu'on n'en soit sûr – que ce commerce va prendre une plus grande ampleur qu'avant. Kabila est alors accusé de vouloir garder pour lui tous les revenus du maquis : les combattants "n'auraient même pas été autorisés à garder la moindre poussière d'or dans leurs poches". C'est ce refus de partager qui engendrera la zizanie dans le mouvement.

Toutefois, déterminer si Kabila s'est fort enrichi à cette époque n'est pas facile : aucun rapport ni témoignage ne lui prêtent alors un style de vie luxueux. Par contre, il se serait lancé à son compte en Tanzanie dans le commerce de diamants (Kabuya 2002 : 189-190). En tout état de cause, il est certain qu'au moins après 1985, la famille Kabila avait un niveau de vie sensiblement au-dessus de la moyenne.

[…] Quittant Hewa Bora puis Wimbi, Laurent Kabila va résider à Kampala et Dar es-Salaam. Il est évident qu'un président qui n'apparaît que de rares fois sur le terrain risque d'en perdre quelque peu le contrôle journalier. Certains membres n'ont jamais vu Kabila de leurs yeux. La gestion réelle du parti a donc été prise en mains par les dirigeants locaux qui […] exécutent scrupuleusement les ordres venant de Dar es-Salaam. Toutes les structures formelles du PRP sont restées en vigueur jusqu'à la fin.

[Kabila avait entretenu des liens avec le cercle de fidèles autour du président ougandais Milton Obote.] En janvier 1980, après la destitution d'Idi Amin, il reçoit une maison près de Kampala en Ouganda. Il est recommandé par des personnalités de Tanzanie. Il n'est qu'à se souvenir de ses liens avec Rashid Kawawa par son ami Kazadi Nyembwe, et de ses contacts avec Nyerere ; et même, de façon surprenante, de l'aide de la Tchécoslovaquie : ce sont des Tchèques qui paient son loyer et lui offrent un véhicule 4x4 russe. Il peut ainsi jouir du soutien direct du nouveau régime ougandais, qui lui accordera, comme bureau pour lui et ses fidèles, une maison du Gouvernement, à Nakasero.

Plus tard, pour des raisons de sécurité, il reçoit encore une résidence au village Nakiwogo à Entebbe. C'était une propriété abandonnée réquisitionnée par le bureau du vice-président ougandais pour y loger Kabila. Tous ces logements de Kabila sont protégés par des soldats de l'UNLA, l'armée ougandaise. Selon d'autres sources, plusieurs années après, associé à son ami Jean-Pierre Ntumba, il s'installera au quartier Bugolobi, dans Kampala. Il dirige en Ouganda des activités de pêche au lac Victoria, et de friperie : un stock de vêtements usagés, gardé dans le sous-sol de la Barclay's Bank, est fourni à des vendeuses qui les négocient au marché Owino. Ces vêtements de seconde main proviennent de l'ONG Oxfam et du Comité Zaïre de Bruxelles, qui les a expédiés pour le PRP. Kabila rencontre, sans doute à Kampala, Didier Kazadi Nyembwe, qui va devenir son proche collaborateur pendant les prochaines années. Cet homme a connu une histoire personnelle mouvementée. […]

L.D. Kabila s'est engagé dans les affaires à partir du début des années 1980, avec son ami Kazadi Nyembwe. Ces activités se situaient toujours dans le domaine du commerce, voire du banditisme. Il faut à la vérité reconnaître que Kabila n'a jamais participé à un grand et puissant réseau commercial. Son rôle s'inscrit dans une série de petites affaires à durée de vie limitée.

[Kabila a été impliqué dans les vols de cuivre et de cobalt sur la ligne ferroviaire de Dar es-Salaam par laquelle s'écoulaient les produits de la Gécamines.] Kazadi a aussi créé, vers le début de l'année 1988, avec ses associés Sande et Massawe, une entreprise d'import-export : Trio Interport. Celle-ci est en réalité une société-écran pour plusieurs autres activités, dont […] l'impression et la vente du journal *Cheche*, ainsi que la gestion d'un bureau de change. Mais elle se serait occupée aussi de "vente" de minerais, principalement le cuivre et le cobalt, stockés dans le port de Dar es-Salaam. Se prétendant cadres responsables de la Gécamines, Kazadi et Kabila auraient vendu ces produits à des acheteurs étrangers crédules, par divers procédés, dont la falsification des bordereaux d'expédition pour que les marchandises arrivent à une autre destination que celle indiquée par l'acheteur. Cela, bien évidemment, ne pouvait se faire qu'avec une grande complicité, dont celle d'agents de l'ambassade du Zaïre à Dar es-Salaam, section Gécamines.

Dans un cas au moins, l'affaire tourne mal : un client congolais résidant en Suisse et une dame habitant en Angleterre viennent enquêter à Dar es-Salaam. Kazadi est arrêté, et libéré plus tard sous caution.

Entre autres activités, Kazadi exploite un café sur la route de l'Université et, avant 1993, il gérait pour Kabila, dans le quartier Msasani, un magasin de

Carte 3.1 : le Sud-Kivu et le Nord-Katanga



Source : carte produite par Sylvain Mwinyikondo, Bureau d'études scientifiques et techniques (BEST), Bukavu, avril 2003.

Carte 3.2 : le territoire de Fizi



Source : carte produite par Sylvain Mwinyikondo, Bureau d'études scientifiques et techniques (BEST), Bukavu, avril 2003.

> viande et de poisson, dont la clientèle est formée de diplomates et de gens aisés. Depuis la prise de pouvoir de L.D. Kabila [en 1997], Kazadi Nyembwe est installé à Kinshasa et, selon un témoin de la presse locale tanzanienne, il aurait acheté à Dar es-Salaam de nombreuses maisons et voitures pour lui et des proches, et il utiliserait le compte bancaire du journal *Cheche* pour le transfert de fortes sommes d'argent en provenance de l'étranger » (Kennes 2009 : 381- 383 et 408-409).

Fizi fut repris par l'ANC le 10 octobre 1965 en dépit de la présence de quatre cents rebelles et de dix Cubains. Puis, ce fut Lubondja sur la route de Lulimba qui tomba, le 12 octobre. L'ambassadeur belge de Kerkove informait son ministre Paul-Henri Spaak que « le nettoyage » progressait. Cela était dit au sens propre, car dans le territoire, l'ANC n'épargnait pas la population : des villages entiers furent complètement détruits par le feu, leurs habitants s'enfuyaient dans les montagnes où il était particulièrement malaisé de trouver de la nourriture.

Les Cubains avaient perdu six des leurs[9]. Les États-Unis renforçaient la surveillance du lac Tanganyika. Seize membres des forces combattantes anticastristes du Movimienti de Recuperation Revolucionaria (MRR) qui avaient reçu une formation de commando très poussée furent transférés à Albertville. Ils disposaient de bateaux rapides de seize mètres de long avec assez de carburant pour une mission de sept cent vingt kilomètres et équipés de mitrailleuses et d'un canon. Deux avions de reconnaissance complétaient l'arsenal.

9. Il s'agit d'Orlando Puente Mayeta (*alias* Bahasa) mort le 24 octobre tué par une balle à la poitrine au camp de base au pied du « mont Luluabourg » ; quatre autres Cubains furent tués dans l'attaque avortée contre Bendera ; et Maurino avait disparu pour de bon dans la forêt vierge (De Witte 2017 : 365).

L'ANC lança l'offensive le 10 novembre dans les environs de Bendera/Front de Force. Pour la rébellion simba avec ses guerriers et leurs chefs qui fuyaient, la situation devenait sans perspective. Pour les Cubains, continuer à se battre équivalait à s'autodétruire. Parce que les rebelles congolais ne voulaient pas se battre et que la population congolaise effrayée soutenait désormais le camp de l'ANC qui le terrorisait, Mundandi, le commandant tutsi des combattants rwandais, qui avait son camp autour de Ngandja, se retira à son tour. Il avait déclaré : « Si les Congolais ne luttent pas, je préfère mourir sur notre sol – celui destiné au peuple rwandais. »

Au moment où les Cubains venus aider les Simba congolais s'étaient repliés dans la région entourée par Baraka, Fizi, Lubondja, Bendera, Kabimba et le lac Tanganyika où l'ennemi veillait, Guevara reçut une nouvelle note de Fidel Castro, en réponse à la situation de terrain qu'il lui avait présentée[10] :

> « 1. Nous devons tout faire, sauf ce qui est absurde.
> 2. Si Tatu [Guevara] croit que notre présence n'est pas justifiée ou est insensée, nous devons alors envisager un retrait. Nous devons agir en conformité avec la situation objective et l'état d'âme de nos hommes.
> 3. S'il pense que nous devons rester, nous essaierons alors d'envoyer autant d'hommes et de matériel qu'il le jugera nécessaire.
> 4. Nous nous faisons du souci au cas où tu craindrais à tort que ta décision ne fût perçue comme défaitiste ou pessimiste.
> 5. Si Tatu décide de partir [du Congo], il peut alors revenir ici ou partir ailleurs [au cas où il attendrait une nouvelle mission internationaliste].
> 6. Nous appuierons toute décision [de Guevara].
> 7. Évitez l'anéantissement » (cité par De Witte 2017 : 372).

Les Cubains étaient bien encerclés et ils se posèrent la question de combattre ou de renoncer à la lutte. Le 18 novembre, Ildephonse Masengho, qui était le chef d'état-major de Kabila, proposa de cesser le combat. Guevera insista sur le fait que cette décision allait abandonner à leur sort les groupes de résistance de Fizi ainsi que les insurgés regroupés autour de Mulele. Hésitant jusqu'au bout, Guevara finira par partir de Kibamba pour Yungu, le 19 novembre à cinq heures du matin ; les deux bateaux venus le chercher avec les derniers combattants cubains et congolais qu'il avait encore pour l'amener à Kigoma en Tanzanie n'arrivèrent que deux jours après. Il n'y avait pas assez de places pour tant de monde qui attendait. Guevrara avait décrit le départ : « D'abord, ce sont les malades qui sont montés, ensuite l'état-major général de Masengho – environ quarante personnes – enfin, les Cubains ». Le 21 novembre vers 3 heures du matin, les bateaux levèrent l'ancre pour traverser le lac pendant quatre heures de temps ! Curieusement, sans aucune entrave ni de la part de l'ANC, ni de la part des mercenaires et des officiers belges, ni de la part de la CIA (De Witte 2017 : 373-374). Pourquoi ? À la recherche d'une explication qui reste toujours difficile à donner, Ludo De Witte avait émis des hypothèses. Ce qui paraît évident, c'est que Belges et Américains ne savaient pas que Che Guevara se trouvait parmi les Cubains en fuite (De Witte 2017 : 376-383).

2.2. SUR LA PERSISTANCE DES FOYERS REBELLES À FIZI-BARAKA

En 1964, Laurent Désiré Kabila s'était d'abord occupé d'organiser l'occupation du Nord-Katanga. Mais ceux qui soutiendront l'action de Kabila et du CNL seront plutôt des ressortissants du Maniema. Les Luba du Katanga ne furent qu'une minorité (Kennes 2009 : 262).

Laurent Désiré Kabila était allé à la conquête du Nord-Katanga, mais pour quelque temps seulement. Il avait été chassé, lui et ses troupes. Dès lors, dit Kennes, il navigua sur les vagues des autres foyers rebelles, dont celui d'Uvira éclaté en mai 1964. Marandura Musa et son fils Antoine, entre autres, avaient déclenché une lutte armée. Uvira pris le 15 mai et Fizi le 27 mai, l'occasion était propice pour Kabila, qui se fit remarquer auprès des grands chefs simba. Il fit partie du gouvernement CNL-Est de Soumialot.

Plutôt que de conquérir Albertville, Kabila parvint, à la fin 1964, à contrôler la principale voie d'approvisionnement de la rébellion de l'Est. « Il contrôle la seule voie ouverte à l'acheminement d'armes et de matériel venant de l'étranger, balisée par son réseau de relations et alimentée par l'accord qu'il a passé avec les agents chinois et le Gouvernement tanzanien, réputé prochinois. L'ambassade de Chine

10. La première note de Fidel Castro datait du 4 novembre 1965 ; celle reproduite ici est la deuxième, après la réaction du Che.



Laurent Désiré Kabila (ici, durant la rébellion de l'AFDL, en 1996-1997). (Photo extraite de *L'Homme qui répare les femmes*, film documentaire de Thierry Michel et Colette Braeckman, 2015 ; avec l'aimable autorisation des auteurs.)

à Dar es-Salaam devenant en 1965 la plaque tournante de l'aide chinoise, Laurent Kabila s'installe en Tanzanie, au bord du lac Tanganyika, à Kigoma, terminus du chemin de fer de Dar es-Salaam, où les cargaisons et les hommes transitent vers le maquis. Le premier envoi d'armes et de munitions, embarqué à Shanghai vers la fin septembre 1964, arrivait à Dar es-Salaam, où le transit était organisé à l'époque par Norbert Muyumba. Le chargement envoyé par train aux Simba parvint vers la mi-novembre 1964 » (Kennes 2009 : 293). En 1965, et plus particulièrement pendant le premier semestre, Albert Kisonga, Ildephonse Masengho, Léonard Mitudidi, Louis Maniema, Christophe Muteba, Placide Kitungwa et plus tard René Lukongo, qui était le responsable de la Sécurité, s'installaient à Kigoma, sur la rive tanzanienne du lac Tanganyika. Kabila avait donc déjà développé de bonnes relations avec les autorités locales, particulièrement avec le gouverneur tanzanien Semvua, qui lui avait offert sa protection et qui supervisait le transit de l'aide chinoise. Il aurait même habité un temps dans sa résidence (Kennes 2009 : 295).

Un rapport de la Sûreté congolaise de début 1967 rapportait : « Les Tanzaniens à Kigoma étaient chargés du stockage, du transport et du chargement sur les bateaux de toutes les armes, munitions, matériel médical, nourriture et vêtements en provenance de Dar es-Salaam. Tout venait par train escorté par l'infanterie motorisée. Tout fut déchargé à Kigoma et stocké dans un grand hangar dans le camp militaire de Bangwe. De là, tout fut distribué en cargaisons plus petites, amené à la plage près du camp de police et chargé sur les bateaux. Tout ceci a été fait par l'armée tanzanienne. Les Cubains n'y participaient pas du tout. Les militaires étaient sous les ordres du gouverneur Semvua » (archives MRAC, « Interrogation of members of the vedettes used by Congolese Rebels », 2 janvier 1967, p. 3).

À Kigoma, au bord du lac, se trouve une base de 2500 hommes et un camp d'entraînement, voisin de la ville. Une autre base de 1000 hommes est à Lwichi, sur le lac, près d'Ujiji, à 20 km plus au sud. C'est la plaque tournante du PRP pour tous les transports vers la rive congolaise du lac.

L.D. Kabila est le commandant des deux bases et du camp d'entraînement, où des instructeurs chinois auraient enseigné le maniement des armes. Kabila et ses adjoints dirigent depuis Kigoma la base principale du maquis de Kibamba, sur l'autre rive du lac, à quelque 150 km au nord d'Albertville, et où se trouve l'état-major opérationnel, l'arsenal et les services médicaux.

En territoire congolais, il y a les bases de Fizi et Uvira, dirigées durant cette période par Léonard Mitudidi et le chef fuliru Musa Marandura. D'autre part, environ 6000 réfugiés rwandais sont regroupés dans un camp à Bujumbura, en contact avec Marandura. C'est de ce camp que des combattants rwandais, relativement nombreux, rejoindront le maquis de l'Est congolais. Ils viennent par vagues successives : d'abord les membres de l'Unar de François Rukeba, avec qui Soumialot avait conclu un accord de collaboration ; puis, probablement

aussi une troupe de cinq cents *inyenzi*[11] commandés par Joseph Mundandi (Reyntjens 1986 : 133). Ces troupes se solidarisaient avec les rebelles congolais, attendant le moment favorable pour attaquer le régime du président Grégoire Kayibanda à Kigali (Kennes 2009 : 295-296).

Erik Kennes souligne que les relations de Kabila avec les oppositions du Rwanda et du Burundi ne se limitaient pas à Mundandi : fin août 1964, il aurait eu des contacts à Nairobi avec Kigeri, le *mwami* déchu du Rwanda (*Bulletin du CEDOPO* 4-11 septembre 1964 : 2). Selon les notes d'un entretien d'Arnold Hauwaert avec Constantin Kibwe et Kabasubabo, Kabila aurait signé aussi un accord de livraison d'armes avec le capitaine Michel Micombero avant le coup d'État de celui-ci contre la monarchie au Burundi. Cet accord n'avait pas été respecté par Kabila (« Entretiens de Kennes avec Constantin Kibwe et Willem-Emmanuel Kabasu-Babo », novembre 1966). Ironie de l'histoire : Antoine Marandura, cofondateur du PRP de L. Kabila, participera en 1969 à une tentative de coup d'État hutu contre Micombero (Kennes 2009 : 296).

Kennes conclut : « Le "front de l'est" est plus un amalgame de fiefs aux mains de meneurs locaux qu'un ensemble intégré. On cite le Mubembe Shabani Maulana Ndalo qui commandait à Fizi, et son commandant adjoint Pierre Masoso qui avait une autorité de Lusangi à Pene-Mende ; le Muzura Justin Yuma qui commandait de Kasongo à Lulimba ; le Rwandais Mundandi autour de Force-Bendera ; le Mufuleru Louis Bidalira dominait l'espace de Makobola à Kigongo (Uvira). En fait, les dirigeants étaient divisés, mais également les combattants : les Fuleru, dirigés par Marandura et Bidalira, ne s'entendaient plus avec les Bembe de Shabani Ndalo. De leur côté, les Rwandais suscitaient la méfiance parmi les Congolais. Au Maniema, les Bembe avaient acquis une triste réputation, pour avoir massacré plusieurs cadres locaux à Kasongo et à Kindu en vue de s'emparer de leurs biens. Une source de revenus fut l'exploitation de l'or dans la région. Elle se fit, entre autres, à Muyukwa dans l'Itombwe et des villageois y avaient été recrutés de force pour "creuser". On brûlait les pieds des récalcitrants » (Kennes 2009 : 297).

11. « Cancrelats », sobriquet appliqué par les Hutu aux Tutsi rebelles.

Ainsi Kabila n'avait plus de base dans sa région d'origine chez les Balubakat. Avec ses camarades, il dut de plus en plus se rabattre sur les Bembe, qui lui étaient étrangers. Très actif dans sa quête d'appuis extérieurs, Kabila ne sembla pas s'impliquer dans les rivalités qui minèrent les principaux chefs de la rébellion simba. Il était allé jusqu'à rencontrer Che Guevara à Dar es-Salaam, lui confiant n'être d'accord ni avec Gbenye et Kanza, ni avec Soumialot (Galvez 1998 : 46-47). Il sonda plusieurs fois le Che sur sa réaction au cas où il rompait avec Soumialot ou d'autres *leaders*. Son espoir évident était de devenir lui-même le chef. Tous les témoins rencontrés par Erik Kennes soulignaient les vastes ambitions de Kabila (Kennes 2009 : 294).

À l'instar des autres dirigeants de la rébellion, Kabila quitta la région à la fin de 1965. Parce que, comme le dit Kennes, il n'était plus le bienvenu, ni dans « son » maquis ni dans les pays voisins[12]. Il partit en Chine suivre une formation, puis, à son retour, il fonda le Parti de la Révolution populaire (PRP).

Les combattants simba abandonnés par leurs dirigeants étaient livrés à eux-mêmes. Dès lors émergèrent différents commandements militaires locaux sans direction politique. L'un après l'autre, la majeure partie des commandants de cette époque retournaient dans leur région d'origine :

- Fizi : Sylvestre-Marie Luetsha (Luohya, en ebembe), Pierre Masoso, Lambert Selemani, Calixte Mayaliwa, Jean Anzuluni ;
- Uvira : Louis Bidalira, Alexis Mushubazi, Zabulon (i) Ruba Ruba ;
- Mboko : Daniel Dunia ;
- Itombwe : Jérémie Sanduku, Aloïs Kasacha, Yernard Kisilingi ;
- Kasongo (Maniema) : Robert Khasimu, Cyprien Ramazani ;
- Mukundi (nord de Nyunzu, Katanga) : Roger Yav, Norbert Muyumba.

C'étaient les commandants militaires, en l'absence de commandants politiques. Pour la suite du

12. Kabila avait été contraint de quitter la Tanzanie en février 1966. Les autres dirigeants du CNL, parmi lesquels Shabani Ndalo et Louis Bidalira, se retrouvèrent éparpillés à Nairobi, Kampala, Brazzaville, au Caire ou au Soudan. Certains d'entre eux retournèrent au Congo en 1967.

récit, on peut les regrouper sous leur « commandant politique », même s'il était « à l'extérieur » en 1966 :
1. Maquis des Babembe :
- le front de Shabani Ndalo, regroupant essentiellement les Bembe des secteurs Mutambala et Tanganyika ;
- le front de l'Itombwe : sous Sylvestre-M. Luetsha (fluctuant) ;
- le Front de Lulenge : dirigé par Pierre Masoso ;
- le front de Ngandja : dirigé, selon certains, par Calixte Mayaliwa ;

2. Maquis des Bafuliru : front de Louis Bidalira (secondé en partie par Mushubazi) ;
3. Maquis de Mwenga (Itombwe) : dirigé par Jérémie Sanduku et Yernard Kisilingi ;
4. Maquis du Maniema : dirigé en partie par Jonas Lwalaba et Jérôme Tumba ;
5. Maquis au Nord-Katanga : seule la base de Mukundi (nord de Nyunzu) subsista en 1966, défendue par 400 Simba sous Norbert Muyumba ; reprise durant un temps par l'ANC qui ne put s'y maintenir. C'est l'unique base liée directement à Laurent Kabila.

Les héritiers du lumumbisme recherchaient désespérément un relais politique. Les années 1966-1967 furent très chaotiques. Divers fronts et alliances, toujours éphémères, se constituèrent. Les deux groupes rebelles principaux restants furent ceux des Bembe autour de Fizi/Baraka et des Fuliru autour d'Uvira ; ce qui ressemblait au décor du début de la rébellion simba en 1964.

Plusieurs regroupements avaient été tentés en 1966, les uns politiques, les autres militaires. Les cadres les plus actifs étaient Sylvestre-Marie Luetsha et Louis Bidalira. Les 30-31 janvier, Luetsha réunissait les divers « états-majors régionaux » de l'APL pour le Sud-Kivu et le Maniema. L'assemblée choisit pour commandant Louis Bidalira, pour chef d'état-major Luetsha, et un adjoint, Raphaël Milambo (absent), qui dirigea les Wazimba dans les forêts entre Kipaka et Kampene (Maniema) (Verhaegen 1967 : 377-379). Ce regroupement militaire n'eut toutefois pas l'effet escompté : plusieurs unités firent défection, se ralliant à l'ANC. Les chefs politiques restaient absents, et la lutte s'épuisa.

Le 24 septembre 1966, Luetsha convoqua à Rugabano une réunion des fronts de son secteur et y proposa de profiter de la révolte des ex-Gendarmes katangais qui s'étaient mutinés sous les menées du colonel Tshipola, à Stanleyville. Il incita à relancer des attaques, mais sur le terrain les défections étaient de plus en plus nombreuses. Louis Bidalira, rentré d'un assez long voyage à l'étranger, tenta également de regrouper les forces : Luetsha organisa à cet effet une autre réunion à Kilembwe, chef-lieu du territoire de Lulenge, district de Fizi (Verhaegen 1967 : 416-418). On y restructura l'APL, placée de nouveau sous la conduite de Bidalira. Notons que la liaison entre Luetsha et Bidalira fut assurée à ce moment par Kilenga Saleh, cousin de deux chefs coutumiers de la région de Kilembwe, qui devint lieutenant-colonel de Bidalira (Verhaegen 1967 : 386), mais qui était aussi l'acteur de la réinsertion de Kabila parmi les Bembe.

Fin mai 1966, dans la base arrière de Rumonge, au Burundi, certains chefs politiques de la rébellion, dont Shabani Ndalo et Jérôme Mutchungu, se réunissaient afin de préparer l'envoi au Caire d'une délégation pour reprendre contact avec des *leaders* de la rébellion qui s'y trouvaient réfugiés. Peu avant, les chefs Kalenga et Kilima avaient lancé un appel aux dirigeants locaux du MNC/L et du CEREA pour organiser ce voyage, mais ce projet n'avait pas abouti, du fait des conflits entre ces dirigeants, notamment avec Charles Simba.

Dans une lettre à Kalenga, Mutchungu avait décrit ce qu'il interprétait comme des essais de la part de Kabila et Masengho de regagner de l'emprise sur des *leaders* (Verhaegen 1967 : 375-376). Les chefs locaux tentaient de réorganiser une certaine vie politique dans la région : des structures locales du MNC/L remises sur pied devaient être coiffées par le Conseil suprême de la Révolution. Ce qui fut encore un échec.

Le 29 octobre 1966, Jean-Marie Useni, dirigeant politique du MNC/L, et Lambert Selemani, chef militaire, tentèrent de regrouper les cadres militaires et civils afin de régler les incessants conflits internes. Parmi les invités, il y avait Luetsha, Dunia, Mwanga Kalukula, Khasimu... dont plusieurs vont rallier Kabila à son retour en 1967. Vers la fin de 1966, la rébellion ne pouvait se prévaloir que de quelques petits succès militaires, notamment dans l'Itombwe (Verhaegen 1967 : 385-386). Le groupe des militaires et celui des politiques, de même que celui des chefs coutumiers, se chamaillaient à tous les niveaux pour le pouvoir au sein de la rébellion, entre eux et pour la haute direction. Entre-temps, l'Occident s'inquiétait de tous ces mouvements des chefs rebelles. Pour les empêcher de trouver le temps de

construire une organisation qui marche, la Belgique et les États-Unis portèrent Mobutu au pouvoir. Le 24 novembre 1965 devint ainsi la date du début de la Deuxième République. Cet événement effacera celui de l'anniversaire de la perte de Stanleyville par les Simba. Car si l'assaut contre les rebelles sur Stanleyville en 1964 s'était passé à l'aube, l'assaut pour le pouvoir de Mobutu à Léopoldville en 1965 aura lieu la nuit du 24 (au 25) novembre (De Witte 2017 ; Langellier 2017).

Le nouveau pouvoir de Léopoldville se prétendait « un régime démocratique militaire » : accepté par la population, mais exclusivement établi sur l'armée et dirigé par un général visiblement bon enfant, mais décidé, plus politicien que militaire. Il compta sur de nombreux soutiens internationaux, notamment de pays africains, parfois les mêmes qui avaient soutenu la rébellion. On lira dans le *Bulletin de renseignements militaires de l'ANC* du 23 février 1966 que les Tanzaniens avaient bouté les partisans simba dehors.

> « [...] le Gouvernement tanzanien aurait également retiré sa confiance aux insurgés congolais. Aussi a-t-il été amené à suspendre toute aide à ces derniers, et à contrôler tous leurs mouvements ainsi que leurs activités sur l'ensemble du territoire tanzanien. Par ailleurs, l'ordre aurait été donné par le Gouvernement intéressé d'arrêter Soumialot avec sa suite et de les garder au camp de réfugiés à Orambo. Soumialot, en tentant de résister à l'arrestation, aurait été blessé à coups de baïonnette, tandis que Kabila, Ildephonse Masengho et Norbert Muyumba purent s'échapper dans la Mercedes de Kabila en direction de Nairobi. Les autorités de la Tanzanie auraient fermé les centres d'entraînement rebelles de Tabora et de Kigoma. Les quelque 300 conseillers cubains, y compris Che Guevara, technicien chinois, auraient quitté la Tanzanie, complètement dégoûtés des révolutionnaires congolais[13] » (RDC 1966 : 1).

Dans ce contexte de désespoir pour la survie de la rébellion, tout dirigeant rebelle rentrant de l'étranger, si décrié qu'il eût été lors du reflux de 1965, allait être accueilli avec soulagement, voire enthousiasme, pour peu qu'il amenât une promesse d'aide extérieure. Cela se produira lors du retour de Laurent Désiré Kabila, qui vint créer un nouveau maquis.

2.3. ÉCHEC DU CNL : DIVERS GROUPES REBELLES SE RECHERCHENT UNE ORGANISATION

Le doyen d'âge des maquis de la région était Shabani Ndalo Maulana. Ce dirigeant se considéra comme l'héritier attitré du lumumbisme régional : il fut « général-major » commandant la 2e brigade de la zone II de l'Armée populaire de libération (APL)-front Est à Fizi, sous le commandement « suprême » de Laurent Kabila et Ildephonse Masengho (Gérard-Libois & Van Lierde 1966 : 147). Il avait plusieurs commandants sous son autorité, qui rejoignirent plus tard le maquis de Kabila, dont Jean Anzuluni et Abedi Masanga Kabwe.

Déjà à cette époque, Shabani Ndalo avait une attitude très indépendante. Che Guevara le visita à Fizi quelques jours après le 17 septembre 1965. Shabani Ndalo lui exprima son désaccord avec Kabila et Masengho accusés de vouloir profiter du travail fait par des anciens lumumbistes comme lui. Mais Che Guevara décrira avec beaucoup d'ironie son côté fanfaron (Galvez 1998 : 205-209).

Shabani demeura le patron des Bembe des secteurs Tanganyika et Mutambala, dans la région de Baraka. Il ne fut concurrencé que par des mouvements plus petits comme le Mwanko de Charles Simba, ancien responsable du MNC/L à Uvira. Ce mouvement se disloqua vers 1982-1984 (Wilungula 1997 : 41-42).

Shabani avait quitté le Congo pour le Burundi en 1966, mais il fut le premier à y revenir en juillet 1967. Il organisa la résistance dans sa région d'origine, à Mboko et Makobola, dans les montagnes de Lulambwe. Même si son mouvement était initialement le plus important, de nombreux rebelles le quittèrent pour rejoindre le PRP de Kabila. Citons Sylvestre Luetsha, Kilenga Saleh, Yernard Kisilingi, Calixte Mayaliwa. Jusqu'à sa mort vers 1993, Shabani refusa de collaborer avec Kabila. Par contre, il s'allia à Soumialot.

Dans un premier moment, Shabani Ndalo fut secondé par un ancien commandant de l'APL à Uvira, Zabuloni Ruba Ruba (Verhaegen 1967 : 385, 398, 426). Tandis que Shabani était à Lulambwe, Zabuloni resta à Kitoka. Mais à la suite d'une brouille entre eux, ce dernier s'installa à Lusololo, près de Swima.

13. Guevara parla même de la « congolisation » des Cubains qui tombèrent sous l'emprise de l'ambiance d'« armée de libération en dislocation ». Il avait balancé à un commandant congolais qu'il « préférait mille fois » travailler avec des pays sans la moindre expérience militaire qu'avec des Congolais « qui étaient déjà corrompus par la vie des camps » (De Witte 2017 : 359).

Lusololo va être rebaptisé « Muende Mukaone » (« Allez voir »), ce qui était une incitation des rebelles pour que les gens aillent les voir. Zabuloni aurait souvent fait l'objet d'attaques de la part du PRP. Son maquis s'intégra alors au Mwanko (cf. *supra*).

Un quatrième groupe de 50 à 100 combattants était actif au nord de Mboko, sous la direction d'un officier mufuliru, Alexis Mushubazi *alias* « Capitaine Roquette ». Ce dernier avait pu supplanter le front de Lemera, dans les montagnes de Ndolera, qui était d'abord occupé par le père et le fils Marandura. Il avait son quartier général à Rubuga, dans la région de Lemera, et opérait dans la plaine de la Ruzizi, à Luberizi, Sange et Kiliba. Mushubazi fut tué en 1975 ; dès lors, son maquis fut abandonné.

Un cinquième groupe, encore de moindre ampleur, était animé par Kibwe Tchamalenge et son Parti révolutionnaire marxiste du Congo (PRMC). Ancien de la base de Kibamba avec Guevara (Galvez 1998 : 98), puis lié au maquis de la région de Kasindi/Mutwanga dans le Nord-Kivu, Kibwe rallia le maquis de Kabila.

Après son retour en 1967 ou 1968, Gaston Soumialot s'établit à Bujumbura d'où il renoua avec ses anciens camarades, mais il prit ses distances vis-à-vis de Kabila. Soumialot avait pu compter sur l'appui de certains dirigeants locaux, surtout de Shabani Ndalo, mais aussi de Zabuloni et d'Alexis Mushubazi auprès desquels il jouissait d'un prestige en tant qu'ancien combattant lumumbiste. Selon un rapport interne de l'ambassade du Congo/Zaïre à Dar es-Salaam, Soumialot avait une base à Swima dans le territoire de Fizi, ainsi qu'à Mulenge, Kihinga, Bushajaga, Kahamba et Ugeje dans le territoire d'Uvira. Son organisation demeurait essentiellement politique, créée autour de son aura de président du CSR. Il dut s'appuyer, au moins en 1966-1967, sur des combattants de terrain comme Shabani afin de parer à l'ombrage que lui portait Kabila, son *challenger* dans la région ; mais, parce que Soumialot n'apporta pas l'aide extérieure promise, ces groupes furent déçus. Cette lutte se termina lorsque Kabila devint plus puissant que Shabani Ndalo. En 1975, Soumialot quitta la région pour rallier le régime de Mobutu. Il fut arrêté par un officier de la Sûreté à l'ambassade de Dar es-Salaam et rapatrié de force. Selon Honoré N'Gbanda, Laurent Kabila aussi aurait donné son accord pour rejoindre le Zaïre avec Soumialot ; il aurait changé d'avis, par la suite (N'Gbanda 1998 : 32).

2.4. INSTALLATION DE KABILA CHEZ LES BEMBE

Laurent Kabila rentre au Congo en 1967, avec un groupe de fidèles. Sur place, il réussit à se faire accepter par une partie de la population bembe qui, auparavant, l'avait rejeté. Les rebelles auraient réussi, vers la mi-avril 1967, une offensive pour la reprise de la région comprise entre Mboko et Kikongo. En mai, ils se seraient installés dans la plaine de la Ruzizi, à Katobo, où ils se seraient réorganisés sous le nom de « Front commun de l'Armée populaire de la Libération ». Kabila en serait l'un des animateurs (*Bulletin du CEDOPO* 1967 : 19). La même année, Anselme Nyembo recrutait à Kampala pour ce mouvement, dont font partie Johnson Umba, Kabila et Muyumba, cadres qui étaient allés souvent à Fizi et Bujumbura. Ce groupe avait été en contact avec l'ambassade de Chine à Kampala, et avec les Tutsi réfugiés du Rwanda. Les Simba, dans l'Est, et les Tutsi s'étaient rapprochés dans un « front commun », contrôlant même un aéroport au sud de l'Ouganda et une piste d'atterrissage à Minembwe. Leur activité principale semble se déployer aux environs de la plaine de la Ruzizi, zone où opèrent Antoine Marandura et Louis Bidalira comme noms les plus cités à cette époque. Cependant, l'impact de ce « Front » aura sans doute été limité par les résultats d'une opération coordonnée que l'ANC avait menée dans cette région en 1966 (Hardenne 1969 : 31-32).

En 1967, le mercenaire belge Jean Schramme et des Katangais du colonel Tshipola, se révoltent contre les troupes commandées par Mobutu. Comme en 1966, quand Luetsha émettait l'idée de les appuyer dans leur révolte, il y aurait eu des contacts entre le groupe de Kabila et celui de Marandura, plus particulièrement pendant l'occupation de Bukavu par les mercenaires de Schramme. Il est probable que Marandura et Kabila aient envisagé d'appuyer cette action. En tout état de cause, si des contacts ont eu lieu, ils n'ont pas eu d'effet concret : le contraire eut été étonnant, car Jean Schramme détestait les Simba.

C'est Laurent Kabila qui parvint à créer le Parti de la Révolution populaire (PRP), dont il était le seul maître[14]. Le PRP n'en était qu'au stade d'essai. La composition du groupe des « membres fondateurs »

14. Une liste renseigne qu'il y aurait eu sept membres fondateurs : Laurent Désiré Kabila, Gabriel Yumbu, Ildephonse Masengho, Antoine Marandura, Jeanson Umba, Christophe Muteba et John-Gaspard Bondo.

changea. Christophe Muteba, un Muluba du Nord-Katanga, n'allait pas au maquis, mais à Bujumbura. À la fin de 1967, il regagna Bukavu, où il fut tué dans un accident de voiture. Entre-temps, Antoine Marandura, dont le père avait été tué en 1965, rompit avec le PRP en 1968, en raison d'un conflit de compétence. En fait, quand la première délégation du PRP fut envoyée en Chine, elle se composait de Jeanson Umba et de Norbert Muyumba, qui étaient hiérarchiquement inférieurs au « secrétaire général » Marandura. Celui-ci prit même contact avec l'ambassade du Congo/Zaïre à Dar es-Salaam au début de 1971 et collabora avec la Sûreté mobutiste durant quelques années[15], avant de renouer dans les années 1980 avec son passé de résistant. Mais Umba et Muyumba rompirent également avec le PRP, et furent de retour au Congo en 1969.

La défection de Marandura privait Laurent Désiré Kabila de la possibilité d'un soutien des Fuliru, chez qui Marandura restait encore populaire. L'autre *leader* MNC/L local, Louis Bidalira, leur premier « général », refusait apparemment de collaborer avec Kabila, tolérant mal d'être subordonné à un « non-gradé », qui plus est, Katangais.

Kabila avait exploré la possibilité d'une alliance avec les Bembe de Baraka/Mboko, sous Shabani Ndalo. Celui-ci disposait à ce moment du plus grand nombre de Simba dans l'Est. En 1967, son quartier général était à Rumonge (au Burundi) où Kabila envoya des négociateurs en vue d'une collaboration (Wilungula 1997 : 42). Shabani Ndalo refusa, se réclamant de sa légitimité d'ancien lumumbiste[16], et il retourna au Congo vers juillet 1967. Il s'installa dans sa région d'origine, les rives escarpées de Lulambwe, à Mboko, au nord de Baraka ; il y demeura jusqu'en 1982.

Pour se réinstaller à Fizi, Kabila avait obtenu le soutien de Jérôme Mutchungu rencontré à Nyanza-Lac au Burundi et l'aurait convaincu de soutenir son PRP. Kennes recueillit une description plus précise des faits : « L'initiative pour le retour de Kabila serait venue de l'intérieur. En 1967, la configuration des divers groupes armés au Sud-Kivu est similaire à l'année précédente : il y aurait eu un front bembe, dirigé par S.-M. Luetsha et basé à Rugabano (Itombwe), et un front fuliru, mené par L. Bidalira, Ruba Ruba Zabuloni et Aloïs Kasacha à Kitoka-Lubumba, entre l'Itombwe et Uvira. Finalement, Luetsha aurait convoqué une réunion entre ces deux fronts à Rugabano au cours de laquelle ils auraient fait appel aux dirigeants politiques à l'extérieur, dont L. Kabila. Ces dirigeants se seraient rencontrés à Kampala. Kabila serait descendu au Burundi pour prendre contact à Nyanza-Lac avec les fronts de l'intérieur, mais selon cette version, il n'aurait été qu'un parmi d'autres dirigeants à revenir dans la région et à renouer avec les groupes de rebelles du Kivu, notamment Shabani Ndalo, Bidalira et surtout Soumialot, qui feront de même. Et ils entreront vite en conflit l'un avec l'autre. Quoi qu'il en soit, après cette rencontre avec Mutchungu, L. Kabila décide de regagner le pays » (Kennes 2009 : 341).

Selon l'historiographie officielle du PRP, Kabila traversa le lac Tanganyika le 24 octobre 1967, avec seize combattants recrutés dans les camps de réfugiés en Tanzanie, et trois revolvers chinois. Parmi les seize hommes figuraient au moins deux anciens commandants des rébellions, Abedi Kabwe et Fabien Mbuyu. Lorsqu'ils arrivèrent à Makanga-Tubaone, ils furent bien accueillis, du fait que la population subissait à l'époque une terrible répression de la part de l'ANC, qui considérait que tous les Bembe étaient des « rebelles ».

Kabila fut admis comme dirigeant politique par des groupes bembe, au-delà des conflits entre factions et, surtout, comme leur contact avec l'extérieur et leur source potentielle d'approvisionnement. Il serait entré en contact d'abord avec les groupes de Shabani Ndalo. La première délégation envoyée

15. Une carte consulaire et un passeport lui sont donnés en mai-août 1972 (cf. Lettre de l'ambassade du Zaïre à Dar es-Salaam du 13 février 1973, archives Mayele consultées par Kennes).

16. Le conflit de Kabila avec Shabani Ndalo remonte au moins à la conférence de Kigoma, fin 1965. Cette conférence, qui réunit Soumialot, Shabani Ndalo, Kabila et Masengho, Jean Anzuluni et d'autres (Wilungula 1997 : 41-42), aurait été une opération de Soumialot pour le contrôle de la région face à un Kabila trop autonome. Dans cette perspective, Soumialot nomma Shabani Ndalo commandant de la base de Kibamba. Ce qui eut pour effet un combat entre les hommes de Shabani et ceux de Kabila qui reçurent l'appui de Jérôme Makangila. C'était un député bembe de la région de Lulenge. Kennes voit là l'indice d'un conflit entre les Bembe riverains du lac (secteurs Tanganyika et Mutambala) dont Shabani Ndalo était originaire et les Bembe de l'intérieur (relativement plus isolés) représentés par Makangila et sur lesquels Kabila réussira à appuyer le PRP.



L.D. Kabila avec Sifa (l'une de ses épouses) pendant les temps du maquis.
(Photographe non identifié ; droits réservés.)



Sifa plusieurs années après : L.D. Kabila avait déjà accédé au pouvoir.
(Photographe non identifié ; droits réservés.)

fut conduite par Alfred Nondo qui rencontra à Swima, Shabani Ndalo et ses adjoints dont Kilenga Saleh et Calixte Mayaliwa. Mais Nondo fut arrêté sur ordre de Shabani, une action désapprouvée par plusieurs Bembe. Ainsi Kilenga Saleh et les Bembe de Lulenge se distancièrent de Shabani. Lorsque Nondo fut libéré, ceux-ci auraient invité Kabila à entrer au Sud-Kivu par l'Ubwari (Mwayenga). Le groupe de Kabila alla vers le secteur Ngandja, évitant les zones contrôlées par Shabani Ndalo. Kabila tint à gagner les dirigeants dans la région de Lulenge : Omari Kachembwe fut envoyé en messager à Swima et Fabien Mbuyu à Kitoka où se trouvait Zabuloni pour convier les chefs locaux à une réunion à Nondja chez le chef Muchoku. Mais, d'un côté, Fabien Mbuyu allait être à son tour arrêté ; de l'autre côté, le commandant mubembe Pierre Masoso (un ancien lieutenant de Shabani Ndalo), de fait chef rebelle de la région de Lulenge, décidait, lui, d'arrêter Kabila. Ce dernier fut libéré par Kilenga Saleh qui se trouvait à Kitoka avec Zabuloni et qui voulut collaborer avec Laurent Désiré Kabila. Il descendit à Nondja avec ses combattants et, au prix de combats, parvint à le libérer. Kabila fut amené chez lui, plus précisément chez son « petit frère » Thomas Kilenga Musafiri, chef du secteur Lulenge. Dès lors, son groupe forma le noyau du PRP ; Kabila s'installa près de Kilembwe, chef-lieu du secteur Lulenge, sur le mont Makanga, entre les villages Kibili et Kisengela. Assez haut dans la montagne, près d'un village abandonné – déserté en raison de la culture du coton imposée dans la vallée –, Kabila établit la base de « Hewa Bora » (« air frais, atmosphère excellente », en kiswahili). Le nom originel de ce village déserté était Yokwe. Avant l'adoption du nom de Hewa Bora, les combattants désignaient l'endroit par « *Huku na huku, pale na pale* » (« Ici et là, là-bas et plus loin ») pour ne pas révéler leur cachette. Selon une source non déterminée (publiée par *Jua*, hebdomadaire paraissant à Bukavu), le vrai nom du lieu aurait été « *Alubula ungumiliba* » (« Endroit ensanglanté ») (*Jua* 29 mars-4 avril 1986 : 7). Le journal fait référence à *Alabula ungu miliba*, littéralement en parler ebembe « Là où plusieurs personnes sont mortes », nom d'un lieu-dit près de Tushombo, dans la même région. Car au village Tushombo, le PRP créa une autre base appelée « Hewa Bora II[17] ».

17. Selon une autre version des faits recueillie par Kennes, Kabila n'était pas vraiment le premier à créer une base sur le mont Makanga. En effet, la région de Kilembwe est non seulement difficile à pénétrer, mais elle a une tradition de résistance et de combativité. En octobre 1965, les Simba de la région réussirent à s'emparer de douze camions d'une colonne de l'ANC qui s'était égarée. Ces camions furent cachés à Katupu, le village de Daudi Kamimbi. Cependant, un chef des Babuyu, avec qui les Bembe étaient en conflit,

Carte 3.3 : le secteur Lulenge



Source : carte produite par Sylvain Mwinyikondo, Bureau d'études scientifiques et techniques (BEST), Bukavu, avril 2003.

L'appui de Kilenga Saleh – et de quelques jeunes, dont Bernard Makungu, appelé Sikatenda Shabani (fils de Sikatenda Obedi, chef du village Bilema à Lulenge)[18] – se révéla essentiel pour l'entreprise du PRP ; il lui aura assuré le soutien de la population de la région de Kilembwe par le biais des notables et des chefs coutumiers Kilenga Musafiri (chef de secteur Lulenge et chef du groupement Basimimbi) ; Mwene Mungu, Kipoyo Kasungura et Pascal Lukole (notables du chef de secteur Kilenga Musafiri) ; David Kamimbi (notable du secteur Lulenge, chef de Katupu) ; Kikombe Shambao (chef à Ngandja). Et bien des années après, Laurent Désiré Kabila prit pour femme la fille de Kilenga Musafiri nommée Vumilia.

Pour mieux indiquer la complexité de cette évolution locale, le village Ilunga dont était originaire Masoso se trouvait dans la région où Kabila vint ériger la base de Hewa Bora. Avant la rencontre entre Masoso et Kabila de 1965, Masoso avait déjà essayé de prendre les armes pour son propre groupe, en contrôlant la circulation à Muzima. En 1966, il fut « chef d'état-major » à Butembo (une base dans les environs de Fizi) sous les ordres du lieutenant-colonel Luetsha qui fit également partie du groupe de Shabani Ndalo (Verhaegen 1967 : 384, 397, 403, 415). D'après Kennes, Butembo serait le nom de code de Kilembwe ; déjà en 1966, Pierre Masoso était cité comme « chef d'état-major à Kilembwe », secondé par Frédéric Kibukila, Célestin Beki et Maurice Katanda. Le groupe de Masoso, subissant une forte mortalité due à la malnutrition, finit par se disloquer, et finalement Masoso rejoignit même le PRP.

Comme dit précédemment, Benoît Verhaegen, Cosma Wilungula, surtout, et Erik Kennes ont étudié l'évolution du maquis Kabila jusqu'à sa dislocation.

À cause de cette présence, le territoire de Fizi avait été ciblé militairement par le régime Mobutu durant deux décennies. Au niveau local, les dissensions et la concurrence, d'une part à l'intérieur du mouvement entre chefs et, d'autre part, de ce dernier face à d'autres foyers rebelles avaient établi une situation de crise permanente à la fois sécuritaire, politique et socio-économique dans l'entité.

L'extinction du maquis Kabila se situe en 1986. Selon Kennes, deux événements l'ont achevé.

D'abord, le gouverneur du Kivu de l'époque, Charles Mwando Nsimba, qui était Tabwa de Kala près de Moba, réussit à inciter plusieurs dirigeants du maquis à abandonner leurs activités[19]. Il s'agissait

dénonça cet acte à l'ANC et le groupe de dirigeants bembe, entre autres Kilenga et Kamimbi, fut arrêté. Une partie de la population réagit en se cachant en brousse, et plus précisément à l'endroit où sera implantée plus tard la base de Hewa Bora. Elle y sera rejointe par les dirigeants après leur libération, puis par Pierre Masoso (Kennes 2009 : 344).

18. Bernard Makungu demeura jusqu'à sa mort l'un des plus proches collaborateurs de Kabila.

19. Le gouverneur Charles Mwando Nsimba avait entrepris des tournées dans l'intérieur : une première en 1981-1982 dans la région de Fizi ; une deuxième en 1984 à Mboko, Makobola, Baraka, Kabambare, Nundu et Kilembwe près de Hewa Bora. Pendant ces séjours, il prend soin de montrer l'exemple en restant dormir dans les villages. Il aurait aussi convaincu le président Mobutu d'accorder une amnistie pour les repentis des mouvements rebelles. En effet, le 21 mai 1984, une amnistie générale fut décrétée à l'occasion du 16e anniversaire du MPR (Amnesty International 1986). Selon André Lézy, des réunions entre le PRP et les

en fait d'un processus enclenché depuis un certain temps déjà et qui avait connu quelques succès limités. Kennes rapporte :

> « Lors de sa visite à Kalemie en 1979, le président Mobutu aurait donné l'ordre d'entrer en pourparlers avec les différents groupes rebelles de la région. Le colonel Shamba, des FAZ, invita à Lulimba les chefs de secteur et les chefs de groupement des secteurs Lulenge et Ngandja (Fizi). La réunion se tint le 8 septembre 1979. Elle prit la décision de lancer un processus de dialogue, qui devrait convaincre les maquisards de quitter la brousse. Les premiers contacts ont lieu dans les environs de Kabambare. Le 8 février 1980, une réunion se tient avec des rebelles locaux à Kiyanga, dans la collectivité Babuyu. Un accord est trouvé : les rebelles obtiennent l'ouverture d'un marché pour eux et les villageois, contre la promesse de ne plus enlever de paysans ni incendier de villages. Le chef de secteur de Lulenge prend contact avec le PRP et mène, au lieu-dit Namilela, des pourparlers de 1980 à 1982, avec Raphaël Mbungu, Yernard Kisilingi, Oscar Kalenga, Sébastien Kayumba. Suite à cela, des membres du PRP se mettent à quitter le maquis.
>
> Le bilan du processus est remarquable pour le pouvoir de Kinshasa : les maquis de Zabuloni Ruba Ruba et de Shabani Ndalo et quelques autres ont été séduits les premiers. Shabani aurait quitté le maquis le 7 avril 1982 à Abumbe (Mboko) (Wilungula 1997 : 131). Craignant une démobilisation générale de ses hommes, L. Kabila se résout à lancer l'attaque de Moba.
>
> Mwando Nsimba savait que la mort des dirigeants rebelles anéantirait tous ses efforts de pacification de la région. Or le président Mobutu donne immédiatement l'ordre d'évacuer ces "repentis" vers Gbadolite, où on avait programmé leur élimination. C'est pourquoi le gouverneur du Kivu va les protéger quasi physiquement, après en avoir avisé les ambassades étrangères, jusqu'au jour où Mobutu leur accordera le pardon.
>
> Le retour, somme toute inattendu par la population des maquis, de Mwando avec les chefs rebelles amnistiés fait que son pari est à moitié gagné. La population prend un peu confiance, et des efforts sont immédiatement engagés pour organiser l'accueil et la réintégration des maquisards. "Médiatisant" l'événement au maximum, une colonne se met en route entre Lulenge et Bendera.
>
> Parallèlement, un programme de développement est conçu pour la suite afin de neutraliser la grogne des soldats et raffermir l'appui des populations. Notons déjà que d'importants moyens seront accordés aux militaires après les deux "guerres" de Moba » (Kennes 2009 : 388-389).

Ensuite, vinrent les « guerres de Moba » de 1984 (13 novembre) et 1985 (17 juin), qui furent plutôt des attaques éclair ayant partiellement pour objectif de restaurer la crédibilité du PRP. La première opération de 1984, n'était pas essentiellement l'œuvre du PRP, mais d'Alphonse Kalabe[20], ancien administrateur territorial de Baudouinville (Moba), qui avait toujours gardé l'espoir d'un Katanga indépendant. Erik Kennes en refait le récit :

> « Très populaire dans la région, il a réussi à mobiliser un groupe de jeunes "creuseurs" d'or dans les monts Nzawa. Ils combinent orpaillage et entraînement à la lutte, dans le but de relancer des attaques et provoquer un soulèvement général dans la région, en réaction à la grave détérioration de la situation sociale en cette période.
>
> Les objectifs d'A. Kalabe rejoignent ainsi ceux de L. Kabila, qui a vraisemblablement caressé l'idée, après les déboires militaires du PRP, d'ouvrir une zone d'opérations au Nord-Katanga. La création d'une cellule du PRP à Manono en 1979 fait sans doute partie de cette stratégie. L'année suivante, Calixte Mayaliwa se présente à Manono dans le but de créer un camp de formation à la montagne Mutetemwa, dans la collectivité Museka, en territoire de Malemba-Nkulu. Cet objectif ne sera pas atteint. Mais en 1984, des membres locaux de cette cellule PRP rejoignent le camp d'entraînement de Kalabe près de Moba.
>
> Laurent Kabila a conçu le projet d'implanter la Commission militaire du PRP au Nord-Katanga. Pour le réaliser, il lui faut des armes qu'il espère trouver dans les dépôts des FAZ à Moba à la faveur d'une attaque de cette ville. Mais dans l'immédiat, le président du PRP veut tester ses forces en prenant l'aéroport de Kalemie. Cette prise aurait eu lieu début 1984 (?). Ensuite, la

militaires de la 13e brigade de Kalemie eurent lieu le 10 et le 31 juillet 1983. L'exigence du PRP d'être reconnu comme parti politique (rejoignant les objectifs de l'UDPS, à l'époque) n'avait pas été acceptée par le MPR. Et en janvier 1984, le PRP aurait demandé la reprise des négociations (*Le Renouveau du Burundi*, 16-17 juin 1985).

20. Alphonse Kalabe fut traqué jusqu'à Kigoma, en Tanzanie, où il va être arrêté et transporté à Kalemie, puis à Kinshasa. Mais sur intervention de quelques personnalités influentes de la région, dont l'évêque de Kalemie, il finit par être libéré et retourna à Moba.

prise de Moba, durant au moins quelques jours, aurait deux avantages importants : elle pourrait arrêter la démobilisation que le PRP subit, du fait des actions psychologiques du gouverneur Mwando Nsimba, par le recrutement de nouvelles forces ; et elle attirerait probablement un financement libyen : l'attaque a lieu un an après que le président Kadhafi eut entamé une campagne contre Mobutu, menée de concert avec le président burundais Jean-Baptiste Bagaza. […].

Le choix de Moba est vraisemblablement motivé par la faiblesse de sa défense militaire par rapport à Kalemie. Le commerce de l'or dans cette région l'a certainement aidé à trouver des contacts. Et il y a en plus Alphonse Kalabe, à qui Kabila est lié probablement depuis avant l'indépendance.

La liaison entre le PRP et le groupe de Kalabe est établie par Djuma Elumba et Mufaume Kihumbi, du PRP. À partir de fin mai/début juin 1984, des cadres PRP commencent un entraînement pour la lutte, avec Bernard Makungu Sikatenda, secondé par Oscar Kalenga, Adrien Kanambe et Sébastien Kayumba. Un certain Ebunga assure la formation politique. […]

Comme le manque d'armes se fait sentir, les cadres PRP décident d'"aller chercher de l'argent ailleurs", en partant dans la région de Wimbi pour "y jouer au Robin des Bois". […] En rançonnant les commerçants entre Kazimia et Kikonde, les membres du PRP peuvent acheter, aux dires de certains, 48 armes. Ainsi équipés, ils reprennent leurs entraînements. Le groupe compte, avec Kalabe, environ 150 jeunes, et une trentaine de membres du PRP. Kalabe est toutefois secondé par au moins (?) un ex-gendarme katangais : Joseph Kaponda, qu'il nomme co-organisateur de l'attaque de Moba. D'autres sources mentionnent des déserteurs des FAZ. Pour le PRP, c'est Adrien Kanambe qui dirige les opérations, mais certaines sources signalent qu'il le fait avec Sébastien Kayumba. Par ailleurs, le PRP a promis à Kalabe qu'il pourrait remplacer, une fois la ville prise, l'influent chef Joseph Manda Kaseke, auquel un conflit de pouvoir l'opposait depuis longtemps.

La préparation du terrain à Moba même n'a pas été oubliée : le capitaine Kisimba, commandant la garnison locale, est très probablement de connivence avec les rebelles. Il aurait même résisté à des ordres de mutation pour des raisons d'intérêt personnel. Avant la première attaque de Moba, il a fait désarmer ses militaires, suite à une bagarre dans un bar quelques jours auparavant, de sorte que, toutes les armes étant stockées dans le dépôt de munitions, les rebelles prennent sans peine la ville et le camp et – presque miraculeusement (!) – n'aient plus qu'à se servir.

Le plan d'attaque fixe trois axes de progression simultanée : Kalelemba, un ancien enseignant Mutabwa, mène la première colonne vers le camp militaire ; une autre, avec l'ex-gendarme katangais Augustin Munanga, marche sur la plaine d'aviation ; Thomas Mali-ya-Bwana, un ancien pêcheur et commerçant mutabwa, fonce vers le port. Aucun de ces chefs n'est du PRP. Kabila n'est pas sur place. Il est tenu au courant à Dar es-Salaam grâce à la phonie qui le relie avec Kigoma par Calixte Mayaliwa, qui reçoit à Wimbi les rapports sur l'évolution de l'opération et les lui transmet.

L'attaque, commencée le 13 novembre 1984, dès 4 h 45' du matin, s'est achevée […] déjà à 7 h l5. Les rebelles, souvent connus des habitants et même des militaires, n'ont aucun problème pour investir Moba. Quelques fonctionnaires s'enfuient par bateau vers Kalemie et y donnent l'alarme » (Kennes 2009 : 390-393).

La seconde opération de Moba, en 1985, eut moins d'ampleur que la première : les habitants de Moba ne s'en rendirent guère compte. Cependant, l'implication du PRP devint beaucoup plus importante, et ses conséquences en furent d'autant plus graves pour Kabila, parce que « Moba II » sonna le glas du PRP. Plus que « Moba I », dit Kennes, cette action semble avoir été l'initiative de Laurent Désiré Kabila, qui cherchait très probablement à reprendre son mouvement en main (Kennes 2009 : 398). Mais les combattants, à bout de force et de courage, arrivaient à la conclusion qu'il utilisait depuis 1978 le maquis à ses fins personnelles, s'absentant longtemps et sans que l'aide promise ne se concrétise. Certains insistaient plus encore sur l'accusation qu'il voulait, en ne tenant pas ses promesses, protéger ses frères katangais. Ainsi Calixte Mayaliwa, le chef d'état-major, se sentit profondément trahi par Kabila. Il devint ensuite l'un de ses adversaires les plus acharnés. L'année suivante, son amour pour Kabila s'étant mué en haine, il aurait même aidé l'armée zaïroise à poursuivre des membres du PRP jusqu'à Kigoma. La majorité des maquisards présents, sous l'impulsion de Delphin Ngoma, quittèrent le parti. La plupart étaient originaires, comme lui, de Lulenge.

L'échec des deux attaques de Moba, gestes qui auraient été en partie une résurgence du vieux rêve de Laurent Kabila de déplacer le front vers le Nord-Katanga dont il était originaire, sonna le glas du PRP. Le parti se disloqua alors, parce que plusieurs membres importants du PRP rompirent totalement

avec Kabila. Après qu'il eut quitté Hewa Bora puis Wimbi, Kabila résida désormais à Kampala et Dar es-Salaam. Et pour les combattants, Erik Kennes écrit :

> « Un groupe traverse le lac et regagne la Tanzanie ; d'autres vont d'abord à Wimbi puis rejoignent leur famille ; le plus petit groupe restera à Wimbi et à Hewa Bora, essentiellement parce qu'il s'agit de maquisards privés de liens familiaux et irrécupérables pour la vie normale dans les villages. Un dernier petit groupe reste encore pour un temps dans les environs de Moba. Le premier à partir est le groupe qui traverse le lac, conduit par Calixte Mayaliwa. Ils arrivent en Tanzanie, où ils entrent en conflit avec Kalabe et Mungimba, des Watabwa, qui l'accusent d'avoir fui le combat. […]
>
> Craignant pour sa vie, Mayaliwa fuit vers la Zambie, puis il rentrera à Bukavu, où il se met sous la protection de la Sûreté zaïroise. Son frère cadet Onesphore Talama aurait organisé avec les FAZ une opération pour arrêter Kabila à Lwichi (Ujiji), base logistique du PRP. Mais ce fut un échec. Kabila ne pardonnera jamais sa "trahison" à son fidèle lieutenant.
>
> Un autre groupe, conduit par Delphin Ngoma et Dunia Dewilo, rejoint Wimbi, où il a été devancé par un groupe dirigé par Kisilingi. Là, deux membres, Oscar Kalenga et Sébastien Kayumba, sont convoqués par Kabila à Kigoma. Selon certains témoins, Kabila aurait ordonné que tous ceux qui rentraient encore de Moba soient exécutés pour trahison, puisque la consigne était de rester sur place. Ensuite, peut-être le 12 août (?), cet ordre aurait été adouci. On considéra désormais que tout fuyard serait condamné à "creuser" de l'or à Wimbi dans la rivière Kinyama. Sans doute Kabila s'est-il rendu compte des conséquences économiques néfastes de son premier ordre. Rien n'y fait : beaucoup de "révoltés" présents à Wimbi, et des chefs tels que D. Ngoma, Kakozi Saleh, Daudi Kamimbi, Y. Kisilingi... dont la majorité est originaire de Lulenge, décident quand même de rentrer à Hewa Bora, Mutambala, l'Itombwe.
>
> Sylvestre-M. Luetsha fait le va-et-vient de Wimbi à Dar es-Salaam, où réside Kabila, pour lui communiquer les doléances des combattants. […] le grand problème est leur sécurité face aux Forces armées zaïroises. Le groupe de Delphin Ngoma, encore accru par l'arrivée de Sébastien Kayumba, se rend de Wimbi à Hewa Bora et rôde dans cette région, mais la situation paraît sans issue. Après quelques mois, Ngoma, résolu à sortir du maquis, prend contact avec les autorités par l'intermédiaire d'Adrien De Schrijver, le conservateur des parcs nationaux. Le gouverneur Mwando Nsimba marque son accord, conçoit un plan de démobilisation et de réintégration et organise trois sorties du maquis entre décembre 1985 et janvier 1986, à Bendera, Fizi et Kilembwe. Une estimation de l'époque – probablement en dessous de la réalité – indique le nombre de 200 transfuges les 7 et 8 décembre 1985 ; 300 vers la fin du mois et un nombre indéterminé les 4, 5, et 6 janvier 1986.
>
> La sortie de ces quelque 1000 à 1500 membres du PRP met en lumière leurs conditions de misère et de dénuement. Leur état de santé est déplorable et leur niveau d'instruction au plus bas. Lorsqu'ils ont vu les jeeps de l'armée zaïroise, certains ont cru qu'il s'agissait de jeunes véhicules qui devaient encore grandir pour devenir des camions...
>
> Delphin Ngoma a été transféré à Kinshasa afin d'y être interrogé par la Sûreté, mais il ne sera pas emprisonné. Une trentaine de familles de cadres PRP ont été hébergées durant quelques mois à Kamina, la base militaire au Nord-Shaba, pour les protéger de la colère des ressortissants de leur ancienne zone d'opération, puis elles ont été reconduites dans les régions de Fizi et Kalemie. Certains cadres, dont Théophile Kamimbi, le chef de la Jeunesse du PRP, ont été intégrés dans la JMPR.
>
> Un programme de développement a été mis en chantier, axé principalement sur le désenclavement de la région de Lulenge, Ngandja et de l'Itombwe » (Kennes 2009 : 402-404).

RÉFÉRENCES

Assumani Kilembwe, Th. 1990. « La rébellion Simba dans les chefferies de Wakabango I et de Wamuzimu (zones de Shabunda et de Mwenga) de 1964 à 1987 ». TFE en Histoire et Sciences sociales, ISP/Bukavu.

Birali M., M. 1980. « Contes magico-merveilleux bembe, essai d'analyse morphologique selon la méthode de Propp ». TFC en Français et Linguistique africaine, ISP/Lubumbashi.

Bulletin du CEDOPO n° 1, 4-11 septembre 1964 : 2 ; n° 121, 25 septembre 1967 : 19.

Gérard-Libois, J. & Van Lierde, J. (éd.). 1966. *Congo 1965*. Bruxelles/Kinshasa : CRISP/INEP.

De Witte, L. 2017. *L'Ascension de Mobutu. Comment la Belgique et les États-Unis ont installé une dictature*. Investig'Action.

Ebasomba M'Munguelwa W., M. 2013. « Le massacre de Makobola II dans le territoire de Fizi, secteur de Tanganyika : processus et conséquences (1996-2006) ». TFE en Histoire et Sciences sociales, ISP/Baraka.

Galvez, W. 1998. *Le Rêve africain du Che*. Anvers : Éditions EPO.
Gérard-Libois, J. 1967. *Congo 1966*. Bruxelles/Kinshasa : CRISP/INEP (coll. « Les Dossiers du CRISP »).
Hardenne, R. (major BEM). 1969 (février). « Les opérations anti-guérillas dans l'Est du Congo en 1965-1966 ». *Contact. Revue de l'*École de guerre : 1-46. Bruxelles.
Jua, n° 302, 29 mars-4 avril 1986 : 7.
Kabemba Assan. 1976. « Kindu et la rébellion. Essai d'étude des événements politiques (1960-1964) ». Mémoire de licence en Histoire, ISP/Bukavu.
Kabuya Lumuna Sando, C. 1992. *Nord-Katanga 1960-1964. De la sécession à la guerre civile. Le meurtre des chefs*. Paris : L'Harmattan (coll. « Zaïre. Histoire et société »).
Kennes, E. 2009. « Fin du cycle post-colonial au Katanga, RDC. Rébellions, sécession et leurs mémoires dans la dynamique des articulations entre l'État central et l'autonomie régionale 1960-2007 ». Thèse de doctorat en cotutelle, Université Laval, Québec et Université Paris I, Panthéon-Sorbonne, Paris.
Kennes, E. 2014. *Fin du cycle post-colonial au Katanga, RDC. Rébellions, sécession et leurs mémoires dans la dynamique des articulations entre l'État central et l'autonomie régionale 1960-2007*. Bruxelles : Éditions universitaires européennes.
Langellier, J.-P. 2017. *Mobutu*. Paris : Perrin.
Mission catholique Saint-Esprit de Kitutu. 1977.
Mkyoku Bilondjwa, S. 1982. « L'occupation de l'Itombwe et ses conséquences politiques 1880-1964 ». TFE en Histoire et Sciences sociales, ISP/Bukavu.
Muyengo Mulombe (M^gr^) (S.J.). 2021. *Au pays de larmes et de cris. En marge de l'affaire Minembwe*. Kinshasa : MEDIASPAUL.
Njangu Canda Ciri, A. *et al.* 2000. *Les Conflits au Sud-Kivu. Des anciens royaumes à 1996. Rôle de la femme*. Bukavu : Éditions de l'AFECEF.
N'Gbanda Nzambo, H. 1998. *Ainsi sonne le glas ! Les derniers jours du Maréchal Mobutu*. Paris : Éditions Gidep.
RDC, ministère de la Défense nationale, Quartier général de l'Armée nationale congolaise, état-major, section G2, sous-section Renseignement. 1966 (23 février). *Bulletin de renseignements militaires de l'ANC* 74.
Samba Kaputo, G. 1970. « Les institutions traditionnelles politiques du "Bugweshe" dans la conjoncture politique des années 1959-1967 ». Mémoire de licence en Sciences politiques et administratives, Université Lovanium de Kinshasa, faculté des Sciences économiques et sociales.
Service provincial de l'agriculture, Kivu. 1964. *Rapport annuel 1964.*
Songa Kinyengele, M. 1990. « La rébellion Simba et ses conséquences sur la population de la collectivité-chefferie des Basile en zone rurale de Mwenga (ca 1964-1989) ». Mémoire de licence en Histoire, ISP/Bukavu.
Stearns, J. & Vogel, Ch. 2017. « The landscape of armed groups in eastern Congo: fragmented, politicised networks. ». *Kivu Security Tracker*. Disponible en ligne sur : https://backoffice.biblio.ugent.be/download/8681206/8681208
Tulinabo, M. N. 1991. « Marandura et la rébellion Simba dans les territoires d'Uvira et de Fizi ». Mémoire de licence en Histoire, ISP/Bukavu.
Usungo, U. 1980. « Bukavu et les attaques simba : étude évolutive des événements politiques (1960-1964) ». TFE en Histoire et Sciences sociales, ISP/Bukavu.
Verhaegen, B. 1966. *Rébellions au Congo*, t. 1. Léopoldville/Bruxelles : IRES-INEP/CRISP (coll. « Les Études du CRISP »).
Verhaegen, B. 1967. « Guerre civile et pacification au Congo en 1966 ». In J. Gérard-Libois, *Congo 1966*. Bruxelles/Kinshasa : CRISP/INEP (coll. « Les Dossiers du CRISP »).
Verhaegen, B. 2000. « Guevara au Congo, 23 avril-22 novembre 1965 ». *Bulletin des séances de l'ARSOM* 46 (2) : 101-111.
Verhaegen, B. (en collaboration avec Omasombo Tshonda, J., Simons, E. et Verhaegen, F.). 2006. *Mulele et la révolution populaire au Kwilu*. Paris/Tervuren : L'Harmattan/MRAC (coll. « Cahiers africains », n° 72).
Wilungula Balongelwa, C. 1997. « Fizi 1967-1986 : le maquis Kabila ». Bruxelles : Institut africain/CEDAF (coll. « Cahiers africains », n° 26).

Archives

Archives Affaires étrangères. National Archives

1965 (20 juillet). « Situation en Afrique. Note de la délégation belge ». (65) 26 : UK, FO 371/181612.

Archives Dupire

1966. « Entretiens de Kennes avec Constantin Kibwe et Willem-Emmanuel Kabasu-Babo », novembre 1966, ms.

Archives MRAC, service Histoire et Politique

1965 (6 janvier). « Interrogation of members of the vedettes used by Congolese Rebels », 2 janvier 1967, p. 3. (Interrogatoire de rebelles, pour la Sûreté congolaise, par le commandant J. Crèvecœur, de l'opération Sud). « Notes cursives […] ».

1. Exploitation minière et groupes armés



Au site de Kishanga-Numbi dans le groupement Buzi en territoire de Kalehe.
(Photo Josaphat Musamba Bussy, mai 2023 ; droits réservés.)



Centre de concassage des minerais à Misisi-MIBA dans le territoire de Fizi.
(Photo Jules Bahati et Josaphat Musamba Bussy, 2022 ; droits réservés.)



Village Kavumu, groupement Buzi dans le territoire de Kalehe.
(Photo Josaphat Musamba Bussy, 2023 ; droits réservés.)



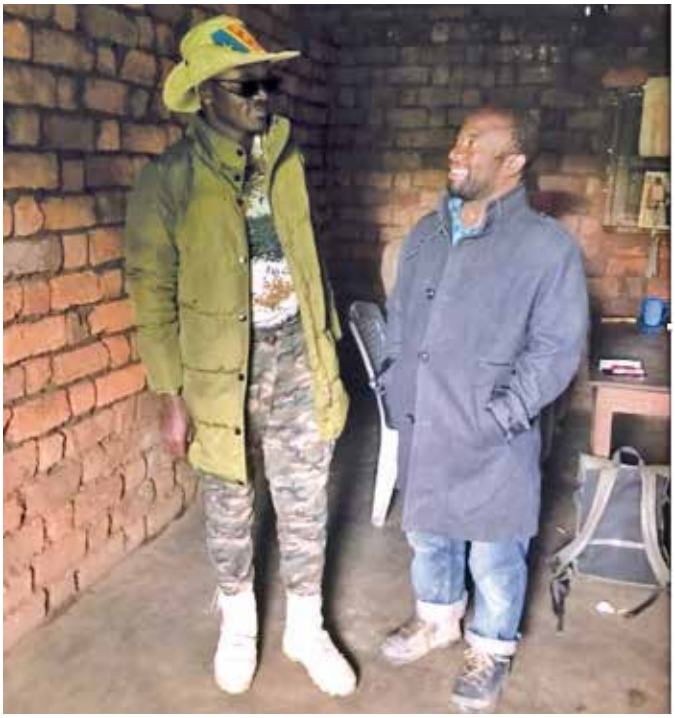
Jeton de la coalition Yakutumba CNPSC pour les motards.
(Photo Jules Bahati, prise dans le village Ebongo, groupement Basikasilu dans le territoire de Fizi, 2022 ; droits réservés.)



Raia Mutumboki du groupe Mutuza Madiadia Charlequin dans la carrière (village) Bugumbu (groupement Baliga, territoire de Shabunda). Cette mine est revendiquée par les Lega de Shabunda et de Mwenga.
(Photo Lewis Kibuti, 2022 ; droits réservés.)



Combattants du FPDC/ML de Kibukila Mutetezi wa Seba (Ebuela) dans le village Bilende (groupement Kanguli dans le secteur Tanganyika). Au milieu du groupe, le facilitateur du contact, Lewis Kibuti, portant des bottes jaunes.
(Photo Lewis Kibuti, 2020 ; droits réservés.)



Josaphat Musamba Bussy avec le général Kibukila Mutetezi wa Seba (Ebuela) de FPDC ML dans le village Kipupu (groupement Basimukindje I, secteur Itombwe).
(Photo Josaphat Musamba Bussy, 2023 ; droits réservés.)



MCDPIN/Nyatura dans le village Kavumu du groupement Buzi-Bulenga dans le territoire de Kalehe.
(Photo Josaphat Musamba Bussy et Jean Gabriel Leynaud, mai 2023 ; droits réservés.)



Raia Mutomboki du groupe Gaston Blaise Lukisa, au village de Malanga dans la chefferie Nindja (limites avec Kalonge), près du site minier (d'or et de cassitérite) Mupoke.
(Photo Lewis Kibuti, 2020 ; droits réservés.)



Les combattants d'autodéfenses locales Itara-Luvungi, sous le commandement de Lwaboshi Kihaihai. Photo prise dans le site minier de Munanira dans la chefferie Bafuliru où la cassitérite est exploitée. (Photo Junior Musamba, Rapahaël Kigabi et Faustin Walemba, février 2024 ; droits réservés.)



Le *leader* du groupe d'autodéfense Byamungu Aka Jogoo et ses gardes de corps au marché de Rubanga (groupement Lemera, territoire d'Uvira). (Photo Stéphano Kaya, Anny Kapenga Ngoy, Sem Ndjaba et Bienfait Kazamwali, février 2024 ; droits réservés.)



Mungoro Matafali (*leader* d'un groupe rattaché à Raia Mutomboki) dans le village de Kambali-Bunyakiri (groupement Kalima, territoire de Kalehe). (Photo Lewis Kibuti, 2023 ; droits réservés.)



Maï-Maï de la Coalition nationale du peuple pour la Souveraineté du Congo (CNPSC), milice dirigée par Yakutumba.
(Photo prise en 2021 à Fizi/Misisi dans les sites miniers d'Ebongo lors d'une mission de recherche sur la sécurité hybride ; reçue de l'équipe locale ; droits réservés.)





Des autodéfenses à Lubarika ; ceux-ci collaborent avec les FARDC.
(Photos Jules Bahati et Josaphat Musamba Bussy, 2021 ; droits réservés.)



Josaphat Musamba Busy (au milieu) avec deux combattants Raia Mutomboki à Shabunda, Bamuguba-Sud.
(Photo Josaphat Musamba Busy et Justine Brabant , 2013 ; droits réservés.)



Photo de CBK, ancien *leader* des autodéfenses locales à Lubarika.
(Photo Jules Bahati et Josaphat Musamba Bussy, 2021 ; droits réservés.)



Combattant Twirwaneho, dans le village Kakenge II (groupement Basilocha, territoire de Fizi).
(Photo Josaphat Musamba Bussy, 2021 ; droits réservés.)



Combattants taxateurs FDDC autour de Kalingi (groupement Basimukindji Ier dans le secteur Itombwe, territoire de Mwenga).
(Photo Josaphat Musamba Bussy, 9 décembre 2023 ; droits réservés.)



Le commandant en chef (général) des FDDC Justin Kakobanya Nakalambi (en chapeau), Josaphat Musamba Bussy et le G3 (en charge des opérations militaires du FDDC).
(Photo Josaphat Musamba Bussy, 29 décembre 2023 ; droits réservés.)



Haut plateau d'Uvira : combattants du groupe FARDP à Kitoga dans le groupement Kigoma, territoire d'Uvira. La personne civile est Justin, le facilitateur de la mission de recherche.
(Photo Stéphano Kaya, Anny Kapenga Ngoy, Sem Ndjaba et Bienfait Kazamwali, février 2024 ; droits réservés.)



Soldats burundais à Kashatu dans le groupement Kigoma venus s'approvisionner en nourriture au marché du mercredi.
(Photo Stéphano Kaya, Anny Kasenga, Sem Ndjaba et Bienfait Kazamwali, février 2024 ; droits réservés.)

2. Massacres et lieux de mémoire



Mémorial de Bangwe pour les victimes des massacres de Makobola I et II, 30 décembre 1998.
(Photo équipe locale ; droits réservés.)



La première fosse commune à Bangwe Makobola II.
(Photo équipe locale ; droits réservés.)



La deuxième fosse commune à Bangwe Makobola II.
(Photo équipe locale ; droits réservés.)



La troisième fosse commune à Bangwe Makobola II.
(Photo équipe locale ; droits réservés.)



La quatrième fosse commune à Bangwe Makobola II.
(Photo équipe locale ; droits réservés.)



La première fosse commune chez M'zee Aroni Wisongata, à 18 mètres de la route de Kahama et du monument érigé en mémoire des victimes de Makobola I et II à Kahama.
(Photo équipe locale ; droits réservés.)





Dans cette parcelle d'Ietoelo où est construite cette habitation, trois fosses communes à 170 mètres de la route de Kahama et du monument érigé en mémoire des victimes de Makobola I et II à Kahama ont été trouvées. À droite, la première fosse.
(Photos équipe locale ; droits réservés.)



Traces des maisons incendiées par les rebelles du Rassemblement congolais pour la démocratie (RCD/Goma) alors que des personnes vivantes s'y trouvaient.
(Photo équipe locale ; droits réservés.)



La tombe de Muongonzi Ndama, l'une des premières victimes des massacres de Makobola.
(Photo équipe locale ; droits réservés.)

La maison de Nabiuchunjwa, première victime des massacres de Makobola I et II. Elle se situe en diagonale de la mosquée Ahmad Muhammad Al Zahmy de Makobola I, sur la route n° 5 en direction de Fizi.
(Photo équipe locale ; droits réservés.)





Mémorial des massacres de Makobola I : représentation de Nabiuchunjwa, première victime assassinée le 30 décembre 1998.
(Photo équipe locale ; droits réservés.)



Monument en mémoire des massacres de Mwenga centre (dans la chefferie Basile), octobre 1999. Il est localisé à Kabuma.
En haut : au-dessus de la porte est écrit en kilega : « Balale N'alembo Ashi Shetu na Banetu Balakilwe Musinda Ba Ili Batengya abe Nebo »
(« Ici ont été enterrées vivantes nos filles et sœurs en octobre 1999. Que leurs âmes reposent en paix).
En bas : une vue de l'intérieur avec les noms des victimes. Le commandant du RCD au moment de l'action se nommait Kasereka.
(Photos équipe locale ; droits réservés.)





Monument en mémoire des massacres des « fidèles catholiques » de Kasika, 24 août 1998.
Les noms des certaines victimes y sont indiqués.
Un extrait d'une interview de Romance Manyumba, tante de l'abbé Stanislas : « Ici à la paroisse catholique, les Tutsi avaient tué l'abbé Stanislas Wabulakombe et Eusèbe Malengo, un séminariste. Aussi, ils avaient tué les religieuses Adrienne Kagarabi, Germaine Nyagira et Germaine Lugolo, après les avoir violées. Plusieurs autres fidèles ont été massacrés : Mikolo, Prospère Makali, Yange Mauwa, Kipusa K., Imani Italumia, Mabi Kela, Erick, Ishara Itulamia, Mubuto Mumbongeshiwa, Kabesha Walasa, Honorina Consolata, Kigombe Ngama, Milemba, Wabiwa, Mapendo M., Noël Joseph, Mateso Vitulamia, Milenge P., etc. »
(Récit et photo reçus de l'équipe locale ; droits réservés.)







Mémorial au village Kaniola en mémoire des victimes tombées entre 1996 à 2008 à Kaniola et à Nina.
À l'intérieur de cette bâtisse, sur les murs sont inscrits les 225 noms des personnes massacrées par les Hutus rwandais répertoriés par village où les crimes ont été commis. Les lieux de massacres sont Cindubi I, Kaniola, Budodo, Mwirama, Cishebeyi, Cishebeyi-Cibuga, Cihamba-Nyalubuze II, Nindja, Nindja-Luhago, Nindja-Buhira, Mushungwe, Cisaza, Cimbulungu. Des témoignages recueillis citent 525 personnes tuées et d'autres sources avancent le chiffre de 900 personnes.
(Photos du haut par Jules Bahatu, 2020 ; droits réservés. Photo du bas extraite de *L'Homme qui répare les femmes*, film documentaire de Thierry Michel et Colette Braeckman, 2015 ; avec l'aimable autorisation des auteurs.)



Monument dédié au massacre de Katogota, le 14 mai 2000 : 375 victimes.
(Photo Mgr J. S. Muyengo, 2021 ; avec l'aimable autorisation de l'auteur.)



Le monument en mémoire des victimes de Lulinda ; il n'y a ni fosse commune ni tombe pour aucune des 276 personnes tuées le 30 juin 2000.
(Photo équipe locale ; droits réservés.)

DEUXIÈME PARTIE

DOSSIER BANYARWANDA

CHRONIQUE DES NOUVELLES IMPLANTATIONS QUI MÈNENT À LA GUERRE

CHAPITRE 1

LES VAGUES DE REFUGIÉS BANYARWANDA À PARTIR DE LA DÉCOLONISATION UNE NOUVELLE DYNAMIQUE POLITIQUE S'INSTALLE AU KIVU

« Je suis sûr que les Rwandais n'iront pas en Tanzanie : ce pays est trop pauvre ; ni en Ouganda : il est déjà surpeuplé ; ni au Burundi, qui a de graves problèmes. Ils continueront à se diriger de préférence vers le Zaïre [RDC] où chacun a des connaissances et où restent de grands espaces disponibles » (archives MRAC, Ngabu 1981 : 72).

1. BREF RAPPEL DU CONTEXTE

L'État congolais a 135 km de frontières avec le Rwanda et 150 km avec le Burundi. C'est là le cadre qu'offre la géopolitique régionale. Mais tout repart dès l'instant où l'autorité belge a acquis le Ruanda-Urundi comme territoire sous tutelle (Jentgen 1957). En raison des règles du mandat et/ou de la tutelle[1], jusqu'à son indépendance en 1962, le Rwanda n'aura pas sa propre armée. C'est la Force publique, composée uniquement de Congolais, qui deviendra l'institution également responsable du maintien de l'ordre dans la zone mandatée par la Belgique.

Rappelons cette réunion de la Commission en 1950 qui réunissait Léon Pétillon, encore vice-gouverneur général du Ruanda-Urundi, et Joseph Brasseur, alors commissaire provincial (gouverneur) du Kivu, qui devait répondre sur le statut des Banyarwanda installés au Congo, parce que le ministre Pierre Wigny l'avait épinglé. Le gouverneur Brasseur y répondit : « Il faut prendre certaines précautions en ce qui regarde les conséquences sur le plan international que peut entraîner le fait que nous acceptions des populations étrangères. J'étais d'accord pour que cette étude soit entreprise par un comité de juristes. Je ne suis pas favorable à l'examen de l'ensemble du programme pratique de l'immigration du Kivu par une nouvelle commission, celle-ci selon moi étant superflue, toutes les études préparatoires ayant été effectuées. »

Voilà comment l'Administration coloniale avait éludé une réalité. La Belgique, installée dans une gestion administrative sans large vision politique et, parfois, opportuniste, continua de passer le Congo pour une « propriété » où elle se voyait y demeurer maître pour très longtemps.

Il existe d'autres passages éclairants relatifs à cette interrogation :

> « - Monsieur le gouverneur de la province du Kivu :
> Je voudrais faire observer d'abord que la question politique a été réglée localement. Le gouverneur du Ruanda-Urundi avait proposé de créer des chefferies de Banyarwanda, indépendantes des autorités indigènes du Congo belge. Je me suis opposé formellement à ce projet et j'ai proposé d'intégrer les immigrants dans le cadre des chefferies coutumières existantes. Le gouverneur général a tranché la question en décidant que les Banyarwanda immigreraient comme individus et non sous forme de groupement. Les notables banyarwanda agréés deviendraient des notables dans le cadre des chefferies du Congo belge. Quant à moi, mon attitude était dictée par le souci d'éviter de reproduire l'erreur faite à l'occasion du peuplement du

1. Les mandats B étaient destinés à des « territoires moins développés ». Ceux-ci devaient être directement gouvernés par le pouvoir mandaté, et l'autorité locale était sévèrement restreinte. En ce qui concerne les droits souverains de la population « autochtone », le mandat B se situe entre les mandats A et C. Alors que les premiers mandats devaient être organisés comme des États plus ou moins dans leurs propres droits avec leur propre citoyenneté et administration, les mandats du groupe C étaient gouvernés par le pouvoir mandaté à leur digression appropriée et ouvraient la porte à une annexion réelle au gouvernement mandataire (Ratliff 1991).

Gishari, en mettant à la tête d'une chefferie indépendante un chef Munyarwanda qui peut se croire encore sous l'obédience politique des autorités du Ruanda.
J'ai d'ailleurs fait observer au gouverneur général que d'autres régions de la colonie pourraient servir d'exutoire pour le trop-plein des populations des territoires du Ruanda-Urundi ; la Province-Orientale et le Katanga sont capables d'absorber des excédents au même titre que le Kivu.
Sous un autre angle, le gouverneur général a décidé que les Banyarwanda immigrés dans les régions vides ou presque – de population autochtone –, verraient respecter leurs coutumes propres, mais seulement sous l'autorité des chefs congolais de la terre […].

- Monsieur le vice-gouverneur général : La préparation systématique des collines au fur et à mesure des nécessités conformément au programme Dubois-Tondeur permettra précisément d'éviter une dispersion désordonnée des immigrants qui connaîtront les limites qu'ils ne pourront pas dépasser.
Je voudrais que les questions préjudiciables et préparatoires aient été résolues ; la présente réunion constate que les instructions données et les travaux en cours sont en ordre.

- Monsieur le gouverneur de la province du Kivu : Les Banyarwanda seront-ils d'accord pour s'installer suivant le programme Dubois-Tondeur ? J'estime qu'ils doivent être mis au courant des conditions auxquelles les autorités supérieures du Congo belge subordonneront leur installation chez nous.

- Monsieur le vice-gouverneur général : Le problème politique est double, en ce sens qu'il peut être vu du Kivu et du Ruanda. En ce qui concerne le Kivu, il est résolu en fonction des circonstances locales, mais comme le *mwami* de l'Urundi, celui du Ruanda jette ses regards au-delà de ces frontières actuelles. La question de leurs prétentions éventuelles doit recevoir une réponse définitive urgente. N'oublions pas que le *mwami* du Ruanda pourrait, comme son collègue de l'Urundi, saisir le Conseil de tutelle.

- Monsieur le gouverneur de la province du Kivu : Je ne suis pas adversaire au contraire de l'étude du problème au point de vue du droit international et au point de vue de la nationalité des immigrants.

- Monsieur le vice-gouverneur général : Il nous est impossible de discuter le problème du point de vue international et du point de vue de la nationalité en droit. J'estime que ce travail doit être dégrossi par nos spécialistes, avant de pouvoir donner au gouverneur général les avis qu'il nous demande à la page 7 de sa lettre n° 26479/AO du 10 décembre 1949 » (archives MRAC, « Procès-verbal de la réunion du 4 janvier 1950 de la Commission créée pour l'étude de l'immigration de Banyarwanda au Kivu, par monsieur le gouverneur général. En exécution de la lettre n° 26.478/AO/3024/V.O/3 du 10 décembre 1949 », pp. 16-22).

Le risque de la Mission d'implantation des Banyarwanda était assez perceptible au moment où se passait l'action, mais l'autorité belge maintenait son administrativisme obsessionnel, ce qui dénotait un degré élevé d'opportunisme. Un long paragraphe de la lettre du 23 juin 1955 du gouverneur Brasseur à Léon Pétillon, devenu gouverneur général depuis 1952, paraît assez illustratif.

« Statut des émigrants :
Il est certain que cette question est d'un intérêt primordial et constituera un élément majeur de notre réussite.
Je ne voudrais cependant pas m'aventurer à proposer dès à présent des règles générales à ce sujet, car les situations devant lesquelles nous serons amenés, risquent fort d'être très différentes les unes des autres d'après les relations existantes entre les populations du pays d'émigration et celles du pays d'immigration.
Ce sera là une des tâches principales du personnel territorial que je souhaite voir affecter à la nouvelle Mission que d'étudier ces relations avec le plus grand soin et de nous proposer dans chaque cas un statut adapté aux *desiderata* des émigrants et aux exigences des populations qui les accueillent.
En ce qui concerne la domanialisation que vous préconisez pour donner aux émigrants des garanties suffisantes au point de vue occupation des terres, je me demande si ce procédé ne risque pas de créer chez les émigrants une indépendance politique et administrative complète envers les autorités coutumières du pays d'accueil. En effet les pouvoirs politiques, administratifs et fonciers entièrement les uns amènent automatiquement la destruction des autres [*sic*]. Dans ce cas nous provoquerions précisément ces blocs homogènes, qu'à juste titre vous déconseillez, et nous empêcherions l'intégration des émigrants dans l'organisation administrative existante.
La domanialisation aurait comme résultat automatique de soustraire les émigrés à l'autorité des chefs coutumiers dont nous détruirions par le fait même la sympathie à nos programmes et l'esprit de collaboration. Ce serait là poser un acte révolutionnaire qui vouera nos programmes, basés sur le volontariat

et la collaboration des autorités indigènes, à un échec certain.
Mais cependant, je rencontre entièrement votre souci de donner aux émigrants des droits aussi complets que possible à une utilisation individuelle et exclusive des terres où ils seront installés. Je pense même que de tels droits fonciers constitueraient un attrait sérieux pour les émigrants et faciliteraient notre tâche. Mais afin d'éviter des troubles politiques ou administratifs, je souhaiterais que les émigrants reçoivent ces droits des autorités coutumières locales plutôt que du Gouvernement, comme ce serait le cas si l'on devait au préalable domanialiser ces terres.
Par ce dernier procédé nous installerons des colons indigènes, mis en application en territoire de Kabare depuis quelque temps et dont je vous ai entretenu à plusieurs reprises, serait [*sic*] de nature à donner aux émigrants les garanties foncières que nous souhaitons tous leur voir accorder.
C'est en vertu du même principe que je voudrais voir éviter, dans toute la mesure du possible, la création de nouvelles circonscriptions indigènes rassemblant les populations déplacées. Ma préférence va, dans l'ordre où je les cite, aux formules suivantes :
- intégration pure et simple dans la circonscription indigène du pays d'accueil ;
- formation de groupements d'émigrants dirigés par des autorités (notables et chefs) du pays d'accueil ;
- formation de groupements constitutifs incorporés dans la circonscription indigène transformée en secteur ;
- formation de circonscriptions indigènes indépendantes.

Je pense d'ailleurs que c'est dans cet ordre également que nous pourrons classer les préférences des populations à qui nous demanderons de recevoir des émigrants et que nous pourrons compter sur leur plus ou moins grande collaboration.
Je voudrais aussi insister sur le fait que la formule de la domanialisation risque de provoquer et de faciliter le danger grave d'une ingérence du Comité national du Kivu dans la répartition des terres vacantes aux émigrés indigènes. Il ne faut en effet pas perdre de vue que la domanialisation fait entrer en principe toutes les terres dans la gestion du Comité national du Kivu. Or il s'agit de terres indigènes peut-être insuffisamment occupées pour le moment, mais qui constituent la réserve normale des terres d'extension pour les populations excédentaires de ces régions que l'Administration a, à juste titre, déclaré saturées et sursaturées.
Je n'ignore pas qu'en principe nous avons le droit de réserver ces terres et de les exclure de la gestion du Comité national du Kivu, mais, outre le mécontentement très grave des indigènes, il va de soi que nous aurons à faire aux récriminations et aux appétits trop connus du Comité national du Kivu, si ces terres devaient être déclarées domaniales.
Nous devons éviter à tout prix, si nous voulons maintenir la paix dans ces régions, que la Gouvernement paraisse vouloir donner des terres du Comité national du Kivu au détriment des indigènes et puisse blesser par là une opinion publique indigène déjà singulièrement éclairée » (archives MRAC, « Lettre réponse du gouverneur Joseph Brasseur de la province du Kivu n° C.E.K./5.250 datée de Bukavu le 23 juin 1955 au gouverneur général Léon Pétillon, pp. 196-197).

Pareils éclairages aident à mieux orienter la perception de la présence des Banyarwanda en RDC qui hante aujourd'hui les esprits.

2. NOUVEAU CONTEXTE CRÉÉ LORSQUE LA DÉCOLONISATION S'AMORCE AU RWANDA

La décolonisation de la RDC a été très différente de celle du Rwanda. Gillian Mathys établit une comparaison éclairante :

> « […] les processus de décolonisation au Congo et au Rwanda différaient considérablement. Alors qu'au Congo, la lutte pour la décolonisation a été présentée comme une indépendance vis-à-vis des Belges, au Rwanda, des partis tels que APROSOMA, Rader et PARMEHUTU[2] se sont rassemblés autour de changements politiques exigeants qui changeraient le pouvoir de l'élite dirigeante, des autorités tutsies "coutumières" qui avaient pu perpétuer et étendre leur pouvoir avec l'aide des Belges. Cependant, le fait qu'ils aient pu aller aussi loin qu'ils l'ont fait n'était pas seulement le résultat de leur organisation et de leur capacité

2. Sur l'origine et l'organisation des partis politiques du Rwanda et du Burundi à la décolonisation, cf. les rapports contenus dans les fiches de l'Administration coloniale établies pour : APROSOMA, le 3 octobre (pp. 96-98) ; INKOMEZAKURINDA (« ceux qui sont décidés à marcher de l'avant »), le 24 septembre 1959 (p. 99) ; Mouvement social Muhutu, le 5 octobre 1959 (pp. 100-101) ; Union nationale africaine au Ruanda-Urundi (UNARU), le 16 septembre 1959 (pp. 106-107) ; Union nationale ruandaise (UNAR), le 29 septembre 1959 (pp. 108-109) ; Unité et progrès du Burundi (UNIPRO), le 29 septembre 1959 (110). Cf. Répertoire politique des partis politiques au Ruanda-Urundi ; archives MRAC, fonds De Doncker ; HA.01.0320.11.

de mobilisation populaire. La seule façon dont ils ont atteint leurs objectifs, c'est parce que les Belges ont également changé de cap.

Alors qu'entre les années 1920 et 1950, la politique des Belges avait été de soutenir l'élite dirigeante tutsie comme leurs alliés préférés dans la gouvernance du pays, les Belges ont changé d'alliés au cours des années 1950 en faveur de l'élite hutue émergente.

Cependant, comme je l'ai montré au chapitre 6, cette perception différente de la nature et source la plus importante de "l'oppression" n'était pas seulement présente parmi les élites hutues. Les expériences de domination coloniale différaient également parmi la population rurale au Rwanda et au Congo.

Alors qu'au Congo, les expériences de "violence" ont été principalement identifiées comme émanant des Belges, au Rwanda, les gens ont fait référence à la domination oppressive des autorités "coutumières" et à la dureté des mécanismes de contrôle du travail "traditionnels" tels que l'*uburetwa*[3] et le *shiku* comme causant des difficultés. […] le régime oppressif des chefs tutsi et les mécanismes de contrôle du travail […] ont été cruciaux pour la politique économique des Belges au Rwanda (et par extension aussi au Congo belge), car ils ont poussé les gens à travailler. […] le déroulement différent de la lutte de décolonisation montre que même si le Rwanda était administrativement unifié avec le Congo belge, et même s'ils étaient unis à la hanche, la frontière qui séparait le mandat de la colonie divisait également différentes juridictions et un ensemble différent de politiques, façonner différentes réalités qui ont conduit à des résultats différents pendant la colonisation. […] ces perceptions du passé ne peuvent être séparées des histoires "nationalistes"» qui ont émergé après l'indépendance.

[…] Alors que certaines [mémoires] affirmaient à propos de la période coloniale qu'"il n'y avait pas de frontière à cette époque", la décolonisation du Congo a transformé la frontière autrefois intérieure en frontière internationale. Cela a créé des problèmes pratiques pour les gouvernements et la population des deux côtés de la frontière. L'union administrative entre le Congo belge et le Rwanda, par exemple, a fait qu'après l'indépendance du Congo, des problèmes monétaires sont apparus. De plus, dans la zone urbaine "transfrontalière", une grande partie des infrastructures a été partagée, comme les écoles, les aéroports, l'eau et l'électricité. Kamembe et Cyangugu, par exemple, dépendaient de l'eau et de l'électricité provenant de Bukavu.

Le fait que les relations tendues entre les Belges au Rwanda et les Congolais conduisent à une augmentation du maintien de l'ordre – et dans certains cas à la militarisation de la frontière – a dû sensibiliser les riverains au fait que les choses avaient changé. Alors que la "différence" était cruciale pour comprendre comment la zone "transfrontalière" a vu le jour, le passage d'une frontière intérieure à une frontière nationale n'a fait que souligner les différences déjà existantes entre les deux territoires » (Mathys 2014 : 347-348).

L'indépendance non simultanée du Congo belge (1960) et du Ruanda-Urundi (1962) causa des problèmes à l'Administration belge au Rwanda. Au cours des années 1960-1962, la proximité d'un Congo indépendant, les liens transfrontaliers entre le Rwanda, toujours sous mandat des Belges, et un Congo (relativement) hostile aux Belges, étaient devenus une menace pour l'Administration belge au Rwanda. Cette situation entraîna une militarisation de la frontière. C'est à cette époque que l'ancienne frontière « intérieure » devint une frontière « nationale » (Mathys 2014 : 326).

Faire la lecture des événements de 1959 au Rwanda, avertit Gillian Mathys, n'est pas une tâche facile, étant donné la perception profondément différente des camps antagonistes tutsi ou hutu. Car ici, la « politique » de l'histoire a été et reste très répandue, continuant à conditionner la société. Mathys présente la situation.

« [Élisabeth] King, par exemple, a constaté que beaucoup de Hutu – mais pas tous – voient les événements de 1959 comme une "révolution sociale", qui a libéré les Hutu de l'injustice sociale. Dans le même temps, beaucoup de Tutsi, mais pas tous, semblent y voir une révolte provoquée par les Belges et un précurseur du génocide (King 2009 : 138). Cette dernière version est également celle adoptée par le régime actuel. Paul Kagame voit une ligne de continuité entre les événements de 1959 et 1994, quand il dit : "Le génocide au Rwanda a sa propre histoire, il remonte à longtemps. Le génocide a commencé en 1959, puis en 1963, 1966, 1967, 1973, 1993, 1994" (Paul Kagame, cité dans Eltringham 2004 : 36). Cependant, ces différentes perceptions de l'histoire pourraient aussi être le résultat de l'éducation. Comme le souligne King, dans le cadre du programme d'histoire du Rwanda sous Kayibanda et Habyarimana, la révolution de 1959 a reçu le plus d'attention et semble avoir été présentée comme "[...]

3. C'est une forme de travail de corvée effectué pour le chef en échange de la tenure des terres arables.

la majorité a pris le pouvoir dans un esprit de libération, de justice et de démocratie, et que la révolution a renversé le féodalisme et *l'ubuhake* (King 2014 : 105)" » (Mathys 2014 : 330-331).

Pour comprendre les événements de 1959, Mathys souligne la nécessité de revenir à la période de l'après-Seconde guerre mondiale du Rwanda. Elle relate l'évolution de la situation et les violences qui poussent à l'exil des masses de réfugiés rwandais au Congo.

« Comme pour de nombreuses colonies africaines, la Seconde Guerre mondiale a été un moment décisif dans l'histoire du Rwanda. Après la guerre, les zones mandatées sont devenues des territoires de tutelle sous l'administration des Nations unies. Le passage du "mandat" à la "tutelle" a été significatif, car les objectifs politiques de la tutelle étaient beaucoup plus importants que ceux d'un mandat et, en tant que tels, ont légué un changement de politique de la part de l'Administration belge. Au lieu de la position tiède à l'égard des autorités indigènes et des structures politiques, l'objectif officiel des autorités belges est devenu de "mettre fin au régime féodal" (Lemarchand 1970b : 79). Ce changement de politique a également été dicté par le Conseil de tutelle de l'ONU, qui a été consterné par les inégalités sociales et politiques au Rwanda, et a exhorté à un mouvement vers plus de "démocratisation" (Newbury 1988 : 184).

Cependant, les politiques nécessaires pour parvenir à une telle fin n'étaient souvent appliquées qu'à contre-cœur. Alors que, par exemple, l'abolition de l'*ubuhake* en 1954 par *mwami* Rudahigwa est aujourd'hui rappelée dans les récits "officiels" de l'histoire comme un pas majeur vers la démocratisation[4], en réalité cela n'a guère été fait pour éliminer l'exploitation des clients par leurs patrons et chefs. Alors que les clients avaient droit à la pleine propriété d'une partie de leur bétail au lieu de l'usufruit, les clients contrôlaient toujours la terre et, en tant que telle, les pâturages sur lesquels le bétail pouvait paître. De même, même si *uburetwa* avait été aboli officiellement en 1949 et remplacé par des paiements en argent, le travail était toujours demandé en dehors de la loi par les chefs. En ce qui concerne la démocratisation des institutions politiques, les signes des temps changeaient également, même si, comme c'était le cas avec *ubuhake*, l'engagement de l'Administration était tiède au début. En 1952, par exemple, des conseils consultatifs ont été introduits à tous les niveaux de la hiérarchie administrative. Pourtant, ceux-ci ont fait très peu pour réellement "démocratiser" le pouvoir, car les Hutu étaient encore dans une large mesure exclus des échelons supérieurs de la hiérarchie administrative et restaient même aux niveaux les plus bas une minorité.

Néanmoins, même si ce sont encore les Belges et l'élite tutsi qui tirent les ficelles, une élite hutu se forme. Cette élite était principalement formée par ceux qui avaient une éducation au-delà du niveau primaire. Cette élite a trouvé dans *Kinyamateka*, l'hebdomadaire de l'Église catholique, un canal pour propager leur mécontentement face à la lenteur avec laquelle le pays se démocratisait, en particulier à partir de 1956. Ce mécontentement contenait les germes des événements de 1959 et du renversement du complexe politique tutsi.

Les premiers partis politiques ont été créés en 1959, afin de participer aux élections générales qui devaient avoir lieu à la fin de 1959. Les partis politiques les plus importants étaient l'UNAR (Union nationale rwandaise), le RADER (Rassemblement démocratique rwandais), l'APROSOMO (Association pour la Promotion sociale de la masse) et le PARMEHUTU (Parti du Mouvement de l'Émancipation Hutu).

L'UNAR était un parti tutsi monarchiste, défendant les intérêts de l'élite dirigeante tutsi et était anti-belge. Alors que de nombreux chefs importants du Rwanda n'avaient pas de véritable mandat pour l'UNAR, ils étaient de fervents partisans du parti. Il semble que les sentiments anti-belges aient également été partagés par les soi-disant swahilisés dans les centres urbains, certains d'entre eux soutenant ouvertement l'UNAR. Ramazani bin Mustafa, par exemple, était l'un des dirigeants de l'UNAR. Toutefois, il serait erroné de considérer l'UNAR comme étant uniquement tutsi. Les Hutu faisaient également partie du mouvement, et Rukeba par exemple (l'un des dirigeants les plus importants) aurait été Hutu, et à moitié Congolais[5]. De

4. Le *mwami* Rudahigwa est aujourd'hui salué comme un héros national (*Imena*) lors de la Journée nationale des héros (1er février). L'abolition de l'*ubuhake* est toujours mentionnée comme l'une de ses réalisations les plus importantes.

5. Rukeba était sous-chef de la chefferie Biru. En 1944, il est déposé par les Belges après un conflit avec Biniga, chef de Biru. Selon Lemarchand, son conflit avec l'Administration qui a conduit à sa relégation et ses contacts étroits avec Musinga (qui est resté dans le territoire de Cyangugu avant d'être déporté au Congo), expliquent son soutien à la monarchie et sa position anti-belge (Lemarchand 1970 : 158). Rukeba

même, pas tous les Tutsi – pas même tous les membres de l'élite tutsie – étaient des partisans de l'UNAR. En outre, en particulier après l'exil des dirigeants de l'UNAR, différentes factions au sein de l'UNAR ont émergé.

RADER était le parti qui avait été fondé avec l'aide du diocèse de Kabgayi pour contrer l'UNAR. RADER unit les Tutsi et les Hutu progressistes, et est favorable aux Belges.

APROSOMO a été créé en 1957 par Gitera Habyarimana. Il a été transformé en parti politique en 1959. APROSOMA a défendu la libération de tous les groupes "opprimés" au Rwanda, hutu et tutsi pauvres. Cependant, APROSOMA a été très vitriolique en attaquant la monarchie et le cadre dirigeant des Tutsi. Si APROSOMA et PARMEHUTU trouvent leur origine dans le même mouvement social (Mouvement social muhutu), leurs plateformes diffèrent considérablement, ce qui indique que les élites politiques hutues sont divisées en interne.

Contrairement à APROSOMA, PARMEHUTU, dirigé par Grégoire Kayibanda, a choisi de travailler sur une base ethniquement définie et avait une forte position anti-Tutsi. Néanmoins, au début, PAREMEHUTU a accepté l'idée d'une monarchie constitutionnelle, mais dans le contexte d'une société plus démocratiquement organisée. Tout comme RADER, tant PARMEHUTU qu'APROSOMA n'exigeaient pas nécessairement une indépendance directe vis-à-vis des Belges.

Les positions différentes de l'UNAR et du PARMEHUTU/APROSOMA traduisent à quel point les attitudes à l'égard du colonialisme différaient de manière significative pour une partie du cadre dirigeant tutsi d'une part, et la masse des Hutu (et des pauvres Tutsi) d'autre part. Alors que l'UNAR a constamment appelé à l'indépendance vis-à-vis des Belges, PARMEHUTU et APROSOMA n'ont pas ciblé les Belges, mais plutôt l'élite dirigeante. On sait peu de choses sur l'implication des Twa dans ces mouvements et leurs rôles politiques, mais il se pourrait que les documents des archives donnent un aperçu de leurs implications.

Les événements de 1959 doivent être considérés dans le contexte de la mort de Rudahigwa et des élections de 1959. En juillet 1959, *mwami* Rudahigwa meurt à Bujumbura. Bien qu'il soit décédé officiellement d'une hémorragie cérébrale, les rumeurs s'interrogent encore sur les "vraies" causes de sa mort. Son successeur, *mwami* Kigeri Ndahindurwa a été choisi par les traditionalistes conservateurs à la Cour, sans attendre le fiat des autorités belges. Selon Newbury, le fait que Kigeri Ndahindurwa ait été choisi sans consultation avec les Belges a montré qu'ils avaient perdu le contrôle de la situation, ce qui a convaincu les Hutu qu'ils devaient se préparer plus rapidement à d'éventuels affrontements violents.

Les premiers affrontements ont lieu en novembre 1959. Des rumeurs ont commencé à se répandre sur des sympathisants de l'UNAR ayant attaqué et tué Mbonyumutwa, un sous-chef hutu à Gitarama. Alors que les rumeurs sur l'attaque étaient vraies, celles sur sa mort ne l'étaient pas. Néanmoins, c'est l'événement qui a enflammé la poudrière. Alors qu'à Gitarama, cela a coûté la vie au sous-chef tutsi Nkusi, tuer des Tutsi semblait – du moins à ce moment-là – ne pas avoir été le but principal de la révolte, bien que de nombreux Tutsi aient effectivement été tués. Dans la plupart des cas, des huttes tutsies (probablement des milliers) ont été pillées et incendiées, tandis que leurs habitants s'enfuyaient. Au cours de cette étape, la colère ne semble pas avoir été dirigée contre la monarchie, mais plutôt contre les cadres dirigeants (les autorités "coutumières"). Apparemment, beaucoup de Hutu étaient convaincus que le *mwami* lui-même avait donné l'ordre de mettre le feu aux huttes des Tutsi. Cependant, il est important d'ajouter que la violence elle-même, et l'organisation de cette violence, ont divergé d'une région à l'autre du Rwanda.

Dans la foulée, de nombreux Tutsi (et Hutu) ont fui le pays, se rendant au Congo, au Burundi, en Ouganda et en Tanzanie ; pourtant, la population Tutsi ciblée a commencé à s'organiser également. Depuis Nyanza, des attaques ont été lancées contre les dirigeants hutu. De nombreux Hutu ont été tués, tandis que les Hutu capturés ont été torturés par des membres de l'UNAR. Des dirigeants tels que Kayibanda et Habyarimana étaient soit protégés par les Belges, soit se cachaient. En raison de l'intervention de Logiest, résident spécial du Rwanda (il avait été muté à la mi-1959 de Stanleyville par l'Administration coloniale belge), et de la mise en œuvre de l'état d'urgence et d'un régime militaire, un calme relatif – bien que non durable – a été rétabli au Rwanda vers le 14 novembre.

Immédiatement après cette révolte, les autorités belges ont été confrontées à un problème : qui devait remplacer les nombreux chefs et sous-chefs tutsi qui avaient été tués, démissionnés, avaient fui ou avaient été arrêtés à la suite de ces événements ? Il était clair

n'était pas le seul Hutu de l'UNAR. Voir par exemple AAB, RWA 276, semaine du 24 au 30 janvier 1960. Ce document mentionne un propagandiste hutu pour l'UNAR (cité par Mathys 2014 : 332-333).

que les Belges ne voulaient faire aucun effort pour restaurer l'autorité des chefs tutsi, et en tant que tels, ils décidèrent de nommer de "nouveaux" chefs hutu, en attendant les résultats des élections qui devaient avoir lieu en juillet 1960.

Pourtant, ni la nomination des chefs hutu, ni les élections n'ont été en mesure d'apaiser complètement la situation au Rwanda. En 1960 et 1961, des huttes de Tutsi ont encore été brûlées et des Tutsi tués (tensions exacerbées avant les élections de 1960 et 1961). Ces meurtres ont donné lieu à des attaques de représailles à la fois de l'intérieur du Rwanda et de Tutsi en exil en Ouganda, au Burundi et au Congo[6].

Lors des élections législatives de 1961, les partis hutu l'emportent avec une majorité écrasante. Le référendum tenu au même moment a décidé que la monarchie serait abolie. Le 1er juillet 1962, le Rwanda a officiellement obtenu son indépendance de la Belgique » (Mathys 2014 : 331-335).

6. Dans le « Rapport de la mission Teuwen », le *mwami* Bigaruka a également accusé les « réfugiés » d'avoir tenu des réunions pour organiser une attaque armée contre leurs adversaires au Rwanda (RDC 1966 : 919).

Voici une sélection de photos en rapport avec les événements dans le territoire du Ruanda-Urundi. Lorsque la situation déborda, une mission de l'ONU s'était rendue sur le terrain en mars 1960. Celle-ci était composée de Mason Sears (États-Unis), Omar Lufti (RAU), Miguel Solano Lopez (Paraguay) et P. Edmonds (Nouvelle-Zélande) et ses différentes étapes au Ruanda-Urundi : Ngozi (rencontre avec Mgr Joseph Martin), Kitega (rencontre avec le roi Mwambutsa IV, le chef Bigayimpunzi), Nyanza et l'accueil par une manifestation de l'UNAR exigeant l'indépendance immédiate, Kabgayi (rencontre avec Mgr André Peraudin et l'abbé Innocent Gasabwoya), Gitarama et l'accueil par une manifestation du PARMEHUTU souhaitant la poursuite de la tutelle belge, Kigali et la rencontre avec les hommes politiques du Rwanda comme Kigeri V Ndahindurwa, Guy Logiest, Étienne Rwigemera, Prosper Bwanakweli, François-Xavier Ruzibiza, Lazare Ndazaro, Dominique Mbonyumutwa, Grégoire Kayibanda, Anastase Makuza, Joseph Habyarimana Gitera, Gaspard Cyimana, et enfin, Ruhengeri et la visite du barrage hydroélectrique de Ntaruka.



Devant le Tribunal du *mwami* Kigeri V à Nyanza, en mars 1960, les membres de la mission de visite de l'ONU et les secrétaires entourent le *mwami* du Rwanda. (2018.5.34-4, collection MRAC ; photo P. Laval (Inforcongo), 1960 © MRAC/Laval.)



P. K. Edmonds (Nouvelle-Zélande), Omar Loutfi (RAU), Kigeri V Jean-Baptiste Ndahindurwa (*mwami* du Rwanda), Mason Sears (États-Unis), Miguel Solano Lopez (Paraguay), (?), H.G., Guy Logiest.
(HP.2001.20.14.5, collection MRAC ; photographe non identifié (Inforcongo), 1960 © MRAC.)



Sur cette photo, on reconnaît le *mwami* Mwambutsa IV Bangiricenge.
(HP.2001.20.14.4, collection MRAC ; photographe non identifié (Inforcongo), 1960 © MRAC.)



Mars 1960 au Rwanda, lorsque la situation déborde et que Kigeri V Jean-Baptiste Ndahindurwa harangue les manifestants pour gagner le calme. Sans succès.
(HP.2001.20.14.19, collection MRAC ; photographe non identifié (Inforcongo), 1960 © MRAC.)

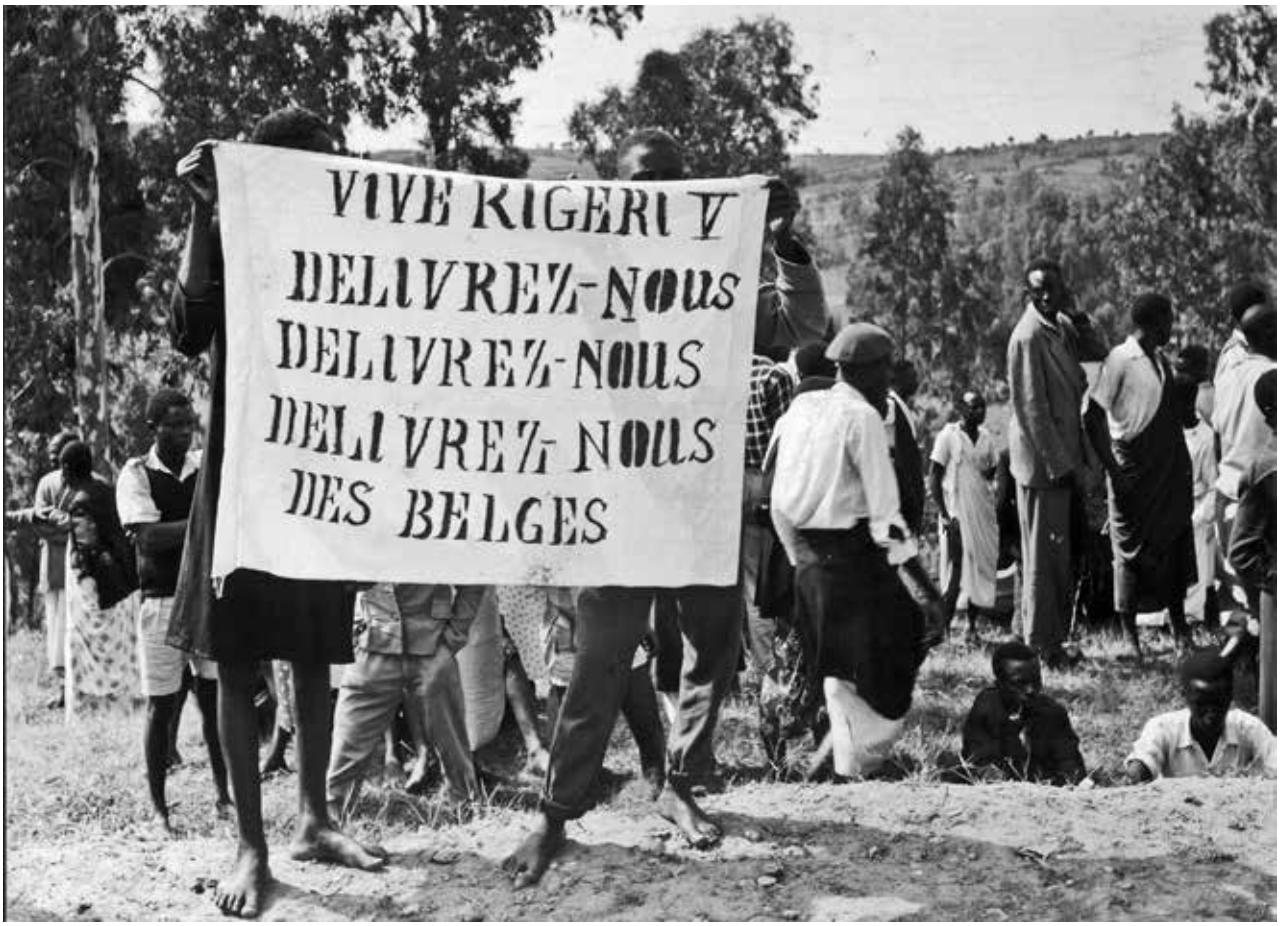


La foule à Ngozi.
(HP.2001.20.14.10, collection MRAC ; photographe non identifié (Inforcongo), 1960 © MRAC.)

Dans les messages affichés par les deux camps qui s'affrontent, on apprend que :
a) les Tutsi sont anti-Belges et pour l'indépendance :



Manifestants du parti UNAR (Abatutsi) à Gitarama à l'occasion du passage de la mission de visite ONU, mars 1960.
(2018.5.34-5, collection MRAC ; photo P. Laval (Inforcongo), 1960 © MRAC/Laval.)



Au mois de mars 1960, des manifestants tutsi du parti UNAR à Gitarama.
(2018.5.34-8, collection MRAC ; photo P. Laval (Inforcongo), 1960 © MRAC/Laval.)

b) les Hutu sont pro-Belges et exigent l'abolition de la monarchie et de la domination tutsi :



Mars 1960, des manifestants du parti APROSOMA (Bahutu) à Gitarama à l'occasion du passage de la mission de visite de l'ONU.
(2018.5.34-6, collection MRAC ; photo P. Laval (Inforcongo), 1960 © MRAC/Laval.)





Au mois de mars 1960, des manifestants (hutu) du parti PARMEHUTU rassemblés le long de la route de Kigali à Ruhengeri à l'occasion du passage de la mission de visite de l'ONU.
(2018.5.34-15 et 2018.5.34-16, collection MRAC ; photos P. Laval (Inforcongo), 1960 © MRAC/Laval.)







Au mois de mars 1960 : entre Gitarama et Kigali, des manifestants des partis APROSOMA et PARMEHUTU acclament les membres de la mission de visite de l'ONU. (2018.5.34-11, 2018.5.34-19 et 2018.5.34-20, collection MRAC ; photos P. Laval (Inforcongo), 1960 © MRAC/Laval.)

La situation au Burundi en quelques photographies



Le PDC dit : « D'abord la démocratie, l'indépendance ensuite ».
(HP.2001.20.14.31, collection MRAC ; photographe non identifié (Inforcongo), 1960 © MRAC.)







À Usumbura, le 18 septembre 1961, la foule au bureau principal de la cité. Les élections générales au Burundi sont remportées par l'UPRONA.
(HP.2007.11.7-126, 2007.11.7-127 et 2007.11.7-125, collection MRAC ; photos De Bauw ; tous droits réservés.)



Le bourgmestre.
(HP.2007.11.7-117, collection MRAC ;
photo De Bauw ; tous droits réservés.)



L'administrateur belge de territoire.
(HP.2007.11.7-116, collection MRAC ;
photo De Bauw ; tous droits réservés.)







Le camp des déplacés tutsi de Bugesera et leur inscription sur les listes électorales pour le référendum de septembre 1961.
(HP.2007.11.7-118, HP.2007.11.7-119 et HP.2007.11.7-121,
collection MRAC ; photos De Bauw ; tous droits réservés.)



L'officier belge Guy Logiest muté à la mi-1959 de Stanleyville au Rwanda a joué un rôle actif dans les événements de ce pays, jusqu'à son indépendance en 1962. Pour avoir été favorable à son camp politique, en juillet 1982, au camp militaire de Kigali, il reçoit du président Juvénal Habyarimana la Croix de Grand Officier de l'Ordre des Mille Collines.
(HP.2001.20.23.63 et HP.2001.20.23.64, collection MRAC ; photographe non identifié ; tous droits réservés.)

Sur ces événements, Mathys pense que les actions des Belges ont été façonnées à la fois par les préoccupations internes rwandaises et par leurs obligations envers l'ONU. Toutefois, dit-elle, il est également possible que leurs décisions, et en particulier la position des Belges à l'égard de l'UNAR, aient été motivées par les développements transfrontaliers au Congo, et en particulier par les liens de l'UNAR avec le Mouvement national congolais/Lumumba (cf. *infra*) (Mathys 2014 : 335). En fait, au courant de l'année 1959, des délégations du Ruanda-Urundi participèrent au Congo aux rencontres politiques organisées par les partis nationalistes et unitaristes, dont le congrès d'avril à Luluabourg et celui de Patrice Lumumba d'octobre à Stanleyville[7]. En marge de la Table ronde politique de Bruxelles (du 20 janvier au 20 février 1960) qui fixa l'octroi de l'indépendance au Congo au 30 juin 1960, Lumumba rendit public ce communiqué : « […]. Le Mouvement national congolais (MNC) a pris connaissance du manifeste publié par les étudiants du Ruanda-Urundi et par lequel les habitants de ce territoire réclament l'accession de leurs pays à l'indépendance à la même date que le Congo et, surtout, leur désir de voir le Congo et le Ruanda-Urundi former une fédération. Le MNC, après avoir pris contact avec les dirigeants politiques du Ruanda-Urundi, appuie de toutes ses forces la revendication légitime du peuple ruandais à disposer de lui-même. Le MNC assure tous les compatriotes ruandais de son total et fraternel appui. »

Le souhait de mutualisation des combats politiques des Congolais et des Ruando-Urundais n'avait pas conduit à la proclamation des indépendances simultanées de leurs pays. Ce décalage entraîna d'autres formes de relations. René Lemarchand écrit : « Mais cette politique [de soutien aux Hutu] semblait encore plus impérative après l'indépendance du Congo-Kinshasa, lorsque de nouvelles connexions ont été établies entre des éléments tutsi en exil et certains partis congolais pour lesquels l'Administration n'avait que de minces sympathies. Alors qu'il devenait évident que la direction de l' UNAR en exil courtisait le soutien du MNC-Lumumba, et que la rumeur se répandait que les branches locales du MNC au Congo (en particulier à Goma et à Bukavu) accordaient une aide financière et militaire aux dirigeants tutsi – probablement pour les aider à se frayer un chemin dans le pays – les soupçons belges sur les tendances pro-communistes de l'UNAR se sont durcis en certitude » (Lemarchand 1970b : 176).

Le rapprochement du MNC/L avec le parti tutsi UNAR s'inscrit dans un contexte historique que Mathys présente comme suit :

> « […] les années 1950 ont été une période de croissance économique rapide dans les centres urbains de Goma et Bukavu, entraînant l'émergence d'un

7. Il y avait la délégation de l'UNAR. Louis Rwagasore avait été de la partie dans la délégation du Ruanda-Urundi, d'après les listes établies par le parquet de Stanleyville dans l'affaire des émeutes de Stanleyville et le rôle de Lumumba.

complexe transfrontalier, transcendant la frontière. La grande présence européenne dans les centres urbains de Goma et Bukavu a également créé des opportunités pour l'élite éduquée. […] pour de nombreux Hutu, l'accès à ces réseaux économiques transfrontaliers leur a permis d'acquérir une certaine indépendance vis-à-vis des structures économiques au Rwanda et a eu un effet émancipateur, car il a entraîné une plus grande indépendance vis-à-vis des chefs. Cependant, cela leur a également donné accès à des infrastructures qui ne leur étaient pas nécessairement disponibles ou accessibles au Rwanda.

Munyangaju, un dirigeant important d'APROSOMA, a été exemplaire à cet égard. Originaire de Butare, il s'installe à Kinyaga dans les années 1940 afin de travailler comme commis dans une firme européenne à Bukavu. Ses origines à Butare signifiaient qu'il n'était en aucun cas lié ou dépendant des chefs de Kinyaga. Son emploi à Bukavu l'a mis en contact avec d'autres Hutu qui jouissaient également d'un degré d'indépendance similaire. Peut-être plus important encore, cela lui a donné accès à des ressources pour propager ses idées politiques. Son journal *Soma*, critiquant par exemple l'usage arbitraire du pouvoir par les chefs, a été imprimé à Bukavu et non au Rwanda.

De nombreux dirigeants de l'UNAR/Gisenyi étaient également employés à Goma, et la branche UNAR/Cyangugu tenait régulièrement des réunions à Bukavu. Pourtant, ces mouvements allaient aussi dans l'autre sens. Avant l'indépendance congolaise, le MNC/L n'était pas seulement actif au Congo. Une aile active du parti opérait à Kamembe, et de nombreuses réunions de MNC/L Bukavu ont eu lieu à Cyangugu à l'*Hôtel des Chutes*. À Gisenyi, ils avaient aussi une aile. […] contrairement aux autres partis politiques au Rwanda, l'UNAR s'est efforcée de décoloniser rapidement et a eu une position particulièrement anti-belge. Déjà avant l'indépendance congolaise, les Belges craignaient que les liens de l'UNAR avec la multinationale ne radicalisent la multinationale. Le fait que Lumumba aurait exprimé sa sympathie à Kigeri et "son désir de libérer son peuple de la domination coloniale" n'a fait qu'accroître les inquiétudes des Belges quant aux liens entre l'UNAR et le MNC/L.

Apparemment, dans certains cas, ces liens politiques transfrontaliers ont également exporté des conflits politiques de l'autre côté de la frontière. Selon les rapports des services de renseignement belges [...] des membres de partis rwandais (qui n'étaient pas UNAR) avaient été menacés à Gisenyi par des membres du MNC. De même, des Hutu travaillant à Goma auraient été menacés par des membres de l'UNAR et d'autres Congolais en raison de leur prétendue adhésion au PARMEHUTU.

À l'approche de l'indépendance de Goma, la situation au Rwanda est devenue de plus en plus tendue. Les membres de l'UNAR à Goma répandaient des rumeurs sur une invasion imminente des Bugoyi du Congo immédiatement après l'indépendance, suscitant la peur parmi la population de Gisenyi et parmi les Belges qui ont apparemment envoyé des paracommandos pour protéger la frontière » (Mathys 2014 : 337-338).

Après la victoire du PARMEHUTU aux élections générales de 1961, les Tutsi en majorité quittent le Rwanda et beaucoup deviennent réfugiés au Congo. R. Gafandi écrit : « Mars 1962 : les intéressés (réfugiés tutsi rwandais) se sont infiltrés dans les différentes couches de la population tant urbaine que rurale et vivent moyennant des aides du peuple, du gouvernement provincial et des institutions de bienfaisance publique… » (Gafandi 1962 : 5). Combien étaient ces réfugiés ? Plus de 30 000 à Bukavu selon le Mouvement d'Union ruandaise (*Dignité nouvelle* 1961 : 4).

Le Rwanda accéda à l'indépendance le 1er juillet 1962 et le Muhutu Grégoire Kayibanda, surnommé l'« ermite de Gitarama », dit l'homme qui mit fin à la monarchie tutsi, devint le 1er président du Rwanda[8]. Sur le terrain, cela ne calma pas la situation ; les turbulences continuèrent encore en 1963 et 1964.

René Lemarchand affirme que les estimations sont très difficiles à faire pour le nombre de morts que la violence anti-tutsi a engendré pendant cette période de la décolonisation (Lemarchand 1970b : 195-196). Mamdani donne un aperçu des différents chiffres, mais ne distingue pas les vagues de meurtres, incluant également ceux de 1963, qui semblent avoir été les pires (Mamdani 2002 : 130)[9].

Sur la situation des réfugiés qui arrivent au Kivu, Gillian Mathys écrit :

> « La crise de 1959 et les troubles qui s'ensuivent au Rwanda mettent en branle un grand mouvement de réfugiés (majoritairement tutsi, mais aussi quelques

8. Par ordonnance du 20 octobre 1960, il avait été nommé chef de gouvernement provisoire du Ruanda dont la formation allait être annoncée le 26 octobre. Pendant ce temps, le *mwami* Kigeri était à Léopoldville.

9. Nigel Eltringham (2014 : 38-41) donne également un bon aperçu.

Hutu)[10]. Malheureusement, étonnamment, peu de choses ont été écrites sur cette crise des réfugiés au cours de laquelle un nombre estimé à 120 000 réfugiés se sont installés en Ouganda, en Tanzanie, au Burundi et au Congo entre 1959 et 1963. La majeure partie de ces réfugiés – environ 60 000 – se sont retrouvés au Congo (Archives de l'ONU, Encadré S-0201-0025-0003, Bureau des affaires politiques spéciales, IX-1, Santé et services sociaux, Réfugiés 1961-1962, "Le Haut-Commissariat suit la situation des réfugiés du Ruanda-Urundi").

Toutefois, entre 1959 et 1963, tant l'intensité des flux de réfugiés que la composition des réfugiés différaient. Immédiatement après les événements de 1959, de nombreux réfugiés n'ont pas immédiatement traversé la frontière. La plupart d'entre eux ont cherché refuge dans la CEC et dans les églises et les paroisses, comme ils l'ont fait en 1994. Par ailleurs, les Belges ont également tenté de réinstaller des réfugiés à l'intérieur du pays.

Selon Rachel Yeld, avant la deuxième grande flambée de violence en décembre 1963[11], la grande majorité des réfugiés qui ont fui à travers les frontières du Rwanda soutenaient l'UNAR et la monarchie, et devaient une loyauté personnelle au *mwami* Kigeri. De nombreux Tutsi qui ne soutenaient pas activement l'UNAR ou les chefs traditionnels dans leurs régions locales, ceux qui n'étaient pas impliqués dans la politique ou ceux qui soutenaient l'émancipation du PARMEHUTU et des Hutu, sont restés au Rwanda. En outre, certains dirigeants de l'UNAR protégés par des individus socialement puissants soutenant le nouveau régime sont également restés à la traîne.

Alors que beaucoup ont fui les différentes explosions de violence, d'émeutes et de pogroms anti-Tutsi entre 1959 et 1962, Lemarchand souligne également que de nombreux réfugiés sont partis en raison de la nature impitoyable et arbitraire avec laquelle les nouveaux chefs hutu nommés par les Belges ont gouverné, car de nombreux abus de pouvoir ont été signalés. Par ailleurs, parmi les réfugiés en Tanzanie (novembre 1960-janvier 1961), les motifs de fuite n'étaient pas uniquement motivés par les persécutions du PARMEHUTU et la violence physique des membres du PARMEHUTU. Beaucoup ont évoqué la complicité des catholiques européens missionnaires et paracommandos belges dans l'organisation et le soutien des bandes armées.

À proximité de la frontière rwandaise/congolaise, "l'exil" a pris d'autres formes et, pendant un moment, probablement aussi moins permanentes. Les réfugiés de Biru, par exemple, ont passé la nuit au Congo, mais sont retournés au Rwanda pendant la journée afin de s'occuper de leurs champs et de chercher de la nourriture.

Beaucoup de réfugiés qui se sont installés au Congo entre 1959 et 1962 se sont installés dans des camps de réfugiés reconnus, comme celui de Bibwe et d'Ihuro [...]

Il semble que les liens entre les personnes dans cet espace "transfrontalier" aient également eu une influence sur la façon dont certains de ces réfugiés se sont installés dans les communautés d'accueil. À Mumosho, par exemple [...] l'un des marchands de bétail avait abrité certains de ses "amis" qui avaient fui les événements au lendemain de 1959. [...] lorsque les réfugiés rwandais sont arrivés (autour de Birava), la plupart d'entre eux ont continué vers les camps déjà établis, mais certains d'entre eux se sont séparés de la caravane de réfugiés afin de chercher refuge parmi leurs amis, souvent des personnes avec lesquelles ils avaient des liens d'amitié ou des liens familiaux. Compte tenu de l'importance des "connaissances" et des "réseaux" [...], il est très possible que d'autres réfugiés aient eu des trajectoires similaires.

De plus, la forte présence des Rwandais dans les centres urbains de Goma et de Bukavu, avant les événements de 1959, aurait également pu signifier que ceux-ci sont devenus des pôles d'attraction pour les réfugiés. Selon les estimations de l'Administration par exemple – bien que beaucoup d'entre eux soient probablement revenus par la suite – 17 000 Hutu et Tutsi du territoire de Cyangugu avaient cherché refuge à Bukavu à la fin de 1961. Bien que cela ne soit pas suffisant pour dire quoi que ce soit avec certitude, il serait intéressant de rechercher comment les réfugiés se sont installés et

10. « Selon un rapport de novembre 1960, la majorité des réfugiés au Kivu à cette époque étaient hutu, et non tutsi, ce qui semble étrange (AAB, Film 18, Chryseleges Ntaranyi, Note à l'intention de monsieur le chef du service des Affaires politiques du Ruanda-Urundi à Usumbura, novembre 1960 » (Mathys 2014 : 338).

11. Cette série de violences est le résultat d'assassinats ciblés de Tutsi au Rwanda en représailles aux attaques de commandos tutsi en provenance du Burundi. Vers Noël 1963, l'une de ces attaques réussit à arriver à moins de 25 km de Kigali. Cela aboutit à une attaque de représailles contre les Tutsi restants dans le pays, en particulier à Gikongoro. Dix mille personnes furent peut-être tuées au cours de ces meurtres, et beaucoup d'autres qui étaient restées après les événements des années précédentes allaient fuir (Mamdani 2002 :130.)

quelles relations diverses ils ont développées avec les communautés d'accueil à la suite de liens antérieurs[12].

Cependant, des tensions entre réfugiés sont également apparues. Selon les services de renseignement belges, certains réfugiés hutu ont été contraints d'acheter des cartes de membre de l'UNAR. D'autres réfugiés hutu, membres d'APROSOMA ou de PARMEHUTU, seraient maltraités par des Congolais après des instigations de chefs tels que Bideri.Toutefois, il serait erroné de considérer ces divisions comme suivant des lignes ethniques. Parmi les membres de l'UNAR en exil également, des tensions sont apparues. Alors qu'une scission entre les membres de l'UNAR s'est produite en 1962, à la suite d'accords dans le contexte de l'indépendance du Rwanda, ces divisions étaient probablement déjà apparentes plus tôt. À Bukavu, cette scission s'est ralliée autour du choix de participer aux élections (les plus jeunes) ou de mener une bataille armée contre les Européens et les Belges.

Gratien Sendanyoye, ancien président du tribunal de *mwami*, a été accusé d'avoir orchestré des campagnes de l'UNAR parmi les immigrés du Kivu. Compte tenu des soupçons avec lesquels ces immigrés étaient perçus par les Belges dans les années 1950 [...], de tels contacts n'étaient sans doute pas non plus réconfortants pour les Belges. En outre, il semble qu'il y ait eu une incursion infructueuse de combattants de l'UNAR (Hutu et Tutsi) qui résidaient à Kibabi (l'une des régions où les migrants étaient installés) au Rwanda en 1961.

Quoi qu'il en soit, pour les Belges, ce réservoir de réfugiés de l'autre côté de la frontière était déconcertant et leurs mouvements étaient suivis de près. Les réfugiés de 1959 ont été vus avec beaucoup de suspicion. Néanmoins, ce ne sont pas les réfugiés en général qui ont été ciblés, mais spécifiquement ceux qui ont occupé des fonctions et ceux qui ont des liens avec l'UNAR. [...]

La raison pour laquelle ces réfugiés étaient considérés comme un danger était le rôle politique qu'ils pouvaient jouer : "Les réfugiés semblent disposés à jouer un rôle politique actif au Rwanda, grâce à l'intervention de l'UNAR. [...] Il est très probable que le 'personnel' des réfugiés s'installera à Goma après l'indépendance congolaise, avec l'aide des extrémistes congolais (MNC). Si ce projet est réalisé, un dangereux foyer de subversion sera installé aux portes du Rwanda" (AAB, RWA 276, *Journal des Renseignements* 5, 31 mai 1960 » (Mathys 2014 : 338-342).

Mgr Faustin Ngabu (Hema de l'Ituri) du diocèse de Goma expliquait, en janvier 1981 :

> « L'indépendance du Rwanda a été accompagnée d'une âpre lutte tribale entre Tutsi et Hutu. Suite à cela, beaucoup de Tutsi se sont vus obligés de quitter le Rwanda et se sont réfugiés dans les pays environnants. Plusieurs milliers se trouvent encore au diocèse de Goma. La plupart sont venus entre 1959 et 1962. Ils vivent en deux "camps" : Bibwe, en [territoire] de Masisi et Ihula, en [territoire] de Walikale. Ces deux camps se trouvent à 150 km de la frontière du Rwanda [...]. Ces réfugiés s'y sont installés à demeure et jouissent des mêmes conditions de vie que la population environnante. Ils ont une carte de réfugié fournie par le Haut-Commissariat aux Réfugiés. Ils ont également une carte de citoyen [zaïrois]. Celle-ci leur est donnée [frauduleusement] par les autorités pour obtenir leurs voix lors des élections. Mais [...], une fois les élections finies, ces mêmes élus contestent leurs électeurs. La dernière vague de réfugiés tutsi, celle de 1972, s'est dirigée vers le Burundi ; quelques-uns seulement sont restés au Kivu » (Ngabu 1981 : 71).

3. L'AFFLUX DES REFUGIÉS TUTSI : UNE DONNE QUI VIENT ALOURDIR UNE SITUATION DÉJÀ CRISPÉE

C'est à l'indépendance que les Banyarwanda, ce terme collectif désignant les Hutu et les Tutsi, devinrent majoritaires à Masisi. Mais il s'agissait cette fois-ci, écrit Jason Stearns, « d'un groupe plus affluent, composé en grande partie de Tutsi, qui cherchait à fuir les persécutions, une révolution sociale ayant porté au pouvoir à Kigali une équipe dirigeante hutu. Ce groupe d'immigrants s'imposa rapidement dans le monde local de la politique et des affaires. Des familles au nom tutsi comme Gahiga, Makabuza, Bisengimana, Rwayitare et Karuretwa commencèrent à jouer un rôle prépondérant dans le secteur de l'hôtellerie, le commerce transfrontalier, les plantations de café et de thé, le tourisme, l'élevage et les télécommunications.

Ces nouveaux arrivants formèrent une part importante de l'élite de Goma, aux côtés des grandes pointures issues des classes supérieures tutsi locales.

12. Lemarchand (1970b : 210-211) note, par exemple, que l'arrivée de réfugiés entre 1959 et 1961 a ajouté aux tensions ethniques qui se manifestaient déjà au Kivu. Ces tensions ont atteint leur intensité en 1963, lorsque le Gouvernement central du Congo a conçu des plans pour mettre en place des provinces à dimension réduite dans l'ancienne province du Kivu (cf. *infra*).

Beaucoup de ces dernières venaient de la région frontalière prospère de Jomba, d'où leur surnom de Banyajomba. Parmi elles figurait Denis Ntare Semandwinga, un fidèle de Mobutu, qui allait par la suite jouer un rôle important dans le *leadership* du CNDP, et Cyprien Rwankabuba Shinga, le premier Tutsi congolais élu au Gouvernement au moment de l'indépendance. Cet afflux d'immigrés exacerba les tensions dans les zones rurales des Hauts-Plateaux, plus spécifiquement à Masisi, où de vastes acquisitions de terrains par les Banyarwanda rendirent furieuses les communautés établies, qui se rebiffèrent contre l'usurpation de leurs propres terres ancestrales par ces nouveaux venus » (Stearns 2012 : 11).

Des quelques familles qu'ils étaient jusque-là, établies sous la colonisation dans le Sud-Kivu par exemple, comparé au Nord-Kivu où la Mission de transplantation des Banyarwanda (MIB) organisée par l'Administration belge à partir de 1937 avait déversé plusieurs milliers de sujets rwandais, la province du Kivu avait été submergée au tournant de la décolonisation. Ils étaient donc des réfugiés, arrivés par plusieurs dizaines de milliers qui avaient dû fuir hâtivement, parce qu'ils étaient pourchassés, et avaient abandonné tout ce qu'ils avaient chez eux. Sous le couvert du Commissariat général de l'ONU, une partie seulement fut recensée et installée à partir de 1960 dans les centres suivants : Bibwe (dans la zone de Masisi), Ihula (dans la zone de Walikale) et Kalonge (dans la zone de Kabare). Cependant, peu portés aux activités agricoles, certains réfugiés politiques tutsi se sont éparpillés dans les grands centres et agglomérations du Congo.

La Ligue des Sociétés de la Croix-Rouge, dont le siège était établi à Bujumbura et celui de la sous-délégation à Bukavu, s'était chargée de protéger les réfugiés rwandais, les nourrir, les abriter et les soigner. Dans le Sud-Kivu, à cette époque, plus de 30 000 réfugiés étaient déjà répertoriés au cours de la seule période allant jusqu'à mars 1962. Pour leur installation, les réfugiés recevaient des espaces de terre pour les cultures et même des bétails, afin de subvenir à leur alimentation, une fois estompée l'aide reçue, échelonnée sur deux années (cf. le film *Opération Banyarwanda*, mai 1964, produit et réalisé par Henry Brandt).

Les réfugiés banyarwanda avaient cru qu'ils allaient vite retourner au Rwanda ; ils nourrissaient l'intention de se venger. Malgré leur statut de réfugiés, ils se mirent à s'occuper de politique, cherchant à créer des centres de formation d'une milice qui les aiderait pour la cause, à défaut de se maintenir au Kivu. Leurs principaux chefs politiques étaient Mvuyekure, Bitegetsimana et Midiburo (Archives du district du Nord-Kivu : 3). Ils se mirent à prêcher l'insurrection dans la chefferie Bahunde, notamment à Karuba, Kibabi, Bunyole, Mema, Kashebere, Katale et Ngungu.

Les réfugiés rwandais s'attachent à des réseaux pour s'implanter dans le Kivu. Dans le document intitulé « Plan de colonisation tutsi au Kivu (Nyamitaba 1962) », il est noté que ceux-ci bénéficient déjà de l'appui du gouvernement provincial de Jean Miruho. Deux ministres provinciaux étaient tutsi (l'un de Rutshuru et l'autre de Masisi), Cyprien Rwakabuba et Jean-Népomucène Rwiyereka. Dans la revue *Dignité nouvelle* éditée à Bukavu par le Hutu Marcel Bisukiro et le Tutsi Cyprien Rwakabuba, tous deux de la chefferie du Bwisha en territoire de Rutshuru, respectivement membres des gouvernements centraux à Léopoldville et provincial à Bukavu, il est dit : « Le gouvernement provincial [du Kivu] qui nous a toujours protégés et aidés n'ignore pas que les réfugiés rwandais ne seront pas considérés comme une société régulière dans le sens légal du terme sur le sol congolais étant donné le fait qu'ils espèrent toujours rentrer un jour dans leur pays. Sur quelles bases juridiques, veut-on installer les réfugiés rwandais ? » (Gafandi 1962 : 5). Par ailleurs, les « auteurs de ce plan de colonisation » demandaient à leurs congénères d'appuyer sans équivoque le gouvernement de Miruho, car le sort des intérêts tutsi dépendait de sa survie : « Dans ces temps difficiles, la chute de ce gouvernement, c'est notre chute »[13]. Or, on sait que la guerre a éclaté dans le territoire de Masisi (Nyamitaba, Matanda, Kibabi, Karuba) en septembre 1962, soit 4 mois après la chute du gou-

13. Les auteurs développent de la stratégie et font montre de prudence d'autant plus que leur premier allié (le MNC et son *leader* Lumumba) avait été éjecté du pouvoir au niveau national à Léopoldville. Ils écrivent : « La légalité : nous ne nous opposerons jamais à la province du Kivu-Nord parce qu'elle a été votée par la Chambre des représentants nationaux. Nous ne voulons pas non plus aller à l'encontre du désir du président Kasa-Vubu de voir les territoires de Rutshuru et Goma faire partie de la province du Nord-Kivu afin de ne pas subir le sort de Lumumba et tous les ambitieux qui l'ont combattu après l'accession du Congo à l'indépendance ».

vernement Miruho et 2 mois après l'indépendance du Rwanda et du Burundi, que les Tutsi et leurs alliés politiciens hutu du Bwisha se sont opposés à la création de la province du Nord-Kivu ou encore, lorsque la création de cette province devint inévitable, la fronde tutsi et des alliés hutu préférèrent rester dans le gouvernement provincial du Kivu-Central. C'est justement entre 1963 et 1965 pendant que Goma et Rutshuru étaient appelés « territoires contestés », date à laquelle ces territoires réintégrèrent la province du Nord-Kivu à l'issue d'un référendum empêché à la fin de 1962, que la situation s'aggrava considérablement sur le terrain à Goma, dans les territoires de Goma (devenu Nyiragongo), de Rutshuru et de Masisi[14].

En 1962, les réfugiés tutsi trouvant de l'appui dans la hiérarchie de l'Église catholique du Kivu et du Rwanda établirent leur « capitale » à Bibwe, dans le Masisi. En 1963, s'était déclaré le mouvement de rébellion dit « Kanyarwanda » dont Marcel Bisukiro aurait été (co)fondateur (Gérard-Libois & Van Lierde 1966 : 79). Une source internet relate les faits de la manière suivante :

> « Le *leader* nande Denis Paluku (ministre de l'Agriculture du gouvernement provincial du Kivu) déclara l'autonomie du Nord-Kivu. Ses deux collègues tutsi Cyprien Rwakabuba (ministre de l'Éducation) et Jean-Népomucène Rwiyereka (ministre des Finances) ainsi que le CDD du Nord-Kivu, Herman Habarugira, un autre Tutsi, s'opposent. Cependant, Denis Paluku parvient à rallier les autres groupes ethniques hunde et nyanga et les Hutu de Rutshuru dirigés par le *mwami* tutsi Ndeze. Par ailleurs les Tutsi, les Hutu de Masisi et ceux des environs de Goma et une partie de Rutshuru [dans la chefferie Bwito] maintiennent leur opposition. En réponse, Paluku envoie une expédition militaire dans le Masisi, les Tutsi y sont arrêtés et exécutés dans le Kiroshe. En prenant soin d'assimiler leur mouvement à la rébellion [simba], Denis Paluku obtient un soutien politique et militaire du Gouvernement central contre l'oppression des Tutsi et Hutu. On l'appelle "la guerre de Kanyarwanda", de 1963 à 1965 ». (www.lerassemblement populaire.com)

À cause des troubles générés qui constituèrent un danger extérieur au Rwanda à partir du Congo, l'assemblée provinciale du Nord-Kivu vota, lors de sa séance du 13 octobre 1965, une résolution-loi « tendant à expulser les Rwandais [...], résolution-loi qui, selon les termes du président de l'assemblée (séance du 18 octobre), « a provoqué de la part de nos concitoyens de Rutshuru et de Goma un mécontentement et risque de créer la discorde entre nos ethnies et surtout des répercussions internationales ». Mais cette loi fut suspendue, puis abrogée le 19 octobre, l'affaire Kanyarwanda étant renvoyée par le gouverneur devant le Conseil des chefs coutumiers (Gérard-Libois & Van Lierde 1966 : 79).

Mais les Banyarwanda vont pourtant connaître une ascension, davantage sous le régime Mobutu qui vint, dès son installation au pouvoir, supprimer la nouvelles provinces. Leur succès est lié d'abord à ce qui serait leur « duplicité », parfois affichant une attitude peu revendicative pendant les premières années post indépendance du Congo. Jean-Claude Willame en fait une longue présentation.

> « Les élites politiques banyarwanda, qui sont aussi solidement implantées dans l'administration provinciale à Bukavu, vont s'efforcer pendant toute cette période de jouer discrètement les utilités et d'adopter un profil bas. Conscientes de leur allochtonie, elles savent sans aucun doute qu'elles peuvent devenir soudainement l'objet de ressentiments tribaux sur un théâtre politique agité, complexe, où il n'y a pas d'arbitrage en vue. Leur situation est d'autant plus délicate qu'entre 1959 et 1964, des vagues de réfugiés tutsi, fuyant les pogroms du Rwanda voisin, s'installent et s'intègrent progressivement dans le Nord-Kivu et le Sud-Kivu. Selon le HCR, ils sont entre 50 et 60 000 à déferler du Rwanda au Zaïre entre les années 1959 et 1961. Sommairement installés dans des camps de réfugiés situés principalement dans les territoires de Masisi, Walikale et Kalehe, ils ne vont pas tarder à s'immerger progressivement dans le pays d'accueil. Les estimations du HCR ne comptabilisent plus que 25 000 réfugiés rwandais dans les années 1960-66 et 23 000 en 1972. Étant donné qu'ils sont condamnés à l'exil, on doit donc conclure qu'ils se sont bel et bien intégrés à la population congolaise : selon certains témoignages, beaucoup se sont fait enregistrer comme nationaux congolais dans le territoire de Rutshuru. Cette immersion a été facilitée par le fait qu'en 1967, le Gouvernement congolais décida de fermer tous les camps de réfugiés administrés par le HCR.

14. Dans le Nord-Kivu, plusieurs chefs coutumiers avaient associé ces événements à « la guerre des Inyenzi » ou des Tutsi pour la reconquête du pouvoir au Rwanda qui était coordonnée par le *mwami* Kigeri à partir de l'Ouganda (RDC 1966).

Par ailleurs, la législation du Congo indépendant est devenue beaucoup plus restrictive que la législation antérieure en matière de nationalité. Alors que la loi relative aux élections législatives de mars 1960 disposait que les ressortissants du Ruanda-Urundi résidant au Congo depuis dix ans au moins étaient admis à voter, l'article 6 de la Constitution de 1964 n'attribue la nationalité congolaise qu'"à toute personne dont un des ascendants est ou a été membre d'une tribu ou d'une partie de tribu établie sur le territoire du Congo avant le 18 octobre 1908". En principe donc, sauf s'ils en faisaient la demande expresse dans un délai de 12 mois et s'ils renonçaient à leur nationalité rwandaise, les Banyarwanda établis par exemple dans les années 1930 ou les réfugiés des années 1959-1961 étaient susceptibles de ne plus être considérés comme Congolais.

L'épée de Damoclès suspendue sur la tête des "non-originaires" rwandais va donc les inciter à une grande prudence, mais aussi à une bonne dose d'opportunisme politique. Aux élections de 1960, leurs représentants vont massivement adhérer, non pas à une formation de type ethnique, mais à l'aile modérée d'un parti régional du Kivu, le CEREA (Centre de Regroupement africain), qui remporte une majorité écrasante dans le Nord-Kivu et un peu moins de 50 % dans la province du Kivu-Maniema (Gérard-Libois & Verhaegen 1961 : 260-266). Visiblement, les élites banyarwanda, comme d'ailleurs leurs principaux rivaux, les *leaders* politiques banande avec lesquels ils sont dès lors en concurrence, jouent sur le registre de la maîtrise d'un large espace régional. Par ailleurs, les représentants les plus notoires des "Rwandais" (Marcel Bisukiro et Cyprien Rwakabuba) sont de toutes les coalitions gouvernementales tant au niveau national que provincial, qu'elles soient "radicales-nationalistes" (gouvernement Lumumba, gouvernement provincial Omari) ou modérées et anti-lumumbistes (gouvernement Adoula et gouvernement Miruho).

La création des "provincettes congolaises" en 1962 et les tensions centrifuges que ce processus induit dans le Kivu-Maniema vont représenter un défi majeur pour la communauté rwandaise. D'une manière générale, l'atmosphère de "tribalisation" politique contribua à renforcer les sentiments d'autochtonie dans la classe politique locale. Le thème de "l'étranger" vient s'inscrire implicitement en force dans certains discours politiques de l'époque : on parle "d'infiltration massive" de Rwandais dans le Kivu ou bien on rappelle qu'aux élections, les *leaders* banyarwanda n'ont présenté que "leurs frères" sur les listes du parti CEREA[15]. L'origine de ce début d'ostracisme à l'égard des Banyarwanda tient dans le refus de leurs dirigeants de souscrire au projet de création d'une province du Nord-Kivu. À l'assemblée provinciale de Bukavu, ils ont été unanimes à condamner en avril 1962 l'idée de créer une telle entité, "un projet non seulement impensable, mais aussi fatal tant au point de vue politique qu'économique et social" (*Compte rendu analytique (CRA) des réunions de l'Assemblée provinciale du Kivu*, séance du 13 avril 1962 : 3-5) ; ils ont plaidé pour le rattachement des territoires de Goma et de Rutshuru, où les ressortissants d'origine rwandaise sont largement majoritaires, à la future province du Kivu-Central. Ils ont demandé également qu'un référendum soit organisé dans deux autres territoires (Masisi et Walikale) où ils cohabitent (difficilement) avec les élites hunde, tembo et nyanga. Ils sont parvenus à obtenir partiellement gain de cause puisque la loi créant la province du Nord-Kivu prévoit la tenue d'une consultation populaire à Goma et Rutshuru (Verhaegen & Willame 1964 : 40). Celle-ci n'aura en fait jamais lieu et le nouveau gouvernement provincial du Nord-Kivu sera contraint de s'installer... dans un petit village (Kirotshe) situé dans le territoire de Masisi.

Il y a essentiellement deux motifs pour lesquels les élites banyarwanda refusaient le démembrement de la province du Kivu. Le premier tient dans le fait que leur influence ne s'exerçait pas seulement sur des territoires ethniquement homogènes, mais aussi sur l'administration provinciale à Bukavu, dans les cabinets et la haute administration de Léopoldville, en Province-Orientale (Haut-Zaïre) ou dans les entreprises du Katanga (Shaba)[16]. Les "Rwandais" forment en fait une diaspora.

Une seconde raison réside dans la rivalité entre Banyarwanda et Banande pour le contrôle des espaces politiques et commerciaux dans la région. En avril 1962, suite au dépôt d'une motion en faveur de la

15. Voir les discours des députés originaires du Kivu dans les débats entourant la création de trois nouvelles provinces au Kivu dans le *Compte rendu analytique (CRA) des réunions de la Chambre des Représentants*, séance du 1er août 1962 : 614-615.

16. Selon le recensement de 1970, les Rwandais sont surtout présents à Kinshasa (352 sujets) où ils forment la troisième communauté étrangère en ordre d'importance, dans le Haut-Zaïre (467 sujets) et au Shaba (172 sujets) (de Saint Moulin 1976).

création d'une province du Nord-Kivu, les députés provinciaux d'origine rwandaise réagirent en s'exclamant : "la province du Nord ne sera tout de même pas aux seuls Banande !" (*Compte rendu analytique (CRA) des réunions de l'Assemblée provinciale du Kivu*, séance du 13 avril 1962 : 5). En 1963, au cours d'une mission organisée dans le Kivu, nous avions pu toucher du doigt la tension politique dans la province. Dans les futures institutions de la "provincette" du Nord-Kivu, les Rwandais n'étaient pas certains de former une coalition solide avec les politiciens Banyanga et Bahunde contre les Banande, de loin les plus importants numériquement. Ils auraient préféré rester dans un ensemble régional ethniquement hétérogène géré par la capitale provinciale, Bukavu, où ils étaient nombreux à résider (Verhaegen & Willame 1964 : 41).

Lorsque la nouvelle province du Kivu-Central sera finalement constituée en 1963, la plupart des conseillers provinciaux d'origine rwandaise de Rutshuru continueront à siéger à l'assemblée provinciale, dont l'un d'entre eux, F. Mvuyekure, était président. En outre, pendant la période 1963-64, les "Rwandais" de Rutshuru bénéficièrent d'une sur-représentation dans le gouvernement du Kivu-Central. Au sein de celui-ci, le "Rwandais" Rwakabuba fit partie du trio qui détenait les fonctions clés de l'exécutif provincial (Verhaegen & Willame 1964 : 145).

L'installation d'un exécutif provincial dans le Nord-Kivu et surtout la question de l'appartenance administrative des deux territoires de Goma et Rutshuru vont provoquer des tensions politiques qui perdureront jusqu'à la fin de l'année 1965. Pour les autorités du Nord-Kivu, le contrôle "autochtone" sur un espace dominé par une majorité numérique d'habitants d'origine rwandaise est impératif : si le Nord-Kivu veut exister en tant qu'entité politico-administrative, il est indispensable à leurs yeux que la capitale de la nouvelle province soit installée à Goma. En outre, tant Goma que Rutshuru sont situés sur la voie d'accès du commerce à longue distance avec l'Afrique orientale via le Rwanda et l'Ouganda, voie d'accès sur laquelle les commerçants banyarwanda locaux (et nationaux) ont la haute main.

L'indétermination du statut de Rutshuru et de Goma, soumis théoriquement à un référendum, va constituer la clé d'un problème qui ne pourra d'ailleurs pas être résolu à cette époque. Chacun des camps – les partisans du rattachement au Kivu central, c'est-à-dire les "Rwandais", et les "autochtones congolais" qui veulent que Goma et Rutshuru relèvent du Nord-Kivu – va fourbir ses armes dans le cadre d'un conflit qui débouchera sur des crises ouvertes dont la dernière – la révolte dite "kanyarwanda" (littéralement "fils du Rwanda") de 1965 – sera la plus sanglante (voir *infra*). Avant même que le Parlement national ne décide de soumettre les deux territoires à un référendum, les tensions locales deviennent manifestes. Un rapport de mission parlementaire de mars 1963 signale ainsi que des Rwandais émigrent en masse vers Goma et y reçoivent des autorités de faux livrets d'identité congolais "afin de prendre part au vote du référendum et assurer de la sorte le succès (des partisans du rattachement au Kivu-Central) (Extraits du rapport de mission établi par la mission d'information n° VI ayant effectué une tournée à travers l'ex-Province du Kivu, 12 mars 1963, cité par Gérard-Libois & Verhaegen 1964 : 349). D'autres plaintes postérieures font état de ce que le commissaire de district de Goma, "puisque sujet rwandais, favorise l'immigration des Rwandais à Goma en leur octroyant des immeubles abandonnés contre leur gré par les populations congolaises" (« Télégramme du président de l'Assemblée provinciale du Nord-Kivu au chef de l'État et au Premier ministre du Gouvernement central », cité par Gérard-Libois & Verhaegen 1964 : 354). À Rutshuru, l'administrateur de territoire assistant fait emprisonner des "porte-parole" favorables au gouvernement du Nord-Kivu et fait expulser du territoire tous les notables et conseillers de chefferie du même bord (Extraits du rapport de mission..., cité par Gérard-Libois & Verhaegen 1964 : 349).

Les autorités du Nord-Kivu ne sont pas en reste. Dans le Masisi, les notables, conseillers et chefs de colline sont remplacés un à un par des Hunde. Des arrestations et des expulsions se multiplient aussi : selon une plainte de la population hutu de la chefferie Bashali (Masisi), "les richards, les commerçants, les planteurs, les gens instruits, quelques enseignants et les clercs furent contraints de se sauver de la main cruelle des Hunde [...]. Tous les biens, maisons, magasins, bétail, plantations, etc. devinrent la propriété des autorités hunde" (« Plainte de la population de la chefferie Bashala à la Cour constitutionnelle (8 octobre 1965) », cité par Gérard-Libois & Van Lierde 1966 : 80).

Le Gouvernement central ne parvient visiblement ni à gérer le conflit ni à apaiser les tensions exacerbées déjà par une tendance à l'exclusion mutuelle. Il est vrai que la tenue d'un référendum est illusoire ; d'une part, il est clair que les Banyarwanda numériquement majoritaires à Rutshuru, Goma et Masisi voteront pour le rattachement au Kivu-Central ; d'autre part, la tension est encore aggravée par un nouveau flux de réfugiés tutsi qui fuient le "mini-génocide" survenu au Rwanda

entre la fin 1963 et le début 1964 et qui vont surtout s'installer comme éleveurs dans le Masisi.

En novembre 1963, l'état d'exception est instauré à Goma et Rutshuru, et deux administrateurs spéciaux sont nommés pour maintenir l'ordre dans ces territoires, tandis que des unités de la gendarmerie et de l'armée stationnent à Goma. Mais les violences continuent, et les peurs mutuelles se nourrissent de rumeurs et de fantasmes. On parle à cette époque d'un "plan" des Banyarwanda – qui deviendra beaucoup plus tard le "plan" de création d'un "Hutuland" – visant à conquérir par la force et à occuper la totalité des territoires de Rutshuru, Goma, Walikale et Kalehe. Imaginaire ou pas, il est clair que l'affrontement n'est pas désamorcé même si quelques notables hutu de Rutshuru ont finalement accepté de traiter avec le gouvernement du Nord-Kivu au prix d'un poste de ministre.

Un tel "plan" a-t-il réellement existé ? Dans la "plainte" de la chefferie Bashali de Masisi (octobre 1965) à la Cour constitutionnelle, les "Rwandais" parlent de "revendiquer (leurs) droits politiques et de justice" et d'un "mouvement de revendication d'une population de 300 000 habitants (c'est-à-dire Banyarwanda NDA)" (Gérard-Libois & Van Lierde 1966 : 80). Ce qui est certain c'est que de nouvelles violences éclatent en 1965 dans le Masisi : elles mettent cette fois aux prises les forces de l'ordre (police locale et armée nationale) et l'administration locale hunde d'une part, les populations banyarwanda et les réfugiés tutsi du Rwanda d'autre part (Gérard-Libois & Van Lierde 1966 : 80). Mais le contexte politique est cette fois bien différent. En effet, 1965 est une année électorale : la campagne pour les élections nationales et provinciales est agitée dans les territoires de Rutshuru et de Goma. Le résultat des législatives sera d'ailleurs annulé pour divers motifs (absence d'urnes, refus d'afficher les photos des candidats dans certains bureaux de vote, etc.).

En outre, le Congo est la proie des rébellions [simba][17] qui occupent le Maniema et une partie du Sud-Kivu : les désordres ethniques dans le Masisi sont imputés par les autorités du Nord-Kivu à l'action de "rebelles", ce qui va alimenter encore la violence. Maisons incendiées, pillages, massacres de villageois, "les soldats, qui avaient en tête le mot 'rebelles' ne devaient alors épargner personne" affirment les notables "rwandais" (Gérard-Libois & Van Lierde 1966 : 80). Au cours de sa comparution en 1992 devant la commission de la Conférence nationale souveraine chargée de mener des enquêtes sur les assassinats et atteintes aux droits de l'homme, l'ancien gouverneur du Sud-Kivu, D. Boji, évoqua "l'ardeur" du gouverneur de l'époque, Moleyi Benezeth, et des autorités territoriales de Goma à arrêter de soi-disant [simba] qui étaient en réalité des Zaïrois d'origine tutsi : "beaucoup de détenus, se souvient-il, ont été jetés dans le lac Vert après d'horribles tortures[18]".

Ce que l'on appelle la "rébellion kanyarwanda" va permettre aux autorités du Nord-Kivu de faire voter à l'assemblée provinciale en octobre 1965 une "résolution-loi" visant à ordonner l'expulsion de tous les Rwandais de la région pour "collusion avec les rebelles". Dans le même temps, quelques *leaders* "rwandais" sont arrêtés et transférés à Léopoldville, les uns pour avoir incité les populations à la désobéissance en période électorale (M. Bisukiro), les autres pour avoir créé des milices armées et saboté le référendum (C. Rwamakuba). Beaucoup sont suspectés depuis 1962 d'être proches du camp des dissidents nationalistes de Stanleyville puis de celui des chefs rebelles.

En fait, la rébellion "muleliste" proprement dite ne touchera pas le Nord-Kivu. Cette région, particulièrement le territoire "hutu" de Rutshuru (qui n'a pas été touché par la rébellion kanyarwanda) et ceux habités par les Banande (Beni et Lubero), continue à prospérer en toute tranquillité grâce au commerce clandestin avec l'Ouganda voisin.

Entre 1963 et 1966, l'ensemble du Kivu continue de s'orienter d'ailleurs vers un type d'activités commerciales non déclarées et capturées par diverses "baronnies" qui se rendent indépendantes des autorités provinciales et du Gouvernement central en tant que tels. Voici à ce propos ce qu'écrivait à l'époque le journaliste P. Masson :

"Si les affaires reprenaient un peu, c'était uniquement dans le cadre d'un immense 'gang' organisé depuis les cabinets ministériels de Léopoldville et dont les officines locales n'étaient que d'humbles succursales [...]. Dans le sillage des commissaires extraordinaires (nommés dans le cadre des contestations territoriales et de l'agitation politique au Kivu-Maniema NDA), des fonctionnaires du Gouvernement central avaient étendu au Kivu le système des quotas et

17. Jean-Claude Willame parle des mulelistes, ce qui est une erreur d'énoncé. Il s'agit ici des Simba, qui sont différents des autres révoltés basés dans le Kwilu à l'ouest du pays.

18. CNS (1992 : 117). Ce lac a été depuis lors considéré comme un lieu maudit par les populations (tutsi) d'origine rwandaise.

> des licences d'importation et régularisé les sorties de marchandises. Il n'était donc plus question [...] que de manœuvrer habilement pour décrocher à Léopoldville des quotas d'importation à l'insu des autorités provinciales et, en même temps, obtenir sur place des licences d'exportation ignorées de la capitale. Les fonctionnaires, puis les membres du gouvernement (du Sud-Kivu) (dont les 'Rwandais' Rwamakuba et Rwakabuba font toujours partie NDA) [...] eurent vite compris comment ils pouvaient tirer parti de la situation. Plusieurs d'entre eux, monnayant les protections, s'associèrent plus ou moins discrètement avec des commerçants peu regardants [...]. On envoya bien de Léopoldville une brigade financière pour surveiller tout cela et obliger les gens du Kivu à respecter les règlements, mais rien n'y fit. La frontière était trop étirée et les occasions trop belles [...] : on ne connaîtra jamais le nombre de barges privées parties de Goma pour Bukavu ou de Bukavu pour Goma qui firent en cours de route escale sur la rive opposée (c'est-à-dire au Rwanda NDA) pour y déposer leur cargaison de café, de thé ou d'huile de palme [...].
>
> Les sorties clandestines [...] organisées avec l'accord et la collaboration des hommes politiques et des fonctionnaires du haut en bas de l'échelle connurent un nouvel essor. À la fin de l'année 1993, une personnalité de Léopoldville ne déclara-t-elle pas que le revenu monétaire du Kivu n'avait pas dépassé plusieurs dizaines de millions pour une période où on pouvait l'estimer à cinq milliards" (Masson 1970 : 81-82) ? » (Willame 1997 : 46-52.)

On pourrait ne pas partager certains passages dans cette présentation de Willame. Mais l'année 1967 constitue un tournant : le Haut-Commissariat de l'ONU aux réfugiés qui avait installé dans l'Itombwe[19] plusieurs milliers de réfugiés rwandais en leur installant dans des espaces de terre pour les cultures et même des bétails afin de subvenir à leur alimentation. Mais l'aide reçue, échelonnée sur deux ans, fut estompée et la ligue quitta le Congo ; elle y laissait les réfugiés. En 1975, Léon de Saint Moulin estimait, à partir du recensement de 1970, que l'immigration rwandaise au Congo depuis 1960 n'était pas inférieure à 100 000 personnes et que l'apport total au Kivu depuis 1920 était de l'ordre de 300 000 habitants (de Saint Moulin 1975 : 116).

19. Cf. Le film documentaire *Opération installation Banyarwanda*, mai 1964, produit et réalisé par Henry Brandt.

RÉFÉRENCES

André, C., Dupont, P., Lubanda Lunanga, Mafikiri Tsongo & Parqué, V. (sous la dir. de F. Reyntjens & S. Marysse). 1996 (décembre). *Conflits au Kivu : antécédents et enjeux*. Anvers : Centre d'étude de la région des Grands Lacs d'Afrique.

CNS. 1992. « Rapport de la Commission des assassinats et des violations des droits de l'homme, 1re partie ». Kinshasa.

Compte rendu analytique (CRA) des réunions de l'assemblée provinciale du Kivu, séance du 13 avril 1962 : 3-5.

Compte rendu analytique (CRA) des réunions de la Chambre des Représentants, séance du 1er août 1962 : 614-615.

de Hemptine, J.-F. 1926. « Les mangeurs de cuivre du Katanga ». *Congo* I (3) : 371-403. Bruxelles : de Jonghe.

de Saint Moulin, L. 1976. *Atlas des collectivités du Zaïre.* Kinshasa : Presses universitaires du Zaïre.

de Villers, G. (en collaboration avec Omasombo Tshonda, J.). 1997. *Zaïre : la Transition manquée 1990-1997*. Paris/Bruxelles : L'Harmattan/CEDAF-Institut africain (coll. « Les Cahiers africains », n° 27-28-29).

Dignité nouvelle. 1961 (30 juin).

Eltringham, N. 2004. *Accounting for Horror: Post-Genocide Debates in Rwanda*. Londres : Pluto Press.

Gafandi, R. 1962 (17 mars). « L'installation des réfugiés au Kivu ». *Dignité nouvelle* 3.

Gérard-Libois, J. & Van Lierde, J. 1966. *Congo 1965*. Bruxelles/Léopoldville : CRISP/INEP.

Gérard-Libois, J. & Verhaegen, B. 1961. *Congo 1960*. Bruxelles.Léopoldville : CRISP/INEP.

Gérard-Libois, J. & Verhaegen, B. 1964. *Congo 1963*. Bruxelles/Léopoldville : CRISP/INEP.

Jentgen, P. 1957. *Les Frontières du Ruanda-Urundi et le régime international de tutelle*. Bruxelles : Académie royale des sciences coloniales (« Mémoires de la classe des sciences morales et politiques, nouvelle série, in-8° », T. XIII, fasc. 2).

Lemarchand, R. 1970a. « The Coup in Rwanda ». In R. Rotberg & A. Mazrui (éd.), *Protest and Power in Black Africa*. New York : Oxford University Press, pp. 877-923.

Lemarchand, R. 1970b. *Rwanda and Burundi*. Londres : Pall Mall Press.

King, E. 2009. « From data problems to data points: Challenges and opportunities of research in post genocide Rwanda ». *African Sudies Review* 52 (3) : 127-148.

King, E. 2014. *From Classrooms to Conflict in Rwanda*. Cambridge : Cambrige University Press.

Mamdani, M. 2002. *When Victims Become Killers. Colonialism, Nativism, and the Genocide in Rwanda*. Princeton : Princeton University Press

Masson, P. 1970. *Dix ans de malheurs (Kivu 1957-1967)*, Tome II. Jusqu'à la lie. Bruxelles : Max Arnold.

Mathys, G. 2014. « People on the move: frontiers, borders, mobility and history in the lake Kivu region. XIX^{e}-XX^{e}-century ». Thèse de doctorat, Université de Gand.

Newbury, C. 1988. *The Cohesion of Oppression: Clientship and Ethnicity in Rwanda, 1860-1960*. New York : Columbia University Press,

Omasombo Tshonda, J. (éd.). 2011. *Haut-Uele : trésor touristique*. Tervuren : MRAC (coll. « Monographies des provinces de la République démocratique du Congo », vol. 2).

Omasombo Tshonda, J. (éd.). 2014a. *Kasaï-Oriental : un nœud gordien dans l'espace congolais*. Tervuren : MRAC (coll. « Monographies des provinces de la République démocratique du Congo », vol. 5).

Omasombo Tshonda, J. (éd.). 2014b. *Bas-Uele. Pouvoirs locaux et économie agricole : héritages d'un passé brouillé*. Tervuren : MRAC (coll. « Monographies des provinces de la République démocratique du Congo », vol. 6).

Omasombo Tshonda, J. (éd.). 2015. *Mongala : jonction des territoires et bastion d'une identité supra-ethnique*. Tervuren : MRAC (coll. « Monographies des provinces de la République démocratique du Congo », vol. 8).

Omasombo Tshonda, J. (éd.). 2017. *Kasaï : des entités singulières dans un espace politico-administratif*. Tervuren : MRAC (coll. « Monographies des provinces de la République démocratique du Congo », vol. 10).

Omasombo Tshonda, J. (éd.). 2018. *Haut-Katanga : lorsque richesses économiques et pouvoirs politiques forcent une identité régionale*, t. 1 : *Cadre naturel, peuplement et politique*. Tervuren : MRAC (coll. « Monographies des provinces de la République démocratique du Congo », vol. 11).

Omasombo Tshonda, J. (éd.). 2021. *Ituri : terre et identités sous tension.* Tervuren : MRAC (coll. « Monographies des provinces de la République démocratique du Congo », vol. 15).

Pabanel, J.-P. 1991 (mars). « La question de la nationalité au Kivu ». *Politique africaine* 4 : 32-40.

Ratliff, W.G. 1991. « League of Nations ». In J. Stuart Olson & R. Shadle (éd.), *Historical Dictionary of European Imperialism.* New York : Greenwood.

RDC, Gouvernement central, ministère de l'Intérieur, Première Direction, Affaires générales. « Enquêtes générales sur les populations Banyarwanda établies dans l'est du Congo (Nord et Sud-Kivu). 1966. « Rapport de la mission Teuwen du ministère de l'Intérieur et du Gouvernement central. Léopoldville ».

van Dorpe, W. 1974. « Les Yeke au Katanga. Cadre explicatif de l'établissement yeke ». Mémoire de licence en anthropologie, Unaza/campus de Lubumbashi.

Verhaegen, B. & Willame, J.-C. 1964 (octobre). « Les provinces du Congo. Structure et fonctionnement : Nord-Kivu-Lac Léopold II ». *Cahiers économiques et sociaux.* Léopoldville : Université Lovanium/IRES (coll. « Études politiques », n° 3).

Willame, J.-C. 1992. « Ombre du pouvoir et faiblesse de l'opposition dans le Zaïre des années quatre-vingt ». *Le Soft de Finance* 67 : 2-4.

Willame, J.-C. 1996. *Banyarwanda et Banyamulenge. Violences ethniques et gestion de l'identitaire au Kivu*. Paris/Bruxelles : L'Harmattan/CEDAF-Institut africain (coll. « Les Cahiers africains », n° 25).

Archives du MRAC

Fonds Kithima

- « Lettre réponse du gouverneur Joseph Brasseur de la province du Kivu n° C.E.K./5.250 datée de Bukavu le 23 juin 1955 au gouverneur général Léon Pétillon. Son objet : *Émigration et glissement des populations du Kivu, et programme de colonisation européenne* ». Dans *Comité central, Direction du Greffe. Travaux de la 2^{e} session ordinaire du Comité central (1981) : Rapport de la Commission spéciale documentation*, vol. II, pp. 190-200.
- « Procès-verbal de la réunion du 4 janvier 1950 de la Commission créée pour l'étude de l'immigration de Banyarwanda au Kivu, par Monsieur le gouverneur général. En exécution de la lettre n° 26.478/AO/3024/V.O/3 du 10 décembre 1949 ». Dans *Comité central, Direction du Greffe. Travaux de la 2^{e} session ordinaire du Comité central (1981) : Rapport de la Commission spéciale documentation*, vol. II, pp. 16-22.
- Ngabu, F. (M^{gr}). 1981 (27 janvier). Entretien avec la Commission du Comité central du MPR.
- Ngabu, F. (M^{gr}). 1981 (2 février). « À la commission pour l'étude des problèmes créés par la contestation de la nationalité des trois membres du Comité central ». Dans *Comité central, Direction du Greffe. Travaux de la 2^{e} session ordinaire du Comité central (1981) : Rapport de la Commission spéciale documentation*, vol. II, pp. 65-73.

CHAPITRE 2

CHRONIQUE SUR LA NATIONALITÉ CONGOLAISE DES BANYARWANDA

> « Le groupe de Zaïrois d'expression rwandaise s'est soudé dans son immigration et dans la diversité. Ayant dès l'origine reconstitué sa structure politique, il a intensifié son identification au fur et à mesure qu'il était considéré comme étranger. Développant une stratégie d'investissement économique et non de reconquête politique (comme les populations rwandaises réfugiées en Ouganda), il a acquis une puissance économique et a fait fonctionner tous les ressorts de "l'économie d'affection". Ainsi, il a obtenu plus de force et dans le même temps s'est fait plus désigner comme intrus » (Pabanel 1991 : 40).

Sous la colonisation, la recherche d'un statut congolais adapté spécifiquement aux populations banyarwanda engendra de nombreuses tentatives d'érection d'entités administratives autonomes. Le cas de la suppression par l'Administration coloniale, le 5 décembre 1923, de la chefferie autonome de Kayira a déjà été évoqué. En 1941, l'Administration coloniale créa le Gishari comme chefferie autonome (de l'autorité autochtone) dans le Masisi, dirigée par des implantés tutsi rwandais. Mais celle-ci fut incorporée dans la grande chefferie Bahunde. En 1957, cette chefferie autonome des Banyarwanda fut supprimée. À ce moment-là, l'autorité coloniale voyait grossir le problème de l'identité. Lorsqu'arriva la décolonisation, qu'elle n'avait pu empêcher, cette autorité se mit, au moment de son départ, à forger des dispositions juridiques particulières pour les Banyarwanda, afin d'encadrer ces populations qu'elle avait drainées au Congo. Au départ, elle se limita à leur reconnaître le droit de vote et/ou d'éligibilité, sans poser la question de leur nationalité. Depuis lors, la recherche d'une solution durable n'a toujours pas été trouvée ; il y eut bien la loi n° 72-002 du 5 janvier 1972 décidée par Mobutu. Mais celle-ci fut éphémère. Lorsque l'autorité de ce dernier déclina, elle fut aussitôt contestée par les pouvoirs congolais. Depuis, les Kivu vivent une véritable galère, alimentée par une conflictualité sans fin.

Le « problème » de la nationalité congolaise était un impératif revendiqué depuis l'indépendance et avait déjà été prévu dans la Loi fondamentale léguée par l'autorité coloniale belge (cf. articles 98 à 105). Il « n'a été réglé » qu'avec la Constitution de Luluabourg du 1er août 1964. Le texte final de la Constitution de Luluabourg est assez différent du premier projet préparé par le premier groupe d'experts des Nations unies, ce qui fait dire à Isidore Ndaywel : « Quatre-vingts ans après sa création à Berlin sous le signe de l'État léopoldien, le Zaïre avait enfin une première constitution, qui soit le fait de ses propres ressortissants » (Ndaywel 1998 : 633). Étaient considérés comme de nationalité congolaise tous ceux qui « avaient au moins un ancêtre membre d'une tribu ou d'une partie d'une tribu établie sur le territoire congolais avant 1908 ». En tant que telle, la citoyenneté n'était pas définie individuellement, mais plutôt sur la base de l'appartenance à une ethnie « congolaise ». C'est là l'origine de la question des Banyarwanda, car cette « citoyenneté ethnique » définie par la nouvelle Constitution ne peut être dissociée de l'introduction des « chefferies administratives » et de la « territorialisation de l'ethnicité ».

La Constitution de Luluabourg de 1964, prévoit, dans l'article 6 alinéa 2, que : « La nationalité

congolaise est attribuée, à la date du 30 juin 1960, à toute personne dont un des ascendants est ou a été membre d'une tribu ou d'une partie de tribu, établie sur le territoire du Congo avant le 18 octobre 1908 ». Dans ce dernier aménagement, il y a une inclinaison significative entre les dispositions de 1959 encore influencées par l'Administration coloniale et cette législation de 1964 qui, malgré la présence des jurisconsultes de l'ONU, avait été profondément déterminée par les Congolais (Bouvier 2012 : 57-71). Les Banyarwanda implantés, qui avaient disposé jusqu'à cette législation d'avantages comme le droit de vote et parfois d'éligibilité, trouvaient la nouvelle situation peu favorable, et estimaient cette législation beaucoup plus restrictive pour eux que la loi antérieure en matière de nationalité. D'après eux, les Banyarwanda transplantés par l'Administration coloniale belge et tous les réfugiés des années 1959-1961 étaient susceptibles de ne plus être considérés comme Congolais.

Mais face à la démarche administrative, deux obstacles vont se dresser. Avec le coup d'État intervenu à la fin de 1965, Mobutu, devenu président, va développer ses propres stratégies pour asseoir son pouvoir personnel. Par ailleurs, il va faire de Barthélemy Bisengimana, un réfugié rwandais, son allié.

Explicitons la connivence de ces deux dynamiques, qui vont être défavorables à la Constitution de Luluabourg.

D'abord Mobutu accède au pouvoir par un coup d'État orchestré par les Belges et les Américains ; ce qui repose le problème de la survivance de la colonisation ou de la prééminence des pouvoirs extérieurs dans la gestion du Congo indépendant. Cela met fin aux contestations armées et instaure une certaine « paix civile », qui sera l'occasion d'amplifier les opportunités favorables aux influences politico-commerciales rwandaises et de « sauver » celles d'origine rwandaise déjà établies dans le pays. À partir de 1966-1967, le mouvement de promotion « économique » des notables « rwandais », principalement tutsi, va devenir évident. Le soutien dont ils bénéficièrent était inscrit dans la stratégie politique de Mobutu qui consistait à « faire monter » au pouvoir les représentants des groupes ethniques qui ne constituaient pas une menace pour son régime, du fait de leur faiblesse numérique ou de l'ambiguïté de leur statut social et politique. C'est l'époque où les notables « rwandais » vont être promus aux



Marcel Bisukiro à Kinshasa, le 22 août 2014.
Photo prise lors du 50e anniversaire du Parti lumumbiste unifié (PALU), à la résidence d'Antoine Gizenga de Kinshasa/Buma. Il décéda en juin 2016.
(Photo d'archives privées, reçue de J.P. Kasende ; droits réservés.)

« affaires » : Marcel Bisukiro, mis sur la touche par le gouvernement Adoula[1], devient représentant du premier gouvernement installé par Mobutu auprès d'une grosse compagnie d'élevage, filiale de la Gécamines (Elvaluilu) ; Cyprien Rwakabuba fonde la Rwacico (Rwakabuba commerce et industrie du Congo) qui cherchera à s'attribuer plus tard une immense concession foncière dans le territoire de Walikale ainsi que des postes d'administrateur dans de nombreuses sociétés ; Joseph Midiburo (issu du territoire de Rutshuru, cofondateur du Mouvement Kanyarwanda) est désigné comme représentant du Gouvernement dans la puissante Minoterie du Katanga.

Ensuite, Barthélemy Bisengimana, un vrai réfugié rwandais de la décolonisation, va jouer un rôle déterminant dans la promotion socio-économique

1. Il a été censuré par les députés le 16 avril 1962. Le vote effectué avait donné 58 voix contre 6 et 7 abstentions.

des Banyarwanda. En fait, Mobutu chercha à séduire les élites tutsi afin de s'en faire des alliées et celles-ci à leur tour firent pression sur lui pour davantage de privilèges.

Dès 1966, Bisengimana entra au Bureau de la présidence de la République et deviendra rapidement un acteur clé auprès de Mobutu[2]. Dans l'État-Zaïre de Mobutu, il passa pour être un des cofondateurs du régime. Ce « grand commis de l'État de Mobutu » fut de toutes les missions internationales d'importance, se retrouva à la tête de nombreuses entreprises d'État, et fut le grand inspirateur des projets d'industrialisation somptuaires initiés par les sociétés d'ingénierie italiennes, américaines, françaises, etc. Il était considéré comme le grand « parrain » des Rwandais, et en particulier des Tutsi, se trouvant au Zaïre. Il permit de manière bien opportuniste la régularisation des dossiers de nationalité de ses compatriotes en empêchant le recensement administratif qui se mettait en place afin d'aboutir à une décision dans ce dossier.

1. RECENSER LES BANYARWANDA : UNE OPÉRATION ENTRAVÉE

La session de l'assemblée provinciale du Nord-Kivu d'octobre 1963 a longuement débattu du « problème des Tutsi ». La plupart des participants considéraient leur présence comme un danger réel et soutenaient leur expulsion vers le Rwanda. Parmi les autres, quelques-uns demandaient par contre l'expulsion des immigrés et des réfugiés, c'est-à-dire les transplantés hutu et tutsi et les réfugiés tutsi. Le décret n° 11/63 du 15 octobre 1963 qui clôtura ce débat houleux stipulait, en son article 1er, que « tous les Tutsi (immigrés et réfugiés) habitant la province du Nord-Kivu doivent être expulsés et regagner leur pays d'origine ». Ce décret, qui a été partiellement appliqué, était signé par Raphaël Buunda Tabu, alors président de cette assemblée provinciale.

Mais les vagues d'immigrés du Rwanda et du Burundi allaient continuer à déferler sur les Kivu. Ainsi, le Gouvernement central demanda un recensement des réfugiés. La lettre n° 252/10/3956/2560/M.217.23/67 du 17 juillet 1967 du ministre de l'Intérieur sur l'« Installation des réfugiés rwandais dans les régions saturées du territoire de Masisi » est adressée au gouverneur Léon Engulu de la province du Kivu. Le 29 janvier 1968, par sa lettre n° 2212/306/AI/68 adressée au CDD du Nord-Kivu, Engulu instruisait celui-ci : « Je vous invite à établir un timing de recensement des réfugiés et de contrôler celui-ci de très près par coups de sonde fréquents, de sorte qu'il n'y ait plus de nouveaux réfugiés dans les régions de Masisi et Rutshuru » (archives MRAC *Comité central*… p. 138)

Il y eut un début de recensement. Mais l'opération énerva les Banyarwanda, pour plusieurs raisons. D'abord, ils étaient convaincus qu'une reconquête du pouvoir au Rwanda par la force ne pouvait réussir à bref délai. Ensuite, plusieurs réfugiés rwandais engagés à titre d'assistants techniques et d'autres occupant des postes dans l'Administration publique congolaise s'attendaient à une résiliation imminente de leur contrat (Ordonnance n° 70/235 du 23 juillet 1970 : 863). Par ailleurs, de nombreux étudiants banyarwanda terminant leurs études étaient conscients qu'ils avaient peu de chance d'être embauchés dans le secteur public (Kalonga 1970 : 370). Pour éviter d'être frappés par les mesures de nationalisation des cadres de l'État, et profitant de la désorganisation et de l'inefficacité du contrôle des services de l'État civil, de nombreux Rwandais auraient obtenu la carte d'identité congolaise sans se conformer à la procédure de la naturalisation. Le « Rapport de la mission Teuwen » (RDC 1966) et l'hebdomadaire *Étoile* écrivent comment les réfugiés rwandais se seraient fait délivrer la carte d'identité congolaise en se faisant passer pour des Congolais originaires de Rutshuru. Cela avait été même à l'origine de la tension entre les Hutu et les Tutsi au Nord-Kivu.

En fait, malgré la négation officielle du rôle des groupes ethniques comme acteur intermédiaire entre l'État et le citoyen, l'attribution des charges politiques et administratives au sein de l'État tient

2. Barthélemy Bisengimana avait été associé à la conquête du pouvoir de Mobutu. Selon le témoignage d'Anicet Kashamura, pendant le Gouvernement des commissaires généraux, le colonel Mobutu et Victor Nendaka, patron de la Sûreté, s'étaient rendus à Bukavu, accompagnés de Barthélemy Bisengimana, alors étudiant finaliste à la faculté polytechnique de l'Université Lovanium et futur ingénieur civil électricien, pour couper le courant, le 1er janvier 1961, à Bukavu, afin d'y capturer leurs adversaires. Le 24 novembre 1965, Mobutu sollicita à nouveau Bisengimana pour couper les télécommunications au Congo et avec l'extérieur afin d'opérer son coup d'État. Après l'avènement au pouvoir du président Mobutu, fin novembre 1965, il fut nommé conseiller à la présidence de la République, chargé du domaine technique, de l'aéronautique et de la radio.

compte de l'ethnie. C'est la représentation politique au sein du pouvoir au Congo qui va devenir la base des tensions entre Tutsi et Hutu. La pratique des réfugiés tutsi nouveaux venus qui obtenaient frauduleusement des cartes d'identité congolaises en se faisant passer pour des originaires de Rutshuru avait nourri la conflictualité entre Hutu et Tutsi (André *et al.* 1996 : 30).

Les Hutu qui s'opposaient à l'intégration des réfugiés, en majorité tutsi, avaient pour raison :

- la crainte d'être eux-mêmes assimilés aux étrangers par les membres des autres groupes ethniques du Kivu. Plusieurs ethnies autochtones jugeaient, en effet, que Tutsi et Hutu étaient tous Rwandais ;
- le risque d'être politiquement supplantés par les réfugiés tutsi en raison de la position que certains d'entre eux – dont Bisengimana (réfugié rwandais de 1958-1959) – occupaient dans la structure de l'État au Congo ;
- l'opposition Hutu-Tutsi qui prévalait au Rwanda et au Burundi.

Les Tutsi, quant à eux, soutenaient la pratique frauduleuse parce qu'il existait :

- un sentiment de solidarité envers eux, considérés comme les victimes d'une hostilité ethnique au Rwanda, dont le pouvoir était hutu ;
- l'échec d'une tentative de retour au Rwanda des étudiants réfugiés ;
- l'espoir d'obtenir un patronage dans l'insertion professionnelle à l'issue des études de la part des Tutsi titulaires de postes importants dans l'Administration ;
- un accroissement des membres de la communauté tutsi, suite à l'incorporation des réfugiés rwandais.

C'est aussi pendant cette période que les « premiers Banyarwanda tutsi » du Sud-Kivu insistèrent pour se faire identifier sous le nouveau nom de Banyamulenge, afin peut-être de ressembler « aux premiers hutu » du territoire de Rutshuru appelés « Banyabwisha »). Dans les territoires de Fizi et d'Uvira, Obed Sebasonera, au nom des Banyarwanda dits « Banya-Mulenge », écrit d'Uvira, le 11 avril 1969 au directeur provincial des Affaires intérieures et coutumières du Kivu: « [...] actuellement nos autorités coutumières nous considèrent comme des réfugiés dans le recensement général du Congo pour cette année en cours. Ils changent notre nationalité et nous approprient des territoires et des chefferies du Rwanda et du Burundi dont même nos aïeux ignoraient et nous attribuent la nationalité rwandaise. Ces concitoyens sont toujours contre nous en particulier et le nouveau régime en général. Ils soutiennent encore le reste de la rébellion que nous continuons à combattre [*sic*] » (archives MRAC, *Comité central*… pp. 144-145).

Le 27 novembre 1969, le commissaire provincial Ghislain C. Yogo transmettait au ministre de l'Intérieur Joseph N'Singa « des tableaux de recensement des réfugiés étrangers installés dans la province du Kivu-Maniema, notamment en territoires de Kindu, Kabare, Kalehe et Masisi, tandis qu'il n'existe aucun réfugié étranger dans les territoires suivants : Shabunda, Mwenga, Lubero, Kibombo, Kabambare, Kasongo, Pangi, Punia et Lubutu ». Par sa lettre n° 254/00/1974/1.155/M.21/69 du 4 décembre 1969, Maximilien Liongo agissant au nom du ministre de l'Intérieur, demandait au gouverneur du Kivu :

> « J'ai l'honneur de vous transmettre un exemplaire de la note élaborée par M^r^ le Directeur de la IV^e^ Direction, relative au problème des réfugiés et, en particulier, à ceux du Rwanda.
>
> Vous réserverez une attention particulière à la lecture de l'historique et des faits politico-administratifs les concernant.
>
> En effet, après les expulsions des irréguliers et chômeurs étrangers, il s'imposera que le parti et le Gouvernement puissent aborder cet épineux problème des réfugiés des pays limitrophes, lesquels pullulent à travers toute la RDC.
>
> Cependant – et comme cette note le fait ressortir de tous les cas des réfugiés qui habitent la République, celui des réfugiés rwandais semble être le plus complexe ! C'est la raison pour laquelle je vous invite à vous y intéresser dès à présent, mais avec circonspection et doigté.
>
> Je vous conseille, à ce propos, de vous mettre en contact avec les services du Haut-Commissariat de l'ONU pour les réfugiés, lesquels ont déjà entrepris un recensement sommaire de tous les Rwandais habitant la province du Kivu et qui se disent, à tort ou à raison, réfugié.
>
> Grâce à ce travail préliminaire, il sera possible à une commission mixte qui sera composée d'un ou deux délégués du Haut-Commissariat pour les réfugiés, d'un représentant du ministère de l'Intérieur (IV^e^ Direction), d'un ou deux délégués de l'autorité

provinciale, trois délégués rwandais, dont un représentant pour chaque groupe[3], de les classifier.
Une fois tous les Rwandais du Kivu répartis suivant chaque groupe, nous pourrons alors procéder à l'éloignement des véritables réfugiés, laissant sur place ceux qui seront classés dans le premier groupe, tandis que ceux du deuxième groupe devront opter entre la nationalité congolaise et leur retour au Rwanda, faute de quoi ils seront traités comme ceux du troisième groupe, c'est-à-dire comme des réfugiés » (« Lettre n° 254/00/1974/1.155/M.21/69 du 4 décembre 1969 de M. Liongo agissant au nom du ministre de l'Intérieur, au gouverneur du Kivu », archives MRAC, *Comité central*… p. 140).

Par sa lettre du 18 février 1970, le nouveau directeur-chef de service provincial des Affaires intérieures et coutumières Jérôme Disase[4], présentait un rapport au gouverneur Paul Nauwelaerts (devenu Geyero Tekule, à partir de 1972 sous l'authenticité). Voici son paragraphe d'introduction et les deux autres de sa conclusion.

« J'ai l'insigne honneur d'attirer votre attention sur les statistiques des immigrés et réfugiés qui sont devenus très importants en nombre dans le territoire de Masisi : 197 717 personnes d'origine rwandaise contre 83 526 Congolais recensés en 1969. [...]
Comme il est encore grand temps, il convient de mettre fin aux problèmes rwandais en contactant M^r^ le ministre d'État, chargé de l'Intérieur et des Affaires coutumières qui décidera de leur sort pour les prochaines élections présidentielles et législatives et encore en contactant les services du Haut-Commissariat de l'ONU pour les réfugiés, lesquels ont déjà entrepris un recensement sommaire de tous les Rwandais habitant la province du Kivu et qui se déclarent, à tort ou à raison réfugiés.
Le problème que je soulève ici est d'une grande importance, car dans un avenir lointain, il se peut que les immigrés et réfugiés rwandais dont le nombre accroît au jour le jour en territoire de Masisi et Goma se déclarent indépendants congolais et maintiendront leur coutume dans le territoire de la République [...]. » (« Lettre du 18 février 1970 du directeur-chef de service provincial des Affaires intérieures et coutumières Jérôme Disase au gouverneur Paul Nauwelaerts », archives MRAC, *Comité central*… pp. 146-147).

Le CDD A.G. Kabangu Lunyanya du Sud-Kivu vient adresser d'Uvira le 10 septembre 1970 à ce même gouverneur de la province du Kivu (avec copie aux AT de Mwenga, Uvira et Fizi) la lettre dont l'objet est : « Recours ressortissants ruandais au sujet de la nationalité ».

« Monsieur le Gouverneur,

Me référant à la lettre n°5072/485/_N. 1054 du 2 juin 1970 m'adressée par l'ATT de Mwenga et dont je vous tiens copie, concernant l'objet rappelé en marge, j'ai l'honneur de vous demander de bien vouloir me préciser si eu égard à l'évolution actuelle de la situation des ressortissants ruandais installés dans les montagnes entre Fizi-Uvira et Mwenga depuis avant 1933 peuvent être considérés comme des Congolais assimilés.
En effet, conformément à l'esprit de la lettre n°191/A.O du 15/11/1933 de Monsieur Dubuisson ATAP à Uvira de l'époque, il ressort que certains ruandais sont arrivés à Uvira, pour ne citer que ce territoire, plus ou moins avant 1908.
Il est inutile de rappeler les divers arguments avancés par ceux-ci et qui militent en faveur de l'acquisition par eux de la nationalité congolaise.
Veuillez donc me préciser si ces derniers peuvent être considérés comme des Congolais à part entière ou pas » (« Lettre n°3072/1182/N.054 », archives MRAC, *Comité central*… p. 158).

De nombreuses correspondances échangées, il ressort qu'il était question de constituer un dossier pour chaque étranger rwandais comprenant :
1) la lettre d'accusé de réception de la demande du postulant ;
2) le PV administratif dûment signé par le réfugié étranger ;
3) une fiche de renseignements.

3. Les trois groupes à constituer recommandés étaient : 1) les Rwandais d'avant-Guerre mondiale de 1914 et d'après-Guerre jusqu'en 1926 ; 2) les Rwandais qui avaient été transférés au Congo par le Gouvernement colonial belge, les Rwandais importés par les autorités belges pour les besoins de la colonisation MIB vers les régions de Mokoto et de Mushari en territoire de Masisi ; 3) les Rwandais qui émigraient au Congo depuis 1960 et ceux qui y arrivaient jusqu'à ce jour.
4. Il s'agit de l'ancien chef de la Sûreté pendant la sécession du Katanga sous M. Tshombe et G. Munongo de 1960 à janvier 1963.

Pour l'examen, on suggérait la mise en place d'une commission consultative de la politique d'immigration qui devait statuer sur chaque cas[5].

L'identification des réfugiés rwandais devenait une urgence, le secrétaire général Maximilien Liongo observe qu'il y a des résistances pour que le travail demandé soit exécuté. Il s'adressa de manière incisive au directeur-chef de service de la 4e direction [protection civile][6] du ministère de l'Intérieur. Dans sa lettre n° 25/00/7112/70 du 29 octobre 1970, dont copie réservée au directeur provincial des Affaires intérieures et coutumières à Bukavu, il écrit :

> « J'ai l'honneur d'accuser bonne réception de votre lettre n° 254/00/1683/N.535.I/70 du 16 courant et de la liste des réfugiés rwandais y jointe en dix exemplaires. J'aurais aimé connaître, pour chacun d'eux, l'identification du camp ou de la région de leur résidence.
> Il est temps que vous preniez contact avec la province du Kivu pour procéder au recensement physique de tous les réfugiés rwandais hébergés dans cette province, localiser leurs camps et remettre à chaque réfugié identifié une carte appropriée.
> Enfin j'insiste une nouvelle fois pour recevoir sans retard le projet de loi sur les réfugiés, vous réclamé sans succès déjà à nombreuses reprises. Je fixe le dernier délai au 16 novembre prochain.
> Je vous demande de refaire proprement et lisiblement la liste des réfugiés et de la transmettre à chaque province intéressée sans oublier le Directeur général du Centre national de documentation.
> Il y a urgence » (archives MRAC, *Comité central*…, « Rapport de la Commission spéciale documentation », p. 161).

La liste reçue des réfugiés rwandais en 1970 à laquelle fait allusion le secrétaire général du ministère de l'Intérieur dans sa lettre ci-dessus, est reproduite seulement partiellement dans le « Rapport de la Commission spéciale d'enquête du Comité central du MPR » de 1981 (archives MRAC, *Comité central*…, pp. 162-178). Dans celle-ci, on répertorie 324 réfugiés dont, pour chacun, il y a le numéro d'identification qui lui fut attribué, avec des renseignements précis sur les lieux et les dates de naissance au Rwanda. Ici, ce sont leurs nouvelles adresses et, parfois, les fonctions exercées au Congo qui deviennent des indications pertinentes. Si ces réfugiés se retrouvent ainsi éparpillés dans tout le pays, c'est aussi à cause des emplois leur octroyés dans tous les secteurs publics et privés par des soutiens.

À titre d'exemple, Médard Gahiga Kari Ngabo avait été d'abord enseignant à la faculté de Médecine vétérinaire de l'Université officielle du Congo à Élisabethville avant de devenir un riche homme d'affaires (cf. *infra*).

Les données de ce tableau montrent combien déjà les Rwandais s'établissaient dans le pays d'accueil. Même si les indications fournies renseignent peu sur les emplois occupés, quelques éléments y ramènent à cela, car il s'agit de l'une des causes de ces localisations. À Kinshasa, en dehors de l'Université Lovanium donnée comme adresse par certains, plusieurs sont localisés dans les communes de Limete, de Bandalungwa et de Lemba. On constate des adresses apparemment étranges qui donnent Anvers en Belgique, Fribourg en Suisse, Brazzaville… sur la liste des réfugiés rwandais au Congo comme pour dire que le Congo devient dorénavant le pays d'un nouveau départ pour une autre origine des Rwandais.

L'Administration congolaise harcelait le Haut-Commissariat de l'ONU et ce dernier lui avait transmis des renseignements pour les réfugiés des Nations unies à Kinshasa. La « Liste des réfugiés rwandais de Goma » trouvée dans le même rapport que celle citée ci-dessus reprend les noms et prénoms, la situation familiale, la date de naissance, le pays de naissance, le territoire d'arrivée et la date d'arrivée pour 1640 réfugiés (archives MRAC, *Comité central*…, pp. 201-230).

Mais à ce moment, Barthélemy Bisengimana était déjà directeur du Bureau de la présidence. Parce que cette opération d'identification l'inquiétait, il s'employa à la déclasser en mettant officiellement un terme au statut incertain des Banyarwanda. Bisengimana, tout comme le fit aussi Oswald Ndeshyo (1996) (cf. *infra*), va compter parmi ces Banyarwanda qui rendirent « confuses les lois zaïroises afin de se rendre Zaïrois » (MPR : 1989).

5. Lettre n° 254/32/279/1028/F.71 du secrétaire général du ministère de l'Intérieur, Maximilien Liongo, écrite à Kinshasa le 17 février 1970 ayant pour objet « recensement réfugiés ruandais ».
6. La 3e direction s'occupait de la police des étrangers.

Tableau 2.1 : éléments à partir d'une « Liste des réfugiés rwandais au Congo » envoyée au secrétaire général du ministère de l'Intérieur à la fin 1970

Lieux de localisation	Nombre de réfugiés	Observation
Kinshasa	80	Plusieurs ont trouvé de l'emploi à l'Université Lovanium, dans le secteur de la Santé.
Bukavu	81	
Lubumbashi	21	Plusieurs ont trouvé de l'emploi à l'Université officielle du Congo, dans les écoles secondaires.
Goma	61	Quelques adresses indiquent le consulat de France, l'agence de la Banque belge d'Afrique à Goma.
Kisangani	6	Plusieurs ont trouvé de l'emploi à l'Université libre du Congo.
Likasi	6	Certains ont trouvé de l'emploi à la Géomines (Gécamines).
Kindu	5	-
Bunia	12	-
Nioka/Ituri	1	-
Kilo-Moto	1	-
Mbuji-Mayi	2	-
Mbandaka	2	Employés à la compagnie Air-Zaïre.
Kamina-Base militaire (prov. du Katanga)	1	Employé dans un institut d'enseignement.
Kalemie (prov. du Katanga)	1	-
Irumu (Province-Orientale)	1	-
Doruma (Province-Orientale)	1	-
Thysville	2	-
Camp de Bibwe	5	-
Banza-Boma	1	-
Kisantu	2	-
Brazzaville	1	-
Anvers (Belgique)	1	-
Fribourg (Suisse)	1	-
Non localisés	8	-
(illisibles)	-	-

Source : données rassemblées à partir de la liste trouvée dans le « Rapport de la Commission spéciale documentation », archives MRAC, *Comité central*…, pp. 162-178.

2. LORSQUE BISENGIMANA SE MIT AUX COTÉS DE MOBUTU : L'OCTROI DE LA NATIONALITÉ COLLECTIVE AUX BANYARWANDA

> « Les *leaders* tutsi ne tardèrent par ailleurs guère à obtenir des postes politiques. Au lendemain de l'indépendance du Congo, Mobutu chercha à séduire les élites tutsi afin de s'en faire des alliés – ceux-ci firent pression sur lui en retour pour davantage de privilèges. En 1969, Barthélemy Bisengimana, un réfugié issu des remous associés à l'indépendance rwandaise, fut nommé directeur de cabinet présidentiel, tandis que d'autres *leaders* tutsi remportaient des postes au cabinet, des sièges au Parlement et des postes à responsabilités dans les services du renseignement et au sein des conseils d'administration d'entreprises publiques. Occupant ainsi le devant de la scène, la communauté eut une certaine facilité à faire pression pour obtenir un amendement des lois relatives à la citoyenneté » (Stearns 2012 : 11-12).

Barthélemy Bisengimana (*alias* BB) est né à Cyangugu en 1939. Il a fait ses études secondaires au cercle scolaire de Butare/scientifique (finaliste en 1956) et des études universitaires à l'université



Barthélemy Bisengimana aux côtés de Mobutu. (Photographe non identifié ; droits réservés.)

Lovanium/Léopoldville comme réfugié rwandais, où il obtint le diplôme d'ingénieur civil électricien en 1961. Il y est arrivé en tant qu'étudiant rwandais réfugié et a entamé sa carrière professionnelle au Congo avec ce même statut. Il se trouva en novembre 1964 dans le sillage de la présidence de la République sous Joseph Kasa-Vubu. Jean Sekabuhoro, étudiant à l'Université Lovanium en 1964, écrit : « Au cours de l'année 1964, ayant appris que l'ancien président des étudiants rwandais à Lovanium avait été nommé au cabinet du président Kasa-Vubu, nous avons, feu Nzamukwereka et moi-même, déposé une lettre de protestation et demandé que ce poste soit remis aux nationaux. Nous n'avons jamais eu de réponse, mais un an plus tard, lorsque Mobutu prit le pouvoir, Bisengimana Barthélemy, puisque c'est de lui qu'il s'agit, était promu à un poste encore plus important de secrétaire à la présidence » (Mpeza & Bucyalimwe s.d. : 235-236).

Bisengimana est entré au cabinet du président Mobutu le 7 novembre 1966 en tant que secrétaire général adjoint[7]. Comme parrain de Bisengimana, on cite souvent le nom de Maurice Léon Tempelsman (un juif d'origine belge) émigré aux États-Unis, « un grand ami de Mobutu[8] ». C'est au moment où fut prise la décision de s'attaquer au problème des Banyarwanda, devenu un fléau au Kivu, que Bisengimana se fit une place auprès de Mobutu. Cette position gagnée au sommet du pouvoir va tout changer de la donne, d'ailleurs les provinces perdent totalement de leurs prises sur les décisions politiques (même celles concernant les pouvoirs locaux) pour être traitées à Kinshasa (les assemblées provinciales sont supprimées). Ainsi, ça ne sera plus à Bukavu que les affaires du Kivu vont être traitées, mais à Kinshasa. Pourtant ici, pendant les 12 premières années de son règne, Mobutu le nouveau chef suprême de l'État-Zaïre mit en place successivement : le « cabinet du président », avec Joseph Mbeka comme « chef » de cabinet (1965-1966) ; le « secrétariat général de la présidence », avec Gérard Kamanda (1966-1967) ; le « ministre délégué à la présidence » (1967-1968, avec Umba di Lutete (1968) et même Joseph Nsinga Udjuu (1968) ; le nouveau « cabinet du président », avec Évariste Loliki (1968-1969) et, enfin, la formule définitive du « bureau du président », avec Barthélemy Bisengimana (1969-1977) nommé par l'ordonnance n° 69-096 du 8 mai 1969. Ces personnages ont tous approché Mobutu de près, mais il y eut d'énormes différences. José Nimy, qui remplacera Bisengimana en 1977, dit avoir reçu de celui-ci, lors de leur passation des pouvoirs effectuée en février 1977, une indication précieuse : « Nimy, retiens que pour Mobutu, ce n'est pas le titre de directeur du Bureau qui importera à ses yeux, mais la considération personnelle qu'il aura de toi » (Nimy 2006 : 513). En fait, commente Nimy, qui aura vécu 9 ans à ce poste, beaucoup « était une affaire de "perception" personnelle et de considération globale que Mobutu avait de ses différents directeurs du Bureau. Notamment, dans leur style personnel, le climat et l'ambiance de travail qu'ils créaient, l'organisation

7. Il fut l'un des trois secrétaires généraux adjoints au sein d'un secrétariat général présidé par Gérard Kamanda. La première équipe de la présidence qui entoura déjà le président au sein de son cabinet était constituée, outre le directeur Évariste Loliki, et le directeur adjoint Laurent Eketebi, de Jean-Théodore Umba (collège politique, juridique et administratif), Jacques Bongoma (collège économie, finances et commerce) et Barthélemy Bisengimana (collège mines et énergie). Léon Kengo fit son entrée juste après le départ de Kamanda à l'OUA.

8. Pierre Janssen (1997 : 167-169), ancien gendre de Mobutu, confirme ce soutien.

technique du cabinet, l'image de crédibilité qu'ils projetaient à l'intérieur et à l'extérieur du pays, leur tempérament et la force de leur personnalité face au monde politique extérieur et aux partenaires extérieurs » (Nimy 2006 : 513).

Bisengimana est resté directeur du Bureau du président Mobutu de 1969 jusqu'à février 1977, durant la période où Mobutu concentra le plus de pouvoirs entre ses seules mains. Ainsi son cabinet devint plus individuel autour de Bisengimana, avec comme objectif que le Bureau du président soit la plaque tournante de toute la vie institutionnelle du pays. Il devait positionner la personne de Mobutu sur l'échiquier national comme une machine redoutable de puissance, d'influence et de présence. Mobutu dira au successeur de Bisengimana l'image qu'il s'était faite de celui-ci. : « le président Mobutu me dira sans détour, un jour du mois de septembre 1977, dans sa résidence du camp Tshatshi : "[…] Nimy, je ne veux plus à mes côtés de directeur du Bureau chef d'orchestre […]" » (Nimy 2006 : 159). En fait, Bisengimana avait été « établi véritablement comme le moteur de l'impulsion et de la coordination de l'ensemble de l'action de l'État-Zaïre » (Nimy 2006 : 162). José Nimy lui attribue le qualificatif de « Mazarin » (Nimy 2006 : 163). Par son choix, Mobutu prétendait affirmer l'autorité de l'État, mais en fait, c'était plutôt la sienne propre qu'il avait installée, sacrifiant pour cela l'État-Zaïre. Le choix de Bisengimana comme directeur de son cabinet avait été calculé :

> « un sujet rwandais pur-sang [*sic*]… originaire de Cyangugu, établi à Masisi, "zaïrianisé" Rwema pour les besoins du pouvoir. Bisengimana avait d'autant plus facilement réussi à organiser et asseoir son pouvoir qu'à son avènement à la tête du Bureau présidentiel, la plupart des grosses pointures de la présidence, soit avaient été promues à d'autres fonctions ailleurs, soit avaient simplement quitté pour des raisons diverses le Mont-Ngaliema. Ce sera le cas de Gérard Kamanda en 1968, directeur de cabinet du secrétaire général de l'OUA, M. Diallo Telli ; de Léon (Lobitsch) Kengo wa Dondo, ancien conseiller juridique à la présidence et nommé en 1968 procureur général à la cour d'appel de Kinshasa ; de Jules Sambwa, ancien conseiller et même directeur adjoint [*sic*], devenu gouverneur de la Banque centrale en 1970, en remplacement de M. Albert Ndele. Et de tant d'autres comme Jacques Bongoma[9], Évariste Loliki[10], Ferdinand Kayuka[11], Étienne Kashama Nkoy[12] qui n'étaient plus de la présidence. Par la volonté de Mobutu, en vertu des textes juridiques qui l'organiseront et dans le contexte politique qui l'animera, le Bureau du président aura la vocation et le pouvoir de tout régenter » (Nimy 2006 : 152-153).

On a pu vérifier l'identité de Bisengimana dans les archives de l'Université de Kinshasa, notamment sur le « bulletin d'inscription en deuxième année Ingénieur civil électricien » pour l'année académique 1959-1960 signé de sa propre main le 29 juillet 1959 :

> « Nom (en majuscules) : BISENGIMANA
> Numéro matricule : 560134
> Prénom : Barthélemy
> Lieu de naissance : Cyibumba
> Territoire : Cyangugu
> Province (illisible)
> Date de naissance : 12 mai 1935
> État civil : célibataire
> Nationalité : ruandaise
> Groupe ethnique : tutsi. »

Arrêtons-nous sur cette identité de Bisengimana qui va muter en s'adaptant à la conjoncture parce que cela va inspirer d'autres Banyarwanda et, depuis, asseoir la confusion qui nourrit une conflictualité devenue récurrente dans l'espace du Kivu autour de la nationalité des Banyarwanda. Il s'agit d'un bel exemple qui montre comment les sources peuvent être biaisées et devenir l'origine d'une demande d'écriture d'une autre histoire.

9. Il est né à Bolobo le 6 juillet 1937 et était originaire du Lac Léopold II, diplômé de l'ICHEC à Bruxelles et licencié en sciences économiques et financières de la London School. D'abord directeur général aux Affaires économiques, commerciales et financières du secrétariat général à la présidence, il fut nommé par l'ordonnance n° 67/462 du 7 octobre 1967 conseiller principal chargé des problèmes économiques, financiers, monétaires et commerciaux au Bureau de la présidence de la République.

10. Il est Ekonda-Bolia du Lac-Léopold II, né le 8 novembre 1931. Licencié en sciences politiques et sociales de l'Université catholique de Louvain, il fut nommé, le 14 décembre 1965, attaché au cabinet de la présidence comme directeur adjoint ; janvier 1966 puis mai 1966, chef de cabinet à la présidence puis directeur du Bureau du président de la République (cf. ord. n° 67/462 du 7 octobre 1967). Élu député en avril 1971, il mourut le 10 avril 1973 à Kinshasa.

11. Il est Luba, licencié en sciences politiques de l'Université libre de Bruxelles. Il devint conseiller pour les problèmes juridiques, politiques et administratifs au Bureau de la présidence de la République.

12. Décédé en 1969.

1. Lors du décès de Bisengimana en 1991[13], Sennen Andriamirado de l'hebdomadaire international *Jeune Afrique* lui donnait 55 ans en faisant remonter sa naissance à 1936 dans l'île congolaise d'Idjwi sur le lac Kivu. Dans « Bisengimana : un Zaïrois de l'an 2000 », un article qui lui était consacré, le journaliste malgache faisait plus qu'un panégyrique d'usage à son défunt ami[14] ; c'était un plaidoyer politique, lorsqu'il écrivait : « […] Bien des aigris ne voient en lui qu'un Rwandais devenu tout-puissant au Zaïre. C'est faux. […] Dans son Kivu natal, il [Bisengimana] crée une nouvelle race de vaches laitières qui produisent entre 25 et 53 litres de lait par jour et par tête, grâce à l'importation d'embryons congelés des États-Unis. Depuis, ces embryons ont contribué à améliorer sensiblement les races bovines dans tout le Kivu ». Le journaliste de *Jeune Afrique* va jusqu'à affirmer que Bisengimana Rwema était ingénieur des télécommunications d'une université belge[15] !

2. *La Référence Plus* dans son numéro 105, un bihebdomadaire de Kinshasa, publia le vendredi 16 octobre 1992 un article du journaliste Wadambe Mgini sous le titre : « Spoliation des terres congolaises : M. Birhumana dévoile la vérité sur feu Bisengimana ». Il cite la source de l'Université Lovanium : « De même, un document de l'Université Lovanium de Kinshasa [l'actuelle Université de Kinshasa], l'Annuaire des diplômés de l'Université 1959-1968, en page 32, identifie Bisengimana comme suit : Faculté polytechnique, Ingénieurs civils électriciens

- Bisengimana Barthélemy S1961 Rwanda
- Katabarwa André S1961 Rwanda

« S » signifie que ces étudiants ont été reçus avec la mention satisfaction en 1961 au jury pour le diplôme d'ingénieur civil électricien. »

Le journaliste de *La Référence Plus* évoque un témoignage écrit par un journaliste de l'époque :

« Quant à la *Voix du Congolais* n° 163 d'octobre 1959, elle publie dans une rubrique "Nos chroniques" sous le titre "Les nouvelles de partout : les stages d'étudiants africains dans l'industrie belge" : "Fabrimétal a décidé, à l'occasion du dixième anniversaire de son action au Congo belge et au Ruanda-Urundi, d'organiser en faveur des étudiants africains des stages dans l'industrie belge de fabrication métallique […]. Les deux premiers bénéficiaires de ce stage sont M.M. André Katabarwa, de Kulindo pour Kigali et Barthélemy Bisengimana de Cyangugu". »

Aussi d'après le journaliste, à la CNS, l'ancien Premier commissaire d'État Joseph N'Singa Udjuu avait fait la déposition à la sous-commission de la nationalité qu'il fut à l'Universté Lovanium président des étudiants congolais, tandis que Barthélemy Bisengimana était président des étudiants rwandais. D'où son étonnement de voir que ce dernier était devenu, en 1970, zaïrois né à Kiumba, à Idwi-Sud.

M. Birhumana, président du comité syndical du personnel administratif du Parlement zaïrois, lors de la plénière de la CNS du vendredi 9 octobre 1992 portant sur l'examen des actes de la Commission de la nature, sur l'aspect particulier des conflits de terres dans l'île d'Idjwi, au Sud-Kivu, déclare : « Bisengimana a acquis à la zaïrianisation par l'arrêté pris en 1974 par M. Kayinga Onsi Ndal, commissaire d'État à l'Agriculture, les 2200 hectares (que le prince Antoine de Ligne avait obtenus le 20 août 1932 et dont l'arrêté qui les lui attribuait aurait dû être renouvelé en 1962), dont il n'a mis en valeur que la moitié, les 1591 ha étant non défrichés. D'après la clause de 1932, le quart de la production devait être consacré au développement socio-économique de l'île. »

Source : Kasongo Ngoy Pauni 2005 : 11).

13. Décédé à la suite d'un cancer du foie, Bisengimana fut inhumé le 1er juillet 1991 au Mont-Ngaliema à Kinshasa.
14. Il est précisé dans l'en-tête de l'article que Bisengimana fut un ami de *Jeune Afrique*.
15. Il aurait confondu Université Lovanium de Kinshasa et Université de Louvain en Belgique.

La promotion politique de Bisengimana, sujet rwandais aux côtés de Mobutu[16], inquiéta le pouvoir de Kigali qui, dès 1966, protesta auprès de la RDC au sujet du positionnement de ce réfugié politique que le chef de l'État couvrait sciemment. Voici le résumé du dossier contenu dans la lettre du secrétaire d'État aux Affaires étrangères adressée au secrétaire permanent du Comité central du MPR à Kinshasa :

> « Citoyen Secrétaire permanent,
> suite à la question posée par votre honorable Institution au sujet d'une requête du Gouvernement rwandais relative à des prestations de ressortissants

16. Lorsque les rebelles simba s'emparent d'Uvira en mai 1964, Gaston Soumialot se choisit comme chef de cabinet un réfugié tutsi qui, d'ailleurs, signa un protocole d'accord avec un autre Tutsi, chef du parti UNAR en exil, François Rukeba, dans le cadre de la lutte « contre les gouvernements fantoches et impopulaires de Kasa-Vubu et Kayibanda » (Reyntjens 1986 : 130-131).

rwandais dans les services publics zaïrois, j'ai l'honneur de vous communiquer ci-après le résultat de mes investigations.

L'ambassade du Rwanda au Zaïre a entrepris une démarche, auprès du département des Affaires étrangères en date du 16 mai 1966, sur le cas du citoyen Bisengimana, à l'époque directeur général au secrétariat de la présidence de la République. Le but essentiel de cette démarche était de protester contre le fait que les autorités congolaises de l'époque avaient accordé la nationalité congolaise à un sujet rwandais et lui avaient confié des fonctions importantes dans l'appareil de l'État.

Les autorités rwandaises fondaient leur démarche sur le fait qu'il s'agissait d'un réfugié politique opposé au régime rwandais en place. Dès lors, ces autorités estimaient qu'en confiant des responsabilités officielles à l'intéressé, le Congo contrevenait à l'article 4 de l'accord de Coopération en matière de sécurité, signé le 8 août 1966 entre le Congo, le Rwanda et le Burundi. Cet article stipule que "les parties en présence s'engagent à interdire l'engagement des réfugiés pris au sens de la Convention de Genève ni dans les cabinets politiques ni dans les services publics, ceci pour ne pas leur donner l'occasion d'exercer une influence néfaste contre l'un des États".

Les responsables rwandais estimaient en conséquence qu'un tel acte était de nature à mettre en péril les bonnes relations entre les deux pays. Par sa note du 11 juillet 1966, le ministre des Affaires étrangères du Congo à l'époque "avait assuré l'ambassade du Rwanda que tout serait entrepris pour trouver une solution qui puisse sauvegarder les bonnes relations qui existent entre les deux pays".

Une enquête a été effectivement menée auprès des autorités provinciales du Kivu aux fins d'établir la vérité sur cette affaire. Par sa lettre du 24 octobre 1966, le vice-gouverneur *a.i.* de la province du Kivu affirmait que monsieur Bisengimana Barthélemy était le fils de Sebijagara Claver et de Mukaculira Marguerite, tous deux de nationalité rwandaise, et résidant à Bideri, dans la préfecture de Cyangugu [Changugu], en République rwandaise. La famille Bisengimana s'est réfugiée par la suite au Congo en 1960 lors des événements qui se sont produits à cette époque au Rwanda.

Quant à la question de connaître la solution que les autorités supérieures congolaises de l'époque ont réservée à cette démarche, les investigations menées par les services du Département ne permettent pas d'y répondre. En fait, les renseignements contenus dans la présente lettre sont tirés du projet de lettre que le ministre des Affaires étrangères de l'époque se proposait d'adresser au président de la République pour demander ses avis. Nos investigations ne nous ont cependant pas permis d'établir si ladite lettre a été réellement envoyée à son destinataire. [...]

Sgé : Pour le commissaire d'État, le secrétaire d'État Asal B. Idzumbuir » (« Lettre n° 131/0096/81 du 8 avril 1981 adressée au citoyen secrétaire permanent du Comité central du MPR », archives MRAC, *Comité central*…, « Rapport de la Commission spéciale »).



Habillé en tenue officielle du régime Mobutu, « Bisengimana Rwema », jusqu'il y a peu réfugié rwandais, s'affichait comme un « Zaïrois authentique » : il s'était trouvé de nouvelles origines, se disant dorénavant natif de Musama dans le groupement Mugote en chefferie Ntambuka dans le territoire d'Idjwi (Sud-Kivu).
(Photographe non identifié ; droits réservés.)

C'est ainsi que se construisit l'histoire ! Bisengimana n'arrivait pas seul, d'autres *leaders* tutsi obtenaient des postes au cabinet, des sièges au Parlement et des postes à responsabilité dans les services du renseignement et au sein des conseils d'administration des entreprises. C'est ainsi qu'en 1970, le processus d'identification des Banyarwanda fut arrêté. Le compte rendu de l'Agence congolaise de presse du 29 juillet 1970 sur la manière dont fut accordée la nationalité congolaise aux Banyarwanda était le suivant :

« Reçus hier [à Kinshasa, 28 juillet 1970] de 10 heures à 15 heures, au mont Stanley, sous la présidence du général Mobutu, chef de l'État et Président-Fondateur

du MPR, les membres du Bureau politique[17] ont adopté les statuts du parti et entendu le rapport soumis par la "Commission des cinq" instituée à N'Sele à l'issue des travaux du premier congrès extraordinaire du MPR. Ces statuts ne seront rendus publics qu'après leur signature par le Président-Fondateur. Auparavant, a déclaré M. Prosper Madrandele, membre permanent, le Bureau politique s'était penché sur la question des habitants de Masisi, territoire situé dans le Nord-Kivu, à qui il [Bureau politique] a reconnu les statuts de citoyens congolais à part entière et tous les droits politiques et autres y afférents. Ainsi, pour tous ceux des habitants de Masisi dont l'immigration remonte aux années 1960, ils sont congolais et de ce fait électeurs et éligibles.

À cet effet, le chef Kalinda de ce territoire a été reconnu comme autorité administrative et le Bureau politique exige en conséquence respect et obéissance à son égard de la part des habitants de Masisi. Le territoire de Masisi est peuplé de 85 % de personnes d'expression "kinyarwanda" qui sont venues, les unes du territoire de Rutshuru, au Congo, et les autres du Rwanda depuis 1924.

L'autorité coloniale qui voulait peupler et mettre en valeur le vaste territoire de Masisi, organisa, vers 1930, un service d'immigration avec l'accord des chefs coutumiers intéressés.

Les immigrés qui étaient tenus à mettre en valeur les terrains qu'ils occupaient obtenaient de cet accord les droits fonciers et autres.

À la veille de l'indépendance, les habitants de ce territoire jouissaient de tous les droits et, en 1960, ils étaient représentés à l'assemblée provinciale de Bukavu.

Cependant, lors de la balkanisation du territoire national, les politiciens de la première législature privèrent les citoyens de Masisi de tous leurs droits. Ces citoyens furent ainsi mis en marge de la société. L'équivoque restait et les habitants de Masisi n'ont pu se faire ni recenser ni enrôler pour les élections suivantes.

C'est cette équivoque que le Bureau politique venait de lever une fois pour toutes, et ce, conformément aux principes mêmes du Manifeste de la N'Sele » (Compte rendu de l'Agence congolaise de presse sur la manière dont fut accordée la nationalité congolaise aux Banyarwanda, 29 juillet 1970).

Huit mois après cette prise de position du Bureau politique, où il ne s'agissait que des habitants du territoire de Masisi (donc, les Banyarwanda transplantés), le Bureau du président fit signer à Mobutu l'ordonnance-loi n° 71-020 du 26 mars 1971 qui, en son article unique, dit : « Les personnes originaires du Ruanda-Urundi établies au Congo à la date du 30 juin 1960 sont réputées avoir acquis la nationalité zaïroise à la date susdite ».

Mais l'opinion s'ameuta et les critiques fusèrent sur l'argumentaire historique assez bancal (contenant des informations mêmes erronées dans le compte rendu de juillet 1970) et la présentation biaisée de l'ordonnance de mars 1971. Un nouveau problème d'interprétation se posa après l'adoption de ce texte. Particulièrement, les réfugiés rwandais de la décolonisation invoquèrent cette ordonnance-loi pour accéder à la citoyenneté zaïroise, alors que cette loi ne visait d'octroyer la nationalité zaïroise qu'aux seuls « transplantés ».

Bisengimana va être auditionné :

> « [...] La décision du Bureau politique ne portait pas sur le cas des étrangers qu'ils soient Rwandais, Burundais, Ougandais ou Centrafricains et que sais-je encore, qui sont venus dans notre pays, soit à la recherche de travail, soit pour d'autres raisons. La décision du Bureau politique était fondée sur un fait qui est de l'autorité belge. Avant l'indépendance, notre cher pays, de même que les territoires du Rwanda et du Burundi se trouvaient sous l'administration d'un même colonisateur. De ce fait, l'autorité administrative a décidé d'autorité, de déporter des ressortissants du Rwanda et du Burundi pour les placer dans notre pays.
>
> La décision (du Bureau politique) avait été prise pour que soit régularisé une fois pour toutes le cas de ceux qui avaient été déportés chez nous par la volonté de l'autorité coloniale et qui, de ce fait, ont passé de nombreuses années dans notre pays et ont accédé à l'indépendance en même temps que nous, participant à nos déboires et mésaventures » (Bisengimana s.d.)

Lorsque l'officiel et les acteurs ne s'embarrassent pas d'afficher ce qui est faux en le proclamant à haute voix, le dossier de nationalité des Banyarwanda qui

17. Il s'agit de J. Mobutu, E. Tshisekedi, J. N'Singa, J.M. Bomboko, S. Lihau Kanza, A. Mavungu, D. Diur, P. Madrandele, A. Edindali, A. Bo-Boliko, Y. Kimpiobi, G. Kashale, E. Lutula, Th. Tumba, J. Miruho, A. Kapwasa, A. Shabani, A. Delvaux, P. Luanghy, P. Mombele, Mudiaka Kamya, J. Bandefu, D. Diur, Ph. Elebe, A. Kabangi, J. Kabili, Kasongo Nyembo, A. Katombe, A.R. Kithima, J. Ileo, F. Minga-Mbengele, V. Ngafani, A. Nzondomio et E. Zola.

trouvait là un point d'ancrage prenait dès lors une orientation conflictuelle.

Mobutu s'était ainsi emmêlé les pinceaux et lié le pays dans ce dossier qu'il ne maîtrisait pas vraiment. Bisengemana et la cause qu'il porte devaient être protégés. Se voyant l'homme fort du moment, Mobutu consacra la citoyenneté des locuteurs du kinyarwanda au Congo, ce qui opposera dès lors une identité régionale aux identités ethniques autochtones. Parce que le texte de sa décision paraissait confus, Mobutu dut se reprendre en venant ajouter une nouvelle loi n° 72-002 du 5 janvier 1972 qui, par son article 15, stipule que : « Les personnes originaires du Ruanda-Urundi qui étaient établies dans la province du Kivu avant le 1er janvier 1950 et qui ont continué à résider depuis lors dans la République du Zaïre jusqu'à l'entrée en vigueur de la présente loi ont acquis la nationalité zaïroise à la date du 30 juin 1960 ». La même loi, à son article 17, prévoyait les incapacités suivantes : 1) il ne peut être investi des fonctions politiques ou mandat électoral ; 2) il ne peut être électeur pendant un délai de 15 ans ; iii) il ne peut être nommé à la fonction publique à un grade de chef de bureau ou supérieur à celui-ci pendant 15 ans ; iv) il ne peut faire partie de la gendarmerie ou de l'armée.

D'après les statistiques démographiques de Léon de Saint Moulin (voir tableau 2.2), cette décision concernait quelques 300 000 personnes réparties surtout dans le Masisi et, dans une moindre mesure, dans les territoires de Rutshuru, Walikale et Goma. Elle ne réglait toutefois pas clairement le cas des réfugiés tutsi qui avaient émigré au Zaïre après 1959. Pourtant, ceux-ci se disent être aussi devenus Zaïrois. On l'apprend dans une lettre du 13 janvier 1981 n° 027/BUK/81-14 du chef de la sous-délégation du HCR au Kivu, Pierre Adouwo, ayant pour objet « Statistique des réfugiés Rwandais du Nord-Kivu » adressée à M. Ugerashebuja Binyurwamo, président du Comité social des réfugiés rwandais au Zaïre résident à Bibwe :

> « Monsieur,
>
> La Sous-Délégation du HCR au Kivu présente ses compliments à Monsieur le Président du Comité social des Réfugiés rwandais au Zaïre et le prie de procéder dans les meilleurs délais au recensement de tous les réfugiés rwandais dans la zone de Masisi depuis 1961.
>
> Cette statistique est demandée par le siège du HCR à Genève en vue d'élaborer un programme d'assistance en faveur des réfugiés rwandais du Nord-Kivu.
>
> Elle rappelle à Monsieur le Président du Comité social des réfugiés rwandais au Zaïre qu'une mission antérieure s'était rendue sans succès sur place à Mweso pour recueillir ces renseignements.
>
> Lors de la rencontre que le Secrétaire de la Sous-Délégation a eue avec les autorités locales (Commissaire de Zone titulaire), il a été dit qu'il n'existe plus de réfugiés rwandais dans la zone de Masisi et que les ressortissants du Rwanda qui s'y trouvent sont considérés comme citoyens zaïrois, par conséquent ils ne peuvent plus être considérés comme réfugiés.
>
> S'agissant des informations importantes pour le HCR, la Sous-Délégation saura gré à Monsieur le Président du Comité social des réfugiés rwandais au Zaïre de bien vouloir tenir à la disposition à partir du 30 janvier, soit la statistique des réfugiés installés dans cette zone établie par catégories (hommes, femmes, filles et garçons), soit dans le cas où Monsieur le Président du Comité social serait du même avis que les autorités locales qui considèrent qu'il n'existe plus de réfugiés rwandais au Nord-Kivu, les documents émanant des autorités centrales de Kinshasa et régionales du Kivu, attestant que les réfugiés rwandais jadis installés dans la zone de Masisi ont bel et bien obtenu la nationalité zaïroise et par conséquent, considérés comme citoyens zaïrois » (archives MRAC, *Comité central*… pp. 112-113).

C'est le résultat d'une situation volontairement créée ; la confusion allait désormais se prolonger. Le ressentiment local est traduit par les préfets des études Balume Mitsindo et Nkuba Kahombo qui écrivent dans une note datée de Goma le 19 décembre 1980 :

> « Il y a eu tricherie dans l'octroi des cartes pour citoyen. Si nous prenons l'exemple de Bibwe, placé sous le patronage du Haut-Commissariat des Nations-Unies aux réfugiés, les élèves du secondaire qui présentaient les examens d'État de Bibwe, ne se présentent pas comme des réfugiés, mais comme des élèves zaïrois, alors que Bibwe est une zone exclusive pour les réfugiés. L'école même est zaïroise et non pour réfugiés. Actuellement presque tous les élèves de Bibwe possèdent des cartes pour citoyen. Si nous devons citer des cas concrets individuels, la liste serait illimitée.
>
> […] certains Zaïrois irresponsables ont vendu consciencieusement la nationalité zaïroise après avoir reçu une chèvre, vache … Profitant de cette tricherie et

Tableau 2.2 : population étrangère rwandaise dans le Nord-Kivu en 1976

Territoires	Population totale	Population étrangère	Pourcentage (%) du nombre d'étrangers sur le nombre total
Masisi	273 920	193 428	81,82
Rutshuru	333 916	81 509	24,4
Goma	74 835	17 713	23,7
Walikale	78 334	1 882	2,4

Source : de Saint Moulin 1976 (cf. chiffres du recensement de 1970).

de leur situation matérielle et financière, ces Rwandais se sont taillé la part de lion en se hissant aux postes clés dans la politique de notre pays.
Il existe d'ailleurs un plan de colonisation de l'ensemble de la région du Kivu par les Banyarwanda, plan mis à jour en 1962 avec la complicité des autorités ecclésiastiques du Rwanda et du Kivu de l'époque.
Certains hommes d'affaires rwandais vivant au Zaïre sont financés par certains fonctionnaires et hommes politiques du Rwanda pour favoriser l'occupation effective des terres du Kivu et en particulier des zones de Masisi, Rutshuru et Goma […]. Avides d'argent et dupés à leur tour, certains chefs coutumiers irresponsables vendent inconsciemment la terre soit aux réfugiés soit aux Rwandais même. Au moment où nous rédigeons ces pages, la société SOFIKI [cf. Bisengimana et protestations du député Jean Bamwisho] vient d'acheter dans la zone de Walikale 23 000 ha des terres sous prétexte de mettre en valeur cette région, alors que l'entrepreneur veut purement et simplement assurer l'occupation des terres et dans un avenir proche y déverser le surplus des Rwandais ou Burundais. […] » (archives MRAC, *Comité central*… pp. 118-119).

La nouvelle loi relative à la nationalité des Banyarwanda eut un impact sur la problématique de l'allochtonie et sur les nouveaux rapports à l'espace qui se créent dans le Nord-Kivu. D'un seul coup, le territoire de Masisi, qui était antérieurement le lieu où les affrontements de nationalité étaient les plus durs, changea littéralement de « propriétaire ». La population d'origine rwandaise devint majoritaire, ce qui pouvait être regardé par les autochtones hunde et nyanga comme une consécration de leur statut de « minorités ».

Honoré N'Gbanda affirme qu'à son arrivée à la tête de la « section de recherches » dans les services de renseignement en 1973, son chef, Édouard Mokolo wa Mpombo (alors administrateur général du Centre national de documentation/département de la Documentation extérieure), lui avait remis un dossier intitulé « Réseau BB à travers le Zaïre » pour prise de connaissance. Il écrit : « Ce dossier décrivait, en réalité, le vaste réseau des Zaïrois d'origine rwandaise qu'avait constitué et développé à travers le Zaïre Barthélemy Bisengimana [...]. Ce réseau était impressionnant avec des ramifications dans tous les secteurs de la vie nationale ! Directeur tout puissant du cabinet du président de la République pendant onze ans, Barthélemy Bisengimana a été, sans conteste, le vrai patron du Gouvernement du Zaïre durant toute la période de ses fonctions à la présidence de la République. Il convoquait et donnait des ordres directement à tous les ministres de Mobutu. Aucune nomination importante au sein de l'Administration publique et des entreprises d'État ne pouvait se faire sans son aval. Il était le passage obligé des ministres pour accéder au président de la République. C'était le vrai Premier ministre du pays. Et je ne pense pas d'être contredit par les collaborateurs du président Mobutu de cette époque-là quand j'affirme que Barthélemy Bisengimana a eu les pouvoirs d'un véritable Premier ministre qu'aucun autre Premier ministre constitutionnel n'a jamais eu après lui » (N'Gbanda 2004 : 64-70).

Les mesures de zaïrianisation et les modifications radicales du Code foncier national adoptées en 1973 furent très bénéfiques aux « nouveaux Zaïrois ». Ainsi, la loi Bakajika de juillet 1973 avait introduit un système dual d'attribution et de gestion des terres : à la légitimité des règles « traditionnelles et coutumières » d'accès à la terre, qui vont être progressivement disqualifiées dans le contexte d'une compétition croissante pour le contrôle de la commercialisation des produits vivriers dans la région, se substitua très vite une légitimité « légale » qui va bénéficier surtout à la couche politico-commerciale « moderne », et donc surtout aux Banyarwanda

(Laurent & Mafikiri Tsongo 2000 : 108). À l'instar des lois coloniales, cette loi donnait à l'État le droit de saisir des terres abandonnées par d'anciens propriétaires ou de saisir des terres « sous-marines ». En outre, les modifications apportées en 1973 ont également rejeté les titres fonciers « coutumiers » et ont fait de l'État le seul fournisseur légal de titres fonciers. Dans la pratique, cela a conduit à un double système de droits fonciers « coutumiers » fondés sur des liens ethniques à côté de la forme « moderne » de droits fondés sur la propriété individuelle. Ce système dédoublé de droits fonciers nourrit des contestations et des conflits, oppose les « autochtones » à ceux considérés comme « non autochtones ».

La « zaïrianisation » des entreprises agro-industrielles et commerciales étrangères avait été déstabilisatrice pour les Kivu sur le plan politique. En effet, ce sont surtout les ressortissants d'origine rwandaise, « promus zaïrois » par la loi de Mobutu, qui devinrent les principaux bénéficiaires de la cession des plantations et des entreprises agricoles prises aux étrangers dépossédés. Ils étaient plus de 90 % à acquérir les plantations européennes dans les territoires de Masisi et de Rutshuru, estime Angélus Mafikiri Tsongo (Mafikiri Tsongo 1996). À Masisi, ils contrôlaient ainsi plus de 45 % des terres disponibles (Laurent & Mafikiri Tsongo 2000 : 99). Beaucoup de ces « ex-Rwandais » ou « ex-non-autochtones » entrèrent aussi en force dans les grandes sociétés manufacturières zaïroises : Utexco (Rwakabuba, puis Bisengimana), Solbena (Rwakabuba), etc.

Le nom de Cyprien Rwakabuba par exemple, fut d'abord lié à l'entreprise Rwakabuba Compagnie industrielle et commerciale (Rwacico) (Rwakabuba Shinga 1994 : 135-147). Il avait été dépossédé de cette société au moment de la zaïrianisation, mais il allait la récupérer en 1976, sous la rétrocession. À l'occasion, il reçut en plus la gestion d'Utexco et une plantation de thé de 800 hectares, qui était la propriété du consul général de France (Rwakabuba 1994 : 142-143). Il disposa d'une usine de café en 1977 et avait acquis à Walikale une superficie de 230 000 ha de terre qui représentait 10 % du territoire hébergeant 40 % de la population de celui-ci ! Contre cette possession, le député Jean Bamwisho Mihia qui y était originaire[18] déposa une plainte en 1980, mais celle-ci n'aboutit pas, en raison des pressions exercées par Kinshasa et l'absence d'enquêtes préalables.

18. Il est Nyanga de Kasoni dans le groupement Bafuna, secteur Wanianga, territoire de Walikale dans le Nord-Kivu.

Cyprien Rwakabuba Shinga

Le *mwami* Daniel Ndeze dira que c'était lui qui avait installé le père de Cyprien Rwakabuba dans sa chefferie Bwisha (cf. « Note du 13 août 1966 adressée au sénateur Rwakabuba Cyprien », cité dans RDC 1966 : 24-25). Les affaires et la carrière politique de Cyprien Rwakabuba (fils de Corneille Rwakabuba et de Madeleine Nyirabikari) ont connu une ascension fulgurante en quelques années.

1) La carrière de jeunesse au Kivu : après des études secondaires à Mugeri (Katana), Cyprien Rwakabuba devient instituteur à la paroisse de Jomba puis, de 1954 à 1960, à la mission catholique de Rutshuru. En 1958, il est conseiller du territoire de Rutshuru. Il fonde en 1959 le mouvement Concorde des familles congolaises (Cofaco) et, la même année, il obtient un diplôme d'humanités devant le jury central. Il dirige par ailleurs des associations de jeunesse, le Xaveri (un mouvement catholique), la Mutualité chrétienne du Kivu, le Cercle Reine-Élisabeth et le Syndicat chrétien de Rutshuru. Il adhère au CEREA en 1960, est élu député provincial, puis est nommé ministre de l'Enseignement du gouvernement provincial du Kivu sous Miruho. Destitué avec Miruho le 25 décembre 1960 et emmené à Stanleyville par les troupes de Gizenga, il est libéré début février 1961. Il est élu président du comité de la revue *Dignité nouvelle*. En juin 1961, il redevient ministre de l'Enseignement du gouvernement provincial, mais il est arrêté à nouveau en juillet 1961 à Bukavu sur l'ordre du président provincial Omari qui l'accuse d'avoir voulu soulever les troupes de la garnison. Il reprend ses activités ministérielles, mais sous Miruho qui revient à la tête du gouvernement en septembre 1961. Rwakabuba s'oppose à la création de la province du Nord-Kivu ; il est attaché à la province du Kivu-Central. En 1962, il se réfugie à Shangugu (Rwanda) après l'arrestation



Cyprien Rwakabuba Shinga.
(Photographe non identifié ; droits réservés.)

de son allié Miruho. Il rentre au Kivu en décembre, après le passage du ministre de l'Intérieur Cléophas Kamitatu du Gouvernement central de Léopoldville. Accusé d'organiser des expéditions contre les habitants de Goma, il occupe les fonctions de ministre du Travail, des Affaires sociales, de la Jeunesse et Sport dans le gouvernement du Kivu-Central (à partir d'août 1963) sous Malago et constitue en fait avec Malago et Boji l'équipe dirigeante de la province.

2) Rwakabuba installé au sommet du pouvoir national : en janvier 1965, il devient directeur à la Jeunesse et aux Affaires sociales au bureau politique de l'Alliance des socialistes chrétiens du Congo (ASCCO). Il est élu sénateur sur la liste ASCCO le 16 juin 1965 et suppléant du député national sur la même liste au Kivu-Central en septembre 1965. Il devient directeur du Bureau politique et orientation du comité provincial du MPR/Kivu en mai 1967. Il est désigné député national en avril 1970, repris le 12 octobre 1975, élu commissaire du peuple et commissaire politique du Kivu en octobre 1977, et membre du comité central du MPR (1980-1990) où il devient d'abord vice-président (1982), puis président de la commission permanente de discipline de 1983 à 1987. Il devient membre du HCR-PT du 19 janvier 1994 jusqu'en mai 1997. Il est membre fondateur du parti FPS. Il participe au Dialogue intercongolais comme chef de la délégation de son mouvement, le Front uni de l'opposition non armée (Fruonar), un parti membre de l'Opposition politique non armée. En juillet 2003, il est désigné sénateur (quota : Fruonar). Il est nommé président de l'entreprise publique Renatelsat le 3 août 2005. Sur la liste des partis agréés en juin 2005, il est à la tête du parti politique Front national pour la démocratie et le concorde (FNDC).

3) Parallèlement ou grâce à cette carrière politique, il a développé des activités à caractère économique : associé de la société Valiserie du Kivu (Valiki) le 15 décembre 1965, il fonde et préside le conseil d'administration de la Rwacico (Rwakabuba commerce, industrie Congo) au Kivu en février 1966, devient administrateur de la Valiki en février 1967. En 1972, on le retrouve homme d'affaires à Kinshasa. Il devient actionnaire du Combinat industriel de Gemena (Comingem) le 26 octobre 1972, administrateur de la Banque de Kinshasa le 20 mai 1973, administrateur de l'Union financière pour le développement industriel et agricole du Zaïre (Ufidiaz) créée le 26 novembre 1973, actionnaire de la société Jamex à Uccle (Belgique) le 23 novembre 1974, délégué général du Groupe Solbena le 14 février 1975, délégué général d'Utexco, le 15 mars 1975. Cependant, son nom est avant tout lié à l'entreprise Rwacico zaïrianisée en 1973, mais rétrocédée à la famille Rwakabuba en 1976. Rwacico devint Rwakabuba Compagnie industrielle et commerciale. Le groupe, dont une usine de café fait partie depuis 1977, se concentre sur les produits agricoles. En 1980 l'entreprise acquiert à Walikale une superficie de terre qui représente 10 % du territoire qui héberge 40 % de la population de ce territoire.

Source : d'après Omasombo Tshonda & Kennes 2006 : 223-224).

Dans le Sud-Kivu, à un degré moindre, de nombreuses fermes et plantations ainsi que plusieurs magasins revinrent à des Banyarwanda de l'ethnie tutsi dans les territoires d'Uvira, Kabare, Idjwi, Kalehe et Walungu. Il a déjà été fait cas ci-dessus de Bisengimana qui devint acquéreur des ex-plantations Prince de Ligne dans l'île Idwji ; pourtant, il était aussi acquéreur de la ferme de Osso, la plus grande dans le territoire de Masisi voisin à celui de Kalehe, possédant le plus grand nombre de têtes de bétail (plus de 3000). Il devenait PDG du bateau Mulamba qui avait un quasi-monopole de transport sur le lac Kivu !

Ces possessions réduisaient le processus traditionnel de régulation des autorités locales (cf. épilogue). Léon de Saint Moulin fait observer que l'État zaïrois qui avait dépossédé ces collectivités de leurs terres sur lesquelles elles n'avaient plus qu'un droit de jouissance, devenait incapable de protéger les populations autochtones contre l'appropriation des terres par un groupe minoritaire (de Saint Moulin 1975 : 113).

Il s'agit là d'un nouvel élément venu s'ajouter à la conflictualité qui s'installait au Kivu, opposant divers groupes ethniques aux Tutsi. Plusieurs Tutsi devinrent ou firent partie des propriétaires terriens et des entrepreneurs les plus riches de la région. Ce qui a fait naître – voire ancré – la prévalence et l'intensité du sentiment anti-Tutsi, oscillant entre privilèges et discriminations. Barthélemy Bisengimana qui s'était fait beaucoup d'ennemis dans la classe politique zaïroise, finit par quitter le Bureau du président. Le 23 février 1977, il fut déchargé de ses fonctions de directeur du Bureau de la présidence, à la suite, semble-t-il, d'accusations de malversations dans le dossier de l'usine textile de Kisangani où l'intéressé aurait « touché » plus que sa part des commissions.

Bien qu'il fût « tout puissant auprès de Mobutu », la promotion progressive d'acteurs originaires de l'Équateur, et surtout de ceux de l'ethnie ngbandi,

permit que certains services soient soustraits au contrôle de Bisengimana. José Nimy, qui lui succéda au Bureau du président, écrit : « Et il n'était nullement conseillé à personne d'être en froid avec Bisengimana ! On était foutu… Hormis quelques durs disposant de leurs propres clés d'entrée chez Mobutu et qui d'ailleurs, le moment venu, le feront payer très cher au tout puissant directeur du Bureau. Car déjà à l'époque, malgré sa toute-puissance, Bisengimana n'avait pas d'emprise significative sur les services de sécurité, bien phagocytés par Jean Seti Yale, Édouard Mokolo wa Mpombo, Roger Nkema, qui, pour traiter avec Mobutu, n'avaient pas besoin de directeur du Bureau. En revanche, après avoir travaillé ce dernier au corps de façon systématique, ils finiront même par avoir raison de lui et l'abattre définitivement en 1977 » (Nimy 2000 : 155).

Le nouveau contexte influencé par la guerre du Shaba I apporta le changement de cap. Le régime Mobutu était profondément ébranlé. En 1977, donc, « tout avait changé de fond en comble. Et ce changement est une césure essentielle, un tournant capital de l'histoire de la Deuxième République » (Nimy 2006 : 219). Dès lors fut décidée la tenue des élections au suffrage direct, même si les candidatures devaient encore être triées par les instances du parti unique MPR, qui « proclamaient », aussi, les résultats.

L'ordonnance qui démit Bisengimana stipulait que celui-ci allait encore assurer des tâches de chargé de mission auprès de la présidence de la République. Bisengimana continua certainement à jouer des rôles « cachés » auprès de Mobutu. José Nimy dit que Mobutu « mettra pratiquement deux ans avant d'oublier complètement Bisengimana, dont l'ombre continuera de planer en permanence sur les activités présidentielles. Bisengimana effectuant une mission pirate par ici, rédigeant par là des notes et des rapports parallèles pour Mobutu ; interceptant au passage (on dirait par kidnapping) les visiteurs invités de la présidence pour les conduire en audience chez le président de la République [...] ; organisant des groupes de travail pour doubler le Bureau du président. Et le tout, au vu et au su du président Mobutu. J'avoue que c'était frustrant. Mon amour-propre en avait pris des coups. Il me fallut réfléchir sur la meilleure manière d'y mettre un terme » (Nimy 2006 : 164). Un nouveau style de pouvoir va s'installer. Mobutu change sa stratégie, il est rattrapé sur le discours de l'authenticité, qui le ramène cette fois-ci à ses origines ngbandi qu'il voudrait maintenant consolider, ou du moins assurer la promotion de ses confrères ethniques et de sa région. Après le départ de Bisengimana (5 octobre 1976-23 février 1977), dans un premier temps, la coordination des actions des ministères va être confiée aux deux vice-présidents institués au Conseil exécutif, l'un pour les questions politiques et administratives (Léon Engulu) et l'autre pour les problèmes économiques (Jean Nguz). La fonction de Premier ministre sera instituée en juillet 1977.

Dans le Sud-Kivu, le choix des députés nationaux en 1970 qui avait porté sur la personne d'Isaac Frédéric Gisaro avait suscité des remous. Celui-ci ne fut donc plus repris sur la nouvelle liste, réduite à 254 députés, de la 2e législature de la Deuxième République pour la période 1975-1977. Isaac Gisaro Muhoza sut approcher les circuits du pouvoir Mobutu, s'étant constitué un camp (des Tutsi) différent de ceux de Bisengimana et de Rwakabuba. Il allait être élu en 1977 député dans le territoire d'Uvira, bénéficiant à l'occasion – et, en partie – de l'appui des notabilités vira et fuliru qui trouvaient en lui un interlocuteur. C'est aussi Cyprien Rwakabuba qui fut élu à la fois député national et commissaire politique (membre du Bureau politique, la plus haute instance du pays, après le président Mobutu) pour le quota de deux sièges attribués à la province entière du Kivu[19]. Au cours de cette année-là, Senzeyi Ryamukuru fut nommé commissaire d'État à l'Agriculture (du 23 février au 8 juillet 1977) et Ndesho [Ndeshyo] Ruhihose devint, lui, secrétaire d'État à l'Enseignement supérieur et Recherche scientifique. Ces promotions accordées aux Banyarwanda énervèrent les originaires du Kivu. On atteignit le point culminant lorsque le groupement Bijombo fut institué par l'arrêté départemental n° 0229 du 23 février 1979 du commissaire d'État aux Affaires politiques Mafema Gazeng (cf. *infra*). Pointé comme étant l'acteur qui avait mené les démarches à Kinshasa pour cette reconnaissance, Gisaro Muhoza perdit le soutien des chefs fuliru et vira. Bien que le Vira Tete Mutembuzi eût été nommé chef du nouveau groupement Bijombo intégré administrativement dans la chefferie Bavira, la grande méfiance provoqua un schisme dans les églises et écoles des Hauts-Plateaux d'Itombwe.

19. Plusieurs dossiers de candidatures à l'élection législative avaient été recalés au niveau soit de la sous-région (district) soit de la région (province) pour « nationalité douteuse » !

Wabuza et Mkila renseignent qu'en « 1982, les immigrés Tutsi rwandais s'emparaient du groupement Bijombo, créé par l'arrêté départemental n° 229 du 23 août 1979. Ils […] débaptisaient les collines et plaines : le sommet Acimu dans le secteur de Ngandja devenait Bugarama en référence aux noms de certains quartiers de la République rwandaise, etc. » (cité par Ntwali Iragi 2023 : 199).

3. L'ABROGATION DE LA LOI DE 1972 SUR LA NATIONALITÉ COLLECTIVE DES BANYARWANDA

> Dans les Kivu, « des tensions s'exprimèrent souvent à travers des préjugés ethniques. Pratiquement chaque Tutsi raconte s'être fait harceler à l'école, insulter ou avoir été victime d'attaques. Des stéréotypes dégradants prolifèrent à l'encontre des Tutsi. Bien avant le génocide au Rwanda, l'usage de qualificatifs tels que "ceux qui ont le long nez", "*kafiri*" (les non-circoncis) et "serpents" devint courant. Lorsque des milliers de Tutsi rwandais fuirent les pogroms au Rwanda au cours des épisodes violents qui précédèrent l'indépendance [...], certains trouvèrent refuge dans un bâtiment colonial belge inachevé dans le quartier de Katindo à Goma – qui fait aujourd'hui partie de l'université de Goma. Les réfugiés y passèrent plusieurs mois. Plusieurs années après, lorsque les écoliers voulaient se moquer d'un Tutsi, ils entonnaient : *Batutsi banayala mu étage ya Katindo* ("Les Tutsi sont entassés dans le bâtiment de Katindo"). Cette chanson, que connaissent bien tous les Tutsi à Goma, souligne leur statut d'immigrant et les ridiculise au motif qu'ils sont pauvres et sans ressources » (Stearns 2012 : 12).

En 1977, le pouvoir de Mobutu avait réellement tremblé, à la suite de l'invasion du Katanga (Shaba) à partir de l'Angola par les anciens ex-gendarmes de la sécession de Tshombe (juillet 1960-janvier 1963). Le président zaïrois découvrit que le mécontentement intérieur et extérieur de son pouvoir était devenu très grand et même très profond. Bisengimana portait la responsabilité de la débâcle économique à cause des mesures de zaïrianisation qu'il avait conseillées, de la construction des « éléphants blancs[20] » qui avait englouti des budgets énormes et favorisé le pillage des ressources du pays. Il en était responsable certes, mais l'origine principale des dérives se situait au niveau du président lui-même ; elles avaient été menées sous sa bénédiction. En changeant le directeur de son cabinet, Mobutu fit se déplacer à d'autres endroits le centre du pouvoir qui lui restait pourtant attaché. Désormais, c'est la Sûreté, mise entre les mains de ses « seuls frères ethniques », qui s'en chargerait (Mpase Nselenge 2011 : 767).

En 1977, vinrent du Parlement (Conseil législatif) des critiques dures et ouvertes contre le régime. José Nimy, qui remplaça Bisengimana au Bureau du président, écrit :

> « J'entendrai dans cet hémicycle, pour la première fois, les membres de cet organe législatif du Parti unique remettre en cause la crédibilité du président Mobutu et poser clairement la question de son maintien ou non à la tête du pays. Les commissaires du peuple Ngalula, Makanda, Yelemenga, Matonda Tsakala, Lumbu Maloba, Tshisekedi, Mwando Nsimba, Belchika, seront impressionnants de verve et de pétulance, avec un sens rare du sarcasme et de critique dure.
> S'adressant à nous, Ngalula, par exemple, nous posera la question suivante : "Comment, des gens aussi intelligents et brillants que vous deux, pouvez accepter de défendre des réformes politiques aussi absurdes ?"
> Un autre s'exclamera plus tard : "Jusqu'à quand allons-nous accepter qu'un homme continue de décider seul comme bon lui semble de l'avenir de toute une nation ?"
> Ou encore : "Après plus de dix ans de règne sans partage et sans résultats sérieux, pourquoi le président Mobutu ne pense-t-il pas à rendre le tablier ?"
> Toutes ces interventions seront accueillies par un tonnerre assourdissant d'applaudissements de la part des autres parlementaires, hormis les fidèles et affidés inconditionnels du MPR qui manifesteront tout aussi bruyamment contre leurs collègues. Il devenait de plus en plus clair que le *système MPR* était fortement contesté de l'intérieur et que le régime de la II[e] République était confronté à un véritable problème politique » (Nimy 2006 : 219).

La nationalité des « ex-Rwandais » du Kivu allait à nouveau être récusée : la nationalité de ces « ex-Rwandais » était, en fait, loin d'être un problème résolu.

20. Au nom du chef de l'État, Bisengimana avait fait bien des choses, particulièrement dans le domaine de l'économie et des finances publiques de l'État. À son compte, il y a des projets économiques fortement contestés tels que Inga-Shaba, le CCIZ (Centre du commerce international du Zaïre), la Sidérurgie de Maluku (SOSIDER) qui ont lourdement grevé l'endettement extérieur du pays.

3.1. CHRONIQUE D'UNE REMISE EN CAUSE

Aussitôt Bisengimana sorti du Bureau de Mobutu, la question de la nationalité fut à nouveau à l'ordre du jour. Un débat s'engagea véritablement sur le contenu de la loi sur la nationalité de 1972. En juin 1978, le Conseil législatif, en même temps qu'il se penchait sur un projet d'amnistie générale des réfugiés zaïrois, décida de remettre à l'ouvrage le fameux article 15 de la loi sur la nationalité de 1972 qui concernait spécifiquement les « Rwandais » établis au Zaïre. Cyprien Rwakabuba qui trouvait dans la démarche un danger imminent pour lui et sa communauté transmettait à Mobutu, le 10 juin 1978, une « note technique » signée par des membres dits du « Comité de rédaction » (dont lui-même). Il sollicitait l'intervention du président pour que : 1) « les 500 000 Rwandais du Zaïre ne deviennent pas des apatrides ; 2) éviter l'humiliation, la démoralisation et la spoliation des 500 000 Rwandais de leurs biens ainsi que le retrait du droit de l'exercice des droits politiques ; 3) éviter l'amputation de la nation zaïroise d'une population de 500 000 âmes qui lui était fidèle ». Cette note technique portait aussi des arguments tels que la remise en cause du tracé des frontières coloniales entre l'EIC et le Rwanda. La lettre de transmission de la « note technique » avait un ton bien supplicatoire.

Sans attendre, le Conseil législatif vota dès le 24 juin 1978 la loi qui abrogeait l'article 15 de la loi 72-002 du 5 janvier 1972. Et le 30 juin, c'est encore Rwakabuba qui écrivait à la Sûreté (CND), exprimant le danger de la réaction de ces 500 000 Rwandais contre le peuple zaïrois et le président Mobutu, une fois la loi sur la nationalité en préparation promulguée.

Mobutu refusera, à cet instant, de promulguer la loi votée par le Parlement en se servant d'une parade. Il s'expliquait dans sa lettre du 3 juillet 1978 : « En raison des répercussions, sans doute prévisibles qu'elle devra entraîner, tant aux plans politique et diplomatique, que social et moral, il ne *Me* [Mobutu] paraît pas judicieux d'assurer la promulgation de cette loi telle qu'elle a été adoptée. [...] la matière relative à la nationalité zaïroise est un des grands chapitres du Code de la famille soumis au Conseil législatif et qui, à *mon* sens, devra être examiné et traité dans un contexte et non pas isolément » (archives MRAC, « La présence des Zaïrois d'expression rwandaise au Zaïre : différents aspects du problème », III-464/48).

Le 4 juillet, un long document anonyme (certainement issu des réseaux des Banyarwanda) traduisait l'inquiétude des Banyarwanda. Ses auteurs faisaient valoir que partout ailleurs en Tanzanie et en Ouganda, les Banyarwanda n'avaient jamais été inquiétés, qu'ils avaient toujours été de bons citoyens, qu'une décision de déchéance ou de retrait de nationalité risquait « de remettre le feu aux poudres ». Un autre document signé à la même date de l'antenne de la Sûreté de Goma annotait : « À l'heure qu'il est, le Rwanda est menacé par la famine et la carence des terres arables, préconiser le retour éventuel des Rwandais revient à dire faire saigner d'avantage la plaie du Rwanda. En outre, les ennemis qui cherchent actuellement à conquérir l'appui du Rwanda et du Burundi pour faire cause commune avec la Tanzanie, la Zambie et l'Angola trouveront en pareille démarche une occasion propice pour venir troubler cette partie du pays » (Document CNRI/Goma 1981 : 107). Ce document du service de la Sûreté (CNRI) intitulé « Analyse sur le bruit et rumeurs autour du projet de loi portant acquisition de la nationalité zaïroise par des Rwandais » apporte d'autres informations sur ce dossier :

> « J'ai l'honneur de vous présenter en guise de rapport d'information l'aspect général autour de bruit et rumeurs qui circulent dans le milieu politique de ma juridiction, bruit et rumeurs se rapportant au projet de loi fixant les conditions d'acquisition de la nationalité zaïroise par des Rwandais.
>
> 1. L'émigration massive des Rwandais au Zaïre des années durant n'a jamais manqué d'inquiéter les Zaïrois autochtones de la sous-région du Nord-Kivu. De manière générale, ces Zaïrois autochtones ont toujours considéré et comparé l'exode des Banyarwanda au problème des juifs dans les terres arabes. Cela se manifeste dans leur mode de vie et, surtout, leur tradition féodale. Partout où un Rwandais s'installe dans le milieu rural, qu'il soit réfugié ou Zaïrois d'expression rwandaise, il est en quête des terres qu'il ne valorise parfois jamais et cela pour nuire à la vie des autres citoyens à qui il demande le payement pour leur permettre de cultiver, en un mot, pour un Rwandais la terre est héréditaire de père en fils ou par ordre consanguin. C'est ainsi, non seulement à cause de sa potentialité économique et le nombre démographique le Bwito s'était séparé de Bwisha pour devenir ce qu'il est devenu, une collectivité à part ; c'était pour éviter la spoliation dans la gestion des revenus et les mœurs qui ne se mariaient pas entre Muhunde et Munyabwisha. C'est aussi raison laquelle on enregistre beaucoup de

cas de criminalité et des conflits des terres en zone de Masisi que partout ailleurs dans la sous-région du Nord-Kivu.

2. Quelques considérations et opinions des Zaïrois autochtones : le Conseil législatif a touché sur un des grands fléaux qui rongent la politique et l'économie du pays.

Par politique : entendez l'intégration de certaine catégorie des Zaïrois d'expression rwandaise qui, hier étaient des étudiants rwandais boursiers à Lovanium après 1960, à nos jours devenus Zaïrois avec droit d'exercer le pouvoir politique et occuper des fonctions publiques. Pour d'autres il y a quelques années que le Zaïre notre pays les payait en devise en tant que coopérants étrangers en nos jours aussi devenus Zaïrois.

Par économique : entendez leur organisation de saigner le pays par la fraude, et leur organisation sociale qui inspire le tribalisme. Là où un Rwandais occupe une fonction, il fera tout pour faire appel à tous ses confrères même ceux se trouvant de l'autre côté de nos frontières pour leur faire obtenir des cartes pour citoyen à l'intention de leur procurer un emploi au préjudice de la main-d'œuvre zaïroise autochtone.

3. Dispositions préventives : ces bruits et rumeurs ont été signalés lors de la campagne électorale législative. En effet, vous vous rappellerez Citoyen qu'il avait été fait mention dans un de mes rapports que la libre campagne démocratique des élections dans ma juridiction avait un penchant qui frisait la subversion lente portant la renaissance de la politicaille.

De tous les temps, la contestation de l'acquisition de la nationalité zaïroise par les ressortissants rwandais émigrés au Zaïre a toujours fait l'objet d'un problème qui couvait et qui tôt ou tard devrait exploser. En effet, lors du déroulement de la campagne électorale démocratique libre l'année dernière, la plupart des candidats avaient tendance à recourir à des thèmes de tribalisme et de politicaille. À leur retour du 2e Congrès du MPR et pendant les premières vacances parlementaires, beaucoup de commissaires du peuple ont sonné le glas en annonçant le projet d'organisation des élections au niveau des chefs des collectivités, car dans les zones de Rutshuru, Masisi et Goma, le nombre des ressortissants rwandais actuellement en possession des cartes pour citoyen, c'est-à-dire détenant la nationalité zaïroise dépasse de loin le nombre des Zaïrois autochtones proprement dits. Ce dépassement démographique devenait problématique du fait qu'il était provoqué par le mouvement d'immigration non contrôlé des sujets rwandais qui entrent même en nos jours sans formalités requises. Et d'ailleurs, certains cas typiques constatés en flagrant délit pendant les dernières élections où les candidats zaïrois d'expression rwandaise ont monté des antennes de distribution des cartes pour citoyens à des Rwandais de la préfecture de Gisenyi illustrent davantage la véracité d'appréhension exprimée ci-dessus.

Fort de cette supériorité démographique obtenue par l'immigration illégale des Rwandais, certains *leaders* banyarwanda n'ont pas hésité à soutenir le projet des élections des chefs des collectivités étant à l'avance convaincus que désormais toutes les collectivités ou entités politico-administratives de trois zones précitées (Goma, Rutshuru et Masisi) seraient dans les mains de Banyarwanda. C'est cela la cause ou la crainte suscitée chez les Zaïrois autochtones qui ne pouvaient digérer pareille entreprise.

Opinion et considérations du Conseil national de documentation (CND)

La sous-région du Nord-Kivu compte 2 000 000 d'habitants dont 500 000 environ zaïrois d'expression rwandaise dont la moitié serait composée d'irréguliers rwandais immigrés au Zaïre sans formalité requise échappant au contrôle tant du Gouvernement rwandais que celui du Zaïre. Parmi ceux-ci, la plupart sont des repris de justice, voleurs, fraudeurs, bandits à mains armées, trafiquants ou bradeurs de notre monnaie.

Bien plus, une autre raison des appréhensions des Zaïrois autochtones, c'est le fait que le milieu intellectuel d'expression rwandaise considère les zones de Goma, Rutshuru et Masisi comme une partie de l'ex-royaume du Rwanda rattaché au Zaïre par les colonisateurs. Au lieu que ce milieu des Zaïrois d'expression rwandaise reconnaît l'hospitalité du peuple zaïrois à travers l'acte posé en 1971 par notre Guide, ils livrent dans la plupart de leurs discussions et conversations en évoquant des revendications territoriales.

Dans tout cela, s'il faut craindre les réactions de la minorité de ces 500 000 Zaïrois d'expression rwandaise l'on ne peut pas en tout cas négliger la force que représente les ¾ de la population qui soutiennent ce projet de loi » (Document CNRI/Goma 1981 : 104-107).

Le député Buunda Birere Sha-Mwami, qui était aussi chef de la chefferie Bwito dans le territoire de Rutshuru, s'attaqua aux thèses présentées par Cyprien Rwakabuba en s'adressant directement à Mobutu, le 7 octobre 1978. Il écrit :

> « Citoyen Président-Fondateur,
>
> J'ai l'insigne honneur de vous adresser le présent rapport relatif à certaines informations que je viens de récolter pendant les quelques jours de vacances

parlementaires dans ma circonscription électorale, le Nord-Kivu.
En effet, Citoyen Président-Fondateur et Président de la République, en plus des obligations et devoirs qui m'incombent en tant que commissaire du peuple et chef de collectivité, la vigilance révolutionnaire, comme tout bon militant du MPR notre Parti, m'oblige à vous entretenir d'un problème qui concerne de près un de vos collaborateurs le plus proche. Il s'agit du commissaire politique Rwakabuba Shinga qui, alors que le problème de la loi sur la nationalité zaïroise se traitait encore au niveau du Bureau politique, après l'adoption de cette loi par une majorité écrasante au Conseil législatif dont je suis membre, s'est permis d'envoyer un émissaire de Kinshasa à Goma, en la personne de Habarugira, conseiller juridique de ses affaires, en vue de divulguer partout des documents qui vous ont été adressés à titre confidentiel.
En juillet de l'année en cours, un certain Habarugira est arrivé à Goma où il a séjourné près d'une semaine, en provenance de Kinshasa.
Pendant son séjour à Goma, l'intéressé, dépêché sans doute expressément pour une mission bien déterminée, a eu un bon nombre d'entretiens et de contacts avec plusieurs personnes de la place parmi lesquelles des hommes d'affaires et des religieux d'origine rwandaise.
Bien plus, le même Habarugira était porteur de plusieurs copies des lettres et d'un rapport technique vous adressés par le commissaire politique Rwakabuba à la suite des débats parlementaires sur la nationalité. [...]
Citoyen Président-Fondateur, sans trop abuser de votre patience, vous me permettrez de revenir sur la soi-disant note technique du commissaire politique Rwakabuba. [...] Dans sa lettre de transmission de la "note technique" vous adressée [...], vous aurez remarqué que cette dernière a un ton supplicatif alors que la soi-disant note technique elle-même est une véhémente revendication et démonstration basée sur de petits écrits prétendus historiques. [...] Selon le commissaire politique Rwakabuba, s'il faut bien analyser sa note technique, ses 500 000 frères rwandais ne doivent rien à la bonté paternelle du Père de la Nation quant à leur hébergement au Zaïre ; s'ils sont devenus zaïrois, c'est parce qu'ils sont établis sur une partie du territoire rwandais annexé par la colonisation à l'ex-Congo, aujourd'hui Zaïre. C'est donc, selon le commissaire politique Rwakabuba dans sa note technique un territoire rwandais spolié, et par conséquent revendicable !!!
C'est ainsi que dans certains de leurs projets antérieurs, les Rwandais installés au Zaïre avaient l'intention de faire croire au Gouvernement du Rwanda qu'ils n'avaient aucune intention de chercher à renverser l'actuel régime de Kigali (cet argument souvent avancé par les intellectuels rwandais actuellement ici chez nous pour apaiser momentanément le Gouvernement en place au Rwanda), mais qu'ils ont reconquis les terres de leurs ancêtres rwandais. C'est ainsi qu'ils n'ont aucune honte d'avancer que les zones de Masisi, Goma et Rutshuru étaient sous la houlette d'un monarque rwandais du nom de Kigeri ; que Goma, Rutshuru et Virunga sont des noms provenant des appellations rwandaises (Ngoma, Rochuro et Birunga). Cette démarche très osée est une preuve manifeste des intentions et prétentions louches et obscures de ces Rwandais résidant sur cette partie du territoire zaïrois. Il faudra que l'on prenne cet aspect du problème en considération » (Archives MRAC, dossier MPR, Buunda Birere Sha-Mwami, « Lettre au Citoyen Président-Fondateur, Kinshasa, le 7 octobre 1978 », pp. 1-6).

Sur la question de la nationalité des Banyarwanda, des memoranda et des contre-pétitions continuent d'être adressés au président zaïrois. Jean-Claude Willame observe qu' à ce stade le « conflit de nationalité » a en réalité une triple dimension : 1) ceux qui se qualifient de « Hutu » et qui se considèrent comme une « tribu » zaïroise du fait de leur établissement au Zaïre depuis des temps reculés ; 2) les « Tutsi » qui sont pour la plupart des réfugiés arrivés au Zaïre suite aux pogroms de 1959 à 1973 au Rwanda (le dernier ayant provoqué une migration très importante d'« intellectuels » tutsi vers le Zaïre) ; 3) les « natifs zaïrois authentiques » qui se sentent devenir étrangers sur leur terroir « envahi » par les deux autres groupes (Willame 1996 : 56-57).

La distinction entre « Hutu » et « Tutsi » à ce moment paraissait notable ; la nouvelle loi sur la nationalité largement adoptée au Parlement et au Bureau politique attendait d'être promulguée par Mobutu. *Mwami* Ndeze de Rutshuru, « le chef coutumier des Hutu zaïrois » avait écrit, le 25 novembre 1980, au chef de l'État. Il analysait les migrations de Banyarwanda et apportait ses informations sur l'arrivée et le nombre probable des réfugiés tutsi. Il affirmait : « Le pourcentage des Tutsi réfugiés rwandais est de loin supérieur au pourcentage des Tutsi zaïrois. Mais ce pourcentage n'atteint nulle part au Kivu 5 % de la population. Il apparaît dès lors choquant et injuste que les Tutsi quels qu'ils soient, se trouvent si largement représentés dans la politique, l'Administration et dans l'entreprise au Zaïre. »

Extrait du mémorandum de la communauté hutu adressé le 11 septembre 1980 au président Mobutu

« Nous, ressortissants des zones [territoires] agricoles et touristiques de Goma, Masisi et Rutshuru [...].

L'ethnie hutu est de race bantoue. [...] Vers les années 1937, en accord avec les chefs coutumiers locaux (Salumu, Kalinda…), en vue de la décongestion du Ruanda et de la mise en valeur de certaines régions du Congo belge, l'autorité coloniale belge qui exerçait alors son mandat sur le Ruanda-Urundi décidait la mise en exécution de son plan de 1933 relatif à la transplantation de certains Banyaruanda au Zaïre, alors Congo belge, tous des Bahutu. Cette vague a été suivie sur décision de l'autorité belge par l'immigration de 1947-1952, une fois de plus, en accord avec les chefs coutumiers locaux. Cette immigration ne reprenait à son compte que les Bahutu lesquels s'intégraient mieux dans le milieu de leurs frères bahutu et autres ethnies bantoues du Congo belge. Ces immigrés perdaient d'office l'appartenance au pays d'origine pour être régis par les lois zaïroises (congolaises à l'époque). C'est ainsi que l'on trouve au Zaïre des Hutu autochtones et des Hutu immigrés [...].

d. Représentativité au niveau des organes du MPR

1. Comité central : néant
2. Bureau politique : néant
3. Conseil législatif : une personne, le *mwami* Ndeze
4. Conseil exécutif : un seul secrétaire d'État, le citoyen Seka Buhoro Bahinyanzi
5. Magistrature : un seul juge, le citoyen Gitari
6. Territoriale : - Gouverneur : néant ; - Commissaire de région : néant ; - Commissaire sous-régional : néant ; - Commissaire de zone : deux.
7. Diplomatie : un seul ambassadeur, le citoyen Ndeze

e. Représentativité au niveau des entreprises publiques

- Président délégué général : néant ; - Administrateurs : néant ; - Directeurs : néant.

[...]. Depuis une douzaine d'années, les zones [territoires] de Masisi, de Goma et de Rutshuru ne sont plus représentées par leurs fils. [...] Nos voisins les Nande, les Nyanga, les Hunde et les Bashi constatent avec amertume que les zones précitées ne sont souvent représentées que par des réfugiés tutsi venus au Zaïre après 1958-1960 c'est-à-dire après la "Révolution populaire" qui a chassé les Tutsi du Ruanda. [...] ils sont présents, après falsification de leur identité, presque dans tous les organes du parti et dans les entreprises publiques et privées alors qu'en principe, ils ne devraient pas prendre une part active à la vie politique du pays, de par leur statut de réfugiés. Ils sont dans le Comité central du parti, dans les grandes entreprises comme la Gécamines, la Sozacom, la SNCZ, Pétro-Zaïre jusque dans les services d'investigation et de sécurité nationale (CNRI, etc.) [...].

Pour l'ethnie hutu, Sé/Bakerura M. (médecin aux Cliniques universitaires de Kinshasa) ; Sé/Maniragapa M. (chef de service au Commissariat général au Plan) ; Sé/Mazibane B. (assistant au Centre de recherche en enseignement mathématique) ; Sé/Birikiye B. Ndidikiye B. (ingénieur civil à la SNEL) ; Sé/Nduhirare M. (ingénieur civil au service présidentiel d'études).

Source : archives MRAC, *Comité central…*, « Rapport de la Commission spéciale documentation », pp. 55-59.

Les Banyarwanda « hutu » voulaient sans doute devancer une décision de retrait de nationalité aux Banyarwanda qui attendait d'être promulguée. Ils se déclarent être d'authentiques Zaïrois, « comme leurs frères Banande, Bashi, Bahunde et Nyanga », et désignent du doigt la sur-représentation des réfugiés et immigrés tutsi. Mais contre eux, aussi, d'autres pétitionnaires dénoncent la « rwandisation » du Nord-Kivu par tous les Banyarwanda, évoquant l'existence, depuis 1962, d'un « plan munyarwanda » pour la colonisation du Kivu « avec la complicité des autorités ecclésiastiques du Rwanda », et s'élèvent contre la puissance et la richesse économiques de tous les Banyarwanda qui « (empiètent) les intérêts politiques et économiques des tribus autochtones pauvres[21] ».

21. « Mémorandum des Hutu zaïrois adressé au Président-Fondateur du MPR, Président de la République du Zaïre, mimeo 1980. Archives du CEDAF III-460 ; « Mémorandum du *mwami* Ndeze Iriyuz'Umwami au Président de la République, mimeo, 25 novembre 1980, Archives du CEDAF,

3.2. LA NOMINATION DES BANYARWANDA AU COMITÉ CENTRAL DU MPR : LA PREUVE D'UN MENSONGE COLLECTIF ?

> « L'on peut tout dire, l'on peut s'accrocher à n'importe quel prétexte, ils [Banyarwanda] n'ignorent pas du tout qu'ils sont venus du Rwanda qui, jusqu'à preuve du contraire, demeure leur mère patrie. [...] héritage de leurs ancêtres » (Buunda Birere Sha-Mwami : 1978).

Le président Mobutu paraît encore au centre du jeu, mais il devenait de plus en plus renfermé, de plus en plus pris en tenaille par des réseaux de courtisans. Il se savait déjà en difficulté dans la gestion de son pouvoir. Cela le conduisit à créer le Comité central, pensant pouvoir encore s'élever un peu plus au-dessus de la mêlée. José Nimy, directeur de cabinet de Mobutu à ce moment, renchérit :

> « Près de 120 personnalités recrutées dans tous les secteurs publics et privés du pays feront leur entrée dans ce Comité central qui entend "remettre de l'ordre" dans la gestion de la République et singulièrement au regard de la "discipline du Parti" ; allusion à peine voilée à l'effervescence politique suscitée par l'avènement de la lettre des 13 parlementaires.
> Institué avant tout pour "casser" l'élan et l'activisme d'un Parlement devenu incontrôlable, le Comité central va pratiquement se substituer à tous les organes et services publics ainsi qu'aux entreprises privées de la République pour tout régenter.
> Sa "commission de discipline" se transformera en une véritable juridiction qui pourra être saisie ou se saisir d'office de toutes infractions aux lois de la République, à l'éthique politique, à la morale individuelle et collective. Elle prononcera des sanctions conséquentes et, à la limite, elle dira le droit ! » (Nimy 2006 : 286-287).

Il était appelé à rassembler toutes les forces vives du pays, dont les ministres, les officiers militaires et les députés en fonction, les commerçants, les chefs coutumiers, etc. Par l'ordonnance n° 80-221 du 2 septembre 1980, la représentativité de sa première composition par province était, dans l'ordre décroissant : 18 pour l'Équateur, 16 pour le Kasaï-Occidental, 15 pour le Bandundu, 14 respectivement pour le Kivu (Maniema, Nord et Sud-Kivu), le Shaba et le Haut-Zaïre, 13 pour le Bas-Zaïre, 11 pour le Kasaï-Oriental et 5 pour la ville de Kinshasa. On peut citer le *mwami* René Ndeze, fils successeur de Daniel Ndeze, dans sa « Lettre au Président-Fondateur du Mpr et Président de la République du Zaïre » écrite *à* Kinshasa le 25 novembre 1980. Au Parlement, on s'est agité, même avec plus de vigueur : Luembe, K.K. *et al.* avec la « Lettre au Citoyen Président-Fondateur, Président de la République à Kinshasa/Ngaliema et dont l'objet est « Présence des étrangers au sein du Comité central du Mpr » (Kinshasa, le 8 novembre 1980). Il s'agissait de Pierre Rwanyindo Ruzitabwoba (de l'ethnie tutsi), de Juvénal Kalisa Ruti (de l'ethnie tutsi) et d'Oswald Ndeshyo Ruhose (de l'ethnie hutu) passant pour être des Congolais (Zaïrois) originaires du Nord-Kivu. Aussitôt que le dossier fit du bruit, voire engendra des menaces, et que les trois personnes nommées ne purent rejoindre leurs postes, Mobutu dut trouver une issue à une situation devenue explosive.

En février 1981, le Comité central du MPR fut saisi de la question : une commission fut constituée pour l'étude des problèmes créés par la contestation de la nationalité de trois membres du Comité central du MPR ; à noter que le *mwami* René Ndeze de la chefferie Bwisha et Cyprien Rwakabuba y étaient aussi nommés membres du Comité central[22]. La direction de la sous-commission chargée de la question de la nationalité des Banyarwanda dont les membres désignés devaient tous être non originaires du Kivu fut confiée à Justin Bomboko, qui avait été membre du Bureau politique en 1970, lors de la première prise de décision y relative. Cette fois, il ne s'agissait plus d'une décision expresse liée à la volonté de l'autorité, parce que des enquêtes devaient être menées sur le terrain. Des informations furent recueillies ; une abondante documentation fut rassemblée. Ainsi, les identités réelles des trois sujets dont la nomination comme membres du Comité central avait été contestée furent vérifiées. Il ressortit, dans le « Rapport de la Commission spéciale documentation » (archives

III/460 ; « Démentis sur les déclarations du docteur Kalisa dans son document "Quelques précisions sur la contestation de nationalité des Zaïrois à la tribu Munyarwanda" », mimeo, février 1980, Archives du CEDAF, III-460.

22. René Ndeze resta au sein de cet organe jusqu'en 1985. Dans la composition du Comité central nommé le 28 janvier 1985, on ne retrouvait que Rwakabuba Shinga et Kakule Mbahingana pour le Nord-Kivu. Le premier restait président de la Commission de discipline et membre du Bureau politique (*Zaïre-Afrique* 1985 : 189).

MRAC, *Comité central*…,), que les informations communiquées par les intéressés étaient erronées :

1) Pierre Rwanyindo Ruzitabwoba était né en 1934 à Butare au Rwanda (chefferie Bofunda, territoire de Butare ex-Astrida) d'un père rwandais, Bikera Kenja Mathiase, et d'une mère rwandaise, Nibatunzi Génerose, qu'il alla même encore visiter à Butare en 1978. Tous ses frères et sœurs avaient la nationalité rwandaise, et un seul vivait à Bibwe (territoire de Masisi) au Zaïre, au camp de réfugiés[23]. À son entrée au Congo par le poste de Shabubu, Pierre Rwanyindo dit n'avoir pas été enregistré comme réfugié ; sa famille (épouse et un enfant) qui le rejoignit était venue le retrouver à Bukavu, en 1960, où il vécut de 1958 à 1963. Dans l'encadré ci-dessous, les renseignements que lui-même avait fournis à la commission du Comité central :

23. Il s'agit de : Ruremesha Élie, né à Butare en 1932 et décédé en 1967 ; Mukanyindo Angéline née à Butare en 1937 et vivant à Gikongoro ; Munganyinka né(e) à Butare en 1940 et vivant à Gikongoro ; Mutumwinka né(e) en 1943 et vivant à Gikongoro ; Twagirimana né(e) en 1949 et vivant à Bujumbura ; Gahamire né(e) en 1953 ou 1954 et vivant à Kigali ; Rugenyeko né en 1955 ou 1956 et vivant à Bibwe (Masisi).

« - Question 5 : Et les parents ?

- Réponse : Ils sont toujours à Kasansi. Mon père était venu trop jeune au Congo, mais depuis mon âge de raison, il n'est jamais venu résider au Congo [au Zaïre], sauf visite.

- Question 6 : Avez-vous des frères ?

- Réponse : J'ai un frère de même père au camp Bibwe Rugenyeko à Masisi. Il est venu voir ma sœur à Bujumbura puis il est venu à Kinshasa entre 1973 et 1974 (je ne suis pas sûr), et c'est lui qui s'occupe de mon lopin de terre au Kivu.

- Réponse 7 : Je ne suis jamais allé me présenter au centre des réfugiés. Mon frère quant à lui, je ne suis pas sûr s'il est allé au camp se faire enregistrer, je ne sais pas. Mes parents ne sont jamais enregistrés dans le camp des réfugiés. Je connais le nommé Gakwadi (cultivateur). Il est mon cousin, son arrière-grand-père et mon arrière-grand-père sont des frères. Il est paysan (agriculteur et éleveur). Mon lopin de terre se trouve à deux endroits, une partie à Bibwe Centre avec une maison en matériaux durables, et une autre à Ronga.

- Question 8 : Avec qui Rugenyeko vit-il à Bibwe ?

- Réponse : Avec des cousins, membres de familles lointaines, pas au sens restreint du terme.

- Réponse 9 : Au Campus [université Lovanium de Kinshasa, de 1963 à 1969], c'était la bourse de l'Université financée par AID, je ne suis pas sûr, bourse destinée aux étrangers et peut être aux Zaïrois.

- Réponse 10 : Je ne sais pas quel document il fallait joindre, le Secrétaire permanent [Kithima bin Ramazani] nous avait dit que nous étions contestés.

- Question 11 : Dossier de demande de nationalité !

- Réponse : Une demande écrite. Sans réponse écrite du ministère. Je demandais la nationalité zaïroise. [Sous-question : Avez-vous lu le décret-loi de 1965 ?] Oui, je l'ai lu. Dans mes démarches, on m'a dit que j'avais déjà la nationalité en vertu de l'ordonnance-loi de 1971, par décision de l'autorité. Mais cette loi de 1971 a été annulée, mais j'ai dit que je n'étais pas concerné et l'Administration n'a pris aucune disposition. Les effets produits ne sont pas nuls. Pas des dispositions particulières concernant les individus, mais j'étais individu (*sic*). Le département de la Justice devait notifier la chose à chacun de nous. Étant professeur [d'université], j'ai gravi les étapes comme tous les professeurs zaïrois. En mission, je vais avec un titre de voyage comme zaïrois.

- Question 12 : Biens au Zaïre ?

- Réponse : Famille ; maison en construction à Righini [à Kinshasa], maison en état de finissage en semi-durable à Bibwe ; concessions ; emploi.

- Question 13 : Circonstances d'arrivée au Zaïre ?

- Réponse : Au Rwanda, j'ai seulement les parentés. [sous-question : Si les conditions politiques au Rwanda changeaient en faveur des Tutsi, auriez-vous encore l'envie de rester au Zaïre ?] Les Tutsi ne sont plus traqués comme dans le gouvernement de Kayibanda. Même si le Président du Rwanda me proposait d'être ministre, je ne peux pas rentrer au Rwanda.

- Question 14 : Le système de quotas est-il aboli au Rwanda ?

- Réponse : Pas de limite pour les Batwa, mais dans l'armée, je ne sais pas ; dans l'enseignement, je sais qu'il y a un système de quotas.

- Question 15 [La sous-commission] : l'autorité administrative ne devrait-elle pas notifier à chacun le décret de 1965 ? Parce que la loi était rendue publique, la démarche du certificat est à recommencer.

- Réponse : Si l'autorité compétente n'a pas pris les dispositions nécessaires pour nous informer.

Sous-commission : ce point constitue un problème, je vais vérifier auprès des juristes compétents. Nous devons savoir qui a raison, qui a tort. Le problème est posé.

- Question 16 : Le numéro : on devait se faire signaler dès qu'on arrivait quelque part.

- Réponse 17 : Je confirme avoir écrit au département de la Justice pour une demande de nationalité et que je renonçais à la nationalité rwandaise.

Sous-commission : C'est la loi de 1972 qui vient annuler la loi de 1965 et tout le problème est là posé ; nous allons voir l'aspect juridique pour voir si le certificat est valable.

Rwanyindo : Je ne compte pas sur le papier, mais sur ma conviction et sur la façon dont je me suis comporté depuis que je suis au Zaïre et Zaïrois. Je comprends qu'il y a un problème. Nous sommes des adultes instruits et je comprends que vous cherchez la vérité.

Sous-commission : Nous allons approfondir ce point :

Rwanyindo : En matière de nationalité, on se soucie plus de ce qu'on donne, mais on ne se soucie pas de l'apport de celui à qui on donne la nationalité. En âme et conscience, je n'ai jamais triché et je ne tricherais jamais. Je peux même recommencer à demander la nationalité. Il y a une lettre de demande de nationalité du représentant des réfugiés au département de la Justice pour une demande de nationalité [L'intéressé (Rwanyindo) a remis une copie de cette lettre] » (archives MRAC, *Comité central*…, « Rapport de la commission spéciale documentation »).

La commission du Comité central apprit du témoignage du « président des réfugiés rwandais au Zaïre », Ugirashebuji Binyiruame (domicilié au centre des réfugiés à Bibwe), que la mère de Rwanyindo et son petit frère Ruganyeko s'étaient installés récemment dans le territoire de Masisi à Bibwe, au centre des réfugiés, où ils avaient un lopin de terre et une petite maison.

2) Kalisa Juvénal (appelé Kalisa Ruti-Baruti, en 1972) déclara à la commission être né en 1948 à Bugabo dans le territoire de Masisi et appartenir à la chefferie Bahunde, même si son père et sa mère étaient tous deux des Tutsi. D'après lui, son père, Barinda Godefroid, était né en 1900 à Kamurosi (Masisi) où il était devenu chef de groupement sous le chef hunde André Kalinda (cf. *supra*). Mais il se fait que les chefs locaux (*mwami* Ndeze, le député Kalinda Ndandu (né en 1951) de Masisi, le chef de la chefferie Bashali) ne le reconnaissaient pas, surtout lorsqu'il affirmait que le Kamurosi était un territoire de Banyarwanda avant la colonisation belge. Il situait ses origines dans le passé, mais lorsqu'on le ramenait à des repères, il ne savait pas les fixer.

La commission découvrit, d'après les renseignements recueillis dans le registre de baptême et de confirmation ainsi que dans le palmarès de l'école primaire de Masisi, que Kalisa était né vers 1947 à Karambi (Busekoro). Divers témoignages rassemblés et cités dans le document précisent que le père de Kalisa était « arrivé au Zaïre avec sa famille vers 1938 [...] à Nyamitaba (groupement Kwebo), ensuite à Busekera (groupement Buabo) et actuellement à Mululu en groupement Kibabi. [...] Son père fut notable dans l'ex-chefferie Gishari dirigée par [...] Bucyanyandi (ou Bucyanayandi). Après être chassé par Bucyanyandi, il vient s'installer tour à tour dans le Bugabe, dans le Kibabi comme berger en train de garder ses vaches. Il est Tutsi du clan Bagowe ».

3) Ndesho Oswald (Ndeshyo, orthographe correcte, au départ appelé Desayo Oswald), qui, lui, est Hutu, dit être originaire de la chefferie Bashali dans le territoire de Masisi. Son épouse, Munyanga Chashi, née à Muramba (au Rwanda) en 1943 était Tutsi, et, d'après elle son père était Congolais. D'après les renseignements recueillis, Ndesho présenté comme Hutu de Masisi avait évolué à l'ombre de Bisengimana et de Rwakabuba.

Le cousin germain (leurs grands-pères étaient des demi-frères) de Ndesho était gouverneur de la Banque nationale du Rwanda en 1980. Son père Binenwa était né et a vécu à Busasamane (au Rwanda) à 15 km de la frontière avec le Congo, avant d'immigrer à Nganjo (Masisi) où il vécut jusqu'à sa mort. Il eut trois femmes, toutes des Hutu venues du Rwanda.

Lors de son audition par la commission du Comité central, Ndesho déclara que son demi-frère Sebirendangaye Rulihoze était né en 1932 à Bugoyi près de Gisenyi (au Rwanda). « Nous sommes des Bahunde. Mes parents sont arrivés peut-être dans le cadre de l'immigration organisée ; ceux restés au Rwanda sont d'essence chefs au Rwanda. [...] village Bugoyi = sont originaires de Bugoyi, dans le village près de Gisenyi. Ils étaient à Ngazo. Nyamitaba et Ngazo sont distants de 12 km ».

Si Ndeshyo avait déclaré être né en 1937, après l'arrivée de ses parents au Congo en 1936, la commission du Comité central découvrit, d'après les renseignements recueillis dans le registre de baptême (du 7 juillet 1940 sous le n° 1930) et de mariage de la mission catholique de Nyakariba et sur la fiche de son grand-frère, qu'il était né vers 1933 à Mwendo (au Rwanda) dans la sous-préfecture de Bugefora et préfecture de Kigali. En fait, il revendiquait le *jus soli* (loi du pays) plutôt que le *jus sanguinis* (loi du sang), appuyé au départ par l'Administration coloniale au début des années 1950, pour justifier sa nationalité congolaise : les enfants des immigrés rwandais se voyaient accorder la citoyenneté congolaise parce qu'ils étaient nés au Congo.

Il ressort des procès-verbaux que les parents de Ndeshyo venus du Rwanda aux environs des années 1940 s'étaient installés à Nyamitaba, puis au village Bihira (Kilohirwa) en groupement Bashali-Kwembe. Ndeshyo, alors enfant, serait venu du Rwanda avec sa famille. Les parents de Ndeshyo, des Hutu, seraient arrivés dans le groupe de l'immigration organisée (MIB).

Malgré leur rang dans la nomenclature et leurs liens avec le régime, aucun des trois membres ne siégea au Comité central[24]. Consulté par la sous-commission Bomboko, l'évêque de Goma, M^gr^ Faustin Ngabu, proposa que ni les habitants de Rutshuru établis de longue date au Zaïre, ni les immigrés d'avant l'indépendance ne soient touchés par un remaniement de la loi sur la nationalité. Il argua qu'il n'y avait pas lieu de craindre que les Rwandais établis au Zaïre acquièrent la double nationalité, du fait de la surpopulation « hutu » au Rwanda et de l'existence de quotas ethniques pour les Tutsi : les Rwandais avaient donc tout à gagner à devenir et à rester de « bons citoyens zaïrois ». L'évêque répondit également à une série d'arguments sur un éventuel scénario de guerre du Rwanda contre le Zaïre, sur les « fraudes » commises par des Tutsi arrivés à de hautes fonctions au Zaïre, sur la non-intégration des Banyarwanda, etc. (Ngabu 1981 : 65-73).

Mais il n'empêche que pour beaucoup d'hommes politiques et d'intellectuels congolais, il y avait péril en la demeure et il fallait, au plus vite, régler la question des Banyarwanda que certains tendent à faire passer ou présenter comme une « tribu ou une ethnie »[25]. Ceux-ci continuaient, en effet, à franchir la frontière pour s'installer (provisoirement ou définitivement) au Kivu et parvenaient encore à y prendre possession de terres, avec des complicités dans l'administration du cadastre ou ailleurs et en court-circuitant les chefs coutumiers locaux. Plutôt que ça aurait été lui qui devait trouver la solution à la situation que ses décisions impromptues ont envenimée, c'est un Mobutu embarrassé qui au cours d'une session du MPR en mars 1986 posa incidemment « la question de savoir qui au Zaïre est Zaïrois et qui ne l'est pas ? » Mobutu n'avait dans son viseur que son pouvoir personnel à protéger coûte, s'éloignant de plus en plus des intérêts du pays dont la gestion à cause de multiples actions maladroites posées lui devient délicate. Sur les conséquences déjà perceptibles en rapport au dossier de la nationalité de Banyarwanda, les deux préfets des études Balume Mitsindo et Nkuba Kahombo écrivent une note datée de Goma le 19 décembre 1980 :

> « L'objet du présent document est de démentir certaines déclarations du D^r^ Kalisa dans sa lettre "Quelques précisions sur la contestation de la nationalité des Zaïrois à la tribu munyarwanda" […].
> Le D^r^ Kalisa parle "des conséquences regrettables" que pourrait encourir le pays au cas où on ne lui octroyait pas la nationalité réclamée. Cela prouve l'existence d'un plan de réplique si la nationalité zaïroise leur est refusée ou retirée. Ne serait-ce pas un ultimatum lancé par le D^r^ Kalisa et sa suite aux instances supérieures de notre pays ?

24. Oswald Ndeshyo était resté professeur à l'Université de Kinshasa. À l'avènement du pouvoir de l'AFDL, il sera nommé ambassadeur de la RDC auprès de l'OUA en Éthiopie. Mais avec la nouvelle guerre du RCD, en août 1998, il connut l'exil, et ne revint à Kinshasa qu'après les accords de paix de 2002. À l'Université de Kinshasa, il avait été radié comme enseignant.

25. Cf. Kalisa, Ndesho & Rwanyindo 1980 ; Archives MRAC, Ngabu 1993 : 2

> Ce problème n'est donc pas d'aujourd'hui. Il date de longtemps et attendait un moment propice pour exploser.
> Le "Munyarwanda" disposant d'une force matérielle puissante s'en sert toujours pour empiéter les intérêts politiques et économiques des tribus autochtones pauvres. Le problème mérite donc une attention particulière et approfondie pour que les fils authentiques du Kivu, en particulier ceux de Masisi ne connaissant un jour le sort des Palestiniens arabes.
> La tentative de rwandisation de l'enseignement primaire à Masisi par les autorités du diocèse de Goma en 1968 et 1969 est encore fraîche dans les mémoires pour être oubliée ici. Elle est encore une preuve matérielle de l'ambition des Rwandais à dominer la zone de Masisi en agissant à partir de la base, c'est-à-dire l'enfance » (archives MRAC, *Comité central*… pp. 119-120).

3.3. LA LOI DU 29 JUIN 1981 : AFFIRMER L'« AUTOCHTONIE » COMME BASE DE LA NATIONALITÉ CONGOLAISE

Confronté à toutes ces données établies, informé par le pouvoir rwandais de l'existence d'une loi de l'Assemblée rwandaise obligeant tous les Rwandais installés au Zaïre ayant opté pour la nationalité zaïroise à y renoncer, assailli par la pression de plus en plus intransigeante des originaires du Kivu, le président Mobutu abrogea sa loi de 1972 par une nouvelle loi n° 81-002 du 29 juin 1981 sur la nationalité des Banyarwanda. En fait, cette loi ne fait que reprendre, en son article 4, les principes de la Constitution de 1964. Il est écrit : « Est Zaïrois, aux termes de l'article 11 de la Constitution, à la date du 30 juin 1960, toute personne dont un des ascendants est ou a été membre d'une tribu établie sur le territoire de la République du Zaïre dans ses limites du 1er août 1885, telles que modifiées par les conventions subséquentes ». Ce qui est spécifique, c'est le recul de la date qui n'est plus 1908, lorsque l'EIC devenait Congo belge, mais 1885. Le *jus sanguinis* était désormais l'option fondamentale retenue, la nationalité congolaise n'étant plus conférée aux « étrangers » que sur la base d'une demande expresse et individuelle (grande ou petite naturalisation). Ainsi, l'adoption de la nouvelle loi fut suivie d'une opération d'identification nationale, afin de fixer le statut de « non-Congolais » des Banyarwanda. Seuls donc les districts du Nord-Kivu et du Sud-Kivu auxquels s'ajoutent les territoires de Moba et de Kalemie (dans le district du Tanganyika, au Katanga) où quelques communautés banyarwanda sont installées, furent concernés.

Juste après la promulgation de la nouvelle loi, un groupe appelé « Peuples d'origine rwandaise au Zaïre » adressait une lettre au secrétaire général des Nations unies demandant l'autorisation « de créer un État séparé et indépendant au Nord-Kivu ». Ils espéraient que l'ONU et l'OUA reconnaîtraient leur mouvement d'autodétermination (Brice 1995 : 10).

La période qui va de 1976-1977 à la fin des années 1980, que l'ouverture démocratique clôtura (!), fut celle d'une bataille épuisante qui lamina beaucoup d'acteurs et causa la destruction complète du régime. Le MPR devint un haut lieu de luttes factionnelles intenses, Cyprien Rwakabuba fait état, dans ses mémoires, de l'ostracisme dont lui et sa communauté banyarwanda furent l'objet de la part de ses pairs durant cette période d'incertitude où il se sentit, écrit-il, « seul contre tous ».

> « Alors que jusque-là ma nationalité n'avait jamais été sujette à controverses, mes adversaires politiques estimèrent le moment venu de m'attaquer sur ce front-là [...]. Une sorte de coalition de mes compatriotes du Kivu [...] se crée et s'organise pour empêcher ceux que l'on appelle désormais les Banyarwanda de progresser politiquement. C'est ainsi que les candidatures présentées à tous les échelons et dans tous les secteurs de la vie nationale rencontrent les plus grandes difficultés pour être retenues. Même au Comité central où je suis pourtant en bonne position, j'ai du mal à faire entendre ma voix sur cette question. Devant une coalition qui se fait de plus en plus coercitive, c'est la mort dans l'âme que je vois, impuissant et minorisé, quant à ce problème précis, ma communauté quasiment absente des organes du Parti et à des hautes fonctions dans l'Administration publique [...]. La loi de 1981 qui semblait trancher le différend est venue jeter le trouble dans les esprits, surtout dans son exposé des motifs plein de contradictions, instaurant un climat de méfiance envers tous les locuteurs du kinyarwanda » (Rwakabuba 1994 : 110-112).

Mobutu, lui aussi, n'aurait pas apprécié d'apprendre que les Banyarwanda fondaient leur demande de nationalité sur une prétendue possession ancestrale des terres du Kivu, d'après les témoignages de certains proches. Le nationalisme du Président avait été touché. En 1982, il prit la décision de suspendre les élections locales dans le Kivu, à

cause des Banyarwanda, dont la présence trop nombreuse, allait influencer les résultats des élections. L'ordonnance n° 81-061 du 15 mai 1982 portant certaines mesures d'exécution de la loi du 29 juin 1981 disposait que « sont nuls et non avenus, les certificats de la nationalité zaïroise ou tout autre document d'identité délivré en application de l'article 15 de la loi n° 72-002 du 5 janvier 1972 sur la nationalité zaïroise ». Par ailleurs, Jacques Mozagba Ngbuka, le ministre de la Justice sous le gouvernement de Léon Kengo wa Dondo, prit les arrêtés n° 83-183 et n° 83-184 du 31 octobre 1983 stipulant que toutes les personnes disposant des certificats de nationalité ou des documents d'identité obtenus en application de l'article 15 de la loi n° 72-002 du 5 janvier 1972 devaient introduire leur demande en vue de l'obtention de la naturalisation, conformément à la loi n° 81-002 du 29 juin 1981. Selon Albert Kisonga, dans l'entourage de Mobutu, seul le Premier ministre Léon Kengo – dont la mère était née d'un père ngbandi et d'une mère tutsi rwandaise (cf. *infra*) –, en dehors des ressortissants du Kivu, avait compris les visées des réfugiés tutsi. Malgré son pouvoir, il ne parvint pas à freiner les appétits tutsi » (Kisonga 2005 : 174).

Malgré la nouvelle loi, le problème des « riches » et des « puissants » Rwandais pouvait être réglé par l'octroi discrétionnaire de la grande naturalisation par le président de la République, moyennant l'avis conforme du Comité central et sur la base des « services éminents » qu'ils avaient pu rendre au Zaïre (article 15 de la loi). Ainsi ces « grands » échappèrent-ils à toute déchéance de nationalité.

Entre 1981 et 1983, dans le contexte créé par l'adoption de cette loi, fut créée par des personnalités tutsi et hutu une « mutuelle[26] » dénommée Umoja. Entre-temps, la crise du régime Mobutu s'était aggravée et la situation était devenue plus difficile encore dans les deux provinces du Kivu scindées en 1988.

Les Tutsi au Zaïre à travers Bisengimana allaient encore s'appuyer sur la présence au pouvoir de Mobutu ; ils gardaient les vaches du président dans leurs fermes du Kivu. Pour leur défense, il est raconté que Mobutu était au courant de leur agenda militaire pour se maintenir au Zaïre après son possible départ ; il semblait les laisser s'organiser. Dans un compte-rendu d'une réunion à Kisangani de la mutuelle Mwangaza avec Barthélemy Bisengimana dans la nuit du 23 au 24 mars 1987, il avait été dit : « Il est important de savoir que nous sommes mal vus ; l'interdiction des étrangers dans les zones minières concernant le Kivu, surtout Beni et Walikale. Ce qui fait que celui qui n'aura pas la carte ne mettra pas ses pieds là-bas. Ngezayo lutte pour ça à cause de sa CAPACO et c'est très dangereux pour lui. La chose grave est que ceux qui gardent nos armes commencent à avoir peur d'être découverts (Nyamitaba, Kalonge, Bibwe, Matanda, Goma-Munigi), ils ignorent que le président (Mobutu) connaît l'affaire. Il avait dit que quand il est là, nous sommes au Zaïre et à sa chute nous avons le droit d'utiliser nos armes » (Mutezi Muja wa Mariya 1987 : 1).

Les élections législatives de 1987 furent reportées au Kivu, en 1989, du fait des contestations de nationalité des Banyarwanda. Cette année, à nouveau, les élections ne pouvaient se tenir, faute de pouvoir éjecter les réfugiés rwandais. L'ordonnance présidentielle n° 89-122 du 22 mai 1989 décida d'une opération d'identification des nationaux dans les deux nouvelles provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu. Le *vade-mecum* destiné aux agents chargés du recensement des nationaux élaboré par le ministre Léon Engulu reprenait en gros ce qui avait été prévu de faire entre 1967 et 1970, avant que la décision du Bureau politique, inspirée par Bisengimana, n'ait interrompu l'organisation administrative qui se mettait en place.

Sur le terrain au Kivu, la situation ne connut pas d'évolution ; il n'y eut ni application de la nouvelle loi ni acceptation des Banyarwanda comme étant des citoyens congolais. Jean-Claude Willame écrit : « Sur le plan foncier, la pression sur la terre n'a cessé de croître depuis les années 60, non pas seulement à cause de l'accroissement démographique, mais aussi par les effets d'une économie locale dominée par une agriculture monétarisée. [...] Entre 1979 et 1984, plus d'un millier de demandes de terres sont enregistrées dans le Masisi qui bat aussi le record des plaintes pour "spoliation" (48 % des procès au Nord-Kivu) : les "autochtones" se plaignent d'être spoliés par des "immigrés" ou des "transplantés"

26. Le terme « mutuelle » désigne au Congo un large éventail d'associations ayant pour raison sociale l'organisation de formes de solidarité entre leurs membres. Les « mutuelles » ethniques ou ethnico-régionales se sont multipliées dans le contexte de la « transition démocratique », avec des logiques d'action s'inscrivant dans le cadre de ce que l'on s'est mis à appeler alors la « géopolitique ».

d'origine rwandaise, mieux au fait de la manière d'obtenir auprès des services des Affaires foncières de Kinshasa, de Goma ou de Bukavu des contrats de propriété sur des terres soi-disant non mises en exploitation » (Willame 1996 : 59-60 ; Katuala Kaba-Kashala 1992 : 21).

D'après Jean-Pierre Pabanel, on assista même à un nouveau phénomène : « l'achat de terres par des Rwandais du Rwanda qui emploient sur celles-ci des travailleurs banyarwanda ou qui ont recours à des travailleurs émigrés (à Masisi, certains pâturages appartiennent même à la famille du président du Rwanda) » (Pabanel 1991 : 36). Un homme d'affaires important d'ascendance rwandaise, Ngezayo, avait ainsi l'habitude de recruter pour ses plantations du Nord-Kivu une main-d'œuvre constituée en quasi-totalité de Rwandais du Rwanda.

La liste ci-dessous mentionne divers noms de barons tutsi de l'ère Mobutu (Bucyalimwe Mararo 2018 : 460-515 ; Bucyalimwe Mararo 2020 : 248-280) :

- Bisengimana Barthélemy (Munyarwanda réfugié) : acquéreur des ex-plantations Prince de Ligne, environ un tiers de l'île Idwji ; acquéreur de la ferme d'Osso, la plus grande dans le territoire de Masisi et possédant le plus grand nombre des têtes de bétail (plus de 3000), PDG du bateau *Mulamba* qui avait un quasi-monopole de transport sur le lac Kivu ; PDG de la Micro-Informatique[27] ; actionnaire dans plusieurs entreprises transnationales. « Il fut le partenaire congolais de l'industriel français Castel, propriétaire de la brasserie française SBK[28] ».
- Rwakabuba Shinga Cyprien (territoire de Rutshuru) : membre du Comité central du MPR et membre du Bureau politique en charge de la commission de Discipline ; commissaire du peuple, administrateur des sociétés d'État et propriétaire des compagnies Groupe Rwacico, Brasimba. Décédé en mars 2008.
- Ngirabatware Cyubahiro Clément (Munyarwanda transplanté dans le territoire de Masisi, groupement Karuba, village Humure) : PDG de l'Office national des Postes et Télécommunications du Zaïre (ONPTZ) ; acquéreur de la société Theki.
- Gahunga : administrateur directeur général (ADG) de Zaïre Société d'exploitation pétrolière (Zaïre SEP).
- Rwigamba : DG de la Banque de la Communauté économique des pays des Grands Lacs (CEPGL), puis directeur de la Société financière de développement (SOFIDE).
- Miko Rwayitare Alexis (Munyarwanda réfugié) : directeur de la SOZACOM, puis PDG de la société Téléphone cellulaire (TELECEL) et de la Radio Star. Décédé le 24 septembre 2007.
- Habarugira Oscar : coordonnateur du Centre national des Recherches et Investigations (CNRI), service de renseignements au Kasaï.
- Victor Prigogyne Ngezayo Kambale : PDG de l'entreprise CAPACO et de la société Ressources minérales africaines (RMA) ; propriétaire de l'hôtel *Les Masques* ; actionnaire principal de *Park Hôtel* ; mandataire de Sakima.
- Tabura Sebirezi : homme d'affaires (réputé être proche du président Yoweri Kaguta Museveni par le mariage) dans le secteur du transport maritime et du fret des conteneurs.
- Nyumbahire : secrétaire général de l'Agence africaine de distribution de matériel (AFRIMA), Importation de matériel roulant Toyota, Kawasaki, Harvester) ; ADG adjoint de l'Union zaïroise des Banques (UZB).
- Kasuku wa Ngeyo : PDG de ACOGENOKI ; propriétaire de plusieurs fermes et plantations dans le territoire de Masisi et dans la chefferie Bwito en territoire de Rutshuru.
- Rwabukamba Bikire Antoine : imprimeries et librairies Volcans.
- Gahiga Kari Ngabo Médard, *alias* Zombi (parents rwandais de Butare, né en 1941 et naturalisé belge le 29 novembre 1999) : acquéreur de l'*Hôtel Grands Lacs* à Goma et d'une usine de montage de l'American General Motors ; président de l'organisation TransAfrika, « *a market research retained by Constructeurs Inga-Shaba/CIS (the then nascent consortium), MKI's surrogate* ». Il meurt fin octobre 2023 en Belgique où il s'était établi.
- Kayitankore Étienne : ADG de la Cimenterie du Zaïre (CIZA).
- Gisaro Muhoza Isaac Frédéric : député désigné en 1970, puis député élu d'Uvira en 1977.
- Gitera Janvier : représentant de l'UNDP au Zaïre.
- Bahenda Munyampirwa Pascal (*alias* Nouveau riche) : représentant du HCR dans l'Est du Zaïre.

27. Cf. Lubunga 1991 : 9.
28. Kisonga 2005 : 173-174.

- Museminari : secrétaire général de la Gécamines.
- Rwanyindo Ruzitabwoba Pierre : professeur à l'Université de Kinshasa ; nommé membre du Comité central du MPR en 1980, mais exclu suite à de multiples protestations sur sa nationalité contestée (cf. *supra*).
- Makala Dieudonné : haut cadre à la Gécamines.
- Kayitashongwe Callixte : haut cadre à la SOMINKI (Kalima).
- Mugenzi François : concessionnaire de terres dans la Masisi.
- Munyeshuri : propriétaire des usines de tabac Supermatch à Goma.
- Rujugiro Ayabatwa Tribert (réfugié rwandais établi au Burundi d'abord où il commença les affaires sous le régime de Michel Michombero, il vint s'installer à Goma au Nord-Kivu) : acquéreur de fermes dont celle de Kirolirwe et d'une industrie du tabac en Ituri.
- Kivuye Jacques : acquéreur de terres dans le Masisi.
- Kanobana Emmanuel : directeur commercial à la BRALIMA/Kisangani d'abord, puis PDG de la Gécamines-Développement.
- Gakwaya Emmanuel : acquéreur de terres dans le Masisi.
- Kalinda Sekwekwe : commerçant-transporteur.
- Kamanzi Jean : président de la mutualité Mwangaza regroupant les Tutsi rwandais réfugiés au Zaïre et propriétaire de la Savonnerie du Kivu à Katindo (Goma).
- Nsengiyumva : PDG SOMACO à Bukavu.
- Hakiba Octave : PDG AGETRAF à Bukavu.
- Ngezayo Safari Albert Prigogyne : hommes d'Affaires à Goma ; PDG de la société Safari Lodge, de la Régie des Voies aériennes du Congo (entreprise publique) ; acquéreur d'une ferme à Ruvunda (Masisi) et gérant de la ferme du président rwandais Juvénal Habyarimana à Kasembe/Kibabi (Masisi).
- Mvano : commerçant propriétaire des établissements Mvano.
- Habarugira Herman (territoire de Rutshuru) : acquéreur de la concession de Kitondo/Burungu à Mweso (Masisi).
- Semadwinga Ntare Denis : conseiller à la présidence de la République ; acquéreur de la concession de Luhamire en chefferie Bashali-Kaembe (Masisi).
- Musoni Mugisha : acquéreur d'une ferme à Musingo (Masisi).
- Kabasha Rugimbana : acquéreur d'une ferme à Mwambule (Masisi).
- Uwimana : acquéreur d'une grande concession à Mahanga (Masisi) ; gérant des vaches du président rwandais Juvénal Habyarimana.
- Rumiya Ntambutsa : acquéreur d'une concession à Mushwa/Kibabi (Masisi).
- Karahamuhero : acquéreur d'une concession à Rushinga (Masisi).
- Ruterahagusha : pasteur et acquéreur d'une concession à Mufunzi/Ngungu (Masisi).
- Safi Adili : secrétaire exécutif de l'ACOGENOKI ; acquéreur d'une concession à Mufunzi/Ngungu (Masisi).
- Segatagara : directeur de banque ; acquéreur d'une concession au Bwito (Rutshuru).
- Habarugira Tharcisse : haut cadre dans l'Administration centrale à Kinshasa.
- Senzeyi Ryamuru : ministre de l'Agriculture dans les années 1970 ; acquéreur de terres dans le Rutshuru.
- Gatariki Ntwali : membre du Conseil législatif (Parlement) désigné pour la circonscription de Masisi dans les années 1970 ; acquéreur de fermes dans le Masisi.
- Rwiyereka Mudahemuka Emmanuel : membre du Conseil législatif (Parlement) désigné pour la circonscription de Rutshuru dans les années 1970 ; acquéreur de fermes dans le Bwito (Rutshuru).
- Mburanumwe Kanamaharage Pulchérie : membre du Conseil législatif (Parlement) pour la circonscription de Rutshuru dans les années 1970 ; acquéreur de fermes dans le Rutshuru.
- Karuretwa Rwemarika : avocat, membre du conseil d'administration de l'ACOGENOKI ; acquéreur de concessions dans le territoire de Masisi dont l'une aurait été reprise par A. Ruberwa.
- Gatambiye Godefroid : cadre à la Gécamines-Développement ; propriétaire de fermes dans le Masisi.
- Rugwizangoga Déogratias : haut cadre à la CIZA ; il devint beau-père de Joseph Kabila qui le nomma ADG de l'Ofida.
- Makabuza Rushema, *alias* Kinera (refugié rwandais) : acquéreur de concessions à Kalonge et à Kisuma (Masisi), dont l'une aurait été reprise par Azarias Ruberwa. Ses fils Modeste et Alexis Makabuza sont membres du Desk

Congo (Bureau Congo) de l'armée rwandaise ; ils ont acquis des gisements miniers à Lueshe/Rutshuru pour Modeste et Bisié/Walikale pour Alexis.
- Mwanga Chuchu Hizi Édouard (territoire de Masisi) : acquéreur de concessions dans le groupement Bashali-Kaembe. Il devint président politique du CNDP, acquéreur de mines dont notamment à Rubaya/Kibabi (Masisi). Élu député national en 2006, puis en 2011 et 2018, il a été arrêté en 2022 pour alliance avec le M23 et au Rwanda ; la découverte de cachettes d'armes dans ses concessions minières alourdissaient les charges contre lui. En septembre 2023, il a été condamné à mort par la Justice congolaise, qui le déclara être un étranger (Rwandais) ayant usurpé frauduleusement la nationalité congolaise.
- Dufatanye : acquéreur de concessions à Binza (Rutshuru).
- Munyarubega : acquéreur de concessions de Matabe (Rutshuru).
- Nzamuye : acquéreur de concessions à Kisharo (Rutshuru).

Toutes ces personnes, sauf celles qui étaient mortes entre-temps, sont rentrées au Rwanda après la prise du pouvoir par le FPR en juillet 1994. Ainsi, Karangwa Gahima par exemple, le secrétaire du FPR, était professeur de chimie et chef de la section à l'Institut supérieur pédagogique de Bukavu.

À partir de 1989, écrit Jason Stearns, des comités locaux du Front patriotique rwandais (FPR) furent établis dans les Kivu pour rassembler des fonds et recruter des jeunes. Ainsi, plusieurs des commandants tutsi qui animèrent des rébellions ou furent en activité en RDC à partir de l'invasion de l'AFDL en octobre 1996, se firent la main pendant la rébellion du FPR, lorsque les Tutsi de toute la région furent recrutés pour renverser le régime hutu de Juvenal Habyarimana au Rwanda. « Des centaines [...] rejoignirent les rangs du FPR, et les réseaux d'amis et de camarades qu'ils firent lors de la guerre civile rwandaise servirent de base aux futures rébellions. Pendant cette période, de nombreux Tutsi [au Congo] perdirent également des membres de leur famille lors d'attaques lancées par des milices hutu » (Stearns 2012 : 13).

La fin de l'ère Mobutu sonna avec l'ouverture de la Transition démocratique, en avril 1990. Jusqu'à ce moment-là, si le Gouvernement zaïrois faisait effectivement imprimer de nouvelles cartes d'identité zaïroises dans la foulée de la loi de 1981 et d'une ordonnance relative aux « recensements d'identité » prise en mai 1982, celles-ci ne furent pas acheminées aux Kivu. Il est vrai qu'une bonne partie des hommes politiques locaux d'origine (ou de langue) rwandaise, en particulier ceux de la Première République, n'étaient plus très présents dans la sphère politique de l'État-Zaïre. Plusieurs étaient devenus commerçants ou étaient allés s'installer au Rwanda ou au Burundi. Mais le poids et l'influence des Banyarwanda continuèrent à s'exercer fortement sur la politique et le commerce régionaux au travers de quelques notables importants. En juillet 1987, des députés (commissaires du peuple) issus du Kivu tentèrent de protester, comme en 1980, contre « l'infiltration des étrangers dans les organes délibérants du MPR » (Pabanel 1991 : 36). La manœuvre échoua une nouvelle fois.

Selon une étude ultérieure, les « statistiques administratives » de la population du Nord-Kivu utilisées pour la préparation des élections de 1987 aboutissaient à une décroissance démographique de plus de 16 % pour l'ensemble de la province par rapport au recensement de 1984 et de près de 50 % pour le territoire de Masisi (Ngondo 1992 : 227 et suivantes). Visiblement tout avait été préparé pour ne pas tenir compte des électeurs banyarwanda. Toutefois, le risque de « dérapage » étant trop grand, on préféra reporter ces élections locales, et, en définitive, elles n'eurent jamais lieu.

Selon les estimations officieuses effectuées par les services zaïrois de l'émigration, il y avait, en 1990, quelque 460 000 « étrangers » (à plus de 90 % Rwandais) dans la région du Nord-Kivu, dont 60 % résidaient à Masisi et 20 autres pour cent à Rutshuru (Pabanel 1991 : 36). Aucune mesure d'application de la loi sur la nationalité de 1981 n'ayant jamais reçu de début d'exécution et les élections n'ayant pu avoir lieu dans la région, les Banyarwanda continuèrent à se raccrocher à une « identité » zaïroise (à laquelle nul n'osait en définitive toucher), tout en renforçant leur spécificité dans l'occupation d'un espace où ils étaient devenus majoritaires.

4. ÉVOLUTION DE LA SITUATION JUSQU'À LA CHUTE DE MOBUTU

Même s'il allait encore demeurer président de ce qui restait de l'État-Zaïre, le pouvoir de Mobutu était moribond. Sur la question de la nationalité au Kivu, on ne put même plus l'accuser de demeurer un acteur pyromane, son rôle ne pouvant s'exercer désormais qu'à travers des arbitrages de cour dans laquelle plusieurs acteurs nouveaux avaient surgi.

Dans ce point, il s'agit de faire un répertoire reprenant la chronologie des actions locales liées directement à la question de la nationalité au Kivu, jusqu'à la guerre de l'AFDL, qui mit fin au régime Mobutu.

Dès 1990, la dynamique de la Conférence nationale souveraine (CNS) s'imposa sur la question de la nationalité des Banyarwanda. Concernant l'identification des Banyarwanda, les autorités de la Transition revinrent sur l'ordonnance de 1989 qui décidait, en mai 1991, de mettre en œuvre dans les deux Kivu une opération d'« identification des nationaux » pour les populations banyarwanda, ce que ces dernières redoutaient. Le lancement de cette opération provoqua des affrontements ; elle ne sera finalement pas menée à bien. À la fin 1991, la Commission de vérification et de validation des mandats de la CNS refusa d'admettre les délégués des partis réputés représenter des étrangers. Il s'agissait en l'occurrence de l'ancien CEREA (cf. *infra*) que l'un des parrains des « Rwandais », Rwakabuba, avait fait renaître au Nord-Kivu. Répétant une stratégie qui avait réussi en 1960, Rwakabuba avait fait alliance, lorsque les Rwandais s'étaient regroupés dans ce parti, avec le fils d'un autre fondateur de ce parti, Jean-Chrysostome Weregemere, Mushi originaire du Sud-Kivu.

Mais la manœuvre échoua. Dans la liste des délégués des partis à la CNS ne figura plus aucun « Rwandais ». Cette opération de nettoyage bénéficia surtout aux élites nande, lega et shi représentées en force à la conférence. Toutefois, au niveau de la société civile, des membres d'une mutuelle (Magrivi, Mutuelle agricole des Virunga), créée par des Banyarwanda hutu, parvinrent à figurer dans la liste des conférenciers : un de ses *leaders*, Banzira, était le 2e vice-président de la société civile du Nord-Kivu. Au niveau des entités locales, un certain René Ndeze, lié à la famille du chef de la chefferie hutu de Bwisha, fut également accepté par la commission de validation des mandats de la CNS[29].

Au cours des séances de la Conférence nationale, la représentation du Kivu porta la charge sur l'exploitation de la province par les « étrangers rwandais ». Elle dénonça en particulier un « favoritisme » qui s'affirmait au détriment des milliers de chômeurs zaïrois du Kivu. Elle s'insurgea contre les groupes économiques « rwandais » (Association coopérative des groupements d'éleveurs, Acogenoki, dominée par des Tutsi, de même que des entreprises de travaux publics chargées de la construction des routes Goma-Beni et Goma-Sake). Elle s'en prit aussi à la coordination de l'enseignement catholique de Goma (CNS s.d., « Déclaration de la société civile du Nord-Kivu. Politique générale, Archives de l'Institut africain-CEDAF), l'accusant de partialité en faveur de ces mêmes Tutsi[30].

Certains « notables » d'origine rwandaise, dont Cyprien Rwakabuba, purent toutefois accéder au Haut-Conseil de la République, qui prit la relève de la CNS. À la suite de l'implication de Mgr Monsengwo, élu président de la CNS puis du Haut-Conseil de la République qui avait vu même son Église catholique se déchirer, à travers ses représentants du Kivu, la CNS adopta malgré tout dans le rapport final de ses travaux un texte prudent[31] sur la question de la nationalité : « la question délicate de la nationalité, lit-on dans ce rapport, a été abordée avec les précautions qui s'imposent pour à la fois concilier le souci de préserver au Congo sa vocation de pays intégrateur, "métissé", sans ostracisme outrancier d'aucune sorte, et celui de faire respecter les lois nationales en matière d'immigration, de résidence ou de naturalisation, tout en évitant de plonger des catégories de citoyens dans l'apatridie qui mettrait notre pays

29. Son nom n'est toutefois plus repris dans la nomenclature des membres du Haut-Conseil de la République.

30. L'évêque Faustin Ngabu (Hema de l'Ituri), Mgr Patient Kanyamachumbi Semivumbi (Tusti de Mugogwe/Jomba) du diocèse de Goma et l'évêque Jérôme Gapangwa Nteziriyayo Ntasunikwa Msunikwao (1985-2002) du diocèse d'Uvira se trouvèrent dans une position très inconfortable ; ils durent, eux aussi, quitter la CNS sous les huées de la salle. Il faut dire que dans le diocèse de Goma, Mgr Ngabu avait pour vicaire Gérard Mwerekande, un Tutsi réfugié des années 1970.

31. Cette attitude s'explique par la stratégie d'isoler Mobutu (qui ne voulait pas de la CNS), en ne lui laissant pas gagner la sympathie des chancelleries occidentales, qui lui tournèrent de plus en plus le dos.

au banc des pays violateurs des droits de l'homme » (Conférence nationale souveraine, Rapport final des travaux, cité par Mgr Ngabu (1996 : 38). Ce texte fut approuvé contre l'avis du représentant d'une coalition nande-hunde-nyanga et tembo[32] qui s'était créée à la CNS et entendait contester la nationalité de quatre députés zaïrois d'origine rwandaise à la conférence.

L'évolution de la situation dans le Nord-Kivu échappait de plus en plus à tout contrôle de l'institution parlementaire de transition et de l'État lui-même. On vit se développer dans la région des « mutuelles tribales » qui se préparaient à l'affrontement : Kayanda chez les notabilités nande, Bushenge Hunde chez les Hunde, Magrivi (Mutuelle agricole de la Virunga, fondée en 1980) chez les Hutu, Umoja chez les Tutsi et les Hutu, Acuba chez les Hunde-Nyanga-Tembo. Les agences locales de développement et surtout les Églises locales et organisations de développement furent atteintes par ces clivages : l'Église adventiste et l'Église catholique furent qualifiées de pro-Tutsi, l'Église néo-apostolique considérée comme dominée par les Hunde et les Nyanga, le Gead (Groupe d'études et d'actions pour un développement bien défini) jugé pro-Tutsi, etc. (Bucyalimwe Mararo 1996 : 86).

Selon Mgr Faustin Ngabu, l'origine des tensions qui allaient s'exacerber reposait sur la décision des autorités locales congolaises, en accord avec les chefs coutumiers autochtones, de remplacer en 1992 les gendarmes originaires d'autres régions par des effectifs nande, hunde et nyanga dans les territoires de Walikale et de Masisi et de renforcer le quadrillage policier de la région par l'établissement de nouveaux postes de gendarmerie.

Stanislas Bucyalimwe Mararo porte l'attention sur l'évolution sur le terrain de cette situation à partir de la dimension socio-économique :

> « **Extension de la guerre de Walikale à Masisi et Bwito (mars-juillet 1993)**
> Les spoliés des années 1970 et 1980, pour la plupart des personnes transférées ou les fils des personnes transférées du Rwanda et transplantées dans le Masisi par l'Administration coloniale, furent obligés d'aller chercher de nouvelles terres dans les territoires de Kalehe et de Walikale. L'ACOGENOKI dut étendre son emprise dans cette nouvelle région de peuplement ainsi que ses stratégies d'acquisition des terres qui avaient fait leur preuve dans Masisi. À Walikale, ces nouveaux venus furent les cibles des massacres organisés par les autochtones nyanga quand ils ont déclenché la guerre à Ntoto le 20 mars 1993. Ceux qui avaient échappé ont dû retourner en débandade dans le Masisi[a]. La guerre y a duré deux à trois semaines avant de s'étendre dans le Masisi et le Bwito en avril et mai 1993 respectivement. Au moment où la guerre cessait définitivement au point de départ, elle s'enlisait dans ces deux régions d'extension jusqu'aujourd'hui.
> Cette guerre qui, à travers toutes ses phases, aura emporté des milliers et des milliers de vies humaines, a détruit les habitations, toutes les infrastructures économiques et sociales et causé des ravages dans les champs, n'a pas épargné le bétail. Les vaches ont été la cible de tous les belligérants et tous ceux qui ont profité du chaos provoqué par la guerre pour s'enrichir. Au début, le pillage visait un double objectif : nourrir les déplacés de Walikale et de Katoyi, et surtout acheter les munitions. Ceci est vrai pour les groupes que la guerre avait pris de court. Les éleveurs étaient sommés de fournir chacun "un berger" (un code pour signifier un fusil[c]) par les combattants. Ceux qui n'obtempéraient pas étaient systématiquement volés. Petit à petit, la destruction du bétail fut une stratégie de guerre, car elle visait à affaiblir économiquement le rival ou à vider le pâturage du bétail avec l'espoir de reconvertir les fermes en champs de cultures vivrières. La complicité des gardiens des fermes a été souvent cruciale dans la facilitation des pillages. Nous en savons quelque chose pour avoir perdu tout notre bétail (une soixantaine de vaches et une vingtaine de porcs) et un bouvier dans ces conditions ; vingt-six d'entre elles qui avaient échappé au pillage de Bu(g)abo en 1993 ont été pillées par les militaires des FAZ plus tard le 15 septembre 1995 près de Ngungu avec la complicité d'un membre de la famille qui en assumait la garde.
>
> […] **Militarisation au service de l'administration provinciale et de la campagne de pacification (juillet 1993-juillet 1994)**
> Mobutu visita Goma au début de juillet 1993. Il dut intervenir directement en destituant l'administration à la couleur autochoniste de Kalumbo et Bamwisho au profit d'une nouvelle administration chapeautée par un gouverneur-écran, Christophe Moto Mupenda, mais dominée par les membres du Parti politique, le CEREA (Centre de Regroupement et

32. Il s'agit de Buunda Tabu Raphaël (ancien président de l'assemblée provinciale du Nord-Kivu en 1963, cf. *supra*), Muhima Eugène, Shematsi, Farini, Kalinda Ndandu, Kibancha, Bakungu, Biritsene, Kahunga.

d'Échange africains) et d'une mutuelle, UMUBANO, tous Tutsi éléments actifs dans ou sympathisants de la guerre du FPR en cours au Kivu, le financement d'une campagne de "pacification" et l'augmentation des effectifs militaires de la province par des éléments envoyés fraîchement et régulièrement de Kinshasa par les gouvernements Birindwa (avril 1993-juillet 1994) et Kengo (juillet 1994-mars 1997) avec l'accord de Mobutu. La militarisation du Nord-Kivu décidée par Mobutu en juillet 1993 amena donc une nouvelle dynamique dans le trafic des vaches. Des vaches étaient volées par les résidents pour nourrir les soldats de Mobutu ou s'attirer leur sympathie[d]. En outre, ces derniers en profitaient pour voler eux-mêmes les vaches ou trafiquer les armes et cartouches et les échanger contre les vaches. Un cas qui est resté une référence est celui d'un militaire qui a débarqué de Kinshasa à Goma pour son propre compte et qui n'avait que comme premiers mots à dire à son atterrissage à l'aéroport : "*Masisi ezali wapi* ?" (où est situé Masisi ?) Pour dire, montrez-moi le chemin qui mène vers ce territoire où coulent le lait et le miel pour que, moi aussi, j'aille me servir à l'instar de mes compagnons d'armes venus en mission officielle. Jusqu'en juillet 1994, les militaires des FAZ, milices ethniques sans exception et certains hommes d'affaires vivant en dehors du champ de bataille (Walikale et surtout Lubero et Beni) s'impliquaient dans ce business des vaches. Comme pour dire, le malheur des uns fait le bonheur des autres. Au cours de cette période, ce sont les vaches des petits et des moyens éleveurs qui étaient décimées. Celles des grands éleveurs étaient fortement protégées par les militaires des FAZ ; elles n'avaient pas été touchées par le pillage à l'exception du fait que ces fermiers vendaient des vaches pour approvisionner en armes les combattants de leurs propres camps. La guerre et le pillage des vaches ont renforcé le clivage entre les grands éleveurs de différentes ethnies d'une part, entre ceux-ci et le petit peuple d' autre part. Les tueries sélectives de tous les grands commerçants-éleveurs hutu dès les premières semaines de la guerre de l'AFDL étaient le point culminant de ce clivage et l'expression même de l'ambiguïté qui avait toujours caractérisé la gestion des élevages par l'ACOGENOKI.

[…] **Afflux des réfugiés hutu avec des hommes armés (juillet 1994-septembre 1996)**

L'arrivée des réfugiés hutu en juillet 1994 et l'internationalisation de la crise eurent un impact sur l'évolution de la guerre. Le transfert des rebelles du Ruwenzori vers Masisi (Kirotshe) avec la complicité de Yoweri Kaguta Museveni et la bénédiction de l'administration provinciale de Moto Mupenda à Goma et l'entrée en jeu des "Ngilima" à partir de Lubero et plus loin au Nord à Kisangani dans le Haut-Zaïre aux côtés des "Mayi Mayi"[e] visaient à prendre en étau les camps des réfugiés établis le long de la frontière zaïro-rwando-ougandaise et les populations de Masisi et de Rutshuru. Depuis lors, les groupements de la collectivité des Bahunde non encore touchés (Kamuronza, Shanga, Karuba, Matanda) furent entraînés dans la guerre. Avec "l'opération Kimya[f]" (février-avril 1996) et "l'opération Mbata", cette dernière dirigée contre les Mayi Mayi et Ngilima (mai-août 1996) et les premières infiltrations simultanées des éléments de l'APR et l'AFDL dans les fermes de Masisi et de Bwito, la guerre a atteint une partie du Bwisha/Rutshuru (Bukoma-Rwindi) et de Lubero (Kanyabayonga)[g].

Les réfugiés sont donc arrivés au Nord-Kivu au moment où l'appétit des hommes d'affaires pour les vaches était encore vif, les besoins en armes encore grands sur le terrain et le nombre des démunis extrêmement élevé. Comme les vaches qui restaient sont celles des grands, elles ne pouvaient pas non plus résister à la forte demande. Les grandes fermes furent vidées entre juillet 1994 et mai 1997 par les actions combinées de ces différents groupes, sans oublier le transfert de plusieurs têtes de bétail de la Province au Rwanda auquel nous avons fait allusion ci-haut. Même le patron de l'ACOGENOKI n'a pas été épargné malgré l'importance des hommes armés affectés à ses fermes. Le cas le plus cité et qui a été dénoncé à son temps par certaines ONG à Goma est la présence d'une "force privée" dirigée par le lieutenant Kazembe. Sa devise était la suivante : "une vache volée égale 10 têtes coupées[h]". Plusieurs personnes (réfugiés et Hutu résidents locaux ou passants) auraient été enterrées vivantes à plusieurs occasions[i] .En tout cas, c'est le pillage de sa ferme de Ngungu, le siège effectif de l'ACOGENOKI (le siège administratif se trouvant à Goma) en 1996, qui marquait la fin du boom de l'élevage bovin au Nord-Kivu.

[…] **Guerre et ordre militaro-ethnique du couple APR-AFDL/ RCD (septembre 1996-décembre 2000)**

L'APR (10), l'AFDL et le RCD embrasèrent le reste de la province (tout le Bwisha, les territoires de Lubero, Beni, Walikale et Kalehe, bref la totalité de la zone ACOGENOKI. Les vaches qui restaient dans la région ont été pillées par les militaires de l'APR et l'AFDL pour les consommer ou les acheminer vers le Rwanda ; Gishwati et Mutara étant toujours les principales



Dominique Bwalya Mwando, *Masisi-Nord-Kivu (RDC)*, non daté.
(HO.2013.57.1427, collection MRAC ; photo © MRAC. © D. Bwalya.)



Burozi, *Militaires volent les vaches,* non daté.
(HO.2013.57.1323, collection MRAC ; photo © MRAC. Tous droits réservés pour l'œuvre.)

destinations. Beaucoup de fermes sont redevenues des forêts ; celles qui n'ont pas été reconverties en champs ont perdu leurs atouts […][j][33] » (Bucyalimwe 1996 : 26-29).

5. ENJEU DE LA NATIONALITÉ CONGOLAISE POUR LES BANYARWANDA

5.1. BANYARWANDA : PAS UNE ETHNIE CONGOLAISE ?

La question de l'octroi de la nationalité congolaise aux Banyarwanda reste un enjeu très sensible. Les soubresauts déjà soulevés sous la colonisation belge et aggravés à partir de l'indépendance du Congo en 1960, suivis de ceux du Rwanda et du Burundi en 1962 persistent. Cela, malgré les prescrits de la nouvelle Constitution de 2006.

La loi de la citoyenneté congolaise d'origine lie à la présence de l'individu ou de ses ascendants sur le sol congolais, l'appartenance de cet individu à une tribu congolaise et la possession par celle-ci d'un territoire ancestral qu'elle avait cédé à la nation. Seules l'ordonnance-loi du 26 mars 1971 et la loi du 5 janvier 1972 visaient directement les Banyarwanda, octroyant collectivement la nationalité congolaise aux personnes « originaires du Ruanda-Urundi » établies au pays depuis le 30 juin 1960 (ordonnance-loi de 1971) ou depuis le 1er janvier 1950 (loi de 1972). Ces dispositions jugées « généreuses » ont été abrogées par une loi du 29 juin 1981. Comme la Constitution du 1er août 1964, dite « de Luluabourg », la loi de 1981 et le décret-loi du 2 février 1999 définissent la nationalité d'origine en des termes qui excluent au moins en grande partie les Banyarwanda s'étant installés au Congo ; elles ne prévoient pas en leur faveur de mesure collective d'octroi de la nationalité.

Dans les textes de loi de 1964, 1981, 1999, le critère définissant la nationalité d'origine est celui des liens du sang et de la parenté ethnique (ou « tribale »). On lit ainsi à l'article 4 du décret-loi de 1999, article qui reproduit le texte de 1981 avec de simples modifications de forme (Congo au lieu de Zaïre) : « Est Congolais d'origine, à la date du 30 juin 1960, toute personne dont un des ascendants est ou a été membre d'une des tribus établies sur le territoire de la République démocratique du Congo dans ses limites du 1er août 1885, telles que modifiées par les conventions subséquentes. » La Constitution de 1964 avait retenu le même type de formulation, mais en adoptant comme date de référence celle de l'annexion du Congo par la Belgique (18 octobre 1908) plutôt que celle de la création de l'État indépendant du Congo et en ajoutant à la notion de « tribu » établie sur le territoire du pays celle de « partie de tribu ».

La problématique sous-jacente est donc celle de l'appartenance ethnique (ou « tribale ») et de l'autochtonie : sont Congolais d'origine les Congolais se rattachant par filiation à une ethnie établie dans l'entité politique congolaise telle que créée par l'État

33. Les notes de ce texte sont les suivantes :
a. Massacres des populations abusivement appelées Banyarwanda dans la zone de Walikale, Katoyi, le 27 mars 1993. Ce texte est le premier témoignage sur les événements. Il émane des responsables de la paroisse de Matanda, secteur Katoyi. Il est repris dans le « dossier guerre de Masisi », *Dialogue*, n° 192, août-septembre 1996, pp. 54-55.
b. Tulinabo, A., « Après Walikale et Masisi, Rutshuru s'embrase », *Bulletin du Souverain Primaire* du 16 au 31 juillet 1993, p. 9. Ce n'est pas tout le Masisi qui était touché jusqu'en juillet 1994. Connaissaient les affres de la guerre à l'époque les collectivités de Katoyi, de Osso, de Bashali et une partie de la collectivité des Bahunde (Ufamando et Kibabi II).
c. Les fusils ne s'obtenaient qu'en vendant des vaches.
d. Bushoki, B. « Mémo sur les affrontements ethniques à Masisi », Goma, le 31 juillet 1993, pp. 3-4.
e. *Idem*, p. 2. Les Ngilima furent renforcés par des éléments venus de Kisangani.
f. Appelée opération « coup de poing » contre les Interahamwe et ex-FAR, cette intervention entraîna la mise en quarantaine de Masisi ; tous les Hutu sans distinction, combattants ou pas, furent violemment réprimés.
g. APREDECI, GVP et CREP, « L'apocalypse au Nord-Kivu », Goma, octobre 1997, pp. 6-8. Certains observateurs pensent même que les premiers éléments de l'APR et de l'AFDL ont pris part à cette double opération aux côtés des soldats des FAZ. Cf. Beyeye, C., « Alerte (à) Messieurs les Généraux. L'apocalypse est à nos portes », *Le Mandat*, n° 3, 1996, p. 3.
h. *GEAD-Info*, n° 001/96, Goma, janvier 1996, p. 7.
i. Grande Vision, communiqué de presse, novembre 1995 ; APREDECI, GVP et CREP, *op. cit.*, p. 17. Il a aussi collaboré très étroitement avec « l'Opération Kimya ».
j. L'Armée patriotique rwandaise (APR) est le nom pris par le Front patriotique rwandais (FPR) après sa prise de pouvoir à Kigali (Rwanda) en juillet 1994. Ses relais et assises en RDC, particulièrement au Nord-Kivu (l'évêché catholique de Goma étant son quartier général) sont restés intacts jusqu' au renversement de Moto Mupenda en novembre 1996 et son remplacement par un gouverneur AFDL, son ancien conseiller politique, Léonard Kanyamuhanga Gafundi (Tutsi).

indépendant de Léopold II ou telle que constituée en colonie par la Belgique[34].

La nouvelle loi du 12 novembre 2004 « relative à la nationalité congolaise », c'est-à-dire celle conçue après les guerres de l'AFDL et du RCD, modifie partiellement, mais néanmoins substantiellement, cette approche. Son article 6 est ainsi conçu : « Est Congolais d'origine, toute personne appartenant aux groupes ethniques et nationalités dont les personnes et le territoire constituaient ce qui est devenu le Congo (présentement la République démocratique du Congo) à l'indépendance. » Le critère de l'affiliation ethnique (ou, est-il cette fois ajouté, « nationale ») est donc maintenu. Et il est même spécifié à l'exigence d'un « territoire » propre au groupe ethnique ou national, c'est-à-dire si l'on considère que ce groupe devait jouir, à l'indépendance, de droits coutumiers lui permettant de revendiquer la possession d'un territoire particulier. Un changement fondamental est introduit, puisque c'est désormais à la date de l'indépendance que doit être apprécié le rattachement à l'espace congolais de groupes ethniques et « nationalités »[35].

Ce texte, comme ceux qui l'ont précédé, soulèverait des difficultés d'interprétation et d'application[36]. Ainsi, peut-on considérer qu'une partie des « Banyamulenge » avait en 1960 été établie au Congo, alors qu'elle ne disposait pas dans la période précédant l'indépendance de chefferie autonome, mais était répartie entre des territoires appartenant à d'autres groupes ethniques ? Néanmoins, l'intention du législateur apparaît assez claire. On lit dans l'exposé des motifs que la nouvelle loi répond au souci « de mettre fin à la fracture sociale créée par la question de la nationalité, afin d'établir la coexistence pacifique de toutes les couches sociales sur l'ensemble du territoire national ». La question des Banyarwanda n'est pas explicitement mentionnée, mais c'est bien de cette question qu'il s'agit d'abord (c'est certainement en pensant à cette population que le législateur, pour définir la nationalité d'origine, a introduit à côté de la notion de « groupes ethniques » celle de « nationalités »). La loi, peut-on estimer, vise à permettre l'acquisition de la nationalité congolaise par une partie des personnes d'origine rwandaise ou burundaise établies au Congo, à la condition cependant qu'elles renoncent, le cas échéant, à la nationalité de leur pays d'origine (l'article 1er proclame : « La nationalité congolaise est une et exclusive »)[37]. Observons cependant que si la plupart des Hutu du Congo (mis à part, bien sûr, les réfugiés rwandais de 1994) sont implantés au Congo depuis avant l'indépendance et auraient pu donc bénéficier de la loi, il n'en va pas de même pour les nombreux Tutsi qui s'étaient réfugiés au Congo entre 1959 et 1964 poussés par la « révolution hutu » rwandaise.

C'est en août 2004 que le Gouvernement congolais adopta le projet de loi sur la nationalité, et transmit celui-ci au Sénat puis à l'Assemblée nationale. Des débats eurent lieu. Un certain nombre de sénateurs et députés, en particulier les représentants des maï-maï, déclaraient que l'adoption de la loi conduirait à « brader » la nationalité congolaise au profit des étrangers, provenant, qui plus est, de pays toujours agresseurs et menaçants. Cependant, le projet est passé. C'est que les parlementaires n'avaient guère de marge de manœuvre. La Constitution de transition avait balisé le travail du législateur en tranchant sur les points essentiels. Dans son article 14, d'une part elle déclare la nationalité congolaise « une et exclusive », d'autre part elle donnait déjà la substance de ce qui est l'article 6 de la loi[38]. C'est lors du Dialogue

34. Pour une bonne synthèse de la question de la nationalité congolaise, mais s'arrêtant au décret-loi de 1999, on peut lire Nguya-Ndila (2001).

35. Le législateur n'a pas précisé que la date de l'indépendance est celle du 30 juin 1960. Selon M.-F. Cros et F. Misser, il s'agirait d'une omission délibérée résultant de l'intervention des politiciens hostiles à la nationalité des Banyarwanda et qui voulaient ainsi entretenir l'ambiguïté avec la période de l'État indépendant de Léopold II (Cros & Misser 2006 : 91-92).

36. Dans les textes antérieurs, à l'exception de ceux de 1971 et 1972, le législateur parle des « tribus établies » sur le territoire congolais à telle ou telle date, mais on est « incapable aujourd'hui de dire avec exactitude quels groupements humains, de quelle dimension, occupant à partir de quelle période quelle partie du territoire national, composent le tissu social de la République démocratique du Congo » (Mwaka Bwenge 2003).

37. Les Congolais d'origine rwandaise cependant peuvent-ils perdre leur nationalité d'origine ? L'article 7 de la Constitution rwandaise du 4 juin 2003 stipule : « La double nationalité est permise. La nationalité rwandaise d'origine ne peut être retirée. »

38. On lit à l'article 14 de la Constitution de transition : « Tous les groupes ethniques et nationalités dont les personnes et le territoire constituaient ce qui est devenu le Congo […] à l'indépendance, doivent bénéficier de l'égalité des droits et de

intercongolais en Afrique du Sud que la question avait en réalité été tranchée.

Si les lois sur la nationalité de 1981 et 1999 n'ont pas connu d'application effective, c'est-à-dire n'ont pas conduit, aux Kivu et ailleurs, à une démarche systématique de classification des personnes selon qu'elles pouvaient ou non être déclarées congolaises[39], la loi de 2004, quant à elle, grâce au processus électoral qui va se dérouler, se concrétisa. Une opération d'identification et d'enrôlement des électeurs eut lieu en 2005. Elle avait valeur de recensement des nationaux, puisque la possession de la nationalité congolaise était une condition de l'enrôlement. La loi concernant cette opération (loi du 24/12/2004) prévoyait qu'à défaut de pièces d'identification, l'identité de l'électeur (et donc notamment son appartenance nationale) pourrait être établie par le témoignage de cinq autres électeurs déjà inscrits. Les Banyarwanda auront pu sans doute assez aisément bénéficier de ces dispositions. Du moins, y avait-il eu identification des nationaux, même s'il est loin d'être évident que celle-ci – limitée à la population en âge de voter – ait été effectuée en respectant les critères de la loi sur la nationalité. Dans les provinces du Kivu, la controverse continue à diviser et elle demeure profondément ancrée (de Villers 2009 : 237-240). D'ailleurs, ceux qui se disent être des « Congolais d'origine rwandaise » ne peuvent jamais perdre leur nationalité d'origine d'autant plus que l'article 7 de la Constitution rwandaise du 4 juin 2003 stipule : « La double nationalité est permise. La nationalité rwandaise d'origine ne peut être retirée ».

5.2. BANYARWANDA EN RDC : HUTU ET TUTSI, TOUS IDENTIQUES ?

D'après Joseph Nzabandora Ndimubanzi, « c'est surtout à partir des années 1970 qu'un groupe d'intellectuels hutu œuvrant à Kinshasa a pris à son compte les étiquettes ethniques des groupes sociaux du Bwisha datant seulement de l'époque coloniale et les a instrumentalisées pour des raisons de clientélisme et à des fins politiques. Ce groupe estimait qu'il ne pouvait pas émerger politiquement autrement, compte tenu des positions politiques et de l'importance économique des Tutsi aux temps forts du régime Mobutu. C'est notamment dans ce cadre que la Magrivi (Mutuelle des agriculteurs des Virunga) fut créée et déploya ses activités divisionnistes. Il fallait mobiliser les Hutu du Bwisha qui forment la grosse majorité de la population locale. Certains Hutu tentaient même des alliances avec d'autres groupes ethniques du Nord-Kivu hostiles aux rwandophones et plus particulièrement aux Tutsi… Pour se désolidariser des Tutsi, bien des Hutu ne voulaient pas qu'on les appelle "Banyarwanda". À partir de 1980, dire de quelqu'un qu'il était "Munyarwanda" fut considéré comme une injure grave, un déni de la nationalité congolaise. Certains Hutu ont même prétendu qu'ils parlaient non pas le « kinyarwanda", mais le "kihutu"[40] ! D'autres, pourtant de haut niveau d'instruction, abrégeaient leurs noms rwandais pour leur donner des connotations des langues d'autres groupes ethniques de la République démocratique du Congo[41]. La crise de l'identité a ainsi atteint son comble ! C'est très grave lorsqu'on a honte de sa culture et de sa langue. C'est même ridicule » (Nzabandora 2004 : 61-62).

Dans une autre étude dans laquelle il adopte le même langage que l'abbé Privat Rutazibwa (Rutazibwa 1999), Joseph Nzabandora Ndimubanzi (après avoir traversé la frontière et pris la route vers le Rwanda) charge les universitaires congolais de tous les maux ; il donne l'impression que le conflit Hutu-Tutsi résulte exclusivement de l'extrémisme des Hutu, notamment certains *leaders* hutu de « sa chefferie », le Bwisha (Nzabandora 2007)[42]. En fait, le clivage Hutu-Tutsi préexistait à la colonisation allemande et belge. Le père Serge Desouter écrit : « À partir de la deuxième moitié du XIX[e] siècle, une

la protection aux termes de la loi en tant que citoyens » (c'est nous qui soulignons). Cette disposition est reprise de l'accord de cessez-le-feu de Lusaka (article III, § 16).

39. Une opération d'« identification des nationaux » a été lancée en 1991 dans les deux Kivu sur la base d'une ordonnance du 22 mai 1989 ; elle provoqua des troubles violents et ne fut pas poursuivie.

40. Pour une autre analyse sur cette question, cf. Paul Serufuri Hakiza (2009 : 123-147).

41. « Bizima Karaha [Bizimana Karahamuheto], Joseph Mulinda [Mulindahabi], Laurent Nkunda [Nkundabatware], Déogratias Rugwiza [Rugwizangoga]… sont-ils des magrivistes ? »

42. Stanislas Bucyalimwe Mararo montre, lui, combien ce conflit a des dimensions multiformes et combien les Tutsi ne sont pas si innocents ou victimes qu'ils le prétendent (Bucyalimwe Mararo 2001 : 219-250 ; 2002 : 153-185 ; 2004 : 139-170 ; 2009 : 64-122 et 207-240).

scission profonde se creuse de plus en plus à cause de structures politico-militaires et sociales qui provoquent de plus en plus la pauvreté des paysans hutu : *ubuhake*, *uburetwa*, *uruharo* et *urushanshuro*. La relation Hutu-Tutsi s'est transformée en une opposition en faveur de la minorité tutsi et aux dépens de la majorité hutu. Telle était la situation quand les premiers Européens entraient au Rwanda [...]. Devant la masse des proverbes sur les Hutu, les Tutsi et les Twa, il n'est pas soutenable que l'identitaire Hutu-Tutsi au Rwanda soit une introduction européenne, les proverbes étant surtout recueillis chez les "vieux" [...]. Le mythe de Gihanga explique la situation sociale des trois groupes identitaires » (Desouter 2007 : 27-33)[43].

Avec ce que l'on a appelé la « guerre de Masisi », en mars 1993, c'est-à-dire les affrontements meurtriers dans la province du Nord-Kivu entre ethnies dites « autochtones » et « allochtones », une forme d'alliance se noua entre les *leaders* d'Umoja et ceux d'une autre mutuelle, à caractère exclusivement hutu cette fois, la Magrivi ou Mutuelle agricole de la Virunga, fondée en 1980 dans le territoire de Rutshuru. À la suite de cet événement et d'autres situations postérieures, de nombreux « Tutsi du Congo » se sont réfugiés au Rwanda. On n'en a pas de recensement, mais début 2008, le HCR chiffre à 47 000 les « réfugiés congolais » dans le seul Rwanda. On peut supposer qu'il s'agit en très grande partie de Tutsi.

À partir d'avril/mai 1990, débutait officiellement la convalescence/le rejet politique de Mobutu sur la scène internationale. Le dossier des Banyarwanda, déjà assez chargé, va être repris à l'ouverture de la Transition démocratique, le 24 avril 1990. En ces débuts des années 1990 donc, la garde présidentielle de Mobutu intervint plus d'une fois au Rwanda, lorsque l'armée des réfugiés tutsi attaqua le régime Habyarimana. Mais que pouvait encore réellement Mobutu dont l'autorité, depuis quelques années, ne consistait plus qu'à récompenser des acteurs pour que ceux-ci ne puissent s'en prendre à son pouvoir ? À l'intérieur du pays, le régime Mobutu était pratiquement effondré ; il ne semblait plus être en mesure de contrer une contestation politique qui aggraverait sa propre situation, d'autant plus que le pouvoir hutu rwandais était aussi l'ennemi de mouvements tutsi banyarwanda. Ajoutons à cela le fait que dans la région, en 1992, la guerre civile angolaise avait repris.

Stanislas Bucyalimwe Mararo note que la guerre qui sévissait à ce moment au Rwanda a renforcé le clivage hutu-tutsi du côté congolais. En fait, les Tutsi, surtout les réfugiés rwandais de l'après 1958, se livraient à toutes sortes de subterfuges pour fragiliser les Hutu et créer une situation qui favoriserait la guerre que le Front patriotique rwandais (FPR) menait contre le pouvoir hutu établi au Rwanda. Les Bahutu (à la fois autochtones et transplantés) eux aussi, mécontents de continuer à voir d'une part les Tutsi établis au Congo favorisés par le régime Mobutu et, d'autre part, que les Bahutu de la MIB subissaient la domination coutumière (corvées-routes, taxes illégales, extorsions, arrestations arbitraires, spoliation foncière). Ainsi le processus démocratique déclenché le 24 avril 1990 leur parut-il être le cadre pour refuser de continuer à se faire asservir. Une attitude qui va être jugée inadmissible par les Hunde. Dans la dégradation de la situation qui avait prévalu avant la chute du régime Mobutu, il y eut donc à la fois des causes lointaines et proches qui déterminèrent la guerre dite de Masisi où les Hutu apparaissent au centre du jeu. Revenons sur « les enjeux de la guerre de Masisi » tels qu'ils sont présentés par Bucyalimwe :

> « i) Les enjeux fonciers :
> Il y a, au départ, la politique coloniale belge qui, pour des besoins de colonisation, a mis à l'étroit les autochtones, à majorité Hunde, en accordant une grande partie des terres aux colons planteurs (blocs de colonisation) et aux transplantés Hutu et Tutsi du Rwanda (terres domaniales en dehors des blocs de colonisation). Les transplantés se considéraient, au regard du procédé d'acquisition, comme propriétaires terriens, alors que les Hunde les prenaient pour de simples usufruitiers. Ce conflit de conception du droit foncier s'aggrava après l'indépendance du pays en 1960, lorsque les autorités coutumières hunde, fortes du monopole politique, adoptèrent une politique de spoliation systématique des terres appartenant aux transplantés. Cette politique de spoliation, la loi foncière de 1973 qui consacrait le droit écrit en matière

43. Dans son livre *Une archéologie de la violence en Afrique des Grands Lacs* (1999), Maniragaba Balibutsa discute en détail les aspects évoqués dans cet extrait tiré du livre du père Serge Desouter. Le point de vue développé dans *Le Rwanda ancien : La dynastie nyiginya* (2001) par Jan Vansina est proche de ces idées.

foncière, le projet de développement d'élevage des années 1970 dont l'Acogenoki était l'instrument de réalisation, ainsi que les mesures de zaïrianisation de 1973, ont intensifié le marché foncier[44] au profit de l'élevage bovin. Les cultivateurs analphabètes, en grande majorité hutu, qui perdaient leurs terres étaient obligés d'aller s'installer ailleurs, notamment dans la zone [territoire] de Walikale. Ce sont eux qui furent les premières cibles et victimes des Nyanga en 1993. Il est donc évident que sur le conflit ancien de conception du droit foncier est venu se greffer un conflit entre éleveurs et cultivateurs, ces derniers ayant été les plus grands perdants. Les conflits fonciers qui étaient peu nombreux avant 1973 constituèrent le gros des dossiers traités dans les tribunaux et commentés dans la presse locale au cours de la période 1973-1993. Avec l'éclatement de la guerre en mars 1993, des familles de différents groupes ethniques (hunde, nyanga, tembo, tutsi et hutu) cherchaient à s'évincer mutuellement pour s'emparer des terres : ce sont les « *sans-terres* », particulièrement les spoliés d'hier, qui y trouvaient une aubaine. Ils faisaient tout pour récupérer par la force les terres qui leur avaient été ravies par les spoliateurs précités. Cet appétit pour les terres, la haine attisée par les horreurs des massacres interethniques et surtout le désir des Nande, Hunde, Nyanga et Tembo d'expulser à tout prix les Hutu et les Tutsi ont conduit à une « *violence identitaire* » […], c'est-à-dire celle où la protection du groupe passe par l'élimination de son rival du territoire.

ii) Les enjeux politiques

Il faut remonter à la période coloniale pour trouver les origines lointaines des enjeux politiques. En choisissant Masisi comme zone d'immigration des Hutu et des Tutsi [Banyarwanda] entre 1937 et 1956, l'Administration coloniale belge a fort tâtonné au sujet de leur organisation politique. L'une des raisons est qu'elle a privilégié les aspirations des monarques du Rwanda[45] au lieu de mettre en place un cadre politique consensuel où Hunde et transplantés [Banyarwanda] devraient vivre en harmonie. Elle décida de créer en 1941 une chefferie autonome (le Gishari) dirigée par les Tutsi et complètement incorporée dans la grande chefferie des Bahunde. Les Hutu étaient, quant à eux, politiquement soumis à la double domination hunde et tutsi dans les deux chefferies (Bahunde et Gishari). La suppression de la chefferie de Gishari en 1957 enlevait le pouvoir aux Tutsi qui, à l'instar des Hutu, étaient dorénavant assujettis aux Hunde. Après l'indépendance du pays, les Hunde avec l'appui des Nande, Tembo et Nyanga cultivèrent l'idéologie de l'autochtonie et ne cessèrent, dans l'effort de monopoliser le pouvoir, de traiter les rwandophones d'étrangers. De cette manière, le problème de la nationalité a toujours été au centre des tensions interethniques qui ont jalonné l'histoire postcoloniale de la région de Masisi, surtout à la veille de chaque élection. Quant aux transplantés hutu et tutsi qui estiment avoir acquis la nationalité congolaise le 30 juin 1960, ils n'ont cessé de lutter pour se faire reconnaître comme tels et pour jouir des droits politiques et civils comme les autres citoyens. Cependant, la présence des réfugiés tutsi, en nombre croissant depuis 1959, n'a pas facilité la tâche. Ayant réussi à obtenir des cartes pour citoyens et à accéder à tous les échelons du pouvoir dans le pays, ils ont travaillé pour maintenir la confusion. Pour eux, il fallait que les transplantés et réfugiés soient reconnus comme citoyens ou tenus pour étrangers, ceci selon le principe bien connu du « *tout ou rien* ». C'est la thèse qu'ils ont soutenue chaque fois qu'il y a eu un débat au sujet de la nationalité. Ce fut le cas, par exemple, en 1972, en 1981 et lors des travaux de la CNS.

S'agissant de l'exercice du pouvoir, les Hutu cherchaient à le partager avec les autres. Les Tutsi visaient plus, dans la mesure où ils nourrissaient l'idée de reconquérir le pouvoir dans le Gishari ou de contrôler tout le Masisi au motif que celui-ci avait fait jadis partie de l'ancien royaume rwandais. Le plan de la colonisation du Nord-Kivu par les Tutsi, qui remonte à 1962, est fondé en partie sur cet argument. À défaut d'assouvir ces ambitions, les Tutsi se sont coalisés avec les Hunde pour maintenir les Hutu dans une sujétion permanente. Cette coalition s'est renforcée lorsque la CNS ouvrit des perspectives démocratiques. En un sens, le déclenchement de la guerre en 1993 visait à

44. D'un côté, toutes les plantations laissées par les colons planteurs ont été attribuées à des particuliers, par arrêté du ministre de l'Agriculture, et converties en pâturages. Les bénéficiaires furent des autorités politico-administratives, des politiciens et des commerçants ; la majorité était les réfugiés tutsi et les non-originaires de Masisi, venant particulièrement de Kinshasa et des autres régions du Kivu. On peut consulter la liste des noms des plantations acquises et des acquéreurs dans *Kivu, Rapport annuel de la Division régionale de l'agriculture, Bukavu*, 1980, pp. 1-2.

45. Parmi ces aspirations, il faut souligner leur souci d'avoir une influence sur la zone d'immigration et de s'y assurer la prépondérance politique des Tutsi.

compromettre le processus démocratique au niveau local, où les minorités Hunde, Nyanga, Tembo et Tutsi entendaient se dresser contre la majorité Hutu dont l'éveil politique faisait déjà peur. Dans ces perspectives démocratiques, trois données supplémentaires ont conféré à cette guerre d'autres dimensions.

Les Tutsi [à la fois ceux qui seraient autochtones, transplantés et réfugiés] étaient partie prenante dans la guerre du Rwanda tout en voulant consolider leur position au Nord-Kivu. Dans le cadre de l'empire hima-tutsi, une triple stratégie a été mise en branle : se coaliser avec les Hunde contre les Hutu pour les empêcher de profiter des élections en vue de prendre le pouvoir ; se coaliser avec certains Hutu contre ces Hunde sous prétexte de s'être vus refuser la nationalité par la CNS ; utiliser le gouvernement pour faire nommer dans la territoriale des gens à leur solde. Le gouverneur désigné comme intérimaire après la suspension de M. Kalumbo et de tous les commissaires de zone nommés (titulaires et assistants) sont au service des Tutsi. Le fait que MM. Herman Habarugira (Tutsi) et Mwibiritsa (Hunde) aient été choisis par le gouverneur *a.i.* comme conseillers n'est pas un fait du hasard. Tous les trois occupaient des positions politiques importantes au début des années 1960 et partagent le même sentiment antihutu. Les Nande, premiers bénéficiaires du régime de Mobutu, veulent avoir l'hégémonie politique et économique au Nord-Kivu dans la période de transition, condition *sine qua non* pour contrôler, sans risque de concurrence, le Nord-Kivu de la Troisième République ; fragiliser les Hutu et/ou les Tutsi, aussi majoritaires qu'eux, était la seule voie. Pour ce faire, ils agissent derrière les Hunde, Nyanga et Tembo dans la guerre.

Le pouvoir de Kinshasa [de Mobutu] que la stabilité n'arrangeait pas dans l'après-CNS, a profité de la fragilité de la coexistence ethnique à Masisi pour mettre le feu aux poudres. Dans ce jeu, des appréhensions pèsent sur certaines personnes originaires du Nord-Kivu, membres du Gouvernement et du HCR, en mal de positionnement politique. Il y a donc des raisons de penser que l'essentiel du financement de la guerre provient de ces derniers, le reste étant pris en charge par des relais locaux, à savoir de grands éleveurs bovins, des associations politiques et non politiques, voire des Églises.

En dernière analyse, on voit qu'il y a trois logiques qui s'affrontent. D'abord la politique d'exclusion chère aux Nande, Hunde, Nyanga et Tembo qui prétendent être les seuls autochtones, les seuls Zaïrois. La marginalisation politique ou l'exclusion éventuelle des Hutu et Tutsi du Zaïre assurerait aux premiers une hégémonie et protégerait les intérêts des autres. Ensuite, la coalition des minorités hunde, nyanga, tembo et tutsi contre la majorité hutu. Il faut voir derrière cette coalition le souci de maintenir les Hutu dans la subordination politique : pour ces derniers, l'après-CNS égale l'avant-CNS. Ce qui faciliterait également l'action du FPR dont le Nord-Kivu est devenu depuis 1990 un territoire de base arrière. Enfin, la déstabilisation de l'ordre existant, par l'État et ses suppôts (membres des élites ethniques locales), qui voient dans l'harmonie ethnique et, corollairement, dans la démocratie un danger réel pour leurs privilèges. C'est pourquoi, en dehors de la cupidité qu'on leur reconnaît habituellement, les autorités politico-administratives, coutumières et militaires n'ont pas été neutres dans la guerre. Elles l'ont encouragée et même entretenue parce qu'elles en tirent, exception faite des autorités coutumières hunde, grand profit : vaches et autres devises, mises en jeu en faveur des sinistrés » (Bucyalimwe 1996).

En avril 1994 intervint un brutal changement dans la nature du pouvoir au Rwanda, du fait des réfugiés rwandais établis en Ouganda, auxquels plusieurs Tutsi (Banyarwanda) du Nord-Kivu et du Sud-Kivu prêtèrent main-forte. La prise de pouvoir par le FPR à Kigali, en juillet 1994, a eu une double conséquence : la désertion du Rwanda par plusieurs milliers de Hutu, dont bon nombre furent installés dans les camps aux Kivu, et le déclenchement d'un mouvement de retour des Tutsi au Rwanda, un retour qui, pour beaucoup d'entre eux, fut volontaire et draina à la fois les « autochtones », les transplantés et réfugiés d'hier. La présence des réfugiés hutu aux Kivu, quoique en dehors de Masisi (les camps de Mugunga et du Lac Vert se trouvent en deçà de Sake au Nord-Kivu, porte d'entrée et de sortie contrôlée par la gendarmerie) a renforcé les tensions interethniques. D'un côté, elle a permis la circulation des armes au Nord-Kivu en général et à Masisi en particulier. De l'autre côté, elle a renforcé le nombre des Hutu, déjà installés et majoritaires (comme les Nande) au Nord-Kivu ; ce qui fut perçu, à juste titre, comme une menace sérieuse par les autres ethnies nande, hunde, nyanga et tembo : menaces économique et politique. Menace politique aussi dans la mesure où le HCR a refusé jusque-là à ces nouveaux Hutu le statut de réfugiés ; d'où la possibilité et le danger pour ceux-ci de s'infiltrer et de se faire passer pour « Hutu zaïrois », comme le firent les réfugiés

tutsi à partir de la décolonisation. Cette double menace allait susciter une vive réaction de la part des opposants au président Mobutu et des ethnies rivales des Hutu. Les premiers soutiennent que le président a initié cette situation pour s'arroger un électorat irrégulier, le moment venu. Les secondes parlent plutôt de la tentative de créer un hutuland à Masisi avec la bénédiction de Mobutu et de la Communauté internationale qui veut faire du Rwanda un État tutsi. Ce qui fait dire à beaucoup de Congolais que les Hunde, Nyanga, Tembo sont victimes des violences des Hutu, qu'ils soient autochtones et transplantés, en connivence avec les réfugiés qui arrivaient.

À cause du contexte historique, les Hutu du Bwisha (Rutshuru) et les Hutu transplantés de Masisi avaient évolué différemment jusqu'à la fin des années 1980 ; mais leurs relations étaient ponctuées de frictions. Ce fut le cas le 11 septembre 1980 dans un « Mémorandum des Hutu zaïrois », signé par cinq intellectuels[46] de l'ethnie, adressé au président Mobutu.

> « […] depuis une douzaine d'années, les zones de Masisi, de Goma et de Rutshuru ne sont plus représentées par leurs fils. Que ceux-ci soient :
> a) des natifs hutu qui totalisent plus de 700 000 habitants ;
> b) des immigrés hutu qui totalisent plus de 100 000 habitants.
> Nos voisins les Nande, les Nyanga, les Hunde et les Bashi constatent avec amertume que les zones précitées ne sont représentées que par des réfugiés tutsi venus au Zaïre après 1958-1960 c'est-à-dire après la Révolution populaire qui a chassé les Tutsi du Rwanda. Ne totalisant pas 20 000 individus soit moins de 0,5 % de la population du Kivu, ils sont présents, après falsification de leur identité, presque dans tous les organes du parti et dans les entreprises publiques et privées alors qu'en principe, ils ne devraient pas prendre une part à la vie publique du pays, de par leur statut de réfugiés. Ils sont dans le Comité central du parti, dans les grandes entreprises comme la Gécamines, la Sozacom, la SNCZ, Pétro-Congo jusque dans les services d'investigations et la sécurité nationale (CNRI, etc.). »

À partir de septembre/octobre 1996, les « Hutu autochtones » allaient se confondre aux Hutu réfugiés ; les Hutu du Bwisha retombaient sous le couvert de la présence des FDLR. En fait, les dénominations Bwisha et Munyabwisha furent actées par le chef Daniel Ndeze Rugabo II, puis son successeur René Ndeze Iriv'Umwami décédé en 2008. Il s'agit de ces chefs locaux « créés » par l'Administration coloniale belge en modifiant et/ou en inventant des hiérarchies de pouvoir qui étaient auparavant inexistantes. Le but était la mise en place des entités administratives contrôlées/rentables pour la colonisation. Ces deux-là passaient pour être la preuve de l'autochtonie des Hutu de Rutshuru, un cadre qui s'avéra fragile à la suite des leurs[47].

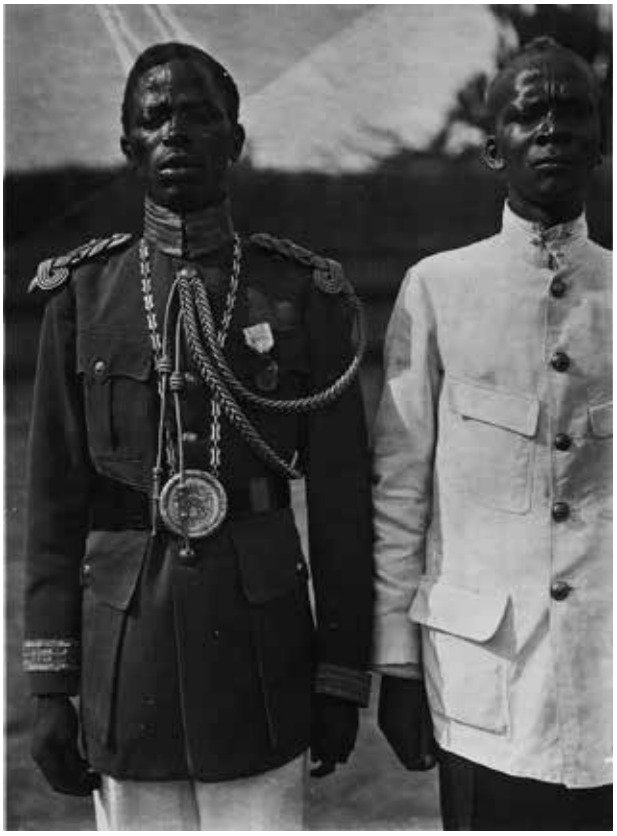
Comment distinguer les « Bahutu congolais » ou « Bahutu autochtones » des autres transplantés, refugiés ou infiltrés. Antoine Sebagenzi en établit cette théorie :

> « Les critères, s'ils existent, devraient être ceux que l'on applique aux autres ethnies congolaises qui partagent une frontière commune avec une autre branche de leur ethnie. D'autre part, il y a eu prolifération de nouveaux concepts ethniques derrière lesquels les auteurs ont cherché à cacher leurs origines extra-congolaises, en y incluant les Bahutu congolais ; dans le chef des créateurs de nouveaux concepts ethniques, les autochtones devraient jouer le rôle de boucliers contre les suspicions et le rejet par la nation congolaise de leur appartenance à la citoyenneté congolaise : les "Banyarwanda congolais", les "Congolais rwandophones", ou encore la "communauté banyarwanda" sont des concepts qu'on entend ces derniers jours, concepts nouvellement créés qui cherchent à cacher la notion d'ethnie et de tribu dans un pays où seule la base ethnique est susceptible de déterminer le lieu d'origine, le village d'origine, et partant, la nationalité congolaise qui est fondée sur la présence d'un certain nombre de "tribus" sur le sol de l'État indépendant du Congo (EIC) le 1er août 1885. Le concept "tribu" est bel et bien utilisé par la Constitution de Luluabourg (1964) en son article 6 (1), la seule Constitution

46. Les auteurs sont M. Bakerura (médecin aux cliniques universitaires de Kinshasa), M. Maniragapa (chef de service au Commissariat général au Plan), B. Mazibane (assistant au Centre de recherche en enseignement mathématique), Birikiye B., Ndidikiye B. (ingénieur civil à la SNEL) et M. Nduhirahe (ingénieur civil au service présidentiel d'études). Le *mwami* Ndeze (à l'origine tutsi) se plaignit au président Mobutu dans sa lettre du 25 novembre 1980 sur le même sujet.

47. Les rivaux allaient leur nier l'autochtonie. Cf. Kambere 2000.

voulue par la majorité du peuple congolais. Ainsi donc le concept "communauté" auquel certains s'accrochent aujourd'hui n'a pour objectif que de cacher la tribu et/ou l'ethnie, et par conséquent, les vraies origines des utilisateurs de ce concept. Il n'existe pas de "communauté" bahutu : il existe une ethnie des Bahutu en RDC divisée en plusieurs clans qui, à l'origine, vivaient chacun dans son propre royaume indépendant des autres royaumes. D'autre part, les Bahutu congolais ont fini par tomber dans la déformation que leur a imposée M^gr^ Daniel Ndeze, originaire du village Bwisha, non loin du camp militaire de Rumangabo : ce dernier, nommé *mwami* des Bahutu en 1920 par l'Administration coloniale belge, voulut revaloriser son village en donnant à tout le territoire le nom de ce village; il se mit donc à régner sur la collectivité de Bwisha et appela ses administrés, les Banyabwisha. Ce concept impropre est utilisé aujourd'hui, même dans certains documents officiels, en lieu et place des termes Bahutu, pour le peuple, et Buhutu pour le territoire que cette ethnie habite depuis les siècles qui précèdent l'arrivée des premiers voyageurs et agents européens et premiers missionnaires entre 1895 (fin de la campagne antiarabe et début de la pénétration belge à l'Est de l'EIC) et 1904 (date de la fondation du poste de Rutshuru) » (Sebagenzi 2010 : 91).



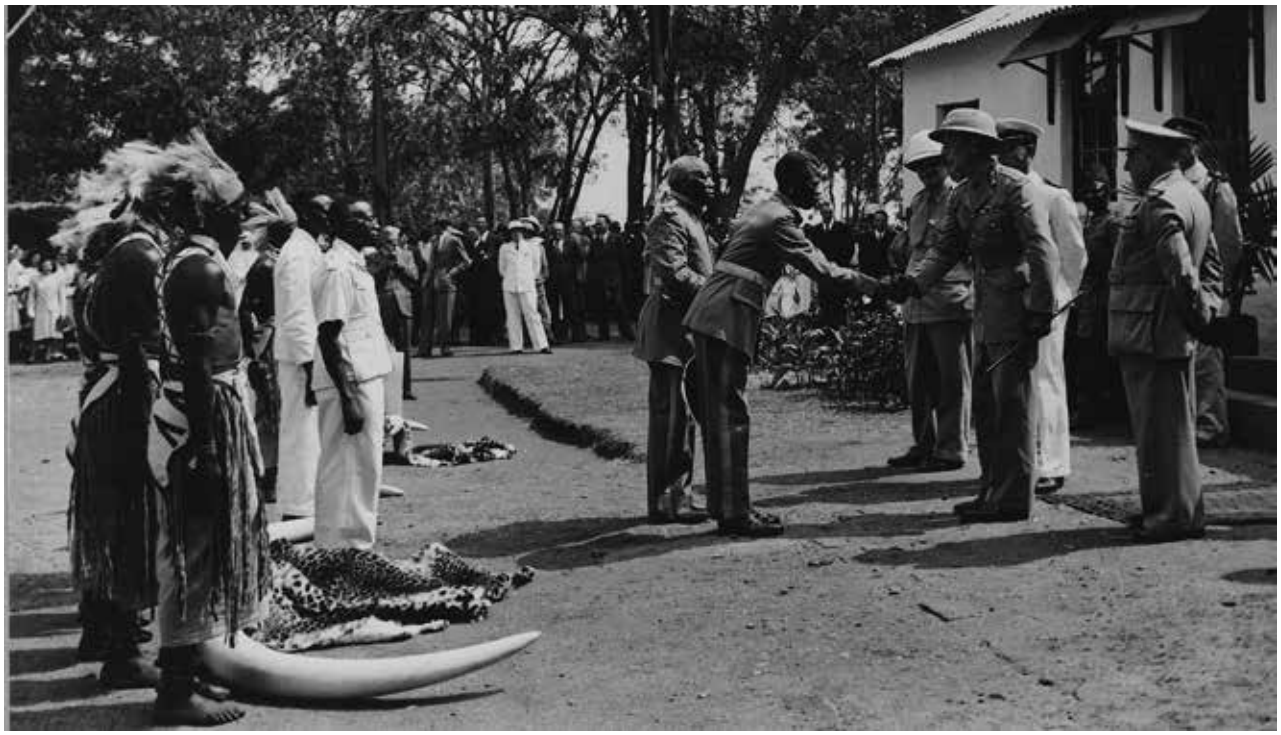
Le chef Ndeze et son sous-chef Bahizi.
Intronisé par la colonisation en 1920, Ndeze, chef tutsi, est resté au pouvoir jusqu'en 1980.
(EP.0.0.1174, collection MRAC ; photographe non identifié, s.d.
Tous droits réservés.)

L'ascension de Daniel Ndeze est liée à l'importance stratégique du poste de Rutshuru qui cumulait le statut de chef-lieu du territoire qui porte son nom et celui de l'ancien district du Kivu. Au cours de la Première Guerre mondiale (1914-1918), Rutshuru était propulsé sur la ligne de front des campagnes belgo-congolaises en Afrique orientale allemande, au Ruanda-Urundi particulièrement. Il conserva cette importance stratégique jusqu'en 1926, date à laquelle Costermansville devint le chef-lieu de l'ancien district du Kivu. Le contrôle et la mobilisation de la population pour l'effort militaire et économique de guerre avaient amené l'Administration coloniale belge à intervenir directement dans les affaires des communautés locales.

Dans toute la région de Rutshuru, il y avait, selon le gouverneur de la Province-Orientale, A.J. Moeller, « soixante-cinq chefferies avec soixante-cinq chefs », lors de l'établissement des frontières orientales (Moeller 1929 : 770-771). Selon lui, c'est le manque d'autorité de la part de ces chefs qui aurait favorisé le regroupement des chefferies et le choix de Daniel Ndeze comme chef unique : « Ces soixante-cinq chefferies avaient été constituées sans plan défini, au hasard des services rendus dans la fourniture de vivres, le recrutement des porteurs, à une époque où les hostilités en cours à la frontière orientale de la colonie éprouvaient durement ces populations. S'il y a eu une région où la politique de secteur s'imposait, c'est bien celle de Rutshuru. Nous avons trouvé, pour assurer le succès de cette politique, un chef dont les qualités d'intelligence et de caractère étaient exceptionnelles. C'est Daniel Ndeze qui fut choisi comme chef de secteur conformément à la dépêche ministérielle du 8 novembre 1920. En tant que chef de secteur, il constituait l'organe intermédiaire entre l'administrateur territorial et les chefs de villages » (Moeller 1929 : 771-772, 776). Pour diriger, il fut doté d'un tribunal indigène en exécution du décret du 15 avril 1926. La même politique de regroupement des chefferies s'appliqua sur les tribunaux coutumiers : « les chefferies existantes devraient être absorbées dans un ensemble plus étendu, dans une chefferie unique » (Moeller 1929 : 777-778). Daniel Ndeze devenait du coup un agent colonial



23 juillet 1947, lors du voyage du prince régent au Congo belge, à Rutshuru, les *bami* (« sultans indigènes ») Ndeze et Kayembe escortés de leurs « danseurs » sont venus saluer le prince et lui offrir des présents.
(HP.1956.15.2123, collection MRAC ; photo A. Da Cruz (Inforcongo) © MRAC Tervuren/Da Cruz.)



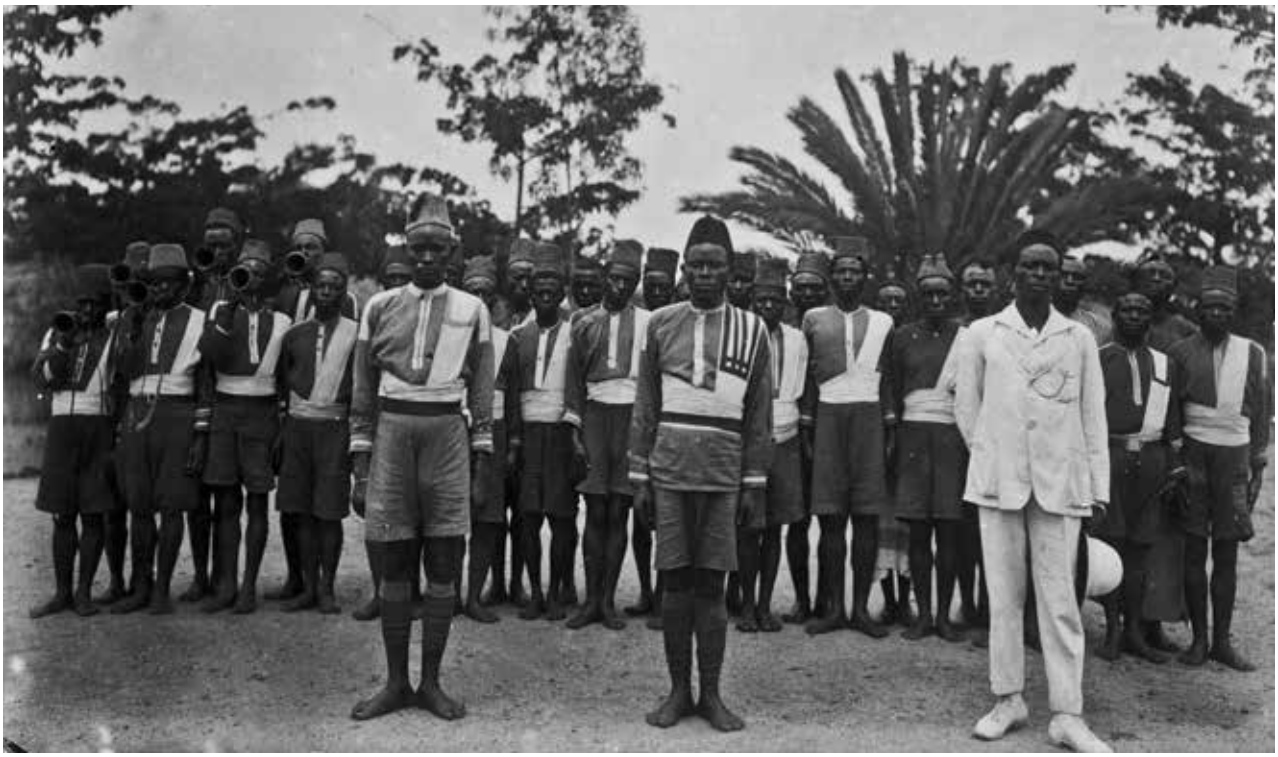
Au moment où ils saluent le prince. On aperçoit les présents apportés faits d'une pointe d'ivoire, de peaux d'animaux et d'objets d'art.
(HP.1956.15.2122, collection MRAC ; photo A. Da Cruz (Inforcongo) © MRAC/Da Cruz.)

aux pouvoirs très étendus en matière administrative et judiciaire locale. Il semble que c'est en 1915 que Daniel Ndeze a été repéré par l'Administration coloniale dans le sillage des missionnaires. Ce sont ceux-ci qui l'auraient parrainé et recommandé à la hiérarchie coloniale (AT de Rutshuru et CDD du Kivu). L'intermède de 1915 à 1920 aurait servi comme une phase de rodage ou d'essai.

Pour des raisons de clairvoyance, d'obéissance quasi servile, et d'autodiscipline, Daniel Ndeze bénéficia de l'estime et du soutien de l'Administration coloniale. Auxiliaire du pouvoir colonial, il devint



Le chef Ndeze et quelques notables de Rutshuru.
(EP.0.0.1204, collection MRAC ; photographe non identifié, s.d. ; tous droits réservés.)



La police du chef Ndeze.
(HP.2010.8.1873, collection MRAC ; photo N'Deze, s.d. ; tous droits réservés.)



Le chef Ndeze de Rutshuru sur sa motocyclette avec le sergent de sa « police indigène ».
(EP.0.0.1173, collection MRAC ; photographe non identifié, s.d. ; tous droits réservés.)



À Bukavu en 1955, *mwami* Ndeze du Bwisha (Rutshuru) salue le roi des Belges, Baudouin.
(HP.2009.3.849, collection MRAC ; photo H. Goldstein, 1955 © Sofam.)

un chef très dévoué et très fort et dirigea la grande chefferie de Bwisha de main de fer. Rien n'échappait à son contrôle, évidemment en dehors des années 1960-1964 où il fut absent du pays (il s'était replié en Belgique). En 1970, il assuma les fonctions de chef coutumier et d'administrateur territorial à la fois. De 1920 à la date de sa résignation (à cause de l'âge) au profit de son fils aîné, René Ndeze, en 1975[48], l'application de sa politique a eu des effets majeurs sur l'ensemble de sa chefferie.

En RDC, on trouve actuellement les Bahutu dans les territoires de Masisi, Kalehe et Rusthuru. Réagissant à cette présence multiple, Paul Serufuri Hakiza dit : « Dans l'Est de la RDC, les fameux rwandophones développent sans cesse une rwandophonie qui harcèle les Bahutu et les poursuit comme un chasseur qui traque un gibier, une proie à abattre. Ils cherchent à travestir leur identité et à les assimiler de gré ou de force aux Rwandais, bref à les phagocyter. En fait, ils cherchent fondamentalement à les transformer en alliés consentants ou forcés pour pouvoir s'implanter plus commodément au Nord-Kivu. C'est une démarche qui constitue pour eux un enjeu essentiellement géopolitique et économique. Face à une telle situation, certains parmi les Bahutu du Nord-Kivu semblent envahis par un conflit de conviction sur les véritables identité et langue qu'ils doivent se donner par rapport à celles que les "rwandophones" leur collent à la figure et au dos. Une telle situation divise automatiquement la communauté des Bahutu congolais en deux tendances, à savoir d'une part ceux qui affirment et maintiennent leur propre identité et leur langue, le kihutu, et d'autre part ceux qui biaisent, louvoient ou naviguent en zigzag. Les tentatives de la rwandophonie de chercher à dénier à un autre groupe humain son identité et sa langue peuvent être considérées comme une forme d'ethnocide. Si de nos jours, les Bahutu du Nord-Kivu contestent et rejettent l'ethnonyme "Banyarwanda" et son corrélatif le glossonyme "kinyarwanda", il ne faut pas réduire cela à une démarche d'exaltés ou d'incitation à une quelconque haine contre qui que ce soit. Il s'agit davantage et essentiellement d'un souci légitime d'identité de soi et de droit à la différence. Car, différence vraiment il y a sous les apparences de similitude et dans cette similitude. C'est pour cela qu'ils n'acceptent plus de vivre et de se promener dans le costume d'autrui » (Serufuri Hakiza 2009 : 143-147).

48. Pour d'autres, il se serait accroché au pouvoir jusqu'à sa mort en 1980. Cf. Kanyarwunga 2006 : 76.

RÉFÉRENCES

Adriaenssens, J. 1969. « Le droit foncier au Rwanda ». S.l. : s. éd.

Agence congolaise de presse (ACP). 1970 (29 juillet). « Compte rendu de l'Agence congolaise de presse sur la manière dont fut accordée la nationalité congolaise aux Banyarwanda ».

Amnesty International. 2005 (5 juillet). *Republic Democratic of Congo: Arming the East*.

André, C., Dupont, P., Lubanda Lunanga, Mafikiri Tsongo & Parqué, V. (sous la dir. de F. Reyntjens & S. Marysse). 1996 (décembre). *Conflits au Kivu : antécédents et enjeux*. Anvers : Centre d'étude de la région des Grands Lacs d'Afrique.

Bisengimana, B. « La législation de la République en matière de nationalité ». S.l. et s.d.

Bouvier, P. (sous la dir. de J. Omasombo Tshonda). 2012. *La Décentralisation : de la Première à la Troisième République.* Tervuren : MRAC.

Brice, K. 1995. « Ethnic Conflict in North Kivu ». Miméo.

Bucyalimwe Mararo, S. 1996. « Les enjeux de la guerre de Masisi ? ». *Dialogue* 192.

Bucyalimwe Mararo, S. 2001. « Pouvoirs, élevage bovin et la question foncière au Nord-Kivu ». In S. Marysse & F. Reyntjens (sous la direction de), *L'Afrique des Grands Lacs. Annuaire 2000-2001* Paris : L'Harmattan, pp. 219-250.

Bucyalimwe Mararo, S. 2002. « Le Nord-Kivu au cœur de la crise congolaise ». In F. Reyntjens & S. Marysse (sous la direction de), *L'Afrique des Grands Lacs. Annuaire 2001-2002.* Paris : L'Harmattan, pp. 153-185.

Bucyalimwe Mararo, S. 2004. « Le TPD à Goma (Nord-Kivu) : mythes et réalités ». In F. Reyntjens & S. Marysse (sous la direction de), *L'Afrique des Grands Lacs. Annuaire 2003-2004*. Paris : L'Harmattan, pp. 139-170.

Bucyalimwe Mararo, S. 2009. « Goma (Nord-Kivu, RD Congo) : point de mire et de paradoxe ». In S Bucyalimwe Mararo (sous la direction de), *Cycle du mal et refus. Hommage au Prof. Dr Freddy Ruriho Munanira Kibambasi*. Éditions Association Isoko-Kivu, pp. 64-122.

Bucyalimwe Mararo, S. 2009. « Jomba/Nord-Kivu : du miroir au mouroir ». In S. Bucyalimwe Mararo (sous la direction de), *Cycle du mal et refus. Hommage au Prof. Dr Freddy Ruriho Munanira Kibambasi*. Éditions Association Isoko-Kivu, 2009, pp. 207-240.

Bucyalimwe Mararo, S. (sous la direction de). 2009. *Cycle du mal et refus. Hommage au Prof. Dr Freddy Ruriho Munanira Kibambas*i. Éditions Association Isoko-Kivu.

CRONGD/Nord-Kivu. 1996 (février). « Le CRONGD/Nord-Kivu, Campagne pour un processus de construction de la paix dans le Masisi/Nord-Kivu-Zaïre, février 1995 ». In « Politique stratégique régionale d'ACORD. Pays des Grands Lacs », Phase II.

Cros, M.-F. & Misser, F. 2006. *Géopolitique du Congo (RDC).* Bruxelles : Éditions Complexe.

de Saint Moulin, L. 1975. « Mouvements récents de population dans la zone de peuplement dense de l'Est du Kivu ». Études d'*histoire africaine* 7 : 113-124. Kinshasa : PUZ.

de Saint Moulin, L. 1976. *Atlas des collectivités du Zaïre.* Kinshasa : PUZ.

de Villers, G. 2009. *RDC. De la guerre aux élections. L'ascension de Joseph Kabila et la naissance de la Troisième République (janvier 2001-août 2008).* Paris/Tervuren : L'Harmattan/Institut africain (coll. « Les Cahiers africains », n° 75).

de Villers, G., Omasombo, J. & Kennes, E. 2001. *République démocratique du Congo. Guerre et politique : les trente derniers mois de L. D. Kabila (août 1998-janvier 2001).* Paris/Tervuren : L'Harmattan/Institut africain-CEDAF (coll. « Les Cahiers africains », n° 47-48).

Desouter, S. 2007. *Rwanda : le procès du FPR. Mise au point historique*. Paris : L'Harmattan.

Gachaba, F. & Nzitatira, F. 2004 (19 janvier). « Mémorandum des Congolais rwandophones ». *Le Soft*.

Gérard-Libois, J. & Van Lierde, J. (sous la dir. de). *Congo 1965.* 1966. Bruxelles/Léopoldville : CRISP/INEP (« Les dossiers du CRISP »).

Gérard-Libois, J. & Verhaegen, B. *Congo 1963*. 1964. Bruxelles/Léopoldville : CRISP/INEP (« Les dossiers du CRISP »).

Global Witness. 2005 (30 juin). *Under-Mining Peace: Tin, the Explosive Trade in Cassiterite in Eastern DRC.*

ICG. 2005 (30 mars). *The Congo's Transition is Failing: Crisis in the Kivus.* ICG (« Africa Report », n° 91).

ICG. 2006 (27 avril).*Congo's Elections: Making or Breaking the Peace.* ICG (« Africa Report », n° 108).

ICG. 2007 (31 octobre). *Congo: Bringing Peace to North Kivu*. ICG (« Africa Report », n° 133).

Janssen, P. 1997. *À la cour de Mobutu. Fracassantes révélations du gendre de l'ex-président zaïrois*. Paris : Michel Lafon, pp. 167-169.

Kalonga, F. 1970 (juin-juillet). « Les cadres congolais et l'entreprise privée ». *Congo-Afrique* 46 : 305-308.

Kalisa, R.J., Ndesho, R. & Rwanyindo, R. 1980. *Le Droit positif zaïrois de la nationalité applicable à la tribu munyarwanda au Kivu*. Kinshasa.

Kambere, L. 2000. *Après les Banyamulenge, voici les Banyabwisha aux Kivu*. Kinshasa : éditions Yira.

Kanyarwunga, J. 2006. *République démocratique du Congo. Les générations condamnées : déliquescence d'une société précapitaliste*. Paris : Publibook.

Katuala Kaba-Kashala. 1992 (1re édition). *Jurisprudences des cours et tribunaux : 1975-1987*. Kinshasa : République du Zaïre, ministère de la Justice et Garde des sceaux, Service de documentation et d'études.
Kengo wa Dondo, L. 2019. *La Passion de l'État. Mémoires*. Paris : L'Harmattan.
Kisonga, M.A. 2005. *45 ans d'histoire congolaise. L'expérience d'un lumumbiste*. Paris : L'Harmattan, (coll. « Mémoires lieux de savoir »).
Lubunga, B.O. 1991 (16-21 mars). « Bisengimana : la micro-informatique peut apporter des solutions à la crise actuelle ». *Hebdo Jua* 410 : 9.
« *La législation de la République en matière de nationalité* ». *S*.d. et s.d.
Lwamba, B. 1981. *Histoire politique des indépendances africaines, des origines à nos jours*. Lubumbashi : CERDAC.
Mafikiri Tsongo, A. 1996 (4 octobre). « Problématique foncière au Kivu montagneux (Zaïre) ». *Cahiers du Cidep* 2. Étude brochée (s.éd.).
Maniragaba Balibutsa. 1999. *Une archéologie de la violence en Afrique des Grands Lacs.* Libreville : Éditions du CICIBA.
Masson, P. 1970. *Dix ans de malheurs (Kivu 1957-1967),* Tome II. *Jusqu'à la lie*. Bruxelles : Max Arnold.
Maquet, J. & Nayigiziki, S. 1957. « Les droits fonciers dans le Rwanda ancien ». *Zaïre* 11 (4) : 339-359.
Mathieu, P., Laurent, P.J., Mafikiri Tsongo, A. & Mugangu Matabaro, S. 1999. « Cohabitations imposées et tensions politiques au Nord-Kivu, 1939-1994 : une trajectoire conflictuelle. » In P. Mathieu & J.-C. Willame (sous la dir. de), *Conflits et guerres au Kivu et dans la région des Grands Lacs*. Paris/Bruxelles : L'Harmattan/Institut africain-CEDAF (coll. « Les Cahiers africains », n° 39-40).
Mathieu, P. & Willame, J.-C. (sous la direction de). 1999. *Conflits et guerres au Kivu et dans la région des Grands Lacs*. Paris/Bruxelles : L'Harmattan/Institut africain-CEDAF (coll. « Les Cahiers africains », n° 39-40).
Mathys, G. 2014. « People on the move: frontiers, borders, mobility and history in the lake Kivu region. XIXe-XXe century ». Thèse de doctorat, Université de Gand.
Moeller, A.J. 1929 (juillet). « Précisions sur le problème de la politique indigène ». *Congo*. II (5).
Mouvement populaire de la révolution (MPR). 1989. « Réflexions sur le problème de la nationalité régions du Nord-Kivu et du Sud-Kivu ». Goma.
Mpeza, J. & Bucyalimwe, S. s.d. « Mémoire de Jean Sekabuhoro ». *La Tribune de nos patriarches* : 235-236.
Mpase Nselenge Mpeti, A. 2011. *Au service d'un Congo aux mille visages. Mémoires.* Kinshasa : Academic express Press.
Mutezi Muja wa Mariya. 1987 (mars). « Compte-rendu de la réunion de la mutuelle Mwangaza avec Barthélemy Bisengimana dans la nuit du 23 au 24 mars 1987 ». Kisangani.
Mwaka Bwenge, A. 2003. « La nationalité en R.D. Congo : tremplin, gratification ou sanction ? Appel pour une nationalité bien comprise ». *Cahiers du CEP* 2. Université de Kinshasa.
Nations unies, Conseil de Sécurité. 2002 (18 octobre). *Douzième rapport du secrétaire général sur la Mission de l'Organisation des Nations unies en République démocratique du Congo*.
Ndaywel è Nziem, I. 1998. *Histoire générale du Congo. De l'héritage ancien à la République démocratique*. Paris (France)-Bruxelles (Belgique) : De Boeck & Larcier - Département Duculot.
Ndeshyo, R. 1996. « La nationalité de la population zaïroise d'expression kinyarwanda au regard de la loi du 29 juin 1981 ». *Dialogue* 192.
N'Gbanda, H. 2004. « BB : le précurseur et le fondateur du réseau rwandais au Zaïre ». In H. Ngbanda Nzambo*, Crimes organisés en Afrique centrale. Révélations sur les réseaux occidentaux et rwandais*. Paris : Duboiris.
Ngabu, F. (Mgr). 1996 (août-septembre). « Massacres de 1993 dans les zones de Walikale et de Masisi ». *Dialogue* 192.
Nguya-Ndila, M. C. 2001. *Nationalité et citoyenneté au Congo/Kinshasa.* Paris : L'Harmattan..
Nimy, M.N. J. 2006. *Je ne renie rien. Je raconte… L'histoire d'un parcours sur un parcours d'histoires*. Paris : L'Harmattan.
Ntwali Iragi, V. 2023. « Mouvements d'autodéfense maï-maï, défense de l'intégrité territoriale et formation d'une armée républicaine en République démocratique du Congo ». In S. Mişcoiu, J.-M. De Waele et A. Bianca Urs (dir.), *Maquisards, rebelles, insurgés… politiques. Le devenir des chefs de guerre africains*. Cluj-Napoca : Casa Cărții de Știință, Editură acreditată CNCS, pp. 184-205.
Nzabandora, N.J. 2004 (septembre). « La question identitaire au Bwisha (Rutshuru, Nord-Kivu) : le point de vue de l'histoire ». *Regards croisés* 12 : 46-67. Goma/Gisenyi : Pole Institute.
Nzabandora, N. J. 2007. *L'Intellectuel, le dépassement de l'idéologie génocidaire dans la région des Grands Lacs.* Kigali.
Omasombo Tshonda, J. & Kennes, E. 2006. *Biographies des acteurs de la Transition (juin 2003-juin 2006).* Kinshasa/Tervuren/Lubumbashi : CEP/MRAC/CERDAC.
Omasombo Tshonda, J. 2020. *La Décolonisation du Congo belge. La gestion politique de vingt-quatre derniers mois avant l'indépendance (juillet 1950-juin 1960).* Tervuren : Africa Museum.
« Ordonnance n° 70/235 du 23 juillet 1970 relative à la démission des étrangers exerçant des fonctions importantes dans l'administration publique ». 1970 (15 décembre). *Moniteur congolais* 24 : 863.
Pabanel, J.-P. 1991. « La question de la nationalité au Kivu ». *Politique africaine* 41 : 32-40.

Kasongo Ngoy Pauni, P. 2005. *Biographie historique du Congo*. Lubumbashi : CERDAC/Université de Lubumbashi (coll. « Documents et travaux », vol. XXIII), p. 11.
RDC, Gouvernement central, ministère de l'Intérieur, Première Direction, Affaires générales. 1966. « Enquêtes générales sur les populations Banyarwanda établies dans l'est du Congo (Nord et Sud-Kivu). Rapport de la mission Teuwen du ministère de l'Intérieur et du Gouvernement central. Léopoldville ».
Reyntjens, F. 1986. « Rencontres burundaises : "Inyenzi" du Rwanda et rebelles du Kivu ». In H. Weiss & B. Verhaegen (éd.), *Les Rébellions dans l'Est du Zaïre*. Bruxelles : CEDAF (coll. « Les Cahiers du CEDAF", n° 7-8).
Romkema, H. 2004 (7 mai). *Update on the DRC Transition: the Case of the Kivu Provinces*. Institute for Security Studies. (« Situation Report »).
Ruhimbika, M. 2001. *Les Banyamulenge (Congo-Zaïre) entre deux guerres*. Paris-Montréal : L'Harmattan (coll. « Mémoires lieux de savoir »).
Rutazibwa, P. 1999. *Les Crises des Grands Lacs et la question tutsi. Réflexions sur l'idéologie du génocide dans la sous-région*. Kigali : Éditions du CRID.
Rwakabuba Shinga. 1994. *Souvenir et témoignages*. Kinshasa : Isata.
Serufuri Hakiza, P. 2009. « Ethnonyme et glossonyme. Les Bahutu du Nord-Kivu et le Kihutu. Contribution à un débat ». In Bucyalimwe Mararo (sous la direction de), *Cycle du mal et refus. Hommage au Prof. D^r Freddy Ruriho Munanira Kibambasi*. Éditions Association Isoko-Kivu, pp. 123-147. Ce texte à d'abord été publié en 2008 dans les *Annales de la Faculté des Lettres et Sciences humaines de l'Université de Kinshasa* VI-VII (2006-2007).
Stearns, J. 2012. *Du CNDP au M23. Évolution d'un mouvement armé dans l'Est du Congo*. RVI (Institut de la Vallée du Rift)/Projet Usalama « Comprendre les groupes armés congolais ».
Tull, D.M. 2005. *The Reconfiguration of Political Order in Africa: A Case Study of North Kivu (DR Congo)*. Hambourg : Institut für Afrika-Kunde.
Vansina, J. 2001. *Le Rwanda ancien : La dynastie nyiginya.* Paris : Karthala.
Verhaegen, B. & Willame, J.-C. 1964 (octobre). « Les provinces du Congo. Structure et fonctionnement : Nord-Kivu-Lac Léopold II ». *Cahiers économiques et sociaux.* Léopoldville : Université Lovanium/IRES (coll. « Études politiques », n° 3).
Vidal, C. 1969. « Le Rwanda des anthropologues et le fétichisme de la vache ». *Cahiers d'études africaines* 9 (3) : 384-400.
Vlassenroot, K. 2004. « Land and conflict: Masisi ». In K. Vlassenroot, T. Raeymaekers, A. Verhoeve, L. Jourdan & J. Cuvelier, *Conflict and Social Transformation in Eastern DR Congo.* Gand : Academia Press.
Weiss, H. & Verhaegen, B. (éd.). 1986. *Les Rébellions dans l'Est du Zaïre*. Bruxelles : CEDAF (coll. « Les Cahiers du CEDAF », n° 7-8).
Willame, J.-C. 1996. *Banyarwanda et Banyamulenge. Violences ethniques et gestion de l'identitaire au Kivu*. Paris/Bruxelles : L'Harmattan/CEDAF-Institut africain (coll. « Les Cahiers africains », n° 25).
Zaïre-Afrique. 1985 (mars), n° 193 : 189.

Archives MRAC

- « La présence des Zaïrois d'expression rwandaise au Zaïre : différents aspects du problème », n° III-464/48.

Dossier MPR :
- Buunda Birere Sha-Mwami, « Lettre au Citoyen Président-Fondateur », Kinshasa, le 7 octobre 1978, pp. 1-6.

Fonds Kithima. *Comité central, Direction du Greffe. Travaux de la 2^e session ordinaire du Comité central (1981) :* « Rapport de la Commission spéciale documentation », vol. II :
- « Lettre n° 131/0096/81 du 8 avril 1981 adressée au citoyen secrétaire permanent du Comité central du MPR ».
- Document CNRI/Goma 1981. « Analyse sur le bruit et rumeurs autour du projet de loi portant acquisition de la nationalité zaïroise par des Rwandais ». pp. 104-107.
- Document CNRI/Goma. 1981. « Historique sur la transplantation de Banyarwanda dans le Nord-Kivu », pp. 95-103.
- « Mémorandum de la communauté hutu adressé le 11 septembre 1980 au président Mobutu ». Travaux de la 2^e session ordinaire du Comité central (1981), pp. 55-59.
- Ngabu (M^gr). 1981 (2 février). « À la commission pour l'étude des problèmes créés par la contestation de la nationalité des trois membres du Comité central », pp. 65-73.
- Ngabu, F. (M^gr). 1993. « Situation qui prévaut dans les territoires de Walikale, Masisi et Rutshuru ». Goma.

Archives de l'Institut africain/CEDAF
- CNS. S.d. « Déclaration de la société civile du Nord-Kivu. Politique générale ». Texte n° 66. Archives de l'Institut africain-CEDAF, III-2343/347.

- « Démentis sur les déclarations du docteur Kalisa dans son document "Quelques précisions sur la contestation de nationalité des Zaïrois à la tribu Munyarwanda" », miméo, février 1980. Archives du CEDAF, III-460.
- « La présence des Zaïrois d'expression rwandaise au Zaïre : différents aspects du problème ». III-464/48.
- « Mémorandum des Banyamulenge du 5 octobre 1995 ». Document IA, III-2985.
- « Mémorandum des Hutu zaïrois adressé au Président-Fondateur du MPR, Président de la République du Zaïre, *Mimeo* 1980. Archives du CEDAF III-460.
- « Mémorandum du *mwami* Ndeze Iriyuz'Umwami au Président de la République, miméo, 25 novembre 1980. Archives du CEDAF, III/460.
- Lettre n° 252/10/3956/2560/M.217.23/67 du 17 juillet 1967 du ministre de l'Intérieur sur l'« installation des réfugiés rwandais dans les régions saturées du territoire de Masisi » adressée au gouverneur Léon Engulu de la province du Kivu.
- Lettre n° 2212/306/AI/68 du 29 janvier 1968 adressée au CDD du Nord-Kivu, Engulu.
- Lettre d'Obed Sebasonera, au nom des Banyarwanda dits « Banya-Mulenge », Uvira, le 11 avril 1969, au directeur provincial des Affaires intérieures et coutumières du Kivu, pp. 144-145.
- Lettre n° 254/00/1974/1.155/M.21/69 du 4 décembre 1969 de Maximilien Liongo agissant au nom du ministre de l'Intérieur, au gouverneur du Kivu, p. 140.
- Lettre du 18 février 1970 de Jérôme Disase, le nouveau directeur-chef de service provincial des Affaires intérieures et coutumières, au gouverneur Paul Nauwelaerts, pp. 146-147.

CHAPITRE 3

LA GUERRE DE L'AFDL LORSQUE CHASSER MOBUTU DU POUVOIR ET ARRACHER L'ESPACE DU KIVU AU CONGO DEVIENNENT DES OBJECTIFS IMMÉDIATS

> « Selon du courrier parvenu en Belgique de Zaïrois réfugiés en Tanzanie, des Babembe opposeraient une forte résistance aux rebelles de Fizi (Sud-Kivu) où Kabila est connu depuis 1965 pour y avoir tenu le maquis […]. Le but, selon la lettre d'un des leurs, est d'empêcher "les Rwandais d'atteindre Kalemie (Nord-Shaba, entre le Sud-Kivu et Moba)" […]. "Finalement (explique la source zaïroise NDA), on se demande s'il faut les encourager à faire la guerre ou laisser passer les rebelles vers Kalemie, car les gens de Kalemie sont contre les Babembe aussi".
> Selon l'Agence France Presse, […] des dissensions sont (aussi) apparues entre les hommes de Kabila et leurs alliés maï-maï. Ces dissensions étaient prévisibles puisque les Maï-Maï sont des milices hunde et nyanga qui ont pris les armes en 1995 pour jeter les Rwandais hors du Kivu. Les Maï-Maï avaient intérêt à s'unir à Kabila, dont les assauts ont provoqué le retour au Rwanda des réfugiés ; mais les Maï-Maï n'appréciaient pas plus les Banyamulenge et les Rwandais qui appuient Kabila » (« Zaïre : la rébellion à un tournant », *La Libre Belgique*, 28-29 décembre 1996).
> L'AFDL, "ce groupe rebelle était appuyé – à vrai dire créé – par les gouvernements rwandais et ougandais" » (Stearns 2012 : 12).

La guerre lancée contre le Zaïre (rebaptisée RDC en juillet 1997) par les alliés anti-Mobutu autour du Rwanda, de l'Ouganda et du Burundi, en septembre et octobre 1996 aura été tout, sauf la lutte pour l'instauration de la démocratie. Dirigée officiellement contre les réfugiés hutu et Mobutu, elle s'avéra, au fil du temps, être une guerre de conquête et d'occupation. Valéry Ntwali Iragi écrit :

> « La guerre dite de libération conduite par l'Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo (AFDL) de 1996-1997 contre le régime de Mobutu a eu le privilège de bénéficier d'un soutien populaire sans une réelle interrogation de l'opinion congolaise sur ses objectifs, sa nature et ses acteurs (Ntwali Iragi 2021 : 62). Cela pouvait s'expliquer par la lassitude de la population zaïroise de l'époque face aux méthodes dictatoriales de Mobutu et son accaparement du pouvoir pendant plus de trois décennies sans partage. Le besoin d'une libération était donc imminent surtout au regard de l'abdication du processus de la Conférence nationale souveraine (CNS), qui n'a pas pu instaurer une transition démocratique et séparer Mobutu du pouvoir […]. La frustration de la population zaïroise et de toutes les forces vives de la nation était grande si bien que celles-ci feront abusivement confiance à ceux qu'elles appelleront plus tard comme des envahisseurs (Emmanuel 2000 : 201-202) » (Ntwali Iragi 2023 : 184-185).

La présence des mouvements armés se multiplia lorsqu'intervint le divorce entre Laurent Désiré Kabila et ses alliés rwandais, ce qui provoqua la deuxième guerre du Congo en août 1998 (cf. chapitre suivant). Si la guerre dite de l'AFDL se transforma en une guerre de prise de pouvoir à Kinshasa menée par les armées rwandaise et ougandaise alliées à des rébellions congolaises, c'est parce que « la complète déliquescence de l'État zaïrois et de son armée […] a fait du grand (et riche) Congo une proie tentante et facile pour son petit (et pauvre) voisin [le Rwanda] » (de Villers 2006 : 81).

Tandis que la problématique de la présence des Banyarwanda dits « non autochtones » et « non congolais » trouve déjà son origine dans la période coloniale (cf. tome 1 de cet ouvrage), de nouvelles vagues de réfugiés dont une partie placée dans

des camps vinrent s'ajouter à la décolonisation. Malgré l'instabilité politique qui allait la caractériser, la Première République (1960-1965) parvint à définir dans sa Constitution du 1er août 1964 les conditions de l'octroi de la citoyenneté congolaise aux Banyarwanda. Sous Mobutu et son État-Zaïre, le feuilleton banyarwanda connut quatre phases : 1) la dérobade (1966-1970) : les Banyarwanda ne voulurent pas passer par l'identification exigée par la loi congolaise, et toutes les opérations initiées par l'Administration furent recalées ; 2) l'octroi collectif de la nationalité aux Banyarwanda par la décision de Mobutu initiée sous la phase ascendante de son pouvoir autocrate (1971-1980) ; 3) le retrait/annulation de la nationalité collective accordée aux Banyarwanda (1981-1990) : l'autorité de Mobutu en déclin est mise en mal par une opinion congolaise et retour à la loi fixée sous la Première République ; 4) la fin du régime Mobutu s'amorce et l'exigence d'une application de la loi sur la nationalité se renforce (1990-1997) à ce moment où l'État congolais se trouve à la dérive. Disons-le, le grave démembrement politique au Rwanda et au Burundi intervenu à ce moment-là s'étend au Congo. D'ailleurs, le règne de Mobutu avait porté la cause à la fois des Banyarwanda et du pouvoir hutu de Habyarimana.

À ce dernier moment, Mobutu ne constituait plus le centre de la décision. Les Banyarwanda furent déboutés à la Conférence nationale souveraine ; ils deviennent également désespérés du Haut-Conseil de la République-Parlement de Transition (HCR-PT) qui, comme la CNS, exigeait l'application de la loi de 1981.

Les Banyarwanda tutsi, qu'ils soient établis au Nord-Kivu ou au Sud-Kivu, avaient été au Rwanda rejoindre le combat du FPR dans la première moitié des années 1990. Aussi, ils allaient se retrouver dans les rangs de l'AFDL en 1996-1997 et, puis, du RCD-Goma en 1998. Au début 1999, il va être le tour du RCD de se confronter à la résurgence et aux développements d'une dissidence importante au sein de la communauté banyarwanda conduite par le commandant Patrick Masunzu qui se mit à la tête d'un groupe de « militaires banyamulenge » de la brigade ANC d'Uvira. Voilà trois têtes des guerres pour lesquelles les Banyarwanda dits Banyamulenge s'affichèrent au premier plan. Si ce chapitre couvre la première de celles-ci, les deux chapitres qui suivent se répartissent les autres.

Bref, il y a le Rwanda qui a ses problèmes et ses ambitions, d'une part, et il y a les différents groupements de Banyarwanda fondamentalement tutsi établis au Congo, d'autre part. Ils s'étaient associés pour s'entraider afin d'atteindre des objectifs à la fois partagés et distincts. Le premier visait d'abord à supprimer la menace que représentent les Hutu rwandais fuyards perçus comme ayant été attachés au régime déchu de Habyarimana. Il s'agit de ne pas laisser se reproduire une installation durable des Hutu qui trouvaient déjà au Congo une base sociale assez large qui deviendrait à court ou moyen terme un danger pour le pouvoir reconquis après des dizaines d'années d'exil. Pour les seconds, exaltés par la victoire du FPR, ils jugent le moment opportun d'arracher un territoire à eux. Au vu de la faiblesse à cet instant des pouvoirs congolais, leur ambition avait gonflé, se disant pourquoi ne pas rêver de s'aménager carrément un autre État soustrait de l'espace congolais pour ne plus encore négocier la nationalité congolaise ?

1. CONTEXTE LOCAL QUI PERMIT DE PASSER DE LA GUERRE DU RWANDA À LA GUERRE DU ZAÏRE

En 1993 et 1994, les troubles s'intensifièrent dans l'Est du Congo, avec l'arrivée de milliers de Burundais et de Rwandais fuyant les guerres civiles dans leurs pays. Au Sud-Kivu, les réfugiés furent accueillis dans des camps le long de la rivière Ruzizi, vivant entremêlés avec des soldats de l'ancien Gouvernement rwandais dominé par les Hutu armés et des milices alliées interahamwe qui avaient été impliqués dans le génocide rwandais. La situation est mieux précisée par Stanislas Bucyalimwe qui écrit : « La désertion du Rwanda par des milliers et des milliers de Hutu, dont bon nombre (1,1 million jusqu'au mois de novembre 1996) furent installés dans les camps du Nord-Kivu, et le déclenchement d'un mouvement de retour des Tutsi au Rwanda, un retour qui, pour beaucoup d'entre eux, fut volontaire et draina les autochtones, les transplantés et réfugiés d'hier » (Bucyalimwe 1996 : 913). Avec l'arrivée des réfugiés hutu fuyant la victoire tutsi du FPR au Rwanda donc, les Banyarwanda ne constituent plus une seule communauté parce que la fracture entre « Hutu » et « Tutsi » du Zaïre est désormais béante.

En septembre 1995, le Mubembe Jean Anzuluni Bembe qui était vice-président du HCR-PT, au cours d'une tournée dans sa région natale au Sud-Kivu, appela au rapatriement des réfugiés rwandais et burundais en leur assimilant aussi les Banyarwanda dits Banyamulenge. Il exigeait l'application de la résolution du 28 avril 1995 adoptée en séance plénière par son assemblée qui citait dans l'explication le cas de

Bisengimana, sujet rwandais devenu originaire d'Idjwi au Sud-Kivu : « Attendu que la nationalité zaïroise ne peut s'acquérir que conformément à la loi n° 81-002 du 29 juillet 1981, laquelle a annulé celle n° 72-002 du 5 janvier 1972, qui, sous l'instigation et la complicité de M. Bisengimana Barthélemy, réfugié rwandais de 1959-1960, avait octroyé la nationalité en bloc à tous les Rwandais et Burundais réfugiés, immigrés, transplantés et autres infiltrés clandestins au Zaïre ».

Mais à la différence des Banyarwanda tutsi du Nord-Kivu qui fuyaient/rentraient au Rwanda depuis l'avènement du pouvoir du FPR en 1994, les Banyarwanda-Banyamulenge qui ne sauraient encore s'intégrer au Rwanda tenaient eux à se maintenir dans le Sud-Kivu. Ils s'y étaient préparés à la lutte armée, bénéficiant de l'assistance logistique et militaire des autorités rwandaises (et burundaises, dans une moindre mesure). Parce que plusieurs de leurs membres avaient participé à la guerre du FPR qui conduisit à la prise de pouvoir au Rwanda, en retour pourquoi ne pas attendre de l'aide afin de vaincre militairement ces « autochtones congolais » qui poussaient à leur départ.

Un deuxième contexte de guerre vint s'ajouter à la suite de la guerre du Rwanda et du génocide de 1994, les ex-FAR Interahamwe ayant été autorisés à traverser la frontière congolaise avec leurs armes et minutions. Ils ont de ce fait constitué une autre menace pour les populations tutsi déjà installées au Congo.

Pour éviter la guerre qui se profilait au Congo/Zaïre, le Gouvernement de Kinshasa dirigé par Léon Kengo avait voulu dissocier le problème que posaient les réfugiés au nouveau pouvoir rwandais et le dossier de la nationalité des Banyawarwanda. Il décida de renvoyer, pour le 31 décembre 1995, les réfugiés rwandais dans leur pays d'origine. Mais c'est la Communauté internationale, dont l'ONU, divers gouvernements occidentaux et l'OUA, qui s'opposa à cette solution, en dépit de deux résolutions pourtant votées dans ce sens ! Dans son témoignage public diffusé sur les chaînes de télévision, Léon Kengo dit avoir été instruit par Mobutu de changer sa décision. Puis, le Premier ministre zaïrois reçut le secrétaire général de l'ONU Boutros Boutros-Ghali, le sous-secrétaire d'État américain George Mooses ou encore le directeur Afrique de la Banque mondiale, qui lui recommandait que les réfugiés rwandais restent dans leurs camps au Zaïre[1]. Mais ces derniers allaient être bombardés quelques mois après par l'aviation, créant la panique. À ce moment-là, dit Kengo, l'armée rwandaise ne disposait d'aucun avion de combat ni de pilotes. Il affirme connaître l'origine et l'agenda caché derrière cet acte.

Que ce soit à la décolonisation, dans les années 1990 et encore aujourd'hui, on devra dire que dans l'affaire banyarwanda, la communauté internationale continue de constituer une partie du problème pour le Congo.

Au mois d'août 1996, soit quelques semaines avant que l'AFDL ne se mette en mouvement, le Groupe Milima de Müller Ruhimbika fut interdit par le pouvoir zaïrois et celui-ci s'était réfugié au Rwanda ; ce qui présage la préparation/concertation qu'il y aurait eu entre Banyarwanda-Banyamulenge et pouvoir rwandais. Catherine André *et al.* écrivent : « La violence contre les Tutsi d'Uvira a éclaté au début de septembre 1996. Cette violence s'est intensifiée en peu de temps et s'est répandue vers les autres villes-clés du Kivu : Bukavu et Goma. Le scénario était en plusieurs points différent de celui qui avait enflammé le Nord-Kivu au début de l'année et les autorités zaïroises étaient cette fois-ci directement impliquées, dès le début des troubles. De plus, les Tutsi auraient été préparés à la lutte armée, avec vraisemblablement l'assistance logistique et militaire des autorités rwandaises (et burundaises, dans une moindre mesure). Ils n'avaient pas l'intention de se laisser faire chasser du pays comme les Tutsi au Nord-Kivu. Leurs actions ciblées contre les camps des réfugiés hutu laissent penser qu'il y aurait eu concertation préalable avec des responsables rwandais (et burundais) » (André *et al.* 1996 : 39).

La violence contre les Tutsi d'Uvira qui éclata au début de septembre 1996 en s'intensifiant et se répandant en peu de temps vers Bukavu et Goma devint le point de départ de l'AFDL. Au Sud-Kivu donc, des actions ciblées partirent des Banyarwanda-Banyamulenge contre les camps de réfugiés hutu qui s'y étaient installés.

1. Léon Kengo a tout de même effectué, à deux reprises, un voyage au Kivu, ce que son prédécesseur Faustin Birindwa n'avait pas fait ; mais, la divergence de vues avec Mobutu et les enjeux complexes et multiformes derrière cette crise ont scellé pour de bon le triste sort du pays. Mais Kengo a procédé, probablement dans sa politique de « raviver et consolider ses appuis internationaux », à une autre opération qui a fait l'objet de polémiques : la privatisation de certaines sociétés minières ou, mieux, la conclusion des contrats léonins avec des internationales minières (de Villers & Omasombo 1997 : 251, 257).

Le régime dirigé par les Tutsi à Kigali conçut un plan pour envahir et forcer la fermeture des camps au Congo. À cette fin, il réunit une coalition d'insurgés congolais qui nourrissaient également des ambitions plus larges pour un changement de régime dans le pays, alors connu sous le nom de Zaïre. Pour les avoir intégrés et affichés à l'avant plan, c'est de là que fut forgée la dénomination d'Alliance des Forces démocratiques pour la libération du Congo-Zaïre, un mouvement composite, certes, mais dont l'essentiel de la force n'est pas congolais. Le 18 octobre 1996, l'AFDL, dont l'avant-garde avait alors infiltré les montagnes d'Uvira, lança un assaut sur la plaine de la Ruzizi, engageant des attaques systématiques contre les camps de réfugiés. Cela marqua le début formel de la « Première guerre du Congo », déjà perçue par les jeunes et les chefs locaux comme étant une force d'occupation étrangère. Une réalité vite confirmée lorsque le président rwandais Pasteur Bizimungu montra à la presse, le 28 octobre 1996, une carte du « grand Rwanda » précolonial, dans le but de démontrer que des portions de l'est du Congo et du sud-ouest de l'Ouganda faisaient jadis partie du royaume Nyiginya ; il évoqua même la proposition de voir organiser une conférence internationale sous le titre très évocateur de « Berlin II », qui s'occuperait de revoir les frontières de (certains) États africains (cf. *supra*). Parmi les objectifs assignés, l'article 5 du texte des « accords de Lemera » du 23 octobre 1996 laisse entrevoir un partage dont le territoire congolais serait l'objet. Il était bien question de l'occupation de l'espace du Kivu (à la fois le Nord-Kivu et le Sud-Kivu) pour les Banyarwanda ; cela est bien d'ailleurs le contenu spécifique des articles 4 et 7.

En réaction à l'offensive de l'AFDL, les jeunes se mobilisèrent dans la plaine de la Ruzizi, soutenus par des chefs coutumiers et d'anciens combattants simba, les Maï-Maï. Mais cette résistance ne va pas durer longtemps. L'AFDL convainquit rapidement ces groupes que la libération du Zaïre du long règne de l'autocratique Mobutu Sese Seko était un intérêt commun. En outre, l'un des dirigeants de l'AFDL était Laurent Désiré Kabila, bien connu localement. Mais tous les dirigeants maï-maï ne furent pas convaincus, et certains continuèrent donc à résister à l'AFDL, même après la prise de contrôle de Kinshasa par cette dernière en mai 1997.

2. LES DEUX PROVINCES DU KIVU SOUS L'AFDL

S'agissait-il d'une guerre des Banyarwanda contre la RDC ou d'un mouvement de rébellion déclenché formellement par une catégorie particulière de Tutsi (Banyarwanda) du Congo (Zaïre), ceux qui habitent aux frontières du Burundi dans le Sud-Kivu méridional et qui ont pris le nom de Banyamulenge en 1973 ?

Il va être généralement affirmé que l'action des Banyarwanda-Banyamulenge qui conduisit à la guerre de l'AFDL était liée aux affrontements intercommunautaires et à la mobilisation anti-tutsi qui avaient gagné le Sud-Kivu en 1995-1996. Les évolutions dans la région des Grands Lacs, la question des réfugiés, la double référence nationale de nombreux Banyarwanda établis au Congo (réalité confirmée par les soutiens et ralliements de la part de cette population à la cause du FPR) ont donné à une « guerre potentiellement civile » une dimension internationale.

Pour les Banyarwanda-Banyamulenge, il faut encore insister sur le fait que ceux des Congolais qui seraient d'origine rwandaise ne peuvent pas perdre leur nationalité d'origine d'après l'article 7 de la Constitution rwandaise du 4 juin 2003 qui stipule : « La double nationalité est permise. La nationalité rwandaise d'origine ne peut être retirée ». En face de cette réalité, Séverin Mugangu Matabaro exprime la conception de la nationalité que partagent les Congolais se définissant comme « autochtones » : « Les élites autochtones relèvent que la nationalité suppose un rapport fondamental et primordial : l'appartenance à une société qui a une inscription spatiale historique et peut-être mythique. En d'autres mots, on ne peut se prévaloir de la nationalité, du moins d'origine, que si on est membre d'une communauté qui a "apporté" une portion de territoire de l'État » (Mugangu Matabaro 2003 : 242). Mugangu qui oppose cette conception à celle que défendraient les Banyarwanda écrit : « [Ceux-ci] se fondent sur la nationalité entendue strictement comme un rapport formel à l'État pour justifier leur participation politique » (*ibid.*). Cette dernière affirmation lui paraît constituer une généralisation contestable. Bosco Muchukiwa qui consacre son étude aux conflits de territoire dans la région d'Uvira affirme que cela ne s'applique en tout cas pas à ces Banyarwanda du Sud-Kivu que sont les Banyamulenge. Car les élites banyamulenge dans leur combat pour la nationalité congolaise se sont en effet mobilisées pour que soit réparée l'« injustice » qu'aurait commise le colonisateur belge en refusant de leur reconnaître un « territoire ethnique » propre. On l'a dit ci-dessus, le Rassemblement congolais pour la démocratie (RCD) créera pour les Banyarwanda-Banyamulenge le territoire de Minembwe, mais cette mesure sera

annulée par le régime de la transition. Azarias Ruberwa, devenu ministre de la Décentralisation, vient ressusciter de nouveau à la fin septembre 2020 ce territoire qui, aussitôt, fut annulé par Kinshasa suite à de véhémentes protestations des « Congolais ».

En fait, la situation de fin de règne de Mobutu avait rendu possible ce qui apparaissait au départ comme un conflit localisé, ayant pour véritable enjeu à la fois les intérêts politiques du Rwanda dans l'opération visant les camps de réfugiés hutu, la création au Kivu d'une zone-tampon où l'exercice d'une forme de tutelle rwandaise aurait assuré l'avenir des populations banyarwanda qui veulent gagner un territoire à eux.

Protocole d'accord créant l'Alliance des Forces démocratiques pour la libération (Congo-Zaïre), AFDL (Congo-Zaïre), 18 octobre 1996

Après avoir examiné ensemble la situation qui prévaut au Zaïre, caractérisée :

- du point de vue politique, par le désordre institutionnel et la faillite de l'État, l'incapacité du pouvoir actuel de rétablir l'ordre, la paix, l'unité et la concorde au sein de la Nation zaïroise ;
- du point de vue économique, par le marasme, la gabegie financière, la corruption et la destruction de l'outil de production et des infrastructures collectives ;
- du point de vue social, par la paupérisation continue des populations face à un enrichissement scandaleux d'une minorité de prédateurs et des pilleurs des biens publics.

Après avoir constaté qu'il y a urgente nécessité de changer profondément les conditions actuelles de la société dans son ensemble ;

Considérant que la lutte armée est le seul moyen de restaurer un nouveau pouvoir démocratique au Zaïre ;

Considérant l'impérieuse nécessité d'unir nos forces pour mieux combattre le régime en place ;

Les partis liés par le présent protocole :

- le Parti de la Révolution populaire (PRP),
- le Conseil national de Résistance pour la Démocratie (CNRD),
- le Mouvement révolutionnaire pour la Libération du Zaïre (MRLZ),
- l'Alliance démocratique des Peuples (ADP)

ont décidé ce qui suit :

1. La création d'un cadre politique de collaboration dénommé Alliance des Forces démocratiques pour la libération (Congo-Zaïre) (AFDL) ;
2. La création d'un organe de décision dénommé Conseil d'alliance, formé des représentants des partis liés par le présent protocole ;
3. La désignation du porte-parole (*spokesman*) de l'AFDL en la personne de Laurent Désiré Kabila ;
4. La création d'un bureau de liaison (BL) ;
5. La structure de direction définitive interviendra ultérieurement.

Fait à Lemera, le 18 octobre 1996

CNRD : André Kisase Ngandu — PRP : Laurent Désiré Kabila

MRLZ : Anselme Masasu Nindaga — ADP : Déogratias Bugera

Deux cosignataires de l'accord portant création de l'AFDL sont des représentants de la composante tutsi : Anselme Masasu Nindaga et Déogratias Bugera.

Anselme Masasu Nindaga

De père mushi et de mère tutsi rwandaise, c'est un homme très jeune (27 ans, 1996). Breveté en mécanique automobile de Luvungi (Uvira), il a effectué un stage à Kinshasa, d'où les pillages de 1991 l'avaient chassé. Retourné au Kivu, il se fit recruter par l'Armée patriotique rwandaise[a]. Selon François Soudan, il aurait été membre de la sécurité rapprochée du président ougandais, Museveni (Soudan 1997-1998).

a. Le commandant Masasu sera arrêté en novembre 1997. Un communiqué de presse de la présidence de la République (29/11/1997) affirmera à cette occasion que Masasu était caporal de l'Armée populaire rwandaise jusqu'en juillet 1996, ajoutant qu'il n'aurait joué aucun rôle dans les unités combattantes de l'Alliance.



Anselme Masasu Nindanga.
(Photographe non identifié ; droits réservés.)

Déogratias Bugera Rwamakuba



Déogratias Bugera Rwamakuba.
(Photographe non identifié ; droits réservés.)

Il est âgé d'une trentaine d'années. C'est un Tutsi né de parents réfugiés banyarwanda (apparenté à Juvénal Kalisa (cf. *supra*), qui est un oncle). Il a grandi au Nord-Kivu dans le territoire de Masisi. Il a fait des études d'architecture à l'IBTP (Institut du Bâtiment et des Travaux publics) de Kinshasa, puis il exerça le métier d'architecte au Kivu. Selon l'un de ses proches, sa famille possédait près de 200 têtes de bétail que les prédations de réfugiés hutu et d'éléments des Forces armées zaïroises lui avaient fait perdre. Il aurait bénéficié de l'appui politique de Museveni et du Rwanda. Dans la formation politique qu'il présida, l'ADP, c'est Joseph Rubibi qui « représentait » les Banyarwanda-Banyamulenge. Une autre personnalité munyamulenge importante de cette mouvance tutsi que l'ADP prétendit structurer était Müller Ruhimbika, directeur de l'ONG Groupe Milima basée à Bukavu et *leader* dans la société civile du Sud-Kivu. À la tête du parti, Bugera aurait été promu sous la pression rwandaise. Les Rwandais, en effet, apparaissaient soucieux d'unifier les « Tutsi congolais » et semblaient avoir décidé de miser sur Kabila, un homme qui, à l'époque du maquis de Fizi-Baraka (*supra*) où il s'était appuyé sur les ethnies locales rivales de ceux-ci, avait dressé contre lui les milieux banyamulenge. Bizimana Karahamuheto, qui allait, peu après, devenir la personnalité munyamulenge la plus en vue dans l'AFDL, se trouvait encore en Afrique du Sud.

Ruhimbika Manasse Muller

Né à Bibangwa dans le Sud-Kivu, le 25 octobre 1960, est Tutsi/Munyamulenge. Il effectue ses études primaires à Mulenge (1966-1972) et ses études secondaires d'abord à Uvira (1972-1974) puis à l'institut de Bagira (1974-1978). Il devient enseignant à l'institut Rurambo (chefferie Bafuliru dans le territoire d'Uvira) de 1978 à 1983 puis il s'inscrit à l'IDR/Bukavu où il obtient un graduat en 1986. De 1993 à 1995, il effectua une maîtrise en pratiques sociales au Collège coopératif de Paris, parrainé par l'Université de Lyon-II. À la tête de l'ONG Groupe Milima perçue comme la « mutuelle » des « Tutsi congolais » basée à Bukavu, il devient rapidement un nom dans le monde associatif et passe pour le porte-parole des Banyamulenge. De novembre 1996 à janvier 1997, il tente de se rapprocher de l'AFDL, mais il abandonne rapidement, car L.D. Kabila et James Kabarebe ne veulent pas de lui. Il s'oppose très rapidement après le début de la guerre à l'instrumentalisation des Banyamulenge par le régime de Kigali. Initialement favorable à l'action de l'AFDL et à l'occupation de l'armée rwandaise venue protéger les « frères tutsi du Kivu », il allait par la suite prendre ses distances en prenant position pour la création d'un vaste territoire autonome pour les Banyamulenge. Se sentant menacé, il s'exile en France, puis en Allemagne, et crée, en 1998, le parti Forces républicaines fédéralistes (FRF) auquel appartient également le général Patrick Masunzu. En février 1998, il aurait déclaré à la BBC que la guerre de libération de Kabila était terminée et que c'était une guerre d'occupation qui commençait, que Kabila était pire que Mobutu, etc. En juin 2004, il se rend en RDC, contacté par le pouvoir de Kinshasa. Il n'intègre cependant pas ce dernier, car il lui reproche sa mauvaise gestion et a une appréciation négative de la situation.

En août 2014, il voulut assister, sans y parvenir, à la réunion tenue à Goma des experts congolais et rwandais sur la démarcation des frontières. Ainsi Enock Sebineza Ruberangabo, président national Shekima/Banyamulenge, accusa Julien Paluku qui était gouverneur du Nord-Kivu d'avoir agi « pour son appartenance ethnique » contre Ruhimbika « membre éminent de notre communauté (Banyamulenge) qui ne mérite pas d'être chassé comme un malfrat de la réunion » (Communiqué signé à Kinshasa, le 6 août 2014).

Bizimana Karahamuheto

Il se fit appeler Bizima Kahara, une réduction phonétique de son nom afin d'en atténuer la consonance rwandaise. Né à Minembwe le 2 février 1968, il est Tutsi/Munyamulenge. Il fait ses études primaires à Fizi et ses études secondaires à Baraka. Il entame des études de médecine à l'Université de Lubumbashi au milieu des années 1980 (il est représentant des étudiants rwandais) et les aurait terminées en Afrique du Sud en 1996. En octobre 1996, il est membre fondateur de l'AFDL (dont une composante est l'Alliance démocratique des peuples (ADP), de D. Bugera) à laquelle il appartient, et désigné commissaire aux Affaires étrangères pour l'Amérique et l'Océanie. Le 26 mars 1997, il représente l'AFDL en compagnie de G. Kakudji à Lomé (Togo) pour les prénégociations avec Mobutu. À la prise du pouvoir par L.D. Kabila en mai 1997, il est nommé ministre des Affaires étrangères jusqu'au début de la nouvelle guerre, le 2 août 1998.

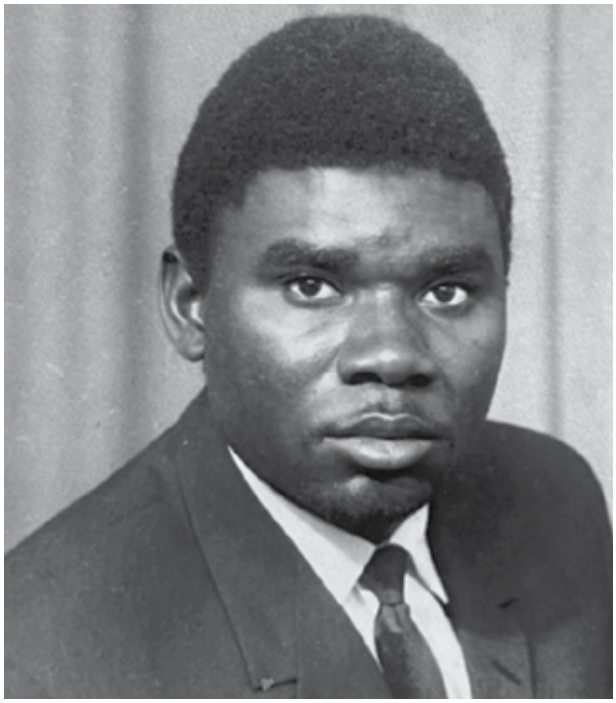
ANDRÉ KISASE NGANDU

André Kisase Ngandu est la personne qui aurait pu concurrencer Laurent Désiré Kabila dans la conquête du pouvoir en RDC. Originaire de la même ethnie que Patrice Lumumba, il avait participé, en tant que capitaine, à la rébellion des Simba (cf. *supra*). Un document de la Sûreté nationale congolaise datant de 1968 évoque un « petit frère d'Olenga Nicolas (général des rébellions congolaises de 1964-1965), nommé Kisase André[2] », en l'impliquant dans l'affaire des lingots d'or et des pointes d'ivoire que des dirigeants simba ont emporté dans leur exil, après la défaite (Weiss & Verhaegen 1986 : 198). Selon des informateurs, Kisase avait rejoint Olenga dans son exil au Soudan avant d'être envoyé par Olenga et Soumialot suivre avec d'autres Simba une formation militaire en Égypte. On le retrouvera dans les années 1980 s'activant dans la petite diapora lumumbiste de Tanzanie, effectuant quelques séjours dans la Libye de Khadafi (qui finançait et formait des candidats « repreneurs » des rébellions congolaises). Il fut ensuite réfugié politique en Allemagne et s'inscrivit à des études de sciences politiques à Berlin. Il était attaché à la mouvance lumumbiste. Un communiqué daté du 17 septembre 1997, émanant d'un des partis qui, dans les années 1990, se paraient du sigle MNC/L (Mouvement national congolais/Lumumba), la formation dirigée de Londres par Albert Onawelho, affirmait que Kisase avait eu, à Paris, à l'époque de son exil en Allemagne, des entretiens politiques avec Onawelho (Kabuya 1998 : 420-425). Ce dernier est un Otetela, cousin maternel de Lumumba, qui resta un proche de l'homme politique jusqu'à son assassinat en janvier 1961.

Selon le communiqué encore, le parti avait décidé en 1990, considérant que l'ouverture démocratique proclamée par Mobutu n'était qu'un leurre, de recourir à la lutte armée. Cette décision aurait bénéficié du soutien du président Yoweri Museveni de l'Ouganda. Les « combattants du MNC/L » auraient développé à partir de 1991 des opérations armées dans les régions de Butembo, de Beni et du Ruwenzori[3]. C'est dans ce cadre qu'après une rencontre à Londres avec le chef de la formation lumumbiste, André Kisase serait parti en 1993 prendre la tête des combattants des frontières zaïro-ougandaises, muni d'une recommandation d'Albert Onawelho. De ce positionnement, le rapport de la commission d'enquête (dite « Commission Vangu ») sur les troubles du Kivu, instituée en août 1994 par le Haut-Conseil de la République-Parlement de transition, parlait – se référant à des informations données par un journal ougandais – de la présence de « plus de 15 000 réfugiés (séjournant) dans le district frontalier de Bundibugyo (Ouganda) où sous la bénédiction de l'autorité politique ougandaise, un certain Kabila, président du Parti de la lutte pour la démocratie du Congo, s'occupe de l'encadrement de ces rebelles qui, souvent, organisent des incursions en attaquant des localités de la zone de Beni ». Erik Kennes précise : « La région du mont Ruwenzori, frontalière entre le Nord-Kivu et l'Ouganda, […] difficile d'accès, […] constitue […] un cadre propice à la guérilla, comme à diverses formes de survie en relative autarcie. À l'abri géographique s'ajoutent encore des atouts économiques : elle est une région aurifère, et, plus récemment, on y a découvert de la colombo-tantalite. En outre, elle est aussi une ouverture, du poste frontalier de Kasindi, sur la frontière ougando-congolaise. Dans la région du Ruwenzori, l'autorité de l'État ougandais est elle aussi limitée depuis longtemps, du fait du mouvement de rébellion Rwenzururu, qui commença en 1962 sa lutte pour l'autonomie des Baamba et des Bakonzo au sein du royaume de Toro jusqu'au début des années 1990.

2. En fait, il n'aurait pas de liens de parenté avec Nicolas Olenga, même si tous deux sont originaires du même clan Vele, chez les Atetela.

3. Quelle que soit la réalité de l'emprise exercée sur les combattants par le parti d'Onawelho, des bandes armées, se recrutant pour partie dans les rangs des Zaïrois réfugiés en Ouganda à la suite des rébellions des années 1960, sévissent effectivement depuis des années aux confins zaïro-ougandais. De 1986 à 1988, le fils d'Antoine Marandura, un ancien chef de la rébellion de 1964-1965 au Kivu, a tenu un maquis dans la région de Beni et sur les contreforts du Ruwenzori. Sous les coups des Forces armées zaïroises, ce maquis s'est dispersé. Quelques petites bandes auraient néanmoins continué à se manifester. Voir Willame 1997 : 71-72. Notons que le rapport de la Commission de la Défense et Sécurité de la CNS, présenté le 13 octobre 1992, évoque l'existence d'un Parti de la Libération du Congo dirigé par Antoine Marandura, installé en Tanzanie et en Ouganda et opérant dans les montagnes du Ruwenzori.



André Kisase Ngandu.
Né le 21 novembre 1944, assassiné le 3 janvier 1997.
(Photo de jeunesse, archives familiales ; droits réservés.)

Cette rébellion dispose d'un relais naturel au Congo du fait des liens ethniques étroits entre les Bakonzo en Ouganda et les Banande au Congo, de l'autre côté de la frontière. Inversement, il n'est pas difficile pour un Congolais d'aller se réfugier dans le Ruwenzori » (Kennes 2009 : 324).

Après la mort du président rwandais Juvénal Habyarimana et la chute de son régime en 1994, Kisase aurait rejoint le Rwanda de Kagame et du FPR avec un certain nombre de combattants (on parle de 600 hommes) en vue, dit le communiqué cité plus haut, de « parfaire (la) formation » de ceux-ci. Premier commandant militaire de l'AFDL, André Kisase Ngandu allait être assassiné à Rutshuru en janvier 1997 par la composante banyarwanda tutsi de l'AFDL. Kisase Ngandu avait les titres et une position qui lui auraient permis de s'ériger en président de l'Alliance. Il se réclamait du lumumbisme. Il semble bien que Kisase s'en soit pris aux éléments banyarwanda/banyamulenge de l'Alliance, leur reprochant des comportements prédateurs en même temps que leurs tentatives de mainmise sur le pouvoir au Congo.

LAURENT DÉSIRÉ KABILA

Sa formation politico-militaire, le Parti de la révolution populaire (PRP), est issue des rébellions des années 1960 (cf. *supra*). C'était en fait le seul des partis de l'AFDL à pouvoir revendiquer une certaine consistance historique, mais il n'existait plus dans les années 1990 que sous la forme d'un petit groupe d'hommes dispersés géographiquement, entretenant des liens assez lâches avec celui qui avait conservé le titre de président du parti. Kabila et son PRP ne se manifestaient plus sur le plan politique que de manière fort épisodique et purement verbale[4]. Début mai 1996, des fidèles du PRP, dont Sikatenda, réussirent à recruter 397 jeunes à Lueba, au nord de Baraka, sur la rive du Tanganyika. Mais, sur ordre de Kabila, ils refusèrent de traverser le lac au moment de partir au Burundi pour les entraînements. Il s'avère que ce groupe collaborait déjà avec l'opposant burundais Léonard Nyangoma, du Front pour la démocratie et le développement (FDD). En septembre 1996, quand s'amorça la guerre, la population d'Uvira se sentit aussitôt envahie par les Rwandais et les Banyarwanda/Banyamulenge. D'autant que les jeunes recrutés par le PRP s'éclipsaient, malgré leurs instructeurs qui s'efforçaient de les convaincre que ces troupes venues de l'extérieur étaient « des libérateurs ». Or, à cette époque, le FDD de Nyangoma se trouvait effectivement du côté des mobutistes. En septembre 1996, Kabila rédigea un communiqué au nom du « PRP Nord-Kivu ». Selon le texte de ce communiqué, des forces du PRP avaient attaqué les troupes zaïroises le 12 septembre en territoire de Rutshuru dans le Nord-Kivu, plus particulièrement à Chengerero et Karambo, dans le groupement Jomba (chefferie Bwisha), et des Interahamwe dans les villages Rungunga et Kileti. Kennes dit n'avoir pu recueillir aucune confirmation de telles attaques, mais ses témoins affirment qu'il s'agissait de troupes ougandaises qui avaient fait des incursions au Congo/Zaïre, car Jomba se situe effectivement près de la frontière. Le communiqué transmis par L.D. Kabila à son adjoint Gaëtan Kakudji en Belgique ne fut repris par aucun journal. Selon

4. Devenu chef de l'État de la RDC et opposé à ses anciens alliés, L.D. Kabila parlera, en 1999, des « kyrielles d'escortes qui accompagnaient les dirigeants de différents groupuscules qui composaient l'AFDL » et dira que « tous ces mouvements ne détenaient la portion du pouvoir que par le biais des forces étrangères qui nous ont accompagnés dans la libération. […] ces partis étaient nuls » (*Le Potentiel*, 21 avril 1999 : 7).



Laurent Désiré Kabila.
(Photographe non identifié ; droits réservés.)

Kennes, il paraît probable que le but du président du PRP était de faire paraître son nom dans la presse peu avant le début de l'offensive de l'AFDL. Environ deux semaines plus tard, des infiltrations de Banyarwanda/Banyamulenge étaient signalées dans les environs d'Uvira (Reyntjens 1999 : 53-55). Le nom de Laurent Désiré Kabila apparut d'abord le 29 octobre, avec la publicité faite autour de la création de l'AFDL, dont le PRP était l'un des quatre signataires, et dont Kabila était nommé « porte-parole ».

3. LA MISE EN LIAISON DES COMPOSANTES DE L'AFDL ET LA CONQUÊTE DU TERRITOIRE CONGOLAIS

Au point de départ, il y a Julius Nyerere, qui avait porté dix ans auparavant Yoweri Kaguta Museveni au pouvoir en Ouganda (en 1986), et qui soutient encore les interventions de celui-ci dans « ses » guerres au Rwanda, en RDC et au Soudan, aux côtés des États-Unis. L'aura de Museveni montait, Mobutu avait, quant à lui, déjà perdu sa position de *leader* dans la région depuis quelques années. Sur le positionnement du président ougandais, Pierre Péan écrit : « Il [Museveni] n'a cessé de faire la guerre depuis plus de trente ans, d'abord pour prendre le pouvoir en Ouganda, ensuite pour étendre son influence au-delà des frontières ougandaises qu'il trouve manifestement trop étroites. Après Kampala, ses yeux se sont portés sur Juba, capitale du Sud-Soudan, puis sur Kigali, ensuite sur Kinshasa. […] c'est à Kampala que se sont produits quelques battements d'ailes qui allaient déclencher de terribles "effets papillon" dans toute la région des Grands Lacs » (Péan 2010 : 219 et 221).

Erik Kennes situe les contacts qui ont conduit au rassemblement de l'AFDL :

> « On est généralement enclin à penser que c'est vraisemblablement le soutien apporté par le président Mobutu aux débris des Forces armées rwandaises, FAR, du président Habyarimana assassiné le 6 avril 1994, qui a semé l'idée d'une invasion du Zaïre, où se réorganisaient les milices interahamwe, bras armé du génocide rwandais. Le président ougandais Museveni, jouant sur plusieurs tableaux à la fois, préserve de bonnes relations diplomatiques avec le Zaïre tout en finançant, peut-être en 1994, et probablement en 1995, quelques petits mouvements de résistance congolais.
> Il ne faut de toute façon pas perdre de vue que la région était – et est toujours – peuplée de multiples groupes de réfugiés sans espoir de retour, et donc aisément embrigadés pour une odyssée militaire par la promesse de rapines. […] À la chute d'Idi Amin, les réfugiés congolais sont déplacés vers le sud, près de Kasese, dans le camp de Kyaka II, dans lequel Kabila, comme d'autres, cherche à recruter des sympathisants. Leurs voisins, au camp de Kyaka I, sont des Tutsi réfugiés du Rwanda. Le contact est vite établi. Une réserve de combattants existe ainsi, qui n'attend qu'une organisation et un financement. C'est le Front patriotique rwandais, FPR, de Paul Kagame qui le fournira en 1990 à Kyaka I. Le camp congolais de Kyaka II va suivre quelques années plus tard.
> Il […] semble probable que L.D. Kabila s'est rendu compte qu'une mobilisation de plusieurs mouvements d'opposition était patronnée par le président ougandais, et qu'il a saisi l'occasion de se mettre en avant. […] Kabila aurait déjà reçu une aide de Museveni en 1994. En août 1995, il tente de monter une opération pour prendre Uvira. Le recrutement de jeunes ayant échoué, les membres du PRP décident d'essayer d'obtenir de l'aide de la part des Banyamulenge. Selon leur témoignage, il leur fallait rencontrer le colonel Kayumba, alors chef d'état-major adjoint de la Gendarmerie rwandaise du FPR, mais surtout ancien chef des Services de renseignement militaires. Ceci indiquerait une présence et une influence du FPR, dès 1995, auprès des Banyamulenge. La tentative échoue, mais L.D. Kabila reprend contact début novembre 1995 avec Museveni. Ce dernier, peut-être sur recommandation de Nyerere, le met en relation avec Paul

Kagame. Selon un unique témoignage, Laurent Kabila, avec son fils Joseph et Justin M'Molelwa, arrivent à Kigali le 11 novembre 1995. Ils sont pris en charge par le futur chef de la police militaire, Dan Munyoza, qui va gérer le "dossier Kabila" pour la période à venir. À partir de ce moment, Kabila essaie de regrouper ses fidèles en vue d'une opération conjointe dans la région des Grands Lacs, mais avec une arrière-pensée : profiter de cette occasion exceptionnelle pour évincer du pouvoir le président Mobutu.

C'est donc dès octobre-novembre 1995 que L.D. Kabila est sollicité, mais comme un dirigeant rebelle congolais parmi d'autres, et surtout sans qu'il ait derrière lui une force militaire importante. Ce n'est pas pour une quelconque compétence d'organisation ou de gestion qu'il est apprécié : depuis des années, le capital politique de Kabila consiste essentiellement dans son large réseau de contacts auprès d'opposants et régimes de gauche du monde entier, et dans sa réputation de "dur qui n'a jamais pactisé avec Mobutu". Mais il n'a pratiquement aucune base, ni combattants ni armes, et il ne réussira jamais à réunir plus qu'une poignée de fidèles.

Malgré cela – ou à cause de cela (?) –, ceux qui trament l'offensive de ce qui va constituer l'AFDL ont besoin de "Congolais" pour couvrir leur équipée à travers le Kivu » (Kennes 2009 : 409-411).

3.1. L'AFDL OCCUPE LES PROVINCES DU SUD-KIVU ET DU NORD-KIVU

Alors qu'Uvira est prise par les troupes de ce qui deviendra l'AFDL, les quelques fidèles du PRP ont bien du mal à expliquer à la population que « l'heure de la libération a sonné ». De nombreux témoignages concordent : au moment où ceux que l'on appelait encore les « rebelles » s'emparaient des deux Kivu et firent fuir une armée zaïroise en pleine déconfiture, il n'y avait pas, au sein de la population congolaise, de sentiment d'être libéré. Les premières informations en provenance de Bukavu, première grande agglomération « libérée », traduisaient, certes, le soulagement d'être délivré d'une armée zaïroise de « pillards », mais, surtout, les questions que les gens se posaient sur l'identité et le projet de ces « rebelles » perçus comme étrangers rwandais, sur la « sauce à laquelle ils allaient être mangés », etc. La plupart ne comprenaient pas, en fait, ce qui arrivait, parce qu'ils pouvaient difficilement imaginer que « c'en était fini du régime Mobutu ». Beaucoup avaient pour premier réflexe de rester chez eux ou de se réfugier au village et, pour certains (membres d'ONG, intellectuels, enseignants), de se cacher en attendant de voir clair.

Le document ci-dessous, rédigé une dizaine de jours après la « bataille pour Bukavu », nous éclaire.

« Aussi incroyable que cela soit, il aura fallu un peu plus d'une dizaine de jours pour que la population des quartiers populaires de Kadutu et Cimpunda, qui surplombent la ville de Bukavu et sont restés totalement en marge de la bataille du 29 octobre (prise de Bukavu. NDA), comprennent ce qui s'est passé : pendant plusieurs jours, ces habitants traitaient de menteurs ceux qui essayaient de leur dire de quoi il s'agissait ; ils persistaient à mordre à l'hameçon de l'intoxication lancée avant la bataille et qui disait que le général des ex-FAR (Forces armées rwandaises) Kabirigi était en train de commander une offensive sur le sol rwandais pour permettre aux réfugiés hutu de rentrer au Rwanda ! […] Quand ils ont enfin réalisé que l'offensive avait joué dans l'autre sens, ils l'ont habillée de contours fantaisistes (en) disant que la ville était infestée de soldats-vampires […]. Et puis très vite, ce dimanche 10 novembre, le bruit a couru d'une contre-offensive de Mobutu avec "ses Mirages donnés par la France" et un mouvement d'exode insensé a commencé vers l'arrière-pays […] Tout cela est […] imprégné de conceptions plus ou moins magiques. "Mobutu peut faire 'abracadabra' et les bombardements Mirage vont descendre du ciel […]".

Certains fuient parce qu'"ils n'ont pas la conscience tranquille. Ils ont pourchassé des Tutsi dans les dernières semaines avant la bataille de Bukavu où ils ont servi d'indicateurs... ou bien ils ont été reconnus lors du pillage" […].

On a aussi très nettement le sentiment que la population est fort désemparée parce qu'elle n'a plus de chefs, ni coutumiers, ni modernes, ni religieux […]. Cette population n'est pas formée à peser ses propres décisions ; elle a été éduquée à obéir au chef. S'il n'y a pas de chef, elle ne sait plus où donner de la tête. Une expression revient très souvent dans les conversations : "où sont les garanties ?" ; les gens ne se rendent pas compte que, dans une situation pareille, il n'y a pas de "garantie" édictée ailleurs, mais que c'est à chacun de voir avec intelligence et prudence le comportement le plus adéquat à suivre. Aussi paradoxal que cela puisse paraître, la population serait rassurée si les nouveaux faisaient une démonstration de puissance, par exemple un défilé militaire.

Une autre expression qui revient souvent est : "je suis personnellement visé (par les nouveaux) [...] parce que je suis mécanicien ou chauffeur ou que sais-je encore" ; "je suis visée parce que je ressemble à une Tutsi (ou à une Hutu)" […]. Et cela permet de se débiner, d'aller se cacher ».

Source : Archives MRAC, Message pour G. N., CCFD, Paris, 12 novembre 1996.

Pendant les premières semaines d'« occupation », c'est l'absence de toute structure de décision : les « chefs » étaient partis et on ne savait pas très bien qui étaient les « nouveaux », tandis que les dirigeants des ONGD, très présents au Kivu, avaient pris la fuite et se cachaient.

« Du point de vue politique, (il y a) absence totale d'administration et pas vraiment d'alternative ou de remplacement, car on ne sait pas grand-chose de cette "Alliance" […].

La crème des ONGD, de la société civile et des trois ou quatre partis d'opposition au Guide éclairé continuent à se cacher dans la nature. Non seulement parce que plusieurs d'entre eux ont signé une déclaration assez incendiaire contre les "infiltrés" [c'est-à-dire les jeunes Banyamulenge (Tutsi) zaïrois retournés en août au Kivu après avoir été momentanément intégrés dans le FPR au Rwanda NDA] le jour de la "marche de colère" du 15 septembre à Bukavu, mais aussi parce que Laurent Kabila les a balayés d'une phrase le jour du meeting devant la poste de Bukavu le 7 novembre en disant qu'il n'y avait pas d'opposition au Zaïre, que tout le monde avait marché avec le dictateur corrompu, etc.

À quelle sauce allons-nous être mangés ? Apparemment pas à la sauce Khmer rouge ! On ne nous a pas encore fait quitter la ville pour aller cultiver les collines. Mais ces "gens d'armes" (pas vraiment soldats, pas vraiment militaires) ne sont pas du tout des citadins ; ce sont des montagnards qui étaient habitués à vivre dans les solitudes et dans un confort très fruste. Pas étonnant qu'ils restent très méfiants devant les véhicules (ils conduisent très mal ceux qu'ils ont "annexés"), les moyens de communication électroniques, les grandes maisons, etc. Un peu envieux aussi […].

On a un peu l'impression qu'ils ont pris un peu trop rapidement un morceau trop gros, difficile à digérer […]. L'impression générale est […] que la mayonnaise ne prend pas et même qu'elle risque de rater. Cela traîne trop ; il y a trop de signes émis en sens contradictoire par les nouveaux arrivés (en dépouillant des maisons abandonnées, ils ne donnent pas l'impression de vouloir rester et prendre racine, mais plutôt de rafler avant de partir) et trop de tiraillements entre les branches militaire et civile […]. Du coup cela n'engage pas les gens à prendre le tournant. »

Source : Archives MRAC, Message pour G. N., CCFD, Paris, 12 novembre 1996.

L'occupation de Bukavu fit des victimes et occasionna des pillages. L'une des premières victimes emblématiques est l'archevêque catholique de Bukavu, Mgr Christophe Munzihirwa Mwene Ngabo, tué le 29 octobre ; son corps sera récupéré le lendemain, vers 13 heures, par les pères Xavériens de la communauté Vamaro. Le jour de son assassinat, Bukavu s'était réveillée avec la peur, car des armes lourdes se faisaient entendre, surtout vers Nyangezi. En ville, la tension montait et des coups étaient tirés dans chaque point de la ville. Mais il y eut une brève accalmie vers 16 h 30. C'est le moment où l'archevêque sortit pour aider un groupe de religieuses dont la sécurité n'était pas garantie. Il conduit seul sa voiture, accompagné de son chauffeur et d'un agent de la gendarmerie affecté à sa protection. Arrivée à Nyawera (centre-ville), la voiture est forcée à s'arrêter par des coups de feu de quelques militaires. Mgr Munzihirwa descendit et se dirigea vers les soldats. Après un échange, les militaires l'obligèrent à aller vers un poteau électrique peu distant. Le gendarme et le chauffeur furent aussitôt assassinés. D'autres personnes qui se sont trouvées dans la voiture arrêtée derrière celle de prélat suivirent la scène ; elles parviendront à fuir et se cacher. D'après leur témoignage, l'évêque était encore vivant à 18 h 30, appuyé sur le poteau électrique, dans une longue discussion au téléphone cellulaire ; c'est en début de soirée que ses bourreaux décidèrent de l'abattre : des coups à la nuque et Mgr s'affaissa sur le sol (cf. Mgr Muyengo 2022).

G. N. (une signature, par initiales) distingue trois perpétreurs de pillages : les soldats des Forces armées zaïroises qui se mutinaient et quittaient la région en prenant tout ce qui leur tombait sous la main ; les « loubards » zaïrois (c'est-à-dire ceux qui avaient répondu aux appels de Kabila à entrer dans son armée) ; les « nouveaux venus ».



À Bukavu, la place Mgr Christophe Munzihirwa dans le quartier Nyawera, commune d'Ibanda, lieu de son assassinat le 29 octobre 1996. Pendant la guerre de l'Alliance des Forces démocratiques pour la Libération du Congo (AFDL), l'archevêque de Bukavu Mgr Munzihirwa est confronté à la tragédie de centaines de milliers de personnes qui arrivent au Sud-Kivu, suite au génocide au Rwanda (1994) et s'engage pour la cause des réfugiés. Il dénonce l'oppression du régime de Kigali et les abus de l'AFDL. Il est assassiné par un commando du Front patriotique rwandais (FPR). (Photo Mgr J.S. Muyengo, 2021 ; droits réservés.)

« Dès le jeudi 31 au matin (c'est-à-dire le surlendemain de l'attaque de Bukavu), les "nouveaux" ont fracturé les portes de plusieurs (magasins d') alimentations pour prendre de la nourriture ; puis ils ont invité les gens des alentours à se servir à leur tour... Cela a dégénéré avec des bandes de Kadutu et de Cimpunda qui ont mis à sac beaucoup de magasins tout le long de l'avenue principale de Bukavu […]. On a aussi vu des braves papas des hameaux sur les hauteurs derrière Bukavu venir prendre leur petite part du gâteau. Les plus pauvres ont dû se contenter des bouchons de réservoir et autres babioles sans grande valeur.

Actuellement, on assiste à deux types de pillages : le pillage de voisinage (jeunes gens et adultes zaïrois) pour voler des pièces de voiture, des éclairages, des planches, des matelas-mousse, etc. dans les maisons ou les parcelles proches qui sont inoccupées. Et le pillage par les nouveaux arrivés. Ce pillage est également de deux types : d'une part un pillage de voisinage autour des maisons qui sont occupées par les nouveaux arrivés soldats, et, d'autre part, un pillage ciblé sur les véhicules ou parties de véhicules et motos […]. Des témoignages oraux font état de trafic de véhicules à sens unique vers le Rwanda […] et des témoignages oculaires indépendants des premiers font état de la disparition de véhicules dans les rues et les parcelles. Parfois les nouveaux arrivés "demandent" à des gamins zaïrois de démonter les roues pour eux. »

Source : Archives MRAC, Message pour G. N., CCFD, Paris, 12 novembre 1996.

D'autres témoignages, dont ceux récoltés par un couple de chercheurs américains à Bukavu, mettaient aussi l'accent sur l'importance de ce troisième type de pillage qui, opéré sur une grande échelle, aurait eu un caractère systématique.

Rapport sur une visite à Bukavu, août 1997

« […]

Pillage systématique et massif

De fréquentes références ont été faites sur la manière dont les forces armées et les gens qui leur étaient associés ont pénétré dans les habitations, emportant tout ce qu'ils voulaient – et souvent s'emparant de tout. Les installations mécaniques et industrielles semblent avoir été particulièrement visées : machine à décortiquer le café, équipement de bureau, appareils de télécommunication. Des gens ont même noté que des éléments de la brasserie, des usines à thé et autres installations ont été volés et transportés au Rwanda. Un missionnaire européen a observé que le pillage a été systématique dans les missions : armoires, tables, fauteuils, tout ce qui pouvait être facilement transportable. Parfois, seuls les quatre murs restaient en place. Aux yeux des gens de Bukavu, ceci était un autre signe de ce qu'il s'agissait non pas d'une libération, mais d'une occupation. Une fois encore, ils disent que ceci n'est pas une question morale seulement, mais une question politique. »

Source : Archives MRAC, document non signé, septembre 1997.

L'autre aspect de cette « libération-occupation » aurait été, selon les mêmes Américains, son caractère violent. Alors que l'entrée des rebelles dans les autres agglomérations fut en général « pacifique », l'invasion de Bukavu aurait fait de nombreuses victimes civiles que l'on voulut souvent attribuer aux soldats de Mobutu.

Les tueries

« […] L'attaque (de Bukavu) s'est déroulée dans l'après-midi du 29, au moment où les principaux *leaders* de la ville avaient été appelés à un meeting. Alors que l'attaque principale se produisit à partir de la frontière du Rwanda et non du territoire zaïrois, certains jeunes s'assemblèrent sur la route pour affronter l'armée : ils furent massacrés. La population de Nguba, commune située tout près de la frontière, fut alors systématiquement pourchassée.

Une des observations que tous les Congolais de Bukavu ont faite est la destruction gratuite des vies humaines lors de la prise de la ville. Il n'y a eu que très peu d'opposition de la part des Forces armées zaïroises. Et pourtant, autant que l'on puisse en juger, entre 1500 et 2000 civils furent massacrés. Un grand nombre de corps était visible dans beaucoup de lieux : au collège Alfajiri, sur l'avenue Mobutu, au marché Nyawera, en face de la cathédrale, etc. Les gens citent le nombre de 11 à 14 fosses communes pour la ville de Bukavu seulement. Beaucoup de témoins déclarèrent qu'ils n'étaient pas autorisés à prendre les corps d'amis ou de membres de leur famille pour leur faire un enterrement décent. Une femme demanda l'autorisation au gouverneur lui-même de déterrer d'une fosse le corps d'un proche pour lui faire

des funérailles : cela lui fut interdit. L'autoriser aurait signifié qu'il y avait bel et bien des fosses communes. Beaucoup de gens affirmèrent avoir perdu entre 20 et 30 amis ou membres de la famille proche.

Il faut souligner que ces massacres eurent lieu au centre-ville même et pas à Kadutu, le quartier résidentiel le plus important de Bukavu. Les morts appartenaient à toutes les classes sociales. Plusieurs personnes confirmèrent que l'on tirait systématiquement sur les véhicules sous le prétexte que les voitures étaient conduites par des soldats zaïrois et leur famille dans leur fuite, car tous les véhicules étaient censés avoir été réquisitionnés par les troupes de Mobutu. Mais beaucoup de gens disent que cela n'était pas vrai et affirment que beaucoup de civils furent attaqués et tués simplement parce qu'ils étaient dans une voiture […].

Il faut noter cependant que, après les premiers jours, ces massacres gratuits cessèrent, bien que le banditisme continuât. Beaucoup de gens certifient que des individus dont les noms figuraient sur des listes continuèrent à être recherchés. »

Source : Archives MRAC, document non signé, septembre 1997.

Mais c'est à Goma, prise le 1er novembre 1996, que les violences vont être les plus intenses. Il s'agissait de massacres de milliers de réfugiés rwandais qui résidaient dans les camps au nord de la ville. Dans ce cas précis, le récit d'un témoin, un prêtre français se trouvant sur place à l'époque, rapporta que ceux qui s'emparèrent de Goma n'étaient pas des Banyarwanda-Banyamulenge comme la presse étrangère l'avait affirmé, mais bien des éléments de l'armée régulière rwandaise, ce que Paul Kagame, à l'époque vice-président, reconnaîtra d'ailleurs plus tard. « La prise de Goma s'est faite sur plusieurs fronts : les uns venaient du nord, par la forêt du Nyiragongo, d'autres venaient par le lac de Gisenyi. Mais le groupe le plus important venait de Gisenyi par la "Grande" et la "Petite Barrière". Ces soldats étaient logés dans le camp de réfugiés situé dans le *no man's land* entre Goma et Gisenyi. Il y a là en effet un camp capable d'accueillir sans doute 20 000 personnes ; ce camp avait été construit pour héberger les réfugiés tutsi du Masisi lors de leur fuite ces derniers mois » (Archives MRAC, Goma/Bukavu, témoignage direct, janvier 1997, pp. 15-16). Ce témoin citait aussi des chiffres de réfugiés « manquant à l'appel » : 150 000 sur les 500 000 se trouvant au nord de Goma, 800 000 pour tout le Kivu. Le retour forcé et/ou les massacres systématiques des réfugiés hutu rwandais paraissaient avoir été l'objectif militaire premier de ceux que l'on présenta comme des Banyarwanda-Banyamulenge.

La prise de Goma avait en effet été précédée par un bombardement intensif du camp de Mugunga devenu, selon le témoin, « le plus grand camp de réfugiés du monde ». Ce bombardement et la chasse aux réfugiés (qui suivit) allaient entraîner, entre le 15 et le 17 novembre 1996, la plus grande migration humaine : 350 000 à 600 000 Rwandais des camps rentrèrent chez eux. Ceux qui refusaient de rentrer et se dirigeaient dans le sens opposé à la route du retour allaient être traqués, chassés et massacrés.

« Dès leur entrée dans Goma, le vendredi 1er novembre 1996, les soldats se sont mis à la recherche des soldats zaïrois et des réfugiés hutu. Tout réfugié trouvé devait être abattu. Tout réfugié était appelé "Interahamwe" […].

La dialectique des "rebelles" consiste à dire que les réfugiés qui ne sont pas rentrés au Rwanda sont tous des "génocidaires" […]. Des charniers très nombreux témoignent de la volonté systématique d'en finir avec les réfugiés […]. Ces charniers existent partout, mais ils sont toujours cachés et très difficiles d'accès. Il est évidemment extrêmement dangereux d'être surpris par les rebelles évoluant dans une de ces zones : c'est l'exécution immédiate.

J'ai vu au-dessus de Mugunga, à environ une heure trente de marche, trois charniers de 12, 10 et 30 corps environ. Il s'agit d'hommes, de femmes, parfois leur bébé dans le dos, d'enfants, de vieillards. Tous ont une balle dans la tête, y compris les nourrissons.

À Kibumba, j'ai vu au fond du camp, sur la frontière rwandaise, dans le petit bois qui sert de limite, des "stères" de squelettes. Il s'agissait de trois emplacements de cinquante à cent squelettes par site. Là aussi, les gens ont une balle dans la tête. Une fouille méthodique permettrait sûrement la découverte d'autres sites […].

Sur la route entre Kibumba et Rutshuru, quand on traverse la petite forêt après Munigi, on est terriblement gêné […] par une forte odeur de cadavres. Les semaines passent, mais cette odeur ne s'estompe pas, comme si les cadavres étaient "renouvelés" au fur et à mesure. Cette route est la seule menant à Katale. Les réfugiés qui se risquent à prendre cette route à pied pour rentrer au Rwanda sont détournés vers cette forêt et exécutés. Des soldats patrouillent continuellement à ce niveau.

Un "rebelle" tutsi ne s'en cache pas ; à un barrage routier à Rumangabo, il me déclare le 19 décembre : "Ces réfugiés sont une peste, si je les rencontre en brousse, je dois les éliminer" […]

Le même jour 19 décembre, sur la route venant de Tongo, et se dirigeant vers Kalengera, j'ai vu un petit camion transportant des réfugiés, une vingtaine, avec quatre rebelles armés. Les réfugiés criaient et pleuraient. Notre véhicule suivait le leur. Au petit embranchement où part l'ancienne route sur la droite, maintenant coupée par une coulée de lave, le camion a pris à droite, vers le cul-de-sac. Nous avons pris à gauche, vers la route goudronnée Rutshuru-Goma : ces gens partaient vers le lieu discret de leur exécution ; il était environ 18 heures. »

Source : Archives MRAC, Goma/Bukavu, témoignage direct, janvier 1997, pp. 4-7.

Un témoignage d'une autre source décrit une scène se produisant au même endroit, mais à un autre moment : apparemment, la « route en cul-de-sac » avait dû servir à plusieurs reprises pour de bien sinistres convois. Dans la même région, plus de 300 ouvriers agricoles recrutés parmi les réfugiés avaient également été passés par les armes et les travailleurs zaïrois furent contraints de ramasser les corps et de les enterrer dans une fosse. Toujours selon le témoin cité plus haut, les violences s'exerçaient aussi sur les « Hutu zaïrois » incorporés au Nord-Kivu sous le nom de « Banyarwanda » :

« Très vite, ce sont aussi les Hutu zaïrois qui ont été recherchés. Eux ne sont pas des "Interahamwe", mais des "Magrivi". Magrivi est une "mutuelle" hutu, comme toutes les tribus en ont développé une après la Conférence nationale. Ces mutuelles véhiculaient souvent des idées tribales, surtout dernièrement avec la montée des tensions et la guerre rwandaise. L'équivalent tutsi du Magrivi est le FPR.

Les enlèvements se sont multipliés dans Goma tout particulièrement, et dans l'ensemble du Nord-Kivu où la communauté hutu (Banyarwanda) est forte de 500 à 700 000 personnes, selon les sources.

À Goma est directement menacée toute personne ayant étudié ou bien ayant quelques biens ou quelque influence que ce soit. Raphaël M. par exemple est recherché, parce qu'il a des contacts en Europe où il a fait ses études. Ces contacts le rendent influent : il doit disparaître. Étant introuvable, c'est maintenant sa femme qui est visée : les militaires la cherchent, des amis la cachent. Jusqu'à quand ?

Le vieux R. est aussi recherché, il était directeur d'école à Birambizo, dans le Masisi ; il est Hutu. Des soldats sont venus chez lui par trois fois, de jour, armés. La nuit du 17 décembre, ils sont venus de nouveau ; ils étaient 7, fortement armés. Ils ont frappé chez lui, à minuit, et l'ont appelé par son nom. Lui ne répondait pas et faisait taire ses enfants. Dépités de leur infortune, les militaires se tournent alors vers son voisin, un jeune de 19 ans, Hutu lui aussi, propriétaire d'une petite boutique. Ils pillent sa boutique puis le tuent d'une balle dans la tête […].

M. est commerçant, Hutu, et son outil de travail est un pick-up Toyota. Le 12 janvier, les soldats viennent chez lui dans l'après-midi. Ils veulent lui acheter son véhicule et lui en proposent 2000 USD. M. refuse, d'une part parce que le prix est dérisoire, d'autre part parce que sans véhicule, M. n'a plus de travail. Les soldats partent. À 20 h le soir du même jour, ils reviennent et forcent la porte. M. a le temps de sortir par la porte : ils voient dans la cuisine son fils, 20 ans, et l'abattent sans autre forme de procès.

Beaucoup de gens sont enlevés de nuit, certains de jour. Les gens disparaissent en général définitivement, mais certains reviennent de leur enlèvement, après avoir été battus et mis en garde. Certains sont enlevés, relâchés, enlevés de nouveau, puis disparaissent. Des témoins proches des frontières parlent de voitures "nombreuses" traversant la nuit vers le Rwanda, alors que sont fermées les frontières. D'autres Hutu sont directement abattus au Zaïre même, probablement sur la route de Rutshuru, dans les brousses de Munigi, de part et d'autre de la route. »

Source : Archives MRAC, Goma/Bukavu, témoignage direct, janvier 1997, pp. 10-11.

Sur la question des enlèvements, d'autres sources indépendantes signalaient que les disparitions étaient souvent liées à des places ou à des postes convoités par de « nouveaux venus ». Un cas de ce type au moins : il s'agit d'une infirmière de Goma qui, au lendemain de sa disparition, était déjà « remplacée » par une autre personne. Dans ce cas-ci, la disparue qui avait été battue et violentée fut miraculeusement « retrouvée » grâce à l'intervention d'une autorité militaire locale.

C'est surtout dans le territoire de Masisi, peuplé en majorité de Banyarwanda transplantés sous la période coloniale belge et des réfugiés post-indépendance, que les violences furent importantes. En novembre 1996 et février 1997, un décompte effectué par une association locale fit état de plus de trente villages attaqués depuis le début de la guerre

de l'AFDL, de plus de 20 000 morts, d'habitations partout incendiées, de massacres perpétrés au cours de réunions publiques (Akeli s.d.).

Les déplacements de populations tutsi accréditaient la thèse (ancienne et toujours d'actualité) de la constitution d'un « tutsiland » au Kivu (cf. *infra*), particulièrement dans les territoires de Masisi, Nyiragongo et Rutshuru. Ce point était souligné dans une lettre de l'agence locale de l'Azadho à Goma, lettre datée du 15 mars 1997 et adressée à Laurent Désiré Kabila : « Notre bureau régional du Nord-Kivu à Goma est envahi chaque jour par des paysans du Bwisha, dans la zone de Rutshuru, qui signalent que depuis le 18 février, ils sont régulièrement priés par les nouvelles autorités d'abandonner leur champs au profit des éleveurs tutsi qui arrivent par dizaines du Rwanda et de l'Ouganda avec leurs troupeaux. Tous les paysans qui témoignent signalent que ces éleveurs sont armés, bénéficient apparemment du soutien de l'AFDL et qu'aucune résistance de la part des paysans n'est dès lors possible. Des informations similaires ont été signalées concernant le site de Muja, à 15 km de Goma, où plusieurs familles de Goma qui y cultivaient des champs en auraient récemment été expropriées. Nous sommes très préoccupés par toutes ces informations qui préparent inéluctablement les populations du Nord-Kivu à une autre guerre interethnique » (cité dans Azadho 1997 : 3).

En résumé quant à cette première phase (cf. Bucyalimwe 2006), à partir d'octobre 1996, le premier trait devient l'insertion du Kivu (Sud-Kivu et Nord-Kivu) dans l'orbite rwando-ougandaise et, *a contrario*, la perte de contrôle de cette partie du pays par Kinshasa. Après la destruction des camps des réfugiés établis le long de la frontière depuis Uvira (Sud-Kivu) jusqu'à Rutshuru (Nord-Kivu), le Rwanda a contrôlé les villes de Goma, de Bukavu et d'Uvira, leurs hinterlands immédiats, l'île Idjwi, et quelques points stratégiques de l'ancien Grand Kivu (Lemera, Shabunda, Kamituga, Kalima, Lubutu, Walikale, Bunyakiri, Nyabibwe, Numbi, Ngungu, Masisi, et Pinga). À cet effet, il a mis en place une administration en novembre 1996 qui était fortement encadrée par l'Armée patriotique rwandaise (APR). Ainsi, au moment où beaucoup de Congolais (Kabila en tête), quelques officiers tutsi et leurs mercenaires étaient engagés dans le combat contre le pouvoir de Mobutu à Kinshasa, le Rwanda implantait solidement ses structures et installait ses hommes dans ces deux provinces. Seule une partie du Nord-Kivu, celle qu'on appelle abusivement le petit Nord, faisait l'objet de la soumission violente par des armées conjointes du Rwanda et de l'Ouganda.

3.2. CHRONIQUE DE JANVIER À MAI 1997

Divers témoins congolais et étrangers revenus du Kivu avaient souvent mis en évidence le fait que l'arrivée des rebelles coïncidait avec une plus grande atmosphère de sécurité dans toute la région. Un autre fait positif souligné chez bon nombre de témoins porta sur l'arrivée des soldats « katangais » dans le Kivu, atténuant le caractère « tutsi » de l'occupation militaire. Ce sentiment d'être davantage « entre soi » augmenta avec l'occupation de Kisangani en mars 1997, prise attribuée surtout à des « Katangais » (en fait, surtout, des Angolais) et non à des « Tutsi ». Nous reproduisons, ci-dessous, des témoignages enregistrés au mois d'avril 1997.

« B. K. relate son séjour de trois mois et demi dans l'Est du Zaïre (décembre 1996-mi-mars 1997). Il a pu sillonner toutes les routes jusqu'à Bunia (Ituri). Ce type de périple n'aurait pas été possible avant l'arrivée des "rebelles" : il ne présente aucun problème de sécurité à ce jour. Sa première impression est le soulagement face à la meute sécuritaire (gendarmerie, armée, SNIP) qui rançonnait les gens. Une autre impression est le caractère "invisible" et "étranger" du nouveau pouvoir. On ne le connaît pas et on ne sait absolument pas ce qu'il fait. On voit des militaires circulant dans des 4x4, mais on ne sait pas ce qu'ils font. Ce qui est sûr c'est que le commandant Masasu (né de père mushi et de mère tutsi) qui dirige la zone sud décide de tout. Lorsqu'il est "sur le front", rien n'est jamais décidé définitivement.

Il y a eu et il y a encore beaucoup de difficultés d'approvisionnement et les denrées alimentaires sont rares du fait du manque de véhicules.

Les militaires de l'Alliance sont bien nourris (pillage des stocks du PAM ?). Ils sont surtout des Tutsi (Banyamulenge). Beaucoup sont appelés par les gens des "affendins" (du swahili "*effendi*" signifiant "seigneur"). Les "recrues" sont des jeunes de Bukavu, d'Uvira, de Butembo, etc. L'aspect négatif est la tutsification de l'armée. L'influence rwandaise est très présente : les gens parlent de la "préfecture de Bukavu" pour parler de leur région (allusions aux préfectures du Rwanda).

L'arrivée des gendarmes katangais a diminué le sentiment d'être occupé. "Ils sont des nôtres", disent les gens. "Ils vont nous défendre". Exemple : un paysan qui s'était fait renverser par un véhicule de l'armée est fouetté par les

"affendins", mais, à la suite d'une intervention des "gendarmes katangais" survenus sur les lieux, les "affendins" sont à leur tour passés à tabac.

Beaucoup de jeunes universitaires de Kinshasa, de Lubumbashi, de Kisangani affluent à Bukavu et ont adhéré à l'AFDL. Ils reçoivent d'abord une formation politico-militaire. À Goma l'influence ougandaise est beaucoup plus sensible. Plus on remonte vers le nord, plus cette influence est importante. Tout à fait au sud (Uvira, etc.), l'influence est davantage burundaise.

J. C. M. insiste, lui, sur la sécurité des personnes. Il n'y aurait pas eu d'enlèvement de personnes contrairement à ce que l'on a dit. Il y a beaucoup de rumeurs fausses […].

Les choses s'organisent progressivement. Lorsqu'ils sont arrivés, les "Tutsi" ont d'abord dit qu'ils rentreraient chez eux, leur objectif étant de chasser les réfugiés hutu. Il y a eu un sentiment de domination de leur part et des attitudes visant à humilier les Zaïrois (bastonnades, attitude de dédain et de mépris). Les choses ont changé lorsque les "chefs" sont devenus des Zaïrois (Ngandu Kisase, Kabila, Masasu Nindaga...). Au début, les "Tutsi" ont occupé tous les postes et pensaient avoir droit à tout. Puis il y a eu des rencontres entre des universitaires et Masasu : (les premiers) ont protesté contre les agissements des "nouveaux maîtres", ont même fait circuler des tracts et créé des associations contre la tutsification. Lors de l'arrivée des Katangais, on s'est davantage senti entre Zaïrois.

Plus d'une centaine d'étudiants universitaires sont passés à travers une formation d'abord militaire, puis politique. Pour s'engager dans l'Alliance, on leur demande de choisir entre soit entrer dans l'armée – la majorité de ceux qui y entrent sont des gens du Kivu et pas des Banyamulenge, soit s'engager dans la police ou dans les services de sécurité, soit faire de l'animation politique. Le recrutement "militaire" a beaucoup de succès : on se bouscule dans les bureaux de recrutement, car c'est le seul moyen d'espérer être payé et d'avoir un emploi […].

D'une manière générale, l'accent du nouveau régime est mis sur l'aspect militaire et sécuritaire, moins sur la gestion administrative […]. Les fonctionnaires (provinciaux) ne sont pas encore payés. Au Nord-Kivu, les taxes et droits d'entrée ont déjà permis de collecter en un mois 900 000 USD. Mais l'argent va surtout "au front", pour l'effort de guerre qui est une priorité.

Petit à petit, on replace des Zaïrois dans les services essentiels comme les recettes et les douanes. Mais ces Zaïrois sont presque toujours "encadrés" par des Banyamulenge. »

Source : Archives MRAC, compte rendu d'une réunion tenue à Louvain-la-Neuve, le 22/04/1997.

À Bukavu, au moment où une administration minimale commença à être mise en place, aux alentours du début de l'année 1997, une première manifestation de mécontentement public voit le jour avec l'envoi à L.D. Kabila d'un manifeste rédigé sur un ton non polémique par une Association des Cadres universitaires du Sud-Kivu à Bukavu. Dans la société civile organisée, qui s'est lentement reconstituée au fil des mois, les frustrations et les revendications apparaissent autrement plus dures et surtout plus précises comme le montre par exemple ce texte émanant du bureau de la coordination de la société civile et du Groupe Jérémie qui fut, à l'époque du régime Mobutu, un des mouvements revendicatifs les plus notoires du Sud-Kivu.

Pour une paix durable dans la région Est du Zaïre

« […] Trois mois après la conquête de l'Est du Kivu et du Haut-Zaïre, on peut tenter de faire le bilan sur l'action de "libération" en cours et poser ainsi les jalons de l'espoir ou du désespoir.

Si on peut noter avec satisfaction la suppression quasi totale des taxes arbitraires, des tracasseries et escroqueries auxquelles étaient naguère soumises les populations, il est néanmoins surprenant de constater des comportements non moins déplorables parmi les nouveaux dirigeants qui rappellent à la fois la période de l'esclavage et l'époque honnie du Parti-État.

On craint de voir s'instaurer, sous le masque de "libération", un régime totalitaire plus nocif en remplacement d'un autre, toujours au détriment des pauvres citoyens, éternelles et innocentes victimes. Cette situation, si elle persiste, laisserait perplexes les citoyens zaïrois et ferait plutôt présager une explosion plus dangereuse que les précédentes […].

Parmi les faits déplorables qui tourmentent la population figurent :

a. La composition mono-ethnique de l'Alliance et de l'Armée populaire dite de "libération" […]. Des esprits avertis parlent de la "tutsification" de l'Administration [souligné dans le texte] […].

b. L'absence d'information sur un certain nombre de questions que se posent les gens, notamment sur le projet de l'Alliance, sur les conditions pour en devenir membres et les compétences des autorités régionales... D'autres questions sont posées : pourquoi les membres de l'Alliance ne sont-ils que d'une seule ethnie ? […]

c. Il existe un malentendu entre la population et ceux qui amènent le changement, malentendu autour des traitements dégradants comme la bastonnade, le lancement de crachats à la bouche ou à la figure. Ces gestes seraient considérés d'un côté par les agents de l'ordre comme une façon de redresser les gens, et de l'autre par la population comme un mépris répréhensible à tout prix puisqu'ils portent atteinte à ce que l'homme a de plus précieux, à savoir le respect et la dignité.

d. Le retour massif dans cette partie de l'Est du Zaïre pourtant réputée de forte densité d'une population non banyamulenge [souligné dans le texte], notamment d'anciens Tutsi partis au Rwanda lors de la prise de Kigali par le FPR. Ce retour conduit à un mouvement de spoliations et/ou d'occupation illégale des maisons en ville appartenant à des particuliers zaïrois […]. D'autres raisons de crainte de la population se fondent sur le fait que les Tutsi reconnus comme rusés par les récits et contes, et selon leurs habitudes, pourraient se servir des vaches qu'ils ravissent pour assujettir les paysans (achat des terres, don en vaches) […].

e. L'accélération de la dégradation des conditions de vie est attestée par la destruction et la mort du secteur informel qui faisait vivre la population, la fermeture des grandes firmes qui employaient les gens, le pillage des fermes et des magasins et l'évacuation des produits pillés vers les pays voisins […] Une catégorie au sein de la population (enseignants, médecins, certains fonctionnaires) est invitée à travailler sans toucher de salaire jusqu'à nouvel ordre, alors qu'aucun projet économique n'est en cours de réalisation pour redonner confiance à la population. »

Source : Société civile (Sud-Kivu-Zaïre) & Groupe Jérémie 1997 : 4-5.

Les griefs principaux attribués à la population tourneraient, selon le document ci-dessous, autour d'une « tutsification » de toute la région du Kivu, tutsification qui pourrait produire à la longue une « haine ethnique et une explosion imminente ».

Comment la population perçoit-elle (sa) libération

« Un sentiment anti-Rwandais en général (tutsi/hutu), anti-Tutsi en particulier très fort s'est tristement développé dans les populations zaïroises du Nord et Sud-Kivu ces derniers mois, surtout comme se précisait l'avancée des forces "rebelles" sur Bukavu, puis Goma […].

Cette haine ne s'est pas tellement éteinte lors de l'arrivée des "rebelles" tutsi : elle s'est multipliée au contraire, et elle nous semble d'autant plus dangereuse qu'elle ne peut pas s'exprimer […].

Le divorce Hutu/Tutsi semble désormais consommé pour des générations et la haine exacerbée, en dépit d'un discours politique de façade selon lequel il n'existe plus d'ethnies dans les Grands Lacs. Cette haine a désormais gagné toutes les tribus locales. La stabilité est apparente : l'explosion imminente […].

À Bukavu, comme à Goma, les gens vivent dans la peur. Les enlèvements de nuit, les viols, les pillages se multiplient. C'est un régime de terreur qui s'est instauré. Les "rebelles" tutsi sont partout : ils occupent tous les postes importants et ont mis partout, dans tous les villages leurs chefs. En ville, (d)es quartiers résidentiels […] sont devenus entièrement tutsi. Les conversations sont écoutées. Des gens circulent de nuit pour écouter aux portes dans la cité […] Dans les bus, dans les boutiques, au marché, les gens se taisent dans la peur d'être espionnés. Entre Goma et Bukavu, les lettres sont lues systématiquement et la moindre allusion à la situation vaut au minimum un passage par le cachot et l'ouverture d'un dossier. Toutes les firmes, si elles veulent continuer à travailler, doivent maintenant ouvrir un compte en banque à Kigali. »

Source : Archives MRAC, Goma/Bukavu, témoignage direct, janvier 1997, pp. 16-18.

Le même témoignage signale la diffusion à Bukavu en janvier 1997 d'un tract proposant la création d'un Front de Lutte contre l'occupation tutsi (Flot), « mouvement qui se fixe comme objectif l'opposition d'une résistance contre l'expansion, l'occupation et la domination tutsi ».

À la même époque, on voit circuler à nouveau d'anciens documents et tracts datant des années 1960, dont celui reproduit ci-dessous qui a été traduit de l'anglais en mars 1980 et qui porte sur un « plan de colonisation tutsi au Kivu ».

« Lors des troubles du 15-9-1962 à Matanda Karuba-Kibari au Nord du Kivu, une lettre a été découverte à Nyamitaba en date de 6-8-1962. En voici la teneur :

"Puisque nous sommes numériquement faibles au Kivu et que nous, pendant les élections de 1960, avons réussi d'une façon très magistrale à nous fixer au pouvoir en nous servant de la naïveté bantoue et que d'autre part notre malignité a été découverte un peu plus tard par les Congolais, tout Mututsi de quelque région qu'il soit est tenu à appliquer

le plan ci-dessous et d'y présenter une très large diffusion dans les milieux tutsi du district des Volcans [souligné dans le texte].

1° Sachez que les Bahutu sont apparentés aux Congolais et que notre méthode de colonisation doit par conséquent s'appliquer à ces deux sujets.

2° Mettez tous les moyens que nous avons employés au Rwanda en œuvre pour soumettre les Bahutu du Congo et de toutes les autres ethnies qui entourent, procédez méthodiquement et progressivement, car une moindre précipitation risquerait d'éveiller leur appel à la conquête de Rwabugili, notre héros national.

3° Première tâche de tout intellectuel est d'essayer de décrocher un autre commandant dans le (service) territorial, car vous n'êtes (pas) sans ignorer l'importance de ce service dans la diffusion des idées politiques dans la masse ignorante.

4° Tout intellectuel mututsi est tenu de se faire un ami dans tous les services administratifs de la République du Congo pour lui permettre de s'initier à la machinerie administrative de ce service en vue de se préparer au remplacement éventuel […].

5° Puisque nous ne pouvons pas remplacer les élus bahutu, faisons-en des amis. Offrons-leur quelques cadeaux et, surtout, de la bière afin de leur tirer les vers du nez. Offrons leur nos filles et au besoin marions-les à eux, les Bahutu résisteront très difficilement à leur beauté angélique.

6° Quand nous aurons acquis tous les postes importants, nous serons bien placés pour muter tous les ennemis bantous à notre guise et surtout les Bahutu […]" »

Source : Archives MRAC, « Le Plan de la colonisation tutsi au Kivu et Région centrale de l'Afrique », s.d., traduit de l'anglais par Sebishwi Mugabo Ayad, 31 mars 1980.

Les fantasmes à propos d'une colonisation tutsi sont d'autant plus prégnants que les lieux de pouvoir ne sont pas clairement identifiés (ni identifiables d'ailleurs) et que, à partir du mois d'avril, c'est-à-dire au moment où Kabila avançait dans tout le pays, la discipline des troupes de l'Alliance basées au Kivu se relâchait.

Le 17 mai 1997, l'AFDL s'empare de Kinshasa et un jour après, Mobutu, sous la menace de sa propre garde présidentielle, fuyait Gbadolite. Dans les provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu, l'évolution politique demeurait incertaine, voire chaotique. D'une part, les affrontements armés se poursuivaient entre l'armée de l'AFDL et des bandes armées hétéroclites (Maï-Maï, Interahamwe, reliquat des ex-forces armées rwandaises, mouvements basés à la frontière entre le Kivu et l'Ouganda...) alimentées par le sentiment d'opposition à tout ce qui est allochtone. D'autre part, des tentatives de pacification sont menées aussi bien depuis Kinshasa qu'au Kivu ainsi qu'à l'extérieur du pays pour essayer de désamorcer au niveau de la société civile les tensions qui opposent depuis trente ans les « Congolais authentiques » aux « gens de nationalité douteuse », c'est-à-dire essentiellement les Tutsi.

En résumé sur cette deuxième phase de l'occupation militaire rwandaise (cf. Bucyalimwe 2006), le premier trait est la dislocation de la coalition anti-Mobutu avec l'apparition de deux tendances dont l'une pro-rwandaise autour de Déogratias Bugera et Anselme Masasu Nindaga et, l'autre tendance anti-rwandaise, autour de Laurent Désiré Kabila et, parallèlement, la déception de ceux qui, au sein de l'opposition congolaise non armée et la société civile, attendaient beaucoup de l'AFDL. Un conglomérat de quatre partis fondateurs (PRP, MRLZ, CNRD et ADP) aux intérêts divergents, la désagrégation de l'AFDL par étapes s'amorçait déjà. Il y a l'assassinat de celui qui semblait s'opposer ouvertement à la mainmise du Rwanda sur l'AFDL et exerçait alors le commandement des opérations militaires, André Kisase Ngandu. Cette disparition eut des conséquences importantes sur la suite des événements. D'abord, les partisans de Kisase furent marginalisés et, du coup, la coalition se limita à trois groupes dont les chefs (L.D. Kabila, Déogratias Bugera Rwamakuba et Anselme Masasu Nindaga) commencèrent à se méfier réciproquement. L'assassinat de Kisase se passait en janvier 1997, soit deux mois à peine après la prise du Sud-Kivu et du Nord-Kivu et l'installation d'une administration (Bishikwabo Chubaka-Serukiza Nkundabantu à Bukavu et Kanyamuhanga Gafundi-Tussi Balume à Goma) et d'une armée d'obédience rwandaise, toutes deux chapeautées par le chef des opérations militaires rwandaises en RDC, James Kabarebe. Au cours de cette phase, la position de Masasu Nindaga qui fut le seul originaire du Kivu (son père est shi et sa mère tutsi) jugé proche du Rwanda permettait non seulement aux recrues locales globalement appelées « *kadogo* » et quelques *leaders* du Sud-Kivu (shi et

havu en particulier) de se projeter aux devants de la scène militaire et politique nationale, en s'aliénant plusieurs partisans de Kabila (le Katangais) et de Déogratias Bugera Rwamakuba perçu comme « tutsi pur-sang ». L'autre trait de cette phase fut l'auto-proclamation de L.D. Kabila comme chef de l'État (donc successeur de Mobutu) à la chute de Kinshasa en mai 1997 ; c'est donc le coup d'État fait contre ses alliés rwandais et ougandais et perçu comme une trahison contre la « révolution banyamulenge » mise en avant depuis le début de la guerre. Le gouvernement AFDL mis en place en mai et juillet 1997 et remanié en janvier 1998 partait d'un mauvais pied pour deux raisons : la perte du contrôle des provinces du Sud-Kivu et du Nord-Kivu au profit du Rwanda et l'aggravation des rivalités au sommet de l'État entre les partisans tutsi et katangais (Balubakat en première ligne) pour le contrôle du pouvoir à Kinshasa et des entreprises économiques stratégiques et, derrière cette dualisation ethnique du régime, l'élargissement du fossé entre Rwandais et Congolais. Dans ces rivalités, le groupe Masasu Nindaga devenait le maillon le plus faible ; c'est lui qui fut la nouvelle victime de ce remue-ménage intra-AFDL, sa première descente aux enfers étant son éviction de la tête des Forces armées congolaises (FAC) au profit de James Kabarebe et Joseph Kabila en octobre 1997. Depuis lors, les choses n'ont pas cessé de se détériorer. Pendant que James Kabarebe planifiait le renversement de L.D. Kabila, celui-ci luttait à son tour pour sa survie politique et physique en s'entourant des hommes du Katanga ou en rétrécissant au maximum son cercle rapproché. L'éviction de Déogratias Bugera de la direction du Secrétariat général de l'AFDL en juin 1998 et la décision de demander à James Kabarebe et ses amis de rentrer au Rwanda en juillet 1998 marquaient la phase ultime de l'érosion de la coalition AFDL.

4. VÉCU DES AFFRONTEMENTS ARMÉS SUR LE TERRAIN

C'est surtout au Nord-Kivu que les violences se déroulaient. Les extraits du document ci-dessous constituent une bonne illustration du climat de guérilla et d'explosions récurrentes qui sévissaient dans le Nord-Kivu et plus particulièrement dans les deux territoires de Masisi et de Kalehe dans les mois qui suivirent la victoire de l'Alliance. Souvent, comme on le découvre dans le document ci-dessous, la « guerre » éclate à la suite d'un incident banal et se répand comme un feu de brousse sur des régions parfois étendues.

Rapport sur la situation qui prévaut actuellement dans les provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu (juillet-août 1997)

« […] Les tueries actuellement opérées dans le Masisi tirent leur origine de deux faits saillants, à savoir : la mise en place de la territoriale par l'autorité provinciale et le comportement des militaires tutsi vis-à-vis des autorités coutumières.

En effet, dernièrement dans la province du Nord-Kivu, une mise en place (de chefs coutumiers tutsi) a été effectuée par le gouverneur [qui est d'origine tutsi]. D'ailleurs, on ne peut appeler cela "mise en place", mais bien "changement dans certaines entités politico-administratives". Ce changement est caractérisé par le remplacement de plusieurs chefs coutumiers autochtones par d'autres responsables, tous des Tutsi. Curieusement […], les entités politico-administratives dont les directions ont été confiées aux Tutsi sont celles limitrophes du Rwanda et de l'Ouganda (Rutshuru et Nyiragongo) ou alors des entités partiellement convoitées par les Tutsi (c'est le cas de Masisi et de Walikale).

Ce changement a entraîné la colère des autochtones, surtout les jeunes gens qui espéraient remplacer leurs parents dans le cas des entités coutumières.

En fait, le soulèvement du génocide qui se vit dans le territoire de Masisi est un glissement d'un incident qui s'est passé dans le territoire de Kalehe, collectivité Buhavu, localité de Ziralo. Dans cette dernière, un groupe de militaires tutsi avait un jour pris le chef Chabango et quelques-uns de ses notables, et ils les ont transformés en transporteurs de leurs bagages sur une vingtaine de kilomètres. Cet acte n'a pas enchanté les Batembo. C'est alors que les jeunes gens maï-maï batembo et batiri auxquels se sont joints des Interahamwe et des militaires ex-FAR ont organisé une poursuite punitive contre les militaires batutsi, auteurs de cet acte. Ils les ont poursuivis jusque dans le groupement de Minova où actuellement il n'y a plus de militaires tutsi.

N'ayant pas attrapé ceux-là qu'ils poursuivaient, les Maï-Maï se sont dirigés vers Bukavu. Au niveau de la plantation de Makelele, ils se sont battus avec 12 militaires tutsi qui se dirigeaient vers Minova. Les 12 militaires tutsi ont été tués. Ils ont continué leur route jusqu'à Nyabibwe où ils se sont heurtés contre un renfort venu du Rwanda par le lac

Kivu. Les Maï-Maï ont exterminé tous les Tutsi. Il y a eu, selon les déclarations de la population environnante plus de 15 militaires tués.

À partir de Ziralo, les Maï-Maï se sont scindés en deux groupes. Le deuxième groupe a pris la direction de Ngungu en passant par les Hauts-Plateaux des chaînes de montagnes. À Ngungu, ils ont exterminé tous les militaires tutsi qui y étaient cantonnés et ils ont emporté toutes les munitions et les armes.

Alertés par ce qui s'est passé à Ngungu, les anciens Maï-Maï de Masisi se sont organisés pour défendre les leurs en cas d'attaque.

Les militaires tutsi envoyés à partir du Rwanda sont arrivés à Ngungu au moment où les Maï-Maï, Batembo, Batiri, Interahamwe et ex-FAR s'étaient déjà retirés et les massacres des populations innocentes commencent.

Pour les Tutsi, ne sont appelés Maï-Maï que les Bahunde, Batembo et les Nyanga. C'est alors que les assaillants tutsi ont débuté leurs tueries de Ngungu jusqu'au chef-lieu du territoire de Masisi et ils ont continué jusqu'à Nyabiondo [au nord de Masisi NDA]. Les victimes sont essentiellement des civils sans armes […].

Nous avons interrogé plusieurs personnes à Goma pour qu'elles nous donnent avec exactitude la raison d'être des massacres de Masisi. Tous sont unanimes. Ils disent que les tueries dans ce territoire sont le fait des Interahmawe et ex-FAR auxquels les autorités ne veulent pas accorder un couloir pour rentrer dans leur pays d'origine. Quand ils veulent se frayer un chemin, ils sont signalés par des autochtones, ils fuient et après les militaires congolais, une fois sur les lieux, massacrent la population après l'avoir taxée de complicité […].

De ce qui est dit ci-dessus, il se dégage l'idée selon laquelle les autorités rwandaises ne veulent pas que les FAR et les Interahamwe rentrent chez eux. Elles préfèrent que la bataille soit organisée sur un sol autre que le leur et en l'occurrence le sol congolais. »

Source : Akeli s.d. : 2-4.

Ce rapport, adressé à Kabila, se poursuit par une énumération précise des incidents, des massacres, des incendies de villages, de centres commerciaux, de marchés… survenus entre le 15 juillet et le 6 août 1997 de même que par la liste de tous les chefs de chefferies et de groupements qui ont été « remplacés » par des « Tutsi » ou des « Banyamulenge ».

Dans la province du Sud-Kivu, c'est principalement la région méridionale qui était touchée par des violences, encore que la capitale provinciale, Bukavu, ait été l'objet à la fin de l'année d'une attaque. À Uvira et à Fizi, les violences reposaient aussi sur un socle identitaire anti-rwandais et, plus spécifiquement, anti-tutsi. Mais les formes d'opposition sont complexes et surtout très dispersées. Au mois de septembre, des sources mentionnent l'existence d'un nouveau mouvement rebelle de type Maï-Maï, qui se fait appeler l'Alliance pour la Résistance démocratique (ARD) et qui vise à « libérer l'Est de la République démocratique du Congo ».

Au début du mois de novembre, des incidents sont signalés au sein même de l'armée de l'AFDL, à Baraka (Sud-Kivu) et à Kalemie (Nord-Katanga). Ces incidents mettent cette fois en présence des unités de l'armée tutsi contre des non-Tutsi (United Nations 1997). Il semble que ces affrontements puissent être mis sur le compte de l'arrestation par L.D. Kabila du commandant Masasu Nindaga, qui était un autre membre fondateur de l'AFDL.

Un peu plus tard, au début décembre, survient l'attaque sur Bukavu. Un membre de la société civile de Bukavu en fait le récit :

Violence sur violence ? Les Maï-Maï à Bukavu

« La ville de Bukavu a été attaquée ce jeudi 11 décembre 1997 par des bandes armées communément appelées Maï-Maï. C'était à partir de 4 h 05'. Tous les coins de la ville ont été "secoués" […].

Depuis trois jours, des rumeurs circulaient dans la ville autour d'une éventuelle attaque par des bandes armées qui se postaient sur les collines environnantes de Bukavu. Les vendeurs de légumes venant de Kabare, de Muku, de Nyangezi... parlaient de la circulation des personnes inconnues munies d'armes et qui demandaient de la nourriture auprès des villageois. Ce bruit est arrivé auprès de la population de Bukavu ainsi qu'auprès des autorités civiles et militaires provinciales.

La radio clandestine, dite "Radio du patriote", qui était déjà brouillée et n'émettait plus ses émissions, a été de nouveau captée à Bukavu. Elle demande le retour sans condition de tous les Tutsi au Rwanda. Elle demandait à la population d'intercepter tout Tutsi, de ne pas le tuer, mais de l'acheminer auprès des rebelles qui s'occuperaient

eux-mêmes de leur "rapatriement". Elle confirme la présence d'une résistance armée, celle des Maï-Maï qui, appuyée par les ex-FAR et les Interahamwe, viendrait (re)libérer la population congolaise du Sud-Kivu.

Ce jeudi 11 décembre, alors que les balles crépitaient, cette radio a émis jusque dans l'après-midi. Jusqu'à 10 h 25, elle a été la seule radio locale qui émettait. Elle a défendu à la population de vaquer à ses occupations sous prétexte que les Maï-Maï donneraient eux-mêmes des précisions sur l'état de la ville avant que la circulation soit libre. Elle a fait appel aux ex-FAZ et à tout militaire qui a intégré l'armée nationale de se joindre à eux. Leur message a confirmé que les Maï-Maï étaient en complicité avec les ex-FAZ et les Interahamwe.

Selon des informations dignes de foi […], des tirs de balle se sont fait entendre alors que la population frontalière du Rwanda […] voyait des groupes de gens traversant vers le Rwanda. Plusieurs Hutu ex-Far et Interahamwe, des enfants, et des femmes rwandais ont traversé vers leur pays d'origine […].

(Suit une série de témoignages sur le nombre de blessés, de tués, de détenus libérés des prisons...)

De sources concordantes, ces événements ont eu lieu au moment du repli des combattants maï-maï qui venaient de terminer leur mission de rapatriement des éléments ex-FAR, Interahamwe avec leur famille au Rwanda.

[…] De la bouche des gens qui ont eu le courage de circuler ces après-midi et qui ont vu 5 véhicules pleins de militaires de l'Armée patriotique du Rwanda circuler dans le centre-ville après leur passage aux frontières Ruzizi I et II, il ressort que la population n'aime pas la guerre d'où qu'elle vienne. La violence lui rappelle les peines qu'elle a endurées lorsqu'elle fuyait les atrocités de la guerre de libération entre octobre et novembre 1996, les pertes qu'elle a connues, la destruction du tissu économique […]

[…] Nous encourageons la population à lutter contre toute la manipulation à la violence et demandons à l'autorité de mettre sur pied des mécanismes efficaces pour la sécurité de notre province en particulier, et de tout le territoire congolais en général. Une approche politique permettrait à l'autorité de rencontrer les milices formées par les Congolais tandis qu'une assistance de la communauté internationale favoriserait le rapatriement de tout étranger pour le bien de la population congolaise. »

Source : Comité de solidarité avec le Congo-Kinshasa 1997.

Il est probable que les assaillants, qui étaient en fait des ex-FAR et des milices interahamwe, se soient servis du prestige guerrier et de la peur inspirée par les Maï-Maï pour monter une opération consistant à organiser par la force le retour de groupes de réfugiés rwandais dans leur pays. L'image véhiculée par ce récit renvoie une fois de plus au fait que les gens de Bukavu ont l'impression que « ceci n'est pas leur guerre », mais la « guerre des Rwandais » qui utilisent le sol congolais pour régler leurs comptes.

L'arrivée au pouvoir de L.D. Kabila et la reprise des tensions ethniques au Kivu ne vont pas modifier l'état d'esprit des élites de la société civile du Kivu. Des points sont non négociables, comme le retour des non-Congolais chez eux et une procédure d'identification des nationaux. Comme en 1993, il est aussi demandé une réhabilitation des chefs coutumiers locaux (qui doivent toutefois gérer leurs administrés de manière équitable), le lancement de campagnes de pacification, etc. (United Nations 1997).

Il n'est évidemment pas possible d'établir la relation entre cette capacité propositionnelle de la société civile et la diminution des tensions. En tout cas, au mois de novembre, l'état des lieux effectué par un autre collectif de la société civile, Campagne pour la paix (CPP), indique que la situation dans les territoires de Masisi, Rutshuru et Walikale connaît un début d'accalmie. Dans un document établi par la CPP, quelques avancées sont signalées :

« - Dans le Masisi, dans les collectivités des Bahunde et Katoyi, 600 jeunes (Maï-Maï) ont déposé les armes et une partie s'est ralliée à l'armée officielle. Dans la collectivité de Osso, il y a un mouvement de remise des armes par les guerriers maï-maï aux autorités militaires et ils intègrent l'armée. Dans la collectivité des Bashali, les principaux marchés fonctionnent normalement, les communautés ethniques s'y côtoient et la jeunesse semble fatiguée des combats bien qu'on ne sache pas avec précision ce que pensent les unes et les autres. "En général, Masisi connaît une accalmie relative depuis août 1997 après le départ des éléments tutsi de l'armée qui y cherchaient des Interahamwe".

- Dans le territoire de Nyiragongo, les chefs tutsi locaux installés précédemment sont rentrés au Rwanda avec les Tutsi. Ils n'ont toutefois pas été remplacés et il y a "un vide du pouvoir coutumier".

- Dans le territoire de Rutshuru, il y a eu aussi "destitution sans explication de tous les chefs coutumiers et installation de chefs tutsi dans les groupements". Mais "ces chefs tutsi sont également repartis au Rwanda lors du retrait des éléments tutsi de l'armée en cantonnement à Jomba et environs".

- À Walikale, "on observe l'enrôlement des Maï-Maï dans l'armée de l'AFDL par centaines après la chute de Kinshasa. L'armée actuelle gère mieux les relations avec la population civile dans ce territoire par rapport au passé". La situation se calme peu à peu sauf là où il y a des milices armées. »

Source : Campagne pour la paix, Gestion pacifique des conflits. Analyse de la situation sociale du Nord-Kivu, novembre 1997, pp. 3-7.

D'après cet « état des lieux » dressé par le CPP, il demeure que « les populations vivent encore des traumatismes dus aux actes de violence subis », que « des villages entiers, des écoles et des centres de santé ont été brûlés », qu'il y a dans maints endroits « une absence totale d'autorités coutumières, politico-administratives et militaires ce qui facilite les Interahamwe d'agir en toute quiétude », que dans certains endroits, des chefs hutu se sont autoproclamés avec autour d'eux des milices interahamwe et des Hutu armés, que « la frustration, le sentiment antitutsi (est) généralisé ». Il y a enfin, dans les massifs du Ruwenzori (territoire de Lubero), la persistance de « rebelles de tout bord (Nalu, ADF...) [qui] lancent parfois des raids dans certains villages pour s'approvisionner en nourriture et en filles » (Campagne pour la paix 1997 : 3-8).

4.1. LE POUVOIR DE L'AFDL CONTINUELLEMENT CONFRONTÉ À L'EXIGENCE DE LA POPULATION « AUTOCHTONE » DE FAIRE APPLIQUER LA LOI DE 1981 SUR LA NATIONALITÉ DES BANYARWANDA

Laurent Désiré Kabila s'était engagé dans l'accord de Lemera à protéger les Banyarwanda. Les organisations de la société civile s'activaient pour faire baisser la tension dans les Kivu. Au début septembre 1997, deux commissions de pacification furent organisées respectivement pour le Sud et le Nord-Kivu. L'initiative en revient au ministre de l'Intérieur qui leur fixa comme mission « d'évaluer les causes à l'origine des conflits et de proposer des pistes de solutions pour l'avènement d'un climat de paix et de réconciliation entre les populations antagonistes ».

La composition des deux commissions fut verrouillée par le fait que n'en étaient membres que des personnalités « acquises au changement » et qui acceptaient « la politique et le plan d'action de l'AFDL ». Toutefois, les 46 participants (24 pour le Nord-Kivu et 22 pour le Sud-Kivu) étaient tous des ressortissants des deux provinces et l'on a décidé dans l'établissement de la liste de « respecter les critères ethnogéopolitiques », c'est-à-dire la représentativité des différentes ethnies des deux provinces. Une cellule de 8 membres, dont deux seulement représentaient le ministère de l'Intérieur, assurait le travail de coordination : elle était dirigée par Colette Madishi Ram issue de la société civile.

À Bukavu, la commission voulut montrer qu'elle entendait prendre en compte les griefs de la population et dialoguer d'entrée de jeu avec elle. Une rencontre publique eut lieu au centre de la ville à cet effet. Le témoignage ci-dessous démontre les difficultés auxquelles la commission allait devoir faire face.

Face-à-face : population du Sud-Kivu et la délégation de la Commission de pacification le 15/9/1997

« Le lundi 15 septembre 1997, a eu lieu à l'esplanade de l'*Hôtel des Postes* à Bukavu, une rencontre entre la population et la délégation de la commission de pacification et de réconciliation pour le Sud-Kivu venue de Kinshasa. Celle-ci comprenait M^me^ Colette Madishe Ram, coordinatrice des commissions pour le Nord et le Sud-Kivu, le général Sylvestre Lwecha, président de la commission pour le Sud-Kivu et principal orateur du jour ainsi que quelques notabilités originaires de cette province.

Introduit par le gouverneur de la région, M. Jean-Charles Magabe, le général Lwecha a axé son adresse sur la paix, l'entente, la concorde et la cohabitation harmonieuse, vertus qui doivent caractériser les différentes tribus vivant au Sud-Kivu. […]

La coordinatrice, M^me^ Colette Madishe Ram, a dénoncé le mal qui ronge la population du Sud-Kivu (refus de l'autre et orgueil) et a invité celle-ci à la réconciliation et à la cohabitation pacifique. […]. La population était assez nombreuse. Une sorte de stress gagnait les cœurs de la foule. Il serait causé par la nouvelle de la mort accidentelle de 22 personnes de marque dont 18 Banyamulenge, en route pour une conférence de pacification en territoire de Fizi (le 12/9/1997) ainsi que par une présence militaire effrayante au lieu de rassemblement […].

Le général Lwecha, qui s'est présenté en maquisard ayant fait 32 ans en brousse, tâtait le pouls de la population. En cherchant à savoir ce que celle-ci pense sur l'action révolutionnaire du président Kabila […]. La population lui a

répondu publiquement que monsieur Kabila ne "devait pas faire appel aux Banyamulenge", qu'elle a jugé de "traîtres", pour combattre Mobutu. Sur demande du général, une personne a énergiquement repris la réponse de la masse devant le micro et toutes les autorités présentes. Cet individu aurait été appréhendé par les agents de l'ANR le soir même.

La population s'est plainte aussi de la scène politico-administrative et militaire de la province du Sud-Kivu. Celle-ci se retrouve avec une prédominance des cadres originaires de l'ethnie tutsi et banyamulenge dans les secteurs sensibles […].

Parmi les autres plaintes de la population, on parle de la "tutsification de la province du Sud-Kivu", c'est-à-dire de l'occupation de la province du Sud-Kivu par les Tutsi […]. Ces contestations internes qui commencent à se manifester contre la tutsification risquent d'embraser la région.

D'autres personnes pensent que la délégation ne vise pas à gérer et à apporter des solutions aux problèmes du Kivu. Elle ne (serait) pas venue pour pacifier, mais plutôt […] pour céder une parcelle de la province du Sud-Kivu aux Banyamulenge, "créer un territoire de Mulenge". Elles se demandent le pourquoi de la non-implication des Maï-Maï dans une mission de pacification comme celle-ci.

Ce qui a été à la base de toutes ces interrogations et plaintes serait certaines phrases leitmotive utilisées par le général lors du meeting. En voici quelques-unes : "Gens du Kivu, vous ne voulez pas le développement de votre province. Vous avez l'esprit mobutiste"...

Le professeur Anatole Bishikwabo a révélé à la population l'absence à ce meeting des personnalités comme le vice-gouverneur Benjamin Serukiza Nkundabantu et le maire de la ville, monsieur Thadée Mutware Binyonyo empêchés à cause du deuil qui a frappé "leurs" frères. »

Source : Document anonyme d'un témoin de la manifestation, s.l. n.d.

Parmi les autres doléances récoltées au cours des rencontres dans la province, figurent encore : « la présence massive des militaires rwandais tutsi dans le territoire libéré », « les arrestations arbitraires, bastonnades, tortures et autres traitements appliqués sur les populations par les militaires », les « razzias de bétail sur les Hauts-Plateaux par des bandes armées en provenance du Burundi », « l'existence de camps d'entraînement des troupes rwandaises sur l'île (d'Idjwi) », etc. Ici, partout où elle passe, la commission se voit demander « le retour sans délai, de tous les militaires tutsi dans leur pays d'origine, le Rwanda » (Comité du Sud-Kivu 1997).

Dans la province du Nord-Kivu, la commission avait collecté d'autres types de doléances de la part des populations locales et de leurs représentants dont beaucoup étaient connus depuis bien avant la « libération » de la province. Ici aussi, la thématique reposait sur l'affrontement entre autochtonie et allochtonie : « abus commis par l'Administration et les chefs coutumiers » qui ont contraint les populations soit à chercher ailleurs de nouvelles terres, soit à l'immigration, soit au servage auprès d'éleveurs tutsi ; « usurpation du pouvoir coutumier par les Bahutu et les Batutsi » ; refus de la double nationalité que s'arrogent *de facto* les « autochtones hutu et tutsi (qui) ont maintenu leur allégeance au Rwanda » ; invasion du Masisi par l'armée rwandaise ; la présence des centaines de milliers de réfugiés rwandais armés au Congo qui ont transformé les autochtones en « boucliers humains des belligérants » et le territoire congolais « en champ de bataille » ; « probables accords secrets entre le président Kabila et les Tutsi, accords par lesquels il aurait vendu le Kivu et aurait aliéné son pouvoir en échange de l'appui militaire » ; « actions dégradantes et humiliantes envers les autochtones et leurs autorités (on crache sur les gens !) et le triomphalisme tutsi » (Comité du Nord-Kivu 1997).

Après plus d'un mois de concertations avec des notables locaux, des responsables d'ONG et des chefs coutumiers de même que des entretiens et des échanges de vues avec les populations locales, un rapport général fut rédigé par la commission qui émettait une série de recommandations portant sur des aspects politiques, sécuritaires, sociaux et culturels. On retrouve encore l'exigence :

a) de la création dans l'immédiat d'un service de l'identification de la population au sein du ministère de l'Intérieur ;

b) de la prise de mesures urgentes pour la résolution définitive de la question de la nationalité ;

c) du renforcement du contrôle des frontières pour mieux surveiller les mouvements migratoires des populations en instaurant la police des frontières ;

d) etc. (Commission de pacification s.d. : 16-18).

Les assises de la conférence provinciale se sont tenues à Bukavu du 4 au 9 janvier 1998 en présence de 169 participants venus de toutes les communes et territoires de la province. Parmi les six commissions constituées, celle portant sur la reconstruction de la démocratie et de la paix fut l'une des plus animées : « elle a accaparé le plus de (temps) et déclenché le plus de logorrhées », lit-on dans le rapport final (RDC, Province du Sud-Kivu 1998 : 15).

Résolutions/Recommandations
Commission de la reconstruction, de la démocratie et de la paix

[…]

4. Que soit vite appliquée la loi n° 81-002 du 29 juin 1981 sur la nationalité pour mettre fin à l'apatridie des uns et à la nationalité transfrontalière des autres.

5. Que soient privilégiées, aux dépens du recours aux armes, des concertations sincères entre communautés ethniques en conflits pour la restauration et la cristallisation d'une coexistence pacifique épurée et pérenne.

6. Que soient désarmées sans condition toutes les populations civiles qui détiennent illégalement par-devers elles des armes de guerre.

7. Que nous soit évitée, à nous autres, populations congolaises cette irrationalité de devoir continuer à subir sur le sol de nos aïeux, les horreurs et les turpitudes relatives aux conflits entre factions armées du Rwanda et du Burundi.

8. Que soient éliminées de notre province, ces ambiguïtés étranges dans nos subdivisions administratives, militaires, ecclésiales et sanitaires qui font dépendre Shabunda du Maniema ou du Kasaï-Oriental, Idjwi du Nord-Kivu ou du Rwanda, Kalehe du Nord-Kivu et la suite !

9. Que tous les chefs coutumiers (collectivités, groupements, localités) jouissent d'une compétence territoriale effective sur leur(s) juridiction(s).

[…]

Source : RDC, Province du Sud-Kivu, *Rapport final de la Conférence provinciale sur la reconstruction tenue à Bukavu* (*Lycée Wima*), du 4 au 9 janvier 1998, Bukavu, 9 janvier 1998, pp. 30-31.

Indépendamment de celles portant sur la pacification intérieure à la province, certaines recommandations n'ont pas dû tinter agréablement aux oreilles du pouvoir de Kinshasa qui pouvait affirmer que les membres de la commission de pacification sortaient de leur rôle : les congressistes demandaient en effet la reprise des activités des partis politiques, la restitution de biens saisis, « y compris » par des membres de l'AFDL, le respect des échéances électorales et une forme constitutionnelle de type fédéral pour le pays.

Les travaux au sein de la commission de reconstruction du Nord-Kivu ont été moins politiques (1998 : 6). Mais sur la partie consacrée aux « migrations, à la question ethnique et à la réconciliation communautaire », la question de la nationalité restait déterminante : partout on réclame une application de la loi de 1981. Au Nord-Kivu comme au Sud-Kivu, on continue aussi à refuser d'être le champ de bataille de conflits qui se déroulent dans des pays voisins et à vouloir à tout prix le respect de l'intégrité territoriale du Congo.

4.2. DÉGRADATION ET RÉPRESSION : DE JANVIER À JUIN 1998

4.2.1. DANS LA PROVINCE DU SUD-KIVU

De janvier à mars 1998, ce sont les questions jumelées des Maï-Maï et des Banyamulenge qui vont occuper l'actualité politique locale. Un rapport spécifique sur le territoire d'Uvira rédigé par le Département des Affaires humanitaires des Nations unies à la mi-décembre 1997 note :

« La zone d'Uvira, un point chaud de la guerre de 1996-97 au Zaïre et pendant longtemps une région troublée dans l'histoire postcoloniale de la RDC, doit à nouveau faire face à un futur incertain. En même temps que des milliers de Congolais reviennent de Tanzanie et que les espoirs de sortir des conflits et de la paralysie économique refont surface, une crise de basse intensité et l'incertitude politique menacent à nouveau la paix. Les agences humanitaires travaillent à des opérations de réhabilitation et de secours dans des conditions de tension politique et de risques de sécurité considérables […].

Depuis la guerre, beaucoup de postes militaires et administratifs clés dans la zone d'Uvira ont été pris par les Tutsi (Banyamulenge) et le seul parti accepté est l'AFDL qui exerce un contrôle dans tous les secteurs gouvernementaux.

Le ressentiment, plutôt que la réconciliation, est la réaction de la plupart des non-Tutsi dans cette région. Les sources proches du *leadership* des Banyamulenge expriment la frustration de la communauté tutsi à ce sujet : "du jour au lendemain, nous sommes passés du rôle de victimes à celui d'oppresseurs" […].

(Pour ce qui regarde les Maï-Maï), ceux-ci semblent, non seulement plus dangereux, mais aussi plus sophistiqués depuis quelques mois : ils utilisent maintenant une radio clandestine qui émet de la propagande (anti-tutsi) à Bukavu […].

Des sources banyamulenge rapportent en outre des attaques de troupeaux sur leurs Hauts-Plateaux, à l'ouest d'Uvira […].

Deux incidents qui ont eu lieu en novembre indiquent la montée d'une tension à l'intérieur même de l'armée de la RDC. À Kalemie et à Baraka, des unités de l'armée congolaise se sont affrontées. Des sources autorisées indiquent que dans les deux cas les heurts eurent lieu entre soldats tutsi et soldats non tutsi. La formation d'une unité appelée Détection militaire des anti-patries (Demiap) a été annoncée le 26 novembre à la radio nationale. L'arrestation (à Kinshasa, le 25 novembre 1997) de Masasu Nindaga, un membre fondateur de l'AFDL (originaire de Bukavu), […] semble avoir été un catalyseur pour les soldats non tutsi des forces militaires de la RDC. La déclaration du président Kabila sur cette arrestation prétend que Masasu collaborait avec les Interahamwe. »

Source : United Nations, *IRIN* 1997.

Par ailleurs un document d'origine munyamulenge indique qu'un profond sentiment d'insécurité régnerait chez les Tutsi congolais dans la région du Sud-Kivu, particulièrement depuis le retrait de l'armée rwandaise.

« Lorsque les éléments des armées étrangères se sont retirés de notre territoire après avoir aidé au renversement du régime dictatorial [de Mobutu], les militaires tutsi congolais ont été la cible de leurs compatriotes et plusieurs d'entre eux ont été visés ouvertement et tués à Kindu, Kalemie, Hombo, Walikale, Goma, Baraka et voire brûlés vifs dans leurs bivouacs […]. Cela n'est un secret pour personne ; encore moins pour nous, leurs parents qui organisons leurs enterrements et deuil.

Pour les civils, nos femmes ne vont plus au marché de Kamembe (Rwanda) comme toutes les autres Congolaises de Bukavu et cela depuis qu'est en application les dernières affectations à l'Agence nationale de Renseignement/Sud-Kivu. Les frontières sont infranchissables aux seuls Banyamulenge. Ceux qui s'y hasardent encore subissent (la torture) […] [Suit une courte liste de Banyamulenge battus ou molestés en janvier 1998].

Excellence, Monsieur le Président de la République, la liste des violations flagrantes des droits de ce peuple ne peut être exhaustive sur ces quelques pages. Que dire des injures, des humiliations de toute sorte, de vengeances sur nous qui consistent à rappeler incessamment : "Vous nous avez battus au match aller et pas au retour".

[…] La préparation d'une guerre, encore une fois, contre les Banyamulenge, (arrive) à son terme. Notre réclamation consiste en ceci […] :

1. Démanteler dans les plus brefs délais la radio extrémiste qui prêcha l'extinction des Tutsi[a] ;

2. Dénicher, arrêter et traduire en justice les supporters du mouvement maï-maï qui sont par ailleurs connus ;

3. Arrêter et traduire en justice ceux qui ont organisé et exécuté le génocide des Tutsi au Kivu (plus de 20 000 morts dans la seule province du Sud-Kivu) ;

4. Donner des leçons de cohabitation pacifique à la population du Sud-Kivu qui, du reste, cherche à imposer à l'État, son comportement traditionnel divisionniste […] ;

5. Favoriser que, pour le Sud-Kivu, les éléments Banyamulenge marquent leur présence massive dans le domaine de la sécurité et militaire, car ils rassurent tout le monde sauf les Maï-Maï » (RDC, Communauté banyamulenge, 1998 : 4-5).

a. Il s'agit de La Voix du Patriote, qui a émis à Bukavu au moment de l'attaque de Bukavu en décembre 1997 et qui incite les populations à faire rentrer « les visiteurs » chez eux, « à aider les frères Bahutu à reconquérir le Burundi et le Rwanda », et à expulser « le gouvernement d'occupation » (United Nations 1998).

Ce qui fit que Laurent Désiré Kabila arriva à Bukavu aux environs du 20 janvier 1998. Il y prononce, en présence du gouverneur de la province, de directeurs provinciaux, d'administrateurs territoriaux, de chefs coutumiers et de représentants des Banyamulenge, une longue homélie en swahili qui est adressée non pas à la population, mais aux notables du Sud-Kivu qu'il admoneste et qui est retransmise à la radio locale. Le ton est ferme, voire brutal et, à certains moments, menaçant, Kabila y marque son soutien à ses « amis » banyarwanda (banyamulenge) et s'en prend avec véhémence aux Maï-Maï accusés d'être un « mouvement insurrectionnel » appuyé de surcroît par des « intellectuels » et des autorités locales.

Adresse de M. Laurent Désiré Kabila, président de la RDC, aux autorités civiles, coutumières et militaires réunies en son cabinet à Bukavu le dimanche 25 janvier 1998

« […] Avant que je vienne ici, dans le rapport quotidien, l'on m'a décrit et informé sur les nombreuses tensions qui existent ici et surtout entre les Tutsi congolais qui habitent à l'intérieur et que vous appelez Wanyamulenge, et les Wabembe avec une autre partie des Warega. Ensuite, on nous l'a dit et nous l'avons vu, [il y a] le phénomène Maï-Maï. Ce n'est pas une expression de mécontentement populaire. C'est absolument faux. C'est un mouvement insurrectionnel, contre le pouvoir établi. Ce n'est pas une manière de faire passer les desiderata de la population à leur Gouvernement : Maï-Maï [souligné dans le texte], c'est autre chose, car il fonctionne en intelligence avec l'extérieur, avec des puissances étrangères. Des preuves ? Elles sont nombreuses ! Même le "Vatican" est mêlé à travers les "Caritas" et d'autres choses du même genre !

[…] Pourquoi y a-t-il tant de tensions ? D'abord il y a la volonté manifeste de déstabiliser ce pays pour qu'il soit ingouvernable, pour qu'il ne se développe pas. Et pour cela, il faut détruire la paix. Et pour détruire la paix, ils utilisent beaucoup de gens qui ont soif du pouvoir, qui veulent devenir gouvernants tout simplement parce qu'ils sont natifs d'ici et qu'ils ne peuvent accéder au pouvoir autrement qu'en utilisant leur appartenance tribale locale.

Ainsi, ils pourront apparaître comme des *leaders* aux yeux des pays étrangers. Il y a parmi eux beaucoup d'intellectuels, tous ceux en tout cas qui sont en liaison avec les troupes maï-maï, des Interahamwe et autres milices que nous connaissons très bien maintenant.

Je suis venu converser avec les autorités d'ici pour demander de faire confiance en ce Gouvernement. Car mon Gouvernement est un Gouvernement de combat.

J'ai appris qu'un *mwami* […] a fait des déclarations à la radio selon lesquelles le phénomène Maï-Maï, c'est la voix du peuple pour faire connaître au Gouvernement son mécontentement, qu'il s'agit d'un mouvement unanime et populaire, qu'"il y a beaucoup d'intellectuels", de ceci, de cela. Même s'il y a des intellectuels et qu'ils soient nombreux […], cela ne leur donne pas raison. Leur "intellectualisme", pourquoi ne leur a-t-il pas permis de chasser la dictature de Mobutu quand celle-ci mettait les gens à genoux jusqu'à leur faire avaler leurs défections. "Et vous vous en prenez maintenant aux héros qui ont chassé Mobutu pour que vous commenciez maintenant à vous prendre pour des héros".

Plus loin, Kabila évoque la question des Banyamulenge dont il prend la défense de la manière suivante :

"[…]. Les Banyamulenge ! Ils nous ont aidés, nous […]. Ne sont-ils pas des gens avec qui vous avez vécu, avec qui vous avez construit, etc. La dernière fois que je suis passé par là en mai 1996, chaque fois que je rencontrais une église bien construite, c'était celle de Banyamulenge. Les autres n'ont que de petites huttes ridicules comme s'ils n'aimaient pas leur pays. Je pense que tous ceux qui ici connaissent ces collines peuvent en témoigner. Je ne veux pas dire que toutes ces collines leur appartiennent à eux tout seuls ; il y a d'autres populations qui vivent par là. Ce que je voulais dire, c'est que la vie était normale par là et paisible entre les personnes qui y vivaient.

Il est nécessaire que vous les autorités, à différents échelons, vous sachiez identifier […] où se trouve le vrai danger. Le véritable danger et le plus grand est celui de nos compatriotes qui viennent s'acoquiner aux gens que nous avons battus et chassés parce qu'ils ne voulaient pas la fin du règne de Mobutu.

J'ai appris même que cette fameuse radio qui faisait du bruit – mes hommes m'envoyaient tous les jours des cassettes d'écoute –, j'ai appris donc qu'elle disait que moi, j'ai vendu le pays, que j'ai fait ceci, cela... Tout le monde suffisamment sensé sait très bien que c'est Mobutu qui a vendu le pays. Moi, je suis un combattant et je combats pour le droit et la liberté de mon pays […].

Et tout cela mes frères, cette situation d'accointances avec les Maï-Maï – et beaucoup d'autorités parmi vous leur fournissent de l'aide –, je pense qu'il est temps que cela cesse absolument. Hier j'ai voulu prendre une mesure d'une

gravité extrême. Nous n'allions même pas nous voir et être ensemble. Vous avez de la chance, car parmi les personnalités qui étaient avec moi, beaucoup m'ont conseillé d'y aller graduellement dans la résolution des problèmes.

Dans la suite du discours Kabila fait à nouveau état "qu'il sait tout", d'où les Maï-Maï reçoivent de l'aide, qu'il connaît le rôle de Caritas, du HCR, des ONG "qui s'occupent de faire passer des véhicules maï-maï, qui se réunissent […] comme aujourd'hui au moment où nous parlons, à cette heure".

Il y a beaucoup de preuves. Et pendant ce temps beaucoup de nouvelles viennent de Bukavu oh violation des droits de l'homme, oh Azhado, oh ceci, oh cela... Beaucoup d'organisations ici ! Toutes ces nouvelles viennent de qui ? Ce sont des filières d'information de ces gens-là.

[…] La mesure grave que j'ai voulu prendre hier, c'est la proclamation de l'état d'urgence et nommer un administrateur qui serait responsable de la cour martiale. Vous auriez 24 heures de couvre-feu et chaque maison serait fouillée pour chercher des preuves d'appartenance aux Maï-Maï et celui qui serait attrapé, serait fusillé sur place. C'est ça ! [souligné dans le texte] Le monde allait pleurer, mais ils me connaissent assez. Je suis dur ! […] Ce n'est plus avec deux cent mille hommes armés, bien équipés que "quelqu'un viendra s'amuser ici" (en français, dans le discours).

Je vous dis tout simplement de cesser. Je vous le dis à vous les autorités […]. Nous avons les moyens de montrer à tout le monde que nous sommes capables de mettre hors d'état de nuire tous ces Bahutu. Et le travail nous allons le laisser à nos troupes, à la police. L'armée que j'allais envoyer ici, les trente mille hommes qui devaient descendre ici, j'ai stoppé leur mouvement. Nous allons d'abord utiliser les troupes qui sont ici.

Pour terminer, Kabila déclare que l'état de guerre n'a pas encore été annulé, qu'il a des preuves d'une déstabilisation "par des puissances extérieures" et que s'il y a eu des plaintes et des doléances, c'est au pouvoir (local) "à défendre les droits". »

Source : Comité de solidarité pour le Congo-Kinshasa 1998 (26 février).

Dans cette affaire des Banyarwanda, Kabila se contente-t-il d'abord de protéger son pouvoir personnel, mais sans la maîtrise de sa complexité, comme l'avait fait jadis Mobutu ? Il s'agit là du point de départ d'une stratégie plus répressive. Deux jours après le discours de Kabila, le *mwami* Kabare, auquel Kabila a fait à deux reprises allusion dans son discours, et celui de Ngweshe sont arrêtés et transférés à Kinshasa le lendemain. Trois universitaires subissent le même sort, le 27 janvier, et sont transférés au CPR de Kinshasa. Il s'agit de Masu Ga Rugamika, recteur de l'Université libre des pays des Grands Lacs (ULPGL), d'Espoir Majagira Bulangalire, ancien recteur de l'Université évangélique en Afrique (UEA), et d'Augustin Babunga, chargé de cours à l'UEA. « Ils sont accusés, lit-on dans un communiqué reçu de Bukavu, d'être d'intelligence avec le mouvement de résistance interne, les Maï-Maï. Il apparaît qu'il s'agit de gens qui se sont permis de dire la vérité aux différentes autorités politico-administratives qui venaient parler de réconciliation[5] ».

Peu après ces arrestations, des perquisitions ont effectivement lieu à Bukavu et dans les cités avoisinantes pour rechercher et récupérer des armes. Dans la région d'Uvira et de Fizi, des négociations ont eu lieu avec les communautés bembe et la plupart des armes des milices ont pu être récupérées.

Le même 22 janvier 1998, à Kinshasa, la Commission constitutionnelle dirigée par Anicet Kashamura est confrontée à la question de la nationalité congolaise. Les thèses s'affrontent entre ceux qui soutiennent l'exclusivité de la nationalité congolaise aux seules tribus se trouvant à l'intérieur du territoire congolais au moment de la colonisation en 1885 et ceux (dont Déogratias Bugera) qui évoquent la « nationalité transfrontalière » intégrant les populations rwandaises venues par vagues successives au Congo, depuis les transplantés et les réfugiés jusqu'à aujourd'hui.

C'est dans la communauté banyarwanda/munyamulenge de Bukavu que l'on refusait de désarmer et que furent découvertes des caches d'armes, ce qui ne manqua pas d'entraîner des protestations au sein de cette communauté.

5. Ils furent relâchés le 13 avril, sans inculpation ni procès.

« L'opération de ramassage d'armes a été une occasion encore de semer la terreur [chez les Banyamulenge] et s'est effectuée dans des conditions inhumaines et particulièrement indignes eu égard à son caractère ethniste sélectif et brutal. À part les maisons des Banyamulenge, trop peu d'autres ont été perquisitionnées […]. Ailleurs, sauf chez ces "indésirables" [Banyamulenge] selon les militaires qui fouillaient, la saisie d'armes a été faite sans précipitation et dans le calme.

Par ailleurs, [dans] toute maison occupée par un Munyarwanda/Munyamulenge, l'opération s'est passée dans une brutalité d'une rare intensité. Les militaires qui étaient largués à base de critère ethnique ont bien réalisé leur mandat. Ils […] se présentaient en lingala : [il s'agit donc] des DSP [Division spéciale présidentielle, nom de l'ex-garde rapprochée de Mobutu] envoyés pour le "match retour". [Ceci] nous laisse […] croire que notre armée a été infiltrée par les Maï-Maï, comme l'a si bien dit récemment un chef coutumier de notre province.

Ils ont rançonné de l'argent, tiré les gens par le nez promettant que bientôt les conditions sont réunies pour couper ce long nez tutsi, indésirable en RDC et nous renvoyer chez Kagame. Ils ont insulté et battu indistinctement homme, femme et enfant […]. Ils ont déchiré les cartes d'identité comme à l'époque ignoble de Mobutu. »

Source : RDC, Communauté Banyamulenge 1998 : 3.

C'est cette opération de ramassage d'armes chez les Banyamulenge jointe à une décision de l'état-major de l'armée de muter les soldats banyamulenge dans d'autres garnisons du pays, qui déclencha un mois plus tard une mini-rébellion des « soldats tutsi congolais » de Bukavu. Selon des informations en provenance du milieu de la société civile de Bukavu, celle-ci se serait déroulée de la manière suivante :

Update « Alerte au Kivu »

« Le 23 [février] au soir, les Banyamulenge fortement armés se trouvant à Bukavu ont quitté la ville en direction d'Uvira. Ceci après l'interview de Müller Ruhimbika sur les antennes de la BBC [cf. biographie *supra*]. Le 24, ils avaient bloqué la route des escarpements qui va à Uvira au niveau de Nyangezi et les troupes congolaises à leur trousse s'étaient arrêtées à Nyangezi-Centre.

Le 25, ils étaient déjà dans la plaine et avaient bloqué la route d'Uvira par Bwegemera. Les troupes congolaises se sont arrêtées à Kamaniola. Les premières négociations ont eu lieu à Luvungi.

Aujourd'hui [le 2 mars], nous apprenons qu'à partir d'hier soir, les Banyamulenge sont montés sur leurs collines et leur quartier général est situé à Lemera. Ils sont en négociation avec James [Kabarebe], le chef d'état-major *a.i.* de l'armée congolaise, lui-même officier rwandais et ancien de l'armée ougandaise. Ce soir, le communiqué de la radio officielle a annoncé pour la première fois qu'un groupe de Banyamulenge ont proclamé la sécession.

La route Bukavu-Uvira est ouverte à la circulation et contrôlée par les Congolais et les Banyamulenge restés fidèles à Kabila depuis cet avant-midi. De Bukavu, nous apprenons aussi que des émissaires sont venus de Kinshasa. Et cet après-midi, Buyoya (le président du Burundi) a fait un va-et-vient entre Bujumbura et Kinshasa (le mercredi, les troupes burundaises étaient en alerte à la frontière).

Les réclamations des soldats banyamulenge sont entre autres les suivantes : ils refusent d'être envoyés ailleurs au Congo ; ils veulent une unité mono-ethnique et veulent rester au Kivu ; ils refusent que l'Administration procède à la mutation des agents banyamulenge travaillant au Kivu ; ils refusent de désarmer leur milice comme l'ont fait leurs voisins babembe (qui ont déposé 6000 armes à feu en signe de leur engagement pour la paix) ; ils s'opposent à la perquisition des militaires dans leurs maisons ; ils veulent que la zone de Fizi soit déclarée leur territoire et dirigée par des chefs banyamulenge (Source : interview des représentants des rebelles).

Désormais qu'ils ont élu domicile dans l'Itombwe (véritable bunker)[a] où depuis des mois les Banyamulenge stockent les armes lourdes et arment toutes les personnes y compris les femmes et les enfants. »

Source : Comité de solidarité avec le Congo-Kinshasa 1998 (2 mars).

a. Il s'agit de hauts plateaux difficiles d'accès et qui occupent la partie occidentale des territoires de Fizi et Uvira. Il s'agit du cœur du pays munyamulenge, là où les pasteurs tutsi congolais font paître leurs troupeaux.

La version donnée par un rapport des sages banyamulenge n'est pas différente du document ci-dessus. Elle met encore davantage l'accent sur l'impression qu'a la communauté munyarwanda/munyamulenge d'être physiquement menacée.

« Tout a commencé dans la nuit du lundi à mardi 24 février 1998 lorsque les militaires issus de l'ethnie banyamulenge ont vu la façon de les ranger selon les appartenances ethniques pour leur mutation […]. Une tribalisation exagérée de l'armée qui aurait, certes, comme conséquence la marginalisation ou l'élimination physique de la minorité […].

Nous résumons en peu de mots les principales causes de la fuite de ces militaires banyamulenge :

a) Ils ont été le fer de lance de la guerre de libération, mais aucun égard ne leur a été réservé et ils sont commandés par des ex-FAZ qui dirigent l'armée selon un principe de revanche et qui ne cessent de proclamer : "Vous nous avez battus au match aller, nous vous battrons au retour" [souligné dans le texte].

b) Leurs parents ont été massacrés avant la guerre, mais ce génocide n'a été d'aucune préoccupation du Gouvernement pour rendre justice, et au lieu d'arrêter les génocidaires, ils sont plutôt promus à des postes de responsabilité : cas de l'armée et de l'ANR.

c) Le retour des Congolais exilés par la guerre est organisé sauf les Tutsi et surtout ceux du Nord-Kivu[a].

d) Les mêmes discriminations envers le Tutsi d'avant la guerre ont repris avec les mêmes caractéristiques et plus de vigueur et (leurs enfants) assistent impuissamment aux exactions des ex-FAZ envers les Tutsi.

e) Pire encore, les ex-FAZ, acquises à la cause ethnique, organisent et exécutent un plan d'épuration ethnique contre la minorité dans l'armée […] pour en découdre définitivement et terminer le plan d'extinction des Tutsi comme prêche nuit et jour la Radio Patriote. »

Source : RDC, Sages banyamulenge 1988 : 5.

a. Il s'agit des Tutsi du territoire de Masisi dont les troupeaux ont été décimés en 1994.

Des négociations furent menées entre James Kabarebe (chef d'état-major *a.i.* des FAC) et les mutins par l'intermédiaire de huit sages banyamulenge.

« [Le vendredi 26 février], un tête-à-tête a été organisé entre le chef d'état-major et la délégation des militaires fuyards […] les accords conclus resteront sans effet pour deux principales raisons :

- l'inefficacité de la délégation, à son retour à Lemera, de convaincre leurs collègues restés [là-bas] ;
- la délégation s'est elle-même ravisée, apparemment sans autorité.

Le dimanche 1er mars : le chef d'état-major général décida de changer de stratégie pour dénouer pacifiquement la crise. […] Ainsi une forte délégation de la famille banyamulenge a été associée et dépêchée à Lemera pour la circonstance.

Après une nuit de discussions houleuses avec ces militaires en fuite, le lendemain, à 12 h, une ouverture et concession [ont lieu]. [Les militaires en fuite acceptent] de s'intégrer provisoirement dans la compagnie Yankee en attendant le dénouement total de la crise [et] de poursuivre les discussions à Bwegera avec les autorités militaires et les sages [banyamulenge] associés.

Mardi 3 mars à 15 h, début des discussions sous le baobab à Bwagera. Suspendues à 18 h 10 pour se poursuivre à Bukavu avec les délégués des militaires lésés. […] Après avoir évoqué leurs doléances où ils ont stigmatisé d'avoir fui à cause de l'insécurité due à leur discrimination ethnique, les [sages] ont demandé le pardon total [pour] ces militaires en fuite et devant toute la délégation, le chef d'état-major général a accordé sans condition et formalité due à la discipline du métier, le pardon et a pris pour gage l'Assemblée. »

Source : RDC, Sages banyamulenge 1988 : 3-4.

Les « révoltés » sont rentrés à Bukavu. En plus du pardon, les soldats banyamulenge obtiennent gain de cause puisqu'ils ne vont pas être déplacés et dispersés dans d'autres régions. Indépendamment de la question des soldats banyamulenge que le pouvoir de Kinshasa entend mettre au pas, au fil des semaines, la situation se dégrade dans le Sud-Kivu comme le laisse apparaître un rapport d'ONG datant du mois de mai 1998. À Bukavu et dans son hinterland immédiat, les tensions sont fortes et le rapport de mission de la société civile congolaise répertorie dans son rapport d'avril les doléances des associations et des populations locales.

« Le manque de sécurité [est] généralisé. La situation générale de la sécurité des biens et des personnes n'est pas propice à un travail sérieux. Une trop grande présence militaire dans certains milieux frustre la population et l'empêche de vaquer normalement à ses occupations. La population comme les animateurs de la [société civile] ont peur de poser des actes ou de dire des paroles qui peuvent être mal interprétées par les autorités de l'AFDL. De nombreux cas de violation des droits de l'homme sont donc tus.

Les associations ne peuvent dans certains cas entrer en contact avec leur public cible. [Certaines localités] sont pratiquement inaccessibles. [Des] jeunes filles ont dû fuir leurs villages pour se protéger des violences et des viols des

militaires qui y font n'importe quoi. Une [d'entre elles] a été déportée au Rwanda, violée et violentée : elle a été retrouvée quelques jours plus tard grâce aux pressions populaires, mais dans un état déplorable. Plusieurs associations sont amenées à ne travailler que dans la ville de Bukavu.

Les animateurs de la société civile se sentent traqués et sont obligés d'adopter un profil bas […]. Les conférences publiques, les grandes réunions de sensibilisation et les diverses autres rencontres qui faisaient la force des groupes populaires au Sud-Kivu sont difficiles à réaliser, car, à tout moment, l'autorité peut les taxer de politique […]. Plus de 76 animateurs ont fait au moins un jour de cachot.

Les exécutions sommaires, des tortures et des traitements inhumains sont signalés à Katana et à Kabare. Dans des lieux comme Kavumu et Kalonge, on a brûlé des localités entières. À Uvira, Kalonge et Bunyakiri, on a arrêté tous les hommes, particulièrement à Uvira où tous les hommes de plus de 12 ans ont été enfermés dans le stade de 5 h à 15 h 30. Ne sont sortis du stade que ceux que les chefs de quartier disaient reconnaître. On n'a pas de nouvelles des autres. À Songe et Luvungi, dans la plaine de la Ruzizi, la population a été emportée dans des containers pour une destination inconnue. À Ninja, un chef de localité, Bagambana, a été tabassé par des militaires jusqu'à en mourir pour n'avoir pas avoué à temps qu'il était chef de village. Des opérations de fouille dans des villages conduisent à la mort toutes les personnes qui détiennent des lances et des machettes, soi-disant que ce sont des armes de guerre.

Des opérations de militaires étrangers sont souvent signalées au kilomètre 4 à Bukavu, au kilomètre 8 et au kilomètre 12 en direction de Kavumu (aéroport) ; d'autres opèrent à Bunyakiri, Kalehe et Kalonge (au sud de Bukavu). »

Source : Rukengwa Bahizire 1998 : 5.

4.2.2. DANS LA PROVINCE DU NORD-KIVU

La situation sécuritaire y est plus précaire. Un rapport de l'Azadho fait état de nombreux cas de violences commises par une armée qui prend aveuglément sa revanche sur les attaques des milices maï-maï.

Nord-Kivu : les massacres continuent au nom de la guerre contre les Maï-Maï

« L'Azadho est profondément préoccupée par les informations qui confirment la poursuite dans la province du Nord-Kivu des massacres commis contre la population civile par l'armée AFDL sous le prétexte de lutte contre les combattants maï-maï. Depuis début décembre 1997, le territoire de Walikale, supposé héberger des rebelles maï-maï, est le théâtre d'opérations meurtrières menées par l'armée AFDL sous les ordres d'un officier dont la population, qui signale la cruauté de ses actes, ne connaît que le sobriquet de "Commandant Kagame-Homme-Fort".

Les informations sont que cet officier, à son arrivée au poste à Pinga, a convoqué le 3 décembre 1997 les chefs des cinq groupements locaux pour une réunion au cours de laquelle il a clairement fait savoir que la mission de ses troupes était d'exterminer la population considérée comme complice des Maï-Maï.

La première opération des troupes du "Commandant Kagame" a été effectuée le 10 décembre 1997 dans la localité de Mera, secteur Wanianga (Walikale). D'après les témoins, Mera a d'abord été encerclée par les soldats qui l'ont ensuite attaquée à l'artillerie lourde avant d'y faire leur entrée. Le nombre des morts n'est pas signalé, mais des sources parlent d'une dizaine de victimes, la majorité de la population ayant pu s'enfuir dans la forêt. Les soldats ont ensuite incendié la localité maison par maison, épargnant seulement la chapelle de l'église pentecôtiste, le bâtiment de l'école primaire et celui du centre de santé. Les soldats ont emporté un important butin composé de chèvres, d'huile de palme, de sacs de riz et de la volaille, appartenant aux paysans.

Après la localité de Mera, celle de Limangi a été attaquée le même jour avec les mêmes méthodes. C'est à Limangi qu'un incident a donné aux soldats l'occasion de déployer une rare cruauté. Un soldat étant décédé de mort naturelle, selon toute vraisemblance, les troupes ont attribué sa mort à des pratiques de sorcellerie de la population locale. La décision d'exécuter toutes les femmes célibataires considérées comme "cannibales" a alors été prise. Les localités de Misau, Maninge-Mirenge, Kaseke-Misoke et Rungoma ont été pillées par les soldats à la recherche de femmes célibataires […].

On signale que toutes ces conquêtes étaient accompagnées de pillages du bétail et des récoltes des paysans. Les témoignages sont qu'une centaine de personnes étaient affectées au transport du butin, dont plus de 30 chèvres, plusieurs dizaines de poules et canards, plus de 40 bidons d'huile de palme, un nombre incalculable de matelas mousse, beaucoup de régimes de bananes, des ustensiles de cuisine, d'après un rapport de l'Azadho/Nord-Kivu adressé au gouverneur de la province de 12 janvier 1998.

Le rapport de l'Azadho/Nord-Kivu signale aussi que du 1er au 8 décembre 1997, les militaires avaient arrêté les chefs Kibira-Bianja de Nsuka (Walikale), Jules Kabatama de Mweso (Masisi) et Mutaka de Kalembe (Masisi) au motif qu'ils détenaient illégalement des armes et sympathisaient avec les Maï-Maï. Les informations sont que ces chefs traditionnels ont été cruellement torturés pendant leur détention et qu'ils ont pu s'évader des cachots la veille de leur exécution publique prévue pour le 9 décembre. À leur place, un détenu dont le nom n'est pas signalé a été abattu.

Toutes ces informations sont rapportées au moment où des propos très durs proférés récemment à Bukavu par le Chef de l'État [L.D. Kabila] ainsi que des actions contre des notabilités locales indiquent clairement que le Gouvernement entend appliquer la manière forte dans la gestion des graves problèmes de cohabitation dans le Kivu.

L'Azadho exprime ses vives inquiétudes sur le fait que le Gouvernement semble déterminé à ne privilégier que l'option militaire dans la lutte contre la résistance maï-maï dans les Kivu.

L'Azadho attire l'attention sur le fait que la solution militaire, déjà privilégiée par le régime Mobutu, a montré ses limites et n'a surtout servi que de prétexte pour des exécutions sommaires, des actes de torture et de destruction aveugle commis contre les populations civiles et leurs biens. »

Source : Azadho, communiqué de presse, n° 005/98.

Dans les provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu, il devenait difficile d'identifier qui sont les Maï-Maï. Certains témoins rapportent que le plus souvent il ne s'agit que de règlements de compte locaux : tel chef hunde du Masisi recrute des jeunes pour empêcher des familles d'éleveurs tutsi de reprendre les terres de pâture ; tel autre veut se débarrasser d'un concurrent ou, encore, tel a organisé des bandes de voleurs de bétail que l'on appelle également « Maï-Maï ».

En résumé sur cette troisième phase dans la conquête de l'AFDL, outre les violences physiques sur les populations, il y a la nouvelle dimension économique imprimée : le rush des multinationales sur les mines de la RDC et la transformation de Kigali et Kampala en plaques tournantes du pillage des richesses et du trafic d'armes dans l'Est de la RDC qui est pourtant frappée d'embargo sur les armes. Contrairement au discours que le Rwanda, l'Ouganda ainsi que les *leaders* de l'AFDL ont laissé croire, les motivations économiques du conflit congolais étaient dominantes dès son déclenchement. En pleine guerre pour la conquête du pouvoir à Kinshasa, R. Block (1997 : 1, 5) tirait la sonnette d'alarme dans le *Wall Street Journal-Europe* : « *Taking sides: as Zaïre's war rages, foreign investors scramble for inroad. Mining firms want a piece of vast minerals wealth*. L'historien Joseph Ki-Zerbo précisa plus tard : « […] quand Laurent Désiré Kabila avançait vers Kinshasa, la capitale de ce qui devait devenir RDC, il était accompagné par de véritables meutes, par des groupes qui chacun flairait sa concession minière. [Le conflit en RDC fait partie de ces] guerres qui sont soutenues, appuyées, trafics d'armes y compris, par ces organisations et compagnies minières transnationales (qui parfois) n'hésitent pas à susciter des rébellions pour affaiblir le pays avec lequel elles négocient » (Ki-Zerbo 2003 : 48). Prévention du génocide des Banyamulenge/Tutsi, guerre civile, guerre de libération, sécurisation des frontières nationales, voilà des arguments qui étaient avancés pour masquer les enjeux économiques auxquels se mêlaient les enjeux géopolitiques. L'implication des multinationales dans la guerre au Congo et leur influence sur le Gouvernement de l'AFDL ont été très fortes. Leurs actions étaient teintées de rivalités en fonction de leurs origines nationales et des objectifs poursuivis. Ces rivalités entre les nouveaux conquistadors des marchés sont devenues évidentes dans la conclusion des contrats miniers léonins[6] qui rappellent l'ère des sociétés concessionnaires ou le système d'exploitation en régie de l'époque léopoldienne et sous la colonisation belge ; celles-ci ont déterminé la nature des relations qu'elles entretiennent avec le pouvoir de Kinshasa, Kigali, et Kampala. Ainsi, l'État AFDL allait disparaître sans réellement avoir été fonctionnel. Stanislas Bucyalimwe fait observer :

> « Le bilan [des] actions [du Gouvernement AFDL] est, en dehors de quelques cas isolés (ex. la réforme monétaire et la réintégration de l'espace monétaire kasaïen dans l'espace monétaire national), un échec cuisant. La reconstruction économique initiée par l'équipe qui contrôlait l'économie sous L.D. Kabila n'a pas dépassé le stade des consultations locales à travers le programme des conférences provinciales. Le travail de la Commission nationale de pacification instaurée pour les deux provinces du Sud-Kivu et du Nord-Kivu (septembre-novembre 1997) est resté limité aux enquêtes locales dont les rapports et recommandations n'ont

6. Cf. Lutundula Apala & Mupira 2005.

jamais eu de suite. La création de la Ligue intercommunautaire pour la Reconstruction du Nord-Kivu (LICOR) sous l'égide des hommes de Déogratias Bugera et ce, malgré l'application de la politique de répression dans les territoires de Nyiragongo, Masisi et Rutshuru par le Rwanda, le manque de compromis entre les Banyamulenge et les autres communautés du Sud-Kivu au sujet de la Conférence provinciale sur la reconstruction tenue en janvier 1998, et l'apparition du clivage entre certains Banyamulenge et les Tutsi rwandais occasionnée par la percée de ces derniers dans les rouages du pouvoir militaire et civil en RDC sont des signes évidents que, à l'intérieur du Kivu occupé, le Sud-Kivu, le Nord-Kivu, et même à l'intérieur de celui-ci, le petit nord et le grand nord étaient pris dans des dynamiques différentes. La constitution élaborée par la Commission dite Kashamura instituée par le décret-loi n° 037 du 22 octobre 1997 n'a jamais été examinée par le Parlement qui, du reste, ne fonctionnait pas : c'est le 11 août 2000 qu'un nouveau parlement fut créé et installé à Lubumbashi. Les tentatives de l'État-AFDL de reprendre le contrôle des moyens de télécommunications que l'État-MPR (Mouvement populaire de la Révolution) avait perdus en 1989 au profit de Télécel-Zaïre de Joseph Gatt et Miko Rwayitare n'ont pas été concluantes non plus. Les tentatives de restaurer l'autorité de Kinshasa dans les deux provinces du Sud-Kivu et du Nord-Kivu se sont heurtées à l'opposition farouche du Rwanda et de ses alliés du Kivu (camps Bugera et Masasu). Ce virage politique amorcé par la guerre d'agression aura été d'autant plus douloureux que les querelles intra-congolaises n'ont fait que profiter au Rwanda et à l'Ouganda » (Bucyalimwe Mararo 2006 : 267).

RÉFÉRENCES

Akeli, A. S.d. « Rapport sur la situation qui prévaut actuellement dans la province du Nord et du Sud-Kivu ». S.l.

Azadho. 1997 (novembre). *Droits de l'homme au Nord-Kivu. Une année d'administration AFDL : plus ça change, plus c'est la même chose. Rapport sur l'état des droits de l'homme au Nord-Kivu après une année d'administration par l'AFDL*. Kinshasa : Association de défense des droits de l'Homme au Congo.

Azadho. 1998. Communiqué de presse n° 005/98.

Block, R. 1997 (15 avril). « Taking sides: as Zaïre's war rages, foreign investors scramble for inroad. Mining firms want a piece of vast minerals wealth ». *The Wall Street Journal-Europe*.

Bucyalimwe Mararo, S. 2006. « L'Est de la République démocratique du Congo : dix ans entre la guerre et la paix (1996-2006) ». *L'Afrique des Grands Lacs. Annuaire 2206-2007*. Anvers/Paris : CERGL/L'Harmattan, pp. 261-285.

Campagne pour la paix (CPP). 1997 (novembre). *Gestion pacifique des conflits. Analyse de la situation sociale du Nord-Kivu*.

Castoriadis, C. 2000. *Le Monde morcelé*. Paris : Seuil.

Comité de solidarité avec le Congo-Kinshasa. 1997 (19 décembre). Document « Violence sur violence ? Les Maï-Maï à Bukavu ».

Comité de solidarité pour le Congo-Kinshasa. 1998 (26 février). *Discours de Kabila à Bukavu : État d'urgence.* Palerme. Texte traduit du swahili.

Comité de solidarité avec le Congo-Kinshasa. 1998 (2 mars). *Alerte au Kivu.* Palerme.

Comité du Nord-Kivu. 1997 (10 septembre). « Rapport adopté le 10 septembre 1997 ».

Comité du Sud-Kivu. 1997 (1er novembre). « Rapport adopté le 1er novembre 1997 ». Bukavu.

Commission de pacification. S.d. « Rapport ».

Commission de reconstruction du Nord-Kivu. 1998 (janvier). « Rapport final ». Goma.

de Villers, G. & Omasombo Tshonda, J. 1997. *Zaïre. La transition manquée (1990-1997)*. Paris/Bruxelles, L'Harmattan/CEDAF (coll. « Cahiers africains », n° 26-29).

de Villers, G. & Willame, J.-Cl. (en collaboration avec J. Omasombo Tshonda et E. Kennes). 1998. *RDC : chronique politique d'un entre-deux-guerres (octobre 1996-juillet 1998)*. Paris/Bruxelles, L'Harmattan/CEDAF-Institut africain (coll. « Cahiers africains », n° 35-36).

de Villers, G. 2016. « Régimes de violence dans l'histoire du Congo-Kinshasa ». In Marysse, S. & Omasombo Tshonda, J. (éd.). *Conjonctures congolaises 2015. Entre incertitudes politiques et transformation économique.* Paris/Tervuren : L'Harmattan/MRAC/CRE-AC (coll. « Cahiers africains », n° 87), pp. 67-86.

Kabuya Lumuna Sando, C. 1998. *Pouvoir et libertés : la transition au Congo-Zaïre*. Kinshasa : SECCo & IDC asbl.

Kennes, E. 2009. « Fin du cycle post-colonial au Katanga, RDC. Rébellions, sécession et leurs mémoires dans la dynamique des articulations entre l'État central et l'autonomie régionale 1960-2007 ». Thèse de doctorat en cotutelle, Université Laval, Québec et Université Paris I, Panthéon-Sorbonne, Paris.

Kennes, E. 2014. *Fin du cycle post-colonial au Katanga, RDC. Rébellions, sécession et leurs mémoires dans la dynamique des articulations entre l'État central et l'autonomie régionale 1960-2007*. Bruxelles : Éditions universitaires européennes.

Luhaka Losendjola, T. 2022 (mai). « Page d'histoire : relations RDC-Rwanda. Octobre 1990, le général Mahele et les militaires congolais interviennent au Rwanda ». Émission TV. Kinshasa.
Lutundula Apala, Ch. & Mupira, M.I. 2005 (26 juin). « Rapport des travaux de la Commission spéciale de l'Assemblée nationale chargée de l'examen de la validité des conventions à caractère économique et financier conclues pendant les guerres de 1996-1997 et 1998-2003 ». Kinshasa.
Michel, Th. 2021. *L'Empire du silence*. Film documentaire.
Mugangu Matabaro, S. (éd.). 2003. *Les Droits de l'homme dans la région des Grands Lacs. Réalité et illusions*, Louvain-la-Neuve : Bruylant-Academia.
Muyengo Mulombe, S. J. (Mgr). 2022. *Au pays des crimes et des martyrs. Mgr Christophe Munzihirwa, 25 ans après : un sacrifice pour rien ?* Pineto (TE) : Cose d'Afrique editione.
Ntwali Iragi, V. 2021. *Limitation des mandats présidentiels en Afrique. Genèse, évolution et défis dans la région des Grands Lacs africains*. Paris : Connaissances et Savoirs.
Ntwali Iragi, V. 2023. « Mouvements d'auto-défense maï-maï, défense de l'intégrité territoriale et formation d'une armée républicaine en République démocratique du Congo ». In S. Mişcoiu, J.-M. De Waele & A. Bianca Urs (éd.), *Maquisards, rebelles, insurgés... politiques. Le devenir des chefs de guerre africains*. Cluj-Napoca : Casa Cărții de Știință, pp. 184-205.
Péan, P. 2010. *Carnages. Les guerres secrètes des grandes puissances en Afrique*. Paris : Fayard.
RDC, Sages banyamulenge. 1988 (9 mars). « Rapport sur le dénouement de la crise au sein des Forces armées congolaises (FAC) au Sud-Kivu : la part des sages banyamlulenge ». Note au Président de la République. Bukavu.
RDC, Communauté banyamulenge. 1998 (24 février). « Mémorandum à Son Excellence le Président de la République démocratique du Congo à Kinshasa eu égard à la situation sécuritaire qui prévaut au Sud-Kivu ». Bukavu.
RDC, Province du Sud-Kivu. 1998 (9 janvier). « Rapport final de la Conférence provinciale sur la reconstruction tenue à Bukavu au lycée Wima, du 4 au 9 janvier 1998 ». Bukavu.
Reyntjens, F. 1999. *La Guerre des Grands Lacs*. Paris : L'Harmattan.
Rukengwa Bahizire, P. 1998 (mai). « Rapport de mission effectuée du 17 au 29 avril 1998 ». Bukavu : Mission du secrétariat technique de la société civile du Sud-Kivu.
Société civile (Sud-Kivu-Zaïre) & Groupe Jérémie. 1997 (mars ?). *Pour une paix durable dans la région Est du Zaïre.* Bukavu (Sud-Kivu).
Soudan, F. *Jeune-Afrique* 1928-1929, articles du 16/12/1997 au 5/1/1998.
Stearns, J.K. 2012. *Dancing in the Glory of Monsters. The Colapse of the Congo and the Great War of Africa.* New York : Public Affairs.
United Nations, Department of Humanitarian Affairs, Integrated Regional Information Network. 1997 (18 décembre). *IRIN Update on Uvira Zone, South Kivu, DRC.*
United Nations (UN), Office of the Coordination of Humanitarian Affairs. 1998 (26 février). *IRIN Report on the Influence of Hate Media.*
Weiss, H. & Verhaegen, B. (éd.). 1986. *Les Rébellions dans l'Est du Zaïre*. Bruxelles : CEDAF (coll. « Les Cahiers du CEDAF », n° 7-8).
Willame J.-Cl. 1997. *Banyarwanda et Banyamulenge. Violences ethniques et gestion de l'identitaire au Kivu*. Paris/Bruxelles : L'Harmattan/Institut africain-CEDAF (coll. « Cahiers africains », n° 25).

Archives MRAC

- Compte rendu d'une réunion tenue à Louvain-la-Neuve. 1997 (22 avril).
- « Rapport sur une visite à Bukavu », août 1997, document non signé, septembre 1997.
- « Les Tueries », document non signé, septembre 1997.
- Goma/Bukavu, témoignage direct, janvier 1997.
- « Le Plan de la colonisation tutsi au Kivu et Région centrale de l'Afrique ». S.d. Traduit de l'anglais par Sebishwi Mugabo Ayad, 31 mars 1980.
- « Message pour G. N. », CCFD, Paris, 12 novembre 1996

CHAPITRE 4

RCD : LE NOUVEAU FORCING POUR GAGNER CE QUI N'A PAS ÉTÉ OBTENU AVEC L'AFDL

Entre la guerre de l'Alliance des Forces démocratiques pour la libération (AFDL) de 1996-1997 et celle, plus longue, du Rassemblement congolais pour la démocratie (RCD) ouverte en août 1998, s'il y a une même base d'appui, il y a eu une évolution de stratégie, que Jason Stearns décrit ainsi :

> « Lorsque le Gouvernement rwandais se brouilla avec Kabila en 1998, il lança une nouvelle rébellion, mais en recourant à une stratégie différente au Nord-Kivu. Cette fois-ci, en effet, il tenta de séduire des *leaders* de premier plan de la communauté hutu congolaise dans l'espoir de les dissocier des Hutu rwandais en exil, et plus particulièrement des "génocidaires" (auteurs du génocide au Rwanda) et des militaires fidèles à l'ancien régime rwandais, qui restaient bien déterminés à se battre pour regagner le pouvoir. Cette rébellion, appelée Rassemblement congolais pour la démocratie (RCD), entraîna les Kivu dans une campagne implacable de contre-insurrection, le RCD et les troupes rwandaises réprimant sévèrement les FDLR et les milices maï-maï alliées à Kinshasa.
>
> Si les communautés hutu et tutsi formaient le pilier de l'alliance soutenue par le Rwanda, notamment au Nord-Kivu, des tensions entre l'armée rwandaise et des officiers "tutsi congolais" se firent également jour à cette époque. Ces différends portaient sur la question de l'identité : le Gouvernement rwandais considérait ces "Tutsi congolais" comme faisant partie de son armée puisqu'il les avait formés et préparés, tandis que de nombreux officiers déclaraient s'être battus dans l'armée rwandaise dans le seul but de libérer le Congo. Un *leader* de l'ex-CNDP (cf. *infra*) s'est souvenu d'un discours prononcé à cette époque par son commandant rwandais : Il nous a dit "Nous sommes tous Rwandais. Un Tutsi congolais, ça n'existe pas". Et il nous a ordonné de retourner au Rwanda. Nous avons refusé et nous en avons souffert.
>
> L'origine de ces tensions est bien spécifique. Un exemple particulièrement frappant fut celui de la mutinerie de Murekezi en mai 1997, à la fin de la Première Guerre du Congo. Une fois le président Mobutu renversé, le Rwanda décida de retirer ses troupes de la RDC, encourageant les Tutsi congolais du Nord-Kivu ainsi que du Sud-Kivu à les accompagner. Ces appels éveillèrent les soupçons de la communauté tutsi congolaise qui, bien que souvent tributaire de la protection du Rwanda, était également farouchement indépendante. Une mutinerie éclata, menée par le lieutenant Murekezi, un Tutsi de Masisi, qui s'opposait à tout départ vers le Rwanda. À noter que de nombreux individus qui deviendraient par la suite des officiers du CNDP et du M23 participaient à cette mutinerie ou, du moins, lui furent favorables, dont Christian Pay-Pay, Faustin Muhindo, Baudouin Ngaruye, Claude Micho et Wilson Nsengiyumva.
>
> L'épreuve de force prit fin lorsqu'à l'occasion d'une assemblée militaire à Goma début novembre 1997, le commandant rwandais responsable tua Murekezi d'une balle dans la tête et ordonna aux soldats rwandais de tirer et de réunir les autres mutins. Plusieurs autres personnes furent tuées ou blessées, et les survivants furent ligotés et jetés dans un camion. On les emmena au Rwanda, où nombre d'entre eux furent emprisonnés sur l'île d'Iwawa avant d'être redéployés vers la RDC, rétrogradés et démoralisés.
>
> Cette mutinerie fit apparaître des tensions entre les officiers tutsi congolais et l'armée rwandaise. "C'est compliqué", déclara l'un des mutins. "Nous avons des problèmes avec eux, mais en fin de compte nous sommes tous tutsi, et les Congolais nous détestent. Que pouvons-nous faire ?" » (Stearns 2012b : 15).

Stanilsas Bucyalimwe Mararo ajoute d'autres éléments : « C'est au cours de cette seconde phase de la guerre (dirigée officiellement contre leur ancien allié, L.D. Kabila) que le Rwanda et l'Ouganda ont élaboré des stratégies à long terme dans lesquelles ils recourent à la fois à la force et la pénétration douce et forte en RDC ; ces deux modes d'opération s'effectuent à travers des sous-traitances congolaises qu'on appelle par euphémisme « leurs alliés congolais ». C'est ici que la théorie du *soft power* entre en jeu. Celle-ci est associée à un nom, celui de Joseph Nye de l'Université Harvard (États-Unis). Pour lui, « l'Amérique (États-Unis) ne règne pas seulement ou principalement par les armes, mais par ses valeurs, ses institutions et sa culture » (Todd 2002 : 15[1]). Cette théorie ne s'applique pas comme telle au Rwanda qui n'aura légué que l'esprit de la violence, les intrigues et problèmes internes à la région ; toutefois, on peut trouver un parallélisme avec la théorie du *soft power* dans les moyens non militaires auxquels les dirigeants rwandais et, dans une moindre mesure, ceux de l'Ouganda, recourent depuis ce temps pour continuer à dicter leur loi en RDC » (Bucyalimwe Mararo 2006 : 268).

1. L'IDENTITÉ DES BANYARWANDA : SUJET D'UNE NOUVELLE GUERRE AU CONGO

Après que Mobutu eut été chassé du pouvoir puis qu'il fut décédé quelques mois après son exil au Maroc, le régime Kabila, largement inféodé aux Banyarwanda soutenus par le pouvoir rwandais, qui avait amené sur le sol congolais nombre de ses hommes, ne parvenait toujours pas à asseoir – à faire accepter – la présence de ceux-ci. D'ailleurs, en mai 1998, Paul Kabongo[2] – qui fut le premier chef de la Sûreté de l'AFDL (jusqu'à septembre 1997) – opposa un démenti ambigu à l'existence d'un accord secret, en déclarant : « Il ne faut pas confondre des accords d'intention avec des accords définitifs. Un mouvement qui mène une guerre peut signer des accords d'intention, mais ceux-ci doivent être ratifiés lorsque ce mouvement exerce effectivement le pouvoir d'État » (*Le Potentiel*, 27/05/1998).

Il convient de se rappeler que le pouvoir rwandais voulait tout régenter à travers les textes mettant en place l'AFDL. Déjà en novembre 1996, il était dit que le Conseil exécutif du mouvement rebelle était placé sous la direction du président de l'Alliance, qui devait être lui-même élu par le Conseil d'alliance. On ne sait pas dans quelle mesure ce conseil a été constitué. Laurent Désiré Kabila s'était imposé comme président et chef des forces armées à la suite d'un jeu de forces et de tractations resté secret, mais dans lequel les alliés rwandais semblaient avoir pesé d'un poids décisif, surmontant les oppositions ou réticences provenant des milieux banyamulenge et d'un homme comme Kisase Ngandu. Aucun texte n'était venu officialiser cette prise de pouvoir. « (Je suis) en quelque sorte le président de l'Alliance », devait simplement déclarer L.D. Kabila en recevant à Goma en novembre 1996 la presse internationale (Le Guilledoux 1996). Mais André Kisase Ngandu fut assassiné en janvier 1997. Selon la version de l'Alliance, il avait été tué par des Maï-Maï, ces jeunes rebelles issus des communautés dites « autochtones » du Nord-Kivu, entrés en action depuis la fin 1994 dans un contexte d'affrontements interethniques, de désorganisation sociale et d'appauvrissement. Une autre version impute à la composante tutsi de l'Alliance et à L.D. Kabila la responsabilité de la mort du commandant Kisase, qui s'opposait aux exactions que les soldats tutsi rwandais et « congolais » commettaient déjà sur les populations ; il aurait souhaité voir l'AFDL arrêter sa collaboration avec certains partenaires[3].

Pour justifier ou récuser la nouvelle guerre ouverte en août 1998, on entendit divers justificatifs parfois contradictoires. Les mobiles de la guerre du RCD-Goma étaient, certes, multiples ; mais ils restaient aussi controversés selon les camps. Récapitulons. On l'a vu, dans les accords de Lemera, la question de la nationalité des Banyamulenge, en particulier, et des Banyarwanda, en général, était un but essentiel de l'AFDL ; ces populations s'étaient opposées même à la CNS parce qu'elle avait qualifié les Banyamulenge d'étrangers ou de citoyens à nationalité douteuse. À présent, contre Kabila devenu chef de l'État congolais, ceux qui allaient s'engager dans la rébellion du RCD-Goma mettaient l'accent sur la contestation du

1. Les théories de Joseph Nye sont détaillées dans Todd 2002 ; 33-98.

2. Luba du Kasaï-Oriental exilé en Europe sous le régime Mobutu, en relation avec L.D. Kabila depuis des années.

3. Cf. le témoignage sous un nom d'emprunt publié dans *Le Soft International* du 01/09/1997.

nouveau pouvoir dictatorial de Kinshasa (Amaco 1998 : 392) et, ajoutaient une autre cause d'une nouvelle guerre : l'ingratitude de Laurent Désiré Kabila face à ses alliés rwandais et ougandais qui l'avaient porté au pouvoir à Kinshasa en mai 1997, et dont il avait décidé de se débarrasser en date du 27 juillet 1998 (cf. *infra*). Les détracteurs de Kabila l'accusèrent de bien des maux, dont le retour en force de la répression des forces démocratiques au profit de la seule AFDL, des massacres, des emprisonnements politiques, l'oubli des résolutions prises par la CNS (RCD-Goma, Déclaration à la RTNC, le 16 août 1998).

Dans un point de presse qu'il tint à Kinshasa en août 1998 pour expliquer les raisons de la « guerre du RCD », L.D. Kabila désigna les Banyarwanda comme n'étant pas des Congolais. Résumons son discours, qui mélange récit d'un drame et comédie amusante : « J'ai demandé à l'armée rwandaise [avec James Kabarebe, nommé chef d'état-major de l'armée congolaise] qui nous a aidé pour chasser Mobutu de partir. Mais mon ministre d'État délégué à la présidence [Déogratias Bugera] et mon ministre des Affaires étrangères [Bizimana Karahamuheto[4]] qui se disaient congolais qui disparaissent avec celle-ci. J'avais cru qu'ils étaient congolais, mais voilà qu'ils montrent ce qu'ils étaient réellement. Après le coup d'État qui avait échoué le 2 août, on a découvert des documents qui montrent que Kagame dirigeait ces gens-là pour que les Tutsi prennent la direction de ce grand pays qui n'est pas le leur. Ce pays ne leur appartient pas. »

Lorsqu'éclata la nouvelle guerre, Philémon Mukendi[5] publia à Kinshasa dans le journal *La Référence Plus* du 16 septembre 1998 une interview dans laquelle il soutenait que les Banyarwanda constituaient au Congo une population entièrement allochtone ; leur installation dans le pays, dit-il, est le résultat d'une part de transplantations réalisées par le colonisateur belge, d'autre part des mouvements d'exode connus par le Rwanda ces dernières décennies. Ces allochtones ne se seraient jamais intégrés à la société d'accueil : « Ces populations recevaient des terres au mépris des règles traditionnelles requises dans ce domaine, elles méconnaissaient l'autorité des chefs locaux, transposaient en terre congolaise non seulement leur régime pastoral avec ses conséquences sur l'activité agricole locale, mais aussi leurs meurtriers clivages ethniques. » Favorisés par le régime Mobutu, ces immigrés allaient acquérir une position « hégémonique » au Kivu et puissante à l'échelle du pays, tout en restant fidèles à leur pays d'origine. « Plutôt que d'être une communauté intégrée et loyale à la société d'accueil, les immigrés rwandais […] ont donc constitué une diaspora hégémonique qui se voulait d'abord loyale envers sa société d'origine : l'enrôlement des Banyarwanda dans les troupes du FPR [Front patriotique rwandais] et leur participation à l'effort de guerre de ce dernier en sont des signes sans ambiguïté. » Ayant participé à la guerre de « libération » de 1996-1997, « sous le motif déclaré de recouvrer sa nationalité congolaise », cette communauté, en dépit de la politique « humaniste » et « progressiste » adoptée à son égard par le nouveau régime en matière de nationalité[6], demeura une diaspora conquérante et dominatrice. En témoigne en particulier le comportement de ses soldats : « ces prétendus partisans de la libération nationale [ont] continué à se comporter comme une bande à part au sein de l'armée, refusant de s'intégrer aux autres troupes à travers le pays ». Aujourd'hui, le phénomène de « l'auto-exclusion des Banyarwanda de l'espace national » se manifeste avec un « éclat particulier » : ne sont-ils pas en effet, affirme encore Philémon Mukendi, la « tête de pont d'une politique expansionniste » poursuivie par les régimes rwandais et ougandais ?

Il y a plusieurs réalités mêlées dans ses allégations qui, sans être fausses en soi, sont présentées de manière opportuniste, voire confuse. Puisant dans les appétits du pouvoir et des richesses des nombreux acteurs qui allaient se lier puis s'opposer, il y avait parmi les enjeux majeurs qui conduisirent à cette guerre l'insuffisance des dividendes récoltés par rapport à ce que Kigali et Kampala entendaient ramener

4. Jusqu'à cette date, en RDC, ils étaient appelés officiellement Bizima Karaha, James Kabare… C'est à cette occasion que Laurent Désiré Kabila, dans un effet comique, accentua l'accent kinyarwandais et révéla l'écriture correcte de ces noms, tels qu'ils sont orthographiés dans ce texte.

5. Il était à ce moment chef de cabinet de Didier Mumengi, ministre de l'Information.

6. Mukendi laisse ainsi entendre que le régime aurait « libéralisé » la définition de la nationalité congolaise ; il fait sans doute allusion aux dispositions contenues dans un avant-projet de constitution (*Chronique I*, p. 189), « oubliant » qu'il ne s'agit que d'un avant-projet.

de leur engagement dans la guerre de l'AFDL de 1996-1997. Dorénavant la sécurité du Rwanda, jadis considérée comme une priorité, passa au second plan. Et l'acquisition de la nationalité congolaise des Banyarwanda était jusque-là sans issue. Le désaveu de certains milieux politiques occidentaux vis-à-vis de la gouvernance de L.D. Kabila ne fut pas négligeable dans l'éclosion du RCD-Goma (Bahindwa 2000 : 30).

Pour toutes ces raisons donc, Laurent Désiré Kabila ne paraissait plus être l'homme souhaité pour atteindre les principaux objectifs des accords de Lemera d'octobre 1996 ; il devait donc être écarté du pouvoir. Après qu'il eut été assassiné, en janvier 2001, James Kabarebe (devenu chef d'état-major adjoint de l'armée rwandaise) affirma, lorsqu'il vit Joseph Kabila lui succéder : « Joseph est différent de son père. Autant Laurent Désiré était fourbe, autant le fils est timide. Il est incapable de regarder les gens en face. Je n'ai jamais perçu chez lui une quelconque aptitude au commandement. Son père ne lui a pas fait un cadeau en lui léguant un entourage machiavélique. Ils le connaissent tous, savent tout de ses faiblesses » (interview à *Jeune Afrique-L'Intelligent*, 29/04/2002). Ce jugement assez partagé au début de la succession allait être dépassé, car le fils avait su d'abord « aménager » puis « profondément dominer » la cour laissée par son père. Ce qui fit qu'il garda le pouvoir jusqu'aux élections de 2018.

2. UNE NOUVELLE RÉBELLION CRÉÉE PAR LE RWANDA VOULUT CHASSER L.D. KABILA DU POUVOIR À KINSHASA

Comparée à celle de l'AFDL, la rébellion du Rassemblement congolais pour la démocratie ne partit pas du Kivu, même si c'est bien là qu'elle allait s'installer rapidement et, surtout, durablement.

2.1. UNE NOUVELLE RÉBELLION/INVASION

Un communiqué du 27 juillet 1998 annonce au peuple congolais que le chef de l'État L.D. Kabila a décidé de mettre fin, à dater du jour même, « à la présence des militaires rwandais qui nous ont assistés pendant la période de la libération de notre pays ». Le texte se poursuit par des remerciements adressés à « tout le peuple rwandais [pour] la solidarité qu'il nous a témoignée jusque-là » ; il se termine ainsi : « Ceci marque la fin de la présence de toute force militaire étrangère dans notre pays » (de Villers & Willame 1998 : 171). L'histoire vient de changer de sens. Ainsi se termine le temps où Kabila, défendant la cause des Banyarwanda, s'opposait aux Maï-Maï. Dorénavant, ceux-ci vont passer pour des patriotes luttant contre l'occupation étrangère !

En fait, cette décision va déboucher sur une forme de réédition de la rébellion/invasion de l'AFDL qui avait porté au pouvoir Laurent Désiré Kabila, quinze mois plus tôt. En dépit de l'opposition flagrante des deux mouvements, dont les parrains et premiers alliés d'hier, qui, aujourd'hui, se rebellent contre Kabila et agressent la RDC qu'il gouverne, ce sont les mêmes « Tutsi congolais et rwandais » qui constituent les instigateurs d'une rébellion qui prend rapidement la forme d'une invasion du pays par le Rwanda, invasion concertée avec l'Ouganda et bientôt épaulée par lui.

En décidant le renvoi de ceux qu'il appelle aussi les « coopérants » militaires étrangers, Kabila dit prévenir une conjuration ourdie par la composante tutsi du pouvoir et par ses « complices » extérieurs. C'est la thèse de Kinshasa, mais aussi le point de vue d'observateurs comme Colette Braeckman (1999 : 347). L'envenimement de la compétition pour le pouvoir et ses ressources tant au sein du régime Kabila qu'entre celui-ci et ses « alliés », la non-résolution des problèmes de sécurité éprouvés par le Rwanda et l'Ouganda[7] en même temps que des ambitions géopolitiques et des appétits économiques de ceux-ci (ambitions et appétits que le pouvoir brouillon et « ingrat » installé à Kinshasa gênait de plus en plus) suggèrent que l'idée d'un coup d'État contre Kabila était, depuis un certain temps déjà, dans l'esprit des dirigeants de Kigali comme de Kampala[8]. Vraisemblablement, celui-ci était dans une phase active de préparation, et sous la forme d'une invasion militaire. Le 11 juillet 1998, James Kabarebe perd son poste de chef d'état-major général des Forces armées congolaises (FAC) et est remplacé par Célestin Kifwa (apparenté à Pierre Mulele) ;

7. Voir notamment Reyntjens 1999 : 272-283.

8. Des observateurs, se référant à des sources d'information non spécifiées, évoquent un processus de concertation entre « alliés » en vue de se débarrasser du président Kabila. G. Prunier écrit : « Il est probable qu'au printemps 1998 le général Kagame parvint à convaincre son allié ougandais de l'impossibilité de traiter avec Kabila et de la nécessité de le renverser » (Prunier 1999 : 43-59).

il devient conseiller spécial auprès de l'état-major général. Dès cet instant, tous les signes montraient au Rwanda qu'il était temps d'agir[9]. La rapidité avec laquelle l'armée rwandaise réalisera une opération aéroportée sur le Bas-Congo vient étayer cette hypothèse. Selon des sources militaires occidentales, lors de cette opération, les Rwandais ont récupéré des stocks d'armes cachés à Moanda et Boma.

Après le refus des autorités congolaises de permettre aux enquêteurs de l'ONU de procéder aux investigations sur les présumés massacres de réfugiés hutu par l'armée rwandaise à Mbandaka, Laurent Désiré Kabila s'obstine encore à couvrir son partenaire, devenu pourtant encombrant[10]. Le 14 juillet, le Conseil de sécurité demande « aux pays accusés » de mener leurs propres enquêtes et de lui réserver un rapport. Le 18 juillet, James Kabarebe est nommé conseiller militaire auprès de l'état-major des FAC ; mais il boude son nouveau poste, entraînant une dégradation profonde de ses rapports avec le chef de l'État. Le 27 juillet, au retour d'une visite officielle à Cuba, L.D. Kabila annonce par un communiqué du commandant Kokolo, directeur du cabinet de la Défense, qu'il vient de mettre fin à la présence des militaires rwandais ayant assisté ce peuple pendant la période de la libération du pays. Cette mesure concerne tous les officiers et soldats rwandais, ainsi que tous les autres militaires ougandais qui avaient assisté les troupes de l'AFDL. À Kinshasa, une vive tension est perceptible entre les troupes congolaises et les unités contrôlées par les Tutsi banyamulenge (Banyaku 2000 : 267).

Le 28 juillet 1998, Gaëtan Kakudji et Pierre Gerty, respectivement ministre d'État chargé de l'Intérieur et directeur de l'Opération pour la région des Grands Lacs signent un protocole d'accord pour la recherche de solutions communes aux problèmes des réfugiés et des rapatriés sur le territoire de la RDC. Et ce même jour, Kabila s'entretient au Palais de la Nation avec les cadres de commandement des FAC sur la situation de l'Alliance avec les Rwandais. Il est fait état d'une adhésion objective et conjoncturelle avec les Rwandais pour le renversement de l'ancien régime. En aucun cas, dira-t-il, il n'a été question d'une quelconque hypothèque de notre souveraineté nationale ou de notre intégrité territoriale. Dès ce moment-là, les Rwandais et les Banyarwanda n'attendront plus rien de lui.

C'est le 29 juillet que commence l'opération d'évacuation des alliés de la veille, désormais indésirables. James Kabarebe est le premier à quitter Kinshasa, avec 600 militaires rwandais. « Les appartements et maisons du centre huppé de la Gombe sont vidés de force et leurs occupants (tutsi) sont amenés *manu militari* à l'aéroport international de N'djili pour embarquement immédiat. Destination Kigali. Au cours de cette opération musclée, un énorme dispositif de sécurité est déployé dans la capitale congolaise. Les éléments de la Police militaire (PM) ainsi que ceux de la Police d'intervention rapide (PIR) couvrent tous les points névralgiques de Kinshasa » (*Africa Information and Publishing Service*, Washington, 29/07/1998).

La décision est censée ne concerner que les « coopérants » militaires, en particulier rwandais, mais elle n'est pas perçue comme telle, et la panique gagne immédiatement les « communautés » auxquelles ils appartiennent ainsi que les « Tutsi congolais ». « Cette décision a généré une panique générale parmi les communautés rwandaise, burundaise et ougandaise de la RDC. Une dizaine de Banyamulenge, les Tutsi congolais d'origine rwandaise, ont traversé mardi et mercredi [c'est-à-dire le 28 et le 29] le fleuve Congo pour se réfugier momentanément à Brazzaville » (AFP 29/07/1998). En fait, nombre de Tutsi occupant des postes importants (parmi lesquels Bizimana Karahamuheto et Déogratias Bugera) avaient anticipé les événements en quittant le pays avec leurs familles, et cela dès avant la décision du 27 juillet 1998[11].

9. Lors d'une réunion de la société civile tenue au Centre catholique Nganda (Kinshasa) en octobre 1998, le général Kalume, à cette date commandant du Service national en même temps que vice-ministre de la Défense, a « révélé » qu'un complot avait été monté par Kigali et Kampala sous la coordination de James Kabarebe : un coup d'État devait avoir lieu au retour du séjour effectué à Cuba (24 et 25 juillet) par le président Kabila (*The Post*, périodique kinois, 12/10/1999).

10. Lors de sa rencontre le 30 octobre 1998 à Kinshasa avec Suzan Rice (secrétaire d'État adjointe aux Affaires américaines), L.D. Kabila désigne comme auteur des massacres des réfugiés hutu l'armée rwandaise et son pouvoir de Kigali.

11. Après avoir clandestinement quitté Kinshasa, c'est le 30 juillet 1998 que Déogratias Bugera, ancien secrétaire général de l'AFDL nommé récemment ministre d'État à la présidence, arrive à Bruxelles. Le même jour, Bizimana Karahamuheto, ministre des Affaires étrangères en mission officielle à Maputo, se retrouve en Afrique du Sud, à partir d'où il regagne Goma.

Encore hésitante dans son jugement sur les changements intervenus depuis mai 1997, mais nécessairement déçue dans ses aspirations, du fait d'une situation économique et sociale toujours catastrophique, l'opinion congolaise se range derrière son président et interprète la mesure qu'il a prise. « Dans l'opinion intérieure en RDC, d'une manière générale, jamais l'unanimité n'a été observée au point que même le principe selon lequel l'exception confirme la règle s'est vu rabrouer. […] Allant au-delà de la décision présidentielle, les Congolais songent déjà au départ des civils rwandais alors que cet aspect n'a pas été évoqué officiellement » (Manduakila, *Le Forum des As*, 30/07/1998). Et le journaliste poursuit : « Les Congolais envisagent le départ de tous ceux qu'ils qualifient de Rwandais. Disons clairement les choses à ce sujet : très peu de Congolais nous ont donné l'impression hier de faire la différence entre les Rwandais connus officiellement et ceux qui leur ressemblent. Il faudra, dès lors, craindre qu'une chasse même non déclarée s'ouvre contre tous ceux qui sont qualifiés dans l'opinion, à tort ou à raison, de Rwandais. Car, dans certaines communes, on risque d'enregistrer dans les jours qui viennent des incidents malheureux du genre déjà vécus autrefois à Kinshasa. »

Les 2 et 3 août 1998, la rébellion des soldats bannis se déclenche simultanément à Kinshasa, à Kisangani, à Kindu et au Kivu. Dans cette dernière région, elle est d'emblée appuyée et encadrée par des forces rwandaises qui franchissent la frontière et aussi, semble-t-il, par des troupes rwandaises qui étaient déjà en opération au Kivu où Kigali, de son propre chef, les avait envoyées combattre les rebelles hutu (Interahamwe et soldats de l'ex-armée d'Habyarimana).

À Kinshasa :

- 2-3 août : « les militaires rwandais venus du Bas-Congo, en partance pour Kigali, provoquent des troubles à l'aérogare centrale de Kinshasa. Les militaires congolais banyamulenge prennent en relais cette mutinerie et tentent de contrôler le camp Tshatshi. Les troupes d'élite des FAC lancent l'assaut contre les mutins et les délogent. Les mutins se réfugient dans la frontière ouest de la ville, en fuite au Bas-Congo. Le même jour, la presse locale et plus précisément *Le Palmarès* fait état d'une visite en Israël du vice-président rwandais et ministre de la Défense, M. Paul Kagame, à l'occasion de l'inauguration d'un mémorial destiné aux juifs, victimes du génocide. Dans son entretien avec les journalistes, il explique la guerre de l'Est comme "une tentative d'élimination des Tutsi congolais appelés Banyamulenge de tout l'Est du Congo par les extrémistes hutu réfugiés dans ce pays. Ils chercheraient ainsi à disposer d'une base propre au Kivu, avant de revenir au Rwanda éliminer les survivants de leur premier génocide. Pour leur empêcher de disposer de cette base arrière, les Tutsi banyamulenge veulent contrôler des bandes de territoires à l'Est de la RDC. Donc la préoccupation du Rwanda n'est pas d'avoir une zone tampon au Kivu, mais de ne pas avoir des milices génocidaires hutu du tout au Kivu et partout ailleurs au Congo" » (Banyaku 2000 : 268).
« Selon un responsable du ministère de la Défense, plus de 1000 soldats tutsi rwandais ont fui le camp Kokolo et se cachent dans la forêt non loin de la capitale. Les forces loyalistes ont érigé des barrages dans la ville et lancé la chasse aux Rwandais : elles ont pour consigne de tuer les soldats rwandais, a-t-il ajouté sous couvert d'anonymat » (Associated Press-Kinshasa, 3/08/1998).

À Kisangani :

- 1er août : « Une partie des soldats rwandophones (d'origine tutsi) est conduite à l'aéroport de Bangboka pour être acheminés à Kigali à bord d'un avion de la compagnie Blue Air Line, affrété par le Gouvernement. [Les soldats] refusent d'embarquer : ils exigent des indemnités compensatoires pour les loyaux services rendus à la RDC. L'avion retourne à Goma sans eux. »
- 2-3 août : « Le dimanche 2/8/1998, rien de spécial n'est à signaler. […] La journée du lundi 3/8 est calme dans le centre-ville de Kisangani, tandis que l'après-midi des coups de feu épisodiques sont entendus à l'aéroport de Bangboka. Dans la nuit du lundi à mardi, l'aéroport de Bangboka est le théâtre d'une fusillade nourrie. Les soldats rwandophones restés au centre urbain assiègent le camp Ketele et se procurent des armes pour commencer le siège de la ville avec la complicité des éléments de la Police militaire […]. Ils rencontrent la résistance des forces loyalistes et des ex-FAZ précipitamment réarmées pour la circonstance. Les loyalistes contrôlent l'aéroport et empêchent l'atterrissage d'un avion qui amenait des renforts aux insurgés. »
- 4 août : « Kisangani vibre des tirs à l'arme automatique et au canon. Entre-temps, les perquisitions sont faites dans les maisons rwandophones tutsi, civiles et militaires. Par la même occasion sont arrêtés les Congolais soupçonnés d'être de connivence avec les insurgés. »

- 5 août : « […] les loyalistes, avec l'appui des troupes venues en renfort de Kinshasa, contrôlent toute la ville et l'aéroport. Les insurgés évacuent Kisangani par la route de l'Ituri et la route de Lubutu » (de Villers *et al.* 2002 : 16-17).

Au Nord-Kivu :
- 2 août : c'est Sylvain Mbuki Lenge (un Luba du Katanga, né à Bukavu), le commandant du 10e bataillon de l'armée congolaise basée à Goma, qui le premier lance un appel à l'insurrection. La radio aurait diffusé pendant plusieurs jours son communiqué. « Les provinces du Nord et du Sud-Kivu sont entrées dans une rébellion ouverte contre le Gouvernement de Laurent Désiré Kabila. » « Nous, l'armée de la République démocratique du Congo, avons pris la décision de démettre du pouvoir le président Laurent Désiré Kabila » (AFP-Kinshasa et Associated Press-Kigali, 3/08/1998).
- 4 août : « Des sources humanitaires fiables ont informé qu'il y a eu une "entrée pacifique" d'unités militaires rwandaises à Goma » (United Nations, *IRIN* 1998).

Au Sud-Kivu :
- 2 août : « […] vers 19 heures, un groupe de soldats banyamulenge attaque la prison centrale de Bukavu et libère tous les détenus dont les Banyamulenge mutins de février 1998 (cf. *supra*). On a droit ce soir à quelques coups de feu. Vers 21 heures, tout redevient calme » (Réseau européen Congo 1998).
- 3 août : « Au petit matin, on signale le corps d'un officier de police dans la rue. Vers 8 heures, la radio officielle commence à diffuser un communiqué signé le "commandement militaire" annonçant que le Sud-Kivu se rallie à d'autres provinces en signe de "désolidarisation d'avec le régime Kabila", suivi dans l'après-midi d'un autre communiqué signé "le commandant Ilunga Kabangi" (ancien officier de renseignement des FAC) dénonçant "l'incompétence, la corruption et le népotisme de Kabila" et déclarant l'autonomie de la province. Son supérieur hiérarchique, Malang Tshapul[12], se rallie également. La nuit, des tirs isolés retentissent » (*ibid.*).
- 4 août : « Le concert macabre de tirs à l'arme lourde et à l'arme automatique commence. Il se termine vers 16 heures lorsque les gens osent enfin sortir de chez eux. La vérité est que les Banyamulenge sont aidés par des milliers d'éléments de l'armée rwandaise infiltrés depuis quelques jours ; de nouveaux renforts ont traversé la frontière le même jour à plusieurs endroits (par la Ruzizi et près de la brasserie à Bukavu, mais aussi à Kalehe et à Birava) : à cet endroit, il y a eu au moins 2000 militaires rwandais amenés par bateaux rapides sur le lac (les bateaux rentrant ensuite immédiatement). Les éléments de l'armée congolaise sont minorisés et, faute d'être armés convenablement, plusieurs groupes se rallient. De nombreux autres sont en fuite, en tenue civile. Plusieurs officiers ont été tués » (*ibid.*).
- 5-7 août : « Alors qu'aucune radio locale n'émet, la population de Bukavu se rend compte que la ville est quadrillée et occupée par des éléments de l'APR [Armée populaire rwandaise] […]. On signale à Bukavu la présence de trois "planificateurs" rwandais, dont James Kabarebe, ex-chef d'état-major limogé quelques jours avant à Kinshasa[13]. Onze officiers katangais ont été exécutés le 7 à l'aéroport de Kavumu. Les Rwandais ramassent les véhicules qu'ils ramènent au Rwanda. La population boude et le nouveau pouvoir fait des actions de charme. Il laisse en poste quelques Kivutiens qui y étaient » (de Villers *et al.* 2002 : 17-18).

2.2. LA CHUTE DE BUKAVU

Un document anonyme fondé sur le récit de deux officiers de l'état-major de la 222e brigade de Bukavu témoins des événements[14] donne bon nombre d'informations crédibles et contient des évocations suggestives.

En voici quelques éléments. L'opération de rapatriement des militaires rwandais présents au Congo

12. Il appartient à l'ethnie lunda, né dans le Haut-Katanga en 1949, mais originaire de la province du Kasaï.

13. En fait, le commandant James, chef d'état-major général par intérim avait été démis de cette fonction dès le 11 juillet pour être rétrogradé au rang de conseiller spécial auprès de l'état-major général.

14. « L'invasion et l'occupation par l'armée rwandaise de la ville de Bukavu, dans la province du Sud-Kivu en République démocratique du Congo », 30/10/1998 (archives MRAC, fonds IA-CEDAF). Ce document a fait l'objet d'une assez curieuse utilisation par A. Bulambo Katambu dans *Mourir au Kivu. Du génocide tutsi aux massacres dans l'Est du Congo-RDC* (2001) : l'auteur annonce dans son avant-propos qu'il va publier le récit des officiers de la 222e brigade ; celui-ci forme effectivement le début de l'ouvrage, mais le lecteur ne peut savoir où commence et où finit le texte cité ni faire la distinction entre ce qui est de la plume des officiers et ce qui est note, précision, commentaire apportés par Bulambo.

aurait débuté le 20 juillet. Si cette information est exacte, elle signifie qu'à la suite des remaniements du Haut-Commandement de l'armée congolaise opérés le 11 juillet et qui ont abouti à la rétrogradation du commandant James Kabarebe, son principal « agent » au Congo, le Rwanda a anticipé la décision qu'allait prendre, le 27, le président Kabila, et a sans doute entrepris dès ce moment les préparatifs d'une riposte. Selon le document, d'ailleurs, « depuis un certain temps, une rumeur populaire faisait état d'une attaque imminente de l'armée rwandaise à Bukavu ».

Si l'on interprète bien un passage obscur (obscur du point de vue de la datation des faits évoqués), le rapatriement des Rwandais n'aurait pas été général : nombre d'entre eux auraient « opté pour se maintenir au sein des unités congolaises ». Le document évoque le comportement ambigu et opportuniste du commandant de la 222e brigade, Malang Tshapul, « Two-two-echo » ou « Double-two-echo » selon son nom de code (« issu d'une famille congolaise du Bandundu, comportant des membres, et notamment des sœurs angolaises, à en croire ses propres dires »). Il se serait montré complaisant sinon coopératif envers les « envahisseurs » tout en ménageant ses arrières, donc les autorités de Kinshasa. Mais les officiers « congolais » (le terme exclut ici les « Banyamulenge ») de la 222e brigade auraient refusé de le suivre dans ses compromissions (de Villers *et al.* 2002 : 19).

C'est le 3 août, selon les auteurs du récit, qu'une première colonne de soldats de l'armée régulière du Rwanda pénètre dans Bukavu à partir de Cyangugu (Changugu). Les Rwandais rencontrent une certaine résistance en ville, mais le commandant Tshapul a décidé de se replier à l'aéroport de Kavumu (35 km du centre-ville) pour y attendre, selon ses dires, les renforts et équipements promis par Kinshasa, qui doivent être acheminés à partir de la base de Kamina au Katanga. Arrivé à Kavumu, le commandant contacte le ministre Kakudji à partir de la tour de contrôle. Après cette communication, il se montre rassuré, disant à ses officiers que les renforts pourront être là dans les deux heures. Mais rien n'est fait pour organiser la défense de l'aéroport. Quand on lui signala l'approche des « militaires tutsi », « l'indifférence de Two-two-echo, note le rapport, fut sans précédent ». Un certain nombre de soldats et d'officiers se mirent à préparer une position défensive, mais « voyant que leurs commandants habituels n'avaient pas suivi le mouvement, ils commencèrent à décrocher un à un, dès les premiers coups de feu ». Malang Tshapul, quant à lui, « se hissa au-dessus d'une jeep avec un foulard blanc, et se mit à l'agiter en signe de capitulation. Ce message de paix ne fit qu'envenimer la situation, et les tirs s'accentuèrent ». Les Rwandais tirent sur tous ceux qui n'ont pas réussi à gagner les collines environnantes. « Le bain de sang fut, au bas mot, indescriptible » (de Villers *et al.* 2002 : 20).

À Kavumu eut lieu le premier massacre du mouvement rebelle RCD-Goma au Sud-Kivu. Selon un officier rescapé de ce carnage, qui a requis l'anonymat, tout a commencé le dimanche 2 août 1998, le jour même du déclenchement de la rébellion du RCD à Goma. Le témoin, un officier des FAZ, se trouvait à Bukavu en son bureau du quartier général de la 222e brigade d'infanterie quand il apprit qu'une réunion s'était tenue la veille à Cyangugu au Rwanda regroupant les officiers supérieurs de la brigade et d'autres venus d'Uvira et Goma. À Nyangezi, à 25 km au sud de Bukavu, des soldats tutsi banyamulenge avaient déployé d'énormes quantités d'armes lourdes positionnées dans les bananeraies sous le commandement du commandant bataillon local Buduruge, un Munyamulenge. Cette nuit-là, le commandant brigade Tshapul Mpalanga était en résidence surveillée. Les nouvelles faisaient état du changement de régime et de l'arrivée imminente à Bukavu, via Cyangugu, du nouveau président de la République avec les membres de son nouveau Gouvernement. À l'aéroport de Kavumu se trouvaient le commandant de bataillon Mutshapa, le commandant de la logistique Juvénal Kachungunu et quelques autres officiers. Des soldats tutsi avaient déjà occupé les villages voisins de l'aéroport de Kavumu, dont Miti et Chivanga à l'entrée du Parc national de Kahuzi-Biega. Le lundi 3 août 1998, le commandant Tshapul Mpalanga arriva à l'aéroport de Kavumu avec une compagnie du 106e bataillon commandée par la capitaine Musemenge.

Vers onze heures, le commandant Tshapul obligea les officiers à déposer leurs armes, excepté son secrétaire particulier Epelela et le logistique Juvénal Kachungunu, qui lui tournèrent le dos et s'en allèrent. Sur la piste d'atterrissage se trouvaient deux groupes de soldats, d'un côté des Rwandais et de l'autre des Congolais entre lesquels se tenait le commandant Tshapul entouré de Sion Malekera, Thierry Ilunga, Kilofuka et Mutshapa. Le groupe des Rwandais ordonna aux officiers congolais, ayant

déjà déposé leurs armes, de garder les mains en l'air. Ils ramassèrent les armes et ordonnèrent aux soldats désarmés de s'allonger à même l'asphalte de la piste d'aviation. Le commandant Kifuita, chef du personnel, qui se mit à pleurer, fut achevé à l'instant par le commandant rwandais Éric, fils de Kasongo Kayijamahe, qui lui logea une balle dans l'oreille à l'aide de son pistolet. Il y avait là trois groupes de soldats congolais : les officiers, les ex-FAZ et les *kadogo*. Après le chant des chansons religieuses et militaires, le commandant Éric présida au massacre en faisant sortir les officiers des rangs par groupe de dix et en ordonnant aux *kadogo* de leur tirer dessus pendant que les autres soldats continuaient de chanter. En moins de cinq minutes, quatre-vingt-six officiers congolais périrent, dont le colonel Mafungo Kisoka. D'autres soldats ex-FAZ et d'autres personnes pointés du doigt par un jeune soldat de l'escorte du commandant Tshapul furent également abattus par un militaire rwandais. L'holocauste dura une trentaine de minutes. Le commandant Tshapul Mpalanga, Ilunga et Malekera regagnèrent Bukavu. Peu de temps après, ceux des survivants qui savaient lire et écrire furent, à leur tour, recueillis et massacrés sur le champ par les militaires rwandais.
Voici le passage de ce document qui décrit le massacre des officiers congolais dont le *bulletin de REC-Info* cité plus haut et d'autres sources ont fait état :

> « Au milieu des corps jonchant le terrain, ils [quelque deux mille soldats tutsi] avaient arrêté le commandant Tshapul et tous les officiers qui l'entouraient. Après les avoir déshabillés et molestés, ils les descendirent un à un, en demandant chaque fois l'avis de Tshapul, leur chef. Ils firent exécuter quelques-uns par leurs propres gardes du corps, pour finalement abattre ceux-ci à leur tour. Outre les soldats, impossibles à dénombrer, il y eut quarante-huit officiers froidement exécutés, dont le commandant Blaise Musebengi Mungaza, le célèbre Juliette-Delta, commandant de la Troisième zone opérationnelle, le commandant Kimfuita David Baku, S1 de la brigade, répondant à l'indicatif d'appel Kilo-Focker, le commandant Kimba wa Yuma, S3 de la brigade, appelé Delta-Zoulou, le commandant Mutshapa du bataillon de Kavumu, ayant adopté l'indicatif Alpha-Golf, tous les officiers du staff des commissaires politiques et d'autres que seule une enquête fouillée permettra d'identifier. Bravo-Alpha aurait même refusé de se déshabiller, et aurait été le seul à être fusillé en tenue militaire. À la fin il restait Tshapul, le commandant de la brigade, et Ilunga [Ilunga Kabangi ou Lima-Bravo][15], son officier de renseignement, en plus de Malekera, le commandant de la première zone opérationnelle, et Kabeya, le [? un mot a peut-être sauté] commissaire politique de la brigade, deux officiers dont Lima-Bravo s'était fait l'avocat, les tirant de justesse du lot. Ils furent embarqués dans une voiture et regagnèrent la ville. Quelques soldats survivants furent entassés dans un camion et emportés sous escorte » (*Bulletin de REC-Info*, 31 août 1998).

Selon des informations de source militaire occidentale, l'aéroport de Kavumu était défendu par une unité katangaise. Le président Kabila avait, en prévision de l'attaque rwandaise, envoyé en renfort à Kisangani et à Bukavu des troupes katangaises, à ses yeux plus fiables que les autres composantes de son armée. Trahis par leur commandant, comme il est dit dans le récit ci-dessus, les défenseurs de Kavumu n'auraient effectivement pas opposé de résistance. Mais le massacre de leurs officiers se révélera une erreur dans le chef des envahisseurs rwandais. Désormais les unités katangaises opérant dans l'Est du pays, craignant de subir le même sort, n'auraient plus osé se rendre à l'ennemi.

3. OPÉRATION AÉROPORTÉE AU BAS-CONGO ET BATAILLE DE KINSHASA

Dans ce premier temps de la guerre à Kinshasa et à Kisangani, les mutins purent être maîtrisés. Pour reconquérir au plus vite le pouvoir, la nouvelle rébellion ne voulut plus suivre le long chemin parcouru par l'AFDL une année plus tôt, en traversant à pied tout le vaste pays, dont elle connaissait les réalités profondes du terrain. Elle engagea une opération audacieuse : prendre à revers Kinshasa en s'emparant de la base militaire de Kitona voisine de Moanda sur la côte Atlantique. Se fondant sur le témoignage d'un pilote nigérian qui avait transporté le « commandant James Kabarebe » de Goma à Kitona en passant par Kigali, Stephen Smith fait le récit suivant de cette opération :

15. On lit plus haut dans le document qu'Ilunga, jeune étudiant congolais à l'époque, fut recruté par l'AFDL en 1997 à l'étape de Kisangani et devint alors l'un des gardes du corps et puis un protégé du commandant James Kabarebe ; devenu officier de renseignement de la 222e brigade, il y aurait été chargé d'assurer la liaison entre James Kabarebe et les officiers banyamulenge.

« Le mardi 4 août, le "commandant James" embarque avec environ 400 soldats tutsi dans trois avions civils, confisqués sur l'aéroport de Goma […]. L'un des appareils de la compagnie privée Air Atlantic est piloté par un commandant nigérian, Raymond Gnang. Selon son témoignage, les avions se rendent d'abord à Kigali […] pour faire le plein de kérosène et "pour charger des caisses de munitions". Ensuite ils redécollent pour Kitona, la grande base militaire à côté de Moanda, à l'embouchure du fleuve Congo. Sur cette base, depuis quinze mois, des milliers de soldats de l'ancienne armée de Mobutu subissent un "stage de rééducation". Au départ ils y étaient 40 000, encadrés par des instructeurs tutsi. Mais, mal nourris et plus ou moins oubliés, il n'en reste plus que 12 000, le reste s'étant égaillé en jetant l'uniforme. Le "commandant James" compte rallier ces mécontents. Cependant, en se posant à Kitona ses avions essuient des tirs. C'est seulement en s'imposant par la prise de l'aérodrome que les forces tutsies vont faire changer d'avis les anciens de Mobutu qui retrouvent leurs réflexes en demandant un "délai de réflexion" et en ouvrant des négociations sur leur rémunération, équipement, "statut" dans le futur régime […] » (Smith, 15 août 1998).

Il y a des ressemblances frappantes entre le récit de la chute de l'aéroport de Kitona et celui de la chute de l'aéroport de Bukavu. Parmi les personnes dont le comportement dans la guerre du Bas-Congo fit l'objet de poursuites pénales, il y a le gouverneur Fuka Unzola et douze officiers de la base militaire de Kitona. Plaidant non coupables, ces derniers rédigent un mémorandum justificatif qu'ils transmettent à la presse depuis leur lieu d'incarcération, le Centre pénitentiaire et de rééducation de Makala (texte intégral in *La Tempête des Tropiques*, 11/01/1999). Les auteurs du présent récit évoquent la situation des ex-FAZ que le régime Kabila avait entrepris de « recycler à Kitona ». Ils affichent leur sollicitude d'officiers pour « toutes ces âmes pleines de bonne volonté ayant enduré quatorze mois durant un recyclage qui n'en finit pas et aujourd'hui prisonnières d'une aventure dans laquelle elles ne se sentent nullement concernées ». Lors d'un rassemblement populaire organisé par les rebelles le 6 août 1998, ces militaires « sans ration depuis trois mois » avaient, affirme le mémorandum, profité de l'occasion pour « (exprimer) leur préoccupation sociophysiologique : la faim ». Et, poursuit le texte, si certains de ces hommes se sont laissés « séduire » par le discours des rebelles et les ont rejoints, le « gros » des soldats, « mécontents de l'invasion alors qu'ils attendaient leur évacuation [la fin de l'épreuve du recyclage, faut-il sans doute comprendre] et du discours aventurier des envahisseurs, désertent la base ». Cette réaction s'explique d'autant mieux, précisent les auteurs, que les militaires de Kitona avaient fait l'expérience de la domination rwandaise : « Nul n'est besoin de rappeler qu'avant la guerre, l'organisation de toute notre armée était coiffée par les étrangers, essentiellement les Rwandais, qui nommaient, révoquaient et affectaient qui ils voulaient et où bon leur semblait ».

Pour les inculpés, la chute de Kitona doit en réalité être imputée à la trahison de Kabengele, le commandant de la compagnie Zulu, « chargé de la sécurité de tout le secteur », mais aussi à l'impéritie de l'état-major général des FAC à Kinshasa (« la diversité des donneurs d'ordres et la contradiction de ceux-ci, les promesses non tenues, les manœuvres dilatoires dans l'envoi des renforts et l'envoi d'un matériel dérisoire et incomplet pour le combat trahissent sinon un sabotage complice, […] tout au moins une négligence dangereuse et coupable dans le suivi des ordres »)[16]. Ils relatent de la manière suivante la

16. François René David Alauwa Lobela, à l'époque maire de Kisangani, a fait un récit de la défense de sa ville qui évoque fortement ce témoignage sur la chute de Kitona. Entre le 5 août, date de l'évacuation de la ville par les rebelles provisoirement défaits, et le 23 août, date de leur retour victorieux, le gouverneur de la Province-Orientale, Yagi Sitolo, aurait vainement demandé des renforts en armes et en hommes. « […] Chaque jour qui passe nous place devant de nouvelles épreuves. D'un côté les soldats n'ont plus le moral, de l'autre l'entourage militaire du chef de l'État semble continuer à rêver. En effet, malgré l'insistance du gouverneur de vouloir, au nom de tout notre conseil provincial de sécurité, parler au chef de l'État pour lui décrire la réalité que nous vivons sur le terrain, cette opportunité ne lui est jamais donnée. Nos demandes de renforts tant en hommes qu'en matériel ne sont jamais respectées. Il nous est arrivé plus d'une fois de voir descendre d'un avion, dans lequel étaient censées se trouver quelques centaines d'hommes de troupe, quatre à cinq officiers envoyés en mission. Parfois un envoi d'armement lourd était débarqué pour s'apercevoir par la suite que les munitions correspondantes manquaient ou vice versa. » Et une trahison dans le haut commandement local, ici aussi (comme à Kitona et comme à Kavumu) contribue à la défaite. Selon le récit du maire, le dimanche 2 août, « le nommé Risasi », commandant la 25e brigade, celle de la Province-Orientale, quitte une réunion de sécurité à la résidence du gouverneur, « et part en trombe, suivi de son adjoint, Vunga » : « Pour nous tous, le commandant

prise de l'aéroport militaire : alors que le commandement local avait prévu de placer des obstacles sur la piste pour empêcher l'atterrissage des envahisseurs, l'ordre vient de Kinshasa de « laisser l'appareil atterrir, le diriger, l'encadrer et le bloquer au bout de la piste 05 ». Les événements se déroulent alors comme suit : « Fort de ces précisions, le commandant Mpele-Mpele [commandant de la base aérienne] regroupe, pour briefing, les Elm [éléments] de la Cie Zulu sur la piste. À peine a-t-il commencé que l'avion se présente […]. L'ordre est immédiatement donné aux hommes de prendre position conformément aux consignes susmentionnées. Au moment où les hommes prennent place à bord des véhicules pour suivre l'avion, hélas ! Le tireur lance-roquettes disparaît : les autres tireurs porteurs d'armes individuelles, bien qu'étant parvenus à bloquer l'appareil au bout de la piste, choisissent l'air comme cible. Un seul coup tiré sur la roue avant crève celle-ci. Cette maladresse, à notre sens volontaire, facilite le débarquement d'une équipe des rebelles par le *cargo-door*, un coup tiré en l'air d'un lance-roquettes sème la confusion dans les rangs des Zulu qui lâchent prise et se replient à leur EM [état-major] situé à 9 km sous prétexte de chercher du renfort, comme si les armes apportées à l'aéroport par eux et par l'équipe du commandant Vungbo étaient sans utilité. Devant cette confusion, les commandants quittent précipitamment l'aéroport. Quelque temps plus tard, Kasongo nous apprendra que Kabengele qui n'a pas bougé d'un seul pouce de la piste est pris en otage, alors que c'est calmement qu'il a rejoint l'avion à bord de son véhicule. »

Après que les troupes rwandaises eurent atterri à Kitona, l'évolution des événements fut la suivante, selon le témoignage du pilote nigérian Smith :

> « James Kabare fait la part du feu. Il abandonne la ville de Moanda, désertée par les gouvernementaux, au pillage des anciens soldats de Mobutu. Entre-temps, pour sécuriser ses arrières, il met en place un pont aérien avec Goma et Kigali. Une noria d'appareils hétéroclites, du moyen porteur au Fokker, feront venir des hommes, des armes et des munitions. Petite erreur : on laisse repartir le pilote nigérian sans canon de fusil sur la tempe. N'étant pas spécialement attiré par Kigali, la destination qu'on lui a enjointe, Raymond Ngang se pose à Lagos, chez lui, au Nigeria. Ayant pris contact avec Air Atlantic, il rapatrie son Boeing 707 à Kinshasa et raconte ses mésaventures à la radio nationale. Autre pépin : un avion est accidenté, un autre tombe en panne. Mais le "commandant James" tient bon. Largué avec ses hommes au cœur du territoire ennemi, à environ 400 km au sud-ouest de Kinshasa, il commence sa progression. Après avoir nettoyé dans son dos la façade maritime de l'ex-Zaïre, autour du port de Banana, ses forces se dirigent vers Boma, à une centaine de kilomètres [de Kitona] sur la route de Kinshasa. Mardi, une semaine après le débarquement, Boma tombe sans résistance. La gendarmerie d'intervention, corps d'élite envoyé par Kabila, a décroché après un pillage en règle de toutes les maisons. Chargés de réfrigérateurs, de meubles et de grappes de soldats, ses véhicules raclent le macadam en rebroussant chemin » (Smith, 22 août 1998).

La rébellion progresse donc sans coup férir dans le Bas-Congo. Le 7, elle s'empare de Boma, le 14 de Matadi, le 17 du barrage d'Inga, ce qui va lui permettre d'interrompre l'alimentation électrique de Kinshasa. L'occupation du Bas-Congo, une région jusqu'alors toujours épargnée par les rébellions et invasions qui ont jalonné l'histoire de la RDC depuis l'indépendance, provoque la peur et le désarroi dans les rangs gouvernementaux. Le président Kabila est désormais à Lubumbashi où plusieurs ministres vont le rejoindre.

Mais, le 19 août 1998, les troupes angolaises venues de l'enclave de Cabinda dans la ville de Soyo s'amassent, en réponse à l'appel du Gouvernement congolais dans le cadre de la défense mutuelle de la SADC. Le même jour, il y a débarquement des soldats zimbabwéens à l'aéroport de N'djili à Kinshasa avec comme premier objectif celui de faire jonction avec les troupes des FAC et les forces alliées angolaises dans le Bas-Congo.

L'entrée en scène de l'Angola modifie le cours de la guerre déclenchée à l'ouest du pays[17]. L'armée ango-

partait organiser la protection de la ville et de l'aéroport, mais en réalité il s'en allait pour se terrer en lieu sûr ignoré de tous afin de laisser l'ennemi s'emparer de la ville » (Groupe parlementaire de la Province-Orientale à l'ACL-PT 2001).

17. Une explication possible de ce facteur décisif que fut l'intervention de l'Angola semble qu'à la suite de contacts diplomatiques, le Rwanda et l'Ouganda aient été convaincus que Luanda – qui avait aussi de bonnes raisons d'être mécontent du régime de Kinshasa – s'abstiendrait d'intervenir aux côtés de Kabila (ICG 1998). Le revirement de l'attitude angolaise s'explique peut-être d'abord par le fait que l'audacieuse opération en tenaille (menée par l'est et par

laise pénètre en force en RDC le 22 août à partir de l'enclave de Cabinda. Avec l'appui des Forces armées congolaises, elle va reprendre rapidement Kitona le 24 août, Moanda, Banana, Boma et Matadi le 29 août. Plus fuyardes que conquérantes, des troupes de rebelles et d'« assimilés » pénètrent alors dans Kinshasa à partir de l'est et occupent les communes de Kimbaseke, N'djili et Masina, jusqu'au pont sur la rivière N'djili.

Dès lors commence la bataille de Kinshasa. Les troupes ou bandes rebelles qui pénètrent dans la capitale à partir du 26 août sont composites. Elles comprennent des « Tutsi congolais et rwandais ». Il s'agit pour une part d'éléments banyamulenge et de « coopérants » militaires qui s'étaient réfugiés aux environs de la ville après l'échec de leur mutinerie des 2 et 3 août, pour une autre part de ceux des envahisseurs du Bas-Congo qui n'ont pas été faits prisonniers ou rapatriés dans l'Est (des avions « rebelles » ont évacué une partie des agresseurs). Mais la majeure partie de ces « rebelles » est faite de soldats congolais, des ex-FAZ généralement : « recyclés » de Kitona, mais aussi éléments de la « Division spéciale présidentielle » (DSP) du régime Mobutu réfugiés dans la clandestinité depuis mai 1997.

La déroute des envahisseurs va être acquise en quelques jours. Ils ne réussissent pas à s'emparer de l'aéroport défendu par les forces zimbabwéennes dont des contingents sont à Kinshasa depuis le 20 août. Avec l'appui, en particulier aérien (des Mig angolais), de leurs alliés et avec l'aide de la population, les FAC reconquièrent les quartiers occupés par les rebelles.

Dès les débuts de la rébellion/invasion, la population de Kinshasa paraît avoir pris nettement parti contre ce qu'elle perçoit comme une agression du pays et non comme une entreprise de libération. Théophile Mbemba, le gouverneur de Kinshasa, organise le 6 une marche « de colère et de protestation » qui est aussi une marche « de soutien à M'zee[18] Kabila ». Certains organes de presse estiment la foule à plus de 100 000 personnes. Les jeunes et très jeunes sont nombreux. Slogans parmi d'autres : « Nous ferons du Rwanda la douzième province du Congo » ; « Non à l'expansion tutsi en RDC et en Afrique », et encore « Non à la présence des Tutsi à Kinshasa » (ACP, 7 août 1998). À côté de nombreuses autres personnalités politiques, artistiques ou sportives, défile Tshala Mwana, chantre du président et présidente nationale d'une ONG fort officielle, la Rafeco (Rassemblement des femmes du Congo) : « vêtue d'une chemise blanche, [elle] tient en laisse deux boucs, symbolisant Déogratias Bugera et Bizimana Karahamuheto, tous deux anciennes personnalités du régime qui ont rallié les insurgés tutsi. […] Edingwe, le catcheur bien connu, arrivé sur les lieux avec ses élèves, s'empare brusquement des deux chèvres de Tshala Mwana et les égorge, sous les yeux des manifestants ravis » (ACP, 7 août 1998). Les manifestants expriment sur un mode théâtral leur humeur belliqueuse : « Des jeunes gens jouent […] une comédie qui n'a pas manqué d'attirer l'attention des curieux : les *chégués* [gamins des rues] se colorent le visage de noir, revêtent des casques militaires usagés ainsi que des bottines et, comme armes, arborent des pièces de rechange usagées de véhicules, qui ressemblent curieusement aux armes : les pièces de train avant de voitures, les crics, la boîte de vitesse, etc. Les manifestants ont interminablement applaudi cette initiative » (*Le Palmarès*, 7 août 1998).

L'agression contre le pays, puis celle contre Kinshasa (d'autant moins perçue comme une libération que la rébellion, en s'emparant du barrage d'Inga, a privé la ville d'eau et d'électricité[19]), provoqueront une réconciliation, sans doute superficielle, mais spectaculaire, entre le pouvoir et une capitale rétive. « La guerre de Kinshasa semble avoir réconcilié les plus réfractaires dans les deux camps : les nouvelles autorités ont pris la mesure d'une ville bastion imprévisible tout en se disant sans doute qu'il y avait intérêt à tirer profit de son pouvoir de contestation et surtout, de séduction : il importait de récupérer en priorité l'aura des musiciens kinois, *leaders*

l'ouest) conduite par les rebelles/agresseurs, d'une part avait acheminé les forces militaires de ceux-ci dans une région – le Bas-Congo – que l'Angola ne pouvait laisser tomber sous le contrôle de puissances concurrentes, d'autre part rendait fort possible la prise rapide de Kinshasa, ce qui aurait donné au Rwanda et à l'Ouganda une position de force difficile à contester dans l'espace congolais. En outre, Luanda (à partir d'informations issues de services de renseignement militaires) paraît avoir soupçonné Kigali et Kampala de fournir des armes à l'Unita.

18. Désignation respectueuse de l'aîné, en swahili.

19. La reprise d'Inga permettra leur rétablissement le 8 septembre 1998.

naturels d'opinion dans une ville où règne en maître "Radio-trottoir"… Les Kinois, quant à eux, toujours avides pour la plupart de jouissance et d'"ambiance" païennes (même si cela est de plus en plus tempéré par la percée des sectes…) semblent avoir résolu de composer. En attendant peut-être d'autres joutes à fleurets mouchetés comme c'est souvent le cas dans cette ville hypocrite… Déjà la marche de colère des femmes marchandes, le mercredi 7 octobre 1998, contre la hausse du taux du dollar, ou les grèves perlées dans les entreprises de Kinshasa au début de ce même octobre annonçaient des jours difficiles » (Yoka Lye 1999 : 122).

Après un bref moment de flottement, la population kinoise va apporter un concours massif à la traque des rebelles. En même temps qu'un certain patriotisme mêlé de racisme anti-tutsi et que la crainte d'une restauration du mobutisme, la perspective de dépouiller les vaincus de leur argent aurait joué son rôle dans cette mobilisation belliqueuse. Des comités d'autodéfense sont constitués qui ne respectent guère le couvre-feu instauré par les autorités : « Convaincus qu'ils doivent désormais compter sur leurs propres efforts pour se défendre contre l'ennemi en cas d'une éventuelle attaque, les Kinois se sont constitués en plusieurs dizaines de comités d'autodéfense disséminés dans plusieurs quartiers de toutes les communes de la ville. Munis de gourdins, de machettes, de bâtons et d'autres sortes d'armes blanches, les Kinois passent ces derniers jours leurs nuits dehors autour des grands feux faits de pneus usés [ces pneus avec lesquels ils infligent aux rebelles et suspects capturés le supplice du collier]. Ils chantent jusqu'au petit matin en scandant des slogans hostiles aux agresseurs rwandais et ougandais. À certaines heures avancées de la nuit, on a parfois l'impression que "Kin la poubelle" est en fête. Tambourins, grelots, cloches, cris divers et sifflets retentissent de partout » (*La Tempête des Tropiques*, 3 et 9/08/1998).

Une personnalité politique kinoise s'emploie à structurer cette mobilisation spontanée et ludique. Joseph Sita (originaire du Bas-Congo et membre fondateur de l'UDPS qui vient rallier l'AFDL) crée le Forum des forces nouvelles pour la défense des acquis de la libération en vue d'encadrer les jeunes de N'djili, Kimbanseke et Masina : « Cette structure s'est arrangée avec des moyens de bord pour fournir des pneus [!], du sucre et du café aux jeunes qui veillaient toute la nuit dans les coins des rues pour dénicher les rebelles en divagation » (*La Référence Plus*, 3 septembre 1998).

Signalons aussi le rôle de la DCP (Défense civile et populaire) ou Maï-Maï de Kinshasa. Justin Bitakwira Bihona Hayi, Fuliru d'Uvira qui se dit le neveu de l'un des chefs (Zabuloni) de l'ancien maquis de Fizi-Baraka[20], est son coordonnateur national[21].

On assiste au déferlement d'une terrible violence qui s'en prend aux rebelles et supposés tels (un état



Justin Bitakwira Bihano Hayi. (Photo extraite de l'album Céni 2023 ; droits réservés.)

20. Né à Mulenge le 5 décembre 1960, Bitakwira Bihona Hayi est Fuliru de la chefferie Bafuliru dans le territoire d'Uvira. Études primaires aux EP Nakashanga et Kibungu-Mulenge (1969-1975), secondaires au petit séminaire et à l'institut Itara (1975-1982). Il est enseignant puis directeur d'école à Mulenge. Il coorganise un mouvement de contestation qui mène à l'éviction et à l'arrestation de Floribert Kinyoni Ndabagoye, dernier chef de la dynastie de ce nom, qui régnait au Zaïre sur la chefferie Barundi (rebaptisée depuis chefferie Plaine de la Ruzizi) ; Ndabagoye, sujet burundais occupant le poste de chef coutumier au Zaïre, était accusé d'usurpation. Après cette affaire, suite à des menaces contre lui, Bitakwira s'est exilé à Bujumbura, où la Sûreté du Burundi l'a identifié. Il s'est alors réfugié au Cameroun où il a travaillé à l'ambassade du Zaïre. À la suite de la prise de pouvoir par l'AFDL en mai 1997, il est venu à Kinshasa où il s'est montré actif dans la création des Forces d'autodéfense populaire (FAP) contre la rébellion du RCD ; mais il n'a pas obtenu alors le poste qu'il escomptait. En 2004 et 2005, il est devenu chargé de mission du gouverneur du Sud-Kivu. Il est élu député national en juillet 2006 sur la liste PCBG/AMP dans le territoire d'Uvira, le premier homme de Mulenge élu à pareil poste.

21. À l'en croire, Bitakwira sera reçu par le chef de l'État le 22 avril 2000 et s'engagera à cette occasion à envoyer le « 1/1000 de [ses] combattants en formation paramilitaire à Kibomango », mais un conflit de prérogative va bientôt éclater entre le patron de la DCP et les Comités de pouvoir populaire de Raphaël Ghenda (cf. *infra*), et à la mi-août, Justin Bitakwira sera arrêté (*La Référence Plus*, 29/06/2000 et 25/08/2000).



Shula, *La population capture et brûle les rebelles*, 1998.
(HO.2013.57.1702, collection MRAC ; photo MRAC. © Mosengo Shula, avec l'aimable autorisation de l'artiste.)

crasseux et dépenaillé peut suffire à fonder la présomption) ainsi qu'aux Tutsi et présumés tels (c'est cette fois la morphologie qui est censée faire preuve). On pourrait relever dans la presse kinoise de nombreux horribles témoignages. Citons un extrait d'un reportage signé Crispin Nlanda Ibanda :

> « Un jeune homme d'une vingtaine d'années, mal habillé et malpropre, est surpris tentant de se forger un passage entre les barbelés dans une parcelle sur l'avenue Mbanza. Le propriétaire de la résidence fait réveiller ses enfants, dont quatre grands garçons qui maîtrisent l'intrus. "Je suis Kinois, affirme le jeune homme. Je cherche à rentrer chez moi à Barumbu. Depuis hier soir, j'ai déposé les armes", explique le jeune fugitif dans un lingala parfait. "Rebelle". Le mot est lancé et crié sur tous les toits. Les portes s'ouvrent. On accourt, qui avec une machette, qui un bâton, qui d'autre avec une pierre… sans se préoccuper de sa tenue. Un homme d'un âge avancé dévale les rues, machette à la main, torse et pieds nus. Pour toute tenue juste un cache-sexe qui dévoile d'ailleurs tout l'avantage de son organe qui fait la balançoire entre ses jambes. On éclate de rire à son passage. Il n'entend rien et ne veut rien comprendre aux éclats de rire. "Je vais le tuer", hurle-t-il sans se retourner. […] La foule court derrière le rebelle. "*Beno kufwa mono ve, mu ke mpangi na beno ya Bandundu*" ("Ne me tuez pas. Je suis votre frère du Bandundu"), supplie-t-il en kikongo, espérant que dans ce quartier habité à majorité par les originaires du Bandundu, on aurait bien pitié de lui. Que non ! Une pluie de bâtons et de pierres s'abat sur le malheureux qui s'écroule, évanoui. Le jeune homme saigne du nez. L'homme au phallus pendant lui assène un coup à la nuque et lui ouvre le crâne. Le malheureux rend l'âme. Son corps inerte est traîné dans la rue comme du gibier. Horreur absolue. Déjà il flambe. Il est 6 heures. Mais sa mort en a sauvé deux autres, pris en dessous des épaves des wagons qui jonchent la voie ferrée menant au dépôt de Sosider.

> Ils parlent un parfait lingala. "Nous avons quitté le groupe depuis hier soir. […] Nous sommes des ex-FAZ. Nous étions à Kitona […] Le Gouvernement nous avait abandonnés. Nous étions sans revenus, sans moyens. Comprenez-nous : nous étions en prison. Ce mouvement a été pour nous une occasion de quitter le mouroir. Nous sommes venus pour rejoindre nos familles. Ne nous tuez pas", supplient-ils. Après avoir décliné leurs identités complètes, on leur indique une cachette chez un officier ex-FAZ. Mais plus au nord du quartier, la traque est sans pardon. Quiconque tombe entre les mains de la population civile est exécuté […] » (*Le Soft*, 9/09/1998).

La foule ne se contente pas de la mise à mort des rebelles. Elle s'acharne sur leurs cadavres, se moquant d'eux, les injuriant, et – parachevant l'« ouvrage » déjà entamé lorsqu'elle leur a fait subir vivants le supplice du feu – procédant à leur complète incinération. « (Les) cadavres, abandonnés sur la chaussée, écrit T. K. Biaya, donnent lieu à des scènes macabres. Sans cesser de chanter ni de danser, les jeunes Kinois accompliront une sorte de catharsis collective qui consiste à incinérer les cadavres à plusieurs reprises comme pour réaffirmer la victoire du Kinois sur l'étranger. La passivité des adultes devant de telles scènes dépasse largement la simple participation cathartique, car selon la culture africaine animiste dominante, incinérer un cadavre c'est tuer son âme et lui dénier toute humanité » (Biaya 2000 : 21-22).

Début septembre 1998, Kinshasa savoure sa « victoire ». Le 9, le chef de l'État rejoint la capitale qu'il avait quittée (ou faut-il dire fuie ?) pour Lubumbashi juste avant les infiltrations rebelles. Dans *Le Soft* (11/09/1998), Kileba Pok-a-Mes développe un parallèle entre ce retour et celui qu'effectua le président Mobutu le 17 décembre 1996 : « En 1996, un certain 17 décembre, Mobutu menacé par la rébellion de celui qui allait plus tard le chasser du pouvoir, fit le même parcours, reçut le même triomphe. Pour le même motif : l'agression rwando-ougandaise sous le couvert d'une rébellion des Banyamulenge. »

L'enthousiasme des Kinois, l'accueil que beaucoup réservent au chef de l'État, sont, cette fois encore, empreints d'ambiguïté. Les Kinois pensent, parfois disent : par nos propres forces, « nous nous sommes libérés de nos libérateurs », de ces Tutsi soi-disant congolais et de ces étrangers qui en 1996-1997 nous avaient libérés de Mobutu, mais pour nous mettre sous leur coupe et sous celle des Katangais. Maintenant qu'il s'est débarrassé de ses alliés encombrants et compromettants, Laurent Désiré Kabila doit entreprendre de conquérir les cœurs et d'apaiser les ventres affamés des Kinois. Le 16, il s'adresse à la place Sainte-Thérèse dans la commune de N'djili à une foule évaluée par *Le Palmarès* (17 septembre 1998) à 8000 personnes. Dans cette adresse, le président dénonce les pays agresseurs et leurs complices/fantoches (leurs « chiens couchants ») congolais, mais ne prononce pas une seule fois le mot « Tutsi ».

4. VAINCU À L'OUEST, LE RCD S'EMPARE DE L'EST DU CONGO

Vaincue à l'ouest, la rébellion/invasion se renforce et s'étend à l'est. Elle occupe, fin août-début septembre 1998, le grand triangle que l'on peut tracer entre Bunia, Uvira et Kisangani[22]. Les Ougandais sont entrés en scène peu après leurs voisins rwandais, en occupant les agglomérations de Bunia, Beni, Isiro, Watsa, au nord-est du pays (cette occupation est d'autant plus aisée que des forces ougandaises n'auraient jamais cessé, depuis 1996-1997, d'être présentes au Congo, dans la région frontalière).

Bucyalimwe Mararo présente le temps du RCD (août 1998-décembre 2002) comme ayant marqué un tournant décisif pour tout l'Est de la RDC.

> « Des changements importants par rapport à la période précédente ont eu lieu. Primo, les Tutsi et la plupart de leurs alliés (y compris certains anciens barons du régime de Mobutu qui venaient de rejoindre ou d'être recrutés par le camp de Kigali) se sont repliés sur Goma d'où ils déclenchèrent une guerre contre L.D. Kabila. Secundo, la guerre RCD et la perte du contrôle de l'Est par Kinshasa firent surgir les rivalités hégémoniques du Rwanda et de l'Ouganda. La conséquence de ces rivalités fut double : la division du RCD en deux factions rivales dont l'une est pro-Rwanda (RCD-Goma) et l'autre pro-Ouganda (RCD-Kisangani) en

22. Les forces loyales au Gouvernement de Kinshasa (avec l'aide des Maï-Maï que les autorités avaient regroupés en 1997-1998 au camp de Kapalata, en vue de leur « rééducation ») ont repris l'entier contrôle de Kisangani le 5 août ; des forces rebelles « tripartites » (Rwandais, Ougandais et Congolais) s'empareront à nouveau de la ville le 23 août, et s'y maintiendront. Lors de leur reconquête de Kisangani, les rebelles/envahisseurs devront faire face à des formes de résistance populaire (de la part de jeunes gens, surtout).

janvier 1999 et celle de l'Est en deux zones de contrôle rwandais et ougandais, la ligne de démarcation étant Kanyabayonga au Nord-Kivu. Tertio, du côté de Kinshasa, les choses ont évolué aussi dans une autre direction. Avec le départ des Tutsi, seuls les Katangais restaient les maîtres de Kinshasa ; les quelques *leaders* du Kivu qui y étaient restés furent traqués au motif qu'ils travaillaient avec ou pour Kigali et Goma. L.D. Kabila a cherché à transformer la capitale de sa province natale, Lubumbashi, en forteresse et centre de la politique : en témoignent sa militarisation et son érection en siège du Parlement (2000). La mort respective d'Anselme Masasu Nindaga (novembre 2000) et de L.D. Kabila (16 janvier 2001) entraîna l'apparition de nouveaux acteurs sur l'échiquier militaire, politique et économique congolais (même Déogratias Bugera, le seul survivant du groupe dit de Lemera, a cessé de jouer un rôle de premier plan) et l'affaiblissement progressif de l'autorité à Kinshasa. C'est dans ce contexte que Joseph Kabila accéda au pouvoir » (Bucyalimwe Mararo 2006 : 268-269).

4.1. NAISSANCE ET DIRECTION DU RCD

La nouvelle rébellion, qui préfère être dénommée la « guerre de rectification », va prendre le nom de Rassemblement congolais pour la démocratie (RCD). Il semble que ce mouvement ait été constitué au Rwanda dès le début du mois d'août, lors d'une réunion à huis clos gardée secrète. Selon un texte rédigé par Ernest Wamba dia Wamba après la scission du RCD (cf. *infra*), quand les rebelles conçurent le projet de mettre en place une organisation politique « pour appuyer et peut-être conduire la rébellion militaire », c'est le commandant rwandais Dan qui, avec d'autres, fut chargé « de recruter des Congolais et de les réunir à Kabuga (dans la banlieue de Kigali). Ceux-ci durent même lui fournir des éléments de leur curriculum vitæ » (Wamba dia Wamba 1999). Jason Stearns qui a parlé avec l'intéressé dit que c'est grâce à ses liens avec Julius Nyerere et à la suite d'une suggestion impérative de Paul Kagame que Wamba aurait été coopté dans le RCD. La direction du mouvement rebelle était hétéroclite, Ernest Wamba dit « *a strange nunch* » (« une drôle de bande ») sous l'étroite dépendance du pouvoir rwandais. En ce mois d'août 1998, le renversement de L.D. Kabila semble être à portée de main (Stearns 2012a : 206-207) ; ce qui attira de nombreux acteurs congolais à y adhérer pour espérer gagner un poste de pouvoir.

Dans la composition de sa direction politique, le RCD compte parmi les originaires du Kivu (Nord-Kivu et Sud-Kivu) :

- Me Moïse Nyarugabo (vice-président) : un des *leaders* banyamulenge. PDG de l'Office des biens mal acquis, avant sa fuite de Kinshasa au moment du renvoi des « coopérants militaires » ;
- Jacques Depelchin (rapporteur ou « Executive secretary ») : de père belge et de mère congolaise (mufuliru). Ph. D. d'histoire à l'université de Stanford sur les populations de la région d'Uvira, il a enseigné en Tanzanie dans les années 1970, à Berkeley (États-Unis), à l'Université protestante de Kinshasa en 1996. Il était chef de cabinet de Déogratias Bugera sous le régime Kabila de l'AFDL. C'est un compagnon intellectuel et ami d'Ernest Wamba dia Wamba ;
- Antipas Mbusa Nyamwisi (membre du Conseil exécutif) : un Nande de Beni, licencié en sociologie de l'Université de Kisangani (1989). Frère de Nyamwisi Muvingi, qui avait fondé la Démocratie chrétienne fédérale, parti d'abord opposé à Mobutu puis rallié à la « mouvance présidentielle ». Nyamwisi Muvingi a été assassiné en janvier 1993, du fait, peut-être, du rôle qu'il jouait dans la manipulation des forces maï-maï. Mbusa aurait repris ce rôle, entretenant des contacts avec les Maï-Maï depuis l'Ouganda ;
- Joseph Mudumbi Mulunda (chef de département de l'Administration territoriale) : avocat au Sud-Kivu, membre d'une organisation des droits de l'homme : la LDGL. Il était devenu chef du service de l'Immigration sous le pouvoir Kabila de l'AFDL ;
- Bizimana Karahamuheto (chef de département des Relations extérieures) : il avait été la personnalité munyarwanda/munyamulenge le plus en vue dans l'AFDL, ministre des Affaires étrangères du pouvoir Kabila entre mai 1997 et juillet 1998 ;
- Emmanuel Kamanzi (chef de département des Finances) : Munyarwanda/Munyamulenge, était avant conseiller chargé des relations avec les ONG et les agences des Nations unies au ministère du Plan dans le gouvernement Kabila sous l'AFDL ;
- Me Emungu Ehumba (chef de département de la Justice) : né à Bukavu en 1957, il est de père otetela et de mère tutsi (munyarwanda). Licencié en droit de l'Université de Bujumbura, il était avocat et bâtonnier du barreau à Goma ; aussi consultant auprès du HCR à Goma ;

- Étienne Ngangura Kasole (chef de département des Communications) : Lega du territoire de Mwenga, professeur de philosophie à l'Université de Kinshasa et membre fondateur du Parti démocrate sociochrétien (PDSC) attaché à l'aile de Jean-Marie Kititwa.

D'autres personnalités politiques ont accompagné ou rejoint la rébellion, dont Déogratias Bugera (cf. *supra*).

En rapport à sa composition politique, Gauthier de Villers fit observer que, mis à part ceux qui appartiennent à sa composante tutsi, aucune des (grandes ou petites) personnalités de la direction du RCD n'avait vraisemblablement été impliquée dans la genèse et le déclenchement de la nouvelle rébellion. Ce à quoi on assiste, pense-t-il, c'est au ralliement d'un échantillon somme toute assez « riche » de la classe politique à un mouvement qui, au départ, est essentiellement le fait d'étrangers et de Banyamulenge/Banyarwanda congolais. Avec l'accord de Kigali ou sur ses « conseils », le mouvement naissant choisit de mettre au premier plan des intellectuels et universitaires d'une certaine envergure, et qui jusque-là (comme Ernest Wamba dia Wamba, comme Arthur Z'Ahidi Ngoma, comme même dans une certaine mesure Vincent de Paul Lunda Bululu) avaient manifesté un certain souci d'indépendance et de rigueur politiques vis-à-vis de Kabila. Mais comment expliquer l'adhésion de ces hauts diplômés et hommes de qualité à un mouvement qui est manifestement, à l'origine, sous le contrôle d'un pays étranger et d'un pays dont très généralement (presque unanimement) au Congo on dénonce les ambitions ? Notons que le RCD est au moins aussi composite que ne l'était l'AFDL. Il comprend : d'anciens hauts responsables tutsi du régime Kabila (Bugera, Bizimana Karahamuheto, Nyarugabo…) ; des barons du mobutisme, mais que l'on peut ranger, à la suite de J.-Cl. Willame (1999 : 226), dans la catégorie des « mobutistes réformistes » (Lunda Bululu, Thambwe) ; des déçus du régime Kabila, soit qu'il ne leur ait pas accordé la place qu'ils estimaient mériter (Ilunga, Matanda), soit qu'il leur ait fait subir quelques déboires (Kalala Shambuyi) ; une personnalité politique singulière, définissable seulement par son opposition constante à Kabila : Z'Ahidi Ngoma ; deux intellectuels/idéologues eux aussi difficilement classables sur l'échiquier politique et dans le jeu des clans : Wamba dia Wamba et Depelchin (de Villers 2002 : 49).

C'est le 12 août1998 que le RCD adopte une « Déclaration politique » qui, selon *Le Soft de Finance* (12 janvier 2001) a été rédigée à Kabuka dans la banlieue de Kigali et signée par 26 personnalités[23]. Ce sont ces 26 signataires qui constituent les « véritables » membres fondateurs du mouvement rebelle, mais la catégorie de « membre fondateur » se révéla fort floue et extensive. En fait, comme l'AFDL, le RCD se veut non un parti, mais un rassemblement de forces novatrices, ouvert à toutes les « bonnes » volontés. On lit : « [Le RCD est] une plate-forme des personnalités politiques, des organisations politiques et de la société civile, ouverte à toutes les forces vives de la société congolaise. Le RCD est une structure d'action politico-militaire visant le démantèlement de la dictature de M. Kabila[24] et l'établissement d'un régime démocratique fondé sur une légitimité réellement populaire ». Dans ce document, un passage qui définit les objectifs du RCD sur le plan intérieur dit : « construire un État uni, démocratique et prospère en sauvegardant la souveraineté nationale, l'intégrité territoriale et l'identité citoyenne pour tous ». On n'est pas loin de voir là la question de la nationalité des Banyarwanda qui préoccupe les meneurs de cette rébellion.

Dans la direction militaire du RCD, c'est un officier de la 10e brigade des Forces armées congolaises (FAC) basée à Goma, Sylvain Mbuki[25], qui proclame le premier la rébellion de l'armée congolaise. La 10e brigade est réputée la plus puissante et la meilleure unité des FAC. Selon International Crisis Group, le

23. Le document de Kabuka est probablement une première version du document daté du 12 août 1998.

24. Dans un autre document officiel daté du 5 septembre 1998 (« Pourquoi faut-il en finir avec le régime de Kabila ? »), le RCD formule un jugement que beaucoup sans doute, à Kinshasa et ailleurs dans le pays, reprendraient à leur compte ou, en tous cas, auraient volontiers repris à leur compte avant que le chef de l'État ne soit devenu le porte-drapeau de la Nation agressée : « En moins d'un an d'un pouvoir autocratique, irrationnel, imprévisible et improvisateur, M. Kabila a dilapidé tout le crédit que lui avaient accordé le peuple congolais, les États de la région et la Communauté internationale. »

25. Né en 1971 au Nord-Kivu, mais originaire du Katanga, Sylvain Mbuki s'est joint à l'AFDL en 1996 ; proche du président Paul Kagame, il aurait travaillé pour lui dans les services de sécurité.

commandant James Kabarebe, quand il était chef d'état-major à Kinshasa, avait soigneusement veillé à sa composition. Elle serait constituée principalement de soldats des anciennes Forces armées zaïroises, mais aussi d'autres éléments recrutés surtout chez les Lunda du Katanga, au Kasaï, parmi les *kadogo* (ICG 1999). Dans la dernière période, cependant, le recrutement aurait été essentiellement local.

Le commandant de la 10e brigade pour le Nord-Kivu, Jean-Pierre Ondekane, rallie aussi la rébellion, mais après avoir un temps été mis en résidence surveillée par les promoteurs du mouvement[26]. D'autres commandants se joignent à la rébellion, dont, à Bukavu, le commandant Birunga Kamanda et le *kadogo* commandant d'un bataillon de la 222e brigade, Ilunga Kabangi. Il y a le rôle du commandant rwandais James Kabarebe, qui avait mené l'offensive de l'ouest après avoir dirigé les premières actions à l'est.

Quand le Rwanda, puis l'Ouganda eurent reconnu en novembre 1998 leur intervention militaire, la presse de Kampala annonça la mise en place d'un état-major conjoint pour la rébellion et les forces des deux pays. Et ce qui était un projet de Kampala ou un document de travail ne se concrétisa pas : il s'agit de la mise en place d'un commandement suprême exercé par le général James Kazini, chef d'état-major de l'armée ougandaise, secondé par un officier rwandais, le colonel Kambuya. L'état-major allait être formé de 32 officiers, parmi lesquels 17 Ougandais, 10 Rwandais et 5 Congolais (*Africa Confidential*, 20 novembre 1999). Mais Kigali dément immédiatement cette information.

4.2. LE RCD SE FRACTURE

Pour mieux suivre l'évolution de l'avancée d'une conquête du pouvoir recherché, voici la composition des organes du RCD mis en place le 24 janvier 1999 :

1. Le Conseil politique : E. Wamba dia Wamba (président) ; M. Nyarugabo (1er vice-président) ; J.-P. Ondekane (2e vice-président) ; Mbusa Nyamwisi (président de l'assemblée) ; A. Z'Ahidi Ngoma (vice-président de l'assemblée) ; V. de Paul Lunda Bululu (coordonnateur du comité exécutif) ; Bizimana Karahamuheto (coordonnateur adjoint du comité exécutif) ; Jacques Depelchin (rapporteur) ; Kalala Shambuyi et Léon Muheto (membres).
   Seul Léon Muheto (originaire du Nord-Kivu) est un nouveau venu au sein de la direction du RCD. On remarquera que les seconds responsables en titre, dans le cadre du Conseil politique (Nyarugabo) comme dans celui du Comité exécutif (Bizimana), sont des Banyamulenge.
2. Les membres fondateurs selon la liste telle qu'elle a été publiée – avec la mention, dans presque tous les cas, de leur province d'origine – par *Le Soft international* (8 mars 1999) : Alexis Thambwe (Maniema) ; Alexis Makabuza (Nord-Kivu) ; Antoine Mondjo (Équateur) ; Bizima Karaha (Sud-Kivu) ; Bugera Déogratias (Nord-Kivu) ; Balamage N'Kolo (Sud-Kivu) ; Bertin Kivirita ; Baitsura Musosa (Nord-Kivu) ; Bampa Milabyo ; Dévote Gashinge (Nord-Kivu) ; Emungu Jean-Marie (Kasaï-Oriental) ; Emmanuel Kamanzi (Nord-Kivu) ; Eugène Serufuri (Nord-Kivu) ; E. Wamba dia Wamba (Bas-Congo) ; Elysée Munembwe (Nord-Kivu) ; Habarugira Tharcisse (Nord-Kivu) ; Gertrude Kitembo (Maniema) ; Gervais Ruboneka (Sud-Kivu) ; Ilunga Émile (Katanga) ; Jacques Depelchin (Sud-Kivu) ; Jim Balikwisha (Kasaï-Oriental) ; Jean-Claude Tansia (Bandundu) ; Jean-Bosco Barihima (Nord-Kivu) ; Joseph Rubibi (Sud-Kivu) ; José Endundo Bononge (Équateur) ; Kalala Shambuyi (Kasaï-Oriental) ; Kambale Bahekwa (Nord-Kivu) ; Karake Gasana (Nord-Kivu) ; Kalenga Kialumba (Sud-Kivu) ; Kanyamuhanga Léonard (Nord-Kivu) ; Léon Muheto (Nord-Kivu) ; Lunda Bululu (Katanga) ; Lussi Kasereka (Nord-Kivu) ; Mbusa Nyamwisi (Nord-Kivu) ; Moïse Nyarugabo (Sud-Kivu) ; Mudumbi Joseph (Sud-Kivu) ; Mukingi Oswald (Nord-Kivu) ; Ngangura Étienne (Sud-Kivu) ; Nyangi Oda ; Nyongolo Alimasi (Sud-Kivu) ; Ondekane Jean-Pierre (Équateur) ; Roger Lumbala (Kasaï-Oriental); Ruberwa Azarias (Sud-Kivu) ; Sesanga Epungu (Kasaï-Oriental) ; Serukiza Benjamin (Sud-Kivu) ; Siwako Poley ; Stanislas Kananura (Nord-Kivu) ; Sylvain Mutumbi (Nord-Kivu) ; Théophile

26. Né en 1962, il est de l'ethnie mongo originaire du territoire d'Ingende dans la province de l'Équateur. Études supérieures variées qu'il termine en 1988 à l'École de formation des officiers (EFO) de Kananga, avec le grade de sous-lieutenant. Carrière militaire au sein des FAZ en tant que commandant. Participe à la guerre de 1996-1997 du côté rebelle. Devient commandant de la 10e brigade du Nord-Kivu en octobre 1997, après avoir été à l'EMG chef de la direction des ravitaillements et des achats ; voir *Le Soft* du 10 juillet 1999.

Mpabuka (Nord-Kivu) ; Tommy Tambwe Rudima (Sud-Kivu) ; Z'Ahidi Ngoma (Maniema).

On voit la forte surreprésentation du Kivu parmi les « fondateurs » : sur 42 membres dont l'origine est précisée, 19 seraient originaires du Nord-Kivu et 12 du Sud-Kivu. D'après les informations biographiques, un grand nombre des « fondateurs » originaires de cette région seraient Tutsi ou auraient des liens de parenté ou d'alliance avec la population tutsi. C'est bien le cas de Jean-Marie Emungu Ehumba identifié originaire du Kasaï-Oriental, né à Bukavu d'un père otetela du Sankuru et d'une mère tutsi munyarwanda.

D'après Arthur Z'Ahidi Ngoma, l'origine de la scission est à rechercher dans la volonté de desserrer l'emprise que le Rwanda exerçait sur la rébellion (Braeckman,14 avril 1999). On sait qu'à la mi-mai 1999, commença la dissolution des organes du RCD, qui conduisit à ce que le premier président du mouvement, Ernest Wamba dia Wamba, et ses partisans qualifièrent de putsch. Par ailleurs, les fissures existantes entre les pouvoirs rwandais et ougandais alliés s'élargirent pour déboucher sur des affrontements de leurs armées sur le sol congolais (de Villers 2002 : 53-64). Le RCD-Goma qui était l'aile du mouvement couvrant l'espace des provinces du Kivu, va connaître des mises en cause, des défections, des remaniements engendrant un état de crise permanente. Wamba dia Wamba va être remplacé par le Katangais Émile Ilunga Kalombo, Lubakat originaire du district du Tanganyika comme L.D. Kabila. Mais à la fin d'octobre 2000, le présidium du RCD, c'est-à-dire le trio formé par Émile Ilunga (président), Jean-Pierre Ondekane (1er vice-président) et Moïse Nyarugabo (2e vice-président), démissionna.

À ce moment, la contestation du RCD et des Rwandais prenait de plus en plus de vigueur dans les territoires sous le RCD-Goma, en particulier à Bukavu. Les forces gouvernementales et leurs multiples et hétéroclites alliés passèrent à l'offensive au Katanga où ils remportèrent quelques succès.

Adolphe Onusumba Yemba est nommé président à la place du docteur (médecin) Émile Ilunga. Né en 1965, Onusumba est un Otetela originaire de Shenga-Dimandja du même secteur Lukumbe dans le territoire de Katako-Kombe que Patrice Lumumba. Il a fait des études de médecine commencées à Kisangani et achevées à Lubumbashi ; il exerce quelques années en Afrique du Sud ; ayant rejoint la

Carte 4.1 : zones contrôlées par les principaux protagonistes (fin 2001)



Source militaire occidentale ; carte reproduite dans de Villers 2009 : 114.

rébellion, il suit une formation politique et militaire au Rwanda, de mars à décembre 1999 ; il est ensuite vice-gouverneur de la province rebelle du Kasaï, sous le gouvernorat du général Célestin Ilunga, avant de remplacer Alexis Thambwe à la tête du département des Relations extérieures du RCD. Il s'agit pour les patrons rwandais de la rébellion de chercher, sur le modèle du MLC de Jean-Pierre Bemba, à donner un enracinement ethnique et régional à « leur » rébellion en misant sur le Kasaï-Oriental et sur l'ethnie influente, et que son « fils » Lumumba a rendue prestigieuse, des Atetela. De plus, le général Ilunga avait, semble-t-il, assumé avec une certaine efficacité sa tâche de gouverneur, et aurait réussi à se rendre relativement populaire[27]. Mais Onusumba est épaulé par Ruberwa Azarias qui est à la fois secrétaire général

27. Le général Célestin Ilunga Shamanga a rejoint la rébellion en 1999. Né en 1952, il a la réputation d'avoir été l'un des officiers supérieurs les mieux formés de l'armée de Mobutu. Sera dans les années de la « transition démocratique » chef de la Maison militaire du président Mobutu, chef de son état-major particulier, ministre de l'Intérieur du Gouvernement formé par le général Likulia en avril 1997. Selon l'agence Associated Press (17 juin 2000), il est resté assez isolé au sein du RCD du fait de sa répugnance à collaborer avec l'armée rwandaise et parce que les Rwandais le soupçonneraient d'entretenir des liens avec un réseau d'anciens dignitaires

du RCD et coordinateur de l'exécutif. Celui-ci apparaît comme la véritable tête du mouvement.

Onusumba va être bien « encadré » par les



Adolphe Onusumba.
(Photographe non identifié et sans date ; droits réservés.).

Banyarwanda. Au niveau de l'exécutif, Ruberwa était responsable des Relations extérieures et Coopération régionale. Ruberwa devint aussi son adjoint pour ces mêmes attributions. L'homme a de gros atouts : il sait développer et entretenir des relations, allant jusqu'à avoir son neveu, nommé Musa, comme commandant en chef du MLC[28] de Jean-Pierre Bemba, cet autre mouvement rebelle, dominé par les mobutistes, opposé à Joseph Kabila.

Ajoutons-y le fait qu'un certain remaniement de l'organigramme du RCD est opéré. Le Bureau politique est remplacé par un Conseil politique dont les principes de composition sont quelque peu modifiés. Le Haut-Commandement militaire auquel présidait Ondekane est remplacé par un Conseil supérieur de l'armée placé sous l'autorité du président du mouvement. À côté de ce conseil, il y a un état-major général. Un tel organe avait été créé en octobre 1999 : il avait alors à sa tête Ondekane avec pour adjoints les commandants Mbuki et Ngoy (*La Libre Belgique*, 26 octobre 1999) ; désormais, l'état-major général est dirigé par le commandant Mbuki, secondé par les commandants Malick Kijege et Gabriel Amisi Kumba, *alias* Tango Four (ou Fort) (*Le Soft international*, 12 janvier 2001). En plus, la composition du nouveau Comité exécutif, mis en place le 3 novembre 2000, compte 26 membres. Voici, dans l'ordre de préséance, les cinq premiers chefs de département :

1. Administration du Territoire et Sécurité : Dr Bizimana Karahamuheto (Sécurité et Renseignement) ;
2. Relations extérieures et Coopération régionale : Me Joseph Mudumbi Mulunda (Administration du territoire) ;
3. Justice, Droits humains et Règlement des conflits : Me Moïse Nyarugabo (2e vice-président) ;
4. Activités militaires : commandant Jean-Pierre Ondekane (1er vice-président) ;
5. Finances, Budget et Portefeuille : Me Jean-Marie Emungu Ehumba (Justice et Règlement des conflits) ;
6. etc.

Relevons encore un changement concernant les autorités militaires. Le commandant Kasereka est appelé auprès de l'état-major à Goma. À la tête de la 6e brigade, il était commandant de la circonscription militaire de Bukavu. Il est remplacé par le commandant Chuma Balumisa. Selon les informateurs locaux de *REC-Info*, il s'agit d'une fort mauvaise nouvelle pour la population de Bukavu. Ceux-ci dressent du nouveau commandant le portrait suivant :

« Chuma est un ancien *balado* (genre "enfant de la rue") qui faisait le *kigingi* ("vols, pickpockets…") au marché de Kadutu jusqu'en 1996. Avec la guerre de Kabila/AFDL, il a rejoint les Maï-Maï à Bunyakiri (il est Mutembo de Bunyakiri). Au début 1998, il a trahi les Maï-Maï pour rejoindre les soldats de l'AFDL ; il se mettra à traquer et à faire arrêter des personnes qui avaient des relations avec la résistance et qu'il connaissait.

Le 2 août 1998, il entre dans le RCD : il est nommé commandant de la ville de Bukavu où il s'illustre par le banditisme armé, les fouilles dans les maisons, le vol organisé et une violence exagérée. Beaucoup de voix s'élèveront, surtout au sein de l'armée RCD elle-même, pour qu'on l'enlève de Bukavu : ce qui sera fait à la fin de 1998. Au milieu de 1999, il rentre à Bukavu avec le poste d'adjoint du commandant Kasereka. Il s'emploie dans des opérations de retournement des vrais et faux Maï-Maï dans des arrestations arbitraires et des "actions punitives" (c'est-à-dire des massacres) dans les villages d'Izege, Cyrunga et Bunyakiri.

Chuma n'a fait que les deux premières années du secondaire : il n'a jamais été formé comme soldat. Il

mobutistes exilés. Le général Ilunga meurt de maladie en Afrique du Sud en juin 2000.

28. Lorsque Musa décédera à Kinshasa, bien longtemps après, Ruberwa et Bemba seront ensemble à ses funérailles.

arrête des gens à qui il fait payer des sommes allant de 100 à 200 dollars pour être libérés. C'est le genre plutôt agressif et irréfléchi, qui règne par la terreur » (*REC-Info* 2000).

Des dissensions liées à des ambitions concurrentes (une concurrence avivée par les perspectives ouvertes avec les évolutions du Dialogue intercongolais), ainsi qu'aux répercussions sur le mouvement rebelle de la rupture progressive de l'alliance entre le Rwanda et l'Ouganda, provoquent un processus d'éclatement à répétition du RCD. On pouvait dénombrer en 2002 au moins sept mouvements arborant ce sigle :

- le RCD initial désormais dénommé, pour le distinguer de ses sous-produits, RCD-Goma (RCD-G) ;
- le RCD-Kisangani (RCD-K) constitué par Wamba dia Wamba vers la mi-1999 ;
- le RCD-Mouvement de libération (RCD-ML) dirigé par Mbusa Nyamwisi[29], qui résulte d'un « putsch » réalisé par ce dernier contre Wamba en novembre 2000 ;
- le RCD-National (RCD-N) créé par Roger Lumbala à Bafwasende sous le patronage ougandais[30] ;
- le RCD-originel dirigé par un ex-officier du RCD, Songolo Nura, et par Maurice Shetebo Murandi, créé au début 2002, auquel certaines sources attribuent la paternité d'une « mutinerie » que le RCD-Goma affronte en mai 2002 à Kisangani[31] ;
- le RCD-authentique que constituent, le même mois de mai, des membres du RCD-Goma adhérant à l'accord de paix partiel conclu à Sun City ;
- enfin, le RCD-Congo fondé le mois suivant, sous le patronage ougandais[32], par Jean-Bosco Barihima, membre fondateur du RCD-Goma, rejoint par Triphon Kin-Kiey Mulumba jusque-là ministre de la Communication et de la Culture des rebelles de Goma[33].

Les trois dernières de ces dissidences n'ont pas grande consistance ni importance.

5. À PARTIR DE L'ASSASSINAT DE L.D. KABILA : CHRONIQUE DE LA GESTION DU RCD-GOMA

> « Finalement, la main du Saint-Esprit est arrivée, Laurent Désiré Kabila a été assassiné, et son fils Joseph est arrivé » (Aldo Ajello, envoyé spécial de l'Union européenne dans les Grands Lacs de 1995 au début de 2007, interview accordée à Colette Braeckman du quotidien belge *Le Soir*, 2 mars 2007).

La mort de L.D. Kabila laisse la place à l'arrivée de son fils, Joseph Kabila. Mais celui-ci n'a pas pu faire mieux que son prédécesseur pour la restauration de l'autorité centrale de Kinshasa dans l'Est ; il a remplacé les comités des pouvoirs populaires (CPP) par son propre parti politique, le Parti populaire pour la reconstruction et le développement (PPRD) dès le 31 mars 2002. Assez vite, ce parti fut miné par des rivalités internes à caractère essentiellement ethnique et régional[34]. De ce fait, le PPRD qui s'est finalement identifié à la composante gouvernement dans l'Accord global et inclusif (AGI, l'accord de Prétoria) a des difficultés pour mettre en place une politique cohérente, surtout en matière de gestion de la crise

29. Il vaudrait peut-être mieux, comme on le fait parfois, dénommer le RCD-K RCD-Wamba et le RCD-ML RCD-Mbusa Nyamwisi, car ces deux mouvements se sont développés comme des factions concurrentes d'une même formation et se sont donc souvent disputé la même dénomination.

30. Après que le corps expéditionnaire ougandais eut été chassé de Kisangani à la suite de sa défaite dans la « guerre des Six Jours » qui l'avait opposé aux Rwandais en août 1999.

31. Voir, par exemple, une dépêche de l'AFP en date du 14 mai 2002.

32. Dans son rapport du 15 octobre 2002 sur l'exploitation illégale des ressources du Congo, le panel d'experts des Nations unies affirme que l'Ouganda, en prévision du retrait de ses troupes de la RDC, met sur pied une « force paramilitaire » congolaise avec des dissidents du MLC et « le RCD-Congo » (§ 102).

33. Le 22 octobre 2002, Kin-Kiey Mulumba tient une conférence de presse à Kampala au nom d'une Union des mouvements patriotiques congolais. Il affirme que celle-ci regroupe cinq mouvements dissidents du RCD-Goma : le RCD-Congo, le RCD-originel, un Mouvement de révolution RCD-Goma dirigé par Jean-Bosco Barihima, la Commission des Négociations pour la participation des Maï-Maï au Dialogue intercongolais (Conemadic), formation se réclamant des Maï-Maï présidée par le commandant Paulin Shebandu Kabulira, enfin un revenant : le CNRD de feu le commandant Kisase Ngandu présidé par Gaston Kangele ! (lesoftonline, 22 octobre 2002). L'initiative sera sans lendemain. Retourné à Goma dès janvier 2003, Kin-Kiey Mulumba sera officiellement réintégré dans le RCD-Goma le 29 décembre 2004.

34. Cf. Paul Makela, un dissident du PPRD avait déclaré : « Le pouvoir au Congo-Kinshasa est infiltré au plus haut niveau. Propos recueilli par Baudouin Amba Wetshi » (*La Conscience*, le 27 juillet 2005).

de l'Est du pays. Son action s'est limitée à prendre pied dans ce bourbier de l'Est en occupant quelques points qui lui permettent d'y faire valoir sa présence, mais sans influer de manière décisive sur le cours des événements. Malgré la signature des accords de paix de Lusaka (10 juillet 1999), Sun City (18 avril 2002) et Prétoria (17 décembre 2002), les rebelles ont toujours recouru à la tactique devenue classique, « *talk and fight* ». Ce qui n'a jamais permis à l'Est de retrouver la paix malgré la mise en place des institutions de la transition consécutivement à l'accord de Prétoria mieux connu sous le nom de l'AGI. On pourrait ainsi penser que la guerre et l'accord de paix ont fait perdre au Gouvernement congolais son droit de souveraineté, car toutes ses décisions sont désormais subordonnées aux exigences des bailleurs de fonds, des alliés de Kinshasa et aux revendications rwando-ougandaises (Pourtier 2004). Un inconnu sur la scène politique congolaise, Joseph Kabila devait tout apprendre et se créer l'image d'un homme d'État. Ces deux objectifs ne pouvaient pas être atteints à brève échéance ; et pour les atteindre, il avait besoin du tutelage. Cela fait de lui un chef moins indépendant que Laurent Désiré Kabila. Bénéficiant du soutien de la communauté internationale et fort de la légitimation de son pouvoir présidentiel par l'accord de Sun City, son effort consista à tirer le maximum de profit du processus de paix enclenché depuis Lusaka et accumuler des moyens financiers conséquents en vue d'émerger comme un acteur incontournable à la fin de la transition. Cette préoccupation est aussi préjudiciable à l'Est du Congo, car Joseph Kabila n'a fait que gérer le statu quo.

5.1. L'ASSASSINAT DE LAURENT DÉSIRÉ KABILA

Le président L.D. Kabila est assassiné dans son bureau, le 16 janvier 2001, et les accusations portent sur ses ennemis de l'Est. Au sujet de cet événement, Aldo Ajello, qui était l'envoyé spécial de l'Union européenne dans les Grands Lacs de 1995 au début de 2007, tiendra ces propos : « Finalement, la main du Saint-Esprit est arrivée, Laurent Désiré Kabila a été assassiné, et son fils Joseph est arrivé » (interview accordée à Colette Braeckman du quotidien belge *Le Soir*, 2 mars 2007). La version officielle attribue l'assassinat du président à Rashidi Kasereka, ce *kadogo* introduit à la cour de Kabila par Masasu Nindaga. Au total, Braeckman relève des traces de cinq complots qui auraient visé concurremment l'élimination du président : outre celui des barons mobutistes et celui de ressortissants du Kivu ainsi que la piste impliquant autour de Kapend un réseau lunda du Katanga agissant en liaison avec l'Angola, il y a une piste menant à un complot de diamantaires libanais[35] et enfin une autre conduisant à des services secrets américains. Elle écrit alors : « L'assassinat est à l'évidence le fruit d'un complot, sinon d'une série de plusieurs conjurations » (Braeckman 2003 : 105).

Avant que ne s'ouvre le procès de l'assassinat de L.D. Kabila, un autre procès lié à cette affaire s'est tenu à Likasi, à partir du 27 août 2001 devant la Cour d'ordre militaire (COM). Le verdict a été rendu le 13 septembre 2001. Les inculpés sont répartis en trois groupes en fonction du complot auquel ils sont censés avoir participé (de Villers 2009 : 16-18). Mais seul le premier, composé de ressortissants du Kivu intéresse ce chapitre. Il s'agit, pour 23 d'entre eux, de survivants d'un groupe de personnes arrêtées à Kinshasa en octobre 2000 dans le cadre d'une opération de répression d'une supposée tentative de coup d'État.

« Selon les services secrets du pouvoir, un complot a été ourdi de longue date dans des milieux du Kivu. Les comploteurs affirment vouloir défendre les acquis de la révolution du 17 mai 1997 en s'opposant à la "katangalisation" du pays. En liaison phonique avec une fraction des Maï-Maï, ils auraient tenu une réunion le 4 octobre à la résidence du commandant Anselme Masasu "dit général des *kadogo*" ».

Une vague d'arrestations est alors déclenchée le 28 octobre dans différents lieux de la capitale. On lit dans le rapport du Codho : « Beaucoup parmi les victimes, lors de leur arrestation, étaient obligées d'ouvrir les boutons de leurs chemises et faire montrer les côtes à leurs bourreaux. S'il y a des tatouages sur celles-ci et au dos, la personne était immédiatement ligotée et amenée au lieu de détention. Pour les persécuteurs toute personne ayant ces genres de tatouages est "mayi-mayiste" […]. Elles auraient reçu ces signes lors de leur initiation à l'invulnérabilité contre les balles ». Mais, objectent les auteurs du rapport, « pourquoi le tatouage des côtes et dos chez les ressortissants du Kivu ? Pour soigner les

35. Le mobile animant ces Libanais aurait été le récent octroi par le président Kabila du monopole d'achat du diamant à IDI Diamond de l'Israélien Dan Gertler. On parle de l'implication d'un réseau Hezbollah-al-Qaida ! Voir aussi l'article de C. Braeckman dans *Le Soir* du 22 octobre 2001.

bébés souffrant de la broncho-pneumonie […] Cette phytothérapie se fait par de petites blessures sur la peau avec une lame de rasoir à l'issue desquelles le (la) soignant(e) frotte dans ces petites plaies saignantes un médicament en feuilles déjà pilées dans un mortier […] ».

Ce rapport du Codho identifie 52 des militaires (parmi lesquels Masasu) et 12 des civils arrêtés.

L'Asadho ayant fait état du transfert au Katanga du commandant Masasu et d'un groupe de militaires, suivi de leur exécution, le lieutenant-général Luetsha (Lwetsha), chef d'état-major, diffusera le 16 décembre un communiqué qui à la fois dément les exécutions et confirme les arrestations (« certains officiers des FAC ont été dernièrement mis aux arrêts pour des motifs liés à la perturbation de l'ordre public »). Notons que ce communiqué met en cause Basengezi Katintima, le gouverneur du Sud-Kivu nommé par le RCD. Il serait responsable d'une campagne d'intoxication visant à « (accréditer) la thèse selon laquelle les ressortissants du Sud-Kivu sont malmenés par le régime du président Kabila » (*Le Palmarès*, 18 décembre 2000).

La répression, pour l'opération, avait été conduite par le général Yav Nawej et le colonel Eddy Kapend Irung qui tous deux seront condamnés dans le procès sur l'assassinat. Un rapport d'Amnesty International (2001) fait état des tortures infligées à certaines des personnes arrêtées, au moins des « comploteurs ». Une partie de ceux-ci ont été exécutés soit à Kinshasa, soit au Katanga. Arrêtons-nous sur le commandant Masasu, accusé d'être le chef des conjurés, qui fut cependant libéré en décembre 2000 et ne fit pas partie des inculpés au procès d'août 2001. Mais il sera bientôt arrêté lui aussi et condamné à mort à l'issue d'un procès expéditif – ou d'un prétendu procès – tenu à Lubumbashi. Le Gouvernement de Kinshasa, par la bouche de She Okitundu, reconnaîtra plus tard l'exécution de Masasu et de ses compagnons. Elle serait intervenue le 27 novembre dans la zone de Pweto, là où les FAC et leurs alliés zimbabwéens allaient bientôt subir une lourde défaite (de Villers 2002 : 325).

> « Parfois dénommé le "général des *kadogo*", Anselme Masasu fut le héros de nombre de ces jeunes gens du Kivu qui, ayant rejoint les rangs des combattants de l'AFDL dans les débuts de la guerre de 1996-1997, s'étaient retrouvés exclus ou marginalisés avec la montée en puissance dans les organes du nouveau pouvoir de Tutsi et de Katangais. L'assassin présumé de L.D. Kabila, Rashidi Kasereka, appartenait à cette catégorie. Plusieurs de ses compagnons de la garde présidentielle originaires du Kivu sont arrêtés en janvier 2001, dans les jours suivant l'assassinat (Rashidi ayant donc été tué au moment même du drame). Parmi eux figurait un certain Georges Mirindi. Celui-ci parviendra à s'enfuir à la fin février ; on le retrouvera avec un compagnon d'évasion, Bora Uzima, dans les rangs du RCD-Goma. Dans le procès-verbal manuscrit de son audition par un officier du ministère public le 22 janvier 2001, il a déclaré : "Trop de déceptions, trop de mensonges nous ont poussés le Rashidi et moi à poser cet acte que nous qualifions de 'mal nécessaire'." Auparavant, il avait énuméré ses griefs, partagés selon lui par Rashidi et d'autres compagnons. Il reproche à L.D. Kabila : le favoritisme dont bénéficient les Banyamulenge et les Katangais ; une "politique du faire semblant" et le non-respect des engagements pris lors de la marche au pouvoir (ainsi, des promesses faites par le futur chef de l'État en matière de mécanisation de l'agriculture ou de gratuité de l'enseignement et des soins de santé) ; l'erreur mortelle d'avoir confié le sort du pouvoir aux Tutsi congolais et rwandais […] » (de Villers 2009 : 16).

Le procès proprement dit sur l'assassinat de L.D. Kabila s'est ouvert devant la Cour d'ordre militaire le 15 mars 2002 au centre pénitentiaire et de rééducation de Kinshasa. Le président de la COM est le général de brigade Nawele Mukongo. Le ministère public est représenté par le colonel Charles Alamba Mungako, procureur général. Il y a 119 inculpés à l'ouverture du procès, mais ils seront *in fine* 135. Des personnes convoquées en tant que témoins, ainsi Émile Mota, ont en effet été arrêtées dans la salle d'audience. Le verdict est rendu le 7 janvier 2003. Alors que le colonel Alamba avait requis 115 condamnations à mort, il n'y en aura finalement « que » 30, dont 10 par contumace. Plusieurs des condamnés à mort par contumace sont ou deviendront des cadres du RCD-Goma : ainsi, Georges Mirindi et le major-commandant Bora Uzima, Xavier Ciribanya (qui deviendra gouverneur du Sud-Kivu en janvier 2003), le major Joseph Kasongo.

Dans la réplique du ministère public au collectif des avocats de la défense, prononcée le 5 décembre 2002, le procureur général Alamba y distinguait quatre réseaux de comploteurs : un « réseau Baramoto » composé d'anciens militaires

de la Division spéciale présidentielle (DSP) et de la Garde civile de Mobutu, le « réseau Masasu », un réseau d'hommes d'affaires libanais accusé d'avoir financé l'ensemble des opérations, enfin un quatrième réseau constitué autour d'Eddy Kapend au sein de la « garde rapprochée » du chef de l'État Kabila. Ce dernier réseau aurait eu pour mission d'« unifier » les trois autres et de planifier l'élimination physique du président en vue de le remplacer par le commandant Masasu (dans un projet initial que l'arrestation puis la mort du commandant ont remis en cause).

5.2. L'ASSASSINAT DE KABILA PÈRE ET LA PROMOTION DU FILS JOSEPH

Le nouveau président Joseph Kabila exploitera habilement les cartes qui s'offraient à lui du fait de l'évolution de la diplomatie internationale et de la situation des belligérants. L'enjeu fondamental est pour lui de voir consacrée sa position à la tête de l'État. Comme l'écrit International Crisis Group, son maintien à la présidence est « la seule véritable exigence du Gouvernement de Kinshasa dans le Dialogue intercongolais » (ICG 2002 : 9). C'est ce qu'il obtiendra avec la conclusion à Pretoria, les 16-17 décembre 2002, d'un « accord global et inclusif » clôturant le long processus du Dialogue. Certes, il se retrouve à la suite de cet accord flanqué de quatre vice-présidents, mais cette formule dite « 1 + 4 », on verra en quoi, lui est favorable. Selon Mohamed Ould Lebatt, membre de l'équipe de facilitation de Kethule Masire, la formule aurait d'ailleurs été le fruit de négociations menées « dans le plus grand secret » par le Gouvernement de la RDC avec celui de l'Ouganda et en association avec Kigali ; elle aurait alors été reprise par l'équipe onusienne des médiateurs dans la phase finale du Dialogue (Ould Lebatt 2005).

Le Rwanda et l'Ouganda avaient des grands avantages en approchant formellement Joseph Kabila. Stanislas Bucyalimwe écrit :

> « [L'Est du Congo] demeura "un trou noir" que le Rwanda et l'Ouganda organisèrent à leur avantage : exploitation illégale des ressources naturelles, banalisation des frontières, véritable satellisation de cette région. Les canaux par lesquels ces pays opèrent en RDC sont principalement d'ordre militaire, politique et économique. Ils ont certains traits communs : la mise à contribution de l'armée, des services de sécurité, des administrations territoriales à forte coloration ethnique et tous les instruments de répression (police et tribunaux), l'application des politiques de diviser pour régner et de la terre brûlée[a36], l'octroi d'énormes privilèges aux businessmen ougandais et rwandais (protection assurée par les militaires et exonération des taxes et redevances diverses dues aux groupes rebelles au détriment d'hommes d'affaires locaux)[b], la position dominante des clans au pouvoir au sommet et à tous les échelons inférieurs de la pyramide des réseaux d'où ils orchestrent toutes les opérations à travers des circuits complexes et compliqués, l'implantation des colonies, tutsi d'un côté[c] et hima de l'autre, qui sont protégées par des militaires et entraînent l'extorsion des terres des populations locales (confiscation et/ou achat par des voies irrégulières), le recours aux "substituts locaux" pour pérenniser leur présence » (Bucyalimwe Mararo 2006 : 270).

36. Les notes de cette citation sont les suivantes : a) Cf. REC-INFO n°5/2001 du 23 mai 2001 ; Amnesty International, RD Congo. « Nos frères qui les aident à nous tuer ». Exploitation économique et atteintes aux droits humains dans l'Est du pays, Londres, avril 2003. b) REC, Rapport de mission au Sud-Kivu et Nord-Kivu (17 mai-2 juin 1999). Bruxelles, le 12 juillet 1999 ; Amnesty International, RD Congo : « Nos frères… », *op. cit.,* section 4. c) REC, Rapport de mission au Sud-Kivu et Nord-Kivu (17 mai-2 juin 1999). Bruxelles, le 12 juillet 1999 ; Amnesty International, RD Congo : « Nos frères… », *op. cit.,* section 4.

Voici deux situations parlantes :

1. Contrôle des moyens de communication

« La gestion des moyens de communication est passée progressivement "d'un département gouvernemental à une entreprise publique, opérateur public de télécommunication en total monopole (Office congolais des Postes et Télécommunications – OCPT)[37]" très prospère depuis 1967, de ce dernier aux exploitants privés dès la fin des années 1980. Ces exploitants privés s'engagèrent dans une lutte sans merci pour la préséance[38]. Jusqu'à la guerre AFDL, c'est sans doute la société Télécel de Joseph Gatt et Miko Rwayitare qui a eu le dessus » (Bucyalimwe Mararo 2006 : 270).

37. Note du texte cité : Ntambue-Tshimbulu, R. 2004. « Surmonter les contraintes spatiales et politiques du déploiement et de l'appropriation de l'internet en République démocratique du Congo ? ». In A. Chéneau-Loquay, *Mondialisation et Technologies de la communication en Afrique*. Paris Karthala, p. 148.

38. Note du texte cité : *Le Potentiel*, n° 418 du 24 janvier 1994, p. 5 ; *Le Potentiel*, n° 436 du 7 mars 1994, p. 4 ; *Le Potentiel*, n° 437 du 9 mars 1994, p. 5 ; *Le Potentiel*, n° 450 du 8 avril 1994, p. 2.

Quelques témoignages à ce propos :

La guerre des fréquences à Kinshasa

Témoignage de Gilbert Nkuli

« En 1995, il s'est produit une véritable guerre des fréquences dans la ville de Kinshasa. Le saviez-vous ? Que s'est-il passé ?

Il vous souviendra qu'en 1988, Monsieur Miko Rwayitare (†) avait lancé le premier réseau de téléphonie mobile cellulaire analogique au Zaïre, bien avant plusieurs pays d'Afrique et d'Europe. Il s'agissait de la norme américaine AMPS (Advanced mobile phone system). Le portable coûtait 2500 USD et il fallait avoir deux parrains ayant des comptes en banque pour obtenir un numéro. La minute de communication internationale revenait à 15 USD et l'abonné était chargé pour les appels entrants et sortants.

En 1993, Monsieur Jean-Pierre Bemba décida de créer un deuxième réseau mobile. Il débaucha les ingénieurs Gilbert Nkuli et Dido Libenge du REZATELSAT, et en compagnie d'un troisième ingénieur Bob Nkoy, il les envoya aux États-Unis, en Floride, dans la ville d'Orlando, auprès de la société ASTRONET, pour apprendre la téléphonie mobile cellulaire analogique et la norme AMPS. À notre retour au pays, nous démarrâmes l'installation des matériels en 1994, quand Monsieur Bemba annonce la création de COMCELL et le lancement d'un deuxième réseau de téléphonie mobile cellulaire, Télécel s'interpose et déclare que cela n'est pas possible, car toutes les fréquences lui ont déjà été vendues attribuées par l'État.

En effet, l'ONPTZ, qui gérait le spectre de fréquences pour le compte de l'État, avait certainement par ignorance, attribué à Télécel tout le spectre de fréquences allant de 800 MHZ à 1800 MHZ. Ce qui signifie en clair qu'aucune autre compagnie ne pouvait déployer la téléphonie mobile cellulaire analogique ou numérique en RDC en dehors de Télécel !

Maîtrisant la norme AMPS, nous avons expliqué aux autorités que la norme a prévu les bandes A et B dans la gamme de 800 MHZ pour permettre la coexistence d'au moins deux réseaux. Ainsi, à la mi-1994, COMCELL par entêtement lance son réseau, et Télécel se met immédiatement à le brouiller. Il se passait ceci : dans la norme AMPS, chaque station de base émet des fréquences de communication et une fréquence de balise. Quand un abonné allume son appareil, celui-ci identifie la fréquence de balise la plus proche et se cale dessus. Quand l'abonné veut effectuer un appel, son appareil envoie une demande de communication par la fréquence de balise. La station de base sollicitée lui affecte une fréquence de communication qui le met en liaison avec le switch. L'abonné peut ainsi effectuer son appel. Pour brouiller COMCELL, Télécel utilisait expressément toutes les fréquences de balise du réseau COMCELL comme fréquences de communication de son réseau. Ainsi tous les appareils mobiles du réseau COMCELL n'arrivaient plus à les reconnaître et donc clignotaient en rouge pour signaler l'absence de balise.

Toutes les tentatives des autorités pour ramener Télécel à la raison sont demeurées infructueuses. Finalement, les Responsables de COMCELL ont levé l'option de répliquer et répondre à Télécel. Ils ont donc pour ce faire, commandé des générateurs hyperfréquences au Canada. À leur arrivée, nous les avons installés aux Galeries présidentielles et à l'immeuble SNEL.

Ainsi tous les jours, pratiquement de 8 h à 18 h, il était devenu impossible de passer un appel au centre-ville sur les réseaux COMCELL ou Télécel. Les ingénieurs des deux réseaux étaient rivés devant les analyseurs de spectre pour repérer les fréquences de balise des autres, les bombarder et vice-versa.

Quand vos fréquences de balise étaient repérées par les adversaires, vous les changiez immédiatement, ce qui donnait à vos abonnés l'occasion d'effectuer quelques appels avant qu'elles ne soient de nouveau repérées et bombardées. La guerre a duré des mois. Chacun était sur ses positions. Aucune médiation n'aboutissait. C'était devenu même dangereux. Des deux côtés on se déplaçait avec des commandos de la DSP dans les voitures.

Un jour, le grand amiral Mavua, patron du SNIP décide de séquestrer PCA, PDG, DG et DT de l'ONPTZ, COMCELL et Télécel pour les forcer à trouver un compromis. Nous nous sommes retrouvés dans une pièce du SNIP de 10 h à 18 h. Il y eut des discussions orageuses entre les patrons, mais pas de compromis. Monsieur Jo Gatt de Télécel était catégorique. Quelques semaines plus tard, je revenais d'une mission à Lagos au Nigeria où COMCELL venait d'obtenir une licence. Nous faisions déjà le survey pour identifier des sites. À mon arrivée à Kinshasa, on m'informa que les deux DT de COMCELL et Télécel étaient attendus à la deuxième cité de l'OUA, à la DSP. Je pris alors toute la documentation que je détenais sur la norme AMPS et me rendis à la DSP où je trouvai mon collègue Muniakazi, DT de Télécel. Nous fûmes reçus par le colonel Bushiri. Il posa une seule question : "Qu'est-ce qui se passe ?" Juste le temps pour nous d'ouvrir nos dossiers pour expliquer, il nous interrompit en disant : "Je sais ce qui se passe. Le problème est que vous deux, vous ne vous entendez pas. Alors je vous arrête pour deux infractions graves : outrage à la personne du chef de l'État et offense à la personne du chef de l'État." Il nous intima l'ordre d'enlever chaussures, chaussettes, ceintures et montres et de monter dans la jeep. C'est ainsi que j'ai passé pour la première fois une nuit dans un cachot, avec mon collègue Muniakazi. Le lendemain, le colonel revint vers 14 h et nous demanda si nous nous étions entendus. Le temps de lui expliquer que nous sommes de simples agents, il nous interrompit encore et demanda qu'on nous transfère au cachot souterrain. À ce moment Muniakazi craqua et demanda le téléphone pour parler à son patron, je l'entendis crier sur son patron. Monsieur Miko demanda de parler au colonel et lui dit de lui donner deux heures, car il était au Burundi. On nous renvoya alors au cachot. Une heure après, le colonel revint et appela le DT de COMCELL. Je me présentai devant lui. Il me dit que j'étais libre, car il a reçu le rapport que COMCELL a cessé de brouiller. Il me prit à bord de sa voiture pour me ramener en ville. Une dame de la DSP m'offrit des babouches appelées "la gomme", car j'étais pieds nus. Le colonel me déposa devant le restaurant Chantilly.

De là je marchai comme un vagabond jusqu'au bureau de COMCELL où je trouvai mon épouse en train de pleurer, car elle était sans nouvelles de son mari. Un jour après ma sortie, on relâcha aussi Muniakazi, car Télécel avait aussi de son côté arrêté le brouillage.

C'était, enfin, la fin de la guerre des fréquences à Kinshasa, qui eut lieu durant une bonne partie de l'année 1995. »

(Sgé) Gilbert Nkuli

Mais la situation politique allait rapidement évoluer en faveur de Télécel. Notamment grâce aux relations de son président Miko Rwayitare. D'abord la présence et le soutien qu'il reçut de Léon Kengo dès la création de son entreprise. En fait, Kengo était né au Congo belge d'un père européen, Michel Lubicz (juif, de nationalité polonaise) et d'une mère congolaise de père et rwandaise de mère, Claire Mukanda Kes[39]. Il fut perçu par une certaine opinion comme partisan de la cause tutsi, surtout avec l'implantation de la société Télécel, à partir de juin 1989, dont le Rwandais Miko Rwayitare détenait 60 % des parts, le juif israélien naturalisé américain Joseph Gatt 30 % et la société Salt International 10 %. Le 6 juin 1989, Kengo qui était Premier ministre avait demandé à Gbaligaza (président délégué général de l'ONPTZ) de signer la convention de concession d'exploitation du réseau cellulaire entre ONPTZ et

39. Après sa naissance à l'hôpital de Libenge et le départ inopiné de son père, Claire Mukanda Kes se maria à Louis Yalala, un caporal de l'armée coloniale, un Topoke de Yafela dans le territoire d'Isangi (province de la Tshopo). Les circonstances ont fait qu'il vécut davantage avec ses grands-parents. En fait, son grand-père maternel, Kengo Édouard, était un Ngbandi du territoire de Mobayi (autrefois appelé Banzyville) dans l'Ubangi, originaire du secteur Kota-Koli, groupement Dondo chez les Dondo-Sumbi. En 1914, au moment du déclenchement de la Première Guerre mondiale, il avait été enrôlé dans la Force publique par le pouvoir colonial belge. Exécutant son service militaire, il avait été envoyé au Ruanda-Urundi, qui devint peu après territoire sous-tutelle de la Belgique. C'est là que le soldat rencontra une jeune fille tutsi nommée Hilda Asimini, avec laquelle il fonda une famille (Kengo wa Dondo 2019).

Télécel. La convention fut également signée par M. Miko Rwayitare en sa qualité de président de la société Télécel. N'ayant pas les moyens financiers nécessaires pour démarrer le projet, Miko Rwayitare et Joseph Gatt sollicitèrent l'appui de Kengo et obtinrent un crédit auprès de la Société financière internationale (SFI) ; ce crédit était formellement garanti par le nantissement de fonds de commerce de la société Télécel, c'est-à-dire la concession d'exploitation accordée par l'État zaïrois qui s'engageait ainsi à ne pas la retirer jusqu'au parfait remboursement du crédit à la SFI. D'ailleurs, Télécel s'était accaparé la station terrienne standard B (KSH 4B) appartenant à l'opérateur public ONPTZ. Le contrôle de ce service de communication allait renforcer le noyautage du pouvoir zaïrois au profit de l'AFDL.

On sait que Jeannot Bemba, propriétaire de COMCELL, avait lui aussi des liens forts avec le régime Mobutu. Après avoir été longtemps des alliés gravitant autour de ce pouvoir, Kengo et Bemba se sont détestés ; Mobutu faiblissant se contentait de puiser chez l'un et l'autre sans avoir encore une réelle autorité sur les deux. D'ailleurs, c'est Kengo qui demeura son favori. La fin du régime Mobutu et l'avènement de l'AFDL firent perdre à Jeannot Bemba tous ses soutiens politiques auprès du pouvoir qui s'était établi à Kinshasa ; ce qui fut l'inverse pour Télécel avec son président Miko. En 1999, après que l'AFDL eut été disloquée et que le RCD fut créé en s'emparant d'une grande partie du territoire congolais désormais hors de contrôle de l'autorité de Kinshasa, c'est Jean-Pierre, le fils aîné de Jeannot Bemba et ancien président de COMCELL, qui organisa sa rébellion pour se tailler une part du Congo. Le père Jeannot déclarera à la télévision de Kinshasa ne pas croire au succès de l'« aventure » de son enfant qu'il pria de renoncer. Laurent Kabila fit aussitôt de lui son ministre de l'Économie, apparemment dans le seul but immédiat d'embarrasser le chef du MLC ; une stratégie qui ne fonctionna pas. Dans l'Est du pays sous le RCD, le Rwanda attribua le contrôle du réseau à Télecel. Voici témoignage relatif à cette évolution :

« Frédéric Bola ki-Khuabi, ancien conseiller juridique du ministre AFDL des Postes, Téléphones et Télécommuncations (PTT) Kinkela Vi Kan'sy, explique cette ascendance par l'appui dont elle bénéficia du gouvernement Kengo II et "une vaste opération d'escroquerie destinée à flouer l'opérateur public l'ONPTZ, avec la complicité et la bénédiction des autorités du Gouvernement zaïrois[40a]". La collision de Miko avec les envahisseurs rwandais, ougandais et burundais durant la guerre d'agression de 1996-1997 a valu des récriminations de la part de beaucoup de Congolais (y compris le gouvernement de L.D. Kabila) à la Télécel[b]. Contraint de quitter le pays, Miko Rwayitare, cet ami de Barthélemy Bisengimana et l'un des barons tutsi du régime Mobutu, alla s'installer respectivement à Washington (États-Unis d'Amérique), au Rwanda et en Afrique du Sud[c]. Il ne semble pas avoir abandonné ses activités en RDC, car Télécel serait devenu Starcel et aurait, avec Comcell, établi une liaison avec l'OCPT en 1998 ; d'autres opérateurs rwandais (MTN-Rwandatel et Rwandacell/Supercell) (Ntambue Tshimbulu , *op. cit*, p. 152) sont aussi venus investir, à partir de Kigali, les territoires occupés durant le régime du RCD-Goma.

Quatre noms sont cités dans des opérations qui consistaient à faire passer le contrôle des télécommunications entre les mains des Rwandais : Adolphe Onusumba (président du RCD/Goma), Moïse Nyarugabo (ministre RCD de la Justice), Alphonse Sebananira (ancien agent de l'ONPTZ qui, après avoir déserté pour Kigali en 1994, avait été nommé le 30 janvier 2000 directeur provincial de l'OCPT/Goma), et Antoine Mundjo (coordinateur national de l'OCPZ). Grâce à eux, la société Rwandatel dont le siège était à Kigali a pu signer un accord de partenariat avec l'OCPT le 7 décembre 2001. Cet accord donnait d'énormes avantages à Rwandatel : le centre de contrôle des opérations fut fixé à Kigali, les abonnés furent obligés de rester dans le réseau Rwandatel à Bukavu, Goma et Kigali (d'où l'usage du code international 250 du Rwanda et la possibilité du Rwanda de contrôler toutes les communications), toutes les opérations financières se faisaient via le compte bancaire de Rwandatel qui encaissait la grande partie des recettes (80 %) (Lutundula & Mupira 2005 : 181-184). La société SuperCell a vu le jour au lendemain de l'accord de Sun City (août 2002) en tant que prolongement de la Rwandacell dans l'Est de la RDC, mise en place à Goma, Bukavu

40. Les notes de cette citation sont les suivantes : a)Bola ki-Khuabi, F., *Kabila et Télécel-Congo. Lorsqu'un régime taré s'accommode de la mafia*, s.l., s.d. (2000 ?), pp. 36-37. b) Mumenfi, D., « La République démocratique du Congo face à une agression étrangère ». Allocution devant les ambassadeurs et corps dipmomatiques, Kinshasa, le 16 octobre 1998. c) « L'acheteur de l'hôtel *Mille Collines* s'appelle Miko Rwayitare », *Le Potentiel*, n° 3531 du lundi 19 septembre 2005.

et Uvira par Kigali en pleine guerre en 1999. SuperCell s'installa à Goma, Bukavu et Kisangani et utilisa les services de MTN-Rwandacell et, comme Rwandatel, le code international 250 du Rwanda. En décembre 2004, elle fut agréée comme opérateur public en RDC avec 243 comme indicatif du pays et 80 comme indicatif national de destination. Elle devait commencer à travailler à Goma. Elle démarra effectivement dans cette ville en août 2005. Les sociétés kinoises Vodacom et Celtel se sont installées à l'Est après 2003 ; elles sont désormais en concurrence ouverte avec les opérateurs rwandais qui, jusque-là, y détenaient le monopole. C'est peut-être pour cette raison que SuperCell a décidé de se mettre au pas en acceptant les injonctions de l'ARPTC. Kinshasa n'a pas encore gagné la partie si l'on tient compte du fait que Cyprien Rwakabuba, un poids lourd dans le camp pro-rwandais de la politique congolaise, a été nommé président du Conseil d'administration du RENATELSAT (Réseau national des télécommunications par satellite) en août 2005 et que la RDC risque d'être exclue, si elle ne l'est pas déjà, du Réseau international des Télécommunications par satellite pour le non-paiement des arriérés de ses contributions. En zone de contrôle ougandais, il ne semble pas y avoir un effort de même envergure pour contrôler l'information. »

Source : Bucyalimwe Mararo 2006 : 270-273.

2. Contrôle des circuits économiques

« Les mines, terres, commerces et transports sont les principaux secteurs ciblés par le Rwanda et l'Ouganda. L'influence militaire et politique est capitale pour leur contrôle ou la protection des intérêts économiques nationaux et privés. Cette influence s'exerce par l'intermédiaire des autorités nommées à la tête des entités territoriales souvent remaniées ou créées (ex-territoires de Minembwe et Bunyakiri au Sud-Kivu, province de Beni-Lubero au Nord-Kivu et province de Kibali-Ituri en Province-Orientale). C'est pourquoi, en plus des légions rwandaises (APR) et ougandaises (UPDF), plusieurs entreprises ont été créées. Leurs activités économiques s'exercent suivant les contrats passés avec les chefs de guerre. Avant la guerre de l'AFDL puis du RCD, les relations commerciales entre la RDC et l'Ouganda étaient plus poussées par rapport à celles que la RDC entretenait avec le Rwanda. Les premières étaient plus anciennes et s'inscrivaient dans le courant commercial orienté vers l'océan Indien et dominé par la fraude et les échanges des produits locaux divers (or, cassitérite, papaïne, thé, café, ivoire) contre les produits finis importés. Le courant commercial vers le Rwanda était dominé par les produits vivriers, le bois et le tabac. La guerre de 1996/1998 a entraîné la restructuration et la réorientation des courants commerciaux existants et la diversification des produits : une multitude de matières stratégiques et d'armes s'est ajoutée à la gamme des articles courants. Bref, de véritables réseaux internationaux de commerce ont vu le jour ; dans ce nouveau contexte, la RDC est plus sollicitée qu'auparavant et le nombre d'acteurs va au-delà du cercle habituel (commerçants locaux et étrangers, d'origine asiatique surtout, vivant dans la région) ; ceux-ci ont, pour la plupart, des connexions avec les gouvernements des pays voisins ou des firmes multinationales. Un nouveau chapitre de l'histoire commerciale de l'Est de la RDC est en train de se dessiner et il s'inscrit dans la durée. À l'issue d'une mission effectuée dans les provinces du Sud-Kivu et du Nord-Kivu en mai et juin 1999, des représentants du REC (Réseau européen pour le Congo) reconnaissaient qu'il y avait une concurrence déloyale faite par des opérateurs rwandais au détriment des grands commerçants locaux[a41]. Cette situation est identique en Ituri[b]. Consécutivement au renforcement de l'emprise du Rwanda et de l'Ouganda, la mise en place de leurs multiples réseaux dans l'Est de la RDC et l'installation des multinationales à Kigali et à Kampala, des opérateurs congolais sont obligés de s'intégrer dans les réseaux de commerce rwandais et ougandais pour faire fructifier leurs affaires ; la plupart y jouent un rôle d'auxiliaire plutôt que celui de maître de jeu. Les différents rapports du Groupe d'Experts de l'ONU (2000-2003) fourmillent de données qui permettent de comprendre la nature et l'ampleur de ce lien entre la guerre et le pillage.

Le Gouvernement rwandais a créé le "Bureau Congo", qui dépend directement de l'armée. James Kabarebe (numéro 2 de l'APR) coordonnait les activités du Congo Desk ; le rôle de celui-ci était d'exploiter les mines d'or, de diamants, du coltan et d'autres produits du Nord-Kivu, du Sud-Kivu, du Maniema et de la Province-Orientale et les exporter pour le compte du ministère rwandais de la Défense. Ainsi, l'APR a placé des régions minières entières

41. Les notes en bas de page de cette citation sont les suivantes : a) REC, Rapport de mission au Sud-Kivu et au Nord-Kivu (17 mai-2 juin 1999), Bruxelles, le 12 juillet 1999, p. 5. b) Report of the UN Panel of Experts, 21 october 2002 (S/2002/1146), pp. 22-23. c) *Le Palmarès* du 6 décembre 2003. d) Rapport du Groupe d'Experts de l'ONU, octobre 2002 (S/2002/1146), p. 22. e) La situation des droits de l'homme en RD Congo. Résolution (E/CN.4/2003/L.43.Rev.1) du 17 avril 2003. f) Human Rights Watch, « Ituri : Couvert de sang », New York, le 20 juin 2003.

sous l'état de siège et y fait travailler une main-d'œuvre soit levée localement par la force soit importée du Rwanda (anciens prisonniers hutu libérés). Les produits sont transportés sous escorte militaire depuis leurs lieux d'exploitation jusqu'aux comptoirs du Rwanda. On a vu fleurir, dans l'ombre de ce bureau, plusieurs sociétés (ex. Bankor, BCDI, SOMIGL, Rwanda Metals, Jambo Safari, Établissement Habier, STIPAG, Congo Holding Development Company, Peace Air Company, Sky Air, etc.) qui sont dominées par des élites militaires, politiques et économiques rwandais, ou agissant pour le compte de Kigali ; on trouve parmi ceux-ci certains anciens réfugiés dits de 1959 qui ont vécu longtemps en RDC et qui veulent renforcer leurs positions au Rwanda et en RDC. En plus, l'influence rwandaise est manifeste au sein de la Société congolaise d'assurances et de réassurances (SCAR) qui opère à l'Est au détriment de la SONAS (Société nationale d'assurances) depuis 1999. La SCAR serait en fait mixte ; les Tutsi qui avaient fui vers le Rwanda suite à la victoire du FPR et la SONARWA y détiendraient plusieurs actions (700 sur 2000, soit un montant déclaré de 70 millions de dollars US pour cette dernière)[c]. Dans le cadre de partage des entreprises publiques entre les différentes composantes, la SONAS est revenue au RCD-Goma et la présidence de son conseil d'administration fut confiée au même Moïse Nyarugabo. Le contrôle rigoureux de l'administration locale et des circuits économiques par le Rwanda a créé des frustrations et un sentiment de rancœur parmi les populations congolaises. Ils furent à la base d'un phénomène nouveau, la prolifération des milices tribales au Sud-Kivu et au Maniema, car celles-ci existaient déjà au Nord-Kivu depuis la guerre de Masisi en 1993. Si leur principal objectif est de lutter contre l'occupation rwandaise, les *leaders* de ces milices sont aussi en compétition pour le contrôle des territoires où ils espèrent sécuriser les membres de leurs communautés et en même temps promouvoir leurs intérêts économiques privés (cf. *infra*). La zone sous contrôle rwandais est devenue au fil du temps un espace écartelé entre l'APR/RCD-Goma et différents groupes armés (congolais et étrangers dont la plupart échappent à l'emprise de Kigali contrairement à la zone de contrôle ougandais) qui, au lieu de se combattre, tissent des liens d'affaires.

Dans l'espace de Lubero, Beni et Ituri, l'armée ougandaise organise et contrôle le commerce au profit des Ougandais et leurs partenaires locaux, les Hema principalement. Le contrôle de cet espace (qui s'étend beaucoup plus à l'Ouest en Province-Orientale et l'Équateur) par l'Ouganda est moins rigoureux. Contrairement au Rwanda, il n'y aurait pas de structure hiérarchisée. Ce sont plutôt quelques officiers de l'UPDF, politiciens et commerçants auxquels s'associent des chefs rebelles congolais et tous ceux qui contrôlent l'appareil administratif, sécuritaire et économique dans ce vaste espace qui imposent leur loi ; ils sont donc les organisateurs et premiers bénéficiaires de ce business. Ils opèrent à travers des sociétés-écrans (ex. Groupe Victoria, Trinity Investment, Conmet, Sagricof, Calebs International, Air Alexander, Uganda Air Cargo, Air Navette)[d]. L'insécurité qui règne dans cette région est aussi le résultat de la politique ougandaise qui consiste à créer des chefs rivaux (au total une dizaine de groupes armés qui se sont substitués au défunt RCD-Kisangani contre un seul en zone de contrôle rwandais) et puis à les opposer entre eux, c'est-à-dire instrumentaliser les conflits ethniques[e]. Le résultat d'une telle politique fut d'aggraver les hostilités ethniques et politiques, de créer une situation de non-contrôle et d'insécurité généralisée[f]. Au départ, Museveni a joué sur la carte idéologique pour soutenir Wamba-Dia-Wamba et Jacques Depelchin (tous les trois ont été à l'Université de Dar-Es-Salaam en Tanzanie), aussi longtemps que Kisangani était entre les mains de l'UPDF. Mais, dès que l'UPDF fut chassée de Kisangani par l'APR et que Bunia devint le point-clé de ses opérations en RDC, la carte ethnique vint à l'avant-plan. Ce qui joua en défaveur de ces deux *leaders* marxisants du RCD-Kisangani (Wamba et Depelchin) au profit des *leaders* locaux, Mbusa Nyamwisi (Nande de Beni), John Tibasima Atenyi, Thomas Lubanga et Kawa Mandro Panga (Hema de l'Ituri) respectivement. Pendant que les deux premiers sortaient de la Province-Orientale par la petite porte, ces derniers émergeaient, avec leurs groupes ethniques respectifs, comme les principaux alliés de Museveni dans la géopolitique locale et régionale. Ce dernier a mis en avant un outsider à la région, Jean-Pierre Bemba, originaire de la province de Mobutu (Équateur) et chef du MLC (Mouvement pour la Libération du Congo) créé en 1999 sous son sponsoring, dans ses tentatives d'influencer le pouvoir à Kinshasa. Cette stratégie devint évidente avec la création du Front pour la Libération du Congo (FLC) le 16 janvier 2001, le jour même où Laurent Désiré Kabila fut assassiné. Dominé par le MLC, le FLC regroupait plusieurs groupes armés de l'Ituri (Hema, Lendu, Alur, Logo, Lughara). Dans l'ensemble, l'appui que Museveni donne aux chefs nande et hema serait plus important que celui accordé à leurs rivaux de la Province-Orientale. L'ordre politique établi en Ituri à l'issue des travaux de la Commission de pacification *ad hoc* (1999-2003) n'est que précaire pour deux raisons : l'Ouganda qui en est le principal parrain (il a présidé les négociations) n'a pas intérêt à ce que l'ordre et la stabilité reviennent dans la région et les *leaders* des milices locales se vouent une hostilité et une méfiance qu'une simple coexistence, fût-elle pacifique, ne peut effacer d'un trait. Dans ce contexte de manipulations et de déchirements continus, il y a plusieurs marges de manœuvre pour les chasseurs des richesses de la région. »

Source : Bucyalimwe Mararo 2006 : 273-276.

Pour asseoir leurs intérêts directs, le Rwanda et l'Ouganda « trahissaient » ainsi leurs « alliés congolais » puisqu'ils conféraient par ces négociations une autorité particulière au président Kabila : le 1er août 2002, un mémorandum était signé à Prétoria entre la RDC et le Rwanda qui prévoyait, en contrepartie du retrait de l'APR, le désarmement par Kinshasa des forces rebelles hutu rwandaises, et, les 14 et 15 août, c'est au tour de l'Ouganda de négocier à Luanda un accord du même type avec Kinshasa, qui allait être ratifié le 6 septembre 2002 par les deux chefs d'État concernés. Cette reconnaissance de la part des parrains des rébellions était d'autant plus précieuse pour Joseph Kabila que l'échec du règlement négocié à Sun City entre lui et Bemba avait conduit à un certain rapprochement entre le MLC et le RCD. Jason Stearns écrit : « De toute évidence, des tensions extrêmes apparurent, car c'était le RCD qui avait le moins d'avantages à retirer de la transition politique, alors qu'auparavant, il représentait l'une des forces militaires les plus puissantes de tout le pays. À parts égales, les enjeux étaient plus importants pour la nouvelle classe d'hommes politiques et d'affaires de Goma. Après avoir été dirigée pendant sept années par les alliés rwandais – d'abord l'AFDL, puis le RCD –, cette élite était menacée » (Stearns 2012b : 17).

Et Stearns ajoute une autre raison du profond mécontentement qui sévit à l'intérieur du RCD : « Des antagonismes de nature ethnique ne firent qu'exacerber le problème. Le RCD n'assurait pas uniquement une protection aux entreprises et aux emplois dans l'Administration : il garantissait également la sécurité physique des Banyarwanda, et des Tutsi en particulier. On ne saurait sous-estimer la crainte profonde de persécution des Tutsi. La quasi-totalité des Tutsi du Nord-Kivu fuit la campagne en 1994, se réunissant dans les centres urbains ou passant au Rwanda. Des milliers furent tués[42]. Au lancement de la rébellion du RCD en 1998, des centaines de Tutsi, dont de nombreux soldats, furent rassemblés dans des camps de l'armée et des villes de tout le pays et massacrés. La transition portait donc atteinte non seulement à la base de leur pouvoir, mais, du moins, beaucoup le perçurent-ils ainsi, à leur survie même. La transition ne chercha jamais à dissiper directement ces craintes – ni la haine que ressentaient les autres communautés en raison des exactions perpétrées par des militaires dirigés par des Tutsi » (Stearns 2012b : 17-18).

5.3. NOUVELLE SITUATION ET ÉVOLUTION DU RCD

Le RCD-Goma connut une certaine stabilité avec l'avènement d'Adolphe Onusumba à la présidence du comité exécutif. Celui-ci a une bonne doublure, en la personne du Munyarwanda tutsi Azarias Ruberwa, qui est à la fois secrétaire général du mouvement et coordinateur de l'exécutif. Onusumba, de nature conciliante, voire effacée, n'affiche pas des ambitions de pouvoir très poussées. Ainsi Ruberwa apparaît comme le chef véritable du mouvement ; ses origines ethniques tutsi et son attachement au Sud-Kivu contribuent à expliquer sa position prééminente, face à Onusumba, originaire du centre du pays.

Comme dit précédemment, depuis le début, la composition du collège des fondateurs (influent dans les nominations et la répartition des rôles) du RCD est continuellement dominée par des gens du Kivu. Les défections subies ayant été surtout le fait de personnalités issues d'autres provinces du pays, le dernier remaniement a conduit à un renforcement à des postes clés de la direction des éléments kivutiens et, en particulier, de personnalités banyarwanda tutsi issues surtout du groupe des Banyarwanda dits Banyamulenge. Outre Ruberwa lui-même, Bizimana Karahamuheto à la tête de l'Administration du territoire et de la Sécurité (son adjoint pour les questions de sécurité, Félicien Hitimana, est également Munyarwanda/Tutsi) et Moïse Nyarugabo (un autre Munyarwanda/Tutsi) à la Justice. Joseph Mudumbi (un Shi du Sud-Kivu, réputé avoir épousé la « cause tutsi ») détient le portefeuille des Relations extérieures[43]. Mais il ne faut pas simplifier. Le RCD avait le souci d'apparaître comme un mouvement national. Si l'on prend l'ensemble des membres de son comité exécutif en 2001-2002, on observe que près de la moitié (14 sur 29) proviennent d'autres provinces que celles des Sud-Kivu et Nord-Kivu[44].

42. Stearns (2012b : 16) cite ce qu'il considère comme incidents principaux de violence anti-Tutsi entre mai 1996 et, au moins, août 1998.

43. Ould Lebatt écrit à son propos qu'il entretient des « relations lignagères » avec les éléments tutsi du mouvement (Ould Lebatt 2005 : 212).

44. Reyntjens & Marysse 2003 : annexe 3 (liste des membres du Conseil exécutif avec leurs origines régionales et ethniques).

Il s'agit plutôt de montrer où se situe le noyau de la décision politique et, surtout, de ne pas oublier que l'objectif essentiel que vise la lutte du RCD est la conquête du territoire étatique et ethnique.

Ruberwa reste l'une des très rares personnalités politiques banyarwanda/tutsi à même de susciter parfois des propos élogieux dans le camp de ses ennemis ou concurrents[45]. On reconnaît à cet avocat de bonnes qualités intellectuelles, de la rigueur, une grande capacité de travail, en même temps qu'un comportement personnel qui n'apparaît pas en contradiction avec les convictions religieuses chrétiennes qu'il affiche fortement[46].

Le véritable objectif immédiat du RCD, écrit Gauthier de Villers, est l'accession au pouvoir à Kinshasa ; ayant dû renoncer à la perspective d'une victoire par les armes, mais pouvant s'appuyer sur le dispositif de l'accord de cessez-le-feu de Lusaka, il mise sur des marchandages entre élites politiques gouvernementales et rebelles arbitrés par des acteurs extérieurs. Le déroulement du Dialogue intercongolais confirmera la pertinence de cette vision cynique qui tient pour quantités négligeables tant la population que la société civile.

Parce qu'ils ont un objectif qui leur est propre, celui de participer – à défaut de pouvoir s'en emparer – au pouvoir de Kinshasa demeuré central dans l'esprit de tous, les dirigeants du RCD ne peuvent être considérés, comme on a trop tendance à le faire, comme de simples marionnettes de Kigali. Ils cherchent à instrumentaliser à leur profit la situation de dépendance dans laquelle ils se sont mis. Et certes, cette dépendance est telle qu'ils ne peuvent faire prévaloir, quand il y a opposition d'intérêts, leurs vues et ambitions sur celles de leur allié/parrain, mais ils ont toujours la possibilité de quitter la rébellion de Goma pour tenter de jouer ailleurs leurs cartes politiques.

Un extrait du procès-verbal d'une réunion du collège des fondateurs du RCD tenue au quartier Himbi à Goma, en octobre 2001, illustre bien l'état de vassalité dans lequel se sont placés les dirigeants rebelles. Un document interne ayant mis gravement en cause son comportement, l'accusant en particulier d'avoir noué des rapports avec Joseph Kabila et Jean-Pierre Bemba, le Dr Onusumba aurait déclaré : « Le contact avec Kabila et Bemba, je m'en suis expliqué pendant plus de quatre heures avec l'autorité du FPR à Kigali. Je n'ai plus de commentaires à faire ! » (*Les Coulisses*, n° 15, 11-15 décembre 2001 : 17). En septembre 2002, Onusumba est de nouveau vigoureusement contesté. *Le Soft international* (26 janvier 2003) rapporte ainsi l'empoignade à la tête du RCD : « Alors qu'Onusumba tentait de s'expliquer en formant sur son portable quelques précieux numéros, l'arrivée des chefs militaires alliés [*i.e.* rwandais] calma le jeu et on prit la décision de se rencontrer le lendemain à Kigali. Une dizaine de barons du RCD s'y retrouvèrent des jours durant, face aux plus hauts dignitaires rwandais, s'insultant et s'entre-déchirant publiquement. D'un côté, Onusumba esseulé. De l'autre, tous les galonnés rejoints par toute l'élite politique du "Kivu holding" (Nord-Kivu, Sud-Kivu, Maniema) décidée d'en découdre. […] Excédés, mais ne pouvant les départager, les plénipotentiaires [rwandais] ordonnèrent la suspension de la réunion en donnant un mois aux protagonistes, le temps d'harmoniser leurs vues sur l'avenir du RCD. »

Sur le modèle du fameux « Tout doit changer, tout va changer » de Mobutu, le discours des responsables politiques congolais se caractérise souvent par la juxtaposition d'une critique radicale de l'état des choses et de l'affirmation que désormais, par on ne sait quel coup de baguette magique, « rien ne sera plus comme avant » (comme a dit a nouveau Mobutu). Différents textes officiels du RCD pourraient être donnés en exemple[47]. C'est le cas d'une note d'information en date du 6 juin 2002 concernant la situation politico-sécuritaire dans la province du Sud-Kivu, note émanant d'un directeur adjoint chargé des renseignements généraux, Nicolas

45. Le Dr Onusumba, par contre, est volontiers discrédité et moqué. On lira à cet égard, avec amusement, mais avec la méfiance toujours requise à la lecture de ce journaliste-politicien, la charge féroce de Kin-Kiey Mulumba dans un article du *Soft International* daté du 17 juin 2003, le lendemain du remplacement d'Onusumba par Ruberwa à la présidence du RCD.

46. Il s'en réclame abondamment dans son ouvrage (Ruberwa Manywa 2006).

47. Nous possédons ainsi le rapport d'une « Mission d'évaluation de l'évolution du mouvement RCD dans la ville de Bukavu » (12/10/1998 ; Archives MRAC, service d'histoire et Politique). La mission a constaté dans différents quartiers de la ville la « résistance et indifférence » des élites et de la population, mais affirme qu'après avoir « informé » les gens elle les a unanimement convaincus de la légitimité de la guerre menée par le RCD !

Kashando. On y lit que la société civile et l'Église catholique sont « acquises au pouvoir de Kinshasa », que l'administration provinciale est « incompétente », que le pouvoir coutumier est « frustré et prêt à divorcer avec le RCD », que l'armée est « peu loyale et disposée à la manipulation », que les milieux d'affaires sont envahis par « une grogne consécutive à la multiplicité des taxes sans contrepartie »… Significativement, l'auteur de ce rapport accuse à la fois de « kabilisme » et de « mobutisme » l'Administration publique dépendant du pouvoir rebelle. Il écrit : « Depuis le début de la guerre de rectification menée par le RCD, il est apparu que l'Administration publique est restée kabiliste », et plus loin : « [Les autorités politico-administratives] ne se sont jamais départies des méthodes mobutistes si bien que leur discours contraste à la fois avec leurs actes et surtout avec leur train de vie. »

À propos de la corruption au sein du RCD, il y a ce jugement émis par International Crisis Group sur la base de différentes interviews d'acteurs et témoins de la rébellion : le secrétaire général, Azarias Ruberwa, serait l'unique *leader* du RCD « non suspect de s'être construit des résidences (*mansions*) à Bukavu ou Goma ou de s'être enrichi d'une autre manière ». La seule accusation que l'on porte contre lui, précise ICG, concerne les trop nombreux voyages coûteux qu'il effectue à l'étranger (ICG 2003). Son impopularité n'empêche pourtant pas le RCD d'obtenir suffisamment de ralliements ou de manifestations de soumission dans les élites des régions qu'il a conquises, pour acquérir le minimum de consistance politique nécessaire à sa survie. Certes, ces ralliements sont souvent de pur opportunisme et dès lors conjoncturels et précaires, mais un grand *turnover* de ses adhérents, de sa clientèle et de ses alliés permet constamment au mouvement de se donner des apparences de crédibilité.

Avec pour objectif général d'établir, comme on peut le lire dans un « rapport synthèse des travaux », le « cahier des charges des fils et filles du Kivu » pour le Dialogue intercongolais, le RCD a tenu à Bukavu du 22 au 25 novembre 2001 un « Dialogue interkivutien ». La participation ne semble pas avoir atteint l'ampleur espérée par les organisateurs, en particulier du fait d'un boycottage de la rencontre par les grandes composantes de la société civile et du mouvement maï-maï, mais il reste qu'il y aurait eu, selon l'AFP (26 septembre 2001), 263 participants, parmi lesquels, outre les représentants de la fraction du mouvement politico-militaire nande Mudundu 40 ralliée à Goma (Mudundu 40-FDRK) (cf. *infra*) et divers responsables maï-maï, une centaine de chefs coutumiers. Selon D.M. Tull, l'assemblée provinciale du Nord-Kivu mise en place en 2001 comprend, parmi ses 70 membres, « quelques personnalités bien respectées », mais il ajoute que cet organe ne sera qu'« une feuille de vigne politique dont la vraie raison d'être est la distribution de ressources, dans une logique de patronage, au profit de présumés fauteurs de troubles appauvris, tels que des politiciens et des *leaders* de la société civile » (Tull 2005 : 141).

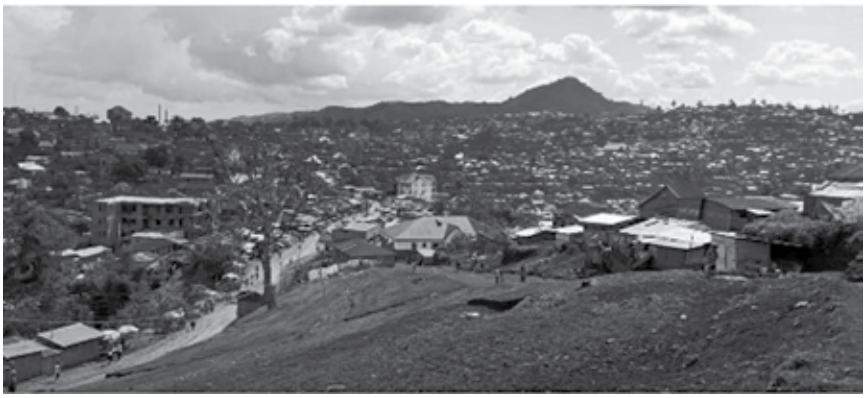
Les observateurs sont unanimes pour souligner que le RCD-Rwanda n'a sous son emprise régulière que les agglomérations les plus importantes et de grands axes routiers, ainsi peut-être que le territoire de Rutshuru. L'intérieur lui échappe, ou plutôt il y est un acteur parmi d'autres, souvent le plus puissant, mais toujours concurrencé et contesté, devant disputer à des rivaux (groupes de Maï-Maï, rebelles hutu rwandais ou burundais, etc.) le prélèvement de taxes ou la levée de tributs sur la population, la perception de « droits de douane » aux frontières (mouvantes) des zones de « rébellion », l'exploitation des richesses minières.

Didace Kaningini Kyoto, alors président faisant fonction de la société civile de la province, a donné le 30 juin 2003 à Bruxelles un témoignage sur la situation sécuritaire au Sud-Kivu, c'est-à-dire sur la manière dont les différents groupes armés (cf. *infra*) concourent à provoquer l'insécurité de la population. Sa position institutionnelle peut le faire soupçonner d'un regard partisan, mais le ton objectif et la précision du témoignage, le fait qu'il s'en prenne à tous les groupes armés, mettent le lecteur en confiance. Évoquons ce qu'il dit de la situation sur l'axe Mwenga-Shabunda. Le RCD-Goma n'y contrôlerait que les « grands centres : Mwenga, Kamituga, Kitutu, Lugushwa et le barrage hydro-électrique de Mungombe ». Là s'observerait une « sécurisation relative », mais s'accompagnant, « comme partout ailleurs dans le territoire contrôlé par les Maï-Maï et/ou les Interahamwe », de pratiques d'extorsion sur les populations : « Les militaires du RCD-Goma sans solde vivent aux dépens des populations obligées de leur livrer les aliments et autres biens de première nécessité dont les piles torche pour les patrouilles nocturnes. » En dehors de ces centres régnerait la violence, ainsi celle des Interahamwe érigeant des « barrières » entre les cités, villages et autres localités

et obligeant les passants à acquitter un droit de péage : 200 francs congolais (0,7 USD, précise l'auteur) ou un « fagot de manioc », une bouteille d'huile, un poulet… « Tout récalcitrant est chicoté ou jeté dans une fosse jusqu'à ce que sa famille alertée vienne (effectuer le paiement) ». À propos du territoire de Mwenga, l'auteur note que ce sont différentes forces qui y opèrent, commettant « indistinctement des exactions à l'endroit des populations civiles » : « il s'agit principalement des Interahamwe de première génération[48], des groupes maï-maï et des éléments du RCD-Goma conduits et encadrés par des chefs militaires de l'APR ».

Dans les autres régions, la situation est loin d'être plus simple et plus paisible. Ainsi, sur l'« axe du Kivu montagneux » (territoires de Walungu, de Kabare et périphéries de Bukavu), Kaningini distingue quatre groupes principaux se partageant ou se disputant la gestion de la zone : les Mudundu 40, les forces du RCD-Goma et leurs alliés rwandais, les Maï-Maï du général Padiri « souvent associés aux Rwandais hutu

48. Didace Kaningini caractérise de la manière suivante les « Interahamwe de seconde génération » : « ceux fabriqués par le pouvoir de Kigali et que les populations autochtones identifient facilement à leur swahili très affecté par l'anglais ».



Vue de Kamituga.



Bureau de la mairie de Kamituga.

(Photos reçues de Théodore Assumani, 18 septembre 2023 ; droits réservés.)



Le village de Mwalubemba à Kitutu.
(Photo Jules Bahati, 2020 ; droits réservés.)

La centrale hydroélectrique de Mungombe construite en 1937 en territoire de Mwenga



La chute d'eau du barrage avec son trop-plein.



Salle des machines (usine).

(Photos reçues de Théodore Assumani, 18 février 2022 ; droits réservés.)



La rivière Elila. Au beach Twasuluka de Kitindi (anciennement appelé Lwatamba), sur la route en direction de Lugushwa. (Photo reçue de Théodore Assumani, septembre 2023 ; droits réservés.)

communément appelés Interahamwe », et enfin « les "*local defence*", forme de milices au service des différents cadres du RCD-Goma […] ».

Les rapports du panel des experts des Nations unies enquêtant sur le pillage des ressources de la RDC notent la spécificité de la « zone contrôlée par le Rwanda ». Les activités d'exploitation/pillage y auraient un caractère plus « systémique » qu'ailleurs, obéiraient à une « structure pyramidale intégrée » reposant sur une « stricte discipline » de groupe, ce qui les rendrait « plus systématique(s), efficace(s) et organisée(s) » (rapport du 12/04/2001, § 86).

Dans son analyse du « réseau d'élite » (rapport du 15 octobre 2002), le panel met rarement en cause nommément des personnalités politiques (rwandaises ou congolaises). Il met l'accent sur les structures[49]. En particulier sur un organe créé par la présidence rwandaise, dénommé le « Desk Congo », qui assure la liaison des activités militaires et économiques du corps expéditionnaire, en centralisant la collecte et l'affectation des revenus tirés de l'exploitation des ressources congolaises. Le Desk Congo serait aux mains d'une équipe formée par cinq hauts responsables du régime rwandais (Observatoire Gouvernance-Transparence 2003). Il y a aussi, dans l'orbite cette fois du RCD, la Congo Holding Development Company (CHDC), une entité commerciale aux activités diversifiées bénéficiant de la protection de l'ANC, ayant des sièges à Goma et Kigali. La CHDC a été créée par Félicien Ruchacha Bikumu[50] et Gertrude Kitembo. Cette dernière, qui fait partie des membres fondateurs de la rébellion, a été nommée par celle-ci gouverneur du Maniema (dont elle est originaire) en avril 2000 ; elle deviendra ministre des Postes et Télécommunications dans le Gouvernement de transition. Dans son rapport du 15 octobre 2003, le panel classe les cas de Kitembo

49. Et sur des grands affairistes – ainsi Victor Bout (trafiquant d'armes d'origine ukrainienne), Sanjivan Ruprah (trafiquant d'armes kényan d'origine indienne), Richard Muamba Nozi (négociant en diamants congolais) – appartenant à des « réseaux criminels transnationaux ».

50. Ingénieur civil de l'Université de Lubumbashi, il a appartenu à la direction de la Gécamines de 1983 à 1998. Arrêté en août 1998 par le régime de L.D. Kabila, du fait de ses origines tutsi. Voir Cuvelier (2003).

et Ruchacha Bikumu dans la catégorie des affaires encore pendantes (n'ayant pas reçu de réponses ou de réactions satisfaisantes de la part des personnes ou organismes mis en cause dans le précédent rapport), qui doivent dès lors être soumises à des investigations supplémentaires.

Le Rwanda a pris le contrôle des télécommunications au Kivu à travers la société Rwandatel d'abord puis, à partir d'août 2002, Supercel. À Bukavu, à Goma, on doit utiliser pour les communications cellulaires le code international du Rwanda. De même, les banques de Goma ou Bukavu traitent directement avec celles de Kigali.

Selon le panel, le Rwanda ne laisse à ses alliés du RCD qu'une portion congrue des revenus tirés de l'exploitation des ressources minières, ainsi dans le secteur du diamant (rapport du 15 octobre 2002 : e.a. § 78 et 85).

Le RCD compense ce « manque à gagner » en procédant à la réquisition des revenus générés par les entreprises publiques, ainsi qu'en créant de nouvelles taxes sur les activités économiques et la consommation, de même qu'en relevant brutalement le niveau des taxations existantes (*idem* : § 88-89).

Le RCD a tenté de mettre directement sous son emprise des activités économiques. Sans guère beaucoup de succès, semble-t-il. Ainsi l'octroi en novembre 2000 à la société SOMIGL d'un monopole sur les exportations de coltan aurait en partie échoué du fait de la résistance des négociants spécialisés et des comptoirs d'achat locaux, une résistance appuyée par la section de Bukavu de la Fédération des entrepreneurs du Congo. Dès mars 2001, le RCD met fin au monopole.

De même, les tentatives de prise de contrôle de sites miniers avec la création du CHDC auraient eu des résultats limités. Dans les mines d'or de Kamituga, selon les observations faites par Vlassenroot et Raeymaekers, le RCD et « ses opérateurs économiques », se heurtant aux réseaux complexes et performants mis en place par les « creuseurs » artisanaux et les comptoirs d'achat, auraient été seulement capables de « contrôler des points stratégiques à l'entrée et à la sortie des sites miniers et par là de siphonner un montant limité de taxes » (Vlassenroot & Raeymaekers 2004 : 123-156).

Ces observations semblent avoir une valeur générale. Les anciens réseaux[51] de creuseurs, de petits trafiquants, de négociants à la tête de comptoirs d'achat, ont témoigné d'une capacité de résistance aux tentatives d'emprise du RCD sur l'économie minière[52].

6. RCD : AZARIAS RUBERWA PLACÉ DANS L'ORBITE DU POUVOIR

Le RCD n'est pas un simple instrument de la politique rwandaise. Ses dirigeants visent à accéder au pouvoir à Kinshasa, et pour cela ils doivent – tâche difficile ! – se faire reconnaître en tant que mouvement proprement congolais, et chercher à nouer des alliances renforçant leur position sur l'arène politique nationale.



Azarias Ruberwa. (Photographe non identifié, sans date ; droits réservés.)

Lorsque s'ouvre enfin à Sun City, en février 2002, le Dialogue intercongolais (DIC), les deux principales rébellions, celle du RCD-Goma et celle du MLC, font cause commune. En novembre de l'année précédente, Azarias Ruberwa s'est rendu à Gbadolite où il a signé le 4 avec son homologue au sein du MLC, Olivier Kamitatu, un communiqué annonçant, outre la décision restée « de papier » de créer une force spéciale mixte, l'harmonisation des vues des deux mouvements dans la perspective du Dialogue[53]. C'est

51. L'exploitation minière artisanale s'est développée avec la libéralisation du commerce et de l'exploitation des matières précieuses par une ordonnance-loi du 5 novembre 1982.

52. Pour une brève synthèse d'informations sur cette question, voir Aust & Jaspers (2006 : 86-88).

53. En décembre 1999, le RCD-Goma et le MLC, ensemble avec le RCD-Kisangani de Wamba dia Wamba, avaient, à l'instigation des parrains rwandais et ougandais, créé un « Front commun des mouvements de libération ». Cette initiative ne fera pas long feu (de Villers 2002 : 107-109). Mais elle témoignait déjà du fait que la conclusion de l'accord

qu'ils s'entendent pour exiger l'application stricte de l'accord de cessez-le-feu de Lusaka qui mettait les rébellions sur un pied d'égalité avec le Gouvernement de Kinshasa, et qui, appelant à l'établissement par le dialogue d'un « nouvel arrangement politique » en RDC, impliquait de déclarer vacantes toutes les fonctions politiques que définirait celui-ci, y compris celle de président de la République.

Le maintien ou non de Joseph Kabila à la tête de l'État pour la période de transition sur laquelle doit déboucher le DIC se présente, à l'ouverture de celui-ci, comme l'enjeu majeur. Bénéficiant de puissants soutiens extérieurs et des faveurs, soupçonne-t-on avec quelque raison, de l'équipe de la « facilitation » dirigée par Masire, ayant un accès privilégié aux ressources de l'État central que la reprise de l'aide internationale a augmentées substantiellement, le jeune président apparaît comme l'obstacle principal aux ambitions de tous ceux qui cherchent à réaliser à leur profit une restructuration et une redistribution du pouvoir. Dans leur volonté d'évincer Joseph Kabila, le RCD et le MLC rejoignent cette importante fraction de l'opposition politique non armée qui a, elle aussi, pour cible majeure le président. Dans la phase initiale du DIC une alliance se noua entre les deux mouvements rebelles et le groupe de 15 partis dit « de Gaborone » (cf. *supra*).

C'est Ruberwa qui dirige effectivement la délégation du RCD. Le président Onusumba ferait plutôt de la figuration. Il se distingue tout au long du DIC par des interventions que l'on dit intelligentes et éloquentes, n'hésitant pas à s'en prendre « directement et énergiquement à Joseph Kabila » (Bouvier & Omasombo Tshonda 2012 : 87). Les pressions du Rwanda contribuent certainement à son intransigeance sur la question de la présidence (Rogier 2003 : 12) : on peut faire l'hypothèse que Kigali, à défaut de pouvoir espérer la désignation comme chef de l'État d'une personnalité dépendant de son patronage, est partisan d'une forme de présidence collégiale dont les divisions et donc la faiblesse lui permettraient de conserver au Kivu une grande liberté de manœuvre. Alors que le RCD vient d'assouplir sa position en se ralliant à une nouvelle mouture des propositions de règlement faites par le président sud-africain prévoyant une forme de présidence collective[54], le 17 avril 2002 le Gouvernement et le MLC, rejoints par une majorité des délégations, signent un accord qui maintient Joseph Kabila à la présidence, fait de J.-P. Bemba le Premier ministre, et ne laisse au RCD, outre des postes ministériels, que la présidence de l'Assemblée nationale.

Le « lâchage » du RCD par le MLC s'inscrit dans un contexte marqué par la dégradation de la position internationale de la rébellion de Goma et de son parrain rwandais. L'attaque menée le 14 mars 2002 par le RCD et l'armée rwandaise contre les forces gouvernementales à Muliro sur le lac Tanganyika a suscité la condamnation du Conseil de sécurité de l'ONU et une réprobation internationale. Grâce à la fin de la guerre civile angolaise, que la mort de Jonas Savimbi en février 2002 a permise, Luanda, libéré de ses soupçons sur les liens entretenus avec la complicité de l'Ouganda entre le MLC et les rebelles de l'Unita, peut développer une diplomatie plus active et plus ouverte au niveau régional. Un axe Luanda-Kinshasa-Kampala s'ébauche, qui contribue à l'isolement du Rwanda (ICG 2002). Ce dernier se doit de réagir, de reprendre pied dans le champ politico-diplomatique congolais. Paul Kagame rencontre Joseph Kabila à Durban le 9 juillet. Et le 1er août 2002 va être signé à Pretoria un protocole d'accord entre le Rwanda et le Gouvernement de la RDC, au terme duquel le premier s'engage au retrait de ses troupes, le second au désarmement des rebelles hutu. Un mois et demi plus tard, c'est Yoweri Museveni qui conclut un accord du même type avec le président congolais.

Le président Kabila bénéficiant ainsi de la reconnaissance des « parrains » respectifs des deux rébellions, celles-ci peuvent difficilement envisager de mettre à profit l'échec, avéré dès juin-juillet 2002, de l'accord partiel de Sun City pour renouer une alliance visant à contester son statut présidentiel.

Le RCD développe alors une autre stratégie d'alliance pour consolider sa position dans la perspective d'une reprise du Dialogue. Dans un communiqué où il salue « la visite hautement historique et symbolique

de Lusaka avait ouvert le champ à une alliance stratégique, contre Kinshasa, des mouvements rebelles.

54. Un Conseil supérieur de la République avec Joseph Kabila, maintenu président, et quatre vice-présidents, représentant respectivement le MLC, le RCD-Goma, le Gouvernement de Kinshasa et l'opposition politique. Ce dernier poste devrait, peut-on penser, être dévolu à Étienne Tshisekedi, ce qui contribue à expliquer l'adhésion du RCD.

à Kigali d'Étienne Tshisekedi wa Mulumba, le « ministre » de la Communication du mouvement rebelle Kin-Kiey Mulumba juge que le RCD, jusque-là dépourvu de « réflexion stratégique interne » et subissant les effets de l'« erreur » commise par le Rwanda quand il a « lié son sort à celui des Tutsi banyamulenge », doit prendre un nouveau départ « en poussant en avant un *board* congolais, efficace et dynamique » (*Le Soft international*, 23/05/2002). De fait, le RCD a entrepris de s'intégrer dans l'espace politique congolais en devenant la cheville ouvrière d'une alliance où se retrouve et se distingue l'UDPS, le parti qui fut et qui reste, aux yeux d'un bon nombre de Congolais, le champion et le symbole de la lutte pour un changement politique radical.

Le 22 avril 2002, les principaux mouvements ou partis qui ont rejeté l'accord partiel de Sun City (le qualifiant d'« arrangement privé » dépourvu de toute légitimité) concluent une Alliance pour la sauvegarde du Dialogue intercongolais (ASD). Comme son nom l'indique, celle-ci a pour seul objectif la reprise du Dialogue, afin d'aboutir, précise l'UDPS dans un communiqué du 26 juin 2002, à la conclusion d'« une solution globale et inclusive devant jeter les bases d'une transition pacifique et prometteuse pour l'avenir du pays ». Selon les signataires, il s'agit d'en revenir aux termes et à l'esprit de l'accord de cessez-le-feu de Lusaka.

Notons qu'en mai 2001 une Union des forces congolaises pour le respect intégral des accords de Lusaka et pour la tenue du Dialogue intercongolais (UFAD) avait déjà été constituée. C'était alors en réaction au soutien apporté par le facilitateur Masire et la communauté internationale à Joseph Kabila récemment intronisé à Kinshasa, un président qui avait fait savoir qu'il entendait participer au Dialogue en tant que chef de l'État, non en tant que simple *leader* de la composante gouvernementale. L'UFAD associait le MLC, le RCD-Goma, l'UDPS de Tshisekedi et les Fonus de Joseph Olenghankoy.

L'ASD, dont le siège est fixé à Kisangani, a une composition fort différente. Figurent à son « directoire national » : Étienne Tshisekedi, président, Raphaël Katebe Katoto, vice-président, Adolphe Onusumba, vice-président, Azarias Ruberwa, coordonnateur. Raphaël Katebe est le *leader* d'un parti appelé la Dynamique pour une transition neutre (DPTN). C'est un richissime homme d'affaires katangais qui doit les bases de sa fortune à des contrats d'approvisionnement de la Gécamines (viande, poissons et autres vivres) obtenus dans les années 1970-1980. Depuis Bruges en Belgique où il possède une résidence, il a tardivement décidé de se lancer dans la politique congolaise. En 2001, il créait la DPTN en même temps qu'il se déclarait candidat à la présidence de la République pour la période de transition. Outre le RCD, l'UDPS et la DPTN, on retrouve notamment dans l'alliance le MNC/L de François Lumumba. L'UDPS et le MNC/L formaient, avec le Palu de Gizenga et les Fonus, le noyau « radical » du groupe des 15 de Gaborone. Les évolutions confirment que ce groupe n'a aucune consistance. Les quatre « radicaux » sont les seuls membres du groupe à ne pas s'être associés à l'accord de Sun City, et deux d'entre eux seulement adhèrent à l'ASD, donc ont l'audace de conclure une forme d'alliance avec le RCD et, à travers lui, avec le Rwanda. Arguant du fait que l'accord de Lusaka et le dispositif du Dialogue intercongolais ont fait du RCD un partenaire politique légitime et incontournable, Tshisekedi n'hésite pas à entreprendre, fin juin 2002, une tournée qui le mène d'abord à Kigali (où l'accueillent notamment le secrétaire général du FPR ainsi que Patrick Mazimphaka, le « monsieur Congo » rwandais) puis dans les territoires sous contrôle du RCD, notamment à Bukavu et à Kisangani[55]. L'ASD va obtenir gain de cause puisque le DIC reprend à Pretoria en novembre 2002. L'échec de l'accord partiel ouvrait la voie à cette renégociation que n'avaient cessé de réclamer de grands acteurs internationaux comme l'Afrique du Sud et les États-Unis.

Avec la reprise du Dialogue, le RCD et le MLC se retrouvent à nouveau côte à côte au sein cette fois d'un Front pour la réussite du dialogue auquel adhèrent l'UDPS, le Palu, le MNC/L, le G 14, le MPR-fait privé, etc. Ce front fait face à une « alliance gouvernementale » à laquelle se joignent le RCD-ML, le PDSC d'André Bo-Boliko, le Rom d'Arthur Z'Ahidi Ngoma, le MSD de Christophe Lutundula, les représentants maï-maï (Mutinga 2005 : 420). Mais les cartes du jeu des alliances vont une fois de plus se redistribuer quand, après la conclusion de

55. Étienne Tshisekedi vient tenir sur la place de la Poste à Kisangani un discours dans lequel il se met au centre du combat de libération du Congo, ce qui ne plait pas au Rwanda. Est-ce la raison qui fait que Paul Kagame ne le reçoit pas comme espéré lors de son retour à Kigali en route vers Kinshasa ?

l'accord de paix, le 17 décembre 2002, il s'agira de désigner pour la période de transition qui s'ouvre le vice-président appelé à représenter la « composante opposition politique non armée ». Le choix des candidats est la prérogative des partis politiques, mais le RCD, par la voix de Ruberwa, appuie la candidature de Tshisekedi. Et l'ASD se manifesta pour la dernière fois en se prononçant en faveur de celui-ci dans une lettre de remerciement adressée le 2 avril 2003 aux « facilitateurs »/médiateurs de la phase finale des négociations, Thabo Mbeki, Ketumile Masire et Mustapha Niasse (Mutinga 2005 : 422-425). Mais au sein de l'opposition politique, le rapport de force est défavorable à Tshisekedi. Face à l'ASD, il y a le « Camp de la patrie » emmené par Arthur Z'Ahidi Ngoma, dans lequel se retrouvent tous les signataires de l'accord de Sun City « pour une gestion consensuelle de la transition ». Sans doute parce qu'il est sûr d'être battu, le *leader* de l'UDPS choisit de l'être par forfait : il reste en Afrique du Sud au moment de l'attribution des postes à Kinshasa et omet de poser par écrit sa candidature. C'est dès lors Z'Ahidi Ngoma qui l'emporte. Antoine Gizenga était aussi candidat, mais son parti, le Palu, fut seul à le défendre.

Du fait de l'objectif qu'elle s'est donné, l'ASD n'est qu'une association momentanée. Le RCD va entreprendre de conclure d'autres formes d'alliance en vue de la bataille pour le pouvoir sous le régime de la transition. Dans le champ des rébellions, on le sait, il s'allie – seul partenaire disponible – à l'UPC de Thomas Lubanga. Le 6 janvier 2003, ce dernier et Adolphe Onusumba signent à Goma un protocole d'alliance. Le 15 du même mois, le RCD conclut un accord de partenariat politique avec le Mouvement pour la démocratie et le développement, parti créé en mai 2000 par Augustin Kisombe Kiaku Muisi, personnalité politique de la Deuxième République et riche homme d'affaires originaire du Bas-Congo. Et le 18 janvier 2003, Azarias Ruberwa et Raphaël Katebe, au nom de leurs deux formations, signent un accord politique aux termes duquel la DPTN de Katebe « intègre » le RCD. Le chroniqueur Tshidibi Ngondavi y voit un coup de maître de la part des rebelles de Goma. Il écrit sans craindre l'exagération : « Avec Katebe Katoto, le RCD a tout le Katanga dans ses mains et Dieu seul sait combien l'homme d'affaires a investi dans d'autres provinces comme le Sud-Kivu, le Nord-Kivu, le Kasaï, Kinshasa… Katebe, c'est le joker tant redouté par le Gouvernement de Kinshasa parce que c'est la carte qui gagne » (*Le Potentiel*, 21/01/2003). Enfin, le 13 mars 2003, l'Union des démocrates pour la solidarité (UDS) de Fernand Tala-Ngai « convole en justes noces », pour emprunter un titre du *Potentiel* (14/03/2003), avec le RCD-Goma. Il s'agit cette fois d'une moindre « prise », mais qui n'est pas néanmoins sans intérêt et signification, du fait de la personnalité de Tala Ngai plus sans doute que de la consistance de sa formation politique.

C'est donc avec Ruberwa à sa tête que le RCD-Goma tailla sa place dans le régime de transition qui s'ouvre le 30 juin 2003. En fait, le 16 juin, le collège des fondateurs du RCD remplaçait Onusumba par Azarias Ruberwa à la présidence du mouvement. Il avait en même temps nommé Raphaël Katebe et Serufuri aux postes l'un de premier, l'autre de deuxième vice-président. Ruberwa est désormais, en même temps que président national du mouvement, vice-président de la République représentant l'ex-rébellion de Goma[56]. Ses origines ethnorégionales rendent évidemment problématique le choix en sa faveur opéré par le RCD, vraisemblablement encouragé par le Rwanda. Ruberwa prête serment le 17 juillet 2003 en tant que vice-président de la République en charge des matières de Défense et Sécurité.

56. Le RCD déclare constituer désormais un parti politique.

RÉFÉRENCES

Africa Confidential, 20/11/1999.

Amnesty International. 2001 (28 mars). *Democratic Republic of Congo. Deadly conspirancies?*

Aust, B. & Jaspers, W. 2006. *From Resource War to « Violent Peace ». Transition in the Democratic Republic of Congo*. Bonn : Bonn International Center for Conversion (« BICC Paper », 50).

Banyaku Luape Epotu, E. 2000. *Chronologie, monographie et documentation sur l'histoire politique du Congo des années 1960 aux années 1990*. Kinshasa : Ciedos et éd. Compodor.

Biaya, T. K. 2000 (décembre). « Jeunes et culture de la rue en Afrique urbaine ». *Politique africaine* 80 : 12-31.

Bouvier, P. & Omasombo Tshonda, J. 2012. « Les élections de 2011 en République démocratique du Congo ». In S. Marysse & J. Omasombo, *Conjonctures congolaises. Chroniques et analyses de la RD Congo en 2011*. Paris/Tervuren : L'Harmattan/MRAC (coll. « Cahiers africains », n° 80), pp. 29-58.

Braeckman, C. 1999. *L'Enjeu congolais. L'Afrique centrale après Mobutu*. Paris : Fayard.

Braeckman, C. 1999 (14 avril). *Le Soir*.

Braeckman, C. 2003. *Les Nouveaux Prédateurs.* Paris : Fayard.

Braeckman, C. 2004 (3 juin). « Les Banyamulenge, un éternel prétexte à la guerre ». *Le Soir*.

Braeckman, C. 2001 (22 octobre) et 2007 (12 mars). Articles divers. *Le Soir*.

Bucyalimwe Mararo, S. 2006. « L'Est de la République démocratique du Congo : dix ans entre la guerre et la paix (1996-2006) ». In *L'Afrique des Grands Lacs. Annuaire 2006-2007*. Anvers/Paris : L'Harmattan/CERGL, pp. 261-285.

Bulambo Katambu, A. 2001. *Mourir au Kivu. Du génocide tutsi aux massacres dans l'Est du Congo-RDC*. Kinshasa/Paris : Les Éditions du Trottoir/L'Harmattan.

Cuvelier, J. 2003 (septembre). *The Political Economy of Resource Trafficking in Democratic Republic of Congo.* Anvers : IPIS.

de Villers, G. 2009. *De la guerre aux élections. L'ascension de Joseph Kabila et la naissance de la Troisième République (janvier 2001-août 2008).* Tervuren/Paris : Institut africain-CEDAF/L'Harmattan (coll. « Cahiers africains », n° 75).

Groupe parlementaire de la Province-Orientale à l'ACL-PT. 2001 (9 juin). *Le drame de Kisangani (Journée de souvenir).* Lubumbashi.

ICG. 1998 (17 novembre). « Congo at War: A Briefing on the Internal and External Players in the Central African Conflict ». *Congo Report* 2.

ICG. 1999 (21 mai). « How Kabila Lost his Way: The Performance of Laurent Désiré Kabila's Government ». *Democratic Republic of Congo Report* 3.

ICG. 2002 (14 mai). « Temps couvert sur Sun City : la refondation nécessaire du processus de paix congolais ». *Rapport Afrique* 44.

ICG. 2003 (24 janvier). « The Kivus: the Forgotten Crucible of the Congo Conflict ». *Africa Report* 56.

Kengo wa Dondo, L. 2019. *La Passion de l'État. Mémoires.* Paris : L'Harmattan.

La Conscience, 27/07/2005.

La Libre Belgique, 26/10/1999.

La Référence Plus, éditions de 1998 et 2000.

Le Soft, éditions de 1998 à 2001.

Le Soft de Finance, 12/01/2001.

Le Soft international, éditions de 1999 à 2003 (lesoftonline.net).

La Tempête des Tropiques, 11/01/1999.

Le Palmarès, éditions de 1998 à 2003.

Lutundula Apala, Ch. & Mupira, M.I. 2005 (26 juin). « Rapport des travaux de la Commission spéciale de l'Assemblée nationale chargée de l'examen de la validité des conventions à caractère économique et financier conclues pendant les guerres de 1996-1997 et 1998-2003 », Kinshasa.

Mutinga, M. 2005. *Chronique d'une paix négociée en RDC : un devoir de mémoire (1998-2003).* Bruxelles : Espace Afrique.

Observatoire Gouvernance-Transparence. 2003 (septembre). *Le Rwanda plante le décor d'une nouvelle guerre d'agression à l'Est de la RDC.*

Ould Lebatt, M.E.H. 2005. *Facilitation dans la tourmente. Deux ans de médiation dans l'imbroglio congolais.* Paris/Québec : L'Archipel.

Reyntjens, F. & Marysse, S. 2003. *L'Afrique des Grands Lacs. Annuaire 2002-2003.* Anvers/Paris : Centre d'étude de la Région des Grands Lacs d'Afrique/L'Harmattan.

Panel des experts des Nations unies. 2001 (12 avril). *Rapport du 12 avril 2001 sur le pillage des ressources de la RDC.*

Panel des experts des Nations unies. 2002 (15 octobre). *Rapport du 15 octobre 2002 sur l'exploitation illégale des ressources du Congo.*

Panel des experts des Nations unies. 2003 (15 octobre). *Rapport du 15 octobre 2003 sur l'exploitation illégale des ressources du Congo.*

Pourtier, R. 2004. « L'Afrique centrale dans la tourmente : les enjeux de la guerre et de la paix au Congo ». *Hérodote* 111, numéro thématique : *Tragédies africaines*, spécialement la section intitulée « De la guerre au pillage ».

Prunier, G. 1999 (octobre). « L'Ouganda et les guerres congolaises ». *Politique africaine* 75 : 43-59.

REC-Info. 2000. N° 11.

Reyntjens, F. 1999. « La deuxième guerre du Congo : plus qu'une réédition ». In S. Marysse & F. Reyntjens (dir.), *L'Afrique des Grands Lacs. Annuaire 1998-1999*. Anvers/Paris : Centre d'étude de la Région des Grands Lacs d'Afrique/L'Harmattan, pp. 272-283.

Reyntjens, F. & Marysse, S. 2003. *L'Afrique des Grands Lacs. Annuaire 2002-2003.* Anvers/Paris : Centre d'étude de la Région des Grands Lacs d'Afrique/L'Harmattan.
Rogier, E. 2003. « The inter-congolese dialogue: a critical overview ». In M. Malan & J. G. Porto (éd.), *The UN Mission in the Democratic Republic of the Congo.* International Expert Workshop, Pretoria, 17-19/09/2003, Institute for Security Studies, pp. 25-42.
Ruberwa Manywa, A. 2006. *Notre vision de la République démocratique du Congo*. Paris : L'Harmattan.
Smith, S. 1998 (15 août). « Les dix jours de la bataille de l'Ouest. Ou comment le commandant James a plongé la capitale dans le noir ». *Libération.*
Smith, S. 1998 (22 août). « Le Tout-Kinshasa traque "l'ennemi intérieur". Chasse aux Tutsis dans la capitale congolaise. Témoignage ». *Libération.*
Stearns, J.K. 2012a. *Dancing in the Glory of Monsters. The Colapse of the Congo and the Great War of Africa.* New York : Public Affairs.
Stearns, J.K. 2012b. *Du CNDP au M23 : évolution d'un mouvement armé dans l'Est du Congo*. RIV.
Todd, E. 2002. *Après l'empire. Essai sur la décomposition du système américain*. Paris : Gallimard, pp. 33-98.
Tull, D.M. 2005. *The Reconfiguration of Political Order in Africa: A Case Study of North Kivu (DR Congo).* Hambourg : Institut für Afrika-Kunde.
United Nations, Department of Humanitarian Affairs, Integrated Regional Information Network. 1998 (4 août). *IRIN Update, DRC.*
Vlassenroot, K. & Raeymaekers, T. 2004. « Conflict and artisan mining in Kamituga ». In K. Vlassenroot & T. Raeymaekers (éd.), *Conflict and Social Transformation in Eastern Congo.* Gand : Academia Press.
Wamba dia Wamba, E. 1999 (juin). *Crisis in the Congolese Rally for Democracy: Struggle of Antagonist Political Lines.* Kisangani.
Willame, J.-C. 1999. *L'Odyssée Kabila*, Paris : Karthala.
Yoka Lye, A. 1999. *Kinshasa, signes de vie*. Tervuren/Paris : Institut africain-CEDAF/L'Harmattan (coll. « Cahiers africains », n° 42).

Archives MRAC

- Fonds IA-CEDAF : « L'invasion et l'occupation par l'armée rwandaise de la ville de Bukavu, dans la province du Sud-Kivu en République démocratique du Congo ». Texte dactylographié, 30 octobre 1998.
- « Mission d'évaluation de l'évolution du mouvement RCD dans la ville de Bukavu », 2/10/1998.

CHAPITRE 5

UNE TROISIÈME GUERRE DE BUKAVU SOUS LE COUVERT DU CNDP

> « Les élites des communautés hutu et banyamulenge congolaises – qui, avec la communauté tutsi du Nord-Kivu, formaient la base à la fois du RCD et, du moins dans un premier temps, du CNDP – ont largement boycotté le M23. Les élites hutu qui entourent l'ancien gouverneur Serufuli ont quitté le CNDP en 2005-6 et le M23 et les membres du Gouvernement rwandais ne leur font pas confiance. D'autres *leaders* – comme Bigembe Turinoko, le chef de secteur Katoyi, ou de nombreux *leaders* hutu de la chefferie de Bwisha, où se situe le M23 – qui n'avaient jamais rejoint les rangs du RCD n'ont également rejoint ceux d'aucun de ses successeurs.
>
> Quant aux Banyamulenge, ils constituent une communauté divisée. Même à l'époque du RCD, certains membres de cette communauté se sont opposés à l'influence du Rwanda dans l'Est de la RDC. De nombreux *leaders* banyamulenge méfiants hésitent à rejoindre les rangs d'un autre mouvement soutenu par le Rwanda, furieux de la manière dont ils estiment que Kigali s'est servi (voir abusé) d'eux par le passé » (Stearns 1012b : 54)

1. UN COMPROMIS MAL SCELLÉ

Malgré l'Accord global et inclusif (AGI) comme cadre de compromis politique conclu à l'issue du DIC à Prétoria le 17 décembre 2002, les élections annoncées n'auront pas eu lieu avant que de nouvelles controverses se développent. L'AGI avait défini les principes et les modalités du partage du pouvoir entre les différents acteurs congolais (le Gouvernement de Kinshasa, l'opposition armée, l'opposition non armée et la société civile) appelés globalement quatre composantes des forces vives de la nation. Quatre principes furent retenus : l'inclusion, l'équilibre des forces, le partage (vertical et horizontal, mais limité au sommet des institutions) des responsabilités, et le consensus comme *modus operandi*. En d'autres termes, il jeta les bases d'un ordre nouveau qui, de la guerre, devrait aboutir à la paix. L'application de ces principes s'était faite lentement à cause des blocages récurrents. Sur les principaux points qui marquèrent le temps de l'AGI (décembre 2002-juin 2006) en rapport avec le Kivu, par exemple, Vincent Mukwege écrivait le 24 juin 2005 : « Au Nord-Kivu, la réunification du pays n'a jamais eu lieu. C'est encore et toujours le RCD qui régente et administre la province. L'autorité administrative, c'est le RCD. L'autorité militaire, bien qu'avec de légères nuances, c'est encore et toujours le RCD. Les administrateurs de territoire, c'est le RCD. Un exemple parmi tant d'autres : l'autorité du territoire de Masisi, Monsieur Paul Sebihogo, réside au Rwanda. Il passe deux jours au chef-lieu du territoire et deux mois au Rwanda. Il ne vient que pour récolter de l'argent. Même chose à Rutshuru » (*OCDHBG* 2005 : 34).

Pourtant, aux premiers mois de l'année 2006, certains acteurs de la scène politique congolaise ont un engouement pour les élections (cas de Bukavu) alors que d'autres préfèrent brandir de nouveau leurs kalachnikovs (cas de Goma). Dans les Hauts-Plateaux de l'Itombwe (Uvira et Fizi), les militaires banyamulenge ne veulent pas être mutés en dehors du Kivu et refusent d'être brassés ; en plus de Patrick Masunzu qui dispose d'une armée propre que le programme DDRRR ne vise pas expressément, il y a les combattants du dissident Jules Mutebusi, ancien commandant adjoint de la 10e région militaire à Bukavu. Le même schéma de la déstabilisation est

en cours dans le petit Nord-Kivu où les « rwandophones », avec Laurent Nkundabatware comme chef de file[1], ont choisi de défier Kinshasa officiellement depuis mai 2004 et, depuis lors, à chaque étape importante du processus de la transition. Il y a l'état de siège que les éléments de Nkundabatware et les militaires rwandais ont imposé, en janvier 2006, à la grande partie des territoires de Rutshuru et Masisi d'où était partie la guerre en 1993. Nkundabatware circule librement comme ce fut le cas « à Goma le 21 septembre 2005 à bord d'une jeep protégée par une forte escorte »[2].

L'AGI a été signé avant qu'un compromis ne soit trouvé au sujet de trois dossiers importants : la Constitution de la transition, la question de l'armée dite nationale républicaine, et la sécurité des institutions de la transition et de leurs animateurs. C'est en mars et avril 2003 que toutes les parties au conflit ont signé un accord *ad hoc* sous la pression du Comité international d'accompagnement de la transition (CIAT). Le Gouvernement de transition a été investi le 30 juin 2003[3] ; mais, il fallut deux mois pour que le Parlement le soit aussi et quatre mois pour les divisions du pays en régions militaires calquées sur l'organisation administrative et nomination des membres de l'état-major des FARDC et des chefs des régions militaires. Les autorités territoriales (gouverneurs et vice-gouverneurs) vont être installées une année après (mai 2004), soit à mi-chemin de la durée de la transition (30 juin 2003-30 juin 2005), transition qui fut elle-même prolongée d'une année. Non seulement la mise en application de l'AGI avait pris trop de retard et ne s'était jamais réalisée complètement, mais aussi les institutions de la transition furent paralysées par la méfiance réciproque et les déchirements à tous les niveaux de collaboration en commençant par l'espace présidentiel. Les manœuvres du PPRD, du MLC, et du RCD-Goma, du RCD-ML ainsi que la question rwandaise alimentaient la flambée des violences dans l'Est du pays depuis juin 2003. Ensuite, le partage des responsabilités (Gouvernement, Parlement, armée, administration territoriale et entreprises publiques) avait renforcé l'emprise du RCD-Goma et, derrière celui-ci, celle du Rwanda sur l'ensemble du territoire national, étant entendu que toutes les structures de l'Est du pays sont restées presque inchangées. Le choix des institutions à contrôler et, surtout, la nomination de leurs animateurs étaient un champ de bataille ; le critère ethnique avait joué plus que toute autre considération. Ainsi, la commission politique, certains postes stratégiques dans l'état-major des FARDC et des services de la sécurité intérieure et extérieure, des entreprises publiques juteuses ou stratégiques (Ofida, Onatra, SNEL, Sonas, Renatelsat, etc.) étaient revenus aux alliés et proches du Rwanda. En plus, ceux-ci étaient présents à la tête des régions militaires et provinces de l'Est (Province-Orientale, Nord-Kivu, Sud-Kivu et Maniema) et, donc, directement à leur contrôle. Seule Bukavu avait connu le plus de violences, depuis février 2004, le commandant de la région militaire Prosper Nabyolwa était plus fidèle à Kinshasa qu'à Kigali. D'où son éviction et la déstabilisation de son successeur Félix Mbuza Mabe et de tous ceux qui, à la tête du Sud-Kivu, demeuraient moins accommodants vis-à-vis de Kigali. En 2006, il ne resta, de l'équipe investie en mai 2004, qu'une seule personne, Thomas Nziratimana (cf. *supra*). Il y avait, derrière cette politique de la déstabilisation, la crainte de voir Bukavu où le commandement militaire, le gouvernorat et l'un des deux vice-gouvernorats revenaient respectivement aux composantes dites Gouvernement, opposition non armée et société civile, de devenir le noyau d'une organisation politique et militaire autonome qui permettrait de faire sauter le verrou de Goma. Aussi, le brassage de la nouvelle armée connaissait des revers : refus de beaucoup de gens qui n'ont pas confiance en l'actuel processus de paix (combattants maï-maï) ou qui évoquent d'autres motifs (rwandophones qui mettaient en avant la protection de leurs familles menacées d'extermination), désertions des centres de brassage pour diverses raisons (méfiance, favoritisme et mauvais traitements), etc. La justice internationale qui décida que tous les auteurs des crimes qui ont été perpétrés entre 1992/1993 et 2002 étaient couverts (cf. Bucyalimwe 2006 : 281-284).

1. D'autres chefs de guerre de l'Ituri (Bosco Ntaganda et Kakolele Bwambale) semblent s'associer à lui maintenant dans ce qu'ils appellent la « brigade d'intervention populaire » (*Le Potentiel*, n° 3637 du 28 janvier2006 ; AFP du 2 février 2006).

2. Thomas Lubanga Dyilo est déjà à La Haye pour répondre de ses crimes (ICC-CPI, « First arrest for the International criminal court », The Hague, 17 march 2006) et d'autres qui sont dans les geôles congolaises risquent de le rejoindre là dans les prochains mois.

3. Cf. Le décret présidentiel n° 03-06 du 30 juin 2003.

2. LES BANYARWANDA/BANYAMULENGE ONT LEURS INTÉRÊTS À PROTÉGER

Après avoir traité des guerres de l'AFDL et du RCD, abordons maintenant la dernière tête des guerres pour lesquelles les Banyarwanda dits Banyamulenge s'affichèrent encore au premier plan. Avant le déclenchement plus tard de l'affaire CNDP autour de Nkundabatware, il y eut dès 1999 dans le RCD la résurgence d'une dissidence importante au sein de la communauté banyarwanda/munyamulenge conduite par le commandant Patrick Masunzu. C'est l'un de ces Banyarwanda du Sud-Kivu qui ont rejoint le combat du FPR au Rwanda dans la première moitié des années 1990 et que l'on a retrouvés plus tard dans les rangs de l'AFDL puis du RCD-Goma. Masunzu est, au début 1999, à la tête d'un groupe de militaires banyamulenge de la brigade ANC d'Uvira entrés en dissidence. Ils s'opposent à l'emprise du Rwanda et à la présence envahissante de l'APR. Masunzu se retranche sur les Hauts-Plateaux de l'Itombwe. Il bénéficie de l'appui ou de la sympathie des Forces républicaines fédéralistes, un mouvement politique munyamulenge opposé au RCD que Manasse « Müller » Ruhimbika a constitué dès août 1998. À partir de janvier 2002, et pendant plusieurs mois, Masunzu, que des déserteurs banyamulenge de l'ANC viennent renforcer, affronte la rébellion de Goma. L'APR, l'armée rwandaise, intervient en force aux côtés de l'ANC. APR et ANC reprendront en grande partie le contrôle des Hauts-Plateaux, mais le commandant Masunzu n'est pas défait. Les combats ont provoqué le déplacement de plus de 50 000 personnes dans la région d'Uvira[4].

Masunzu paraît avoir noué des liens d'alliance avec des groupes maï-maï issus des ethnies fuliru et bembe avec lesquelles les Banyamulenge ont pourtant un lourd passé de confrontations. En octobre 2002, une purge est opérée au sein du RCD qui aurait visé à écarter des éléments soupçonnés de sympathie envers les rebelles des Hauts-Plateaux[5]. T. Matotu écrit dans *Le Soft international* (16/10/2002) que c'est parce qu'ils sont considérés comme trop proches de ces rebelles que le gouverneur (shi) du Sud-Kivu, Norbert Basengezi Katintima, ainsi que le vice-gouverneur munyarwanda Benjamin Serukiza Nkundabantu, sont alors limogés « et remplacés par une équipe proche des Maï-Maï alliés aux Rwandais, le groupe Mudundu 40 » dirigé par Patient Mwendanga Rugenge qui est nommé gouverneur.

Lorsque l'affaire CNDP autour de Nkundabatware se déroulant essentiellement au Nord-Kivu viendra surgir, il s'ajouta l'épisode dit « des événements de Bukavu » qui, à l'origine, était un « acte banyamulenge 3 ». En fait, comme dans le déclenchement des guerres de l'AFDL en 1996-1997 et du RCD en 1998-2003, les Banyarwanda établis au Sud-Kivu y auraient joué un rôle crucial[6]. La mutinerie/rébellion fut provoquée par Mutebutsi, un officier munyarwanda/munyamulenge entouré d'autres officiers de sa communauté et suivi par des militaires qui, s'accorde-t-on à affirmer, sont au moins en bonne partie des Tutsi du Sud-Kivu.

Laurent Nkundabatware est un Tutsi du Nord-Kivu et un grand nombre de ses hommes seraient en partie des Hutu de la milice de Serufuri ; il aurait par ailleurs le « soutien discret » de commerçants généralement rwandophones de la province du nord (Cros & Misser 2006 : 75-76). À propos de ces derniers, il y a l'affaire des huit députés du RCD qui écrivent, le 9 juillet 2004, depuis Goma à leur président Ruberwa une longue lettre ouverte, dans laquelle ils annoncent la suspension de leur participation à l'Assemblée nationale[7]. Selon *Le Soft International* (11/07/2004), qui publie cette lettre, sept des signataires sont des rwandophones du Nord-Kivu, le huitième, Bizimana Karahamuheto, est un rwandophone-Munyamulenge. La lettre dénonce la politique d'exclusion dont sont victimes les rwandophones. On y lit : « Des dirigeants et des conseillers mal avisés font croire au chef de l'État et au Gouvernement qu'il y aurait des dividendes politiques à tirer dans la mise en avant d'un nationalisme congolais outrancier et à fleur de peau. De tels individus croient que le nationalisme congolais devrait se mesurer principalement à l'aune de l'agressivité de la RDC et de ses dirigeants envers certaines communautés ethniques ou certains pays voisins. » Le texte

4. Voir différentes dépêches d'IRIN 2/04/2002, 9/04/2002, 25/06/2002, 16/07/2002, 18/07/2002. Life & Peace Institute-Institut Vie et Paix 7/08/2002.
5. Nations Unies 2002 : § 19.
6. Bucyalimwe Mararo 2004 ; voir aussi Braeckman 2004.
7. La direction nationale du RCD-Goma qui n'emboîte pas le pas à ces contestataires procède à leur remplacement au sein de l'Assemblée nationale.

met notamment et significativement l'accent sur la dimension économique du contentieux entre les rwandophones du Nord-Kivu et les autorités de la transition, en soulignant « le dédain avec lequel les Autorités de Kinshasa traitent les dossiers initiés par les opérateurs économiques originaires du Nord-Kivu », c'est-à-dire s'en prennent, pour y mettre un terme, à des activités développées sous le règne du RCD et de Serufuri (dans le domaine des assurances, en matière de téléphonie cellulaire, de navigation aérienne…). Les signataires entendent, face aux ambitions de reconquête de Kinshasa, sauvegarder cet « îlot pacifié » que représente à leurs yeux le Nord-Kivu (le « Petit Nord » Kivu). En matière de politique et d'institutions nationales, ils affirment que « le *leadership* tel qu'il a été conçu dans sa formule 1 + 4 […] ne peut qu'échouer, parce qu'il affaiblit l'État et crée une instabilité institutionnelle ». Ils plaident pour le remplacement du pouvoir exécutif en place par « un Exécutif non politicien et donc non candidat aux élections ».

Mutebutsi et Nkundabatware, selon la Monuc, ont des liens étroits avec l'armée rwandaise (Mutebutsi pour en avoir reçu une formation militaire, Nkundabatware pour avoir entamé sa carrière militaire en 1992 dans les rangs du FPR) et auraient régulièrement été approvisionnés en armes par le Rwanda (Monuc 2005 : 8). La pénétration au Congo des militaires rwandais est, en outre, avérée, même si on ne peut en apprécier l'ampleur. La Monuc, tout en faisant état de cas d'infiltration, a paru tendre à les minimiser[8] ; la société civile du Kivu et ses appuis occidentaux qui veulent voir dans le Rwanda le premier responsable des événements ont vraisemblablement quant à eux amplifié cette intervention militaire. Mais on peut sans doute se fier ici au Ciat qui, dans un communiqué du 5 juin 2004, a exprimé sa « grande préoccupation quant aux nombreux rapports de sources multiples, faisant état d'un soutien de troupes rwandaises à l'agression menée par les militaires insurgés »[9].

Tout semble donc indiquer que l'on assiste une nouvelle fois à une rébellion des Tutsi au Congo soutenue par le Rwanda, dans le déclenchement de laquelle des Banyamulenge ont joué un rôle crucial. Avec, cette fois, une spécificité liée à l'avènement du « régime Serufuri » à Goma : les liens de cette rébellion avec les Hutu de la province du nord, concrétisant cette alliance des « rwandophones » qui a pris une certaine consistance au Nord-Kivu[10].

L'ethnicisation de la crise ne doit pas faire perdre de vue ses liens avec la lutte pour le pouvoir qui se déroule à Kinshasa, une lutte dont l'enjeu principal est le contrôle de l'armée et qui oppose dès lors au premier chef le président Joseph Kabila à son vice-président Azarias Ruberwa. L'emprise sur les questions militaires que s'assure le camp présidentiel se traduit notamment par des formes de discrimination en matière de soldes entre les officiers issus des FAC, l'ancienne armée gouvernementale, et ceux issus du RCD-ANC (ICG 2006 : 16). Provoqué par une crise qui exprime les rapports de compétition entre « composantes », le vent de fronde au sein du RCD-Goma n'agite dès lors pas seulement ses éléments rwandophones. Ni le gouverneur Ciribanya du Sud-Kivu ni le major Kasongo, qui sont au déclenchement des événements, ne sont des rwandophones. Mais leur situation et leur vulnérabilité particulières, le fait que dans le camp présidentiel certains exploitent le discours anti-Rwandais et anti-Tutsi pour déconsidérer et affaiblir le RCD, expliquent que des Banyamulenge et plus généralement des Banyarwanda soient les acteurs majeurs de la mutinerie. En ce qui concerne les Banyamulenge, il faut observer qu'ils demeurent divisés face à cette nouvelle rébellion : le commandant Masunzu, qui a été nommé en 2003 général de brigade des FARDC, ne rejoint pas le camp de Mutebutsi et Nkundabatware.

8. En juin 2003 déjà, des ONG européennes, « sur base d'une enquête de terrain », critiquaient, en même temps que son attitude passive face à des actes de guerre et des violences commis par l'armée du RCD-Goma, l'aveuglement volontaire de la Monuc à l'égard de la présence de militaires rwandais (voir Concertation chrétienne pour l'Afrique centrale/Great Lakes Advocacy Network *et al.* 2003).

9. Voir notamment diverses observations des experts enquêtant sur le respect de l'embargo sur les armes, et les témoignages qu'ils ont recueillis : UN-Security Council 15/07/2004, § 80 et suivants, 107 et suivants.

10. Pour évoquer le type de polarisation que l'on observe dans la mosaïque ethnique du Nord-Kivu, on parle d'un « G2 versus G7 », c'est-à-dire d'un pôle Hutu-Tutsi face à une alliance des sept autres groupes ethniques de la province (Kano, Kumu, Twa, Tembo, Hunde, Nyanga, Nande). Voir Sematumba 2007 : 13-20.

Les événements de Bukavu ne font pas éclater le système « 1 + 4 ». Le vice-président Ruberwa et le général Mbuki, commandant des Forces terrestres issu du RCD, condamnent formellement les mutins.

À partir de 2005, plusieurs *leaders* vont faire le relais de l'AFDL. Ainsi Jules Mutebutsi va être remplacé par Laurent Nkundabatware, qui crée en 2005 le CMDP (Conseil militaire pour la défense du peuple). Nkundabatware va être rejoint en 2006 par Bosco Ntaganda qui est un ancien chef de l'UPC (Union des patriotes congolais) en Ituri. C'est alors que naquit, le 26 juillet 2006, le CNDP (Conseil national pour la défense du peuple).

3. NKUNDABATWARE REJETTE LA MISE EN PLACE D'UNE ARMÉE CONGOLAISE INTÉGRÉE

La rébellion du RCD s'était achevée en 2003 avec l'accord de paix signé en Afrique du Sud. À la fin juin 2003, un gouvernement de transition fut mis en place, le pays avait été unifié, intégrant dès lors l'ensemble des principaux belligérants au sein d'une armée unique. Plusieurs membres du RCD étaient inquiets, d'autant que Joseph Kabila demeurait chef de l'État et Kinshasa (un endroit peu familier et parfois hostile), le lieu où s'organisait la transition, se situait à 2000 km du quartier général du RCD à Goma.

> « Dès le début de la transition, certains signaux indiquaient déjà que Kabila, dont le poste de président avait été confirmé par l'accord de paix, essayait de déjouer les plans des autres parties à l'accord. D'après l'accord de paix, le parti de Kabila était censé occuper un des quatre postes de vice-président – mais en s'assurant des services du représentant de l'opposition [Arthur Z'Ahidi Ngoma, un Lega du Maniema], il put faire pencher l'équilibre des pouvoirs en sa faveur. Le RCD fut particulièrement exaspéré de constater que le véritable pouvoir à Kinshasa – au-delà des apparents rangs et postes d'autorité – se situait moins au sein des institutions officielles de l'État qu'en la personne du président et ses réseaux informels » (ICG 2005 : 15-19).

La seconde menace pour le RCD joua un rôle encore plus fondamental pour son maintien. Le processus de transition devait culminer par des élections nationales – et le RCD étant considéré par beaucoup d'individus en dehors de la communauté banyarwanda comme les laquais rwandais, le parti courait le risque d'être décimé dans les urnes[11] (Stearns 2012b : 16-17).

Dans la période qui suit la conclusion de l'accord de paix de Pretoria, le RCD conserve ses positions de pouvoir dans les régions qu'il a conquises. Azarias Ruberwa déclarait d'ailleurs, en avril 2003, que le RCD resterait un « mouvement politico-militaire » jusqu'à la mise en place effective des institutions de transition (AFP, 29 avril 2003).

Au Nord-Kivu, le gouverneur Serufuri continue à régner. Au Sud-Kivu, le RCD nomme gouverneur, en janvier 2003, Xavier Ciribanya. En mars de la même année, il promeut Georges Mirindi commandant militaire de la province. Ces nominations peuvent apparaître comme des provocations. Ciribanya et Mirindi sont, en effet, des condamnés à mort par contumace du procès sur l'assassinat de L.D. Kabila[12].

En août 2003, avec la mise en place des régions militaires par le Gouvernement de la transition, des changements interviennent dans les deux Kivu, mais ce n'est qu'au Sud qu'ils ébranlent le pouvoir RCD. C'est parce que l'accord de transition avait attribué le poste de commandant régional, nommé en août 2003, au général Prosper Nabyolwa Muganzugu (Mushi de Ngweshe) de la « composante Gouvernement ». Celui-ci a pour premier adjoint le colonel Jules Mutebutsi (aussi orthographié Mutebusi) du RCD qui lui, est Tutsi. Un autre de ses adjoints, issu du RCD, est le major Joseph Kasongo, Mubangubangu du territoire de Kabambare au Maniema. Celui-ci avait dû fuir Kinshasa au début de 2001, parce qu'il était suspecté d'avoir aidé dans leur évasion certains assassins présumés de Kabila père.

11. Lorsque les élections furent organisées en 2006, le RCD qui avait obtenu 94 sièges de députés nationaux lors du partage décidé à la transition « 1+4 » ne gagna que 15 élus, dont aucun Tutsi. Le seul Tutsi député national vient du Nord-Kivu, mais il fut élu sous le couvert du MLC de Jean-Pierre Bemba (cf. *infra*).

12. Mirindi rejoint son poste à Bukavu en se faisant accompagner par Amuli Chap Chap et John Bahati ; ces deux derniers sont, comme lui, d'anciens membres de la garde de L.D. Kabila condamnés lors du procès de l'assassinat (ICG 2005 : 4).

Au Nord-Kivu, Laurent Nkundabatware refuse de prendre ses fonctions. Jason Stearns présente la situation :

> « En septembre 2003, le général Laurent Nkundabatware et deux officiers supérieurs refusèrent de rejoindre les rangs de l'armée nationale récemment intégrée, invoquant à la fois des préoccupations relatives à leur sécurité personnelle et celle de la communauté ainsi qu'une méfiance généralisée à l'égard de Kinshasa. Nkundabatware […] avait été commandant de la brigade de Kisangani du RCD au moment du massacre de plus de 160 personnes en mai 2002. Pendant la transition, son nom fut avancé pour devenir commandant du RCD au Nord-Kivu – mais il craignit d'être arrêté en se rendant à Kinshasa pour son intronisation.
>
> Si Nkundabatware est connu pour son esprit indépendant, nombre de ses confrères affirment […] que le Gouvernement rwandais a influencé cette décision, ainsi que la suite des événements. "Le Rwanda a demandé à Nkundabatware et aux autres de refuser", d'après un ancien commandant supérieur du CNDP. "L'ordre émanait de Kigali ; il leur fallait un plan alternatif au cas où la transition ne marcherait pas".
>
> Un autre s'est souvenu : Les Rwandais nous ont dit : "Si vous allez à Kinshasa, vous reviendrez dans un cercueil". Quatre autres officiers supérieurs de l'ex-CNDP proches de Nkundabatware reconnaissent que le Rwanda a joué un rôle clé dans la décision de faire défection – même si certains insistent sur le fait que Nkundabatware était maître de ses décisions et traçait sa propre trajectoire dans les limites des paramètres imposés par le Rwanda.
>
> D'autres éléments démontrent que le Rwanda cherchait à manipuler la situation pour que la transition échoue. Certains soulignent que la rapidité à laquelle Nkundabatware gravit les échelons – passant du statut de responsable du renseignement des entreprises à celui de brigadier général en seulement sept ans – était une indication de ce que le Rwanda le préparait à jouer un rôle intermédiaire.
>
> Même avant l'unification, Nkundabatware avait entamé les préparatifs. Il avait ainsi créé une organisation appelée Synergie nationale pour la paix et concorde (SNPC). Afin de rassembler les *leaders* idéologiquement proches[13]. "Il nous disait que Kinshasa ne s'intéressait pas à nous, que plusieurs milliers de membres de nos familles souffraient dans des camps de réfugiés au Rwanda, que les FDLR posaient encore un risque", s'est souvenu l'un des membres de la Synergie. Ce groupe de petite taille était essentiellement composé de civils des communautés banyarwanda, nande et shi. Il commença à organiser des réunions début 2003, mais formalisa sa structure en décembre de cette année à Bukavu, avant d'ouvrir un bureau à Goma » (Stearns 2012b : 18-19).

À la place de Nkundabatware, il fallut attendre décembre 2003 pour que Rwibasira Obed (Tutsi du territoire de Masisi) soit nommé commandant régional, cet autre Munyarwanda/Tutsi de la composante RCD. Le Nord-Kivu (amputé cependant de son « Grand Nord », fief de Mbusa Nyamwisi) demeure un bastion du RCD. La 8e région militaire, celle qui correspond à cette province, est composée d'unités homogènes formées par des soldats de l'ex-ANC commandés par leurs officiers. En fait, lorsque les troupes rwandaises se retirèrent de l'Est de la RDC pendant l'été 2002, conformément aux modalités de l'accord de transition, le RCD avait rappelé un grand nombre de ses commandants banyarwanda au Nord-Kivu pour consolider sa base arrière à la veille de l'intégration de l'armée et pour « protéger » le Rwanda des incursions des FDLR. Ces hommes avaient formé les 81e, 82e et 83e brigades[14], contrôlant la majeure partie des territoires de Masisi et Walikale, et formant finalement la colonne vertébrale de ce qui devint l'armée de Nkundabatware.

L'Administration et les entreprises publiques de la province sont également toujours aux mains du RCD. À la tête des structures civiles comme des structures militaires, on trouve très généralement des Banyarwanda[15].

13. Le *leadership* de la SNPC comprenait : le général Laurent Nkundatware (président du SNCP au Nord-Kivu (Tutsi)) ; Denis Ntare Semadwinga, ancien chef d'état-major du gouverneur Eugène Serufuri (Tutsi) ; Déogratias Nzabirinda, chef de poste de Masisi (Hutu) ; Emmanuel Kamanzi, ancien ministre des Finances RCD (Tutsi) ; Xavier Chiribanya, gouverneur et président du SNCP au Sud-Kivu (Shi) ; Dieudonné Kabika, ancien conseiller du président du RCD Azarias Ruberwa (Lega) ; Kambasu Ngeve, ancien gouverneur de Beni sous la rébellion RCD/KML (Nande) ; Stanislas Kamanura, ancien administrateur RCD de Masisi (Tutsi) ; le Dr Guillaume Gasana, ancien ministre de la Santé RCD (Tutsi) ; Moses Kambale, ancien officier de l'armée ougandaise et lors de différentes rébellions congolaises (Nande) ; Patient Mwendanga, ancien gouverneur de Bukavu (Shi) (Stearns 2012b : 73).

14. Jusqu'à 2005, elles avaient gardé au RCD leurs noms de 5e, 11e et 12e brigades.

15. Voir l'Appendix C du rapport de l'ICG (2005 : 31).

En février 2004, voyant son autorité contestée et le pouvoir qu'il représente, sinon sa personne, menacés, le général Nabyolwa prend l'initiative. Les informations (controversées) concernant une tentative d'assassinat perpétrée le 29 janvier à Kisangani contre le général Padiri, commandant la région militaire de la Province-Orientale, ont pu aviver ses craintes. Nabyolwa fait procéder à des perquisitions chez les officiers rebelles à son autorité et chez le gouverneur lui-même. Des stocks d'armes sont découverts. Le gouverneur RCD, Ciribanya, est suspendu par Kinshasa, le 8 février.

Le 22 février 2004, Nabyolwa fait arrêter le major Kasongo et l'amène à Kinshasa. La riposte ne se fait pas attendre : dans la nuit du 23 au 24, le colonel Mutebutsi attaque la résidence de son supérieur. Celui-ci, après s'être réfugié dans une semi-clandestinité, gagne Kinshasa. Le 10 mars 2004, le général Félix Mbudja (Mbudza) Mabe (il est Budja du territoire de Bumba dans la province de la Mongala) le remplace à titre intérimaire. Le départ de Nabyolwa, un fils du Sud-Kivu, qui, pour beaucoup, incarnait la résistance au « RCD-Rwanda », le fait que le major Kasongo soit libéré et autorisé à rejoindre Bukavu, provoque un grand mécontentement au chef-lieu du Sud-Kivu. Il y aura des journées « ville morte » décrétées par la société civile, les 2 et 3 mars 2004.

La libération de Kasongo répond à des menaces de fronde du RCD, suivies de pressions de la Monuc et du Ciat soucieux avant tout d'apaisement. Il y a eu, le 24 février 2004, une déclaration politique signée « RCD et alliés », faisant de l'arrestation du major une énième manifestation d'un comportement du chef de l'État qui, lit-on, frise le « terrorisme d'État digne d'un "État-voyou" » !, un comportement dont la victime privilégiée serait la composante RCD du régime de transition (document diffusé sur le web par le journal *Le Phare* le 25 février 2004). Cette déclaration n'est pas signée par Ruberwa lui-même, mais celui-ci a de bonnes raisons de s'insurger contre les évolutions de la transition. Le président Kabila a obtenu des avis de la Cour suprême de justice le confortant dans sa volonté de nommer lui-même directement les gouverneurs de province ainsi que les responsables des services civils de sécurité. Ruberwa, vice-président en charge de la Sécurité et de la Défense, s'oppose à ces prétentions, en même temps qu'à la mainmise présidentielle sur une grande partie des ressources, du potentiel et de l'autorité militaires, par le biais de la Maison militaire du chef de l'État et du GSPP.

Azarias Ruberwa, en ce début 2004, rencontre Nkundabatware et ses camarades transfuges en sa qualité de président du RCD. En politique habile, il réussit même à les persuader d'écrire à Joseph Kabila pour demander son pardon. Mais le président ne répondra jamais à cette lettre (Stearns 2012b : 20).

Félix Mbudja Mabe, qui vient de succéder à Nabyolwa, suspend Mutebutsi de ses fonctions. Des affrontements s'ensuivent à partir du 26 mai 2004 entre la 10e brigade des FARDC et les forces de l'officier rebelle. Les mutins de Bukavu vont être rejoints le 2 juin par de nombreux éléments (1000 à 1500 hommes) venant de Goma commandés par Laurent Nkundabatware. Le général Rwibasira et Serufuri, respectivement commandant de la région militaire et gouverneur du Nord-Kivu, sont soupçonnés de complicité avec le couple d'officiers mutins. Ils s'en défendront, tout en dénonçant la responsabilité du Gouvernement de transition et des FARDC de Bukavu dans le déroulement des événements ayant abouti à la mutinerie[16].

D'après un rapport de Human Rights Watch, entre le 26 et le 28 mai, les hommes de Mbudja Mabe ont tué au moins une quinzaine de civils, le plus souvent banyamulenge. Jason Stearns (2012b : 21) écrit : « Alors que les dissidents étaient menés par des commandants tutsi, les combats prirent un caractère ethnique : des officiers de l'armée rassemblèrent une quinzaine de Tutsi, dont des mineurs, et les tuèrent. Cela poussa le Gouvernement rwandais et Nkundabatware à faire état d'un soi-disant génocide, et Nkundabatware commença à mobiliser les réseaux qu'il avait établis et maintenus en place parmi les loyalistes du RCD au Nord-Kivu. »

Les troupes insurgées ont, quant à elles, souligne ce rapport de Human Rights Watch, « tué des civils et se sont rendues coupables de violences sexuelles et de pillages généralisés » (Human Rights Watch 2004).

Mutebutsi et Nkundabatware se rendent maîtres de Bukavu au début juin 2004. C'est avec un certain soutien du Rwanda, notamment pour le transport d'armes et de munitions sur le lac Kivu. Jason Stearns (2012b : 9) écrit : « Le principal vecteur de la rébellion

16. Voir notamment, outre International Crisis Group (2004), un rapport de l'Institute for Security Studies (2004).

est le sentiment, éprouvé par Kigali ainsi que parmi les hommes d'affaires tutsi et des commandants militaires du Nord-Kivu, que le Gouvernement congolais, du fait de ses dysfonctionnements, est incapable de protéger leurs différents intérêts – sécurité, investissements et pouvoir politique. C'est donc pour sauvegarder ces biens qu'ils ont apporté leur soutien à des groupes armés : au CNDP de 2004 à 2009 et, depuis avril 2012, au M23. »

Les combats autour du contrôle de Bukavu ne durèrent que dix jours, mais ils avaient poussé la transition au bord de l'effondrement. Sous la pression internationale exercée sur les dissidents et sur le Rwanda, mais, aussi, cédant à la contre-offensive des FARDC (Kinshasa avait envoyé des milliers de militaires en renfort dans l'Est du pays), les rebelles furent contraints de se retirer de Bukavu. C'est d'abord Nkundabatware qui entame, le 7 juin 2004, suivi, le 9, de celui de Mutebutsi. Les deux chefs mutins suivent des routes différentes : Mutebutsi, après un repli au Rwanda, affronte à Kamaniola, au sud de Bukavu, des forces armées congolaises alliées à des éléments maï-maï, avant de chercher à nouveau refuge au Rwanda, tandis que Nkundabatware rejoint le Nord-Kivu.

La crainte de nouvelles violences à leur égard provoque la fuite au Rwanda de peut-être 2500 à 3000 Banyamulenge et ressortissants du Rwanda et du Burundi qui résidaient à Bukavu.

Chassé de Bukavu début juin, Nkundabatware s'est replié dans les territoires de Masisi et de Rutshuru au Nord-Kivu où il poursuit sa dissidence. Il est à la tête de quelques milliers d'hommes, provenant surtout des 81e et 83e brigades non intégrées de l'ex-ANC (branche armée du RCD). Il fait aussi des recrues, parfois très jeunes, parmi les réfugiés tutsi au Rwanda, les déserteurs des FARDC, les militaires démobilisés du RCD ou des Forces de défense rwandaises, dans la population civile. La Monuc, en 2007, estime ses effectifs à 5000 hommes.

Sur la composition du mouvement rebelle CNDP, Stearns (2012b : 10) écrit : « Bien que d'autres groupes ethniques aient également participé à la rébellion du CNDP, environ 80 % de ses plus hauts responsables étaient originaires de la communauté tutsi, et le mouvement a bénéficié du soutien régulier des élites politiques et commerciales tutsi de la région. »

4. LES BANYARWANDA HUTU RALLIÉS AU RCD SE DÉSOLIDARISENT DE NKUNDABATWARE

Au sein du RCD, les tensions suscitées par la transition deviennent pesantes. Différents éléments du parti s'éloignèrent pour s'allier à Kinshasa, réduisant les dissidents à un noyau de radicaux. Si donc l'alliance ethnique hutu-tutsi avait été la colonne vertébrale du RCD au Nord-Kivu et joué un rôle crucial dans sa stratégie de contre-insurrection face aux FDLR, certains Hutu (qui n'avaient jamais eu beaucoup d'affection pour le RCD en raison de leur antipathie envers le Rwanda contrôlé par le pouvoir tutsi de Paul Kagame) s'en écartèrent.

Un rapport quotidien de la Monuc sur le Nord-Kivu du 16 décembre 2004 informe qu'un groupe d'officiers militaires hutu et de *leaders* locaux avaient rédigé plusieurs lettres dénonçant la manipulation de l'identité banyarwanda et exprimaient leur allégeance au Gouvernement central. À noter que nombre des signataires (dont Xavier Nzabara qui est le maire de Goma et le colonel Janvier Mayanga wa Gishuba, commandant de la 5e brigade) avaient par le passé été en désaccord avec Kigali et combattu les troupes rwandaises de 1996 à 1998 (Stearns 2012 : 22). Puis, c'est Eugène Serufuri, gouverneur du Nord-Kivu, qui chercha le soutien de Joseph Kabila. « Il pensait que son autorité était remise en cause par Nkundabatware, qu'il ne tenait plus les rênes », raconte un proche collaborateur du gouverneur. Celui-ci affirmait : « Depuis Sun City, j'avais l'impression que le RCD n'avait pas d'avenir. C'est pourquoi j'ai décidé de me rapprocher de Kinshasa » (Stearns 2012b : 22).

Assez vite le Rwanda partisan du RCD pèse la pertinence de cette décomposition entamée. À la mi-2005, le général James Kabarebe, chef d'état-major de la Défense rwandaise, appela plusieurs officiers de l'ex-RCD haut placés pour leur annoncer que Nkundabatware allait rentrer en RDC et qu'ils devraient assurer sa protection. Nkundabatware franchit la frontière, se rendant à Kitshanga où se trouve le quartier général de la 83e brigade. On le voit très occupé : « Nous avons reçu la visite d'hommes politiques, d'hommes d'affaires – même de plusieurs officiers militaires rwandais », avait déclaré un officier supérieur qui l'accompagnait (Stearns 2012b : 23).

Nkundabatware apparaîtra en public le 8 septembre 2005 pour faire une déclaration fustigeant le « clan Kabila » accusé d'être responsable des divisions ethniques dans les Kivu. Il accusait Kinshasa d'avoir organisé « un plan d'épuration ethnique au

Nord-Kivu sous couvert de brassage » et demandait instamment le recours à « tous les moyens utiles, pour contraindre ce Gouvernement à décrocher » (Stearns 2012b : 23).

Lorsqu'il tint sa première réunion à Nyamitaba, Nkundabatware parla de son projet : « renverser le pouvoir tribaliste de Kabila, ramener les réfugiés tutsi du Rwanda et repousser les FDLR ». À la fin 2005, écrit Stearns, « environ la moitié des effectifs de la 82e brigade, soit un millier de soldats avaient fait défection tandis que plusieurs membres des 81e et 83e brigades refusèrent d'aller au brassage ». Le 7 septembre 2005, le Gouvernement de Kinshasa lança un mandat d'arrêt contre Nkundabatware (Stearns 2012b : 23-24).

Entre la nouvelle armée rassemblée sous le commandement du lieutenant-colonel She Kasikila et les partisans rebelles, les premiers affrontements importants eurent lieu à la fin 2005. Très offensif, le commandant militaire congolais parlait du mauvais rôle des Tutsi et du Rwanda en RDC, allant jusqu'à exposer plusieurs fosses communes qui, d'après la population locale, renfermaient des victimes de massacres perpétrés en 1996-1997 par l'armée rwandaise et ses alliés congolais. Cette réalité incita le Haut-Commissaire de l'ONU aux droits de l'homme à lancer la réalisation d'une carte des atteintes aux droits de l'homme graves perpétrées au Congo entre 1993 et 2003.

Mais le lien entre Nkundabatware et la communauté hutu se brisait. Le gouverneur Serufuri publiait un communiqué condamnant les actes du chef rebelle. Puis, David Rugayi commandant hutu de la 83e brigade faisait défection avec plus de 1400 soldats. Il sera suivi par le colonel Gihanga, commandant de la 81e brigade. Avec le départ de ces deux plus importants officiers hutu, l'alliance hutu-tutsi sur laquelle avait reposé la réussite du RCD ne tenait plus (Stearns 2012 : 24-25).

5. LE CNDP MIS EN PLACE

> « Ceux qui pensaient que le RCD-Goma allait perdre l'influence à l'issue des élections ne se trompaient pas. [Mais] cette affirmation devrait être nuancée. Il est, en effet, vrai que suite aux […] élections [de 2006] le RCD a beaucoup perdu sur le terrain politique ; mais, il contrôle toujours le Kivu et ce contrôle du Kivu se maintiendra aussi longtemps que les élections locales ne seront pas organisées, la réforme de l'armée restera compromise ou on continuera à entretenir "le jeu de dupes politico-militaire" dans les deux provinces du Sud-Kivu et du Nord-Kivu, particulièrement les Hauts-Plateaux d'Itombwe, les territoires de Masisi et de Rutshuru, et les monts Ruwenzori en territoire de Beni » (Bucyalimwe Mararo 2007 : 270).

5.1. AUTOUR DE LA CRÉATION DU CNDP

Jason Stearns rapporte que Nkundabatware n'avait aucune intention de conclure des accords à court terme avec le pouvoir de Kinshasa. L'officier rebelle recherchait des soutiens pour consolider son opération politique « Synergie » et le mouvement armé qu'il se construisait dit « Brigade anti-génocide » appelé « Conseil militaire pour la défense du peuple » (CNDP). Stearns poursuit :

> « Au camp de Bwiza [zone de Bwito dans le territoire de Masisi], fin 2005, des officiers supérieurs suivirent une formation à la stratégie et à l'idéologie militaires. Parmi eux figuraient tous les commandants de bataillon qui avaient fait défection au processus de brassage. "Il y avait différents modules […] l'un s'appelait le *Cours de leadership des officiers supérieurs* […] puis venait le *Cours de gestion pour les officiers* […]". À partir de la première série de diplômés de Bwiza, Nkundabatware forma un nouveau commandement supérieur, capable des décisions militaires clés. Pour la gestion au quotidien, il instaura un état-major et commença à réorganiser ses hommes selon une structure faite de brigades et de bataillons. […].
>
> Début 2006, Nkundabatware gagna un nouveau partisan d'une grande importance […]. Le général Bosco Ntaganda était l'ancien chef d'état-major d'une milice basée dans la province de l'Ituri, l'Union des patriotes congolais (UPC). Il fuit l'Ituri à cause des fortes pressions exercées par les Casques bleus des Nations unies et les gouvernements de la RDC et de l'Ouganda[17], et se rendit à Bwiza depuis la frontière rwandaise […].

17. Un rapport d'International Crisis Group a retracé la trajectoire mouvementée (engagements successifs de Ntaganda dans les rangs du Front patriotique rwandais, de l'AFDL et du RCD, ralliement à Wamba dia Wamba dont il sauve la vie à Kisangani, arrestation par les Ougandais pour des assassinats à Bunia, ralliement à l'UPC de Thomas Lubanga, refus en décembre 2004 de joindre les FARDC en tant que général, ralliement à Nkundabatware en 2005). En avril 2008, la Cour pénale internationale rend public un mandat d'arrêt qu'elle avait délivré contre lui en août 2006 pour sa responsabilité présumée dans le recrutement d'enfants de moins de 15 ans par les FPLC, la branche militaire de l'UPC, quand il en était chef d'état-major général adjoint.

Pendant cette phase cruciale, Nkundabatware fusionna son opération politique, la Synergie, avec son identité politique, le CMDP. C'est ainsi que naquit le Congrès national pour la défense du peuple (CNDP) – officiellement le 26 juillet 2006, Nkundabatware en étant à la fois président et commandant suprême. La priorité du mouvement était de toute évidence de répondre aux doléances et aux insécurités de la communauté tutsi. Une préoccupation fondamentale sous-tendant l'existence du CNDP – et dont la résolution constituait la condition préalable à toute future intégration de l'armée – était l'éradication des rebelles FDLR, en l'associant dans l'idéal au retour des 55 000 Tutsi congolais vivant encore dans des camps de réfugiés au Rwanda » (Stearns 2012b : 26-27).

À la veille des élections de juillet 2006, la MONUC avait renforcé sa présence dans les deux provinces du Kivu au moment où l'EUFOR se déployait à Kinshasa. L'ONUB a été mise à contribution, car ses éléments ont été aussi dépêchés au Kivu. Finalement, la MONUC, l'ONUB et les FARDC ont appliqué une politique de laisser-faire, car leurs actions se sont limitées à la sécurisation des élections. Aucune politique concertée ne fut entreprise pour mettre fin au statu quo, c'est-à-dire l'ordre politique et militaire imposé par des rebelles dits dissidents du RCD-Goma.

Le CNDP disposait d'une structure élaborée qui reproduisait presque à l'identique le modèle du parrain FPR. Il bénéficiait d'une station de radio et d'une équipe de communication chargée de publier des communiqués de presse à intervalles réguliers.

« Le CNDP instaura un réseau de "syndicats" : des structures implantées au sein des communautés chargées de mobiliser des fonds et des recrues et de diffuser l'idéologie du CNDP – dotées de sections dans les zones rurales de Masisi et aussi au Canada, en Afrique du Sud et en Belgique.

Nkundabatware s'inspira pour cela plus précisément de l'expérience du Front patriotique rwandais (FPR), au sein duquel il avait reçu sa formation initiale une décennie auparavant. La structure des syndicats imitait celle du vaste réseau du FPR, en s'appuyant sur la mobilisation de fonds et de recrues parmi la diaspora tutsi, y compris dans l'Est de la RDC. Autre caractéristique que le CNDP avait empruntée au FPR : l'accent sur une idéologie propice au bon moral. Le parrain philosophique du FPR, le Mouvement révolutionnaire national (NRM) ougandais, avait également insisté sur le conditionnement idéologique. Pour reprendre les propos de Nkundabatware : "Un soldat qui sait pourquoi il se bat est plus efficace que cent qui ne savent rien".

Cette mentalité s'étendit au niveau local. D'abord à Nyamitaba en 2006, Nkundabatware lança des rassemblements dits "*ubusabane*" ("harmonie") s'adressant aux paysans locaux – une autre idée empruntée au Rwanda – lors desquels les *leaders* du CNDP prononçaient des discours, après quoi la réunion laissait place à la danse et au chant. Des tentatives de diffuser l'idéologie ciblèrent même les écoles, les enfants apprenant des chants faisant l'éloge de différents commandants du CNDP. Le CNDP était tout aussi soucieux de contrôler et de solliciter la population qu'il l'était de promouvoir l'esprit révolutionnaire. Il instaura une force de police, mit en place ses propres administrateurs et commença à réclamer des taxes pour toutes activités possibles, des petits kiosques à l'exploitation minière, en passant par le commerce du charbon. En échange, il offrait une sécurité, payait les frais de scolarité et médicaux de certaines familles pauvres et organisait des travaux communaux sur les routes. Mais il fut également connu pour la brutalité avec laquelle il réprimandait ceux qui n'acceptaient pas ses règles et ceux dont il estimait qu'ils collaboraient avec ses ennemis » (Stearns 2012b : 29-30).

Nkundabatware a prononcé une allocution à Nyamitaba, le 6 août 2006 **:**

« Pourquoi sommes-nous à Nyamitaba ?

En 1964, au Nord-Kivu, certaines personnes ont décidé de tuer tous ceux qui parlaient le kinyarwanda. Aujourd'hui, je m'adresse à vous, mais à l'époque mes parents se trouvaient à Mirangi et Kivuku, on les avait emmenés en prison et ils étaient prêts à être tués. Et puis là, à Nyamitaba, il y a eu une réunion où j'ai retrouvé mes parents, mes frères et mes sœurs. Cette réunion nous a fait décider que nous nous battions, que nous ne partirions plus en exil. C'est à cette réunion que les Rwandais ont compris qu'ils avaient le droit de vivre dans ce pays […]

C'est pour cette raison que je vous respecte et vous honore. Si vous n'aviez pas organisé cette réunion à l'époque, je ne serais pas ici et ceux qui sont assis derrière moi ne seraient pas ici non plus […]

Je veux vous dire, ceux qui ont essayé de nous tuer à l'époque sont de retour. Ceux qui sont au pouvoir sont mauvais. Ils viennent dire aux gens de tuer vos enfants ; que certains devraient vivre et que d'autres ne devraient pas vivre. Nous devons être vigilants.

> Deuxièmement, je représente l'armée. Nous nous sommes battus avec des lances, des bâtons et des armes modernes, mais cela ne nous a pas empêchés de nous faire tuer. Les Rwandais sont un peuple comme un autre. Notre armée s'engage à pacifier la région et à ramener les tribus qui ne sont pas là, les Hunde, les Bashi et les gens de la province de l'Équateur […] » (Stearns 2012b : 28)

Dans cet extrait, il s'identifie comme « Rwandais » ayant « le droit de vivre dans ce pays » (RDC). C'est tout l'intérêt de se référer aux chapitres portant sur la question de l'établissement des Banyarwanda. Sur Bosco Ntaganda, le mandat d'arrêt délivré par le bureau du procureur de la CPI[18], le mardi 22 août 2006 renseigne que « […] Bosco Ntaganda, dont les photographies sont jointes en annexe, supposé être un ressortissant du Rwanda[19] et être âgé d'environ trente-cinq ans, présumé avoir été, avant le 8 décembre 2003, l'ancien chef d'état-major général adjoint responsable des opérations militaires des FPLC, présumé avoir été nommé chef d'état-major des FPLC le 8 décembre 2003, présumé actuellement l'un des commandants du Mouvement révolutionnaire du Congo (MRC, milice opérant dans le district d'Ituri et ses environs depuis le début de 2005), et également connu sous les noms de Bosco Tanganda, Bosco Ntanganda, Bosco Ntangana, Bosco Ntagenda, Bosco Baganda, Bosco Taganda et "Le Terminator" » (Paluku 2016 : 152-153).

Le CNDP de Nkundatabware se montre, certes, le remplaçant du RCD et tient sous son contrôle un espace réel. Mais c'est la coalition de Joseph Kabila, l'Alliance pour la majorité présidentielle (AMP) qui remporta à la fois les élections présidentielles et législatives (nationale et provinciale) dans les deux Kivu en 2006. Même dans les parties sous l'autorité du CNDP, elle eut plus de 80 % des voix. De plus, pas un seul Tutsi ne fut élu dans les assemblées provinciales du Nord-Kivu et du Sud-Kivu ; seul Dunia Bakarani, bien que Tutsi de Masisi, va être élu à l'Assemblée nationale, non sur la liste du RCD, mais sur celle du MLC de Jean-Pierre Bemba.

Malgré ces signes négatifs, les positions et revendications du CNDP vont être synthétisées en mars 2007 dans un « cahier des charges ».

5.2. PREMIÈRE OFFENSIVE MILITAIRE DE NKUNDABATWARE

Le vice-président du CNDP est le « général » Kakolele, un Nande qui avait appartenu au RCD-K-ML, puis qui fut un des commandants du Mouvement révolutionnaire congolais (*supra*). Le chef d'état-major est Bosco Ntaganda.

La cause de ce qui occasionna la première guerre du CNDP eut lieu le 24 novembre 2006 à un poste de contrôle de Sake. Un homme d'affaires tutsi, Musafiri Mayogi, fils d'une famille de Goma très en vue, fut tué par balle à la suite d'une altercation avec les policiers lorsqu'il apportait du carburant sur le territoire du CNDP. Dès que la nouvelle fut connue, Nkundabatware lança une offensive de grande ampleur sur Sake, occupé le 25, puis dirigea l'offensive vers Goma. En même temps, un bataillon du CNDP ouvrait une voie d'accès vers le Rwanda via Runyoni et tenta, en vain, d'assiéger Bunagana. Des combats eurent aussi lieu autour de Kikuku et de Tongo.

Les troupes congolaises vont être débordées et la Monuc intervient en force pour empêcher la chute de Goma. Dans un rapport hebdomadaire de la Monuc cité par Jason Stearns (2012b : 31), on lit : « Le jour le plus sanglant de toute l'histoire du CNDP, au moins 150 de ses soldats furent fusillés sur le terrain découvert situé entre Sake et Goma par des véhicules blindés et des hélicoptères de l'ONU ; leur mort fut filmée ».

Dès lors, parce que les troupes du CNDP étaient refoulées, les affrontements militaires font place en fin d'année à un processus de négociation entre les autorités de Kinshasa et le général rebelle. La Monuc paraît avoir joué un grand rôle dans la conclusion d'abord d'un cessez-le-feu puis d'un accord entre Kinshasa et la rébellion ; le Rwanda joua aussi un rôle crucial de médiateur, une stratégie qui allait se reproduire plus d'une fois par après. De vives critiques provinrent de la classe politique et de la société civile congolaises. Joseph Kabila dépêcha le général John

18. Représentés par Luis Moreno-Ocampo (procureur), Fatou Bensouda (procureur adjoint) et Ekkehard Withopf (premier substitut du procureur).

19. Julien Paluku Kahongya devenu gouverneur du Nord-Kivu en février 2007 et qui eut à se confronter à Ntaganda émet des doutes fondés sur la congolité de ce Munyarwanda : le swahili est la seule langue qu'il connaît à côté du kinyarwanda, dit-il (Paluku 2016 : 155). En fait, la scolarité de Ntaganda est rudimentaire ; à peine sait-il lire et écrire, mais il passe pour un bon combattant, rassurent ses amis (Paluku 2016 : 158).

Numbi Banza Tambo à Goma ; le général rwandais James Kabarebe prêta ses bons offices. Le 4 janvier 2007, l'accord était conclu à Kigali entre Numbi et Nkundabatware ; mais ses termes ne seront pas rendus publics. Ce qui paraît clair, c'est que les parties s'entendirent pour opérer un « mixage » d'éléments des forces rebelles et d'éléments des FARDC. Cinq brigades vont être ainsi formées, avec pour « objectif principal » ou, mieux, le prétexte de la chasse aux FDLR. C'est une dérive orchestrée en dehors du cadre constitutionnel et cela se passa bien avant la mise en place de l'assemblée provinciale du Nord-Kivu. Au lieu de ramener le calme, les brigades mixées devenaient une source d'insécurité croissante que la nouvelle assemblée provinciale viendra fustiger dans un rapport qui relève le recrutement des Rwandais (civils et soldats démobilisés par Nkundabatware, les infiltrations simultanées des militaires rwandais et surtout l'organisation du transfert des vaches et des personnes en provenance du Rwanda et de l'Ouganda au Nord-Kivu, personnes qui n'ont jamais habité dans cette contrée et un transfert qui ne respecte aucune formalité administrative (il s'agit, selon leurs propres mots, des immigrations clandestines) (Bucyalimwe 2007 : 255).

En fait, dans les territoires de Rutshuru et Masisi au Nord-Kivu d'une part et les plateaux d'Itombwe en territoire d'Uvira dans le Sud-Kivu, d'autre part, certains groupes locaux banyarwanda avaient boudé les élections. Pour s'y ressaisir, ceux-ci mettaient en avant la logique des armes pour conserver une emprise sur l'armée afin de contrarier la logique des urnes où ils perdaient beaucoup. Rappelons-nous qu'à la veille des élections, Jason Stearns (2007 : 3) donnait cet avertissement : « Remplacer la logique des armes par la logique des urnes peut s'avérer dangereux : s'ils ne parviennent pas à leurs fins par les élections, les anciens combattants pourraient tout simplement reprendre les armes […]. On n'a pas vraiment l'impression d'aller aux urnes, mais plutôt de monter à l'échafaud, plaisante l'un des membres du RCD ».

Avec la guerre que les rebelles dits dissidents du RCD-Goma ont déclenchée en pleine campagne électorale, après les élections du 29 octobre 2006 Laurent Nkundabatware commença à revendiquer bien de choses auprès du président élu, Joseph Kabila. Cette nouvelle manœuvre fut captée étant donné que la MONUC, Joseph Kabila, et d'autres dirigeants africains (le président sud-africain Thabo Mbeki et ses homologues de l'Afrique australe en première ligne), ont décidé le mixage[20] des troupes de Nkundabatware avec celles des FARDC, court-circuitant ainsi l'opération du brassage qui était en cours. Ils ont accepté pratiquement toutes les exigences de Nkundabatware : le rapatriement de ce qu'il appelle « Tutsi congolais réfugiés au Rwanda et en Ouganda » (*La Conscience*, 22 décembre 2006) et qu'il évalue à 40 000 hommes, l'octroi des postes de commandement à ses officiers au sein des FARDC et, surtout, « l'obligation de laisser ses hommes ne servir le pays qu'au Nord-Kivu pour éventuellement protéger leurs frères banyamulenge [Tutsi] » (Diosso 2006). En d'autres termes, ils lui ont octroyé le commandement de fait des forces armées. Encore qu'au Nord-Kivu, Joseph Kabila et la MONUC ont banalisé le mandat d'arrêt international lancé contre lui étant donné qu'ils prennent l'amnistie ou l'annulation de ce mandat au sérieux. En profitant de toutes ces concessions, Paul Kagame déversa ses militaires (en service ou démobilisés) au Kivu ; ceux-ci viennent donc intégrer l'armée nationale congolaise par le biais du mixage FARDC-CNDP (Bucyalimwe Mararo 2007 : 256), une opération dans laquelle aucune identification n'est envisagée. L'implantation des cinq brigades mixées dans les deux territoires de Rutshuru et de Masisi sert cette cause et consolide l'occupation du Rwanda.

Au Sud-Kivu, l'accord Kundabatware-Kabila et, davantage, les gros profits que prélèvent les rebelles montrèrent aux Banyarwanda/Banyamulenge la voie à suivre. Les seigneurs de guerre des Hauts-Plateaux d'Itombwe n'ont pas tardé à suivre les traces de Laurent Nkundabatware. Étant donné qu'ils ont déclenché la guerre au lendemain de l'accord Kabila-Nkundabatware au Nord-Kivu, on a l'impression qu'ils cherchaient soit un accord séparé avec le Gouvernement de Kinshasa soit à faire jonction avec les troupes de Nkundabatware, une action qui avait échoué en 2004. La Commission diocésaine

20. « Le mot est sorti des laboratoires de Kigali. Éléments militaires rwandophones hostiles au brassage, les hommes de Laurent Nkunda à travers leur parrain Paul Kagame ont réussi à imposer leur vue et s'imposer » (*Les Coulisses-Beni*, n° 173-174 du 20 février au 15 mars 2007). Aloys Tegera et Onésiphore Sematumba (2007 : 5) parlent plutôt d'une « formule convenue entre les deux parties », « Laurent Nkundabatware pour le CNDP et le général John Numbi pour les FARDC et Joseph Kabila ».

Justice et Paix à Bukavu n'excluait pas cette deuxième éventualité :

> « […] la hiérarchie militaire demande au commandant de la 10e région militaire d'accueillir une délégation en provenance du Nord-Kivu ayant pour mission de l'aider à convaincre un groupe de militaires réfractaire au brassage et basé dans les Hauts-Plateaux de Minembwe. Première surprise : au lieu de six officiers annoncés et mentionnés sur l'ordre de mission, il se trouve en face d'un groupe de trente officiers et militaires confondus. Deuxième surprise : parmi ces officiers, on trouve ceux-là qui avaient endeuillé la ville de Bukavu pendant l'insurrection de Jules Mutebusi appuyé par Laurent Nkundabatware en mai-juin 2004. Parmi ces éléments, on pouvait reconnaître entre autres le colonel Éric Ruhorimbere, homme de main du colonel insurgé Jules Mutebusi, des lieutenants-colonels Kibibi et Biyoyo et du major Elias qui avaient tous fui vers le Rwanda après avoir mis la ville de Bukavu à feu et à sang en mi-juin 2004. Et comme si cela ne suffisait pas, le lieutenant Biyoyo s'est évadé de la prison de Bukavu en juin 2006 lors d'une évasion massive orchestrée par les présumés assassins de l'activiste Pascal Kabungulu... Et dire que la délégation était envoyée par les plus hautes autorités militaires pour soi-disant aider la dixième région militaire à rétablir la paix… Flash80 se demande quelle paix on peut construire avec des gens repris des prisons alors qu'ils ont été régulièrement condamnés par leurs pairs » (Commission diocésaine Justice et Paix 2007 : 2).

L'intensification des va-et-vient des hommes de Nkunda entre le Nord-Kivu et le Sud-Kivu est une nouveauté postélectorale qui s'ajoutait à la liaison existant entre Nkundabatware et le duo Ntaganda-Kakolele ou entre la province du Nord-Kivu et la Province-Orientale. L'Assemblée provinciale du Sud-Kivu entendait s'approprier ce dossier de la question du territoire de Minembwe et n'était pas prête à accepter le fameux mixage, ce qui n'était pas le cas pour le Nord-Kivu où, comme souligné ci-dessus, les négociations ont été vite entamées et conclues avant la constitution de l'assemblée provinciale.

Insistons sur le sens du « mixage » qui n'est pas le « brassage ». Il n'obéit pas à la démarche d'intégration définie dans le cadre de la réforme des Forces armées congolaises ; il constitue en principe une étape vers le brassage. Les brigades mixées sont composées à parts égales d'éléments rebelles et d'éléments des forces gouvernementales. Elles restent stationnées là où elles sont formées. Par crainte d'être mal traités, par souci de protéger leur communauté tutsi, les militaires rebelles refusent en effet dans ce cas comme dans d'autres d'être éloignés de leur région d'origine. L'opération n'aboutit pas à détacher de Nkundabatware et du CNDP les hommes qu'ils avaient envoyés au mixage. Ceux-ci restaient fidèles à leur commandement rebelle, tout en bénéficiant d'uniformes et de soldes de l'armée nationale congolaise. Et l'opération allait donner à Nkundabatware l'opportunité de procéder à de nouveaux recrutements. Stearns écrit : « Le CNDP recevait environ 190 000 USD par mois sous forme de salaires, sur la base d'effectifs gonflés artificiellement : il affirmait en effet compter 7221 soldats, soit sans doute 40 % de plus qu'en réalité. Les combattants du CNDP recevaient également une quantité modeste de munitions destinées aux opérations contre les FDLR. "Le Gouvernement [de Kinshasa] était notre logisticien" : c'est ainsi que Nkundabatware a évoqué cette phase. L'un de ses officiers supérieurs a été plus direct : "Le mixage – c'est comme ça que l'on a construit le CNDP" » (Stearns 2012b : 33). En fait, si, en 2006, le CNDP comptait 2500 à 3500 soldats, ce nombre était passé en 2008 à 3248 hommes enregistrés dans le territoire de Masisi, 1838 à Rutshuru et 190 dans un bataillon spécial (soit un total de 5276 effectifs) (Stearns 2012b : 74).

En avril-mai 2007, des brigades mixées répondant à l'autorité du *chairman* du CNDP lancent une offensive contre les FDLR. La brutalité des méthodes employées provoque, selon l'OCHA, le déplacement de 123 000 civils (IRIN, 8/05/2007). Stearns écrit : « Plusieurs des opérations désormais conjointes furent lancées dans les régions où les FDLR vivaient depuis des années aux côtés de la population hutu congolaise. La contre-insurrection mena à de nombreux abus, souvent perpétrés par des officiers du CNDP. À Buramba, par exemple, la brigade Bravo du colonel CNDP Sultani Makenga organisa une réunion publique en menaçant de tuer quiconque collaborait avec les FDLR. Le lendemain, le véhicule de Makenga tomba dans une embuscade, entraînant des représailles immédiates contre les civils locaux, lors desquelles au moins 15 personnes périrent. Pendant une autre attaque perpétrée plusieurs jours plus tard, des soldats du CNDP abattirent un curé de paroisse à Jomba, près de la frontière ougandaise » (Stearns 2012b : 33-34).

Dans les premiers mois de 2007 s'était créée une alliance de différentes milices, la coalition des Patriotes résistants congolais (Pareco) (Stearns 2013). Sa direction incarne la diversité ethnique du Nord-Kivu. Le colonel nande Lafontaine est son principal dirigeant. Les autres chefs sont issus des ethnies hutu, hunde, nyanga, tembo, havu. Les Pareco se veulent les défenseurs des « autochtones » congolais marginalisés. Ils entendent lutter contre le retour des réfugiés tutsi et la menace de création d'un « *Tutsi land* » dans les territoires de Masisi et Rutshuru (IPIS 2008 : 14).

Les Pareco, associés aux FDLR, prenaient l'initiative d'attaques contre le CNDP ; Nkundabatware accusa l'armée nationale de collusion. Précisons ici à propos des FDLR que leur force – qui est surtout une force de nuisance sur la population civile et une force d'encadrement de ses activités minières – ne paraîtra pas avoir été substantiellement amoindrie : leurs effectifs étaient estimés à au moins 6000 hommes, alors même que, depuis 2002, 6000 autres combattants hutu rwandais se seraient ralliés aux opérations de désarmement et rapatriement volontaires (*Échos des Grands Lacs* 2008) ; les départs furent compensés, au moins en partie, par de nouvelles recrues.

Le processus de mixage CNDP-Armée congolaise allait ainsi s'effondrer ; une nouvelle situation prenait place sur le terrain. Et tout dégénéra lorsque les unités du CNDP s'engagèrent pour défendre des positions stratégiques ; des combats éclatèrent.

Selon Jason Stearns :

> « Les principaux points chauds se situaient aux alentours de Runyoni et Bunagana, pour contrôler l'accès au Rwanda et à l'Ouganda, de Tongo et Nyanzale, des points de transit entre Rutshuru et Masisi, et le long de l'axe Katale-Ngungu, qui contrôle le centre de Masisi. La déconfiture du mixage s'accéléra du fait de la prolifération des milices au Nord-Kivu. Exaspérés par la faiblesse de l'armée et cherchant à étoffer leur propre stature politique, des officiers et des hommes politiques se mirent à soutenir divers groupes armés début 2007. Le général hutu Janvier Mayanga wa Gishuba, partisan de l'un des principaux groupes armés rivaux du CNDP, les Patriotes résistants congolais (Pareco), a dit à ce sujet : "Nous ne pouvions pas faire confiance à l'armée. Elle était souvent complice de l'ennemi, nous avons donc dû créer notre propre milice". Non seulement les Pareco comprenaient des transfuges du CNDP, mais de nombreux Hutu, basés dans les villages dont ils étaient originaires, collaborèrent avec les FDLR.
>
> En décembre 2007, Kinshasa envoya enfin quelque 20 000 éléments dans le cadre d'une offensive ciblant le CNDP, le Gouvernement combattant désormais aux côtés du FDLR et de diverses milices associées. L'offensive se termina en queue de poisson lorsque, le 10 décembre 2007, le CNDP mit l'armée en déroute à Mushaki » (Stearns 2012b : 34).

5.3. RECHERCHE CONTINUE DE STRATÉGIE À KINSHASA ET DEUXIÈME GUERRE DU CNDP

Ayant renoncé à contrôler les brigades mixées, Kinshasa entreprend de redéployer et de renforcer l'armée régulière au Nord-Kivu. À la fin août 2007, déclenchées par Nkundabatware, les hostilités reprennent avec une grande ampleur entre les forces militaires du CNDP et l'armée de Kinshasa. La Monuc intervient à nouveau début septembre pour empêcher la prise de Sake par les rebelles et obtient à nouveau la conclusion d'un précaire cessez-le-feu. Le président Kabila se rend alors au Kivu pour superviser à partir de Goma les préparatifs d'une action militaire d'envergure. Il est cette fois déterminé à en finir. Un ultimatum est adressé aux militaires du CNDP : ils doivent avant le 15 octobre adhérer à la démarche du brassage.

La « communauté internationale » multiplie les efforts pour faire prévaloir une solution négociée. En juillet 2007, à Kinshasa, une délégation du Conseil de sécurité avait pressé Joseph Kabila de rechercher un arrangement politique ; Karel De Gucht pour le Gouvernement belge, Louis Michel pour l'Union européenne sont intervenus peu après dans le même sens. Le 15 octobre, l'Union européenne fait état de sa « vive inquiétude » devant la « concentration de moyens militaires » ordonnée par Kinshasa, la rupture de la trêve par Nkundabatware, la poursuite de l'activité des FDLR et « d'autres groupes armés illégaux », et elle en appelle à la recherche d'une issue pacifique, donc politique. Au même moment le groupe dit « 3 + 2 » rencontre Joseph Kabila à Goma. Formé par trois membres permanents du Conseil de sécurité, les États-Unis, la Grande-Bretagne et la France, et par deux autres pays fortement impliqués en RDC, l'Afrique du Sud et la Belgique, le groupe « 3 + 2 » est un pauvre succédané du Ciat de la période de transition « 1 + 4 ». Comme les Européens, les ambassadeurs du « 3 + 2 » plaident pour une réponse

à la crise à la fois négociée et « globale », c'est-à-dire où la question de la rébellion de Nkundabatware serait traitée en même temps que celle des FDLR et des Maï-Maï, et en même temps que celle du rapatriement des réfugiés (voir Cros 2007). Il s'agirait donc, pour venir à bout de Nkundabatware, de reconnaître la légitimité de grandes revendications du CNDP : retour des exilés tutsi, mise hors d'état de nuire des FDLR.

Si Kinshasa fait de Nkundabatware sa seule véritable cible, si l'armée gouvernementale – selon des observateurs fiables – agit souvent de connivence avec la rébellion hutu, les grands acteurs internationaux, eux, voient dans les FDLR le principal obstacle à la paix. Ce sont les États-Unis qui paraissent les plus actifs dans les efforts visant à régler enfin la question des rebelles hutu rwandais du Congo. Ils appuient et animent avec le statut officiel de « facilitateur » la Tripartite Plus Commission, un organe régional constitué en 2004. Réunissant des représentants du Rwanda, de la RDC, de l'Ouganda, rejoint en 2005 par le Burundi, cet organe a été institué en vue d'un règlement pacifique des conflits de dimension régionale, comme celui qui implique, autour de la question des FDLR, le Rwanda et la RDC.

La commission se réunit début décembre 2007 à Addis-Abeba sous la présidence de la secrétaire d'État américaine, Condoleezza Rice. Malgré les sollicitations, Joseph Kabila n'assista pas à la réunion. Le document final met l'accent sur l'enjeu de la lutte contre les FDLR en affirmant le soutien des participants au « Communiqué de Nairobi », un texte adopté conjointement le 9 novembre précédent par les gouvernements de la RDC et du Rwanda, et cosigné en tant que témoins par des représentants de l'Union européenne, des Nations unies et des États-Unis. À Nairobi, la RDC s'était engagée à élaborer un « plan pour éliminer la menace » constituée par les « ex-FAR/Interahamwe » qualifiés d'« organisation génocidaire militaire » et à « lancer d'urgence des opérations militaires pour [les] démanteler », le concours de la Monuc devant être sollicité. Le Rwanda s'était engagé pour sa part à « prendre les mesures nécessaires » en vue d'empêcher tout soutien à partir de son territoire aux forces de Nkundabatware et aux autres groupes armés opérant en RDC (AFP, 10/11/2007).

Au début décembre 2007, le gouvernement d'Antoine Gizenga présenta effectivement un plan d'action en vue du désarmement volontaire ou contraint des FDLR. Ce n'était cependant pas de l'application de ce plan que se préoccupa réellement Kinshasa. Le 3 décembre, l'armée gouvernementale déclenchait une grande offensive contre Nkundabatware. Elle s'emparait de positions à quelque 30-40 km au nord-ouest de Goma, en particulier de la localité de Mushake définie par le commandement des FARDC comme un « verrou stratégique » sur la route du Masisi. Ces succès vont être éphémères. En deux jours, du 10 au 13 décembre, les forces du CNDP reconquièrent toutes les positions qu'elles avaient abandonnées. Ce sont les Casques bleus qui arrêtèrent leur contre-offensive aux portes de Sake. La Monuc avait opté pour une politique de soutien limité aux FARDC. Elle avait fourni à celles-ci un appui logistique (contribution à l'élaboration de plans stratégiques, transport de munitions, évacuation de blessés…), mais elle entendait n'engager sa force militaire qu'« en dernier recours », c'est-à-dire pour empêcher l'occupation par les insurgés de grands centres et de zones rurales densément peuplées (AFP, 4/12/2007).

Joseph Kabila avait été mis en garde. Les observateurs militaires étrangers mettaient en effet en doute la capacité des FARDC à remporter la victoire, en dépit de leur écrasante supériorité militaire : 20 000 hommes contre 4000, selon des chiffres donnés par Colette Braeckman. S'interrogeant sur les causes d'une défaite gouvernementale qui paraît avoir pris l'allure d'une débâcle, la journaliste reprenait des explications avancées dans les cercles du pouvoir : les FARDC auraient été victimes « de trahison au plus haut niveau », ainsi de la part du général Gabriel Amisi, le commandant en chef des Forces terrestres, qui, nous l'avons vu, a été un compagnon d'armes de Nkundabatware au sein du RCD ; d'autre part, elles auraient misé sur un appui plus conséquent de la Monuc (*Le Soir*, 28/12/2007). Mais l'humiliante défaite de Kinshasa témoigna avant tout de l'échec de l'entreprise de réforme des forces armées congolaises.

Les combats qui se sont déroulés au cours de l'année au Nord-Kivu, surtout depuis août, ont provoqué selon le HCR la fuite sur les routes de 430 000 personnes, ce qui porte à quelque 800 000 le nombre de déplacés dans la province.

Il ne faudra que quelques jours à Kabila après la déroute de ses troupes pour changer radicalement de démarche, passer de l'option militaire à l'option politique. Le 20 décembre 2007, il signe une ordonnance

portant convocation d'une « conférence sur la paix, la sécurité et le développement dans les provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu ». Elle a pour objet « de réfléchir et faire des propositions au Gouvernement de la République sur les voies et moyens d'une paix durable et d'un développement intégral ». La conférence se déroule à Goma du 6 au 23 janvier 2008 ; 500 participants étaient prévus, mais ils seront 1300. Le bureau de la conférence est présidé par l'abbé Apollinaire Muholongu Malu Malu. Un comité des sages, composé de notables des diverses communautés des Kivu, est institué avec à sa tête le président de l'Assemblée nationale, Vital Kamerhe, président et porte-parole de la conférence. Il y a aussi un panel de modérateurs comprenant, outre Kamerhe et Malu Malu, des personnalités comme Azarias Ruberwa, Antipas Mbusa Nyamwisi, Bizimana Karahamuheto (de Villers 2009 : 441-448 ; Stearns 2012b : 35-37).

La conférence de Goma avait fait monter la célébrité du général rebelle Nkundabatware et cela ne plut pas beaucoup à son partenaire, le Rwanda, qui se voyait en danger de perdre son autorité sur le personnage ; le rebelle allait vite le payer, le cessez-le-feu qui suivit la conférence ne dura que quelques mois. « […] de lourds combats reprirent le 28 août, avec le lancement par l'armée congolaise d'une offensive à Ntamugenga, à l'est de Rutshuru, la réponse du CNDP ne se fit pas attendre. Il saisit le camp militaire de Rumangabo le 26 octobre avec le soutien d'unités militaires rwandaises et avança sur Goma. Les combats s'arrêtèrent du fait des pressions internationales et de pourparlers entre le Congo et le Rwanda, qui se conclurent par l'accord d'Ihusi le 16 janvier 2009 » (Stearns 2012b : 35).

Le Rwanda allait fortement s'impliquer militairement aux côtés de la rébellion pendant cette période. « "Les Rwandais n'étaient pas si importants que cela jusqu'en 2008", a déclaré un officier, faisant écho aux sentiments de nombreux autres. "C'est alors que leur influence s'est affirmée et que nous avons perdu une partie de notre indépendance". En outre, les troupes rwandaises participèrent directement au pilonnage des positions de l'armée congolaise – alors même que le CNDP progressait en direction de Goma, atteignant la bordure de la ville le 28 octobre et ordonnant à la garnison de son armée d'aller se réfugier à la campagne » (Stearns 2012b : 36).

Le mouvement rebelle disposait à ce moment d'une structure de pouvoir qui s'apparentait beaucoup à celle d'un État. En octobre 2008, celle-ci se présentait de la manière suivante :

1. Membres de la Commission :
- Présidence et Défense : général-major Laurent Nkundabatware Mihigo ;
- Secrétaire exécutif : Déogratias Nzabirinda Ntambara ;
- Secrétaire exécutif adjoint et Intérieur : Serge Kambasu Ngeve ;
- Affaires étrangères : René Abandi ;
- Communication : Bertrant Bisimwa ;
- Justice et Droits de l'homme : Jean-Désiré Mwiti Ngashani ;
- Affaires sociales : Dr Alexis Kasanzu ;
- Finances : lieutenant-colonel Castro Mbera.

2. Membres adjoints de la Commission :
- Défense : colonel Moses Kambale ;
- Intérieur : Désiré Rwigema ;
- Affaires étrangères : Benjamin Mbonimpa ;
- Communication : Babou Amani ;
- Affaires sociales : Rwangasana Sengabo ;
- Finances : Sankara Philo.

(Source : Stearns 2012b : 75).

Nkundabatware était le vrai patron du CNDP, comme on peut aussi le voir à travers les salaires et les coûts opérationnels mensuels du CNDP : 3000 USD pour le général Nkundabatware ; 1500 USD pour le général Ntaganda ; 60 USD par officier d'état-major ; 250 USD par commandant de zone ; 800 USD par commandant d'axe (avec les officiers d'état-major) ; 200 USD pour la Garde républicaine ; 140 USD (aile formation) et 60 USD pour l'hôpital militaire. Notons que ces montants ne comprennent pas les primes supplémentaires ou les profits tirés de l'extorsion de taxes. Ces fonds étaient toutefois extrêmement centralisés et chaque officier ne touchait guère d'argent supplémentaire (Stearns 2012b : 74).

Après ses offensives infructueuses menées contre Nkundabatware, Kinshasa se résolut, en octobre 2008, à ce que ses agents commencent à se rendre à Kigali. Une opportunité stratégique se présenta. En décembre 2008, le Groupe d'experts des Nations unies en RDC fournit des preuves de l'existence d'une guerre par procuration dans les provinces du Sud-Kivu et du Nord-Kivu : Kinshasa soutenait les groupes maï-maï et les FDLR, tandis que Kigali appuyait le CNDP. Les pressions s'intensifièrent, surtout à l'égard du Rwanda. Pour Kabila, autant parler directement avec Kagame qui, lui,

commençait un peu à être gêné par l'image de puissance grandissante de Nkundabatware. Des témoins qui observaient le général rebelle racontèrent que « "Cela lui a monté à la tête" […] "et ça n'a pas plu aux Rwandais". De nombreux […] officiers de l'ex-CNDP ont attesté l'apparition de ce différend entre le Rwanda et Nkundabatware. "Il y avait toujours eu des tensions, mais quand ils l'ont vu danser avec Obasanjo [Olusegun Obasanjo, envoyé de l'ONU et ancien président du Nigéria] en boubou blanc, et parler d'un changement de régime à Kinshasa, ils se sont dit qu'il prenait trop d'importance" » (Stearns 2012b : 37).

La nomination d'Obasanjo au poste d'envoyé spécial du secrétaire général de l'ONU dans la région des Grands Lacs devenait un nouveau signe pour une solution négociée à la guerre de l'Est du Congo. Dans ce cadre, les réunions des chefs d'État se tenaient : ainsi, Kagame et Kabila s'étaient rencontrés à Nairobi le 7 novembre. Dans la démarche de Kinshasa donc, il s'agissait d'abord de parvenir à un accord de paix entre le Rwanda et la RDC qui sont deux États, ce qui éliminerait le général rebelle du processus et faciliterait la démarche d'intégration des soldats du CNDP dans l'armée nationale congolaise.

6. LA DESTITUTION DE NKUNDABATWARE

Le 4 janvier 2009, Ntaganda déclare démettre Nkundabatware et prendre la direction du CNDP. D'après Stearns, la cible initiale de l'objectif principal officiel de l'accord entre le Rwanda et la RDC de lancer des opérations conjointes à l'encontre des FDLR était le CNDP, qu'il fallut forcer à s'intégrer dans l'armée congolaise.

> « Nkundabatware, invité par l'armée rwandaise, franchit la frontière à Kabuhanga le 22 janvier en compagnie du colonel Sultani Makenga et de plusieurs autres officiers.
>
> Des officiers rwandais l'attendaient ; il fut arrêté tandis que les autres officiers recevaient l'ordre de s'intégrer à l'armée congolaise.
>
> Nkunabatware n'occupant plus le devant de la scène, l'armée rwandaise lança, avec ses homologues congolais, une offensive contre les FDLR appelée "*Umoja Wetu*" ["Notre Unité"] envoyant jusqu'à 4000 troupes de l'autre côté de la frontière pendant un mois [25 janvier au 25 février 2009]. Comme cela avait été le cas du CNDP, les officiers supérieurs se virent promettre des postes clés au sein de l'armée congolaise et reçurent la garantie qu'ils ne seraient pas transférés en dehors des Kivu. L'accord fut formalisé le 23 mars 2009, le Gouvernement de Kinshasa signant deux accords distincts : l'un avec le CNDP, et l'autre avec des groupes armés » (Stearns 2012b : 38).

Ainsi Ntaganda va s'établir à Goma où lui et des officiers proches de Nkundabatware profitèrent énormément de l'arrangement. Stearns poursuit :

> « Ntaganda devint commandant adjoint des dernières offensives lancées par le Gouvernement contre les FDLR et d'autres groupes armés congolais dissidents, ce qui lui permit d'exercer une influence considérable et de nommer des commandants ex-CNDP à des postes lucratifs dans les Kivu. Les zones riches en minerais de Nabibwe, Bisie et Batama tombèrent toutes sous le contrôle de l'ex-CNDP en 2009, puis d'autres régions minières suivirent. En outre, lorsque le commandant militaire en chef de Kinshasa, le général Dieudonné Amuli, fut blessé dans un accident d'avion en juillet 2011, Ntaganda devint encore plus influent, donnant son feu vert à toutes les principales opérations et nominations dans les Kivu.
>
> Tous les membres du *leadership* du CNDP ne s'étaient pas entièrement engagés à s'intégrer ; plusieurs attendaient de voir comment évoluerait la situation. Avec la complicité d'officiers congolais, le CNDP manipula le processus en sa faveur. Il réussit à intégrer certains Rwandais dans l'armée congolaise, dont quelques officiers qui n'avaient jamais fait partie du CNDP. Certains des officiers ne furent jamais intégrés, tandis que d'autres le furent[21].
>
> En termes purement financiers, le CNDP, qui comptait 5276 soldats, mentit sur ses effectifs, soumettant une liste sur laquelle le nombre de ses soldats avait été plus que doublé ; l'idée était ici de tirer parti des salaires et de la nourriture accordés à ses "soldats fantômes" et de continuer de recruter pour étoffer ses rangs. Quant aux transferts d'armes, le nombre d'armes légères remises ne couvrit environ que la moitié des soldats, et il n'y eut pratiquement aucune arme lourde. "Nous avons entreposé un grand nombre de nos armes dans des caches", a expliqué un officier de l'ex-CNDP. "La plus importante se trouvait sans doute dans le ranch de Ntaganda à Bunyole, mais il y en avait aussi d'autres" » (Stearns 2012b : 38-39).

21. L'équipe du Projet Usalama dit avoir vu les noms de plusieurs de ces individus dans un document officiel auprès d'un officier du CNDP.

Si Kinshasa accepta de jouer ce jeu, c'est parce que d'après le témoignage d'un officier supérieur du renseignement congolais « c'était un mélange de conciliation, de désorganisation et de cupidité. Kinshasa ne voulait pas offenser le CNDP, c'est sûr. Mais nous étions aussi désorganisés, nous ne suivions pas… Et puis je dois dire que certains se sont fait une fortune avec les CNDP dans certaines des régions. Pourquoi se plaindre si l'on gagne tous de l'argent ? » (Stearns 2012b : 40).

7. BOSCO NTAGANDA ET SULTANI MAKENGA RUZANDIZA CRÉENT LE « MOUVEMENT DU 23 MARS »

Dans le CNDP, Ntaganda réussit tant soit peu à approcher les partisans de Nkundabatware aux siens qui étaient jusque-là frondeurs. Il réconcilia les territoires de Masisi et de Rutshuru rebelles, se montrant dans la pratique plus fort que le commandant militaire FARDC placé à la tête du Nord-Kivu[22]. En fait, tous les commandants ex-CNDP devenaient sous son contrôle et déployés dans les FARDC ; le colonel Makenga Sultani, un Tutsi lui aussi appartenant à l'aile Nkundabatware et cosignataire de l'accord de paix du 23 mars 2009, avait été envoyé au Sud-Kivu comme commandant second des opérations.

Bosco Ntaganda était pourtant recherché, en raison d'un sous-mandat émis par la CPI. Il ne restait donc pas au centre-ville de Goma ; il s'était établi à la frontière avec le Rwanda, presque dans la zone dite neutre. Ntaganda circulait dans la ville avec deux jeeps militaires montées avec des 12,7 (une arme lourde) qui escortaient la sienne. Pendant les années 2009, 2010 et 2011 donc, il se prélassait comme un réel chef dans la région, ses officiers ex-CNDP dominant les unités militaires des FARDC sur le terrain. Il arrivait, témoigne le gouverneur Paluku, que « nous le crois[i]ons sur la route, mais personne ne s'occup[ait] de l'autre et nos escortes sont tous prêts [*sic*]. Je sais que l'arme qui est montée sur sa jeep ne tire pas à courte distance, mes escortes le savent aussi, voilà pourquoi ça ne nous fait pas peur. […]. Ça fait un peu grossir mon esprit et ma fierté est tellement grande que je me sens réellement le gouverneur d'une province en guerre » (Paluku 2016 : 155).

À Goma, Bosco Ntaganda avait été désigné coordonnateur adjoint pour les provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu des opérations militaires qui s'y menaient. Il s'agissait de l'opération Amani Leo dont le but était de traquer les FDLR. Mais à la fin 2011, à l'approche des élections, le président Joseph Kabila de passage à Goma fait l'annonce de la fin des opérations militaires dans la salle où se trouvait aussi Ntaganda et ses nombreux chefs militaires. C'était donc la dissolution de la structure qui intégrait le général rebelle. Des informations font état de sa nomination comme conseiller militaire à la 8e région militaire du Nord-Kivu ; une fonction qui n'existait pas, mais que l'état-major devait créer pour trouver une formule d'occupation momentanée au général rebelle.

Kabila protège jusque-là Ntaganda contre qui la CPI a émis un mandat. Mais plusieurs organisations des droits de l'homme dont Human Rights Watch ne cessaient de demander son arrestation. Le camp Kabila dans ses communications alléguait que la paix ayant été obtenue, l'État congolais préférait consolider cette paix d'abord et répondre aux impératifs de la justice après. Craignant d'être surpris, Ntaganda décida de quitter sa résidence de Goma pour se retrancher dans sa ferme de Masisi en début février 2012. C'est à partir de cette position qu'il réunit quelques officiers tutsi et lança ainsi des offensives contre les positions militaires FARDC. Mais, cette fois-ci, il fut défait et quitta Masisi pour une cachette dans le territoire de Rutshuru.

Ntaganda va être rejoint, en avril 2012, par Ruzandiza (*alias* Sultani Makenga), qui abandonna son poste de commandant militaire adjoint au Sud-Kivu. De cette recomposition naquit, le 7 avril 2012, le Mouvement du 23 mars (M23) ; ce qui évoque la date des négociations de paix conclues avec le CNDP sous Ntaganda à Goma, le 23 mars 2009. Mais c'est Ruzandiza qui sera le nouveau chef (président du Haut-Commandement militaire). Il avait réussi à convaincre le général de ne pas trop apparaître, étant donné le mandat d'arrêt de la CPI pesant sur sa tête. Une coordination politique du M23 est créée le 9 juillet 2012. Jean-Marie Runiga Rugerero est désigné à sa direction le 9 juillet. Ce choix est calculé : il s'agit d'un Shi originaire du Sud-Kivu promoteur des Églises de réveil.

22. Le commandant militaire qui gère la 8e région militaire du Nord-Kivu est un général (ex-Gouvernement). Celui-ci a deux adjoints dont un colonel (ex-RCD/Goma) et un autre colonel (ex-Maï-Maï) tous des proches de Ntaganda, qui n'a pas de nomination officielle.



Jean-Marie Runiga Rugerero.
(Photographe non identifié, sans date ; droits réservés.)



Bertrand Bisimwa.
(Photographe inconnu, sans date ; droits réservés.)

Du côté de Kinshasa, la réaction va jusqu'à l'exclusion des FARDC d'un certain nombre d'officiers intégrés : le général Bosco Ntaganda, le colonel Ruzandiza (*alias* Makenga Sultani), le colonel Kahasha, le colonel Vianney Kazarama, le colonel Sabimana, le colonel Sadam Ringo, le colonel Bernard Byamungu, le colonel Innocent Kahina, le colonel Zimurinda, le lieutenant-colonel Douglas, le lieutenant-colonel Mbomeza, le colonel Biyoyo, le colonel Ngabo (*alias* Zaïrois), etc. L'ordre fut donné aux services de défense et de sécurité de renforcer les opérations de recherche de Ntaganda, Ruzandiza, Zimurinda, Kahina et Kazarama pour leur arrestation. Cette décision irrita le M23. Après trois mois de trêve, les combats vont ainsi reprendre dans le Nord-Kivu, à Rugari. Le 21 juillet 2012, le Gouvernement des États-Unis annonça la réduction de son aide militaire au Rwanda. Malgré la tenue des diverses rencontres internationales sur la situation dans les Kivu, les violences continuèrent. Le 20 novembre, la ville de Goma fut assiégée par le M23. Non seulement la RDC était humiliée, mais aussi la Monusco, dont la ville de Goma était le deuxième quartier général après Kinshasa. La population déplacée fut estimée à près d'un million ; il y eut de nombreuses exactions, des pillages et tueries, ce qui discrédita le mouvement. À la suite de la pression internationale, le M23 se retira de la ville le 1er décembre. La résolution n° 2098 qui créa au sein de la Monusco une brigade chargée de mener des opérations ciblées contre le M23 fut une réponse à l'humiliation partagée entre la RDC et l'ONU. Du côté congolais, le général Jean-Lucien Bahuma Ambamba devint commandant de la région militaire et le colonel Mamadou Moustapha Ndala devint chef d'une unité spéciale créée dénommée « Unité de réaction rapide » dont la responsabilité était de veiller sur la ville de Goma.

À partir de février 2013, le mouvement rebelle se divisa entre le camp Makenga et celui de Ntaganda. Makenga comptait Bertrand Bisimwa pour allié tandis que Baudouin Ngaruye et Jean-Marie Runiga étaient pro-Ntaganda. À Bunagana, puis à Kibumba, ils se livrèrent à des combats.

Le 7 mars 2013, J. M. Runiga est destitué et remplacé à son poste de chef politique du M23 par B. Bissimwa. Le camp Ntaganda perd du terrain et celui de Makenga triomphe. « Dans la fuite, le 15 mars 2013, Runiga et plusieurs centaines de ses hommes ont franchi la frontière rwandaise jusqu'au camp de Nkamira au Rwanda » (Paluku 2016 : 165). Puis, ce fut le tour de Ntaganda, délogé de Kibumba par les éléments de Makenga. Il voulut retourner à Masisi où il avait commencé la guerre en février 2012, mais il fut stoppé par les FDLR en plein parc des Virunga. Il se réfugia au Rwanda, se « retrouvant », le 18 mars 2013, à l'ambassade des États-Unis à Kigali.

En octobre 2013, se déroule la guerre entre, d'une part, les FARDC et alliés, et, de l'autre, le M23. La Monusco entre dans la danse avec l'utilisation de l'artillerie de la brigade d'intervention composée des soldats tanzaniens. On accuse le Rwanda de se cacher derrière le M23, mais cette fois l'organisation militaire côté congolais et les forces coalisées sont beaucoup plus fortes. La reprise de Rutshuru s'annonce comme une grosse défaite qui ouvre la voie à des avancées. Fin octobre 2013, la débandade du M23 est reconnue ; la base militaire de Rumangabo, puis le poste frontalier de Bunagana sont repris. C'est

l'assaut du 4 novembre 2013, qui amène les FARDC à prendre Mbuzi, puis, le jour suivant, à occuper Runyonyi et Chanzu. Alors que Ntaganda, Makenga et ses hommes traversent le parc des Virunga pour le Rwanda et l'Ouganda, ils font un communiqué de presse dans lequel ils déclarent mettre fin à la rébellion. Le gouverneur Julien Paluku arrivé dans une délégation militaire le 6 novembre à Chanzu dit avoir appris d'un officier congolais : « 76 militaires FARDC sont tombés en une journée et une centaine du côté M23 » (Paluku 2016 : 168). Pour lui, comme pour tous ceux qui s'y trouvaient, c'était l'émoi :

> « […] le commissaire provincial de la police nous fait une surprise. Il sort le clairon et le drapeau congolais. Nous cherchons rapidement un arbre sur lequel nous hissons ledit drapeau. Je cours vite sous émotion et je trouve cet arbre que nous tenons à la main avec le col. Mamadou[23] pour la cérémonie de salut au drapeau. Le clairon sonne, le drapeau est hissé, l'émotion est grande et je vois tout le monde presque fondre en larmes : c'est incroyable, rappelle un coéquipier. Finie l'histoire, s'exclame un autre. C'est après cette cérémonie qu'une visite guidée de la colline est faite par la délégation qui découvre des "bunkers" dans lesquels sont cachées des centaines des tonnes d'armes lourdes et légères. Des centaines de roquettes de RPG7, des canons à longues portées. Bref, des armes que les FARDC n'avaient pas dans leurs stocks sont logées dans ces bunkers. Des centaines de caisses de munitions de tout calibre. Dans les environs de la colline Chanzu, plus d'une dizaine de lance-roquettes multiples sont placés dans les quatre coins, certainement pour assurer la sécurité de la cargaison et du commandement.
> […]. Face aux doutes de la Communauté internationale, le président [Joseph Kabila] décide de dépêcher à Chanzu tous les attachés de défense et experts militaires auprès des ambassades accréditées à Kinshasa pour constater les faits et l'arsenal militaire trouvé sur terrain.
> Le 7 novembre, la délégation des attachés de défense et quelques ambassadeurs débarquent à Goma et je retourne avec elle à Chanzu pour le besoin de la cause. Les États-Unis y avaient dépêché l'attaché militaire (un major), la Russie, une dame et les autres les titulaires des postes et des attachés de défense. La visite guidée est finie au grand étonnement des invités […] à Chanzu. Quelques déclarations sincères sont faites devant la presse pour condamner le soutien apporté au M23. Mais aucun pays n'est cité. Il s'agit des diplomates qui parlent. Mais on sait que dans leurs rapports ils vont écrire ce qu'ils n'ont pas dit à la presse. […].
> Au retour de Chanzu, les diplomates invités s'arrêtent à Kanyaruchinya, à plus au moins 5 km au nord de Goma où sont cantonnés 127 capturés du front militaire dans la dernière bataille contre le M23. Les diplomates y interrogent des Rwandais, des Ougandais, des Tanzaniens tous faits prisonniers de guerre. Ils avaient été recrutés pour venir mener une guerre au Congo et en récompense y gagner or, diamant, coltan […] » (Paluku 2016 : 168-170).

23. Le colonel Mamadou Moustapha Ndala va être tué le 2 janvier 2014 en pleine opération militaire sur le terrain dans le territoire de Beni ; puis, le 31 août 2014 ce fut le général Lucien Bahuma Ambamba, qui mourut à la suite d'une maladie en Afrique du Sud.

RÉFÉRENCES

Akeli, A. S.d. « Rapport sur la situation qui prévaut actuellement dans la province du Nord et du Sud-Kivu ». S.l.

Biaya, Tshikala K. 2000 (décembre). « Jeunes et culture de la rue en Afrique urbaine ». *Politique africaine* 80 : 12-31.

Braeckman, C. 1999. *L'Enjeu congolais. L'Afrique centrale après Mobutu*. Paris : Fayard.

Braeckman, C. 2003. *Les Nouveaux Prédateurs.* Paris : Fayard.

Braeckman C. 2004 (3 juin). « Les Banyamulenge, un éternel prétexte à la guerre ». *Le Soir*.

Bucyalimwe Mararo, S. 2004 (juin). *Bulletin Grands Lacs* 8.

Bucyalimwe Mararo, S. 2006. « L'Est de la République démocratique du Congo : dix ans entre la guerre et la paix (1996-2006) ». In *L'Afrique des Grands Lacs. Annuaire 2006-2007*. Anvers/Paris : CERGL/L'Harmattan, pp. 261-285.

Bucyalimwe Mararo, S. 2007. « Les élections de 2006 et l'ordre post-transition au Kivu : changements et continuités ». In *L'Afrique des Grands Lacs. Annuaire 2007-2008*. Anvers/Paris : CERGL/L'Harmattan, pp. 243-271.

Commission diocésaine Justice et Paix. 2007 (mars). « Situation inquiétante au Sud-Kivu ». *Flash spécial* 8 : 2.

Concertation chrétienne pour l'Afrique centrale/Great Lakes Advocacy Network, Réseau européen Congo. 2003 (juin). *La Monuc en RDC ; renforcer le mandat, tout en dénonçant les fauteurs de guerre*.

Cros, M.-F. & Misser, F. 2006. *Géopolitique du Congo.* Bruxelles : Éditions Complexe.

Cros, M.-F. 2007 (16 octobre). *La Libre Belgique*.

de Villers, G. (en collaboration avec J. Omasombo Tshonda et E. Kennes). 2002. *RDC : « guerre et politique. Les trente derniers mois de L.D. Kabila (août 1998-janvier 2001)*. Tervuren/Paris : Institut africain-CEDAF/L'Harmattan (coll. « Cahiers africains », n° 47-48).

de Villers, G. 2009. *De la guerre aux élections. L'ascension de Joseph Kabila et la naissance de la Troisième République (janvier 2001-août 2008)* ». Tervuren/Paris : MRAC/L'Harmattan (coll. « Cahiers africains », n° 75).

Diosso, O. 2006 (22 décembre). « Congo-Kinshasa : situation sécuritaire au Nord-Kivu ». *Le Potentiel*.

Échos des Grands Lacs (publication mensuelle du Réseau européen pour l'Afrique des Grands Lacs), n° 44, juin 2008.

Human Rights Watch. 2004 (juin). *War Crimes in Bukavu*. Human Rights Watch (« Briefing paper »).

Institute for Security Studies. 2004 (14 octobre). *Continuing Instability in the Kivus: Testing the DRC Transition to the Limit*.

International Crisis Group (ICG). 2003. *The Kivus: the Forgotten Crucible of the Congo Conflict*. ICG (coll. « Africa Report », n° 56).

International Crisis Group (ICG). 2005 (30 mars). *The Congo's Transition is Failing: Crisis in the Kivus*. ICG (coll. « Africa Report », n° 91).

International Crisis Group (ICG). 2006. « Africa Report ».

IPIS. 2008 (4 mars). *Mapping Conflict Motives: Eastern DRC* (par S. Spittaels and F. Hilgert). Anvers : IPIS/Fatal Transactions.

IRIN. Dépêches des 2/04/2002, 9/04/2002, 25/06/2002, 16/07/2002, 18/07/2002, 8/05/2007. En ligne sur : IRINnews.org

Kabuya Lumuna Sando, C. 1998. *Pouvoir et libertés : la transition au Congo-Zaïre*. Kinshasa : SECCo & IDC asbl.

La Conscience. 2006 (22 décembre). « Le cynisme du dissident Nkundabatware au Nord-Kivu ».

Le Phare. 2004 (25 février).

Le Soft International. 2004 (11 juillet). En ligne sur lesoftonline.

Life & Peace Institute-Institut Vie et Paix. 2002 (7 août) *Situation Update*. Bukavu.

Mbunsu Bindu, E. (général de brigade). 2013. *Contre le pouvoir populiste et la balkanisation en Afrique*. Goma : Université de la paix de la RDC.

Monuc. 2005 (mars). *MONUC and the Bukavu Crisis 2004*.

Mutinga, M. 2005. *Chronique d'une paix négociée en RDC : un devoir de mémoire (1998-2003)*. Bruxelles : Espace Afrique.

Nations Unies, Conseil de sécurité, *Douzième rapport du secrétaire général sur la Mission de l'Organisation des Nations unies en République démocratique du Congo*, 18 octobre 2002, §19.

OCDHBG, mai-juin 2005, n° 5-6.

Paluku Kahongya, J. 2016. *Le Nord-Kivu entre démocratie et guerres. Éléments des mémoires de Julien Paluku*. T. I. Kinshasa : MEDIASPAUL.

Sematumba, O. 2007 (août). « Faux binômes et vraies fractures : premières leçons tirées des élections en RDC ». *Regards croisés* : 13-20. Pole Institute.

Stearns, J. 2007 (15 mai). « Le coup de poker des élections au Congo ». *Le Potentiel*.

Stearns, J. 2012a. *Dancing in the Glory of Monsters. The Colapse of the Congo and the Great War of Africa*. New York : Public Affairs.

Stearns, J. 2012b. « Du CNDP au M23 : évolution d'un mouvement armé dans l'Est du Congo ». *RIV*.

Stearns, J. 2013. *PARECO : questions foncières, hommes forts locaux, et politique de milice au Nord-Kivu*. Institut de la Vallée du Rift/Projet Usalama.

Tegera, A. & Sematumba, O. 2007 (20 janvier). *Nord-Kivu : entre négociations politiques et mixage des armées*. Goma.

Tull, D.M. 2005. *The Reconfiguration of Political Order in Africa: A Case Study of North Kivu (DR Congo)*. Hambourg : Institut für Afrika-Kunde.

Vlassenroot, K. & Raeymaekers, T. 2004. « Conflict and artisan mining in Kamituga ». In K. Vlassenroot & T. Raeymaekers (éd.), *Conflict and Social Transformation in Eastern Congo*. Gand : Academia Press.

Wamba dia Wamba, E. 1999 (juin). *Crisis in the Congolese Rally for Democracy: Struggle of Antagonist Political Lines*. Kisangani.

Weiss, H. & Verhaegen, B. (sous la dir. de). 1986. *Les Rébellions dans l'Est du Zaïre (1964-1967)*. Bruxelles : CEDAF (coll. « Cahiers du CEDAF », n° 7-8).

Willame, J.-C. 1999. *L'Odyssée Kabila*. Paris : Karthala.

Yoka Lye, A. 1999. *Kinshasa, signes de vie*. Bruxelles/Paris : Institut africain-CEDAF/L'Harmattan (coll. « Cahiers africains », n° 42).

TROISIÈME PARTIE

LA GESTION POLITIQUE ET ADMINISTRATIVE DU SUD-KIVU DE L'APRÈS ÉTAT-ZAÏRE

CHAPITRE 1

LE SUD-KIVU SOUS LES ANNÉES KABILA PÈRE ET FILS

« Quand l'histoire se répète
L'histoire se répète quand on n'en tient pas compte. Je rappelle à notre historien […] Isidore Ndaywel[1] de ne plus nous enseigner, surtout aux générations à venir, l'histoire à travers ses matières brutes, mais de nous apprendre à présent le sens de l'histoire. Mobutu a assis son pouvoir sur la critique de cinq ans de la gestion de Kasa-Vubu : "de 1960 à 1965, c'était l'anarchie et le chaos". Et, on en est resté là, sans tirer de leçons pour un nouveau décollage. Lorsque Laurent Désiré Kabila arrive, toute sa réputation sera d'avoir chassé le dictateur et sa promesse jamais réalisée de chasser le chômage, sans nous faire asseoir pour qu'on se demande ensemble d'où venons-nous et où allons-nous, oubliant surtout qu'il était placé au pouvoir par ceux-là même qui avaient assis le Maréchal à ce même trône […]. Nous avions déchanté lorsque cet homme avec ses hommes appelés libérateurs sont arrivés à Kinshasa, et commencèrent à poser les mêmes actes qu'on décriait pendant la Deuxième République : le culte de personnalité d'un président dont on affichait les effigies partout et on rebaptisait les camps, les monuments portant les noms de l'ancien président par ses propres noms […]. Du père au fils Kabila, la situation n'avait qu'empiré jusqu'à l'arrivée du nouveau président [Félix Tshisekedi] dont quelques mesures de décrispation libérant quelques prisonniers de l'ancien [pouvoir] ont nourri nos espoirs pour un État de droit. Presque deux ans après, où en sommes-nous ? » (Mgr Muyengo 2021 : 45-46.)

1. LA MISE EN PLACE DES STRUCTURES POLITICO-ADMINISTRATIVES SOUS LAURENT DÉSIRÉ KABILA

Après la chute de Mobutu en 1997, le régime Kabila n'aura pas eu, dira-t-on, assez de temps pour s'atteler à l'organisation administrative dans la province du Sud-Kivu. Pas la même attitude aussi sous la domination de la rébellion du RCD qui s'empressa de créer des nouveaux territoires. Sauf au niveau des gouverneurs de province, écrit Denis M. Tull, la rébellion de Goma a très largement reconduit le personnel administratif en place et a maintenu le cadre administratif et législatif théoriquement en vigueur (Tull 2005 : 97 et suivantes). Comme l'observe Pierre Englebert, Kigali ne se préoccupe d'ailleurs guère d'encourager le développement par ses protégés de quelque système de « gouvernance », l'absence d'institutions rebelles efficaces sinon même effectives favorisant la forme d'exploitation directe des ressources congolaises que pratique le Rwanda (Englebert 2003 : 29).

Dans le territoire d'Uvira, au lendemain de la prise d'Uvira par les troupes de l'AFDL et jusqu'en 1998, Laurent Désiré Kabila avait installé Kainda Muni Bienvenu (1996-1998) comme nouvel administrateur de territoire. Avec l'avènement du RCD-Goma en août 1998, celui-ci fut remplacé d'abord par Kushabana Bazira (1998-2000), puis Kankezo Rusegura Jean-Baptiste (2000-2002), suivi de Mukogabwe Muzima (2002-2004) et de Mufumbe Majaribu (2004-2008). La pagaille fut observée entre les autorités coutumières appelées à protéger chacune son pouvoir. D'un côté, le *mwami* Kinyoni de la chefferie Plaine de la Ruzizi se rallia aux rebelles de l'AFDL et du RCD-Goma pour protéger ses administrés

1. Note de la rédaction : professeur émérite à l'Université de Kinshasa, président de la Société des historiens congolais et auteur d'une *Histoire générale du Zaïre* parue en 1997 rééditée plusieurs fois.

Tableau 1.1 : origine et affectation des administrateurs de territoire

Noms	Territoires d'origine	Territoires d'affectation
Rutagangabo Zagabe Xavier	Kabare	Fizi
Ikando Mutalambuka Christophe	Shabunda	Mwenga
Kainda Mumi Bienvenu	Kalemie (Tanganyika)	Uvira
Lusinda Amisi	Fizi	Shabunda
Matwara Nzabazande Norbert	Idjwi	Walungu
Muzaliwa Basola Mpala	Mwenga	Kabare
Mushayuma Masumbuko Georges	-	Kalehe
Bireke Kafura	Uvira	Idjwi
Kashafali Nfundiko Camille	Walungu	Masisi (Nord-Kivu)
Masumbuko Bwana N'chiko	Kalehe	Mitwaba (Haut-Katanga)

Source : de Villers & Willame 1998 : 177.

barundi ; ceux des Bafuliru et Bavira se rangèrent du côté des résistants maï-maï. Le *mwami* Ndare Simba des Fuliru fut chassé de sa chefferie par les rebelles ; il se réfugia en France. Pendant ce temps, son petit frère Albert Simba, intronisé par le gouverneur Norbert Basengezi Katintima sous le RCD-Goma ne put diriger à distance que les quelques localités de Luvungi et de Katogota qui étaient sous le contrôle du mouvement rebelle. Le chef de groupement d'Itara Luvungi considéré comme partisan des Maï-Maï fut remplacé par Levy Kagombe assisté de Mayani, un Munyarwanda tutsi résidant à Lubarika. Dans les lieux dominés par les résistants maï-maï, certains chefs coutumiers qui ne s'étaient pas mis à leur service perdirent leurs postes. Par exemple, dans le groupement Lemera, le commandant maï-maï Kayamba Kabugu se considérait à la fois comme chef militaire et chef coutumier. À la tête de la localité Lubarika, le major maï-maï Abdoul remplaça le chef Lubarika Naftali par Hamisha Muliri, un Mushi originaire de Kaziba (Musobwa 2008 : 69).

En avril 1998, le ministre d'État chargé de l'Intérieur, Gaëtan Kakudji, organisa à Kinshasa et dans chaque chef-lieu de province de la RDC un concours de recrutement d'administrateurs territoriaux. 15 762 candidats se seraient présentés ; 2278 d'entre eux furent retenus, dont 145 reçurent une affectation à l'administration d'un territoire le 11 juin, après un séminaire de formation destiné aussi aux gouverneurs et vice-gouverneurs de province. Les séminaristes arboraient une tenue évoquant celle des administrateurs coloniaux : pantalon, veste et casquette de couleur blanche. Les autres candidats sélectionnés restèrent en tant que recrues à nommer ultérieurement à des fonctions d'adjoints territoriaux, de chefs de poste et de cité, à partir du mois d'août. La sélection fut telle qu'au moins un originaire par territoire fut nommé pour devenir administrateur de territoire, mais dans un autre territoire que celui dont il était originaire, généralement gardé à l'intérieur de sa province. Le tableau 1.1 décrit la situation pour les originaires du Sud-Kivu.

Mais Laurent Désiré Kabila qui a accédé au pouvoir le 17 mai 1997 à la faveur de la guerre APR/AFDL n'a pas réussi à contrôler le Kivu, et cela pour plusieurs raisons dont :

1) il était préoccupé d'abord par la consolidation et la sécurisation de son pouvoir dans la capitale Kinshasa et au Katanga ;
2) il n'avait pas les moyens de son action, pas d'armée pour récupérer le Kivu des mains du Rwanda et de l'Ouganda qui l'occupaient depuis octobre 1996 ;
3) il suspectait les originaires du Kivu proches de Masasu Nindaga d'être les alliés de Kigali et les prenait pour opposants de son pouvoir dans la dynamique de la guerre RCD, d'août 1998 à son assassinat le 16 janvier 2001. Au lieu d'en faire ses alliés, il les écarta de son entourage rapproché ou, même, les persécuta[2].

2. Cf. Kadari & Tougas 2001 : 1 ; « Arrestation des militaires originaires du Grand Kivu », rapport du CODHO, une ONG congolaise des droits de l'homme, *DIA*, Kinshasa, le 5 janvier 2001. En dehors de Masasu Nindaga qui avait été enterré avec pompe par le RCD/Goma à Bukavu en 2001 et dont la tombe a été saccagée par la population en 2004 dans la foulée

On sait que la nouvelle guerre du RCD et du MLC contre le régime Kabila n'a pas permis une réelle installation de nouveaux administrateurs dans leurs territoires d'affectation. À la différence des autres provinces du pays, on observe que les originaires du Sud-Kivu sont généralement affectés dans un autre territoire de leur province et, pour quelques-uns d'un territoire très proche de la province voisine.

Mais depuis août 1998, l'espace du Sud-Kivu passa sous le contrôle de la nouvelle rébellion du RCD. Malgré cela, le pouvoir de Kinshasa qui espérait récupérer le contrôle de l'ensemble du pays continua de considérer tout le territoire congolais comme relevant de sa gestion administrative. Au cours du deuxième semestre de 2000, L.D. Kabila nomma 300 députés nationaux dont 240 choisis pour représenter chaque territoire administratif auxquels s'ajoutent les représentants des villes et 60 autres relevant du quota personnel du chef de l'État. Pour la province du Sud-Kivu, les originaires de l'Assemblée constitutionnelle et législative-Parlement de Transition (ACL-PT) sont présentés dans le tableau 1.2.

À la suite de l'assassinat de L.D. Kabila, son successeur Joseph Kabila avait inversé la politique de son père en s'entourant de gens du Kivu, notamment les Bashi du Sud-Kivu dont la tête d'affiche deviendra progressivement Vital Kamerhe devenu l'homme-clé de son nouveau parti PPRD (le Parti populaire pour la Reconstruction et le Développement) après qu'il eut occupé respectivement les postes de commissaire général pour la région des Grands Lacs et de ministre de la Presse et de l'Information. Seuls sont restés en touche ceux qui étaient présumés impliqués ou avaient été condamnés dans le dossier de l'assassinat du président Laurent Désiré Kabila et dont le seul salut résidait dans le maintien du *statu quo* chaotique dans l'Est (Bora Uzima Kamwanya, Chiribanya, Gichondo, Mirindi…) (cf. *supra*). Dans tout l'Est, du Maniema à la Province-Orientale, l'essentiel de l'Administration et de l'armée est, surtout depuis juin 2003, entre les mains des alliés du Rwanda et de l'Ouganda ; ce sont eux qui contrôlent les commandements (Goma et Kindu) ou vice-commandements (Bukavu et Kisangani) des régions militaires, les gouvernorats (Goma et Kisangani) et vice-gouvernorats (Bukavu et Kindu) ; y sont fortement intégrés dans les services de sécurité militaire et civile, même au-delà à Kinshasa et dans les autres provinces du pays à travers le président du RCD devenu vice-président de la RDC, Azarias Ruberwa Manywa, et le vice-ministre de l'Intérieur, Tharcisse Habarugira. En fait, les zones dites tampons établies en 2000 dans le Tanganyika au Katanga et le Maniema dans le cadre des accords de Lusaka et en novembre 2004 dans le rayon de Kanyabayonga entre les troupes gouvernementales et les rebelles du RCD-Goma auxquels sont mêlés les éléments de l'armée régulière rwandaise font craindre la matérialisation de la balkanisation du pays. Ce qui est davantage inquiétant est que les hommes en armes qui sont proches de Kigali refusent d'être mutés en dehors de ce pré carré du Kivu.



Kamerhe Iwa Kanyiginyi Nkingi Vital.
(Photo extraite de l'album de la Céni, 2023 ; droits réservés.)

Dans le partage des postes de pouvoir décidés à Sun-City, le RCD-Goma a droit à 94 députés, 22 sénateurs et 10 ministres ou vice-ministres. Le gouvernement de Transition constitué le 30 juin 2003 est de grande taille : 36 ministres et 23 vice-ministres. Les « composantes » et « entités » se sont réparti les portefeuilles : 7 ministres et 3 vice-ministres pour chacun des trois grands protagonistes armés de même que pour l'opposition politique non armée, 2 ministres et 3 vice-ministres pour la société civile, 2 ministres et 2 vice-ministres pour le RCD-K-ML, le RCD-N et les Maï-Maï. Le Sud-Kivu compta 4 membres :

- Vital Kamerhe, Mushi originaire du territoire de Walungu, désigné dans le quota de la composante Gouvernement est ministre de la Presse et de l'Information ;
- Joseph Mudumbi Mulunda, Mushi de Kabare, désigné dans le quota de la composante RCD-G a la charge de ministre du Portefeuille ;

de la rébellion Mutebusi-Nkundabatware, on fait état de plus de 50 officiers du Kivu qui auraient été tués par les proches du président Laurent Désiré Kabila.

Tableau 1.2 : membres de l'ACL-PT originaires du Sud-Kivu (nommés en juillet 2000 par L.D. Kabila)

Territoires	Noms	Observations
Ville de Bukavu	Byaza Sanda Lutala David	Il est Lega Basile.
	Chirhalwira Nkunzi *Mwami*	-
	Farhi Antonin	-
	Maneno Bagula	-
	Mutijima Bazalake	-
Fizi	Kingombe Batakilwa	Désigné sur la liste particulière de L.D. Kabila ; il a été chef de secteur Lulenge (1971-1982).
	Lumembe Tambwe Joseph	Il avait intégré l'AFDL à ses débuts comme « cadre politico-militaire » (activiste) formé (recruté) à Lemera, puis intégré à l'ANR avec une formation en 1997 à Kimbembe (Lubumbashi).
	Mioka wa Sikatenda Oscar	Désigné sur la liste particulière de L.D. Kabila.
	M'Molelwa Justin	Désigné sur la liste particulière de L.D. Kabila ; il a été enrôlé dans l'armée FAP de Hewa Bora (maquis Kabila) en 1972 et chargé de S4 et Commerce extérieur et RSG de 1980 à 1984 ; il a été formateur à l'idéologie politique de l'AFDL (1996-1997).
Idjwi	Bapolisi Bahuga Polepole Paulin	Havu d'Idjwi.
	Kashamura Anicet	Désigné sur la liste particulière de L.D. Kabila ; il a été nommé président de la Commission constitutionnelle le 22 octobre 1997.
Kabare	Bahati Lukwebo Modeste	Désigné sur la liste particulière de L.D. Kabila.
	Masirika Muhigirwa François	-
	Nyangezi Kulimushi Mausi Arthur-André	Désigné sur la liste particulière de L.D. Kabila ; directeur à l'ONATRA.
Kalehe	Ngashi Bikulo Mienda	Originaire de Kisha dans le groupement Ziralo, chefferie Buhavu ; il a été membre du HCR (jusque 1992).
Mwenga	Kyamusoke Bamusulanga nta-Bote	Désigné sur la liste particulière de L.D. Kabila.
	Milulu Mamboleo	Désigné sur la liste particulière de L.D. Kabila ; il a été agent du service des Migrations comme chef de poste-frontière entre les villes rwandaise de Gisenyi et congolaise de Goma de novembre 1996 à avril 1997 ; il a été vice-ministre aux Affaires sociales et de la famille (juin 1997-mars 1999).
	Mulimilwa Séraphin	-
Shabunda	Muzalia wa Kyeba	Originaire de la chefferie Bakisi.
	Nsamba Kabala Basogababili Nicolas	Originaire de Kakola dans la chefferie Wakabango I, mais désigné député ACL-PT dans la liste de la ville de Kinshasa.
Uvira	Kanyengere Lwaboshi bin Mulabiko Samuel	-
Walungu	Masu-ga-Rugamika Léonard	-

Source : Archives MRAC, service Histoire et Politique.

Tableau 1.3 : délégués originaires du Sud-Kivu au Dialogue intercongolais à Sun City (2002)

N°	Noms	Plateformes	Observations
1	M^me^ Aurélie Bitondo	Femmes	Lega de Mwenga
2	Gervais Chirhalwirha Nkunzimwami	Organisation de la société civile	Shi de Walungu
3	*Mwami* Désiré Kabare Rugemaninzi	Chefs coutumiers	Shi de Kabare
4	M^gr^ Jean-Luc Kuye-Ndondo wa Mulemera	Confessions religieuses	Fuliru d'Uvira
5	Enoch Ruberangabo Sebineza	Banyarwanda/Banyamulenge	Tutsi (coopta d'Uvira)

Source : M^gr^ Jean-Luc Kuye-Ndondo wa Mulemera, témoin interrogé à Bukavu, le 18 décembre 2019.



Chirhalwirwa Nkunzimwami Gervais. (Photo extraite de l'album de la Céni, 2023 ; droits réservés.)

- Pardonne Kaliba Mulanga, un Bembe de Fizi, désigné dans le quota de la composante maï-maï est désigné ministre du Développement rural ;
- Anselme Enrunga Muhumba, Tembo de Kalehe, désigné dans le quota de la composante maï-maï est désigné ministre de l'Environnement.

Dans l'armée congolaise réunifiée, le désormais ex-mouvement rebelle désigne comme représentants :

1. Malik Kijege (général de brigade) : chef d'état-major de la logistique. Il est Munyarwanda/Munyamulenge. Ayant reçu une formation militaire au sein de l'AFDL ; en août 1998, il fuit Kinshasa, où il était inspecteur à l'auditorat militaire, pour joindre le RCD ; il est devenu, en novembre 2000, chef d'état-major adjoint du mouvement rebelle (cf. *infra*) ;
2. Sylvain Buki Lenge (ou Mbuki) : chef d'état-major de la Force terrestre. Il est Luba du Haut-Lomami (Katanga). Après une formation militaire en Ouganda, il devient, sous Mobutu, commandant de l'aéroport de Goma ; sous l'AFDL, il est officier d'intelligence ; il occupera des fonctions importantes dans le RCD : il a été, entre autres, chef du service de sécurité et du renseignement militaire ;
3. Général-major Karendo Bulenda, *alias* « Padiri », de la composante maï-maï, est nommé le 26 mai 2004 commandant de la IX^e^ région militaire (Province-Orientale).

Il y eut rapidement quelques permutations importantes. Vital Kamerhe, qui avait été désigné ministre de la Presse et Information, est promu secrétaire général du PPRD en juillet 2004 ; il abandonne donc son poste au Gouvernement. Le 3 janvier 2005, Adolphe Onusumba, jusque-là 2^e^ vice-président du Parlement (quota RCD-G) remplace le général-major Ondekane au ministère de la Défense. Les accusations que l'on porte de plus en plus du côté des « tuteurs » de la Transition contre les détournements de soldes et les autres malversations de la hiérarchie militaire ont certainement affaibli sa position, mais son limogeage s'explique plus directement par les conflits au sein du RCD-Goma. Un exemple marquant, le dossier du massacre des Banyamulenge au Burundi. Dans la nuit du 13 août 2004, des hommes armés attaquent le camp de réfugiés de Gatumba, tout proche de la frontière congolaise. C'est un centre de transit pour des réfugiés burundais et congolais. Ces derniers sont surtout des Banyamulenge qui ont fui les troubles du Sud-Kivu. Les assaillants massacrent, selon l'enquête des Nations unies, au moins 152 réfugiés banyamulenge. Le ciblage des victimes est manifestement ethnique. Un mouvement extrémiste hutu burundais, les Forces nationales de libération (FNL), revendique l'attaque, mais les données recueillies par les enquêteurs des Nations unies les conduisent à écarter l'idée que ce mouvement aurait agi pour son propre compte et aurait agi seul. Les enquêteurs n'ont cependant pas été en mesure d'identifier les autres responsables présumés (United Nations-Security Council 2004). Une enquête de Human Rights Watch aboutit à des conclusions assez différentes. Les circonstances de l'attaque (assaut accompagné de chants religieux en kirundi) et le *modus operandi* démontreraient que le FNL était la force maîtresse dans l'opération. La version voyant dans l'attaque une opération conjointe du FNL d'une part, de groupes maï-maï et interahamwe venus du Congo d'autre part, reposerait sur les témoignages douteux de réfugiés survivants ayant exercé des responsabilités au sein du RCD-Goma (HRW 2004).

Ainsi le 16 août 2004, le vice-président Ruberwa est présent à la cérémonie des funérailles. Y prenant la parole, il dit : « Très clairement, ce génocide a eu pour objectif d'empêcher définitivement le retour des réfugiés congolais au Congo. Il a donc été planifié. » Et il soutient que le crime a été commis par une « coalition […] composée de personnes de nationalités rwandaise, burundaise et congolaise ». Voyant dans cette tuerie une manifestation de « l'échec de la réconciliation », de l'« échec de la cohabitation » au Congo, il affirme : « Ce qui s'est passé aura un impact inévitable […] sur le déroulement de la Transition en RDC » (texte diffusé sur internet par le journal *Le Phare* le 19/08/2004).

Quelques jours plus tard, Ruberwa annonce que le RCD décide de « suspendre » sa participation aux institutions de la Transition. Mais une grande majorité des députés issus de sa composante, 62 sur 94, décident d'ignorer cette décision (ICG 2005 : 18). Et la direction du RCD-Goma reprend bientôt sa place dans les instances du pouvoir à Kinshasa. Le ministre de la Défense Ondekane avait été parmi ceux qui n'ont pas suivi le chef de sa composante. L'occasion fut donc trouvée pour apaiser Onusumba qui avait mal accepté de ne pas obtenir le poste de la Défense après avoir été évincé de la présidence du RCD-Goma le 16 juin 2003, à quelques jours seulement de la désignation des responsables de la Transition.

Cependant, ceux qui ont lié leur sort politique au RDC-Goma peuvent craindre d'être demain les grands perdants : les liens noués avec le Rwanda et le poids des Tutsi au sein du mouvement rebelle restent des handicaps paraissant difficilement surmontables dans le cadre d'une compétition électorale. Ce sont surtout (mais pas seulement) les éléments tutsi du RCD qui ont des raisons d'appréhender l'avenir. Avec le déplacement de Goma et Bukavu à Kinshasa du centre de gravité du mouvement, ceux-ci, en dépit du *leadership* exercé par l'un des leurs, Azarias Ruberwa, ont perdu en autorité au sein du RCD. Et ils ont le sentiment d'être toujours la cible d'une animosité vivace et de projets d'exclusion.

En janvier 2004, Félicien Nzitatira et François Gachaba, présentés par *Le Soft International* comme étant respectivement présidents des communautés hutu et tutsi du Nord-Kivu, diffusent un « Mémorandum des Congolais rwandophones » (Gachaba & Nzitatira 2004). Ils accusent le régime de la Transition de renouer avec un discours et des pratiques d'exclusion dont ils voient nombre de manifestations dans l'histoire du Congo/Zaïre, et ils dénoncent des hommes de l'entourage du président Kabila (ainsi A. Yerodia, lui aussi vice-président de la République) qui auraient « la particularité de s'illustrer publiquement et constamment par des propos haineux contre les Congolais rwandophones auxquels ils dénient le droit à la nationalité congolaise ». Reprenant le seul point significatif du programme du RCD, ils demandent l'instauration d'« une forte décentralisation territoriale, prélude au processus fédéraliste ».

Méfiants donc, affirmant que leur sécurité ne pourra être assurée à Kinshasa d'autant que plusieurs d'entre eux se rappellent les actes de vengeance ou de justice populaire d'août 1998 (cf. *supra*), un certain nombre d'officiers supérieurs du RCD refusent de rejoindre la capitale congolaise lors de leur affectation dans l'armée réunifiée. C'est le cas du général Laurent Nkundabatware. Celui-ci, un Tutsi du territoire de Rutshuru qui avait épousé la cause du FPR et appartenu à l'Armée patriotique rwandaise avant de se joindre à la rébellion de l'AFDL en 1996-1997 puis de rallier le RCD en 1998, a été nommé au sein des FARDC commandant de région militaire en août 2003. Il est considéré comme l'un des responsables des massacres commis à Kisangani lors de la mutinerie de mai 2002, y commandant à l'époque la 7e brigade de l'ANC (cf. *supra*)

On a vu ci-dessus que l'un des groupes présumés de comploteurs ayant manigancé l'assassinat de Laurent Désiré Kabila aurait été constitué par des *kadogo* et autres Kivutiens se réclamant de la mémoire du commandant Masasu. Or l'on parle en 2003 de l'existence à Bukavu d'un « groupe Masasu » conduit par le gouverneur Ciribanya, ainsi que de la création d'un Front de libération de l'Est du Congo regroupant des *hard-liners* des deux Kivu, ceux de Goma étant emmenés par le général Nkundabatware[3]. Tout cela est dans le détail flou et parfois hypothétique, mais montre l'existence dans la région de dynamiques de dissidence complexes, ne se réduisant pas à celles animées par des rwandophones (Ciribanya est un Shi, le commandant Masasu était de père shi et de mère tutsi rwandaise, ceux qui se réclament de lui sont de diverses origines ethniques).

3. ICG 2004 : 3. Dans un rapport ultérieur, International Crisis Group (2007 : 3) parle de la création par le général Nkundabatware en décembre 2003 d'un mouvement dénommé « National synergy for peace and harmony » qui regrouperait des *leaders* hutu et tutsi de Goma ainsi que des officiers et politiciens du Sud-Kivu (Ciribanya, le général Bora Uzima, le colonel Mirindi, le colonel Bahati, le colonel Bahuti, le major Amuli Chap Chap, le major Kasongo). Nous ne connaissons pas d'autre mention de ce mouvement.

Tableau 1.4 : originaires du Sud-Kivu nommés ministres de la Transition (30 juin 2003-10 octobre 2006)

Noms	Fonctions	Partis politiques	Observations
Ruberwa Manywa Azarias	Vice-président de la République chargé de la Commission politique, Défense et Sécurité	RCD-Goma	Tutsi munyarwanda/ munyamulenge ; territoire de Fizi.
Kamerhe lwa Kanyiginyi Nkingi Vital	Ministre de la Presse et Information	PPRD/gouvernement de Kinshasa	Shi de Walungu ; il avait épousé la fille de Dieudonné Boji Ntole, ancien gouverneur du Kivu-Central sous la Première République.
Mudumbi Joseph	Ministre du Portefeuille nommé le 30 juin 2003, devenu ministre de l'Enseignement supérieur et universitaire en juillet 2004 ; quitte le gouvernement en janvier 2005 en désaccord avec A. Ruberwa	RCD-Goma	Shi de Kabare.
Kaliba Mulanga Pardonne	Ministre du Développement rural	Maï-Maï	Bembe de Fizi.
Enerunga Muhumba Anselme	Ministre de l'Environnement et Conservation de la nature	Maï-Maï	Nyindu de Kalehe.
Mulungula Hobigera Nalwindi Élias	Vice-ministre des Transports	Maï-Maï	Nyindu de Mwenga
Cimanuka Ntagayangabo Nganguzi Ferdinand (nom aussi écrit Chimanuka)	Vice-ministre de la Fonction publique nommé le 8 septembre 2003. Il décède peu après et est remplacé par Keshemwa Zirhayanibirhi, le 12 juillet 2004	????	Shi de Chikonyi (Kasha) dans la ville de Bukavu.
Bunda Bitengwa Jeanne	Vice-ministre du Travail et Prévoyance sociale	Membre cofondatrice du PPRD	Lega de Shabunda.

Source : Ngumbi Kitete wa Yuma Casimir 2021.

Tableau 1.5 : originaires du Sud-Kivu désignés députés nationaux, sénateurs et affectés à d'autres postes nationaux pendant la Transition (juillet 2003-juin 2006)

Territoires d'origine	Noms	Observations
Fizi	Ecina wa Lulenda Pierre	Député désigné sur la liste de la société civile.
	Kasenga Kabwezamwali Jean-Robert	Ethnie bembe ; député désigné sur la liste du MLC.
	Kingombe Batakilwa Hubert	Ethnie bembe ; sénateur désigné sur la liste du Gouvernement le 24 février 2005 en remplacement de Songambele décédé.
	Kisubi Nguomoja Lungwe	Député désigné sur la liste maï-maï.
	M'molelwa Wansimbwa Justin	Député désigné sur la liste du Gouvernement.
	Munga Marcel	Député désigné sur la liste maï-maï (combattant maï-maï issu de la base).
	Nyongolo Alimasi Gilbert	Député désigné sur la liste du RCD-Goma.
	Omari Ramazani Baudouin	Député désigné sur la liste de la société civile.
	Songambele Bahombwa Florentin	Sénateur désigné sur la liste du Gouvernement.

Territoires d'origine	Noms	Observations
Idjwi	Balamage Nkolo Boniface	Ethnie havu ; député désigné sur la liste du RCD-Goma ; nommé ministre du Travail et de la Prévoyance sociale le 3 janvier 2005, il est remplacé à l'Assemblée nationale par Miruho Ruboneka.
	Bapolisi Bamuhuga Paulin	Ethnie havu ; député désigné sur la liste de la société civile.
	Manegabe Makebera Jean-Gilbert	Ethnie havu, originaire de la chefferie Rubenga ; sénateur désigné sur la liste du MLC.
	Ntambuka Balekage Mihigo Roger	Député désigné sur la liste du RCD-Goma.
	Rubenga Ntawenderundi Gervais	Député désigné sur la liste du RCD-Goma.
Kabare	Bahati Lukwebo Modeste	Député désigné sur la liste de la société civile en 2003 ; nommé ADG de la Sonas le 3 août 2005.
	Bisimwa Murangaza Jacqueline	Ethnie mushi ; députée désignée sur la liste de l'Opposition politique non armée.
	Faida Maramuke Mitifu	Shi ; recrutée par L.D. Kabila en 1998 comme ambassadrice extraordinaire et plénipotentiaire de la RDC aux États-Unis.
	Gwamuhanya Joseph	Ethnie mushi ; député désigné sur la liste du RCD-Goma.
	Kabare Rugemaninzi II Désiré	Ethnie mushi, descendant de la lignée du *mwami* Kabare, fils de Ntaitunda qui devient le successeur de Kabare Rugemaninzi I, ; sénateur désigné sur la liste de la société civile.
	Mulikuza Musole Guillaume	Député désigné sur la liste du RCD-Goma.
	Musafiri Nalwango Paul	Premier vice-président de la Commission électorale indépendante (juillet 2003-janvier 2004) ; vice-ministre de l'Intérieur et Décentralisation nommé en janvier 2004.
	Mushi Bonane Sylvanus	Député désigné sur la liste maï-maï.
	Nfundiko Lugamba Richard	Ethnie mushi, originaire de Mulengeza dans le groupement Bushwira. Ancien activiste de la Jeunesse lumumbiste en 1960, il fut député national suppléant du PRC en mai 1965 puis proclamé élu par la Chambre le 24 septembre 1965. Membre du Comité sectionnaire du MPR/Kadutu en juin 1969, député désigné en avril 1971 jusque 1975 ; nommé DG de la société Rwacico et Kyamilova nommé le 15 mars 1975. Député élu en 1977 et 1987 ; député désigné sur la liste du MLC sous la Transition « 1 + 4 » en 2003.
	Nyangezi Balangizi Roger	Député désigné sur la liste du MLC.
	Nyangezi Kulimushi Mausi Arthur André	Député désigné sur la liste du Gouvernement.
	Katora Ndalemwa Jean-Bosco	Député désigné sur la liste du RCD-Goma.
	Mbarambara ena Mwena Yaya Félicien	Sénateur désigné sur la liste maï-maï.
	Muhima Amri Ntsibiro Eugène	Ethnie hunde ; député désigné sur la liste de l'opposition non armée.
	Muhindo *Mwami*ni Mathilde	Ethnie havu ; députée désignée sur la liste de la société civile. Elle démissionne le 20 novembre 2005 en adressant une lettre au président du Parlement invoquant la mauvaise gestion constatée par elle de la Transition.

Territoires d'origine	Noms	Observations
Mwenga	Kininga Mba Vincent	Ethnie lega ; député désigné sur la liste du RCD-Goma en juillet 2003 ; nommé le 3 août 2005 administrateur-directeur technique de l'INSS.
	Lugendo Lula Oscar	Ethnie lega ; député désigné sur la liste de l'Opposition politique non armée.
	Lukonga Musombwa Jerimoth	Sénateur désigné sur la liste maï-maï.
	Mulungula Bitondo Aurélie	Ethnie lega ; députée désignée sur la liste de la société civile en août 2003 ; nommée administratrice de l'entreprise Cohydro le 3 août 2005 ; vice-gouverneure du Sud-Kivu chargée des questions politiques et administratives le 10 décembre 2005 après l'arrestation de Didace Kaningini. À l'Assemblée, elle est remplacée par Bazalake en début janvier 2006.
	Mulungula Hobigera Nalwindi Élias	Ethnie nyindu ; vice-ministre des Transports et Communications nommé le 30 juin 2003.
	Makyambe Misembe Lazare	Ethnie tutsi (Munyarwanda) ; député désigné sur la liste du Gouvernement.
	Mopipi Mukulumanya Auguste	Député désigné sur la liste maï-maï.
	Bwisa Ndakala Godelive	Députée désignée sur la liste du RCD-Goma.
	Mukulungu Benjamin	Député désigné sur la liste du Gouvernement.
	Mudjo Munzenze Ernest	Ethnie lega ; député désigné sur la liste du RCD-Goma.
	Mupira Mambo Senhi Ignace	Ethnie lega ; député désigné sur la liste de la société civile.
	Muzaila wa Kyebwa Aloïs	Ethnie lega originaire de Nzibi dans le groupement Bamuguba-Sud (chefferie Bakisi, territoire de Shabunda) ; député désigné sur la liste du Gouvernement.
Uvira	Bashomberwa Lalia Marthe	Ethnie vira ; députée désigné sur la liste du Gouvernement (Kabila).
	Bizimana Karahamuheto	Ethnie tusti (Munyarwanda) ; député désigné sur la liste du RCD-Goma.
	Kanyegere Lwaboshi bin Mulabiko Samuel	Originaire de Ndolera dans le groupement Itara-Luvungi, il est Fuliru ; sénateur désigné sur la liste maï-maï, il devient 3e rapporteur adjoint du Sénat.
	Kuye Ndondo wa Mulemera Jean-Luc	Évêque protestant, en août 2003 nommé président de la commission Vérité et Réconciliation qui est une institution de la Transition « 1 + 4 ».
	Mahano ge Mahano Jean Berckmans	Ethnie vira ; député désigné sur la liste maï-maï.
	Makonero Wildor	Sénateur désigné sur la liste de l'Opposition politique non armée.
	Muhvwa Ngwebo Godefroid	Ethnie vira ; député désigné sur la liste du RCD-Goma.
	Namusomwa Kachukuzi Paul	Sénateur désigné sur la liste de l'Opposition non armée.
	Ndabagoye Nsabimana Kinyoni Floribert	Député désigné sur la liste du MLC ; chef de la chefferie Plaine de la Ruzizi, il avait dirigé certaines forces armées d'autodéfense pendant la rébellion du RCD.
	Nyarugabo Muhizi Moïse	Ethnie tutsi (Munyarwanda) ; député désigné sur la liste du RCD-Goma.
	Ruberangabo Sebineza Enoch	Ethnie tutsi ; député désigné sur la liste de la société civile.
	Ruberwa Manya Azarias	Vice-président de la République en charge de la commission de la Défense et de la Sécurité/quota RCD-Goma.
	Ruboneka Gervais	Ethnie tutsi (Munyarwanda) ; sénateur désigné sur la liste du RCD-Goma.
	Ruchababisha Migabo Hippolyte	Député désigné sur la liste du RCD-Goma.
	Ruharara Ahinga Séraphin	Député désigné sur la liste du RCD-Goma.

Territoires d'origine	Noms	Observations
Walungu	Bachu Bahati Nyenyezi Marie-Jeanne	Députée désignée sur la liste du Gouvernement.
	Birhumana Mutaraga Mukoma Jean-Baptiste	Ethnie mushi originaire de Kahengere dans le groupement Lurhala ; commissaire du peuple de 1982-1987 ; député désigné sur la liste du MLC.
	Chirhalwira Nkunzi*mwami* Gervais	Sénateur désigné sur la liste de la société civile.
	Kabati Ngoneke Michel Gilbert	Ethnie mushi (Muzibaziba) ; député désigné sur la liste de l'Opposition politique non armée.
	Kamerhe lwa Kanyiginyi Nkingi Vital	Ethnie mushi ; ministre de l'Information et Presse nommé le 30 juin 2003.
	Nakaziba Chimanye (*mwami*)	Sénateur désigné sur la liste du RCD-Goma. Il décède, et est remplacé au Sénat par sa veuve.
	Ndatabaye Ngweshe Weza III Pierre (*mwami*)	Sénateur désigné sur la liste du Gouvernement.
	Ntirata Ntumulo Jean-Paul	Ethnie havu ; député désigné sur la liste du RCD-Goma.
	Ruhana Mirindi Kasi Mupanda Joseph	Ethnie mushi originaire de Murhera dans le groupement Nduba, chefferie Ngweshe ; commissaire du peuple de 1982 à 1987 ; sénateur désigné sur la liste du Gouvernement.
	Basengezi Katintima Norbert	Août 2003, nommé 2e vice-président (quota du RCD-Goma) chargé de la Commission électorale indépendante (CEI, devenue après Céni).

Source : Omasombo Tshonda & Kennes 2007.



Kisubi Nguomoja Lungwe Jean.
(Photo extraite de l'album de la Céni, 2023 ; droits réservés.)

Tableau 1.6 : originaires du Sud-Kivu répertoriés officiers supérieurs dans les structures des FARDC

Noms	Fonctions/ grades	Identités/observations
Alamba Mungako Charles Parfait	Colonel, auditeur militaire	Né à Bukavu d'une mère mushi et d'un père ngombe. Soldat formé dans les rangs de l'armée de Mobutu, il est magistrat militaire. Procureur général près la Cour d'Ordre militaire, il s'occupe de l'affaire portant sur l'assassinat de L.D. Kabila. Mais il va être accusé et condamné pour l'assassinat de Steve Nyembo, directeur des impôts à Kinshasa. Condamné à mort, il est toujours en prison.
Biyegete Pinga Solo Jean	Général militaire dans les FARDC	Né à Bukavu, il est Tutsi (Munyarwanda/Munyamulenge). Il participe aux négociations de Prétoria en 2002 dans la Commission militaire. Le 6 juillet 2005, il est nommé directeur de cabinet à la Défense. Il est auditeur général des FARDC ; n'est plus sur la mise en place de juin 2007.
Bolingo Matani Wabubi	Colonel dans les FARDC	Originaire du territoire d'Uvira, aurait servi (T2) pour le RCD-Goma à Kisangani. En juillet 2005, commandant adjoint de la Xe région militaire, puis passe commandant second de la Ire région militaire en charge des opérations et du renseignement militaire en juin 2007.

Noms	Fonctions/ grades	Identités/observations
Bora Kamwanya Uzima Janvier	Major-Commandant FARDC	Né à Bukavu le 15 décembre 1958, il est Shi, originaire de Ntalangwa dans la chefferie Ntambuka, territoire d'Idjwi. Il poursuit des études jusqu'en 4e secondaire, puis il est soldat dans l'AFDL sous la direction d'Anselme Masasu Nindaga ; il arrive à Kinshasa à la prise du pouvoir. Il a le grade de major-commandant. Accusé d'implication dans l'assassinat de L.D. Kabila le 16 janvier 2001, il est arrêté le 20 janvier dans un avion venant de Lagos à destination de Nairobi, mais il réussit à s'enfuir la nuit du 27 au 28 février. Il intègre ensuite la structure militaire du RCD-Goma. Dans un jugement rendu le 7 janvier 2003, la Cour d'Ordre militaire le condamne à la peine de mort par défaut. Il est proposé par le RCD-Goma sur la liste de leurs commandants militaires en août 2003. Mais en raison de sa condamnation dans le contexte de l'assassinat de L.D. Kabila, sa nomination est refusée. Il fomente une petite révolte armée à Kisangani fin août 2003 avant de fuir à Goma. En novembre 2003, il est accusé de diriger un camp de rebelles à Mumosho (près de Bukavu) en collaboration avec le gouverneur RCD Ciribanya.
Djuma Balumesi	Colonel FARDC	Il est Tembo, du secteur Bunyakiri dans le territoire de Kalehe. C'est un ancien compagnon de Karendo Bulenda « *Padiri* ». Sans formation militaire, c'est sur le terrain qu'il acquiert de l'expérience. Il entre au RCD-Goma comme caporal, et devient commandant de brigade dans la ville de Bukavu. Dans les FARDC, il est nommé colonel le 19 août 2003 et commandant adjoint de la IVe région militaire (Kasaï-Occidental) à Kananga (quota de Maï-Maï) le 7 octobre 2003. Le 7 juillet 2005, il est nommé commandant en second de région militaire chargé de l'administration et de la logistique.
Karendo Bulenda Joseph David, *alias* Padiri	Général-major FARDC	Né à la fin des années 1960, il est le dirigeant maï-maï le plus en vue. Après l'obtention d'un diplôme d'État (section pédagogique), il devient conducteur de travaux à la Société minière du Kivu (Sominki), puis fournisseur de vivres d'une mine d'or, dans le territoire de Kalehe. Au milieu des années 1990, en opposition avec la mutuelle des Banyarwanda Magrivi, il entreprend d'armer son « groupe d'autodéfense *Katuku* ». Son fief s'étend au territoire de Shabunda (Sud-Kivu), il a ses partisans dans les régions de Mwenga, Uvira, Walikale et Masisi. Le maquis de « *Padiri* » trouverait son origine dans un groupe d'anciens résistants de la rébellion muleliste de 1964-1966 qui auraient continué leur lutte à Mandayi (une localité entre Walikale et la Province-Orientale), grâce à leur bonne organisation plus qu'à leur armement ; ces hommes entraînés auraient donné naissance aux premiers groupes maï-maï, les « Bangilima » et les « Batiri ». *Padiri* les rejoint en 1993 à Walikale, et contacte également les « Congo Mandayi ». En 1995, il incite les jeunes de Bunyakiri à étendre la lutte au Nord-Kivu. Fin 1997, quand éclate la guerre de l'AFDL, c'est à Bunyakiri que *Padiri* forme son groupe maï-maï. Après une résistance initiale aux forces rwandaises, ils concluent le 4 décembre 1996 les accords de Bitale en vertu desquels les Maï-Maï s'engagent à soutenir les troupes de l'AFDL pour renverser le régime Mobutu. Ils feront partie des troupes des *kadogo* (« enfants-soldats »). Quelques mois après la prise du pouvoir par l'AFDL, la population est révoltée par le comportement des « alliés » dans l'Est du Congo : *Padiri* appelle à résister contre les Rwandais. Au début de la « deuxième guerre » (août 1998), les groupes maï-maï essayent de se coordonner : au cours d'une réunion à Bunyakiri du 13 au 15 novembre, en présence d'Alunda (zone de Mwenga), de Bahenda (Nord-Kivu), de Luetsha (zone de Fizi, mais représentant aussi le Gouvernement central), *Padiri* est choisi pour diriger les Maï-Maï. En août 1998, il se range aux côtés de L.D. Kabila contre le RCD et l'armée rwandaise. Il signe avec L.D. Kabila un pacte d'encadrement, ce qui lui permet d'acquérir des armes. Le 3 septembre 1999, il est nommé général de brigade au sein des Forces armées congolaises (FAC), ce qui implique l'intégration des Maï-Maï dans l'armée régulière de la RDC. Un rapport de Human Rights Watch de 2002 accuse ses troupes de s'être livrées à de multiples exactions sur les populations civiles. Ses hommes sont, depuis, intégrés dans les nouvelles structures de l'armée congolaise unifiée (FARDC), tandis que lui-même a été nommé général-major le 19 août 2003, et commandant de la IXe région militaire (basé à Kisangani) le 7 octobre 2003. Il reste à la tête de cette région militaire (devenue la VIIe R.M.) lors de la mise en place de juin 2007.

Noms	Fonctions/ grades	Identités/observations
Kibonge Mulomba Gédéon	Général de brigade FARDC, en 2007	Né à Luluabourg le 16 mars 1954, il est Lega, originaire de la chefferie Wamuzimu en territoire de Mwenga. Formé à l'EFO/Kananga (7e promotion), à l'École d'infanterie avancée de Fort-Benning (Georgia/États-Unis), à l'École d'études internationales d'intelligence de Fort-Bragg (North Carolina/États-Unis), à l'École d'état-major (24e promotion) de Kenitra (Maroc), à l'École de commandement d'état-major (19e promotion) du Centre supérieur militaire de Kinshasa/Ngaliema et à l'École de commandement de l'armée de terre (2e promotion francophone) de Nanjing (R.P. Chine). Après avoir commandé diverses promotions à l'EFO, il est en 1997 commandant adjoint de la 225e brigade à Bunia, en Ituri. Le 20 septembre 1998, il fait passer ses troupes du côté de l'insurrection contre L.D. Kabila. Une querelle de préséance l'oppose par la suite à J.-P. Ondekane, son ancien élève à l'EFO/Kananga, devenu chef d'état-major général de la branche armée du RCD-Goma ; en mars 1999, Ondekane le fait arrêter à Kisangani pour insubordination, mais l'armée ougandaise, en froid avec ses alliés rwandais, empêche son transfert vers une prison militaire à Goma. Récupéré par son sauveur, le général ougandais James Kazini, Kibonge se met à la disposition du MLC où il devient conseiller de J.-P. Bemba. Il dirige le département de la Défense. Il s'illustre lors de la prise de Gbadolite contre les troupes tchadiennes alliées de L.D. Kabila. Le 21 septembre 1999, il est nommé secrétaire national chargé des activités militaires (avec le grade de colonel) dans le Conseil politico-militaire de la libération au sein du MLC, jusqu'au remaniement du 3 mars 2002. En mai 2002, les relations se dégradent effectivement entre Bemba et Kibonge : accusé de mauvaise gestion des stocks de carburant et surtout d'insubordination, à cause de son refus de neutraliser les forces du RCD-ML, il fait de la prison à Gbadolite. Libéré, il revient à Kinshasa dans la délégation du MLC, après l'Accord de Pretoria. Il passe dans le camp du PPRD (Parti du Peuple pour la Reconstruction et le Développement), après avoir fait un temps l'objet d'une arrestation par les services du Gouvernement de Kinshasa, et il occupe bientôt des fonctions dans l'entourage de Kabila, tout en restant dans l'ombre. Nommé général-major, il est affecté comme commandant à l'EFO (quota Gouvernement). Le 7 juillet 2005, il est nommé commandant de l'Académie militaire.
Kijege Malik	Général de brigade FARDC, en 2007	Tutsi munyarwanda (Munyamulenge), il est né le 4 avril 1966 à Nganja dans le territoire de Fizi. Il fait ses études secondaires à Kagogo (chefferie Bakisi, territoire Shabunda) puis à l'athénée de Bagira à Bukavu où il obtient son diplôme d'État en 1988. En 1989, il s'inscrit à l'ISP/Bukavu (option Géographie), mais ne termine pas son année scolaire. De 1992 à 1994, il poursuit des études de Géographie à l'ISP/Rutshuru (Nord-Kivu) ; contraint de fuir au Rwanda en raison de la situation tendue régnant dans la région, il ne termine pas sa deuxième année, et la reprend à l'Université de Butare (Rwanda) en 1995-1996. Il est en première licence en Géographie lorsqu'éclate l'offensive de l'AFDL dans l'Est du Congo, il s'y rallie, suit un entraînement militaire sommaire à Lemera puis arrive par Kalemie à Lubumbashi. Il y devient en 1997-1998 officier de renseignement de la IVe région militaire. En 1998, il est transféré à Kinshasa où il devient inspecteur à l'auditorat militaire. En août de la même année, il fuit Kinshasa, rejoint les troupes du RCD au Bas-Congo et devient l'adjoint de Sylvain Buki Lenge aux services du renseignement militaire (G2) du RCD-Goma. En septembre 1999 il est nommé commandant du 4e bataillon du RCD à Kabalo. En novembre 2000, il devient chef d'état-major adjoint chargé des opérations du RCD auprès du chef d'état-major général, le commandant S. Buki. Le 19 août 2003, après la formation du Gouvernement de Transition, il devient général de brigade et chef d'état-major chargé de la logistique des FARDC. Il a été juge assesseur à la Haute Cour militaire dans le procès intenté au colonel Alamba pour l'assassinat du directeur des impôts S. Nyembo. En juin 2007, il est nommé inspecteur général adjoint des FARDC (ex G4 EMG) en charge des opérations à Kinshasa. Dans les FARDC, il a le grade de général de brigade.

Noms	Fonctions/ grades	Identités/observations
Luetsha [Lwetsha] Sylvestre-Marie	Général FARDC, en 1997	Né en 1928 à Lubangwe (secteur Lulenge, en territoire de Fizi), il s'engage dès 1958 dans le MNC/L et dans l'organisation lumumbiste Union économique des Babembe de Fizi (UNEBAFI) (sous Jérôme Muchungu). Il est d'abord clerc-convoyeur à Fizi, puis devient, en 1960, topographe à la mission de la Ruzizi. Ensuite il devient clerc chargé de la comptabilité à la Sucrerie de Kiliba. Mais ses convictions lumumbistes l'amènent à devoir quitter la société. En mars 1964, il rencontre les Simba (rebelles de l'est) à Kazimia, est reçu par Abedi Kabwe et Jean Anzuluni, et s'engage dans la lutte. Il part à Fizi où il devient commandant des opérations pour les troupes bembe en marche, via Kalemie, vers Kasongo, Kindu, Shabunda et Stanleyville. Il retourne ensuite au Kivu et y rejoint les combattants du chef d'état-major Pierre Masoso, et du commandant Célestin Mbeki. Il opère une mission à la base de Kibamba, où il rencontre Che Guevara. En 1966, quand les dirigeants politiques de la rébellion quittent le terrain (généralement pour la Tanzanie), les combattants du maquis se voient livrés à eux-mêmes ; à l'instar d'autres dirigeants militaires, Luetsha regagne Fizi et s'engage sur le front de l'Itombwe, où il consacre ses efforts, en 1966, à la réunification des fronts éparpillés. Les 30 et 31 janvier, Luetsha réunit des « états-majors » régionaux qui l'élisent leur chef d'état-major et choisissent Louis Bidalira pour commandant ; cette structure sera toutefois éphémère. Il organise deux autres réunions, à Rugabano (Itombwe) le 24 septembre 1966, et à Kilembwe (Lulenge), pour tenter de réunifier l'Armée populaire de Libération sous les ordres de Bidalira (donc de réunir les Bembe sous son commandement et les Bafuliru sous celui de Bidalira), mais l'opération échoue. Cependant, le front de Luetsha à Rugabano est le seul à connaître quelques succès militaires au cours de cette année. Lorsque le dirigeant bembe Shabani Ndaro revient au pays en juillet 1967, Luetsha le rejoint à Swima. Mais en 1969, il se rend à Kilembwe (Hewa Bora) pour se faire membre du Parti de la Révolution populaire (PRP) de Laurent Kabila. Il y sera surtout actif comme cadre politique, responsable de la mobilisation et de la propagande. Sa première épouse et son enfant seront même kidnappés par les FAZ. Après la 2e guerre de Moba, il succède à Bruno Asani comme chef de la base logistique de Lwichi (près d'Ujiji, Tanzanie). Il sera parmi les derniers à prolonger le maquis et l'un des plus fidèles collaborateurs de L.D. Kabila. Le maquis PRP a quasi disparu, mais Luetsha poursuit la lutte à Wimbi sous le commandement de Simon Maboko, jusqu'en 1988. Après la disparition de cette dernière poche, Luetsha, ainsi que le petit groupe des « fidèles des fidèles » (Sikatenda et Justin M'Molelwa), reste en contact avec le *Mzee* à Dar es-Salaam. Ce dernier tente, en août 1995, de monter une opération (qui avortera) avec Luetsha, visant la prise d'Uvira. Quand Kabila s'engage en octobre 1996 dans l'offensive de l'AFDL, ce noyau le rejoint, et S. Luetsha en devient un formateur politique. À la prise du pouvoir par l'AFDL à Kinshasa, il est nommé général. Il devient président de la Commission de pacification pour le Sud-Kivu, formée le 3 septembre 1997.
Makutano Kiatogera	Colonel FARDC, en 2005	Originaire de Kamituga dans le territoire de Shabunda. Après les études secondaires, il se lance dans le commerce d'or, d'argent, de coltan. Il appartient aux forces maï-maï. Proche du colonel Chuma Balumisi, il est nommé dans les FARDC, le 7 octobre 2003, commandant adjoint de la IIIe région militaire (Équateur) à Mbandaka. Le 19 août 2003, il est promu au grade de colonel. Le 7 juillet 2005, il est nommé commandant en second de cette IIIe région militaire, chargé des opérations et du renseignement.
Masunzu Patrick Pacifique	Général de brigade FARDC, en 2007	Né à Kajoka le 21 mai 1970, il est Tutsi/Munyarwanda (Munyamulenge). Primaires à l'institut Madegu de Minembwe, secondaires (probablement jusqu'en en 4e année). En 1991, il rallie la rébellion du FPR au Rwanda, y suit une formation militaire et travaille dans les services de renseignements. Il rentre au Zaïre avec les troupes de l'AFDL en 1996 et est affecté, comme la plupart des militaires banyamulenge, à l'axe Uvira-Fizi et Kalemie-Lubumbashi, commandé par le colonel rwandais Murokore. Après la chute de Lubumbashi, il revient dans le secteur d'Uvira. En août 1998, lorsque la nouvelle guerre se déclenche, il est commandant adjoint du bataillon du RCD opérant dans les « moyens plateaux » (Kataka, ouest d'Uvira), région qui s'étend jusqu'au village Kiziba.

Noms	Fonctions/ grades	Identités/observations
		En janvier 1999, il s'installe à Minembwe, tout en demeurant sous les ordres du RCD-Goma. En février 2002, il fait défection et s'allie aux Forces républicaines fédéralistes (FRF), le parti de Müller Ruhimbika ; durant plusieurs mois, en partie grâce aux déserteurs banyamulenge du RCD, il affronte la rébellion du RCD, qui est appuyée en force par des hélicoptères de l'armée rwandaise (APR) : Masunzu perd le contrôle d'une grande partie des Hauts-Plateaux », mais n'est pas défait. Il aurait noué des liens d'alliance avec des groupes maï-maï comme celui de B. Nakabaka, ou ceux issus des ethnies fuliru et bembe, avec lesquelles les Banyamulenge ont pourtant un lourd passé de confrontations. En 2003, J. Kabila le nomme général de brigade, mais sans affectation, car il demeure toujours à Minembwe. C'est le 7 juillet 2005 qu'il se voit désigné commandant en second chargé des opérations et du renseignement de la IV^{e} région militaire (Kasaï-Occidental). Mais il garde son poste au Sud-Kivu et est reconduit lors de la mise en place de juin 2007. Dans les FARDC, il a le grade de général de brigade.
Mirindi Firemba Georges	Lieutenant FARDC, en janvier 2001 ; puis, colonel promu dans les rangs du RCD, en 2003	Né à Katana le 17 août 1973, il est le fils de Chirungu et de Mwanya et est originaire de Katana dans la chefferie et le territoire de Kabare. Il termine des humanités littéraires. Recruté par Masasu Nindaga, il intègre l'AFDL, et arrive, en mai 1997, à Kinshasa dans les rangs de l'armée. Tout en restant proche de Masasu, il devient garde de corps du président Kabila et membre de la GSSP. Il a le grade de lieutenant dans les Forces armées congolaises lorsque survient l'assassinat de L.D. Kabila, le 16 janvier 2001. Impliqué dans celui-ci, il est arrêté le jour de l'assassinat même à Kinshasa, mais il parvient à s'enfuir la nuit du 27 au 28 février 2001 et à se réfugier au Kivu, sous le contrôle du RCD. Dans son jugement rendu le 7 janvier 2003, la Cour d'ordre militaire le condamne à la « peine de mort par défaut ». Le RCD-Goma le nomme d'abord colonel et ensuite commandant militaire *a.i.* de la ville de Bukavu et commandant de la 6^{e} brigade de Bukavu. Quand le RCD-Goma propose, en août 2003, Georges Mirindi comme commandant de région militaire, la composante présidentielle (Kabila) refuse celle-ci à cause de la condamnation à mort dont il fait l'objet. Il sera remplacé par le Munyamulenge Éric Ruhorimbere. En septembre 2003, une ONG locale l'accuse de vouloir recruter des enfants-soldats dans le cadre d'une opération militaire contre le Gouvernement central. Effectivement, l'occupation de Bukavu aura lieu en février et en mai-juin de l'année suivante. Le 10 février 2004, une cache d'armes est découverte chez le colonel Mirindi. En mai 2004, il accompagne Nkunda et Mutebusi dans leur offensive contre Bukavu.
Mosandi Lutala David	Général FARDC, en 2004	Né le 20 octobre 1964, il est Lega. Issu de l'EFO (École des Officiers) de Kananga en 1989 (9^{e} promotion), il a fait à Kinshasa la criminologie à l'École d'application de la Gendarmerie. Commandant d'une unité mobile de la Gendarmerie puis de la Brigade routière à Kinshasa, il a été chargé de l'instruction et des opérations (P3) à Kisangani, puis commandant de district à Isiro (devenue province du Haut-Uele), en Ituri (2000), à Beni (2001). En 2003, il devient inspecteur divisionnaire adjoint de la Police nationale (PNC) au Katanga. Promu général en juin 2004, il est nommé inspecteur de la PNC pour la Province-Orientale en juin 2007. Il est le gendre de Denis Kalume Numbi.
Mutebusi Jules	Colonel FARDC, en 2003	Ce soldat du RCD-Goma est Tutsi/Munyarwanda (Munyamulenge). Dans le RCD, il est commandant de la 9^{e} brigade en poste à Uvira. Le 11 mai 2002, après une manifestation d'officiers du RCD à Uvira, il est désarmé et transféré au Rwanda, ainsi que d'autres commandants du RCD. Il rentre par la suite au Congo. Dans les FARDC, il est nommé colonel le 20 décembre 2003 et commandant adjoint de la X^{e} région militaire (Sud-Kivu). Il est l'auteur de l'attaque de la résidence de son chef, le général Nabyolwa, à Bukavu, le 23 février 2004, à la suite de la découverte par ce dernier de caches d'armes dans la ville ; le général Mbudja Mabe, successeur de Nabyolwa, le suspend de ses fonctions le 22 mars 2004. Dès lors, du 26 mai au 9 juin, à la tête d'une « milice de Banyamulenge » alliée au Rwanda contre les autorités de Kinshasa, il participe à la prise de la ville de Bukavu, puis il retourne au Rwanda le 21 juin 2004, où il vit depuis en exil. Il est l'objet d'un mandat d'arrêt international pour crimes contre l'humanité. Mais il semble qu'il participe toujours aux réunions clandestines du « parti Umuganda » rassemblant plusieurs dirigeants de la communauté rwandophone Hutu-Tutsi du Nord-Kivu.

Noms	Fonctions/ grades	Identités/observations
Nabyola Muganzugu Prosper	Général de brigade	Il est Shi, originaire de la chefferie Ngweshe en territoire de Walungu. Cet officier des FAZ, est nommé colonel par L.D. Kabila le 3 septembre 1999 et commandant de la IV^{e} région militaire (Katanga). Le 19 août 2003, il est nommé commandant de région dans les FARDC et est affecté à la X^{e} région militaire (Sud-Kivu) le 7 octobre 2003 (avec comme adjoints le colonel Mutebusi et le major Kasongo). C'est dans cette fonction qu'il découvre des caches d'armes à Bukavu en février 2004, entre autres chez le gouverneur Ciribanya. Contesté par le RCD-Goma et l'opinion tutsi du Sud-Kivu, il est muté à Kinshasa et remplacé provisoirement par Mbuza Mabe le 11 mars 2004. Il devient commandant de la défense de la ville de Kinshasa.
Nakabaka Baudouin	Colonel FARDC	Il est Vira, originaire de la région d'Uvira. Sans véritable formation militaire, il apparaît en 2002 à la tête d'une milice d'environ 400 Maï-Maï avec le groupe Banyamulenge de Masunzu révolté contre le RCD-Goma. Sa 4^{e} brigade maï-maï reprend Uvira en octobre 2002 aux forces RCD appuyées par le Rwanda. Basée à Kitundu, cette 4^{e} brigade est rejointe par d'autres chefs de la Ruzizi (Abduhramane Matata Lipanda *alias* aka Abddou, Kayamba Kabugo, Mwenyemali). L'aide reçue de Kinshasa aurait été l'objet de trafics, à son profit et en faveur d'autres rébellions, et sa fiabilité passe pour faible ; de nombreux conflits l'ont opposé à ses « amis » (Dunia, Masunzu, Agolowa, Baleke…) durant les années 2003-2005. Nommé, en juin 2007, commandant en second chargé de l'administration et de la logistique de la X^{e} région militaire (Sud-Kivu).
Sikatenda Shabani (autres noms : Makungu Bernard)	Général de brigade dans les FARDC	Né en 1949 à Bilema dans le secteur Lulenge, il est Bembe, originaire du territoire de Fizi, dans la province du Sud-Kivu (son père, Sikatenda Obedi, chef de village, fut tué au début des années 1970 par les Forces armées zaïroises, et son frère, Jacques Sikatenda, fondateur de l'Église de Dieu Vivant, Dieu de Sikatenda, est décédé le 17 septembre 2005). Primaires à Pene-Mende (Maniema) puis dans une école protestante à Mbeto puis à Mwanga (1958), secondaires à Kabumbu (mais il doit les interrompre lors des événements de l'indépendance). Le 7 septembre 1964, il s'engage dans la rébellion muleliste sous le chef d'état-major Pierre Masoso, à Kilembwe ; le 5 février 1965, il rejoint la base de Kibamba (que dirige Laurent Kabila à partir de Kigoma) ; il y trouve Che Guevara. À la chute de la base, il regagne Kilembwe : avec le chef David Kamimbi, il s'engage dans le Parti de la Révolution populaire (PRP) de L. Kabila (jusqu'à la mort de celui-ci, Sikatenda sera l'un de ses plus fidèles lieutenants). De juin à novembre 1984, général dans le PRP, il assure l'entraînement militaire des volontaires qui vont prendre Moba en novembre 1984, mais lui-même ne dirige pas cette première guerre de Moba. En septembre 1988, avec d'autres cadres PRP, il rejoint le maquis du Ruwenzori (au Nord-Kivu) tenu par le Parti pour la Libération du Congo (PLC). En 1991, il participe près de Kasenga à l'entraînement des jeunes de l'Uferi. En juin 1992, il tente de lancer un front du PRP et du PLC avec le MNC/L au Ruwenzori. En août 1995, il participe avec L.D. Kabila à la genèse de ce qui sera l'AFDL. À la prise du pouvoir par l'AFDL en mai 1997, il dirige la Demiap (Détection militaire des activités anti-Patrie), puis il commande, en septembre 1998, les opérations militaires pour le front de Kindu, menacé par la progression des forces du RCD. Le 3 septembre 1999, il est nommé général-major et commandant de la I^{re} région militaire (Nord- et Sud-Kivu) ; cette promotion consacre l'intégration formelle des Maï-Maï dans l'armée gouvernementale, vu la longue expérience du général Sikatenda dans les maquis du PRP. Le 24 février 2002, après l'avènement de Joseph Kabila, il devient inspecteur général des Forces armées congolaises (FAC) (quota Gouvernement), puis des FARDC.
Siro Nsimba Punga *alias* Usem	Colonel des FARDC	Il est Bembe, originaire de Fizi. Actif dans la rébellion simba des années 1960, il devient soldat dans les Forces armées zaïroises (FAZ) de Mobutu. Il s'exile en Tanzanie, puis devient creuseur d'or dans la région de Masisi (Nord-Kivu). Il fait partie de la troupe qui défend la localité de Bendera contre les FAZ. Il est nommé colonel le 20 décembre 2003 et commandant en second de la I^{re} région militaire (Bandundu) à Kikwit (quota Gouvernement) dans les FARDC.

Source : Omasombo Tshonda 2009.

On l'a vu, c'est dans le quota de la composante maï-maï que les originaires du Sud-Kivu avaient gagné deux postes de ministre et un poste de commandant de région militaire. Dans le Parlement et le Sénat de la Transition, c'est presque dans toutes les composantes (un peu dans le MLC) que ceux-ci gagnent plusieurs sièges ; la présence des Banyamulenge portés par le RCD-G est aussi bien significative.

Joseph Mudumbi qui fut ministre du Gouvernement formé le 30 juin 2003 dans le quota du RCD va être accusé de détournement et suspendu par Kabila. Lors du remaniement intervenu le 18 novembre 2005, le Havu du territoire d'Idjwi Boniface Balamage Nkolo devient ministre du Travail et de la Prévoyance sociale, mais le Sud-Kivu n'est plus représenté que par trois ministres au lieu de quatre.

2. ORIGINAIRES DU SUD-KIVU ÉLUS EN 2006 ET 2007

En 2006 se tiennent à la fois les élections présidentielle, législatives nationale et provinciale. Les deux élections législatives étaient chaque fois liées aux deux tours de l'élection présidentielle qui se déroulait en même temps que l'une des deux autres.

Il a déjà été question du positionnement de Vital Kamerhe qui avait quitté le Gouvernement de Transition en 2004 pour se positionner dans le PPRD afin de faire élire Joseph Kabila en 2006. Celui-ci se présenta comme candidat indépendant, mais, en réalité, le PPRD était à son service. Le 26 juin 2006, ce parti devient la principale composante d'une plate-forme qui prend le nom d'Alliance pour la majorité présidentielle (AMP) et qui regroupe une trentaine de formations ainsi que des personnalités indépendantes. Pas plus que l'AMP, le PPRD n'est une réelle formation politique. Ce sont de simples machines de propagande. Seuls comptent la capacité de l'équipe dirigeante, les personnalités ralliées, les moyens financiers dont on dispose.

Le PPRD reste sous la direction de Kamerhe. À la tête de l'AMP, on trouve : André-Philippe Futa (un Luba du Kasaï-Oriental), coordonnateur, Marie-Ange Lukiana (Yanzi du Kwilu), coordonnatrice adjointe, Olivier Kamitatu (originaire du Kwilu), porte-parole et secrétaire permanent épaulé par Lambert Mende (Otetela du Sankuru), Marcellin Cishambo (un Mushi de Walungu dans le Sud-Kivu), chargé de liaison avec les partis politiques, Augustin Katumba (un Kunda-Bemba du Haut-Katanga), trésorier ou plutôt « *master of the envelopperie* »[4]. Moïse Katumbi joue un rôle important en tant que directeur de campagne de Kabila au Katanga et au Kivu. Parmi les nombreuses autres personnalités qui ont rallié l'AMP, il y a Modeste Bahati, Kisimba Ngoy, Christophe Lutundula, Mwenze Kongolo, John Tibasima, et d'anciens collaborateurs de Mobutu tels que Léon Engulu, Koyagialo, Édouard Mokolo, Alexis Thambwe, etc. Antipas Mbusa Nyamwisi qui s'était porté candidat se désista quarante-huit heures avant le scrutin en faveur de Joseph Kabila.

Il y aura aussi Pierre Lumbi, l'un des fondateurs de la société civile congolaise dans sa configuration des années 1980-1990. Il créera en 2005, le Mouvement social pour le renouveau (MSR). Cette formation se veut « une expression politique importante de la société civile » et « prône le renouvellement de la classe politique par des *leaders* locaux émanant de la base » (*Le Potentiel*, 13/12/2005). Plusieurs des candidats du MSR aux élections législatives sont d'anciens dirigeants de la société civile. Lumbi a ainsi contribué (Modeste Bahati a aussi joué un grand rôle à cet égard) à institutionnaliser la « société civile politique ». Depuis des années, Pierre Lumbi Okongo (né à Bukavu de père kusu-otetela et d'une mère tutsi) qui est *leader* de Solidarité paysanne, une grande ONG du Sud-Kivu, était entré en politique : il avait été deux fois ministre sous la présidence



Vital Kamerhe lwa Kanyiginyi Nkingi. Dans la culture shi, le nom Kamere traduit la vache achetée, ce qui n'était pas courant au Bushi. À l'époque, il y avait un nombre de vaches qui circulaient entre les membres de la communauté tout en se multipliant, mais un achat ne se faisait surtout qu'avec les vaches du Rwanda. Ce n'est que bien après que l'on fit du commerce avec les vaches du Bushi. (Photographe non identifié ; droits réservés.)

4. Katumba Mwanke, écrit Jason Stearns, c'est l'homme des gros contrats « allant à l'encontre de tous les principes internationaux définissant les bonnes pratiques dans le domaine minier ». L'un des plus influents conseillers de Joseph Kabila est l'homme de la mise en circulation d'enveloppes d'argent qui constitue le mode de gouvernance toujours en cours sous la Troisième République (Stearns 2012 : 318-322).

de Mobutu demeuré chef de l'État et était devenu, le 30 mars 2002, directeur du service présidentiel d'études stratégiques. Le MSR va être un important allié de Joseph Kabila dans sa stratégie électorale et postélectorale.

2.1. L'ÉLECTION DES DÉPUTÉS PROVINCIAUX

Dans la province du Sud-Kivu, l'assemblée provinciale compte 33 sièges électifs. Vingt-cinq de ceux-ci vont à la coalition AMP de Joseph Kabila, aucun au RCD-Goma, aucun au MLC de Jean-Pierre Bemba ni à l'Union pour la Nation (UN ou UpN), cette coalition qui soutenait Jean-Pierre Bemba au second tour de l'élection présidentielle. La spécificité du Sud-Kivu avait été d'être la seule province sur les onze que comptait le pays à ce moment à n'avoir pas élu un seul député ni provincial ni national issu du RCD.

Dans les Kivu (Nord et Sud), la dimension ethnique est présente. Au Nord-Kivu, par exemple, les originaires tutsi sont pratiquement absents ; les Nande dominent (22 sièges à l'assemblée), suivis des Hutu (9 sièges) et diverses autres ethnies se partagent les 7 sièges restants. On pourrait expliquer ainsi le partage des représentations qui s'est opéré : un Hutu à la tête de l'assemblée et un Nande comme chef de l'exécutif provincial. Au Sud-Kivu, l'opinion plus radicale et la carence de *leadership* propice à l'interventionnisme de Kinshasa dans les affaires locales ont conduit après moins d'un an au changement total de l'exécutif. L'exemple du candidat au gouvernorat Jean-Marie Bulambo est éloquent. Il avait été élu à la fois député national et député provincial. Ce double atout rendait fort probable son élection comme gouverneur de province (il ne manquait pas de moyens financiers pour s'« acheter » les voix de députés provinciaux au scrutin indirect). Mais l'équilibrage politico-ethnique exigeait que le poste de gouverneur soit réservé à un Shi (de Kabare), et que celui de vice-gouverneur soit plutôt attribué à un Lega, appartenant de préférence au MSR, le 2e parti dans l'ordre des élections provinciales (le PPRD a eu 8 députés provinciaux, le MSR 5 et la DCF-Cofedec 4). À cet obstacle s'en ajoutait un autre, plus personnel : Bulambo sortait de prison pour malversations financières, et l'AMP (à laquelle appartient son parti, le PANU) s'en trouva gênée pour soutenir

Tableau 1.7 : originaires du Sud-Kivu élus députés provinciaux en octobre 2006

Territoires d'origine	Noms	Qualité
Ville de Bukavu	Buhambahamba Bisimwa Irenge Déogratias	Shi du territoire de Walungu, élu sur la liste du Camp de la patrie ; le 24/2/2007, il échoue à sa réélection comme gouverneur en obtenant 8 voix contre 28 gagnées par Cibalonza.
	Kinja Mwendanga Béatrice	Élue sur la liste du MSR ; elle devint questeur de l'assemblée provinciale en décembre 2006.
	Lubala Mugisho Emmanuel	Muzibaziba du territoire de Walungu, élu comme indépendant.
	Mukubaganyi Mulume Oderhwa Jean-Pierre	Mushi originaire du territoire de Walungu, élu sur la liste du PPRD.
Fizi	Masoka Bwami Georgette	Élue sur la liste du PPRD.
	Muhasanya Lubunga Sulemani	Élu sur la liste du MSR.
	Ngoma Haliamutu Jean-Marie	Élu sur la liste PRM.
Idjwi	Bucekabiri Rudahwa Isaac	Élu sur la liste des Forces du renouveau ; devint rapporteur adjoint de l'assemblée provinciale.
	Ntambuka Balekage Mihigo II Roger	Intronisé *mwami* en 1989 ; sans disposer d'une grande popularité, il a la réputation d'être sage et d'avoir entretenu des contacts avec le président Joseph Kabila ; il est coopté député provincial.
Kabare	Batumike Rugimbaya Frédéric Matthieu	Élu sur la liste de la CCU.
	Maheshe Mushambarhwa Cléophas	Élu sur la liste du PPRD.
	Mburunge Igwarha Augustin	Élu sur la liste du MSR.
	Mushekuru Kayani Étienne	Originaire du territoire de Kalehe, il est élu comme indépendant dans le territoire de Kabare à cause de son encrage comme enseignant d'abord, puis, dans le petit commerce.
	Namusisi Mulemangabo Jean-Lucien	Élu sur la liste du CRID.

Kalehe	Balumisa Mubolwa Jules	Élu sur la liste DCF-Cofedec.
	Habamungu Mirindi Théophile	Élu sur la liste du Parti congolais pour la bonne gouvernance (PVBG) dont il était président provincial ; il devint vice-président de l'assemblée provinciale.
	Manegabe Rugusha Venant	Élu sur la liste du PPRD.
Mwenga	Bararanyi Habamungu Espérance (Mwamikazi Naluhwinja)	Originaire de Katana dans le territoire de Kabare ; veuve du *mwami* Philémon Karibahaza de Luhwinja, députée cooptée au titre de chef coutumier.
	Byemba Sanga Yaya	Élu sur la liste du Panu ; il avait au préalable accédé au trône comme chef coutumier à la suite du décès de son grand frère Justin Longangi.
	Isango Lumona Désiré	Il fut suppléant de Jean-Marie Bulambo Kilosho qui avait été élu à la fois député national et provincial, mais opta pour le premier poste à la suite de son échec comme candidat gouverneur. Notons que Bulambo Kilosho doit en partie ses élections au fait qu'il était président de l'équipe de football Muungano (soutenue par les Lega, rivaux des Bashi qui soutiennent l'équipe Bukavu-Dawa dirigée par S. Mushi Bonane).
	Kalenga Riziki Lwango Lucien	Élu sur la liste du PPRD. Il est de la famille du *mwami* Kalenga.
	Lulihoshi Namikoma Emmanuel	Élu sur la liste du PDC.
	Wenga Bulabo Charles	Son élection ne fut validée qu'après la décision de la Cour suprême de Justice de mai 2007 d'invalider Karhibahaza Mububa. Avant, Wenga avait été membre du Conseil national de sécurité (1998-2001), conseiller chargé de la sécurité des frontières du chef de l'état-major du renseignement militaire (25 mai 2005-2007).
Shabunda	Kassa Kikukama Raymond	Chef coutumier du groupement Bagabo dans la chefferie Bakisi depuis 1974, il était coopté député provincial.
	Ngongo Lusana Gilbert	Élu sur la liste du PPRD ; il devint rapporteur de l'assemblée provinciale.
Uvira	Baleke Kadudu Émile	Élu sur la liste DCF-COFEDEC ; devint en décembre 2006 président de l'assemblée provinciale.
	Mubengwa Rukebura Moustapha	Élu sur la liste maï-maï.
	Mushonio Banyimwira wa Rusati	Élu sur la liste du MSR.
	Ndare Simba Saïmon	Élu comme indépendant.
	Rubota Masumbuko François	Élu sur la liste du PCBG.
	Sumaili Kashindi Jeannot	Originaire du territoire de Fizi, il est élu à Uvira sur la liste du PPRD.
Walungu	Faliala Shafali Fabien	Élu sur la liste de la CVP ; il fut directeur de cabinet du gouverneur Cibalonza.
	Mubalama Ganywamulume Namunyu David Henri	Élu sur la liste du PCP.
	Mugisho Murhula François	Élu sur la liste de la DCF-COFEDEC.
	Mwikiza Ntachobasumba Jean	-
	Ombeni Nakabinda David	Élu sur la liste Mire.
	Shafali Fariala Fabien	Né à Ciruko le 24 décembre 1948, il est Shi, originaire du territoire de Walungu. Études primaires (1955-1961) et secondaires (1961-1968). Il obtient un graduat en 1972. Il est nommé directeur de cabinet du gouverneur Cibalonza. Il est élu député provincial en octobre 2006 sur la liste de la CVP dans le territoire de Walungu. Mais il est invalidé le 21 juin 2007 pour absentéisme parce que devenu directeur de cabinet de Cibalonza.
	Teganyi Halibwi Ntawiji Anicet	Élu sur la liste du PPRD.

Source : Omasombo Tshonda 2009.



Habamungu Mirindi Théophile. (Photo extraite de l'album de la Céni, 2023 ; droits réservés.)



Gilbert Ngongo Lusana. (Photo issue d'archives familiales, reçue de Rigobert Birembano ; droits réservés.)

sa candidature au poste de gouverneur. Il va être ainsi omis sur la liste définitive des candidats. Il assigna en justice la Commission électorale indépendante (CEI) devant la cour d'appel de Bukavu. Entre-temps, l'AMP avait déjà soutenu la candidature de Célestin Cibalonza au poste de gouverneur et celle de Léon Mumate à celui de vice-gouverneur.

Au Sud-Kivu, c'est grâce aux alliances conclues par les partisans de Kabila que l'AMP a obtenu sa large majorité : 5 sièges lui sont apportés par le MSR de Pierre Lumbi et 4 par la DCF-COFEDEC liée à Pierre Pay-Pay wa Syakasige (né de père nande et de mère shi). Pour un parallèle avec la situation au Nord-Kivu, on observe que le MLC a un seul siège, tandis que le RCD que l'on appelait le « RCD-Goma » remporte 7 des 38 sièges d'élus provinciaux grâce en partie au nombre important des Banyarwanda qui y sont établis.

Les membres du bureau de l'assemblée provinciale sont les suivants :

- président : Gilbert Baleke Kadudu (Uvira, Vira, DCF-COFEDEC) ;
- vice-président : Habamungu Mirindi (Walungu, Shi, BCBG) ;
- rapporteur : Gilbert Ngongo (Shabunda, Lega, PPRD) ;
- rapporteur-adjoint : Isaac Buchekabiri (Idjwi, Havu, Forces de Renouveau) ;
- questeur : Kindja Mwendanga (Bukavu/Kabare, Shi, Société civile).

Les membres de ce bureau ont été élus par les députés provinciaux le 14 janvier 2007. Le territoire de Walungu qui a toujours dominé le pouvoir au Sud-Kivu et représenté cette province dans les institutions nationales à Kinshasa avant l'avènement de l'AFDL et du RCD y est absent. L'absence de deux grands chefs coutumiers shi, Pierre Ndatabaye de Ngweshe et Alexandre Kabare de Kabare, est un signe marquant.

2.2. ÉLECTION DES DÉPUTÉS NATIONAUX ET DES SÉNATEURS

Dans le quota électoral de la province du Sud-Kivu, le RCD-Goma ne gagne qu'un siège de sénateur. C'est au Nord-Kivu que ce dernier emporta 5 sièges à la députation nationale, même s'il faut souligner que le seul député tutsi, Dunia Bakarani, fut élu dans le territoire de Masisi au Nord-Kivu, mais sur la liste du MLC[5]. Au Sud-Kivu, pourtant, où le sentiment d'autochtonie est très perceptible, le *mwami* des Bashi de Ngweshe Pierre Ndatabaye Weze III échoue à devenir sénateur en n'obtenant que deux voix dans un vote de 33 électeurs députés provinciaux dont plusieurs sont des Bashi ; pourtant, ce sont deux candidats appuyés par Aziza Kulsum Gulamali[6], à savoir sa fille Shenila Mwanza et Boniface Balamage (du RCD-Goma, et ancien ministre du Travail et de la Prévoyance sociale durant la Transition) qui obtiennent deux des quatre postes de sénateurs.

5. Né à Goma le 22 avril 1972, il est Tutsi de la chefferie Bashali, dans le territoire de Masisi. Il est administrateur directeur de la compagnie d'aviation Gomair et PDG de la sprl Sogeca. En juillet 2003, il est désigné député national sur la liste du RCD/Goma. Peu connu avant l'arrivée de l'AFDL, il est à présent l'une des personnalités qui pilotent la mouvance rwandophone (cf. *Le Soft International*, n° 797 du 24 juillet 2004 et n° 808 du 19 décembre 2004). Il est « président de la communauté tutsi à Goma ». Membre de l'aile dure du RCD, il suspend sa participation au sein de l'Assemblée nationale, le 9 juillet 2004, dénonçant la mauvaise évolution de la Transition ; en août 2004, le courant resté à Kinshasa cherche à le remplacer par Noël Lukamba, mais sans succès. Président de l'association communautaire tutsi et hutu du territoire de Masisi, il est l'un des rédacteurs de la Déclaration de la communauté congolaise rwandophone du Nord-Kivu du 15 décembre 2004 qui s'opposa au déploiement de troupes gouvernementales au Nord-Kivu, prétendument au nom de la communauté rwandophone du Nord-Kivu. Il s'opposa à la gestion du gouverneur Serufuri qui voulait accaparer des terres pour en faire des fermes. Cofondateur du RCD en 1998, il avait fini par ne plus rien partager avec ce mouvement dont il resta membre jusqu'à la veille des élections en 2006.

6. Impliquée dans diverses activités comme l'industrie de la cigarette, l'exploitation des minerais à travers son comptoir Shenimed, elle fut responsable de la Somigl (Société minière des Grands-Lacs) créée sous le RCD-Goma et qui reçut le monopole de l'exportation du coltan jusqu'en mars 2001.

Tableau1.8 : députés nationaux et sénateurs élus au Sud-Kivu en 2006 et 2007

Territoires d'origine	Noms	Observations
Ville de Bukavu	Mashauri Baganga Augustin	Mushi du territoire de Mwenga ; suppléant de Mushi Bonane élu député, puis nommé ministre de la Recherche scientifique ; pouvoir validé à l'Assemblée nationale le 14 juin 2007.
	Milambo Ngongo Félicien	Originaire du territoire de Shabunda, élu député sur la liste du PPRD.
Fizi	Kashindi Asumani III Alain Jean-Pierre	Suppléant d'Esambo Lukye Ferdinand nommé vice-ministre du Plan le 25 février 2007, il remplace celui-ci comme député (liste du PPRD).
	Kasindi Yumbe Sumbali Zéphyrin	Élu député comme indépendant.
	Kisala Wabongya Simon	Suppléant de Pardonne Kaliba Mulanga élu député, puis, nommé le 5 février 2007 ministre de la Jeunesse et des Sports, pouvoir validé à l'Assemblée nationale le 14 juin 2006.
	Shenila Mwanza Sanila wa Singoma	Élue sénatrice en janvier 2007 ; elle avait été candidate députée nationale non élue dans le territoire de Fizi en juillet 2006 ; fille d'Aziza Kulsum Gulamali Singoma (commerçante transfrontière connue dans la région) née d'un père pakistanais et d'une mère congolaise de Fizi.
Idjwi	Balamage Nkolo Boniface	Né à Goma le 18 avril 1964, il est Havu, originaire du territoire d'Idjwi au Sud-Kivu. Primaires à l'athénée de Goma (1971-1978), secondaires à l'institut Saint-Charles-Lwanga de Bobandana (Sud-Kivu). Licencié en droit de l'Université de Lubumbashi (1984-1989 ; il y est condisciple d'A. Ruberwa). Il devient avocat aux barreaux de Goma et de Bukavu puis à Kinshasa au cabinet d'avocat de Thambwe Mwamba. Ministre du Travail et Prévoyance sociale dans le dernier gouvernement Kengo wa Dondo (24 décembre 1996-3 avril 1997). Membre fondateur additionnel du RCD en août 1998, il est directeur de cabinet du chef de l'Administration du Territoire, Mudumbi. Secrétaire permanent du RCD en août 1999, il fait partie à ce titre de la délégation qui rencontre à la Grenade Van A. Brink pour étudier la possibilité de créer un système monétaire et une structure bancaire. Le 29 octobre 2000, il devient chef du département Transports, Postes et Communications. Il participe depuis février 2002 au Dialogue intercongolais dans la délégation du RCD. Il est désigné député en juillet 2003 sur la liste RCD-Goma. Lorsqu'en juillet 2004 neuf députés du RCD-Goma suspendent leur participation aux institutions de la Transition, il est le porte-parole du groupe pro-Ruberwa, partisan de cette suspension. Du fait de son implication dans la crise de Bukavu de juin 2004, il est rappelé à Kinshasa, nommé ministre du Travail et de la Prévoyance sociale le 3 janvier 2005, et il est remplacé à l'Assemblée le 1er juin 2005 par Miruho Ruboneka. Reconduit lors du remaniement ministériel du 18 novembre 2005, il est ensuite ministre du Portefeuille (octobre 2006-janvier 2007). Candidat à la députation nationale dans la ville de Bukavu aux élections de juillet 2006, il échoue. Mais il est élu sénateur en janvier 2007 sur la liste du RCD pour la circonscription du Sud-Kivu.
	Bapolisi Bamahuga Paulin	Né à Idjwi le 29 septembre 1953, il est Havu, originaire d'Idjwi-Sud. Primaires à l'EP Kashofu (1958-1965), secondaires au petit séminaire de Mugeri (1965-1971). Licencié en Pédagogie de l'Unaza/campus de Kisangani (1972-1976), il devient assistant, puis chef de travaux. Docteur en sciences de l'Éducation de l'UniKis en 2002, il devient professeur à l'ISP-Bukavu. Leader de la Mutuelle des Bahavu (Muha), il a été le directeur de cabinet du gouverneur du Sud-Kivu, J.-Ch. Magabe Mwene N'na Kihumba, originaire de la même chefferie. Il est l'un des quatre *leaders* de Bukavu déportés par le RCD à Kisangani en 2000. En 2003, il est désigné député sur la liste de la société civile. Il est élu député national en juillet 2006 avec 20 809 voix de préférence sur la liste du Mouvement social pour le Renouveau (MSR/AMP) dans le territoire d'Idjwi.
Kabare	Bahati Lukwebo Modeste	Mushi originaire du territoire de Kabare. Élu député comme indépendant ; il devint questeur de l'Assemblée nationale le 28 décembre 2006, mais en mars 2009 poussé à démissionner du bureau du Parlement par le camp Kabila qui veut évincer Vital Kamerhe de la présidence du bureau de l'Assemblée nationale.
	Birindwa Chanikire Solide	Élu sur la liste du PPRD.
	Buherwa Lupini Désiré	Suppléant du député Célestin Cibalonza qui va être élu gouverneur du Sud-Kivu en janvier 2007 ; pouvoir validé par l'Assemblée nationale le 14 juin 2007.
	Mubalama Kashamangali Déogratias	Élu sur la liste de l'UPRDI/FPM.

Territoires d'origine	Noms	Observations
Kalehe	Bitakuya Dunia Pius	Élu député sur la liste du MSR.
	Mirindi Carhangabo Grégoire	Élu député sur la liste du PRP.
	Muulwa Kataala Thomas	Tembo ; élu député sur la liste du PPRD.
	Sumari Balike Fernand	Élu député sur la liste CCU.
Mwenga	Bulambo Kilosha Jean-Marie	Élu député sur la liste du PANU.
	Chiribagula Baluli Bugoye Michel	Élu sénateur comme indépendant.
	Kondokelwa wa Itunga Bernardin	Suppléant de Léon Munate Nyamatomwa élu député, puis devint vice-gouverneur du Sud-Kivu en janvier 2007, pouvoir validé à l'Assemblée nationale le 14 décembre 2007.
	Kwabene Mwetaminwa Damien	Élu député sur la liste du PPRD.
	Munate Nyamatomwa Léon (remplacé par son suppléant Watunakanza Banamwenzi Bernard, pouvoir validé à l'Assemblée nationale le 14 juin 2007 ; mais aussitôt devint vice-gouverneur du Sud-Kivu)	Élu député puis élu vice-gouverneur en janvier 2007. Meurt le 11 mai 2007.
Shabunda	Kika Zamuda Marie-Jeanne	Suppléante de Kyamusoke Bamusulanga nta-Bole Cyprien élu député, mais nommé le 5 février 2007 ministre des Postes, Téléphones et Télécommunications ; Kika devient députée (liste PPRD).
	Mopipi Mukulumanya Auguste (remplacé à l'Assemblée nationale par son suppléant Tabu Mulali David-Tamus, pouvoir validé le 22 décembre 2008)	Élu député comme indépendant ; puis nommé ministre de la Santé publique le 26 octobre 2008.
Uvira	Bashombera Lalia Marthe	Élue député sur la liste PPRD/AMP.
	Bitakwira Bihonahayo Justin	Fuliru ; élu sur la liste PCBG/AMP ; le premier homme de Mulenge à être élu à pareil poste.
	Bitijula Mahimba Martin, nommé ministre le 5 février 2007, il est remplacé à l'Assemblée par son suppléant Kigwasa Nakahuga Gérard qui, lui, est Fuliru.	Il est Shi, élu député sur la liste MSR. Il est professeur d'université.
	Kanyegere Lwaboshi bin Mulabiko Samuel	Fuliru d'Itara-Luvungi, élu député sur la liste maï-maï.
	Kuye Ndondo wa Mulemera Jean-Luc (M^{gr})	Vira, élu sénateur sur la liste MSR
	Makonero Wildor	Élu député sur la liste du PPRD.
Walungu	Bashizi Zirimwabagabo Manassé	Élu député sur la liste de CVP-AMP.
	Boji Sangara Bananyirwe Aimé	Élu député sur la liste du PPRD ; beau-frère de Vital Kamerhe qui avait épousé sa sœur, mais il y eut divorce par la suite.
	Masumbuko Bashomba Christophe	Élu député sur la liste PCBG.
	Muhigirwa Mulume Oderhwa Charles	Suppléant Masu-ga-Rugamika Léonard élu député, puis nommé ministre de l'ESUR le 5 février 2007.
	Munamire Mungu-Akonkwa Alphonse	Élu député sur la liste Uprdi.

Source : Omasombo Tshonda 2009.



Birindwa Chanikire Solide.



Kika Zamuda Marie-Jeanne.



Sumari Balike Fernand.



Bahati Lukwebo Modeste.



Boji Sangara Bananyirwe Aimé.

(Photos extraites de l'album de la Céni, 2023 ; droits réservés.)

Ajoutons Moïse Nyarugabo Muhizi, ce Tusti « Munyamulenge » qui venait d'échouer au Sud-Kivu à la députation nationale en juillet 2006. Mais, peu après, en janvier 2007, il allait être élu sénateur, cette fois sur la liste du RCD pour la circonscription de la ville de Kinshasa. Une donnée qui montre la différence d'attitude entre la population soumise aux réalités du terrain et les acteurs politiques une fois qu'ils s'éloignent du vécu local.

Biographie de Nyarugabo Muhizi Moïse

Né à Katongo le 5 janvier 1966, il est Tutsi (Munyamulenge) du groupement Dijondo dans la chefferie Bavira, en territoire d'Uvira. Il a obtenu une licence en droit de l'Université de Lubumbashi en 1989. Il enseigne, devient proviseur d'école secondaire, magistrat et juge au tribunal de paix de Lubumbashi-Kampemba, avocat à la cour d'appel de Lubumbashi, chef du service juridique et ressources humaines à World Vision-Zaïre. Secrétaire à la présidence de l'AFDL, il devient secrétaire particulier de L.D. Kabila après le 17 mai 1997. Il est aussi secrétaire général de l'Office des Biens mal acquis (Obma, créé le 16 juillet 1997) et en deviendra le PDG après la suspension de J.-B. Mulemba le 13 février 1997, jusqu'au jour où, avec d'autres, il constitue le RCD (Rassemblement congolais pour la Démocratie). Le 24 janvier 1999, il en est le premier vice-président du Conseil politique (E. Wamba en est président). Le 19 mai, il devient 2e vice-président du Bureau politique et du Comité exécutif (E. Ilunga en est alors président ; J.-P. Ondekane premier vice-président). Au moment où le Dr Ilunga s'installe plutôt à Bukavu et Ondekane à Kisangani, lui réside à Goma, où Trésor Kapuku, chef adjoint des Finances, comble ses besoins en signant en sa faveur des paiements sur fonds publics.

Le 29 octobre 2000, il dirige le département Justice, Droits humains et Règlement des Conflits (A. Onusumba est président, A. Ruberwa secrétaire général). Il participe au Dialogue intercongolais, et est désigné, en juillet 2003, député sur la liste du RCD-Goma et président du groupe parlementaire du RCD-Goma proche de Ruberwa, qui se retirera

temporairement en janvier, puis en août 2004, des institutions de la Transition. Nommé président du conseil d'administration de la Sonas, il renonce à ce poste pour ne pas hypothéquer son mandat de député. Au mois d'octobre 2006, il est nommé ministre de l'Économie (jusqu'en février 2007). Il est connu comme proche du régime de Kigali. Candidat non élu aux législatives de juillet 2006 à Uvira, il est élu sénateur en janvier 2007 sur liste RCD pour la circonscription de la ville de Kinshasa.

Source : Omasombo Tshonda 2009 : 245.

Stanislas Bucyalimwe écrit un commentaire sur les résultats des élections législatives nationales dans les deux provinces du Kivu :

> « C'est le 30 juillet 2006 que les députés nationaux furent élus. Ils sont répartis comme suit entre les deux provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kvu et, à l'intérieur de chaque province entre les territoires et partis politiques : 32 au Sud-Kivu et 48 au Nord-Kivu. Le nombre des députés nationaux au Sud-Kivu est moins élevé qu'au Nord-Kivu où les deux territoires de Lubero et Beni ont une large majorité, 25 sur 48 sièges au Nord-Kivu (soit plus de 50 % de Nande par rapport aux représentants des autres communautés de la province) ou sur les 80 sièges des deux provinces du Sud-Kivu et Nord-Kivu réunies au sein de l'Assemblée nationale qui compte 500 membres dont 111 du PPRD, 64 du MLC, 63 Indépendants, 34 du PALU, 27 du MSR et 26 des Forces du Renouveau contre 15 seulement du RCD (soit la 7e force au niveau de l'Assemblée nationale). Le PPRD a 14 sur 32 sièges au Sud-Kivu, près de 50 % des députés nationaux […]. Il a été élu partout, en dehors de l'île Idjwi qui a préféré le MSR au PPRD. Seuls les territoires de Fizi et d'Uvira ont aligné les candidats maï-maï (représentants du PRM/Parti Résistant maï-maï et Parti Maï Maï respectivement). Cet alignement n'est pas anodin, car les Bembe, Vira et Fulero sont les voisins immédiats des Tutsi Banyamulenge et donc ceux qui ressentent le plus les effets de la militarisation des Hauts-Plateaux d'Itombwe. Au Nord-Kivu, il y a 17 élus du PPRD dont la majorité est constituée par les Nande et les Hunde. Le RCD-Goma n'a décroché que 5 sièges, 2 dans Masisi, 2 dans Rutshuru et 1 dans Beni. C'est dire que le PPRD a ratissé large dans les communautés dites autochtones[7] alors que le RCD-Goma a exploité l'étiquette rwandophone comme s'il entendait rallumer le clivage autochtones - allochtones. La présence de deux originaires du Sud-Kivu dans le bureau de l'Assemblée nationale qui compte 7 membres, Vital Kamerhe (Walungu) et Modeste Bahati Lukwebo (Kabare) est déjà le signe de l'importance que revêt Bukavu dans la politique de Joseph Kabila (Bucyalimwe Mararo 2007 : 261).

2.3. L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

Joseph Kabila n'est pas originaire du Sud-Kivu, mais il est fortement attaché à Vital Kamerhe, le chef de sa campagne. À part lui, au premier tour de l'élection présidentielle de 2006, 33 candidats ont été validés, dont Azarias Ruberwa au nom du RCD, qui vient tenir son meeting de campagne, le 4 juin, à Uvira sans se faire agresser. Notons aussi la candidature de Pierre Pay-Pay wa Syakassighe, né d'un père nande et d'une mère mushi.

L'impopularité du RCD était si grande que Ruberwa et tous ceux qui s'affichaient sous son label avaient peu de chance de réussir, comme nous l'avons déjà dit plus haut. À la participation des électeurs enrôlés, qui avait été de 70,5 %, au scrutin présidentiel pour l'ensemble du pays, Azarias Ruberwa n'obtient que 285 641 voix, soit 1,69 % des suffrages. Les cinq candidats arrivés en tête du scrutin se suivent dans l'ordre : Joseph Kabila 44,8 % des votes valables, Jean-Pierre Bemba 20 %, Antoine Gizenga 13 %, Nzanga Mobutu 4,77 %, Oscar Kashala 3,46 %. Ces cinq candidats totalisent donc 86,13 % des suffrages. Les vingt-huit autres sont tous en dessous des 2 %, avec en tête Azarias Ruberwa 1,69 % et Pierre Pay Pay 1,6 %.

7. À ce sujet, remarquons que, contre les 5 élus du RCD, le PPRD en a obtenu 3 dans Masisi (l'un étant un ancien vice-gouverneur AFDL et composante Gouvernement, Valentin Tussi Balume), 1 dans Bwito/Rutshuru (fils d'un ancien chef du lieu, Buunda Baroki Xavier), 3 dans Beni. À Goma, il dispose aussi de 2 sur 4 sièges (l'un étant occupé par un ancien vice-gouverneur de la composante Gouvernement, Dieudonné Jacques Bakungu Mithondeke) et l'unique siège de Nyiragongo. Il est clair que le PPRD a tablé sur le clivage Banyarwanda/non-Banyarwanda pour décrocher beaucoup de voix. Cela s'est aussi matérialisé dans la rétribution des postes au sein de l'exécutif.

Au second tour de l'élection présidentielle tenue en octobre 2006, parce qu'aucun candidat n'avait obtenu la majorité le 30 juillet 2006, seuls Joseph Kabila et Jean-Pierre Bemba arrivés premier et deuxième allaient s'affronter. Joseph Kabila obtient une large majorité dans les provinces de l'est : 94,6 % au Sud-Kivu, 89,8 % au Maniema, 77,9 % au Katanga, 77,7 % au Nord-Kivu, 70,2 % en Province-Orientale. Il enregistre des défaites à l'ouest : 14,7 % à Kinshasa, 13,9 % au Bas-Congo, 11,4 % au Kasaï-Occidental, 2,6 % au Bandundu et 1,8 % en Équateur. Il recueille 36 % des voix au Kasaï-Oriental où le taux d'abstention est très élevé.

Arrêtons-nous sur cette victoire de Joseph Kabila que consacre la province du Sud-Kivu. Stanislas Bucyalimwe Mararo apporte une explication appuyée :

> « À la veille des élections, le Sud-Kivu était qualifié tantôt de "région inféodée de bandes armées" tantôt de "cercle infernal d'insécurité" tantôt de région "en passe de devenir la petite somalisation congolaise". Mais, on notait l'influence écrasante de Bukavu et de l'hinterland immédiat (le Bushi) dans l'espace public ; cette donnée ne doit pas être perdue de vue si l'on veut comprendre le succès de Joseph Kabila et la consolidation de l'emprise du Rwanda au Sud-Kivu. D'où la question de savoir comment expliquer l'incarnation simultanée de ces deux phénomènes qui, par essence, sont antinomiques (occupation versus nationalisme) ou comment le Sud-Kivu s'accommode-t-il à la fois avec la politique de Kigali[8], la politique de Joseph Kabila[9] et les aspirations populaires du lieu ? Une réponse à cette double question requiert un petit retour en arrière. L'évolution des événements depuis octobre 1996 a démontré deux réalités : d'un côté, Bukavu-ville est en contraste avec l'arrière-pays et le discours sur la démocratie et la paix y est monopolisé par une certaine élite ; d'autre part, le radicalisme dont cette ville a été longtemps accréditée n'a cessé de perdre son éclat. C'est à Bukavu où, depuis son entrée en fonction en janvier 2001, Joseph Kabila, a reçu le plus de soutien. Pourquoi tant de soutien à Joseph Kabila dans une ville réputée révolutionnaire et d'anti-occupation rwandaise ? Une raison est simple : il s'est entouré de beaucoup de gens du Sud-Kivu dont la plupart sont de l'ex-mouvance de Masasu Nindaga ou de la mouvance rwandaise qui ne s'est pas impliquée pleinement dans le mouvement de la résistance maï-maï. Toute la politique de l'Est pourrait se baser sur cette complicité Joseph Kabila-Bukavu tissée pendant les cinq dernières années. Ce dernier a choisi certains grands collaborateurs de l'Est dans ce cercle restreint[10] ; ceux-ci ont utilisé leurs positions au centre du pouvoir et exploité les créneaux ordinaires (les églises et certaines organisations non gouvernementales (ONG) et organisations non gouvernementales de développement (ONGD) qui, généralement, bénéficient plus que les autres de financements extérieurs) pour rallier une portion importante de la population à la cause de Joseph Kabila ou du PPRD[11]. Enfin, il a fallu opérer des modifications importantes dans le *leadership* provincial (militaire et politique) avant l'organisation des élections : l'éviction des commandants de la X^e^ région militaire, Alphonse Nabyolwa (mars 2004)[12], et Mbuza Mabe (2005)[13], un gouverneur lega Augustin Bulaimu, un vice-gouveneur lega Didace Kaningini et un maire fulero Mathieu Rubuye. Leurs remplaçants respectifs et réputés pour être proches du Rwanda (le général Angolowa, le gouverneur shi Déogratias Buhambahamba, un vice-gouverneur lega Aurélie Bitondo et un maire shi Prosper Mushobekwa) sont venus rejoindre l'unique autorité qui est restée aux commandes, à savoir le vice-gouverneur tutsi en charge des affaires économiques et financières depuis l'installation des autorités provinciales de la Transition le 15 mai 2004, Thomas Nzaratimana. Les décors étaient ainsi plantés pour créer des conditions favorables à l'élection des éléments pro-Joseph Kabila. L'élection télécommandée d'un gouverneur shi peu enraciné dans le terroir, Célestin Cibalonza (PPRD

8. Elle consiste d'abord à empêcher que des acteurs peu ou mal maîtrisés soient affectés ou, s'ils sont affectés, ne se stabilisent à Bukavu, au risque de faire de cette ville le point de départ de la contre-offensive de l'influence rwandaise à Goma. Elle porte ensuite sur l'instrumentalisation des Tutsi Banyamulenge, des anciens officiers de l'AFDL cités dans l'assassinat de Laurent Désiré Kabila (dont Bora Uzima, Chiribanya et consorts), certains *leaders* de Mudundu 40 du genre Patient Mwendanga, de certains commerçants locaux, voire des fameux rastas ou faux Interahamwe figurant parmi les criminels qui font rage dans le territoire de Walungu.

9. La marginalisation des autorités coutumières emblématiques et le recrutement des collaborateurs en dehors du cercle habituel du pouvoir au Bushi, y compris dans certains milieux confessionnels et de la société civile, sont les principaux axes de cette politique.

10. Cf. *OBSAC* 2007.

11. Cf. Mukembanyi 2003 ; Flipo 2006.

12. Il a été rappelé et réaffecté à Kinshasa.

13. Il a été rappelé et réaffecté à Kitona au Bas-Congo.

et conseiller à la présidence de la République) et d'un vice-gouverneur lega bien assis dans le Mwenga natal, Léon Nyamatomwa (membre du MSR, parti de Pierre Lumbi qui a construit sa carrière dans le monde associatif à partir de Bukavu et ce, au sein de l'ONGD Solidarité paysanne) était une façon de calmer un peu le jeu. La mort de Léon Mumate dans la nuit du 10-11 mai 2007 n'est pas de nature à apporter la détente souhaitée entre les deux camps, shi et lega, ou à réduire la frustration des Lega. Le contrôle du bureau actuel de l'Assemblée nationale par Bukavu, la présidence (Vital Kamerhe), la questure (Bahati Lukwebo) […] s'inscrit dans ce schéma ethnico-politique. C'est ce qui explique aussi le fait que la société civile de Bukavu est fortement divisée et, parfois, complice du pouvoir : noyautés par l'administration AFDL au départ, beaucoup de *leaders* de la société civile jouent aujourd'hui à visage découvert en faveur du PPRD.

En dehors de ce remue-ménage à caractère politico-ethnique qui s'effectuait à Bukavu, s'opposent les Hauts-Plateaux d'Itombwe où les Tutsi Banyamulenge ne font que consolider leurs positions. Cette partie de la province du Sud-Kivu d'où sont originaires Azarias Ruberwa (président du RCD et vice-président de la RDC dans la formule "1+4"), Moïse Nyarugabo (chef du groupe parlementaire RCD dans le Parlement de la Transition et ministre de l'Économie de décembre 2006 à février 2007 et élu finalement sénateur dans l'une des circonscriptions électorales de Kinshasa) et Kijege Malik (général de brigade et chef d'état-major chargé de la logistique des FARDC), constitue un monde à part et demeure en dehors du contrôle des autorités provinciales à Bukavu. La division interne aux Banyamulenge et le conflit entre ces derniers et Kigali sont des questions controversées. Ce qui est moins sujet à controverse est le fait que les Hauts-Plateaux d'Itombwe sont fortement militarisés, un processus qui avait commencé bien avant la guerre AFDL. C'est au cours de la guerre RCD que l'on a constaté des sons discordants au sein de la communauté banyamulenge : le groupe autour d'Azarias Ruberwa, Bizima Karahamuheto et Moïse Nyarugabo inféodé au Rwanda et le groupe autour de Müller Ruhimbika, Enoch Ruberangabo Sebineza, Patrick Masunzu qui cherchaient à s'émanciper de la tutelle rwandaise. Cette divergence de vue semblait se refléter dans les premiers affrontements qui ont eu lieu dans cette partie du Sud-Kivu ; à l'époque, le Rwanda était accusé de vouloir anéantir les Tutsi Banyamulenge[14]. Il s'agissait officiellement d'un affrontement entre Kigali et ses anciens alliés tutsi du Sud-Kivu. Dès que le Gouvernement de Transition en RDC a commencé, les relations entre Kigali et ses derniers semblent s'être normalisées. Cette normalisation a suivi la trajectoire suivante. Au départ, on assista à la défection de Jules Mutebusi et ses pairs des FARDC et leur repli sur le Rwanda ; du Rwanda, ils regagnèrent progressivement les Hauts-Plateaux où ils ont rejoint Patrick Masunzu. Il paraît que ce dernier et Jules Mutebusi n'accordent pas les violons ; le premier est accusé de rouler pour Kinshasa (Joseph Kabila) et le second pour Kigali (Paul Kagame). Pour les uns, c'est donc la lutte pour *leadership* ou le conflit d'intérêts entre les clans qui y entretiennent le climat d'insécurité. Mais, lorsqu'on examine ce qui s'y passe à la lumière des enjeux nationaux et régionaux, on obtient l'autre face de la médaille. Les *leaders* banyamulenge luttent pour l'obtention d'un territoire autonome. Celui de Minembwe qui avait été installé par le RCD, a été annulé par le Parlement de Transition et tous les efforts déployés en vue de le rétablir n'ont pas porté du fruit. Avec cet échec et l'échec rencontré par ceux qui voulaient des "listes bloquées" s'évanouissait leur ambition d'avoir des députés issus du territoire dont ils rêvaient la création. Cette frustration et leur échec enregistré aux élections en territoires d'Uvira et de Fizi ainsi qu'à Bukavu alimentent le militarisme et servent d'ingrédient majeur dans les affrontements en cours depuis janvier 2007. Le reste du Sud-Kivu est quasiment oublié. On l'évoque en parlant des abus de la guerre (pillages, vols violents, viols sexuels). Ni les éléments de la MONUC, ni les troupes des FARDC n'y ont été déployés. L'hinterland lointain de Bukavu est resté ainsi le havre des groupes armés congolais et rwandais ; ceux-ci auraient tantôt supervisé tantôt perturbé les élections en certains endroits » (Bucyalimwe Mararo 2007 : 251-253).

Lors de la campagne présidentielle en 2006, Jean-Pierre Bemba revendiqua le titre de « *mwana boka* » ou « véritable enfant du pays ». Par là, il fait entendre que Joseph Kabila est un homme venu de l'étranger, dans les fourgons de l'armée rwandaise, et qu'il est un Congolais à la « nationalité douteuse ». En fait, il a été affirmé que Joseph Kabila était le fils du

14. Cf. Ruberangabo 2002.

Munyarwanda Kanambe et d'une mère également tutsi, Mukagabuje.

Mais pendant cette période électorale, on ne signala pas à Kinshasa de manifestations à caractère ethniste, par exemple qui s'en prendraient aux Tutsi (il est vrai fort peu nombreux dans la capitale). Le rapprochement, souvent fait dans la presse occidentale, entre le phénomène de la « congolité » et celui de l'« ivoirité » trouve ici ses limites : la focalisation sur la personne de Joseph Kabila et sur la communauté internationale a contenu l'ethnisme dont le thème de la congolité était porteur[15]. C'est dans la campagne électorale menée dans l'Est du pays par le camp de Joseph Kabila que le discours de la congolité, prenant pour cible le RCD, se nourrit de la mise en cause de la nationalité des Banyamulenge et autres Tutsi du Congo. Réitérant les propos qu'il avait tenus à l'égard des Tutsi lors de la « bataille de Kinshasa » en août-septembre 1998, Yerodia Ndombasi Abdoulaye (né d'un père sénégalais et d'une mère mutandu du Bas-Congo) aurait ainsi déclaré dans un discours de campagne à Goma le 18 mai 2006 : « Ces gens, nous allons leur dire de quitter notre territoire. […] Si vous ne voulez pas retourner d'où vous êtes venus, on vous mettra des bâtons dans le derrière pour être sûrs que vous repartez » (cité dans Human Rights Watch 2007 : 14).

Au second tour de l'élection présidentielle tenue le 29 octobre, le RCD s'abstint de toute consigne de vote pour ou contre l'un des deux candidats restés en lice : sa tactique consista par la suite à s'allier selon la conjoncture à l'une des tendances afin de pousser l'un ou l'autre allié local, ce qui sembla plus profiter à l'AMP de Joseph Kabila, qui obtint 58 % des voix contre 42 % à Bemba. Dans les résultats du second tour par province de l'élection présidentielle, le Sud-Kivu se distingue, une fois encore, en affiche de tête pour Kabila. En partant du plus grand pourcentage gagné par l'un ou l'autre des deux candidats en lice au plus petit, la situation se présente de la manière suivante :

- Sud-Kivu et Maniema : Joseph Kabila obtient 98,3 % contre 1,7 % à Jean-Pierre Bemba ;
- Équateur : Jean-Pierre Bemba obtient 97,2 % contre 2,8 % à Joseph Kabila ;
- Nord-Kivu : Joseph Kabila obtient 96,5 % contre 3,5 % à Jean-Pierre Bemba ;
- Katanga : Joseph Kabila obtient 93,8 % contre 6,2 % à Jean-Pierre Bemba ;
- Province-Orientale : Joseph Kabila obtient 79,5 % contre 20,5 % à Jean-Pierre Bemba ;
- Kasaï-Occidental : Jean-Pierre Bemba obtient 76,7 % contre 23,3 % à Joseph Kabila ;
- Bas-Congo : Jean-Pierre Bemba obtient 74,1 % contre 25,9 % à Joseph Kabila ;
- Kinshasa : Jean-Pierre Bemba obtient 68,0 % contre 32,0 % à Joseph Kabila ;
- Kasaï-Oriental : Jean-Pierre Bemba obtient 67,4 % contre 32,6 % à Joseph Kabila ;
- Bandundu : Jean-Pierre Bemba obtient 60,5 % contre 39,5 % à Joseph Kabila.

On observe que Joseph Kabila et Jean-Pierre Bemba se partagent presque à nombre égal le nombre de provinces gagnées. Mais les scores obtenus qui firent la différence, faisant passer Kabila devant Bemba, proviennent des provinces occupées totalement ou partiellement par le RCD pendant sa rébellion : les trois provinces issues de l'ancienne province du Kivu (Sud-Kivu, Nord-Kivu et Maniema), la Province-Orientale et le Katanga.

Les 28 et 29 décembre 2006 eut lieu l'élection du bureau définitif de l'Assemblée nationale ; Vital Kamerhe est récompensé : le candidat présenté par le PPRD est élu à la présidence. Le 17 mars 2007, Joseph Kabila, qui remanie son cabinet, reconduit à son poste Marcellin Cishambo, qui compte dans son noyau de conseillers dits influents. En fait, il a été nommé conseiller principal au Collège politique et diplomatique chargé des questions relatives aux institutions d'appui à la Transition, le 11 janvier 2004 ; conseiller principal au Collège politique, le 7 mars 2005 ; conseiller principal chargé de liaison avec les partis politiques de l'AMP, le 26 juin 2006.

Les tableaux suivants (1.9 à 1.13) recensent les originaires du Sud-Kivu membres dans les gouvernements constitués.

15. Lire à cet égard Ayad, Colson *et al.* 2006.

Tableau 1.9 : le gouvernement Gizenga du 2 février au 25 novembre 2007

Noms	Fonctions	Partis politiques	Identités ethniques
Bitijula Mahimba Martin	Ministre des Affaires sociales et Solidarité nationale ; nommé président du conseil d'administration de la Sonas à partir du 12 janvier 2008.	MSR	Fuliru (?).
Kaliba Mulanga Pardonne	Ministre de la Jeunesse et Sports	PRM (Bembe de Lulenge dans le territoire de Fizi, il fut d'abord élu député national sur la PRM). Mais il finit par se rapprocher du PPRD de Joseph. Kabila. Cela eut pour effet que la composante politique n'aida pas la militaire à survivre : le parti Patriotes résistants maï-maï (PRM) n'a pu avoir un ancrage sociologique même dans les régions bastions des Maï-Maï à cause d'une crise de leadership entre Kaliba et Enerunga devenu proche du MLC.	Bembe de Fizi.
Kyamusoke Bamusulanga Nta-bote	Ministre des Postes, Téléphones et Télécommunications	PPRD	Lega de Shabunda.
Mushi Bonane Sylvanius	Ministre de la Recherche scientifique, limogé en juillet 2007	UPRDI (parti censé représenter les Maï-Maï).	Shi de Walungu, né le 1er janvier 1962 ; un proche de Vital Kamerhe.
Essambo Lukye Ferdinand	Vice-ministre du Plan	PPRD	Bembe de Fizi : originaire de Bahungwe, secteur Tanganyika dans le territoire de Fizi.
Hangi Binini	Vice-ministre des Finances du 5 février au 25 novembre 2007.	-	Questeur de la Conférence sur la paix et le développement dans les provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu (Goma, janvier 2008), puis nommé coordonnateur national adjoint du programme Amani, chargé de la commission technique Finances et Projets.

Source : de Villers 2009.



Kaliba Mulanga Pardonne.



Mushi Bonane Sylvanus.

(Photos extraites de l'album de la Céni, 2023 ; droits réservés.)

Sylvanus Mushi Bonane est révoqué par ordonnance de Joseph Kabila le 12 juillet 2007 pour « comportement indigne » : les commentaires ont évoqué des malversations financières, trafics d'influence, abus d'autorité et agissements incompatibles avec ses fonctions à l'occasion de l'exécution de décisions judiciaires concernant la société Estangi (assurances et services), l'Ofida (douanes) et la banque City-group. Pour compenser le vide, Luc Amuri Mukulutake est nommé vice-ministre de la Défense nationale et des Anciens Combattants.

Tableau 1.10 : le gouvernement Gizenga du 25 novembre 2007 au 26 octobre 2008

Noms	Fonctions	Partis politiques	Identités ethniques/observations
Masu-ga Rugamika Léonard	Ministre de l'Enseignement, supérieur, universitaire et recherche scientifique	-	Mushi de Walungu.
Munga Mesozi Louise	Ministre des Postes, Téléphones et Télécommunications	PPRD	Bwari de Fizi. Elle fait carrière dans le secteur bancaire à Kinshasa, nommée conseillère principale de Joseph Kabila au Collège chargé de la bonne gouvernance et de lutte contre la corruption en mars 2007.
Nyamugabo Bazibuhe Claude	Vice-ministre des Droits humains	PPRD	Mushi de Kabare.
Rugabisha Zachée	Vice-ministre à la Recherche scientifique	-	Tutsi munyarwanda de Fizi.

Source : de Villers 2009.

Tableau 1.11 : le gouvernement Muzito du 26 octobre 2008 au 19 février 2010

Noms	Fonctions	Partis politiques	Identités ethniques
Basengezi Katintima Norbert	Ministre de l'Agriculture	RCD-Goma	Mushi de Walungu.
Bazibuhe Nyamugabo Claude	Ministre des Petites et moyennes entreprises	PPRD	Mushi de Kabare.
Munga Mesozi Louise	Ministre des Postes, Téléphones et Télécommunications	PPRD	Bwari de Fizi.
Mopipi Mukulumanya	Ministre de la Santé publique	FP	Lega de Shabunda.
Muzangisa Mutalamu Laurent	Ministre de l'Énergie	-	Mushi (?).
Sulubika Matchembera Patrick	Ministre de la Jeunesse et des Sports nommé le 26 octobre 2008.	Il passe pour être un résistant maï-maï remarqué dans l'entourage de Joseph Kabila	Bembe du territoire de Fizi.

Tableau 1.12 : le gouvernement Muzito du 19 février 2010 au 11 septembre 2011

Noms	Fonctions	Partis politiques	Identités ethniques
Basengezi Katintima Norbert	Ministre de l'Agriculture	RCD	Mushi de Walungu.
Ntahwa Kuderwa Batumike Jean-Baptiste	Ministre du Budget	-	Mushi de Walungu.
Undji Yangya Philippe	Ministre du Développement rural	AFDC	Bembe de Fizi.
Bulambo Kilosho Jean-Marie	Ministre de l'Économie nationale	PANADER	Lega de Mwenga.
Biando Sango Bernard	Ministre du Commerce, Petites et Moyennes Entreprises	-	Bembe de Fizi.
Nyamugabo Bazibuhe Claude	Ministre de la Jeunesse et des Sports	PPRD	Shi de Kabare.

Tableau 1.13 : le gouvernement Muzito du 11 septembre 2011 au 6 avril 2012

Noms	Fonctions	Partis politiques	Identités ethniques
Bashengezi Kantintima Norbert	Ministre de l'Agriculture	RCD-Goma	Mushi de Walungu.
Ntawha Kuderwa Jean-Baptiste	Ministre du Budget	PALU	Mushi de Walungu.
Alulea Mengulwa Charles	Ministre du Développement rural	-	Bembe de Fizi.
Bazibuhe Nyamugabo Claude	Ministre de la Jeunesse et des Sports	PPRD	Mushi de Kabare.
Bulambo Kilosho Jean-Marie	Ministre des Petites et Moyennes Entreprises	PANADER	Lega de Mwenga.

Tableau 1.14 : originaires du Sud-Kivu ayant occupé des hauts postes de pouvoir au niveau central de la République (liste non exhaustive)

Noms	Fonctions	Observations
Kipolongo Mukambilua Déogratias Emmanuel	ADG de l'OZRT à partir de 2005	Lega de Shabunda.
Mugaruka bin Mubibi Gaspard	Ambassadeur de la RDC en République centrafricaine, à partir de 2002	Mushi de Kabare ; historien et professeur à l'Université de Lubumbashi, directeur de cabinet du gouverneur Gabriel Kyungu wa Kumwanza (1992-1997), puis de Gaétan Kakudji lorsque l'AFDL nomme celui-ci gouverneur du Katanga (1997) ; ambassadeur de la RDC en République centrafricaine.
Kuye-Ndondo wa Mulemera Jean-Luc (M^{gr})	Premier vice-président de la Conférence sur la paix, la sécurité et le développement dans les provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu en janvier 2008	Fuliru du territoire d'Uvira.
Mushi Mungumo Ferdinand	ADG de la Caisse d'épargne du Congo (Cadéco).	Professeur de Sciences politiques à l'Université catholique du Congo (Kinshasa).
Nyamugabo Mpowa	Directeur général du *Journal officiel* nommé en 2003	Mushi du territoire de Kabare.
Omari Ramazani Baudouin	ADGA de la Caisse de stabilisation cotonnière (CSCO) ; nommé le 12 janvier 2008	Bembe du territoire de Fizi.
Wilungula Balongelwa Cosma	Après avoir occupé des postes à l'Okimo et dans le service proche de l'or, il devint le 3 août 2005 ADG de l'Institut congolais pour la conservation de la nature (ICCN).	Bembe de Fizi ; pasteur de l'Église de réveil « La Louange » ; professeur de sciences politiques à l'Université de Kinshasa.

Biographie de Ruberwa Manywa Azarias

Né à Rugheri le 20 août 1964, il est Tutsi Munyarwanda attaché aux Hauts-Plateaux de Minembwe au Sud-Kivu[16]. Après des études primaires et secondaires à l'institut Lukuga de Kalemie, il obtient une licence en Droit à l'Université de Lubumbashi en 1989. Il devient avocat au barreau de Lubumbashi en 1990, travaillant au cabinet de M^{e} Mbu ne Letang. Il est conseiller à l'Office des Routes en 1991. C'est en 1997 qu'il entre en politique, comme directeur de cabinet du ministre des Affaires étrangères, Bizimana Karahamuheto. Il est membre fondateur du Rassemblement

16. Lors du décès de Michael Ruhubazi Manywa (le père d'A. Ruberwa), une déclaration faite à la RTNC selon laquelle celui-ci était né à Lulimba au Sud-Kivu, a été contestée dans un communiqué du 27 septembre 2004 par les originaires du groupement Basikasilu, représentés par le chef coutumier Mulela Bantu et le sénateur Bahombwa Songambele.

congolais pour la Démocratie (RCD) dès août 1998, et adjoint au chef du département des Relations extérieures et Coopérations régionales, qui est d'abord Bizimana Kaharamuheto, puis Alexis Thambwe le 24 janvier 1999, et le 2 mai 2000 Adolphe Onusumba. En raison de la méfiance croissante des Banyamulenge envers la tutelle rwandaise, Ruberwa, qui s'affiche pro-Rwandais, perd de son influence sur les rwandophones du Sud-Kivu. Le 28 octobre 2000, à la restructuration du RCD, il cumule cependant les fonctions de secrétaire général et de coordonnateur de l'exécutif du mouvement. Il est perçu comme le véritable chef du RCD (il se consacre par ailleurs aussi à propager l'Évangile au sein de la Restoration church de Goma)[17]. En janvier 2001, il préside la commission politique mixte du « Front commun » des mouvements de libération qui a été créée le 21 décembre 2000 à Kabala (en Ouganda), à l'initiative du Rwanda et de l'Ouganda et le soutien de la Tanzanie, du Mozambique et de la Communauté des États d'Afrique australe (SADC) ; lors du meeting de clôture de cette rencontre, il élabore un programme minimum de gouvernement et des recommandations en vue des négociations intercongolaises. C'est lui qui représente le RCD-Goma à toutes les réunions importantes du processus de paix : de mars à avril 2002, il participe au Dialogue intercongolais comme chef de la délégation de la commission politique et juridique. Sous sa direction, le RCD-Goma élabore les documents de politique générale qui lui faisaient défaut jusque-là. Il s'oppose aux Accords de Sun City d'avril 2002 ; le 22 avril, il devient le coordonnateur de la plate-forme Alliance pour la Sauvegarde du Dialogue inter-Congolais (ASD) dont le siège est établi à Kisangani. En novembre-décembre 2002, il dirige la délégation du RCD-G aux pourparlers de Pretoria qui aboutiront le 17 décembre 2002 à l'Accord global et inclusif. Il succède à Onusumba à la présidence du RCD-Goma le 16 juin 2003, et devient, le 30 juin, vice-président de la République en charge de la commission de la Défense et de la Sécurité ; il prête serment le 17 juillet 2003. Candidat à l'élection présidentielle de 2006, il obtient 285 641 voix, soit 1,69 % des suffrages ; au second tour (29 octobre), le Rassemblement congolais pour la Démocratie s'abstient de toute consigne de vote pour ou contre l'un des deux candidats restés en lice : sa tactique consistera par la suite à s'allier selon la conjoncture à l'une des tendances afin de pousser l'un ou l'autre allié local, ce qui semble plus profiter à l'AMP de J. Kabila. En janvier 2008, Ruberwa participe à la conférence de Goma en qualité de coordonnateur adjoint du « panel des modérateurs », et il signe à ce titre le 23 janvier 2008 l'Acte d'engagement final.

Source : Omasombo Tshonda 2009 : 261.

17. Très religieux (ce qui paraît en contradiction avec son rôle de *leader* d'un des mouvements rebelles les plus impopulaires), Ruberwa est un personnage complexe, contrasté, à la fois « intransigeant » et « conciliant », « charismatique » et « réservé » : il en impose lors des conférences de presse, mais hors des arènes publiques, il se mue en une personne discrète, plutôt timide et effacée.

Il est certain que l'opinion du Sud-Kivu attendait de juger Joseph Kabila sur la question posée par la présence des Banyarwanda. Du côté du gouvernement d'Antoine Gizenga, nommé Premier ministre, l'élagage provoqué par les élections aurait dû permettre de resserrer l'équipe gouvernementale puisque la formule d'un gouvernement d'union nationale n'avait pas été retenue, l'UDPS et le MLC bien sûr, mais aussi le RCD, qui s'était montré intéressé par une participation, n'étant pas associés. Mais les nombreuses composantes de l'Alliance pour la majorité présidentielle et les nouveaux alliés qu'elle dut se concilier pour remporter les élections successives imposaient la recherche d'un difficile partage des postes. L'équilibre régional est mal assuré. Le Bandundu a 10 portefeuilles, alors que la Province-Orientale n'en a que 3, le Kasaï-Occidental 2. Après le Bandundu, les provinces les mieux dotées sont le Katanga avec 8 portefeuilles (parmi lesquels un de ministre d'État et ceux de la Défense et des Mines), puis le Kasaï-Oriental et le Nord-Kivu avec 7 portefeuilles. Le Maniema, compte tenu de son faible poids démographique, apparaît fortement « représenté » : il a deux ministères d'État et trois autres ministères ou vice-ministères. Le Sud-Kivu compte quatre ministres et deux vice-ministres.

Non seulement la gestion des affaires ne va pas être modifiée, mais du côté militaire, la déception va être grande, d'autant plus que le chef de l'État passe pour être impuissant, voire complice du pouvoir de Kigali, qui continue d'envoyer ou de laisser mener des actions armées sur le territoire congolais. En fait, l'Est du pays demeurera une poudrière où vont se démultiplier divers groupes armés faisant que la population sera quotidiennement meurtrie (cf. *supra*). À cela s'ajouta, pour le Sud-Kivu,

un nouvel élément qui vint noircir la situation : la séparation brutale de Vital Kamerhe avec Kabila en mars 2009. Le fils du Sud-Kivu avait voulu succéder à Antoine Gizenga au poste de Premier ministre et, ainsi, contrecarrer l'influence de plus en plus forte de l'entourage katangais sur le chef de l'État, avec, en tête, Augustin Katumba Mwanke. Mais c'est Kamerhe qui va être éjecté (congédié) du pouvoir par le camp Kabila, perdant son poste de président de l'Assemblée nationale.

Par ailleurs, la relation amoureuse de Joseph Kabila avec la fille du Munyarwanda Déogratias Rugwizangoga (Rugwiza) Magera[18], qui passe pour être sa seconde épouse, avec laquelle il aurait deux enfants, va être dévoilée. Il s'agirait là d'une autre explication à cette tolérance que le président affiche envers les exigences des Banyarwanda.

3. DES ÉLECTIONS DE 2011 À CELLES DE 2018 : LE SUD-KIVU DANS LES ALLIANCES POLITIQUES

Les nouvelles élections présidentielles et législatives étaient prévues en 2011. Kabila risquait de perdre son poste ; dans l'Est du pays, où il avait gagné beaucoup de voix en 2006, il était confronté à une vague d'opinions défavorables consécutives à sa gestion. Afin de conserver le pouvoir, il engagea deux nouvelles stratégies. D'une part, il fit modifier le mode du scrutin présidentiel, qui fut ramené à un seul tour[19]. D'autre part, en plus du fait de placer Ngoy Mulunda à la tête de la Céni, il fit tout pour préserver les voix lubakat qui constituaient pour lui un réservoir sûr. Du 31 janvier au 2 février 2011, une réunion se tint à Kamina. Deux cent quarante délégués venus de Kinshasa et de Lubumbashi y participèrent. La représentation locale se composait de tout ce qu'il y avait comme notabilités, du chef coutumier aux couches significatives de la population luba du Katanga. Au total, près de cinq mille personnes. Joseph Kabila était représenté par son frère Kabila Mwanza Mbala Zoé. Le congrès fut coprésidé par Gabriel Kyungu wa Kumwanza et Nday Matembo, président de l'association Baluba-i-Bukata (« le peuple luba est grand »). Ce congrès entièrement financé par la présidence de la République à hauteur de près de trois millions USD a été l'occasion de se faire des promesses, de rétablir le pacte avec « le fils » Joseph Kabila accusé de négligence envers la parentèle. Les participants au congrès reçurent chacun la somme de 500 USD. Ce qui fit que Kabila enregistra dans cette région des scores atteignant 100 % dans certains territoires (cas de Manono, Kabongo, Malemba-Nkulu), voire presque 100 % dans les autres (Omasombo Tshonda 2014 : 246-249).

La loi électorale n° 11/014 du 17 août 2011 attribua à la province du Sud-Kivu 32 sièges de députés nationaux. Ce nombre était le même qu'en 2006, à ceci près qu'avec le passage de Kamerhe à l'opposition et du fait que, cette fois, il était lui-même candidat présidentiable (sur les 11 candidats retenus), le territoire de Walungu dont il est originaire en perdait un et celui d'Uvira en récoltait un de plus[20]. Kamerhe avait tout fait pour se rapprocher d'Étienne Tshisekedi afin de constituer un front commun, mais l'UDPS ne voulut point de celui qu'elle considérait désormais comme un kabiliste errant. Au Sud-Kivu, les partis d'opposition se seraient plaints de manœuvres dilatoires dans l'accréditation des témoins devant assister aux opérations d'enrôlement. L'enregistrement d'étrangers, de militaires, d'enfants âgés de moins de 18 ans se serait pratiqué à une échelle non négligeable. Le cas d'un enfant exhibant fièrement sa carte d'électeur fut relevé. À Goma, des Congolais s'en prirent à des Rwandais attendant de se faire enregistrer. Le vice-coordinateur de l'antenne de la Céni au Nord-Kivu admit qu'il y avait des fraudes et des problèmes, sans pouvoir en donner une exacte mesure (Verbraeken

18. Né à Jomba en 1949, il a été, entre autres, directeur de cabinet de Joseph Mudumbi, ministre du Portefeuille désigné par le RDC-Goma (2003-2005) et à partir du 3 août 2005 ADG de l'Ofida jusqu'à sa mort en 2020.

19. Tout a débuté avec la révision constitutionnelle, dont les tractations avaient déjà été amorcées en décembre 2010. Il s'est agi de procéder au réaménagement de l'article 71 (alinéa 1) en vue de voir le scrutin présidentiel se dérouler en un seul tour. Les tenants de cette révision fondaient leur démarche sur des raisons économiques et financières. D'après eux, une élection à deux tours aurait été trop coûteuse (près de 715 000 000 USD) pour un État disposant de peu de moyens. En outre, un second tour du scrutin constituerait une étape susceptible de réveiller des velléités identitaires. Ces arguments économiques et identitaires paraissent cependant fallacieux. Ils cachent la véritable motivation, qui était d'échapper ainsi à une bataille en règle au cours de laquelle les alliances se seraient affrontées lors du second tour.

20. Cela avait été aussi le cas de la ville de Kinshasa et des provinces de Luba/Kasaï où Kabila était impopulaire.

2011). À Bibokoboko, en territoire de Fizi (province du Sud-Kivu), 262 bulletins seulement furent fournis, empêchant ainsi 11 000 électeurs de voter.

La mission d'observation électorale de l'Union européenne (MOE UE), de son côté, présentait, le 13 décembre 2011, dans un communiqué de presse, les résultats de son analyse postscrutin. Ses observations étaient notamment les suivantes. Près de 3,2 millions d'électeurs ont voté sur des listes de dérogation ou d'omis, soit plus de 17 % du total des votants. Au sujet de la procédure de compilation au niveau des CLCR (centres locaux de compilation des résultats) et de la transmission à Kinshasa, l'organisation a été plutôt efficace au Bas-Congo, au Nord-Kivu, dans certaines parties de la Province-Orientale. Mais l'organisation des CLCR a été plus difficile, voire chaotique, à Kinshasa, au Sud-Kivu, en Équateur, au Sud-Katanga. La transmission des plis sécurisés à destination de la Céni, du Secrétariat exécutif provincial et de la Cour suprême de justice n'a pas été systématique et immédiate, et le système de transmission des résultats par satellite n'était pas présent partout. La procédure de compilation des résultats au niveau des CLCR a connu plusieurs entorses qui obligent à poser la question de la crédibilité des résultats de plusieurs CLCR. Ces procédures ont été jugées peu transparentes au Katanga, dans le Sud-Kivu, à Kinshasa et dans la Province-Orientale où plusieurs témoins et observateurs ont été empêchés d'observer l'ensemble des étapes de la compilation (Bouvier & Omasombo Tshonda 2012 : 48).

Joseph Kabila, proclamé premier, obtient 48,95 % des voix, suivi d'Étienne Tshisekedi avec 32,33 % des voix, de Vital Kamerhe avec 7,74 % des voix et de Léon Kengo avec 4,95 % des voix.

La nouvelle répartition des députés nationaux pour la province du Sud-Kivu est la suivante : 5 sièges respectivement pour la ville de Bukavu et le territoire d'Uvira ; 4 sièges respectivement pour les territoires de Kabare, Kalehe, Mwenga et Walungu ; 3 sièges pour le territoire de Fizi ; 2 sièges pour le territoire de Shabunda ; et 1 siège pour le territoire d'Idjwi. Plusieurs députés élus de 2006 ne sont pas réélus. On y trouve beaucoup de personnes nouvelles.

Tableau 1.15 : députés nationaux élus au Sud-Kivu en 2011

Territoires d'origine	Noms	Identités ethniques
Ville de Bukavu	Bulambo Kilosho Jean-Marie	Lega de Mwenga.
	Muhungani Jean-Pierre	-
	Mushizi Nfumdiko Kizito	-
	Palamo Roger	-
	Bahati Lukwebo Modeste	Mushi de Kabare.
Fizi	Amatobe Nyongolo Anny	-
	Anzuluni Bembe	-
	Djezi Mulengwa	-
Idjwi	Balamage Nkolo Boniface	Havu d'Idjwi.
Kabare	Kabare Elianne	-
	Bamponiki Jean-Marie	-
	Muderwa Béatrice	-
	Mundumbi Joseph	-
Kalehe	Enerunga Anselme	Ancien Maï-Maï, il finit par se rapprocher du MLC.
	Kabuyi Jean-Bosco	-
	Mirindi Grégoire	-
	Shitubi Déogracias	-
Mwenga	Kibala N'Konde Jean-Claude	-
	Sadiki Onesime	-
	Shiriluere Basenyi	-
	Wenga Bulambo Charlie	-

Shabunda	Amuri	-
	Mukulungu Benjamin	-
Uvira	Bitakwira Bihonahayo Justin	Fuliru d'Uvira.
	Mahagira Espoir	-
	Masumbuku	-
	Muhebalimba Luc	-
	Rubota Masumbuko François	-
Walungu	Basengezi Katintima Norbert	Mushi de Walungu.
	Digawa Suka	-
	Boji Sangara Bananyirwe Aimé	Mushi de Walungu.
	Siamunami Kalazo	-

En raison du mode de scrutin de l'élection présidentielle à un seul tour de 2011, il n'y eut pas d'élection législative provinciale ni d'élection des sénateurs, qui aurait dû être organisée au second degré.

Les originaires du Sud-Kivu vont participer à divers gouvernements, mais ce sont les originaires du Katanga qui domineront la scène. Un acteur décisif entre en jeu : le Premier ministre Augustin Matata Ponyo, originaire du territoire de Kabambare dans le Maniema, apparenté à Joseph Kabila par sa mère Sifa (tous deux sont Bangubangu Bahombo). Kabila essaye de gagner du temps, espérant trouver d'autres occasions de se maintenir au pouvoir, d'autant que sa (ré)élection en 2011 avait été à risque, et parce que la Constitution ne l'autorisait plus à briguer un autre mandat. En 2013, Vital Kamerhe lui offre ses services, dans le cadre des « Concertations nationales », espérant être nommé Premier ministre. Kabila n'en veut pas et reconduit Augustin Matata. Mais le président se sent bloqué par les exigences des originaires du Katanga, qui voient en Moïse Katumbi leur outsider préféré. Face à des ambitions devenues irréconciliables, le divorce finit par intervenir à la fin 2014 entre Kabila et Katumbi. Le chef de l'État, irrité, se lance alors dans la décentralisation, utilisée comme sanction pour diviser le Katanga, sa province d'origine, se servant du Maniema (province d'origine de sa mère et de sa belle-mère) comme tête de pont de son nouveau jeu politique. Rappelons qu'avec les décès successifs de Guillaume Samba, en 2007, et, surtout, d'Augustin Katumba Mwanke, en 2012, le Mubembe Beya Siku gagnait progressivement du pouvoir à partir de sa position de nouveau chef du cabinet présidentiel.



Mushizi Nfundiko Kizito.



Amatobe Nyongolo Amy.

(Photos extraites de l'album de la Céni, 2023 ; droits réservés.)

Les tableaux suivants listent les originaires du Sud-Kivu membres du Gouvernement et/ou ayant occupé des hauts postes de pouvoir au niveau central de la République.

Tableau 1.16 : le gouvernement Matata Ponyo du 28 avril 2012 au 7 décembre 2014

Noms	Fonctions	Partis politiques	Identités ethniques et divers
Bahati Lukwebo Modeste	Ministre de l'Emploi, Travail et Prévoyance sociale	AFDC	Shi de Kabare.
Kibala N'Kolde Jean-Claude	Ministre de la Fonction publique	MSR	Lega de Mwenga.
Munga Mesozi Louise	Ministre du Portefeuille	UNAFEC	Bwari de Fizi.
Biganza Sadock	Vice-ministre du Plan	-	Munyarwanda (Tutsi) de Fizi ; il fut ministre provincial de la Justice et des Droits humains.

Tableau 1.17 : le gouvernement d'Augustin Matata Ponyo du 7 décembre 2014 au 14 septembre 2016

Noms	Fonctions	Partis politiques	Identités ethniques
Bahati Lukwebo Modeste	Ministre de l'Économie nationale	AFDC	Shi de Kabare.
Kibala N'Kolde Jean-Claude	Ministre de la Fonction publique, jusqu'au 25/9/2015	MSR	Lega de Mwenga.
Isumbisho Mwapu Pascal	Ministre de la Fonction publique, à partir du 25/9/2015	PANADER	Lega de Mwenga.
Louise Munga Mesozi	Ministre du Portefeuille	PPRD	Bwari de Fizi.
Ruberangabo Sebineza Enoch	Vice-ministre des Postes et Télécommunications	Société civile	Munyarwanda (Tutsi) d'Uvira.



Kibala N'kolde Jean-Claude.
(Photo extraite de l'album de la Céni, 2023 ; droits réservés.)

En 2015, Kamerhe se rapproche de Moïse Katumbi, qui vient de prendre ses distances avec Kabila, afin de se positionner comme candidat aux prochaines élections présidentielles. Mais en juin 2016, lors de la réunion de Genval (en Belgique) pour unifier l'opposition, Katumbi drible Kamerhe en gagnant le soutien d'Étienne Tshisekedi. Mais le vieux *leader* de l'UDPS décède en février 2017.

Tableau 1.18 : le gouvernement de Samy Badibanga du 19 novembre 2016 au 7 avril 2017

Noms	Fonctions	Partis politiques	Identités ethniques
Bahati Lukwebo Modeste	Ministre d'État à l'Économie nationale	AFDC	Shi de Kabare.
Ruberwa Manywa Azarias	Ministre d'État à la Décentralisation et Réforme institutionnelle	RCD	Munyarwanda (Tutsi) de Fizi.
Amatobe Nyongolo Amy	Ministres des Postes, Télécommunication et Nouvelles Technologies de l'information et des communications	MIP	Bembe de Fizi.
Bitakwira Bihonahayo Justin	Ministre des Relations avec le Parlement	ARCN	Fuliru d'Uvira.
Boji Sangara Bananyirwe Aimé	Ministre du Commerce extérieur	UNC	Shi de Walungu.
Mushobekwa Likulia Marie-Ange	Ministre des Droits humains	MCN	Shi de Kabare.
Bulambo Kilosho Jean-Marie	Ministre de la Pêche et Élevage	PANADER	Lega de Mwenga.

Tableau1.19 : le gouvernement de Bruno Tshibala du 9 mai 2017

Noms	Fonctions	Partis politiques	Identités ethniques
Bahati Lukwebo Modeste	Ministre d'État au Plan	AFDC	Shi de Kabare.
Ruberwa Manywa Azarias	Ministre d'État à la Décentralisation et Réformes institutionnelles	RCD	Munyarwanda (tutsi) de Fizi.
Amatobe Nyongolo Amy	Ministre de l'Environnement et du Développement durable	MIP	Bembe de Fizi.
Bitakwira Bihano Hayi Justin	Ministre du Développement rural	ARNC	Fuliru d'Uvira.
Mushobekwa Likulia Marie-Ange	Ministre des Droits humains	MCN	Shi de Kabare.

Tableau 1.20 : le gouvernement de Bruno Tshibala remanié en 2018, jusqu'au 6 septembre 2019

Noms	Fonctions	Partis politiques	Identités ethniques
Ruberwa Manywa Azarias	Ministre d'État, ministre de la Décentralisation et des Réformes institutionnelles ; intérim : vice-Premier ministre chargé des Transports et Voies de communication	RCD	Munyarwanda (Tutsi) de Fizi.
Bahati Lukwebo Modeste	Ministre d'État du Plan ; intérim : ministre de l'Économie nationale	AFDC	Shi de Kabare.
Bitakwira Bihano Hayi Justin	Ministre du Développement rural ; intérim : ministre des Affaires coutumières	ARCN	Fuliru d'Uvira.
Mushobekwa Likulia Marie-Ange	Ministre des Droits humains ; intérim : ministre de la Communication et Médias, porte-parole du Gouvernement	MCN	Shi de Kabare.

RÉFÉRENCES

Assemblée provinciale du Sud-Kivu. 2019. *Rapport de l'Assemblée provinciale du Sud-Kivu*.

Ayad, C., Colson, M.-L, Hofnung, T. & Rueff, J. 2006 (25 juillet). « Voyage au Congo : la congolité, ce n'est pas l'ivoirité ». *Libération.* En ligne sur le blog du journal.

Banshimiyubusa, D. 2023. « Nkurunziza ou l'itinéraire d'un chef rebelle "*Muhuza*" devenu chef d'État "guide suprême du patriotisme" (in)contesté au Burundi ». In S. Mişcoiu, J.-M. De Waele & A. Bianca Urs (éd.), *Maquisards, rebelles, insurgés... politiques. Le devenir des chefs de guerre africains*. Cluj-Napoca : Casa Cărții de Știință, Editură acreditată CNCS, pp. 126-147.

Bouvier, P. & Omasombo Tshonda, J. 2012. « Les élections de 2011 en République démocratique du Congo ». In S. Marysse & J. Omasombo Tshonda, *Conjonctures congolaises 2011 : Chroniques et analyses de la RDC en 2011.* Tervuren/Paris : MRAC-CREAC/L'Harmattan (coll. « Cahiers africains », n° 80), pp. 29-58.

Bucyalimwe Mararo, S. 2004 (juin). *Bulletin Grands Lacs* 8.

Bucyalimwe Mararo, S. 2007. « Les élections de 2006 et l'ordre post-Transition au Kivu : changements et continuités ». In *L'Afrique des Grands Lacs. Annuaire 2008-2009.* Paris/Anvers : L'Harmattan/CERGL, pp. 243-271.

Chabouni, S. 2023. « Les trajectoires politico-militaires et diplomatiques de Paul Kagame : du rebelle au leader régional ». In S. Mişcoiu, J.-M. De Waele & A. Bianca Urs (éd.), *Maquisards, rebelles, insurgés... politiques. Le devenir des chefs de guerre africains*. Cluj-Napoca : Casa Cărții de Știință, Editură acreditată CNCS, pp. 37-62.

de Villers, G. & Willame, J.-Cl. (en collaboration avec J. Omasombo Tshonda et E. Kennes). 1998. *RDC : chronique politique d'un entre-deux-guerres (octobre 1996-juillet 1998).* Paris/Bruxelles : L'Harmattan/CEDAF (coll. « Cahiers africains », n° 35-36).

de Villers, G. 2009. *De la guerre aux élections. L'ascension de Joseph Kabila et la naissance de la Troisième République (janvier 2001-août 2008)*. Paris/Tervuren : L'Harmattan/MRAC (coll. « Cahiers africains », n° 75).

Englebert, P. 2003. *Why Congo Persists: Sovereignty, Globalization and the Violent Reproduction of a Weak State.* Oxford : University of Oxford (« Queen Elizabeth House Working paper Series », n° 95).

Flipo, B. 2006 (23 octobre). « Loin de Kinshasa, Bukavu ne jure que par Kabila ». *Le Monde*.
Gachaba, F. & Nzitatira, F. 2004 (19 janvier). « Memorandum of Congolese Rwandophones ». *Le Soft.* En ligne : lesoftonline,
Human Rights Watch (HRW). 2004 (septembre). *Burundi : le massacre de Gatumba. Crimes de guerre et agendas politiques*. New York.
Human Rights Watch. 2007 (octobre). *Nouvelle crise au Nord-Kivu.* Volume 19, n° 17 (A).
Institute for Security Studies. 2004 (14 octobre). *Continuing Instability in the Kivus: Testing the DRC Transition to the Limit.*
International Crisis Group (ICG). 2004 (7 juillet). *Pulling Back from the Brink in the Congo.* (coll. « Africa Briefing »).
International Crisis Group (ICG). 2005 (30 mars). *The Congo's Transition is failing: Crisis in the Kivus*. (coll. « Africa Report », n° 91).
International Crisis Group (ICG). 2007 (31 octobre). *Congo: Bringing Peace to North Kivu. (*coll. « Africa Report », n° 133*).*
Kennes, E. & Wilén, N. 2024 (25 janvier). « À quoi servent les élections en RDC ? ». Bruxelles : Royal Institute for International Relations. En ligne : www.egmontinstitute.be
Le Phare. 2004 (25 février).
Le Soft International. 2004 (11 juillet). En ligne sur lesoftonline.
Mukembanyi, N. 2003 (17 novembre). « Bukavu : Église catholique et ONG offrent la ville au PPRD sur un plateau d'argent ». *Le Soft International* 778.
Musobwa, M. Fr. 2008. « La résistance maï-maï en territoire d'Uvira (1964-2005) ». Mémoire de licence en histoire, ISP/Bukavu.
Muyengo (M^gr^). 2021. *Au pays de larmes et des cris. En marge de l'affaire Minembwe*. Kinshasa : MEDIASPAUL.
Ngumbi Kitete wa Yuma, C. 2021. *Violence, démocratie et émergence des élites politiques en République démocratique du Congo. De Laurent Désiré Kabila à Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo*. Paris : L'Harmattan.
Nyaluma Mulagamo A., Bahati Cibambo A. & Mashagiro, S. 2023. « La justice, socle de l'insurrection constructive en RDC. Rapport mapping… Perspectives à partir de l'action du Docteur Mukwege ». In S. Mişcoiu, J.-M. De Waele & A. Bianca Urs (éd.), *Maquisards, rebelles, insurgés... politiques. Le devenir des chefs de guerre africains*. Cluj-Napoca : Casa Cărții de Știință, Editură acreditată CNCS, pp. 164-183.
OBSAC. 2007 (19 janvier). « Le pouvoir de Joseph Kabila : une toile d'araignée ». *OBSAC* 9.
Omasombo Tshonda, J. & Kennes, E. 2006. *Biographies des acteurs de la Transition (juin 2003-juin 2006).* Kinshasa/Tervuren/Lubumbashi : CEP/MRAC/CERDAC.
Omasombo Tshonda, J. 2009. *RDC : biographies des acteurs de la Troisième République*. Tervuren : MRAC.
Omasombo Tshonda, J. (sous la direction de). 2014. *Tanganyika : espace fécondé par le lac et le rail*. Tervuren : MRAC (coll. « Monographie des provinces de la République démocratique du Congo », n° 7).
Ruberangabo, S.E. 2002 (5 juin). *La Guerre du Rwanda dans les montagnes de Minembwe au Sud-Kivu, RDC.* La Haye : s.e.
Stearns, J. 2007 (15 mai). « Le coup de poker des élections au Congo ». *Le Potentiel.*
Stearns, J. K. 2012. *Dancing in the Glory of Monsters. The Colapse of the Congo and the Great War of Africa*. New York : Public Affairs.
Tull, D. M. 2005. *The Reconfiguration of Political Order in Africa: A Case Study of North Kivu (DR Congo).* Hambourg : Institut für Afrika-Kunde.
United Nations-Security Council. 2004 (5 octobre). *Joint Report of the United Organization Mission in the Democratic Republic of the Congo, the United Nations Operation in Burundi and the Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights into the Gatumba massacre.*
Verbraeken, A. 2011 (22 avril). « East Congo, Chaos for getting a voters card ». Radio Netherlands Worldwide, Africa Desk (non paginé).
Vlassenroot, K., Muazaila Kihangu, G., Mushagalusa Mudinga, E. & Nyenyezi Bisoka, A. 2019. « Économie politique des élections en RDC et sa traduction au Sud-Kivu : vers un renforcement de la citoyenneté ? » In S. Geenen, A. Nyenyezi Bisoka & A. Ansoms (éd.), *Conjonctures de l'Afrique centrale 2019*. Tervuren/Paris/Anvers : MRAC/L'Harmattan/ECA-CREAC (coll. « Cahiers africains », n° 93).

CHAPITRE 2

AVÈNEMENT DE FÉLIX TSHISEKEDI : LE SUD-KIVU INTÈGRE LE NOYAU DU POUVOIR CENTRAL

Parce que Joseph Kabila ne pouvait plus remettre continuellement la tenue de l'élection présidentielle, les élections présidentielle, législatives nationale et provinciale eurent enfin lieu le 30 décembre 2018. Pendant la campagne électorale du dernier trimestre 2018, Vital Kamerhe (que Jean-Pierre Bemba et Moïse Katumbi ne supportent pas) rallie Félix Tshisekedi. C'est plus par faiblesse et opportunisme politique que par conviction. Avec ce dernier, il signe, à Nairobi (Kenya), un accord qui éloigne le duo du reste de l'opposition. Kamerhe, qui avait fait élire Joseph Kabila en 2006, permit de nouer le deal Kabila-Tshisekedi de 2018 qui hisse ce dernier au pouvoir suprême. C'est un faiseur de rois. Il devient directeur de cabinet du nouveau président, Félix Tshisekedi Tshilombo (cf. *infra*).

1. TSHISEKEDI NE REMPORTE PAS LES ÉLECTIONS, MAIS IL GAGNE LE POUVOIR

Koen Vlassenroot *et al.* observent que si en 2006 et 2011 le candidat le plus offrant avait beaucoup plus de chance de l'emporter, les élections de 2018 ont permis une rupture importante. « *Tumukule, tumukwepe* » (« prenons ce qu'il nous donne, mais ne nous laissons pas entraîner par lui »), tel a été le discours dominant des électeurs. À Bukavu, les candidats du camp Kabila constituant le FCC distribuaient beaucoup d'argent, « jusqu'à donner 20 000 francs ou soit 17 dollars […]. En fin de compte, le candidat du parti en question [Emmanuel Shadari] n'a pas gagné les élections. La majorité de ses propres témoins électoraux, payés et équipés par lui, ne l'a pas choisi, contrairement à ses attentes. Le "diktat des gros portefeuilles" n'a donc pas été très concluant et l'impact de l'argent dans le choix des électeurs a été très minime » (Vlassenroot *et al.* 2019 : 32).

À la place de l'argent, la stratégie qui s'avéra efficace fut celle des communautés ethniques et des équipes de football (cf. *supra*).

> « Dès leur création durant la seconde moitié des années 1950, les équipes de foot ont assis une portion de leur popularité sur l'influence de la "bourgeoisie tribalo-politique" naissante clivée entre les Bashi et les Balega. Jadis sponsorisée par la Pharmakina, l'équipe du FC Bukavu Dawa est considérée comme celle des Bashi. Les Balega, quant à eux, se reconnaissent en l'OC Muungano (jadis Union Sport d'Or). Les fanatiques de ces équipes ont toujours constitué un électorat sûr pour les responsables de celles-ci. Par exemple, lors des élections de 2006, Mushi Bonane et Bulambo Kilosho, respectivement présidents du FC Bukavu Dawa et l'OC Muungano au moment des élections, ont été élus députés. En 2011, un conflit de *leadership* divisait le FC Bukavu Dawa. Exclu du club, Mushi Bonane a alors créé sa propre équipe, l'Étoile du Kivu. En 2018, il n'a pas été élu. Réélu en 2011, Bulambo Kilosho, de son côté, a dû faire face à un conflit au sein de Muungano. Très vite, l'équipe est passée sous la direction de Didier Okito, un de ses rivaux. En 2018, les deux ont été élus députés » (Vlassenroot *et al.* 2019 : 32-33).

Au Sud-Kivu, dans les territoires ruraux, tant l'élément communautaire autour des pouvoirs coutumiers que les groupes armés et le genre influencèrent le vote des électeurs en 2018. Les voix des électeurs furent déterminées par ces facteurs. Donnons-en trois exemples, parmi tant d'autres :

1. Dans les Hauts-Plateaux de Bijombo, il y eut la réactivation des miliciens du colonel autoproclamé Makanika pour influencer le vote en faveur du FCC. Dans le groupement Kigoma et à Mulenge, les miliciens sous la houlette du chef de guerre Kihebe usaient de la violence pour orienter les votes. Un habitant de Mulenge fit le témoignage suivant : « Avant les élections, les hommes du colonel autoproclamé Kihebe passaient de porte en porte pour nous imposer les candidats du FCC (Emmanuel Shadari pour la présidentielle et Justin Bitakwira pour la députation nationale). Ils n'hésitaient pas de menacer de mort tous ceux qui iraient en l'encontre de ce choix » (Vlassenroot *et al.* 2019 : 35)[1].

2. Dans les territoires de Kalehe et de Fizi, les anti-Kabila prenaient, quant à eux, leur revanche :

- dans le territoire de Kalehe, le chef de secteur Kalonge raconte : « Pendant la campagne électorale, les miliciens de Raia Mutomboki n'ont arrêté de menacer la population. Ils disaient ouvertement à tout le monde que s'il opérait le mauvais choix, l'insécurité n'allait pas se terminer ! Ils sensibilisaient les habitants à voter pour Félix Tshisekedi » (Vlassenroot *et al.* 2019 : 35) ;

- dans le territoire de Fizi, dans le secteur Lulenge (à Mimbiliko, Pekecha, Ibwe et Ibumba), les hommes du groupe Yakutumba ont influencé la population à voter non seulement pour Martin Fayulu, mais, aussi, pour Louise Munga. Les partisans du FCC étaient molestés.

3. Dans le territoire de Walungu : dans cette situation où la population subit des pressions diverses, un résultat surprenant arriva avec l'élection comme député provincial de Kahasha dit Foka, un ancien commandant de la milice Mundundu 40 devenu proche du FCC. Une dame de Kaniola témoigne : « Je considère Foka Mike comme ma vie. Nous n'avons été que des femmes violées, et même le docteur Mukwege ne pouvait pas nous assister. C'est grâce à Foka Mike et à Dieu que Kaniola est habité encore aujourd'hui. Nous dormions dans la forêt quand il n'était pas encore là. Depuis qu'il nous a libérés, nous dormons paisiblement dans nos maisons, et nous pouvons encore héberger nos chèvres et nos vaches » (Vlassenroot *et al.* 2019 : 35-36).

1. Justin Bitakwira avait lui-même menacé à la télévision tous ceux d'Uvira qui ne voteraient pas FCC.

Tableau 2.1 : députés nationaux élus au Sud-Kivu en 2018

Territoires d'origine	Noms	Observations
Ville de Bukavu	Kamerhe lwa Kanyiginyi Nkingi Vital	UNC ; Mushi du territoire de Walungu.
	Lutundula Okito Yuhe Didier	AFDC-A ; Otetela de la province du Sankuru.
	Bulambo Kilosho Jean-Marie	ABCE ; Lega du territoire de Mwenga.
	Maisha Bishobibiri Alfred	UNC ; Havu d'Idjwi.
	Mastaki Namegabe Justin	UNC ; Mushi du territoire de Kabare.
Fizi	Amatobe Nyongolo Amy	MIP ; Bembe du territoire de Fizi.
	Munga Mesozi Louise	PPRD ; Bwari du territoire de Fizi
	Musambya Kabwe Freddy	UDPS/Tshisekedi ; Bembe du territoire de Fizi.
	Mwilanya Wilondja Néhemie	PCD ; Bembe du territoire de Fizi.
Idjwi	Balamage Nkolo Boniface	AABC ; Havu d'Idjwi.
	Miruho Akili Prosper	UNC ; Havu d'Idjwi.
Kabare	Barhalengehwa Basimine Jules	Alliance ; Mushi de Kabare.
	Ngwasi Akilimali Dieudonné	AFDC-A ; Mushi de Kabare.
	Nyamugabo Bazibuhe Claude	PPRD ; Mushi du territoire de Kabare.
	Mushobekwa Likulia Marie-Ange	G18 ; Mushi du territoire de Kabare.
Kalehe	Banywesize Mukuza Muhini Vital	AFDC-A ; Havu du territoire de Kalehe.
	Byayuwa Muley Adolphine	RRC ; Mbuti du territoire de Kalehe.
	Enerunga Muunda Anselme	AAB ; Tembo du territoire de Kalehe.
	Hakiz'Uwera Ndabagera Tite	AABC ; Hutu Munyarwanda du territoire de Kalehe.

Mwenga	Chirhulwire II Bulala Basengezi Richard	RRC ; *mwami* de la chefferie Burhinyi.
	Kibala N'Kode Jean-Claude	MS ; Nyindu du territoire de Mwenga.
	Wasso Wabiwa Irène	PCD ; Lega du territoire de Mwenga.
Shabunda	Iyananio Moligi Simon-Pierre	AAB ; Lega du territoire de Shabunda.
	Kasusa Kikobya Baruani Hilaire	AFDC-A ; Lega du territoire de Shabunda.
Uvira	Bitijula Mahimba Martin	PCD ; Fuliru du territoire d'Uvira.
	Misare Mugomberwa Claude	UNC ; Fuliru du territoire d'Uvira.
	Mulimbalimba Masururu Luc	AFDC-A ; Fuliru du terr. d'Uvira.
	Nyarugabo Muhizi Moïse	G18 ; Munyarwanda (tutsi) du territoire d'Uvira.
Walungu	Amato Bayubasire Miririndi	UNC ; Mushi du territoire de Walungu.
	Camunani Kalazo Déocard	UNC ; Mushi du territoire de Walungu.
	Cokola Ntwali Katintima Prince	PPRD ; Mushi du territoire de Walungu.
	Mudekereza Namegabe Olive	AFDC-A ; Mushi du territoire de Walungu.

Source : Céni.



Banywesize Mukuza Muhini Vital.



Hakizuwera Ndabagera Tite.



Barhalengehwa Basimine Jules.



Musambya Kabwe Freddy.



Miruho Akili Prosper.



Ngwasi Akilimali Dieudonné.



Mulimbalimba Masururu Luc.



Bitijula Mahimba Martin.

(Photos extraites de l'album de la Céni, 2023 ; droits réservés.)



Kasusa Kikobya Baruani Hilaire.



Mudekereza Namegabe Olive.



Maisha Bishobibiri Alfred.



Mastaki Namegabe Justin.



Cokola Ntwali Katintima Prince.



Amato Bayubasire Mirindi.

(Photos extraites de l'album de la Céni, 2023 ; droits réservés.)

Jean-Marie Bulambo et Boniface Balamage se maintiennent, mais, comme en 2011, plusieurs anciens députés de l'ancienne législature ne reviennent pas. Dans la ville de Bukavu, l'UNC de Vital Kamerhe triomphe, mais à travers les choix opérés, on observe un certain équilibre des ethnies par territoires parmi les élus. Une dame pygmée est élue dans le territoire de Kalehe, tout comme un Hutu est élu dans le territoire de Kalehe et un Tutsi munyarwanda dans le territoire d'Uvira. Excepté dans la ville de Bukavu, tous les élus sont originaires de leurs territoires respectifs. C'est l'UNC qui triomphe, gagnant sept députés dans la ville de Bukavu et dans quatre territoires différents ; elle s'empare de deux sièges sur quatre dans le territoire de Walungu, dont Kamerhe est originaire. L'UNC est suivie de l'AFDC-A, qui a cinq sièges dans l'ensemble de la province ; le PPRD s'écroule, avec seulement deux élus. Par ethnie, en nombre et sans distinction de territoire, les Bashi dominent, avec 10 élus, suivis de 4 Lega et 4 Havu, 3 Bembe et 3 Fuliru. Il n'y a aucun Vira élu député national.

Une partie du décor des élections de 2018 au Sud-Kivu ressemble à celui des élections de 2006, au vu du rôle que joue Vital Kamerhe au niveau national. En 2006, ce Mushi originaire de Walungu était le chef de campagne du candidat Joseph Kabila, qu'il a fait gagner. En 2018, il devient le chef de campagne de Félix Tshisekedi, dont (qui plus est) l'épouse Nyakeru est également Shi de Walungu. Tshisekedi va être intronisé chef de l'État, mais pas avec le même crédit que le vainqueur de 2006, dont l'adversaire était alors le RCD-Goma. D'après les résultats publiés par la Conférence épiscopale de l'Église catholique du Congo (Cénco), qui contredisent les résultats proclamés par la Céni, le vote du 30 décembre 2018 à l'élection présidentielle tourne, dans plusieurs provinces, à l'avantage de Lamuka, cette opposition anti-Kabila portée par Jean-Pierre Bemba et Moïse Katumbi. Il est aussi profondément défavorable à Félix Tshisekedi, qui n'existe presque pas dans les régions non luba, sauf ici dans certains territoires du Sud-Kivu, à cause certainement des facteurs cités ci-dessus. Bien que le candidat Martin

Fayulu soit le réel vainqueur de cette élection présidentielle, la victoire a cependant été octroyée à Félix Tshisekedi par la Céni et validée par la Cour constitutionnelle. Mais ce chapitre n'aborde pas la question de la légitimité du scrutin affiché bien différent de celui des urnes dont le tableau 2.2 reprend les données communiquées par la Conférence épiscopale nationale du Congo (Cénco).

Tshisekedi l'emporte dans les territoires de Walungu, Kabare, Idjwi et Bukavu-ville. Il est rejeté

Tableau 2.2 : résultats de l'élection présidentielle de décembre 2018 par territoire du Sud-Kivu

Territoires	Voix pour l'opposition Lamuka	Voix pour camp FCC/Kabila	Voix pour candidat opposition/Cash	Voix pour tous les 17 autres candidats
	Fayulu Martin	Ramazani Shadari	Tshisekedi Félix	-
Bukavu ville	6779	4364	13 186	923
Fizi	10 980	2464	375	302
Idjwi	1854	912	4368	410
Kabare	6868	1722	14 440	255
Kahele	14 484	3759	2603	362
Mwenga	9797	3063	2714	304
Shabunda	5419	2377	593	811
Uvira	25 252	2179	314	242
Walungu	1708	1193	22 966	603
Totaux	**83 141**	**22 033**	**61 559**	**4 212**

Source : résultat PVT JPC/Cénco 2019.

au sud, à Fizi et à Uvira. Malgré la présence des Bashi dans trois chefferies du territoire de Mwenga, les Lega sont enclins à soutenir l'opposition Lamuka et modérément le candidat Shadari, porté par Kabila, qui ont tous deux des parentés au Maniema.

Malgré les résultats réels des élections passées, Joseph Kabila avait tenu à contrôler le nouveau pouvoir. C'est parce qu'il craignait des poursuites sur sa gestion passée de l'État congolais par Fayulu, vainqueur des élections. Pour accepter de rendre le pouvoir, appuyé par les chefs d'État égyptien, sud-africain et kenyan, il coopta Félix Tshisekedi pour que celui-ci fût proclamé élu et devînt son successeur comme chef de l'État ; en retour, ce dernier lui garantit une protection politique et judiciaire, voire un certain ordre étatique qui lui fut favorable. En rapport à ce dossier, Félix Tshisekedi déclara en septembre 2023 avoir rejeté la proposition de l'entourage de Joseph Kabila de devenir Premier ministre de Ramazani Shadari, le candidat désigné à l'élection par le camp présidentiel. Certainement que pareille proposition avait été avancée au départ, mais à la suite des contraintes elle avait été améliorée pour faire de Tshisekedi le chef de l'État. Cette opération appelée « vérité des urnes » ou « compromis à l'africaine », Corneille Nangaa Yobeluo[2], président de la Commission électorale nationale indépendante (Céni) y revint dans une note publiée le samedi 23 septembre 2023[3] : « Un accord politique existe bel et bien . […] L'"Accord pour la stabilité de la République démocratique du Congo" a été certifié par trois chefs d'État africains avec le statut leur reconnu par les deux parties – qui l'ont félicité du fait

2. Pour avoir été dépossédé de ses carrés miniers acquis sous Joseph Kabila, Nangaa est passé en 2023 dans l'opposition armée en approchant le M23 et le Rwanda. Nous ne l'évoquons pas ici, d'autant plus que ces événements se déroulent dans le Nord-Kivu.

3. Corneille Nangaa Yobeluo affirme : « Mensonges d'État. L'accord politique existe bel et bien et il devra être rendu public ». Il dit vouloir publier cette fois les vrais résultats de l'élection présidentielle du 30 décembre 2018, mais ceci mettrait en danger la tenue des élections de décembre 2023. À la fin août 2023, la Commission africaine pour la Supervision des Élections (CASE) conseillait de s'abstenir de toute communication politique ayant trait aux secrets de délibération des résultats électoraux de 2018 (cf. article 20 de la Loi organique n° 10/013 du 28 juillet 2010 portant organisation et fonctionnement de la Commission électorale nationale indépendante telle que modifiée et complétée par la Loi organique n° 13/012 du 19 avril 2013 et la Loi organique n° 21/012 du juillet 2021).

qu'il [l'Accord] a permis la première alternance politique en RDC. […] Sur pied dudit accord politique, des institutions de la République ont été installées, cas du Gouvernement (ordonnance n° 19/056 du 20 mai 2019 portant nomination du Premier ministre Ilunga Ilunkamba), de la composition des bureaux de l'Assemblée nationale et du Sénat, etc. » (« Éclairage historique autour des dernières mêlées médiatiques en rapport avec l'élection présidentielle du 30 décembre 2018 »).

Kamerhe avait fait élire Joseph Kabila en 2006 et permit de nouer ce deal Kabila-Tshisekedi de 2018 qui aboutit à l'accord dit « de Kingakati » dans la banlieue de Kinshasa. Pour lui, il était entendu dans un autre accord conclu à Nairobi avec son partenaire du regroupement politique Cap pour le Changement (CACH) que Tshisekedi ne ferait qu'un seul mandat de cinq années pour qu'en 2023 lui, Kamerhe de l'UNC, fût alors le candidat soutenu par l'UDPS. Cela ne se passa pas ainsi, car Tshisekedi ne laissa plus la place à Kamerhe rabaissé au rang de collaborateur, d'ailleurs affaibli par l'affaire du détournement de 100 millions de dollars à la présidence de la République où il avait été fait chef de cabinet.

Du côté de l'élection provinciale, seuls deux anciens députés sur les 34 de 2006 sont réélus en 2018[4]. Le tableau 2.3 présente la nouvelle assemblée provinciale.

4. Le quota revu des députés provinciaux du Sud-Kivu en 2011 aurait été de 38 députés élus et 4 cooptés.



ACCORD POUR LA STABILITE ET LA PAIX AU CONGO

Entre les soussignés :

Monsieur **Felix-Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO**
Autorité Morale du Regroupement Politique
CAP POUR LE CHANGEMENT (CASH)
Ici dénommé premier soussigné d'une part ;

Et

Monsieur **Joseph KABILA KABANGE**
Autorité Morale du Regroupement Politique
FRONT COMMUN POUR LE CONGO (FCC)
Ici dénommé deuxième soussigné d'autre part ;

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT

Pour une passation de pouvoir civilisée, une alternance durable et pour la stabilité et la paix en République Démocratique du Congo, le soussigné de premier part accepte les conditions suivantes :

Article 1 :
Immunité totale pour le clan Kabila (famille et dignitaires de son régime). Pas de poursuites pénales pour tous les crimes possibles commis (crimes de sang, crimes économiques et autres).

Article 2 :
Concertation entre les deux leaders (Tshisekedi-Kabila) avant toute mise en place notamment dans les services de sécurité (Armée, police et services de renseignements), magistrature, entreprises publiques, et territoriale.

Article 3 :
Soutien lors de la présidentielle de 2023 par la famille politique de Tshisekedi de la candidature FCC, famille politique de Kabila.

Fait à Kinshasa (Kingakati), le 08 janvier 2019

Felix-Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO **Joseph KABILA KABANGE**

Témoins internationaux :
1. **UHURU KENYATTA : Président de la République du Kenya**
2. **Al-SISI : Président de la République arabe d'Egypte**
3. **Cyrille RAMAPHOSA : Président de la République Sud-Africaine**

Témoins nationaux :
1. **Delphin KAHIMBI**
2. **Célestin MBALA**
3. **John NUMBI**
4. **Aniss[illegible]KUMBA**
5. **Jean-Claude YAV KABEY**

Tableau 2.3 : députés provinciaux élus au Sud-Kivu en 2018

Territoires électoraux	Noms	Partis politiques	Observations
Ville de Bukavu	Amani Ngubiri	UNC	Mushi du territoire de Kabare.
	Bisimwa Yabe Ntayitunda	UNC	Originaire du territoire de Kabare.
	Bulakali Mwanawabene	UNC	Originaire du territoire de Walungu.
	Bulambo Fiston	ABCE	Lega du territoire de Mwenga.
	Kasilembo Wabatinga	MS	Originaire du territoire de Mwenga.
	Kinja Mwendanga Béatrice	AFDC-A	Originaire du territoire de Kabare.
	Musongela Mutambala Georges	UNC	Originaire du territoire de Fizi.
Fizi	Alimasi Malumbi Mathieu	PPRD	-
	Bumbu Malike Job	ABCE	-
	Kabungulu Mateso	AFDC-A	-
	Peshi Mtengya	AAB	-
	Shenila Mwanza	AAB	Elle avait été sénatrice élue en 2007.
	Sibatwa Jula	Chef coutumier coopté	-
Idjwi	Maisha Kazenguhera	AAB	-
	Ntambuka Balekage Roger	PCD	-
Kabare	Bashengezi Mirindi	AFDC-A	-
	Bisimwa Batandi Frédéric	UNC	-
	Cubaka Banywesize	PPRD	-
	Kayumpa Musoro René	AFDC-A	-
	Mushagalusa Kidubi	A2018	-
	Zirhumana Basimane Jérémie Innocent	PPRD	-
	Kabare Rugemaninzi Désiré	Député coopté	*Mwami* de la chefferie Kabare.
Kalehe	Amani Kamanda	AAB	-
	Balyana Mastaki	PPRD	-
	Koko Cirimwami	AFDC-A	-
	Kusimwa Bishisha	RRR/nom mini	-
	Kikundama Ntungo	PPRD	-
Mwenga	Kababili Munyololo	PPRD	-
	Kalafula Byakusaka Blandine	AFDC-A	-
	Mukamba Mazambi	-	-
	Zihindula Kabeza	MS	-
Shabunda	Bulimuntu Augustin	UNC	-
	Swedi Basila	AAB	-
	Wenda Mukangwa Placide	AFDC	-
Uvira	Baleke Kadudu	PPRD	-
	Masine Kinenwa	MS	-
	Bambaro Ombeni	PPRD	-
	Musa Nyangala	A2018	-
	Mwamba Hansi	AFDC-A	-
	Ndigaya Ngezi Emmanuel	AFDC-A	-
	Nijimbere Ndabagoye	Chef coutumier coopté	-
Walungu	Bigirimwana Rusangwa	UNC	-
	Bushenyula Lukanga	UNC	-
	Kahasha Murula Albert	PPRD	-
	Lwamira Barhumana Zacharie	PPRD	-
	Ndumerume Bulefu	UNC	-
	Kabonwa Naweza	Coptée	-

Source : Assemblée provinciale du Sud-Kivu 2019 : 5-6.



Kusimwa Bishisha Cosmos.



Cubaka Banywesize Karhantwe.



Bashengezi Mirindi Patrice.



Bisimwa Batandi Frédéric.



Maisha Kanzeguhera Freddy.



Mwamba Assani Hamza.



Bulimuntu Kikuni Augustin.



Kabare Rugemaninzi Michael, fils de Désiré Kabare Rugemaninzi II.

(Photos extraites de l'album de la Céni, 2023 ; droits réservés.)



Ndigaya Ngezi Emmanuel.



Musongela Mutambala Georges.



Placide Wenda Mukangwa.

(Photos extraites de l'album de la Céni, 2024 ; droits réservés.)

Pour ces élections plus proches du niveau local, il n'y a aucun élu munyarwanda. Le PPRD, avec 11 députés, reste le premier parti du Sud-Kivu, mais il est talonné par l'UNC de Vital Kamerhe, qui a 10 députés et l'AFDC-A de Modeste Bahati Lukwebo, qui en a 8. Si l'UNC domine dans la ville de Bukavu (où le PPRD a disparu) et dans le territoire de Walungu, dont Kamerhe est originaire, il n'apparaît pas dans les territoires de Kalehe, Idjwi, Mwenga, Uvira et Fizi. Avec plus de 18 élus, les originaires bashi dominent en nombre, mais sans avoir à eux seuls la majorité des membres.

Les élections au second degré des sénateurs et des gouverneurs de province par les nouveaux

députés provinciaux ont eu lieu au courant du premier semestre 2019. À ce niveau, la représentativité observée des partis politiques est fortement bousculée ; l'UNC gagne un siège de sénateur, octroyé à un Lega, mais avec un très faible score. À chaque stade de l'élection, les facteurs qui déterminent le choix des acteurs bougent, car ils sont influencés par d'autres déterminants.



Le bâtiment de l'assemblée provinciale à Bukavu.
(Photo reçue d'Aymar Nyenyezi Bisoka, 17 janvier 2023.)

Tableau 2.4 : sénateurs élus du Sud-Kivu en 2019

Noms	Partis politiques et nombre de voix obtenues	Identités ethniques
Bahati Lukwebo Modeste	AFDC-A ; 12 voix	Shi du territoire de Kabare, élu député national en 2006, 2011 et 2018.
Lumbi Okongo Pierre (décédé en 2020, remplacé par son suppléant Mampezi, Fuliru d'Uvira)	G7 ; 7 voix	Né à Bukavu d'une mère tutsi burundaise et d'un père kusu/otetela de Kibombo (Maniema). Il est parmi ceux qui ont implanté le mouvement des ONG au Kivu.
Miruho Mugorozi Stéphane	PPRD ; 6 voix	-
Mamboleo Mughuba Itundamilamba	UNC ; 2 voix	Lega.



Modeste Bahati Lukwebo.
(Photographe non identifié ; droits réservés.)

En 2019, Modeste Bahati avait brigué le poste de président du Sénat, mais le camp Kabila lui préféra Alexis Tambwe Mwamba, qui l'emporta. En nouant de nouvelles alliances, qui conduisirent à la dislocation des majorités pro-Kabila tant au Parlement qu'au Sénat en faveur du nouveau pouvoir de Félix Tshisekedi, Bahati joua un rôle important dans ce renversement qui conduisit à la création de l'« Union sacrée ». Ainsi gagnera-t-il finalement, en 2021, le poste convoité de président du Sénat.

Les réalisations de Modeste Bahati Lukwebo

L'importance de Modeste Bahati dans le Sud-Kivu n'est pas que politique. Elle s'observe de plus en plus à travers les acquisitions/réalisations matérielles très nombreuses ; la plupart de celles-ci sont concentrées dans son territoire d'origine, Kabare et dans la ville de Bukavu qui lui est contiguë. Voici les plus marquantes :

1. Cité la science : il s'agit d'un quartier en construction, la première phase comporte un hôpital, une école polytechnique, une université, un auditorium, des maisons de logement pour les médecins et professeurs.



Bâtiment de l'école polytechnique.



Bâtiment de l'école polytechnique.



Bâtiment de l'hôpital.





Maisons de logement pour les médecins et professeurs.





Auditorium.

(Photos reçues de Frank Minani, chargé des projets de la Fondation Modeste Bahati Lukwebo au Sud-Kivu, septembre 2024.)

2. Forages d'eau à Bukavu : déjà réalisés au collège Alajiri, au couvent des religieuses, à l'école primaire Sainte-Jeanne-Lestonnac, au lycée Cirezi, dans le quartier Nguba, dans le camp Saio, à Elakate, à Funu, etc.



Forage des puits d'eau potable à Bukavu.
(Photos reçues de Frank Minani, chargé des projets de la Fondation Modeste Bahati Lukwebo au Sud-Kivu, septembre 2024.)

3. Terrains de jeux : réhabilitation du stade de football de Funu et construction de ceux de Cikonyi et de Ciriri.



Stade de Funu à Kadutu (Bukavu).
(Photo reçue de Frank Minani, chargé des projets de la Fondation Modeste Bahati Lukwebo au Sud-Kivu, septembre 2024.)

4. Autres actions

4.1. Réhabilitation et/ou construction des églises et des écoles : EP1 Mwanda, paroisse Saint-Lambert…



Réhabilitation de la paroisse et de l'église Saint-Lambert de Mwanda-Katana.
(Photos reçues de Frank Minani, chargé des projets de la Fondation Modeste Bahati Lukwebo au Sud-Kivu, septembre 2024.)

4.2. Charrois automobiles



Don de cinq ambulances et corbillards.



Les cinq camions de pompiers offerts.

(Photos reçues de Frank Minani, chargé des projets de la Fondation Modeste Bahati Lukwebo au Sud-Kivu, septembre 2024.)

4.3. Réhabilitation de la cimenterie du Kivu (CIMENKI)



La cimenterie du Kivu.
(Photo reçue de Frank Minani, chargé des projets de la Fondation Modeste Bahati Lukwebo au Sud-Kivu, septembre 2024.)

4.4. Kasheke Tomato Factory : usine de transformation des tomates dans le territoire de Kalehe.





La Kasheke Tomato Factory.
(Photos reçues de Frank Minani, chargé des projets de la Fondation Modeste Bahati Lukwebo au Sud-Kivu, septembre 2024.)

La fondation de Modeste Bahati Lukwebo octroie des champs aux paysans auxquels elle distribue des semences de tomates pour qu'à la récolte l'usine achète la production pour la transformation en concentré.

Au-delà de ce qui apparaît comme étant d'abord des œuvres sociales, c'est Modeste Bahati Lukwebo et sa famille qui bâtissent une base économique durable dans leur région natale à partir de cette ascendance politique acquise. Ainsi leurs premiers acquis sont davantage consolidés, tels les hôtels et les commerces.



Au bord du lac Kivu à Bukavu, une vue de l'hôtel *New Riviera* de Bahati Lukwebo.



Une autre propriété de Bahati, l'hôtel *Orchids* à Bukavu.



Le supermarché Riviera Mall Katana, propriété de Bahati Lukwebo.

(Photos reçues de Frank Minani, chargé des projets de la Fondation Modeste Bahati Lukwebo au Sud-Kivu, septembre 2024.)

Tableau 2.5 : originaires du Sud-Kivu dans le gouvernement d'Ilunga Ilunkamba du 20 mai 2019 au 12 avril 2021

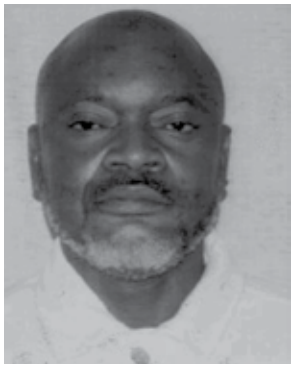
Noms	Fonctions	Partis politiques	Identités ethniques
Ruberwa Manywa Azarias	Ministre d'État de la Décentralisation et Réformes institutionnelles	RCD	Munyarwanda (Tutsi) de Fizi.
Muhanzi Mubembe Eustache	Ministre d'État des Ressources hydrauliques et Électricité	UNC	Shi de Kabare.
Nyamugabo Bazibuhe Claude	Ministre de l'Environnement et Développement durable	PPRD	Shi de Kabare.
Lutundula Okito Didier	Vice-ministre de l'Économie nationale	AFDC	Otetela de la province du Sankuru.
Banga Lwaboshi Liliane	Vice-ministre de l'Enseignement supérieur et universitaire	-	Shi de Walungu.



Muhanzi Mubembe Eustache.



Nyamugabo Bazibuhe Claude.



Lutundula Okito Yuhe Didier.

(Photos extraites de l'album de la Céni, 2023 ; droits réservés.)

Dans le gouvernement de Sama Lukonde, constitué le 12 avril 2021, Azarias Ruberwa perd son poste de vice-Premier ministre et ministre de la Décentralisation, mais c'est pour être remplacé par Alexis Gisaro Muvunyi choisi « hors parti politique » comme personnalité au rang de ministre d'État. À cause de l'influence de Kamerhe (malgré sa mise à l'écart politique en raison de son emprisonnement pour détournement de fonds), de Denise Nyakeru Tshisekedi (qui est Shi de Walungu)[5] et de

5. D'après divers témoignages recoupés, Denise Nyakeru est la cadette d'une fratrie de 7 enfants dont l'aînée Spéciose (décédée en 2017), suivie de Stéphanie (dite Fanny, ancienne agente de la Banque du Congo et ex-épouse d'Étienne Ngangura Kasole), Christophe, Christian, Jeannette (ancienne diplomate à Londres), Jean-Paul (Poyo) et Denise. Elle est née le 9 mars 1967, fille d'Étienne Nyakeru et Christine Njabuka mwa Ntalushika, tous deux décédés dans l'accident de circulation qui eut lieu le 25 janvier 1968 à Bukavu (dans le quartier industriel, non loin de la prison de Kadutu) ; elle est donc devenue orpheline à l'âge de 9 mois. Avec ses frères et sœurs, elle grandit à Kinshasa auprès d'un oncle maternel, l'abbé Sylvestre Ngami Mudahwa, aumônier catholique des Forces armées zaïroises. Mais celui-ci décède à son tour dans un accident de la route en 1985 ; Denise a 18 ans. Dès lors, ce sont ses aînés qui prennent le relais pour l'aider. Elle a obtenu son diplôme d'État au lycée Tobongisa dans la commune de Ngaliema à Kinshasa.
Les grands parents de Denise sont Mweze Kalunga et Mwanamushimba Thérèse (Bushenyula), originaires de Mwirama (Igurhu-Mushenyi), groupement Kaniola, chefferie Ngweshe dans le territoire Walungu. Étienne Nyakeru, le père de Denise, est né à Makwale dans le Ngweshe et sa mère à Cheherano (Musiru).
Mais Denise Nyakeru a obtenu une carte d'identité rwandaise (n° 1 1967 8 0960790 65), attestant de sa détention d'une autre nationalité (et de ses origines) non congolaise. Selon certaines sources, elle l'aurait gagné au moment du génocide rwandais afin de bénéficier des facilités accordées aux réfugiés rwandais pour son installation en Europe ; ce qui lui avait permis de gagner le Royaume-Uni (où se trou-

Résidences de la famille Nyakeru dans le village d'Igurhu dans le groupement Kaniola



Vue de l'ancienne (devant) et de la nouvelle (arrière) résidences familiales.



Vue rapprochée de la nouvelle résidence familiale.

(Photos de Parfait Kaningu, 2023 ; droits réservés.)

la conflctualité grandissante dans la région, amenant l'autorité politique nationale à veiller à la dimension ethnique, le Sud-Kvu va être la province la mieux servie, au vu du nombre des originaires nommés dans ce gouvernement de 56 membres.

vait sa sœur Jeannette) puis la Belgique, où elle commence sa vie professionnelle. Mais on ne doit s'arrêter à cette unique hypothèse sur cette autre nationalité rwandaise de Denise Nyakeru. N'aurait-elle pas aussi de la parenté au sens large au Rwanda ? En fait, plusieurs familles bashi frontalières en posséderaient.

Denise Nyakeru reçoit à Bruxelles la formation d'aide-soignante ; elle travaille dans différentes maisons de repos et de soins, la dernière fut *Les Jardins d'Ariane* dans la commune de Woluwe-Saint-Lambert à Bruxelles. C'est à Bruxelles qu'elle avait rencontré Félix Tshilombo Tshisekedi avec qui elle a cinq enfants. Il s'agit de quatre filles et un garçon : Fanny, Anthony, Christina, Sabrina et Serena. Mais son mariage avec Félix qui est sans emploi n'a pas été tranquille, à deux reprises l'homme avait été chassé du foyer par son épouse. Ce comportement avait fait que les parents de Félix (Étienne et Marthe Tshisekedi) avaient encouragé la deuxième liaison de leur fils avec Giselle Mpela Yoka. Mais celle-ci sortait d'une relation interrompue avec un premier homme qui lui avait fait deux enfants. La relation Giselle et Félix a donné naissance à deux filles, Félicia et Antonella ; certaines sources parlent d'un troisième enfant né après que Giselle eut été expulsée de Kinshasa le 20 septembre 2021 par la police congolaise sur instruction de Denise Nyakeru exécutée par François Beya, le Conseiller spécial du président Tshisekedi.

Il est raconté à Kinshasa que Denise Nyakeru intervient directement dans les orientations politiques et elle possède même un cabinet créé par décret présidentiel en plus de son ONG ; elle a son mot à dire dans le choix des personnes qui entourent le président et c'est un peu comme si elle avait le droit à un quota de fidèles. Le ministre de la Défense, Gilbert Kabanda Kurhenga, est parfois désigné comme l'un de ses « pères adoptifs ». Ce militaire à la retraite, qui ne faisait pas partie des officiers les plus gradés du pays, a pris soin de Denise et de ses frères et sœurs lorsqu'ils étaient enfants. John, l'aîné, a été promu chef du protocole présidentiel à l'arrivée au pouvoir de Félix Tshisekedi, avant de devenir ambassadeur au Kenya ; sa sœur Jeannette est ambassadeur de la RDC au Ghana.

La présence d'Alexis Gisaro, Tutsi munyarwanda, attise le mécontentement. Au sein du Gouvernement national, il succède à Azarias Ruberwa pour ce qui semble dorénavant devenir le quota attribué aux Banyarwanda/Banyamulenge. Diverses sources signalent l'influence acquise par les *leaders* banyamulenge sur les pouvoirs congolais sous Joseph Kabila et Félix Tshisekedi. Ainsi, Bizimana Karahamuheto qui n'apparaît plus au grand jour joue le rôle de conseiller autour de la présidence de la République. En début août 2021, Félix Tshisekedi nomme Emmanuel Tommy Tambwe Rudima (ancien cofondateur du RCD en août 1998, puis vice-gouverneur du Sud-Kivu en 2000-2002 et membre du M23 de Nkundabatware) chef du Programme de Désarmement, Démobilisation et Relèvement communautaire (P-DDRCS).

Et si dans le gouvernement de Michel Sama Lukonde, les Bashi comptent quatre des six nominés du Sud-Kivu, les Fuliru ont un membre, mais les Lega n'en ont aucun[6]. Par ailleurs, il y a la nomination au poste du ministre de la Défense de Gilbert Kabanda, beau-frère de Denise Nyakeru (épouse de Félix Tshisekedi).

6. Le ministre de l'Économie, Kalumba Yuma Jean-Marie, est Lega, certes, mais originaire du territoire de Pangi dans la province du Maniema.

Tableau 2.6 : originaires du Sud-Kivu membres du gouvernement de Sama Lukonde d'avril 2021

Noms	Fonctions	Identités
Gisaro Muvunyi Alexis	Ministre d'État chargé des Infra–structures et des Travaux publics	Munyarwanda (Munyamulenge) d'Uvira, né le 23 mars 1966 ; choisi comme personnalité/RCD.
Boji Sangara Bananyirwe Aimé	Ministre d'État chargé du Budget	Mushi de Walungu ; quota UNC.
Rubota Masumbuko François	Ministre d'État chargé du Développement rural	Fuliru d'Uvira, né le 20 avril 1959 ; quota ADRP.
Muhanzi Mubembe Eustache	Ministre d'État chargé de l'Entreprenariat et des MPE	Mushi de Kabare ; quota UNC.
Kabanda Kurhenga Gilbert	Ministre de la Défense et des Anciens Combattants	Mushi de Walungu ; quota Félix Tshisekedi ; marié à Christine Nyakeru, la grande sœur décédée de Denise Nyakeru. Il fut étudiant en médecine de l'Université Lovanium, incorporé dans les FAZ le 13 août 1973, promu colonel en juillet 1983 et est directeur SS à l'état-major. Dans les FAZ, il avait évolué dans le secteur aéronautique militaire, occupant la fonction de médecin-chef de service médical, unité d'appui armée sous les généraux Lotin Kikunda Ombala et Baruti Milengo, respectivement chef d'état-major et chef d'état-major adjoint. Il va être arrêté dans l'affaire Lenge-Lenga en décembre 1990, libéré le 9 janvier 1991, puis nommé commandant du Corps médical en mars 1993. Il aurait côtoyé le RCD en 1998 et intégré ses rangs. Dans les FARDC, il atteignit le grade de colonel, nommé directeur général du Service de santé des FARDC en juin 2007.
Bayubazire Mirindi Amato	Vice-ministre de la Justice	Shi de Walungu ; quota UNC (Kamerhe).



Gisaro Muvunyi Alexis.



Rubota Masumbuko François.



Boji Sangara Bamanyirwe Aimé.

(Photos extraites de l'album de la Céni, 2023 ; droits réservés.)

Le premier mandat présidentiel s'achève en 2023 au moment où l'offensive du mouvement armé M23 soutenu par le Rwanda[7] éprouve Félix Tshisekedi tenu à organiser de nouvelles élections pour se maintenir au pouvoir. Il y a urgence pour lui d'adapter sa stratégie et de recomposer le gouvernement de Sama Lukonde. Gilbert Kabanda est déplacé du ministère de la Défense à la Recherche scientifique. C'est davantage le retour en grâce de Vital Kamerhe dans les premiers rangs du pouvoir qui devient marquant.

Le Sud-Kivu a renforcé ainsi le nombre de ses membres au Gouvernement ; il y a la présence de Vital Kamerhe réhabilité après un emprisonnement humiliant pour détournement de plusieurs millions de dollars. Cela le handicape pour être candidat à la présidence, mais il y a là un gain et un calcul politique en terme de stratégie politique. C'est un filon à exploiter pour Félix Tshisekedi qui cherche à réduire le poids ethnique shi de la candidature de

7. L'ambassade des États-Unis à Kinshasa publie le 25 août 2023 ce communiqué du département du Trésor des États-Unis du 24 août 2023 : « Washington, aujourd'hui, le bureau de Contrôle des actifs étrangers (OFAC) du département du Trésor a sanctionné six personnes pour avoir contribué à la plus récente escalade du conflit dans l'Est de la République démocratique du Congo (RDC) ». L'escalade actuelle du conflit a commencé en novembre 2021 lorsque le M23 (mouvement du 23 mars), soutenu par le Rwanda, a occupé des parties de la province du Nord-Kivu en RDC, ce qui a suscité une réponse de l'armée congolaise (FARDC) et de plusieurs groupes armés non étatiques, notamment les Forces démocratiques de Libération du Rwanda (FDLR), qui font l'objet de sanctions.

Forces démocratiques de Libération du Rwanda (FDLR)
Les FDLR sont une milice armée à majorité ethnique hutu opérant en RDC. Le 3 janvier 2013, l'OFAC a sanctionné les FDLR et le M23 dans le cadre du décret présidentiel (EO) 13413. Le M23 et les FDLR ont tous deux été désignés pour avoir commis des crimes graves faisant intervenir le ciblage d'enfants dans le conflit en RDC, notamment leur recrutement et leur assassinat, des mutilations et violences sexuelles. Le M23 a également été désigné pour avoir reçu des armes et du matériel liés aux activités militaires qui contribuaient directement au conflit à l'époque.
Hakizimana Apollinaire, de nationalité rwandaise, est le commissaire à la défense des FDLR.
Le général de brigade Sebastian Uwimbabazi, de nationalité rwandaise, est un *leader* des FDLR chargé du renseignement.
Ruvugayimikore Protogène, un ressortissant rwandais, dirige le groupe macabre, affilié aux FDLR, anciennement connu sous le nom de « Commando de recherche et d'action en profondeur (CRAP) ». Protogène a été accusé par l'Union européenne d'avoir planifié, dirigé ou commis des violations des droits de la personne en RDC et d'être responsable de la perpétuation du conflit armé, de l'instabilité et de l'insécurité en RDC.
Hakizimana, Uwimbabazi et Protogène sont désignés conformément à l'EO 13413, tel que modifié par l'EO 13671, car ils sont des dirigeants des FDLR, une entité dont les biens et les intérêts sur ces biens sont bloqués conformément à l'EO 13413, tel que modifié.

M23
Le M23 est une milice majoritairement tutsi en RDC qui lutte contre l'armée congolaise et plusieurs groupes armés non étatiques. À partir de novembre 2021, le M23 a pris le contrôle de portions considérables de la province du Nord-Kivu, dans l'Est de la RDC, a commis des violations des droits de la personne et a forcé plus de 800 000 personnes à fuir leurs foyers.
Bernard Byamungu (Byamungu), de nationalité congolaise, est le commandant adjoint des opérations et du renseignement du M23. Byamungu est désigné conformément à l'EO 13413, tel que modifié par l'EO 13671, car il est un dirigeant du M23, une entité dont les biens et les intérêts sur ces biens sont bloqués conformément à l'EO 13413, tel que modifié.

Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC)
Le colonel Salomon Tokolonga (Tokolonga), de nationalité congolaise, commande le 3411e régiment des FARDC. En mai 2022, Tokolonga a dirigé une réunion au cours de laquelle plusieurs groupes armés congolais ont convenu de former une coalition contre le M23. Le régiment de Tokolonga a fourni des munitions aux forces des FDLR combattant le M23. Tokolonga est désigné conformément à l'EO 13413, tel que modifié par l'EO 13671, pour être un dirigeant des FARDC, une entité, ou tout groupe armé, qui a, ou dont les membres ont été responsables ou complices, directement ou indirectement, d'actions ou de politiques qui menacent la paix, la sécurité ou la stabilité de la RDC.

Forces rwandaises de Défense (FRD)
Le général de brigade Andrew Nyamvumba, de nationalité rwandaise, est le chef des opérations de la 3e division des FRD. Début 2022, la 3e division est entrée sur le territoire de la RDC et, en collaboration avec les combattants du M23, a attaqué les positions et les camps des FARDC, faisant des victimes en leur sein.
Nyamvumba est désigné conformément à l'EO 13413, tel que modifié par l'EO 13671, pour être un dirigeant des FDR, une entité, ou tout groupe armé, qui a, ou dont les membres ont été responsables ou complices, ou se sont engagés, directement ou indirectement, dans des actions ou des politiques qui menacent la paix, la sécurité ou la stabilité de la RDC » (source : https://home.treasury.gov/news/press-releases/jy1703).

Tableau 2.7 : personnes originaires du Sud-Kivu membres du gouvernement de Sama Lukonde du 23 mars 2023

Noms	Fonctions	Observation
Gisaro Muvunyi Alexis	Ministre d'État chargé des Infrastructures et des Travaux publics	Reconduit
Boji Sangara **Bananyirwe** Aimé	Ministre d'État chargé du Budget	Reconduit
Rubota Masumbuko François	Ministre d'État chargé du Développement rural	Reconduit
Kabanda Kurhenga Gilbert	Ministre de la Recherche scientifique	Permuté
Kamerhe Vital	Vice-Premier ministre à l'Économie nationale	Nouveau ; il est Mushi de Walungu.
Muhanzi Mubembe Eustache	Ministre d'État chargé de la Décentralisation	Permuté
Ndusi mwa Kembe Claudine	Ministre de l'Emploi et de la Prévoyance sociale	Mushi de Kabare, née le 10 novembre 1970 ; membre du parti Alliance des Forces démocratiques du Congo (AFDC).



Ndusi mwa Kembe Claudine.
(Photo extraite de l'album de la Céni, 2023 ; droits réservés.)

Parcelle familiale de la famille Kamerhe au village Bulwi



Le chemin qui conduit à la parcelle familiale.



L'entrée de la parcelle familiale.



La maison familiale.
(Photos Parfait Kaningu, 2023.)



Vue de la résidence de Vital Kamerhe à Walungu.
(Photo Parfait Kaningu, 2023.)

Denis Mukwege. Les privilégiés deviennent les Bashi de Walungu pro-Kamerhe. Mukwege est originaire du même territoire, mais il appartient à l'autre chefferie Kaziba, moins importante à la fois du point de vue de l'espace et de la démographie que celle de Ngweshe. Médecin gynécologue de son état, il exerce une véritable contre-insurrection parce que « fatigué de soigner les conséquences de la barbarie humaine » qui sévit depuis des années dans sa région. Cela lui a valu de nombreuses distinctions, dont le prix Nobel de la paix en 2018.

2. LA CANDIDATURE DE MUKWEGE À LA PRÉSIDENTIELLE

Face à la situation de crise continue au Kivu, ainsi s'affiche, dit-on, la figure devenue marquante de Denis Mukwege Mukengere. Cet homme originaire de Namushwaga, groupement Lukube, chefferie Kaziba dans le territoire de Walungu au Sud-Kivu, est né le 1er mars 1955 à Bukavu. Mushi muzibaziba, son père Mukwege Chuma Matayo (pasteur adventiste, né en 1922 et décédé le 7 octobre 2010) appartient au clan Barhana ; Banamahanzi est sa mère. Son grand-père paternel fut *mujiji* (gardien de la tradition). Voici l'arbre de la descendance généalogique de la famille, du côté paternel : Rhana, Balezi, Nantende, Nakagali, Bihire, Cihire, Mukwege Chuma et Mukwege Mukengere Denis. Tous ces détails deviennent utiles dans ce contexte de compétition où certains soutiens des autres candidats à l'élection présidentielle ont présenté les parents de Mukwege (dont la mère) comme étant venus du Burundi, donc pas de « vrais » (autochtones) Congolais.



Résidence de Denis Mukwege à Namushwaga, groupement Lukube dans la chefferie Kaziba.
(Photographe non identifié, 2023 ; droits réservés.)

Depuis plus de vingt ans, Denis Mukwege s'est lancé dans une croisade contre les causes des violations graves des droits humains en RDC. Il y a la mauvaise gestion politique au Congo certes, mais ici le pouvoir rwandais est pointé comme directement responsable de la situation. De plus en plus, sa voix porte, ce qui met mal à l'aise à la fois les groupes armés, les pouvoirs de Kinshasa et de Kigali. D'ailleurs, même le Burundi, l'autre voisin du Sud-Kivu, n'est pas épargné. Ainsi il fait l'objet d'une adversité de ceux qui sont interpellés par son plaidoyer ; il fait l'objet d'attaques directes des officiels des États impliqués dans les exactions. À deux reprises, il échappe à l'assassinat à son domicile ; il vit depuis plus de dix ans en retranchement dans son hôpital. Observons le cas des régimes politiques du Rwanda et du Burundi.

a) Paul Kagame, jadis *leader* d'un mouvement rebelle armé, est passé au centre de l'attention de la communauté internationale par la spectaculaire modernisation de Kigali, par la tentative de création d'une image positive et de bonne gestion du Rwanda loin des pratiques des pays de la région, mais aussi par la nature répressive de son régime, par son rôle et ses responsabilités dans la guerre dans l'Est de la RDC. Ancien chef de guerre, il passe pour être devenu un des *leaders* les plus influents du continent africain tout en étant accusé régulièrement de violer les droits humains et de restreindre toute opposition dans son pays. Être à la tête des troupes qui mettront fin au génocide rwandais lui a conféré une légitimité considérable dans son pays et auprès d'une partie de la communauté internationale. Samia Cabouni écrit à son sujet : « Paradoxalement, sa politique est à la fois conflictuelle et pacifique ; d'une part,

il s'implique dans des conflits, en l'occurrence dans la déstabilisation de la région, comme c'est le cas avec la République démocratique du Congo et, de l'autre, il oriente son pays vers des processus d'intégration et se montre comme un faiseur de paix, en engageant son armée dans des missions de maintien de la paix et en essayant d'exporter une image idéale de son pays notamment à travers le tourisme » (Chabouni 2023 : 56).

b) Il y a deux ans, le Burundi, contrairement au Rwanda, a connu un passage de pouvoir à la tête de l'État. La mort de Pierre Nkurunziza avait contribué à faciliter cette évolution consignée dans la constitution du pays. Sur cet autre maquisard qui avait fini par dominer son pays, Denis Banshimiyubusa, dans son étude *Nkurunziza ou l'itinéraire d'un chef rebelle « Muhuza » devenu chef d'État « Guide suprême du patriotisme » (in)contesté au Burundi*, fait la réflexion suivante : « Comme cela se remarque dans quelques pays de la région des Grands Lacs africains (Rwanda, Ouganda, République démocratique du Congo) les présidents issus d'anciens mouvements rebelles se muent le plus rarement possible en démocrates. […] Autant dire que gérer un mouvement rebelle, même de plus de 50 000 hommes et femmes n'a rien à voir avec la gestion d'un État, une institution qui doit marcher sur des règles et lois préétablies » (Banshimiyubusa 2023 : 146).



Le Dr Denis Mukwege reçoit le samedi 16 septembre 2023 un chèque des organisations de la société civile pour le dépôt de sa candidature à la présidentielle de décembre 2023 en RDC.
(Photo reçue de Théodore Assumani, septembre 2023 ; droits réservés.)

Les accusations de Denis Mukwege contre les dirigeants politiques portent sur ce qu'il entend et vit. Au départ, l'assassinat des malades de l'hôpital de Lemera où il exerçait, à 80 km au sud de la ville de Bukavu, a déclenché chez lui une révolte contre les causes et les conséquences de la barbarie inouïe. Cela s'était produit le 6 octobre 1996 lorsque les rebelles de l'AFDL attaquent l'hôpital, détruisant le matériel et tuant indistinctement malades et personnel soignant, 37 personnes au total (Rapport *mapping*, pp. 139-140). Après une courte période d'exil, il fonde l'hôpital de Panzi dans les ruines d'un camp de réfugiés, dispersés par la guerre, situé dans un faubourg de Bukavu. Les premiers malades qui y arrivent sont d'un genre particulier : « La première patiente admise était une victime de viol ayant reçu un coup de feu dans ses organes génitaux. La violence macabre ne connaissait aucune limite. Cette violence malheureusement ne s'est jamais arrêtée » (Mukwege). Plus les jours passent, plus les formes de violences sexuelles se complexifient et s'aggravent. On assiste à des violences sexuelles généralisées et systématiques, utilisées comme arme de guerre.

Le docteur Mukwege s'emploie aux réponses médicales. Avec des atouts de gynécologue, il développe notamment une expertise dans le traitement des fistules, avec des cliniques mobiles. Ce qui va lui valoir le qualificatif de « l'homme qui répare les femmes », à travers un ouvrage de la journaliste belge Collette Braeckman. Très vite, les besoins des patients se diversifient, la prise en charge médicale ne suffit plus. Denis Mukwege développe une approche holistique qui inclut la prise en charge médicale, juridique, socio-économique et psychosociale. Le mal persiste, la lutte contre les conséquences s'avère insuffisante.

Dès lors, sa croisade véhicule un modèle d'insurrection contre la terreur et l'oppression. Il dit : « Le traitement du bloc opératoire ayant montré ses limites, nous n'avons pas eu d'autre choix que d'informer l'opinion publique internationale et les décideurs sur cette triste réalité qui fit honte à notre humanité commune. Depuis lors, nous dénonçons l'inacceptable pour briser l'indifférence, contribuer à traiter les causes de la violence, et avancer sur le chemin de la paix » (Mukwege). Denis Mukwege passe de la lutte contre les conséquences au « combat contre les causes ». Il sillonne les salons diplomatiques, les ambassades, les Églises et autres tribunes pour dénoncer l'horreur qui se commet

au Kivu en RDC dans l'indifférence des autorités nationales et des décideurs internationaux. Malgré les menaces subies, il ne dévie pas de sa trajectoire.

En mars 2023, Mukwege annonce sa candidature à l'élection présidentielle. Il justifie son engagement à gagner le pouvoir afin de lutter contre la prédation politique qui continue à enraciner des conflits meurtriers dans la région. Si le Rwanda connaît aujourd'hui une accalmie, son passé récent est jonché de tragédies à répétition. Le nouveau maître de Kigali se veut être le seul faiseur de conscience, imposant une lecture de l'histoire à son goût. La situation de crise liée à son pouvoir nourrit des rancœurs chez les populations de la région appelées à se côtoyer au-delà des régimes politiques dans leurs pays. Plusieurs traditions en Afrique subsaharienne apprennent qu'un feu mal éteint a souvent tendance à reprendre une fois que le vent se lève à nouveau. La candidature de Mukwege est confirmée début octobre 2023.

Mais dans les relations avec les Bashi dont ceux de Walungu, leur communauté d'origine, Mukwege et Kamerhe traînent tous deux des épines sous leurs pieds. Pour Mukwege, son hôpital de Panzi n'est pas construit sur les terres de sa chefferie Kaziba déjà moins bien classée dans les hiérarchies sociétales shi. Pour Kamerhe, quant à lui, le point de désaccord avec son ethnie porte sur le fait qu'il ait quitté sa première épouse mushi, fille de Dieudonné Boji Ntole (cf. *supra*), pour aller prendre Amida, l'ex-femme d'un musicien de Kinshasa. Dans cette affaire du détournement de 100 millions de dollars à la présidence de la République qui l'ont conduit en prison, la liaison avec cette femme avait été épinglée.

3. ÉLECTIONS DU 20 DÉCEMBRE 2023

Celles-ci étaient annoncées pour porter sur les scrutins présidentiel, législatifs national et provincial ainsi que municipal. Mais les désordres qui ont caractérisé le processus surtout lors du déroulement du vote prévu pour ne durer qu'un jour, puis prolongé de manière désordonnée selon les lieux, discréditent la qualité des résultats. L'organisation même de la Céni se trouve directement impliquée dans la magouille dont la détention de nombreuses machines et des bulletins à voter par plusieurs candidats membres de l'Union sacrée et cela presque dans toutes les provinces du pays. Dans le cadre de la Conférence épiscopale (Cénco), treize évêques catholiques délégués par leurs assemblées épiscopales provinciales se sont réunis à Kinshasa pour le suivi du processus électoral. Ils ont ainsi publié un message intitulé : « Celui qui se livre à la fraude n'habitera pas dans ma maison ». Dans ce texte, ils estiment que « Hélas, ce peuple est aujourd'hui désillusionné et traumatisé par la façon dont ces élections ont été organisées et par les conditions dans lesquelles elles se sont déroulées à bien d'endroits ». Pour la Cénco, le « chaos » noté au cours de ces élections relève en partie de l'obstination de la Céni « qui, au regard des contraintes dont elle était pourtant consciente, a organisé les élections par défi, en violation du cadre juridique national et de l'administration électorale ». Pour cette institution catholique, « ces nombreuses irrégularités constatées, les incidents notés et la fraude déclarée ont sérieusement affecté les élections et entamé la confiance des électeurs ». Les évêques catholiques dans leur déclaration du jeudi 18 janvier 2024 résument la situation comme suit : « Le scrutin du 20 décembre a été un "chaos", caractérisé, en général, par la fraude, la corruption à grande échelle, le vandalisme de matériel électoral, l'incitation à la violence, la détention illégale des DEV, l'achat de conscience, l'intolérance, l'impudicité, l'atteinte aux droits humains, à la vie humaine et à la dignité des personnes, allant jusqu'à humilier publiquement la femme ». Cela dénote « un manque de considération à son égard ». La Cénco s'étonne de la facilité avec laquelle les dispositifs électroniques de vote (DEV) – machines à voter – et les rouleaux des bulletins de vote se sont retrouvés entre les mains des particuliers. Ainsi, écrit-elle : « la Céni devrait s'interroger sur son rôle dans cet imbroglio, car c'est elle qui a le contrôle exclusif de toutes les machines et elle ne s'est jamais plainte d'un vol quelconque de son matériel ». Les évêques se demandent s'il n'y avait pas une planification préalable « au niveau du pouvoir organisateur ». Car la Céni, après avoir refusé la proposition de mettre en place une commission mixte et indépendante pour des enquêtes, s'est positionnée comme juge et partie en invalidant 82 candidats[8], tout en annonçant des cas

8. La Cour constitutionnelle qui rend le jeudi 8 février 2024 son arrêt sur les requêtes introduites n'a réhabilité aucun candidat, malgré les démarches administratives et politiques menées. Toutefois, le président de la Cour constitutionnelle a fait savoir que « la Céni n'est pas compétente [pour invalider] et que jamais elle ne puisse refaire cela ».

ultérieurs d'invalidation. Cette opacité semble une suite logique d'autres cas observés antérieurement. La Cénco cite des cas de kits d'enrôlement retrouvés chez des particuliers, de centres d'inscription fictifs, le refus d'un audit indépendant du fichier électoral. Dans toutes ces situations, la Céni n'a ni fourni des explications, ni clarifié les choses, ni accepté un cadre de concertations. À ces irrégularités s'ajoutent celles de la publication de la cartographie des bureaux de vote (BV). Après analyse, indique la Cénco, « la MOE CENCO-ECC a pu détecter des anomalies, dont l'existence de 3706 BV dupliqués 2 voire 3 fois, avec comme conséquence l'augmentation du nombre d'électeurs de l'ordre de 2 400 000 ». D'ailleurs la publication définitive de la cartographie des BV dans un format non téléchargeable ne détermine pas leur précision et fait penser à une opacité planifiée, estiment les évêques catholiques. Cette situation a conduit au fait que seuls 6 % des députés nationaux sont issus de l'opposition, d'où la crainte d'« un grand risque de rentrer au monopartisme » (cf. Cénco janvier 2024)[9]. On est très loin à la fois de la qualité de l'organisation et des résultats de diverses élections de 2006 et 2007 sous la présidence de l'abbé Apollinaire Muholongu Malu-Malu. Donnant leur point de vue, Erik Kennes et Nina Wilén répondent à la question : À quoi les élections en RDC servent-elles ? Depuis 2006, disent-ils, la qualité des élections en RDC, mesurée par le degré de conformité de ses opérations au cadre juridique, s'est constamment détériorée. En 2018, le processus électoral s'est déroulé correctement, même avec un « glissement » substantiel et dans un climat de grande méfiance. Cependant, on n'a au final tout simplement pas tenu compte des vrais résultats. En 2023 on est allé plus loin : les élections de 2023 ont vu des déviations parfois spectaculaires par rapport aux règles auxquelles le pays a pourtant adhéré, et de nombreuses indications existent selon lesquelles on a commis des fraudes importantes sur le vote même. Cette évolution pose des questions plus fondamentales : à quoi les élections en RDC servent-elles, finalement ? Faut-il œuvrer pour une correcte application de la loi ou faut-il conclure que le système électoral est inadapté aux réalités politiques, économiques, administratives et même sociologiques du pays (Kennes & Wilèn 2024) ? Il y a donc de réels risques que le processus électoral mis en place et le scrutin du 20 décembre 2023 alimentent une situation favorable à l'instabilité politique et sécuritaire déjà trouble du pays. À signaler le fait que le Front commun pour le Congo (FCC), du moins le peu de membres[10] qui restent encore attachés à l'autorité de Joseph Kabila, avait pris la position de ne pas participer au processus dans toutes ses étapes. Il dit s'engager à résister contre ce qu'il considère comme une tentative d'instaurer une pensée unique en RDC, appelle ses partisans à se préparer pour des actions à venir, soulignant la nécessité de faire entendre leur voix et de dénoncer ce qu'ils perçoivent comme une grave détérioration de l'intégrité du processus électoral.

L'organisation des élections de 2023 dominée par le camp Tshisekedi contrôle presque tous les leviers de pouvoir, ce qui défavorise sérieusement les concurrents. Cela semble devenir une caractéristique des élections, surtout depuis 2011. Le Groupe d'étude sur le Congo (GEC) soulignait en 2018 la capitalisation des institutions impliquées dans le processus électoral, ce que recopie Félix Tshisekedi qui, pourtant, hier dans l'opposition, dénonçait la pratique.

Le compte rendu de l'ICJP (Initiative congolaise pour la Justice et la Paix[11]) de la rencontre tenue le samedi 27 janvier 2024 à Nyangezi dans le territoire de Walungu sur les élections du 20 décembre 2023[12] souligne les points négatifs et positifs des votes et leur suite dans le territoire de Walungu. D'abord les points positifs : début des élections à la date annoncée, affichage des listes des électeurs et résultats de vote bureau par bureau, disponibilité des kits électoraux le jour des scrutins, pluralisme de candidats aux élections, accessibilité des témoins, observateurs et journalistes dans les centres et bureaux de vote, etc. Ensuite les points négatifs : insuffisance des bureaux d'enrôlement et de vote, discrimination

9. Dans ces résultats, il y a, aussi, la part de responsabilité de l'opposition dont une partie a boycotté les élections législatives. Les formations de J. Kabila et de M. Fayulu n'y ont pas pris part. Aussi, la stratégie de certains partis comme Envol de Sesanga ou LGD de Matata n'a pas été payante, chacun allant seul et recrutant des candidatures fantaisistes.

10. Il y a, par exemple, Emmanuel Shadari et Marie-Ange Mushobekwa.

11. Réalisé par le coordinateur Raphaël Wakenge.

12. Les participants furent les membres de différents partis et regroupements politiques, des organisations de la société civile, les journalistes, les agents de sécurité, les notables locaux, des chefs coutumiers, etc.

de témoins des candidats par les agents de la Céni, injures proférées entre les candidats au moment de la campagne électorale, prolongation des jours de votes, ingérence voire entrée des candidats dans les bureaux de vote, non-maîtrise de l'utilisation de DEV[13] par des électeurs, etc. Il faut ajouter à cela la crainte liée à la tenue des élections dans les chefferies Ngweshe et Kaziba dont sont originaires Kamerhe et Nyakeru d'une part et Mukwege d'autre part. Aussi ailleurs, indiquons le cas de ces deux chefferies du territoire de Walungu où, à l'annonce des élections locales attendues en 2023, le *mwami* Ngweshe s'était affiché très ouvertement à la création des communes rurales de Kamaniola et Nyangezi (groupement Karhongo dans sa chefferie). La position de ces centres entre Bukavu, Uvira et le Rwanda justifie la présence de plus en plus nombreuse de Banyarwanda et cela constitue un point de crispation. Afin de contourner la thèse de l'autochtonie qui les exclut du jeu politique, ceux-ci tiennent depuis le temps du mouvement RCD, entre 1998 et 2006, à voir conférer le statut de ville et de commune dans la province du Sud-Kivu aux agglomérations de Minembwe, Misisi, Kiliba, Sange, Luvungi, Kamaniola, Nyangezi, Kavumu, Nyabibwe et Minova. Continuellement, ce dossier connaît de nombreux soubresauts. On a vu Azarias Ruberwa en décembre 2018, désespéré (juste après les élections et avant la proclamation des résultats), arracher auprès de Joseph Kabila la nomination par ordonnance présidentielle d'un bourgmestre pour Minembwe et, en 2020, procéder à l'inauguration du territoire de Minembwe en profitant de sa position politique de ministre de la Décentralisation[14]. Pourrait-on, par là, trouver le sens particulier dans cette province du positionnement d'Eustache Muhanzi placé à la tête de ce ministère depuis le 23 mars 2023 ? Vital Kamerhe l'aurait commandité, lui-même étant un courtisan à la fois du *mwami* Pierre Ndatabaye et de l'archevêque catholique François-Xavier Maroy Rusengo de Bukavu.

La campagne électorale menée par Tshisekedi était fortement clivante par ses relents populistes et nationalistes. Ajoutons aussi le fait que la légitimité du pouvoir a été écornée par un scrutin loin d'être exemplaire. Mais Félix Tshisekedi va être proclamé élu avec 73,4 % de voix que Denis Mukwege va continuellement contester. Tshisekedi l'avait présenté à l'opinion congolaise comme « candidat de l'étranger » (Occident), allant jusqu'à dire que ses parents étaient burundais ; il n'aura presque pas fait campagne, handicapé à la fois par le cadre politique en place largement contrôlé par le camp Tshisekedi au pouvoir et, aussi, le manque des moyens financiers.

Lors des élections de 2023, le Sud-Kivu est davantage caractérisé par le fait que plusieurs personnes qui en sont originaires se trouvent à la tête des mouvements politiques. Les recherches réalisées identifient 28 partis politiques actifs, dont trois dirigés par des sujets lega[15], mais un grand nombre revient aux Bashi et aux Bahavu.

Au Sud-Kivu, les coalitions de Bahati et de Kamerhe partaient favorites, « boostées » par les positions politiques de président du Sénat et de Vice-Premier ministre occupées par ces deux acteurs alliées à la candidature de Tshisekedi. Mais elles se disputent le terrain politique tant au Sud-Kivu qu'au niveau national à Kinshasa.

En date du 5 janvier 2024, la Céni a invalidé 82 cas dans l'ensemble du pays, dont trois candidats dans le Sud-Kivu, tous issus du seul territoire de Kalehe. Il s'agit de Grévisse Ndagijimanatungo Simparinka de l'AAeC, Augustin Nkundamatungo Kagango de l'UDPS/Tshisekedi et Johnson Burafiki Sebatware de l'AADD. Comme les autres, ils sont accusés de « fraude, corruption, intimidation des électeurs, vandalisme de matériel électoral, bourrage d'urne et détention illégale des DEV ». Cela paraît être un simple jeu de trompe-l'œil pour faire diversion. Dans cette désignation des coupables, il semble y avoir de la part du pouvoir un calcul dont le but est d'afficher un certain ordre conforme à la légalité pourtant fort entachée d'irrégularités. Les faits incriminés sont observés chez plusieurs candidats, majoritairement du camp Tshisekedi qui ne seront pas inquiétés. La seconde liste des candidats à invalider annoncée par

13. DEV : dispositifs électroniques de vote.

14. Azarias Ruberwa fit son retour aux postes officiels de pouvoir depuis la fin de la Transition « 1+4 » (2003 - 2006) en devenant un « allié support » de Joseph Kabila qui, lui, tenait à se maintenir à la tête du pays. Sans gagner aucun mandat électif, il vint occuper par nomination et de manière continue le poste de ministre d'État de la Décentralisation et Réformes institutionnelles dans divers gouvernements formés du 19 novembre 2016 à avril 2021.

15. Jean-Marie Bulambo Kilosho avec PANADER, Pascal Isumbisho Mwapu avec PARADISO et Valentin Mubake avec l'UDPS-Le Peuple.

Tableau n° 2.8 : liste des partis/regroupements politiques ayant pour *leader* une personne originaire du Sud-Kivu

N°	PARTIS POLITIQUES	*LEADERS* POLITIQUES	OBSERVATIONS
1	ADC	Bisimwa Murhangaza (F)	-
2	ADES	Jean Bosco Kaboyi Bwivu	Candidat député national non élu dans le territoire de Kalehe
3	ADN (Alliance des démocrates pour une nouvelle République)	Patrick Civava Mbasha Ecibeza	-
4	AEDC (Alliance pour l'Essor et la Démocratie du Congo et Alliés)	Claudine Ndusi mwa Kembe (F)	Candidate députée nationale élue dans le territoire de Kabare
5	AFDC (Alliance des Forces démocratiques du Congo)	Modeste Bahati Lukwebo	Candidat député national élu dans la ville de Bukavu
6	APOCM (Alliance des Paysans et Ouvriers de la Classe moyenne)	Olive Mudekereza Namegabe	Candidat député national élu dans la ville de Bukavu
7	ANCE (Alliance des Nationalistes pour un Congo émergent)	Norbert Basengezi Katintima	Mushi/Muzibaziba du territoire de Walungu
8	ARCEN	Justin Bitakwira Bihona Hayi	-
9	BGPS	Patricia Maisha Ishingwa (F)	Candidate députée nationale non élue dans le territoire de Walungu
10	CVP (Conscience et Volonté du Peuple)	Manassé Bashizi	-
11	FROPAC	Bashonga Zabika	-
12	LPN	Jean-Pierre Mirindi Basheka Namusihe	Candidat député national élu dans le territoire de Kalehe
13	FPCN	Claude Nyamugabo Bazibuhe	Candidat député national élu dans le territoire de Kabare
14	IRC	Gabriel Zagabe Muzusangabo	Candidat député national non élu dans le territoire de Kabare
15	MDVC	Justin Bulonza Mudekereza	Candidat député national non élu dans le territoire de Kabare
16	MONADEP	Chantal Chambu Mwavita (F)	-
17	MUDN	Michael Mbonekube	-
18	PANADER	Jean-Marie Bulambo Kilosho	Resté fidèle au FCC de Joseph Kabila qui avait instruit ses partisans à ne pas se présenter aux élections organisées par les partisans de Félix Tshisekedi, il n'est pas candidat.
19	PARADISO	Pascal Isumbisho Mwapu	Candidat député national non élu dans la ville de Bukavu
20	PCBG	Partiel Musimwa Bisharwa	Candidat député national non élu (?)
21	PCP (Parti congolais pour le Progrès)	Aimé Jules Manegabe Murhula	Candidat député national non élu dans la ville de Bukavu
22	PRM (Patriotes Résistants Maï-Maï)	Ghislain Buhendwa Burhabale	Candidat député national non élu dans la ville de Bukavu
23	RADIF (Rassemblement pour le Développement intégral et fédéral)	Venant Casinga	-
24	UCE	Lucien Amani Ngubiri	Candidat député national non élu dans la ville de Bukavu
25	UDDS	Elie Zihindula Mushengezi	Candidat député national non élu dans le territoire de Walungu
26	UDPS-Le Peuple	Valentin Mubake	-
27	UNC (Union pour la Nation congolaise)	Vital Kamerhe lwa Kanyinginyi Nkingi	Candidat député national élu dans la ville de Bukavu ; il obtient en 2022 en Grèce un doctorat en Économie et en février 2024, est nommé professeur associé à l'Université de Kinshasa.
28	UPRDI	Sylvanus Mushi Bonane	Candidat député national non élu dans la ville de Bukavu

Sources : Groupe Jérémie du Sud-Kivu et Société civile du Sud-Kivu.



Vital Kamerhe Iwa Kanyiginyi Nkingi.



Ghislain Buhendwa Burhabale.



Lucien Amani Ngubiri.



Pascal Isumbisho Mwapu.



Modeste Bahati lukwebo.



Justin Bitakwira Bihona Hayi.



Albert Kahasha Murhula.



Olive Mudekereza Namegabe.



Claudine Ndusi mwa Kembe.

(Photos extraites de l'album de la Céni, 2024 ; droits réservés.)

la Céni ne paraîtra pas. L'équipe de la Céni viendra se justifier en disant qu'elle laisse cette tâche à la seule Cour constitutionnelle. Dès lors, elle se mettra à proclamer les résultats de différents scrutins, en commençant par la présidentielle suivie, une dizaine de jours plus tard, des législatives nationales, le dimanche 14 janvier 2024. Sur les 500 députés que va compter l'Assemblée, il y a 477 élus[16] issus de 44 partis et regroupements politiques déclarés avoir atteint le seuil de 1 % de voix exprimées[17]. C'est la coalition Union sacrée soutenant Félix Tshisekedi qui se place largement majoritaire avec plus de 400 députés. À cet instant, la Céni a entretenu la confusion en proclamant Claudine Ndusi de la coalition AFDC-A élue alors que sur la liste affichée c'est plutôt le nom de Justin Bahirwe Mutabunga de l'Alliance Bloc 50 de Julien Paluku (Nord-Kivu).

La publication de la liste définitive des élus qui siégeront à l'Assemblée nationale par la Cour constitutionnelle le 12 mars 2024 place l'UDPS en tête suivie de l'UNC de Vital Kamerhe et de l'AFDC-A de Modeste Bahati. Cet arrêt modifie le rapport de forces entre plusieurs partis politiques appartenant à l'Union sacrée de la Nation (USN). Avec au moins cinq sièges supplémentaires, l'Union pour la Démocratie et le Progrès social (UDPS) confirme sa place de principale force de la majorité. Même après avoir perdu quatre sièges, l'Union pour la Nation congolaise (UNC) de Vital Kamerhe conserve sa troisième place[18] au sein de la majorité. Le regroupement de Modeste Bahati, l'Alliance des Forces démocratiques du Congo (AFDC-A), a

16. Il reste 23 postes à fournir ultérieurement qui correspondent aux quelques-uns annulés pour fraude ainsi qu'aux circonscriptions de Masisi et de Rutshuru au Nord-Kivu où les élections n'ont pu se tenir à cause de la guerre du M23.

17. Ce sont 43 formations politiques ayant gagné au moins 1 siège à l'Assemblée nationale parmi lesquelles le parti LGD qui n'a pas atteint le seuil, mais dont le *leader* Augustin Matata Mponyo a été élu pour avoir obtenu plus de la moitié des voix dans la ville de Kindu.

18. Elle est dépassée par l'AB (dont l'ex-Premier ministre katangais Sama Lukonde qui compte parmi les *leaders*) constituée de ses forces l'ADA, l'AB et l'ANB, avec au total 47 députés.

perdu six sièges de ses 35 sièges initiaux, perdant sa troisième position. Le même constat s'applique au bloc AB50 de Julien Paluku Kahongya, dépossédé de trois sièges.

Le recul de l'AFDC-A est marqué un moment par l'invalidation en mars 2024 de Serge Bahati, fils de Modeste Bahati Lukwebo, proclamé élu en janvier dans la circonscription de Kabare. Il est remplacé momentanément par Claude Nyamugabo Bazibuhe de FPCN repêché[19], mais ce dernier devient déchu à son tour. Le fils Bahati reprend de nouveau sa place à la mi-avril, pour la raison suivante : « Correction erreurs matérielles : Serge Bahati proclamé définitivement député national par la Cour constitutionnelle ». Un autre repêché, Alexis Gizaro Muvunyi, remplace Delphin Espoir Kamanda élu d'Uvira. Ce qui est particulier pour ce cas de remplacement est le fait que tous deux appartiennent au même parti politique UDPS/Tshisekedi.



Delphin Espoir Kamanda. (Photo extraite de l'album de la Céni, 2024 ; droits réservés.)

Après Félix Tshisekedi et son UDPS héritée de son père Étienne, Modeste Bahati et Vital Kamerhe, tous deux Bashi mais de territoires différents, deviennent les principales personnalités politiques aujourd'hui dominantes dans l'échiquier national congolais. L'UDPS, l'UNC de Kamerhe, l'AFDC-A de Bahati ou encore l'AAAP (APOCM) et l'ANCE (AN) de Basengezi Katintima, les cinq forces politiques de l'Union sacrée de la Nation, ont occupé le gros des sièges. L'UNC de Vital Kamerhe perd à Bukavu certes, mais elle fait une avancée dans les territoires ruraux. Modeste Bahati, l'autorité morale de l'AFDC-A, vient de réussir le pari de se faire élire dans le chef-lieu de la province et son fils dans le territoire de Kabare.

L'UDPS, le parti présidentiel, décroche pour une fois un siège à Bukavu et un siège également dans la circonscription électorale d'Uvira. À Fizi et Kalehe, le parti présidentiel décroche trois sièges sous 2A/TDC et d'autres formations de sa mosaïque. Mwenga et Kabare offrent également deux sièges à l'UDPS/Tshisekedi. Au total, 9 sièges pour l'UDPS et mosaïque faisant de cet ensemble la première force politique en termes d'élus envoyés à l'Assemblée nationale au Sud-Kivu. Sur les 9 sièges, l'UDPS peut également se réjouir de compter sur les forces alliées comme le Fpau (Force politique alliée à l'UDPS) qui se gagne un siège à Uvira et aussi l'UDPS/Kibasa à Mwenga. Ce qui fait un total de 11 élus.

L'Union pour la nation congolaise (UNC) de Vital Kamerhe fait une percée au Sud-Kivu. Elle se présente comme la deuxième force politique en province en termes d'élus avec ses regroupements (AA-UNC et A/VK2018). Elle gagne deux sièges à

19. La société civile du Congo par le biais du Mouvement des Lanceurs d'Alerte contre la Corruption dans l'Appareil judiciaire (MLACJ) a exprimé son indignation face à la corruption et aux arrêts iniques à la Cour constitutionnelle qui ont caractérisé les contentieux électoraux des législatives nationales. Dans une déclaration faite le jeudi 14 mars 2024, Rigobert Mayimona, Junior Kalonji et Ronsard Mavungu, respectivement président national, secrétaire général et rapporteur du MLACJ, indiquent qu'après enquêtes et informations documentées, les juges de la Haute Cour se sont gravement compromis par des actes de corruption. Il est dit que le président de la Cour constitutionnelle « Kamuleta, pourtant "pasteur", a reçu : a) 600 000 USD (six cent mille dollars) de l'honorable Mboso à qui la Cour a accordé 3 sièges dont Modero qui lui-même a ajouté 150 000 USD (cent cinquante mille dollars) ; b) 400 000 USD (quatre cent mille dollars) plus un lingot d'or remis par le gouverneur Baseane Nangaa ; c) 400 000 USD (quatre cent mille dollars) par monsieur Tshikuya Kayembe ; d) 800 000 USD (huit cent mille dollars) remis par monsieur Kitungwa Christian ; e) 300 000 USD (trois cent mille dollars) remis par le ministre Mutinga Modeste ; f) 700 000 USD (sept cent mille dollars) remis par monsieur Nyamugabo Claude ; g) 500 000 USD (cinq cent mille dollars) remis par le ministre Guy Loando et la gouverneure Nikomba Madeleine ; h) 200 000 USD (deux cent mille dollars) remis par Dibandi Nzondomyo ; i) une parcelle remise par Freddy Tshibangu au juge Lumu pour prendre la place de Serge Mukendi Fontshi ; j) 1 800 000 USD (plus ou moins huit cent mille dollars) remis par Badibanga Ntita et Nazem pour avoir le seuil et obtenir les sièges ; k) 1 000 000 USD (un million de dollars) remis par le Premier ministre Sama Lukonde à Kamuleta et 4 juges ; l) 500 000 USD (cinq cent mille dollars) remis par le ministre José Mpanda ; m) 200 000 USD (deux cent mille dollars) remis par Adèle Kayinda pour atteindre le seuil et avoir un siège », lit-on dans cette déclaration du jeudi 14 mars 2024.

Tableau 2.9 : députés nationaux élus au Sud-Kivu en 2023

Territoires d'origine	Noms	Alliances/Partis politiques	Observations
Ville de Bukavu	Kamerhe lwa Kanyiginyi Kingi Vital	Action des Alliés et Union pour la Nation congolaise ; député national élu en 2018, il est Vice-Premier ministre et ministre de l'Économie en fonction au moment de son élection en 2023.	-
	Mudekereza Namegabe Olive	Alliance des Acteurs attachés du Peuple (AAAP) ; au départ députée nationale élue en 2018 dans le territoire de Walungu sur la liste AFDC-A	
	Bahati Lukwebo Modeste	Alliance des Forces démocratiques du Congo et Alliés (AFDC-A) dont il est le chef de file	
	Namazihana Bachoke Patrick	Alliance des nationalistes	
	Salumu Witakenge Patrick	UDPS/Tshisekedi	
Fizi	Myewa Elakano Jean-Jacques	Action des Alliés/Tous pour le Développement du Congo (AA/DC)	Tous sont de nouveaux députés nationaux. À chaque scrutin depuis 2006, presque l'ensemble des élus est nouveau.
	Basoshi Iubwe Théophile	Action des Alliés et Union pour la Nation congolaise	
	Tchakubuta Mfaume Th	Alliance des Acteurs attachés du Peuple (AAAP).	
	Nyamangyoku Ishibwela Obedi	Alliance des Forces démocratiques du Congo et Alliés	
Idjwi	Miruho Akili Prosper	AFDC-A ; déjà député élu en 2018 sur la liste UNC (N.B. : il passe du camp Kamerhe au camp Bahati).	-
	Ngwabidje Kasi Théo	UDPS/Tshisekedi ; il était gouverneur du Sud-Kivu à partir d'avril 2019, passant à ce moment pour un proche de Modeste Bahati Lukwebo.	Il est gouverneur du Sud-Kivu en fonction.
Kabare	Bisimwa Batandi Fréderic	Action des Alliés et Union pour la Nation congolaise ; déjà élu député provincial en 2018	Tous sont de nouveaux députés nationaux. Proclamé élu en janvier 2024 par la Céni, Bahati Maygende Serge (fils de Modeste Bahati) fut invalidé par la Cour constitutionnelle le 12 mars 2024 et remplacé par Nyamugabo Bazibuhe Claude du FPCN ; à nouveau réhabilité le 22 avril.
	Ndusi mwa Kembe Claudine	AFDC-A ; elle est ministre de l'Emploi et de la Prévoyance sociale en fonction au moment de son élection en 2023.	
	Bahati Maygende Serge	AFDC-A	
	Baleke Mugabo Jean	UDPS/Tshisekedi	
Kalehe	Mirindi Basheka Namusihe Jean-Pierre	Action des Alliés/Tous pour le Développement du Congo	-
	Ndatabaye Kajibwami Amédée	Alternative Vital Kamerhe 2018	-
	Banywesize Mukuza Muhini Vital	Alliance des Forces démocratiques du Congo et Alliés (AFDC-A) ; député national élu en 2018	-
	Kitumaini Ndebirira Didier	Alliances des Tshisekedistes unifiés et alliés	-

Mwenga	Chirhulwire II Bulala Basengezi Richard	AN ; député élu en 2018 sur la liste du RRC	Il est *mwami* de la chefferie Burhinyi.
	Lutala Mutiki Trésor	UDPS/Kibassa -A	-
	Cubaka Kalimba Éloi	UDPS/Tshisekedi	-
Shabunda	Sumaili Miseka Émile	A/A-UNC	Tous sont de nouveaux élus députés nationaux.
	Wenda Mukangwa Placide	AFDC-A ; déjà élu député provincial en 2018	
Uvira	Amini Kabaka Shemu	Action des Alliés/Tous pour le Développement du Congo	-
	Misare Mugomberwa Claude	Action des Alliés et Union pour la Nation congolaise ; il était déjà député national en 2018 comme partisan de Vital Kamerhe.	-
	Bitakwira Bihona Hayi Justin	Forces politiques alliées à l'UDPS ; il avait été député national élu en 2006 et en 2011, mais a échoué en 2018.	Acteur engagé dans l'opposition à la présence de la communauté tutsi dite Banyamulenge. Il est sous sanctions européennes.
	Alexis Gisaro Muvunyi	UDPS/Tshisekedi	Le remplacement de Delphin Espoir Kamanda (au départ déclaré élu) par Alexis Gisaro repêché, tous deux attachés au même parti politique UDPS/Tshisekedi, est passée d'abord pour être une décision politique afin de contenter les Banyarwanda que les élections ont laminés.
Walungu	Boji Sangara Bamanyirwe Aimé	A/A-UNC ; élu député national en 2006, et 2011 ; il était ministre en fonction en décembre 2023.	La tendance Kamerhe demeure une représentation forte dans le territoire. Prince Cokola Ntwali est le fils de Norbert Basengezi Katintima
	Camunani Kalazo Déocard	A/A-UNC ; député élu en 2018 comme partisan de Vital Kamerhe	
	Kahasha Murhula Albert (Foker)	AAAP ; il était député provincial en 2018 élu sur la liste du PPRD de Joseph Kabila dont la coalition FCC ne fut pas partie prenante aux élections de décembre 2023.	
	Cokola Ntwali Katintima Prince	AN ; député élu en 2018 sur la liste du PPRD de Joseph Kabila dont la coalition FCC ne fut pas partie prenante aux élections de décembre 2023.	

Source : Céni, janvier 2024.



Lutala Mutiki Trésor.



Kahasha Murhula Albert, *alias* Foka Mike.



Ngwabidje Kasi Théo.



Bisimwa Batandi Frédéric.



Myewa Elakano Jean-Jacques.



Shemu Amini Kabaka.



Cokola Ntwali Katintima Prince.



Misare Mugomberwa Claude.



Salumu Witakenge Patrick.



Obedi Nyamangyoku Ishibwela.



Cubaka Kalimba Éloi.



Basoshi Iubwe Théophile.

(Photos extraites de l'album de la Céni, 2023 ; droits réservés.)

Walungu, dont un par regroupement ; un autre siège sous A/VK 2018 acquis à Kalehe. Pour la première fois, l'UNC fait un élu national dans le territoire de Fizi autrefois bastion de l'UDPS et du PPRD, alors qu'il garde son unique siège d'Uvira. Shabunda offre également un élu à l'UNC en plus d'un autre dans le territoire de Kabare. Vital Kamerhe s'est aussi fait réélire à Bukavu. Donc, 8 députés nationaux pour Kamerhe et alliés.

Avec ses deux regroupements (AFDC-A et AEDC-A), Modeste Bahati maintient son siège de Shabunda ; même situation pour Kalehe. Il garde un siège à Kabare sous alliance ; Idjwi et Fizi lui donnent aussi un député national chacun. Au total, 6 élus nationaux pour ses formations politiques dans la province du Sud-Kivu.

Une coalition politique tient à avoir de l'influence au Sud-Kivu : AN avec le parti politique (ANCE) créé par Norbert Basengezi Katintima (ancien vice-président de la Céni devenu l'un des alliés de Tshisekedi) et l'AAAP (Alliance des Acteurs attachés du Peuple), parti porté par Albert Kashasha dit Foka Mike et Olive Mudekereza. Pour la première expérience électorale, ce regroupement fait trois élus. Non seulement il réussit à se faire un siège à Bukavu, le chef-lieu de la province, mais il maintient son traditionnel siège de Walungu. À Mwenga, la formation de Katintima se fait également un siège. Mais Norbert Basengezi Katintima n'était pas lui-même candidat député national, laissant par stratégie la place à son fils Prince Cokola Ntwali et à Albert Kahasha Murhula, candidats élus dans le territoire de Walungu, ainsi qu'à Olive Mudekereza Namegabe, élu, quant à lui, dans la ville de Bukavu.

En réalité, Kamerhe et Bahati deviennent des acteurs dominants et orientent plusieurs décisions politiques dans les actions qui se mènent au Sud-Kivu (cf. Avant-propos du tome 1), mais sans toujours parvenir à tout diligenter. Lors des scrutins directs, on observe une certaine distribution des postes dans le choix des acteurs élus. Il y a cette présence des communautés locales qui tiennent à leurs identités et/ou intérêts propres. Observons les résultats des élections législatives nationales passées en 2006, 2011, 2018 et 2023 :

- la ville de Bukavu : seuls Modeste Bahati et Vital Kamerhe sont élus chacun deux fois. Soulignons que Bahati a été élu en 2006 dans le territoire de Kabare et repêché en 2011 par la Cour constitutionnelle. Il échoue en 2018 à la députation nationale à Bukavu et trouve refuge au Sénat. Ainsi les Bashi gagnent plus de postes ; la communauté lega réussit à gagner un siège malgré le fait que Bulambo Kilosho n'ait pas été candidat en suivant l'ordre du FCC ;
- le territoire de Fizi : seul Amatobe Nyongolo Amy s'est fait élire en 2011 et 2018 ;
- le territoire d'Idjwi : Boniface Balamage semblait être son représentant attitré avec son parti ECT, mais respectant le mot d'ordre du FCC il ne participe pas aux élections ;
- le territoire de Kalehe : on voit s'estomper le courant des résistants maï-maï impulsé par Sikatenda et Enerunga (décédé avant les élections de 2023) avec l'avènement des Kabila père et fils ;
- le territoire de Kabare : à l'image de ses *bami*, ses clans bashi demeurent concurrents voire réfractaires, peu ordonnés à l'ordre d'une hiérarchie politique externe malgré les ouvertures qui s'affichent ;
- le territoire de Walungu : ici, il y a des clans bashi plus disparates dans l'ordre de la coutume, mais qui ne versent presque jamais dans le radicalisme politique afin d'espérer se soustraire à la tutelle de Kabare. Avec son nouveau *leader* Kamerhe, ce territoire se hisse dans la hiérarchie politique. À deux reprises dans un intervalle de presque dix ans, ce personnage avait connu de très mauvais passages politiques : banni par Joseph Kabila en 2009, son territoire a perdu un siège de député national à l'élection de 2011 ; en 2019, il est accusé de détournement, puis a lieu son arrestation spectaculaire ;
- les territoires de Fizi et Uvira demeurent frondeurs ;
- le territoire de Shabunda : sa vaste étendue géographique et la dispersion démographique de sa population rendent difficile un réel contrôle politique.

Modeste Bahati et Vital Kamerhe semblent jouer un jeu presque égal ; chacun dans son territoire d'origine avait obtenu deux des quatre élus attachés à leurs représentations politiques. Mais Bahati semble rester dans la seule compétition opportuniste des postes individuels à gagner. Kamerhe qui a des ambitions plus hautes compte peser lourd dans ce second mandat Tshisekedi ; lui non plus n'a pas oublié son dessein présidentiel. Rappelons qu'il avait négocié avec Félix Tshisekedi, avant les élections de 2018, qu'il serait candidat pour lui succéder à la tête de l'État en cas de victoire. Si cela n'était plus d'actualité pour le scrutin de 2023, Vital Kamerhe, comme Jean-Pierre Bemba, viserait déjà les élections de 2028 et, donc, il cherche déjà à se positionner. Pour s'imposer sur l'échiquier politique et récupérer le plus grand nombre de postes, le patron de l'UNC a pris tout le monde de court en créant sa propre plateforme au sein de l'Union sacrée : Pacte pour un Congo retrouvé (PCR). À la mi-février 2024, sa nouvelle coalition pèse 88 députés avec des personnalités comme Jean-Lucien Bussa à la tête du CODE, Julien Paluku d'A/B50, ou encore Tony Kanku de l'AAAP, le propre cousin de Félix Tshisekedi.

Fin 2023, lors de la campagne électorale, l'attention a été attirée sur la présence à Kinshasa de trois candidats membres de la famille Nyakeru : Christian Nyakeru Ntwali (né à Kinshasa en 1990), Mike Nyakeru Madenge (né à Kinshasa en 1995) et Tony Amisi Nyakeru (né à Bukavu en 1983). Plutôt que des frères de la première dame, il s'agit de neveux de Denise Nyakeru qui tous ne vont pas être élus. Le regroupement politique AN de Norbert Basengezi Katintima gagne 7 sièges nationaux dans l'ensemble du pays. Dans le Sud-Kivu, il y a son fils Cokola Ntwali Katintima Prince élu dans le territoire de Walungu et deux autres députés nationaux d'origine shi à Bukavu et à Mwenga (tous de Burhinyi).

Plusieurs ministres originaires du Sud-Kivu du gouvernement Michel Sama Lukonde ne vont pas être élus. Citons Muhanzi Mubembe Eustache, Gisaro Muvunyi Alexis, Rubota Masumbuko François ou encore Bayubazire Mirindi Amato (qui n'était plus dans le dernier gouvernement Sama). Pourtant, Eustache Muhanzi, par exemple, s'était choisi comme première suppléante la petite sœur de Vital Kamerhe nommée Chantal Kamerhe Nanzigi (née à Bukavu le 13 octobre 1964) et deuxième suppléant le fils du *mwami* Kabare nommé Michael Kabare Rugemaninzi (né à Cirunga le 20 juin 1998).

Dans les assemblées provinciales du pays, les pro-Bahati avec toutes les mosaïques AFDC comptent 76 provinciaux.

Tableau 2.10 : députés provinciaux élus au Sud-Kivu en 2023

Territoires électoraux	Noms	Regroupements/ partis politiques	Voix obtenues/Observations
Ville de Bukavu	Kahasha Murhula Albert (*alias* Foka Mike)	AAAP	30 781 voix
	Boji Sangara Bamanyirwe Aimé	A/A-UNC	15 031 voix
	Lunanga Ananie	A/B50	5750 voix
	Amani Katembera Didier	A/VK2018	4847 voix
	Nanga Batende David	AFDC-A	3083 voix
	Kinja Mwendanga Béatrice	UDPS/Tshisekedi	1641 voix ; députée élue en 2006 sur la liste du MSR et en 2018 sur la liste de l'AFDC.
	Baseme Luvuga John Peter	AAAP	789 voix
Fizi	Alimasi Malumbi Mathieu	2A/TDC	6847 voix ; élu député provincial en 2018.
	Kabungulu Mateso Maison Escale	AFDC-A	5612 voix ; avait été élu député provincial en 2018.
	Labani Msambya Albert	UDPS/Tshisekedi	4557 voix
	Mlondani Mwimiwa John	AEDC-A	4122 voix
	Bumbu Malite Job	A/A-UNC	1773 voix
Idjwi	Ntambuka Balekage Roger	UDPS/Tshisekedi	11 998 voix ; *mwami* de la chefferie Ntambuka (Idjwi-Sud), désigné député national pendant la transition « 1+4 » (juillet 2003-juillet 2006) sur la liste du RCD-Goma ; coopté député provincial en 2006 et élu député provincial en 2018 sur la liste du PC.
	Safi Nzila Thérèse	AFDC-A	11 082 voix
Kabare	Kabare Rugemaninzi II Désiré	A/A-UNC	7811 voix ; *mwami* de la chefferie Kabare
	Safi Nzila Thérèse	AN	4990 voix
	Rusamaki Ngarusi David	2A/TDC	4741 voix
	Kayumpa Musoro René	AFDC-A	4729 voix
	Zirhumana Basimane Jérémie Innoncent	UDPS/Tshisekedi	3870 voix ; élu député provincial en 2018 sur la liste du PPRD
	Moke Bihinda Jérôme	AEDC-A	3015 voix
Kalehe	Balungwe Fungulo Le Bon	A/A-UNC	5429 voix
	Koko Chirimwami Akeem	AEDC-A	5073 voix
	Shombere Mibanga Joseph	A/VK2018	3635 voix
	Mwingi Birengerenge Paulin	UDPS/Tshisekedi	3292 voix
	Balyana Mastaki Nestor	2A/TDC	3073 voix
	Mushekuru Kayani Étienne	AEDC-A	2397 voix
Mwenga	Wilondja Nepangi José	A/B50	9519 voix
	Karume Bahige Jean	UDPS/Tshisekedi	9493 voix
	Zihindula B Kabeza Feston	AN	7675 voix
	Musaada Buhendwa Luhiriri Alain Muyomba	A/A-UNC	6791 voix
Shabunda	Sumaili Miseka Émile	A/A-UNC	5307 voix
	Wenda Mukangwa Placide	AFDC-A	3993 voix
	Mayani Shindano Faustin	A/B50	2905 voix
Uvira	Mufariji Dudu Delphin	A/A-UNC	9936 voix
	Bisimwa Sinderi Théophile	UDPS/Tshisekedi	9335 voix
	Ndigaya Ngezi Emmanuel Lafantaisie	AFDC-A	6310 voix
	Bubasha Tangani'a David	2A/TDC	5200 voix
	Mukombe Tchishibandji Marcellin	AN	3175 voix

Walungu	Mudekereza Namegabe Olive	AAAP	11 807 voix ; aussi élu député national dans la ville de Bukavu
	Ntwali Mukome Tonny	AEDC-A	7722 voix
	Nanvano Nyakarhema Béatrice	A/A-UNC	6573 voix
	Mugisho Birhenjira Espoir	AN	5273 voix
	Munguakonkwa Mushagalusa Sébastien	A/VK2018	4766 voix
	Luganywa Bashizi Didier Kabi	AFDC-A	4523 voix

Source : Céni, janvier 2024.



Placide Wenda Mukangwa.
(Photo extraite de l'album de la Céni, 2024 ; droits réservés.)

Le cas du *mwami* Chirhulwire II Bulala Basengezi Richard de la chefferie Burhinyi qui se fait élire député national dans le territoire de Mwenga en 2011, 2018 et 2023 est frappant. À un niveau moins important, c'est aussi le cas des *bami* Ntambuka Balekage Roger d'Idjwi-Sud[20] et Désiré Kabare (adhéré à l'UNC de Kamerhe) qui se font élire députés provinciaux. S'agit-il de situations qui montrent les limites du pouvoir coutumier ?



Sans parure coutumière, photo de candidature du *mwami* Chirhulwire II Bulala Basengezi Richard.
(Photo extraite de l'album de la Céni, 2023 ; droits réservés.)

On pourrait s'interroger sur la légalité des candidatures des chefs coutumiers sur les listes des partis politiques. S'ils étaient candidats indépendants, cela pourrait se comprendre, mais l'article 25 dans la loi portant statut des chefs coutumiers prévoit qu'ils soient apolitiques et ne peuvent prendre part aux activités des partis politiques qu'en tant qu'observateurs sous peine de sanctions disciplinaires. Mais là ils sont acteurs à part entière et deviennent des candidats comme tout le monde.

Chaque personne qui prend part aux élections cherche à élever son image, l'issue du vote attendu assure la survie matérielle de l'individu et même renforce la position politique en cas de réussite. Ainsi, les *bami* s'assurent un avantage en termes de visibilité, mais, en cas d'échec, l'humiliation publique touche directement aussi le trône coutumier. En 2007, Pierre Ndatabaye Weze III, *mwami* de Ngweshe, ne parvint pas à devenir sénateur pour n'avoir obtenu que deux voix dans un vote de 33 électeurs députés provinciaux dont plusieurs étaient des Bashi. Cela est aussi le cas du *mwami* Kamirogosa III Shosho Ntale Franck de la chefferie Bahavu affilié au regroupement politique A/VK2018 qui n'obtient qu'une seule voix sur 48 votants à l'élection du 29 avril 2024 et, donc, échoue à devenir sénateur (cf. *infra*). Ainsi plusieurs *bami* se retiennent de s'engager dans ce qui apparaît être une opportunité en même temps qu'il s'agit d'une aventure risquée. En fait, il s'agit aussi d'observer le poids réel de différents pouvoirs anciens et nouveaux sur les communautés qu'ils prétendent représenter.

Malgré les annonces du pouvoir de Kinshasa, encore cette fois-ci, depuis 2006, les élections dites locales ne portent pas sur les entités secteurs et chefferies comme le prévoit la Constitution. Celles qui ont été organisées en décembre 2023 ne concernent que les seules villes. Il s'agit donc uniquement des élections communales qui dans

20. Désigné député national pendant la transition « 1+4 » (juillet 2003-juillet 2006) sur la liste du RCD-Goma, puis coopté député provincial en 2006 et élu député provincial en 2018 sur la liste du PCD.

Tableau 2.11 : élus communaux au Sud-Kivu en 2023

Communes	Noms	Regroupements/partis politiques	Voix obtenues/ Observations
Bagira	Mugisho Mushamarha Jonas	RNP	974 voix
	Ombeni Masumbuko Ignace	RDT	897 voix
	Semi-Vumbi Ntamusige Norbert	A/VK2018	832 voix
	Nn'ihwe Lwakiro Emmanuel	A/A-UNC	798 voix
	Cito Masumbuko Christian	AFDC-A	794 voix
	Kwinja Kataraka Justine	1A/A	630 voix
	Iragi Magadju Samy Bonheur	AEDC-A	617 voix
	Yeremia Kitoga Mukamba	UDPS/Tshisekedi	472 voix
	Irenge Bagalwa Prince	AB	436 voix
Kadutu	Dunia Runiga Daniel	AFDC-A	1148 voix
	Iragi Bishikwabo Victoire	ANCE	880 voix
	Katashi Kaseke Dieudonné	BGPS	764 voix
	Borauzima Bahwindja Boris	A/B50	734 voix
	Echesse Kitulo Chocho	2A/TDC	729 voix
	Zagabe Bazifeko Chrispin	UPPA	723 voix
	Lupande Mwenebitu David	A/A-UNC	550 voix
	Cirhuza Bashagaluke Denis	A/VK2018	364 voix
	Ntakwinja Bahizire Caroline	1A/A	349 voix
Ibanda	Bebe Mulegwa Patrick	A/A-UNC	1584 voix
	Murhula Chizungu Jérémie	2A/TDC	1019 voix
	Ntamulume Buroko Faustin	1A/A	989 voix
	Namegabe Mweze David	AFDC-A	667 voix
	Mupenzi Balibuno Wilson	BGPS	645 voix
	Wato Mukambilwa Adam	ANCE	667 voix
	Murhula Muhimuzi Frank	UDPS/Tshisekedi	642 voix
	Irenge Kusimwa Germain	A/B50	623 voix
	Kadia Mukamba Jean Bosco	AAAP	620 voix

Source : Céni, janvier 2024.

le Sud-Kivu ne couvraient que la ville de Bukavu, c'est-à-dire ses trois communes de Bagira, Kadutu et Ibanda.

Mis à part les quatre scrutins directs (présidentiel, législatifs national et provincial, et municipal de décembre 2023), au premier semestre 2024 la Céni organise des scrutins indirects cette fois-ci. Il s'agit des élections de sénateurs, gouverneurs et vice-gouverneurs des provinces dont les électeurs sont les députés provinciaux. Se tient aussi à Kinshasa l'élection de bureaux de l'Assemblée nationale et du Sénat par les députés nationaux pour la première institution et les sénateurs pour la deuxième.

C'est d'abord l'Assemblée nationale qui place le Sud-Kivu au faîte de l'actualité nationale, Kamerhe et Bahati sont candidats pour diriger cette institution au nom de l'Union sacrée (la majorité présidentielle). Des observateurs témoignent que Christophe Mboso aurait été le candidat voulu de la famille Tshisekedi et de l'UDPS. Mais incapable de débouter ouvertement Vital Kamerhe et Bahati Lukwebo, Félix Tshisekedi a été contraint de se cacher derrière un semblant d'élection primaire afin que celle-ci tranche pour qui devrait prendre la tête de la Chambre basse. Un exercice que l'UDPS espérait remporter à travers Christophe Mboso à qui elle avait apporté son soutien. Les députés ont opéré, eux, un autre choix. Au scrutin organisé le 24 avril, Kamerhe l'emporte avec 171 voix. Nouvel envol pour ce politique ? Ci-après, les commentaires de la presse de Kinshasa.

Revue de la presse congolaise du 29 avril 2024 sous le titre :
« Vital Kamerhe : le perchoir comme tremplin »

« Désigné candidat de la majorité à la présidence de l'Assemblée nationale, Vital Kamerhe signe son grand retour et prépare déjà son futur avenir politique. Une vie de montagnes russes. Le parcours politique de Vital Kamerhe n'a jamais été rectiligne, avec des hauts, mais aussi beaucoup de bas. Avec sa victoire à la primaire de l'Union sacrée qui le désigne candidat unique à la présidence de l'Assemblée nationale, le patron de l'UNC signe un retour fracassant. Vital Kamerhe reprend ainsi un rôle central autour de Félix Tshisekedi et sur la scène politique congolaise, tout en plaçant déjà ses pions pour les échéances électorales futures. La carrière politique du très probable prochain président de l'Assemblée nationale avait commencé sur les chapeaux de roues, en 2006, en participant à la campagne présidentielle victorieuse de Joseph Kabila. Un succès qui lui avait déjà ouvert l'accès au perchoir de la chambre basse pendant trois ans ». En 2009, il est déchu de la présidence de l'Assemblée, en désaccord avec Joseph Kabila qui préféra mettre Muzito plutôt que lui à la primature pour succéder à Gizenga. Une autre raison, c'est son opposition à l'entrée de troupes rwandaises en RDC pour mener des opérations conjointes avec les FARDC.

Il s'en suit une longue traversée du désert dans les rangs de l'opposition, avant de rebondir en s'alliant aux côtés de Félix Tshisekedi pour la présidentielle de 2018. Un nouveau pari gagnant, qui ne lui donne pourtant pas accès à la Primature qu'il convoitait. Il sera nommé directeur de cabinet de Félix Tshisekedi et deviendra le nouvel homme fort de la présidence, créant des tensions dans l'entourage du chef de l'État. Mais Vital Kamerhe est arrêté le 8 avril 2020 et placé en détention pour de détournement de millions de dollars dans le cadre du programme d'urgence des 100 jours du président Tshisekedi. Après deux années de prison et de résidence surveillée, il sera finalement blanchi, avant de retrouver un maroquin ministériel dans le nouveau gouvernement Sama Lukonde à l'Économie.

Le retour en grâce de Vital Kamerhe et sa très probable élection au perchoir remettent en selle le *Kamereon*, comme certains l'appellent à Kinshasa, en le comparant à cet animal qui sait parfaitement s'adapter à toutes les situations. Pour remonter au perchoir après 15 ans d'absence, Vital Kamerhe a dû s'imposer face au président sortant, Christophe Mboso et au président du Sénat, Modeste Bahati, qui se voyait bien changer de chambre. Pour départager les trois prétendants, Félix Tshisekedi a décidé de sortir un joker en organisant une Primaire, histoire de ne pas froisser une majorité déjà très tendue dans l'attente du partage des postes gouvernementaux. Car au sein de l'UDPS, le parti présidentiel, la candidature de Vital Kamerhe en avait énervé plus d'un. Notamment, lorsque le président de l'UNC avait créé sa propre plateforme, le PCR, pour rassembler une centaine de députés et ainsi peser politiquement à la chambre basse.

Jouant sur sa fidélité à Félix Tshisekedi, Vital Kamerhe s'est finalement imposé avec 183 [ou 171 !] voix sur 372 votants, de nombreux députés ayant boudé la primaire. La victoire de l'ancien ministre de l'Économie est donc fragile et offre le visage d'une majorité très fragmentée, qu'il ne sera pas facile à manœuvrer. Félix Tshisekedi, qui avait semble-t-il jeté son dévolu sur Kamerhe pour piloter l'Assemblée nationale depuis plusieurs semaines, compte sur l'expérience politique du nouveau patron de la chambre pour fluidifier le travail parlementaire. Reste à savoir comment les autres membres de l'Union sacrée, et notamment l'UDPS, agiront au cours de la présidence Kamerhe.

Pour le probable nouveau patron de la chambre basse congolaise, son arrivée au perchoir est une excellente opération politique. Il sort du Gouvernement, où son passage n'avait pas vraiment fait d'étincelles, pour se placer au-dessus de la mêlée et ne pas avoir à partager un quelconque bilan. À la tête de l'Assemblée, Kamerhe aura aussi à cœur de jouer sa propre partition beaucoup plus facilement qu'au sein de l'exécutif. Car n'oublions pas que le patron de l'UNC nourrit clairement l'ambition de briguer la magistrature suprême en 2028, à la fin du deuxième et dernier mandat de Félix Tshisekedi.

Au perchoir, Vital Kamerhe sera dans la tour de contrôle qui lui permettra (peut-être) d'éviter tout tripatouillage de la Constitution pour prolonger le mandat de Félix Tshisekedi. Il sera également aux premières loges pour se constituer ses prochaines troupes dans l'important vivier des députés pour la présidentielle de 2028. Mais il y a aussi le risque de se faire déborder par le parti présidentiel qui compte bien garder la présidence avec ou sans Félix Tshisekedi aux prochaines élections. L'UDPS est le parti le plus important à l'Assemblée et sa capacité de nuisance sera forte pour le prochain président de la chambre basse. On se souvient qu'en un tour de main, Jeanine Mabunda avait été évincée du perchoir en décembre 2020 à la suite du débauchage de députés pro-Kabila par Félix Tshisekedi. Au Congo, la roue tourne vite ».

Et voilà, le vendredi 26 avril 2024 à Bukavu au Sud-Kivu, Modeste Bahati lance un appel pour l'élection de son confrère ethnique Kamerhe à la présidence de l'Assemblée nationale. Dans ce jeu pèse le cadre des élections de sénateurs, gouverneur et vice-gouverneur qui vaut bien d'être entamé pour le président de l'AFDC-A.

(Sources : *Afrikarabia* du week-end pour « Vital Kamerhe : le perchoir comme tremplin » et *Opinion Info* du 26 avril 2024 à propos du « Soutien de Bahati à Kamerhe pour le perchoir de l'Assemblée nationale »).

Tableau 2.12 : distribution des voix à l'élection des sénateurs du 29 avril 2024

Noms de candidats	Regroupements politiques	Voix obtenues
Basengezi Katintima Norbert	AN	11
Bahati Lukwebo Modeste	AFDC-A	9
Muhanzi Mubembe Eustache	A/VK2018	5
Rubota Masumbuko François	Indépendant	4
Bulakali Mululunganya Aristide	UDPS/Tshisekedi	4
Wilondja Nepangu José	A/B50	3
Bulambu Kyalondawa Junior Daniel	Indépendant	3
Murhega Mashanda Job	A/A UNC	2
Chiribagula Ntwali Jean-Jacques	A/B50	2
Bizibu Balola Déogratias	UDPS/Tshisekedi	2
Kamirogosa III Shosho Ntale Franck	A/VK2018	1
Kahasha Ntumwa Alain	Indépendant	1
Mushi Bonane Sylvanus	Indépendant	1

Nombre de votants : 48 députés ; nombre de candidats : 61 ; candidats ayant obtenu au moins une voix : 13.
Source : Assemblée provinciale du Sud-Kivu, fiche des résultats du vote.

Au deuxième vote, cette fois organisé au niveau du Parlement le 22 mai 2024, Vital Kamerhe remporte la présidence du bureau définitif de l'Assemblée nationale avec 407 voix récoltées sur 413 votants[21]. Il regagne le fauteuil du Parlement congolais quinze ans après avoir été éjecté de ce poste par l'ancien régime de Joseph Kabila. Il remplace à ce poste Christophe Mboso qui est également élu deuxième vice-président du bureau définitif.

En ce moment, en relation aussi avec le Sud-Kivu, il y a à signaler cette affaire de surfacturation des marchés publics et des travaux en grande partie non effectués portant sur des forages et qui a vu dilapider 71 millions USD du trésor public. Parmi les trois accusés de détournement par le procureur général de la Cour de cassation, il y a François Rubota Masumbuko qui avait agi en qualité de ministre d'État au Développement rural dans le dernier gouvernement de Michel Sama Lukonde. Peut-être que cela influença le vote qui fait perdre à ce dernier l'élection au Sénat. En fait, le lundi 29 avril 2024, les quatre élus pour le quota du Sud-Kivu par les députés provinciaux à Bukavu sont : Norbert Basengezi Katintima, Modeste Bahati Lukwebo, Eustache Muhanzi Mubembe et Aristide Bulakali. Après avoir échoué à la députation nationale, Muhanzi retrouve un poste au sénat, à l'opposé de Rubota qui même s'il avait obtenu le même nombre de voix que Bulakali, ne se fait pas élire parce que le premier récupère à son avantage les voix gagnées par un autre candidat du même parti (UDPS/Tshisekedi) que lui. Tous les sénateurs élus sont cette fois-ci des Bashi, trois originaires du territoire de Kabare et un de Walungu.

Le tableau 2.12 montre que le poids politique des partis/regroupements politiques évolue d'une élection à l'autre. Ici, on observe que l'UNC/A paraît faible, pourtant Eustache Mubembe bien classé passe pour être un allié de Vital Kamerhe. Aussi faut-il souligner cet échec du *mwami* Kamirogosa III Shosho Ntale Franck de la chefferie Bahavu.

Ce qui marque encore l'image politique du Sud-Kivu, c'est le contraste entre l'échec de la famille Nyakeru qui ne gagne dans aucune élection et la famille Bahati qui rafle plusieurs postes au Sud-Kivu et ailleurs à Kinshasa. Un groupe WhatsApp dénommé « Élite intellectuelle de Kabare, créons nos *leaders* » évoque ce qu'il dit être « la dynastie Bahati Lukwebo au sommet du pouvoir en RDC ». Un petit inventaire des postes gagnés par celle-ci :

1) Modeste Bahati Lukwebo :
- élu député national à Bukavu en décembre 2023 : son neveu Landry Cizungu Ntaboba est son suppléant ;
- élu sénateur au Sud-Kivu le 29 avril 2024 : son cousin Romain Achini Lukwebo est son premier suppléant ;

21. Rappelons que ce vote intervient trois jours après l'attaque par un commando armé de la résidence de Vital Kamerhe et du bureau de Félix Tshisekedi le matin du 19 mai 2024.

2) Arlette Bahati Tito, première fille de Modeste Bahati, élue sénatrice à Kinshasa le 29 avril 2024 ;

3) Emmanuel Bahati Baseme, deuxième fils de Modeste Bahati, élu député national à Kinshasa/Lukunga en décembre 2023 ;

4) Serge Bahati Mayigende, troisième fils de Modeste, élu député national dans le territoire de Kabare, au Sud-Kivu en décembre 2023 ;

5) Fiston Lukwebo, cousin de Modeste Bahati, élu député provincial à Kinshasa/Gombe en décembre 2023 ; son épouse est sa 1re suppléante.

Pourtant, avant ces élections, sa fille Francine Bahati est présidente du Conseil d'administration de la SONAS et son autre fille Arlette Bahati (élue par la suite sénatrice, cf. *supra*) directrice générale adjointe de l'entreprise publique SONAHYDRO.



Romain Achini Lukwebo, Arlette Bahati Tito et Fiston Lukwebo.



Emmanuel Bahati Baseme.



Landry Cizungu Ntaboba.

(Photos extraites des albums de la Céni 2023 et 2024 ; droits réservés.)

Cette conquête des postes de pouvoir par la famille Bahati se prolonge le jeudi 2 mai 2024, le gouvernorat de la province du Sud-Kivu est gagné par Jean-Jacques Purusi, son directeur de cabinet au Sénat. Ce vote arrive à la suite d'un premier tour de l'élection organisée le lundi 29 avril, mais sans qu'il n'y ait de vainqueur. La liste Purusi de l'AFDC-A et Elakano de l'UDPS obtient 27 voix contre 21 voix pour la liste Sumaili Miseka Émile (candidat gouverneur) et Nyamula Mulagamo Arnold (vice-gouverneur) de A/A-UNC. C'est donc le regroupement de Bahati qui triomphe sur celui de Kamerhe. Au-delà de ces deux regroupements politiques, il y a la domination des Shi qui gagnent les principaux postes de pouvoir au Sud-Kivu : Purusi est Mushi du groupement Bugorhe dans le territoire et la chefferie Kabare tandis que Sumaili Miseka est Lega[22] de Shabunda. L'éviction

22. D'après certaines sources, sa mère est Mushi et son père Lega.

du Lega s'explique en partie par le choix politique du *leader* Bulambo qui a joué à fond la carte FCC de Joseph Kabila en s'abstenant de participer aux élections. À noter que le vice-gouverneur Myewa Elakano, qui avait déjà été élu député national en décembre 2023 sur la liste Action des Alliés/Tous pour le Développement du Congo (AA/DC) dans le territoire de Fizi, est Bembe.

Encore que le Sud-Kivu à travers ses principaux acteurs se mettait au centre du jeu politique national dans les différentes compositions de bureaux de l'Assemblée nationale et du Sénat ainsi que dans la composition du Gouvernement. Une situation qui fait la part belle aux liens familiaux et à une préférence provinciale clientéliste.



Jeudi 2 mai 2024 à Bukavu : Modeste Bahati Lukwebo reçoit dans son bureau Jean-Jacques Purusi Sadiki et Jean-Jacques Myewa Elakano qui viennent d'être élus gouverneur et vice-gouverneur.
(Photo reçue de Josaphat Musamba Bussy ; droits réservés.)

CHAPITRE 3

LE RADICALISME SUD-KIVUTIEN PERD DE SA FORCE : UN ITINÉRAIRE

Par Stanislas Bucyalimwe Mararo

1. BUKAVU ET GOMA : AU DÉPART, DES DYNAMIQUES DISTINCTES

Depuis la Conférence nationale souveraine (CNS, entre 1991 et 1992), un mythe nommé « radicalisme au Sud-Kivu » avait vu le jour. Léonard N'Sanda Buleli Chuma (2006 : 2-3) écrit : « L'opinion générale congolaise retient surtout de Bukavu son caractère de ville frondeuse depuis la Transition mobutienne. Ville des résistances diverses, elle a su projeter devant la scène politique congolaise l'image de toutes les contestations depuis la Transition de Mobutu jusqu'à la rébellion du Rassemblement congolais pour la Démocratie (RCD). Résistances innocentes sans agendas cachés ou résistances téléguidées dans l'ombre par des mains aux intentions inavouées ? »

Comment se forme et évolue une opinion ? Il y eut au départ ce qui différenciait la société civile du Sud-Kivu de celle du Nord-Kivu : la première s'inscrivit à sa naissance sur des objectifs nationaux tandis que la deuxième était marquée par la dynamique régionale, voire internationale ; le côté nationaliste ou frondeur de la ville de Bukavu capitale politique du Kivu se mettait à l'antithèse de Goma plongée dans les affaires. Mais ces deux logiques tangentielles demeurées marquantes, encore jusqu'à l'avènement de L.D. Kabila, voire du fils Joseph, se sont jointes : et c'est la première qui a fini par s'adapter à sa voisine du nord dans l'extraversion.

En juillet 2003 pourtant, Roger Mweze déclare encore : « Qui domptera Bukavu, dominera le Congo » (*Le Souverain*, n° 39, juillet 2003 : 3). Peut-on dire que lui aussi aurait été rattrapé par ce syndrome mythique ? Mieux, l'image que l'on fait de la fronde de Bukavu est-elle vraie ? Car Bukavu semble être retombée parce que devenue la ville des *yes men*[2] ? Oui, parce que M^gr^ Christophe Munzihirwa a été assassiné et, non peut-être, parce qu'il y a encore le docteur Denis Mukwege prix Nobel de la paix qui continue de se battre ? Le financement extérieur qui permit certes à une partie du *leadership* associatif d'être au front de la lutte anti-Mobutu a fait croire que celui-ci était le porte-étendard de la révolution démocratique. Une analyse qui n'intégrait pas la pauvreté de la culture politique locale (Bucyalimwe Mararo 1999 ; Flipo 2006 ; Mukembanyi 2006) et la *real politik* mondiale : « *Abroad (outside the U.S.), democracy is fine as long as it takes the 'top down form' that does not risk popular interference*

1. Ce texte est une version remaniée de « Le radicalisme sud-kivutien (Est de la RDC) à l'épreuve des faits », paru en 2010 dans *Masisi et Rutshuru dans la géopolitique nationale et régionale* (Édition universitaire européenne). Mais, déjà, celui-ci constitue un prolongement d'un autre texte du même auteur : « La société civile du Kivu : une dynamique en panne ? (Bucyalimwe Mararo 1999).

2. L'ancien député et l'un des hommes politiques restés longtemps influents à Bukavu, Nfundiko Rugamba, l'a dit lors de la conférence que Charles Djungu Simba et Stanislas Bycalimwe Mararo avaient donnée au Centre féminin d'éducation permanente (CFEP) à Bruxelles le 3 février 2009. Le sénateur Gervais Chirhalwirwa, alors vice-président du Bureau de coordination de la société civile l'avait aussi reconnu dans une lettre ouverte adressée de Kinshasa aux membres de la société civile du Sud-Kivu à Bukavu, « Faites gaffe, les potes ! Le ver est dans le fruit ! » (http://www.grandslacs.net/doc/4100.pdf).

with U.S. primary interests of power and wealth » (Chomsky 2006 : 204). N'Sanda Buleli revient, dans la conférence déjà citée, à la charge en fustigeant le comportement des universitaires de la place : « L'élite universitaire du Kivu en général proclame toujours son intention et sa disponibilité pour la reconstruction, le développement et l'émancipation du pays, mais jamais sans chercher à s'émanciper elle-même vis-à-vis de la tribu… Au lieu d'entraîner les communautés ethniques vers les voies de la construction nationale, c'est plutôt elles (les Universités) qui se font phagocyter par les communautés ethniques au point de compromettre leur qualité » (N'Sanda Buleli 2006 : 2 ; 7).

À Bukavu, encore, survivent des jeunes idéalistes dont certains se regroupent par exemple au sein du Collectif des Associations des Jeunes du Sud-Kivu (COJESKI) créé en octobre 1995 (Murhola 2002). Mais « la marche organisée à Bukavu par la composante jeune de la société civile le 24 janvier 2007 pour dénoncer la corruption de certains députés provinciaux qui ont échangé leur suffrage contre l'argent et des cadeaux lors des élections sénatoriales ainsi que pour désapprouver les négociations amorcées par le Gouvernement de Kinshasa avec le général Laurent Nkunda sous l'égide du Rwanda, négociations qualifiées de trahison » (*Karibu* n° 94, février 2007 : 12) est l'une des dernières actions d'éclat posées par le COJESKI alors que leurs aînés ont déjà choisi la « voie du réalisme ». Le collectif n'a cessé de publier des rapports qui dénoncent les dérives du pouvoir de Kinshasa ; il en réclama même la démission du président Joseph Kabila et ce, dans la foulée des deux accords secrets que Kinshasa a signés avec Kigali successivement en janvier 2007 (opération mixage qui mettait fin au ou court-circuitait le brassage) et en janvier 2009 (opération « *Umoja wetu* » suivie par le mixage bis appelé autrement « brassage accéléré »). Ces actes ont évidemment entraîné les arrestations répétées de ses membres. La défection de certains du directoire de SIMA-Kivu (Soutien aux Initiatives des Mouvements actifs au Kivu), une asbl basée à Bruxelles (Belgique), est, parmi d'autres, l'indicateur du revirement que certains ténors du *leadership* de Bukavu ont fait.

Cette étude couvre la période qui va de la CNS jusqu'à la fin 2009, ce qui semble correspondre à la période de la chute de Vital Kamerhe de la direction de l'Assemblée nationale, chassé par Joseph Kabila qui ne voulut pas de lui comme Premier ministre à la succession d'Antoine Gizenga.

2. LA COOPÉRATION INDIRECTE MINE LA SOCIÉTÉ CIVILE

Il ne s'agit pas du débat sur les ONG ni sur leurs relations avec la société civile[3]. Plutôt, partons du postulat que les ONG sont spécialisées en divers domaines selon leurs origines, visées et champs d'action (ONG humanitaires ou sociocaritatives, ONG de développement, ONG des droits de l'homme, corporations professionnelles, syndicats, mutuelles, coopératives, clubs, fondations)[4], pour montrer qu'elles poursuivent des objectifs différents, tantôt complémentaires tantôt compétitifs ou conflictuels et que, de ce fait, celles qui existent et opèrent au Sud-Kivu ne font pas l'exception.

Les ONG se sont multipliées au Zaïre dans les années 1980 (Minani 1995). Mais « Quand des forces populaires s'organisent » (Entraide et Fraternité 1994 : 5), l'impression donnée par cette émergence est leur inspiration purement interne. A. De Waal écrit : « D'une manière générale, c'est à partir de 1980 que la dynamique des organisations non gouvernementales (ONG) a commencé à se mettre en route

3. Il existe une littérature abondante à ce sujet. Quelques sources : Lipschutz 1992 : 389-420 ; Vandepite 1994 ; *Aternatives Sud* 1997 ; Willetts 2000 : 191-212 ; Welch 2000 ; Hilhorst 2003.

4. Toutes ces formes d'ONG étaient actives au Sud-Kivu avant la guerre de 1996. Citons : 1) les ONG humanitaires (Shirikas chrétiennes, Heri Kwetu Centre) ; 2) les ONGD (CAB, Solidarité paysanne, Bdd, Adi-Kivu, Uwaki, Tst, Socoodefi, Ugeafi, Collectif Lubunga, Piad, Asop, Ired/Grands Lacs, PREFED, Bca, Milima, Pld, Adif) ; 3) les ONG des Droits humains (Héritiers de la Justice, Groupe Jérémie, Cadhom) ; 4) les corporations professionnelles (Aposki, Ordre des Médecins, Association des Juristes, Syeza) ; 5) les syndicats (Sikash, Sidem, Sinya, Sideni) ; 6) les mutuelles (Shikama-Banyamulenge, Lusu-Lega, Muha, Mutuelle de la Santé de Kadutu, Mutuelle d'Épargne et de Crédit de Bukavu/Mecrebu) ; 7) les coopératives de Crédit/Coocec, Coopératives agricoles ou de production et de consommation (CAB, Socoodefi, Socoopinki) ; 8) les clubs (Orchids Safari Club, Club Muungano et Bukavu-Dawa Football) ; 9) les fondations (Fondation M^{gr} Emmanuel Kataliko, Fondation Chirezi/Fochi, Fondation Femme Plus). Toutes ces organisations s'expriment dans l'espace public de manière différente et certaines d'entre elles exercent des fonctions multiples.

au Zaïre, et spécialement au Kivu, avec la prise de conscience de certains intellectuels qui ne pouvaient pas ou ne voulaient pas s'engager dans la fonction publique. Ils trouvaient également nécessaire de faire quelque chose au niveau des populations face à la misère qui commençait à se faire sentir » (De Waal 1997 : 633). Mais c'est une demi-vérité que de ne pas lier cette dynamique au changement de la politique internationale ; c'est pendant cette période que la coopération indirecte devenait importante dans les relations internationales. Philippe Leymarie et Thierry Perret affirment : « Les ONG ont pris une place grandissante dans le processus de l'aide depuis le début des années 1990. Cette évolution correspond à une période où le principe même de l'aide publique au développement semblait remis en question, certains gouvernements ayant nettement marqué leur volonté de réorienter leur action vers des projets de "proximité" gérés par des acteurs de la société civile, en raison de l'inefficacité supposée des États africains et de leur haut degré de corruption. Les États-Unis, plus que d'autres, ont encouragé cette tendance. On estimait ainsi qu'en 1996 ils déléguaient déjà plus de 30 % de leur aide aux ONG. Cette position a été suivie, à des degrés divers, par la plupart des grands donateurs » (Leymarie & Perret 2006 : 34-35). Ailleurs, les mêmes auteurs poursuivent l'explication en ces termes : « À la fin des années 1980, les premiers Plans d'ajustement structurel (PAS) imposés par les institutions financières internationales entraînent l'abandon de larges secteurs sociaux et économiques par les États africains. C'est aussi l'époque où l'Aide publique au développement connaît une décrue sensible, et alors qu'on s'interroge sur son efficacité les grandes organisations multilatérales aussi bien que les bailleurs de fonds bilatéraux consentent de plus en plus de ressources aux associations non gouvernementales, jugées plus proches du terrain. Des ONG nationales se développement pour prendre en charge les insuffisances étatiques, la démocratisation des années 1990, avec l'accent mis sur la "société civile", encourageant également leur multiplication » (Leymarie & Perret 2006 : 371). De là, James Petras prend les ONG pour instruments de l'impérialisme (Petras 1999). En dehors du Comité Anti-Bwaki (CAB) créé en 1965, les premières ONG ont vu le jour au Sud-Kivu (Muchukiwa 1993 : 6-9). La crise socio-économique de la fin des années 1970 au Zaïre qui requérait des solidarités à la base était un contexte favorable à la création des ONG. Mais, il a fallu un peu plus de temps ; ce sont les mutuelles tribales qui ont commencé à émerger. Au départ (années 1980), les ONG luttaient individuellement pour leur propre survie ; mais, celles-ci furent amenées à travailler en synergie au sein ou en dehors du Conseil régional des Organisations non gouvernementales de Développement (CRONGD) (Clamens 2006).

Leur financement, d'origine essentiellement extérieure, a suivi la même tendance au niveau bilatéral et multilatéral. Dans le cadre bilatéral, des fonds émanent directement des gouvernements du Nord, notamment de la Belgique[5], de la France, de l'Allemagne, des Pays-Bas, de la Suisse, de la Grande-Bretagne, des États-Unis, du Canada, de l'Italie et des pays scandinaves, des Églises et des ONG du Nord. Dans le cadre multilatéral, des fonds émanent des organisations internationales (Banque mondiale, Fonds monétaire international, et autres institutions financières internationales subsidiaires) et régionales. Les associations bénéficiaires sont celles qui inscrivent leurs actions dans le programme du système ONU ou celui de l'intégration régionale. Ce genre d'aide crée un partenariat de type nouveau où les rapports de force sont disproportionnés comme pour le partenariat de type structurel classique[6]. Le danger est que ce déséquilibre excessif de force conduit, dans le chef des associations bénéficiaires, à un « partenariat » de compromission, d'autant plus que ce sont les fédérations ou plateformes associatives et, derrière celles-ci, des individus ciblés et choisis comme « partenaires crédibles », manipulant l'argent et/ou toutes les formes d'aide qui passent par leurs mains. Les associations d'obédience confessionnelle n'échappent pas non plus à ce double danger de dépendance/soumission et de clientélisme. À la

5. Cf. Atol VZW 2003.

6. Cette disproportion est liée à la nature même de l'ONU (« une constellation d'institutions, d'abord au service des États ») et aux impératifs de la *real politik* (« le comportement unilatéral de grandes puissances américaines, asiatiques et européennes ne privilégie que la diplomatie du *statu quo*, celui où les priorités s'établissent en fonction des intérêts des pays les plus influents »). Selon l'auteur de ces mots, Yves Ekoué Amaïzo (2005), « l'ONU se trouve souvent à avoir des personnalités moulées pour devenir des *yes men* ou des *yes women*. Comme la cooptation des *leaders* de la société civile répond à ce critère sacré, il n'y a pas encore de progrès dans l'écoute des populations.

longue, le monde associatif est devenu un espace privilégié pour les affaires ou le *business*. Paul-Robain Namegabe écrit :

> « Le monde associatif est devenu un secteur florissant. [Il l'explique par le fait que] les bailleurs de fonds ont pris l'option de passer par les organisations de la société civile pour atteindre directement les populations bénéficiaires sans plus passer par l'intermédiaire de la bureaucratie étatique...Mais ce passage par les ONG n'a pas manqué de créer un affairisme dans ce secteur où, aux intentions de promouvoir le développement local, se mêlent celles de la recherche du gain et de l'ascension sociale dans un contexte où le chômage est à son comble et où les emplois formels octroient un salaire de misère […]. La position que cette élite occupe au plan social, politique et économique en fait un acteur incontournable dans le jeu de la politique locale et nationale. C'est ainsi que la société civile est devenue le champ de recrutement des personnalités appelées à occuper des responsabilités » (Namegabe 2008 : 236-237).

De ces propos, on comprend le fait que les ONG passent aujourd'hui pour meilleurs employeurs et payeurs à Bukavu et que leurs patrons (souvent qualifiés de *leaders* de la société civile) comptent parmi les nouveaux riches ; l'affairisme ou le goût de l'avoir et du pouvoir a fini par pervertir la société civile. Mais il fallut insister sur deux aspects primordiaux et complémentaires : d'un côté, la politique de survie des *leaders* qui a ruiné l'idéal de développement et détourné les associations de la société civile de leurs objectifs premiers ; de l'autre côté, l'influence que les bailleurs de fonds exercent sur eux pour les amener à soutenir les *leaders* politiques de leur choix (cas de Joseph Kabila en l'occurrence) et leur politique pro-Rwanda en RDC. Philipe Leymarie et Thierry Perret mettent en évidence ces deux aspects lorsqu'ils écrivent :

> « La force des ONG se trouve cependant limitée par leur dépendance financière : la grande majorité d'entre elles vit uniquement des financements apportés par des ONG occidentales partenaires ou des organismes internationaux, et n'a pas toujours la latitude pour agir à sa guise. L'attrait de cette manne financière extérieure a d'ailleurs mené à la création de nombreuses ONG "opportunistes", qui chassent les subventions et fonctionnent comme un business. Dans certains pays victimes de pénuries chroniques, des nationaux – et leurs familles – y ont trouvé un nouveau gagne-pain… Si elles [les ONG] permettent d'établir des "filets de sécurité" face aux conséquences économiques et sociales désastreuses des PAS (Programme d'Ajustement structurel) sur les populations, elles légitiment aussi en partie le délitement des États – les employés d'ONG sont souvent mieux rémunérés que les fonctionnaires – et déchargent les élites politiques, tant internationales que nationales, de leurs responsabilités » (Leymarie & Perret 2006 : 372-373).

Le phénomène de la manipulation du *leadership* de la société civile par et à travers le financement et cette métamorphose-perversion du monde associatif qui s'observe dans le temps et dans l'espace à Bukavu n'est pas abordé dans l'étude de Bagalwa Mapatano (2003).

3. LA SOCIÉTÉ CIVILE FACE AU POUVOIR : ÉTAT DES LIEUX DES DISCOURS ET ACTIONS DES *LEADERS* DE LA SOCIÉTÉ CIVILE DANS LES RÉGIMES MOBUTU, AFDL ET PPRD/RCD

Peter Rosenblum avait écrit : « Le mouvement ONG zaïrois est né dans le Sud-Kivu où l'on bénéficie aujourd'hui de la "société civile" la plus développée et organisée dans le pays. En partie, à cause de cela, la région a pu résister à la désintégration avec plus de succès que le reste du pays[7] ». Cette perception d'un outsider et basée sur des apparences ou des rapports et reportages des médias politisés contraste avec l'image qu'en ont certaines gens de Bukavu qui parlent plutôt « d'une société civile de la honte » et d'ajouter : « L'élection de nouvelles personnes à la tête de la société civile de la province du Sud-Kivu laisse espérer qu'elle va redevenir ce que la population en attend réellement : un vrai acteur de développement et non plus un espace de positionnement politique et d'intérêts économiques » (Namujimbo 2007).

Le rôle de la société civile dans la politique congolaise est diversement commenté. Les uns en font des éloges et un bloc monolithique (Muchukwa 1993 ; Rosenblum s.d. ; CNONGD & PREFED ; Blais & Kambaza 2004 ; Bagalwa 1996 ; Clamens 2006) ; les autres insistent sur ses faiblesses ou ce qu'elle a été incapable d'accomplir (Bucyalimwe 1999 ;

7. Cf. « La situation actuelle des Organisations des Droits de l'Homme en Afrique subsaharienne. Zaïre », en ligne : http://www1.umn.edu/humanrts/Africa/french/fzaire.htm

Namujimbo 2007 ; Nefissa[8] s.d.). Dans cette deuxième catégorie se rangent Koen Vlassenroot et Hans Romkema qui insistent sur l'impact négatif exercé par un certain nombre de facteurs sur les actions de la société civile et sa capacité de mobilisation : la guerre, la politisation de la plupart d'organisations ou les ambitions politiques de leurs *leaders*, les clivages ethniques internes, la corruption, le manque des capacités d'adaptation aux contextes politiques et économiques changeants (Vlassenroot & Romkema 2007 : 14). Ils concluent qu'à la longue, « *civil society lost much of its capacity to act as a pressure group for the rights of the poor and increasingly became a springboard for want-to-be politicians. (*Instead of being*) the contre-pouvoir, the civil society has become, together with the Churches, one of the most important pillars of the sitting president* » (Vlassenroot & Romkema 2007 : 15).

3.1. SOUS LE DERNIER MOMENT DU RÉGIME DE MOBUTU (JUILLET 1919-MAI 1997)

Électrifiés à la fois par les discours pro-démocratie produits dans les pays du Nord et par les pressions populaires en faveur du renouvellement de l'équipe dirigeante et du changement dans la manière de gérer les affaires de l'État, les *leaders* de la société civile formaient pratiquement un seul bloc contre le régime de l'État-Zaïre ; la démocratie et les valeurs éthiques étaient mises en avant. Patient Bagenda Balagizi, alors membre du CNONGD (Conseil national des ONGD au Zaïre) officiellement créé en décembre 1990 et président du Bureau de Coordination de la société civile au Sud-Kivu (1992-1994) lançait en mars 1994 : « La nouvelle société dont nous voulons jeter les bases devrait procéder à partir de la base, en corrigeant constamment les erreurs du parcours. Dans cette perspective, la démocratie au Zaïre ne doit pas être conçue comme la chanson d'une certaine élite ou une mode importée imposée par un nouveau dictateur. Il faut une structure implantée à la base » (Bagenda Balagizi 1994 : 22). En répondant à la question concernant les forces qui soutenaient Mobutu, il cita, à côté d'une classe populaire démoralisée, les prédateurs congolais décidés à défendre les intérêts acquis sous le régime MPR, une multitude de milices privées, tribalisées et constituant une armée personnelle (garde civile, service de renseignement militaire, forces d'intervention spéciale et autres forces obscures), « tous les financiers qui sont soit des cadres de certaines multinationales occidentales, soit des bourgeois qui se sont payés sur le compte du Zaïre, c'est-à-dire des gens qui ont puisé dans les caisses de l'État et qui tentent de redynamiser celui-ci (le système de prédation) avec Mobutu » (Bagenda Balagizi 1994 : 23-24). En juin 1995, ce fut le tour d'Oscar Baharanyi bya Dunia, superviseur de la même organisation (Geapo/Cedd), qui martelait : « On sent que les conflits entre groupes ethniques et tribaux se sont exacerbés non pas seulement dans les régions qui hébergent les réfugiés, mais aussi à Kinshasa et ailleurs dans le pays. Les ministres du gouvernement Kengo (y compris lui-même Premier ministre) se comportent plus comme des *leaders* régionalistes, voire tribalistes qu'en hommes d'État […]. Les gouverneurs de région n'ont des comptes à rendre ni au Gouvernement ni à la population » (*Hebdo Jua*, 24 juin 1995 : 9). En février 1997, soit deux mois après la prise du Sud-Kivu et du Nord-Kivu par l'AFDL dans l'ombre du Front patriotique rwandais et de la National Resistance Army et trois mois avant la chute de Mobutu, le père Rigobert Minani reprenait le même discours relatif aux aspirations populaires exprimées trois ans auparavant par Patient Bagenda. En effet, après avoir fustigé la légèreté avec laquelle la communauté internationale traitait la question des réfugiés hutu au Zaïre[10] au nom de la protection de ce qu'elle appelait « minorité tutsi lésée » et souligné que, « pour avoir été libérée sans elle, la population se réserve et observe », il proposait : « Le véritable changement pour notre pays doit être une émanation de la population qu'il faudrait associer à tout le processus dès la base afin que celle-ci s'implique et participe activement à l'éclosion de ce changement. Toute démarche contraire ne peut conduire qu'à une nouvelle dictature » (Minani 1997). En dehors de quelques exceptions près, les *leaders* de la société civile défendaient une démocratie

8. Nefissa reconnaît les limites de la société civile du fait que « les ONG (l'un de ses acteurs-clés) sont parfois liées aux États, et elles-mêmes sont traversées par le phénomène de pouvoir et des inégalités sans oublier que leurs activités sont souvent palliatives ».

9. Cette date coïncide avec le démarrage des travaux de la CNS qui prirent fin en décembre 1992.

10. Pour une plaidoirie en faveur des réfugiés, lire Munzihirwa 1996.

participative même si le comment y parvenir n'a pas toujours été élucidé. Un appel qui ne fut entendu ni par Laurent Désiré Kabila ni par ceux qui ont porté Joseph Kabila au pouvoir par désignation d'abord et à travers les élections en 2006.

À ce premier stade de l'évolution politique post-guerre froide dans le pays, il y a lieu de faire trois constats :

1) D'abord, des organisations comme LDGL et PREFED ont joué un rôle central dans la conscientisation politique, et ce, sous les parapluies des droits de l'homme et du développement respectivement. Elles différaient des autres organisations par leur insertion dans la dynamique régionale. Pour cela, les discours qu'elles véhiculaient et les actions qu'elles menaient étaient calqués sur le modèle des ONG opérant au Rwanda et qui, profitant de « l'appui financier et politique des organismes similaires européens et américains, servaient de paravent à l'action militaire du FPR. [L'une d'entre elles] est l'Association rwandaise pour la défense des droits de l'homme [Ardho] qui a vu le jour, comme par hasard, le 30 septembre 1990, la veille même de l'invasion. Son président fondateur, Alphonse Nkubito, a été nommé ministre de la Justice au sein du Gouvernement après la victoire militaire du FPR en juillet 1994 » (Desouter 2007 : 128-129). De la même façon, certains *leaders* de la LDGL (Ligue des droits de la personne humaine dans la région des Grands Lacs[11]) et du PREFED (Programme régional de formation et d'échanges pour le développement[12]) qui, dès leur création, collaboraient avec l'ARDHO ou Alphonse Nkubito, ont été des partisans farouches de la guerre du FPR en RDC en 1996/1997. Comme pour ce dernier, ils furent récompensés dans l'ordre FPR/AFDL/RCD. La LDGL et le PREFED allaient continuer à souffler le chaud et le froid en RDC ; ils organisaient, en collaboration avec d'autres associations d'ancrage local, des sessions sur la non-violence. Était-ce la sincérité ou la diversion ? Il en allait autrement avec des organisations internationales comme l'Ired (Innovations et Réseaux pour le Développement)/Grands Lacs qui, elles, mettaient la dimension d'appui économique à l'avant-plan, même si là aussi l'odeur politique n'était pas exclue. Peut-être que, dans les deux cas, c'est la personnalité même ou le caractère de leurs animateurs qui faisait la différence.
2) Ensuite, certaines organisations strictement locales ont été plus visibles que d'autres et leurs expressions ont été très médiatisées (Cab, Solidarité paysanne, Geapo, Tst, Commission diocésaine Justice et Paix, Héritiers de la Justice, Groupe Jérémie, Cadhom, Adi-Kivu, etc.).
3) Enfin, c'est surtout à travers le Bureau de Coordination de la société (BCSC) que les acteurs sociaux s'exprimaient de manière plus cohérente et géraient la donne identitaire avec plus ou moins de succès. Mais, une série de raisons avait fini par laminer cet édifice :
   - couplées de rivalités ethniques : « RDC : Unitaristes *versus* Fédéralistes. Entre ces deux courants, c'est la foule des opportunistes sans idéal à la chasse des postes ministériels et des richesses. C'est dire que le Congo/Zaïre avec plus de 250 tribus et dialectes, avec une myriade des partis politiques fait cacophonie ! Le pays donne l'impression d'un machin où seuls les vicieux, nationaux comme étrangers, peuvent "réussir". À y regarder de près, à compter les générations sacrifiées, à scruter le passé ténébreux, on est tenté de croire que le Congo/Zaïre est impossible ! Le Sud-Kivu, pièce de ce puzzle diabolique, pourrait-il faire la différence, à l'heure du fédéralisme ? » (Mokolo 1994 : 3 ; Bagalwa 1996.)
   - les implications du changement qui a porté Modeste Wasso Mbilizi à la tête du Bureau de Coordination de la société en 1994 et poussé son prédécesseur Patient Bagenda Balagizi, à créer une nouvelle organisation rivale et financièrement mieux nantie[13], le Geapo (Groupe

11. C'est une plateforme régionale qui regroupe des associations de trois pays (Rwanda, Burundi et RDC) : elle s'intéresse principalement aux questions des droits de l'homme et, subsidiairement, à celles du développement dans la région des Grands Lacs d'Afrique.

12. Il intervient dans la formation et l'appui aux initiatives de base (« Burundi-Rwanda-the Democratic Republic of Congo », SIDI, *Selected Partners in Africa*, 2000).

13. Le Bureau de Coordination de la société civile fut fragilisé, car « les robinets financiers ont été fermés pour arrêter son fonctionnement » (« Échanges d'expériences des associations de la société civile du Sud-Kivu », en ligne : http://ospiti.peacelink.it/bukavu/zaire011.html).

d'études et d'actions politiques), et un bulletin d'information (*La Clef*). Ce changement devint la phase charnière de ce qui fut petit à petit une ère de discordances.

- l'évolution vers une direction tricéphale de la société civile du Sud-Kivu avec BCSC, CRONGD[14] et Geapo[15]. Cette situation mit en danger la lutte contre les abus du pouvoir ou pour la démocratie tout court. Ce changement à la tête du BSC s'effectuait sur fond d'un double clivage : Shi *vs* Lega, division interne à l'Opposition (Udps et Udi notamment). La cohésion Shi-Lega, deux groupes ethniques majoritaires de la province, n'avait jamais été évidente. Et pour cause, la compétition pour le contrôle de la province ou des services importants au sein de celle-ci et, partant, le contrôle de l'espace public[16]. Cette compétition s'est cristallisée dans le BCSC : plus on s'éloignait de la CNS (clôture de ses travaux en décembre 1992), plus celui-ci devenait le nid des rivalités et intrigues à caractère à la fois personnel, ethnique, et régional. L'élection de Wasso Mbilizi, Lega du territoire de Mwenga, qui remplaçait en 1994 Bagenda Balagizi, Shi du territoire de Walungu, fut en quelque sorte une goutte qui fit déborder le vase. Bagenda se retira avec d'autres membres de son bureau pour créer sa propre organisation, le Geapo. Il aurait été encouragé dans cette voie de la dissidence par le fait qu'il était conscient d'être appuyé financièrement par des ONGD du Nord, en particulier le NCOS (futur 11.11.11) piloté alors par Jules Devos.

Dès ce moment, le BCSC devenu le parent pauvre fonctionna grâce à des interventions ponctuelles venant de certaines ONGD membres de la société civile ou de certaines instances de l'Église catholique. L'argent fut utilisé comme une arme pour affaiblir le BCSC alors que le Geapo maintenait les moyens de ses ambitions dans le cadre de la compétition avec le BCSC pour plus de visibilité sur le terrain sociopolitique. Sur ce conflit Shi-Lega se greffait un autre, à savoir la divergence quant à l'attitude à prendre vis-à-vis des gouvernants. À la CNS, la tendance dominante était qu'il fallait éviter de flirter avec ces derniers pour ne pas se compromettre ou perdre de crédibilité dans la lutte démocratique. Mais, la nomination en 1993 de Faustin Birindwa qui est Shi de la chefferie Ngweshe et membre de l'Udps au poste de Premier ministre par Mobutu afin de contrecarrer les ambitions d'Étienne Tshisekedi élu par la CNS bouleversa tout ; elle divisa l'opposition du Sud-Kivu. Certains *leaders* de Ngweshe autour du Geapo soutinrent Birindwa alors que ceux d'ailleurs (autour du BCSC) l'avaient boudé ou s'en sont méfié parce que perçu comme un traître placé à la tête du Gouvernement pour bloquer la marche démocratique : « Comme si Mobutu avait compris la fragilité du radicalisme sud-kivutien, le choix qu'il porta sur Birindwa eut un double effet : il fit voler en éclats la section de l'Udps au Sud-Kivu (aile Magabe versus aile Karhebwa) et précipita la division de la société civile » (Bucyalimwe Mararo 1999 : 241)[17]. Bref, la politique symbolisée par « l'effet Birindwa » est le

14. On cite l'année 1988 comme date de sa constitution (Clamens 2006 : 1).

15. L'une des manifestations de la force financière du Geapo est l'organisation d'une rencontre des 45 délégués des ONG et des organisations de 5 régions de l'Est du Zaïre (Haut-Zaïre, Maniema, Nord-Kivu, Sud-Kivu et Shaba) en septembre 1995 (Malekera 1995 : 8). Apparemment, le Geapo travaillait plus avec l'Ired/Grands Lacs, le PREFED et le CRONGD (Zaïre) qu'avec le BCSC et le CRONGD du Sud-Kivu.

16. À la chute du régime Mobutu et début de l'ère Kabila, le journaliste Amisi Kilosho note : « […] le dialogue est rompu depuis un certain temps entre ces deux principales composantes tribales du Sud-Kivu ». Dans un mémorandum adressé aux autorités nationales le 27 août 1997, la communauté lega se plaignit de ne pas être suffisamment dans les arcanes du pouvoir provincial. Elle accuse les « extrémistes Bashi » d'exécuter « un plan machiavélique d'exclusion et de déstabilisation des cadres lega ». Elle préconise, en cas de non-réconciliation, « la scission de la province en deux pour départager les deux groupes techniques ». Au texte du mémorandum se trouve annexé un tableau de la répartition ethnique des postes de responsabilité au niveau provincial du Sud-Kivu après l'avènement du régime Kabila : sur 72 postes retenus, il y en a 31 qui reviennent aux Bashi, 11 aux Tutsi, 7 aux Lega, 4 aux Havu et 3 aux Bembe (Mémorandum publié dans *La Semaine du Reporter*, n° 166, du 24 au 27 octobre 1997).

17. Il a, avec Fraterne Mushobekwa Kalimba wa Katana, renforcé les divisions ethniques au sein du monde académique et scientifique de Bukavu en faisant sienne la fameuse géopolitique. Celui-ci nomma des gestionnaires des universités et instituts publics en fonction de ce critère. Ainsi, on se trouva, à un moment donné, en face de gestionnaires exclusivement shi : ISP (Bishikwabo), ISTM (Kazunguzibwa), ISDR (Chibenda), UOB (Nyakabwa), CRSN/Lwiro (Bashwira) ; même situation dans les établissements privés

deuxième facteur qui, à côté de la pauvreté, porta un coup à la lutte démocratique au Sud-Kivu ; plusieurs acteurs sociaux acceptaient désormais de travailler, malgré les discours flamboyants, pour le pouvoir et l'avoir.

3.2. SOUS LES TEMPS DE L'AFDL ET DU RCD

Le mandat de Modeste Wasso à la présidence du BCSC prit fin en 1998 et, malgré la mise en place d'une autre direction, la situation n'évolua guère positivement. D'ailleurs, son successeur fut Joseph Kyalangilwa (un autre Lega de Mwenga) qui était aussi membre du parti politique PDSC dirigé par Joseph Ileo entouré de Jean-Marie Kititwa, André Bo-Boliko, etc. Le vice-président de Kyalangilwa fut Gervais Chirhalwirwa Nkunzimwami (Shi de Ngweshe), discrédité à la CNS pour question de corruption. Avec ces deux nouveaux responsables, le BCSC versa davantage dans la politique. Même lorsque, plus tard, Kyalangilwa se replia vers la Suisse et Chirhalwirwa devint sénateur de la Transition à Kinshasa, ils ont continué à peser sur le BCSC. Ceux qui, après eux, se sont succédé à la présidence du BCSC, Didace Kaningini (Lega de Mwenga[18]) et Emmanuel Rugarabura (Shi de Kabare), furent nommés à des postes politiques, vice-gouverneur dans le Gouvernement de Transition (mai 2004-juin 2005), ministre de l'Intérieur, de la Décentralisation, des Affaires coutumières et de la Sécurité dans le gouvernement provincial postélectoral de Célestin Cibalonza (avril 2007-juin 2008)[19] respectivement. Le BCSC perdait aussi son rôle de catalyseur de la lutte démocratique pour se transformer en un lieu de tremplin politique et, en conséquence, en foyer d'intrigues et de manipulations. Celui qui a été élu pour succéder à Emmanuel Rugarabura à la tête du BCSC, Cyprien Biringingwa, est Shi, cette fois-ci proche de Baudouin Hamuli Kabarhuza ; son élection intervint après une longue et âpre guerre médiatique entre les acteurs locaux et les deux dirigeants (Joseph Kyalangilwa Muyengo et Gervais Nkunzimwami) qui s'accrochaient malgré leur absence prolongée sur le terrain (Namegabe 2008 : 237-241). Kyalangilwa fut accusé de s'être arrogé le titre de « président à vie », contrairement à ce qu'il affirmait ; il se servait de la société civile devenue son « passeport international ». J.D. Geslin écrit : « Il va sans dire que les nouvelles fonctions de Joseph Kyalangilwa (devenu président de Great Lakes Forum International, Zurich[20]) sont incompatibles avec ses fonctions de président de la société civile de la province du Sud-Kivu. Il allait devoir élégamment, comme il en a l'habitude, remettre sa démission au vice-président de la société civile dans les tout prochains jours » (Geslin 2003). Mais il sera plutôt obligé de jeter l'éponge et son adjoint a été désavoué à telle enseigne qu'il a mis fin à ses ambitions de se faire élire député aux élections de 2006. Ce fut une double leçon de la sanction pour mauvaise gestion de la société civile et excès de la promotion des intérêts personnels et étroits.

Pareilles pratiques discriminatoires fragilisaient non seulement les associations individuelles, mais aussi le BCSC, devenu lieu d'affrontement Shi-Lega et de repositionnement politique. Les Banyarwanda tutsi (Banyamulenge) ont fait cavalier seul, justifiant leur attitude par l'exclusion dont ils font l'objet. Mais on pourrait penser aussi qu'ils boudaient le BCSC qui n'était pas soumis à l'autorité de leurs pairs.

La politique du gouvernement AFDL à dominante tutsi qui succédait à l'État-Zaïre consista à contrôler le monde associatif[21]. Tout juste après la chute de Bukavu les 29-30 octobre 1996, c'est Müller Ruhimbika (un Tutsi du Groupe Milima/Uvira) que l'AFDL voulut placer ou qui cherchait à s'imposer à la tête du monde associatif au Sud-Kivu. Ayant été boudé par les acteurs de Bukavu et s'étant attiré des inimitiés au sein du mouvement, il dut décrocher sans avoir poussé vers une nouvelle direction : « La tentative de s'imposer comme le numéro un dans le monde des ONGD au Sud-Kivu au lendemain de la prise de Bukavu par l'AFDL à la fin d'octobre

comme le Grand Séminaire de Murhesa, l'UCB, l'UEA, et l'ISGEA avec des responsables appartenant à la même ethnie.

18. Au sein de la communauté ou du Lusu-Lega, l'hégémonie des Lega de Mwenga devint une source de méfiance et de conflits latents.

19. Il ne fut pas repris dans le gouvernement de Léonce Muderhwa investi le 10 juin 2008.

20. Il a aussi semé la zizanie dont les séquelles ont porté préjudice à l'action de ce Forum. En conséquence, le Great Lake Forum dut perdre son statut de droit suisse (courriel reçu de Peter Kuepfer le 6 janvier 2010) et, derrière cette fin humiliante pour les Congolais qui y étaient impliqués, la perte de crédibilité de Joseph Kyalangilwa lui-même.

21. Plusieurs anciens étudiants de l'ISDR furent intégrés dans l'administration AFDL.

1996 a suscité beaucoup de remous. Il devint d'un coup un personnage très controversé. Les têtes du monde des ONGD à Bukavu ne pouvaient pas tolérer ses prétentions, car il n'avait dirigé jusque-là qu'une organisation villageoise. Ces prétentions étaient d'autant plus mal ressenties qu'elles s'inscrivaient dans la politique des (Tutsi) Banyamulenge à contrôler tous les services importants de la province après en avoir éjecté les anciens responsables. Il a été contraint d'y renoncer » (Bucyalimwe Mararo 1999 : 247). Après la chute de Kinshasa (mai 1997) et la formation du gouvernement AFDL, l'objectif du pouvoir était de noyauter les ONG à partir du sommet. C'est dans ce contexte que le ministère de la Justice, dirigé alors par Mwenze Nkongolo créa par le décret n° 071 du 18 mai 1998 la Solidarité Entre Nous (SEN). Plateforme des ONG du pays ou coordination nationale des ONG appelée à fonctionner sous la supervision du ministère de la Justice, la SEN avait pour objectif de « coordonner l'assistance humanitaire et l'aide au développement destinées aux Congolais, les ONG internationales et leurs activités, apprécier les programmes de développement, en donner les orientations, et assurer le suivi de leur exécution » (article 2). Le coordinateur national de la SEN, proposé en même temps à la coordination provinciale du Nord-Kivu, était un Tutsi, Emmanuel Kambali Kibungo, dont la femme (Jeanne Kambali) travaillait dans le secrétariat du cabinet du président Laurent Désiré Kabila. Quant à la coordination provinciale au Sud-Kivu, elle revenait à Denis Basheka qui avait évolué à un moment donné à Goma dans l'organisation GRACE (Groupe d'appuis-conseil aux Réalisations pour le Développement endogène, créé en décembre 1991)[22] à côté de Joseph Mudumbi[23] qui présidait aussi la LDGL[24]. Ce choix porté aux Tutsi et/ou aux acteurs de la mouvance rwandaise par le pouvoir et la communauté internationale pour diriger ne changea plus ; ceci est d'autant plus vrai que Laurent Désiré Kabila n'avait jamais eu l'occasion d'influer sur ce qui se faisait à Bukavu et à Goma, à la différence de son successeur Joseph Kabila qui intervint uniquement dans certaines nominations à Bukavu[25]. C'est là une autre dimension qui fit que certains acteurs du monde associatif d'avant octobre 1996 sont tombés en disgrâce ou ont été placés au second rang alors que d'autres ont été promus au premier rang, voire maintenus au front. La réunion tenue à Kinshasa dans la foulée de la victoire militaire de l'AFDL en juin 1997 donnait le ton de ce que devait être la ligne de conduite et d'action de la société civile congolaise ou, pour reprendre les propres mots de ces acteurs eux-mêmes, les « principes et lignes directrices d'actions ». Mais, en plus du caractère ambigu et trop général des recommandations faites à cette occasion et auxquelles le public était habitué, l'influence du politique de ce temps sur cette vision de la société civile était au rendez-vous. En témoigne cette recommandation : « nécessité d'aborder les problèmes du pays dans un souci panafricain et d'intégration régionale[26] ». C'était la même préoccupation des participants au séminaire qui fut organisé par Synergie Africa[27] et Independent Mediation Service of South Africa (IMSSA) au cours du même mois à Johannesburg (Afrique du Sud). En plus de l'insistance sur la nécessité de l'intégration régionale, les participants à ce séminaire prônèrent l'idée d'une « citoyenneté transfrontalière[28] ». C'est

22. Elle a évolué dans l'ombre de l'évêché catholique (un évêque hema, le très controversé Faustin Ngabu) et du Bureau diocésain de Développement et Œuvres sociales (BDDOS) dirigé par un abbé tutsi extrémiste, Désiré Seruhungo, dont l'appui au FPR a été constant du début jusqu'aujourd'hui.

23. GRACE 1993 (juin) : 9 ; « La situation actuelle des Organisations des Droits de l'Homme en Afrique subsaharienne. Zaïre », en ligne : http://www1.umn.edu/humanrts/africa/french/Fzaire.htm

24. Son ami Emmanuel Lubala Mugisho en était le conseiller juridique (« La situation actuelle des Organisations des Droits de l'Homme en Afrique Sub-Saharienne », *idem*, p. 10) et en a assuré même la vice-présidence.

25. Alors qu'il a réussi à placer ses hommes aux élections à Bukavu, il échoue à Goma face à la machine nande, celle d'Antipas Mbusa Nyamwisi particulièrement.

26. « Déclaration finale de la session de la société civile sur la reconstruction et la démocratisation de la RD Congo », Kinshasa, 16-20 juin 1997, pp. 6-7.

27. Cette organisation, pilotée par le Sénégalais Hassan Ba, s'intéressa au Kivu depuis l'arrivée des réfugiés hutu rwandais et travailla avec l'Ired/Grands Lacs dans la domaine de la gestion des conflits ou des crises et de l'urgence humanitaire.

28. *Vers une citoyenneté transfrontalière dans la région des Grands Lacs*. Rapport synthèse du Séminaire des chercheurs et universitaires sur la région des Grands Lacs (Johannesbourg, 24-27 juin 1997). Il se fait que dans ce forum qui regroupait principalement des intellectuels liés aux régimes de Museveni (Ouganda), de Pierre Buyoya (Burundi) et de Paul Kagame (Rwanda), le Zaïre n'était représenté que par cinq personnes dont les noms se trouvent sur la liste annexée à ce rapport : Elikia M'bokolo et Ngoma Binda pour l'Ouest du pays, l'abbé Patient Kanyamachumbi Semivumbi pour le Nord-Kivu,

une orientation que Pole Institute (Goma/Kigali) avait faite sienne.

> « Pole Institute, un institut interculturel, se veut un forum d'échange, de concertation et de débat sur les questions fondamentales qui concernent le Kivu enlisé dans un cercle de violences et de guerres depuis des années et les Grands Lacs en général […]. Il ne sera pas une ONG comme d'autres, mais prétend vouloir s'adresser aux ONG dans l'ensemble, aux syndicats, aux autorités civiles et politiques, à la société civile en général. Il ne sera pas non plus un institut académique qui donne des diplômes, mais un pool qui réunit les chercheurs qui s'intéressent aux questions au Kivu et dans les Grands Lacs en général. Son objectif est de pouvoir croiser les regards de divers groupes afin de trouver les points d'intersection à partir desquels construire et soutenir une culture de la paix» (Tegera 1997 : 1-3).

Quand on sait que ce type de discours fut produit dans un contexte précis, celui où les Tutsi venaient de se rendre maîtres de tout le pays et contrôlaient les provinces du Sud-Kivu et du Nord-Kivu depuis neuf mois (novembre 1996-juillet 1997) (Minani 1997 ; Human Rights Watch1997), que celui qui prétend vouloir promouvoir la paix et la convivialité intercommunautaire, Aloys Tegera, avait applaudi la guerre du RCD en août 1998 (Tegera 1998) et soutenu la guerre de Laurent Nkundabatware (Tegera 2004), on lit la duplicité à laquelle certains acteurs de la société civile se livrent fréquemment. Gabriel Habimana, n'avait pas hésité, après avoir souligné le bien-fondé des ambitions affichées par Pole Institute dans le cadre de la réconciliation interethnique, de tirer cette conclusion:

> « Les initiateurs de Pole Institute ont cru qu'il était possible, à travers la réflexion des quelques-uns, de changer la face du monde et provoquer un miracle sur un terrain où la cause semblait désespérée. Ils espéraient et espèrent encore que le miracle de la réconciliation franco-allemande[29] et le processus de réconciliation en cours au Rwanda sont aussi possibles dans cette partie de la RDC qui a connu l'horreur de la guerre et les extrémités barbares auxquelles cette guerre a conduit. Mais en définitive, qu'est-ce qui a changé fondamentalement ? Pole Institute a-t-il réussi à faire évoluer les communautés antagonistes, à former un type nouveau de personne indépendante d'esprit ? Les démons de la division et de l'exclusion sont là, avec une emprise très forte sur les *leaders* politiques et la population. Je constate que quand Pole Institute fait deux pas en avant, il recule de trois » (Habimana 2008 : 14-15).

Ce bémol ethnorégional pèsera lourdement sur l'avenir de la société civile du Kivu. Sous le gouvernement AFDL entre mai 1997 et juillet 1998, une première divergence fit apparaître deux tendances au sein du *leadership* du Kivu : une tendance favorable à la politique rwandaise en RDC et à visée régionale (siège : Goma) et une tendance nationaliste et anti-rwandaise (siège : Bukavu). Les tenants de la première tendance recrutèrent des partisans dans le second camp (par exemple, Murhega Mashanda[30] et Bernard Kitambala[31]) sans que celui-ci ne veille faire ou ne fasse autant. Ce mouvement de recrutement se renforça au temps du RCD et au fur et à mesure que l'emprise rwandaise se consolidait au Kivu et à Kinshasa jusqu'à contribuer à l'érosion des idéaux auxquels s'attachait le deuxième camp.

3.3. AVEC LE POUVOIR DE JOSEPH KABILA

L'ex-gouverneur RCD Norbert Katintima, et ancien deuxième vice-président de la CEI en séjour à Bukavu en décembre 2006, conseillait à ses corégionnaires députés provinciaux du Sud-Kivu de « privilégier les intérêts provinciaux au détriment des intérêts tribalo-ethniques » (*Karibu*, n° 94, février 2007 : 7-8). Cette dimension fut présente dans l'éviction du gouverneur Célestin Cibalonza et l'élection de Léonce Muderhwa[32]. Certains acteurs de la société civile, parlementaires ou non, étaient actifs dans ce remue-ménage politico-régionalo-ethnique ou la crise institutionnelle devenue une gangrène

l'abbé Vincent Mulago et Alphonse Byamungu Nakahazi pour le Sud-Kivu. Ce dernier fut tué à son domicile à Bukavu en juillet 2000 (par des inconnus).

29. Raphaël Nyabirungu et le président français Nicolas Sarkozy ont fait allusion à « ce modèle » en oubliant que la nature des conflits et les conditions qui ont conduit à la conclusion d'un accord de paix sont totalement différentes.

30. Cf. Pole Institute 2000 : 2.

31. Cf. Pole Institute 2003 : 3. Il est dit que Bernard Kitambala est un membre de Pole Institute qui réside à Bukavu. D'autres personnes sont probablement dans le même cas que lui.

32. Cf. « Bukavu : dissidence au PPRD, contestation des candidats gouverneurs », RadioOkapi.net du 14 février 2008.

depuis « l'affaire Cibalonza » (alias Ciba)[33]. Après l'avoir soutenu dans son bras de fer avec une partie de l'assemblée provinciale et à l'issue d'amples tractations, le PPRD avait lâché le gouverneur Cibalonza[34]. Ainsi, avec Muderhwa, Kinshasa avait placé son homme à travers le suffrage indirect comme ce fut le cas pour le gouverneur démissionnaire en janvier 2007.

Joseph Kabila dont « l'attitude fait écran sur tout » allait porter un coup fatal à la société civile en utilisant les billets verts et la terreur. À l'opposé de de son prédécesseur qui se méfiait voire combattait les acteurs du Sud-Kivu associés au camp d'Anselme Masasu Nindaga et qu'il accusait de rouler pour ou d'être de mèche avec Kigali (Kadari & Tougas 2001) – ce qui n'était pas totalement faux –, Kabila fils puisa dans ce groupe pour constituer son équipe au pouvoir, façonner et conduire sa politique du Kivu. Depuis son avènement en début 2001 jusqu'aux élections de 2006, Bukavu est entré au centre du pouvoir à Kinshasa. Citons parmi les acteurs retrouvés : Pierre Lumbi[35], Vital Kamerhe[36], Baudouin Hamuli[37], Marcellin Cishambo[38], Bahati Lukwebo[39], Kuye Dondo wa Mulemera[40], Basengezi Kantintima[41], Rigobert Minani[42], Prosper Nabyolwa[43], etc. Cela lui vaudra largement la préférence ou la cote de popularité auprès de certains milieux de Bukavu par rapport à ses deux prédécesseurs Mobutu et L.D. Kabila. Paul-Robain Namegabe explique autrement le succès électoral de Joseph Kabila et l'attraction que son parti le PPRD exerça auprès des *leaders* sud-kivutiens : le fait d'avoir permis « à Bukavu de rafler sans réserve tous les actifs de la réunification du pays, de l'éloignement de l'agresseur rwandais et de l'espoir de la pacification » (Namegabe 2008 : 227). Cette explication est peut-être vraie, mais ce que Namegabe et ceux qui flirtèrent avec le PPRD et Joseph Kabila négligèrent, c'est le coût de cette politique de charme : l'ombre des Tutsi (*alias* Banyamulenge) qui ne cessèrent d'obscurcir les horizons du Sud-Kivu, dont la nomination de Pacifique Masunzu à la tête de la X[e] région militaire et à travers le jeu qui se mènera derrière la guerre contre les FDLR (une guerre qu'on perçoit comme l'affaire des autres à l'instar de l'expérience passée, c'est-à-dire la guerre de 1996-1997). N'est-ce pas au Sud-Kivu où l'on a mené la campagne comme quoi l'invasion n'a commencé qu'en août 1998 ? En retour, il s'est établi une complicité entre Joseph Kabila et la ville de Bukavu, complicité qui fut visible à plusieurs occasions : position favorable à lui à Sun City (avril 2002)[44] qui permit une première légitimation de son pouvoir ; une forte collaboration

33. Après celui-ci, c'est le président de l'assemblée provinciale Baleke qui fut en passe de payer les frais de ces intrigues et de subir le sort du gouverneur Cibalonza (quelques mois auparavant, il était dans son collimateur).
34. Il fut poussé à la démission ; il l'officialisa le 7 février 2008 (OCHA 2008).
35. Chargé des questions stratégiques à la présidence de la République durant la Transition, il dirige le ministère phare des Infrastructures et Travaux publics.
36. Commissaire général pour le suivi du processus de paix dans la région des Grands Lacs d'Afrique d'abord, il devint dans la suite ministre et président du Bureau de l'Assemblée nationale et, partant, troisième personnalité du pays. Il fut le président du Comité des Sages et porte-parole de la Conférence sur la paix, la sécurité et le développement des provinces du Sud-Kivu et du Nord-Kivu (Goma, janvier 2008).
37. Coordinateur national de la Conférence internationale sur la paix, la sécurité et le développement dans la région des Grands Lacs, il présida l'Atelier Sud-Kivu à la Conférence sur la paix de Goma (janvier 2008).
38. Venu tout droit de la Belgique, il gravit rapidement les échelons à la présidence de la République jusqu'à devenir le conseiller principal du chef de l'État en matières politiques et diplomatiques.
39. Il fut questeur dans le bureau de l'Assemblée nationale.
40. Président de la commission Vérité et Réconciliation pendant la Transition, il est présentement sénateur. Il était le vice-président de la Conférence sur la paix de Goma (janvier 2008). C'est lui qui officiellement secondait le président de la Conférence, l'abbé Malu-Malu.
41. Ancien gouverneur RCD du Sud-Kivu à Bukavu, il fut le vice-président de la Commission électorale indépendante (CEI). Il fut membre du Comité des Sages dans la Conférence sur la paix de Goma alors que son homologue du Nord-Kivu à Goma Eugène Serufuri en était exclu.
42. Président du Rodhecic et du Groupe Jérémie, il appartiendrait à l'équipe des conseillers les mieux écoutés du chef de l'État.
43. Écarté de Bukavu suite à l'affaire Mutebusi-Kasongo (février-mars 2004), il fut nommé commandant de la Région militaire dans la ville de Kinshasa.
44. Il venait de nommer Vital Kamerhe comme secrétaire exécutif de son parti, le PPRD, dont la création fut annoncée officiellement à la fin du mois de mars 2002, soit à la veille de Sun City). Vital Kamerhe et d'autres leaders de Bukavu (Baudouin Hamuli, Bahati Lukwebo, Rigobert Minani, Marcellin Cishambo) ont été présents à cette rencontre, et

dans la gestion de la Transition (juin 2003-juillet 2006) et vote à majorité écrasante pour ce « candidat de l'occident ».

4. SOCIÉTÉ CIVILE FACE AUX ÉLECTIONS ET AUX DÉFIS POSTÉLECTORAUX

La société civile a joué un rôle marquant dans l'éducation à la démocratie et la formation aux élections (juillet 2006-janvier 2007). Elle alla même plus loin, car son slogan fut « Élire pour oublier les guerres » ou « Joseph Kabila est le seul garant de la paix et de la sécurité » (*Journal du Citoyen* 2006 : 2). En plus, en relayant les déclarations de l'archevêque de Bukavu, Mgr François-Xavier Maroy et de l'évêque de Butembo-Beni, Mgr Merchisédéch Sikuli dans lesquelles ils réclamaient l'organisation des élections sans condition et ce, contrairement aux autres évêques du Congo dont Mgr Laurent Monsengwo Pasinya, la société civile a organisé une marche à Bukavu le 30 mai 2006 avec le soutien du gouverneur Buhambahamba. Dans un mémorandum que le président du BCSC, Emmanuel Rugarabura, a remis au gouverneur, on lit ce qui suit : « halte aux négociations, allons tout droit aux élections[45] ». La présence du gouverneur dans le rang des marcheurs et l'alignement de la société civile sur la position de la communauté internationale montrent que la première était fortement politisée. Bref, les confessions religieuses, les ONG et leurs bailleurs de fonds, la MONUC et le CIAT sous William Lacy Swing pesèrent pour assurer ce succès électoral à Joseph Kabila. « Mardi, à Bukavu, le président de la Transition a présidé à l'installation des premiers éléments d'une permanence de l'état-major général de l'armée nationale en gestation. Dans la perspective des élections qui se rapprochent, Joseph Kabila entend occuper le terrain politico-militaire, de Kinshasa jusqu'à Bukavu[46] ». C'est-à-dire qu'avant les élections, Bukavu était mise en avant, avec la dynamique Vital Kamerhe et l'appui de l'Église catholique et de la société civile qui étaient déjà mises dans le rang ; c'est pourquoi Joseph Kabila était confiant et entendait faire le plein à Bukavu.

> « Louer Kabila, diaboliser le Rwanda. Mais se plaît l'avocat Joël Karume Mapatano du barreau de Bukavu : "ceux qui mettent ces informations à notre disposition essaient par tous les moyens de nous imposer leurs idées et points de vue". C'est particulièrement le cas des associations de développement ou de défense des droits humains. "On sent de la manipulation dans toutes ces ONG qui ne nous donnent à lire que les articles qui adulent certains hommes politiques et en crucifient d'autres, constate un de ces mordus de l'info qui les consulte régulièrement. Plus on loue Kabila et le PPRD, plus on insulte Ruberwa et le RCD et plus on a des chances d'être affichés, lus et appréciés" » (Namujimbo 2006).

Même si l'affaire du quartier général de l'armée n'est restée qu'au niveau de la propagande médiatique, aux élections Kabila obtint plus des voix au Sud-Kivu par rapport au Nord-Kivu. Voici la synthèse comparative des résultats obtenus :

1) Premier tour des élections (30 juillet 2006) : 94,6 % au Sud-Kivu contre 77,7 % au Nord-Kivu ; dans les chefs-lieux des provinces, il y a 96,4 % à Bukavu contre 88,4 % à Goma ; dans les territoires qui l'ont le plus plébiscité : 97,9 % dans Walungu et 97,4 % dans Kabare (Sud-Kivu) contre 94,7 % dans Walikale et 88,9 % dans Nyiragongo (Nord-Kivu) ; dans les territoires qui l'ont choisi le moins : 86,5 % dans Fizi (Sud-Kivu) contre 65,1 % dans Lubero[47] (Nord-Kivu).
2) Deuxième tour des élections (29 octobre 2006) : 98,26 % au Sud-Kivu contre 96,74 % au Nord-Kivu. Au niveau national, Joseph Kabila ne gagna les élections qu'avec 58,05 % contre 41,95 % pour Jean-Pierre Bemba[48].

Au sujet de ces élections, André Kabanda Kana publie un ouvrage dont le titre est évocateur : *L'Élection présidentielle en RDC. Triomphe de la démocratie ou légitimation de la tutelle occidentale ?* « Candidat de l'Occident, sa victoire fut celle de l'Occident et constituait un gage pour la poursuite de la même politique, à savoir la tutelle internationale,

ce, pour le compte du binôme société civile-gouvernement PPRD.

45. Élections 2006, « Campagne de sensibilisation des [?] réseaux ». Bukavu, le 30 mai 2006.

46. Mas 2006.

47. C'est donc le territoire d'origine du président de la CEI, l'abbé Malumalu, qui lui a donné moins de voix au Kivu alors que certaines langues faisaient de ce dernier l'homme du président Joseph Kabila.

48. Conseil de sécurité CS/8888. « Le Conseil de sécurité félicite Joseph Kabila pour son élection et l'appelle à travailler avec l'ensemble des acteurs politiques congolais pour relever les défis ». New York, 6 décembre 2006.

et la consolidation de l'influence du Rwanda en RDC. La nomination de Pacifique Masunzu, Tutsi du Sud-Kivu qui, avec Joseph Kabila et Laurent Nkundabatware, a commencé sa carrière militaire dans l'APR avant de se retrouver dans les troupes de l'AFDL, puis du RCD » (Nasibu 2004-2005 : 17), à la tête de la X^e^ région militaire du Sud-Kivu à Bukavu et le fait de confier la traque des rebelles hutu (FDLR) aux éléments issus du CNDP et des PARECO dans l'opération très controversée de « *Kimia* II » (février-décembre 2009) sont quelques-uns des signes qui font mieux savoir qui est Joseph Kabila.

Quelqu'un comme Pierre Pay-Pay wa Syakasige (né de père nande et de mère shi) ayant des assises à Bukavu qui était mieux enraciné dans le socle local par rapport à Joseph Kabila et qui, dans le passé, avait réalisé des choses pour cette capitale du Grand-Kivu n'a pas atteint 2 % des suffrages exprimés à Bukavu. La « dynamique révolutionnaire » a joué à l'envers : plus qu'une démocratie impulsée de la base, Bukavu s'est pliée face à une démocratie imposée d'en haut. Même des chefs coutumiers qui ont résisté longtemps à l'occupation rwandaise comme *mwami* Pierre Ndatabaye Weza II de Ngweshe[49] n'aient pas été élus et pas même cooptés au sein de l'assemblée provinciale. Que cela soit arrivé dans un Bushi où, par rapport aux autres entités coutumières locales du Kivu, le pouvoir coutumier paraît être resté raffermi, il s'agit d'un signe que des changements profonds sont en train de se produire dans le paysage politique local. Le pouvoir se déplace de plus en plus des centres traditionnels (cours d'Aha Mukaza et de Chirunga) vers les zones périphériques. Est-ce le résultat des rivalités entre les élites traditionnelles et les élites modernes qui sont, en général, issues des familles modestes ou pauvres ? L'impact des enjeux régionaux actuels n'est pas à écarter ; la guerre avait mis en avant les Bashi d'un certain cercle. Les dividendes politiques postélectoraux ont été proportionnels à cet appui électoral : contrôle du Bureau de l'Assemblée nationale (Vital Kamerhe[50] est président et Bahati Lukwebo, lui, questeur) et gouvernement provincial[51]. Au bout du compte, le *leadership* de Bukavu (toutes tendances confondues) a fini par adopter un discours ambigu et casanier qui fait du tort à la province du Sud-Kivu, voire au Grand-Kivu. Celui que les Bashi ont produit aux assises de la Conférence sur la paix et le développement dans les provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu (Goma, janvier 2008) est un paramètre de cette situation. Il avait été déclaré : « Mesdames et Messieurs, vous aurez remarqué chers frères et sœurs conférenciers réunis ici, que le message du peuple shi a évité deux choses : juger durement les autres et l'hypocrisie quant à l'implication de certains de nos enfants égarés dans les groupes armés. C'est pourquoi nous devons lancer un appel à nos enfants de quitter tous les mouvements et groupes armés anarchiques pour la démobilisation et le brassage » (Kyalangilwa *et al.* 1999). Faut-il parler vraiment d'égarement ou de l'alignement délibéré de ces enfants dans le dispositif de Kigali au Kivu ou en RDC ? À l'instar de Joseph Mudumbi, Bashengezi Kantintima, et autres partisans du RCD-Goma, Patient Mwendanga, Bertrand Bisimwa et consorts servent Kigali sur le terrain au sein du CNDP.

Pour davantage épingler la politisation de la société civile, répertorions divers cas d'espèce. À partir de 1991, certains acteurs de la société civile ont été cooptés pour exercer le pouvoir alors que d'autres

49. Il était même en opposition avec son neveu Odilon Kurengamuzimu qui, à côté de Patient Mwendanga (porte-parole du CNDP de Laurent Nkundabatware), dirigeait Mudundu 40 (M40. Cette trahison montre que l'appel lancé par l'archevêque Christophe Munzihirwa de Bukavu, trois jours avant son assassinat, n'a pas été entendu. Il avait déclaré : « En 1964, quand le gouvernement provincial prit les armes aux côtés du colonel Mulamba et des vaillants soldats, Kabare, Ngweshe et Lungangi avaient déjà alerté la population pour ne pas permettre aux rebelles de pénétrer chez nous. Cette partie de notre histoire devra nous servir d'exemple. Ne laissons pas l'ennemi pénétrer chez nous. Ne lui laissons pas un libre accès en fuyant notre ville. Et ne prêtons pas oreille à tous ceux qui de loin débitent des mensonges pour semer la zizanie. Tout en vaquant à nos occupations quotidiennes, éveillons-nous à savoir à tout instant qui est la personne que nous rencontrons et qui nous semble suspecte » (Message aux curés et aux vicaires : « Restez fermes dans la charité », Bukavu, le 27 octobre 1996, p. 2). M^gr^ Munzihirwa aimait dire « À Bukavu, il y a de gens qui savent parler bien le français et non pas des intellectuels ».

50. Pourtant sa mère serait en exil en Grande-Bretagne depuis une bonne période. Finalement, on se demande de quoi et de qui elle a peur en RDC où son fils est l'un des piliers du pouvoir de Joseph Kabila.

51. Le gouvernorat ainsi que les ministères clés (Intérieur, Décentralisation, Affaires coutumières, et Sécurité, Mines, Énergie et Hydrocarbures) étaient, du moins dans le gouvernement de Célestin Cibalonza, dirigés par les Shi.

s'évertuaient à y accéder. Ceux qui furent nommés par le pouvoir pour exercer des fonctions politiques :

- sous Mobutu : Pierre Lumbi, Bahati Lukwebo, Baudouin Hamuli Kabarhuza ;
- durant la Transition/AGI : Pierre Lumbi, Musimwa Bisharwa, Chimanuka Ntangayangabo, Baudouin Hamuli Kabarhuza, Sebineza Ruberangabo, Aurélie Bitondo, Paul Bapolisi, Ignace Mupira, Muzalia wa Kebwa, Georges Shanyungu, abbé Gwamuhanya, Gervais Chirhalwirwa, Mathilde Muhindo, Bachu Nyenyezi, Kuye wa Mulimira, Didace Kaningini ;
- certains ont participé dans la guerre et/ou l'administration du couple AFDL/RCD : Joseph Mudumbi, Bashengezi Kantintima, Jean-Pierre Mazambi, Dugu wa Mulenge, Müller Ruhimbika ; ils sont entrés dans les institutions de la République sous ce double casque. D'autres rejoignirent des ONG internationales. Il s'agit d'un cas de mobilité professionnelle dans le même secteur associatif, mais où l'influence politique des gouvernements occidentaux sur les actions des ONG du Nord est aussi réelle : Kirhero N'sibula (Adi-Kivu, Ired/Grands Lacs, Ocha), Innocent Balemba Zahinda (Héritiers de la Justice, Trustee HJ/London), Léon Baruani Misenga (Secrétariat du BCSC, Radio Agatashya).
- après les élections, certains ont siégé en tant qu'élus, et les autres ont été nommés à des postes non électifs : Pierre Lumbi, Bahati Lukwebo, Masu ga Rugamika, Kuye Dondo wa Mulemera, Paulin Bapolisi, Emmanuel Lubala, Tharcisse Muhima, Emmanuel Rugarabura, abbé Jean-Bosco Bahala, Isaac Buchekabiri, etc. Tous sans exception finirent par ôter progressivement la casque de la « neutralité » pour vêtir celui du politicien (Basengezi Kantntima 1999). Et Raphaël Wakenge d'enfoncer le clou : « La société civile a accepté de participer au pouvoir en RDC. Il ressort malheureusement que son implication dans les affaires politiques lui fait perdre d'une manière particulière son sens premier. Le caractère de groupe de pression aux acteurs politiques disparaît dans les chefs de certains animateurs de la société civile » (Wakenge 2005 : 4).

Pour dédouaner le *leadership* du Sud-Kivu, Joseph Kyalangilwa Muyengo écrit en février 2004 : « La traîtrise et la complicité du pays ne passeront pas au Sud-Kivu[52] ». Traîtrise et complicité par rapport à quoi ? La commission Justice et Paix de l'archidiocèse de Bukavu le dit de manière plus subtile : « Nous n'avons jamais fini d'être vigilants. L'ennemi qu'on veut nous faire croire n'est pas dans l'appartenance territoriale. Il est plutôt dans ceux qui, au lieu de recevoir le pouvoir pour servir le peuple, voudraient le prendre et même le ravir pour se servir eux-mêmes ! Quel est le Congolais authentique qui assumerait la responsabilité historique de faire du Congo une nouvelle Somalie ? Ouvrons l'œil et le bon. Comprendra qui pourra, mais un homme averti en vaut deux[53] ! » Dans leur message du 29 mai 2009, les évêques du Kivu affirmeront leur mécontentement en condamnant le silence des élus et de la société civile face à la situation dramatique vécue, notamment à Bukavu : « Déplorons la léthargie des parlementaires dans les Assemblées tant provinciales, que nationales, ainsi qu'au Sénat vis-à-vis des problèmes brûlants des populations, leur attention étant centrée sur leurs intérêts personnels comme on l'a vu dans bien de cas ; la démission de la société civile, les assassinats sans suite judiciaire, le recours à des systèmes de négociation sans fin qui hissent continuellement au pouvoir des rebelles et des criminels de guerre » (Message de la Conférence épiscopale provinciale de Bukavu, le 29 mai 2009).

Mais on a observé que l'organisation des élections s'est accompagnée du regain d'intérêt des Occidentaux pour Bukavu. Jusque-là, la communauté internationale avait focalisé son attention sur Kinshasa et l'Ituri et fermé les yeux sur un certain nombre de faits troublants à Bukavu (affaire Kasongo-Mutebusi-Nkundabatware[54], éviction des commandants

52. http://www.digitalcongo.net/fullstory.php?id=34307

53. « Bukavu : réfléchir pour consolider la cohésion nationale », *Fomeka* du 1er septembre 2006.

54. Message d'indignation et de protestation de la population du Sud-Kivu contre la MONUC, le Gouvernement de Transition et le RCD-Goma. « Lettre ouverte de la part des Organisateurs de l'action ville morte à Bukavu du 1er et du 2 mars 2004 », Bukavu, le 3 mars 2004. Bulambo, C., Murhola, M. & Mushagalusa, D., « Lettre ouverte au chef de l'État. Rupture de la paix au Sud-Kivu et réoccupation de la RDC par l'Armée patriotique rwandaise », Kinshasa, le 27 février 2004. De Failly, D. « Les événements du 23-24 février à Bukavu et leurs suites », Bukavu, le 6 mars 2004. Tegera, A., « La chute de Bukavu ou l'implosion d'une Transition condamnée à la naissance ? » Goma, juin 2004.

Prosper Nabyolwa[55] et Mbuda Mabe)[56] pour les remplacer par des commandants avec lesquels le Rwanda s'accommode bien. En tout cas, depuis juin 2003[57] et, surtout, à la veille des élections présidentielle et législatives de 2006 et dans l'immédiat après les élections, le ballet politico-diplomatique fut en nette augmentation à Bukavu[58]. À titre purement indicatif, voici quelques exemples de visites internationales répertoriées : l'ambassadeur américain qui eut une séance de travail avec l'assemblée provinciale (18 avril 2007)[59]; le ministre britannique de la Coopération, Hillary Benn (24 avril 2007) ; la délégation d'une trentaine d'hommes d'affaires belges (6 mai 2007) ; l'ambassadeur du Japon (14 mai 2007) ; l'ambassadeur de la France, Bernard Prevost (24 mai 2007)[60], à qui l'archevêque François-Xavier Maroy a remis une lettre[61] ; l'envoyé spécial du ministre belge des Affaires étrangères dans la région des Grands Lacs, Jozef Smets (juin 2007)[62] ; les ambassadeurs de l'Union européenne qui s'entretinrent avec les présidents des mutualités tribales (juillet 2007)[63] ; une forte délégation de prélats catholiques sud-africains dirigée par le cardinal Wilfrid Hapier (27 septembre 2007)[64] ; l'adjoint du représentant spécial du secrétaire général de l'ONU en RDC, Ross Mountain (14 novembre 2007)[65] ; visite de Gunilla Carlsson, ministre suédoise de la Coopération au développement international (10 janvier 2008)[66] ; nouvel ambassadeur de l'Union européenne, Richard Zinc (2 mars 2008)[67] ; une délégation chinoise conduite par Guojin Liu (8 juin 2008)[68] ; visite de Rama Yade, secrétaire d'État française aux Affaires étrangères et aux Droits humains (9 juin 2008)[69] ; visite de travail de l'Education Development Center (EDC) et de Family Health International (FHI) (August 2008)[70] ; visite de l'émissaire de Olusegun Obasanjo (RSSG de l'ONU pour le Kivu), le général kenyan Lazaro Sombio (12 février 2009)[71] ; visite de la représentante spéciale du secrétaire général des Nations unies pour les enfants et les conflits armés, Radhika Coomarawamy (avril 2009)[72] ; réunion des membres du Réseau Pax Christi des Grands Lacs au Centre Amani pour étudier le thème « Sécurité humaine et la DDR dans la région des Grands Lacs » (25-30 avril

55. « À Bukavu, la population en désarroi regrette la complicité et la partialité notoires de la MONUC ainsi que l'inertie du Gouvernement dans les événements actuels qui consacrent une fois de plus l'occupation militaire et politique du Sud-Kivu/RDC par le Rwanda en dépit de tous les accords qui existent... Le COJESKI-RDC soutient avec fermeté le commandement militaire légal du Sud-Kivu sous le pilotage du général Prosper Nabyolwa, commandant de la X^e^ région militaire » (Bulambo, C. *et al.* « Lettre ouverte au Président de la République Joseph Kabila », Kinshasa, le 27 février 2004). Il a été rappelé à Kinshasa à la dissatisfaction de la population rurale (signe de l'humiliation face au coup tordu de Kigali des Tutsi Banyamulenge qui voulaient l'assassiner), mais remplacé par un général aussi populaire que lui, le général Mbudja Mabe.

56. « DRC: Loyal Army troops re-enter Bukavu » (*IRIN*, Kinshasa, 9 juin 2004). Il a été rappelé à Kinshasa à la dissatisfaction de la population locale et remplacé par le très controversé général Mathieu Angolowa Tangila (*Karibu*, n° 78, août-septembre 2005 : 10). Hélas, les deux sont déjà morts au moment où nous écrivons ces lignes.

57. C'est le début de la mise en place du Gouvernement de Transition à Kinshasa, car il n'est devenu effectif au niveau provincial qu'en mai 2004, soit une année après.

58. Il faut préciser seulement qu'après les élections de 2006, Goma a volé la vedette à Bukavu, car elle fut érigée en minicapitale internationale et son statut de Kigali bis fut confirmé même si le Gouvernement de Kinshasa donne l'impression d'y contrôler quelque chose : voir l'organisation de la réunion du gouvernement à Goma le 9 mars 2009 (*Karibu*, n° 119, avril 2009 : 18) et l'organisation des festivités du 49^e^ anniversaire de l'indépendance du Congo (RDC). C'est pourquoi, les grandes personnalités du monde (système ONU et grandes puissances occidentales) s'y croisent : par exemple, le secrétaire de l'ONU, Ban Ki-Moon, et ses multiples envoyés, les commissaires européens comme Louis Michel, les ministres des Affaires étrangères des États-Unis, de la France (Bernard Kouchner), de la Grande-Bretagne (Milband) dont le soutien à l'indépendance du Kosovo et au régime du FPR à Kigali est bien connu.

59. *Karibu,* n° 97, mai 2007 : 14.

60. *Idem*, n° 98, juin 2007 : 10-11 ; 13-14.

61. Maroy, F. X., « Message à son Excellence Monsieur Bernard Prévost, Ambassadeur de la France à Kinshasa, de passage à Bukavu ». Bukavu, le 28 mai 2007.

62. « Affaire Nkunda : Bruxelles en contradiction avec Kinshasa », *Forum des As* du 26 juin 2007.

63. *Karibu*, n° 99, juillet-août 2007 : 8.

64. RadioOkapi.net du 27 septembre 2007.

65. *Karibu*, n° 103, décembre 2007 : 13.

66. 3TAMIS.org du 10 janvier 2008.

67. RadioOkapi.net du 2 mars 2008.

68. De L'Arbre, L., *Journal d'Afrique centrale-RDC*, n° 101 du 8 au 14 décembre 2008.

69. Eyenga, S. L. P., « Congo-Kinshasa : Rama Yade en visite au Congo », *Le Potentiel* du 11 juin 2008.

70. USAID, EDC, and FHI, « Life works' Youth Enterprise Development (YEP): A road to HIV prevention and mitigation in Bukavu, DRC », août 2008.

71. *Karibu,* n° 118, mars 2009 : 14.

72. *MONUC-Actualités* du 22 avril 2009.

2009)[73]; visite de Roeland Van de Geer, représentant spécial de l'Union européenne pour la région des Grands Lacs (3 juillet 2009)[74] ; visite de Ross Mountain (22 septembre 2009)[75] ; visite de Laurette Onkelinx, Vice-Première ministre belge et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'intégration sociale (4 février 2010)[76] ; visite de Howard Wolpe, ancien envoyé du président américain Bill Clinton dans la région des Grands Lacs d'Afrique et conseiller spécial du président américain Barack Obama pour la région des Grands Lacs d'Afrique (10 février 2010)[77].

En marge de ce ballet politico-diplomatique, se sont installés à Bukavu une ONG espagnole dénommée Voisins sans frontières 10 août 2007 et un consulat belge (16 novembre 2007). Le regain d'intérêt de la communauté internationale pour Bukavu depuis l'arrivée de Joseph Kabila au sommet de l'État en 2001 et, surtout, depuis le lancement du processus électoral, s'est accompagné par trois phénomènes nouveaux :

1) Le renforcement de l'axe Bujumbura-Uvira et l'accroissement du rôle de la MONUC et des ONG internationales au Sud-Kivu qui font ombrage aux ONG locales. Leur présence sur cet axe et au Sud-Kivu est loin de contrer les interventions de l'armée rwandaise dans les Hauts-Plateaux d'Itombwe. On a même l'impression qu'elle sert de couverture à ces interventions.
2) L'importance accordée aux projets portant sur les violences sexuelles[78], les enfants-soldats, les enfants de la rue, la lutte contre le VIH-Sida ou, mieux, le volet santé[79]. L'importance politique de ces dossiers est illustrée par l'octroi du prix Olof Palme au Dr Denis Mukwege, dit l'« Ange de Bukavu »[80] et du titre de docteur *honoris causa* par l'Université de Louvain-la-Neuve (Belgique) à madame Venantie Bisimwa Nabintu en même temps qu'à l'ex-Premier ministre belge (devenu premier président de l'Union européenne) Herman Van Rompuy[81].
3) Le glissement des ONG opérant au Rwanda vers le Kivu, y compris Bukavu. En d'autres termes, certains acteurs internationaux qui œuvraient au Rwanda et supportaient d'une façon ou d'une autre le FPR s'y sont repliés. Il aurait été intéressant de les identifier et savoir ce à quoi ils s'activent réellement en dehors de leurs missions officielles.

Ce qui n'a pas été souligné plus haut est le fait que les élites bashi nombreuses dans le Gouvernement, le

73. Pax Christi International, « Le réseau des Grands Lacs d'Afrique demande une réinsertion plus efficace des ex-combattants », *Courrier* n° 185, juin 2009, p. *5.*

74. « Bukavu : l'Union européenne réaffirme son engagement pour la paix à l'Est », *Journal d'Afrique centrale-RDC* du 1er au 11 juillet 2009, n° 121.

75. RadioOkapi.net du 23 septembre 2009.

76. Eyenga, S.L.P., « RDC : Laurette Onkelinx réconforte les victimes de violences sexuelles à Bukavu ». *Kongo Times* du 10 février 2010.

77. « Bukavu : Howard Wolpe salue le rapprochement entre Kigali et Kinshasa »,RadioOkapi.net du 10 février 2010.

78. « Le comptage des violences sexuelles, fonds de commerce pour les ONG qui naissent comme des champignons au Sud-Kivu », Digitalcongo.net, 15 décembre 2009. Il existe une commission provinciale de lutte contre les violences sexuelles (CPLVS) qui regrouperait 155 ONG locales. Il existe d'autres organisations qui n'appartiennent pas à ce collectif sans parler des ONG internationales qui affluent. Ce projet phare fait oublier d'autres dossiers importants, notamment celui de l'insécurité (Babwiriza & Baliahamwabo 2009) et la consolidation de l'influence rwandaise dans cette partie du pays.

79. Ruhangamugabo 2002. Les mutualités chrétiennes belges semblent dominer ce secteur. Lire aussi Kungu 2009 ; il précise que « Le montant de 36 millions est affecté à la promotion de la bonne gouvernance et au processus de décentralisation dans les provinces du Bandundu, du Katanga et du Sud-Kivu… Au Nord-Kivu et Sud-Kivu, l'Usaid va lancer un nouveau programme dénommé "Espoir" d'une valeur de 7 millions de dollars, pour prévenir les violences sexuelles. Espoir, qui est une réponse à la dernière visite de la secrétaire d'État américaine en RDC, Hillary Clinton, assistera plus de 15 000 victimes et va renforcer en même temps les capacités des ONG locales et organisations communautaires dans leur assistance médicale, légale, psychologique et économique œuvrant dans les deux provinces. Le projet, qui sera mis en œuvre par l'ONG International Rescue Committee, collaborant avec 7 ONG congolaises et 65 centres de santé, entend appuyer les centres de santé, hôpitaux et centres communautaires pour les femmes et les enfants, assistance psychologique et les activités génératrices de revenus. »

80. Ministère français des Affaires étrangères, Communiqué de presse, Paris, le 30 janvier 2009 ; « RD Congo. Le prix Olof Palme décerné au gynécologue congolais Denis Mukwege » (AFP, le 8 janvier 2009). Son nom figurait aussi parmi les 10 candidats sélectionnés pour le prix Nobel de la Paix 2009 qui fut décerné finalement au nouveau et jeune président américain, Barack Obama (*Le Monde* du 9 octobre 2009).

81. Cf. RTL Info du 11 décembre 2009 ; UCL, Docteur *honoris causa* : « Les crises, l'opportunité d'innover », Louvain-la-Neuve, le 11 décembre 2009.

RCD et le CNDP ont pris le président Joseph Kabila comme leur candidat en se prêtant même à son jeu pour disqualifier leurs autorités coutumières. La victoire électorale qu'il a eue dans les deux territoires de Walungu et de Kabare et dans la ville de Bukavu en dit long. Kabila élu a compris le message et les a récompensés par des postes dans les institutions postélectorales. Mais ce lien ne dura pas longtemps dès lors qu'il fallut assouvir les intérêts du Rwanda et consolider son pouvoir personnel. Marcellin Cishambo fut mis à l'écart du cabinet présidentiel (même si, selon certaines sources, il demeura dans le réseau informel de pouvoir) ; surtout, le refus de choisir Kamerhe pour remplacer Antoine Gizenga, ce qui aboutit à son éjection de son siège de président de l'Assemblée nationale[82]. Une attitude de Joseph Kabila qui enragea certains Bashi comme l'atteste cette déclaration de la communauté bashi de Kinshasa :

> « La communauté des Bashi renouvelle toute sa confiance et son indéfectible attachement au *leadership* de l'honorable Vital Kamerhe à qui elle est décidée d'apporter tout le soutien nécessaire à sa stabilité afin de continuer à vaquer normalement à ses occupations au sein de l'Assemblée nationale. La Communauté des Bashi de Kinshasa met en garde tous ceux et toutes celles qui, pour des raisons égoïstes, lâches, de flatterie, de courtisanerie et de positionnement personnel, tenteraient de déstabiliser cet homme dont l'avènement à ce poste a permis à tous les Congolais d'espérer un avenir meilleur. Il est donc regrettable que certaines personnes mal intentionnées trouvent leur intérêt en voulant créer la zizanie et l'incompréhension entre le pouvoir exécutif et le pouvoir législatif tant l'opinion sait l'excellence des rapports qui existent entre le chef de l'État et le président de l'Assemblée nationale » (Kashemwa *et al.* 2009).

Mais en plein tumulte avec Kamerhe, Joseph Kabila s'est rendu à Bukavu le 18 mars 2009 pour être accueilli comme un héros. Pourquoi Bukavu n'a-t-elle pas posé un geste fort pour exprimer son mécontentement ou, tout au moins, pourquoi les élites bashi dont il était question ci-dessus n'ont-elles pas mis leur menace à exécution ? Quelques cas marginaux vont être rapportés : les enfants dit « *Maibobo* » qui ont été arrêtés et mis en prison en dehors de la ville de Bukavu (à Kabare) avant l'arrivée du président parce qu'on les soupçonnait de vouloir/pouvoir lui jeter des pierres ; un groupe d'étudiants (membres du bureau de la Représentation des étudiants du Congo au Sud-Kivu (REC/SK) qui, pour avoir osé écrire une lettre ouverte au président dans laquelle ils exprimaient leur soutien à Vital Kamerhe, furent contraints d'entrer en clandestinité pour éviter la répression des services de renseignements locaux (Kapya 2009b : 11-12). Ce profil bas ou cette retraite des élites bashi résultait-il (elle) de leur lien avec le régime ou de la peur ? En tout cas, Kabila fils montra là à Vital Kamerhe qu'il était le maître de la base politique qu'il brandissait (Arung 2009) et que les élites de Bukavu ou les élites shi étaient désormais maîtrisées. En nommant Masu ga Rugamika dans la pléthore de ses conseillers[83], Norbert Basengezi Kantintima (ancien gouverneur RCD du Sud-Kivu), ministre au sein du gouvernement Muzito I, l'abbé Jean Bosco Bahala, porte-parole du même gouvernement dans les négociations gouvernement-CNDP et membre du Comité national du Suivi des accords de paix dans les provinces du Sud-Kivu et du Nord-Kivu et rapporteur de cette structure (RadioOkapi.net du 5 mai 2009)[84], Jean-Baptiste Ntawakuderhwa, ministre de Budget, et Claude Bazibure Nyarugabo, ministre de la Jeunesse et des Sports dans le gouvernement Muzito II (février 2010)[85], Joseph Kabila tentait de colmater la brèche. Stratégie réussie, on a vu des Bashi jubiler, mais on ne savait pas ce que le lendemain réservait… Honoré N'gbanda fit écho de l'implication du duo James Kabarebe et Joseph Kabila dans l'assassinat du commandant Anselme Masasu

82. Sa démission est intervenue le 25 mars 2009 (Kapya 2009a : 12).

83. Cf. Ordonnance n° 09/005 du 30 janvier 2009 portant nomination des conseillers principaux au cabinet du président de la République, Kinshasa, le 30 janvier 2009.

84. Avec Vital Kamerhe, Joseph Mudumbi, Emmanuel Lubala Mugisho, Baudouin Hamuli Kabarhuza, Kirhero N'Sibula, l'abbé Jean-Bosco Bahala, le père Rigobert Minani, Sévérin Mugangu Matabaro, etc., la communauté internationale a privilégié l'expertise de Bukavu dans la résolution des conflits des Grands Lacs. Ce choix sélectif (régional et ethnique) n'est pas politiquement neutre.

85. Ils sont venus rejoindre Norbert Basengezi Kantintima, maintenu à la tête du ministère de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Élevage. Trois ministres shi sur 37 que compte ce Gouvernement, c'est plus que trop. Il n'y a que les Nande au Nord-Kivu qui ont été aussi bien servis avec 4 ministres.

Nindaga et des *kadogo*[86]. Le divorce entre Kabila et la ville de Bukavu ou, encore, avec les Bashi aurait paru hypothétique. Un groupe de prêtres de l'archidiocèse de Bukavu en insertion pastorale et en mission d'études en France prit position en expliquant les enjeux politiques, économiques, géostratégiques et géopolitiques de la guerre en RDC, citant notamment « la sécurisation du régime de M[r] Paul Kagame au Rwanda, en entretenant un climat de "ni guerre ni paix" en RD Congo et en y installant un flou politique jusqu'au sommet de l'État » (Mweze *et al.* 2010). Mais cela ne veut pas dire qu'on arriva au divorce.

CONCLUSION

Il s'agit de montrer la spécificité de la société civile du Sud-Kivu. Face à la dictature qu'incarnait le pouvoir de Mobutu, les brèches furent ouvertes dans « l'affaire Faustin Birindwa » qui remit la dynamique régionalo clanique sur la surface. La fracture se creusa davantage avec le régime de Laurent Désiré Kabila pour deux raisons : 1) la collision d'Anselme Masasu Nindaga avec Déogratias Bugera et Kigali et, partant, la rupture de son camp d'avec Laurent Désiré Kabila ; 2) la division du *leadership* de la société civile du Kivu entre ceux qui s'inscrivaient dans la mouvance militariste et régionaliste ou prenaient fait et cause pour le Rwanda et ceux qui inscrivaient leurs actions dans la continuité (lutte contre le pouvoir dictatorial quel qu'il fût). Cette fracture se referma quelque peu sous le régime de Joseph Kabila au vu de la complaisance avec laquelle ils le traitaient. Entre les régimes de Kabila père et fils, le rôle de la communauté internationale dans ce retournement d'attitude (au moins du côté de ceux qui seraient de la mouvance nationaliste et anti-rwandaise) a été capital.

> « On constate que, depuis le phénomène du "rebelle-libérateur" [Laurent Désiré Kabila] jusqu'aujourd'hui, ce sont les *leaders* tutsi et congolais non originaires du Kivu qui restent le fer de lance de la domination rwando-ougandaise au Kivu. Les *leaders* non tutsi du Kivu font figure d'auxiliaires quand ils sont cooptés ; sinon, ils sont ignorés sous prétexte qu'ils serviraient de caisse de résonance aux "forces dites négatives" (résistance maï-maï) ou, mieux, parce qu'ils ressentent le plus les méfaits de cette double domination et seraient, par conséquent, moins enclins à céder aux achats de conscience et au marchandage politique. Cette dernière réalité aurait tendance à s'émousser au fur et à mesure que le trafic du coltan et d'autres matières stratégiques et précieuses devint lucratif et fait de différents acteurs du conflit des partenaires et que certains gouvernements occidentaux favorables à la politique rwando-ougandaise au Kivu usent de toutes sortes de subterfuges (contrainte morale et/ou financière, par exemple) pour obtenir le ralliement de nombreux kivutiens derrière cette politique ou neutraliser la résistance » (Bucyalimwe Mararo 2002 : 38-39).

S'il y a un coin du Kivu où l'on a mordu à l'hameçon, c'est justement Bukavu où, contrairement à la période d'avant 2002 (1996-2002), des acteurs originaires du Kivu furent utilisés en première ligne dans la politique nationale et régionale par la communauté internationale (elle qui intervient dans les nominations des gestionnaires du pays, excelle dans la distribution des étiquettes de « bon » et de « mauvais »), et le gouvernement de Joseph Kabila. Depuis janvier 2001, les discours d'un certain *leadership* de Bukavu se sont faits rares; lorsqu'ils sont produits, ces derniers sont d'une modération ou d'une ambiguïté étonnante[87]. Le retrait de ce *leadership* de l'espace public s'est accompagné par des actions timides et des divisions incroyables ou des rivalités délétères. Alors qu'à Goma, c'est la guerre militaire qui continue et entraîne des dégâts humains inouïs, à Bukavu, c'est la guéguerre politique qui fait rage. Dans cette guéguerre, le clivage Shi-Lega est éclipsé par la résurgence des rivalités intra-Shi dont l'ingrédient est soit le conflit habituel entre Ngweshe et Kabare, soit la lutte pour l'entrée dans le club du président Joseph Kabila ou, pour être moins incisif, s'accommoder à sa politique. Ce jeu profite sûrement à ceux qui ne veulent pas que les institutions postélectorales puissent, malgré la manipulation

86. N'gbanda 2010 : une analyse pertinente pour les uns, des balivernes politiques pour les autres.

87. À ce sujet, la position du COJESKI (cf. « Exquisse sur la problématique d'une paix durable en RD Congo : cinquante questions restées sans suite », Bukavu, décembre 2007) tranche une fois de plus avec celle des *leaders* shi présents à la Conférence sur la paix de Goma, janvier 2008 (« Message du Peuple shi à la Conférence sur la paix, la sécurité et le développement dans les provinces du Sud-Kivu et du Nord-Kivu », Goma, le 12 janvier 2008).

des élections, fonctionner normalement. La société civile est instrumentalisée ou prise en otage dans ce jeu.

Les raisons d'un tel recul sont identifiées. Le premier fait souligné est le financement extérieur qui est une arme redoutable ; il entraîne la dépendance et fait des bénéficiaires, ONG ou acteurs de la société civile, moins des partenaires[88] que des relais de la politique occidentale dans la province ; la complicité entre les bailleurs de fonds et les bénéficiaires de ces fonds est en jeu, car, comme on le dit souvent, celui qui finance un projet en dicte les objectifs et les modes de leur réalisation. L'alignement de ces acteurs derrière l'attitude de la communauté internationale face aux régimes de Mobutu et des deux Kabila est instructif à cet égard[89]. En appuyant sans condition Joseph Kabila, ils se montrent complices de manquements qui font que la population qui l'avait voté sans réserve est vite passée de l'enthousiasme à la déception. Il y a eu de la part de ces acteurs de Bukavu, à Bukavu et au sommet de l'État, très peu de prises de position musclées face à l'accord sur le mixage[90] signé en janvier 2007 en dehors du cadre constitutionnel par Kinshasa et Kigali, accord dont l'application a fortement envenimé la situation sécuritaire dans la province du Nord-Kivu ; mais cette situation préoccupe très peu Bukavu, car elle est lointaine et les principales populations victimes sont celles-là même que la communauté internationale entend affaiblir ou, mieux, anéantir à travers le programme du contrôle démographique, et ce, au nom de la prévention du génocide des Tutsi[91]. Comme du temps du gouvernement de Jean Miruho (entre juin 1960 et mai 1962), le Nord-Kivu (Goma, Rutshuru et Masisi) subit de plein fouet les effets de la complicité entre Bukavu et Kinshasa (Joseph Kabila); la seule différence est que, au début des années 1960, il y avait un fossé entre Bukavu et Butembo/Beni (Mango1962 ; *Dignité nouvelle* 1962 : 3) ; aujourd'hui, ce fossé semble se réduire ou être mis entre parenthèses suite à l'influence des puissances tutélaires et à l'attraction des terres de Masisi et de Rutshuru au sein du *leadership* du RCD (toutes tendances confondues). L'autre revers de la médaille est l'exclusion de certains acteurs de la manne qu'est l'aide financière internationale avec, à l'arrière-plan, l'objectif de les fragiliser ou les maintenir dans une position d'impuissance[92]. L'attitude du NCOS dans le bras de fer entre le BCSC et le Geapo est un cas d'école. Les enjeux personnels (quête d'enrichissement et de conquête du pouvoir), collectifs (ethnisme) et internationaux (conflits entre les visées des bailleurs de fonds et les aspirations du peuple ordinaire) sont des problèmes majeurs qui polluent constamment le paysage politique et socio-économique à Bukavu. Ainsi, cette ville restée longtemps la capitale du « Grand-Kivu » et où l'aide financière occidentale a convergé depuis deux décennies, aide qui a produit de nouveaux riches et a eu des effets politiques, est un intéressant champ d'analyse.

88. Cette situation quasi paradoxale est mise en évidence Barreau 2001.

89. La communauté internationale était anti-Mobutu et anti-Mzee Kabila ; mais elle est foncièrement pro-Joseph Kabila : par exemple, Louis Michel (« Grogne congolaise sur Louis Michel », *Le Soir*, 2006) et d'autres. Les *leaders* de Bukavu leur ont emboîté le pas.

90. Sous d'autres cieux, on démissionnerait. Il y a eu un rachat à la suite de l'Opération « *Umoja wetu* » (janvier 2009). Les députés nationaux du Sud-Kivu sont sortis de leurs gonds en faisant une déclaration musclée et non favorable au pouvoir. C'est certainement l'une des gouttes qui fit déborder le vase et le début de la crise qui se profilait derrière l'affaire Vital Kamerhe dont la démission forcée en mars 2009 augure déjà la fin de la lune de miel entre le président Joseph Kabila et la ville de Bukavu qui lui avait donné tout.

91. L'objectif officiel poursuivi par le gouvernement du FPR (Rwanda) au Kivu (dans la région nord du lac Kivu essentiellement) est de protéger la minorité tutsi ; la réalisation de cette politique qui est soutenue sans aménagement par la communauté internationale est « *to liberate or to redeem that minority and the territory in which it lives* » (Yagciglu 1996). Cela passe par la purification ethnique ; celle-ci ravage démographiquement les territoires de Nyiragongo, Rutshuru, Masisi et Kalehe depuis septembre/octobre 1996. Cf. Onana 2009

92. Walden Bello reconnaît que les argentiers et développeurs ne gardent pas la neutralité et l'impartialité dans l'attribution des ressources, la recherche des informations et le signalement des violations des droits humains et des accords (*Alternatives International* 2006 : 11).

RÉFÉRENCES

Alternatives International. 2006 (22 juillet). « La montée en puissance du complexe Aide et Reconstruction » : 11

Alternatives Sud. 1997. « Les ONG : instruments du projet néo-libéral ou bases solidaires des alternatives populaires ? ». *Alternatives Sud* 4 (1).

Arung, M. M. 2009 (25 mars). « L'accueil du chef de l'État à Bukavu, un signal fort à Kamerhe ». En ligne : htpp://www.KongoTimes.info

Atol VZW. 2003 (17 octobre). *Éléments d'orientation politique pour la coopération belge en RDC*. Bruxelles : Atol VZW.

Babwiriza, C. & Baliahamwabo, A. 2009. *La Ville de Bukavu et ses périphéries dans la tourmente*. Rapport. Bukavu : LDGL.

Bagalwa, B.D. 1996. « Émergence des mutualités ethno-tribales et le processus démocratique au Sud-Kivu ». Bukavu. Document inédit.

Bagalwa Mapatano. 2003. « La société civile face à la guerre au Kivu, RDC, 1990-2002 ». Genève.

Bagenda Balagizi, P. 1994 (mars). « Zaïre : faire vivre la société civile ». *Revue nouvelle* XLIV (3).

Barreau, E. 2001. « ONG : entre exigence d'indépendance et recherche de financement ». *Aventure* 93.

Blais, S. & Kambaza, S. 2004 (janvier). *La Société civile congolaise à un tournant*. Kinshasa : Développement et Paix-PREFED.

Basengezi Kantintima, N. 1999. *Les ONG au Sud-Kivu : une remise en question*. Bukavu.

Bucyalimwe Mararo. S. 1999. « La société civile du Kivu : une dynamique en panne ? » In S. Marysse & F. Reyntjens (éd.), *L'Afrique des Grands Lacs. Annuaire 1998-1999*. Paris/Anvers : L'Harmattan/CERGL, pp. 237-271.

Bucyalimwe Mararo, S. 2002. « Pourquoi mourir au Kivu ? ». *Revue canadienne des Études africaines* 36 (1).

Chomsky, N. 2006. *Failed States. The Abuse of Power and the Assault on Democracy*. Londres : Penguin Books Ltd.

Clamens, M. 2006 (novembre). « Droit et société civile dans le Sud-Kivu : retour sur une dynamique historique ». Rapport d'une mission effectuée en Afrique centrale dans le cadre du projet UMOJA.

CNONGD & PREFE 2004 (septembre). « Dynamique de la société civile de la RD Congo pour les Grands Lacs Africains ». Kinshasa. Document inédit.

Desouter, S. 2007. *Rwanda. Le procès du FPR. Mise au point historique*, Paris : L'Harmattan.

De Waal, A. 1997 (octobre). «Democratizing aid encounter in Africa», *International Affairs* 73 (3).

Dignité nouvelle. 1962 (23 mai). « Motion de censure à charge de Messieurs Moley Bénezet, Paluku Denis et Kahindo Sylvestre ». *Dignité nouvelle* 12.

Ekoué Amaïzo, Y. 2005 (28 août). « Réformer les Nations unies : unilatéralisme, service minimum et interdépendance. 28 août 2005 ». En ligne : http://www.afrology.com/pol/amaizon_onu.html

Entraide et Fraternité. 1994 (mai). « Les ONG se mettent en place ». *Quand des forces populaires s'organisent*. Bruxelles : Entraide et Fraternité.

Flipo, B. 2006 (23 octobre). « Loin de Kinshasa, Bukavu ne jure que par Kabila ». *Le Monde*.

Geslin, J.-D. 2005 (6 avril). «Dossier de la région du Grand Lac. Recoller les morceaux ». En ligne : http://mcdd.populus.org/rub/14.

GRACE. 1993 (juin). *Le Nord-Kivu (Zaïre) à feu et à sang par des conflits interethniques. Informations générales et pistes de solutions*. Goma.

Habimana, G. 2008 (10 septembre*). La Dynamique des Universitaires dans les régions en crise : l'expérience de Pole Institute*. Goma.

Hilhorst, D. 2003. *The Real World of NGOs: Discourses, Diversity and Development*. Londres : Zed Books.

Human Right Watch.1997 (novembre). *Ce que Kabila cherche à dissimuler.* New York.

Kadari, M. K. & Tougas, D. 2001 (février-mars). « À Kinshasa, des Kadogos traqués ». *Info-Congo*. Kinshasa/Montréal.

Kabanda Kana, A. 2006. *L'Élection présidentielle en RDC. Triomphe de la démocratie ou légitimation de la tutelle occidentale ?* Paris : L'Harmattan.

Kapya, A. 2009a (avril). « Assemblée nationale : distraction… Kamerhe jette l'éponge. Et après ? » *Karibu* 119.

Kapya, A. 2009b (avril). « Bukavu : des étudiants se cachent pour vivre ». *Karibu* 119.

Kashemwa, D. *et al.*. 2009 (16 février) « Les Bashi fustigent la campagne de diabolisation contre Vital Kamerhe, Kinshasa ». *Le Potentiel* 4562.

Kungu, K. 2009 (8 octobre). « Usaid : 167 millions USD d'assistance à la RDC pour 9 nouveaux projets ». *L'Observateur*.

Kyalangilwa, J. *et al.* 1999 (14 décembre). *Mémorandum de la Société civile du Sud-Kivu à la MONUC. Cri de détresse ? Dénonciation ? Ou ultimatum ?* Bukavu.

Kyalangilwa, J. 2007 (27 janvier). *Président Joseph Kabila : la victoire de la force invisible et de la vérité*. Suisse.

Leymarie, P. & Perret, T. 2006. *Les 100 clés de l'Afrique.* Paris : Hachette.

Lipschutz, R. D. 1992. « Reconstructing world politics: The emergence of global civil society ». *Millenium: Journal of International Studies* 21 : 389-420.

Malekera, D. 1995 (20 seprembre). « Goma : le Geapo anime une rencontre interrégionale». *Hebdo Jua*.

Mango, J. J. 1962 (24 mars). « Lorsqu'un Munande jure soutenir les irresponsables du Maniema ». *Dignité nouvelle* 4.
Mas, M. 2006 (23 février). « République démocratique du Congo. La mécanique électorale est prête ». *RFI-Actualité*.
Minani, B.R. 1995 (novembre). *La Société civile du Sud-Kivu : présentation*. Bukavu.
Minani, B. R. 1997 (février). *Pour une paix durable dans la région Est du Zaïre*. Bukavu.
Mokolo, N.E. 1994. *Fédéralisme au Zaïre. Le Sud-Kivu sera-t-il possible ?* Bukavu : Kivu Presses.
Muchukiwa, B. 1993 (?). « Les ONG locales : pouvoir et contre-pouvoir au Zaïre ». s.l.
Mukembanyi, N. 2006 (17 novembre). « Bukavu : Église catholique et ONG offrent la ville au PPRD sur un plateau d'argent ». *Le Soft International* 778.
Munzihirwa, C. 1996 (3 juin). « Lettre à Monsieur l'Ambassadeur des États-Unis d'Amérique à Kinshasa. Concerne : évolution inquiétante de la situation au Sud-Kivu ». Bukavu.
Murhola, F. 2002 (18 mai). « COJESKI en bref : historique, mission, réalisations et perspectives ». Bukavu. Document inédit.
Mweze, S. *et al.* 2010 (12 janvier). « SOS pour la paix en République démocratique du Congo : cas de l'archidiocèse de Bukavu ». Paris.
Nefissa, B.S. 2000. *ONG, Gouvernance et développement dans le monde arabe (Gestion des Transformations sociales).* UNESCO (coll. « Document de discussion » n° 462000).
Namegabe, P.-R. 2008. « Enjeux et résultats électoraux dans la ville de Bukavu ». In S. Marysse, F. Reyntjens, & S. Vandeginste (éd.), *L'Afrique des Grands Lacs. Annuaire 2007-2008*. Paris/Anvers : L'Harmattan/ CERGL, pp. 221-244.
Namujimbo, D. 2006 (15 juin). « Élections en RD Congo. Tableaux d'affichage : informer ou manipuler ? », *Syfia-Grands Lac*s.
Namujimbo, D. 2007 (17 octobre). « Sud-Kivu : La société civile refait peau neuve ». *Le Potentiel* 4154.
Nasibu, C. 2004-2005. *Qui arme les Maï-Maï ?* Rapport du GRIP.
N'gbanda, H. 2010. *Joseph Kabila ? Des origines cachées du Sphinx à son accession sanglante au sommet du pouvoir*. Choisy-le-Roi (France).
N'Sanda, Buleli. L. (2006 (1er septembre). « Les universitaires du Kivu et la question identitaire », conférence, Bukavu, document inédit.
OCHA. 2008 (12 février). *Situation humanitaire en RDC (Sud-Kivu). Rapport hebdomadaire du 6 au 12 février 2008*. Bukavu.
Onana, C. 2009. *Ces Tueurs tutsi : au cœur de la tragédie congolaise*. Paris : Duboiris.
Petras, J. 1999. « NGOs: In the service of imperialism? », *Journal of Contemporary Asia* 29 (4) : 429- 440.
Pole Institute.2000. *The Inter-Congolese Dialogue 2: Intercommunal Peace Work in North Kivu*. Goma: Pole Institute.
Pole Institute. 2003. *Democratic Republic of Congo: Peace Tomorrow?* Goma : Pole Institute.
Rosenblum, P. s.d. « La situation actuelle des Organisations des Droits de l'Homme en Afrique subsaharienne. Zaïre. » En ligne : http:/www1.umn.edu/humanrts/Africa/french/fzaire.htm
Ruhangamugabo, J. 2002. *Créer des mutuelles dans un concept de guerre ? Le cas du Sud-Kivu en RD Congo*. Bukavu : BDDOS.
Tegera, A. 1997. « Rapport de la réunion de Bukavu du 23 au 25 juillet 1997 sur le suivi après Bonn ». Goma.
Tegera, A. 1998 (décembre). « République démocratique du Congo : implosion et chaos ou douleurs d'enfantement d'un ordre nouveau ». *Regards croisés*. Goma-Kigali.
Tegera, A. 2004 (octobre). « L'insécurité à l'Est de la RD Congo ou l'éternel maillon faible de la chaine ». Goma.
Vandepite, M., Merckx, F., Devos, P. & Van Duppen, D. 1994. *NGO'S. Missionarissen van de Nieuwe Kolonisatie*, Antwerpen : EPO.
Vlassenroot, K. & Romkema, H. 2007 (mai). « Civil society, Serving the Population or Being a Political Movement? » *Local Governance and Leadership in Eastern DRC*.
Wakenge, R. 2005 (21 septembre). « Analyse du contexte et quelques éléments pouvant menacer la paix au Sud-Kivu ». Communication. Bukavu.
Welch, C. E. 2000. *NGOs and Human Rights: Promise and Performance*. Philadelphia : University of Philadelphia Press.
Willetts, P. 2000. « From consultative arrangements to partnership: the changing status of NGOs in diplomacy at the UN ». *Global governance* 6 (2) : 191-212.
Yagciglu, D. 1996. « Irredentism: An inevitable tendency of ethnic nationalism ». En ligne : http://www.geosocieties.com/Athens/8945/ire.html).

CHAPITRE 4

LES GROUPES ARMÉS AU SUD-KIVU

À la différence de nombreuses régions où se sont développés les groupes rebelles, fondamentalement des mouvances religieuses (Ngandu Nkashama 1999 ; Onomo Etaba 2014 ; Fofana 2022) et les rassemblements à dominante idéologique (Love 2006 ; Kyeya Kambale 2020), dans le Sud-Kivu se présentent plutôt des groupes majoritairement identitaires ethnotribaux (Sharkey Heather 2008 ; Papé 2011 ; Tonyeme Bilakani 2021). Mais, assez vite, il faut prendre en compte cette observation relayée par Sergiu Mişcoiu et Jean-Michel De Waele :

> « la grande majorité des auteurs s'accordent à constater que les frontières entre ces revendications sont parfois extrêmement poreuses et que d'autres facteurs importants – telles les motivations essentiellement économiques – s'ajoutent aux demandes déjà existantes pour brouiller davantage le tableau d'ensemble (Bouquet 2011 ; Hamadou Daouda 2011 ; Pourtier 2012 ; Kameni, 2013 ; Dorsouma 2022). Qui plus est, la différenciation entre ces types de rébellions selon le critère des revendications s'avère d'autant plus difficile que des conflits frontaliers associés à certaines rébellions et des interventions internationales de type *peace-making* et *peace-building* s'ajoutent bien souvent aux différends internes (Tollimi 2010 ; Abdoulaye Abkoyoma 2021 ; Gottschalk 2021 ; Okunlola Olalekan & Okafor Ifeanyi 2022).
>
> Quant à […] la propension à pratiquer des formes de violence extrême (guerres, terrorismes, nettoyage ethnique, etc.), le consensus parmi les experts à l'égard d'une manière unitaire d'approcher ou de classer les mouvements rebelles est même plus loin d'être acquis. Certains auteurs distinguent les mouvements rebelles qui orientent leurs actions strictement contre les ennemis militaires de ceux qui agissent violemment contre les institutions politiques et, enfin, des groupes qui n'épargnent pas la population civile (Okumu & Botha 2007 ; Fortna 2015). Mais au-delà des cibles qui peuvent être différentes, l'étude de la nature même des moyens utilisés et de l'intensité des actions déployées […] permet de constater que la distinction entre les mouvances qui ont recours à des moyens militaires conventionnels et les groupes qui pratiquent le terrorisme, les attentats et les tueries de masse devient sur le terrain de plus en plus relative (Mantzinkos 2011 ; Walther & Christopoulos 2015 ; Suleiman Muhammad 2020 ; Finlay 2022).
>
> […] pour ce qui est de la formalisation et de l'organisation des groupes rebelles africains, de nombreux auteurs constatent qu'il y a une variété de formes, allant des hiérarchies quasi militaires, en passant par les modèles d'organisation similaires aux partis politiques ou aux syndicats, et en allant jusqu'aux structurations semblables aux groupes mafieux ou bien aux groupes terroristes (Marks 2013 ; Duyvesteyn *et al.* 2016). Les capabilités et les ressources de ces organisations varient et, de ce fait, varient à leur tour les degrés d'efficacité et de pérennité des groupes rebelles (Weinstein 2004 ; Walsh *et al.* 2018). Dans cette logique de la dépendance des ressources matérielles et humaines, la dynamique des groupes rebelles semble fortement influencée par le positionnement de leurs *leaders*, à la fois à l'intérieur des mouvances respectives qu'à l'extérieur de celle-ci, voire dans les relations avec d'autres groupes similaires, avec les autorités étatiques et parfois avec des entités étrangères » (Mişcoiu & De Waele 2023 : 8-9).

Dans leur étude, Arnold Nyaluma Mulagano, Aline Bahati Cibambo et Sosthène Mashagiro dénombrent trois grandes causes aux insurrections

permanentes qui frappent l'Est de la RDC : la compétition foncière, les enjeux identitaires et la contagion régionale qui provoquent l'intervention incessante et prédatrice des pays frontaliers (2023 : 164-183). Valéry Ntwali Iragi rappelle que si au départ le mouvement maï-maï possédait un fort sentiment nationaliste et révolutionnaire hérité des idéaux de Patrice Lumumba et tentait de renverser le Gouvernement de Kinshasa, sa résurgence dans les années 1990 tire sa source « dans plusieurs facteurs : les conflits fonciers et de nationalité entre certains autochtones du Kivu avec des rwandophones, l'appel de L.D. Kabila à la résistance contre l'occupation rwando-ougandaise, la protection des terres communautaires avec une forte connotation ethnique » (Ntwali Iragi 2023 : 184-205).



Nyaluma Mulungano Arnold qui se présenta en avril 2024 comme candidat vice-gouverneur sur la même liste A/A-UNC avec Émile Sumaili Miseka.
(Photo album de la Céni, 2024 ; droits réservés.)

Mais dans les mouvements rebelles, la place du chef de groupe compte pour beaucoup. Dans le texte ci-dessous, à côté de la dénomination de chaque groupe, on s'efforce d'identifier les acteurs principaux auxquels s'attachent les membres du groupe. Les conflits qui opposent ceux-ci amènent à la multiplication des groupes ; ce qui conduit généralement à faire perdre à ces derniers leur influence sur le terrain.

1. LES MAÏ-MAÏ ET GROUPES APPARENTÉS

Valéry Ntwali Iragi situe l'origine du « mouvement maï-maï » en RDC dans un sentiment nationaliste et révolutionnaire en réaction à l'assassinat de Lumumba, à la crise politico-institutionnelle et économique des années 1960 qui a cristallisé et déçu les espoirs d'une indépendance libératrice du peuple congolais. En pareille circonstance de crise généralisée et d'ingouvernabilité, écrit-elle, les partis politiques comme le MNC-Lumumba et le PSA-Mulele, au-delà de constituer une machine politique pour la conquête du pouvoir et sa conservation, peuvent jouer un rôle catalyseur dans la mobilisation des masses à des causes révolutionnaires et (même) armées. La fibre ethnique n'est pas à négliger tant au niveau partisan que dans la résistance à une guerre d'occupation comme celle du RCD en 1998 (2023 : 184).

Ainsi dès 1996 dans la composition de l'AFDL, André Kisase Ngandu et Laurent Désiré Kabila, tous deux anciens partisans du mouvement Simba et, puis, chefs des mouvements rebelles connus dans le Nord-Kivu et le Sud-Kivu, avaient mélangé la stratégie de conquête à celle de recrutement des jeunes Congolais appelés « Kadogo » au sein de l'AFDL avec comme objectif de constituer une nouvelle armée congolaise.

Pour identifier la construction des groupes maï-maï, Gauthier de Villers se réfère aux traits suivants :
- il s'agit de milices ethniques ou regroupant des communautés voisines, culturellement apparentées, liées par le sentiment d'autochtonie et par une forme de patriotisme local ;
- ces milices sont créées à l'initiative de notabilités rurales locales (chefs de groupement, *leaders* associatifs, « grand chasseur », « féticheur » renommé…) ;
- elles rallient une jeunesse rurale délaissée et sans perspectives ;
- elles se constituent en vue de combattre l'accaparement par des « étrangers » d'un patrimoine ancestral, mais aussi les « égoïsmes » et « trahisons » au sein de la population « autochtone » ;
- elles se donnent une cohésion et une identité ainsi que de l'audace et de la détermination par le recours à des rituels magiques et à un répertoire syncrétique de valeurs et croyances qui remodèlent celles de la communauté à laquelle les recrues appartiennent ainsi que celles de la modernité globalisée qui à la fois les exclut et les attire et provoque (de Villers 2009 : 193).

Le rapport du Bureau régional d'Interpeace pour l'Afrique de l'Est et du Centre (BRIAEC) avec la participation des organisations partenaires sur la « manipulation des identités et stéréotypes, enjeux et défis pour la paix dans la région des Grands-Lacs » présente certaines motivations majeures

Tableau 4.1 : résumé typologique des groupes armés dans l'Est de la RDC

Typologie	Synthèse
Groupes armés insurgés	Les groupes armés insurgés sont principalement caractérisés comme étant « opportunistes ». Ces groupes émergent ou se développent pour tirer profit des opportunités saisies par leurs dirigeants. Les auteurs ont préféré le terme « insurgé » à celui d'« opportuniste ». Ils expliquent que, d'une part, le terme « opportuniste » tel qu'il est utilisé dans la littérature a une valeur analytique très limitée à cause de son acception exclusivement stratégique. D'autre part, le terme « insurgé » (« *insurgere* » en latin signifie « s'élever contre », « attaquer », « se dresser ») fait écho à une sociologie des groupes armés. Cette sociologie insisterait sur la nécessité de comprendre les groupes armés, opportunistes ou non, comme des champs sociaux qui s'élèvent ou luttent contre d'autres champs sociaux sur la base de rapports de force déséquilibrés.
Groupes armés d'autodéfense	Les groupes armés d'autodéfense, qui représentent le plus grand nombre de groupes armés dans l'Est du Congo, correspondent à la catégorie des groupes communautaires, c'est-à-dire des groupes dont l'objectif principal est la sécurité des communautés (ethniques). Ces groupes sont très localisés. Selon les auteurs, pour mieux comprendre ces groupes, il faut les étudier à partir de plusieurs catégories analytiques dont leur relation avec la communauté (défense, légitimation, appartenance, etc.), la sécurité (défense, sécurisation, etc.) et du niveau d'intégration (acceptation, contrainte, usage de la force, etc.). Ces groupes sont souvent concernés par la question de la cohabitation et de la sécurité de la communauté. Des solutions communautaires peuvent réduire de manière significative le niveau de recrutement et d'opération de ces groupes.
Groupes armés pour la reconnaissance	Les groupes armés pour la reconnaissance font référence aux groupes qui défendent la reconnaissance de leurs communautés comme congolaises. Cela inclut les groupes défendant les communautés rwandophones ou d'origine rwandaise. Ces groupes partagent les caractéristiques des groupes d'autodéfense, mais prétendent également se défendre contre des groupes armés qui les considèrent « par erreur » comme des étrangers. Deux sous-catégories sont à détecter : la première est constituée de communautés dont la nationalité congolaise est en quelque sorte « légalement établie », mais dont la contestation de l'origine congolaise est davantage le résultat de conflits communautaires pour les ressources et le pouvoir (Barundi, peut être quelques souches des Banyarwanda dits Banyamulenge, etc.). La seconde sous-catégorie concerne les groupes opérant dans des espaces territoriaux où ils sont considérés comme étrangers, la nationalité de leurs membres étant remise en question.
Groupes armés réformistes	Les groupes armés réformistes partagent la plupart des caractéristiques des groupes d'autodéfense. Ceci est lié au fait que l'émergence de groupes appartenant à cette catégorie réformiste a lieu dans un contexte de crise de la cohabitation intercommunautaire. Mais la différence majeure est que les groupes armés réformistes ont réussi à développer un discours qui articule les revendications locales avec des revendications réformistes plus larges. Ces groupes ont tendance à être plus structurés, plus organisés, plus anciens et à bénéficier d'un soutien plus large. Ils sont très focalisés sur l'idée que la RDC n'est pas capable de protéger son territoire et est envahie par des étrangers (communautés et armées confondues). Ils sont renforcés par les habitus de résistance armée et d'accès aux ressources. Les solutions communautaires ne sont pas suffisantes pour mettre fin à leur prolifération.
Groupes armés étrangers	Les groupes armés étrangers incluent les groupes qui opèrent en RDC à court ou long terme avec des ambitions et revendications liées à leurs pays d'origine. Même s'ils sont focalisés sur leurs pays respectifs, ces groupes restent une grande source d'insécurité, car non seulement ils opèrent sur le sol congolais pour diverses raisons, mais aussi ils ont souvent des alliances avec des groupes armés locaux.

Source : Vlassenroot, Nyenyezi Bisoka & Musamba 2022 : 37-38.

de la création des groupes armés dans l'Est de la RD Congo en général, et au Sud-Kivu, en particulier, à partir des années 1990. En effet, il s'agit essentiellement de la protection des intérêts de différentes communautés ethniques tels que l'accès au pouvoir politique et aux ressources économiques. Cela utilise comme stratégie la manipulation des identités. À ce sujet, le rapport affirme :

> « Les principales formes de manipulations identifiées par la recherche ont essentiellement trait à l'accès au pouvoir politique, à la création des zones d'influence et à l'exploitation des ressources économiques par les politiciens et autres acteurs locaux, nationaux, régionaux et internationaux. Ainsi, des milices naissent pour "protéger" les intérêts de leurs communautés, notamment l'accès aux postes politiques, aux terres et à d'autres ressources. Les politiciens en quête de pouvoir et d'influence encouragent souvent la création des milices acquises à leur cause. À la suite d'une gouvernance encore largement déficitaire dans l'Est de la RDC et d'une pauvreté extrême des populations de la région notamment, ces manipulations trouvent un écho favorable au point de transformer des communautés en milices "d'autodéfense", et parfois "d'attaque". Cette situation qui s'observe dans le Nord-Kivu et le Sud-Kivu fait de ces deux provinces, et plus spécialement leurs parties frontalières avec le Burundi, le Rwanda et l'Uganda, une véritable poudrière. Malgré la précarité de la situation, tout n'est pas perdu pour autant. Les populations de la région ont encore en commun des liens commerciaux et économiques très solides et un potentiel culturel qui pourront servir de noyau à une paix durable. C'est d'ailleurs sur ce noyau que les différentes interventions destinées à ramener la cohésion sociale et la paix régionales devraient être bâties. Parmi les facteurs valorisants les plus significatifs figurent une histoire commune, la proximité géographique, l'interdépendance économique et commerciale, les mariages transfrontaliers ainsi que la langue swahili qui se parle dans les quatre zones que l'étude a couvertes, surtout au niveau frontalier. En outre, chaque communauté voit encore chez l'autre des valeurs positives en dépit de l'animosité qui s'est construite au fur et à mesure du temps et des images d'ennemies que les uns et les autres se sont faites » (Interpeace 2013 : 7).

Ces perspectives de Gauthier de Villers et du BRIAEC sur les groupes armés en RDC mettent l'attention sur les rapports entre l'engagement des populations dans les groupes armés, les diverses formes de manipulation qui ont lieu et, surtout, les conditions socio-économiques qui mènent à cet engagement. Mais elles restent très généralisantes face à l'hétérogénéité des situations des groupes armés, véhiculant parfois une idée répandue selon laquelle les jeunes ne s'engagent que pour des raisons essentiellement matérielles sans aucune idéologie.

Koen Vlassenroot, Aymar Nyenyezi Bisoka et Josephat Musamba proposent une perspective plus nuancée, articulant les aspects stratégiques et idéologiques dans une pluralité de rationalité d'action, de configurations des acteurs et d'articulation de discours. Cette typologie établit un système de classification des groupes armés opérant dans l'Est mettant en évidence les caractéristiques clés de cinq types de groupes armés identifiés. Il s'agit 1) des groupes insurgés ; 2) des groupes d'autodéfense ; 3) des groupes pour la reconnaissance ; 4) des groupes réformistes ; 5) des groupes armés étrangers. Cette typologie explore ainsi les différences entre les groupes, leur hétérogénéité discursive et pratique, les points communs et les différences. Le tableau 4.1 résume cette typologie.

2. LES GROUPES ARMÉS À PARTIR DE LA GUERRE DE L'AFDL

D'octobre 1996 à mai 1997, l'AFDL a fait face à la résistance des groupes armés qui se sont constitués au Sud-Kivu. La campagne de sensibilisation menée par les tenants de la résistance avait fait état de l'invasion du Zaïre par des forces étrangères rwandaises, burundaises et ougandaises avec le soutien de certains autochtones qualifiés de traîtres, ennemis de la patrie. Des groupes de résistance et d'autodéfense locale se sont alors organisés notamment dans les territoires de Fizi, Kalehe, Mwenga, Uvira et Walungu.

Dans le territoire de Fizi, Laurent Désiré Kabila et Gaston Soumialot avaient trouvé refuge pendant la rébellion simba (1964-1987) et y organisèrent des milices contre le régime de Mobutu. Au début de la guerre de l'AFDL en 1996, Kabila bénéficia de l'appui de certains anciens rebelles tels que Sylvestre Luetcha (Luetcha ou Luohya), Sikatenda Shabani (Makungu Bernard) et Lokole. Les mouvements de résistance maï-maï Yakutumba et Zabuloni se situent dans le prolongement des mouvements dits nationalistes (Kaganda 2009 : 58).

Un mouvement de résistance venu du Nord-Kivu, Katuku, s'est vite répandu dans le territoire de

Kalehe, à Bunyakiri, avec une idéologie de résistance à l'invasion des Rwandais. Il a connu une expansion vers Nyamaboko, Ufamandu en territoire de Masisi et Walowa en territoire de Walikale en menant sa lutte contre « l'occupation rwandaise » de terres des autochtones. Au début, des jeunes s'étaient organisés pour combattre, avec le soutien du Katuku, l'influence des Hutu et Tutsi de la Magrivi. Ils affirmaient agir pour le compte du chef Muroba, d'où leur surnom de « Katuku ka Muroba ». Dans une deuxième phase, les Hutu pourchassés par les Tutsi se sont alliés à ces jeunes en leur apportant des armes et munitions en vue de combattre l'ennemi commun. Ces combattants ont alors pris l'appellation de maï-maï. Avec l'entrée de l'AFDL, le mouvement a successivement pris la dénomination de Forces armées de Libération (FAL), puis de Forces armées de Libération des Bantu (FALBA). Après avoir été formé au mouvement du Katuku et chez les Maï-Maï kasidiens, Karendo Bulenda *alias* Padiri forma l'organisation des Maï-Maï de Bunyakiri pour combattre l'AFDL et, puis, le RCD. Des Hutu et Nyanga déplacés vers Bunyakiri viendront convaincre les Tembo de s'organiser militairement contre l'ennemi commun. Avec certains Tembo, qui combattaient déjà dans les rangs des membres du Katuku comme Damiano, Mussambo, Mukoko et Padiri, un nouveau mouvement de résistance avait pris corps, à partir de 1996, pour s'opposer à l'occupation rwandaise entretenue par l'AFDL (Kaganda 2009 : 59).

La guerre du RCD a suscité l'expansion du mouvement maï-maï. L'engagement de nombreux jeunes citadins et les tentatives d'accaparement du phénomène par des élites citadines lui font perdre le caractère purement rural qu'il avait à l'origine. En même temps, avec la nouvelle guerre de l'après-AFDL, s'accentue sa dimension de mouvement nationaliste de résistance contre l'occupation rwandaise. Une réunion de représentants de différentes fractions maï-maï du Nord-Kivu tenue le 26 février 2002 adopte cette autodéfinition : « Le mouvement maï-maï est un mouvement des patriotes résistants congolais qui se prennent en charge suite à la démission de l'État dans ses obligations de protéger la population et de défendre la souveraineté et l'intégrité du territoire » (*Les Coulisses*, 10-31/03/2002). En filigrane de ce texte, on perçoit une défiance persistante à l'égard du Gouvernement de Kinshasa. Celui-ci, rappelons-le, prétend faire des Maï-Maï une composante de ses milices officielles, les Forces d'autodéfense populaire. Les *leaders* maï-maï du Sud-Kivu seraient plus réceptifs que ceux du Nord-Kivu aux offres d'intégration dans les forces gouvernementales des Kabila père et fils[1].

Sur base d'une enquête menée dans les premiers mois de 2003 à Bunyakiri, territoire situé au nord-ouest de la province du Sud-Kivu, Hélène Morvan affirme que le mouvement maï-maï « est reconnu par les populations et est indéniablement populaire », mais elle observe cette popularité au sein d'une ethnie particulière, celle des Tembo, liée de manière privilégiée au groupe maï-maï (celui du général Padiri) qui domine dans la région2. Elle ajoute que « la confiance des populations dans le mouvement maï-maï reste précaire », dépendant du comportement fort variable des différents groupes de combattants (Morvan 2005 : 46 et 51).

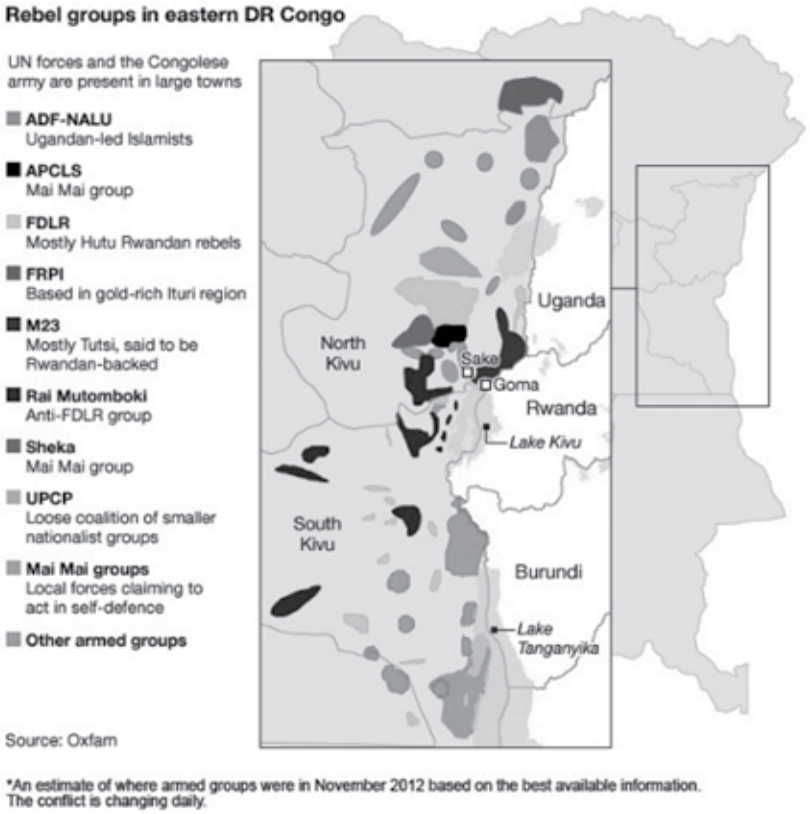
Mais le phénomène maï-maï, écrit G. de Villers, est un archipel formé de multiples îlots, parcouru de courants changeants (ceux que provoque le jeu des alliances et dissidences), agité de remous (ceux que suscitent les conflits violents entre factions), battu par les flots (ceux des « rébellions » et des forces d'occupation). Bref, le mouvement apparaît fortement fragmenté. Un article de l'AFP et un rapport d'International Crisis Group retenaient en 2001, en se limitant aux deux Kivu, quatre principales composantes[3]. Il s'agit ici d'une classification selon des aires géographiques et ethniques, plutôt que de l'identification de groupes unifiés. D'après cette

1. MONUC, Military information section, *Mayi-Mayi in the DRC – Assessment or Willingness to DDR*, 18/02/2004.

2. Parmi les différents groupes maï-maï, celui du général Padiri paraît bien défini et structuré avec un agenda politique évident. Bénéficiant de la reconnaissance et de l'aide de Kinshasa, Karendo Bulenda, dit « Padiri », nommé général-major par Laurent Désiré Kabila, s'est érigé en *leader* d'envergure nationale. Il a étendu son emprise sur un vaste territoire et son mouvement a pris un caractère pluriethnique, même s'il a continué à s'appuyer de manière privilégiée sur des cadres issus de son ethnie, celle des Tembo. Intégrant dans son mouvement des militaires professionnels venant de l'armée gouvernementale, des ex-Faz ou de l'ancienne armée rwandaise, il a transformé ses milices en une armée présentant des caractéristiques formelles d'une armée régulière. Enfin, avec le départ des forces rwandaises en octobre 2002, les Maï-Maï de Padiri se sont mis à administrer au grand jour le territoire de Bunyakiri et des territoires voisins.

3. AFP, « Les Maï-Maï, acteurs mal connus du conflit congolais », 13 octobre 2001 ; ICG, *Le Dialogue intercongolais. Poker menteur ou négociation politique ?*, 16 novembre 2001.

Carte 4.1 : les groupes rebelles dans l'Est



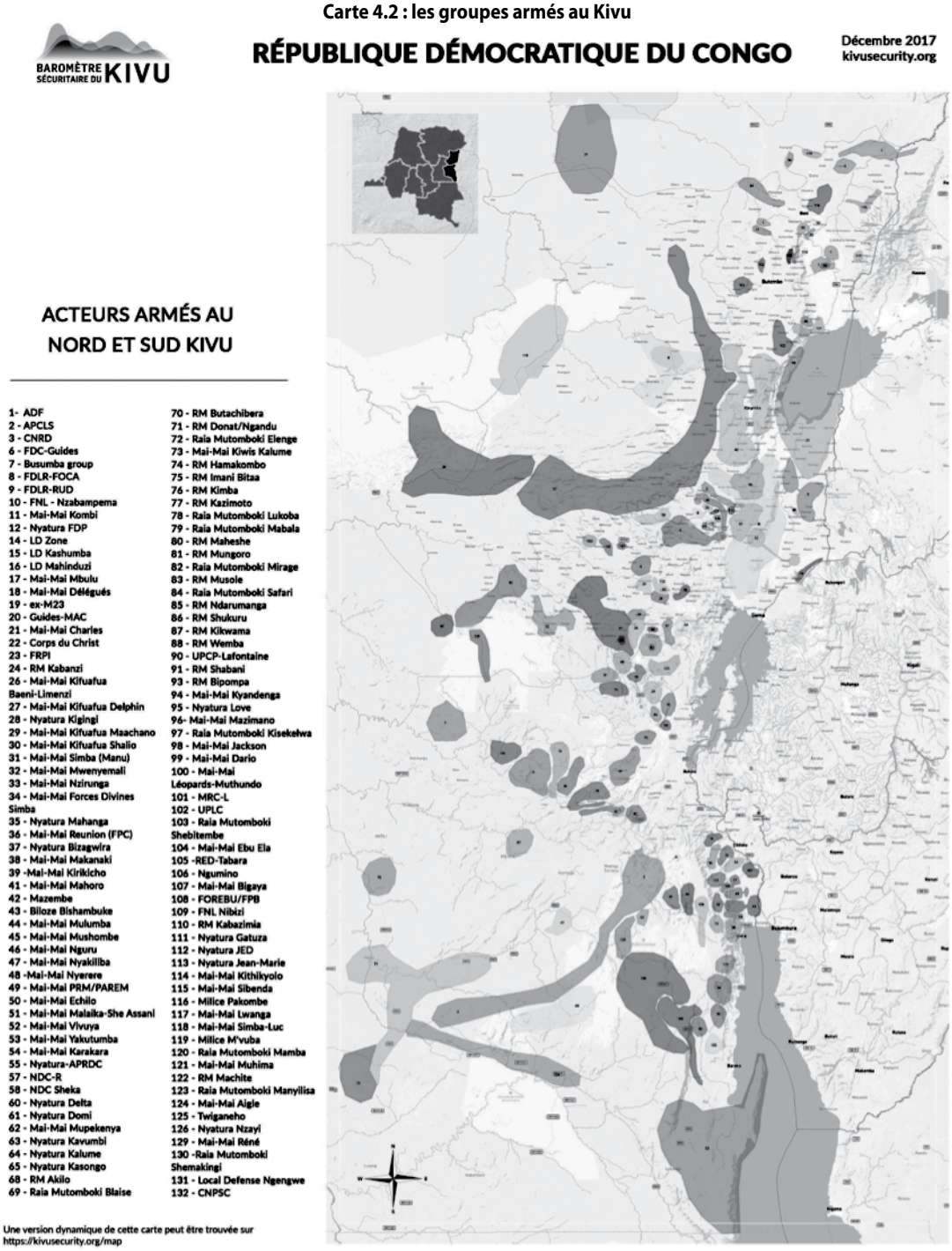
classification, on distingue approximativement : 1) les Maï-Maï du « Grand Nord », c'est-à-dire des territoires de Lubero, de Butembo et de Beni, qui sont généralement des Nande, mais partagés en plusieurs groupes[4] que le RCD-ML d'Antipas Mbusa Nyamwisi et la société civile locale (avec au sein de celle-ci l'Église catholique) cherchent concurremment à séduire ou à pacifier ; 2) également dans la province du Nord-Kivu, mais au sud de celle-ci, dans les territoires de Masisi et de Walikale peuplés de différentes ethnies « autochtones », Hunde, Nyanga, Tembo, Kano, plusieurs groupes maï-maï ; 3) dans la province du Sud-Kivu, mais jouxtant les territoires de Masisi et de Walikale et ayant des liens avec les milices de cette région, les Maï-Maï de Bunyakari, Kabare, Mwenga, Shabunda, qui sont des Tembo, des Lega, des Bavira, des Bashi, des Hutu, et sur lesquels le général Padiri a plus ou moins réussi à imposer son autorité ; 4) enfin, encore au Sud-Kivu, plusieurs groupes maï-maï se partageant l'espace d'Uvira : parmi les *leaders* de ces groupes, il faut surtout retenir le colonel Dunia qui exerce son autorité en pays bembe dans les territoires de Fizi-Baraka, et Louis Bidalira chez les Fuliru d'Uvira ; 5) dans les limites des deux Kivu, au Bushi dans l'hinterland de Bukavu, un mouvement appelé Mudundu 40[5] qui s'y est constitué en 1998 (cf. *infra*).

Au-delà des alliances fluctuantes, les aides sélectives du pouvoir de Kinshasa ont contribué au

4. Selon les enquêtes d'une ONG, on pouvait distinguer en 2004-2005 quatre factions maï-maï autour de Butembo : celle de Mudoghu Kukumana et Kasereka Suramubaya à Muhola, celle de Vita Kitambala à Kirumba, celle de Kakule Lafontaine sur l'axe Mbingi-Kasuru, celle enfin de Kopokopo Lolwako et Kambale Tsongo Werason à Vurondo (voir Institut de la vie 2005 : 19). Notons que l'on trouvera dans cette publication plusieurs intéressants récits de tranches de vie de Maï-Maï ou ex-Maï-Maï du « Grand Nord » Kivu. Ces récits sont intéressants parce qu'ils illustrent la diversité des trajectoires et des motivations.

5. *Mudundu* est dans le Bushi le nom d'une plante thérapeutique connue pour guérir « quarante » maladies. Voir, pour cette explication et des observations sur les rituels et les croyances magiques du mouvement, Migabo Nshurani 2003 : 70-85 ; cf. aussi *infra* section 2.1.

Carte 4.2 : les groupes armés au Kivu



renforcement des *leaders* qu'elles ont privilégiés, en particulier Padiri, élevé au grade de général de brigade de l'armée nationale par Laurent Désiré Kabila en 1999 et Dunia promu à la même date colonel de brigade. Écrivant à la mi-2003, H. Romkema, le représentant de l'Institut Vie et Paix[6] en RDC, estimait que l'on surestime la dispersion du phénomène maï-maï au Kivu, la plupart des combattants se ralliant selon lui soit au général Padiri, dans toute la zone allant de Masisi et Walikale au sud à Mwenga au nord, soit, dans la région d'Uvira, au colonel Dunia ou au commandant munyarwanda (munyamulenge) Masunzu[7]. Selon une évaluation

6. Ou Life & Peace Institute, institution chrétienne œcuménique suédoise.

7. Romkema 2003 : 223-231.

des groupes armés opérant en RDC établie par la MONUC en avril 2002, sur les 20 000 à 30 000 Maï-Maï que l'on pourrait (très hypothétiquement) dénombrer dans les deux provinces du Kivu, environ 6000 relèveraient de l'autorité de Padiri, 4000 à 5000 de celle de Dunia[8]. Mais il faudra être en mesure d'apprécier réellement l'autorité exercée par les deux grands *leaders* dans l'espace qu'ils revendiquent. Hélène Morvan, dans l'enquête qu'elle a menée pour le compte de l'Institut Vie et Paix, souligne que le général Padiri, en dépit du prestige dont il jouit et de l'envergure nationale et même internationale qu'il a acquise, n'exerce qu'un contrôle très partiel sur les territoires qu'il domine le plus directement. Ainsi, dans le territoire de Shabunda, au moment de l'enquête, on pouvait dénombrer une dizaine de groupes maï-maï autonomes, formés pour la plupart, précise Morvan, « autour d'appartenances claniques et suite à des conflits fonciers » (Morgan 2005 : 45).

3. LES GROUPES ARMÉS PENDANT LA RÉBELLION DU RCD/GOMA : LE CAS DE MUDUNDU 40

Au moment où le Rassemblement congolais pour la démocratie (RCD/Goma) occupa une bonne partie de l'Est de la RDC (1998-2002), le groupe des Maï-Maï congolais « se considérant comme constitué des autochtones » opérait à partir des forêts en vue d'empêcher la progression des troupes rwandaises à l'intérieur du pays. Les Maï-Maï avaient pour objectif principal de chasser du territoire congolais le RCD/Goma désigné comme une émanation du régime tutsi rwandais. Le premier groupe actif des Maï-Maï fut celui dirigé par Sylvestre Luetsha qui implanta son quartier général à Nzovu dans le territoire de Shabunda. Ce groupe travaillait en connivence avec le gouvernement Kabila de Kinshasa.

Les Maï-Maï déclarent vouloir sauver la population du joug du RCD/Goma et de l'agression rwandaise. Mais plusieurs de leurs actions constituent des exactions sur la même population, notamment le pillage du bétail et d'autres biens, des mauvais traitements physiques. Pour faire face à l'activisme des Maï-Maï, le RCD/Goma créa des groupes dits d'autodéfense locale composés des jeunes « autochtones » formés

Carte 4.3 : aires d'influence des groupes armés dans le territoire d'Uvira en 2015



Source : Verweijen 2016.

pour lutter contre les « envahisseurs », mais c'était surtout pour perpétuer l'implantation de sa rébellion dans la masse populaire. Cette expérience fut surtout vécue dans les chefferies Ngweshe et Kaziba dans le territoire de Walungu et dans la chefferie Bafuliru en territoire d'Uvira. Dans le groupement Kaniola en chefferie Ngweshe, les jeunes miliciens d'autodéfense locale étaient commandés par John Makura. Ils étaient formés militairement et ils portaient des armes pour sécuriser leur groupement contre les attaques des Interahamwe, miliciens hutu rwandais disséminés dans la région après le génocide dans leur pays d'origine. Ces milices d'autodéfense locale disparurent avec l'implantation du mouvement Mudundu 40 dans la chefferie Ngweshe (Rugendabanga 2007 : 16).

3.1. ORIGINE DU MUDUNDU 40

La dénomination Mudundu 40 dérive du mot « *mudundu* » en mashi qui désigne une plante médicinale dont le nom scientifique est *Sida acuta*.

8. United Nations-Security Council, *First Assessment of the Armed groups operating in DR Congo*, S/2002/341, 1er avril 2002.

Les parties de cette plante se prêtent à des usages divers, tantôt comme médicaments, tantôt comme fouet, corde ou balais. Le nombre 40 est celui de l'ensemble des fétiches combinés pour constituer la force magique des combattants. De même, il semble que les sages bashi du Mudundu 40 auraient passé 40 jours pour étudier les stratégies afin de se libérer de l'invasion étrangère (Kamanyula 2006 : 31).

Le groupe armé Mudundu 40 est issu de la dissidence des Maï-Maï FAC en collaboration avec quelques groupes des Hutu rwandais. Il a vu le jour en 1998 en chefferie Ngweshe, dans le groupement Mushinga, par Zihaliwa Kurhengamuzimu Odilon comme *leader*.

Il y aurait au point de départ de Mudundu 40 le fait que des élites bashi considèrent qu'avec l'avènement de l'AFDL en 1996-1997 puis le régime du RCD à partir de 1998, leur pouvoir politique et leur contrôle sur la terre et les ressources locales se sont trouvés affaiblis et mis en cause. Il avait à l'origine pour objectif de combattre les Tutsi qui dominaient déjà le Bugweshe. À la tête du mouvement se trouve Odilon Kurhengamuzimu, fils d'un notable. Selon Emmanuel Lubala, le Mudundu 40 s'est « constitué à partir d'une milice privée chargée de protéger les carrés miniers (du père d'Odilon), le grand prince Kurhengamuzimu » (Lubala Mugisho 2000 : 212).

Groupe armé, le Mudundu 40 est parvenu à diriger administrativement, politiquement et militairement les chefferies Ngweshe, Kabare, Kaziba et Luhwinja jusqu'à menacer de conquérir la ville de Bukavu en 2002. Ayant au départ joui de la confiance de la population locale, Mudundu 40 s'est finalement discrédité à la suite de ses exactions sur la population et, surtout, lorsqu'il s'est allié au Rwanda par le biais du RCD/Goma. Ce qui va être à la base des dissidences au profit de cette rébellion jusqu'à la réunification du pays en 2003 après les accords de Sun City (Rugendabanga 2007 : 16).

3.2. ÉVOLUTION ET ORGANISATION

L'histoire du mouvement politico-militaire Mudundu 40 commence le 17 mai 1998 lorsqu'un groupe de Maï-Maï en provenance de Kigogo en territoire de Mwenga arrive à Ntondo et à Mubamba sous la conduite de Kafurume et Kalambayi. Le groupement Mushinga dans la chefferie Ngweshe délégua Cofi Lwamamba et Cibumbiro Mukabaha *alias* Tigre pour prendre contact avec eux. Ces émissaires sollicitèrent l'appui de ces chefs maï-maï en vue de travailler ensemble pour sécuriser la population de Mushinga et ses biens. Mais ces derniers entendaient plutôt chasser les forces étrangères avec le soutien de la population de Mushinga. Parmi les premiers adhérents au mouvement figurent Toto Mufungizi âgé de 14 ans, Kabanja Kagarabi et Nyunva Ntumulo. Zihalirwa Kurhengamuzimu Odilon se rendit également à Mubamba pour s'enrôler dans ce mouvement en juillet 1998. Il y fut rejoint en août 1998 par neuf militaires de l'AFDL qui fuyaient devant l'avancée du RDC/Goma, parmi lesquels Yusufu, Engambe, Willy (?), Fidèle (?), Sedèle (?) et Célestin (?) accompagnés de Kisala Ntigala. D'autres jeunes Shi s'ajoutèrent à ce groupe dont Mulumeoderwa Kakalamo, Moreau (?) et Papy (?). Le 2 février 1999, Zihalirwa Kurhengamuzimu organisa une réunion des Shi à Cizi chez Tigre Cibumbiro ; ce qui donna naissance au Comité de résistance populaire du Bushi (CRPBu). Ce comité comprenait deux branches : la branche civile ou comité central des sages et les noyaux des différents groupements. Le comité central des sages avait comme président Cibumbiro Mukabaha Tigre, 1er vice-président Kaluka Musole, 2e vice-président Chirora Nshombo, secrétaire Cofi Lwamamba, chargé de transmission Ndumerume Maurice, trésorier Mutongo Ganywamulume et les mobilisateurs Zagabe Madende, M'cikenyire, Matalamungo Karhamwomwa, M'Mange et M'sililo. Les différents noyaux étaient ceux de Bagira à Bukavu présidé par Okito Mukabaha, Buholo IV sous ABC, Lurhala dirigé par le chef de groupement Banjos Munguakonkwa, Burhale sous Kashavu Muneza, Lubona sous Gervais Marhegeko, Burhinyi avec à sa tête Iragi Bugoye, Ludaha sous Mushigo. Les pasteurs et les prêtres du milieu étaient des conseillers du CRPBu. La structure militaire était commandée par Zihalirwa Kurhengamuzimu Odilon en qualité de chef d'état-major, Deacy Likako comme commandant second, Yusufu chargé des opérations et Jean Claude Masasu, secrétaire d'état-major.

Le CRPBu avait une branche armée, le Front des Résistants et de la Défense au Kivu/M40 » (FRDKi/M40)[9]. Le CRPBu/FRDKi/M40 avait comme objec-

9. C'est à partir de là que le Mudundu 40 se fractura en 2000. Tandis que l'aile animée par des militants de la société civile de Bukavu continuait à s'opposer au RCD et à l'emprise rwandaise, l'aile militaire (Front de Résistance et de Défense du Kivu) conduite par des dirigeants soucieux de préserver des intérêts commerciaux conclut un pacte avec le RCD-Rwanda au nom de la lutte contre les Interahamwe.

tifs de sensibiliser la population pour la sauvegarde de la patrie ; de mener une lutte contre l'agression et l'occupation étrangère ; de restituer l'unité nationale ; de protéger la population victime de viol, vol, massacres, tortures, traumatisme, etc. ; de sauvegarder et développer le patrimoine culturel, politique, social, économique et spirituel (cf. CRPBu/FRDKi/M40, Statuts, article 15).

Les organes du CRPBu/FRDKi/M40 étaient l'assemblée générale, le comité central, le conseil d'administration, la brigade M40, les comités de base centrale et les comités de base.

La brigade M40 ou FRDKi/M40 était la branche armée du CRPBu chargée d'assurer la sécurité et la défense des personnes et de leurs biens, de défendre l'intégrité territoriale du pays, de désarmer et rapatrier les Interahamwe et leurs alliés étrangers dans leurs pays d'origine, et de lutter contre l'exploitation des ressources naturelles du pays (cf. CRPBu/FRDKi/M40, Statuts, article 20).

L'armée forte de 480 membres avait Zihalirwa Kurhengamuzimu Odilon pour commandant suprême assisté de deux commandants seconds : Kahasha Foker Mike chargé des opérations et Mulume Oderhwa Cizungu chargé de l'administration. Elle comptait cinq divisions dirigées par les proches de Zihalirwa Odilon ainsi que deux brigades, l'une de Mushinga commandée par l'« Homme Fourmi » et l'autre de Ciherano sous le commandement de Masasu Ntumwa. Chaque brigade comprenait cinq sections. Le commandant S5 assurait le relais entre la population et l'armée pour régler les problèmes éventuels. La S6 était chargée de la médecine traditionnelle, la coutume et la protection magique des combattants. Plus tard, des dispensaires modernes furent installés pour soigner les blessés de guerre à Ciherano, Mushinga, Ntondo, Lurhala, Ibanda, Luhwinja, Burhinyi, Mususu, Muleke et Irhonko. Au total 12 bataillons fonctionnaient dans différents lieux à Mukungwe, Muzinzi, Kankinda, Burhale, Nyakakoma, Luhoko, Muleke, Irongo, Kashanja, Mugogo, Mushweshwe et Lwakabirhi.

En 2004, le mouvement CRPBu/FRDKi/M40 atteignit un effectif de 7369 personnes réparties dans 6 chefferies : Ngweshe, Burhinyi, Luwhindja, Kaziba, Nindja et Kabare. De ce nombre, la ville de Bukavu comptait 223 membres. À son apogée, le mouvement M40 comptait plus de 3000 combattants (Kamanyula 2006 : 37).

3.3. STRATÉGIES DE GUERRE, ÉQUIPEMENT ET EFFORT DE GUERRE

Deux stratégies majeures étaient utilisées par les combattants M40 lors des affrontements avec leurs ennemis. D'abord, on construisait un autel sous forme de maisonnette appelée « *mahero* » en mashi et qui est un lieu de culte des ancêtres. Ici, on invoquait les mânes des ancêtres du Bushi et de la région des Grands lacs africains tels que Muhima et Lyangombe. Les sages allaient régulièrement en ce lieu pour s'enquérir de la situation sécuritaire de leur pays. En cas d'infiltration des ennemis, les troupes étaient directement mises en alerte et soumises aux rites d'immunisation à base de fétiches. Ensuite, les combattants devaient observer certains interdits notamment : ne pas manger une nourriture préparée par une femme ou à l'aide de l'eau de pluie ; ne pas passer la nuit avec une femme 48 heures avant d'aller à la guerre, car dans le cas contraire le contrevenant « recevait » des balles au niveau du sexe ; ne pas se baigner avant d'aller en guerre ; ne pas consommer des légumes ni recevoir directement quelque chose de la main d'un civil, celui-ci devant le déposer par terre pour que le combattant le ramasse. Les cérémonies faites au *mahero* commençaient par implorer les bénédictions des ancêtres et les louer en disant en mashi : « *zigashane ez'eMumbiri n'ez'eMogo* » (« qu'ils soient loués les ancêtres de Mumbiri et de Mogo[10] »). Ce sont là deux lieux de culte ancestral chez les Shi de Ngweshe et de Kabare. C'est parce que sous le règne du *mwami* Mafundwe de Ngweshe, petit-fils de Lirangwe, les *bajinji* rendaient un culte aux ancêtres dans le *mahero* construit à Mumbiri ;

Consécration de ce pacte, Patient Mwendanga, un des *leaders* de Mudundu 40, homme d'affaires à la réputation sulfureuse (voir C. Braeckman, *Le Soir*, 13-14/07/2002), avait été nommé, à l'instigation de Kigali, gouverneur du Sud-Kivu. En 2003, l'alliance se rompit. En janvier, le gouverneur Mwendanga fut remplacé par un autre Shi, mais qui paraissait étranger au Mudundu 40, Xavier Ciribanya. En avril, les forces du RCD et des éléments de Mudundu 40 s'affrontèrent à nouveau à Bukavu et dans le Bushi (*IRIN News*, 8/04 et 30/04/2003). Depuis lors, les milices du général Padiri auraient absorbé ce que le Mudundu 40 comptait encore de combattants.

10. Mumbiri, localité constituée des villages Mumbiri, Karambi et Bikwabe dans le groupement Lurhala ; Mogo est la limite entre les territoires de Walungu et Kabare, près de Cidaho à Muku.



Cette photo illustre le dépeuplement de Mudaka en groupement Luhago, chefferie Nindja en territoire de Kabare : la maison avait appartenu à Cininga Ishiganjwali qui l'a abandonné en 2000 suite à l'insécurité (déportations, tueries et viols) perpétrée par les Interahamwe communément appelés « Kiombe ». Depuis, lui et sa famille vivent à Bukavu, ayant abandonné champs et élevages.
(Photo Jules Bahati 2020.)

ceux de Kabare faisaient autant à Mogo. Le terme « *zigashane* » se répandit dans le milieu comme une formule de salutation et d'invocation des ancêtres (Kamanyula 2006 : 36, 37).

Au départ, le mouvement M40 n'avait que 6 armes emmenées par les militaires. Les combattants eux ravissaient des armes sur les soldats du RCD/Goma, les Interahamwe et en achetaient d'autres à Bukavu. Pour ce faire, la population civile adulte devait leur donner mensuellement 1 USD par personne. Chaque ménage donnait par semaine 50 francs et des vivres dont la farine de manioc, la pomme de terre et le haricot. Des taxes étaient également perçues aux marchés de Mugogo, Burhuza et Burhinyi. Certains originaires de Walungu dont Mushi Bonane, Bisimwa Kulimushi et Patient Mwendanga apportaient leur assistance à ce mouvement de résistance. Des associations de développement aussi octroyaient des casseroles, couvertures, seaux, gobelets, savons, bidons d'huile végétale, sacs de farine de maïs, sacs de sel, fardes de cigarettes et même des munitions. Il s'agit notamment de l'Association de développement Programme anti-exode rural, Association de développement pour les agriculteurs de Mushinga, Bureau d'étude Matabaro fonctionnant quasi comme un parti politique sous la houlette de *mwami* Ndatabaye Weza III de Ngweshe.

3.4. QUELQUES BATAILLES LIVRÉES PAR LE M40 ET LES MAÏ-MAÏ ALLIÉS CONTRE LE RCD/GOMA ET ALLIÉS

Il est difficile de contrôler la véracité des récits repris dans ce paragraphe dont certaines données semblent relever de fantasmes. Mais cela s'attache au contexte de ce qui avait été dit et cru dans le milieu au moment des événements. Il y a donc intérêt à les écouter parce que dans le vécu réel le RCD/Goma et les Interahamwe n'ont pas été acceptés dans la région et ont, malgré les adversités, maintenu leur présence.

Il est dit que de 2000 à 2002, le M40 a guerroyé contre le RCD/Goma et les Hutu rwandais Interahamwe dans le Sud-Kivu. La première bataille connue contre les éléments du RCD/Goma se déroula le 17 janvier 2000 à Burahale et le M40 récupéra 40 armes à feu avec un stock des munitions. À la riposte de Mashango/Burhale, le RCD/Goma perdit des militaires et 60 armes. Le 27 janvier 2000, une nouvelle attaque du RCD/Goma contre le M40 fut lancée à Lurhe. On dénombra 380 soldats du RCD tués et plusieurs blessés ; un tué dans les rangs de M40, un certain Engambe. Le M40 gagna 100 armes légères et une arme lourde sur les rebelles. Au mois de mars 2000, les soldats du RCD/Goma tentèrent d'encercler Zihalirwa Kurhengamuzimu Odilon à domicile. Une légende avance qu'un mouton qui serait sorti de la case de ce dernier les dispersa et la bataille qui s'en suivit fit 200 tués du côté du RCD/Goma y compris un petit frère de Benjamin Serukiza dont le corps fut jeté dans une fosse à Cirimbo. Au cours de ce même mois, des mercenaires rwandais, ougandais, burundais et somaliens à la solde du RCD/Goma se ruèrent sur Mushinga afin de déloger le M40. Les résistants se replièrent sur Burhale et Shabunda. Dans leur poursuite, les troupes du RCD/Goma et leurs alliés déclenchèrent une nouvelle offensive dans le village Chitwabaluzi où elles perdirent 90 soldats contre 2 pour le M40. Zihalirwa

Kurhengamuzimu Odilon s'allia au Tembo Padiri Bulenda basé dans le territoire de Shabunda pour faire face aux avancées des forces du RCD/Goma.

Les combattants du M40 durent affronter aussi les Interahamwe hutu rwandais en provenance des forêts de Shabunda et de Mwenga, venant piller les villages Burahale et Burhuza en territoire de Walungu. La bataille de mois d'octobre et novembre 2001 dans ces lieux coûta la vie à plus de 190 Interahamwe et permit au M40 de récupérer 150 armes à feu. Certains éléments du RCD/Goma rejoignirent les rangs du M40.

Le 12 mars 1999, le M40 s'affronta avec l'APR (Armée patriotique rwandaise) alliée au RCD/Goma à Cirhongo en chefferie Ngweshe. Le 17 mars 1999, les forces du RCD et leurs alliés lancèrent une riposte contre le M40 à partir de Bukavu sur toute la ligne Bukavu-Nyangezi-Kaziba-Luwhindja-Burhinyi (Mulambi et Karhendezi). Ayant réussi à déloger le M40 et à le confiner dans les forêts de Lwindi à Kigogo, les troupes du RCD tuèrent des civils sur leur parcours. Parmi les tués, il y a Magumu Bagamukwi et sa mère, Muhigwa Shiling, Kabwanda, etc. Des affrontements sporadiques furent enregistrés à Nirindja, Bushali, Cirere et Cizuka (Mihigo 2005 : 48).

Les forces du RCD/Goma soutenues par celles de l'APR livrèrent différentes batailles contre les Maï-Maï dans la chefferie Burhinyi à Karhala-Bulondo, Ruvunge et Kakwende, à Bushali en 1999-2000. Elles installèrent un poste de péage à Tcheshero à la limite avec Kitwabaluzi ; les recettes journalières sont estimées entre 1000 et 1200 dollars américains. Après le retrait des soldats tutsi, les miliciens interahamwe hutu rwandais prirent le contrôle de la barrière, se trouvant sporadiquement aux prises avec le M40, notamment à Birhala le 21 novembre 2002, Ntondo du 7 au 9 janvier 2003 et le 27 janvier 2003, Cibindye et Kalambo le 14 janvier 2003, Kisihe Luhuku le 2 octobre 2002, Budaha le 27 octobre 2002. Les Interahamwe hutu rwandais investirent le bas Burhinyi et le M40 installé dans le Haut-Burhinyi. Fréquemment des actes de vandalisme, incendie des cases, vol de bétail, extorsion, pillage et exécutions sommaires des populations sont commis dans le Sud-Kivu (Mudahingwa 2005 : 54). 125 maisons incendiées sont comptées dans le groupement Nirindja, 34 dans le groupement [?], 105 dans le groupement Buhogo, 64 dans le groupement Mulanga et 105 dans le groupement Kitwabaluzi. Un massacre des civils a été perpétré à Kilimandjala et Tcheshero le 23 août 1998 à la veille de celui de Kasika ; parmi les tués, Daniel Cigombe, Muderwa Mwashya, Sengo Nakalera, Ombeni Kokela, madame Malabi, madame Demurayi, madame Prosper [?]. D'autres massacres eurent lieu à Mulambi Rugenge le 12 mars 1999, à Budaha le 17 mars 1999 sous la conduite du Rwandais Flory Rutuba qui avait auparavant séjourné à Burhinyi. C'est au total 72 personnes qui furent tuées. L'escalade de la violence entraîna le déplacement des populations de la chefferie Burhinyi vers celle de Luwhindja où allaient sévir la famine et la malaria (Mihigo 2005 : 73).

3.5. DÉCLIN DU MUDUNDU 40

L'affaiblissement du mouvement M40 a été dû à d'intenses négociations déployées par la rébellion du RCD/Goma, qui mania la carotte et le bâton, ainsi qu'aux exactions de ce mouvement qui lui ont attiré la désapprobation du *mwami* Ngweshe et d'une bonne partie de sa population.

3.5.1. LES NÉGOCIATIONS AVEC LE RCD/GOMA

L'un des fils de Walungu et défenseur du M40 du nom de Patient Mwendanga fut nommé gouverneur de province du Sud-Kivu par le RCD/Goma. Celui-ci reçut pour mission d'obtenir la reddition des éléments du M40. Le 12 octobre 2002, il envoya une délégation pour rencontrer les sages du M40 dont un certain Tigre et Ntibalizi à Burhuza. La question du futur statut de commandant de la ville de Bukavu à réserver à Kurhengamuzimu Odilon une fois intégré dans les forces du RCD/Goma et la divergence de vues sur l'objectif commun des deux parties, le M40 visant à chasser les envahisseurs étrangers alors que le RCD/Goma entendait plutôt renverser Laurent Désiré Kabila du pouvoir, firent que cette négociation se solda par un échec. C'est alors que les Forces d'Autodéfense populaire maï-maï brigade Mudundu 40 adressa un cahier des charges au RCD/Goma.

Les négociations reprirent, une semaine plus tard, pour la libération de Tigre arrêté par huit militaires du RCD/Goma à Musiru Mushinga. L'accord signé entre les deux parties prévoyait, entre autres, la libération de tous les prisonniers maï-maï, le partage équitable des pouvoirs politique, militaire et financier, et que le Sud-Kivu soit considéré comme une province pilote, un pacte de non-agression entre les éléments du RCD/Goma et ceux des FAP, et la prise

en compte de la sécurité frontalière des pays voisins en les aidant à neutraliser les génocidaires réfugiés au Congo pour faciliter le retrait des troupes étrangères. Au terme de cet accord, le M40 reprit le contrôle du territoire de Walungu jusqu'aux environs de la ville de Bukavu.

3.5.2. LES RETOMBÉES DES EXACTIONS COMMISES PAR LE M40

La chute du mouvement M40 commença en 2002 à la suite des exactions commises par ses éléments sur la population qu'ils étaient censés protéger. Les combattants du M40 désespérés se rendirent coupables de multiples cas d'arrestations arbitraires, vols de bétail, violences et massacres des populations des territoires de Walungu et de Kabare ; ce qui les fit détester par la population dont le *mwami* Ndatabaye Weza III, alerté par les plaintes de ses administrés. Les combattants du M40 avaient assassiné Cikuju ancien gérant de la plantation de thé de Cinyomyo à Lubona et Oscar Mushembe. L'alliance du M40 avec le Rwanda par le biais du gouverneur Patient Mwendanga Rugenge pour repousser les Interahamwe loin des frontières rwandaises envenima les relations entre cette autorité coutumière et le M40. Dans l'organisation des combattants eux-mêmes, il y eut une fissure : le groupe de Zihalirwa Kurhengamuzimu Odilon opposé à celui de Kahasha Foker Mike allié au RCD/Goma. En effet, cette scission intervint en janvier lorsque ce dernier fit périr son rival Dragon Mudekereza de la famille de Kurhengamuzimu Odilon dans une expédition contre les Interahamwe à Bulonge dans le groupement Mulamba (chefferie Ngweshe). Avec l'appui du RCD/Goma, Foker Mike tenta sans succès en février 2003 de reconquérir Ciherano aux mains de la fraction du M40 commandée par Odilon. Il réussit, néanmoins, à installer le RCD/Goma à Kaziba.

3.5.3. LES NOUVELLES INFLUENCES DU RWANDA JUSQU'À L'EFFONDREMENT DE MUDUNDU 40

Un autre fait majeur fut le changement de stratégie du Rwanda qui avait constaté que le M40 et le gouverneur Patient Mwendanga n'accomplissaient pas avec satisfaction la mission d'étouffer les mouvements d'autodéfense maï-maï au Sud-Kivu. Il y avait le manque de légitimité du RCD/Goma auprès de la population locale, la minorité numérique des Tutsi banyamulenge actifs dans le RCD/Goma dont les effectifs ne dépassaient pas 50 000 personnes ne faisait pas le poids face à la communauté shi qui partage la frontière commune avec le Rwanda. Il fut alors envisagé la création d'un nouveau mouvement constitué essentiellement des Shi et de construire une nouvelle stratégie sur la base de cette alliance. Le gouverneur Patient Mwendanga fut alors remplacé par Xavier Chiribanya (Kamanyula 2006 : 54).

C'est dans ce contexte que deux officiers tusti banyamulenge membres des FARDC, le général Laurent Nkundabatware et le colonel Jules Mutebusi s'insurgèrent le 26 mai 2004 contre l'autorité militaire établie par le Gouvernement de Kinshasa. Le 26 mai 2004 à 17 h 30, à Nguba dans la commune d'Ibanda à Bukavu, un groupe de soldats tutsi banyamulenge tentèrent de traverser la frontière pour entrer au Rwanda. Alerté par les gardes congolais de la frontière, le commandant de la X^{e} région militaire, le général Mbudja Mabe, ordonna leur arrestation immédiate. Le meneur fut conduit au cachot du camp Saïo (Héritiers de la Justice 2004 : 22). Informé, le colonel Jules Mutebusi dépêcha un contingent pour libérer les soldats arrêtés. Une confrontation s'engagea entre les forces armées régulières et les mutins du colonel Mutebusi. Soutenus par trois camions de soldats rwandais arrivés à Bukavu par la frontière Ruzizi II, les mutins du colonel Mutebusi et du général Laurent Nkunda parvinrent à déloger le jeudi 27 mai 2004 les militaires loyalistes qui avaient pris position à Nyawera. La ville de Bukavu fut coupée en deux parties : le quartier nord-est allant de la frontière rwandaise jusqu'au collège Alfajiri occupée par les mutins, et le reste de la ville sous le contrôle de la X^{e} région militaire, avec une zone tampon définie au milieu par la MONUC. Se sentant trahi par les officiels du RCD/Goma et dépourvu de munitions, le général Mbudja Mabe recula progressivement ses positions jusqu'à 10 km de Bukavu en territoire de Walungu pendant qu'une fraction des mutins commandés par le général Laurent Nkunda et en provenance du Nord-Kivu avaient déjà assiégé la cité Miti à environ 20 km de Bukavu. Le jeudi 27 mai 2004, la MONUC menaça d'appliquer le chapitre 7 de la charte de l'ONU à la suite des tentatives des insurgés de s'emparer de toute la ville de Bukavu et de l'aéroport de Kavumu. Au vu de la progression de ces derniers, l'opinion locale soupçonnait que la MONUC les soutenait. Deux officiers des rangs du général Laurent Nkundabatware étaient joints au contingent de la MONUC basé à l'aéroport de Kavumu : le colonel Munyakazi chargé de la sécurité de l'aéroport et un autre assurait le relai entre

la MONUC et Laurent Nkundabatware. Le 29 mai 2004, des notables présentèrent à la MONUC un mémorandum selon lequel des membres de leur communauté étaient massacrés par des inconnus. De son côté, le général Mbudja Mabe avait remis à la MONUC des civils tutsi banyamulenge, dont un certain Matthias de la DSR[11] à Bukavu, capturés pendant qu'ils participaient aux combats (CEAPACGL 2004 : 11). Le lundi 31 mai 2004 dans la soirée, Nkundabatware annonça à la MONUC sa décision d'observer un cessez-le-feu unilatéral et d'arrêter sa progression vers Bukavu. Et pourtant, le mercredi 2 juin 2004, la ville de Bukavu tombait sans résistance entre les mains des mutins ; Laurent Nkundabatware confirmait sur la Voix de l'Amérique qu'il contrôlait l'aéroport de Kavumu et sa périphérie en collaboration avec le colonel Mutebusi qui occupait déjà une grande partie de la ville de Bukavu (Fikiri 2006 : 63-64).

Kahasha Kurhengamuzimu Odilon, ancien commandant de Mudundu 40 devenu soldat des FARDC au grade de lieutenant-colonel, estimant avoir été mal considéré par le pouvoir de Kinshasa qui venait d'attribuer des grades supérieurs à ses anciens collaborateurs dont Foker Mike nommé colonel, se rallia aux mutins par l'entremise de Patient Mwendanga. Il se positionna derrière les troupes des FARDC dans le quartier Essence Major Vangu. Placées comme dans un étau, les troupes régulières sous le général Mbudja Mabe firent un repli en dehors de la ville du côté de Walungu, le 20 juin 2004. Les insurgés en profitèrent pour se livrer à des actes de vandalisme en commettant des viols, vols, tueries et exactions sur les populations civiles de Bukavu. C'est alors que la Communauté internationale et les puissances occidentales exigèrent le retrait immédiat des insurgés de la ville de Bukavu. Le 7 juin 2004, Laurent Nkundabatware et ses hommes retournèrent à Goma à bord du bateau Bisengimana et du bateau privé du général Mbudja Mabe chargés des butins de guerre. Les troupes du colonel Jules Mutebusi et du lieutenant-colonel Kahasha Kurhengamuzimu Odilon se retirèrent au Rwanda en passant par Kamaniola et le poste frontalier de Bugarama. Le 9 juin 2004 au matin, les militaires de la X^{e} région descendirent des collines surplombant la ville de Bukavu à l'ouest et réoccupèrent la ville.

À la suite de cet épisode, le mouvement Mudundu 40 se disloqua définitivement : certains de ses éléments furent pris en otage pendant l'insurrection susdite, d'autres furent intégrés dans l'armée régulière, d'autres encore démobilisés rejoignirent la vie civile dans leurs villages d'origine. Le parti politique créé par certains tenants du M40 tels que Maître Balibuno, Patient Mwendanga et Pascal Zagabe fit long feu. Kahasha Kurhengamuzimu Odilon, d'abord réfugié au Rwanda, puis arrêté par les forces loyalistes et transféré à Kinshasa, fut intégré dans les FARDC au grade de colonel, mais resta sans fonction (Kamanyula 2006 : 61).

4. IDENTITÉS DES GROUPES ARMÉS ACTUELS

La complexité de la guerre dans l'Est du Congo est liée à son réseau inextricable d'acteurs poursuivant un grand nombre d'intérêts. La région est propice à l'éclosion et au développement de groupes armés et de seigneurs de guerre. Dans la première décennie ayant suivi la prise de pouvoir par le président Joseph Kabila, plusieurs groupes ont abandonné la lutte armée en échange d'une intégration de leurs combattants ou commandants au sein de l'armée régulière ou la police. Mais depuis l'adoption de la loi de réforme de l'armée de 2011, Kinshasa a refusé de tels arrangements. La fragmentation de ces principaux groupes armés[12], la persistance des conflits interethniques, la tension avec des pays limitrophes, la crise politique ainsi que le trafic illicite des minerais deviennent également les principaux facteurs qui expliquent la prolifération des groupes armés.

Dans leur construction, les groupes armés sont mouvants et cela rend leur comptage hasardeux. Il faut noter que divers mouvements armés disparurent suite à leur intégration dans les FARDC ou encore à leur affaiblissement interne dû à de nombreux facteurs. Pourtant, leur identification aide à mieux situer ceux d'aujourd'hui d'autant plus que certains ne sont que des composantes liées à des effritements comme pour le cas de Maï-Maï Raia Mutumboki. Passons en revue quelques-uns de ces groupes qui hier encore étaient généralement connus dans la région.

11. Direction de Sécurité et Renseignement.

12. Lire à ce sujet Stearns *et al.* 2013.

4.1. MAÏ-MAÏ KAPOPO

Ce groupe armé dirigé par le Fuliru Kapopo fut localisé à Masango, Mbundamo et Kipupu en groupement Bijombo dans le territoire d'Uvira. Seule une trentaine d'éléments de cette milice avaient intégré le 63e bataillon des FARDC basé à Muranvya. En septembre 2009, d'autres combattants de ce groupe allaient affronter les FRF près de Kipupu dans le secteur Itombwe ; il y eut une dizaine de morts. Ce groupe fut allié au commandant Aochi, un officier de Yakutumba.

4.2. RAIA [RAIYA] MUTOMBOKI

Signifiant « peuple en colère », ce groupe armé a été créé en territoire de Shabunda au Sud-Kivu en 2005 par un transfuge de l'armée congolaise, le pasteur Jean Musumbu, en réponse aux massacres des populations locales par les FDLR. Le mouvement s'était ensuite exporté, depuis l'année 2011, au Maniema et au Nord-Kivu. Les Raia Mutomboki furent eux aussi alliés au M23 et forment le plus grand corps armé du Sud-Kivu. L'organisation se compose de différents groupes dirigés par des chefs locaux et des déserteurs des FARDC. Le groupe a évolué en milice violente déployée sur de vastes espaces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu. Il fut organisé en milices d'autodéfense locale pour contrer la menace des FDLR, recourant même à des homicides, à des attaques contre des individus non armés ou des exécutions sommaires. Selon Mutuza Kasapa, le chef des « Raia Mutomboki » à Shabunda en 2013, la milice n'abandonnera pas les hostilités tant qu'il subsistera des poches de rwandophones dans le Nord-Kivu et le Sud- Kivu. Le soutien du M23 à certaines factions des Raia Mutomboki dans le territoire de Masisi au sud du Nord-Kivu avait été attesté.

4.3. MAÏ-MAÏ HAGARARA

C'est un groupe dirigé par le Tutsi munyamulenge Jackson Muzuri. Ses troupes sont basées à Kikozi et Kihamba en groupement Bijombo dans le territoire d'Uvira. Muzuri et ses 53 combattants avaient intégré la 112e brigade non brassée de Minembwe au cours du mois d'août 2009. D'autres éléments armés de ce groupe demeurent actifs dans le groupement Kahungwe aux moyens plateaux d'Uvira.

4.4. MAÏ-MAÏ MUPEKENYA

C'est un groupe armé constitué des Pygmées, son *leader* reste inconnu. Ses combattants agissent spécialement dans les contrées de Mugogo, Murara, Masango et Canzovu dans le groupement Bijombo. Ils furent ralliés au groupe de Mahoro en septembre 2009, leur principale base placée à Kiteja.

4.5. MAÏ-MAÏ PANDISA

Ce groupe armé tire son nom de son chef Pandisa, un Fuliru, dont la milice opère essentiellement à Kahimba et Rufunga dans le groupement Bijombo. Ralliés aux autres Maï-Maï fuliru tels que Bwasakala et Mapanga, ses combattants se sont affrontés aux FRF dans les localités Kajembwe et Kashigwe dans l'Itombwe, non loin de Kipupu, à cause des conflits liés à la transhumance du bétail.

4.6. MAÏ-MAÏ MAHORO

Cette milice était commandée par Mahoro Ngombarufu, un Fuliru dissident du mouvement Maï-Maï Nyakiriba. Elle est basée à Muhuzi en territoire de Mwenga et à Rurambo dans le groupement Kabunambo en territoire d'Uvira. Son objectif ne semble pas être d'abord celui de défendre son entité contre l'invasion des ennemis, mais plutôt celui de s'opposer aux Tutsi banyamulenge chez qui Mahoro pillait des vaches. Par après, il se retourna même contre les agriculteurs nyindu vivant dans cet espace alors qu'ici se trouvait un autre chef rebelle du nom de Ruma Hondwa qui dirigeait la milice appelée « Local Defense ». Mahoro Ngombarufu livra des affrontements contre Ruma Hondwa au cours desquels il fut tué en juillet 2017. Ce chef maï-maï avait longtemps travaillé avec Daniel Nyakiriba aux côtés de qui il avait acquis une certaine célébrité du fait des succès obtenus sur les champs de batailles. Les causes de sa dissidence ne sont pas élucidées. On penserait que celle-ci serait due à la recherche d'intérêts personnels, car les relations qui l'unissaient à Nyakiriba n'avaient jamais été tendues jusqu'à sa mort. C'est probablement lorsque le mouvement Maï-Maï Nyakiriba s'était affaibli, à partir de 2001, que Mahoro décida de ne plus faire route avec Daniel Nyakiriba vers Kitutu et jugea l'occasion arrivée de s'établir à Kasozo dans la partie nord de la chefferie Lwindi. C'est là qu'il gagna d'autres jeunes essentiellement fuliru acquis à sa cause. De 2001 à

2017, il ne contrôla que l'espace compris entre les chefferies Lwindi-Bafuliru et le secteur Itombwe. La faiblesse de ses effectifs l'avait amené à coaliser avec les Maï-Maï Mupekenya et les FDLR retranchés dans le secteur Itombwe (Bilamirwa 2019 : 46 et 47).

4.7. MAÏ-MAÏ MATABI

Ce mouvement a pour chef le Fuliru Matabi, son quartier général est à Mukumba en groupement Bijombo dans le territoire d'Uvira.

4.8. MAÏ-MAÏ BYAMUNGU

Le commandant fuliru du nom de Byamungu est le chef de ce groupe armé. Ses troupes sont situées à Katoke et Misayo dans le groupement Bijombo. Plusieurs de ses membres avaient intégré les FARDC au sein du 63e bataillon, tandis que d'autres sont allés rejoindre le groupe Fujo.

4.9. MAÏ-MAÏ NTAMUSHOBORA

Conduit par le commandant fuliru du nom de Ntamushobora, ce groupe armé est basé à Milimba en groupement Bashikalangwa dans le territoire de Fizi. Ce chef et près de 400 combattants de son groupe avaient intégré la 112e brigade non brassée de Minembwe au cours du mois d'août 2009. Une trentaine d'éléments qui ont déserté l'opération avaient rejoint le groupe armé Mulumba.

4.10. MAÏ-MAÏ TUWEMACHO

Groupe armé dont les combattants sont des Bembe établis dans la forêt d'Itombwe face aux attaques des groupes armés constitués des Tutsi banyamulenge, il est composé d'environ une cinquantaine des civils armés et demeure non structuré.

4.11. MAÏ-MAÏ NDAGAMULEKERA

Dirigé par un Fuliru appelé Ndagamulekera, ce groupe est localisé à Kitumba, Milimba, Rugezi, et Kalingi en secteur Lulenge dans le territoire de Fizi. Il est peu structuré et opposé au groupe Twiganeheyo.

4.12. MAÏ-MAÏ MUCHWARI

C'est un groupe armé dont les membres sont des Lega. Son meneur reste inconnu et il opère à Kipupu dans le secteur Itombwe en territoire de Mwenga.

4.13. GROUPE ARMÉ TWIGANEHEYO

Son chef est Masomo Ntagererwa, un Tutsi munyamulenge. Ce groupe est actif à Minembwe, Kakangala, Kitavi, Kabingu, Katagala et Kalingi en groupement Basimunyaka en territoire de Fizi. L'un de ses *leaders* appelé Rabane avait rallié les FRF après avoir été battu par des militaires de la 112e brigade. Les Twiganeheyo ont été impliqués dans les affrontements de Lubechaku ayant opposé les Maï-Maï Yakutumba aux militaires des FARDC engagés dans l'opération Kimia II, les 22 et 23 octobre 2009.

4.14. MAÏ-MAÏ NYAKIRIBA

Ce groupe armé est une création de Daniel Nyakiriba Matebura, né en 1951 à Kigogo dans la chefferie Lwindi en territoire de Mwenga. Son père Matebura Namumbulu fut le chef de groupement Kigogo et sa mère Clotilde Mawazo Nyakaziba était paysanne. Daniel Nyakiriba s'est marié à Balikwenda Nakajamba ; leur fils aîné Kabeza Nyakiriba fut intégré aux FARDC après la démobilisation, mais il mourut par la suite sur le champ de bataille le 4 août 2009 à Nzibira dans le territoire de Walungu lors d'une incursion des FDLR dans leur camp. En octobre 1996, lorsque la guerre de l'AFDL éclata, Nyakiriba descendit à Kadete chef-lieu du groupement Kigogo pour y constituer un mouvement maï-maï qui pourrait résister aux agresseurs tutsi de l'AFDL et, ainsi, protéger la chefferie Lwindi. Il s'opposait à l'avancée hégémonique des étrangers tutsi dans sa chefferie. Son initiative fut encouragée par la population et, surtout, par la jeunesse qui ne tarda pas à intégrer le mouvement. Les Maï-Maï bembe d'Itombwe lui prêtèrent main forte parce qu'ils comptaient coaliser avec lui pour mener ensemble la lutte contre l'agression étrangère. Ils s'accordèrent sur un soutien matériel et militaire mutuel en cas d'une éventuelle agression (Bilamirwa 2019 : 29).

Des griots partisans du mouvement maï-maï, comme Malembe et Mozambike, chantèrent en kinyindu des chansons contre les Tutsi en ces termes : « *Nyama yu Mutusi tu yibike ha lutanda na hano ya yuma tuna gibike mukihinda* » (« la chair du Tutsi, séchons-la, dès qu'elle est sèche, préparons-la au concombre et consommons-la »). Pareilles chansons attisèrent la haine contre les Tutsi et poussèrent de jeunes à intégrer le mouvement maï-maï Nyakiriba. D'autres chansons appelaient les combattants à vaincre la peur de la mort en disant en kiswahili : « *Acha tukufe, tukufe, watazala wengine* » (« acceptons de mourir, on engendrera d'autres

enfants qui défendront le pays après notre mort »). Il y eut également des chansons en ebembe contre la peur de l'ennemi : « *Mubembe ema, ilonge tina tina masase* » [« le Bembe est un grand singe qui ne peut pas fuir les balles ») (Bilamirwa 2019 : 30).

La création du groupe maï-maï Nyakiriba se situe également dans un contexte de conflit de pouvoir dans la localité Mwembeje. Divers récits se croisent à ce sujet, reprenons-en deux qui semblent dominants.

1. Certaines sources disent que Kabeza Baraga Daniel, *alias* Nyakiriba Matebura qui avait succédé à son père eut la prétention de devenir chef du groupement Kigogo parce qu'il appartenait au même clan Batumba que la famille régnante du groupement. Ainsi s'était-il opposé en 1994 à Mastaki Kigogo Pascal qui était régent. Il se plaignit au territoire, jusqu'à écrire au ministre de l'Intérieur en précisant ses inquiétudes : « Comment est-ce qu'une autre personne a été choisie pour gouverner le groupement alors que moi, je suis un Kigogo ? » (Barauzima 2023 : 199). Mais ses prétentions ne furent pas satisfaites. Ainsi, vers 1996, il se mit à contester les limites des terres locales de son village avec celles du village Muhuzi I de la famille Makangura. Il voulut conquérir les villages Kasozo et Muhuzi I et II pour y régner en tant que chef de groupement. C'est alors que le *mwami* de la chefferie Lwindi le bannit de son entité. Nyakiriba s'était alors rendu vers le territoire d'Uvira. C'est dans ce contexte qu'intervint l'avènement de l'AFDL en 1996 et que, dès lors, Nyakiriba devint maï-maï dans l'Organisation populaire de lutte contre les Tutsi (OPLT) fondée par le « général » Georges Alunda Maukya à Itombwe.

2. D'autres sources mettent l'accent sur le rôle que joua la famille Makangura qui dirige la localité Muhuzi II. Celle-ci vint manifester à partir de 1994 des prétentions sur la contrée Mashako attachée à la localité Mwembeje dirigée par Daniel Nyakiriba. Makangura amena des hommes armés essentiellement tutsi banyamulenge pour en déloger Nyakiriba. Pour faire face à la menace, Nyakiriba s'en alla chercher les fétiches à Lubumba en secteur Itombwe pour immuniser ses combattants contre les balles des soldats tutsi rwandais. La localité de Lubumba avait servi de point de départ pour les différents mouvements maï-maï qui ont semé la terreur dans le territoire de Mwenga dont la chefferie Lwindi. C'est à Kalingi dans le secteur Itombwe que Daniel Nyakiriba rencontra le 25 mai 1996 le commandant maï-maï d'origine bembe Georges Alunda Maukya avec qui il avait convenu de travailler pour barrer la route aux agresseurs rwandais. Au bout de quelques mois, le mouvement maï-maï Nyakiriba se généralisa et propagea la terreur dans la chefferie Lwindi (Bilamirwa 2019 : 35).

Les miliciens recrutés au sein du mouvement maï-maï Nyakiriba venaient de plusieurs contrées de la chefferie Lwindi, voire du territoire de Mwenga, avec comme noyaux principaux les groupements Kigogo, Ilowe et Kilimbwe. Pour intégrer le mouvement, il fallait être de nationalité congolaise, passer par le rite d'immunisation et l'étape des consignes. Le groupe armé maï-maï Nyakiriba avait une certaine organisation. Sa structure : il était commandé par Daniel Nyakiriba Matebura en qualité de commandant de brigade ; Pierre Maroyi était le commandant de brigade adjoint suivi de Benjamin Misenga comme chef d'état-major de brigade ; celui-ci était assisté d'Olivier Kabeza Nyakiriba *alias* Kaddafi, fils de Daniel Nyakiriba ; Lutenga Itembo assumait les charges de chef S1 chargé de l'administration et des finances, secondé par Alpha Paluku ; Marcel Lukendo faisait fonction de chef S2 de brigade chargé de renseignement et sécurité, secondé par Alain Balolebwami ; Sylvain Kasimbira était le chef S3 chargé des opérations assisté de Sadiki Kasereka ; Désiré Birondo était le chef S4 chargé de logistique. La brigade comptait 4 bataillons : le premier de 200 combattants était commandé par Olivier Kabeza Nyakiriba, secrétaire d'état-major de brigade, secondé par Ndakengana ; le deuxième de 230 combattants était commandé par Muyikwa Kalimba, secondé par Papy Masudi ; le troisième de 250 combattants était sous le commandement de Makwaya Mulanda, assisté de Daniel Idée ; le quatrième de 200 miliciens était sous le commandement d'Isungu Masumbuko, secondé par Katalonge Kabage (Bilamirwa 2019 : 38).

Les féticheurs et gardiens des amulettes appelés « *munganga* » étaient et jouaient un rôle important dans le groupe armé Nyakiriba. Il s'agit, entre autres, de Sombolwa Namumbululu (petit-frère de Daniel Nyakiriba), Kahugusi et Songa Mugerwa. Ils accompagnaient les miliciens au front. L'effectif total des miliciens enrôlés dans le groupe armé Nyakiriba dans la chefferie Lwindi atteignait environ 1000 hommes. À la fin mai 1996, l'extension du groupe armé Nyakiriba dans la chefferie Lwindi couvrait les groupements suivants : Kigogo érigé en siège de l'état-major et du commandant en chef Daniel Nyakiriba ; Kalambi sous le commandement de Mahoro Ngombarufu ; Kionvu et Irangi commandés par Yohana Ngarambe ; Mukangala sous le

commandement d'Olivier Kabeza ; Cikala, Ilowe et Kilimbwe sous le commandement de Kamusosole Mashimango ; Ihanga sous le commandement de deux frères jumeaux Muunga et Asukulu (Bilamirwa 2019 : 43).

En 1998, suite à des rencontres à Bukavu de différents groupes armés invités à se rendre à Kinshasa pour leur intégration dans l'armée nationale, Nyakiriba choisit de retourner chez lui. De Kigogo, il arriva à Kasika où il attaqua les officiers de l'ANC/APR/UPDF alliés au RCD. Le massacre de Kasika s'en était suivi. Nyakiriba s'était enfui vers Itombwe. Avec le programme Amani en 2008, plusieurs de ses combattants s'étant retirés, cela l'amena à s'effacer ; il partit vivre dans les chefferies Wamuzimu et Basile, et aussi dans le secteur Itombwe. Au village Mwembeje, il est toujours reconnu comme chef dont un de ses cousins fait l'intérim du pouvoir.

En 2022, Nyakiriba refit surface comme chef maï-maï. Il s'était mis à recruter des partisans venus d'autres groupes armés chez les Fuliru pour s'installer à Muhizi II où sa présence est source de désordre et/ou de contestation.

4.15. MAÏ-MAÏ RUMA HONDWA

Il s'agit d'un combattant dissident du groupe Nyakiriba. Son intégration dans le mouvement Nyakiriba en 1999 s'était faite dans le but de sécuriser ses biens ; l'homme possédait des terres, des champs et des puits miniers. Demeuré chef de peloton dans le groupe Nyakiriba, il se retira en 2008 parce qu'il ne voulait pas approcher le programme Amani à Goma. Dès lors, il se présenta comme chef de son propre groupe, accusant Nyakiriba de ne protéger la chefferie Lwindi que dans sa partie nord. Il s'établit à Kalungu avec un rayon d'action s'étendant même à Kazozo, Mbanga et Muhuzi II.

L'un des traits spécifiques de ce groupe est le fait que ses membres sont des creuseurs ou s'adonnent à l'agriculture pour subvenir aux besoins de leurs familles. Aussi, le groupe Ruma ne prélève ses taxes qu'auprès des exploitants miniers bashi et tembo ; les Nyindu sont exemptés parce qu'ils seraient de la même parenté que lui.

4.16. IMBONERAKURE

Selon le journal burundais *Iwacu*, Pierre Claver Mbonimpa, un défenseur des droits humains, a affirmé que des jeunes Burundais qui seraient des Imbonerakure s'entraînent en RDC. L'enquête menée en RDC par *Iwacu* (numéro 268 du 25 avril 2014) confirme les propos de Pierre Claver Mbonimpa président de l'Aprodh. Ces sources indiquent que ces miliciens étaient entraînés militairement dans le centre Kiliba-Ondes, territoire d'Uvira, à une dizaine de kilomètres de la frontière de Vugizo et que les militaires burundais y étaient présents depuis deux ans. « Les éléments de l'armée burundaise au Congo avoisineraient quatre cents », selon des sources militaires. Et de préciser qu'ils occupaient 7 positions situées dans les secteurs 1, 5, 6, 7, c'est-à-dire à Rubati, Kimbuka et Ndunda à Kiliba et Sange tout près de la frontière burundaise. D'autres militaires de la Force de défense nationale (FDN) qui rentraient de Kiliba attestaient qu'un bataillon de militaires burundais se trouvait là depuis au moins trois ans. D'après ces militaires, il y avait également des Imbonerakure à Kiliba Ondes : « Ils étaient presque 200, donc deux compagnies qui contrôlaient le secteur 5. » Ces militaires ont précisé en outre que ces Imbonerakure étaient des démobilisés du CNDD-FDD arrivés bien avant eux.

Selon l'Aprodh, il y aurait un groupe d'autres jeunes qui arrivaient dans l'Est de la RDC pour se faire enrôler chez Nzabampema. Elle a brandi la preuve d'une photo des jeunes arrêtés en mission de ravitaillement des rebelles dans l'Est de la RDC. Ceux-ci avaient été arrêtés et emprisonnés à Uvira avant d'être rapatriés au Burundi.

Dans un article du 5 février 2019, Marie-France Cros dit que selon des informations reçues par *La Libre Afrique.be*, les habitants de la plaine de la Ruzizi, au Sud-Kivu, seraient victimes de heurts entre Imbonerakure burundais et soldats anti-Nkurunziza, dans la région de Lemera. Des combats opposeraient, d'une part, des membres de la milice du président burundais Pierre Nkurunziza appelée « les Imbonerakure » appuyée par des soldats burundais et par des Maï-Maï Kijangala (groupe armé congolais) à, d'autre part, des combattants burundais du « général Godefroid » appuyés par des Rwandais non spécifiés. Le « général Godefroid » est vraisemblablement le général Godefroid Niyombare qui avait dirigé un coup d'État en mai 2015 contre Pierre Nkurunziza pour l'empêcher de briguer un troisième mandat présidentiel. Des tirs à l'arme lourde et aux armes légères avaient été entendus à Kigoma et Mulenge. Cette guerre intra-burundaise menée au Congo était la cause de « désastres humanitaires » dans plusieurs villages de la chefferie Lemera et a forcé la population de Kabere, Mubere, Mulenge I et

Mulenge II à quitter leurs habitations à la recherche de sécurité. Ces deux derniers villages seraient tombés aux mains des Imbonerakure. Depuis peu, arrivent au Kivu des opposants armés rwandais tutsi, officiers dissidents du FPR au pouvoir à Kigali, regroupés dans le RNC (Rwanda National Congress) et qui se sont alliés à une grosse dissidence des FDLR, le CNRD, dans l'espoir de renverser Paul Kagame.

En 2021, le baromètre KST (KST 2021) publiait la cartographie de groupes armés aussi bien locaux qu'étrangers dans l'Est du Congo, les dénombrant à une centaine alors qu'en 2015 la cartographie les estimait à plus d'une septantaine (Stearns & Vogel 2015).

Le tableau 4.2 présente brièvement les groupes armés au Sud-Kivu actualisés, en partant des 6 territoires dans lesquels ceux-ci sont localisés. Courant 2022, on comptait 66 groupes armés au total qui demeurent actifs sur le terrain et cités par les habitants, dont 16 à Fizi, 4 à Kabare, 14 à Kalehe, 3 à Mwenga, 14 à Shabunda, 14 à Uvira et 1 à Walungu.

Tableau 4.2 : présentation des groupes armés au Sud-Kivu actualisés

Localisation (territoire)	Noms des groupes armés ou groupe maï-maï	Historique
Fizi	**1. Makindu**	Composé d'anciens combattants de Mulumba, Yakutumba et les Raia Mutomboki Para-Commandos, le groupe Makindu est opérationnel depuis 2017 avec Makindu comme commandant. Il est devenu autonome par la suite, dans le but d'étendre la coalition CNPSC sur son territoire alors qu'il appartenait au cercle restreint de Raia Mutomboki de Jean Musumbu.
	2. Bishake	Bishake est une scission du groupe dirigé par Ngalyabatu Mangala, ancien commandant adjoint des Maï-Maï Kapopo[13] et fils d'Alunda Ma'ucha. Ce groupe est allié au groupe Biloze Bishambuke dans l'atteinte d'un objectif commun.
	3. Yakutumba (PARC-FAAL)	Le groupe Yakutumba officiellement appelé aujourd'hui Parti d'action pour la reconstruction du Congo-Forces armées Alléluia (PARC-FAAL) a été créé en 2006 par William Amuri *alias* Yakutumba, ancien officier des FARDC dans le territoire de Fizi où il est basé. Constitué principalement de Bembe, le groupe est communautaire protestant contre la communauté banyarwanda (banyamulenge) et aurait des ambitions politiques. La milice Maï-Maï Yakutumba aussi connue au départ sous le nom de Coalition nationale du peuple pour la souveraineté du Congo (CNPSC), ou encore Alliance de l'article 64 (AA64) justifiait sa lutte par l'ambition de chasser Joseph Kabila du pouvoir. Son aile politique, le Parti pour l'action et la reconstruction du Congo (PARC), fut dirigée par Raphaël Looba Undji. Amuri Yakutumba et Looba Undji sont des diplômés d'université. Il semble qu'au début, tous deux n'étaient pas impliqués dans des activités économiques et criminelles à grande échelle, mais qu'ils se finançaient essentiellement par le biais de contributions communautaires et d'extorsions à petite échelle, auprès des pêcheurs et commerçants du lac Tanganyika et dans les puits des mines d'or artisanales de Fizi. Mais depuis que le mouvement a commencé à collaborer avec les FNL en 2010, ses activités sur le lac ont pris une autre dimension ; il s'est ouvert à la contrebande à grande échelle et à l'extorsion du trafic maritime. D'après le rapport du projet Usalama, les FNL et les Maï-Maï Yakutumba recrutent des combattants parmi les réfugiés congolais et burundais en Tanzanie.

13. Les Maï-Maï Kapopo : groupe armé dirigé par le Fuliru Kapopo fut localisé à Masango, Mbundamo et Kipupu en groupement Bijombo dans le territoire d'Uvira. Seule une trentaine d'éléments de cette milice avaient intégré le 63e bataillon des FARDC basé à Muranvya. En septembre 2009, d'autres combattants de ce groupe allaient affronter les FRF près de Kipupu dans le secteur Itombwe ; il y eut une dizaine de morts. Ce groupe fut allié au commandant Aochi, un officier de Yakutumba.

Localisation (territoire)	Noms des groupes armés ou groupe maï-maï	Historique
Fizi		Le Maï-Maï Yakutumba est considéré comme l'un des plus importants groupes armés au Sud-Kivu et il collabore avec plusieurs groupes armés du territoire de Fizi. Il opère dans une grande partie du territoire de Fizi (secteurs Lulenge, Ngandja et Mutambala ; une partie de Balala-Nord et Kaboke à Basimukindje I) et du territoire d'Uvira, en faisant aussi de la contrebande sur le lac Tanganyika. L'extension de ces zones de contrôle est le résultat des attaques avec ses alliés contre les FARDC depuis 2017, ce qui lui a valu un succès réel sur son espace. Mais après l'attaque de la ville d'Uvira, son offensive avec les FARDC et les Casques bleus a fait en sorte qu'ils perdent plusieurs éléments et sa marine sur le lac Tanganyika. En conséquence, Yakutumba a perdu son influence dans ses zones de contrôle et le départ de certains de ses membres, dont Alida et Mutetezi. Bien avant, en 2016, Yakutumba avait déjà concrétisé un projet entamé depuis 2013, qui est la coalition nationale du peuple pour la souveraineté du Congo (CNPSC).
	4. Alida	Ce groupe est apparu vers la fin de 2019 comme faction maï-maï indépendance dans le territoire de Fizi et la péninsule d'Ubwari. Dirigé par Alonda *alias* Alida. Il est un ancien lieutenant de Yakutumba après avoir été arrêté par la justice militaire de Yakutumba et chassé pour des actes de vol aux Babembe. Il a été en coalition avec le Maï-Maï René et fait actuellement profil bas à cause des attaques de Yakutumba et celles des FARDC.
	5. Apa na Pale	Créé en 2014 par Mundusi, un ancien commandant dans l'AFDL et le RCD, ce groupe est constitué de Twa, Babuyu, Bembe et d'autres communautés. Les Maï-Maï Apa na Pale avaient participé aux opérations militaires contre les Bayaka Katanga en 2015. C'était suite à un accord qui leur avait valu un accès aux armes et aux munitions pour leur groupe avec le soutien du colonel Kabezya Tango Four. Ce groupe est connu pour avoir rejoint Sun City pendant le brassage. Il a aussi des liens familiaux lointains avec feu l'ancien ministre de la Défense Mwando Nsimba. À sa création, il a été engagé dans l'exploitation minière dans la région de Nyunzu. En 2017, il a tendu une embuscade aux Casques bleus béninois de la Monusco à Nyunzu et au général FARDC Philémon Yav à Fizi en 2019. Ainsi, il est devenu célèbre dans sa région, pendant son apogée avec la création du CNPSC. En collaboration avec cette dernière et les Malaika, Apa na Pale aurait une structure interne semblable à celle de l'armée avec des unités et des gardes bien définis. Ce groupe a aussi participé aux tentatives de négociation pour le DDR, mais cela n'a jamais réussi.
	6. Maï Maï Mulumba	Sous les ordres du commandant nyindu Mulumba, le groupe est basé à Kalambi en groupement Basimunyaka dans le territoire de Fizi. Il avait compté une centaine de ses éléments qui intégra la 112e brigade des FARDC. Le commandant Mulumba et certains membres de son groupe demeurent actifs dans un maquis au sud de Minembwe à Milimba. Le groupe Mulumba fait partie de la CNPSC et est constitué principalement des membres de la communauté bembe. Allié à Yakutumba depuis des longues dates, il était d'abord commandant de la force de Yakutumba à Lulenge avant de créer son propre mouvement. Il est à l'origine du groupe Makindu, voire aussi le Maï-Maï Adolphe Yenga et d'autres membres des Biloze Bishambuke.
	7. Maï-Maï Brown	C'est une branche de la coalition Maï-Maï Yakutumba dans le territoire de Fizi dirigée par Omari Brown. En 2020, il est entré en coalition avec les Maï-Maï Apa na Pale de Mundusi et opère dans le territoire du Maniema.
	8. Maï-Maï Aochi	Aochi fait partie de la coalition du CNPSC et avait collaboré avec les factions de Alunda, Kapopo et Mulunda après sa création en 2009 ; il continue à collaborer avec Yalutumba et Mutetezi. Il tire ses origines du groupe Mulumba après avoir soupçonné Mulumba de favoriser son neveu Adolphe Yenga. Aochi fait partie des anciens commandants maï-maï qui ont fait défection après le processus de DDR entre 2007 et 2008. Le groupe Aochi est aussi principalement constitué des membres de la communauté bembe.

Localisation (territoire)	Noms des groupes armés ou groupe maï-maï	Historique
Fizi	**9. Biloze Bishambuke**	Dirigé par Assani Mbakanyi (aka Malikiya) depuis 2019, Biloze remonte à 1998 dans une coalition décentralisée des milices des hauts plateaux au Sud-Kivu. La réforme de l'armée et la réintégration des groupes armés étaient parmi les objectifs de la création de ce groupe jusqu'à ce que certains officiers d'origine bafuliru aient déserté de l'armée pour rejoindre et soutenir le groupe. Bien que l'autre motivation fût de lutter contre les Banyamulenge considérés comme étrangers. Soutenu par les élites intellectuelles bafuliru, ce groupe s'est transformé en une coalition de factions serviles et a été renforcé par des combattants babembe afin de s'impliquer dans la situation sécuritaire à Bijombe en 2016. Allié à Mutetezi et le CNPSC, Bishake et Shoshi, les cas de violences, extorsion et meurtres ont fait que la coalition a suspendu Assani en début 2022 et l'a remplacé par le général Ngoma Nzito.
	10. Shoshi	Ce groupe est dirigé par le commandant Jimmy Kigedi. Il est aussi constitué des membres de la communauté bembe dans le territoire de Fizi. Il tire ses origines du groupe Mulumba et, ensuite, il a intégré le groupe Biloze Bishambuke avant de devenir un groupe autonome en 2019. Il fait également partie de la coalition CNPSC.
	11. Gumino	Gumino qui signifie en kinyarwanda « *Restons ici* » est un groupe communautaire de Banyarwanda-Banyamulenge. Il manipule un « agenda politique fédéraliste » réclamant la reconnaissance du territoire de Minembwe. Ce groupe armé fut constitué de jeunes Tutsi banyamulenge sous le commandement de Semahurungure du groupe Ngumino qui, pendant au moins six années, fut l'adjoint du commandant Nyamusaraba le chef de Ngumino. Ce chef armé connu du public était craint dans les moyens et hauts plateaux d'Uvira, Fizi et Mwenga. La lutte armée entamée menée par Gumino fut appuyée par le général Masunzu et le colonel Michel Rukundwa après que Masunzu et Makanika allié (à Semahurungure, Tawimbi et Nyamusaraba) se furent désunis au sujet de leur rapprochement au Rwanda vers la fin des années 1990. Alliés à l'ex-FRF dirigé par le colonel Tawimbi et d'autres groupes banyamulenge, ils ont mené une lutte politique et contre les groupes armés maï-maï du territoire de Fizi et Uvira. Mais en 2011, le FRF va abandonner la lutte armée, ce qui va affaiblir le Gumino après que certains de ses militaires eurent intégré les FARDC[14]. Le groupe s'est encore plus affaibli partant de son opposition au Rwanda lorsque Semahurungure va mourir et que Nyamusaraba va prendre le contrôle, mais toujours sous l'influence de Makanika. Depuis 2018, la région où opère Gumino avec Minembwe comme épicentre est le foyer d'affrontements entre les groupes armés recrutés au sein des différentes communautés ethniques, notamment les Fuliru, Nyindu, Bembe et Tutsi banyamulenge. Les causes de ces conflits sont liées à la gestion de la terre, des ressources économiques et du pouvoir politique. La situation sécuritaire est instable autour de Minembwe, provoquant des mouvements de personnes déplacées et des accrochages intensifiés depuis avril 2019 entre les groupes armés Twiganeheyo-Ngumino et la coalition des Maï-Maï. Un conflit avait éclaté à Kamombo dans la région de Mikalati à 50 km au sud de Minembwe-centre lorsque le notable Kawaza Nyakwana de la communauté nyindu et chef de localité de Kanihura décéda le 4 mai 2019 des suites de tortures physiques lui infligées par les membres du groupe Ngumino des Tutsi banyamulenge. Cette situation avait été précédée par l'assassinat par les Maï-Maï fuliru d'un jeune berger de la communauté banyamulenge en provenance de Lulenge du nom de Kimararungu, le 26 février 2019.

14. Les principaux acteurs du mouvement Maï-Maï FRF furent des Tutsi banyamulenge dont Makanika et Bisogo qui avaient installé leurs camps à Kamombo, Bijaba, Kitasha et Rurambo en territoires de Mwenga et Uvira. À la fin du mois d'août 2009, 35 éléments de ce groupe intégrèrent les FARDC dans la 112e brigade non brassée de Minembwe. Des dissidences vont avoir lieu au sein de ce groupe avec certains officiers comme les colonels Bigarura et Mitabu qui firent partie de la 8e brigade engagée dans l'opération Kimia II.

Localisation (territoire)	Noms des groupes armés ou groupe maï-maï	Historique
Fizi		L'interpellation brutale du chef Kawaza Nyakwana par les jeunes Banyamulenge du commandant Semahurungure fut mal digérée par la communauté nyindu ruminant la vengeance. Les Maï-Maï se mobilisèrent de Lulenge, Kipupu et environs de Kanihura. Les Banyamulenge aussi à travers leurs milices Twiganeheyo et Ngumino préparèrent la riposte. Au cours des combats qui s'en suivirent, on compta de nombreux tués, des femmes violées, des villages incendiés et des vaches emportées par les hommes en armes. En fait, les vaches constituent une marchandise facile pour se procurer des armes et des munitions. Les personnes déplacées internes n'ont pas d'abris, de nourriture, d'eau, de toilettes ni de protection. Selon le rapport du bourgmestre de la commune rurale de Minembwe (RIO 2019), on estime à 20 000 le nombre des déplacés internes, hommes, femmes et enfants ayant fui leurs villages Kanihura, Gitasha, Mikarati, Kamombo, Kanogo, Bizarema, Kabara, Mibunda, Abala, Lusuku, Nakiele, Lumanya et Mukera. Des écoles et centres de santé furent également incendiés et leurs matériels volés. Dans son feuillet n° 506 du 8 novembre 2019, l'ONG Héritiers de la Justice explique le dessous des cartes des conflits récurrents dans les hauts et moyens plateaux de Minembwe et Bijombo dans la province du Sud-Kivu. Ce service lié aux églises protestantes pour les droits humains et la paix considère que la résurgence des affrontements armés dans ces massifs des territoires de Fizi, de Mwenga et d'Uvira s'explique par divers facteurs dont notamment : le traitement différentiel et de faveur dont bénéficient, selon les circonstances, les groupes armés locaux de la part des unités des forces congolaises déployées dans ces milieux ; le silence de l'État congolais vis-à-vis de l'entrée en 2017 et 2018 en RDC de colonnes d'hommes armés étrangers vraisemblablement burundais et rwandais ; l'incapacité de l'État congolais de restaurer son autorité dans plusieurs espaces de l'Est du pays où les groupes armés encore actifs lui avaient servi de supplétif contre les rébellions de l'AFDL et du RCD en 1996 et 1998 ; la détermination de la communauté tutsi banyamulenge de voir l'État ériger la localité de Minembwe en entité administrative autonome et d'obtenir la tête de l'entité coutumière du groupement Bijombo au mépris de l'opposition des communautés voisines. Le territoire de Minembwe créé par le décret du Premier ministre conférant le statut de ville et de commune à certaines agglomérations de la province du Sud-Kivu dont Misisi, Kiliba, Sange, Luvungi, Kamaniola, Nyangezi, Kavumu, Nyabibwe et Minova serait contrairement aux autres le seule doté d'un bourgmestre nommé par ordonnance présidentielle signée par Joseph Kabila avant la fin de son mandat en décembre 2018. L'élite autochtone qui alimente cette situation vit ailleurs. En 2020, l'inauguration du territoire de Minembwe par Azarias Ruberwa ministre de la Décentralisation accompagné des ambassadeurs de quelques pays entraîna de vives réactions ayant amené Félix Tshisekedi à suspendre la décision. La crise de Minembwe s'avère être une « guerre par procuration » entre le Rwanda et le Burundi sur le sol congolais parce que des groupes armés issus de ces deux pays tissent des alliances avec les groupes armés locaux et se réclament être en rébellion contre leurs pays respectifs. Aussi, il y a le refus de certains militaires d'accomplir un service contre rémunération en dehors de leurs milieux d'origine, la faible sincérité de l'engagement des pays voisins en faveur de la restauration effective de la paix en RDC dont bon nombre tirent d'indéniables intérêts économiques et géopolitiques du désordre et du chaos au Congo (Héritiers de la Justice, novembre 2019).
	12. Réunion FPLC (Forces pour la libération du Congo	Le groupe Réunion est directement lié à la communauté bembe sous le commandement du colonel Réunion wa Rusasa depuis 2017. On y retrouve aussi les Banyindu, Bafuliru et Batwa. Ce dernier est un ancien commandant du groupe Mayele et Bwasakala (ce dernier tué lors des opérations militaires conjointes FARDC/MONUSCO menées en 2014-2015). En coopération avec les groupes Mayele et Mupekenya et membre du CNOSC, il contrôle le moyen plateau à Swima et Lusambo ; il est réputé pour les embuscades sur la route Baraka-Fizi. Ce groupe est aussi soupçonné de collaborer avec le groupe armé burundais appelé Forebu.

Localisation (territoire)	Noms des groupes armés ou groupe maï-maï	Historique
Fizi	**13. Ngalyabatu**	Ce groupe est dirigé par Ngalyabatu Mangala, un ancien commandant adjoint de Maï-Maï Kapopo et fils d'Alunda Ma'ucha. Les membres de ce groupe ont refusé d'intégrer l'armé est sont restés en alliance avec le groupe Maï-Maï Mutetezi.
	14. AFP-Gutabara (Alliance de fédéralistes patriotes, *alias* Android and Abakenya) ou Twigwaneho	Ce groupe est un rassemblement des Banyamulenge de l'étranger (Abakenya) et des hauts plateaux (Android) dirigé par Michel Rukunda Makanika après sa défection de l'armée. Ce groupe est basé à Bijabo et mène ses opérations en alliance avec les Twigwaneho et Gumino contre les groupes maï-maï et les FARDC. Au-delà de cette alliance, il est soupçonné d'entretenir des relations avec le Rwanda et le RNC.
	15. Twigwaneho	C'est un mouvement d'autodéfense banyamulenge qui opère dans les hauts plateaux de Fizi (Bijombo) et Mwenga (Itombwe) depuis 2008. Ce groupe originairement communautaire intervient pour lutter contre les attaques des groupes maï-maï qui pillent les bétails et font d'autres exactions. À la création du mouvement, il a été dirigé par Rabani Ntagendererwa Musemakweli et en collaboration avec les Gumino. Mais en 2015, le groupe se démobilisa et réapparut à la suite des tensions dans les hauts plateaux. Cette fois, il n'a pas été uniquement un groupe d'autodéfense, mais plutôt un groupe militaire et politique à la fois sous la direction de Kamasa Ndakize Wellcome. En 2020, suite aux défections au sein des FARDC, le groupe s'est fusionné avec l'AFP Gutaraba de Makanika et Charles Semanata.
	16. Mutetezi-Forces Populaires pour la Défense du Congo (FPDC)	Ce groupe a été créé entre 2011 et 2013 par Ebuela Kitungano Tresor, *alias* Mutetezi wa Seba Kibukila. Il est ancien lieutenant chargé des opérations militaires (G3) de Yakutumba depuis 2007 dans son état-major général. Ce groupe est installé à Itombwe où il mène des opérations dans les hauts plateaux en coalition avec FABB, Mupekenya, Ilunga et Mushombe Echilo et d'autres petites milices bembe, nyindu et fuliru. Ces opérations datent de 2016 lorsque Mutetezi a rejoint la coalition CNPSC de Yakutumba. En janvier 2019, sur facilitation d'un leader politique local et la mutuelle Bembe, le groupe a décidé de déposer les armes. Mais en mars, par suite des attaques des FARDC qui ont causé la mort d'un certain nombre de membres du groupe, il avait repris le combat.
Kabare	**17. Raia Mutomboki Lukoba**	Les Raia Mutomboki Lukoba sont installés à proximité du village Ciramba, dans la chefferie Ninja. Comme leur concurrent, le Raia Mutombiki de Blaise, ils ont été mêlés dans une mésentente de conflit coutumier local qui oppose deux frères « Bataona Freddy et Bataona Marcel » et dans lequel Luboka est soutenu par Freddy. Ce groupe a rejoint l'alliance Raia Mutomboki FPP sous Donat Kengwa Omari. La majorité des anciens Raia Mutomboki Nyaderema sont restés avec Lukoba Namuninga, le premier à être influencé par le Raia Mutomboki de Mesne.
	18. Raia Mutomboki Bralima	Il opère à la frontière des territoires de Kalehe et de Shabunda.
	19. Raia Mutomboki Blaise	Cette fraction est l'un des rares groupes en territoire de Kabare. Blaise est le commandant, suivi de Gaston qui a été tué lors d'un combat armé en 2013. Blaise a tenté de combattre seul, mais il a été contesté par certains membres du groupe. Suite à cela, il y a eu division, certains combattants rejoignirent la position de Lukoba Namuninga et d'autres sont restés avec Blaise. Dès lors les deux groupes sont en guerre et chacun se range du côté de l'une des parties adverses dans la lutte sous la bénédiction coutumière de la chefferie Ninja. Blaise serait du côté de Bataona Marcel dans ce conflit de *leadership* coutumier.

Localisation (territoire)	Noms des groupes armés ou groupe maï-maï	Historique
Kabare	**20. Raia Mutomboki Mubangu Safari**	Ce groupe est apparu lors de disputes entre les groupes Mubangu et Luboka. Il s'est d'abord allié avec Bralima Makali pour former Raia Mutomboki Luboka, mais après ils se sont séparés pour cause de problèmes de *leadership*. Finalement, Mubangu s'est retiré pour créer sa propre fraction en renforçant la cohésion interne. Ce groupe serait aussi associé au *mwami* Freddy Bataona qui se dispute le pouvoir avec son frère Bataona Marcel. Il reçoit aussi le soutien de certaines élites locales et politiques.
Kalehe	**21. Kifuafua**	Nés en 2002, les Maï-Maï Kifuafua sont parmi les plus anciens groupes armés congolais d'origine tembo. Le groupe a été créé par le général autoproclamé Delphin Mbaenda, successeur du groupe de son grand-frère Damiano Mbaenda qui a été un des premiers combattants parmi les mouvements armés de la communauté tembo des années 1990. Basés dans le sud de Masisi et Walikele, entre les villages Hombo, Busunguri et Remeka, ils contrôlaient aussi depuis 2020 une grande partie du groupement Waloa-Londa et Ufamando dans le Sud des territoires de Walikale et Masisi. Dans ces zones, il est soutenu par les autorités coutumières et la police. Ce groupe a plus tard subi une division liée aux conflits internes entre les dirigeants qui ont créé leur propre groupe avec Shalio, Maachano et Limenzi Baeni, mais ont été ensuite réunifiés par Delphin. Ceci a contribué à ce qu'il maintienne l'unité de son groupe en imposant son autorité, mais sans qu'il ne combatte les groupes (CNDP et FDLR) dans la région et les FARDC.
	22. Raia Mutomboki soleil	Il a remplacé le Raia Mutomboki Cisayura et a continué à contrôler une partie du Parc national de Kahuzi-Biega (PNKB).
	23. Kirikicho	Il est aussi l'un des anciens groupes armés de l'Est de la RDC depuis 1992 à travers la mobilisation du Katuku contre la Magrivi dirigée par les Hutu. Ce groupe est basé dans les collines surplombant Ziralo en territoire de Kalehe, et défend la communauté tembo contre les groupes armés hutu considérés comme des étrangers rwandais. Raison pour laquelle Kirikicho recrute uniquement dans la communauté tembo. Kirikicho fut aussi commandant S3 chargé des opérations chez Padiri Bulenda Bien qu'il soit appelé groupe maï-maï Kirikicho, il se considère aussi comme Raia Mutomboki parce qu'il a adopté presque les mêmes rituels que ceux pratiqués chez les Raia Mutomboki. Mais ce positionnement a été jugé stratégique parce qu'il collaborait avec les FDLR alors que les Raia Mutomboki avaient lancé une campagne contre le FDLR. C'est ainsi qu'il va rompre avec les FDLR, mais ne s'entendit pas avec les Raia Mutomboki ni avec d'autres groupes armés qui s'affrontaient entre eux. Il quitta temporairement Ziralo pour s'installer à Walikale chez ses alliés les Maï-Maï Kifuafua et Maachano. Il ne resta pas longtemps à cause des opérations des FARDC contre le CNRD en 2019. Kirikicho va profiter du vide sécuritaire dû au nombre insuffisant des FARDC à Ziralo pour y retourner et reprendre le contrôle de sa zone. Ici, un de ses commandants appelé Musolo a fait défection pour former une faction de Raia Mutomboki à Ziralo. Ce groupe est aussi impliqué dans la résolution des conflits, surtout fonciers en exerçant le rôle de la justice avant la transmission de certains dossiers à la Police. Au-delà de s'impliquer dans la justice, il est aussi accusé de harcèlement de la population et autres actes de violence qui ont fait qu'il a perdu progressivement le soutien des chefs coutumiers.
	24. Nyatura Kalume	*Nyatura* signifie « ce qui frappe fort » en kinyarwanda. Ce groupe lié à la mobilisation armée des années 1990 est présenté comme l'un des groupes armés Nyatura dans la communauté hutu à Masisi et Rutshuru. L'origine de ce groupe remonte à la période Mutuelle agricole des Virunga (Magrivi), les Mongols et la branche hutu des Patriotes résistants congolais (Pareco). Dirigé par Mathias Kalume Kage qui fut d'abord commandant de Pareco jusqu'en 2009.

Localisation (territoire)	Noms des groupes armés ou groupe maï-maï	Historique
Kalehe		Ensuite, il a rejoint les FARDC par le processus de DDR, devint commandant des opérations à Uvira avant de faire défection pour créer son groupe afin de protéger sa communauté contre d'autres groupes maï-maï et les FARDC dans les hauts plateaux de Kalehe à Lumbishi. Dans cette région, pour s'intégrer, il avait profité des conflits coutumiers et s'attaquait au groupe maï-maï de Kirikicho, ensuite ils ont été alliés afin de résister contre les Raia Mutomboki à Waloloanda. En 2019, ce groupe a participé au processus de DDR à Nyamunyunyi, mais sans avec succès. Kalume retourna dans son entité pour reprendre les armes et continuer sa lutte.
	25. Groupe JKK/CCCRD (Coalition congolaise pour le Changement radical et la Démocratie)	À la direction Chimpanzé Hakizimwami, le groupe est apparu en 2020 dans la région de Kalehe et compterait à son actif plus de 100 combattants. Il se présentait en milice de soutien au président honoraire Joseph Kabila. Son directeur n'est pas connu, mais il est souvent identifié CCCRD.
	26. Raia Mutomboki Shabani	C'est depuis 2017 qu'ils sont dans la chefferie orientale de Buloho en territoire de Kalehe. Ce groupe armé a recueilli en 2020 les combattants de Mweke qui fut un ancien commandant de Raia Mutomboki et les combattants de Shokano qui fit jadis partie du groupe nommé Chance.
	27. Raia Mutomboki Mungoro	Comme tous les autres Raia Mutomboki de Kalehe, ce groupe tire aussi ses origines de la campagne de Raia Mutomboki de Shabunda. Ancien de Raia Hamakombo, Mungoro s'est détaché et a créé en 2013 son propre groupe basé à l'ouest de la route Bunyakiri-Homo. Il est en bonne collaboration avec le groupe Shabani. Ce groupe subit aussi de fréquents affrontements avec les FARDC.
	28. Raia Mutomboki Butachibera	Butachibera Mwindja et Weteshi Kabanzi sont les dirigeants de ce groupe qui a vu le jour en 2014 après la fragmentation du groupe Shukuru. Butachibera était membre de la Raia Mutomboki Hamakombo avant qu'il ne soit délogé par les FARDC et les conflits internes qui ont fragmenté le groupe. Butachibera avait créé ce groupe, il contrôlait le groupement Mubuku. En 2018, il a essayé de rapprocher le groupe Shukuru, mais la tentative a échoué ; Shukuru allait arrêter la lutte. En 2019, Butachibera et Weteshi vont se séparer à cause des mésententes autour du partage de gains. Weteshi devient ainsi un groupe à part et autonome.
	29. Raia Mutomboki Lance	Les Raia Mutomboki Lance ont comme commandant Lance Muteya. Ils constituent une dissidence de l'ancien groupe géré par Gaston et agissent principalement dans la région de Kalonge. Le groupe est allié aux Raia Mutomboki Hamakombo.
	30. Raia Mutomboki Bipopa	Avec à sa tête Bipopa (*alias* Chipopa), ce groupe loge dans le Haut-Plateau du PNKB, au nord de la route de Bunyakiri. Il est allié aux Raia Mutomboki FPP sous Donat Kegwa Omari, s'oppose aux FDLR et s'est étendu dans la région à la fin 2011.
	31. Raia Mutomboki Hamakombo	Il est parmi les groupes de Raia Mutomboki les plus connus qui tire ses origines dans la campagne de Raia Mutomboki contre les FDLR dès 2011 à Shabunda. Quelques mois après, il s'est étendu à Kalehe. Créé à Bunyakiri en 2013 par le commandant Bwaare Hamakombo, il a été soutenu par les autorités coutumières et a mobilisé plusieurs anciens maï-maï à Bunyakiri. Après avoir battu les FDLR, ce groupe a connu une réorganisation qui a amené Bwaare à devenir le coordinateur de la composante Bunyakiri avec son quartier général à Kambale, dans le groupement Kalima. Pendant que ce groupe était basé à l'ouest de Bulambuka et Kambale dans le nord du territoire de Kalehe, il a été délogé par les FARDC en août 2014 ; ce qui va occasionner la fragmentation du groupe et les désaccords internes. Dès lors, le groupe a perdu certaines entités et il n'est resté opérationnel que dans le groupement Kalima.

Localisation (territoire)	Noms des groupes armés ou groupe maï-maï	Historique
Kalehe	**32. Raia Mutomboki Lukoba**	Lukoba est un ex-*kadogo* qui a tenu le *leader* de la fraction après la mort de son père. Le Raia Mutomboki Lukoba est installé autour du village Ciramba, dans la chefferie Ninja. De même que leur adversaire la Raia Mutomboki Blaise, il a été lié au conflit de succession coutumière qui favorise Bataona Freddy contre Bataona Marcel. Cette fraction a récemment rejoint le groupe Raia Mutomboki FPP sous Donat Kegwa Omari. La majorité des ex Raia Mutomboki Eyandema est partie du regroupement de Lukoba, inspiré au début par le Raia Mutomboki de Maheshe, disparu depuis. Début 2017, il a tendu un guet-apens aux gardes du parc national de Kahuzi-Biega et un écologiste français.
	33. Raia Mutomboki Kazimoto	Ce groupe de Raia Mutomboki a été créé par Eyadema Mugugu en 2011 dans le nord du territoire de Shabunda. Après l'arrestation d'Eyadema en 2012, la fraction fut commandée par Juriste Kikuni, qui s'est allié aux FARDC en 2015. Depuis, le groupe s'est fait appeler Ntakulengwa et est commandé par Kazimoto.
	34. Raia Mutomboki Kabazimia	Suite à l'affaiblissement de Raia Mutomboki Kazimoto qui a perdu son succès en raison des conflits internes, un autre groupe est né, dirigé par Kikwama et Kabazimia. Mais les Raia Mutomboki Kabazimia affrontent fréquemment les gardes PNKB.
Mwenga	**35. Mupekenya**	Il fait principalement ses recrutements au sein des communautés mbuti et/ou twa. Basé sur les hauts plateaux d'Itombwe en territoire de Mwenga, il mène ses attaques contre les Banyarwanda-Banyamulenge et leur bétail en collaboration avec les groupes Ilunga et Mutetezi. Il a été soupçonné d'opérer aussi avec le commandant du groupe Ngarukiye.
	36. Issa Mutoka	Le groupe fait aussi partie du réseau maï-maï des Bembe et opère à Itombwe dans le territoire de Mwenga. Dirigé par Issa Mutoka, il est allié au groupe maï-maï Mutetezi et a été formé par Ngalyabatu.
	37. Maï-Maï Ruma/Zela Mbuma	Il est composé des membres déserteurs des groupes Kapopo, Aochi, Materuba, Yakutumba et Nykirhiba. Il recrute dans les communautés nyindu, bembe et fuliru sous la direction de Milenge *alias* Zela Mbuma et Ruma. Certaines sources disent que Zela aurait disparu. Daniel Matebura, ancien instituteur d'école primaire est le général autoproclamé fondateur de ce groupe dans l'objectif de combattre le RCD-Goma en 1998 et les Maï-Maï Nyakiriba dans la chefferie Lwindi. Ce groupe est impliqué dans l'exploitation minière, la taxation dans sa zone opérationnelle, et connu pour une embuscade contre le RCD à Kasika qui a été à l'origine des massacres de Kasika en août 1998 par le RCD-Goma. Il s'est par la suite opposé à l'installation par le RDC de Nyumba Mubeza comme successeur du *mwami* Mubeza après sa mort défendant Sholo comme étant le successeur légitime de la dynastie.
Shabunda	**38. Raia Mutomboki Musolwa**	En 2021, naissait la fraction armée lega disciple de Musumbu. Il y a Musolwa, qui s'est rallié feu Sisawa, ayant réussi à constituer son propre groupe. Mais celui-ci est principalement occupé à l'exploitation minière.
	39. Malaika	Dirigé par Cheikh Assani, ce groupe est parfois appelé Raia Mutomboki Malaika. Il est lié à Raia Mutomboki et au CNPSC. Basé dans le territoire de Shabunda, le nord du territoire de Fizi et une partie du territoire de Kabambare dans la province du Maniema, il est impliqué dans la résistance contre les opérations minières de Banro à Namoya et Salamabila. En 2020, Assani va mourir et son petit frère Kabala lui a succédé. Déjà en 2018, ce groupe avait déjà une faction installée au Maniema dirigée par Souverain.
	40. Raia Mutomboki Donat Kengwa Omari	Ce groupe a été créé en 2012, dans le nord-est du territoire de Shabunda, en limite du parc de Kahuzi-Biega. Ces commanditaires étaient les anciens soldats des FARDC de la communauté lega, le major Donat Kengwa Omari et le major Ngandu Lundumu, qui avaient été mandatés pour travailler avec le Raia Mutomboki autour d'Eyadema Mugugu. Au début, il se rapprocha de l'association dirigée par Daniel Meshe et Albert Kahasha. À partir de 2018, Donat Kegwa Omari et Ngandu Lundumu sont au centre du mouvement Raia Mutomboki-FPP.

Localisation (territoire)	Noms des groupes armés ou groupe maï-maï	Historique
Shabunda	**41. Raia Mutomboki Musumbu**	Jean Musumbu est le fondateur de ce groupe en 2005. Il fut créé pour la défense locale avec le soutien des autorités coutumières. Comme les autres groupes lega de Raia Mutomboki, celui-ci est dit être guidé par l'esprit de kimbilikiti et les rites d'initiation qui convainquent afin d'attirer des combattants. Depuis 2011, Il collabore avec d'autres groupes tels que Makombo, Sisawa et Charles Quint afin de contrôler l'est du territoire de Shabunda sous le *leadership* d'Eyadema Mugugu.
	42. Raia Mutomboki le Fort	Cette fraction de Raia Mutomboki qui a vu le jour en 2016 opère dans la chefferie Bakisi de Shabunda et tient son origine dans le groupement Musumbu. Son *leader* est originaire de Kiseku ; il avait pour collaborants Donat Kegwa Omari, Ngandu et Mabala.
	43. Raia Mutomboki Bozi	La fraction Raia Mutomboki Bozi est un nouveau regroupement qui agit dans la région de Baliga dans le territoire de Shabunda.
	44. Raia Mutomboki Mabala	Le groupe Raia Mutomboki, basé dans le PNKB au nord-est du territoire de Shabunda, a vu jour en 2012 sous le commandement de Wemba Messe, un originaire du groupement Bamuguba-Nord. Au début, il faisait partie de la fraction guidée par Daniel Meshe et Albert Kahasha. Mabala était un allié de Ngandu Lundimu, jusqu'à la disparition de ce dernier en 2014. En 2017, il rejoint le groupe FPP de Donat Kegwa Omari. Mais Mabala fut tué en 2020.
	45. Raia Mutomboki 100 kg	Cette fraction Raia Mutomboki s'est détachée du regroupement créé vers 2012 par Mabala Mess et opérait autour de la route Walungu-Shabunda. Son *leader* surnommé « 100 kg » reste inconnu.
	46. Raia Mutomboki Kimba	Le regroupement Raia Mutomboki Kimba avait pour objectif principal la sécurité des compagnies minières. Kimba est un ex-partenaire de Makindu et de Kabazimia ; il opère près de la rivière Ulindi.
	47. Raia Mutomboki Kapanga	En 2011, des *leaders* de la fraction armée lega disciple de Musumbu (Sisawa, Charles Quint et Makombo) et sous le dirigeant en chef Eyadema Mugugu ont investi le nord et l'est du territoire de Shabunda. Kapanga avait au départ opéré en groupe avec Musumbu et Makindu avant que naisse sa propre fraction en 2014.
	48. Raia Mutomboki Charles Quint	Charles Quint a coopéré avec Makombo avant de créer sa propre fraction en 2014.
	49. Raia Mutombiki Kabé	Avant la création de sa propre fraction, Kabé faisait partie de Raia Mutomboki de Chondo jusqu'en 2013. Il a abandonné le maquis en 2016, mais une partie de sa fraction restait opérationnelle dans le groupement Bamuguba-Sud.
	50. Raia Mutomboki Walike	Fils de feu Makombo, Walike a travaillé avec Mabala Wemba Messe et son père. Il s'est rallié aux FARDC, mais allait peu après se cacher dans la forêt.
	51. Raia Mutomboki Kimba	Le regroupement Raia Mutomboki Kimba avait pour objectif principal la sécurité des compagnies minières. Kimba est un ex-partenaire de Makindu et de Kabazimia. Il opère près de la rivière Ulindi.
Uvira	**52. Rasta**	Ce groupe est formé par les anciens Maï-Maï et des « bandits » congolais et burundais. Il est une faction de l'ancien groupe Aigle qui fut officier des FARDC. Ce groupe soutenait le feu chef Mbabaro du groupement Luvungi ; il entretenait des liens avec un ancien groupe Bede Rusagara.
	53. FNL (Front national de libération)[15]	Les forces du Front national de libération sont issues de certains partis politiques burundais, principalement le Parti politique pour la libération du peuple hutu (PALIPEHUTU). Il fut d'abord un groupe armé actif pendant la guerre civile burundaise de 1993-2005 et était jusqu'en 2016 considéré comme une principale opposition armée contre le gouvernement burundais.

15. Lire à ce sujet, Van Acker, Muhangaje & Mageram 2018 : 71-90.

Localisation (territoire)	Noms des groupes armés ou groupe maï-maï	Historique
Uvira		La rébellion sévit dans les plateaux d'Uvira même si une information avait laissé dire que le quartier général des rebelles burundais des FNL dirigés par Nzabampema serait basé dans le village Naombe en territoire de Mwenga. Dans la plaine de la Ruzizi, dans les localités Kahungwe, Kanga et Rugezi opéraient des « résidus » du CNRD et Maï-Maï Kijangala. De son passé de groupe rebelle, il subsiste quelques factions armées qui continuent d'agir dans certaines zones de Magunda et Ruhuha, sur le plateau d'Uvira. Isidore Nibizi a succédé à Agathon Rwasa à la tête des FNL dont le « général » Aloys Nzabampema assure le commandement militaire. Cependant, le rapport des Nations unies mentionne que les FNL se sont divisées et affaiblies depuis le début de l'année 2013. Depuis, le mouvement excelle dans le vol de bétail et les pillages. Selon les organisations de la société civile locale, il aurait reçu des renforts depuis le début de la crise au Burundi en 2015. Il est aussi accusé de recruter les enfants.
	54. Buhirwa	Ce groupe tire ces origines du groupe Mwenyemali. Bien avant, il a commencé comme groupe d'autodéfense local à Luberizi en 2010, mais fut neutralisé par les FARDC. C'est ainsi qu'il va abandonner pour rejoindre le groupe de Mwenyemali en 2014. En 2015, ils se sont séparés. Buhirwa est devenu groupe autonome, opérant dans la plaine de la Ruzizi et faisant des embuscades et razzias de bétail.
	55. Kashumba	La création de ce groupe par Kashumba en 2011 se fonde sur les motivations du groupe de défense locale contre le FNL. Jusqu'en 2003, Kashumba était officier dans le groupe Nakabasa ; il a même été dans les groupes Zabuloni[16] et Fujo avant de créer son propre groupe. Il est aussi un ancien lieutenant dans la 110e brigade dirigée par Jules Mutebusi, un passage qui l'avait fait intégrer dans le brassage opéré en 2011. C'est après cela qu'il a mis en place un groupe d'autodéfense et fut soutenu par les FARDC pendant l'opération Kimia II. Démobilisé en 2014, il reprit pourtant les armes comme groupe maï-maï. Il collabore avec le groupe Mushombe.
	56. Ilunga (RCCP : Rassemblement de compatriotes congolais pour le peuple)	En 2010, Ilunga crée ce groupe pour l'autodéfense locale contre les FDLR. En 2014, il s'est transformé en groupe maï-maï jusqu'à être délogé par les attaques FARDC de 2021. En alliance avec les groupes maï-maï Mushombe, Makanika et René jusqu'en 2021, mais tout en étant lié au groupe burundais de Red-Tabara. En 2018, Ilunga s'est séparé du groupe Mushombe pour rejoindre Biloze Bishambuke. Cette alliance n'a pas duré. Il s'en est séparé pour devenir un groupe autonome, soutenu par le groupe Mutetezi.
	57. Kijangala	Kijangala a d'abord été membre du groupe Nakabala, puis a été démobilisé en 2007, avant de créer son groupe en 2014 dans le but de riposter aux incursions des groupes armés burundais dans le territoire d'Uvira, précisément à Sange. Il a commencé comme groupe d'autodéfense locale avant de s'associer temporairement à Red-Tabara et de collaborer avec l'armée burundaise et le CNRD. Cette liaison avec les groupes burundais a fait que la communauté locale ne l'a plus accepté, alors qu'il était parmi les plus importants groupes maï-maï dans le territoire d'Uvira.
	58. Mbulu	Mbulu et Bigaya, anciens commandants de Bede Rusagara, sont les initiateurs de ce groupe opérant dans le territoire d'Uvira à l'est de la route Kamaniola-Uvira. À la suite de problèmes de santé (maladie) de Bigaya, Mahugo a pris sa place. Ce groupe se manifeste dans le vol de bétail et les embuscades sur la route Kamaniola-Uvira.

16. Le premier groupe Maï-Maï Zabuloni dirigé par Zabuloni Ribariba, Fuliru dont les forces étaient basées à Rubanga, Shera et Ruseko dans les moyens plateaux d'Uvira. En août 2009, 200 de ses éléments avaient intégré le 63e bataillon des FARDC basé à Muranvya. D'autres groupes vont naître des dissidences internes : Fujo Zabuloni et Mwenyemali. Si le premier cité fut basé à Shera et Busada Kirindima dans le groupement Kagando en territoire d'Uvira, coalisant par moment avec les FDLR et enrôlé en son sein des éléments FNL, le deuxième groupe avait réintégré les FARDC au courant de la semaine du 11 janvier 2010.

Localisation (territoire)	Noms des groupes armés ou groupe maï-maï	Historique
Uvira	**59. Makaniki**	Après avoir quitté le groupe de Nakabaka, Makaniki a formé le groupe. Il a aussi adhéré au processus de DDR, mais a fait défection en 2012 pour rejoindre le groupe Fujo Zabuloni. En 2015, lorsque ce dernier a intégré l'armée congolaise, la majorité de ses troupes a rejoint Makaniki. Étant donné que le père de Makaniki était un ancien rebelle simba, il s'est implanté à Uvira. Makaniki collabore avec les groupes Ilunga et René contre les groupes armés banyarwanda/banyamulenge. Ce groupe est accusé d'avoir tué des militaires FARDC et craint d'être arrêté par les pouvoirs congolais.
	60. Groupe armé Mwenyemali	Le groupe Mwenyemali dirigé par Mwenyemali était l'un des groupes les plus puissants de la plaine de la Ruzizi, après qu'il eut tué en 2017 un trafiquant d'armes travaillant pour les services de sécurité burundais. Dans sa zone opérationnelle de Mutarule et Lemera dans la chefferie Bafuliru, il est impliqué dans les raids de bétail. Après que son *leader* Mwenyemali eut été blessé, le groupe s'est fragmenté en de petits groupes et d'autres ont rejoint d'autres groupes armés ; et depuis, il a perdu sa puissance.
	61. Résistance pour un État de droit au Burundi (RED-Tabara)	RED-Tabara est un groupe burundais actif en RDC depuis le début de la crise politique de 2015 au Burundi. Il a établi sa base arrière à l'est de la RDC après la réélection de Pierre Nkurunziza, s'opposant aux milices à son service, dont les Imbonerakure. Ce groupe est lié au parti de l'opposition burundais, le Mouvement pour la solidarité et la démocratie (MSD) d'Alexis Sinduhije, et avait bénéficié de l'appui en formation militaire au Rwanda avant de s'installer dans la plaine de la Ruzizi. En février 2016, Melchiade Biremba serait le chef des Red-Tabara. En novembre 2016, selon des observateurs, les Red-Tabara représentent le mouvement le plus important en nombre de combattants (devant les FNL et les Forebu), mais également le moins opérationnel. De 2015 jusqu'en 2019, ils ont lancé plusieurs attaques au Burundi, particulièrement à Cibitoke, Gatumba et Kibira. À cause de leur implication dans les conflits dans la plaine de la Ruzizi et de la pression internationale dans le cadre de la surveillance du recrutement et de la formation au Rwanda, Red-Tabara a été profondément affaibli. En outre, l'armée burundaise est aussi intervenue en recrutant certains groupes maï-maï congolais pour combattre Red-Tabara. David Irakoze, dans un article publié par *SOS Médias Burundi* du 26 octobre 2020, indique que dans un communiqué de presse du dimanche 25 octobre 2020, les FARDC ont affirmé avoir chassé des groupes armés burundais et rwandais de leur fief lors des opérations de « grande envergure » lancées en début du mois de septembre dans la province du Sud-Kivu. Des habitants et le groupe Red-Tabara confirment que ce dernier et les FNL du général Aloys Nzabampema ont dû se replier (*SOS Médias Burundi*, 26 octobre 2020). Selon le communiqué des FARDC, les opérations ont visé les groupes armés burundais Red-Tabara et les FNL ainsi que le groupe rwandais CNRD (Conseil national pour le renouveau et la démocratie). Les combats ont eu lieu dans les territoires de Mwenga en secteur Itombwe, de Fizi et dans les hauts plateaux d'Uvira. Les affrontements ont eu lieu dans les collines Kitavugampegere et Finda dans le groupement Kigoma ainsi que les localités Namaramara, Nabombi et Nandjale dans le groupement Basimukindje I, secteur Itombwe. Les Red-Tabara se révèlent à nouveau le 23 décembre 2023 par l'attaque ayant tué 20 personnes dans le secteur Vugizo au Burundi à la frontière avec la RDC.
	62. Mushombe	Il s'agit d'un groupe maï-maï actif dans le territoire d'Uvira depuis les années 1990 sous le commandement de Mushombe Munganguzi. Avant de créer son groupe, Mushombe a d'abord été membre du groupe Rubaruba Zabouloni avant qu'ils intègrent les FARDC à la fin de la guerre du RCD. En 2006, il est retourné dans la brousse pour reprendre les armes contre les Banyamulenge autour du Groupe des 47, et ensuite des FRF. Plus tard en 2009-2010, il a reçu le soutien des FARDC pendant l'opération Kimia II contre les FDLR. Basé dans les hauts plateaux de la forêt d'Itombwe et le territoire de Mwenga, ce groupe est en même temps un allié occasionnel des FDLR et proche du groupe Kashumba, étant donné qu'ils opèrent dans la même zone (hauts plateaux). Actuellement, le groupe est dirigé par Bagaroga, à la suite de la mort de Mushombe.

Localisation (territoire)	Noms des groupes armés ou groupe maï-maï	Historique
Uvira	**63. Rushaba**	Il s'agit d'un petit groupe issu de l'ancien groupe Baleke. Ce groupe est dirigé par Rushaba Aroni et collabore en confédération avec plusieurs autres groupes armés d'Uvira, et particulièrement avec le groupe Maï-Maï Nyerere. Il serait aussi en lien avec le FNL.
	64. René	René Itongwa est le fondateur et commandant de ce groupe depuis 2016. Bien avant, il a d'abord été membre du groupe Maï-Maï Dunia. Il fait partie de la coalition du CNPSC et a participé au processus de démobilisation au sein du groupe Nakabaka, mais a fait défection dans le groupe Itongwa pour n'avoir pas été promu. Cette défection marque le début de la création de son mouvement avec le soutien d'Ebuela. Mais à cause de la petitesse du groupe, il subit plusieurs désertions depuis la fin l'année 2021, bien qu'il collabore avec les groupes Biloze Bishambuke, Mutetezi et Ilunga. Il est aussi soupçonné d'avoir collaboré avec les groupes armés banyamulenge.
	65. Nyerere	Ce groupe a été créé en 2012 par Nyerere Bunana. Il a d'abord été militaire au sein du RCD, puis maï-maï de Nakabaka, Zabuloni et Baleke jusqu'en 1999, avant de rejoindre la police en tant que colonel. C'est après sa désertion au sein de la police qu'il a profité de la crise du M23 pour faire défection afin de créer son groupe en recrutant les Fuliru de Kiliba et Runingu. Basé dans les moyens plateaux de Runingu dans le territoire d'Uvira, il est considéré par d'autres groupes comme l'un des groupes les plus puissants d'Uvira. Ce groupe est soupçonné d'avoir collaboré avec les groupes burundais, dont le FNL. Depuis 2019, la défection de son adjoint Serema avait provoqué une perte de plusieurs de ses militaires impliqués dans des pillages. Ainsi, il perdra le contrôle de sa région.
Walungu	**66. Raia Mutomboki Ndarumanga**	Le groupe est installé au sud de Nzibira et Nyalubemba, dans la partie ouest du territoire de Walungu. Il a à sa direction le commandant Ndarumanga, un vieux compagnon du chef Raia Mutomboki Maheshe, parti après des guerres internes. Tout comme le patriarche en fonction de Maheshe, ce mouvement s'est distingué par ses embuscades répétées sur la route entre Nzibira et Nyalubemba.

Source : ce tableau a été établi par Parfait Kaningu, Sylvie Bashizi Nabintu, Annette Muhanzi et Aymar Nyenyezi Bisoka, à partir de plusieurs rapports dont : a) la cartographie des groupes armés dans l'Est de la RDC publiée en 2015 par Jason K. Stearns et Christoph Vogel pour le compte du Groupe d'étude sur le Congo ; b) divers rapports publiés régulièrement par la MONUSCO sur les groupes armés dans l'Est de la RDC ; c) le baromètre KST de 2021 ; d) des informations sur les groupes armés publiés régulièrement sur le site de Radio Okapi ; et e) la typologie des groupes armés dans l'Est de la RDC publiée par Koen Vlassenroot, Aymar Nyenyezi Bisoka et Josaphat Musamba.



Vue aérienne d'Uvira.
(Photo Josaphat Musamba Bussy, février 2024 ; droits réservés.)



Vue des hauts plateaux de Kitoga.
(Photo Maurice Kaya, 2024 ; droits réservés.)



Kipupu, quartier général des FPDC.
(Photo Josaphat Musamba Bussy, février 2024 ; droits réservés.)



Camp des déplacés internes à Mikenge.
(Photo Josaphat Musamba, s.d. ; droits réservés.)



Coalition Raia Mutomboki.
(Photo Justine Brabant et Josaphat Musamba, 2013 ; droits réservés.)



Josaphat Musamba, Daniel Meshe Kilelezi et Kisakati à Isezaya.
(Photo Justine Brabant et Josaphat Musamba, 2013 ; droits réservés.)



Josaphat Musamba et Daniel Meshe Kilelezi à Isezaya.
(Photo Justine Brabant et Josaphat Musamba, 2013 ; droits réservés.)



Daniel Meshe Kilelezi, après son arrestation.
(Photo Josaphat Musamba, 2023 ; droits réservés.)



MCDPIN/Nyatura au village Kavumu du groupement Buzi-Bulenga dans le territoire de Kalehe.
(Photo Josaphat Musamba Bussy et Jean Gabriel Leynaud, mai 2023.)



FDNB et groupes armés congolais à Kitoga.
(Photo Justine Brabant et Josaphat Musamba, 2013, droits réservés.)



Les généraux Mabala Messe (décédé depuis) et Ngandu Lundimu *alias* Aka Baleine.
(Photo Justine Brabant et Josaphat Musamba, 2013 ; droits réservés.)



Le général Kengwa Omari Donat et ses gardes du corps à Kigulube.
(Photo Justine Brabant et Josaphat Musamba, 2013 ; droits réservés.)



Une vue de la forêt à Shabunda.
(Photo Justine Brabant et Josaphat Musamba, 2013 ; droits réservés.)



École primaire à Kipupu.
(Photo Josaphat Musamba, s.d. ; droits réservés.)



Josaphat Musamba Bussy et Kirikicho Biriko à Walikale.
(Photo Josaphat Musamba, 2016 ; droits réservés.)



Patrouille des Forces de Défense nationale du Burundi (FDNB) à Katoga.
(Photo Josaphat Musamba Bussy, février 2024 ; droits réservés.)



Marché du vendredi à Madegu/Minembwe.
(Photo Josaphat Musamba, 2021 ; droits réservés.)

Traitant d'une réalité qui change constamment, certaines données du tableau 4.2 peuvent déjà être ajustées parce qu'elles ne correspondraient plus exactement à la situation sur le terrain. D'où l'intérêt d'une cartographie des groupes armés et d'autodéfense locale au Sud-Kivu (tableau 4.3) achevée en mai 2024 qui apporte quelques adaptations. À part le fait qu'elle constitue un condensé des données et permet une vue d'ensemble rapide de la situation, son intérêt est davantage qu'elle ajoute des informations élargies aux groupes armés d'autodéfense intégrant des unités réduites. Ce tableau situe de manière beaucoup plus précise le contrôle territorial par les différents groupes armés dans un espace spécifique. À rappeler que certaines localisations et scissions de groupes armés interviennent à la suite des opérations sur le terrain de l'armée congolaise, ce qui entraîne l'extension ou pas des zones d'influence militaire.

La cartographie ci-dessous est d'abord une mise en commun des observations de trois chercheurs (cf. *infra*) appartenant à des structures de recherche différentes. Le résultat final ici présenté est une synthèse de leurs informations avec les données des autres travaux sur le sujet ; par exemple, des recoupements ont été faits avec certains tableaux synoptiques produits par les Forces de Défense et de Sécurité et les rapports d'enquêtes provenant de diverses sources.

Tableau 4.3 : cartographie des groupes armés et d'autodéfense locale au Sud-Kivu
Par Josaphat Musamba, Juvenal Biluge et Lebon Mulimbi

1. Territoire d'Uvira

N°	Dénomination de groupe	*Leaders*/meneurs	Contrôle territorial plus ou moins entier
1	**Makanaki Kasimbira John**	Makanaki Kasimbira John	Chefferie Bavira : - groupement Kitundu : villages Kiruhura, Rubangwa, Membo, Kitundu, Bondogolo, Kibarabara, Kasenga et Kiyaya - groupement Kabindula : Kayaja III et IV - centre de Mulongwe : quartiers Mulongwe, Kakombe et Ndimba
2	**Autodéfense Jean Nalube (UCAC)**	Jean Nalube, Marco Kiyombera, Michel Shabale Shadra et Marc Albert Ndamwira	Chefferie Bavira : - groupement Kijaga : Kirungu et Shenge - groupement Kabindula : villages Munanira, Kibenge, Rugongo, Kabindula et Mugadia - groupement Bijombo : villages Nambindu et Kayaja
3	**Rassemblement congolais contre l'Occupation et la Balkanisation (RECCOB)**	Nzamu Karegera	Chefferie Bavira : - groupement Kalungwe : village Kikozi et environs - groupement Kamba/Makobola : villages Kirambi et Kashenyi
4	**Maï-Maï René Itongwa**	Capitaine René Itongwa	Chefferie Bavira, groupement Kalungwe : villages Gomba, Kitu, Muheta, Kalonge, Kasina, Kategere et Rugarama
5	**Maï-Maï Kashumba Masagora**	Constantin Kashumba Masagora (ex-officier du groupe Maï-Maï Mushombe Bernard, récemment tué par l'armée burundaise)	Chefferie Bafuliru, groupements Runingu et Kigoma : villages Ndegu, Mashuba, Kalembe et Ruvumera. Son contrôle de territoire touche Masango et Rubarati (Bijombo chez les Bavira)
6	**Ndondi**	Ndondi	Chefferie Bafuliru, les groupements Runingu et Kigoma : villages Ndegu, Mangwa, Mashuba, Kalembe et Ruvumera
7	**Ex-Mushombe/Rushaba FARDP**	Katare Muganguzi, Rushaba, Efesso Benjamin, Yansoni Bembe et Kalyongo	Chefferie Bafuliru, groupement Kigoma : villages Rudefwe, Kitoga, Rubuga et Bibangwa

8	**Nyerere**	Nyerere Bunana	Chefferie Bafuliru : - groupement Runingu : villages Bulindwe, Namaanga, Kashatu, Nyamuziba, Ruhito, Rwiturio, Katwenge, Kahenda, Mugaja et Kitaja - groupement Muhungu : villages Kisanga, Kabondola, Lusololo, Muhungu - incursions vers Kayaja-Sud et Kayaja-Nord, à Runingu-centre et dans les groupements Kabunambo et Kiliba ONDESS
9	**Gumino** Banyarwanda/ Banyamulenge ; ils font partie des Wazalendo	Shaka Nyamusaraba, Désiré Fureko et Cowboy	1) Chefferie Bavira : groupement Bijombo : villages Kahuna, Kajembwe,Mugogo, Kajoka et Mbundamo, Rusayo, Migezi et Mitamba Kitoga et Kifune 2) Chefferie Bafuliru : - groupement Kigoma : villages Bibangwa, Kitembe, Sayuni, Gaundwe, Katobo, Kitabo et Kageregere (avec TAFOC) - groupement Lemera : villages Bijojo et Kifune - groupement Itara-Luvungi : villages Rurambo, Kashama et Kashalalo, Kigarama
10	**Kamama**	Kamama	Chefferie Bafuliru : groupement Kigoma, dans les villages Butumba, Muhanga Ruharama, Kihinga et Marazi, Mulenge II, Mashuba, Mulama, Lemera, Mahungubwe, Bwesho et Butole
12	**Autodéfense Twigwaneho** (autre graphie : Twirwaneho)	Michel Rukunda Makanika, Charles Sematama, Joseph Mitabu et Éric Ndabarushe	1) Chefferie Bafuliru : - groupement Lemera - groupement Kigoma : Kahololo, Marungu, Rubemba (touche Katobo), Nalugi, Mugono, Birindiro, Kageregere, Katwaro, Murambi et Nyakamungu 2) Chefferie Bavira, groupement Bijombo : forêt de Bijombo, villages Muranvya, Masata, Irango, Kahuna, Kivyomu et Kanogo
13	**Buhirwa**	Buhirwa Maisha Ningwe, colonel Bitokwa Patriote et capitaine Paulin	1) Chefferie Bavira : groupement Lemera : villages Kahanda, Rudaga, Kibanga, Rubanga, Nyamutiri/ Kiringye, Kihungu et Katanu 2) Chefferie Plaine de la Ruzizi : - groupement Kakamba : villages Bwegera, Contonco, Rurambira, Kisozi, Lwiburure /CDC-Kiringye - groupement Luberizi : villages Nyamugali / Kitemesho et Munara
14	**Kibilo Kitu**	Kikuki Jules (groupe constitué des ex-combattants et dissidents du groupe Ilunga Rusesema) (cf. *infra*) ; ils sont retournés au village Masango ; plusieurs membres coopèrent avec Katare.	Chefferie Bavira, groupement Bijombo : village Masango I
15	**Tabana**	Tabana Kigugu (il travaille avec Kashumba).	Chefferie Bafuliru, groupement Kigoma : villages Mushegya, Giti, Mashuba, Kyamafuno et Gongwe
16	**Landabango**	Kuruniga (le remplaçant de « Primus », un surnom) (groupe constitué des dissidents de René Itongwa qui avait traité Kuruniga de délinquant pour le chasser en 2023).	Chefferie Bavira, groupement Kalungwe : villages Kataka, Kalonge, Gomba et Kakuba

17	**Kilimanjalo**	Kilimanjalo Kishali Ilunga (ancien G3 chez Ilunga Rusesema [cf. *infra*]). Il s'est rendu en 2022 au TAFOC. Il a été associé à Katare.)	- Chefferie Bavira, groupement Bijombo : villages Masango I et II, Rudefu dans l'axe Nandjale, Magunda et Mshodjo - Chefferie Bafuliru, groupement Kigoma
18	**Kapapa**	Kapapa est aux arrêts par les pouvoirs congolais pour le moment, remplacé à la tête du groupe par Tundwa.	Chefferie Bafuliru : - groupement Kigoma : villages Kanga, Manama , Kahungwe et Bugeji - groupement Runingu : incursions à Kasmbura et Lwangero
19	**Coalition des Groupes armés amis (COGAKI)**	Katare Muganguzi (Aka Rushaba), Benjamin Efesso, Shaka Nyamusaraba et Désiré Fureko	- Chefferie Bavira : groupements Bijombo - Chefferie Bafuliru : groupements Kigoma et Lemera
20	**Autodéfense Jogoo (Hewa Bora)**	Byamungu Kibo	Chefferie Bafuliru : groupements Lemera et Itara-Luvungi
21	**Autodéfense Kapalata**	Kapalata	Chefferie Bafuliru : groupements Runingu et Itara-Luvungi
22	**Autodéfense locale d'Itara-Luvungi**	KL, BS et Te (des sigles), Colon Bikotwa, Cadeaux Nakyoyo et Colonel Amani Kinihula	- Chefferie Bafuliru : groupements Itara-Luvungi, Lemera et Kigoma - Chefferie Plaine de la Ruzizi : groupement Kakamba
23	**RED-Tabara alliés aux Twigwaneho**	Commandement d'Isaac	–

2. Territoire de Fizi

N°	Dénominations de groupe	*Leaders*/meneurs	Contrôle territorial
1	**CNPSC**	Amuri William Yakotumba, Mahamba et Dalton	- Secteur Ngandja : groupements Basikalangwa, Basikasilu et Babungwe-Sud - Secteur Mutambala : Basimukuma-Sud - Secteur Tanganyika : groupements Balala-Nord - Secteur Lulenge : Basimunyaka-Sud Quartier général : Babengwa
2	**Maï-Maï Alida**	Alida Alonda	Secteur Mutambala : villages Malinde, Sebele et Ubwari
3	**Forces autodéfense Biloze Bishambuke (FABB)**	Delphin Kalembe Ngomanzito et Nabulinzi Aimable	- Secteur Ngandja : groupements Basikasilu et Babungwe-Sud - Secteur Mutambala : groupement Basimukuma-Sud - Secteur Tanganyika : groupement Basimunyaka-Nord - Secteur Lulenge : groupement Basimunyaka-Sud Quartier général : Kabanja
4	**Maï-Maï Mulumba**	Mulumba Hondwa	Secteur Lulenge, groupement Basimunyaka-Sud : village Muhonda
5	**Maï-Maï Toronto**	Toronto	Secteur Tanganyika, groupement Basimunyaka-Nord : villages Bitobolo, Lweba et Lusenda
6	**Maï-Maï Mayele**	Mayele Wilondja Rachidi	Secteur Tanganyika, groupement Babungwe-Nord : village Majaga
7	**Maï-Maï Réunion**	Réunion Rusasa Musombani	Secteur Tanganyika, groupement Babungwe-Nord : villages Etundu, Lulambwe, Musorosoro, Makala, Kaginga et Rubambwe
8	**Maï-Maï Mupekenya**	Vincent Naelonge	Secteur de Tanganyika, groupement Babungwe-Nord : villages Kiringi, Lufunda et Mitambo

9	**Maï-Maï Muhasha**	Muhasha Mushimbi	Secteur Tanganyika, groupement Basimunyaka-Nord : villages Kakuku, Bataliro et Lutabura
10	**Maï-Maï Ilunga**	Ilunga Rusesema (*leader*), Chubwa (adjoint) et Ndaho (officier)	Secteur Ngandja, groupement Basimunyaka : villages Kabanja, Rugezi et Bigaragara
11	**Maï-Maï Assani**	Assani Mbakani	Secteur Ngandja, groupement Basikalangwa : villages Milimba et Kitumba
12	**Forces d'Autodéfense communautaire au Congo (FDDC)**	Justin Kakobanya Nakalambi, Bahati et G3	- Secteur Tanganyika, groupement Basimunyaka-Nord : villages Bilende et Kanguli - Secteur Itombwe, groupement Basimukindje I : villages Point zéro, Tubwetubwe et Bilalo Mbili Quartier général : Kitasha
13	**Maï-Maï Nyalabatu**	Nyala Bantu	Secteur Mutambala, groupement Basimukindje : villages Tumungu, Kateja, Ikyombo et Maheta
14	**Maï-Maï César**	Mukina	Secteur Mutambala, groupement Basimukindje : villages Tulambo, Nabindi, Makutano et Tubangwa
15	**Maï-Maï Nguvu za Milima**	Issa Mutoka (Nguvu Za Milima)	Secteur Mutambala : groupement Basimukindje
16	**Maï-Maï Aoci**	Aochi Witanda	Villages Kimpombo, Ngomiyano, Malingi et Shungwe
17	**Autodéfense FABB**	Bototo Félix	Secteur Lulenge
18	**FABB / Assani Mbakani**	Assani Mbakani et Jacques Nahelongo	- Secteur Lulenge - Secteur Ngandja, groupement Basikalangwa : villages Milimba III et Kitumba
19	**Forces des Patriotes pour la Défense du Congo/ Mouvement de Libération (FPDC /ML ou Maï-Maï Mutetezi)**	Kibukila Kitungano Trésor	1) Secteur Itombwe : villages Mikenge, Marunde, Lwemba filon 14, … 2) Secteur Tanganyika 3) Secteur Mutambala : - groupement Balala-Sud - groupement Basimukindje : villages Bilende, Nakyele, Simbi, Malicha, Kafulo, Katanga, Mukera, ... Quartier général : Kipupu
20	**Nguvu za Giza**	Nguvu za Giza	Village Kakungu, vers Kananda
21	**Maï-Maï Zela Mbuma**	Zela Mbuma	Village Kiseke
22	**Maï-Maï Réunion Walusasa**	Réunion Walusasa	Secteur Tanganyika : dans les montagnes surplombant Mboko
23	**Maï-Maï M'Mchingwa**	M'chingwa	Secteur Tanganyika : dans les montagnes surplombant Mboko
24	**Coalition des Patriotes pour la Défense du Congo (CPDC)**	Meddy Yeremia	Secteur Lulenge Quartier général : Ibumba
25	**Autodéfense locale Twigwaneho (Banyarwanda/ Banyamulenge)**	Michel Rukunda Makanika, Charles Sematama, Joseph Mitabo, Isaac et Éric.	Forêt Bijombo, villages Kakangara et Kifuni

3. Territoire de Kalehe

N°	Dénominations de groupe	*Leaders*/meneurs	Contrôle territorial
1	**Raia Mutomboki Bware Hamakombo**	Bware Hamakombo David	- Chefferie Buhavu, groupement Kalima : villages Bulambika et Bututa - Chefferie Buloho : groupement Bitale
2	**Raia Mutomboki Mungoro**	Mungoro Matafali Bernard	Chefferie Buloho

3	**Raia Mutomboki Butachibera**	Butachibera Mwinja David	- Chefferie Buloho : groupement Karali - Chefferie Buhavu, groupement Mubuku : villages Chiriba, Lay-Lay, Karisi et Ngongwe
4	**Raia Mutomboki/ Mouvement patriotique pour le changement et la défense du Congo (MPDC)**	Shabani Mirasano Willy	Chefferie Buloho, groupement Bitale : villages Mulongo, Bitale et Musenyi ; PNKB
5	**Raia Mutomboki Bipompa**	Bimpompa Bikambi	Chefferie Buhavu, groupement Kalonge : villages Chibinda, Bugaru, Chaminunu et Mule
6	**Alliance des patriotes pour la défense du Congo (APDC)**	Kasereka Maliyababa Julien	Chefferie Buhavu : groupement Kalonge
7	**Maï-Maï Kirikicho**	Kirikicho Mirimba Mwanamayi N.B. : Il se serait blessé dans les affrontements avec les M23/ Alliance Fleuve Congo (AFC).	Chefferie Buhavu, groupement Ziralo : villages Ramba, Mihandja et Tushunguti
8	**Raia Mutomboki Imani Kachamba**	Imani Kachamba	Chefferie Buhavu : groupement Kalonge
9	**Raia Mutomboki Kabanzi**	Weteshi Kabanzi	Chefferie Buhavu, groupement Mubuku : villages Ngokwe, Lay-Lay, Karambi, Karali, Bukondo et Chiriba
10	**MCDPIN/Nyatura**	Général Ndanyereye (en remplacement de Karume Kenge Mathias), général Nyakaremye et colonel Sifa	Chefferie Buhavu : 1) Groupement Buzi : - Ferme Bulagiza, villages Lumbishi et Gihonga - villages Chambombo, Karuba, Kavumu/ Luzirantaka, Ruhuha, Shanje, Bishaka, Rutare, Mami, Idjwi et Nyamugari 2) Groupement Ziralo
11	**Turarambiwe** (Traduction : « Nous sommes impatients »)	Kalyangu Bangoyi	Chefferie Buhavu : - groupement Ziralo, - groupement Mubuku - groupement Buzi : villages Chamatembe, Mwanana, Mutale, Katenderi, Rutare, Chinono, Kaharawe, Bishaka et Chambombo.
12	**Raia Mutomboki Mwenya Asili**	Mwenye Asili	Chefferie Buloho : groupements Lubengera et Bagana.
13	**MCDPIN/Japhet Sebugore**	Japhet Sebugore	Chefferie Buhavu : groupements Mbinga-Nord et Mbinga-Sud
14	**MCDPIN/Abumugisha**	Abumugisha	Chefferie Buhavu : groupements Mbinga-Nord, Mbinga-Sud et une partie de Buzi
15	**MCDPIN /Rutayisire**	Rutayisire	Chefferie Buhavu, Groupement Buzi, entre Lumbishi et Katasomwa
16	**MCDPIN/Nzabona Mirazano**	Nzabona Mirazano (arrêté par le général Mayanga des FARDC) et son fils	Chefferie Buhavu : - Groupement Buzi : villages Lumbishi et Katasomwa - Groupements Mubuku et Ziralo.
17	**MCDPIN/Dushine Kasasira Aigle I**	Dushine Kasasira Aigle I (un allié de Mike-Mike, commandant brigade FARDC)	Chefferie Buhavu : - groupement Mbinga-Nord - groupement Mbinga-Sud : Katasomwa
18	**Raia Mutomboki Lance Muteya**	Lance Muteya	Chefferie Buhavu : groupement Kalonge
19	**MCDPI/Bahige**	Bahige Maguru Runanira	Chefferie Buhavu : - groupement Mubuku, village Bushaku - groupement Mbinga-Sud et Ziralo

20	**Nyatura/UPCRN**	Général Kanyandekwe	Chefferie Buhavu : groupement Buzi, villages Chebumba, Kalungu et Bulagiza
21	**Raia Mutomboki Bibilo Enamatanga**	Bibilo Enamatanga	Chefferie Buloho : groupements Musenyi et Matanga (?)

4. Territoire de Shabunda

N°	Dénominations de groupe	*Leaders*/meneurs	Contrôle territorial
1	**Raia Mutomboki Kafuma**	Windela Kafuma Michael et Nkusu	- Chefferie Bakisi, groupement Bamuguba-Sud : villages Busoro, Lukigi, Koze, Nyakamama, Kitunda, Ngolombe, Mulolo, Kakuru et Nyalubemba - S'étend dans quelques localités de la chefferie Wamuzimu en territoire de Mwenga
2	**Raia Mutomboki Masudi**	Kyalumba Kazimoto Ankus	Chefferie Bakisi, groupement Bamuguba-Nord : villages Ititi, Ngola , Mukuku et Matamba
3	**Raia Mutomboki Kansosoli**	Kansosoli Lubaini	Chefferie Bakisi, groupement Bamuguba-Nord : villages Nkumwa, Matamba, Swiza, Nyamukele et Ngola
4	**Raia Mutomboki Bozi**	Wakuzya Bozi Musagi	Chefferie Bakisi, groupement Baliga : villages Kalete, Mulungu, Kamulila, Parking, Buzubula et Lubila
5	**Raia Mutomboki Kimbalanga**	Kimbalanga Sadiki Nestor	Chefferie Bakisi, groupement Bangoma : villages Ikuti, Kazola, Bazoka, Wasezya et Chatusatu
6	**Raia Mutomboki Mazambi**	Mazambi	Chefferie Bakisi : groupement Baliga : villages Ngoluma, Itubya , Milili , Kikongya et Kalete
7	**Raia Mutomboki Kingombe**	Kingombe	Chefferie Bakisi : groupement Bamuguba-Nord (Swiza)
8	**Raia Mutomboki Kabala Musumbu**	Kabala Musumbu	Chefferie Wakabango, groupement Batali : villages Mulongo, Matala, Nepanepa, Bwanahali et Kabulongo
9	**Maï-Maï Makindu**	Makindu Makintosh	Chefferie Wakabango, groupement Ikama-Kasanza : villages Kayuza, Matala, Nepanepa, Bwanahali et Kabulongo
10	**Raia Mutomboki 4 Moteurs**	Général 4 Moteurs	Chefferie Bakisi : groupement Bamuguba-Sud
11	**Raia Mutomboki 100 kg**	Mukamba (Aka 100 kg)	Chefferie Bakisi, groupement Bamuguba-Sud : villages Lwamba, Idunga et Kaselelela
12	**Raia Mutomboki Kikwama**		
13	**Groupe armé Daniel Meshe Kilelezi**	Daniel Meshe Kilelezi, ancien membre de la Coalition Raiya Mutomboki basé à Isezaya. N.B. : Il a été arrêté récemment par les FARDC.	Tchombi et Tchateka
14	**Raia Mutomboki Sengi Lusambya**	Sengi Lusambya	Chefferie Wakabango : village Kitidi

5. Territoire de Mwenga

N°	Dénominations de groupe	*Leaders*/meneurs	Contrôle territorial
1	**FPDC /ML (Coalition)**	Kibukila Kitungano Trésor	Secteur Itombwe : groupements Basimukindji I et II Quartier général : Kipupu, Mikenge, Marunde, Lwemba filon 14.
2	**Maï-Maï Ruma**	Ruma Hondwa N.B. : C'est un Mugula, notable du village et ancien percepteur des redevances coutumières.	Chefferie Lwindi, groupement Kigogo : villages Mugutu, Muhuzi II, Mwindi, Kasozo et Mbanga. P.S. : les actions du groupe armé s'étendent dans le territoire d'Uvira, chefferie Bafuliru, groupement Kigoma.

3	**Maï-Maï Nyakiriba**	Kabeza Bagara Daniel, *alias* Aka Nyakiriba Matebura, chef coutumier local du village Mwembeje	- Chefferie Lwindi, groupement Kigogo : villages Kigogo et Mbandakila - Kibumba et Mwenga-centre
4	**Maï-Maï Mupekenya Kaji**	Mupekenya Kaji	Secteur Itombwe, groupement Basimukindje II : villages Maheta, Magunda et Nyakirango
5	**Maï-Maï Namunjira**	Namunjira	-
6	**Maï-Maï Nguvu za Milima**	-	-
7	**Raia Mutomboki Ibanda Wabenga**	Ibanda Wabenga	- Secteur Itombwe : village Tukulu - Chefferie Wamuzimu
8	**Raia Mutomboki Sengi Lusambya**	Sengi Lusambya	Chefferie Wakabango : Kitindi
9	**Maï-Maï Kitwa Maja**	Kitwa Maja (autorité locale)	Chefferie Lwindi : Kigogo et Muhuzi

6. Territoire de Walungu

N°	Dénominations de groupe	*Leaders*	Contrôle territorial
1	**Raia Mutomboki Manzi Shaba II**	Manzi Shaba deux	Chefferie Ngweshe, groupement Mulamba
2	**Autodéfense Kazine (Mzalendo)**	Jéricho Kazine	Chefferie Ngweshe, groupement Kanyola : villageNzibira

7. Territoire de Kabare

N°	Dénominations de groupe	*Leaders*/meneurs	Contrôle territorial
1	**Raia Mutomboki Gaston Blaise Lukisa**	Gaston Blaise	Chefferie Nindja : groupement Irhega-Barhonyi
2	**Raia Mutomboki Mubangu**	Mubangu Safari Mussa	Chefferie Nindja : groupement Irhega-Barhonyi
3	**Raia Mutomboki Lukoba Namuninga**	Lukoba Namuninga Caméléon	Chefferie Nindja : groupement Luhago
4	**Raia Mutomboki Ndururu**	Ndururu (ex-commandant de RM Blaise Lukisa)	Chefferie Nindja : groupement Luhago Chefferie Nindja, groupement Irhega-Barhonyi : villages Chulwe et Chirambo
5	**Raia Mutomboki Bralima Makali Kelele (Aka Mabuli)**	Makali Kelele Bralima (*alias* Aka Mabuli)	Chefferie Nindja

Groupes armés étrangers

N°	Dénominations de groupe	*Leaders*/meneurs	Contrôle territorial
1	**Conseil national pour le Renouveau et la Démocratie (CNRD) aile Hamada Harera (Rwandais et ancien FDLR)**	Général Hamada Harera	Territoire de Fizi, secteur Lulenge, groupement Basimimbi : villages Katupu I, II et III, Asenge, Asee Motema, Namilela et Bwalemba Quartier général : village Mabondo
2	**Conseil national pour le renouveau et la démocratie (CNRD) aile général Théophile (Rwandais, ancien FDLR)**	Général Théophile	Territoire de Fizi, secteur Lulenge, groupement Basimimbi : villages Katupu I, II et III, Asenge, Asee Motema, Namilela et Bwalemba. Quartier général : montagne de Magembe

3	**Forces nationales de Libération (FNL) (Burundais)**	Aloyse Nzabampema	Territoire de Mwenga, secteur Itombwe : villages Mbandakila et Mushojo
4	**Résistance pour un État de Droit-Tabara (RED-Tabara) (Burundais)**	Five One, Kisiga et Kota Pin	Territoire de Fizi, secteur Lulenge : villages Bigaragara, Rugezi et Kiryama Quartier général : Musika

Volontaire pour la Défense de la Patrie (VDP)*

N.B. : Structure confidentielle des réservistes couvrant les territoires d'Uvira, Mwenga et Fizi

N°	Noms des entités sous contrôle	*Leaders*
1	Kitundu (Uvira)	Généraux Kashumba et Makanaki Kasimbira John
2	Kabanja – Rugezi	Général Ngomanzito Kalembe
3	Kitumba	Général Assani Mbakani Célestin
4	Bijombo	Général Nguvu za Milima Issa
5	Kitoga	Katare Rushaba
6	Rurambo	Lwaboshi Namugema Kihahihayi
7	Makobola (Uvira)	René Itongwa
8	Muhuzi	Général Ruma
9	Nyangezi	Fikiri François Useni
10	Itombwe	Kibukila Mutetezi Ebuela Trésor
11	Kipupu	Zela Mbuma
12	Lulenge	Mulumba Hondwa
13	Munanira	Jean Nalube
14	Babengwa / Lulenge	William Amuri Yakutumba

* Les données de ce tableau ont été puisées dans un document resté confidentiel qui retrace la structure de Volontaire pour la Défense de la Patrie (VDP) au Sud-Kivu avec d'autres animateurs.

5. LES CONSÉQUENCES DES RÉBELLIONS ET GROUPES ARMÉS AU SUD-KIVU

Les effets des rébellions et groupes armés au Sud-Kivu ont touché tous les domaines de la vie, allant de pertes en vies humaines à la paupérisation des populations. Il y eut la destruction des structures politico-administratives, sociales, économiques et culturelles. Des conflits en sont nés et perdurent.

Les rébellions de l'AFDL et du RCD/Goma ainsi que des groupes armés locaux et étrangers sont largement responsables de plusieurs massacres tant des combattants armés que des populations civiles dans la province du Sud-Kivu. Les massacres commis à Kavumu au début de la rébellion du RCD ont été décrits ci-dessus. Il y en a eu d'autres :

À Katogota, dans le groupement Itara Luvungi en territoire d'Uvira. Selon Musobwa Mugorogo, un massacre de plus de 410 civils avait été perpétré de 20 h à 2 h du matin du jour suivant dans la nuit du 14 au 15 mai 2000, par les militaires banyarwanda du RCD/Goma[16]. La cause de ces représailles sanglantes fut la mort d'un commandant munyamulenge du nom de Nzivungira tombé dans une embuscade tendue par le colonel Jules Mutebusi sur le chemin de retour du marché de Lubarika pour Katogota. Pour dissimuler les traces, le colonel Jules Mutebusi et le major Ngoga commandant de Bwegera ont, dans un meeting tenu à Katogota le 14 mai 2000 vers 17 h, fait porter la responsabilité de ce meurtre aux combattants maï-maï de Lubarika. Ainsi, endormirent-ils la population de Katogota en l'appelant au calme jusqu'à ce que le pire leur arriva quelques heures plus

16. Mgr Sébastien Muyengo parle de 375 tués (cf. Muyengo 2021 : 75).

tard. Il est plutôt plausible que le colonel Nzivugira aurait été tué par des soldats du RCD, car il venait à peine d'être promu aux fonctions de commandant de la 9e brigade basée à Uvira en remplacement du colonel Jules Mutebusi.

D'autres massacres coûtèrent la vie à 15 personnes à Rubuga dont Kasholere frère du pasteur de la 8e CEPAC Lemera, 20 personnes à Bwegera dans la concession Cotonco Onafitex, 64 victimes à Kitundu Uvira et 80 à Kalundu Uvira du 5 au 6 octobre 1998 ; 9 personnes à Buheba-Ruguba-Lubarika le 6 octobre 1998 ; 547 victimes, dont les corps furent jetés dans une fosse commune à Bwegera et 138 corps à Luvungi tandis que 365 autres furent jetés dans la rivière Rutshima (Musobwa 2008 : 77).

À Makobola II, en groupement Babungwe-Nord dans le secteur Tanganyika en territoire de Fizi, un massacre fut perpétré par les forces armées du RDC/Goma à l'aube de la Saint-Sylvestre du 30 décembre 1998. Il y eut une centaine de victimes, la liste de 115 inventoriés par les familles éprouvées est reprise par Ebasomba M'Munguelwa (Ebasomba 2013 : 29-31). En effet, les rebelles burundais de FDD avaient conclu une alliance militaire avec les Maï-Maï des Forces armées populaires pour combattre les Tutsi rwandais et burundais enrôlés dans le RCD/Goma. Les FDD étaient basés dans la presqu'île d'Ubwari, à Kananda, Simbi, Aunga sur les collines surplombant la cité de Mboko, à Elenge un village situé sur une colline surplombant le village Iamba/Makobola II. La coalition FDD-Maï-Maï lançait des attaques sporadiques contre les positions du RCD/Goma. Ce mouvement rebelle suspectait tout homme âgé de 15 à 60 ans d'être de connivence avec leurs ennemis et donc hostile à son implantation dans le territoire de Fizi. Le 2 août 1998, le RCD/Goma occupa le village Makobola II et installa un camp militaire à Makobola I en territoire d'Uvira. Le signe avant-coureur fut l'attaque le 27 décembre 1998 du village Elenge par les forces du RCD/Goma où 10 civils furent tués ainsi que 100 chèvres et une vingtaine des vaches emportées. En revanche, la coalition FDD-Maï-Maï organisa un assaut sur le camp militaire du RCD/Goma à Makobola I en date du 29 décembre 1998 ; les rescapés en informèrent leur commandement basé à Uvira. Une bonne partie de la population de Makobola I se déplaça vers Makobola II et Swima ; une autre s'enferma dans les habitations. Ce fut l'incident qui déclencha le massacre de Makobola II dont les visées sont controversées. Certains le qualifient d'expédition punitive contre la coalition FDD-Maï-Maï. Une autre, par contre, soutient qu'il s'agissait bien d'une occasion tant attendue ayant permis au RCD/Goma de mettre à exécution son plan visant à exterminer les populations autochtones des territoires de Fizi, d'Uvira et de Mwenga longtemps convoités par les Tutsi banyamulenge afin d'anéantir la résistance incarnée par les Maï-Maï. Quatre camions d'assaillants armés se déversèrent sur le village Makobola II le 30 décembre 1998 et commencèrent l'opération de carnage à partir du pont séparant le territoire d'Uvira de celui de Fizi. Le bataillon chargé d'exécuter ce massacre s'appelait « bataillon zoulou » dit aussi « escadron de la mort ». Parmi la population de Makobola II, on a enregistré certains survivants tels que madame Marie Nabisochi, Mlashi Mkoko, Debora Matayo, Asukulu, Atenji, et Nyota Esube. Bizimana Kaharamuheto, ancien ministre des Affaires étrangères de Laurent Désiré Kabila fut accusé d'être le concepteur de ce massacre. Les exécutants ont été : a) Muheto *alias* Shetani né de parents rwandais réfugiés dans les moyens plateaux de Makobola et qui avait étudié à Makobola même ; b) Hayijahi John commandant de la position Rugembe ; c) Kagabo commandant de la position Kalundu ; d) Sebagabo Gabriel commandant de Kabone-Kalundu ; e) Gadi wa Ulimwengu responsable de la sécurité militaire dans la zone d'Uvira ; f) Ngendahayo. Les assaillants ont incendié des cases, brûlé vifs leurs occupants, poignardé d'autres et violé les femmes avant de les fusiller ou d'éventrer celles qui étaient enceintes. Certaines familles entières ont disparu suite à cet événement telles que celles du secouriste Godefroid Senge comptant sept membres, de Kinyamagoma huit, d'Elenga Mushungutu six, de Leta Magumu 13, de Babigo Berere constituée de 10, Malata et ses deux enfants, ainsi que Bilonyuma avec ses quatre enfants, quatorze petits-fils et trois belles-filles (Ebasomba 2013 : 27 et 31).

Les autorités du RCD/Goma se sont empressées de démentir ce massacre. Bizimana Karahamuheto ministre chargé des Relations extérieures du mouvement rebelle déclara sur les ondes de la RFI que c'était absolument faux, car il était à Uvira la nuit du 31 décembre 1998 au 1er janvier 1999 et qu'il aurait su cette nouvelle. Makobola, affirma-t-il, est un petit village de moins de 500 habitants et donc il ne pouvait pas y avoir plus de 500 morts, ajouta-t-il. Le

président du RDC/Goma Ernest Wamba dia Wamba renchérit en disant que dans la nuit du 31 décembre 1998 il y avait eu quatre petits bateaux transportant des éléments des FDD qui traversaient du Burundi en direction de Makobola un petit village de moins de 500 habitants. À cet endroit, ces FDD se sont engagés avec leurs forces et beaucoup d'entre eux furent tués et d'autres s'enfuirent, affirma-t-il. Mais Wamba dia Wamba se ravisa en reconnaissant le massacre de Makobola, revoyant à la baisse le nombre des victimes qui n'étaient pas 500, mais plutôt moins de 400, selon lui. Le jeudi 7 janvier 1999, une réunion présidée à Uvira par une Munyamulenge du nom de Msafiri Mushambaro, responsable de l'ONG Groupe Milima, pour tenter de convaincre les représentants des mutualités ethniques de couvrir le RCD/Goma aux yeux de la communauté internationale face à ce massacre. Le 6 janvier 1999, Benjamin Serukiza (vice-gouverneur du Sud-Kivu) s'est rendu à Makobola. Après s'être rendu compte de la situation, il va essayer de faire signer sous menace aux représentants des mutualités ethniques basées à Uvira une déclaration pour démentir le massacre (Ebasomba 2013 : 28).

Toujours dans le territoire de Fizi, d'autres massacres des populations civiles ont été commis notamment dans une église de Wangulube le 28 octobre 1996, à Kafulo le 4 mars 1998 où 21 personnes dont 2 femmes trouvèrent la mort, à Elumbe où une dizaine de personnes fut tuée en 1998, à Lulinda-Icwa le 30 juin 2000 où le nombre de victimes fut estimé à 100 dont 16 femmes, et à Mwandiga dont le nombre de morts n'a pas été révélé (Ebasomba 2013 : 34).

À Kasika eut lieu la bataille dite de Kaulile dans la chefferie Lwindi, groupement Mukangala, localité Lutambi à environ 3 km de Kasika-centre où les Maï-Maï de Daniel Nyakiriba tendirent une embuscade aux troupes du RCD/Goma, le dimanche 23 août 1998, de 8 h à 8 h 30. La grenade larguée par le combattant maï-maï Mashimango Kamusosole sur la camionnette double cabine, qui transportait des officiers tutsi rwandais enrôlés sous la bannière du RCD/Goma, en fit périr sur le champ 36 personnes. Les corps des victimes furent enterrés dans une fosse commune au marché de Kalambi. Les rescapés rebroussèrent chemin jusqu'à Kilungutwe où, après avoir fait rapport à leur hiérarchie, ils reçurent l'ordre de venger les morts en tirant sur tout ce qui bougeait jusqu'à Kaulile. Ce qui donna lieu au massacre de Kasika des 23 et 24 août 1998. Les soldats du RCD/Goma firent massacrer plus de 856 personnes ; la plupart des cadavres découverts sur une distance d'environ 60 km de Kilungutwe à Kasika étaient essentiellement des femmes et des enfants. Les femmes étaient violées et éventrées. À Kilungutwe, 127 personnes furent massacrées, et de nombreux cadavres d'enfants furent jetés dans les fosses des toilettes. Parmi les victimes, on peut citer : madame Nabonga avec sa famille de 8 personnes, les commerçants bashi Nabe, Balagizi et Mufungizi. À Kalama, on identifia plus de 47 tués : 16 de la famille Mutewa et 31 de la famille Magara. À Kasika, 633 personnes périrent dont le *mwami* François Mubeza III de la chefferie Lwindi, son épouse Yvette Nyanghe, enceinte, et 35 membres de la famille royale, l'abbé Stanislas Wabulakombe de la paroisse catholique Saint-Mukasa, 4 religieuses et 111 fidèles, 10 personnes en la résidence de feu Mupali Zotos dont 6 femmes, plus de 400 cadavres furent découverts dans la brousse où se cachaient les fugitifs rattrapés et fusillés par les assaillants (Mukambilwa 2008 : 91-92).

À Mwenga-centre, plusieurs femmes et deux hommes accusés de sorcellerie furent enterrés vivants dans une fosse commune le 16 octobre 1999. Sur la plaque fixée devant le mausolée érigé en leur mémoire, on peut lire les noms de certaines victimes : Kito Safi, Agnès Kungwa, Monique Natukusu, Mbilizi Musombwa, Evelyne Bitondo, Dieudonné Mushimbwa, Sibazuri Zawadi, Kalafula Bungilila, Françoise Mwayuma, Wabiwa Mutiki, Nyasa Kasandula, Wakenge Tubu et Albertine Mutiki.

À Mutarule, des personnes réunies pour la prière dans l'église locale de la 8e CEPAC et des villageois surpris dans leur sommeil ont été massacrés dans la nuit du 6 juin 2014 par des hommes armés tutsi banyamulenge en représailles aux actes de vol de bétail perpétrés au courant de la semaine par des miliciens fuliru. On a dénombré 37 morts (Muyengo 2021 : 76) ; leurs corps ont été enterrés au bord de la route nationale n° 5 Bukavu-Uvira. Les survivants ont déclaré avoir vu les bourreaux s'enfuir, après leur forfait, à bord de jeeps semblables à celles de l'armée congolaise et seraient sous le commandement de leur hiérarchie au niveau de la province.

À Kipupu, un massacre de plus de 220 personnes, en majorité des femmes et des enfants, a été perpétré par les milices Ngumino et Twiganeheyo. Kipupu est le chef-lieu du secteur Itombwe en territoire de Mwenga. Les victimes sont principalement des membres des ethnies bembe, fuliru et nyindu.

Dans sa plainte du 17 juillet 2020 adressée au conseiller du secrétaire général des Nations unies sur la prévention du génocide à New York, l'avocat Wilondja Nepangi José du bureau d'étude La Sentinelle basé à Goma rapporte :

> « Un génocide est en train de se perpétrer sur la population appartenant aux ethnies babembe, banyindu et bafuliru dans le secteur d'Itombwe, territoire de Mwenga, province du Sud-Kivu, à l'Est de la République démocratique du Congo. L'aurore du 16 juillet 2020 a été le point culminant de ce génocide. Ce matin du 16 juillet 2020, un groupe d'assaillants de la coalition Ngumino et Twiganeheyo scandant des cris en langue kinyarwanda en termes traduits comme suit : "aucun Mubembe, aucun Munyindu, aucun Mufuliru ne doit survivre". Les cris génocidaires mettant ainsi en éveil les peuples appelés à être exterminés en tout ou partie ; les habiles ont pris la fuite dans la forêt, les personnes de troisième âge appartenant aux ethnies recherchées et ce par sélection furent massacrées à coup de machette. Et les cases abandonnées par les villageois en fuite furent brûlées par les assaillants. Ces derniers emportèrent plus de trois cents vaches et plusieurs autres biens, blessèrent les porcs et autres bétails trouvés. *À* titre exemplatif :
> - Monsieur Shadrack Mcinde et monsieur Wa-Etabo, tous deux grands notables du village Kipupu, membres de l'ethnie babembe dans le groupement Basimukindje 1er âgés de plus ou moins 80 ans, chacun ;
> - Madame Wasohaka Ngini, femme du révérend surintendant de l'Église méthodiste Bueilyeri Abavele Ngini Jacques âgée de plus ou moins 70 ans appartenant à l'ethnie banyindu ;
> - Monsieur Chabo Ogacien appartenant à l'ethnie banyindu et monsieur Butoto de l'ethnie bashi habitant la même case avec un Munyindu. Ont été massacrés et plusieurs disparus (femmes et enfants) le matin du 16 juillet 2020 à Kipupu. Le bilan est non exhaustif. »

Les faits relatés dans ce document ont été confirmés par d'autres sources quant à la date, au nombre approximatif des morts, au lieu et aux identités ethniques tant des assaillants que des victimes.

Dans leur déclaration du 20 juillet 2020 relative au massacre dans les hauts plateaux des territoires de Fizi, Mwenga et Uvira, 30 députés provinciaux du Sud-Kivu sur les 48 que compte l'assemblée provinciale, disent :

> « Nous, députés provinciaux du Sud-Kivu, signataires de la présente déclaration, en ce temps où l'Assemblée provinciale est en vacances parlementaires, sommes préoccupés au plus haut point par la situation sécuritaire dramatique généralisée dans la province du Sud-Kivu, telle que les incursions des armées étrangères, les assassinats ciblés, la recrudescence de l'activisme des bandes armées, le hissage d'un drapeau d'une soi-disant "République du Kivu", et plus particulièrement le récent massacre dans les hauts plateaux de Fizi-Mwenga-Uvira. Il est à ces jours rapporté par les sources locales que plus de 220 personnes ont été massacrées, des femmes violées, plusieurs maisons incendiées et du bétail emporté, à Kipupu, secteur d'Itombwe, territoire de Mwenga, dans la nuit du 16 au 17 juillet 2020 ; ces faits gravissimes seraient l'œuvre des groupes armés Ngumino et Twirwaneho, qui par un communiqué de presse lu sur les réseaux sociaux revendiquent cette attaque […] » (Signé par Georges Musengela, Dr Kabali Munyololo, Masine Kinenwa, Mubalama Sangwa, Pierre Kyanga Masumbuko, Matthieu Alimasi Malumbi, Fiston Bulambo Baliwa, Mwamba Asani Hamza, Albert Kahasha, Sibatwa Djuma Lubunga, Placide Wenda Mukangwa, Jérémie Zirhumana Balimane, Jean Keke Chirimwani, Bulamokao Kikuni, Furahisha Mukuyano, Prince Peshi Ntengya, Pitchou Kasilembo Wata tinga, Dr Bulakali, Lucien Amani, Maisha Kameguhera Freddy, Bigimpane Rusengwa, Maître Bisimwa Batandi, Nomerume Bulefu, Mukamba Mazambi Adonis, Mbabaro Onben, Bushenyuda Lukanga, Chubaka Karhatwe, Mushagalusa Kidumbi, René Kayumpa Musuro).

Plusieurs autres voix se sont élevées pour condamner le massacre de Kipupu et en appeler à l'ouverture des enquêtes. C'est le cas du Collectif des organisations des jeunes *leaders* de Mwenga qui s'est exprimé au travers de sa lettre de dénonciation publiée l'après-midi du mardi 21 juillet 2020 et signée par son président du comité de pilotage Mbilizi Waba Jean-Claude. « Pour ces jeunes, 22 ans après la date du 22 août 1998, date inoubliable ancrée dans les annales des filles et fils de Mwenga, avec le massacre de Kasika, le territoire de Mwenga vient d'enregistrer une fois de plus un autre forfait

de ce genre [*sic*]. Le COJL du territoire de Mwenga et Kamituga condamne avec la dernière énergie ces atrocités et exige que justice soit faite en formulant une série de recommandations au Gouvernement central, au président de la RDC, au gouvernement provincial, à la Monusco, aux *leaders* locaux ainsi qu'aux jeunes d'Itombwe et Minembwe ». Justin Lutala ajoute : « Rappelons que l'attaque du 16 juillet 2020 à Kipupu, chef-lieu du secteur Itombwe en territoire de Mwenga a occasionné la mort de 220 personnes selon la déclaration de députés provinciaux élus de Mwenga, Fizi et Uvira » (*L'Essentiel*, en ligne : https://lessentielrdc.info consulté le 22 juillet 2020).

Le tableau 4.4 récapitule les massacres qu'a connus la province du Sud-Kivu au fil des guerres et conflits armés successifs.

Tableau 4.4 : massacres commis dans le Sud-Kivu à partir de 1996

Auteurs des massacres	Territoires touchés	Massacres commis	Périodes des massacres
1. Les militaires du Rassemblement congolais pour la Démocratie (RCD)	Massacres du RCD en territoire de Fizi	Makobola I et II Lulinda Icwa	Mercredi 30 décembre 1998 Vendredi 30 juin 2000
	Massacres du RCD en territoire d'Uvira	Kamoni Katogota	Dimanche 14 mai 2000
	Massacres du RCD en territoire de Mwenga	Kasika et ses environs Burinyi à Budaha et à Karendezi	Lundi 24 août 1998 Mercredi 3 et 17 mai 1999
	Massacre dans le territoire de Walungu	Burhale et ses environs ; les dates restent inconnues	Intervalle 1997 et 2008
2. L'Alliance des Forces démocratiques pour la Libération du Congo (ADFL)	Massacre dans la ville territoire d'Uvira	Massacre dans la commune de Mulonge à Kukokwe	Dimanche 26 mai 1996
3. Banyamulenge et Burundais de la plaine de la Ruzizi	Massacre dans le territoire d'Uvira	Premier massacre à Mutarule Katekama désigné comme « hommes armés non autrement identifiés » Le deuxième massacre aussi désigné comme « hommes armés non autrement identifiés ») Le troisième est à l'actif des Banyarwanda-Banyamulenge et Barundi	Mercredi 31 juillet 2013 15 août 2013 La nuit du 5 au 6 juin 2014
4. Forces démocratiques pour la libération du Rwanda (FDLR)	Massacres dans le territoire de Walungu	Groupement Kaniola	Entre 1996 et 2008
	Massacre dans le territoire de Kalehe	Groupement Mbinga-Sud à Bushushu, à Nyamukubi, à Kanyuyi et à Ruchebere	Entre 1996 et 2008
5. Les Maï-Maï d'obédiences multiples	Massacres dans le territoire de Mwenga	Chefferie Wamuzimu ; village Mwalubemba à Kitutu	Vendredi 2 janvier 1998
6. Autres forces diverses (AFDL, FDLR et RCD)	Massacres dans le territoire de Kalehe	Mbinga-Nord à Nyabibwe	Entre 1996 et 2008
	Ville de Bukavu et ses périphéries	Dans plusieurs quartiers	Entre 1996 et 2005

Source : tableau constitué à partir d'une recherche de terrain effectuée par Jules Bahati et Aymar Nyenyezi Bisoka entre décembre 2019 et juillet 2020 sur les massacres qu'a connus la province du Sud-Kivu depuis 1996.



Tombes du *mwami* François Mubeza (à droite) et de son épouse Yvette Nyanghe assassinés le 24 août 1998 à Kasika. Du côté gauche, la fosse commune des autres victimes.
(Photo équipe locale.)



Lieu d'une fosse commune à la paroisse catholique de Mwenga, derrière l'école primaire Alfajiri (EP2 Alfajri).
Le massacre de 5 personnes à Kalole est attribué aux soldats du RCD sous le commandant Tangoto. Les corps d'autres victimes en état de décomposition furent retrouvés dans les étangs piscicoles aux alentours du centre de Mwenga.
(Photo équipe locale.)



Lieu d'une fosse commune sur le terrain du bureau de la chefferie Wamuzimu à Kitutu.
Selon les indications, il y avait 12 corps d'hommes du village Mwalubemba exécutés un à un devant l'autorité coutumière par une milice des « Babuyu » (les membres se faisaient passer pour être des Katangais).
(Photo équipe locale.)



L'une des fosses communes dues aux exécutions à Mutarule Katakema.
(Photo équipe locale.)



Cette église de la 8e Communauté protestante en Afrique centrale (CEPAC) à Mutarule dans la plaine de la Ruzizi, cible des attaques par les groupes armés en 2014 lors d'une veillée de prière organisée le 6 juin 2014.
(Photo équipe locale.)



La mise en terre sommaire au bord de la route des victimes du massacre.
(Photo extraite de *L'Homme qui répare les femmes*, film documentaire de Thierry Michel et Colette Braeckman, 2015 ; avec l'aimable autorisation des auteurs.)



Deux des trois fosses communes issues des exécutions de Mutarule, sur la route numéro 5, à Mutarule Katekama en direction de la cité d'Uvira.
(Photo équipe locale.)



La fosse commune des troisièmes massacres de Mutarule Katekama : une trentaine de personnes tuées.
(Photo Mgr J. S. Muyengo, 2021 ; avec l'aimable autorisation de l'auteur.)



Mawazo Mwati sur la tombe de son frère Eusèbe Malengo, le séminariste assassiné à Kasika dans l'église.
(Photo équipe locale.)



Mawazo Mwati désigne un autre endroit où un autre frère fut enterré dans une fosse commune des « fidèles catholiques » assassinés lors de la messe matinale le lundi 24 août 1998.
(Photo équipe locale.)



Paroisse de Kasika, lieu du drame.
(Photo équipe locale.)

6. DES EFFORTS DU GOUVERNEMENT DE LA RDC AVEC L'APPUI DE LA MONUSCO ET DES ONG POUR RESTAURER LA PAIX AU SUD-KIVU

Il s'agit essentiellement de stratégies militaires couplées avec des « rencontres de dialogue et réconciliation ».

6.1. LES STRATÉGIES MILITAIRES

Il s'agit des stratégies qui avaient consisté en des opérations militaires baptisées successivement Kimia I, Kimia II, Amani leo, Sokola I et Sokola II.

L'opération militaire Kimia[17] II fut lancée en mai 2009 par le Gouvernement de la République démocratique du Congo avec le soutien de l'ONU pour lutter contre la rébellion FDLR. Selon Kevin Kennedy, directeur de l'Information publique de la MONUC, celle-ci a réalisé des progrès en permettant le rapatriement au Rwanda de plus de 1400 combattants FDLR ; ce qui a désorganisé le commandement des FDLR et créé à ces combattants des difficultés de ravitaillement. Kevin Kennedy a ajouté que les objectifs de Kimia II ont été largement atteints en remportant de nombreux succès sur le terrain ; on est passé à une autre phase pour continuer de mettre la pression sur les FDLR et de sécuriser les zones d'où ceux-ci ont été chassés et, surtout, viser les zones où ils tentent de se regrouper. Mais le sujet va donner lieu à des tensions entre les responsables des services de l'ONU en RDC. Alan Doss, représentant de l'ONU en RDC, s'est déclaré le 16 octobre 2009 en faveur de la poursuite des opérations militaires. Tandis que de son côté Philip Alston, rapporteur spécial de l'ONU sur les exécutions extrajudiciaires, a qualifié l'opération Kimia II de « catastrophe […] en matière de droits de l'homme[18] ». De même, plusieurs ONG dont Human Rights Watch ont dénoncé des exactions sur les populations civiles tant du côté gouvernemental que de celui des rebelles en faisant état de plus de 1400 décès au cours de l'opération Kimia II en 2009. En début du mois de novembre 2009, Human Rights Watch a dénoncé le massacre de 505 civils tués par les FARDC dans la région de Nyabiondo au Nord-Kivu[19].

L'opération Kimia II contre les rebelles rwandais des FDLR aurait dû prendre fin le 31 décembre 2009 selon la déclaration faite le 16 décembre 2009 devant le Conseil de sécurité des Nations unies par Alan Doss. Mais l'opération Kimia II qui avait eu lieu de mai à décembre 2009 fut suivie par l'opération Amani leo[20] lancée le 7 janvier 2010 contre les rebelles FDLR dans les deux Kivu (Nord-Kivu et Sud-Kivu).

À compter du 1er juillet 2010, la MONUC fut rebaptisée Mission de l'Organisation des Nations unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO).



La MONUC présente les grandes lignes de la coopération avec les FARDC.
(Photographe non identifié ; drois réservés.)

À Kinshasa le 7 janvier 2010 la MONUC se félicite de l'annonce faite par les FARDC dans leur communiqué marquant la fin de l'opération Kimia II le 31 décembre 2009 et le début de l'opération Amani leo au mois de janvier 2010.

Après les opérations Kimia I, Kimia II et Amani leo, suivirent les opérations Sokola I, puis Sokola II[21] lancée le 29 janvier 2015. Ces opérations furent particulièrement orientées au Nord-Kivu dans les territoires de Lubero et Beni, notamment à Mbau, Kamango et Eringeti, pour lutter contre les rebelles ADF. Elles ont été étendues à Oicha, Pinga et Ruwenzori, etc.

17. En parlers kiswahili et lingala, « *kimia* » signifie « paix ».
18. AFP, dépêche du 16 octobre 2009, en ligne : http://www.google.com/hostednews/afp/article/ALeqM5gGKfbZN0yiBsaOGBbKb44paGb3Q
19. http://www.radiookapi.net/index.php?i=53&a=25329
20. En kiswahili, cela signifie « la paix immédiate, la paix aujourd'hui ».
21. En lingala, « *sokola* » signigie « nettoyer ».

C'est le gouverneur de la province du Nord-Kivu, Julien Paluku qui avait annoncé, le 7 mai 2012, à Beni, que le commandement militaire des opérations Sokola I serait délocalisé de la ville de Beni vers le « triangle de la mort » compris entre Mbau, Kamango, et Eringeti, dans le territoire de Beni.



Des officiers des FARDC sillonnent la zone frontalière avec le Rwanda où des militaires congolais et rwandais se sont tirés dessus le 3 novembre 2012.
(Photo Sylvain Liechti © MONUSCO/Sylvain Liechti.)

En 2015, le chef d'état-major des FARDC, le général de brigade Didier Etumba annonça à Beni le lancement officiel de l'opération militaire Sokola II. Cette opération a été menée par les FARDC conjointement avec l'ONU contre les rebelles rwandais des FDLR. Elle consistait à désarmer les rebelles FDLR actifs dans les provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu. Dans un point de presse tenu conjointement avec le commandant des Forces de la Monusco le général Alberto Dos Santos Cruz, Didier Etumba a indiqué que les FARDC étaient déterminées à désarmer par la force quelques 1500 rebelles FDLR qui avaient refusé de rendre les armes malgré l'expiration le 2 janvier 2015 de l'ultimatum de la CIRGL et la SADC.

6.2. DES RENCONTRES DE « DIALOGUE ET RÉCONCILIATION » DES COMMUNAUTÉS ETHNIQUES EN CONFLIT

Des rencontres de dialogue et réconciliation entre les communautés ethniques en conflit au Sud-Kivu ont été organisées par différentes structures étatiques et organisations non gouvernementales. À titre exemplatif, deux dialogues intercommunautaires se sont tenus successivement à Uvira en 2019 et 2020.

Du mardi 25 au vendredi 28 juin 2019, s'est tenue à Uvira une Conférence intercommunautaire pour la paix dans les territoires de Fizi, d'Uvira et de Mwenga. Elle a été organisée par Alert International, en collaboration avec les ONG locales dont le RIO ECC Sud-Kivu. Le but était de trouver les voies et moyens pour restaurer la paix et la quiétude dans cette partie de la RDC. Selon la réflexion d'un *leader* munyamulenge du nom de Sebaganwa Gasore Zébédée, cette conférence intercommunautaire n'était qu'un dialogue de « sourds ». Celui-ci affirme que l'État congolais doit plutôt imposer son autorité dans cet espace pour mettre fin aux conflits qui sont faussement mis sous la responsabilité des communautés ethniques alors qu'ils sont téléguidés par les acteurs politiques. Car depuis très longtemps, la cohabitation a toujours été pacifique entre populations de la région jusque récemment (*Eastern Congo Tribune*, 28 juin 2019).



Le Dialogue intercommunauttaire tenu du mardi 25 au vendredi 28 juin 2019.

À considérer l'allure prise par les travaux de ces assises, ce dialogue s'est transformé en une tribune d'expression où chaque communauté est venue défendre son cahier des charges en s'attaquant ouvertement à son adversaire et en faisant valoir ses droits fonciers et politiques si bien que les résultats en ont été mitigés.

Le second dialogue intracommunautaire d'Uvira (du 2 au 4 mars 2020) a été financé par l'ONG Interpeace/Suisse. Les 60 membres de la communauté bembe qui y ont pris part avaient recommandé, entre autres, au Gouvernement congolais de « revisiter le décret-loi n° 013/29 du 13 juin 2013 » en supprimant l'article créant la commune rurale de Minembwe.



Photo des participants au Dialogue inter-communautaire des Babembe à Uvira, mercredi 4 mars 2020. Au premier plan, la 4e personne à gauche est Théo Ngwabidje Kasi, gouverneur de la province du Sud-Kivu. (Photographe non identifié ; droits réservés.)

À ce sujet, Thierry Mfundu écrit qu'en présence du ministre d'État et ministre de l'Urbanisme et Habitants, Pius Muabilu, les participants ont procédé à l'introspection et l'identification des défis liés à la coexistence pacifique sur le territoire de Fizi-Itombwe. Il en est sorti une déclaration finale dans laquelle la communauté bembe dénonce la « création frauduleuse et anarchique de la Commune de Minembwe ». Plusieurs recommandations ont été formulées à l'issue de ces assises dont la suppression de la commune rurale de Minembwe ainsi que des propositions relatives à la sécurité, aux aspects administratifs, humanitaires, de développement économique et ceux liés à la coexistence pacifique avec les autres communautés. Selon Jean-Jacques Elakano, les participants sont également revenus sur la question de la nationalité qui a suscité un débat houleux sans aboutir à une position commune. Simplement, une résolution a été adoptée demandant aux autorités nationales et la Cour constitutionnelle d'élucider l'article 10 alinéa 2 de la Constitution de la RDC. Présent dans la salle, le coordinateur du Mécanisme national de suivi de l'accord-cadre d'Addis-Abeba, Claude Ibalanky Ekolomba qui représentait le chef de l'État congolais à ce dialogue, a souligné que d'autres dialogues intracommunautaires avec les communautés vira, fuliru et nyindu auraient lieu dans un proche avenir à un endroit de leur choix *(Politico*, 6 mars 2020).

6.3. LES CONSÉQUENCES SUR LE PLAN RELIGIEUX, SCOLAIRE ET SANITAIRE

Les infrastructures et les serviteurs des églises, écoles et formations sanitaires ont payé un lourd tribut aux rébellions et groupes armés au Sud-Kivu. Les églises et le clergé furent généralement ciblés par les belligérants du fait qu'ils prêchaient l'amour de l'autre demandant à leurs fidèles de se désolidariser d'avec les rebelles et les Maï-Maï. Les paroisses catholiques de Kaniola, Mubumbano, Burhale et Ciherano ainsi que le centre de santé de l'ECC/5e CELPA Bideka subirent plusieurs fois les attaques et le pillage de leurs biens de la part des combattants (Kamanyula 2006 : 24).

La guerre de l'AFDL (1996-1997) a connu l'implication du diocèse catholique à travers son évêque Jérôme Gapangwa qui a défendu la communauté banyamulenge dont il est issu. Dès lors, certains couvents des prêtres seraient-ils devenus des caches d'armes, des munitions et des militaires rwandais. Un dimanche au début du mois d'octobre 1996, la localité de Kidote tomba entre les mains des militaires tutsi banyamulenge suivi de la tuerie des habitants et des prêtres dont l'abbé Kahegezo Koko Biniface, curé de la paroisse de Kidote. L'abbé Ndogole fut désigné pour porter 50 kg de riz pour les rebelles ; mais fatigué, il fut tué par les militaires. Pour venger une soixantaine de soldats rwandais et burundais du RCD/Goma tués lors d'une attaque lancée en 2000 par les Maï-Maï du colonel Nakabaka contre leur position à Kiliba, la cité de Kiliba fut mise à sac, la population massacrée y compris le père Remy Kubugu de la paroisse de Kiliba. Les soldats banyamulenge pillèrent les biens de la paroisse Sainte-Famille de Luvungi et ses bâtiments leur servirent d'étable pour les vaches. L'Église protestante n'a pas été épargnée des affres de ces guerres. À la 8e CEPAC Lemera, les pasteurs et autres servants furent tués, notamment les pasteurs Kazera et Matoto Labani, le diacre Kasholere Rutiri et les

enseignants Kinyota Nyabugera et Biroto Gabriel de l'EP Lemera. Les églises de Minembwe, Luvungi, Nunda et Rubanga furent pillées par les Maï-Maï du colonel Ruharara. Le 4 novembre 2005, les FARDC de la X^e^ région militaire sous le général Matthieu Agolowa Kangilo affrontèrent les Maï-Maï du major Abdoul Lipanda à Lubarika. L'église de la 8^e^ CEPAC Lubarika enregistra à cette occasion la perte de ses instruments musicaux d'une valeur de 3000 USD (Musobwa 2008 : 82).

À l'entrée de l'AFDL à Bukavu fin octobre 1996, de nombreux morts ont été enregistrés dont Christophe Munzihirwa Mwenganbo (archevêque catholique de Bukavu) tué à Nyawera le 29 octobre 1996, le commerçant Luhinzo et le professeur Rukatsi Hakiza (Mudekereza 2006 : 17).

Le 20 février 2001, l'hôpital de Minembwe fut pillé par les combattants maï-maï du colonel Nakabaka. Au début de la guerre de l'AFDL, l'hôpital général de Kaziba avait été pillé par des soldats banyamulenge et ses locaux ont servi de lieu de résidence à leurs familles. En 1998, le centre de santé Sainte-Famille de Luvungi fut pillé par les soldats burundais. Les centres de santé de Lubarika et de Bulaga ont également été pillés par les militaires du RCD/Goma et ceux du Gouvernement de Transition « 1+4 » commandés par le colonel Mosala. Les pharmacies ont presque disparu dans toutes les localités de la région suite aux pillages à répétition faits par les combattants maï-maï, les Hutu rwandais et les soldats du RCD/Goma (Musobwa 2008 :79).

6.4. LES CONSÉQUENCES SUR LE PLAN ÉCONOMIQUE

Les pillages et les destructions à répétition des rébellions de l'AFDL et du RCD/Goma ainsi que l'activisme des groupes armés ont paralysé les activités économiques dans plusieurs territoires du Sud-Kivu. Dans le territoire d'Uvira, la Sucrerie de Kiliba créée le 27 février 1956 par le Baron belge Kronacker a été successivement pillée et saccagée en 1996 par les soldats rwandais de l'AFDL et en 1998 par les éléments banyamulenge du RCD/Goma jusqu'à fermer ses portes. En plus de la cessation de la production sucrière, environ 5000 ouvriers ont perdu leurs emplois.

Le Centre de développement communautaire (CDC) Kiringye, situé à 10 km de la route Bukavu-Uvira, créé en 1972 par des volontaires italiens dans l'action sociale du diocèse catholique d'Uvira et qui fournissait du riz, de l'huile végétale et une assistance technique aux populations du Sud-Kivu et des pays voisins, fut pillé par les combattants banyamulenge en 1996-1998. Ses installations furent détruites et les restes des locaux occupés plus tard par les Interahamwe hutu rwandais. L'usine fut alors déplacée à Uvira où elle fonctionne sous le contrôle de la Caritas diocésaine.

De 1996 à 2005, le territoire d'Uvira a connu le pillage de plus de 7060 vaches de la plaine de la Ruzizi et des hauts plateaux dont 350 vaches de Lubarika, 2000 de Bwegera, 900 de Luvungi, 135 de Kiringye, 660 de Buheba et Kishale, 156 de Bulaga, 1900 de Minembwe, 250 de Sange, 456 de Kiliba et 253 de Ndinda. Après l'installation du Gouvernement de Transition « 1+4 » en 2003, les militaires des FARDC ont, à leur tour, volé des vaches à Lubarika, Munanira, Bulaga et Kaziruguma lors des guerres en 2005 contre le major maï-maï Abdoul Lipanda, son lieutenant Kangwishi et le major Mwenyemali basé à Bulaga (Musobwa 2008 : 73).

Voici deux témoignages recueillis[22] sur le vécu au Sud-Kivu sous les groupes armés. L'un d'un habitant des chefferies Luhwinja et Burhinyi dans le territoire de Mwenga et, l'autre, d'un habitant de la chefferie Ninja du territoire de Kabare, sont assez illustratifs.

22. Le premier témoignage, *Le Cri des habitants de Luhwinja et de Burhinyi*, a été publié électroniquement par l'agence de presse catholique MISNA et est reproduit dans l'encadré ci-dessous. Le second, *Nindja sous la barbarie des AFDLR et des Rastas*, était accessible sur www.societecivile.cd/node/2342 ; il est utilisé pour les notes en bas de page de l'encadré. Pour une analyse dans l'ensemble convergente de la situation à Nindja dans la même période, voir Bahati 2005 : 23-30.

Le cri des habitants de Luhwinja et de Burhinyi

« *Un habitant des chefferies de Luhwinja et de Burhinyi prend le courage de parler et décrit l'*état d'*oppression que la population vit depuis le commencement de la guerre en 1996. Les oppresseurs de cette population sont des Rwandais, surtout hutu, qui habitent la forêt et des Congolais qui collaborent avec eux. Le témoignage de cet homme laisse entrevoir des soutiens lointains de cet état de choses.*

Une population écrasée

Luhwinja et Burhinyi sont deux chefferies situées au sud-ouest de Bukavu, dans la province du Sud-Kivu. Elles sont constituées de collines verdoyantes et d'une large étendue de forêt. Dans ce paysage paradisiaque, la population a longtemps vécu paisiblement, s'adonnant à l'agriculture, à l'élevage du petit et du gros bétail ou à la recherche de minerais dans la forêt. C'était le beau temps où rien ne manquait.

Il est déconcertant de voir qu'aujourd'hui un grand nombre de familles souffrent de la malnutrition à Burhinyi et Luhwinja. Cela fait pitié de constater le changement d'aspect des hommes et des femmes jadis dynamiques à cause du manque de nourriture. Il semble loin le temps où les habitants de Burhinyi fournissaient à la population de Bukavu l'essentiel de son alimentation (manioc, bananes, pommes de terre, colocases, haricots…).

Il y a de quoi souffrir à l'idée qu'aujourd'hui les habitants de Burhinyi et de Luhwinja doivent se rendre chez le *mwami* Mubeza, à Kilungutwe, pour y ramener [en ramener ?] un panier de manioc.

Beaucoup de familles restent sans parents et les orphelins, abandonnés à eux-mêmes, se nourrissent difficilement, s'habillent avec grand-peine, sursautent d'angoisse dans leur sommeil troublé même par le passage d'un rat. La peur a eu raison de tous, nos esprits ayant perdu toute quiétude. Pour minimiser les risques de massacre de toute la famille, les membres dorment en des endroits différents de manière que celui qui est attaqué puisse appeler les autres au secours. Notre pauvreté est telle que nous mendions des vêtements pour nous couvrir alors que notre pays est riche ; notre malheur est profond !

Tout ceci est le résultat de l'absence de paix et du mépris délibéré des droits humains. En cause : les Hutu, fussent-ils Interahamwe, FDLR et autres Rastas, mais aussi les Congolais. Ces hommes qui sont partout sur notre territoire maltraitent sadiquement les villageois à toute heure du jour et de la nuit. Si un autochtone sème des haricots, à l'approche de la récolte ces "Warugaruga" [soldat irrégulier et pillard] arrachent tout le produit du champ et récoltent là où ils n'ont pas semé. Nous leur avons donné ce nom infamant parce qu'ils sont ennemis de la paix et du développement[23].

Ayant remarqué que la population était au bout de ses ressources, ils ont exigé de chaque famille une cotisation hebdomadaire : chaque personne adulte doit donner soit cinq carottes de manioc, soit dix bananes mûres, ou des ananas. Obligées par la peur et par l'instinct de conservation de la vie, les familles ont accepté cette humiliation. Cette nourriture doit être amenée par quelques personnes là où habitent les FDLR. Pour un colis de 50 kg, on mobilise cinq jeunes. Si les FDLR jugent que la contribution est insuffisante, ils frappent ces jeunes et font de l'un d'eux un prisonnier dont la libération sera obtenue après le paiement d'une rançon de 100 $.

Ces ennemis de la paix arrivent la nuit, munis d'une liste détaillée des biens de la famille visitée qui ne s'étonne pas de la formule déjà très connue : "Choisissez la vie ou la mort ! Donnez-nous telles et telles choses." Si l'on résiste,

23. Selon le témoignage de l'habitant de Nindja, cette chefferie, elle aussi, est occupée par les FDLR et les Rastas. La différence avec Mwenga tiendrait au fait que les FARDC n'y sont pas présentes (et « n'y arrivent même pas »). La zone serait dès lors sous le seul contrôle des forces hutu. On lit à propos de cette occupation : « Les AFDLR qui se trouvent dans la chefferie Nindja sont organisés en deux secteurs. Au groupement d'Ihembe, il n'y a que des militaires. Au groupement d'Irenga-Baronyi, ils ont installé leurs familles, cultivé des champs et même planté des palmiers. Ils ont leur administrateur et leurs propres chefs de quartiers. Il n'y a qu'eux dans leur village. Les AFDLR lèvent des taxes sur tous les vendeurs de marché de leur territoire, ainsi que sur la route, à l'aller comme au retour du marché. » Le témoin évoque d'autres formes de prédation similaires à celles qui ont cours à Mwenga (prélèvements sur les récoltes…). Il précise à propos de l'usage de l'argent encaissé : « Ils [les AFDLR] disent qu'ils paient les salaires à la fin du mois ! Une autre partie (de l'argent) est envoyée en Europe pour l'achat des téléphones portables et d'autres appareils de communication ou encore de panneaux solaires. La dernière partie sert aux activités commerciales. En effet, dans tous les marchés du territoire, ce ne sont que les AFDLR qui vendent des produits divers, achetés ailleurs. Eux seuls ont le droit de faire amener la vache qui sera égorgée au marché, et, comme dans toute entité où la loi s'applique à tous, même celui d'entre eux qui l'amène, la tue et la débite, doit payer une taxe […]. »

un membre de la famille est enlevé[24] jusqu'à un endroit inconnu pour y subir la torture réglementaire[25]. Par la suite, la famille reçoit la lettre à la formulation consacrée : "Nous gardons votre frère. Si vous voulez qu'il rentre chez vous, donnez-nous autant de dollars." Ils accordent un délai de 24 heures pour rassembler et apporter l'argent demandé. Si au paiement de la rançon, la famille s'entend dire : "On l'a emmené quelque part où vous ne pouvez pas arriver", le doute n'est plus permis : l'être cher a été tué et en pareille circonstance, le corps n'est jamais rendu à la famille.

Il n'est pas rare que les Warugaruga en colère brûlent les maisons des personnes absentes alors qu'elles étaient recherchées.

Dans le temps, nous creusions l'or et la cassitérite et cela nous permettait de compléter les revenus des champs et de l'élevage[26]. Aujourd'hui, chercher l'or est une entreprise trop risquée. Ventre affamé n'a point d'oreilles, dit-on, aussi, la misère profonde aidant, certains téméraires bravent les interdits en allant chercher l'or et d'autres minerais dans la forêt. Ils partent de Luhwinja lundi, marchent trois jours et trois nuits avant d'atteindre les sites miniers où ils ne travailleront pas moins de trois semaines et trouveront ce que la bonne étoile leur aura réservé. Chaque semaine, ils sont obligés de donner aux Warugaruga une portion des minerais trouvés. Aux barrières sur la route du retour à la maison, ils devront remettre 1 kg sur 5. S'ils ont de la chance, ils laissent 10 % à chaque barrière et ils peuvent arriver avec le reste à Bukavu. Si les creuseurs trouvent une petite quantité de cassitérite, il vaut mieux pour eux de la vendre aux collaborateurs des Rastas qui achètent en leur nom à bas prix[27]. Si un creuseur n'a pas la cassitérite exigée par les Rastas, il est tué sur place. S'il a de la chance, il est obligé de transporter les colis du minerai confisqué par les Rastas jusqu'à leur camp. Si le malheureux pèse moins que 50 kg et qu'il doit transporter une charge de 100 kg qu'il supporte mal, les Rastas le tuent d'une balle bien placée non sans lui dire : "Tulipata risasi kwa ma dollars lakini utaipata kwa bure" (nous avons obtenu les munitions en payant les dollars, mais toi, tu vas en recevoir une gratuitement). Ils font de même si le creuseur, en transportant les colis, tombe à terre deux ou trois fois. Dans tous ces cas, les Rastas abandonnent le corps, à charge pour les creuseurs qui passeront de l'enterrer. Les creuseurs que j'ai rencontrés ont déjà vu quatre ou cinq personnes tuées de cette façon.

Une histoire parmi tant d'autres

La famille d'un habitant de Shalashala, dans la collectivité de Burhinyi élève sa voix pour dénoncer l'attaque qu'elle a subie le mardi 7 juin 2005 à 1h du matin. Les assaillants sont arrivés chez elle à la recherche du papa, qui grâce à Dieu n'avait pas passé la nuit chez lui, mais dans la forêt à cause de la peur.

Sa femme a témoigné avoir entendu le bruit des pas s'approcher de chez elle. Elle fut réveillée par les conversations en kinyarwanda, swahili, français et lingala. Elle a vite compris que sa famille allait être attaquée une nouvelle fois. Des tirs en l'air ont retenti pour décourager toute personne qui pourrait se porter au secours des victimes. La maman a crié, a tambouriné sur des bidons vides, mais personne des parents ou des amis n'a daigné répondre. Seul Dieu l'infiniment Miséricordieux l'a écoutée, car il a changé leur projet et ils ne l'ont ni violée ni tuée.

Lorsqu'ils ont frappé à la porte, la femme, paralysée par la peur, n'a pas réussi à ouvrir. Ils ont alors forcé la porte en la défonçant à l'aide d'une grosse pierre. Sans attendre, ils ont demandé à voir le papa. La maman a répondu qu'il était

24. Selon le témoignage de l'habitant de Nindja, la pratique de la rançon serait une innovation récente. Il dit : « En 2005, les Rastas ont commencé à attaquer les villages la nuit et à enlever des hommes, des femmes et des enfants en grand nombre avant de réclamer une rançon de 100 $ par individu ou par "tête" pour utiliser leur propre terme. Ils choisissent une ou deux personnes du groupe des enlevés qu'ils renvoient au village chercher l'argent. Si on est envoyé à 8 h du matin, il faudra revenir avant 8 heures du jour suivant. Faute de ce faire, on sera devant des corps sauvagement mutilés et sans vie du reste du groupe d'otages. Si l'argent de la rançon arrive en retard parce que trouvé difficilement, les ravisseurs le prennent néanmoins en exhibant cyniquement les cadavres. Et, en pareilles circonstances, on les entend toujours dire : "Vous avez dépassé l'heure que nous vous avions fixée, vos frères ont déjà été tués, mais vous ne retournerez pas chez vous avec l'argent" […]. »

25. Le témoin de Nindja précise, lui, de quelles horreurs extrêmes il peut être question : « Le traitement maintes fois infligé aux femmes est d'une atrocité sans nom : il n'est pas rare qu'après les avoir violées, ils leur tailladent le vagin avec une lame de rasoir. Aux hommes violés, ils introduisent dans l'urètre une colle spéciale (qu'on appelle "super glu") qui les empêche d'uriner. La vessie se gonfle des urines longtemps retenues, éclate et entraîne la mort de la personne. […] »

26. Le coltan se trouve aux environs de Muhunzi, alors qu'ailleurs il y a de l'or et de la cassitérite. […] (note figurant dans le document lui-même).

27. 1,5 à 2 $, alors qu'à Bukavu le prix est de 3,5 ou 4 $ selon la teneur de la cassitérite (note du document).

parti en voyage, et eux de dire : "Il a de la chance !" Ils ont ligoté toutes les personnes présentes, c'est-à-dire la maman, son beau-frère et les quatre enfants. De leurs sacs, ils ont tiré une liste de tout ce qui se trouvait dans la maison.

Ils ont dit : "Donnez-nous 500 $". Ils savaient que la veille la famille avait reçu le paiement de la dot de leur fille. Tout en sachant que la maman n'avait reçu que 100 $, les Warugaruga ont exigé 500 $, quatre chèvres, des habits, des souliers et deux appareils radio. Prise de panique en sentant la mort proche, la maman n'entendait plus rien de la lecture de la longue liste des biens à donner.

Ils ont dit : "Qu'aucune chose ne manque ! Si ça manque, on vous tue à la place de votre mari." Alors la maman a dit : "Messieurs, si vous voulez nous tuer, tuez-nous. Notre beau-père ne nous a amené qu'une avance de 100 $ et il nous doit encore 100. Nous avons reçu 4 chèvres desquelles nous avons donné une aux oncles et une autre aux tantes de notre fille." Alors ils ont pris cet argent et pillé tout ce qui se trouvait dans la maison.

Peu avant 6 h du matin, les anciens militaires de l'autodéfense aujourd'hui intégrés dans les FARDC sont arrivés et ont demandé : "Qu'est-ce qui s'est passé pendant la nuit ?" La famille, les voisins et d'autres habitants du quartier, pris de compassion, leur ont répliqué : "Comment se fait-il que vous nous demandiez de faire rapport alors que vous avez aussi entendu les tirs d'armes à feu et vous n'avez rien fait ?" En effet, ils sont positionnés à moins de deux kilomètres de la maison pillée. Et les habitants ont ajouté : "Déjà au mois d'avril, notre frère, le fils de Ntabalirwa, lui aussi habitant de Ntondo, a été tué parce qu'il défendait son droit sur son champ et sur son élevage, et vous n'êtes arrivés que trois heures après, alors que l'homme était déjà mort laissant derrière lui sa femme et six enfants. Depuis le départ des militaires, le chef de cette famille ne dort pas chez lui de peur d'être tué."

FDLR et Rastas : blanc bonnet et bonnet blanc ?

Ces hommes qui nous privent de paix se trouvent à de nombreux endroits : Luhwinja, Luduha, Burhinyi, Ntondo, Karhala, Kilungutwe, etc. Il est difficile de faire la distinction entre FDLR, Rastas et Interahamwe, car ils travaillent en collaboration[28]. C'est pourquoi nous les appelons par n'importe lequel de ces trois noms. Parmi les Rastas se trouvent certains individus à la morphologie tutsi et qui travaillent en parfaite collaboration avec les Hutu et leur groupe. Ils s'expriment dans beaucoup de langues comme le français, le swahili, le mashi et même le lingala.

Seule la prononciation particulière des "r" trahit leurs origines rwandaises. Certains d'entre eux sont mariés à des femmes d'ici et ont eu des enfants.

Ils ont affirmé connaître parfaitement tout l'Est du Congo : des montagnes de Kaziba en passant par Burhinyi, Luhwinja, Kitwabaluzi, Kilungutwe, Kasika, Kalambi, Lugushwa, Walikale, Lubutu jusqu'à Kisangani étant donné qu'ils sont permutés régulièrement[29]. Bien que leurs camps soient éloignés de la population, ils circulent pendant la journée au village au milieu des habitants. Ces Hutu possèdent des téléphones portables puissants dont le prix avoisine les 500 $. Grâce à ces appareils, ils contactent à tout moment des gens du monde entier[30]. Quand on veut connaître la date de leur retour au Rwanda, ils répondent : "Aliyetuleta humu mu Congo na ni yeye tunachunga oda yake" (C'est sur l'ordre de celui qui nous a amenés ici au Congo que nous partirons)[31]. "Si tel ordre nous était donné à l'instant, nous pourrions partir immédiatement."

28. Le témoin de Nindja affirme, lui aussi, que FDLR et Rastas, c'est « blanc bonnet et bonnet blanc ». Il dit notamment: « Aussi invraisemblable que cela puisse paraître, il existe comme une organisation interne et des secrets de polichinelle entre AFDLR et Rastas » ; « Nous ne savons pas distinguer les Rastas des AFDLR ».

29. La population de Kaziba n'a été que rarement dérangée parce que l'ancien gouverneur du Sud-Kivu, Norbert Katitima, originaire de cette chefferie, a été longtemps collaborateur du Rwanda. Récemment, la mort du *mwami* Cimanye Nakaziba Kabonwa, dont la population soupçonne l'empoisonnement, a laissé cette chefferie dans la crainte de vivre sans protection (note du document).

30. Nous le comprenons par les conversations que nous entendons en passant (note du document).

31. L'identité du « donneur d'ordre » n'est pas ici précisée. Le témoin de Nindja évoque pour sa part des FDLR qui se déclarent prêts à partir s'ils en reçoivent l'ordre de Joseph Kabila. « […] Ils ont ajouté que, lorsque les combattants hutu rwandais combattaient à Kisangani aux côtés du président Laurent Désiré Kabila, ils avaient signé avec lui un accord selon lequel, une fois la guerre terminée, Kabila les aiderait à rentrer par la force au Rwanda, en constituant préalablement pour eux en RDC une base arrière et un couloir. "Si le président Joseph Kabila nous disait de rentrer au Rwanda, nous rentrerions" […]. » Précisons que d'autres passages du récit de ce témoin relèvent des indices tendant à montrer que les Rastas seraient aux ordres du président rwandais.

Des hélicoptères enlevant des minerais de la forêt

Les Rastas ne manquent de rien dans leurs camps quoiqu'en pleine forêt.

Seuls les collaborateurs connaissent l'emplacement des camps et, même dans ce cas, ils ne font pas beaucoup de confiance à leurs amis congolais. Les creuseurs qui cherchent l'or et la cassitérite témoignent que des hélicoptères venant du Rwanda atterrissent régulièrement dans la forêt de Muhunzi sans être capables de préciser l'endroit. En effet, les creuseurs sont éloignés avant tous les atterrissages. Nous voyons passer ces hélicoptères au-dessus de nos têtes et des caisses traverser nos villages pour leur acheminement à d'autres groupes. Les gens qui vont au marché sont obligés de les transporter sans savoir ce qu'ils portent. Le rythme de ces arrivées est d'au moins deux fois par semaine. Au retour, les hélicoptères ramènent au Rwanda des matières précieuses.

Une réunion qui n'a pas réconforté la population

Samedi 4 juin 2005, à 10 h 30, le chef du groupe AFDLR du territoire de Mwenga est arrivé à Luduha et a convoqué une réunion tenue également par la suite à Burhinyi et dans d'autres villages. Il nous a dit que désormais ils ne nous voleraient plus rien parce qu'ils sont en train de rentrer chez eux-mêmes si le jour et l'heure du départ restent inconnus[32]. Il a ajouté que la responsabilité des assassinats ne concerne que les habitants du lieu qui les renseignent sur les avoirs et les activités des autres. "Étant donné que nous avons une liste des objets qui sont chez vous, nous sommes obligés de vous assaillir. Si vous continuez à mourir, c'est par la faute de vos propres frères. Si nous voyons que vous n'avez pas tel objet signalé, nous sommes sans pitié et nous vous tuons sur place."

Après, il a ajouté : "Celui qui parmi nos militaires violera une femme sera tué devant toute la population. Et si une femme a été violée, qu'elle vienne me le dire, nous tuerons le coupable." Les mamans lui ont répondu : "Il est impossible pour nous de venir chez vous dénoncer. Nous sommes sans défense, nous craignons les représailles."

Le chef a renchéri : "N'ayez pas peur, c'est moi le responsable de tous les AFDLR au Sud-Kivu". Il a annoncé que le jour où nous verrons passer les "*kajorite*" (blessés de guerre), nous comprendrons que tous les autres auront déjà traversé la frontière.

Ce chef, nous le connaissons. S'il fait un tour au quartier, il faut lui donner quelque chose sinon il frappe. Après deux heures de discours, nous avons eu le courage de lui dire : "Vous êtes de passage ici alors que nous y restons. Il est donc inutile de vous décrire nos problèmes, il vaut mieux que nous gardions le silence, Dieu seul sait quel sera notre avenir."

La population a peur de dire la vérité devant le chef. L'an passé, trois femmes qui avaient été violées avaient osé dénoncer leurs agresseurs. Quelques jours après, les Warugaruga sont arrivés, et après avoir demandé 250 $, ils ont torturé ces personnes, tué une des trois femmes et deux de leurs maris.

Le *mwami*

Les AFDLR entourent le *mwami*. Dans sa résidence, ces hommes armés se confondent aux autres travailleurs ; ils l'escortent partout où il va ; ils mangent avec lui. C'est lui qui les a cherchés pour sa sécurité. Il s'oppose à l'entrée dans la chefferie de la société d'exploitation minière Banro, car la précédente, Sominki, lui avait offert une voiture, une camionnette et beaucoup d'argent[33]. La mère du *mwami*, qu'on appelle Mwamikazi, aurait au contraire voulu ouvrir le chemin à Banro. À vrai dire, Justin Mukuba Karhibahaza n'est que *mwami* intérimaire en attendant que l'héritier

32. Ces « bonnes dispositions » sont sans doute un effet de l'engagement (engagement de déposer les armes et rentrer au Rwanda) pris à Rome le 31 mars 2005, sous le patronage de la communauté Sant'Egidio, par le « chef politique » des FDLR, Ignace Murwanashyaka. Le témoin de Nindja évoque, lui aussi, cet engagement et déclare : « Le président des FDLR, M. Ignace Murwanashyaka, n'a aucune autorité sur les Rastas. Lorsqu'il est arrivé à Bukavu, au début de sa tournée pour expliquer aux différents groupes AFDLR l'accord de Rome et après avoir entendu les plaintes des populations meurtries, il a envoyé un émissaire demander aux AFDLR de mettre fin au mythe rasta avant qu'il n'arrive chez eux. Il n'est pas arrivé à Nindja, mais il a parlé par phonie avec les AFDLR de Nindja en leur demandant de tuer ceux des Rastas qui s'attaqueraient à nouveau à la population. » Le témoin enchaîne en soulignant les « étranges complicités » qui lient les deux types de milices, laissant par-là entendre que les ordres du chef avaient peu de chance d'être suivis (note de l'auteur).

33. La Sominki avait promis de lui remettre la production d'or d'une colline, ce que la société Banro ne reconnaît pas. En 1998, L. D. Kabila avait créé la société Sakima qui comprenait déjà Banro. Elle fut remplacée par Somico, sans Banro. Banro fit recours et, en 2002, la justice des États-Unis condamna la RDC à payer des milliards de dollars pour inexécution du contrat. L'État congolais n'ayant pas de quoi rembourser, il fut décidé que Banro aurait droit à 100 % de tout l'or de la région

du trône atteigne la majorité. Ivre de ce pouvoir, Justin est loin de céder les honneurs et l'argent facilement pris à la population avec l'aide de ses amis rwandais.

Auparavant, les militaires des FARDC exigeaient un pourcentage sur toute quantité d'or, mais à présent l'or va au *bwami*[34] pour payer les nombreuses personnes qui y travaillent. Les carrières [c'est-à-dire les sites d'exploitation minière] des milieux proches cotisent pour l'entretien du *bwami* alors que les autres subissent la loi des Hutu.

Les FARDC, les forces d'autodéfense et les chefs

Les militaires des FARDC collaborent avec les AFDLR tout en habitant à une certaine distance de ces derniers. Pour distraire la population, pendant la journée les FARDC et les Hutu ne sont pas ensemble, mais vers 17 heures ils vont ensemble sécuriser l'habitation du *mwami*.

Les éléments de l'autodéfense sont nombreux, mais ils n'interviennent pas pour mettre fin à la souffrance de la population dont les appels au secours ne sont jamais suivis d'effets. Deux heures après l'attaque, ou le lendemain, ces "autodéfenses" qui se promenaient sur le lieu demandèrent : "Qu'est-ce qu'ils ont pris ?" Déçues, les personnes interrogées se turent, mais la suite fut grave : bastonnade pour toutes.

Nous sommes vraiment accablés de voir ces hommes de l'"autodéfense" qui ne se gênent pas d'arrêter leurs propres frères et de contrôler leurs sacs. Lors de ce contrôle, ils glissent une cartouche dans le sac et laissent partir la personne. Peu après, ils l'arrêtent à nouveau et l'accusent de soutenir les FDLR ou les Rastas. S'il nie, ils lui prennent de force son sac et contrôlent son contenu. La cartouche retrouvée, ils fixent des amendes sans aucune compassion.

Notre plus grande déception est de voir de nombreuses familles collaborer avec des voleurs. Certains membres desdites familles sont obligés de participer à leurs crimes, d'autres le font volontairement à cause de petits intérêts personnels qu'ils tirent de la collaboration. Si une personne a été attaquée la nuit, le lendemain des chefs passent chez elle et l'interrogent en l'intimidant : "Qu'est-ce qu'on t'a pris ?" Non contents de la réponse, ils demandent encore : "Qu'est-ce qui est resté ?" Et dans les jours qui suivent, cela n'étonne personne de voir d'autres hommes armés arriver et détailler la liste des choses restées lors du forfait précédent. Si une seule chose manque, l'on est tué sans pitié. Les traîtres perçoivent un pourcentage sur les biens signalés à nos ennemis. Parfois ils les accompagnent, cagoulés ou masqués à l'aide de lunettes sombres. C'est vrai que l'ennemi du Congolais n'est autre que son frère congolais !

La MONUC

La MONUC vient régulièrement, environ deux fois la semaine, avec un convoi de 5 à 10 ou 12 véhicules. Ils parlent avec les gens qui sont au *bwami*. Parfois ils nous parlent aussi longuement sans que notre situation change. Ils interrogent des personnes avares de mots tant la peur les habite. Les AFDLR participent à toutes les réunions que la MONUC tient au *bwami*.

Une population dans la peur et sans secours

La population ne sait pas se défendre. Lorsque nous tenons nos réunions de quartier, nous ne pouvons pas parler librement par crainte d'être trahis par ceux des Congolais qui collaborent avec les AFDLR. Non seulement ils leur fournissent la liste de nos biens, mais ils s'infiltrent là où nous débattons de nos problèmes. Si par malheur une plainte sort de notre bouche, ils la rapportent à leurs employeurs et vengeance s'ensuit.

Si quelqu'un doit à une autre personne, la sagesse est de ne pas (lui) réclamer le paiement […]. Récemment, un homme fraîchement sorti d'une hospitalisation est allé reprendre ses deux dernières vaches échappées des pillages et gardées par une connaissance. La nuit suivante, ce propriétaire a été tué par les Warugaruga probablement envoyés par le gardien.

Ainsi, même si elle connaît beaucoup de choses, de peur de subir des conséquences, la population se tait, et c'est ainsi qu'elle continue à subir viols, pillages et mauvais traitements. Dans ces conditions, à qui pourrait-elle faire rapport ? La personne à qui nous nous confions pourrait être leur ami et nous serions perdus. Leurs collaborateurs se trouvent aussi à Bukavu et nous craignons pour cela de nous rendre aux bureaux des défenseurs des droits humains où ils guetteraient nos entrées quand ils ne seraient pas assis dans ces bureaux… Nous vivons donc dans l'insécurité parfaitement organisée et sans secours. À part Dieu, nous n'avons pas de berger.

---

pendant trente ans, alors que la cassitérite de la même région irait à l'État congolais (note du document, mentionnée comme « note de la rédaction »).

34. Le terme semble désigner ici la résidence et le siège du pouvoir du *bwami* (note de l'auteur).

Ce que nous demandons

Accablés par nos souffrances et convaincus par conséquent que la paix est la chose la plus importante pour l'homme, le pilier sans lequel aucun progrès n'est possible, nous, habitants de Luhwinja et de Burhinyi, demandons :

Que les Autorités du pays voient comment agir afin que notre pays retrouve très vite la paix :

- qu'elles renvoient les Waragaruga chez eux, au besoin par la force, sans attendre qu'ils le décident d'eux-mêmes ;
- sans la paix et la sécurité, nous serons écartés des élections qui nous obligent comme tous les autres Congolais. Nous ne voulons pas de discours flatteurs des candidats qui ne changent rien à notre situation.

Que les FARDC :

- gardent la population et ses biens, qu'elles ne vendent pas notre pays contre de l'argent qui ne dure pas, mais passe.

Que la MONUC :

- applique le chapitre 7 de la Charte de l'ONU l'obligeant à protéger les populations civiles en danger ;
- facilite sans délai et condition le retour au Rwanda des Hutu en général, c'est-à-dire tous ces Rastas, Interahamwe, AFDLR et autres FDLR qui continuent à nous accabler. Ils ont leur pays et nous avons le nôtre.

Si de nouvelles stratégies ne sont pas élaborées par les différentes institutions pour ramener la paix dans notre province, la population pourrait se voir obligée de prendre en charge sa sécurité. Mais que serait alors notre pays, que deviendrait l'État ?

J'ai parlé en surmontant ma peur, car je suis convaincu que si nous continuons à souffrir, c'est à cause de la peur qui nous bloque, et nous risquons de mourir tous. Je vous remercie de votre attention en même temps que je vous demande et vous supplie d'œuvrer par tous les moyens pour changer l'état actuel de notre contrée. Nous avons perdu tout espoir de vivre. Comme le dit un proverbe : "Shida haina adabu, leo ni kwangu ila kesho ni kwako", c'est-à-dire que nul n'est éternellement condamné à la souffrance qui passe sans peine d'une personne à une autre.

Un habitant du territoire de Luhwinja »

Source : témoignage fait à Bukavu le 8 juin 2005 recueilli par Idesbald Byabuze Katabaruka, Liévin-Pacifique Kario, Vicky Ciharhula et Teresina Caffi.

Le 15 avril 2003, Joseph Kabila confirmé président par toutes les parties promulgue un décret d'amnistie pour « les faits de guerre, les infractions politiques et d'opinion commis pendant la période allant du 2 août 1998 au 4 avril 2003, à l'exception des crimes de guerre, des crimes de génocide et des crimes contre l'humanité ».

Le 29 juin, un accord est conclu. Selon *La Référence Plus* (1/07/2003), l'arrangement auquel on est parvenu est à peu de choses près le même que celui que la médiation internationale avait proposé en mars aux belligérants, mais auquel seul le RCD-Goma avait alors adhéré. Ce mouvement se trouve en effet bien « servi » puisqu'il obtient le commandement de celle des trois armes qui pèse le plus, la force terrestre, alors que par ailleurs il détient le ministère de la Défense. Mais il reste que c'est la « composante gouvernement » qui a la plus belle part : son chef de file, Joseph Kabila, est en vertu de la Constitution commandant suprême des forces armées et préside le Conseil supérieur de la Défense ; sa composante se voit encore attribuer la direction de l'état-major général, ainsi que le commandement de la force aérienne. Seul le MLC apparaît mal servi avec, outre des commandements adjoints dont bénéficient aussi les autres parties, le commandement de la fort maigre force navale.

Le lendemain de cet accord, le 43e anniversaire de l'indépendance du Congo est célébré, symbole de réunification et de réconciliation nationale, à Mbandaka, chef-lieu de l'Équateur. C'est ce jour-là qu'un décret nomme les membres du Gouvernement de Transition. S'ouvre ainsi la quatrième période de Transition au Congo/Zaïre[35].

35. On considère généralement qu'il n'y a eu que deux régimes de Transition : celui qui va du discours d'avril 1990 de Mobutu jusqu'à son renversement en mai 1997, et celui qui s'ouvre en juillet 2003. D'après Gauthier de Villers, ce point de vue se justifie si l'on donne au terme « régime » un sens fort, c'est-à-dire si l'on entend par régime de Transition un dispositif juridique conçu pour assurer, à travers la mise en place d'institutions particulières, le passage à un régime « définitif ». Mais le règne de Laurent Désiré Kabila, du 17 mai 1997 au 16 janvier 2001, et celui de son fils, entre ses prestations de serment du 26 janvier 2001 et du 7 avril 2003, correspondent aussi, sinon à des régimes, du moins



Un groupe de FDLR (rebelles hutu rwandais) fait la reddition à Mwenga.
(Photos extraites de *L'Homme qui répare les femmes*, film documentaire de Thierry Michel et Colette Braeckman, 2015 ; avec l'aimable autorisation des auteurs.)

En mai 2006, la MONUC fit état d'un total de 8512 combattants étrangers (rwandais et burundais surtout) qui auraient été rapatriés avec leurs dépendants depuis octobre 2002. Elle estimait qu'il reste encore entre 8000 et 9000 combattants étrangers en RDC dont la plupart appartiennent aux FDLR[36]. Consciente de l'insuffisance de la démarche du volontariat[37] et interprétant de manière moins restrictive son mandat, la MONUC s'est associée en 2005 à des opérations militaires des FARDC visant à démanteler les bases des rebelles hutu et à désarmer les combattants[38].

Présents dans les deux Kivu, les FDLR auraient été ramenés en quelques années de plus de 6000 à 1000-1500 combattants[39]. Affaiblis par des tensions

à des périodes de transition : même s'il a manifesté, avec l'institution des comités du pouvoir populaire, une velléité d'instaurer une forme permanente d'État, le père a toujours prétendu que sa mission était de « re-démocratiser » le Congo par le cheminement vers des élections générales (le Parlement non élu qu'il met en place en juillet 2000 sera d'ailleurs dénommé : Assemblée constituante et législative-Parlement de Transition) ; quant au fils, il préside, pourrait-on dire, à un système de « transition à la Transition » puisqu'il adhère d'emblée au schéma de l'accord de Lusaka, en vertu duquel lui-même et les autres belligérants doivent aboutir à l'institution consensuelle d'un « nouvel arrangement politique » qui aura cette fois le caractère d'un véritable régime de Transition (de Villers 2009 : 224-225).

36. Nations unies 2006.

37. On avait pu espérer, au printemps 2005, qu'une solution politique était en vue. À l'initiative de Joseph Kabila et avec le patronage de la communauté catholique de Sant'Egidio, des représentants des FDLR se réunissent à Rome. Le 31 mars, ils signent une déclaration par laquelle ils se disent prêts à renoncer à la lutte armée et à entrer dans le processus de rapatriement. Mais cette conversion à une démarche pacifique et l'acceptation du rapatriement sont soumises à conditions : les *leaders* rebelles demandent en même temps que l'impunité l'ouverture d'un « dialogue politique rwandais ». Or le Gouvernement de Kigali ne veut pas entendre parler de négociations politiques avec une organisation qu'il considère toujours dominée par les génocidaires. La Déclaration de Rome n'aura dès lors guère d'effet. D'autant que l'autorité des signataires n'est pas évidente. Ils appartiennent à la représentation politique extérieure des FDLR que ses orientations modérées opposent aux *hard-liners* qui dominent toujours l'aile armée de la rébellion. Voir ICG 2005.

38. Wolters & Boshoff 2006. Des chercheurs ont visité en 2005 le centre de formation et d'entraînement de Luberizi au Sud-Kivu. Ils y ont trouvé des combattants ayant opté pour la démobilisation en même temps que d'autres qui avaient choisi l'intégration. De plus, le désarmement de ces hommes n'avait été que partiellement réalisé (Aust & Jaspers 2006 : 108).

39. Ce dernier chiffre est une estimation de la MONUSCO datée de septembre 2011. Le rapport final d'experts transmis



Le porte-parole des FDLR.
(Photo extraite de *L'Homme qui répare les femmes*, film documentaire de Thierry Michel et Colette Braeckman, 2015 ; avec l'aimable autorisation des auteurs.)





Armes et cartouches remises à l'occasion par les FDLR.
(Photos extraites de *L'Homme qui répare les femmes*, film documentaire de Thierry Michel et Colette Braeckman, 2015 ; avec l'aimable autorisation des auteurs.)

entre leurs *leaders* ainsi que sur le plan de leurs liaisons et de leurs soutiens extérieurs, ils conservent cependant une organisation aguerrie et occupent une position stratégique dans les rapports conflictuels complexes et fluctuants des communautés ethniques et des États dans la région des Grands Lacs.

Dans leur rapport publié en septembre 2022 sur la situation des groupes armés dans l'Est de la RDC, Koen Vlassenroot, Aymar Nyenyezi Bisoka et Josaphat Musamba montrent les limites des initiatives de pacification à l'Est du Congo. Ils proposent d'attaquer ce problème des groupes armés à partir des centres de diffusion, c'est-à-dire des endroits qui contiennent des facteurs sociohistoriques et structurels faisant que, malgré les initiatives de paix mises en place, les conflits reprennent. Ils proposent de comprendre ces facteurs afin de penser à des stratégies plus adaptées et qui seraient plus efficaces.

Dans leur perspective, la notion de « centres de diffusion » permet de rendre compte de la complexité locale de la mobilisation armée ; ils « font référence à des territoires géographiques présentant des caractéristiques qui, combinées à d'autres, pourraient, dans certaines circonstances, déclencher l'émergence de nouveaux groupes armés. Ces centres de diffusion peuvent être décrits comme des zones de mobilisation centrées sur des sources de conflit spécifiques et représentant un ensemble distinctif de facteurs contextuels de mobilisation » (Vlassenroot *et al.* 2022 : 15). Cette perspective des zones affectées

au Conseil de sécurité en octobre 2011 retient encore le chiffre que la mission des Nations unies avançait en juin, soit celui d'un maximum de 3000 combattants (2000 à 3000), en ajoutant que, selon les services de renseignement rwandais, les FDLR compteraient 4355 hommes (United Nations 2011 : § 71).



Danse des Banyarwanda qui fut exécutée à l'occasion pour sceller la paix.
(Photo extraite de *L'Homme qui répare les femmes*, film documentaire de Thierry Michel et Colette Braeckman, 2015 ; avec l'aimable autorisation des auteurs.)

par les conflits armés permet a) de mieux comprendre les spécificités de ces zones ; b) d'identifier les acteurs clés (ainsi que leurs réseaux) impliqués dans la mobilisation armée ; c) d'identifier les dynamiques historiques du conflit et de la violence, ainsi que leur profondeur et leurs reconfigurations.

Cette étude donne cinq indicateurs communs comme permettant de définir les centres de diffusion actuels dans l'Est de la RDC :

- la présence de populations parlant le kinyarwanda considérées comme d'origine rwandaise par une partie de la population ;
- la présence de groupes armés (et d'armées) étrangers ;
- la présence combinée d'une idéologie réformiste et d'un habitus de résistance ;
- la présence de zones et de routes utilisées pour le trafic d'armes (lorsqu'elles sont combinées avec l'un des facteurs ci-dessus) ;
- la présence de ressources qui ne sont pas contrôlées par les forces publiques (en combinaison avec l'un des facteurs ci-dessus).

Elle montre également qu'en appliquant ces indicateurs sur la province du Sud-Kivu, les zones apparaissent être des centres de diffusion des groupes armés :

- les hauts et moyens plateaux du Sud-Kivu, avec une crise profonde et des violences intercommunautaires, qui constituent une motivation essentielle pour une pléthore de groupes armés opérant dans la région ;
- les hauts plateaux de Kalehe, où le retour (potentiel) des « propriétaires terriens tutsi » ajoute aux tensions foncières existantes, et où Nyatura et d'autres groupes armés opèrent ;
- la zone de Bulambika dans le territoire de Kalehe, avec plusieurs cycles de mobilisation armée depuis le début des Maï-Maï dirigés par Padiri Bulendo dans les années 1990 et les opérations actuelles d'un certain nombre de groupes Raia Mutomboki (fragmentés) liés aux luttes de pouvoir locales ;
- la plaine de la Ruzizi, avec un lien entre la compétition locale pour les terres entre les communautés barundi et bafuliru et les retombées de la crise politique burundaise.

Les initiatives visant à mettre fin aux conflits armés dans l'Est de la RDC en particulier et au Sud-Kivu en général gagneraient en prenant en charge ces aspects structurels dans leurs programmes.

RÉFÉRENCES

Abdoulaye Abkoyoma, H.D. 2021. *L'Union africaine et les Conflits armés. Diagnostic et perspectives*. Paris : L'Harmattan (coll. « Harmattan Cameroun »).

Adepae *et al.* 2001. *Au-delà des « Groupes armés ». Conflits locaux et connexions sous-régionales. L'exemple de Fizi et Uvira (Sud-Kivu, RDC).* Suède : Life and Peace Institute.

AMACO. 1998. « La guerre en RDC ». *Zaïre-Afrique* 327 : 392.

Asa, W.G. 2008. « Militarisation et participation politique des bembe en territoire de Fizi au Sud-Kivu ». Mémoire de licence, FSSPA, UOB.

Assumani, K.W. Th. 1990. « La rébellion Simba dans les chefferies de Wakabango I et de Wamuzimu (Zones de Shabunda et Mwenga) de 1964 à 1987 ». TFE en Histoire et Sciences sociales, ISP/Bukavu.

Aust, B. & Jaspers, W. 2006. *From Resource War to « Violent Peace ». Transition in the Democratic Republic of Congo, Deutsche Stiftung Friedensforshung & Fatal Transactions*. Bonn : Bonn International Center for Conversion.

Bahati, D. 2005 (mai-juin). « La tragédie de Ninja : un signe avant-coureur ? ». *Observatoire des conflits, des droits de l'homme et de la bonne gouvernance*, *bulletin du CEGEC* : 23-30.

Bilamirwa, KY. Ph. 2019. « L'insécurité dans la chefferie de Lwindi en territoire de Mwenga (1994-2019) ». Mémoire de licence en Histoire, ISP/Bukavu.

Biteza, B. 1990. « La rébellion Simba et son impact sur la vie sociale et économique en Zone d'Uvira (1963-1980) ». Mémoire de licence en Histoire, ISP/Bukavu.

Borauzima, E. 2023. « Gouvernance des ressources naturelles et conflictualité à Lwindi : (re)penser le rôle des autorités coutumières dans le contexte armé dans l'Est de la RDC ? ». In Jamar, A, Sammick, D.A., Ramazani, K.L. & Chemouni, B. (dir.), *Conjonctures de l'Afrique centrale*. Tervuren/Paris : MRAC/L'Harmattan (coll. « Cahiers africains », n° 101), pp. 184-209.

Bouquet, Ch. 2011. « Conflits et risques de conflits liés à l'eau en Afrique ». *Les Cahiers d'Outre-Mer* 255 (3) : 341-362.

Bucyalimwe, M. 2000. *La Dynamique AFDL/RCD et les enjeux politiques et démocratiques.* Paris : L'Harmattan,.

Centre électronique d'analyse politique sur l'Afrique centrale et des Grands lacs (CEAPACGL). 2004 (25 juin). « 3e guerre d'agression de la RDC par le Rwanda, motivation et conséquence ». *Bulletin du CEAPACGL*. Kinshasa.

Bulletin hebdomadaire d'information sur l'Afrique centrale et de l'Est, n° 12, 27 mars 1999.

Bureau du facilitateur du Dialogue intercongolais de Sun City, *Rapport final 2002:58, Résolution n° DIC/CDS/02 relative au désarmement des groupes armés et au retrait des troupes étrangères*.

Interpeace (Bureau régional pour l'Afrique de l'Est et du Centre-BRIAEC). 2013 (octobre). *Rapport sur la manipulation des identités et stéréotypes, enjeux et défis pour la paix dans la région des Grands-Lacs*.

Cifende, A. 2001. « Impact socio-démographique de l'insécurité à Kalehe sous l'AFDL et le RCD ». Mémoire de licence, UOB.

Congo Research Group. 2005 (décembre). *Cartographie des groupes armés dans l'est du Congo*. New York : New York University.

de Villers, G. 2009. *De la guerre aux élections. L'ascension de Joseph Kabila et la naissance de la Troisième République (janvier 2001-août 2008)*. Paris/Tervuren : L'Harmattan/MRAC, coll. « Cahiers africains », n° 75.

Dorsouma, H. 2022. *Conflit armé et Développement durable en Afrique. Cas de la Côte d'Ivoire*. Paris : L'Harmattan, coll. « Études africaines ».

Duyvesteyn, I., Frerks, G., Kistemaker, B., Stel, N. & Terpstra, N. 2016. « Reconsidering revel governance ». In J.I. Lahai & T. Lyons, *African Frontiers. Insurgency, Governance and Peacebuilding in Postcolonial State*. Abingdon : Routledge, pp. 53-62.

Ebasomba M'Munguelwa, W. M. 2013. « Le massacre de Makobola II dans le territoire de Fizi, secteur de Tanganyika : Processus et conséquences (1996-2006) ». TFE en Histoire et Sciences sociales, ISP/Baraka.

Eastern Congo Tribune, 28 juin 2019. En ligne.

Fikiri, K. 2006. « L'insurrection des officiers Banyamulenge à Bukavu (1996-2004) ». Mémoire de licence en Histoire, ISP/Bukavu.

Finlay, C. 2022. « Assisting Rebels Abroad: The Ethics of Violence at the Limits of the Defensive Paradigm ». *Journal of Applied Philosophy* 39 : 38-55.

Fofana, I.K. 2022. *L'Afrique de l'Ouest face à la menace djihadiste*. Paris : L'Harmattan, coll. « Études africaines ».

Fortna, V.P. 2015. « Do Terrorists Win? Rebels' Use of Terrorism and Civil War Outcomes ». *International Organization* 69 (3) : 519-556.

Gottschalk, K. 2021. « African Peacekeeping and African Integration: Current Challenges ». *Advances in African Economic, Social and Political Development* 1 : 183-193.

Hamadou Daouda, Y. 2011. « Conflits armés, inégalités et pauvreté : quelles interactions dans la région nord du Niger ? ». *Revue d'Économie régionale & urbaine* 5 : 831-848.

Héritiers de la Justice. 2004 (9 juillet). « Tueries et viols systématiques à Bukavu, les crimes de guerre commis du 26 au 29 juin 2004 ». *Nota Bene*.
Héritiers de la Justice. 2019 (8 novembre). « Les dessous des cartes des conflits armés récurrents dans les hauts et moyens plateaux de Minembwe et de Bijombo en province du Sud-Kivu ». *Nota Bene* 506.
ICG. 2005. « The Congo: Solving the FDLR problem once and for all ». *Africa Briefing* 25.
Institut de la vie. 2005. *Racines de paix en Afrique. À la rencontre des traditions de paix dans la région des Grands Lacs*. Bruxelles.
Kabemba, A. 1976. « Kindu et la rébellion. Essai d'étude des événements politiques (1960-1964) ». Mémoire de licence en Histoire, ISP/Bukavu.
Kamanyula, M. J-M.V. 2006. *Le Mouvement Mudundu* 40 *en collectivités chefferies de Kabare et de Ngweshe.*
Kameni, A.B. 2013. *Minerais stratégiques. Enjeux africains.* Paris : PUF.
Kyeya Kambale, J. 2020. *Conflits sociopolitiques et Réconciliation au Congo Kinshasa (1960-2020)*. Paris : L'Harmattan, coll. « Études africaines ».
Love, R. 2006. « Religion, ideology and conflict in Africa ». *Review of African Political Economy* 33 (110) : 619-634.
Lubala Mugisho, E. 2000. « L'émergence d'un phénomène résistant au Sud-Kivu ». In F. Reyntjens & S. Marysse (éd.), *Annuaire des Grands Lacs 1999-2000*. Paris : L'Harmattan, pp. 193-228.
Luhinzo, M.T.U. 2006. « Impact de deux guerres du Congo sur la chefferie de Kiziba (1996-2006) ». TFE en Histoire et Sciences sociales, ISP/Bukavu.
Mantzinkos, I. 2011. « Somalia and Yemen: The Links between Terrorism and State Failure ». *Digest of Middle East Studies* 20 (2) : 242-260.
Marks, Z. 2013. « The internal dynamics of rebel groups: politics of material viability and organizational capacity in the RUF of Sierra Leone ». Thèse de doctorat, University of Oxford.
Mişcoiu, S. & De Waele, J.M. 2023. « Introduction. Du maquisard au politique. Quelques pistes pour appréhender des trajectoires complexes et sinueuses ». In S. Mişcoiu, J.-M. De Waele & A.B. Urs. *Maquisards, rebelles, insurgés… politiques. Le devenir des chefs de guerre africains*. Cluj-Napoca (Roumanie) : Casa Cărții de Știință.
Migabo Nshurani, V. 2003. « Regard sur les Maï-Maï dans l'Est de la République démocratique du Congo ». *Revue de l'IRSA* 9 : 70-85.
Mission Saint-Esprit de Kitutu. « Kitutu miaka kumi (1967-1977) ». Inédit, brochure du jubilé de 10e anniversaire de la Paroisse.
Morvan, H. 2005. *Réinventer le quotidien. La cohabitation des populations civiles et des combattants maï-maï au Kivu*. Uppsala (Suède) : Life & Peace Institute.
Mukambilwa, W.J. 2008. « La résistance maï-maï dans la chefferie de Luindi (1996-2002) ». TFE en Histoire et Sciences sociales, inédit, ISP/Bukavu.
Mulemandeko, M.P. 2006. « La résistance du peuple shi de Walungu contre les insurrectionnels en RDC : cas de l'AFDL et du RCD (1996-2005) ». TFE en Histoire et Sciences sociales, ISP/Bukavu.
Mundere, L. 1999. « Le territoire d'Uvira, foyer de tension : essai d'explication des faits (1959-1998) ». Mémoire de licence en Histoire, ISP/Bukavu.
Munyuku, D. 1997. « La rébellion Simba dans la collectivité-secteur d'Itombwe et son impact socio-économique ». TFE en Histoire et Sciences sociales, ISP/Bukavu.
Musobwa, M. F. 2008. « La résistance maï-maï en territoire d'Uvira (1964-2005) ». Mémoire de licence en Histoire, ISP/Bukavu.
Mwisha, F. 2006. « *Leadership* et la lutte armée au Sud-Kivu. Étude appliquée aux Maï-Maï de Bunyakiri de 1996-2006 ». Mémoire de licence, FSSPA, UOB.
Nations unies. 2006 (22 mai). *Rapport présenté par le Secrétaire général en application des paragraphes 10 et 14 de la résolution 1649 (2005) du Conseil de sécurité*.
Ngandu Nkashama, P. 1999. *La Pensée politique des mouvements religieux en Afrique*. Paris : L'Harmattan.
Ntibarikure, J. *et al.* 2006. « Trafics d'armes. Enquête dans la plaine de la Ruzizi (RDC-Burundi) ». *Les Rapports du GRIP*. Bruxelles.
Ntwali Iragi, V. 2023. « Mouvements d'auto-défense maï-maï, défense de l'intégrité territoriale et formation d'une armée républicaine en République démocratique du Congo ». In S. Mişcoiu, J.-M. De Waele & A.B. Urs. *Maquisards, rebelles, insurgés… politiques. Le devenir des chefs de guerre africain*s. Cluj-Napoca (Roumanie) : Casa Cărții de Știință.
Okumu, W. & Botha, A. 2007. « Domestic terrorism in Africa: Defining, addressing and understanding its impact on human security ». Report for the Institute for Security Studies, ISS.
Okunlola Olalekan, C. & Okafor Ifeanyi, G. 2022. « Conflict-Poverty relationship in Africa: A Disaggregated Approach ». *Journal of Interdisciplinary Economics* 34 (1) : 104-129.
Onomo Etaba, R.B. 2014. *Rivalités et conflits religieux au Cameroun*. Paris : L'Harmattan.
Papé, M.A. 2011. *Les Conflits identitaires en Afrique francophone*. Paris : L'Harmattan, coll. « Études africaines ».

Pourtier, R. 2012. « Ressources naturelles et conflits en Afrique subsaharienne (Natural resources and conflicts in Sub-Saharan Africa) ». *Bulletin de l'Association de Géographes français* 89 (1) : 34-53.
Radio Okapi. En ligne : http://www.radiookapi.net/index.php?i=53&a=25329
Reyntjens, F. 1997. « La rébellion au Congo-Zaïre : une affaire de voisins ». *Hérodote : revue de géographie et géopolitique* 86-87 : 57-77.
Reyntjens, F. 1999. *La Guerre des grands lacs : alliance mouvementée et conflits extra-territoriaux en Afrique*. Paris : L'Harmattan,.
RIO. 2019. « Projet de reconstruction de la cohésion sociale dans la commune rurale de Minembwe en territoire de Fizi dans la province du Sud-Kivu en DC Congo ». Inédit. Bukavu.
Romkema, H. 2003. « The situation in the Kivu ». In M. Malan & J.G. Porto (éd.), *Challenges of Peace Implementation.* Pretoria : Institute for Security Studies, pp. 223-231.
Rugendabanga, C. H. 2007. « Les rébellions et les groupes armés en chefferie de Ngweche (1996-avril 2007) ». Mémoire de licence en Histoire, ISP/Bukavu.
Sebagezi, R. 1989. « Les rebelles dans la zone de Fizi : Essai d'étude monographique ». TFE en Histoire et Sciences sociales, ISP/Bukavu.
Sharkey, H.J. 2008. « Arab identity and ideology in Sudan: The politics of language, ethnicity, and race ». *African Affairs* 107 (426) : 21-43.
Songa, M. K. 1990. « La rébellion Simba et ses conséquences sur la population de la collectivité-chefferie des basile en zone rurale de Mwenga (ca 1964-1989) ». Mémoire de licence en Histoire, ISP/Bukavu.
Stearns, J. *et al.* 2013. *Les Raia Mutomboki : déficience du processus de paix en RDC et naissance d'une franchise armée*. Institut de la Vallée du Rift/Projet Usalama.
Stearns, J. & Vogel, C. 2015. « The Landscape of Armed Groups in the Eastern Congo". In Stearns, J. & Vogel, C., *The Landscape of Armed Groups in the Eastern Congo.* New York : Congo Research Group, New York University, CIC.
Stearns, J. & Vogel, C. 2017 (décembre). « La topographie des groupes armés dans l'Est du Congo. Réseaux fragmentés et politisés ». *Kivu Security Tracker, Baromètre sécuritaire du Kivu*.
Stearns, J. & Vogel, C. 2017 (décembre). « La topographie des groupes armés dans l'Est du Congo. Réseaux fragmentés et politisés ». Baromètre sécuritaire du Kivu (KST).
Suleiman Muhammad, D. 2020. « What makes islamist movements different? A study of Liberia's NPFL and Nigeria's Boko Haram in West Africa ». *Terrorism and Political Violence* 32 (1) : 119-137.
Tollimi, A. 2010. *La Résolution des conflits frontaliers en Afrique*. Paris : L'Harmattan.
Tonyeme, B. 2021. *L'Ethnie et le Pouvoir politique en Afrique*. Paris : L'Harmattan, coll. « Études africaines ».
Tshiambi, A. 2006 (20 février). « L'érection de Minembwe en "territoire" suscite des mécontentements ». *Le Potentiel* 3656.
Tulinabo, M.N. 1991. « Marandura et la rébellion Simba dans les territoires d'Uvira et de Fizi ». Mémoire de licence en Histoire, ISP/Bukavu.
Usungo Ulungu Kinyamba, J. 1980. « Bukavu et les attaques simba. Étude évolutive des événements politiques (1960-1964) ». TFE en Histoire et Sciences sociales, ISP/Bukavu.
Van Acker, T., Muhangaje, J. & Mageram, O.-A. 2018. « Partisan identity politics in post-war Burundi ». In Ansoms, A., Nyenyezi Bisoka, A. & Vandeginste, S., *Conjonctures de l'Afrique centrale 2018*, coll. « Cahiers africains », n° 92. Paris/Tervuren/Anvers : L'Harmattan/MRAC/CRE-AC, pp. 71-90.
Verhaegen, B. 1966. *Rébellions au Congo, Tome 1*. CRISP, Bruxelles.
Verweijen, J. 2016. *A Microcosm of Militarization: Conflict, Governance and Armed Mobilization in Uvira, South Kivu*. Rift Valley Institute/Usalama project.
Vlassenroot, K., Nyenyezi Bisoka A. & Musamba, J. 2022. *Building and Sustaining an Inventory of Armed Groups Operating in eastern DRC*. Washington/Kinshasa : World Bank.
Wakilongo, W. 2007. « Recours aux armes comme mode de participation politique en République démocratique du Congo. Cas des Maï-Maï de Bunyakiri (1998-2007) ». TFC, FSSPA, UOB.
Walsh, J.I., Conrad, J.M., Whitaker, B.E. & Hudak, K. 2018. « Funding rebellion: The Rebel Contraband Dataset ». *Journal of Peace Research* 55 (5) : 699-707.
Walther, O.J. & Christopoulos, D. 2015. « Islamic Terrorism and the Malian Rebellion ». *Terrorism and Political Violence* 27 (3) : 497-519.
Weinstein, J. 2004 (14-15 novembre). « Resources and the information problem in rebel recruitment ». Conférence « Curbing human rights violations by non-state armed groups ». Centre of International Relation, Liu Institute for Global Issues, University of British Columbia.
Wolters, S. & Boshoff, H. 2006 (10 juillet). « The impact of slow military reform on the Transition process ». Situation report. Institute for Security Studies. En ligne: http://www.iss.co.za
Zihalirwa, Nk. 2006. « Les groupes armés et la problématique de développement de la chefferie de Burhinyi ». TFC, FSSPA, UOB.

CHAPITRE 5

GROUPES ARMÉS DANS LE SECTEUR DES RESSOURCES NATURELLES, CONFLITS ENVIRONNEMENTAUX ET EXPLOITATION MINIÈRE

Le texte de ce chapitre porte sur deux sous-thèmes liés, à savoir : 1) l'implication des groupes armés (dont il venait d'être question dans le chapitre 2 ci-dessus) dans le secteur des ressources naturelles ; 2) les conflits environnementaux et l'exploitation minière, à partir de l'étude de cas de Luhwinja.

1. L'IMPLICATION DES GROUPES ARMÉS DANS LE SECTEUR DES RESSOURCES NATURELLES AU SUD-KIVU

Par Josaphat Musamba[1], Juvenal Biluge[2] et Lebon Mulimbi[3]

On dispose de très peu de travaux sur les rébellions congolaises au Sud-Kivu dans leur relation avec la production, l'exploitation et la commercialisation des ressources naturelles en dehors de l'époque où le RCD contrôlait la province et s'est largement activé dans la production et la commercialisation des minerais et des bois ainsi que leurs taxations de travaux de certains chercheurs sur les questions foncières, la taxation et les rapports du Groupe d'experts des Nations unies[4]. Entre 1998 et 2003, le RCD avait non seulement taxé l'exploitation de minerais, il avait aussi alterné ses sources de financement dans plusieurs secteurs économiques. Suite à l'opération « Divisé par deux », les mines artisanales de Kamituga furent exploitées par des militaires rwandais (RDF) et les rebelles du RCD. Cela coïncida avec le boom du coltan, ce qui fit que la cassitérite et le coltan comptèrent parmi les gisements exploités.

Outre le RCD, il y eut la nouvelle génération des groupes armés ayant fait leur apparition dans les territoires de Fizi, Uvira, Kalehe, Mwenga, Walungu et Shabunda de plus en plus impliqués dans l'exploitation des ressources naturelles. Polarisant dans et autour des sites miniers, ces groupes armés imposent des ordres sociaux à suivre, tout en amenuisant les populations. Si certains sont directement impliqués dans les activités minières artisanales (comme creuseurs ou propriétaires et transporteurs, utilisant les creuseurs aussi), d'autres voient leurs *leaders* financer la production, imposer des heures de travail et gagner des dividendes. Pendant que d'autres contrôlent les entrées dans les sites miniers artisanaux au sein de leurs zones de contrôles, d'autres groupes armés taxent les creuseurs ou sécurisent les activités minières. En marge du débat sur la criminalisation économique des ressources naturelles et la destruction de l'environnement, les groupes armés interfèrent dans les chaînes d'approvisionnement des minerais ou du bois au Sud-Kivu. Les exemples des

1. Josaphat Musamba est doctorant à l'Université de Gand et chercheur au groupe d'études sur les conflits et la sécurité Humaine (GEC-SH)/CERUKI-ISP Bukavu. Il s'intéresse aux dynamiques de groupes armés et ressources naturelles et aux chaînes d'approvisionnement des ressources naturelles ainsi qu'à l'anthropologie de sécurité. Josaphat est en plus assistant à l'Institut supérieur de Développement rural de Mbandaka (ISDR-Mbandaka).

2. Chercheur sénior au centre CIRESKI basé dans la ville d'Uvira.

3. Chercheur et coordonnateur de l'organisation APDHUD, asbl basée à Bunyakiri.

4. Comme Koen Vlassenroot, Judith Verweijen, Kasper Hoffman, Christoph Vogel, Jason Stearns, Claude Iguma et Emery Mudinga, Godefroid Muzalia, Sara Geenen, etc.

Raiya Mutomboki dans les groupements Bamuguba-Nord, Bamuguba-Sud et Baliga (territoires de Shabunda) ou des Maï-Maï Maheshe (Aka Simba wa Nkutu) et de Munyololo Mbaho (Aka Ndarumanga) dans le groupement Mulamba sont éloquents. De même que, dans le territoire de Fizi, le rôle de William Amuri Yakutumba ainsi que sa Coalition nationale du Peuple pour la Souveraineté du Congo (CNPSC) sont dans l'exploitation et la taxation dans la chaîne d'approvisionnement de l'or (à Mukera et autour de Misisi, Nyange et Kitumba), la coalition FPDC/ML de Kibukila Kitungano Mutetezi Trésor (Filon 14/Lwemba) ou les Twigwaneho de Michel Rukunda (Aka Makanika) et des FABB dans la zone de santé de Minembwe.

Afin de les situer dans l'exploitation minière industrielle et artisanale et/ou des forêts en termes de production et de commercialisation du bois, présentons quelques groupes armés impliqués dans la commercialisation des ressources naturelles comme acteurs exploitants à part entière, taxateurs, ou comme agents de sécurisation. Bien que ceux du Maniema aient politisé la masse rurale, leurs idéologies nationalistes furent remises en cause de pratique en raison de la violence contre les populations (Misako 2017).

1.1. GROUPES ARMÉS, SECTEURS MINIERS INDUSTRIEL ET ARTISANAL

Les ressources naturelles sont exploitées, commercialisées et distribuées différemment selon qu'il s'agit du secteur artisanal ou industriel. Outre les mines de la SAKIMA, l'exploitation industrielle s'est effondrée au Sud-Kivu depuis une certaine période. Avec la première et la deuxième guerre de l'Est du Congo, l'émergence de la *joint-venture* américano-canadienne Banro Corporation avait suscité de l'espoir.

1.1.1. LES GROUPES ARMÉS DANS LE SECTEUR MINIER INDUSTRIEL

Née de la défunte SOMINKI, la société Banro a fait surface au Sud-Kivu, mais elle finit par être revendue aux Chinois, ensuite à l'entreprise Strategos Mining. Si Banro a connu des interactions avec les groupes armés étrangers, notamment les FDLR/CNRD dans la chefferie Luhwinja, des interactions moins documentées avec des groupes armés dans la chefferie Lwindi (dont Ruma Hondwa) pour assurer la protection de ses biens et activités nécessitent des enquêtes. Plutôt axées sur la sécurisation des biens et convois de l'entreprise Banro, les relations ne sont pas aussi clairement établies. Dans les zones jadis contrôlées par des Maï-Maï Yakutumba, les convois logistiques de la société Banro à destination du site de Namoya, passant par Baraka, Kilembwe…, ont été le plus souvent en interaction avec les groupes maï-maï. Ensuite, à Minembwe, Trans Afrika qui fut une entreprise aurifère ayant effectué des exploitations minières et produit avait fini par fermer ses portes. Malgré sa multiculturalité, elle fut dominée par des Banyarwanda/Banyamulenge[5], certains expatriés y attachés furent la cible de kidnappings et autres attaques des combattants des Forces républicaines fédéralistes (FRF) dont les activités sont localisées à Kiziba (autour de Madegu-centre).

Les groupes armés ont influencé les acteurs miniers industriels en s'impliquant dans l'(in)sécurisation des convois et des espaces appartenant aux entreprises minières. Alors que les territoires de Mwenga et de Fizi avaient été concernés, l'exploitation minière industrielle ou semi-industrielle y a été menée. Comme pour dire que les groupes armés n'interviennent pas que pour troubler l'ordre, ils jouent aussi le rôle de protéger les entreprises impliquées dans l'exploitation minière industrielle. D'autres entreprises ont cohabité avec les groupes armés dans certains territoires du Sud-Kivu. À Fizi l'on peut noter qu'au cours du dernier forum il avait été décidé de suspendre les activités des sociétés minières comme TSM, LEDA Mining, Benedera Mining, Kundelungu et la société minière de Bisunzu pour non-respect de la réglementation minière. À Kalehe particulièrement, les tensions avaient été visibles entre deux sociétés coopératives dans une zone pourtant influencée par les Nyatura/Karume ou MCDPIN, bien que le conflit eût été transformé. Enfin, ce sont les entreprises semi-industrielles chinoises dans le terrioire de Mwenga qui sont à la base de tensions et de la mobilisation armée (Wakenge & Matthysen, 2023).

5. Son directeur, Thomas Nziratimana, ancien vice-gouverneur du Sud-Kivu, responsable de la Base et qui était Sadoc (membre du groupe armé FRF qui fut ancré chez les Banyamulenge), avait représenté ce groupe insurrectionnel à la conférence de Goma en 2008 (Conseil de sécurité des Nations unies 2009). Bien que d'autres acteurs comme Mupira Mambo occupassent des postes hautement placés dans cette entreprise, l'influence des Banyamulenge était énorme.



Pont séparant les villages Sanza et Mundu dans le secteur Tanganyika en territoire de Fizi. (Photo Jules Bahati, 2020.)

1.1.2. LES GROUPES ARMÉS IMPLIQUÉS DANS LES MINES ARTISANALES

La province du Sud-Kivu regorge de sites miniers artisanaux produisant du coltan, de la cassitérite et de l'or, certains étant validés et d'autres inscrits dans les procédures des mines bleues. L'implication de groupes armés dans le secteur minier artisanal se fait différemment en fonction des rapports de collaboration ou de force entre les groupes armés et les communautés locales, les exploitants miniers artisanaux et les négociants localisés dans la chaîne d'approvisionnement.

Quatre critères permettent de situer les groupes armés dans le secteur minier artisanal :

– l'exploitation forcée ou volontaire des minerais par les groupes armés ou les réseaux de leurs *leaders*. Les groupes armés exploitent volontairement ou en usant de la contrainte pour acquérir les minerais dans les territoires de Kabare, Shabunda, Mwenga, Fizi et Uvira. Citons le cas des groupes armés CNPS, Raia Mutomboki de Charles Quint Madiadia et ceux basés dans les groupements Bamuguba-Sud et Bamuguba-Nord. Pendant que les Nyatura de Kalume Kenge (décédé) ont été démobilisés, les groupes de Bralima Makali ou de Lukoba Namuninga ont été impliqués dans l'exploitation et taxation de l'or ;
– l'imposition ou la négociation des heures/jours de travail dans les puits. Certains groupes armés avaient imposé des heures de travail aux propriétaires des puits et le fonctionnement se présente selon deux conceptions : soit les groupes armés utilisent leurs gens pour exploiter la mine, soit ils font travailler des creuseurs du site sur le site. Cette pratique marche souvent dans les sites où les productions de minerais sont grandes. Parfois, le *leader* de groupe armé impose son *leadership ;*
– la taxation des activités ou le paiement mensuel d'un montant (imposé ou négocié). Les groupes armés imposent les taxes en contrepartie de la sécurisation. Les taxes sont obligatoires à l'entrée des sites miniers. C'est le cas des Maï-Maï Yakutumba à Misisi. C'est aussi le cas des Raia Mutomboki Bralima Makali Kelele, de Lukoba ou de ceux qui ont vécu dans les groupements Bamuguba-Sud et Bamuguba-Nord entre les années 2012 et 2017 alors que les Raia Mutomboki contrôlaient ces zones. Dans le territoire de Fizi, les Maï-Maï Yakutumba et récemment le FPDC, les FABB et les Twirwaneho apportent leur sécurité aux activités minières dans les zones où les FARDC, la police des mines et hydrocarbures et la police territoriale sont absentes. Revenons aux taxes, ces dernières sont imposées à l'entrée ou dans la chaîne de commercialisation des minerais ;



Village Biriko dans le groupement Waloaluanda en territoire de Walikale (Nord-Kivu).
(Photos Josaphat Musamba, 2021.)

– la taxe de la commercialisation des minerais en contrepartie de la sécurisation. Présentés comme une économie criminelle, les modèles de taxation émis par les groupes armés sont soit imposés, soit négociés avec les notables ou des acteurs locaux ou des autorités locales.

1.1.3. GROUPES ARMÉS LIÉS AU FONCIER ET AUX FORÊTS : RETRANCHEMENT STRATÉGIQUE ET COMPLEXITÉ

Quelle est la situation dans le secteur de l'exploitation des forêts, c'est-à-dire la production des braises (charbon de bois), celle du bois et leurs formes de commercialisation ? Si la distribution dans les zones occupées par les groupes armés semble être contrôlée, dans certaines zones elle co-évolue avec les agents militaires. C'est dire que les dynamiques sont différentes d'après les zones.

Le Code forestier congolais existe et des lois organisent aussi bien la gestion des forêts que la conservation de la nature en RDC. Ces dernières identifient les acteurs et les conditions d'exploitation des espaces forestiers ainsi que les ressources comme le bois. Mais dans les communautés locales émergent des groupes armés locaux qui y sont intégrés, participant tant à l'exploitation et la commercialisation qu'à la production et la commercialisation des braises (*makala*). Subséquemment, certains groupes armés s'invitent dans les tensions foncières alors que d'autres le font pour des finalités de sécurisation (Mushagalusa Mudinga & Ansoms 2015). Leurs implications se font davantage sentir dans la contestation ou la résistance contre l'expulsion des populations locales lorsqu'interviennent les délimitations des espaces protégés comme pour le Parc national de Kahuzi-Biega et les réserves naturelles d'Itombwe, de Ngandja, etc.

Les questions foncières divisent au plus haut niveau ; elles sont à la base de la mobilisation armée dans certaines zones, de la résistance ou des alliances entre acteurs armés. Si les litiges fonciers divisent, ceux des sources aquatiques le font aussi. Les rapprochements entre acteurs et populations victimes d'accaparement des terres conduisent parfois à des actions violentes. Dans une autre mesure, les groupes armés les plus impliqués dans les revendications politico-foncières sont ceux ayant un ancrage dans la communauté banyarwanda/banyamulenge. Si celle-ci ne dit rien sur son implication et/ou son discours tendant à revendiquer le droit sur un espace foncier où faire valoir l'autorité malgré les contestations, dans les territoires de Mwenga et de Shabunda les cas

sont nombreux qui concernent les conflits et l'implication des groupes armés dans les tensions autour des limites des groupements ou des carrés miniers. Le cas de Lumbishi peut expliquer pourquoi des acteurs armés comme Kalume et ses hommes se sont impliqués dans les conflits ayant opposé des acteurs autour de la découverte de la mine dans un champ. Aussi faut-il ajouter que des groupes armés sont impliqués dans la sécurisation de la transhumance alors que d'autres participent aux pillages et razzias de vaches appartenant aux Banyarwanda. En retour, des groupes armés ancrés chez ces derniers pillent des vaches appartenant aux Fuliru. Aussi faut-il ajouter une question transversale à celle foncière, les groupes armés sont impliqués dans la protection de la transhumance alors que d'autres sont impliqués dans les pillages et les razzias des vaches.

En revanche, dans le secteur forestier certains groupes armés vivent dans un environnement complexe. L'opinion dominante présente ceux-ci comme étant des résidents forestiers. Cela dit, ils résident dans la forêt et de surcroît, ils en détruisent l'écosystème en menant des activités économiques criminelles. Les groupes armés exploitent en abondance les forêts, coupent les arbres, produisent et commercialisent les bois. Le groupe d'expert en 2020 avait mentionné le rôle et l'implication de la CNPSC dans l'exploitation du bois rouge à Fizi. Les groupes armés s'impliquent à la fois dans la production et l'exploitation des bois, dans la commercialisation et le transport qui se font par les intermédiaires ou par les personnes ressources de groupes armés. Dans les territoires de Mwenga, de Shabunda, de Fizi ou d'Uvira, les cas sont nombreux où les groupes armés s'improvisent comme exploitants des forêts et négociants/vendeurs des bois dans les villes de Bukavu ou d'Uvira, et même à Baraka ou à Nzibira.

Mais tout n'est pas que négatif. Depuis une certaine époque, divers groupes armés utilisent les forêts, les réserves naturelles ou des forêts ombrophiles comme lieux de retranchement stratégique contre les attaques de l'armée régulière ou d'autres groupes ennemis. En marge des tensions liées à la commercialisation du bois utilisé à des finalités commerciales (bois rouge) ou pour la construction des habitations, tous les groupes armés ne sont pas dans la destruction de l'environnement.

1.1.4. GROUPES ARMÉS SUR LE LAC TANGANYIKA : ESPACE DE LIAISON, DE TAXATION ET DE PIRATAGE LACUSTRE

La densité de ses ressources halieutiques et ses profondeurs font du lac Tanganyika une ressource importante. Quatre États imposent leur souveraineté sur cet espace qui sert de connexion entre les peuples tanzanien, burundais, zambien et congolais. Ainsi, les Maï-Maï, sous la conduite de William Amuri Yakutumba, l'exploitent pour imposer du côté congolais une taxation des *boats* et de piratage lacustre.

Avant d'aborder ce sujet, signalons l'existence et le contrôle des rivières qui serpentent la province du Sud-Kivu, mais rares sont les études qui abordent le contact entre celles-ci et les groupes armés en termes stratégiques ou de gestion comme des espaces d'opportunité ou des espaces fragiles pour la survie des groupes armés.

Dans la province du Sud-Kivu, des groupes armés étrangers comme les anciens du FDD-CNDD, les FDLR/CNRD sont présents dans le territoire de Fizi pendant que la coalition CNPSC de Yakutumba ont été longtemps dans la presqu'île d'Ubwari, la contrôlant à travers les navettes reliant la RDC et le Burundi ou la Tanzanie. Les communications par bateaux ou pirogue motorisées, les activités de pêche du *sambaza* (fretin) ou des *mikeke* dans les villes d'Uvira et de Baraka sont effectuées. Entre les années 2010 et 2018, le groupe Alléluia de Yakutumba fut actif sur le lac Tanganyika ; ensuite, on nota la présence de la coalition CNPSC. Puisque les habitants de la ville d'Uvira et de Baraka partent pour longer les routes de la Tanzanie et de Kalemie (dans la province voisine du Tanganyika) – cela se passait aussi dans le sens inverse –, des combattants armés issus du groupe Yakutumba interceptaient des bateaux sur le lac Tanganyika. Si dans certains cas les passagers furent contraints de payer des sommes qualifiées de taxes, dans les autres bateaux ce sont les propriétaires qui furent obligés de payer des sommes parfois assez élevées. Alors que les autres voyaient leur stock de carburant pillé par les bandes de Yakutumba ou de son commandant Dragula, l'espace maritime continua à demeurer un espace de communication et de liaison qui attire du monde.

Certains combattants maï-maï opéraient à travers l'approche de pirates de mer ; des bateaux furent arrêtés et pillés par les combattants dans le territoire d'Uvira et de Fizi. En 2018, la CNPSC a essayé

d'assiéger la ville d'Uvira en s'attaquant aux FARDC et à la MONUSCO en utilisant le lac Tanganyika. Les représailles des FARDC et de la MONUSCO contraignirent les assaillants à se replier au Burundi rural vers Rumonge et, ainsi, ils devinrent des réfugiés politiques et furent remis à ce titre aux autorités congolaises. En bref, comprendre l'implication des groupes armés et les ressources maritimes amène à situer comment ces derniers peuvent naviguer entre les espaces stratégiques de combat, mais aussi dans quelles mesures ils interfèrent dans le commerce à travers leur activisme ou la régulation d'activités de transport sur cet espace maritime.

2. CONFLITS ENVIRONNEMENTAUX ET EXPLOITATION MINIÈRE : ÉTUDE DE CAS DE LUHWINJA

Par Anuarite Bashizi

Il s'agit de l'exploitation minière par une entreprise minière dite « Luhwinja » et des conflits environnementaux qu'elle a suscités entre celle-ci et une partie de la population locale. Le choix est porté sur la reconstitution de l'histoire du conflit, principalement à partir des informations issues de vingt-cinq récits de vie. L'intérêt pour un tel choix est surtout de percevoir la manière dont ces conflits sont pensés par cette population locale et la manière dont elle propose un discours qui reconnecte les ressources naturelles. En d'autres termes, pour la population de Luhwinja, il faut considérer l'exploitation minière dans la mesure où elle affecte tout le territoire dans son ensemble et particulièrement les autres ressources naturelles dont l'eau, la forêt et les terres agricoles.

2.1. LOCALISATION

La chefferie Luhwinja est située dans le territoire de Mwenga au Sud-Kivu. Elle est limitée au nord par la chefferie Ngweshe, au sud par la chefferie Bafuliru, à l'ouest par la chefferie Lwindi et à l'est par la chefferie Kaziba (voir carte ci-dessous). S'étendant sur une superficie de 183 km^2, c'est une contrée montagneuse regorgeant d'importants gisements d'or.

Pendant que la paix se rétablissait progressivement sur le territoire congolais et que le marché des métaux devenait de plus en plus attrayant, une compagnie minière canadienne dénommée Banro Corporation décidait de revenir en RDC pour renégocier ses concessions minières acquises depuis 1996. Motivée par la hausse spectaculaire du prix de l'or sur le marché international et la politique gouvernementale favorable aux investissements étrangers, Banro arrive à négocier en avril 2002 un droit d'exploitation aurifère de quatre concessions (Namoya, Lugushwa, Kamituga et Twangiza) dont la superficie globale s'étend sur 2790 km^2 et pour une durée de trente ans. Ces différentes concessions sont situées dans les provinces de Maniema, du Nord-Kivu et du Sud-Kivu.

L'arrivée de Banro à Luhwinja avait suscité plusieurs agitations. Une grande partie de la population n'était pas vraiment enthousiaste de voir une nouvelle entreprise minière s'installer sur son territoire. Non seulement celle-ci venait rompre un équilibre qui s'était établi depuis des décennies, mais cette partie de la population avait également le souvenir de son expérience avec des entreprises étrangères coloniales et/ou non coloniales. La crainte et l'incertitude étaient énormes et les attentes diversifiées. Un creuseur raconte :

> « Lorsque nous avons appris l'arrivé de Banro, c'était comme dans un cauchemar. Il y avait des rumeurs que Kabila avait vendu tout Luhwinja à la société Banro ; que celle-ci allait exploiter le sous-sol de Luhwinja de manière industrielle et donc qu'elle chasserait toute la population[6]. »

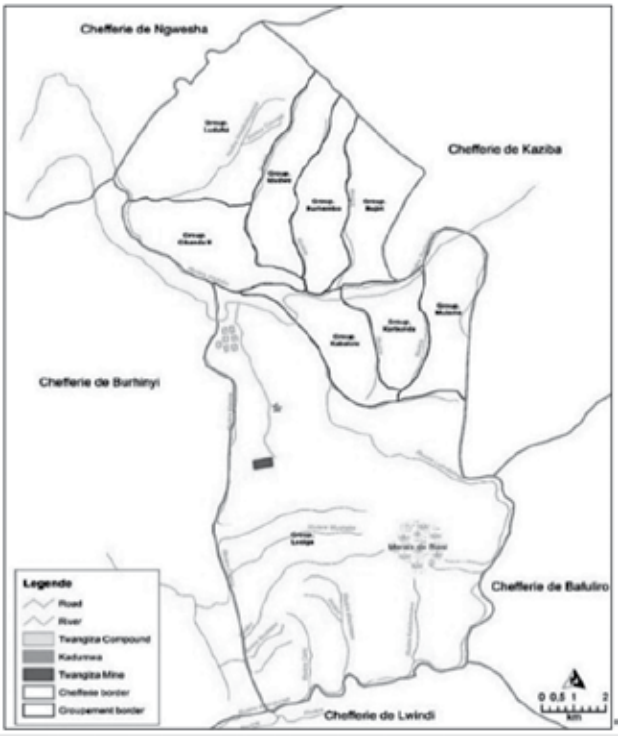
> « Nous étions pleins de joie et impatients de la voir arriver. On nous disait que Banro allait transformer notre vie ici à Luhwinja, construire des routes, des écoles, des hôpitaux, des marchés, donner à nos fils et à nos maris du travail. On disait même que Banro allait aménager une cité moderne où elle allait placer les gens dont elle aurait détruit les villages, qu'elle allait soutenir les agriculteurs, électrifier tout Luhwinja et nous apporter la sécurité et le développement[7] ».

> « Ils nous avaient promis de l'emploi et une vie meilleure. Ils disaient qu'ils allaient construire une cité moderne où nous serons délocalisés : une cité où l'électricité sera permanente 24 heures sur 24, où l'eau potable coulera à tout moment des robinets de toutes les maisons et où seront érigés des hôpitaux, des écoles et des marchés. C'était un beau rêve. ».

6. Extrait d'un entretien avec un exploitant minier, Luhwinja, février 2017.
7. Extrait d'un entretien avec une agricultrice, Luwhindja, mars 2017.

C'étaient là les deux versions d'attente que la population de Luhwinja avait de Banro. Les uns s'attendaient au salut d'un « développeur » et les autres à la misère d'un « accapareur ». Mais que s'est-il passé au juste ?

Carte 5.1 : la chefferie Luhwinja

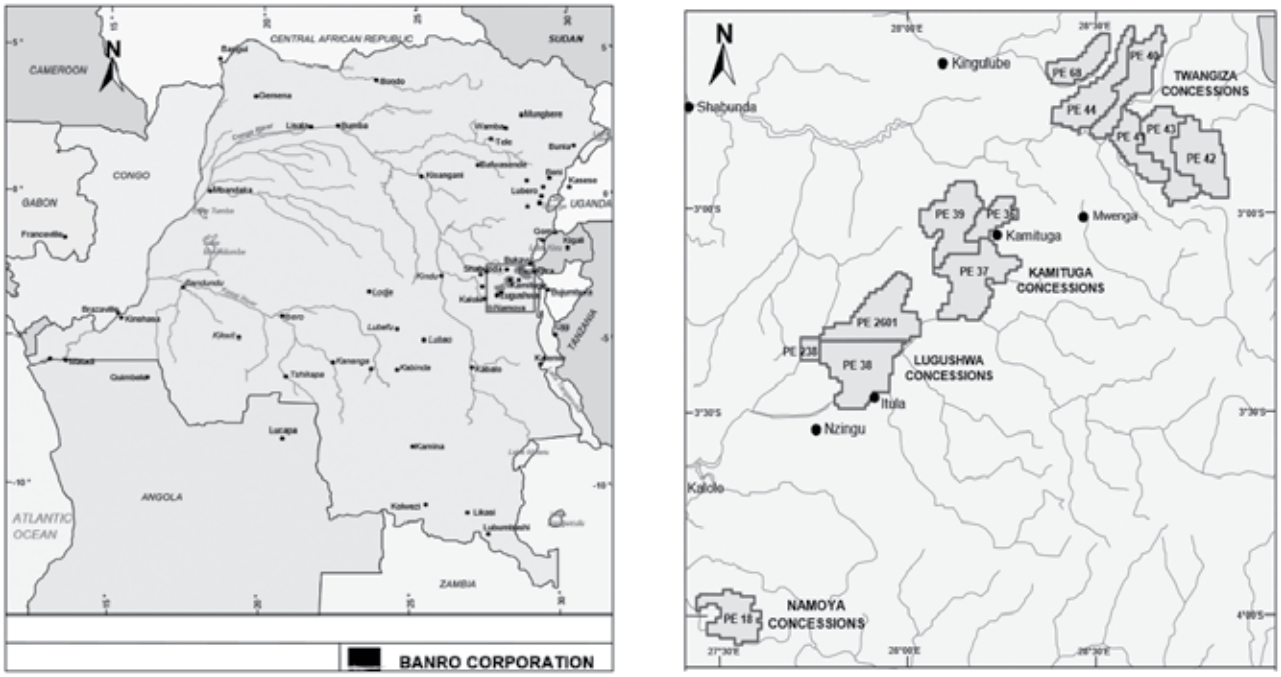


Source : Ben Radley 2017.

Attachée à sa terre natale, une large partie de la population de Luhwinja a eu du mal à accepter la cession d'une partie de celle-ci. Le défaut d'associer ou de consulter la population dans l'octroi de la concession de Twangiza à la société Banro a généré des conflits, d'une part entre les différentes autorités coutumières et, d'autre part, entre les autorités coutumières et la population. Ensuite, entre la société Banro et la population et au sein de la population elle-même. Une partie de la population va lutter, contester par tous les moyens pour conserver son accès aux ressources naturelles de la chefferie. Pour cela, elle a dû recourir à des soulèvements populaires, à toute forme de ruse, voire aux armes. Cependant, il y eut une autre partie de la population qui ne s'est pas associée à ces activités. Il s'agit par exemple de personnes employées par Banro ou dont les familiers ou amis étaient employés par celle-ci.

Nous l'avons déjà dit, dans l'analyse des données de terrain, nous avons été frappés par la manière dont les paysans pensaient les activités de l'exploitation minière comme intrinsèquement connectées au territoire. En d'autres termes, l'exercice mental d'isoler le minier du reste de leur territoire n'avait pas de sens pour eux, car dépourvu de toute réalité empirique. Par exemple, un paysan dit :

Carte 5.2 : les concessions aurifères de la société Banro en RDC



Sources : Banro Corporation (2006), Technical Report, Twangiza Project, South Kivu province.
(Droits réservés.)

> « Banro détient un permis d'exploitation de trente ans. À l'allure où vont les choses, d'ici quinze ou vingt ans, cette entreprise aura pris tout l'or de notre sous-sol et Luhwinja ne sera plus Luhwinja. Il n'y aura ni bananier, ni case, ni chèvre, ni source d'eau, ni montagne, ni vallée, il n'y aura plus de raison de vivre ici. Le *mwami* aura bon profiter de Banro, mais un jour il se retrouvera seul, sans peuple ni chefferie et donc sans pouvoir. Ce sera la mort de Luhwinja » (extrait d'un entretien avec un paysan, Luhwinja, juillet 2017).

Pour ces paysans, les problèmes liés à l'exploitation de l'or particulièrement étaient certes inquiétants, mais il y avait beaucoup plus à craindre : l'exploitation de l'or dans leurs villages était en train de détruire leur environnement tout entier. Pour eux, visiblement la société Banro a été un grand moteur de changement environnemental de la chefferie Luhwinja au cours de deux dernières décennies. Le mode d'exploitation à ciel ouvert qu'utilise la société Banro présenterait de plus en plus d'effets environnementaux sévères et souvent irréversibles comme la perte de végétation, le détournement des rivières, l'assèchement des eaux, la destruction des montagnes, la pollution de l'air, etc. Tout ceci conduirait progressivement à la mort de la chefferie comme le disaient la plupart de nos interlocuteurs.

C'est pour cette raison que la première partie de notre analyse a été de tenter de faire des liens entre l'exploitation minière et la destruction des ressources naturelles plus largement à Luhwinja. Une telle analyse est large et exige de se focaliser sur quelques éléments constitutifs du territoire. Nous avons alors opté pour l'analyse de ce lien entre d'une part le sous-sol et d'autre part trois ressources naturelles dont la terre agricole, l'eau et la forêt. Ainsi, le chapitre analyse les liens entre l'exploitation minière par Banro et la dégradation des terres agricoles, des eaux et des forêts.

2.2. DE L'EXPLOITATION MINIÈRE À L'ACCAPAREMENT ET LA DÉGRADATION DES TERRES

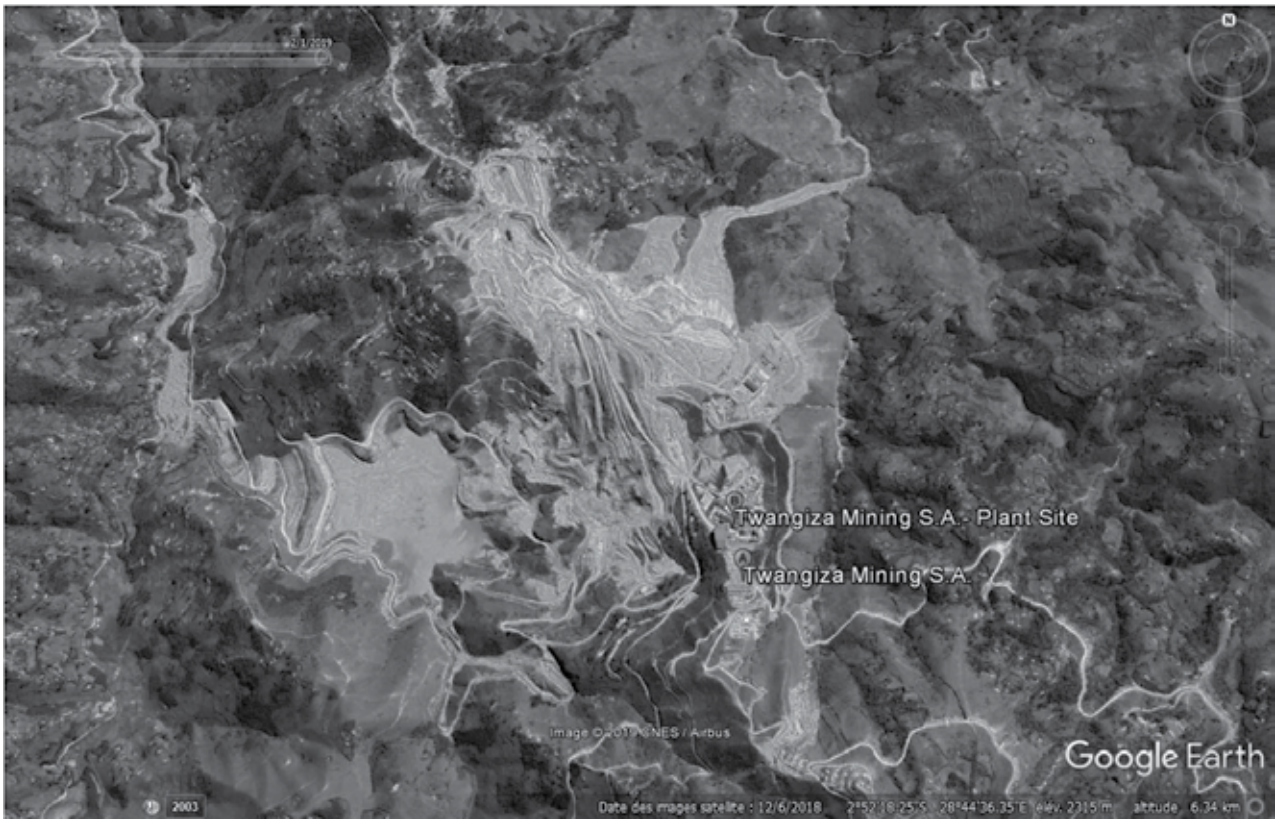
Selon le Code foncier en vigueur en RDC, le sol et le sous-sol appartiennent à l'État. Or le Code minier a une prééminence sur le Code foncier en RDC. C'est-à-dire que celui qui obtient une concession minière demande le déguerpissement de celui qui possède une concession foncière. C'est en vertu de cette loi que la société Banro a demandé le déguerpissement des paysans de Luhwinja qui habitaient sur la concession qu'elle avait reçue de l'État. Les creuseurs artisanaux devaient aussi déguerpir, car ils n'avaient pas reçu de l'État la concession sur laquelle ils menaient leurs activités. Tous ces déguerpissements ont été considérés par la population comme de l'accaparement pur et simple de leurs terres. Ci-dessous, nous revenons sur ces accaparements des terres agricoles et minières (a) et la délocalisation dont ils ont fait l'objet (b). Aussi, dans une analyse des liens entre l'exploitation minière et la terre agricole, nous montrons pourquoi, pour une grande partie de la population de Luhwinja, ce lien est évident.

2.2.1. ACCAPAREMENT DES TERRES AGRICOLES VIA LA DÉLOCALISATION

Nous l'avons vu, c'est au début de l'année 2010 que les ménages situés dans le rayon d'action de la mine de Twangiza apprennent qu'ils seront délocalisés par Banro. En effet, le rayon d'action de la mine de Twangiza couvre presque toute l'étendue de la chefferie Luhwinja (180 km sur 183 km). Il s'agit d'un espace habité depuis plusieurs décennies par des populations qui y exercent l'agriculture, l'élevage, l'exploitation minière, le commerce. Ces populations y avaient construit leur vie, leur histoire et leur identité et en ont fait « un territoire » à eux. C'est pour cela que la nouvelle de la délocalisation n'a pas pu passer pour cette population tant attachée à sa terre.

La plus grande partie de la population de Luhwinja ne détient pas de titre de propriété de la terre qu'elle dit lui appartenir. Un grand nombre avaient acquis des terres sous un contrat coutumier et les avaient transmises à leurs héritiers sans jamais obtenir un quelconque document qui pouvait prouver leur propriété. Pour revendiquer ses droits fonciers, la population de Luhwinja s'appuyait sur ses droits coutumiers bien qu'ils ne soient pas valorisés par le Code foncier congolais. En effet, ne détenant pas, pour la plupart, de titre de propriété foncière légale, la population de Luhwinja, n'avait donc pas de propriété légale sur ces terres qu'elle revendiquait. Mais il s'agissait tout de même de droits coutumièrement et socialement bien réels qui ont toujours eu des effets d'accès à la terre. On est ici dans un cas de pluralisme juridique où, suivant la logique légaliste, Banro est la première acquéreuse de cette concession et en est l'unique propriétaire. Mais pour la population et sur base du droit coutumier, celle-ci avait le droit d'utiliser ces terres, en vertu de la coutume, qui lui accordait ces droits.

Mais sur le terrain, on a vu qu'il s'agit de rapports de pouvoir (recours à la violence étatique, alliance



Photographie aérienne de la mine de Twangiza en 2019.
(Google Earth ; droits réservés.)

avec des élites puissantes, cooptation de certains membres de la communauté, etc.). Cependant, grâce à la médiation de la société civile qui, à un certain moment, a mené un plaidoyer en faveur de la population locale, Banro a accepté de négocier avec la population pour des questions en lien avec l'indemnisation. D'où la création du forum communautaire.

Toutefois, Banro étant l'acteur le plus puissant, outre les terres agricoles et les mines artisanales dépossédées, elle réussira également à exproprier les habitats de plusieurs ménages en donnant en contrepartie une indemnisation minime. Les modalités y afférentes étaient fixées dans un protocole d'accord dont elle a contrôlé la mise en place. Il était prévu en 2008 que 850 ménages soient délocalisés du périmètre où l'usine de Banro avait été installée. Depuis 2011, 463 ménages – soit environ 2000 à 2500 personnes – avaient déjà été délocalisés. Un site de relocalisation avait été construit à Cinjira. En termes de compensation, le Protocole d'accord stipulait que les maisons principales des ménages soient remplacées par celles construites à Cinjira et les maisons secondaires indemnisées de 150 % de leur valeur. Ce Protocole prévoyait aussi un taux fixe pour indemniser les plantes, les arbres et les récoltes. Mais comme nous l'avons vu, beaucoup d'éléments de ce protocole ont par la suite été contestés par la population.

Pour la population, l'aménagement du site de délocalisation avait été considéré comme une insulte à l'égard de la population de Luhwinja, une injustice, un manque de respect et de considération de la part de Banro. Pour certains paysans, les beaux discours de Banro par rapport à leur « beau logement en lieu de délocalisation » n'étaient finalement qu'une fiction qu'on présentait à la population pour qu'elle puisse accepter de partir. Pour d'autres, c'était le résultat du détournement de fonds par une société immobilière de sous-traitance à qui Banro avait confié le projet. En effet, au-delà du site de relocalisation, la qualité des maisons laissait fortement à désirer.

Avec un sentiment de colère, de déception et d'humiliation envers la société minière, beaucoup de paysans n'ont même pas pris possession des logements offerts. D'autres se sont mis à saboter leurs logements en cassant les murs, en arrachant les fenêtres, les portes et toitures pour les revendre dans les villages voisins comme nous l'avons vu. Beaucoup de ceux qui n'avaient d'autres choix que d'accepter ces logements malgré eux ont vu leur niveau de vie se dégrader au jour le jour compte tenu

de leur état psychique d'insatisfaction et de rancune, du chômage, de la faim, de l'absence de terres arables de remplacement pour leurs activités agropastorales (leurs principales sources de revenus), de l'isolement du site par rapport au reste de la population et aux infrastructures scolaires, sanitaires, commerciales, religieuses, etc.

2.2.2. ACCAPAREMENT DES SITES MINIERS ARTISANAUX VIA LE DÉGUERPISSEMENT

En 2011 lorsque Banro avait entamé sa phase d'exploitation, l'activité minière artisanale avait été suspendue dans tous les sites miniers se trouvant sur le périmètre de sa concession. La société minière avait commencé par ériger son usine à Mbwega et c'est là qu'elle avait commencé son exploitation. Mbwega était le poumon de l'économie de Luhwinja avant l'arrivée de Banro. En 2008, le site minier de Mbwega à lui seul contenait plus de 600 puits et on comptait environ 9000 personnes dépendant de l'exploitation minière de ce site (les artisanaux et leurs dépendants compris). Si on compare avec la population de Luhwinja d'environ 47 277 habitants en 2008, on peut dire que près de 19 % de celle-ci dépendait de la mine de Mbwega à ce moment. Parmi cette population, environ 30 % étaient originaires des chefferies voisines, principalement de Burhinyi, Ngweshe et Kaziba. Outre la mine de Mbwega, il y avait aussi d'autres mines artisanales peu fréquentées comme Kadumwa, Lukungurhi, Gone et d'autres encore se trouvant dans des rivières.

En acquérant le permis d'exploitation de la mine de Twangiza, Banro acquit aussi la propriété de la mine de Mbwega et de toutes les mines artisanales – en cours d'exploitation ou non – se trouvant sur ce périmètre. Cependant, les exploitants miniers artisanaux n'ayant aucune alternative et ne pouvant pas vivre sans leurs sites artisanaux, ils ont essayé de se battre pour en reconquérir.

Aujourd'hui, les artisans miniers peuvent encore accéder aux sites Kadumwa et Lukunguri grâce à leurs luttes. Cependant, leur accès aux carrés miniers de Luhwinja n'est que provisoire.

Banro peut à tout moment reprendre les sites se trouvant dans sa concession, dont les sites exploités par les artisans miniers. Dans son discours, la société Banro semble minimiser le nombre de personnes dépendant de l'activité minière artisanale à Luhwinja et sous-estime le rôle de cette activité dans le maintien de l'équilibre socio-économique des ménages. Et comme nous le disait un agent de Banro dans une interview :

> « La délocalisation des artisans miniers à Kadumwa et Lukunguri ne sera pas un problème pour Banro. Quand nous avons repris le site de Mbwega, la majorité des artisans miniers ont trouvé d'autres occupations dans d'autres secteurs et parmi eux nombreux sont ceux qui sont partis à Bukavu pour chercher du travail. Sur le site de Kadumwa ou celui de Lukunguri, il n'y a plus que cent ou deux cents individus […] alors nous n'allons pas sacrifier le développement de toute la communauté pour ces quelques individus. Ces gens déguerpiront de ces sites au moment opportun, rien n'empêchera Banro de faire son boulot » (entretien, 2017).

À l'issue de l'étude que nous avons conduite avec l'OGP en 2015, les sites de Kadumwa et Lukungurhi comptaient au total 46 puits dont 42 à Kadumwa et 4 à Lukungurhi (36 autres puits de Lukungurhi avaient été ensevelis par des éboulements). Nous avons recensé 2600 exploitants miniers artisanaux dans ces sites : une population généralement jeune dont l'âge moyen est de 35 ans. On comptait également près de 35 100 personnes qui dépendent directement de cette activité. Ces chiffres de personnes vivant de l'activité minière artisanale représenteraient 38 % de la population de Luhwinja (estimée à 95 206[8]). Au cours de cette période, la production moyenne journalière de ces deux sites seulement était estimée à 39,9289 grammes d'or, soit 1756,8716 USD (au prix de 44 USD par gramme). Cela donne une idée de combien l'activité minière participe au revenu des ménages de la population de Luhwinja et des chefferies voisines. Ce qui, par déduction, signifie que la délocalisation des artisans miniers de Kadumwa et Lukungurhi aurait certainement un impact socio-économique sévère à la fois pour les exploitants miniers actifs dans ces sites et pour leurs dépendants.

2.3. DE L'EXPLOITATION MINIÈRE À LA DÉGRADATION DES RESSOURCES EN EAU : ACCAPAREMENT ET POLLUTION DES COURS D'EAU

Le titre d'exploitation de la mine de Twangiza octroyé à la société Banro comprend non seulement des minerais d'or, mais aussi des ressources en eaux

8. Statistiques Bureau état civil, 2015, chefferie Luhwinja, Sud-Kivu, RDC.

souterraines, des rivières et plusieurs puits d'eau utilisés par les communautés locales pour les besoins ménagers et divers travaux. En acquérant cette concession, la société Banro a aussi eu la mainmise sur certaines de ces ressources qui ensuite se détérioraient du fait des activités minières de la société depuis sa phase d'exploration. Ce phénomène traduit ce que l'étude « The Global Water Grab » appelle l'« accaparement de l'eau », c'est-à-dire une situation dans laquelle les acteurs puissants – privés ou publics – prennent contrôle des ressources en eau.

2.3.1. ASSÈCHEMENT ET DÉTOURNEMENT DES COURS D'EAU

Lors de sa phase d'exploration, la société Banro avait eu à faire des travaux de forage. Elle devait percer le sol jusqu'à plus de 500 mètres de profondeur. Ces travaux semblent n'avoir pas été sans dégâts environnementaux. Un habitant raconte :

> « Lors des travaux de forage, de grands engins de Banro enfonçaient des tuyaux dans le sol et ceux-ci atteignaient 600 mètres de profondeur. Ces tuyaux ressortaient de là avec des échantillons de sol destinés au laboratoire. Mais quelque temps après, on se rendait compte que le débit des sources d'eau à proximité des forages diminuait et progressivement l'eau cessait de couler […]. Lorsque les machines de Banro enfonçaient les tuyaux dans le sol, il arrivait que ces tuyaux atteignent et traversent la nappe phréatique. Cela détournait alors la trajectoire d'écoulement des eaux souterraines qui approvisionnaient les sources d'eau » (extrait d'un entretien avec un paysan, Luhwinja, janvier 2016).

Telles sont les explications des habitants de Luhwinja sur le phénomène du tarissement des sources d'eau suite aux travaux de forage. Ces explications ont été appuyées par plusieurs ingénieurs qui travaillent dans le domaine de l'adduction de l'eau à Luhwinja. Ceux-ci montrent par exemple qu'au cours de la phase d'exploration, de 2006 à 2008, le groupement Luciga a enregistré l'assèchement de plusieurs rivières et sources d'eau. Le chef de groupement Luciga nous en a énuméré sept : les rivières Lukunguri, Civira, Bushingi, Cijabu, Cibanda et Kadumwa et la source Kaliba. Pendant cette période de pénurie d'eau – qui aurait duré plus de 5 ans avant qu'une solution alternative ne leur soit proposée – les usagers des sources d'eau asséchées étaient obligés d'aller chercher de l'eau ailleurs et souvent à des endroits très éloignés.

Aussi, n'ayant plus accès à l'eau dans les sites, les orpailleurs artisanaux ont été obligés soit d'acheter des bidons d'eau pour alimenter leurs « loutres » (mineurs), soit d'acheminer des sacs de sable des puits vers des endroits où l'eau coulait encore, soit de dévier l'eau de pluie jusque dans le site. Tout ceci avait des effets sur la rentabilité et a été à la base de l'abandon de leurs activités par beaucoup de miniers artisanaux. Aussi, cela a été à la base de beaucoup de perte en vies humaines. Par exemple, lorsque les orpailleurs essayaient de canaliser l'eau de pluie de manière à l'orienter vers le site pour approvisionner leurs « loutres », l'eau rentrait dans les puits de manière incontrôlée et cela causait des éboulements des terres. Outre les creuseurs qui ont perdu la vie à cause de cette pratique, cela a aussi mis en danger les populations locales vivant en amont ou en aval. En outre, non seulement le processus d'extraction de l'eau est devenu plus pénible, mais aussi la production devenait de plus en plus faible – sans compter le prix imposé par le marché de l'or qui ne tient pas compte des conditions difficiles dans lesquelles s'effectue l'exploitation artisanale.

De plus, la société Banro avait détourné le lit d'une rivière dans laquelle des orpailleurs extrayaient de l'or afin d'y ériger son bassin de décantation et de faciliter l'acheminement de l'eau vers son usine. Ceci a eu un impact sensible sur l'activité des paysans qui extrayaient de l'or dans les cours d'eau. Le débit de l'eau étant devenu trop bas, l'or qui coulait dans la rivière devenait rare.

L'accaparement des ressources en eau par la société Banro avait par la suite donné lieu au mécontentement de la part de la population locale qui, en 2004, s'est mise à réclamer le retour de l'eau dans leurs villages. Comme mesure alternative, la société Banro avait alors proposé l'installation de tanks de retenue d'eau dans les villages de Luciga. Cependant cette mesure n'avait pas complètement résolu le problème des paysans. Au contraire, elle en avait créé d'autres. Non seulement la société permettait à la population de puiser de l'eau dans ses tanks à des heures où la plupart des habitants étaient aux champs, mais aussi l'eau devenait une denrée rare vu le nombre de personnes qui devaient faire la file pour la puiser. Cette carence de l'eau a été à la base de plusieurs problèmes de santé dans le groupement Luciga.

Aussi, du point de vue écologique, l'assèchement de certaines sources d'eau a également causé la disparition de certaines espèces aquatiques comme l'a expliqué un paysan : « Banro nous a pris nos sources

d'eau et tout ce qu'il y avait dedans. Les crabes et les grenouilles que nous mangions ont également disparu avec l'assèchement des eaux » (extrait d'un entretien avec un paysan, Luhwinja, janvier 2016).

2.4. CONTRIBUTION À LA POLLUTION ET À LA CONTAMINATION DES EAUX

La pollution de l'eau est « une altération de sa qualité et de sa nature qui rend son utilisation dangereuse et (ou) perturbe l'écosystème aquatique. Elle peut concerner les eaux superficielles (rivières, plans d'eau) et/ou les eaux souterraines[9] ». L'activité humaine est la principale origine de la pollution de l'eau. Celle-ci se présente ici comme une forme d'accaparement de l'eau, car, en allouant la ressource en eau à l'activité minière, la population locale perd son droit d'usage pour tous ses besoins alors qu'elle y fait habituellement recours. Car l'eau utilisée dans l'activité minière aurifère devient polluée, elle pollue le lit qu'elle parcourt et devient susceptible de détruire les écosystèmes dont dépend la population locale. Elle devient aussi une source potentielle de nombreuses maladies. À Luhwinja, ce risque de pollution par l'activité minière a été triple : il s'agit du risque de pollution des eaux au cyanure, le risque de pollution des eaux par le rejet des déchets dans les cours d'eau et, enfin, le risque de pollution d'eau au mercure.

Premièrement, pour ce qui concerne le risque de pollution des eaux au cyanure, dans son processus d'extraction de l'or, la société Banro utilise ce produit pour récupérer les fines particules d'or au sein d'un ensemble de roche broyée. Une fois utilisé, le cyanure est rejeté dans un lac artificiel construit sur une rivière déviée qui recueille les eaux usées contenant des produits toxiques venant de l'usine de Banro. Il est localement appelé « lac à cyanure » ou « lac Jubi ». Le rejet du cyanure dans l'environnement alimente beaucoup de craintes au sein de la communauté locale bien qu'il soit retenu dans un bac estimé suffisamment sécurisé par l'entreprise minière.

À ce jour, aucune étude n'a été réalisée pour évaluer le risque environnemental que le « lac à cyanure » présente à Luciga. Cependant, la population estime que les produits chimiques que contient cette eau a des conséquences sur sa santé, la végétation, les ressources en eau et l'air. Cette communauté n'a jamais cessé de lancer des cris d'alarme, mais personne n'est intervenu en sa faveur sur cette question. Un paysan exprime sa crainte en disant :

> « Nous avons vu des vaches qui sont mortes sur le champ après qu'elles ont bu de l'eau du lac Jubi. Ce lac constitue un réel danger pour nous. Tôt ou tard, cette eau toxique stockée là causera des graves tragédies dans ce village » (extrait d'un entretien avec un paysan, Luhwinja, juin 2016).

> « Le cyanure est une substance dangereuse pour le long terme. Ces matières en suspension rejetées dans l'air et qui s'infiltrent dans le sol détruisent la végétation, dégradent la qualité de l'air, des eaux souterraines et les écosystèmes aquatiques. Nous devons tous nous méfier de ce "lac à cyanure", c'est une vraie bombe à retardement […]. Nos sources dites d'eau potable ne le sont plus. Elles sont en plein processus de contamination par l'infiltration des eaux toxiques du lac à cyanure. Même si Banro le nie encore aujourd'hui, tôt ou tard, elle nous donnera raison […]. Notre malheur est que nous sommes sans défense. Nous n'avons pas de gouvernement pour nous protéger. Aucun service de l'État n'est venu étudier l'impact environnemental du "lac à cyanure" ; personne n'est venu vérifier si le réservoir a été bien aménagé. Nos autorités locales font également la sourde oreille. Seuls les activistes de la société civile essayent de dénoncer ces genres de violation des droits fondamentaux. Ils sont intimidés, menacés et parfois arrêtés pour ça » (extrait d'un entretien avec un paysan, Luhwinja, juin 2016).

Il est vrai qu'on ne peut pas limiter les dommages que cause le cyanure, car sa dégradation chimique recourt à des produits qui sont également des polluants.

À Luhwinja, les révélations de la population, les constats des médecins et l'implication de l'entreprise Banro dans le soin des victimes supposées de cette pollution suscitent des questions sérieuses. Aussi, l'étude des effets de tels réservoirs de retenue de cyanure dans d'autres pays a tendance à conforter les affirmations des médecins de Luhwinda selon lesquelles ce lac aurait des conséquences sanitaires graves. Aussi, l'un des accidents les plus meurtriers – qualifié même de pire désastre écologique en Europe de l'Est – est celui de la rupture du bassin de décantation de la mine de Baia Mare de la société industrielle Aurul en Roumanie en 2000. Ce bassin contenait environ 100 000 m^3 d'eaux usées contenant des boues de métaux lourds et cyanures. Cet

9. Définition trouvée à l'adresse https://www.dictionnaire-environnement.com/pollution_de_eau_ID1033.html (consulté le 18 août 2019).

accident a pollué la rivière Tiza et le Danube et a tué plus de 100 tonnes de poisson. Près de 19 espèces protégées ont été éradiquées dans ces eaux et l'eau potable de près 2,5 millions de Roumains a été contaminée. Dans certains endroits du Danube, la présence de cyanure s'élevait à 20 à 50 fois la concentration acceptable. « Et même si les dommages ne se manifestaient pas aujourd'hui, qu'adviendra-t-il de cet environnement après que le contrat d'exploitation de Banro aura pris fin ? », s'interroge un paysan. Toujours est-il que les eaux stériles des anciennes mines d'or sont rarement inertes. Elles continuent de manière permanente à polluer.

L'entreprise minière n'est pas la seule à avoir causé des dommages aux ressources en eau de Luhwinja. Les orpailleurs artisanaux ont également une grande part de responsabilité dans la détérioration des ressources en eau de cette zone. L'activité minière aurifère artisanale étant demandeuse de beaucoup d'eau, celle-ci a beaucoup affecté la quantité et la qualité de l'eau disponible aussi pour d'autres besoins de la population de Luhwinja. En effet, les creuseurs artisanaux exploitent de l'or soit dans les cours d'eau, soit dans le sous-sol. Et dans les deux cas, les dommages causés aux ressources en eau sont les mêmes en ce sens qu'ils conduisent tous à la pollution des eaux qui traversent les sites d'exploitation. Les orpailleurs artisanaux polluent les ressources par les rejets des déchets des gisements dans les cours d'eau ou des substances chimiques (le mercure) utilisées dans le traitement de l'or.

Deuxièmement, pour ce qui concerne le risque de pollution des eaux par le rejet des déchets dans les cours d'eau, celle-ci est l'une des conséquences de l'activité minière aurifère. Que l'exploitation minière soit souterraine ou dans l'eau de surface, les eaux en provenance de ces sites sont polluées des boues et des matériaux non retenus dans le processus d'extraction de l'or, des huiles usagées des moteurs, des piles de radios et torches abandonnées, etc. Ceci dégrade ainsi la qualité des eaux des cours d'eau et conduit à leur forte turbidité. Ces eaux polluées deviennent alors problématiques pour les paysans obligés d'aller chercher de l'eau ailleurs comme nous l'avons vu. Les ménages qui utilisaient les eaux des rivières pour la lessive, la vaisselle, la cuisson ou la baignade ne le peuvent plus suite à la pollution de ces eaux.

La pression sur l'eau par les orpailleurs artisanaux se fait de plus en plus ressentir aujourd'hui où beaucoup d'entre eux ont dû quitter les sites repris par la société minière. Beaucoup d'entre eux ont trouvé refuge dans les lits des rivières où ils poursuivent leurs activités aurifères artisanales. L'afflux des orpailleurs artisanaux dans les lits des rivières n'a fait qu'accentuer la pollution des eaux des rivières et causé d'autres dégâts environnementaux. Comme le disait un paysan :

> « Les rivières ne sont pas seulement devenues boueuses et impropres à l'usage domestique. L'exploitation de l'or dans les cours d'eau a également menacé les terres agricoles se trouvant le long de ces cours d'eau. Lorsque les orpailleurs artisanaux détournent l'eau de la rivière, le lit de celle-ci s'élargit petit à petit, tout en rongeant sur les terres agricoles se trouvant au bord des rivières. Les propriétaires terriens se plaignent, mais les orpailleurs artisanaux s'en foutent » (extrait d'un entretien avec un paysan, Luhwinja, juin 2016).

Troisièmement, pour ce qui concerne le risque de pollution d'eau au mercure utilisé par les orpailleurs artisanaux, ceci est aussi une grande crainte des paysans. En fait, le mercure est utilisé par les orpailleurs pour séparer les particules d'or des autres substances. Dans un bassin de sable, le mercure à l'état liquide a l'avantage de s'amalgamer avec les plus petites particules d'or. L'or sera ensuite extrait en faisant évaporer le mercure de l'amalgame et par condensation, le mercure sera récupéré. Des études prouvent que pour chaque gramme d'or obtenu par amalgamation, environ deux grammes de mercure s'échappent dans la nature[10]. Aussi, l'utilisation du mercure s'avère être dangereuse pour l'homme et pour l'environnement en raison de la toxicité des vapeurs de mercure rejetées dans la nature. Une bonne partie de vapeur du mercure est directement inhalée par les utilisateurs, une autre partie va se déposer sur les sols, les plantes, les eaux et une dernière partie revient sous forme de pluie acide.

Au cours de l'opération d'amalgamation, il arrive que de petites quantités de liquide de mercure s'échappent et tombent sur le sol. Ceci présente le risque qu'elles soient emportées par les eaux de ruissellement et favorise ainsi la dispersion des métaux lourds dans les sources d'eau, dans les rivières et par infiltration, contaminant même les eaux souterraines.

10. L'impact de l'exploitation artisanale de l'or (orpaillage) sur la santé et l'environnement : http://zouber.wixsite.com/aamnat/limpact-de-lexploitation et http://www.mediaterre.org/afrique-ouest/actu,20061121095625.html (consultés le 10 août 2017).

2.5. DE L'EXPLOITATION MINIÈRE À LA DÉGRADATION DES ESPACES FORESTIERS ET DU MICROCLIMAT

2.5.1. DÉGRADATION DES ESPACES FORESTIERS

Le processus de déboisement du couvert forestier de Luhwinja n'est par récent. Il aurait commencé beaucoup d'années plus tôt – avant même la période coloniale –, avec l'influence de la découverte du *marhale* (minerai de fer). Il fallait le fondre sur un feu de braises pour pouvoir lui donner une certaine forme. C'est avec l'exploitation de ce minerai que la forêt de Luhwinja s'est vue menacée pour la toute première fois, car la fonte de ce minerai exigeait d'importantes quantités de braises. Vu le besoin des populations en outils fabriqués à partir du *marhale*, l'exploitation minière de ce dernier s'est répandue et la coupe d'arbres devint une pratique courante pendant plusieurs années.

C'est à partir des années 1940 que, progressivement, la population de Luhwinja a commencé à abandonner l'usage des outils fabriqués à partir du *marhale.* Mais entre-temps, des gisements d'or avaient été découverts par la MGL, à laquelle succéda la SOMINKI après la colonisation. Ces sociétés faisaient de l'exploitation alluvionnaire et souterraine sous la montagne Mbwega autrefois située en pleine forêt. Pendant de nombreuses années, des espaces forestiers seront alors défrichés pour aménager des sites miniers et les arbres abattus ont été utilisés pour soutenir les murs des galeries souterraines.

Avec la libéralisation du secteur minier en 1982, les hommes de Luhwinja et des chefferies voisines ont abandonné l'agriculture et se sont rués en pleine forêt, sur la montagne Mbwega, pour l'exploitation artisanale de l'or. Le processus de déforestation s'est alors accentué et, progressivement, des espaces forestiers se sont transformés, non seulement en sites miniers, mais aussi en villages et champs agricoles des familles des artisans miniers.

À partir de ce moment, la démographie de Luhwinja a progressé rapidement, sous l'influence de l'exploitation minière artisanale et des activités connexes – surtout dans le groupement Luciga, non pas parce qu'il renferme une grande partie de la forêt, mais parce qu'y sont concentrés les gisements d'or de la chefferie. La chefferie Luhwinja assista alors à un recul inestimable de son couvert forestier, à la suite de l'influence de l'exploitation de l'or, entre autres. Il y eut également des mouvements de réfugiés au cours des années 1964, 1994 et 1998 qui, fuyant les guerres à l'intérieur et à l'extérieur du pays, se sont installés dans la forêt de Luhwinja et y sont restés pendant plusieurs années, tout en y développant des activités agricoles et le commerce de bambou et de charbon de braises. Ceux-ci ont alors endommagé d'importants espaces du couvert forestier de Luwhinja.

Le processus de déforestation du couvert forestier de Luhwinja va se poursuivre avec l'arrivée de la société Banro. Installée sur la montagne de Mbwega à Luciga, l'entreprise a commencé par abattre les arbres sur de grands espaces, puis est passée à la découverture du sol avec des engins lourds qui arrachaient tout sur leur passage afin de pouvoir atteindre le filon contenant de l'or. Elle a ainsi chassé des milliers de ménages qui se trouvaient sur son périmètre et relocalisé certains d'entre eux, et ces derniers ont éprouvé des difficultés pour accéder aux moyens de subsistance. Étant donné que cette communauté a toujours prélevé de la nourriture de son environnement, ses membres ont été obligés de défricher aussi la forêt pour y aménager des espaces agricoles et des pâturages pour leur bétail. En même temps, nombre d'entre eux se sont livrés à la production et à la commercialisation de charbon de bois, en espérant assurer la sécurité économique de leur famille.

Au bout de quelques récoltes, la population de Luhwinja se rendit compte que les terres agricoles aménagées dans la forêt étaient très fertiles, spécifiquement pour la production de pommes de terre et de maïs, les cultures de base de la région. Des agriculteurs des autres villages attirés par la productivité des terres de la forêt se sont également dirigés vers la forêt, défrichant des espaces forestiers et y aménageant des champs agricoles. Un grand nombre, parmi eux, avaient même choisi de transformer leur plantation agricole jugée moins fertile en plantation forestière de cyprès et d'eucalyptus principalement pour aller conquérir de nouvelles terres dans la forêt.

Le processus de perte du couvert forestier remonte donc à plus d'un siècle. Il a été progressif et est d'une grande envergure aujourd'hui, au point que les conséquences environnementales sont importantes et se font ressentir partout dans la chefferie et ses environs. Toutefois, il est connu que la perturbation climatique d'un milieu donné n'est pas toujours causée par la déforestation produite dans ce milieu-là. Ce dernier peut aussi subir des effets perturbateurs du climat venus d'ailleurs. Mais comme la forêt joue un rôle important dans le maintien et la régulation du microclimat dans un milieu, il est possible que la perte de la forêt dans le milieu en question expose celui-ci à la dégradation de son microclimat

ou accélère le processus et parfois participe à ce phénomène. Notons que la situation climatique de Luhwinja ne lui est pas particulière. Depuis quelques années, on observe le phénomène de la dégradation climatique dans plusieurs autres zones de la région du Kivu. Cependant, selon les perceptions des populations de Luhwinja, il y aurait un lien entre la dégradation climatique que subit leur milieu de vie et la disparition de la forêt dans celui-ci.

2.5.2. DE LA DÉGRADATION DES ESPACES FORESTIERS À LA PERTURBATION DU MICROCLIMAT

À Luhwinja, les paysans n'utilisent pas le terme « changement climatique », mais tous se plaignent d'un environnement changeant, perturbé ou dégradé. Généralement, ils parlent d'augmentation de la chaleur et de diminution de la quantité et de la fréquence des pluies. Il s'agit de changements dont l'émergence n'est pas connue. Mais ce qui est sûr, c'est qu'il ne s'agit pas d'un phénomène récent. La plupart des récits de vie montrent que c'est depuis environ 20-30 ans que l'environnement de Luhwinja subit de tels changements, comme cela se fait sentir dans les propos de la plupart des interviewés :

> « L'environnement de Luhwinja a beaucoup changé au cours des 30 dernières années. Nous n'avons pas connu d'aussi grosse chaleur quand nous étions jeunes, même pas pendant la saison sèche. L'air était toujours frais, les eaux des rivières également, il pleuvait presque chaque jour, que ce soit en saison sèche ou en saison des pluies. La forêt était très dense à l'époque, notre malheur aujourd'hui est d'ailleurs dû au fait que nous n'avons pas pris soin de cette forêt […].
> C'est maintenant que nous nous rendons compte du rôle que la forêt traditionnelle jouait il y a de cela plusieurs années. Maintenant que nous l'avons repoussée, elle est partie avec tous ses avantages. Nous ne sommes plus en mesure de prédire le temps. On ne sait plus dire avec certitude si nous sommes en saison sèche ou en saison des pluies, tout se confond. On ne sait plus dire qu'il va pleuvoir telle période de l'année ou pas, plus rien n'est certain. Cette forêt contribuait beaucoup dans le maintien de l'équilibre des saisons et dans la régulation des pluies et de la chaleur et voici qu'aujourd'hui tout est perturbé et c'est irréversible » (extrait d'un entretien, Luhwinja, le 20 janvier 2017).

En effet, les paysans de Luhwinja sont bien convaincus que la perturbation de leur environnement est avant tout liée à la perte du couvert forestier. Ils insistent beaucoup sur les années d'après 1960, période à partir de laquelle leur forêt traditionnelle aurait subi de graves pressions du fait des réfugiés de guerre venus des chefferies voisines et de l'expansion de l'activité minière.

La perturbation du microclimat dans cette contrée est visiblement très frappante aujourd'hui. Ainsi, les paysans de Luhwinja se plaignent des changements par rapport aux débuts des saisons climatiques qui perturbent l'ensemble des activités agricoles. Il est vrai que les forêts jouent un rôle crucial dans la préservation du climat et dans l'atténuation du changement climatique. Cependant de nos jours, les ressources forestières semblent être plus menacées qu'elles ne sont protégées. Comme conséquence, le changement climatique a affecté tout l'écosystème de Luhwinja. Ses effets sur l'activité agricole sont les plus visibles et affectent à leur tour le bien-être et la survie des populations locales.

Par rapport à la hausse des températures et l'absence de pluie, les paysans de Luhwinja relèvent le problème de l'assèchement du sol, comme nous le traduit cette jeune agricultrice :

> « Notre agriculture est dépendante de l'eau de pluie. Ici nous ne pratiquons pas de l'irrigation, car nos champs sont généralement éloignés des rivières, ce qui rendrait très coûteux l'investissement dans cette technique. Mais aussi, ces champs sont pour la plupart situés sur les versants des montagnes, ce qui pratiquement la rend difficile. Nous sommes donc obligés de nous contenter de la quantité d'eau que nous offre la pluie. Mais malheureusement la hausse de température nous cause d'énormes préjudices : elle durcit les sols et les rend moins humides et difficiles à cultiver. Ceci est l'un des éléments qui ont fait que la plupart des sols de la chefferie soient aujourd'hui moins propices pour la croissance des cultures […].
> Auparavant, partout dans les villages ici, on produisait beaucoup de pommes de terre. Mais depuis quelques saisons, la quantité produite ne fait que diminuer et des pommes de terre produites sont petites comme des billes. Aujourd'hui les bonnes pommes de terre sont celles qui proviennent des champs se trouvant dans la forêt » (extrait d'un entretien, Luhwinja, juillet 2017).

Pour les paysans donc, cette hausse des températures transforme la nature des sols en les rendant moins humides. Cela fait que certaines cultures exigeant une certaine température du sol et un certain degré d'humidité se retrouvent dans des conditions inappropriées pour leur croissance.

Le recours aux terres en pleine forêt n'est pas seulement lié à l'indisponibilité des terres dans les

villages, mais de plus en plus à la quête de terres plus humides pour répondre aux exigences de certaines cultures et donc des terres fertiles pour ces cultures-là. Il ressort également de nos interviews que la perturbation des dates de début et de fin de la saison des pluies et les poches de sécheresse en pleine saison des pluies ont causé des problèmes cruciaux aux agriculteurs les cinq dernières années. La perturbation du calendrier agricole est l'un des aspects reconnus par les agriculteurs comme ayant sévèrement influencé la baisse de rendement des terres agricoles dans leurs villages.

L'absence ou l'irrégularité des pluies est un réel facteur de dégradation de la productivité des terres dans ce territoire et cela affecte grandement le rendement agricole de la région. Cette perturbation climatique a beaucoup affecté la productivité des terres agricoles et a perturbé les conditions d'adaptation des cultures de la zone. Ne s'adaptant plus au nouveau climat, certaines cultures comme les ignames n'y sont plus produites, il n'y a plus de culture de bananier et certaines variétés de manioc comme le *M'muhimuzi*, le *Cidukumbu* et le *Namuliro* ont disparu. Au cours d'une saison, on pouvait récolter deux fois certaines cultures comme le maïs et le sorgho, mais depuis quelques années on n'en récolte qu'une fois et en quantité très réduite.

Les témoignages des populations locales donnent une idée surprenante de l'ampleur du déboisement du couvert forestier de Luhwinja, bien qu'ils ne fournissent pas avec précision la superficie déboisée. Cependant les images recueillies de la télédétection nous permettent de visualiser l'évolution de la couverture des terres de Luhwinja. Seules les images d'après 1986 sont disponibles. Nous allons ainsi en confronter trois, celles des années 1986, 2005 et 2015, pour observer le processus de la perte du couvert forestier de Luhwinja.

Les informations contenues dans le tableau 5.1 donnent les figures suivantes :

a) Évolution de la couverture du sol

Focalisées sur le couvert forestier, ces images renseignent qu'en 1986, la forêt s'étalait sur 87,98 km^2 (soit une couverture de 40,90 % de la superficie totale de Luhwinja), mais qu'en 2015, elle ne couvrait plus que 8,99 km^2 (soit une couverture de 4,18 % de la superficie de Luhwinja). Au bout de 29 ans, le couvert forestier de Luhwinja aurait perdu environ 90 % de sa superficie, ce qui est énorme. Plusieurs éléments peuvent justifier cette perte du couvert forestier. Visuellement, on peut se dire que la variation de l'espace forestier est due à la variation des autres éléments visibles sur les images, notamment les plantations forestières, les champs et village, les terres nues et les zones minières. Cependant, ces images restent muettes quant à l'utilisation de l'espace occupé par chaque catégorie et à l'effet du changement de couverture d'une catégorie sur une autre.

Il s'agit là des explications que la population a fournies dans les récits de vie et la cartographie participative comme nous l'avons déjà vu. Aussi, la même population a soutenu que cette déforestation serait responsable de la perturbation du microclimat. Elle a basé cette allégation sur l'observation des changements au niveau de la pluviométrie. Nous avons essayé d'approfondir la compréhension de cette allégation à partir de l'évaluation de la pluviométrie au cours de trois différentes périodes et à partir des données disponibles comme on le voit dans les graphiques 5.1 à 5.3.

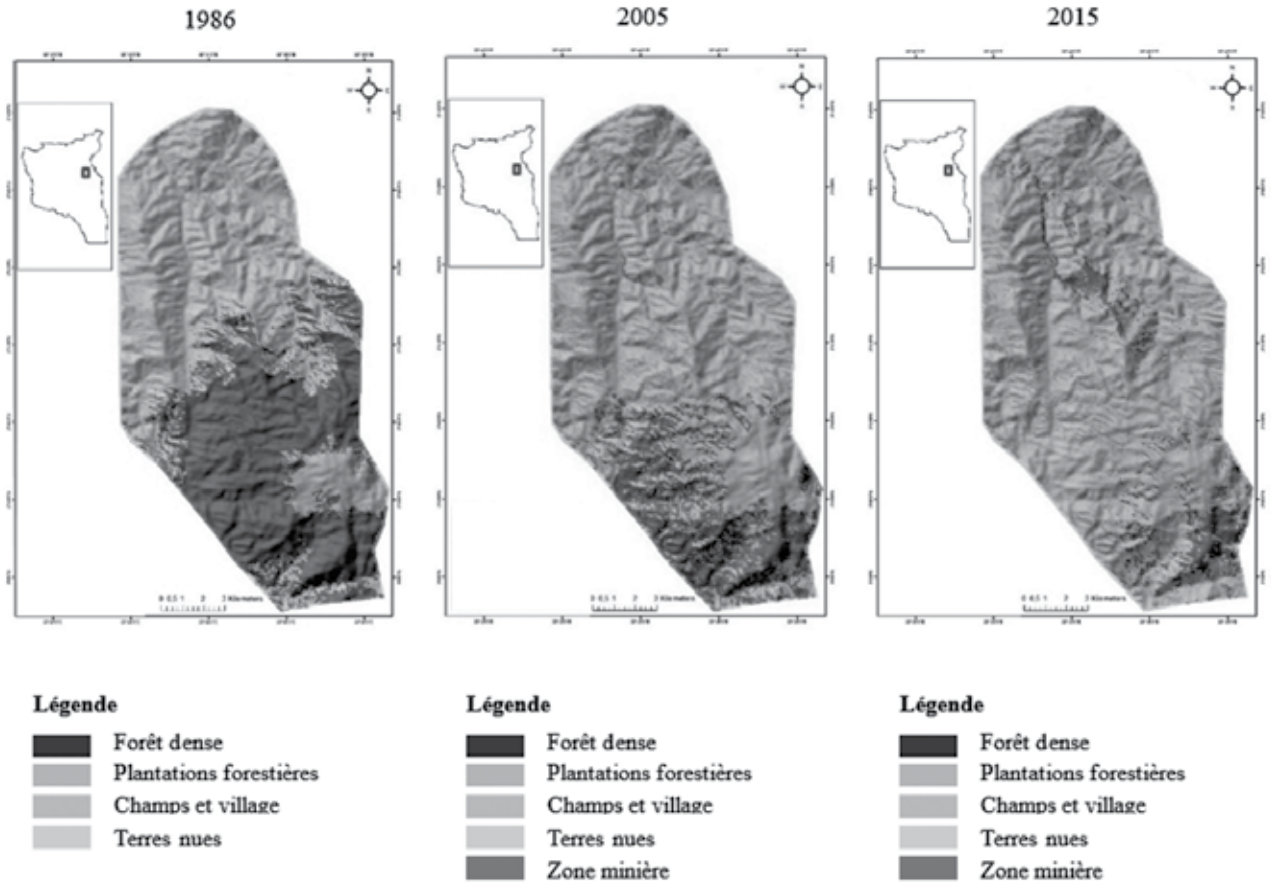
Ces graphiques montrent qu'il y a effectivement de fortes perturbations dans la pluviométrie, particulièrement au niveau du début et de la fin des saisons climatiques qui déterminent les saisons culturales des paysans. Auparavant, il était possible de distinguer la saison sèche de la saison de pluie. Mais comme on peut le voir sur le graphique 5.1

Tableau 5.1 : chiffres sur l'évolution de la couverture du sol

Classes	1986		2005		2015	
	km^2	%	km^2	%	km^2	%
Forêt dense	87,98	40,90	39,10	18,18	8,99	4,18
Plantations forestières	19,45	9,04	32,93	15,31	26,49	12,31
Champs et villages	96,01	44,63	121,87	56,65	113,27	52,65
Terres nues	11,67	5,43	20,33	9,45	60,46	28,11
Zones minières	-	-	0,89	0,41	5,91	2,75
Total	215,12	100	215,12	100	215,12	100

Sources : données générées à l'aide du logiciel ArcGIS 10.3.1.

Carte 5.3 : les types de couvertures du sol à Luhwinja et leurs évolutions



Source : figure générée à partir des images satellitaires.

représentant la pluviométrie des années 1984 à 1993, la saison sèche durait trois mois – allant de mi-juin à mi-septembre – et la saison de pluie durait neuf mois – allant de mi-septembre à mi-juin. C'est sur cette base qu'étaient établies les saisons culturales à Luhwinja. Cependant, en observant les graphiques 5.2 et 5.3, on remarque une évolution liée à la perturbation des saisons. Sur le graphique 5.3, de 2004 à 2013, on a du mal à déterminer la fin de la saison sèche ou le début de la saison de pluie. Ceci explique certains propos de la plupart de nos interlocuteurs sur le terrain. Comme nous le disait par exemple une agricultrice :

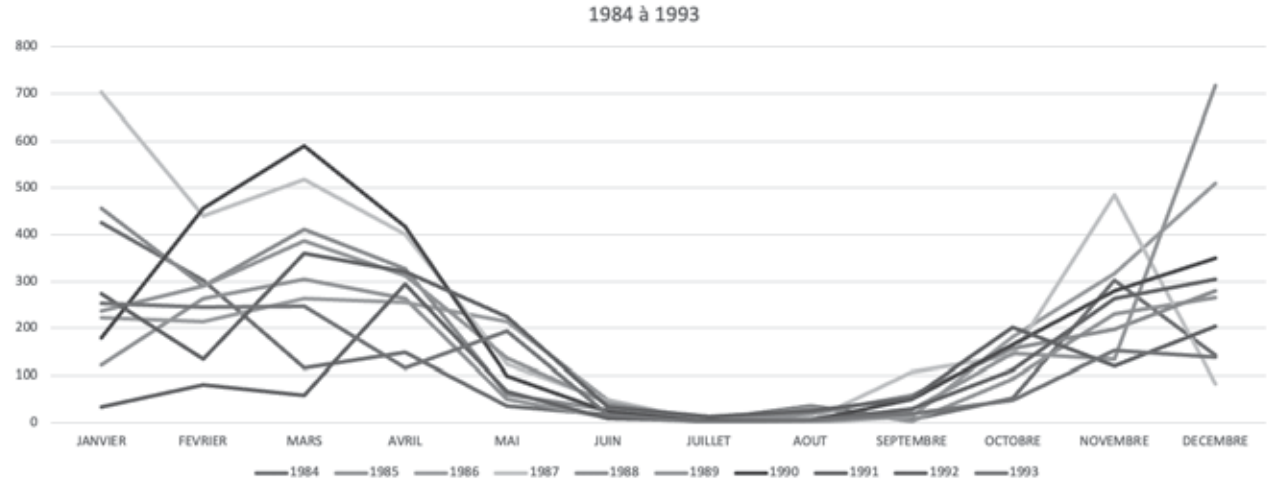
« Nous ne reconnaissons plus notre environnement. Alors qu'autrefois nous pouvions prédire le temps et organiser nos calendriers de semis et de récoltes, aujourd'hui nous ne sommes même plus capables de dire si nous sommes en saison sèche ou en saison des pluies. Tout se confond maintenant. On ne sait plus dire qu'il va pleuvoir à partir de telle période de l'année ou non ; plus rien n'est certain » (extrait d'un entretien avec une agricultrice, Luhwinja, juillet 2017).

On se rend compte effectivement que l'arrivée de Banro en 2005 coïncide avec de fortes perturbations pluviométriques. Il pleut de plus en plus au cours de la saison sèche, ce qui a des effets sur les périodes des semis et récoltes. Tout cela a des effets négatifs sur la production agricole. Mais pour autant, les données ne permettent pas d'attribuer ces changements pluviométriques aux activités de Banro.

b) Dégradation des terres

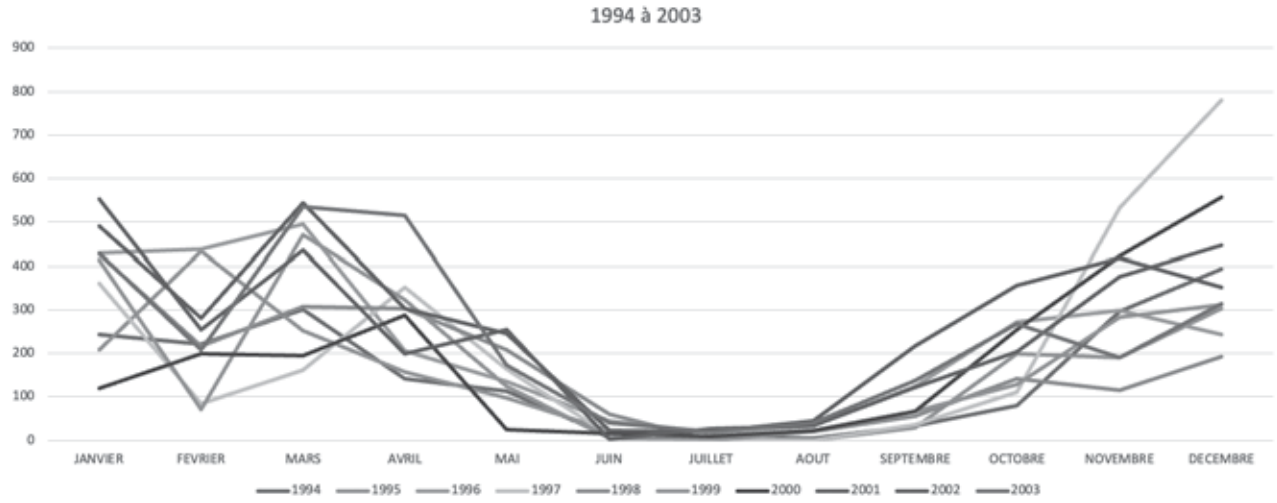
Les populations agricoles de Luhwinja sont aujourd'hui confrontées aux difficultés liées au rendement agricole qui se dégrade de saison en saison et d'année en année. Les causes de cette baisse sont multiples. Souvent, on croit que les faibles rendements des terres agricoles sont liés à leur surexploitation

Graphique 5.1 : évaluation de la pluviométrie de 1984 à 1993



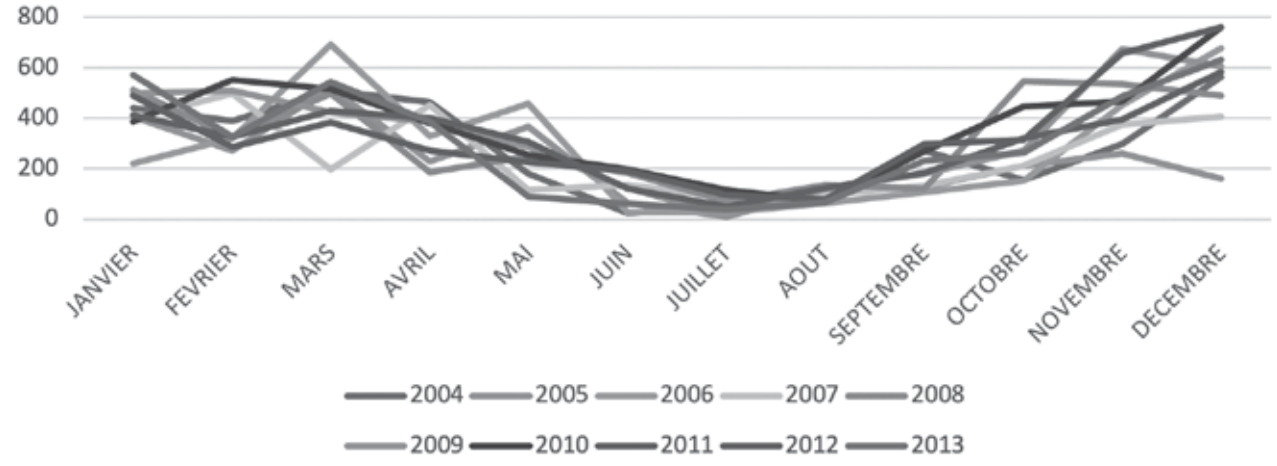
Source : graphique réalisé à partir des données générées de KNMI Climate Explorer.

Graphique 5.2 : évaluation de la pluviométrie de 1994 à 2003



Source : graphique réalisé à partir des données générées de KNMI Climate Explorer.

Graphique 5.3 : évaluation de la pluviométrie de 2004 à 2013



Source : graphique réalisé à partir des données générées de KNMI Climate Explorer.

ou à un déficit en termes de pratiques de fertilisation. Cependant, l'expérience des agriculteurs de Luhwinja – dépendants de l'agriculture pluviale – a montré le contraire. En fait, outre les maladies des cultures qui sont apparues au cours des dernières années, l'aspect climatique a beaucoup joué dans la baisse du rendement agricole. Les effets de la perturbation du microclimat de Luhwinja ont eu d'énormes conséquences sur la dégradation de la productivité des terres agricoles du milieu. La perturbation de la pluviométrie a sensiblement affecté la capacité des sols à conserver et à offrir aux plantes l'eau et tous les nutriments nécessaires à leur croissance.

La baisse des rendements agricoles de la chefferie Luhwinja et le niveau de famine qui ne cesse d'augmenter aujourd'hui, malgré la disponibilité des gisements d'or, est un paradoxe qui s'expliquerait aussi par la dégradation de l'environnement. Une dégradation qui est, en partie, créée par l'activité minière à travers sa participation à la déforestation et à la dégradation de la forêt, et qui contribue ou expose Luhwinja à la perturbation en rendant son microclimat plus aride.

Nous avons également noté une autre forme de dégradation de terres agricoles. En effet, avec l'expérience de la spoliation des terres par l'entreprise minière, cette pratique de transformation de plantation agricole en plantation forestière s'est beaucoup répandue dans d'autres villages se trouvant sur la concession minière, mais non encore reprise par l'entreprise. En effet, pendant le processus de délocalisation, l'entreprise minière dédommageait plus les terres occupées par des arbres. Ne sachant pas quand viendrait leur tour de déguerpir de la concession de la société minière, beaucoup de paysans jugèrent intéressant de planter des arbres dans leurs champs, afin de valoriser leurs terres.

Mais aussi, des personnes qui allaient reconquérir les nouvelles terres de la forêt prenaient soin de planter des arbres dans les champs abandonnés jugés moins fertiles. Ils le firent également avec un objectif économique en ce sens qu'ils choisissaient des arbres à croissance rapide, moins exigeants en termes de suivi et de fertilisants, et dont la demande était forte sur le marché des matériaux de construction. Généralement ils plantaient des eucalyptus et des cyprès.

Ainsi, ils investissaient au moins dans le commerce du bois et profitaient de leurs terres – qui, pour la plupart, n'étaient plus fertiles –, en attendant que la société minière reprenne cette partie de sa concession. Cependant, ces types d'arbres sont de caractère à rendre les sols arides, ils sont tellement gourmands en eau qu'ils épuisent les terres des environs et participent ainsi à la dégradation de la productivité des terres de la chefferie. Mais comme le dit la population locale, « on n'exploiterait pas durablement une terre sur laquelle on ne dispose que d'un droit d'usage temporaire ».

CONCLUSION

Malgré l'intégration de l'aspect de la conservation dans la question minière en RDC, on observe un écart entre la norme et la pratique. La plupart des exploitants miniers en RDC se limitent à la description de l'écologie et de leur plan de protection de l'environnement sans jamais le mettre en application. D'autres ont même entamé l'exploitation minière sans avoir réalisé l'étude d'impact environnemental. Cet écart entre la norme et la pratique serait certes justifiée par des raisons techniques.

Il est connu que l'exploitation minière est l'un des facteurs les plus destructeurs de l'environnement. Or, l'économie de la RDC reste très dépendante de l'exploitation minière. Le présent travail contribue au développement de l'aspect environnemental dans la littérature sur le secteur minier en RDC. Il s'est inscrit dans l'approche de la *political ecology*, une approche qui étudie les rapports de pouvoir et, plus largement, les dynamiques sociales autour de l'accès, de l'utilisation et de la gestion des ressources et leurs effets sur la dégradation. En confrontant les discours de lutte contre la pauvreté (qui mettent l'accent sur le rôle de l'exploitation des ressources minières) et celui du développement durable (qui met l'accent sur la préservation des ressources naturelles), le travail voulait analyser les effets pervers et plus largement les conséquences de l'exploitation minière sur la durabilité des autres ressources (en tant qu'elles sont toutes connectées). L'écart entre le discours officiel et la réalité sur le terrain a suggéré d'aller rechercher la cohérence de ce discours dans les rapports de pouvoir à la base desquels on trouve les intérêts des acteurs puissants en jeu à différentes échelles.

Au-delà, il s'agissait de comprendre les conditions dans lesquelles l'exploitation minière pourrait avoir des effets environnementaux négatifs qui nuiraient au bien-être des populations locales. Mais cette nuisance vis-à-vis des gens a été étudiée à partir de la manière dont l'exploitation du secteur minier

participe à la dégradation des autres ressources telles que l'eau, la terre et la forêt et, par là, affecte le bien-être des gens. Mais l'illustration de la dégradation environnementale à partir de l'exploitation minière par les entreprises ne signifie pas que la dégradation n'est pas, dans certains cas, un effet de l'exploitation des ressources naturelles par les populations. Le choix de l'entreprise Banro ici est simplement lié au fait que notre étude veut montrer les liens entre la dégradation des ressources naturelles et les politiques de modernisation qui pensent l'exploitation des ressources à partir des entreprises.

RÉFÉRENCES

Banque mondiale. 2004 (17 septembre). *Vers un meilleur équilibre. Le Groupe de la Banque mondiale et les industries extractives : le rapport final de la* Revue des industries extractives*. Réponse de la direction du Groupe de la Banque mondiale*. Washington, D.C. : Banque mondiale.

Banque mondiale. 2008. « République démocratique du Congo. La bonne gouvernance dans le secteur minier comme facteur de croissance ». Rapport. Washington.

Bashizi, A. & Geenen, S. 2015. « Les limites d'une "gouvernance par le bas" : les logiques des coopératives minières Kalimbi/Sud-Kivu ». In S. Marysse & J. Omasombo Tshonda (dir.), *Conjonctures congolaises 2014. Politiques, territoires et ressources naturelles : changements et continuités.* Paris/Tervuren *:* L'Harmattan/MRAC/CREAC (coll. « Les Cahiers africains », n° 86), pp. 239-257.

Collier, P. 2010. *The Plundered Planet: Why We Must and How We Can Manage Nature for Global Prosperity*. New York : Oxford University Press.

Iguma Wakenge, C. 2019. *Stade Coltan. Extraction minière artisanale, réformes et changement social à l'est de la République démocratique du Congo*. Paris : L'Harmattan (coll. « Études africaines »).

Kalunga, T. 2008. « Droit minier et développement durable ». Thèse de doctorat en droit. Lubumbashi : Université de Lubumbashi.

Mazalto, M. 2004. « Réforme de la législation minière et rôle des institutions multilatérales de financement dans le développement du secteur minier en RDC ». In *Colloque international : « L'exploitation des ressources naturelles en situation de conflits : responsabilités internationales et perspectives de solutions en République démocratique du Congo* ». Montréal.

Mazalto, M. 2005. « La réforme des législations minières en Afrique et le rôle des institutions financières internationales : la République démocratique du Congo ». In S. Marysse & F. Reyntjens (dir.), *L'Afrique des Grands Lacs. Annuaire 2004-2005*. Paris : L'Harmattan.

Mazalto, M. 2008. « La réforme du secteur minier en République démocratique du Congo : enjeux de gouvernance et perspectives de reconstruction ». *Afrique contemporaine* 227 : 53-80.

Mushagalusa Mudinga, E. & Ansoms, A. 2015. « Autorité publique et implication des forces armées dans les dynamiques foncières au Sud-Kivu, à l'est de la RDC ». In S. Marysse & J. Omasombo Tshonda (dir.), *Conjonctures congolaises 2014. Politiques, territoires et ressources naturelles : changements et continuités.* Paris/Tervuren : L'Harmattan/MRAC/CREAC (coll. « Les Cahiers africains », n° 86), pp. 197-216.

Nkuba Bossissi *et al.* 2017. « Le mercure dans l'exploitation de l'or : responsabilité environnementale et perceptions locales ». In A. Nyenyezi Bisoka, S. Geenen, A. Ansoms & J. Omasombo Tshonda, *Conjonctures congolaises 2016. Glissement politique, recul économique*. Paris/Tervuren : L'Harmattan/MRAC/CREAC (coll. « Les Cahiers africains », n° 91).

ÉPILOGUE

TERRES ET POUVOIRS DANS LES ENTITÉS DU SUD-KIVU

Par Aymar Nyenyezi Bisoka

INTRODUCTION

L'étude des relations sociales concernant la terre est l'une des meilleures manières d'appréhender les dynamiques sociales et territoriales en cours dans la province du Sud-Kivu. Une telle approche permet de comprendre concrètement ces dynamiques, au-delà des discours, à partir de la manière dont elles sont régies par les rapports de pouvoir et la négociation de l'autorité et de la légitimité. Elle est contraire aux approches qui essaient de comprendre les relations sociales au sein d'un territoire à partir d'une série de discours juridiques, politiques ou institutionnels et qui, de ce fait, ne parviennent pas vraiment à rendre compte de leur fonctionnement dans les interactions sociales quotidiennes.

Ainsi, comprendre la vie ou encore les dynamiques sociales dans le Sud-Kivu, c'est pouvoir étudier cette province à partir des rapports d'accès à – et de contrôle sur – la terre, afin de saisir la manière dont ces discours sont négociés dans diverses interactions et arènes où se jouent les questions de pouvoir, de privilèges, de positions, d'intérêts, d'exclusion, etc. Voilà pourquoi le présent épilogue, qui conclut cet ouvrage, traite largement des rapports entre le pouvoir et la terre dans les entités territoriales urbaines et rurales au Sud-Kivu. Il s'agira de situer ces rapports dans des trajectoires historiques, de capter leurs manifestations différenciées dans des contextes urbains et ruraux et de saisir finalement la manière dont ils se donnent à voir dans les conflits qui découlent des luttes territoriales ou encore des luttes pour l'accès aux ressources naturelles.

À partir d'une approche socio-historique, cette étude illustre ces dynamiques territoriales et foncières en partant de l'analyse de trois formes d'enjeux : a) premièrement, des enjeux autour des terres urbaines à Bukavu où il va être question d'étudier les processus d'accaparement des terres et des conflits fonciers à partir d'une historiographie de l'urbanisation et de l'évolution démographique de la ville ; b) deuxièmement, des enjeux autour des terres rurales où la compréhension des dynamiques sociales exige l'étude de l'évolution des reformes foncières en perpétuelle tension avec les pratiques et normes coutumières et leurs rapports aux accaparements des terres et aux conflits fonciers ; c) et, troisièmement, de l'analyse des innovations institutionnelles dans le domaine foncier au Sud-Kivu et ce que rapportent leurs limites sur l'entité et sur l'État congolais plus largement.

Plus précisément, la première section concernant les enjeux des terres urbaines dans la ville de Bukavu étudie l'urbanisation, l'accaparement des terres et les conflits fonciers dans cet espace. Sur la base d'un examen des informations que fournissent les archives disponibles au cadastre foncier de la ville de Bukavu, on passe en revue l'histoire de l'enregistrement des terres de 1969 à 2014. Puis, on compare le rythme de l'enregistrement foncier aux dynamiques sociopolitiques qui ont eu lieu : rythme de la croissance démographique, évolution de l'espace de la ville, densité, événements historiques, conflits armés, etc. Il révèle un processus d'accaparement des terres qui s'est accéléré en 1997, tout au début des conflits armés dans la province ; ce qui met en évidence les carences de la gestion foncière étatique, notamment pour les terrains urbains. Il se pose ainsi la question de la nécessité de repenser la sécurité foncière au-delà de l'enregistrement formel.

Cette première section utilise et synthétise les données récoltées et les documents produits pendant les huit dernières années (Nyenyezi Bisoka & Ansoms 2016 ; Nenyezi Bisoka & Ansoms 2015). Pour y parvenir, trois méthodes principales ont été utilisées : la recherche dans les archives, l'analyse d'entretiens ouverts et la recherche documentaire. Dans le cas du cadastre de Bukavu, nos recherches dans les archives en 2014 ont permis de trouver des chiffres sur l'enregistrement des terres depuis 1969 ainsi que des statistiques sur les conflits fonciers enregistrés. Ces chiffres permettent de construire les graphiques présentés dans la deuxième section. Des entretiens ouverts, réalisés depuis 2012, ont permis de comprendre les variations des courbes construites, ainsi que les causes et les facteurs des conflits fonciers identifiés. Ces entretiens ont concerné un corpus de 24 personnes : 7 agents du cadastre de Bukavu, 4 agents de la division de l'urbanisme de la ville de Bukavu, et 8 anciens agents de l'État entre 1960 et 1980 : 2 du cadastre, 2 de l'urbanisme, 2 de la mairie de Bukavu, et 2 du gouvernorat. Enfin, les recherches documentaires ont permis de reconstituer l'évolution de la ville de Bukavu de 1900 à 2014, avec un accent particulier sur la démographie en relation avec l'expansion de la ville. À ce niveau, nous avons pu construire des graphiques de la croissance de la ville à différentes périodes, sur la base de données historiques provenant de diverses sources.

La deuxième section concerne les enjeux autour des terres rurales et recourt à une approche sociohistorique autour des réformes foncières à partir desquelles il devient possible de saisir les accaparements de terres et les conflits fonciers dans les territoires ruraux au Sud-Kivu. À partir d'une série de documents (Nyenyezi Bisoka 2016 ; Nyenyezi Bisoka *et al.* 2014), cette section montre que la gestion des terres au niveau local se caractérise par l'existence de règles dont rien ne garantit l'application. Elle montre non seulement la réalité qui a contribué à l'établissement de ces règles, mais aussi les dynamiques de pouvoir et d'autorité qui aident à comprendre la transgression de certaines de ces règles par les acteurs. L'examen de l'écart entre les normes officielles et les situations réelles d'accès et de contrôle du foncier permet de savoir comment naissent et évoluent effectivement les conflits fonciers. Ces conflits évoluent dans un contexte de pluralisme juridique qui met en évidence la coexistence de différents cadres normatifs au sein de différents espaces sociaux. L'analyse de ce contexte aide à observer les contradictions relatives aux règles d'accès et leurs effets divergents sur les droits fonciers.

Sur la base d'une étude de cas dans la plaine de la Ruzizi, cette deuxième section montre que, au-delà des règles, l'amélioration de la gestion des ressources naturelles passe avant tout par une tentative de compréhension des mécanismes locaux d'accès et de résolution des conflits issus des luttes pour l'accès à la terre. En dépassant l'analyse de l'efficacité des réformes étatiques descendantes, le cas permet de saisir la complexité des dynamiques d'accès à la terre. Dans le domaine foncier au Sud-Kivu, donc, il y a nécessité d'aller au-delà des catégories officielles/non officielles, de privilégier une compréhension fine des dynamiques d'accès aux ressources afin de pouvoir penser au renforcement des capacités de négociation des acteurs faibles dans les cadres locaux de gestion des ressources naturelles.

La troisième section concernant les innovations institutionnelles touche aux dynamiques des acteurs de la société civile dans leurs tentatives d'instaurer la paix et la justice sociale. Face à l'incapacité de l'État à répondre à la crise foncière, des organisations de la société civile, des agences onusiennes et des organisations internationales s'activent au Sud-Kivu depuis le début des années 2000 pour proposer des actions de prévention, de résolution des conflits et de plaidoyer politique. Leur approche consiste essentiellement à travailler sur les causes structurelles des conflits fonciers à partir d'une série de mécanismes alternatifs de gestion foncière qui font évoluer les cadres normatifs existants. Ce sont ces mécanismes alternatifs de gestion foncière au niveau local qui sont considérés ici comme des formes d'innovation institutionnelle. Il s'agit notamment de l'introduction et de la systématisation de l'écrit dans les pratiques coutumières d'accès à la terre, de la mise en place de cadres locaux de médiation foncière, de la sociothérapie foncière et du plaidoyer politique par la proposition d'édits fonciers. L'objectif de ces innovations est triple : la prévention des conflits fonciers, la résolution des conflits existants et le plaidoyer politique.

Cette dernière section s'appuie principalement sur des données et documents (Nyenyezi Bisoka & Claessens 2019 ; Mushagalusa Mudinga & Nyenyezi Bisoka 2014) élaborés depuis 2014 sur les questions foncières au Sud-Kivu. Durant cette période, des entretiens furent menés avec des organisations de la société civile impliquées dans la mise en œuvre

d'innovations institutionnelles dans le secteur foncier. L'objectif était de situer les bases sur lesquelles ces innovations furent mises en œuvre : les postulats, les approches, les choix d'outils, les résultats, les défis, etc. D'autres entretiens ont été réalisés avec des chefs coutumiers, les agents de l'administration publique locale, des membres des comités locaux de médiation foncière et des agriculteurs. Il a donc été question de comprendre toutes ces innovations institutionnelles apportées par les acteurs non étatiques dans le domaine foncier congolais, leurs rapports à l'« incapacité » de l'État à répondre à la demande populaire de renouvellement institutionnel face à la crise foncière au niveau local, leurs rapports au cadre de gestion des terres coutumières et, finalement, les questions de légitimité, d'efficacité et de durabilité dans le contexte d'un État « postguerre » et pluraliste.

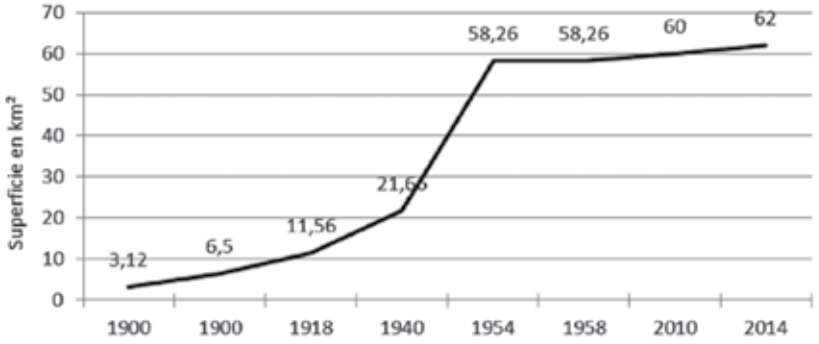
1. ENJEUX AUTOUR DES TERRES URBAINES À BUKAVU : URBANISATION, ACCAPAREMENT DES TERRES ET CONFLITS FONCIERS

Pour comprendre les dynamiques territoriales en milieu urbain, un retour dans le passé s'impose, afin de saisir la manière dont le modèle urbanistique colonial, la démographie, la gestion foncière postcoloniale et les conflits armés ont affecté les relations sociales autour de la terre, aujourd'hui caractérisées par l'accaparement des terres, les conflits et les dynamiques de pouvoir diverses. Nous illustrons cet argument à travers trois sections intitulées : d'une urbanisation coloniale à la saturation urbaine ; anarchie urbanistique et accaparement des terres ; de la spoliation des terres aux conflits fonciers.

1.1. D'UNE URBANISATION COLONIALE À LA SATURATION URBAINE

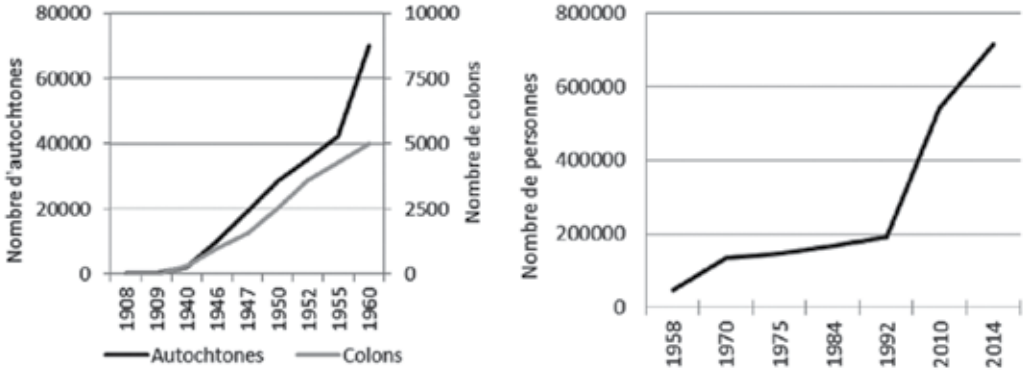
En 1900, l'espace devenu la ville de Bukavu ne comptait qu'environ 3 km² lorsque les premiers soldats de l'EIC y sont entrés. Il s'est ensuite progressivement élargi au fur et à mesure que les colons venaient s'y installer, occupant progressivement les zones qui constituèrent plus tard les communes actuelles de Bukavu. Dans l'ordre, ceux-ci s'établirent dans l'espace de l'actuelle commune d'Ibanda en s'installant à Nyalukemba (environ 3,12 km²), puis à Ndendere (3,38 km²). Ce n'est qu'en 1918, au lendemain de la Première Guerre mondiale, que les colons commencèrent à occuper le quartier de Panzi

Graphique 1 : évolution de la superficie de la ville de Bukavu



Source : graphique construit à partir des chiffres recueillis à la division de l'Urbanisme et Habitat de Bukavu et de documents inédits.

Graphique 2 : démographie dans la ville de Bukavu



Source : graphique construit à partir des chiffres recueillis à la division de l'Urbanisme et Habitat et à la mairie de Bukavu ainsi que dans des documents inédits.

(5,6 km²) ; ils y sont restés dans l'espace de la commune actuelle d'Ibanda jusqu'à ce que deux zones rurales soient soustraites à la gestion coutumière. Il s'agit des zones de Kadutu (10,1 km²) et de Bagira (36,6 km²) qui devinrent des communes urbaines respectivement en 1940 et 1954. Au moment de sa naissance officielle en 1958, la ville de Bukavu avait déjà une superficie d'environ 58,26 km². Depuis lors, et jusqu'en 2014, elle ne s'est agrandie que de 3,74 km². Plutôt que de s'étendre au-delà de ses trois communes vers des zones rurales désaffectées, Bukavu s'est accrue de l'intérieur. Ce développement spatial s'explique par deux facteurs : la croissance démographique et les changements dans les plans urbains coloniaux.

Sur le plan démographique, la population de Bukavu a augmenté entre 1900 et 1958. Sa croissance a été fortement liée à celle des colons arrivés à Bukavu en 1900, une zone considérée comme « sacrée » par les indigènes. Les autochtones ne commencèrent à y vivre qu'avec l'arrivée des colons, pour lesquels ils travaillaient comme ouvriers (Graphique 2). La population de la ville continua à croître, entre 1958 et 1992, à un taux moyen de 4,12 %.

En ce qui concerne l'urbanisme, la ville de Bukavu a été construite sur la base d'un plan d'urbanisme colonial et ségrégationniste fondé sur la séparation, par un grand espace inhabité, des villes des Blancs et des villes des Noirs. Après l'indépendance en 1960, la tendance générale a été de développer les grands espaces qui existaient entre les deux types de villes, puis de chercher des espaces à développer au sein des villes elles-mêmes. Au lieu de s'étendre aux zones rurales, la ville de Bukavu s'est développée de l'intérieur. La croissance continue de la population au sein d'un même espace conduisit à une augmentation de la densité de population au sein de la ville (Graphique 3).

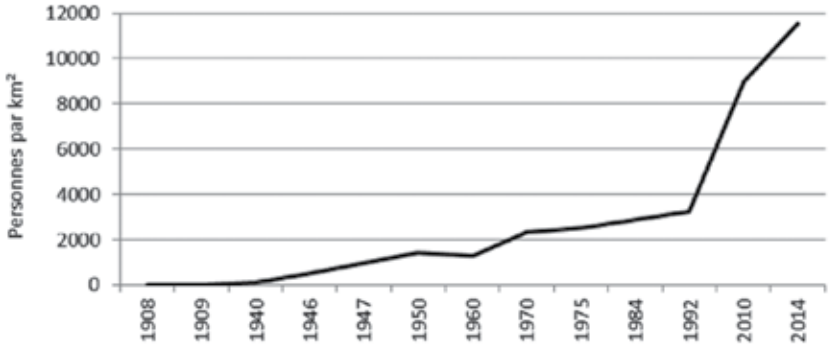
Ces changements spatiaux et démographiques se reflètent également dans les statistiques du cadastre foncier de Bukavu. Il aurait été intéressant d'aborder l'enregistrement des terres entre 1900 et 1968, mais le cadastre ne fournit pas de chiffres pour cette période. Quoi qu'il en soit, le développement progressif de la ville à l'intérieur du périmètre urbain, à partir de 1958, entraîna de nouvelles implantations autour des espaces, tant des colons que des autochtones, au cours des années 1960, 1970 et 1980. Ces implantations s'établirent généralement sur des terrains inadaptés, offerts par l'Administration postcoloniale, dont le laxisme dans l'application des normes d'urbanisme conduisit au développement de constructions anarchiques, avec des maisons faites de matériaux semi-durables. Bien que ces constructions n'aient pas été incluses dans le plan d'urbanisme de Bukavu, elles ont généralement reçu des permis de construire et ont été enregistrées par le registre foncier. Le graphique 4 illustre la croissance de la ville sur la base des enregistrements fonciers annuels.

L'augmentation progressive des enregistrements fonciers à partir des années 1970 peut s'expliquer par trois facteurs. Premièrement, par le fait que Bukavu s'est développée depuis les années 1970. Il y eut d'abord la construction à grande échelle, qui débuta dans les années 1940. Cette augmentation peut aussi s'expliquer par les achats, les dons et les expropriations de bâtiments et de terrains des colons qui quittèrent le Congo après l'indépendance. Ensuite, la levée des restrictions à l'urbanisation dans les années 1960, qui allait libérer un certain nombre de terrains jusque-là interdits à la construction. En outre, la rigueur des normes de construction avait été assouplie, ce qui eut un impact sur l'enregistrement des parcelles bâties. Enfin, après l'indépendance, divers gouvernements (congolais puis zaïrois) avaient choisi de ne pas étendre la ville, mais d'autoriser progressivement le lotissement de grands terrains dans la ville, à partir des années 1970. La conséquence en fut la densification de l'habitat, avec des terrains achetés par un certain nombre de Congolais et enregistrés au cadastre.

Ce mouvement de lotissement s'est poursuivi avec un respect limité des règles d'urbanisme, jusqu'à ce que, vers 1997, il n'y ait plus assez de terrains à développer à Bukavu, du moins en respectant des règles minimales. Il y eut désormais des lotissements « sauvages », en dehors du cadre légal. Le graphique 5 montre comment l'épuisement des lotissements réguliers à partir de 1997 correspond à l'augmentation à grande échelle des enregistrements fonciers.

Le lotissement de Muhungu avait amorcé ce processus en 1988. Dans les années suivantes, plusieurs sites de la ville ont été occupés spontanément. Dans le cas de ces derniers, certains sites ont été cédés « illégalement » par des chefs de quartier, des maires, des conservateurs fonciers, etc. En l'absence de permis de construire en bonne et due forme, divers occupants de ces parcelles commencèrent à construire leurs maisons « clandestinement » (le week-end ou le soir, à la tombée de la nuit), afin d'échapper aux

Graphique 3 : évolution de la densité de population de la ville de Bukavu



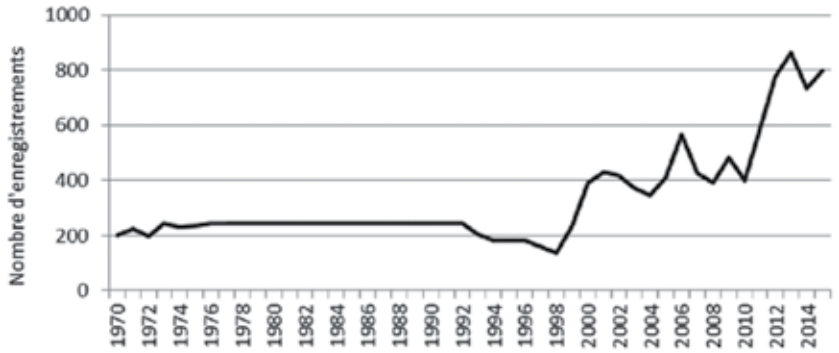
Source : graphique construit à partir des chiffres recueillis à la division de l'Urbanisme et Habitat et à la mairie de Bukavu et dans des documents inédits.

Graphique 4 : évolution des enregistrements de terres dans la ville de Bukavu



Source : graphique construit à partir des chiffres recueillis dans les archives du cadastre foncier de Bukavu.

Graphique 5 : enregistrements en dehors des lotissements



Source : graphique construit à partir des chiffres recueillis dans les archives du cadastre foncier de Bukavu et lors des entretiens avec les experts du cadastre foncier et de la division de l'Urbanisme et Habitat de Bukavu.

autres agents de l'État. Cela se passa principalement à Nyakaliba, Irambo, Karhale, Ruzizi, etc. Cela ne fut pas le cas dans les trois autres zones principales. De plus, cette situation apparue dans un contexte d'instabilité politique occasionna une croissance démographique exponentielle ayant de fortes conséquences sur l'organisation de l'espace au sein de Bukavu (Graphique 2).

1.2. ANARCHIE URBANISTIQUE ET ACCAPAREMENT DES TERRES

La section précédente portait sur la croissance démographique de la ville (relativement constante pendant les années 1960, 1970 et le début des années 1980) absorbée dans le périmètre urbain de Bukavu. Après l'indépendance du pays, il y eut une

forte concentration dans les communes de Bagira et de Kadutu, principalement dans les quartiers de Cimpunda, Nyamugo, Cipunda, Mosala et Buholo, mais aussi dans le camp Mortehan. Les autres quartiers étaient occupés, mais avec une très faible densité. À partir des années 1970, les règles d'urbanisation n'étant plus limitées, les habitants de Kadutu et de Bagira commencèrent à se déplacer vers la commune d'Ibanda, jusque-là encore occupée par quelques Blancs et des Congolais dits « avancés ». Plus le régime de Mobutu, alors président du Zaïre, se détériorait en termes de gouvernance, plus l'urbanisation de la ville de Bukavu devenait chaotique.

À la fin des années 1980, l'espace disponible dans ce périmètre allait être épuisé. Il y avait moins d'enregistrements fonciers (Graphique 4), tandis que la croissance démographique se poursuivait (Graphique 2). Dans les années 1990, alors que Bukavu était un champ majeur des deux guerres dans lesquelles le pays était engagé, la ville connut une forte accélération de la croissance démographique, qui atteignit plus d'un demi-million d'habitants en 2010 ; la compétition pour l'espace disponible au sein d'un même périmètre urbain passa à des niveaux sans précédent. Mais comment expliquer la hausse des immatriculations foncières à partir de 1997 (Graphique 4), dans un contexte d'explosion démographique et d'épuisement des terrains à bâtir, dans une ville qui n'était plus en expansion ?

Plusieurs dynamiques expliquent pourquoi ces années de crise politique aiguë correspondirent au déclenchement d'un processus de cadastrage croissant. D'une part, à partir de 1997, on assista à une forte augmentation de la demande foncière liée à l'exode rural et à l'afflux de réfugiés, provoqués par les cycles de violence et de guerre, etc. Dans le même temps, l'est de Bukavu faisait face à une augmentation de la demande de terres. En outre, l'Est de la RDC connut une renaissance des activités minières, dont les bénéfices furent investis dans la construction. Cette période coïncida avec le trafic de colombo-tantalite (coltan) de la RDC, principalement vers le Rwanda, et d'or vers le Burundi (Global Witness 2005 ; 2009), ce qui permit à des hommes politiques et aux hommes d'affaires d'investir massivement dans l'achat de terres.

D'autre part, l'offre de terres dans le périmètre de Bukavu avait évolué. Une grande partie des enregistrements fut le résultat de la fragmentation des terres appartenant à l'État, d'abord sous l'Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo (AFDL), puis sous le Rassemblement congolais pour la Démocratie (RCD). Lorsque l'AFDL chassa Mobutu du pouvoir en mai 1997, diverses élites militaires et politiques profitèrent du désordre institutionnel pour se livrer à l'accaparement des terres. Les conflits entre Laurent Désiré Kabila et ses ex-alliés rwandais et ougandais conduisirent à la « deuxième guerre » du Congo (1998-2002). Bukavu fut occupée par le RCD qui, encore plus que l'AFDL, allait exploiter son contrôle militaire pour distribuer les ressources disponibles entre ses partisans. Les pratiques d'accaparement des terres ont été encouragées, voire initiées, par le gouverneur nommé par le RCD, la seule autorité à pouvoir délivrer des actes d'aliénation de maisons ou de terres domaniales à des tiers. C'est dans ce contexte que Bugabo (1996), Karhale (1998-1999), Panzi (1999), Maendeleo (avant 1999) et Kabwa Kasire (2000) furent subdivisés. L'ensemble de la commune d'Ibanda fut alors concerné par ces subdivisions et parcelles. Les lotissements furent réalisés jusqu'au stade de football de Mukukwe. La plupart des domaines et espaces publics furent alors cédés, ainsi que les dix mètres de rive des parcelles situées au bord du lac et sur lesquelles il était auparavant interdit de construire et d'habiter. Des hommes d'affaires et des politiciens, capables de payer des terrains en temps de crise, acquirent ces parcelles.

Plusieurs facteurs sont à l'origine de ces spoliations de terres domaniales. Il s'agit tout d'abord de l'isolement de la région : l'occupation de l'Est de la RDC par le RCD avait rendu impossible le contrôle des entités provinciales par le Gouvernement de Kinshasa. Ensuite, il y a l'insécurité : ces guerres avaient surtout touché les campagnes, rendant la vie précaire, non seulement en termes de protection, mais aussi en termes d'alimentation. La famine ravageait des villages autrefois greniers de Bukavu. Les villageois ne pouvaient plus cultiver à cause de l'insécurité et de la famine. Pendant le RCD, les personnes issues des villages de certains acteurs identifiés comme majeurs ou la parenté de certaines personnalités locales (bourgmestre, maire de la ville, gouverneur, etc.) passaient pour être prioritaires dans l'obtention de terres à Bukavu. Ainsi, les maisons appartenant à l'État étaient devenues un butin de guerre pour les autorités politiques et militaires ainsi que pour leurs relations. Toutes ces dynamiques auront donc eu une forte influence sur

le marché foncier, qui connut une hausse fulgurante de l'offre et de la demande.

Malgré leur morcellement, l'offre de terres domaniales allait rester largement inférieure à la demande ; cela amena de nombreux individus à diviser leurs terres. À en croire les données recueillies au bureau de l'urbanisme de Bukavu, les parcelles privées avaient toujours été morcelées depuis 1969, mais la situation évoluait de manière progressive. C'est seulement à partir de 1997 que le mouvement prit de grandes proportions. Les particuliers trouvèrent le moment opportun pour mettre leurs terres sur le marché. Cette combinaison de lotissements, de morcellements et d'accaparement des terres fut une large ouverture, exploitée par les uns – souvent les mieux informés, les plus riches et les plus connectés –, mais elle fit également des victimes. En 1997, l'augmentation de la demande de terres résultant de l'explosion des prix des terrains concernait principalement les terres publiques. Mais au fil du temps, elle toucha également les terres privées. Les faibles (pauvres) furent alors confrontés à l'expropriation, souvent brutale, par des hommes « puissants » capables de mettre en valeur les terres disponibles sur le marché foncier. Et paradoxalement, ce furent les acteurs les mieux informés qui coururent à l'enregistrement officiel des terres récupérées pendant la période de cet « État grégaire ».

C'est dans les lotissements, les morcellements et les récupérations de terres que sont apparus à Bukavu une grande partie des conflits fonciers meurtriers de ces deux décennies. Nos recherches au parquet de Bukavu ont permis de découvrir plusieurs plaintes pour spoliation foncière qui remontent aux années postérieures à 1997. Ce sont les conflits les plus difficiles à gérer, non seulement en raison de leur caractère économique, mais surtout en raison de la mobilisation qu'ils impliquent pour les parties au conflit : celles-ci sont prêtes à tout pour récupérer leurs terres.

Après les élections de 2006, la guerre étant théoriquement terminée, une relative stabilisation eut lieu, ce qui permit à plusieurs personnes ayant perdu leurs terres de les réclamer. En revanche, les conflits fonciers issus de ces réclamations ont été tellement nombreux et ouverts, qu'on aurait pu dire qu'une nouvelle guerre, foncière cette fois-ci, venait de commencer.

1.3. DE LA SPOLIATION DES TERRES AUX CONFLITS FONCIERS

Le processus d'intensification de la ruée vers les terres à Bukavu depuis 1997 eut plusieurs conséquences. Tout d'abord, il entraîna des violations des normes urbanistiques et des constructions anarchiques, liées à l'octroi incontrôlé de permis de construire. Ensuite, il engendra une mixité sociale (Bertrand 2010), effet indirect de l'accaparement des terres. Plusieurs familles arrivant de milieux défavorisés – soit des zones rurales, soit des quartiers populaires de Bukavu – se retrouvèrent dans des quartiers ou communes différents, plus privilégiés. D'une part, la mixité offrit aux pauvres certains avantages qu'ils n'auraient pas eus dans un quartier pauvre, comme l'accès à l'eau, à l'électricité (du moins dans la rue), une route carrossable, etc. D'autre part, la présence de catégories pauvres à côté d'enceintes privilégiées entraîna des conflits, généralement des conflits de voisinage, entre anciens habitants des quartiers et nouveaux arrivants. Enfin, le processus donna lieu à des conflits fonciers.

Les fiches de conflits fonciers inventoriées dans les archives du cadastre couvrent la période de 1997 à 2014 ; elles peuvent être classées en six catégories, chacune se rapportant à un type d'infraction ou de délit.

Si les conflits fonciers ont commencé à se multiplier en 1997, ils ont pris encore plus d'ampleur après 2004, à la fin de la Transition politique. Durant cette période, la ville de Bukavu et la RDC en général ont connu une paix relative. Alors que les institutions commençaient à se reconstruire, les gens ont pu récupérer les bâtiments qui leur avaient été volés. En effet, pendant la guerre, le parquet de Bukavu avait réceptionné beaucoup de plaintes en vue du recouvrement des terres spoliées. Mais il n'avait pas pu aider les personnes dont les maisons ou les terrains avaient été spoliés, soit parce que ses gens avaient peur pour leur propre vie ou pour celle des personnes concernées, soit parce qu'ils faisaient partie du système ou qu'ils avaient été corrompus. Le contexte était particulier. C'est donc seulement en 2004 que les conflits fonciers liés à la première (AFDL) et à la deuxième guerre (du RCD) ont refait surface.

Bien que la situation foncière à Bukavu ne soit plus semblable à celle des années d'avant 2006, il

Tableau 1 : catégories de conflits fonciers et type d'infraction ou de délit

N°	Catégories de conflits	Contexte dans lequel est né le conflit
1.	Obstruction de servitudes : selon l'article 169 du Code foncier, « une servitude foncière est une charge imposée sur un fonds pour l'usage et l'utilité d'un autre fonds ». Selon l'article 173, ces servitudes sont soit d'utilité publique soit d'utilité particulière.	Dans les trois communes de Bukavu, certaines autorités avaient vendu des servitudes au titre de parcelles d'habitation après 1997. Après 2005, certaines de ces terres ont ensuite été désaffectées pour redevenir des servitudes, sans indemnisation, alors que les propriétaires disposaient de titres octroyés par des autorités compétentes. Cela a créé des conflits.
2.	Existence de faux papiers : cette infraction est assimilée à l'usage de faux et sanctionnée de la même manière que l'auteur du faux, selon l'article 126 du Code pénal.	À Bukavu, entre 1997 et 2014, plusieurs personnes ont acheté des terres à des autorités qui leur ont fourni des documents contenant de fausses signatures ou de faux cachets. Beaucoup de personnes qui fuyaient la guerre ont également tenté de légaliser une occupation parcellaire, en se procurant de faux papiers, parfois en ignorant leur caractère illégal.
3.	Occupation illégale des terres : cette question est précisée par l'article 207 de la loi foncière qui constate une occupation illégale « lorsqu'une personne physique ou morale occupe un terrain sans titre ni droit ».	
4.	Distribution anarchique des terres par des personnes non habilitées ou dans des sites impropres à la construction, au sens de l'article 181 de la loi foncière.	Ces cas ont été très fréquents à Bukavu durant la période de guerre. Entre 1997 et 2014, des autorités ont procédé aux morcellements en octroyant des documents sans valeur. D'autres ont octroyé des parcelles dans des sites inappropriés (ex. : les cimetières du camp Sayo, etc.).
5.	Empiétement : cela arrive lorsqu'un titre ou un contrat de location délivré contient une erreur de mesurage et de bornage commise par le technicien du cadastre sur le terrain.	Cela concerne de nombreux cas, particulièrement dans des sites non lotis. L'empiétement a pu être commis intentionnellement par des agents du cadastre, soit de leur propre chef, soit sur l'ordre de certaines autorités.
	Enlèvement des bornes : cet acte est prohibé en vertu de l'ordonnance n° 93 du 13 mai 1963 réglementant le procès-verbal de mesurage et de bornage. Celui-ci stipule que seuls les géomètres agréés du cadastre sont habilités à borner et à déborner une parcelle.	Les conflits résultant du bornage et de l'enlèvement des bornes se sont souvent multipliés durant les périodes de guerre et au début des transitions politiques.

existe encore des cas d'accaparement de terres de toutes sortes. Ceci est probablement lié à la situation générale de mauvaise gestion du pays à presque tous les niveaux.

Si l'accaparement de terres a souvent fait partie des vagues d'acquisition de terres pendant les périodes de conflits armés, les périodes d'accalmie relative ont alors donné lieu à des plaintes devant les cours et tribunaux pour des biens spoliés. Alors que pendant les périodes de conflit, les accapareurs de terres ont eu recours à l'intimidation ou à la violence pour déposséder les gens de leurs terres, les victimes de ces actes espéreraient profiter de l'accalmie pour réclamer leurs terres spoliées. L'enregistrement des terres ainsi accaparées pendant la période de conflit rend leur contestation difficile par la suite. Cet enregistrement frauduleux crée un flou qui sert de base à la manipulation du système judiciaire par les accapareurs de terres, souvent en complicité avec les forces de l'ordre. En d'autres termes, des logiques particulières interfèrent avec la logique juridique dans la résolution des conflits fonciers.

La courbe montre que les conflits fonciers augmentent progressivement à partir de 2004, et très significativement à partir de 2005. Il s'agit essentiellement de conflits liés à l'accaparement de terres. Cette augmentation des plaintes auprès des tribunaux peut s'expliquer par la relative stabilisation du Sud-Kivu après 2004. Auparavant, les institutions publiques telles que le système judiciaire fonctionnaient à peine. Les accaparements de terres étaient signalés, mais les victimes ne pouvaient pas porter plainte. Ce n'est qu'au début de la Transition politique, en 2003, que les victimes ont commencé à déposer des plaintes. Celles-ci ont décuplé après les élections de 2006, qui eurent un effet relativement pacificateur. Comme le montre le tableau 2, les

Graphique 6 : évolution des conflits fonciers au TGI de Bukavu entre 1997 et 2015



Source : graphique construit à partir des chiffres recueillis à la maison de Justice de Bukavu.

quatre cents conflits étudiés impliquent plusieurs types de plaintes.

Tableau 2 : principaux objets de la demande devant le tribunal

Objet des demandes	Nombre
Trouble de jouissance	108
Trouble de jouissance et annulation de contrat ou de certificat d'enregistrement	146
Trouble de jouissance, annulation de vente, déguerpissement et démolition des constructions	27
Déguerpissement et indemnité d'occupation	24
Déguerpissement et démolition des maisons	14
Reconnaissance de droit d'héritier et annulation de morcellement	16
Déguerpissement et cessation de trouble de jouissance	16
Confirmation de vente et cessation de trouble de jouissance	24
Validation de saisie conservatoire	31
Démolition, déguerpissement et annulation de contrat de vente	18

Source : tableau construit à partir des chiffres recueillis à la maison de Justice de Bukavu.

Les décisions des juges portent généralement sur la reconnaissance ou le rejet des demandes des parties. Ils accordent souvent des dommages et intérêts qui peuvent aller de 500 à 70 000 USD. En termes de procédure, les personnes qui ont perdu leurs terres et qui souhaitent les récupérer en intentant un procès doivent suivre une procédure claire que nous expliquons ici très brièvement, en essayant de nous éloigner le plus possible du langage juridique. Pour ce faire, nous nous inspirons des différentes manières que les parties aux conflits et les greffiers nous ont expliquées. Pour ces acteurs, en matière immobilière, c'est le TGI qui est compétent.

2. ENJEUX AUTOUR DES TERRES RURALES : RÉFORMES, ACCAPAREMENTS DE TERRES ET CONFLITS FONCIERS

Cette section présente quatre points : la concentration des terres durant la colonisation ; la centralisation des terres durant la période post-coloniale ; les conflits fonciers et la résolution des conflits ; une étude de cas des conflits fonciers à Kamaniola.

2.1. DE LA CONCENTRATION DES TERRES DURANT LA COLONISATION

La période coloniale introduit à partir de l'année 1885 le droit européen en matière foncière en Afrique des Grands Lacs. Il instaure par là un régime foncier légalement dualiste où coexistent le droit coutumier et le droit européen (Coquery-Vidrovich 2001). La colonisation va certes opérer des modifications par rapport au droit foncier coutumier – lorsqu'il sera question de protéger les intérêts des métropoles –, mais le droit coutumier continuera à régir les terres des « indigènes » et le droit européen s'appliquera principalement aux colonisateurs. Ces intérêts consistent dans le fait que les métropoles veulent désormais limiter les concessions afin de protéger les terres de leurs colonies pour le futur

(Mugangu Matabaro 2008). Ainsi, cette régulation a un objectif politique assigné, celui de protéger l'exclusivité du Royaume de Belgique sur les terres colonisées et non d'organiser la gestion foncière au profit des autochtones.

En effet, après la conférence de Berlin de 1885, Léopold II prend possession d'un territoire qu'il nomme État indépendant du Congo (EIC). Il lance des explorations et le développement des voies de communication afin d'avoir la maîtrise du territoire entier. Cela dure jusqu'en 1894, avec la fin de la guerre contre les Arabo-Swahili. Dès lors, il prend le contrôle des terres des communautés paysannes à la suite de l'accord de Berlin. En fait, c'est l'ordonnance de l'Administration générale de l'EIC du 1er juillet 1885 qui attribua à l'État colonial le droit de disposer de toutes les terres non effectivement occupées par les communautés locales dites indigènes. Par cette règle, l'État conquérant avait la possibilité de s'emparer des terres (et de les exploiter, sinon de les concéder), qui visiblement n'étaient pas occupées ou cultivées. Le décret de 1885 qui donna la régulation des droits d'usage des terres des communautés locales aux notables reconnut l'application des coutumes sur ces dernières, mais sans aucune possibilité d'aliénation. L'ordonnance et le décret de 1885 constituèrent la base juridique de l'accaparement des terres dans la mesure où ils permirent à l'État colonial d'octroyer de vastes étendues de terres à des entreprises privées ou semi-publiques. Ainsi, la domanialisation des terres ne fut pas seulement une question d'établir la souveraineté de l'État conquérant sur les terres des communautés, mais une volonté d'établir une exploitation capitaliste de la métropole. Le rapport annuel sur la colonie de 1918 le montre : « dans l'intérêt des indigènes eux-mêmes il ne faut pas rendre impossible ou difficile, par la constitution de réserves indigènes trop considérables, l'octroi de terrains à des Européens, ni détourner les natifs des chantiers industriels » (« Rapport annuel sur la Colonie » 1918 : 107, cité par Peemans 2016).

Dans l'Est de la RDC, et au Kivu particulièrement, des terres dites vacantes seront placées sous la gestion de compagnies privées, notamment le Comité national du Kivu, qui eut ensuite le monopole de la gestion des terres dans cette région entre 1928 et 1966 (Pèlerin *et al.* 2011 : 35-36). Ce phénomène est un exemple d'accaparement des terres lié à des projets capitalistes. En effet, c'est au CNKI, une société privée créée en 1928, que l'Administration coloniale confia la gestion foncière pour ce qui concerne le Kivu (Célérier & Cholley 1928). Cette société a alors le monopole des droits fonciers, miniers, forestiers. Elle organise la prospection de ces terres et identifie celles qui sont propices à l'élevage et à l'agriculture. Dans le même temps, elle se charge de constituer des « blocs de colonisation » qui devront être lotis ainsi que des concessions à louer ou à vendre à des colons qui le souhaitent (*ibidem*). Les indigènes qui ont perdu leurs terres sont alors utilisés comme main-d'œuvre dans une série de migrations qui ont lieu dans les années 1930. C'est de là que fleuriront alors des cités indigènes et centres extra-coutumiers qui accueillent les populations travaillant dans les concessions et entreprises coloniales (Denaeyer & Heinrich 1954).

Un autre élément perturbateur majeur du régime foncier est lié au fait que l'Administration coloniale veut favoriser la création de réserves naturelles sur les terres domaniales. Il en a été ainsi avec d'autres textes juridiques dont par exemple : l'interdiction d'habiter les espaces nouvellement protégés[1] ; la limitation de faire de la chasse[2] ; la non-prise en compte de la propriété collective ; la domanialité des forêts au titre de terres vacantes et sans maître ; l'obligation de mise en valeur des terres occupées, dont les marais et les concessions et cessions des terres ; etc.[3] En outre, divers textes juridiques coloniaux vont systématiquement poser des problèmes de compatibilité avec les traditions des indigènes, dont les peuples des forêts souffriront le plus. Ainsi, bien qu'avec le principe des terres vacantes cette Administration va fortement restreindre les droits fonciers des indigènes, ce sont les peuples des forêts qui en subiront le plus les impacts négatifs. N'étant pas sédentaires, il fut difficile de définir ce qui pouvait correspondre à leurs terres habitées et cultivées. En outre, pour ces peuples des forêts vivant entre autres de la chasse

1. Régime de l'ordonnance n° 83 bis/agri du 12 décembre 1933 sur le Ruanda-Urundi relative à l'établissement des réserves forestières.

2. Régime du décret du 21 avril 1937 relatif à la réglementation de la chasse et de la pêche. Le décret a été modifié partiellement par l'ordonnance-loi n° 273/agri du 31 août 1940.

3. Régime du Code civil, livre II, Des biens et des différentes modifications de la propriété. L'article 14 stipule que « La propriété est le droit de disposer d'une chose d'une manière absolue et exclusive […] ».



Paysage au Sud-Kivu.
(Photo par Aymar Nyenyezi Bisoka.)

et de la cueillette, leur droit de propriété sur les espaces forestiers libres ne fut pas pris en compte dans la législation moderne (Nyenyezi Bisoka & Mushagalusa Mudinga 2015).

Ainsi, durant la colonisation, les autochtones du Kivu en général et du Sud-Kivu en particulier éprouvèrent des difficultés pour accéder à la terre, dont une bonne partie était déjà accaparée par les colons. Les *bami* devinrent progressivement de simples gestionnaires d'une portion des terres et non plus des pourvoyeurs de terres pour leurs populations. Les critères d'accès à la terre se complexifièrent davantage du fait de la colonisation. L'absence d'un discours officiel basé sur la souveraineté du *mwami* sur la terre et sur son rôle de pourvoyeur de terres eut pour conséquence de fragiliser tout le système d'accès à la terre, le rendant plus inégal.

Les années 1920-1945 mèneront à la « déconstruction systématique de l'économie paysanne par l'Administration coloniale ». Par exemple, au Congo plus généralement, plus de 12 millions d'hectares à usage de l'élevage et de l'agriculture auraient été concédés à des sociétés coloniales entre 1885 et 1945 (Nyenyezi Bisoka & Mushagalusa Mudinga 2015). Tout ce processus avait pour objectif de « briser le lien séculaire qui existait entre les collectivités villageoises et les marchés locaux et régionaux qui assuraient des échanges permettant la diversification des modes de vie locaux, tout en restant encastrés dans des rapports sociaux maintenant les conditions de reproduction des collectivités locales » (Nyenyezi Bisoka & Mushagalusa Mudinga 2015 : 27).

Dans ce sens, entre 1885 et 1962, la manière dominante de voir la terre au Sud-Kivu a été basée sur une logique économique et coloniale, bien qu'elle se soit formée à partir d'un discours se présentant comme émancipateur et favorable aux indigènes. La logique capitaliste consista dans le fait que le principe de terres vacantes ne fut rien d'autre qu'une stratégie pour accaparer les terres des indigènes afin de les exploiter économiquement. La logique coloniale s'observa dans l'exploitation de la force de travail et la domination ethno-raciale ainsi que l'imposition progressive de l'orientation politique, sociale et culturelle. Mais cette période inaugura deux éléments qui vont continuer à être considérés comme consubstantiels de la terre. Tout d'abord, la terre appartient forcément à l'État, sinon elle ne peut se concevoir en dehors de lui, dans la mesure où elle fait partie de son territoire. L'État peut dans tous les cas la réquisitionner, la récupérer, l'exproprier pour plusieurs raisons. Ensuite, pour qu'elle ne soit pas considérée comme vacante, elle devrait être occupée ou exploitée, sinon alors enregistrée. Le système d'enregistrement s'est progressivement imposé comme la façon la plus efficace de protéger sa terre. Nous le verrons plus loin, c'est dans ces deux cadres que l'accaparement des terres aura lieu le plus souvent : l'État et l'enregistrement.

2.2. DE LA CENTRALISATION DES TERRES DURANT LA PÉRIODE POSTCOLONIALE

Durant la période postcoloniale (après 1962), notamment durant celle des partis uniques (1966-1993), le Sud-Kivu subit le fait que le nouvel État reconduisit le dualisme juridique établi par la colonisation en matière foncière en transférant tous les droits de l'État colonial au nouvel État indépendant. L'État nouvellement institué prit, à travers des textes ultérieurs, la pleine et libre disposition de tous ses droits fonciers, forestiers et miniers concédés ou cédés avant le 30 juin 1960. C'est ainsi qu'en 1966, un texte juridique (ordonnance-loi du 17 juin 1966) permet à la RDC d'avoir la plénitude des droits fonciers forestiers et miniers sur toute l'étendue du territoire. Dans un élan souverainiste, l'État s'attribue le sol comme sa propriété exclusive, inaliénable et imprescriptible à travers la loi du 20 juillet 1973. Cette loi supprima la propriété privative du sol ou encore la propriété foncière de droit civil. Du point de vue du droit coutumier, dès sa mise en vigueur,

cette loi retira aux *bami* la « souveraineté » sur les terres. L'État devint alors le seul maître des terres et n'accorda qu'un droit (réel, perpétuel ou temporaire) de jouissance aux personnes. La loi de 1973 prévoyait une ordonnance devant régler les « droits de jouissance régulièrement acquis […] ». Il s'agit de ces terres occupées et exploitées par les communautés locales « individuellement ou collectivement, conformément aux coutumes et usages locaux ». Mais l'absence de cette loi a pour conséquence, jusqu'à aujourd'hui, que la gestion des terres est restée de la compétence des autorités coutumières de fait.

En 1996, durant la guerre de l'AFDL, des populations entières se déplacèrent à l'intérieur du pays, ou se réfugièrent dans des pays voisins. Il y eut plusieurs vagues de déplacements de populations tant qu'il y eut des guerres ou simplement des attaques de milices ou de groupes rebelles. Dès leur retour, ils trouvèrent leurs terres déjà occupées par d'autres personnes, qui se les étaient attribuées, ou alors les avaient achetées à l'Administration ou à des tiers. Au Sud-Kivu, ce problème fut accentué par celui des réfugiés rwandais arrivés en plusieurs vagues depuis les années 1950, et qui avaient occupé les terres des autochtones réfugiés ou dont les terres avaient été occupées (Mushagalusa Mudinga 2013).

Cette période engendra de nombreuses difficultés quant au règlement des conflits fonciers. Ce problème se posa de façon beaucoup plus complexe pour les rapatriés, dont certains avaient quitté leur pays depuis plus de trente ans. Ainsi, au Sud-Kivu, trois questions principales se poseront dans ces situations : celle des solutions justes, efficaces et non politisées à apporter à ce problème ; celle de la cohérence entre ces solutions et les règles appartenant aux cadres juridiques existants (droit moderne, droit coutumier, différents systèmes de réglementation sociale, etc.) ; et celle de l'articulation entre ces solutions et des processus de luttes politiques et sociales en cours et à venir (les élections, les réformes, le processus de justice et réconciliation, etc.). En d'autres termes, l'accord formel sur l'accès à la terre de tous les citoyens doit encore être concrétisé dans un nouveau contexte fait de nouveaux enjeux politiques et sociaux. Ces enjeux risquent encore de redéfinir de nouveaux critères d'accès à la terre qui ne sont pas liés au principe de l'égalité formelle des citoyens. Voilà ce qui sera à la base des doutes de groupes armés au Sud-Kivu sur la capacité de l'État congolais à résoudre leurs conflits fonciers.

C'est seulement en 2012 que la RDC entame une réflexion en vue d'une réforme foncière. Un « Atelier national » sur la réforme foncière, tenu à Kinshasa en 2012, met l'accent sur la nécessité de faire un état des lieux du secteur foncier, aussi bien en milieu rural qu'en milieu urbain (RDC, ministère des Affaires foncières 2012). Les résultats de cet atelier soulignèrent les problématiques des cadastres fonciers, de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme, en essayant de montrer les liens entre leur mauvaise gestion et les conflits fonciers. L'atelier épingla les défis que de nouveaux modèles fonciers devraient relever pour assurer la sécurisation foncière en milieu urbain : il s'agirait de garantir le contrôle de l'aménagement du territoire grâce à l'enregistrement, mais aussi à la mise en place d'une bonne gouvernance dans les services du cadastre. Le but ultime serait de créer un cadastre unique aussi bien pour le foncier que pour le minier et le forestier (RDC, ministère des Affaires foncières 2012). Ce processus est toujours en cours aujourd'hui et la loi foncière tarde à venir.

Les débats législatifs autour du foncier ont quelque chose de nouveau et d'assez particulier : ils véhiculent l'idée de la décentralisation foncière. Celle-ci ne réside pas seulement dans les modalités formelles de gestion foncière. Elle fait partie d'une conceptualisation économiste qui fait le lien entre la bonne gestion de la terre et la lutte contre la pauvreté. Ainsi, si le processus étudié ci-dessus montre, dans les grandes lignes, comment on est passé d'une terre devant appartenir à l'État à une terre devant être enregistrée comme droit de propriété, la partie ci-dessous montrera comment on est arrivé à un autre élément constitutif de la terre. Désormais, la terre devrait être pensée en termes de productivité. Une lecture de ce processus depuis les années 1960 est nécessaire pour comprendre comment l'ultime conceptualisation de la terre est fortement liée aux diverses reconfigurations de l'État engendrées par des transformations au niveau global. Elle permet aussi de comprendre la valeur que les gens ont donnée à la terre dans des processus de thésaurisation foncière ces dernières années au Sud-Kivu et les conflits fonciers que cela implique.

2.3. LES CONFLITS FONCIERS ET LA RÉSOLUTION DES CONFLITS

Les conflits fonciers ont constitué le plus grand groupe de conflits traités par les cours et tribunaux de l'Est de la RDC. Différents acteurs y sont impliqués. Selon les données de recherche recueillies sur le terrain, les conflits fonciers ont été identifiés comme des conflits de limites entre chefs coutumiers ou membres de la communauté, des conflits entre pouvoirs autochtones et institutions ou grandes personnalités, des conflits fonciers dus à des conflits de succession, et des conflits fonciers entre grands concessionnaires/riches/institutions et la population.

Ces conflits sont souvent étudiés au niveau interpersonnel, interfamilial et intercommunautaire. Mais il arrive aussi qu'ils tirent leur origine des conflits opposant des chefs coutumiers. Il en est ainsi du conflit de limites concernant la forêt de Nyamusisi dans le territoire d'Idwji. Selon les conseillers du *mwami* interrogés en 2018, il s'agit d'une forêt de 5000 hectares. Lorsque l'île d'Idwji a été divisée en deux chefferies, chacune a reçu 2500 hectares. Mais le *mwami* Ntambuka, qui aurait été le premier à vendre une partie des terres de cette forêt vers 1960, aurait empiété sur la partie de Rubenga, qui aurait également commencé à vendre vers 1964. Voilà ce qui a fait éclater un conflit intercommunautaire ayant entraîné des morts et des arrestations. Aujourd'hui, le conflit persiste entre les deux chefferies. Sa persistance serait due notamment au fait que les *bami* ne se sont pas rendus dans cette forêt et que ceux qui vendent sont les *bajinji* « conseillers du *mwami* » et les *baganda* « messagers du *mwami* » (cf. tome 1, chapitre « Peuplement »).

Dans le territoire d'Uvira, les conflits ont éclaté plus particulièrement pendant la guerre et la Transition, bien que beaucoup d'entre eux remontent à la division du territoire d'Uvira en trois grandes chefferies en 1928. Ainsi, les Bafuliru et les Bavira se seraient fort engagés dans la récupération de la chefferie Barundi (rebaptisée « plaine de la Ruzizi »), mais n'y sont pas parvenus, ce qui a entraîné des conflits constants concernant les terres et le pouvoir. De même, à la suite de la création du groupe Bijombo et à la tentative de création du territoire de Minembwe, les conflits fonciers se sont exacerbés et ont mobilisé des peuples dits autochtones (Vira, Fuliru, Lega, Bembe) contre ceux qu'ils considèrent comme allochtones (Barundi, Banyarwanda dits Banyamulenge). Ces conflits ont été récupérés politiquement et une résolution appropriée n'a pas été trouvée.

Plus spécifiquement, dans la plaine de la Ruzizi, les Barundi avaient acquis des terres par le biais de l'Administration coloniale. Cette acquisition provoqua des conflits intercommunautaires. Deux camps se formèrent, celui de ceux se considérant comme des autochtones, sous la direction des Fuliru, et celui des allochtones, les Rundi, en coalition présumée avec les Banyarwanda (Banyamulenge). Ces conflits ont persisté et se traduisent souvent par des massacres, des assassinats, des convulsions ethniques et des crises de la gouvernance locale. Ces conflits intercommunautaires sont basés sur la gestion et le contrôle des terres et du territoire. L'État n'est toujours pas parvenu à leur trouver une solution durable. Une partie de la population lui reproche d'y avoir contribué en reconnaissant la chefferie Barundi, dans un contexte où il paraît encore difficile pour une partie de la population d'accepter qu'il y ait une différence entre un Murundi de la RDC et un Murundi de la République du Burundi. Ce sentiment se renforce par l'arrivée permanente de Burundais venant du Burundi pour s'installer (temporairement ou définitivement) du côté congolais de la plaine de la Ruzizi avec leurs familles, afin d'y travailler dans le secteur agricole.

Signalons aussi les conflits fonciers liés aux grands concessionnaires de terres qui sont apparus dans la plaine de la Ruzizi, une zone agropastorale prisée. Diverses raisons expliquent la présence de ces conflits. Tout d'abord, la plaine de la Ruzizi est située géographiquement à la frontière entre trois pays : la RDC, le Rwanda et le Burundi. Cette zone frontalière est un lieu d'immigration continue où les besoins en terres sont constamment présents et l'explosion démographique, due au déplacement de la population à la suite des conflits armés, est permanente. Ensuite, la cohabitation entre agriculteurs et éleveurs est à l'origine de nombreux conflits fonciers. Ces derniers ont souvent besoin de vastes étendues pour y faire paître leur bétail qui doit parcourir de grandes distances pendant la période de transhumance et qui, de ce fait, dévaste les champs des autres peuples ethniques. Enfin, dans la plaine de la Ruzizi, les services du cadastre ont concédé de grandes superficies à des élites, des ONG, des sociétés agricoles et minières de la plaine, etc. Ces




À la grande barrière d'entrée dans la chefferie Wakabango, le service de la direction générale des Migrations (DGM) contrôle les déplacements de la population. (Photos Jules Bahati, mars 2017.)

concessions, qui ont accaparé l'essentiel des terres aux dépens de la population locale, sont actuellement à l'origine de tensions sociales. La population locale, qui se retrouve actuellement sans terres, n'a d'autre choix que d'aller cultiver sur ces concessions souvent thésaurisées.

On trouve pareils conflits aussi dans le territoire d'Idwji, notamment dans la plantation de Nyamakinga. Il a été question d'un conflit de limites parcellaires entre le propriétaire (acquéreur) Barthélémy Bisengimana et la population de Bulundi et de Buhumba, dans le groupement Mpene. N'ayant pas assez de terres, la population a empiété sur sa propriété. Après de nombreux essais, le *mwami* a demandé à Bisengimana d'en fixer à nouveau les limites et d'en laisser à la population une partie sur laquelle elle avait empiété.

Dans certaines régions, les conflits fonciers apparaissent ou augmentent avec la présence ou la découverte de minerais dans une zone donnée. C'est le cas des conflits dans la chefferie Wamuzimu : Zibo, la zone contestée, se trouve sur la colline Kabereke où les Wamuzimu dépassent la « limite naturelle » en raison de la présence de minerais dans cette zone. Des ressortissants de Wakabango y vivent également. Ces conflits perdurent, car il s'agit d'une zone où opère la société Banro. Dès lors, ils sont traités au niveau national, sans qu'aucune solution durable n'ait été trouvée jusqu'à présent. L'opinion publique estime que l'État est à la base du renforcement de ces conflits, car ses décisions ne tiennent pas compte des réalités locales. Parmi les effets néfastes, il y a des massacres, principalement dans la chefferie Wakabango.

La question de la garantie de sécurité des terres selon le mode d'acquisition continue aussi à se poser dans les chefferies. D'après certains témoignages recueillis, la terre octroyée par le *mwami* ne coûte presque rien, n'est pas l'objet de taxes et, une fois le prix payé, protège l'acquéreur contre la spoliation ou l'achat. D'autres affirment que l'État offre, malgré tout, une meilleure sécurité que le *mwami*. Mais il est aussi dit que celui qui reçoit une terre des services de l'État court le risque de sa revente par des personnes mal intentionnées ou des personnes plus riches et puissantes, que la sécurisation des terres par l'État nécessite de l'argent et des taxes, que les conditions exigées par l'État pour la reconnaissance d'une acquisition foncière et sa protection sont difficiles et coûteuses pour l'essentiel de la population rurale. Cela fait que des conflits naissent de cette existence d'une pluralité de cadres de reconnaissance et de protection de la terre.

Des acteurs de la société civile en collaboration avec l'État et les chefs coutumiers ont mis en place des mécanismes divers pour gérer ces conflits. Les chefferies disposent également de conseils qui assurent la médiation entre les parties en conflit. Ces mécanismes fonctionnent en parallèle avec les tribunaux de paix qui sont actuellement très importants dans ces diverses zones depuis l'abolition des tribunaux coutumiers en 2009. Ainsi, dans le groupement Babungwe-Nord du secteur Tanganyika (territoire de Fizi), certaines ONG interviennent dans la réforme foncière via des activités de sensibilisation des populations à l'enregistrement des terres. Elles permettent ainsi à la population d'être au courant des informations sur la gestion des terres et de pouvoir

recourir au pouvoir coutumier. D'autres ONG encore interviennent dans la sécurité alimentaire et la sécurisation des terres rurales avec des communautés religieuses telles que l'Église catholique, les Églises protestantes, etc.

Dans les chefferies situées le long de la rivière Ruzizi, les *bami*, à travers leurs organes royaux, collaborent avec les agents de l'État pour résoudre les conflits. Ils font appel aux juges des tribunaux coutumiers et modernes pour résoudre ces problèmes. Les organisations de la société civile et les ONG sont également impliquées, collaborant avec l'administration coutumière à différents niveaux. Leurs actions menées dans le cadre de la résolution des conflits et du plaidoyer sur les questions foncières renforcent le pouvoir du *mwami* et du *bwami*. Si, en théorie, le *mwami* doit disposer des terres afin de pouvoir les distribuer à sa population pour lutter contre la discrimination foncière, ce n'est plus toujours le cas dans le Bushi. En effet, les *bami* sont actuellement confrontés à des conflits dans lesquels ils sont impliqués comme parties ou imposés par l'État comme parties. Cela a souvent affecté négativement leur légitimité au niveau local.

Finalement, dans la plupart des chefferies qui ont fait l'objet de notre enquête et où il existe des sites miniers, il a été constaté que ces derniers ont souvent servi de lieux de retranchement pour les forces rebelles ainsi que de ressources pour financer leurs activités. Et dans les sites où il n'y a pas de groupes armés, les conflits entre mineurs artisanaux et concessionnaires ou coopératives sont permanents. Dans la chefferie Bafuliru, les chefs coutumiers rencontrés ont souligné la permanence de groupes armés. Ces groupes actifs opèrent dans la section Bwegera-Lemera, créant de l'insécurité dans toute la chefferie ; ce qui devient un obstacle pour les chefs coutumiers dans l'exercice de leur pouvoir et la jouissance de leur légitimité.

2.4. CONFLITS FONCIERS À KAMANIOLA : ÉTUDE DE CAS

Dans le cas de la dépossession des terres à Kamaniola, il s'agit d'abord d'une mise en contexte des conflits des années 1960 à 2016. Puis, intervient le problème que pose l'enregistrement des terres vis-à-vis des modes coutumiers d'accès. Enfin vient l'implication de la société civile locale et les stratégies des élites dans ces conflits.

Kamaniola est l'un des groupements de la chefferie Ngweshe et un poste administratif du territoire de Walungu. Auparavant propriété coutumière du *mwami* Ngweshe, les 800 km^2 qui constituent le groupement avaient été octroyés par celui-ci à son fils, en tant que son représentant légal dans cette partie de son entité.

Il y a plusieurs modes traditionnels d'acquisition des terres à Kamaniola, dont deux principalement ne font pas partie de la nomenclature moderne : le *kalinzi* et le *bwasa* (Mugangu Matabaro 1997). Dans le cadre du *kalinzi*, le *mwami* ou son représentant octroie une portion de terre à un individu devant les *balinzi*, des personnes qui entourent le *mwami*, ici considérées comme étant des témoins directs. La personne bénéficiaire de cette terre donne en contrepartie quelque chose pouvant plaire au *mwami* (généralement des chèvres). Quant au *bwasa*, il s'agit d'une sorte de location des terres (métayage) par laquelle le propriétaire des terres en octroie à un *mwasa* pour usage temporaire relatif à une activité déterminée.

Ainsi, la plupart des terres à Kamaniola sont basées sur le *kalinzi* ou le *bwasa*. Le *kalinzi* est considéré par les populations locales comme étant une propriété privée à part entière. Mais le problème vient du fait que le *kalinzi* n'est pas légalement enregistré, l'essentiel des terres rurales ne l'étant pas. Dans ce contexte, des élites exploitent ce hiatus pour enregistrer des terres de populations locales possédées sur base du *kalinzi*. Selon le témoignage d'un paysan de Kamaniola :

> « On ne peut pas se lever un bon matin et s'approprier un champ appartenant à autrui. Cependant, cette pratique est monnaie courante dans le groupement Kamaniola. En effet, à Kamaniola, les notables se sont approprié des terres au détriment de la population paysanne, ce qui est à la base des conflits. La stratégie de ces notables est simplement d'enregistrer ces terres à l'insu de ceux qui les utilisent. Ils attendent ensuite le moment opportun où ils viendront avec les militaires pour [faire] déguerpir les gens. »

Les responsables au niveau du groupement Kamaniola reconnaissent cette situation, mais disent qu'ils ne peuvent rien faire. Un de ceux-ci, qui a eu à témoigner, dit :

> « Ces élites savent que les terres qu'ils enregistrent sont cultivées ou habitées par les gens, mais ils n'en tiennent pas compte. Tout ce qui les intéresse, c'est de

savoir quelle terre est enregistrée et laquelle ne l'est pas. Les responsables au niveau du cadastre foncier sont aussi au courant de ce problème. Mais ces élites ont beaucoup d'argent, ils essayent de corrompre tout le monde. Ils payent aussi des militaires ou des policiers pour faire taire ceux qui tentent de résister. »

En dehors des terres acquises grâce au *kalinzi*, il existe aussi des terres achetées par des populations locales, mais accaparées par les élites. Généralement, il s'agit de terres non enregistrées. Les élites les enregistrent et se les approprient, mais les paysans peuvent continuer à les utiliser durant des mois sans être inquiétés, jusqu'au jour où ces élites souhaitent les utiliser. Selon un paysan de Kamaniola :

« Un bon matin, ma femme arrive au champ, mais celui-ci est bloqué. Elle m'appelle, j'accours vers elle et je me rends compte qu'on n'est pas les seuls qui ne pouvaient pas accéder à notre champ. Nos voisins non plus ne le pouvaient. Il y avait partout des policiers qui nous attendaient. Ils nous ont expliqué qu'en RDC toute terre appartient à l'État et ce jour-là l'État avait décidé d'enregistrer ces terres au nom d'un notable, député national que vous connaissez très bien […]. Les gens du cadastre étaient déjà en train de placer les bornes. Nous ne savions que dire. »

Ces pratiques, qui ont commencé après les années 2000, ont tendance à se multiplier au Sud-Kivu. La terre est considérée de plus en plus comme un investissement sécurisé pour les élites (Mugangu Matabaro 2008). Après les pillages qu'a connus la province durant la période des conflits armés après 1996, les gens ont commencé à investir davantage dans la terre. Les conflits armés de 1998, 2004, 2009, 2012 – mais aussi plusieurs conflits sporadiques – et leurs conséquences néfastes sur le plan économique ont donné raison à toutes ces personnes : la terre est parmi les rares biens à ne pas avoir été pillés ou dévalués. D'après une autorité locale de Ruzizi :

« Nous avons un gros problème, car le chef de groupement ne peut pas nous aider. Il est aussi pauvre que nous. Lui qui jadis octroyait les lopins de terre au nom du *mwami* actuellement, il se trouve sans terre. Par conséquent, il commence à profiter de sa position pour reprendre les terres de faibles en leur disant que leurs arrières-parents n'avaient pas donné le *kalinzi* au *mwami*. Il les oblige à verser à nouveau le *kalinzi* pour ne pas perdre leurs terres. Cette situation s'observe dans les villages Kambara et Kashenyi. Mais en même temps, lorsqu'arrivent des élites riches qui enregistrent nos terres, il ne nous aide pas du tout. Probablement que ces autorités lui laissent quelque chose en passant. »

2.4.1. ORGANISATIONS LOCALES ET STRATÉGIES DES ÉLITES

Nous avons observé les conflits suivis par des organisations de la société civile locale depuis 2012. Ces organisations se sont engagées pour défendre les terres des populations locales accaparées par des élites locales. Cet engagement a commencé avec un conflit dont l'origine était le changement du lit de la rivière Luzinzi, limite entre les groupements Luvungi (Bafuliru) et Kamaniola (Bashi), à la suite des inondations de 2011-2012. À cause de cette déviation, une partie des terres du groupement Kamaniola se sont retrouvées dans le groupement Luvungi. Désormais, il fallait que la population de Kamaniola traverse la rivière pour y exploiter ses terres. Mais parce que celles-ci étaient passées dans l'espace territorial fuliru, le chef Miruli du groupement Luvungi interdit les traversées. Dans son entendement, la population de Kamaniola avait perdu le droit de traverser la rivière qui demeure la limite séparant les deux groupements, quelles qu'en fussent les raisons. Il se mit à vendre ces « nouvelles » terres acquises par le don de la nature à des élites, hommes politiques et autres commerçants, certains d'entre eux étant des personnalités connues en RDC.

De son côté, M. Lombo le chef du groupement Kamaniola s'opposa aussi bien à l'interdiction pour ses populations de traverser la rivière afin de cultiver leurs terres qu'à la vente de celles-ci par son collègue de Luvungi.

« Dans les années 1970, nous avons connu le même problème : cette rivière avait encore une fois dévié de son lit alors que le groupement était respectivement dirigé par nos deux parents du côté de Kamaniola et du côté de Luvungi. Nos parents avaient résolu le problème à l'amiable. Il n'y a pas eu de problème. Mais actuellement les choses sont différentes avec le problème de la marchandisation des terres. Les gens voient de l'argent avant de chercher à résoudre les problèmes des gens. »

Le chef du groupement Kamaniola aura essayé de régler le problème à son niveau, mais sans y parvenir, les principales personnes concernées par les achats de ces terres résidant à Kinshasa. Seuls les deux

bami à la tête des chefferies, respectivement établis à Lemera et à Walungu, avaient promis de s'impliquer dans la résolution de ce conflit, mais des mois après, la situation n'avait pas évolué. Un responsable de la société civile locale dit :

> « Nous connaissons les relations qu'il y a entre ces chefs coutumiers et les acheteurs de nos terres. Nous connaissons aussi le mépris qu'ils ont envers les problèmes quotidiens de la population. Ce n'est pas d'eux que nous pouvons attendre des solutions. Nous devons compter sur nous même. Tenez, par exemple, avant même la fin de ce problème, nous avons encore recensé une trentaine de conflits fonciers dans lesquels d'autres élites ont accaparé des terres de populations locales. Encore hier, nous avons écrit une pétition contre la spoliation des terres des populations locales par l'État cette fois-ci. »

La pétition dont il est question dans ce témoignage a été signée par plusieurs paysans. Elle fait référence à deux conflits, le premier opposant la population de Kamaniola et le Gouvernement congolais et le deuxième opposant la même population à la direction générale des Douanes et Accises (DGDA).

Le premier conflit, opposant la population de Kamaniola au Gouvernement congolais, trouve son origine dans l'initiative du Gouvernement congolais, notamment dans son programme des Cinq Chantiers, qui envisage l'installation du courant électrique partout en RDC. Ce programme prévoit un projet conjoint entre le Gouvernement congolais et le Gouvernement rwandais pour la construction du barrage de Ruzizi III. Plusieurs infrastructures doivent être construites, requérant un espace considérable, qui n'est pas disponible. C'est dans ce cadre que le Gouvernement congolais a exproprié de nombreuses terres des populations locales en vue de construire ces infrastructures. Mais aucune indemnisation n'a été prévue. Les autorités locales rétorquent à la population que l'État n'a pas à indemniser les populations locales, puisque le sol et le sous-sol appartiennent à l'État. Par ailleurs, certaines de ces terres expropriées sont actuellement détenues par des élites.

Concernant le conflit foncier qui oppose une partie de la population de Kamaniola à la DGDA, il s'agit des terres situées non loin de la frontière de Kamaniola. Ce service étatique s'est approprié 10 hectares de terres qu'il a enregistrées à son nom, alors que la terre appartient à des populations locales. Une autorité locale dit :

> « Cet enregistrement intervient après que, officiellement, l'organisation étatique a déboursé des fonds considérables affectés à l'achat de ces terres. Mais cet argent est détourné par certaines autorités. Une partie est distribuée comme pot de vin à des personnes influentes. La population est expulsée de ses terres. Elle est impuissante. »

Plusieurs autres services de l'État auraient fait la même chose à Kamaniola. La population locale est perdante face à ces rafles dans lesquelles seules les autorités et les élites trouvent leur compte.

2.4.2. CONTESTATION À KAMANIOLA

Les paysans de Kamaniola vont s'opposer à l'accaparement de leurs terres dès que l'un d'entre eux dispose de l'information relative à l'enregistrement de leurs terres aux noms de certaines autorités.

> « Certains d'entre nous ont été très vite informés du fait que des élites avaient enregistré nos terres à leur compte. Ils les auraient achetées à l'État, avions-nous appris. Pour nous c'était difficile de comprendre que cela soit possible. Tout le monde savait que ces terres que nous cultivions nous appartenaient. »

Ils vont s'en prendre à des agents du cadastre chargés de fixer de nouvelles bornes. La police débarque pour refouler la foule. Les services de renseignement arrêtent certains paysans pour les intimider, allant jusqu'à les frapper, mais ils les relâchent après quelques jours d'emprisonnement. Ainsi les travaux de bornage peuvent continuer ; les autorités supposent que la population a bien retenu la leçon. Un paysan dit :

> « La police a choisi d'être brutale. Ils ont compris que c'était difficile de nous sortir de nos champs. Ils ont eu besoin de nous montrer qu'ils étaient forts et que nous n'avions pas de choix. C'était impossible de négocier […]. Je n'étais jamais allé en prison dans ma vie ; nous craignons la prison ici […]. Mais c'est ce jour-là que je me suis retrouvé en prison pour la première fois. J'avais refusé de quitter ma terre et voilà ce que cela m'a coûté. »

Pourtant les paysans ne lâchent pas ; ils associent l'autorité coutumière locale à qui il est demandé de faire comprendre aux autorités étatiques locales qu'ils devraient pouvoir continuer à cultiver leurs terres. Le *mwami* doit, lui, parler aux autorités qui

ont enregistré les terres pour les en dissuader. Un paysan dit :

> « Nous n'avions pas d'autres recours que le chef du groupement. Les autorités locales nous avaient lâchés. Au moins, le chef de groupement connaît tous les Bashamuka qui peuvent témoigner de notre *kalinzi* pour certains ou de l'achat pour d'autres. C'est pour cette raison que nous l'avons contacté. »

De leur côté, les autorités coutumières locales affirment avoir suivi les recommandations des paysans ; mais personne ne sait ce que le *mwami* a fait de son côté, et beaucoup de paysans de Kamaniola s'en méfient, pensant qu'il n'aurait rien fait ; ils participent alors à la manifestation réclamant l'autonomie de Kamaniola par rapport au *mwami*. Mais les autorités coutumières locales (chefs de village et de groupement) se retrouvent dans une position délicate face au *mwami*, qui est leur autorité hiérarchique directe. Elles essayent de calmer les paysans, mais sans succès. L'un d'entre eux se confie :

> « Au début nous avons cru que le chef de groupement pouvait parler au *mwami* pour qu'on puisse trouver une solution à notre problème. Mais on se trompait. Le *mwami* a toujours travaillé avec ces politiciens et ne considère pas nos intérêts. C'est pour cela que nous avons décidé de suivre le mouvement qui demandait notre autonomie de ce *mwami* qui ne nous aide en rien. »

Les paysans contactent les organisations de la société civile, qui paraissent plus déterminées et surtout plus indépendantes que les autorités locales étatiques et coutumières. La société civile écrit des lettres de contestation. Mais certains de ses responsables sont interpellés et essuient des intimidations. Un membre de la société civile déclare :

> « Ces paysans sont victimes de spoliation de leurs terres par l'État qui devait en principe les protéger. Le *mwami* qui devait les défendre est devenu aussi politicien et ne voit que ses intérêts. C'est pour cela que nous nous sommes engagés pour cette cause. L'ANR a voulu nous intimider certes, mais nous ne nous sommes pas laissé faire. Ces terres sont tout pour ces paysans alors que les élites qui les acquièrent n'en ont pas vraiment besoin. Il a fallu qu'on se batte pour ces gens qui sont aussi nos frères, nos voisins, etc. »

La population, qui avait recommencé à cultiver une partie des champs, en est délogée par les militaires, cette fois-ci. La répression est brutale et fait beaucoup de blessés. Un paysan déclare :

> « […] nous avons tout fait, mais notre pays ne nous aide pas. Il aide ceux qui ont de l'argent ; jamais nous autres dont la vie dépend pourtant de ces terres. Ils sont très riches et puissants, mais nous continuerons à lutter et au besoin nous mourrons pour nos terres. »

Quelques mois plus tard, les organisations de la société civile se taisent ; elles ne parlent presque plus. À dire vrai, il s'agit en fait de quelques organisations au sein desquelles on retrouve des membres avec une personnalité forte, plus que de la société civile dans son ensemble. Pour certains paysans :

> « Certaines personnes qui nous défendaient doivent avoir été intimidées et elles se sont tues. Il y en a qui continuent à nous défendre, mais elles sont complètement bloquées. Ni les autorités locales, ni les autorités coutumières, moins encore la justice, ne les écoutent. »

Les solutions envisagées n'ont pas produit de résultats satisfaisants et certaines personnes qui ont perdu leurs terres finissent par se fatiguer. Certaines d'entre elles ne savent même plus nourrir leurs familles, car elles doivent payer une caution une fois arrêtées par la police ou les militaires. D'autres doivent aussi faire soigner leurs blessures ; l'une d'entre elles dit :

> « Nous perdons notre temps ; nous ne pouvons pas cultiver avec des militaires qui viennent nous agresser chaque jour. Nous devons penser à rester en vie pour aider nos familles. Ces gens risquent de nous tuer et c'est nous qui perdrons, pas eux […]. Il faut vraiment réfléchir sur ce que nous devons faire, mais en essayant de mettre le moins possible notre vie en danger. »

Mais alors que des signes de découragement commencent à se sentir dans le mouvement après ces répressions, un membre d'un autre groupe avoue :

> « […] nous allons devoir nous défendre. Nous avons des jeunes gens dans la plaine. Ils ont des armes qui peuvent nous protéger en cas de problèmes. Ils nous ont déjà aidés lorsque les Barundi ont amené leurs vaches dans nos champs, ils peuvent encore faire quelque chose. »

Ces paysans qui ont perdu leurs terres commencent ainsi à penser à s'armer ou, du moins, à recourir aux armes pour protéger leurs terres. Les

tensions commencent alors à monter, lorsque l'un de leurs collègues rassure :

> « […] dans la réunion que nous avons eue, nous nous sommes dit qu'il n'était pas question que Kamaniola soit armé comme dans la Plaine [de la Ruzizi]. Sinon nous n'aurons plus le contrôle sur rien. Les bandits [en] profiteraient pour créer l'insécurité ici et il n'en est pas question. »

Au cours de cette réunion, un accord sur le recours à l'usage des armes en cas de nécessité est obtenu, sans donner beaucoup plus de détails. Pour les paysans, il faut que ces autorités qui ont accaparé leurs terres sachent qu'il leur sera impossible d'y accéder. Ils espèrent que ces autorités pourront finir par leur laisser ces terres. L'un d'entre eux dit :

> « Nous ne comptons pas faire de victimes. Nous avons dit à ces militaires et à ces policiers de dégager de nos terres. S'ils nous écoutent, et ce sera le cas parce que ce sont nos frères d'ici, alors il n'y aura pas de blessés. S'ils ne veulent pas, alors nous continuerons à nous défendre. »

À la fin de l'entretien, l'un d'entre eux dit : « Je sais ce que tu penses, c'est de la folie. Mais sache que nous sommes déterminés à mourir pour nos terres ».

3. INNOVATIONS INSTITUTIONNELLES DANS LE DOMAINE FONCIER AU SUD-KIVU

Les organisations de la société civile, des agences des Nations unies et des organisations internationales mettent en œuvre des innovations institutionnelles dans le domaine foncier au Sud-Kivu, dont l'introduction de l'écriture dans les transactions foncières, la médiation foncière, la thérapie sociale et la formalisation des engagements locaux pour l'accès à la terre. Dans une certaine mesure, certains de ces mécanismes ont déjà existé, mais leur mode de fonctionnement ayant montré des limites, la nécessité de les améliorer était apparue. D'autres mécanismes sont une nouveauté introduite dans le contexte institutionnel existant. Cependant, le principal lien entre ces innovations, d'où elles tirent leur force, est leur caractère participatif et inclusif, associant les autorités locales, les chefs traditionnels et la population dans une dynamique de réflexion et de proposition de réponses aux problèmes fonciers locaux.

3.1. LA SYSTÉMATISATION DE L'ÉCRIT

Au Sud-Kivu, une grande partie des conflits fonciers est attribuée à l'oralité qui caractérise généralement les transactions foncières. Le fait de baser la preuve des droits fonciers sur la confiance, le témoignage des individus et la reconnaissance sociale des voisins expose les droits fonciers à l'insécurité. C'est sur cette base empirique que les organisations de la société civile ont tenté de systématiser les écrits dans les transactions foncières du type coutumier au Sud-Kivu. Il s'agit d'écrits ayant pour but de témoigner des droits fonciers respectifs de certains individus sur des terres données.

En effet, comme on l'a vu plus haut, les réformes politiques dans le domaine foncier ont eu des conséquences sur les dynamiques foncières au niveau local dans la mesure où elles ont eu tendance à moderniser la gestion foncière au détriment des détenteurs de droits fonciers coutumiers. La volonté de se conformer au registre moderne va se traduire par un modèle hybride pragmatique (c'est-à-dire dans la mesure de leurs moyens) de sécurisation foncière. Il s'agit d'un processus de sécurisation coutumière sanctionné par un document écrit. Pour les paysans, la preuve écrite les protège « contre les voisins mal intentionnés et limite la possibilité pour le chef coutumier de s'approprier ou d'accaparer leurs terres ». Pour l'administration foncière, même si cette preuve n'est pas un titre qui garantit la sécurité des droits fonciers, elle est tout de même un document important à partir duquel peut être déclenché un processus de demande de terres.

En l'absence d'accès à un titre foncier moderne, de nombreux paysans se sont contentés de cette preuve écrite, qui n'annulait pas, mais complétait, la tradition orale, la confiance et/ou les témoignages des voisins. Il y a eu une prolifération de « petits papiers » portant des noms différents (Mugangu Matabaro 1997) et parfois même des contenus différents, créant ainsi une confusion supplémentaire dans le domaine foncier. C'est en réponse à cette confusion que les acteurs non étatiques du Sud-Kivu, par exemple, ont initié des consultations avec les chefs coutumiers et la population locale à Kabare et Kalehe pour tenter de systématiser ces « petits papiers » afin de leur donner un contenu commun plus clair. Dans le territoire de Kabare, le concept d'un « contrat foncier coutumier standard » (Mushagalusa Mudinga 2017) a été adopté. Dans le territoire de Kalehe, les acteurs

ont opté pour le terme de « certificat d'occupation et d'utilisation des terres coutumières ».

Pour ces acteurs non étatiques, les contrats fonciers types et le certificat d'occupation des terres coutumières s'inscrivent dans une démarche de prévention des conflits et de sécurisation foncière. Ces documents ont un double objectif : d'une part, servir de base matérielle pour initier les procédures administratives de sécurisation foncière de droit moderne ; d'autre part, renforcer et servir de garantie de sécurité locale, en protégeant contre tout empiétement du chef coutumier ou des voisins. Concrètement, à Kalehe, par exemple, et en ce qui concerne l'établissement d'un certificat d'occupation des terres coutumières, trois étapes ont été suivies : l'organisation de consultations individuelles avec les chefs coutumiers pour expliquer l'importance de l'écriture dans les transactions foncières face à la prolifération des conflits ; des ateliers d'échanges réunissant tous les chefs coutumiers ; l'organisation d'une table ronde élargie aux différentes catégories socio-économiques, à l'administration locale et au tribunal de paix avec tous les chefs coutumiers.

À Kabare, le processus de mise en place de contrats fonciers types a débuté en 2009 par des séances de sensibilisation menées par les acteurs de la société civile auprès des chefs de groupements et de différents *leaders* locaux. Cette sensibilisation a consisté à présenter les résultats de différentes recherches menées sur les conflits et leurs principales causes. Enfin, des rencontres bilatérales entre l'organisation de la société civile (IFDP en l'occurrence) et le *mwami* Kabare (chef coutumier) ont eu pour but de sensibiliser à la nécessité de l'implication de ce dernier dans la recherche de la paix sociale par la sécurisation des terres de ses administrés. Le résultat de ces discussions devait être un engagement personnel (et finalement institutionnel) du *mwami* en faveur de cette paix sociale, qui passe par la sécurisation foncière. C'est un tel processus qui, en 2012, a conduit à l'élaboration de contrats fonciers types.

Les organisations qui mettent en œuvre ces innovations sont rassurées : « C'est le seul moyen d'empêcher les chefs traditionnels de continuer à piller les terres » ; « grâce à ces documents, les chefs traditionnels n'ont plus d'excuse à donner » ; « les agriculteurs peuvent déjà se sentir en sécurité localement » ; « ce document corrige les erreurs commises par le système oral du foncier ici » ; « désormais, les *baganda* (témoins) ne mentent plus dans leurs témoignages, le papier les remplace ». Ainsi, pour ces organisations, la force de ces outils tient à deux éléments : d'une part, leur légitimité, légitimité qui découle non seulement de leur acceptation par les populations locales, mais aussi de la participation de ces dernières à leur élaboration ; d'autre part, l'accès aux titres fonciers modernes étant difficile pour la plupart des paysans, dont la majorité est pauvre, la détention d'un document conçu localement et accepté par tous reste une alternative qui réduit l'incertitude de ces paysans.

Les documents permettent désormais aux paysans de prouver leurs droits en vertu de la coutume. Mais si une telle innovation marque une avancée dans l'institution coutumière, le défi reste celui de sa légitimation par l'État en tant que titre foncier à part entière. De plus, la question de l'opportunité, de l'efficacité et de la durabilité d'une telle innovation se pose dans un contexte de concurrence, de contradiction et d'ambiguïtés normatives en RDC.

3.2. LA MÉDIATION FONCIÈRE

La pratique de la médiation n'est pas nouvelle dans la gestion des conflits fonciers au Sud-Kivu. Toutes les institutions traditionnelles (y compris les tribunaux coutumiers) l'ont utilisée pour régler les conflits entre les personnes. D'une part, les populations se sont tournées vers les mécanismes alternatifs de règlement des conflits fonciers en raison de l'incapacité de la justice moderne à apporter des solutions satisfaisantes à leurs problèmes. D'autre part, les régulations coutumière, administrative et judiciaire des conflits fonciers présentent plusieurs limites et ne constituent plus une réponse à la hauteur des défis contemporains.

C'est dans ce cadre que les acteurs non étatiques se sont mobilisés pour répondre à la problématique des conflits au Sud-Kivu. Ils affirment qu'ils ont dû relever trois défis majeurs pour réussir : i) proposer un modèle de gestion des conflits qui soit plus efficace que le système traditionnel ; ii) déterminer diverses modalités de mise en œuvre en veillant à ne pas déstabiliser les diverses autorités existantes ; iii) s'assurer que les outils mis en place ont un ancrage local assez solide afin d'avoir une certaine légitimité. Parmi toutes les approches innovantes de médiation qui ont été mises en œuvre, deux sont intéressantes à relever : les comités de dialogue et de médiation (CDM) et la sociothérapie de proximité.

3.2.1. LES COMITÉS DE DIALOGUE ET DE MÉDIATION (CDM)

Appelés « Comités mixtes de règlement des litiges fonciers (CDM) » (au Sud-Kivu), ils sont des outils mis en place par les organisations de la société civile (OSC) afin d'assurer la médiation foncière au niveau local. En effet, si les contrats fonciers standards et le certificat d'occupation des terres coutumières décrits ci-dessus sont essentiellement préventifs, la médiation s'inscrit dans une démarche curative de résolution des conflits. Elle se veut un « palliatif à la défaillance de la justice et de l'État en général d'une part, et aux limites du droit coutumier en matière de gestion des conflits fonciers d'autre part » (Mushagalusa Mudinga & Nyenyezi Bisoka 2014).

Les CDM sont composés de douze membres désignés localement par leurs communautés locales et sont impliqués dans la médiation foncière locale. Tirant leur légitimité de la population et ayant développé des stratégies innovantes dans la gestion des conflits fonciers locaux, les CDM ont acquis une certaine crédibilité et un certain pouvoir au niveau local. En revanche, l'analyse du discours des acteurs révèle que cette légitimité constitue une menace pour les chefs coutumiers et certains acteurs étatiques locaux qui déplorent le fait que tous les cas soient désormais dirigés vers ces comités. Alors que les chefs coutumiers percevaient des honoraires de médiation, les CDM font de la médiation gratuitement, ce qui constitue un manque à gagner pour les premiers. Il en est de même pour ce qui concerne la police, qui avait aussi des avantages divers à connaître les conflits fonciers dans une procédure informelle et non juridictionnelle. Par ailleurs, certaines des personnes qui utilisent les CDM sont satisfaites de pouvoir trouver des espaces libres et démocratiques pour résoudre leurs problèmes.

Pour les OSC qui organisent ces CDM, si le succès de ces organes locaux est perceptible jusqu'à présent, leur légitimité s'explique : 1) en raison de leur dimension démocratique et hétérogène (la représentativité des communautés locales et des femmes) ; et 2) en raison de la stratégie non lucrative et conciliante dans la gestion des conflits fonciers, qui a renforcé leur crédibilité. Ainsi, pour ces organisations, l'adhésion et le recours de la population à ces mécanismes démontrent leur méfiance vis-à-vis des cadres juridiques existants, tout en témoignant de l'existence d'une abondante demande latente de renouvellement institutionnel au niveau local. C'est également dans ce contexte que la sociothérapie foncière dépasse la médiation pour prêcher la paix sociale globale.

3.2.2. LA SOCIOTHÉRAPIE

Telle que mise en œuvre dans la résolution des conflits fonciers, la sociothérapie renvoie à un outil qui considère que ces conflits sont symptomatiques des maux sociaux qu'il s'agit de guérir non au niveau individuel, mais collectif. Mais cette guérison ne signifie pas nécessairement l'existence de troubles psychologiques, loin de là. Elle cherche donc à réconcilier l'être humain avec sa société, ses institutions, son environnement et les autres aspects de sa vie sociale.

Certaines OSC du Sud-Kivu expérimentent cet outil pour tenter de résoudre les conflits fonciers. Pour ces organisations, l'utilisation d'un tel outil part du principe que les conflits locaux ont détruit les personnes et la société dans son ensemble ; ils ont renforcé le développement d'un climat de frustration qui a conduit à des comportements tels que les règlements de compte, la corruption et la violence. Non seulement les conflits ont brisé les relations sociales, mais ils ont imprimé dans la société une attitude de méfiance mutuelle permanente. Ils ont bouleversé les équilibres sociaux et renforcé la pauvreté.

Ainsi, les OSC ont montré que, dans un contexte comme celui du Sud-Kivu qui a connu tant de conflits violents, la médiation foncière seule n'est plus suffisante comme approche pour une paix durable. La société doit se réconcilier avec elle-même, les relations sociales doivent être rétablies et la confiance au sein de la communauté doit être restaurée. Ainsi, la sociothérapie, justifiée et lancée en 2007, est utilisée comme une approche qui consiste à reconnecter de manière durable les personnes ou les communautés affectées par des situations de crise et de conflit afin de revitaliser le capital social (confiance), de reconstruire les relations sociales et de réhabiliter psychologiquement et socialement les victimes (individus et/ou groupes).

Concrètement, la thérapie sociale est mise en œuvre à travers un processus de sensibilisation basé sur les différentes problématiques de conflits et la manière de gérer leurs conséquences au niveau local. Elle traite, avec les groupes sociaux, des problèmes qui constituent un blocage au développement local et à la paix sociale, notamment les conflits fonciers. Il s'agit à la fois d'un outil de gestion des conflits et d'une approche méthodologique. On peut identifier

quatre étapes successives dans la mise en œuvre de cet outil : 1) l'identification des groupes socio-économiques ; 2) l'échange avec les *leaders* locaux et les responsables des organisations locales ; 3) la constitution d'un groupe représentatif des couches sociales, composé de douze à quatorze personnes à former comme sensibilisateurs ; 4) l'organisation de séances de travail hebdomadaires dans différents villages par chaque groupe. Après quinze séances, le groupe est remplacé par d'autres personnes formées, et ainsi de suite.

En matière foncière, les séances de médiation se déroulent avec les acteurs en conflit, en collaboration avec les chefs coutumiers et les témoins désignés volontairement et librement par les parties. Pour une médiation réussie, un document de compromis est signé par les parties. En cas de litige, les parties sont invitées à prendre leur temps et à faire appel individuellement aux « facilitateurs », qui leur expliquent dans quelles conditions elles peuvent parvenir à un compromis. Si les parties sont d'accord, elles sont invitées à signer un document de compromis. Dans le cas contraire, elles sont laissées libres de prendre les décisions qui leur conviennent. Cependant, il reste des cibles privilégiées lors des sensibilisations qui ont lieu sur la consolidation de la paix et la résolution des conflits dans le village.

La thérapie sociale a permis d'aboutir à des résultats intéressants, dont le retrait des plaintes en procès, la reconsidération des limites foncières entre voisins en conflit, le retour au partage de l'héritage foncier au sein des familles, l'aveu de la détention de faux documents sur la terre, la réconciliation entre les parties en conflit, la redéfinition des modes d'accès aux zones de pâturage, etc.

3.3. LA POLITIQUE DE FORMALISATION DES ENGAGEMENTS

Dans la résolution de leurs conflits, certains acteurs ne se contentent plus d'organiser des séances de médiation ou de s'en remettre au compromis verbal. Ils s'engagent par la signature d'accords ou ce qu'ils appellent des « actes d'engagement » afin de consolider leur accord. Cela a par exemple été le cas dans les conflits entre agriculteurs (tribus bembe et fuliru), éleveurs (Banyarwanda) et chefs coutumiers au Sud-Kivu (dans les territoires d'Uvira et de Fizi) autour de la gestion de la transhumance. Les chefs coutumiers, principalement bembe et fuliru, reprochent aux éleveurs de ne pas payer le droit de passage (appelé *itulo*) depuis 1996, tandis que les éleveurs leur reprochent de porter atteinte à leur liberté de mouvement, de les discriminer et de conspirer avec les milices pour voler leurs vaches. En 2011, avec la facilitation d'organisations de la société civile, les trois parties en conflit, ainsi que d'autres dirigeants locaux divers, se sont rencontrés et ont défini des mécanismes de gestion de la transhumance du bétail. Ils ont élaboré un texte contenant les engagements de chaque partie et les modalités de gestion des conflits liés à l'accès du bétail aux terres et à l'eau : les « Accords pour une transhumance pacifique ».

Ces accords, signés en 2011 par tous les acteurs à Baraka/Fizi et en 2012 à Uvira, constituent une nouveauté dans la systématisation de ce qui n'était jusqu'alors que réglementé oralement et continuellement réinterprété. Parmi les innovations contenues dans ces accords, on note l'organisation d'une mission d'enquête conjointe pour identifier et déterminer, avec tous les acteurs, les zones de passage et de pâturage, et obtenir l'accord des agriculteurs, la possibilité de payer l'*itulo* collectivement pour les éleveurs regroupés, l'engagement des chefs traditionnels à investir dans la sécurité des éleveurs. C'est la seule façon de s'assurer qu'il n'y a pas de conflit dans la région, que les populations ne sont pas obligées d'utiliser des armes à feu, que les conflits sont gérés par des comités mixtes (chefs traditionnels, agriculteurs et éleveurs), que l'*itulo* est symbolique et non monétaire, et que les éleveurs sécurisent leurs champs et leurs puits lors de leur passage et de leur pâturage. Ce document est devenu la référence pour la gestion des conflits fonciers liés à la transhumance dans les territoires de Fizi et d'Uvira. La mise en place d'un tel mécanisme est principalement liée à l'absence de réglementation claire sur la transhumance.

En effet, même s'ils mettent en œuvre ces programmes au niveau « micro », les acteurs non étatiques plaident pour l'intégration des pratiques locales positives et des normes locales convenues dans la réforme foncière nationale. Pour ces acteurs, l'objectif est de parvenir à une réforme de la législation foncière de la RDC qui clarifie les ambiguïtés, intègre les éléments oubliés et tire parti des opportunités non saisies par la loi de 1973. Cependant, les transformations globales ne résultent pas de la simple agrégation des changements qui se produisent au niveau « micro ». Il y a sans doute ce que l'on pourrait appeler un effet de masse ou de système,

qui va parfois dans le sens de la rigidification et parfois dans le sens contraire. Le « macro » n'est pas la somme arithmétique des « micros » ; un ensemble de faits structurels agissent sur lui et produisent des effets (contraintes ou opportunités). Cela amène à s'interroger sur la pérennité de ces innovations institutionnelles, quand on sait que la question foncière est de nature plus large.

3.4. LES INNOVATIONS INSTITUTIONNELLES EN QUESTION

À la lumière des différentes formes d'innovation décrites ci-dessus, des efforts sont déployés par les acteurs pour trouver des solutions à leurs conflits. Si ces solutions apportent de nouvelles perspectives dans la consolidation de la paix sociale, le questionnement sur leur durabilité reste crucial dans le contexte d'un État fragile. Les innovations en question introduisent de nouveaux pouvoirs et de nouvelles dynamiques d'accès aux ressources et de gestion des conflits. La transformation qu'elles opèrent au niveau local ne peut être soutenue sans une négociation avec les différents ordres juridiques en place. Elles présentent également des limites qui peuvent être source d'affaiblissement si des stratégies ne sont pas mises en place pour les éviter.

3.4.1. L'INTRODUCTION DES NOUVEAUX POUVOIRS DANS L'ARÈNE FONCIÈRE

Cinq éléments majeurs montrent à quel point les programmes des OSC introduisent de nouveaux pouvoirs dans l'arène foncière locale, sans le contrôle desquels elles ne peuvent survivre.

Tout d'abord, ce n'est plus l'État, les chefs coutumiers et les détenteurs de pouvoirs officiellement reconnus qui sont les seuls décideurs dans le domaine foncier, comme on l'a prétendu. Le contexte sociopolitique et la crise foncière ont entraîné l'émergence de nouveaux acteurs impliqués dans la recherche de réponses à la demande populaire de renouvellement institutionnel en matière foncière. Sans remettre fondamentalement en cause le cadre légal et les institutions coutumières de gestion foncière, ces acteurs développent des programmes qui s'appuient sur plusieurs registres normatifs existants. D'autre part, ils tentent d'améliorer leur stratégie en exploitant les failles des cadres juridiques et coutumiers de la gestion foncière en général (règles, accès, gestion des conflits, etc.).

Deuxièmement, les innovations institutionnelles mises en œuvre par ces acteurs s'inscrivent dans une approche holistique, car elles prennent en compte à la fois la prévention et la résolution des conflits fonciers existants. Ceci se traduit par le processus de systématisation de l'écrit dans les transactions foncières (prévention), la médiation foncière et la thérapie sociale (prévention et résolution). Ces outils permettent de gérer localement les incertitudes et l'insécurité foncière ; ils débouchent sur des solutions qui ne visent pas à reproduire le modèle étatique ou coutumier de gestion foncière, mais plutôt à s'en inspirer pour mettre en place des pratiques adaptées au contexte local sans porter préjudice à la paix sociale. La combinaison et la réinvention de ces deux légitimités permettent ainsi à ces nouveaux acteurs de proposer des solutions hybrides basées sur les rationalités et intersubjectivités existantes.

Troisièmement, les interventions de ces acteurs ne sont pas sans conséquences sur les équilibres politiques et juridiques locaux. En effet, les outils proposés ont des impacts considérables sur les modes concrets de gestion des terres et des ressources, étant donné les innovations qu'ils apportent au modèle institutionnel et réglementaire existant. De plus, les changements introduits se heurtent aux intérêts des acteurs étatiques et coutumiers, qui ont souvent profité de l'incertitude institutionnelle pour mettre en place une certaine économie de rente.

Quatrièmement, les outils proposés ne sont pas suffisamment flexibles pour permettre la création d'un nouveau cadre juridique. En outre, s'il est clair que les innovations institutionnelles s'inscrivent dans une certaine rationalité, le lien entre celles-ci et le champ de la légalité reste à clarifier. Tout d'abord, au niveau de leur rationalité, c'est la crise foncière congolaise et l'incapacité institutionnelle à apporter des solutions cohérentes qui ont poussé certains à recourir à de telles innovations. Quant à la légalité, la question reste posée. Ces innovations mettent en place un nouveau cadre juridique informel qui se superpose aux cadres existants. Mais la cohérence entre ces cadres juridiques n'est pas une condition *sine qua non* pour les OSC, étant donné qu'elles partent de la nécessité de promouvoir la paix sociale.

Cinquièmement, ces innovations institutionnelles ne sont pas destinées à remplacer les institutions étatiques et coutumières existantes. Elles ouvrent des possibilités pour les acteurs locaux de choisir l'instance à laquelle ils peuvent soumettre

leurs différends. En effet, face à une diversité de répertoires normatifs et dans un contexte donné, les acteurs choisissent celui qu'ils pensent pouvoir leur offrir les meilleures possibilités de résoudre leurs problèmes.

3.4.2. LIMITES LIÉES À LA DURABILITÉ ET À L'EFFICACITÉ DES INNOVATIONS

Parler de la durabilité des innovations institutionnelles appelle à s'interroger, entre autres, sur les conditions de réussite ou d'échec d'un changement introduit dans un environnement donné. Ici, le concept de changement permet de comprendre que toute innovation implique une certaine modification des usages, des manières de faire et de penser, de gérer, de décider des cas ou de réguler l'accès aux ressources, etc. Mais dans tous les cas, les changements posent toujours la question de leur durabilité. De ce point de vue, il convient de distinguer trois types de limites qui permettent d'émettre des réserves sur l'efficacité et la durabilité des innovations en question. Compte tenu de la diversité des limites observées, nous les avons classées en trois catégories : celles liées aux porteurs de l'innovation, celles liées aux destinataires et celles liées à l'environnement légal et réglementaire.

3.4.3. LIMITES LIÉES AUX PORTEURS DE L'INNOVATION DU CÔTÉ DES ACTEURS NON ÉTATIQUES

Comme mentionné plus haut, les acteurs non étatiques qui réalisent les innovations décrites dans les études de cas ci-dessus sont des OSC, qui sont extérieures aux environnements où elles mettent en œuvre ces innovations. Elles se basent officiellement sur l'existence d'une demande populaire implicite de renouvellement institutionnel dans le domaine du foncier et ont entrepris des actions pour y répondre. Pour ces acteurs, leurs interventions ont permis de résoudre d'innombrables problèmes fonciers locaux, de réconcilier les personnes en conflit, de prévenir d'autres conflits ou de réduire leur intensité. Cependant, des questions subsistent quant à la coordination de ces programmes (approches concurrentes), à la dépendance des activités vis-à-vis des financements, à l'opportunisme et à la dimension projet plutôt que processus de ces interventions.

Tout d'abord, il y a un manque de coordination dans la manière dont les solutions locales aux problèmes fonciers sont administrées. Ces acteurs agissent de manière dispersée et sont donc incapables de combiner leurs efforts pour mettre en place des solutions durables. Par exemple, là où certains ont créé des comités locaux de gestion des conflits, d'autres ont mis en place une structure similaire à l'ancienne, en changeant simplement le nom. La confusion créée localement par ces organisations a transformé certains agriculteurs en « fonctionnaires » dans les comités locaux. Au Sud-Kivu, le nombre d'enseignes d'organisations non gouvernementales est un indicateur pertinent de la mesure dans laquelle ces acteurs se battent autour du même problème, concernant les mêmes bénéficiaires et avec presque la même approche. Ce manque de coordination est lié à la nature, aux agendas et à la différence de vision des acteurs impliqués dans la mise en œuvre des innovations à la base. Certains membres d'ONG locales assistent à une sorte de compétition entre eux et les ONG internationales ou les agences onusiennes dans la mise en œuvre des innovations, avec pour conséquence une duplication des actions sur le terrain.

Deuxièmement, en ce qui concerne l'autonomie financière, la plupart de ces organisations dépendent du financement de donateurs extérieurs. Non seulement elles doivent suivre la philosophie du donateur, mais elles n'ont pas non plus la certitude d'un financement permanent. Cela soulève des questions sur la durabilité des innovations qui émergent dans un contexte de dépendance et d'incertitude financières. Par exemple, plusieurs comités de paix locaux et huttes de paix dans la plaine de la Ruzizi (Uvira et Fizi) ne fonctionnaient plus, car, nous a-t-on dit, « les projets étaient arrivés à leur terme » et la population ne pouvait pas assurer leur continuité. Cela renforce l'idée que, dans un contexte de dépendance financière, il n'est pas toujours facile de réussir à articuler la vision du bailleur, celle des acteurs porteurs des innovations et celle des bénéficiaires, d'une part, mais aussi de parier sur la pérennité des actions de changement, d'autre part.

Troisièmement, les pratiques de ces acteurs soulèvent des questions sur l'opportunisme de leurs actions, étant donné qu'ils sont engagés sur plusieurs fronts : aide humanitaire, transformation des conflits, violences sexuelles, santé, éducation, foncier, etc. Cette attitude expose les acteurs à un manque de responsabilité et de transparence. Elle les expose aussi à un manque de professionnalisme caractérisé par un positionnement stratégique incohérent. Loin de constituer un domaine spécifique dans lequel les acteurs se spécialisent pour apporter des

réponses appropriées, le foncier est abordé comme un domaine parmi d'autres.

Quatrièmement, la question foncière est abordée comme un projet plutôt que comme un processus. Cette limite est compréhensible dans la mesure où c'est la disponibilité des fonds qui détermine les interventions et que, de ce fait, les délais sont déterminés par les exigences du projet et du bailleur. Il va sans dire que les acteurs ne disposent d'aucune marge de manœuvre pour établir un processus au cours duquel les réponses à la question foncière seraient abordées dans une perspective à long terme et durable. En clair, l'absence d'une stratégie qui permettrait la continuité des actions à défaut de financement reste un obstacle majeur à l'efficacité des programmes mis en place.

CONCLUSION

Ce qui précède montre au moins trois réalités au Sud-Kivu. Tout d'abord, les enjeux autour des terres rurales sont complexes, dans la mesure où ils sont imbriqués dans des dynamiques sociales plus larges. Les dynamiques de pouvoir et d'autorité qu'ils donnent à voir montrent que les réformes foncières en tension perpétuelle avec les pratiques et normes coutumières ne peuvent pas à elles seules permettre de résoudre les problèmes de gestion des terres, mais aussi ceux d'accaparement des terres et de conflits fonciers. Ensuite, ce chapitre a montré que les enjeux fonciers ne concernent pas seulement les terres rurales. Ils posent aussi la question des terres urbaines qui posent à leur tour des problèmes sérieux d'accaparement des terres et de conflits fonciers dans un contexte d'évolution urbanistique et démographique problématique. Enfin, le chapitre montre que face aux conflits et aux violences en rapport avec la terre, des innovations institutionnelles mises en place dans la province du Sud-Kivu sont intéressantes en l'absence d'un État qui arrive à imposer un système efficace. Mais ces innovations posent aussi des problèmes qui ramènent à se retourner vers l'État pour imaginer des mécanismes plus efficaces et durables.

Premièrement, pour ce qui concerne les terres urbaines et rurales, nous avons vu que les politiques foncières ne doivent pas être regardées comme le moment zéro d'un processus fixé qu'il s'agit de respecter, mais plutôt comme un moment particulier qui ouvre de nouvelles arènes dans lesquelles des acteurs sont mis en présence et interagissent, construisent de nouvelles relations, jouent de nouveaux jeux de pouvoir. Dans le secteur du foncier au Sud-Kivu, les moments de réforme ont permis à des acteurs politiques, la société civile, les élites, les groupes armés, etc. de redéfinir les règles, de se repositionner. Ils offrent des outils qui ont été contestés et négociés, mais toujours en fonction des intérêts stratégiques poursuivis par les acteurs. Mais que ces intérêts soient électoralistes, personnels, financiers, ethniques, les principes concernant le foncier fixés lors de ces réformes peuvent ensuite être détournés. Ainsi, il paraît plus pertinent de s'intéresser à la manière dont les intérêts des acteurs ont façonné la question foncière à partir de ces réformes, c'est-à-dire à la politique, à l'État en train de se faire, plutôt que de considérer simplement le manque de mise en œuvre de ces politiques en s'en tenant à l'idée selon laquelle l'écart entre les principes fixés au moment des réformes et la réalité signale l'échec des politiques.

Deuxièmement, face aux mécanismes de gestion et de résolution des conflits fonciers au Sud-Kivu, il se pose la question de l'appropriation de divers programmes financés par l'extérieur par des acteurs locaux qui n'auront probablement plus les moyens financiers et le soutien nécessaires pour assurer la continuité des réalisations. De plus, certaines élites se méfient des interventions des acteurs non étatiques. Nos recherches ont révélé que la plupart des médiations foncières se faisaient entre agriculteurs et agriculteurs et rarement entre agriculteurs et élites locales. Des questions telles que l'accaparement des terres par les élites locales ne sont presque jamais abordées par les acteurs non étatiques, même si elles constituent l'une des principales plaintes des paysans. Ainsi, l'approche des acteurs non étatiques semble ne considérer que la dimension horizontale des conflits pour deux raisons : les paysans sont le maillon le plus faible et restent les plus faciles à mobiliser et ces acteurs non étatiques n'osent pas engager les élites politico-militaires et économiques qui sont responsables de l'accaparement des terres dans un processus de médiation. Ceci pose la question de la puissance étatique comme la seule alternative pour les populations pauvres et face aux chefs coutumiers qui, pour beaucoup d'entre eux, font désormais partie du problème.

Troisièmement, bien que les innovations répondent à une demande populaire existante, elles prennent place dans un environnement réglementaire

et politique caractérisé par une pluralité de normes et d'instances de régulation. Celles-ci sont déjà elles-mêmes en concurrence et en contradiction. Les situations de concurrence entre autorités favorisent la multiplication des arbitrages contradictoires et la confusion des droits. Le flou créé par ces situations expose davantage à l'incertitude foncière, si bien que les agriculteurs développent de nouveaux mécanismes pour sécuriser et protéger leurs terres. En raison de la concurrence des légitimités existantes, la médiation devient souvent fragile. En cas de litige devant la justice moderne, les actes de médiation sont souvent ignorés par l'Administration et la Justice. L'introduction de l'écrit dans les transactions foncières expose à des heurts avec l'Administration foncière, investie de ce type de prérogatives par l'État. On est là face à des situations complexes qui, dans un contexte d'incapacité de l'État à assurer l'accès et la sécurité des terres des plus pauvres, pose la question du renforcement d'une société civile locale qui pourrait faire une médiation entre ces acteurs du bas et les acteurs puissants dont l'État, la chefferie, les élites et diverses institutions.

Si ces considérations concernent les rapports des gens à propos de la terre au Sud-Kivu, elles disent aussi beaucoup sur la vie dans plusieurs autres secteurs extra-fonciers au Sud-Kivu en particulier et en RDC en général. Ainsi, comme nous le disions au début de ce chapitre, le foncier reste un miroir intéressant pour mieux comprendre les dynamiques sociales et territoriales dans la province du Sud-Kivu.

RÉFÉRENCES

Bertrand, F. 2010 (novembre-décembre). « Critique de la mixité sociale ». *Politique* 67.

Célérier, J. & Cholley, A. 1928. « La mise en valeur du Kivu ». *Annales de géographie* 37 (209) : 76-477.

Coquery-Vidrovich, C. 2001. *Le Congo au temps des grandes compagnies concessionnaires, 1898-1930.* Paris : Éditions de l´EHESS.

Denaeyer, M.-E. & Heinrich, H. 1954. *Mission géologique de l'Office des cités africaines (1952).* Bruxelles : Institut royal colonial belge (« Mémoires, Section des sciences techniques », tome X, fasc. 4 et dernier).

Global Witness. 2005. *Under-mining Peace: Tin. The Explosive Trade in Cassiterite in Eastern DRC.* Washington, DC : Global Witness.

Global Witness. 2009. *Faced With a Gun, What Can You Do? War and the Militarization of Mining in Eastern Congo*. Londres : Global Witness.

Mugangu Matabaro, S. 1997. *Gestion foncière rurale au Zaïre : réformes juridiques et pratiques foncières locales. Cas du Bushi*. Louvain-la-Neuve : Academia.

Mugangu Matabaro, S. 2008. « La crise foncière à l'Est de la RDC ». In S. Marysse, F. Reyntjens & S. Vandeginste (éd.), *L'Afrique des Grands Lacs. Annuaire 2007-2008*. Paris : L'Harmattan, pp. 385-414.

Mushagalusa Mudinga, E. 2013. « Conflits fonciers à l'Est de la RDC : au-delà de la confrontation entre rwandophones et autochtones à Kalehe ». In S. Marysse, F. Reyntjens & S. Vandeginste (éd.), *L'Afrique des Grands Lacs. Annuaire 2012-2013*. Paris : L'Harmattan, pp. 195-218.

Mushagalusa Mudinga, E. & Nyenyezi Bisoka, A. 2014 (24-27 mars). « Innovations institutionnelles des acteurs non étatiques face à la crise foncière en RDC : légitimité, efficacité et durabilité en question ». *World Bank Annual Conference on Land and Poverty: Integrating Land Governance into the Post-2015 Agenda*. Washington DC.

Mushagalusa Mudinga, E. & Nyenyezi Bisoka, A. 2014. « Innovations institutionnelles des acteurs non étatiques face à la crise foncière en RCD : légitimité, cohérence et durabilité ». In F. Reyntjens, S. Vandeginste & M. Verpoorten, *L'Afrique des Grands Lacs, Annuaire 2013-2014*. Paris : L'Harmattan, pp. 159-180.

Mushagalusa Mudinga, E. 2017. *La Création des espaces ingouvernables dans les luttes foncières. Analyse de la résistance paysanne à l'accaparement des terres au Sud-Kivu*. Louvain-la-Neuve : Presses universitaires de Louvain.

Nyenyezi Bisoka, A., Karubara, D. & Ansoms, A. 2014. « Dynamiques de conflits fonciers et processus de réforme foncière en RDC : repenser l'"insécurité foncière" à partir de l'approche de la "political ecology". In S. Marysse & J. Omasombo Tshonda (éd.), *Conjonctures congolaises 2013. Percée sécuritaire, flottements politiques et essor économique*. Paris/Tervuren : L'Harmattan/MRAC/ECA-CRE-AC (coll. « Les Cahiers africains », n° 84), pp. 56-79.

Nyenyezi Bisoka, A. & Ansoms, A. 2015. « Accaparement des terres dans la ville de Bukavu (RDC) : déconstruire le dogme de la sécurisation foncière par l'enregistrement ». In S. Marysse & J. Omasombo Tshonda (éd.), *Conjonctures congolaises 2014. Politiques, territoires et ressources naturelles : changements et continuités.* Paris/Tervuren : L'Harmattan/MRAC/ECA-CREAC (coll. « Les Cahiers africains », n° 86), pp. 217-238.

Nyenyezi Bisoka, A. & Mushagalusa Mudinga, E. 2015. « Accès à la terre des subalternes. Institutionnalisation des inégalités et violence de l'État en Afrique des Grands Lacs ». *Alternatives Sud. Aggravation des inégalités* XXI (2). Centre Tricontinental (CETRI).

Nyenyezi Bisoka, A. 2016. « Invention de la terre et production des "anormaux" dans le dispositif foncier en Afrique : penser le pouvoir et la résistance à l'accaparement des terres en Afrique des Grands Lacs ». Thèse de doctorat, Université catholique de Louvain.

Nyenyezi Bisoka, A. & Ansoms, A. 2016. « Droit et conflits fonciers à Bukavu : vers une anthropologie de mécanismes juridictionnels de résolution des conflits ». In S. Marysse & J. Omasombo Tshonda (éd.), *Conjonctures congolaises 2015. Entre incertitudes politiques et transformation économique.* Paris/Tervuren : L'Harmattan/MRAC/ECA-CRE-AC (coll. « Les Cahiers africains », n° 87), pp. 255-276.

Nyenyezi Bisoka, A. & Claessens, K. 2019. « Real land governance and the State: Local pathways of securing land tenure in Eastern DRC ». In K. Titeca & T. De Herdt (éd.), *Death to the State, Long Life the State? Public Services Beyond the 'Failed State' in the Democratic Republic of Congo.* Londres : Zed Book, pp. 190-211.

Peemans, P. 2016. « La question de la place du monde paysan dans le développement rural en RDC : une perspective historique de longue période ». In S. Marysse & J. Omasombo Tshonda (éd.), *Conjonctures congolaises 2015. Entre incertitudes politiques et transformation économique*. Paris/Tervuren : L'Harmattan/MRAC/ECA-CRE-AC (coll. « Les Cahiers africains », n° 87), pp. 115-146.

Pèlerin, E., Mannsion, A. & Lavigne Delville, P. 2011. *Afrique des Grands Lacs : droit à la terre, droit à la paix. Des clés pour comprendre et agir sur la sécurisation foncière rurale*. Co-édition CCFD-Terre Solidaire/Gret (coll. en ligne « Études et travaux », n° 30). En ligne : https://ccfd-terresolidaire.org/wp-content/uploads/2012/06/grandslacs_droit_terre_droitpaixvfjanv2012.pdf (consulté le 15 janvier 2022).

RDC, ministère des Affaires foncières. 2012. *Atelier national sur la réforme foncière. Rapport.* Kinshasa, du 19 au 21 juillet 2012.

Schatzberg, M.G. 1993. « Power, legitimacy and "democratization" in Africa ». *Africa* 63 : 445-461.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION. LE SUD-KIVU D'UN ÉPISODE À UN AUTRE : UNE CONFLICTUALITÉ ÉRIGÉE PAR PALIERS GRADUELS 7
1. Récuser deux thèses : éléments pour une discussion 7
1.1. Le territoire étatique efface-t-il l'espace ethnique ? 7
1.2. Héritage colonial : quelle continuité ? 14
2. Dans le Sud-Kivu post-indépendance : identités locales et cadre territorial 26
Références 30

PREMIÈRE PARTIE. LE TERRITOIRE DU SUD-KIVU À L'ÉPREUVE DU NOUVEAU POUVOIR ÉTATIQUE 33

CHAPITRE 1. Réorganisation du territoire et évolution politique 35
1. Sous l'emprise des partis politiques 36
1.1. Centre de Regroupement africain (CEREA) 37
1.2. Alliance rurale progressiste (ARP) 39
1.3. Union de Ressortissants du Congo (URCO) 41
1.4. Regroupement des Congolais (RECO) 41
1.5. Union des Bashi 42
1.6. Parti du progrès rural congolais (PRC) 42
1.7. Alliance des socialistes chrétiens du Congo (Ascco) 43
1.8. Union des enfants de Rega (UNERGA) 43
1.9. Union économique des Babembe de Fizi (UNEBAFI) 44
1.10. Classes rurales congolaises 44
1.11. Rassemblement congolais (RC) 44
2. La gestion politique de la province 45
2.1. Le premier gouvernement provincial de Jean Miruho 45
2.2. Le régime Kashamura-Omari : vers l'installation du gouvernement Omari 47
2.3. Le deuxième gouvernement Miruho et la division de la province du Kivu 49
2.4. La dissidence du Maniema à la recherche de son autonomie provinciale : les Lega opposés aux Kusu veulent d'une unité qui menace l'intégrité du Sud-Kivu 50
3. La province du Kivu-Central et l'ascendance politique des Bashi de Ngweshe 54
3.1. La chefferie Ngweshe soutien du gouvernement Malago 54
3.2. Le MNC/L refait surface 56
4. Du Kivu-Central à la province du Kivu réunifié 57
5. Les dernières évolutions 59
5.1. Musa Marandura dissout la chefferie Barundi 59
5.2. La réunification de l'espace du Kivu dans une seule province par le régime Mobutu 59
6. Un assaut en 1979 : la création du groupement Bijombo dans la chefferie Bavira 60
7. 1988 : Une nouvelle province du Sud-Kivu 62
8. Du groupement Bijombo au territoire de Minembwe : nouveau palier dans un contexte politique mouvant 68
9. Panorama des gouverneurs de la province du Sud-Kivu 76
Références 81

CHAPITRE 2. Les originaires du Sud-Kivu au pouvoir dans les première et deuxième républiques (1960-1997) 83
1. Les originaires du Sud-Kivu au pouvoir sous la Première République 83
2. Mobutu au pouvoir : de la pendaison de Mahamba et d'Anany aux prises de la ville de Bukavu par les mercenaires révoltés 87
3. Les originaires du Sud-Kivu au pouvoir sous le régime de l'État-Zaïre 94
Références 102

CHAPITRE 3. Du mouvement lumumbiste Simba au maquis marxiste Kabila 1964-1986 103
1. Uvira-Fizi : foyers des révoltes armées 104
1.1. Origine du mouvement simba 105
1.2. Les échecs de la conquête de la ville de Bukavu 107
1.3. Les Simba dans le territoire d'Uvira 108
1.4. Les Simba dans le territoire de Fizi 110
1.5. Les Simba dans le territoire de Shabunda 111
1.6. Les Simba dans le territoire de Mwenga 112
1.6.1. Dans le secteur Itombwe 112
1.6.2. Dans la chefferie Wamuzimu 113
1.6.3. Dans la chefferie Basile 115
1.7. Les effets de la grande rébellion simba au Sud-Kivu 116
2. De la fin du mouvement Simba au parti marxiste de Laurent Kabila 118
2.1. La débâcle de la rébellion simba à Fizi-Baraka 119
2.2. Sur la persistance des foyers rebelles à Fizi-Baraka 124
2.3. Échec du CNL : divers groupes rebelles se recherchent une organisation 128
2.4. Installation de Kabila chez les Bembe 129
Références 135

DEUXIÈME PARTIE. DOSSIER BANYARWANDA
CHRONIQUE DES NOUVELLES IMPLANTATIONS QUI MÈNENT À LA GUERRE 137

CHAPITRE 1. Les vagues de refugiés Banyarwanda à partir de la décolonisation
Une nouvelle dynamique politique s'installe au Kivu 139
1. Bref rappel du contexte 139
2. Nouveau contexte créé lorsque la décolonisation s'amorce au Rwanda 141
3. L'afflux des refugiés tutsi : une donne qui vient alourdir une situation déjà crispée 154
Références 160

CHAPITRE 2. Chronique sur la nationalité congolaise des Banyarwanda 163
1. Recenser les Banyarwanda : une opération entravée 165
2. Lorsque Bisengimana se mit aux cotés de Mobutu : l'octroi de la nationalité collective aux Banyarwanda 169
3. L'abrogation de la loi de 1972 sur la nationalité collective des Banyarwanda 180
3.1. Chronique d'une remise en cause 181
3.2. La nomination des Banyarwanda au Comité central du MPR : la preuve d'un mensonge collectif ? 185
3.3. La loi du 29 juin 1981 : affirmer l'« autochtonie » comme base de la nationalité congolaise 189
4. Évolution de la situation jusqu'à la chute de Mobutu 194
5. Enjeu de la nationalité congolaise pour les Banyarwanda 198
5.1. Banyarwanda : pas une ethnie congolaise ? 198
5.2. Banyarwanda en RDC : Hutu et Tutsi, tous identiques ? 200
Références 209

CHAPITRE 3. La guerre de l'AFDL. Lorsque chasser Mobutu du pouvoir et arracher l'espace du Kivu au Congo deviennent des objectifs immédiats 213
1. Contexte local qui permit de passer de la guerre du Rwanda à la guerre du Zaïre 214
2. Les deux provinces du Kivu sous l'AFDL 216
André Kisase Ngandu 219
Laurent Désiré Kabila 220
3. La mise en liaison des composantes de l'AFDL et la conquête du territoire congolais 221
3.1. L'AFDL occupe les provinces du Sud-Kivu et du Nord-Kivu 222
3.2. Chronique de janvier à mai 1997 227
4. Vécu des affrontements armés sur le terrain 231
4.1. Le pouvoir de l'AFDL continuellement confronté à l'exigence de la population « autochtone » de faire appliquer la loi de 1981 sur la nationalité des Banyarwanda 234
4.2. Dégradation et répression : de janvier à juin 1998 236
4.2.1. Dans la province du Sud-Kivu 236
4.2.2. Dans la province du Nord-Kivu 242
Références 244

CHAPITRE 4. RCD : le nouveau forcing pour gagner ce qui n'a pas été obtenu avec l'AFDL 247
1. L'identité des Banyarwanda : sujet d'une nouvelle guerre au Congo 248
2. Une nouvelle rébellion créée par le Rwanda voulut chasser L.D. Kabila du pouvoir à Kinshasa 250
2.1. Une nouvelle rébellion/invasion 250
2.2. La chute de Bukavu 253
3. Opération aéroportée au Bas-Congo et bataille de Kinshasa 255
4. Vaincu à l'ouest, le RCD s'empare de l'est du Congo 261
4.1. Naissance et direction du RCD 262
4.2. Le RCD se fracture 264
5. À partir de l'assassinat de L.D. Kabila : chronique de la gestion du RCD-Goma 267
5.1. L'assassinat de Laurent Désiré Kabila 268
5.2. L'assassinat de Kabila père et promotion du fils Joseph 270
5.3. Nouvelle situation et évolution du RCD 276
6. RCD : Dzarias Ruberwa placé dans l'orbite du pouvoir 281
Références 284

CHAPITRE 5. Une troisième guerre de Bukavu sous le couvert du CNDP 287
1. Un compromis mal scellé 287
2. Les Banyarwanda-Banyamulenge ont leurs intérêts à protéger 289
3. Nkundabatware rejette la mise en place d'une armée congolaise intégrée 291
4. Les Banyarwanda Hutu ralliés au RCD se désolidarisent de Nkundabatware 294
5. Le CNDP mis en place 295
5.1. Autour de la création du CNDP 295
5.2. Première offensive militaire de Nkundabatware 297
5.3. Recherche continue de stratégie à Kinshasa et deuxième guerre du CNDP 300
6. La destitution de Nkundabatware 303
7. Bosco Ntaganda et Sultani Makenga Ruzandiza créent le « Mouvement du 23 Mars » 304
Références 306

TROISIÈME PARTIE. LA GESTION POLITIQUE ET ADMINISTRATIVE DU SUD-KIVU DE L'APRÈS ÉTAT-ZAÏRE 309

CHAPITRE 1. Le Sud-Kivu sous les années Kabila père et fils 311
1. La mise en place des structures politico-administratives sous Laurent Désiré Kabila 311
2. Originaires du Sud-Kivu élus en 2006 et 2007 326
2.1. L'élection des députés provinciaux 327
2.2. Élection des députés nationaux et des sénateurs 329
2.3. L'élection présidentielle 333
3. Des élections de 2011 à celles de 2018 : le Sud-Kivu dans les alliances politiques 341
Références 345

CHAPITRE 2. Avènement de Félix Tshisekedi : le Sud-Kivu intègre le noyau du pouvoir central 347
1. Tshisekedi ne remporte pas les élections, mais il gagne le pouvoir 347
2. La candidature de Mukwege à la présidentielle 365
3. Élections du 20 décembre 2023 367

CHAPITRE 3. Le radicalisme sud-kivutien perd de sa force : un itinéraire 385
1. Bukavu et Goma : au départ, des dynamiques distinnctes 385
2. La coopération indirecte mine la société civile 386
3. La société civile face au pouvoir : état des lieux des discours et actions des *leaders* de la société civile dans les régimes Mobutu, AFDL et PPRD/RCD 388
3.1. Sous le dernier moment du régime de Mobutu (juillet 1991-mai 1997) 389
3.2. Sous les temps de l'AFDL et du RCD 392
3.3. Avec le pouvoir de Joseph Kabila 394
4. Société civile face aux élections et aux défis postélectoraux 396
Conclusion 402
Références 404

CHAPITRE 4. Les groupes armés au Sud-Kivu 407
1. Les Maï-Maï et groupes apparentés 408
2. Les groupes armés à partir de la guerre de l'AFDL 410
3. Les groupes armés pendant la rébellion du RCD/Goma : le cas de Mudundu 40 414
3.1. Origine du Mudundu 40 414
3.2. Évolution et organisation 415
3.3. Stratégies de guerre, équipement et effort de guerre 416
3.4. Quelques batailles livrées par le M40 et les Maï-Maï alliés contre le RCD/Goma et alliés 417
3.5. Déclin du Mudundu 40 418
3.5.1. Les négociations avec le RCD/Goma 418
3.5.2. Les retombées des exactions commises par le M40 419
3.5.3. Les nouvelles influences du Rwanda jusqu'à l'effondrement de Mudundu 40 419
4. Identités des groupes armés actuels 420
4.1. Maï-Maï Kapopo 421
4.2. Raia [Raiya] Mutomboki 421
4.3. Maï-Maï Hagarara 421
4.4. Maï-Maï Mupekenya 421
4.5. Maï-Maï Pandisa 421
4.6. Maï-Maï Mahoro 421
4.7. Maï-Maï Matabi 422
4.8. Maï-Maï Byamungu 422
4.9. Maï-Maï Ntamushobora 422
4.10. Maï-Maï Tuwemacho 422
4.11. Maï-Maï Ndagamulekera 422
4.12. Maï-Maï Muchwari 422
4.13. Groupe armé Twiganeheyo 422
4.14. Maï-Maï Nyakiriba 422
4.15. Maï-Maï Ruma Hondwa 424
4.16. Imbonerakure 424
5. Les conséquences des rébellions et groupes armés au Sud-Kivu 447
6. Des efforts du gouvernement de la RDC avec l'appui de la Monusco et des ONG pour restaurer la paix au Sud-Kivu 455
6.1. Les stratégies militaires 455
6.2. Des rencontres de « dialogue et réconciliation » des communautés ethniques en conflit 456
6.3. Les conséquences sur le plan religieux, scolaire et sanitaire 457
6.4. Les conséquences sur le plan économique 458
Références 468

CHAPITRE 5. Groupes armés dans le secteur des ressources naturelles, conflits environnementaux et exploitation minière 471
1. L'implication des groupes armés dans le secteur des ressources naturelles au Sud-Kivu 471
1.1. Groupes armés, secteurs miniers industriel et artisanal 472
1.1.1. Les groupes armés dans le secteur minier industriel 472
1.1.2. Les groupes armés impliqués dans les mines artisanales 473
1.1.3. Groupes armés liés au foncier et aux forêts : retranchement stratégique et complexité 474
1.1.4. Groupes armés sur le lac Tanganyika : espace de liaison, de taxation et de piratage lacustre 475
2. Conflits environnementaux et exploitation minière : étude de cas de Luhwinja 476
2.1. Localisation 476
2.2. De l'exploitation minière à l'accaparement et la dégradation des terres 478
2.2.1. Accaparement des terres agricoles via la délocalisation 478
2.2.2. Accaparement des sites miniers artisanaux via le déguerpissement 480
2.3. De l'exploitation minière à la dégradation des ressources en eau : accaparement et pollution des cours d'eau 481
2.3.1. Assèchement et détournement des cours d'eau 481
2.4. Contribution à la pollution et à la contamination des eaux 482
2.5. De l'exploitation minière à la dégradation des espaces forestiers et du microclimat 484

2.5.1. Dégradation des espaces forestiers 484
2.5.2. De la dégradation des espaces forestiers à la perturbation du microclimat 485
Conclusion 490
Références 490

ÉPILOGUE. Terres et pouvoirs dans les entités du Sud-Kivu 491
Introduction 491
1. Enjeux autour des terres urbaines à Bukavu : urbanisation, accaparement des terres et conflits fonciers 493
1.1. D'une urbanisation coloniale à la saturation urbaine 493
1.2. Anarchie urbanistique et accaparement des terres 495
2. Enjeux autour des terres rurales : réformes, accaparements de terres et conflits fonciers 499
2.1. De la concentration des terres durant la colonisation 499
2.2. De la centralisation des terres durant la période postcoloniale 501
2.3. Les conflits fonciers et la résolution des conflits 503
2.4. Conflits fonciers à Kamaniola : étude de cas 505
2.4.1. Organisations locales et stratégies des élites 506
2.4.2. Contestation à Kamaniola 507
3. Innovations institutionnelles dans le domaine foncier au Sud-Kivu 509
3.1. La systématisation de l'écrit 509
3.2. La médiation foncière 510
3.2.1. Les Comités de dialogue et de médiation (CDM) 511
3.2.2. La sociothérapie 511
3.3. La politique de formalisation des engagements 512
3.4. Les innovations institutionnelles en question 513
3.4.1. L'introduction des nouveaux pouvoirs dans l'arène foncière 513
3.4.2. Limites liées à la durabilité et à l'efficacité des innovations 514
3.4.3. Limites liées aux porteurs de l'innovation du côté des acteurs non étatiques 514
Conclusion 515
Références 516

Une hétéronomie originelle du territoire pèse sur le destin du Congo. L'étude du vécu légal du pouvoir et de son fonctionnement réel montre que la responsabilité coloniale belge ne s'arrêta pas à l'indépendance, car certains de ses prolongements comportent des éléments explicatifs de l'état de la postcolonie. Jusqu'en 1960, la région du Kivu paraissait pourtant calme et de nombreux Européens affluaient pour y vivre. Mais une crise politique avait déjà pris racine depuis deux décennies autour du peuplement venu du Rwanda et cela allait continuer à s'amplifier.
En 1902, les agents coloniaux allemands reconnaissaient la nécessité de canaliser l'exubérance du réservoir humain rwandais vers le lointain littoral de l'océan Indien, riche en terres, mais de faible démographie. Un projet dont l'occupation du Ruanda-Urundi par la Belgique en 1916 pendant la Première Guerre mondiale vint inverser le sens. La Belgique devait consolider sa tutelle sur ce nouveau territoire afin de répondre à ses ambitions auprès de la Société des nations (ONU) et également afin de compenser les besoins dus à la crise économique de la fin des années 1920.
De 1937 à 1957, sous les gouverneurs généraux Pierre Ryckmans (1934-1946) et Léon Pétillon (1952-1958) – tous deux venus diriger le Congo belge après avoir administré le Rwanda –, l'implantation à grande échelle de Banyarwanda s'accomplit au Congo. Les immigrés, en très grande majorité de pauvres gens en quête d'une terre pour vivre, égalèrent rapidement en nombre les autochtones et même les dépassèrent à certains endroits. Les différents pouvoirs du Rwanda avaient espéré gagner des droits sur les terres occupées par les sujets émigrés, mais ils comprirent que l'autorité belge n'envisageait pas cette issue. Ainsi quelques immigrés rentrèrent au pays ou y furent renvoyés avec certains de leurs chefs choisis par les élites tutsi qui gardaient un contrôle sur cette colonie rwandaise expatriée. Les afflux allaient pourtant continuer.
En 1949, lors de la nouvelle phase du lancement de la Mission d'immigration des Banyarwanda (MIB), des inquiétudes concernant la nationalité des migrants se firent : ceux-ci obtenaient un livret d'impôt congolais sans pour autant accéder ni à l'autochtonie ni à la nationalité. Confronté au « mouvement irrédentiste munyarwanda », le ministre Auguste Buisseret arrêta en 1954 la « transplantation systématique et organisée » opérée jusque-là, en raison du problème juridique lié à la nationalité des Banyarwanda, aggravé par celui de la surpopulation du Kivu. Cependant, l'administration jugea imprudent d'empêcher complètement la migration qui laisserait place à une « colonisation incontrôlée ». En 1956, la MIB fut rebaptisée Mouvement d'immigration des populations (MIP) ; il fut chargé de superviser l'installation des migrants dits « libres » du Rwanda et de réinstaller les populations à l'intérieur du Kivu afin de désengorger les régions sursaturées en misant sur un brassage des autochtones et des migrants afin d'éviter une trop grande concentration de Rwandais. Tout cela ne réussit pas. Pendant la dernière partie de sa vie, Ryckmans (décédé en 1959) fut chargé de la défense de la politique coloniale et de la tutelle du Ruanda-Urundi auprès des organisations internationales, tandis que Pétillon, nommé ministre des Colonies en juillet 1958, démissionna de son poste quatre mois après, conscient que l'explosion de la situation congolaise n'allait plus tarder. En juin 1959 à Bukavu, les colons belges brutalisèrent les pouvoirs coloniaux qui conseillaient malgré eux une certaine ouverture à la politique congolaise. Puis vint l'accession aux indépendances asynchrones du Congo belge en juin 1960 et du Ruanda-Urundi en août 1962 avec pour ce dernier la perception différente des camps antagonistes tutsi ou hutu qui nourrira les violences à l'origine de l'exil des masses de réfugiés rwandais et burundais devenu une autre dynamique politique au Kivu.
Engagée dans une politique prédatrice jusqu'à sa fin officielle, la Belgique coloniale avait été confrontée à la distance entre le vécu de sa gestion, sa pratique au quotidien, ses relations humaines avec les autochtones dits « indigènes » et l'image qu'elle avait d'elle-même ou qu'elle présentait à la fois aux Belges de la métropole et aux organisations internationales d'être une colonisation désintéressée au service des colonisés. Cette histoire contamina profondément le Congo, elle continue de fixer son avenir : le comportement belge s'était enkysté dans l'élite autochtone, très peu nombreuse à l'indépendance du pays, à travers laquelle l'ex-colonie se maintient dans la dépendance extérieure. C'est à se demander au nom de qui Mobutu dirigea le Congo. Quoi qu'en rapportent certains commentaires, dans la construction de l'État-Zaïre, son règne se rapprocha à bien des égards de ce que fut la gestion belge du dossier banyarwanda. À sa chute, les Banyarwanda dits « Banyamulenge », Tutsi au et/ou du Congo dans le Sud-Kivu, aux côtés d'un pouvoir civil et militaire rwandais lui-même dominé par des Tutsi, avaient été à l'initiative et au cœur de la guerre de 1996-1997, dite de l'Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo (AFDL), puis de celle de 1998 qui vit la naissance du Rassemblement congolais pour la démocratie (RCD). Cette explosion de la violence se poursuit depuis des années.

ISBN 978-9-4645-9617-5
9 789464 596175 >

Ce volume comporte deux tomes qui ne peuvent être vendus séparément.

Belgique
partenaire du développement